Les néomalthusiens français et les sciences biomédicales (1880-1940)

Eric Hello

▶ **To cite this version:**

Eric Hello. Les néomalthusiens français et les sciences biomédicales (1880-1940). Histoire, Philosophie et Sociologie des sciences. Université de Bordeaux, 2016. Français. NNT : 2016BORD0199 . tel-01427729

HAL Id: tel-01427729
https://theses.hal.science/tel-01427729

Submitted on 6 Jan 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

THÈSE

PRÉSENTÉE POUR OBTENIR LE GRADE DE

DOCTEUR DE L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

ÉCOLE DOCTORALE Sciences et Environnements

SPÉCIALITÉ : Épistémologie et histoire des sciences

par Eric HELLO

Les néomalthusiens français et les sciences biomédicales (1880-1940)

Volume 1

sous la direction de Pascal Duris

Soutenue le 9 décembre 2016

Membres du jury :

Claude BLANCKAERT, directeur de recherches au CNRS (Centre Alexandre Koyré, UMR 8560 – CNRS-EHESS-MNHN)	Rapporteur
Christian BONAH, professeur des universités, Université de Strasbourg	Examinateur
Jean-Christophe COFFIN, maître de conférences, Université Paris 8	Examinateur
Pascal DURIS, professeur des universités, Université de Bordeaux	Directeur
Anne RASMUSSEN, professeur des universités, Université de Strasbourg	Rapporteur
Stéphane TIRARD, professeur des universités, Université de Nantes	Rapporteur

pour Sylvie

Remerciements

Je tiens tout d'abord à remercier Pascal Duris pour ses conseils, sa disponibilité constante et, surtout, pour sa capacité à trouver la juste mesure entre liberté et encadrement du doctorant. Je remercie ensuite Jean-Christophe Coffin pour ses indications méthodologiques et pour m'avoir alerté sur l'intérêt de retourner à la source des archives, notamment étrangères, ainsi que Claude Blanckaert, Christian Bonah, Anne Rasmussen et Stéphane Tirard pour avoir accepté de participer au jury de thèse.

Je veux aussi remercier les archivistes de l'International Institute of Social History (IISH) d'Amsterdam pour leur accueil, leur compétence et leur aide dans l'exploitation des archives. Je suis également très reconnaissant de la disponibilité dont a fait preuve le personnel du Service Historique de la Défense (SHD) de Vincennes grâce auquel mes visites ont été fructueuses. Enfin, je tiens à souligner l'aide qui m'a été apportée, tout au long des années de la thèse, par le personnel de la Bibliothèque Universitaire des Sciences et Technologies de l'Université de Bordeaux. Grâce à eux, j'ai pu situer puis accéder à des ouvrages peu disponibles et pourtant essentiels à l'avancée de mon travail.

A titre personnel, je tiens à remercier celles et ceux qui m'ont accompagné et qui m'ont apporté leur aide : Sylvie Hello, pour ses relectures expertes et pour sa compréhension du sens de mon travail, Jacques Ponnier, pour son œil attentif et pour ses suggestions, Jan Konsman pour sa connaissance du cheminement neurologique de la douleur, François-Xavier Bouillon, pour sa contribution technique et son soutien, Gérard Hello, pour ses compétences linguistiques. Ces remerciements ne sauraient être complets si je ne mentionnais mes camarades de laboratoire : Thomas Morel, Claire Bouyre, Jean-Patrick Loiseau, Charlotte Girout et Benjamin Le Roux ; docteurs et doctorants avec lesquels les échanges ont toujours été cordiaux et riches, me permettant ainsi de toujours disposer d'un point de vue extérieur et bienveillant sur mon travail.

Sommaire

Résumé.....6

Introduction.....10

Partie I – Origine et essor du néomalthusianisme français.....19

Chapitre 1 : Une tradition malthusienne française ?.....20

Chapitre 2 : Paul Robin, figure fondatrice du néomalthusianisme en France.....54

Chapitre 3 : Premiers acteurs du néomalthusianisme en France.....140

Partie II – Les sciences biomédicales au service du meilleur des hommes.....228

Chapitre 4 : Les sources scientifiques du néomalthusianisme français.....229

Chapitre 5 : L'eugénisme et l'euthanasie
aux fondements du néomalthusianisme.....265

Chapitre 6 : Le chemin des utopies.....323

Partie III – Diffuser et convaincre ….....377

Chapitre 7 : Les lieux du néomalthusianisme en France.....378

Chapitre 8 : L'éducation sexuelle, la diffusion et la distribution
des techniques et des dispositifs anticonceptionnels.....439

Chapitre 9 : Littérature et néomalthusianisme.....509

Chapitre 10 : La loi du 31 juillet 1920 et la réponse des néomalthusiens.....567

Conclusion.....630

Annexes.....639

Références bibliographiques.....643

Index des noms cités.....666

Table des figures.....673

Table des matières.....674

Résumé de la thèse

Eric Hello (2016) – *Les néomalthusiens français et les sciences biomédicales (1880-1940).*
Mots clés : malthusianisme, néomalthusianisme, eugénisme, éducation intégrale, prophylaxie anticonceptionnelle, utopies scientifiques, Paul Robin, Justin Sicard de Plauzoles, Madeleine Pelletier, Charles Binet-Sanglé, Jean Darricarrère.

Le néomalthusianisme est un courant de pensée qui réunit des pédagogues, des médecins, des anthropologues et des militants féministes et anarchistes. Sa réflexion et son action ont une dimension politique, économique et scientifique. Son projet est une transformation profonde des sociétés humaines par la limitation des naissances afin d'aboutir à une meilleure organisation sociale, capable de répondre à l'aspiration légitime des êtres humains au bonheur. Les moyens pour atteindre cet objectif sont la généralisation de la prophylaxie anticonceptionnelle qui comprend les techniques contraceptives et l'avortement. Le mouvement néomalthusien a été particulièrement actif en France, des années 1890 à la veille de la Seconde Guerre mondiale. Il a également soulevé de nombreuses oppositions et a été activement combattu, notamment après la Première Guerre mondiale. S'intéressant au nombre des naissances, le néomalthusianisme souligne l'incompatibilité entre l'augmentation exponentielle de ce dernier et la possibilité pour les membres composant une collectivité de disposer du nécessaire afin d'atteindre le bonheur. De ce fait, le néomalthusianisme français est inséparable de l'eugénisme, thème central dans l'histoire de ce mouvement, de son émergence à ses derniers développements dans les années 1930. Le présent travail a pour objectif de tracer un portrait synthétique inédit du néomalthusianisme français en privilégiant son rapport aux sciences biomédicales et à la culture scientifique.

Une **première partie**, dont le titre est « Origine et essor du néomalthusianisme français », s'ouvre sur un chapitre — « Une tradition malthusienne française ? » — qui s'intéresse aux lieux et aux conditions historiques, économiques et sociales de l'émergence du discours et de l'action néomalthusiens. Un deuxième chapitre — « Paul Robin, figure fondatrice du néomalthusianisme en France » — accorde ensuite une place particulière à la vie et à l'œuvre de celui qui est considéré comme le pionnier français de la doctrine néomalthusienne. Un dernier chapitre, intitulé « Premiers acteurs du néomalthusianisme en France », est consacré aux militants convertis par Paul Robin dès la fin des années 1890 et

à ceux qui continuèrent son action au début du XX^{e} siècle. Un développement spécifique analyse l'adhésion de médecins aux idées néomalthusiennes.

Une **deuxième partie,** intitulée « Les sciences biomédicales au service du meilleur des hommes », se focalise sur la composante médicale du mouvement néomalthusien français et sur l'implication des médecins dans ses productions théoriques. Pour permettre de mieux comprendre ses thèmes de prédilection et la forme que prend son action, un chapitre — « Les sources scientifiques du néomalthusianisme français » — est consacré à l'examen des sources et des références scientifiques — implicites ou explicites — du mouvement. Un autre chapitre, « L'eugénisme et l'euthanasie aux fondements du néomalthusianisme », permet ensuite de mesurer la place que ces pratiques occupent dans la doctrine néomalthusienne. Enfin, une attention particulière est apportée à l'analyse des utopies originales que le mouvement produit. Dans un chapitre intitulé « Le chemin des utopies », nous traçons les contours d'un eugénisme proprement néomalthusien en nous appuyant sur deux exemples : *Le haras humain* (1918) de Charles Binet-Sanglé et *Une vie nouvelle* (1932) de Madeleine Pelletier.

Une **troisième partie**, « Diffuser et convaincre », s'attache tout d'abord — dans un chapitre intitulé « Les lieux du néomalthusianisme en France » — à la délimitation des espaces, des moyens et des supports d'expression de la pensée et de l'action néomalthusiennes. Elle comprend une étude historique des périodiques néomalthusiens sur la période 1896-1940. Sont également analysés, dans « L'éducation sexuelle, la diffusion et la distribution des techniques et des dispositifs anticonceptionnels », les deux axes par lesquels les néomalthusiens se proposent d'atteindre leur but : l'information sur la sexualité et la généralisation des moyens permettant d'éviter la conception. Un chapitre intitulé « Littérature et néomalthusianisme » est ensuite consacré à la contribution des écrivains qui ont mis leur plume au service de la cause néomalthusienne. Elle est illustrée de nombreux exemples et analyses d'œuvres. Enfin, un dernier chapitre intitulé « La loi du 31 juillet 1920 et la réponse des néomalthusiens », étudie le contexte qui aboutit au vote d'une loi destinée à réprimer l'activité des néomalthusiens. Elle évalue aussi les conséquences des poursuites judiciaires et de la censure sur l'activité néomalthusienne en France. Elle présente enfin les nouvelles formes que prennent la propagande et l'action des néomalthusiens à partir de cette date.

La conclusion insiste sur l'existence d'une pensée néomalthusienne autonome, caractérisée par la présence d'une matrice théorique faite de références scientifiques, philosophiques et politiques et fait le point sur les pistes qui restent à explorer.

Abstract of the thesis

Eric Hello (2016) – *The French neo-Malthusians and bio-medical sciences (1880-1940).*

Key words: Malthusianism, Neo-Malthusianism, eugenics, integral education, scientific utopias, Paul Robin, Justin Sicard de Plauzoles, Madeleine Pelletier, Charles Binet-Sanglé, Jean Darricarrère.

Neo-Malthusianism is a line of thought which gathers education specialists, doctors, anthropologists and women's and anarchist activists. Its reflexion and its action have a political, economic and scientific dimension. Its project is to deeply transform human societies through birth control in order to reach a better social organisation, likely to meet human beings' legitimate aspiration for happiness. The means implemented to reach this goal are the generalisation of contraceptive prophylaxis, which includes contraceptive methods and abortion. The neo-Malthusian movement was particularly active in France, from the 1890ies to the eve of World War II. It has also met with strong opposition and was actively fought, noticeably after World War I. Observing the number of births, neo-Malthusianism points how incompatible the exponential increase of births is with the possibility for the members of a given community to have what they need to reach happiness. Hence, French neo-Malthusianism is inseparable from eugenics, which is a central theme in the history of this movement, from its emergence to its last developments in the 1930ies. The objective of the present work is to draw a new and previously unpublished synthetic portrait of this movement, focussing on its link to bio-medical sciences and scientific culture.

A **first part**, the title of which is « Origin and development of French neo-Malthusianism » opens on a chapter – "A French Malthusian tradition?"- which studies the places and historical, economic and social conditions of the emergence of the neo-Malthusian discourse and action. A second chapter – "Paul Robin, a founding figure of neo-Malthusianism in France" – lays particular emphasis on the life and work of the man who is regarded as the French pioneer of the neo-Malthusian doctrine. A last chapter, the title of which is "The first actors of neo-Malthusianism in France" is about the militants Paul Robin had converted as early as the late 1890ies, and those who continued his action in the beginning of the twentieth century. A specific development analyses how some doctors adopted neo-Malthusian ideas.

A **second part,** the title of which is “Biomedical sciences at the service of what’s best for mankind”, focusses on the medical component of the French Neo-Malthusian movement and how doctors were involved in its theoretical contributions. Particular attention is paid to the analysis of the utopias it produces and the eugenics it advocates. In order to facilitate a better understanding of its most recurring themes and of the form its action undertakes, a chapter is devoted to examining the sources and scientific references of the movement, whether implicit or explicit. Another chapter, “Eugenics and euthanasia as the base of Neo-Malthusianism”, allows a clear vision of the place those practices occupy in the neo-Malthusian doctrine. Finally, particular attention is paid to the analysis of the original utopias generated by the movement. In a chapter titled “The road to utopias”, we trace the outline of proper neo-Malthusian eugenics, based on two examples: *Le haras humain* (1918) by Charles Binet-Sanglé and *Une vie nouvelle* (1932) by Madeleine Pelletier.

A **third part,** « Spread and convince » -in a chapter titled “The places of French neo-Malthusianism”- is, to begin with, devoted to the places, means and channels which convey the Malthusian thought and action. It includes a historical study of the neo-Malthusian literature over the 1896-1940 period. Are also analysed, in “Sex education and contraceptive prophylaxis”, the two focal areas the neo-Malthusians use in order to reach their goal: sex education and popularization of the techniques and devices allowing to avoid procreation. A chapter titled “Literature and neo-Malthusianism” is then devoted to the contribution of writers whose writings were put at the service of the neo-Malthusian cause. It is illustrated by numerous examples and analyses of works. Finally, a last chapter, titled “The Act of July 31, 1920”, studies the context leading to the passing of an act the purpose of which is to repress the activity of neo-Malthusians. It also assesses the consequences of prosecution and censorship on neo-Malthusian activities in France. It concludes by describing the new forms undertaken by neo-Malthusian propaganda and activity from that date on.

The conclusion insists on the existence of an autonomous neo-Malthusian thought, characterized by a theoretical matrix built on scientific, philosophical and political references, and reviews the avenues left to explore.

Introduction

> « Théorie biologique et sociologique néo-malthusienne, la limitation volontaire des naissances est, dans tous les cas, indispensable. Tout tient à elle. Elle est la conséquence logique et pratique de cette doctrine malthusienne, doctrine aussi généralement inconnue que combattue *a priori*, née cependant de l'observation et de l'expérience et non point, comme on le prétend, d'une fantaisie de l'esprit ou d'un caprice de l'imagination, *doctrine biologique*, cohérente et claire, base immuable de toute sociologie favorable au bonheur humain. »[1]

A ce jour, il n'existe aucun travail synthétique concernant le néomalthusianisme français, à l'exception de rares études qui occultent ou minorent généralement l'importance de son rapport aux sciences. A cela, il est deux raisons principales.

La première tient à l'absence d'unité immédiatement perceptible de ce mouvement. Le néomalthusianisme n'est pas un courant au sens où on l'entend habituellement : il ne se construit pas autour de structures et d'organismes propres et identifiables ; il n'a d'ailleurs au départ aucune architecture institutionnelle. Néanmoins, nous soutenons qu'il est tout de même possible de le qualifier de mouvement. Il est en effet parvenu à fédérer un certain nombre de personnalités politiques et scientifiques de la III^{e} République et l'audience de sa propagande est notable tout au long de la période que nous nous proposons d'étudier. On peut indirectement en juger par l'intensité des poursuites pénales, des protestations hostiles et enflammées que les idées néomalthusiennes suscitent dans les milieux politiques et institutionnels, notamment entre 1895 et 1920. Il est évident que les autorités politiques n'auraient jamais déployé une telle énergie si le discours néomalthusien n'avait pas eu une dimension puissamment subversive.

Devenir néomalthusien relève le plus souvent d'une initiative individuelle, motivée par des positions humanistes et éthiques. Le néomalthusianisme apparaît ainsi plutôt comme une manière de considérer la question sociale selon une perspective originale. L'idée cardinale de limitation des naissances est adoptée, de manière plus ou moins opportuniste, par une constellation de personnalités provenant d'horizons variés : des communistes libertaires membres de la première Internationale, qui voient là un facteur d'affranchissement du prolétariat ; des anarchistes individualistes, qui pensent que c'est un moyen efficace de contribuer à la réalisation de l'autonomie individuelle ; et enfin, des

1. G. Hardy, 1912, pp. 21-22 (c'est G. Hardy qui souligne).

féministes qui considèrent que tout ce qui libère les femmes du fardeau social que peut représenter la maternité va dans le bon sens. Ces idées ont une dimension fédératrice qui explique l'adhésion de personnes venues de milieux divers, bien que toutes inscrites politiquement à gauche.

Cela nous conduit à la deuxième raison qui peut permettre d'expliquer la difficulté rencontrée pour produire un travail spécifique sur le néomalthusianisme. Puisqu'il s'agit d'un ensemble d'idées adoptées à titre de moyens par certains courants politiquement identifiés et organisés, le néomalthusianisme semble ne pas pouvoir constituer un objet d'étude principal. Il n'est le plus souvent appréhendé dans les études existantes que comme une sorte d'outil, adopté à titre de moyen supplémentaire, dans le cadre d'une lutte qui le dépasse et qui ne s'y réduit certainement pas. De plus, l'efficacité pratique de la doctrine néomalthusienne dans la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société suscite parfois le doute. Il n'est que de citer l'anarchiste Sébastien Faure (1858-1942) qui est, au départ, tout à fait hostile aux idées malthusiennes, parce qu'il les considère au minimum comme inefficaces et vraisemblablement nuisibles, mais qui, au tournant du siècle, se convertit progressivement à l'idée que la limitation des naissances n'est pas un accessoire de la lutte, un expédient désespéré et inadapté, mais bien l'axe principal de la transformation politique, sociale et économique du monde humain.

Du fait de son relatif éparpillement et de l'absence de structure institutionnelle propre et largement fédératrice, le néomalthusianisme français est donc généralement abordé comme un épiphénomène englobé dans une problématique plus large et souvent étudié par des travaux plus généraux sur les mouvements libertaires et féministes. La seule organisation néomalthusienne identifiable, la Ligue de Régénération humaine (LRH), fondée en 1896, demeure très parisienne, et, en dépit de sa volonté active de rayonnement, elle reste centrée autour de quelques personnages marquants qui constituent une sorte de « famille », dont les liens organiques et affectifs sont souvent le ciment. Les idées néomalthusiennes seront cependant diffusées au moyen de l'outil essentiel dont se dote la Ligue dès sa naissance : le périodique *Régénération*. Mais cette publication, qui sera à la fois un lieu de concentration des idées et de confrontation des personnes, met elle-même du temps à trouver un rythme de parution régulier. Entre le numéro-programme, daté de décembre 1896, et le 1er numéro daté d'avril 1900, plus de trois années s'écoulent et le rythme est, jusqu'en 1903, d'environ deux numéros par an. Sur un plan stratégique et administratif, force est de constater que parler d'organisation néomalthusienne relève de l'oxymore. Cela est en partie imputable à l'origine libertaire de ceux qui en sont ses

premiers initiateurs.

Pour toutes ces raisons, le néomalthusianisme français, lorsqu'il est étudié en tant qu'objet, l'est généralement en fonction d'un point de vue qui le renvoie à un statut second. Le seul travail que l'on pourrait qualifier de généraliste sur la question néomalthusienne en France est probablement l'ouvrage de Francis Ronsin, *La grève des ventre. Propagande néo-malthusienne et baisse de la natalité en France* (1980). Cet ouvrage, précis et documenté, a cependant pour objectif principal de mettre en relation les tendances générales de la démographie française sur la période 1890-1920 avec les aléas que connaît la propagande néomalthusienne sur la même période. Pour ce faire, il étudie la lutte âpre qui oppose les militants néomalthusiens, antinatalistes, aux partisans de la repopulation de la France, favorables à une politique nataliste. Le point sur lequel l'étude de Francis Ronsin aboutit, c'est le constat de l'efficacité pour le moins limitée de l'une et l'autre propagande. Ce livre est complété, en 1990, par *Le sexe apprivoisé. Jeanne Humbert et la lutte pour le contrôle des naissances* (1990), écrit par Roger-Henri Guerrand et Francis Ronsin. Il s'agit d'une étude qui s'inscrit dans une perspective d'histoire de la sexualité et qui est centrée sur la personne de Jeanne Humbert (1890-1986), figure essentielle, quoique relativement tardive, du néomalthusianisme français. Étant à la fois un personnage central, et en même temps la plus jeune des militants historiques — ce qui a permis à Francis Ronsin de la rencontrer[2] — son témoignage est de grande valeur. Elle a, en outre, été soucieuse, tout au long de sa vie, de faire œuvre d'archiviste du néomalthusianisme en collectant une très grande quantité de documents et d'ouvrages. Ces archives, mises à la disposition de Francis Ronsin par Jeanne Humbert elle-même, ont ensuite été versées à l'International Institute of Social History d'Amsterdam, en 1995. Le livre de 1990, nourri de l'exploitation de ces sources, constitue un travail biographique de grande qualité et présente le militantisme néomalthusien à travers le prisme particulier qui est celui de la vie et de l'action d'une militante. En ce sens, l'ouvrage est tout à fait représentatif des quelques travaux qui traitent du néomalthusianisme. L'approche biographique y est prédominante ; l'objet privilégié de l'étude, ce sont les militants ou bien des événements particuliers. Quand certains personnages se détachent du lot, par leur caractère atypique, l'importance de leur œuvre ou leur activisme intense, ils deviennent l'objet d'une attention toute particulière et des travaux leur sont spécifiquement consacrés.

---

2. Les rencontres de Francis Ronsin et Jeanne Humbert ont donné lieu à un film documentaire passionnant de Bernard Baissat, « Ecoutez Jeanne Humbert », en 1981.

C'est dans cette perspective que Christiane Demeulenaere-Douyère publie, en 1994, sa somme biographique, *Paul Robin (1837-1912). Un militant de la liberté et du bonheur* (1994). Le travail qu'elle effectue est tout à fait remarquable ; il synthétise en près de 500 pages toutes les archives concernant la vie et l'œuvre de Paul Robin, personnage considéré, à juste titre, comme le véritable initiateur de la pensée néomalthusienne en France. Cependant, on constate que sur les douze chapitres que comporte l'ouvrage, seuls les deux derniers évoquent le néomalthusianisme et uniquement du point de vue de l'action de Paul Robin. Et sur ces deux chapitres, six pages à peine sont consacrées à l'eugénisme défendu par Paul Robin, alors qu'il s'agit d'une composante essentielle de son approche. Enfin, c'est dans la perspective d'un travail patrimonial de conservation et de redécouverte de l'œuvre du pédagogue novateur que fut Paul Robin qu'est envisagé l'ouvrage.

L'autre personnage néomalthusien auquel s'intéressent certaines études contemporaines est Madeleine Pelletier (1874-1939). Connue et appréciée des mouvements féministes, hier comme aujourd'hui, son œuvre est généralement abordée selon une perspective incontestablement militante. A titre d'exemple, on peut mentionner l'ouvrage de Claude Maignien et Charles Sowerwine, *Madeleine Pelletier, une féministe dans l'arène politique* (1992), qui a pour ambition principale de retracer le parcours de cette femme médecin, aliéniste, anthropologue et très engagée politiquement pour les droits des femmes. Le propos est presque systématiquement laudatif et laisse dans l'ombre bien des aspects de son travail. Le projet a certainement en soi sa légitimité, mais il ne peut satisfaire l'exigence de l'historien qui voudrait restituer au néomalthusianisme son identité propre et à l'œuvre de Madeleine Pelletier son contexte historique.

Plus proche de notre perspective se situe le travail conduit par Alain Drouard, tant dans son article de 1992, « Aux origines de l'eugénisme en France : le néo-malthusianisme (1896-1914) », que dans son livre, *L'eugénisme en questions* (1999). Son effort particulier de contextualisation a le mérite de permettre d'aborder frontalement ce que les autres travaux ne font que timidement ou allusivement : le lien indiscutable, étroit et jamais démenti par ses protagonistes qui existe, dès la fin du XIX^{e} siècle, entre le néomalthusianisme et l'eugénisme. Toutefois, la limite de la thèse d'Alain Drouard consiste aussi à ne considérer le néomalthusianisme que du point de vue de l'eugénisme et non pas comme une doctrine autonome, comme un ensemble rationnel de concepts et de principes. Or, en n'abordant les idées néomalthusiennes que du point de vue de leur caractère « précurseur » d'un autre courant, on aboutit à la confusion des deux tendances. Une telle réduction du néomalthusianisme à un « simple » eugénisme « à la française », outre le fait

qu'elle nous semble erronée, constitue un obstacle à la saisie de l'originalité propre de ce mouvement.

L'identification du néomalthusianisme français ne peut se faire que de l'intérieur, par la restitution de la matrice d'idées et de principes autour de laquelle le mouvement s'organise. Aussi, afin de dessiner, avec la plus grande précision possible, un portrait de ce mouvement, il faut le resituer dans le terreau qui est le sien : un réseau croisé d'influences au sein desquelles l'idée de progrès est un guide et la science un moyen par lequel on peut aboutir à l'organisation sociale idéale. Cette société rêvée, qui, au cours de l'histoire, a alimenté de nombreuses utopies, apparaît, en cette fin de XIX^{e} siècle positiviste, comme quelque chose d'accessible. Grâce aux sciences de l'homme et aux sciences biomédicales, sur les acquis desquelles elle doit se développer, l'utopie cesse de n'être qu'une métaphysique fumeuse animée par quelque vision romantique ou religieuse de l'humanité : elle devient un objectif positif réalisable.

Notre ambition est donc, d'une part, de tracer les contours du courant néomalthusien en France, de son émergence progressive, dans les années 1880, à sa dilution dans d'autres combats (le planning familial par exemple), après la Seconde Guerre mondiale. Cette première tâche va nous conduire à dresser une cartographie inédite des lieux d'expression et des acteurs du néomalthusianisme. D'autre part, il nous a semblé pertinent de mettre en relation les constructions théoriques et les actions envisagées par les néomalthusiens avec le contexte et les nouveautés scientifiques de leur époque. Pour ce faire, nous avons procédé à une relecture systématique de l'ensemble des œuvres publiées par le mouvement en tentant d'en tracer les lignes de force. Cela suppose un recensement et une analyse des références scientifiques qu'ils privilégient. Un tel travail de redécouverte d'œuvres qui souffrent de n'être que fort peu lues, et qui sont bien souvent jugées avant de l'être, nous a paru nécessaire. Le corpus néomalthusien est constitué de nombreuses brochures (textes courts de dix à cinquante pages), de nombreux périodiques, mais aussi de monographies originales qui ne sont pas toujours aisées d'accès et qui, pour certaines d'entre elles, sont absolument introuvables. Les collections de périodiques, rarement complètes, généralement non numérisées, ne sont accessibles que par le biais de microfiches, presque impossibles à photocopier et dont la BnF, par exemple, n'autorise pas la photographie. Cela complique grandement le travail d'exploitation nécessaire aux recherches. Pour mener à bien notre entreprise de relecture, l'accès au dossier F7/13955 (Néo-malthusianisme, notes, presse, affiches, brochures, 1907-1925) des archives de la direction des renseignements généraux, conservé aux Archives Nationales et consacré à la

propagande néomalthusienne, a été à peu près notre seul moyen d'être en contact physique avec des exemplaires papier originaux de certaines publications néomalthusiennes. Les archives conservées à l'Institut International d'Histoire Sociale d'Amsterdam nous ont également permis de compléter certains manques.

Plutôt que d'aborder ce corpus avec une grille d'interprétation thématique constituée a priori et spécialisée (du point de vue de l'histoire sociale, du point de vue du féminisme, du point de vue de l'histoire de l'éducation, etc.), ce qui aurait conduit à répéter les travaux existants, nous avons analysé le contenu des productions du néomalthusianisme français pour en identifier les concepts, les sources privilégiées et les références. Notre but est de restituer à ce mouvement sa structure théorique interne, au moyen d'une démarche réflexive. Un travail de synthèse de l'œuvre des néomalthusiens français constitue l'objectif premier de notre analyse. Celui-ci exige que l'on prenne en compte cet élément constitutif fondamental du néomalthusianisme qu'est sa composante clairement eugéniste. Faute de cela, aucun travail complet d'identification ne nous semble possible. Cet aspect est pourtant largement passé sous silence dans la littérature secondaire existante ; nous tenterons d'expliquer pourquoi, tout en essayant de remédier à cette lacune.

Notre travail est structuré en trois grandes parties ; chacune d'entre elles est destinée à mettre respectivement en évidence l'émergence, les acteurs, les moyens et l'héritage du néomalthusianisme.

Dans la première partie, nous nous sommes attaché à rendre compte des conditions dans lesquelles les idées néomalthusiennes sont apparues en France. Cette procédure implique tout d'abord un détour par la filiation anglaise et par une étude des rapports existant entre le malthusianisme originel du tout début du XIX^{e} siècle et le néomalthusianisme français, à la toute fin du même siècle. Nous évoquerons aussi le contexte politique et social particulier au sein duquel se développe un néomalthusianisme français (chapitre 1). Ce premier acte nous renverra à l'examen de la vie et de l'œuvre de Paul Robin (1837-1912), figure fondatrice et écrasante du néomalthusianisme en France. Artisan de son essor, il est absolument impossible de minimiser son rôle. Ce faisant, nous ne nous bornerons pas à répéter les études existantes sur le personnage[3]. Nous tenterons plutôt de comprendre les choix, les trajectoires et les principes validés par Paul Robin en les mettant en relation avec la culture scientifique — au sens large — de son temps (chapitre 2). Nous essaierons aussi de réintégrer les éléments eugénistes de la pensée de

3. Voir Giroud, 1937 ; Dommanget, 1951 ; Demeulenaere-Douyère, 1994.

Paul Robin, tâche indispensable pour appréhender l'œuvre et pour résoudre les apparentes contradictions qu'elle présente. Un tel travail n'a en effet jamais été produit.

Enfin, pour clore ce premier moment, nous évoquerons la manière dont le néomalthusianisme naissant a pu devenir ce mouvement subversif, volontiers provocateur, suscitant très fréquemment la controverse par sa détermination à s'opposer à tous les conservatismes. Nous étudierons ainsi le rôle essentiel joué, au départ, par les militants libertaires, puis l'événement crucial que constitue l'adhésion de médecins à la matrice des idées néomalthusiennes (chapitre 3).

Dans un second temps, nous nous consacrerons à l'étude de la contribution théorique des médecins néomalthusiens. Leur production, bien que concentrée sur une petite dizaine d'individus, fut assez substantielle. Sa lecture attentive fournit de nombreuses indications sur les éléments scientifiques qui sont validés en commun par les médecins qui adhèrent intellectuellement aux idées néomalthusiennes. Elle permet de mettre en évidence un ensemble de principes intangibles. Nous commencerons donc par présenter les sources scientifiques communes de ce néomalthusianisme médical en France (chapitre 4). Celles-ci sont variées et couvrent un champ assez large de domaines : celui des sciences économiques et sociales, celui des sciences humaines et, bien entendu, celui des sciences du vivant. A cela, il faut ajouter des options philosophiques et épistémologiques communes à nos auteurs : des positions rigoureusement et intégralement matérialistes qui conditionnent elles-mêmes un monisme théorique jamais démenti.

Après l'examen des sources de référence, qui constitue en soi une manière de présenter le néomalthusianisme comme un ensemble cohérent, au-delà de la diversité des tutelles revendiquées, nous analyserons les productions théoriques des médecins eux-mêmes en soulignant leur originalité. Ce qu'ils apportent de véritablement nouveau sera illustré en deux temps (chapitre 5). D'abord par la mise en lumière d'un eugénisme spécifiquement néomalthusien, qui se distingue d'autres formes d'eugénisme de la même époque et, notamment, de l'eugénisme nataliste avec lequel il a fort peu de points communs. Nous aborderons ensuite la question de l'euthanasie, autre fil rouge du néomalthusianisme médical. Enfin, à titre d'illustration de notre propos, nous aborderons les utopies néomalthusiennes et présenterons de manière précise et analytique deux d'entre elles (chapitre 6).

Dans un troisième temps, nous aborderons le contenu de la propagande néomalthusienne, forte d'un fondement qu'elle considère pleinement scientifique, et la manière dont celle-ci entend convaincre le plus grand nombre de la nécessité d'une réforme

profonde de l'organisation sociale, réforme qui, selon elle, passe par un contrôle de la procréation en nombre et en qualité. Nous étudierons à cette fin une publication « pré-néomalthusienne », à vocation pédagogique, *L'Orphelinat Prévost*, dans laquelle on peut noter la présence, avant même la création de la première organisation officiellement néomalthusienne, de la plupart des éléments qui constitueront ensuite le noyau dur des principes néomalthusiens. Nous aurons ainsi l'occasion de mettre en évidence le lien de continuité et de complémentarité qui existe entre « l'éducation intégrale » que les néomalthusiens cherchent à promouvoir, et l'engagement eugéniste qui est le leur. Cette partie sera aussi l'occasion de traiter des « lieux » du néomalthusianisme, c'est-à-dire les supports et les structures existants au moyen desquels le néomalthusianisme s'exprime (chapitre 7). Il s'agit d'abord des publications (périodiques, brochures, monographies, affiches) et des structures propres (la Ligue de Régénération humaine) du mouvement mais, ensuite, des structures et organisations extérieures au mouvement au sein desquelles celui-ci cherchera à faire entendre sa voix.

Ayant établi cet ancrage théorique, nous nous intéresserons aux moyens mis en œuvre pour l'application pratique des préceptes néomalthusiens : l'éducation sexuelle et les techniques de « prophylaxie anticonceptionnelle » (chapitre 8). Il apparaît que le néomalthusianisme fut particulièrement actif et volontariste en matière de diffusion du savoir médical et de distribution de matériel contraceptif. En ce qui concerne les moyens de la limitation des naissances, il a joué un rôle essentiel dans l'invention, l'évaluation, la pédagogie et la maîtrise des techniques anticonceptionnelles. Nous traiterons dans ce cadre de la question de « l'avortement provoqué » et de son opposition aux lois en vigueur qui criminalisent l'avortement, tout en faisant obstacle à la diffusion de la contraception et à la liberté de la maternité.

Nous inclurons dans cette partie l'étude du rôle décisif joué par les artistes et les gens de lettres (chapitre 9). En effet, de nombreux intellectuels — écrivains, poètes, ou journalistes — de l'époque ont œuvré pour la diffusion des idées malthusiennes et pour la promotion de la « procréation consciente ». C'est par exemple le cas d'Octave Mirbeau, de Victor Margueritte, auteur de romans féministes à succès, ou de Laurent Tailhade. Nous constaterons à cette occasion que la forme littéraire a aussi séduit certains médecins néomalthusiens qui utilisent le roman (Jean Darricarrère) ou l'utopie romanesque, voire le théâtre (Madeleine Pelletier), considérant que ces procédés sont une manière différente, complémentaire et efficace de diffuser leurs idées.

Dans un dernier chapitre (chapitre 10), nous nous concentrerons sur les poursuites

juridiques et sur l'opposition politique au néomalthusianisme qui, dans le contexte nationaliste exacerbé de la Première Guerre mondiale, augmente l'audience des organisations natalistes, de droite comme de gauche. Cela conduit, à l'été 1920, au vote d'une loi visant très précisément la propagande néomalthusienne et conduisant *de facto* à son interdiction pure et simple, puisque toute publicité, toute allusion publique relative aux moyens d'éviter la grossesse devient passible de poursuites pénales. Nous dresserons d'abord un bilan de l'écho du néomalthusianisme en France dans les années qui précèdent cette loi, tout en identifiant ses adversaires les plus résolus. Nous présenterons ensuite les effets de cette loi qui aboutit à une intensification des poursuites et des condamnations. Nous évoquerons la censure et les sanctions pénales qui frappent, parfois durement, les militants néomalthusiens et entravent leur action. Pour finir, nous observerons la manière dont le mouvement cherche à demeurer dans l'action, en dépit des menaces, entre 1920 et 1939, et nous analyserons les stratégies nouvelles adoptées par certains de ses acteurs. A cette époque, la fédération des militants continue à se faire grâce à des périodiques parisiens et autour de ce qui subsiste de la Ligue de Régénération humaine, qui diversifie son action plutôt qu'elle ne l'édulcore, en se rapprochant par exemple de la Ligue mondiale pour une réforme sexuelle sur une base scientifique. Nous terminerons notre travail par une brève étude de ce que devient le néomalthusianisme après la Seconde Guerre mondiale.

Première partie

Origine et essor du néomalthusianisme français

Chapitre 1

Une tradition malthusienne française ?

De par sa dénomination, le néomalthusianisme fait directement référence à Thomas Robert Malthus (1766-1834). La relation qui unit sa doctrine originelle à celle qui a été, par la suite, développée par les néomalthusiens français, est souvent présentée sous le mode du contentieux, les derniers reprochant au premier son aveuglement quant aux solutions efficaces pour atteindre le bonheur. D'après Francis Ronsin, l'opposition qui est fréquemment faite entre les disciples d'un Malthus empreint de religion et, de fait, incapable d'accepter l'idée que les méthodes contraceptives soient une solution acceptable, et des néomalthusiens qui prôneraient de leur côté la libération sexuelle par la prophylaxie anticonceptionnelle, est souvent caricaturale[4]. Selon lui, les disciples malthusiens directs de T. R. Malthus, comme ceux qui se disent « néomalthusiens », sont tous très rapidement parvenus au constat que la contraception est une nécessité pour contrôler la population en nombre et que ce point ne peut être mis en avant pour rendre compte d'une opposition flagrante. Le fait que Malthus soit pasteur est sans doute pour beaucoup dans cette interprétation, mais il est évident que celle-ci est excessive. Qu'apporte donc le préfixe « néo- » au malthusianisme ? Telle est l'une des questions auxquelles il nous faudra répondre.

1- Thomas Robert Malthus : un père fondateur contesté

Comme d'autres penseurs des XVIII^{e} et XIX^{e} siècles, et sans doute dans la perspective des Lumières, Malthus a apporté sa contribution à la pensée politique en réfléchissant à la notion de progrès humain. Comment articuler bonheur individuel et bonheur collectif ? Existe-t-il une solution politique et économique satisfaisante à la question des inégalités sociales ? A la pauvreté ?

Son angle d'attaque est celui de l'économie. Il se démarque en ce sens des travaux

4. Voir l'article de Francis Ronsin daté de juin 1994, « Jeanne Humbert, Présentation de Francis Ronsin, avec l'aide d'Isabelle Ubeda », sur le site http://raforum.info/spip.php?article3024&lang=en ; consulté le 20 septembre 2015.

de philosophie politique produits par les philosophes et les juristes du XVIII^e car son approche est pragmatique et non pas philosophique. Cela le conduit à mettre en corrélation les données quantitatives relatives à la production de ressources, notamment alimentaires, et l'évolution démographique. Il est en outre attentif à la situation sociale de son temps qui justifie, selon lui, un examen critique des philosophies du progrès que représentent, par exemple, les théories de Rousseau, de Condorcet et de William Godwin (1756-1836). D'après Malthus, ces derniers, représentant l'humanisme progressiste du XVIII^e siècle, ont fait preuve d'un optimisme excessif en envisageant comme crédible l'hypothèse d'un progrès continu et parallèle des libertés individuelles, d'une part, et des structures globales que sont les sociétés, d'autre part. Malthus doute en effet qu'il soit possible d'imaginer pour l'avenir une évolution conjointe des libertés individuelles et une évolution économique globale positive. Il considère ainsi que les comportements individuels peuvent entrer en contradiction avec le progrès de tous. Il n'y a pas adéquation possible, et, dans certains domaines, il semble que des limites rationnelles doivent impérativement être posées. C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre l'écriture et la publication en 1798 de son *Essai sur le principe de population*[5]. On nomme « malthusianisme » la doctrine établie par l'économiste britannique.

Son opposition critique à William Godwin a sans doute également nourri la méfiance des révolutionnaires à son égard. En effet, Godwin serait plutôt une figure exemplaire pour les militants progressistes et les anarchistes. S'étant lui-même détourné de la croyance religieuse pour prôner un gouvernement de la raison, il devient une source d'inspiration pour les penseurs utilitaristes anglais, qui sont eux-mêmes une référence centrale et constante pour les néomalthusiens en général. Critique à l'égard des institutions dans *An enquiry concerning political justice and its influence on general virtue and happiness* (1795), Godwin défend l'idée que des solutions politiques pour la réalisation du bonheur collectif existent, à condition de bien vouloir s'affranchir des tutelles que représentent les institutions telles que le mariage ou la religion.

La nouveauté de Malthus consiste à prendre en considération les conditions économiques et matérielles du progrès, dans la mesure où ces dernières jouent un rôle

---

5. Thomas Robert Malthus, *An essay on the principle of population, as it affects the future improvement of society, with remarks on the speculations of Mr. Godwin, M. Condorcet and others writers*, Printed for J. Johnson, in St. Paul's church-yard, London, 1798. Ceci est le titre complet de l'édition originale. Il y eut six éditions anglaises successives jusqu'à la version finale de 1826. La traduction française à laquelle nous nous référerons est celle de 1823 par Pierre et Guillaume Prévost éditée par Flammarion en 1992 parce qu'elle est à la fois claire, disponible et proche de l'édition originale.

fondamental dans la réalisation du bonheur général. Il considère que la solution ne peut être strictement politique ou philosophique. Le progrès humain correspond à une espérance mais il n'a rien de certain, a fortiori si nous n'engageons pas notre responsabilité et notre action pour qu'il advienne.

Pour éclairer cette question, Malthus s'engage dans une démarche quantitative en mettant en relief, données statistiques chiffrées à l'appui, le ratio existant entre l'augmentation de la population (bilan démographique objectif) et la disponibilité des ressources nécessaires à la vie humaine, notamment alimentaires. Ce faisant, il insiste particulièrement sur l'importance de la capacité de production de la terre. Il établit ainsi ce qu'il nomme le *Principle of Population* (le principe de population). Par ce moyen, il met en évidence la surpopulation, elle-même imputable à une procréation incontrôlée, comme obstacle fondamental au progrès humain.

Les solutions préconisées par Malthus sont aussi simples que radicales. Le *moral restraint*, c'est-à-dire l'abstinence stricte de tout rapport sexuel, lui paraît être le seul moyen efficace, et moralement acceptable, pour remédier à la menace que représente l'écart croissant qui se crée entre une augmentation exponentielle de la population et une augmentation arithmétique des ressources disponibles. La préconisation du mariage tardif, l'abstinence au sein même du mariage après la venue au monde d'un nombre défini d'enfants, sont des éléments qui viennent compléter et accentuer l'effet du *moral restraint*. Les marxistes se sont focalisés sur cet aspect de la pensée de Malthus, n'hésitant pas à la caricaturer. La relation de Marx lui-même à la pensée de Malthus, est d'ailleurs ambivalente. D'un côté, il reconnaît certainement le bien-fondé d'une approche d'économiste qui prend en considération les conditions de vie concrètes des hommes réels, mais d'un autre, il voit en Malthus un des représentants de ces pensées réactionnaires qui ne peuvent s'affranchir complètement de la tutelle du religieux et qui, de ce fait, adoptent des positions moralistes et conservatrices. Mais ce que Marx reproche également à Malthus, tout aussi bien qu'aux néomalthusiens, c'est de valoriser une attitude, la limitation volontaire des naissances, qui conduit à priver le prolétariat des troupes nécessaires à l'avènement de la grande révolution prolétarienne.

Par extension, on qualifie de « malthusienne » toute action ou toute mesure visant à proportionner l'augmentation de la démographie aux ressources effectivement disponibles. Le trait principal du malthusianisme consiste donc à insister sur la nécessité d'un contrôle de la population, puisqu'il pose en effet que nos capacités d'augmenter la production, et de valoriser le rendement réel des terres cultivées, ne peuvent croître indéfiniment. Il existe

une limite que l'industrie et l'ingéniosité humaine ne peuvent dépasser. Le contrôle de la natalité que Malthus estime nécessaire ne repose cependant que sur une adresse aux consciences individuelles, et non sur l'adoption de mesures coercitives. En complément de cette incitation des individus à maîtriser par eux-mêmes leur procréation, des mesures proprement politiques sont envisagées. La plus controversée de ces mesures — celle qui alimentera les critiques de Marx et de Engels dans *Critique de Malthus* (1875) — consiste à suspendre le recours trop systématique aux aides alimentaires et financières accordées aux pauvres. Cette préconisation est sensée conduire à une régulation de la natalité par une incitation à la prudence en matière de procréation. L'accent est mis sur la responsabilité individuelle car chaque individu doit être juge des conséquences de ses actes dans la mesure où ils ont un effet sur sa vie. Pour Marx, la théorie de Malthus illustre le mépris bourgeois du prolétariat, et ses mots sont sans ambiguïté : « Malthus déclare, en termes non voilés, que le droit qu'a tout homme vivant sur cette terre de manger, de boire et de se vêtir est un pur non-sens. […] Telle est maintenant la théorie favorite de toute authentique bourgeoisie anglaise. […] Dès lors, il ne s'agit plus de rendre active la *population excédentaire*, en l'employant utilement, mais simplement de la faire mourir de faim de la manière la plus commune et de l'empêcher de mettre trop d'enfants au monde. »[6]

Il est par ailleurs exact de dire que, sur un plan personnel, Malthus est opposé aux pratiques anticonceptionnelles, de même qu'à toute éducation qui pourrait améliorer leur diffusion. Très attaché à un statut de la personne humaine qui fait d'elle un agent moral, sans doute influencé par la théorie du libre-arbitre qui fonde, sans suppléance possible, la responsabilité individuelle, Malthus entend surmonter de manière chrétienne les problèmes démographiques. Son analyse économique est donc à interpréter dans le cadre de son protestantisme sincère et, même si Malthus s'oppose à une application stricte du « Croissez et multipliez » de la Genèse, il ne peut pas aller jusqu'à envisager une limitation volontaire des naissances autrement que par un renoncement à la jouissance. En d'autres termes, sa croyance ne peut intégrer ou assumer une philosophie du plaisir qui comprendrait et accepterait la liberté sexuelle.

Il faut toutefois prendre avec précaution les critiques marxistes de la doctrine malthusienne, car son auteur n'est pas le réactionnaire que Marx décrit. Certes, il refuse d'attribuer les crises économiques et leurs conséquences à l'incompétence du politique, mais il veut mettre en évidence l'importance des « obstacles naturels » au progrès,

6. Marx et Engels, 1978, pp. 66-67 (c'est Marx qui souligne).

généralement ignorés ou sous-estimés. Il n'est pas non plus hostile à l'adoption de réformes sociales pour établir plus de justice, mais il considère que celles-ci seront inefficaces si l'on persiste à méconnaître le principe de population et à minimiser la réalité des obstacles naturels au progrès. Son pessimisme relatif lui sera souvent reproché. Il est vrai qu'il est en net contraste avec l'optimisme marqué des utopies du XIX^{e} siècle.

Quand on sait que c'est d'abord dans le creuset socialiste et libertaire de l'Internationale que le néomalthusianisme s'est développé, on peut légitimement se demander quelle part de l'héritage du pasteur anglais ses militants ont accepté d'assumer. On peut en tout cas affirmer, avec Francis Ronsin, que ce n'est pas la seule question de l'usage, ou non, de procédés contraceptifs, qui distingue le malthusianisme originel du néomalthusianisme. L'écart, réel, qui les oppose est à la fois plus important et moins conflictuel qu'on ne pourrait le croire. Ce que le néomalthusianisme accepte et retient de la théorie de T. R. Malthus, c'est l'approche scientifique et quantitative des questions de démographie et de production. Mais il va bien au-delà en effectuant ce que Francis Ronsin appelle « un détournement subversif de la pensée de Malthus. »[7] Puissamment révolutionnaire en France — car à la différence de ce qui vaut pour l'Angleterre elle n'est pas issue d'un mouvement philosophique et intellectuel — la pensée néomalthusienne fait de la limitation volontaire des naissances le cœur même de l'action et l'outil principal de la révolution espérée. En d'autres termes, pour le néomalthusianisme français, la « prophylaxie anticonceptionnelle » n'est pas une simple façon de réguler le déséquilibre entre production et démographie, mais le moyen révolutionnaire par excellence permettant d'aboutir à la société idéale.

On désigne comme « néomalthusien » le courant de pensée, ou le mouvement, qui est une déclinaison du malthusianisme dont il se démarque toutefois. Dans le contexte européen, c'est en Angleterre qu'il se développe d'abord, aux alentours des années 1860-1870. S'ils considèrent que le diagnostic social établi par Malthus est bon — il y a bien inadéquation entre la production de ressources et l'accroissement de la population et ce phénomène est la principale cause de la pauvreté —, les néomalthusiens critiquent les solutions qu'il propose. Il faut donc vanter les mérites de l'analyse malthusienne, en tant que constat, et adhérer à ses conclusions sur ce point, mais en revanche refuser les moyens préconisés par Malthus, parce qu'ils sont insuffisants, aléatoires, voire nocifs.

Par son préfixe, le néomalthusianisme met en exergue son caractère novateur et

7. Ronsin, 1980.

marque une distance avec le malthusianisme originel. A quel prix se fait l'intégration de la nouveauté par la doctrine originelle ? Les néomalthusiens eux-mêmes se sont attachés à répondre à cette question, que ce soit pour mettre en évidence la filiation qui les unit à Malthus ou, tout au contraire, pour proposer des solutions qu'ils jugent plus pertinentes, plus efficaces et plus conformes à l'idéal humaniste de justice sociale qu'ils entendent défendre.

2- Les sources anglaises du néomalthusianisme

Les premiers auteurs à avoir procédé à une investigation critique de l'œuvre de Malthus, tout en s'inscrivant dans son sillage, sont des penseurs influencés par la philosophie utilitariste. L'utilitarisme est un courant philosophique qui, sur le plan axiologique, considère que le bonheur est l'aspiration légitime de tout individu et qui pose que ce bonheur dépend d'abord de l'accession au bien-être maximal — physique, moral et intellectuel — pour le plus grand nombre possible d'individus. Le concept d'utilité désigne la capacité des dispositifs politiques, économiques et sociaux à maximiser le bonheur moyen d'une population donnée. Ce bonheur ne peut pas être collectivement atteint si les individus qui composent le corps social ne peuvent eux-mêmes y accéder et, inversement, un individu dont le poids social minimise les possibilités du bonheur des autres constitue un obstacle au bien-être moyen de tous. En conséquence, pour les utilitaristes, le principe de maximisation du bonheur collectif prescrit les actions à effectuer ou à éviter, en fonction de leur utilité sociale. Jeremy Bentham (1748-1832) et John Stuart-Mill (1806-1873) sont les principaux représentants de l'utilitarisme anglais auxquels ils se réfèrent.

La postérité anglaise pointe très vite les limites des « correctifs » évoqués par Malthus pour limiter les naissances. Les critiques les plus radicales visent tout particulièrement le *moral restraint* qui prône qu'une abstinence vertueuse est la principale, si ce n'est la seule, solution honorable pour réguler le nombre des naissances. Dès 1822, Francis Place (1771-1854), un radical d'origine modeste, proche des philosophes John Stuart Mill et Jeremy Bentham, fait paraître un livre intitulé *Illustrations and Proofs of the*

Principle of Population[8]. Tout en validant les analyses économiques de Malthus, il plaide en faveur d'une publicité large faite aux moyens contraceptifs et appelle de ses vœux une évolution des mœurs pour que l'on cesse enfin de considérer ces pratiques comme honteuses, ce qui a l'inconvénient d'en freiner la diffusion. Pour briser ce secret et cette culpabilité qui entourent les pratiques anticonceptionnelles, Francis Place a également recours à des campagnes d'informations au moyens de tracts anonymes s'adressant aux gens mariés, notamment à ceux des classes laborieuses qui, plus encore que les autres selon lui, manquent certainement d'informations fiables relatives aux techniques anticonceptionnelles efficaces. La présentation de ces techniques s'accompagne d'éléments médicaux en rapport avec les connaissances de l'époque sur la fécondation. On ne peut pas encore parler « d'éducation sexuelle », mais un pas est franchi qui démarque très clairement cette manière de faire de celle qui était préconisée par Malthus.

Une description précise des procédés anticonceptionnels et des conditions anatomiques de l'application de ces procédés est nécessaire pour que ceux-ci soient connus et utilisés correctement. Richard Carlile (1790-1843), éditeur politiquement engagé chez les radicaux — c'est-à-dire à l'extrême gauche de la représentation politique de l'époque en Angleterre —, va se consacrer à cette tâche. En 1825, il fait paraître *What is love ?* un ouvrage destiné à la promotion et à l'éducation relatives aux techniques anticonceptionnelles. En 1828, l'ouvrage est réédité avec un titre plus éloquent encore quant à sa destination : *Every woman's book, or, What is love ? Containing most important instructions for the prudent regulation of the principle of love and the number of a family*. Ce livre s'adresse directement aux femmes — premières victimes, selon l'auteur, d'une procréation non maîtrisée — et consiste en une présentation comparative des moyens contraceptifs, accompagnée de points de vue de l'auteur sur leur efficacité. On voit donc bien que dès le premier quart du XIX^{e} siècle une littérature qui revendique un droit d'inventaire sur l'héritage malthusien existe déjà en Angleterre. Mais la référence post-malthusienne la plus décisive est constituée par *The elements of social science*, un ouvrage paru anonymement en 1854.

8. Le titre complet est : *Illustrations and proofs of the principle of population: including an examination of the proposed remedies of Mr. Malthus, and a reply to the objections of Mr. Godwin and others*.

The elements of social science

L'auteur de *The elements of social science*, dont l'identité ne sera connue que plus tard, est George Drysdale (1824-1904), un médecin aux convictions sociales affirmées, spécialisé dans les maladies vénériennes. Son livre est « dédié aux pauvres et aux souffrants ». Il deviendra une véritable référence pour les mouvements néomalthusiens partout dans le monde, et sera réédité plus de trente fois entre 1854 et 1903 en Angleterre. La première traduction française est datée 1869 et c'est le périodique *Régénération* qui se chargera des rééditions de la traduction française jusqu'à la Première Guerre mondiale[9].

The elements of social science est composé de trois parties consacrées respectivement à « la religion physique », « la religion sexuelle » et « la religion naturelle». La partie consacrée à la « religion physique », aux considérations générales matérialistes, est un constat critique du peu de cas fait de la connaissance et de la santé du corps à l'époque, ainsi qu'une exhortation aux pratiques hygiénistes. Pour l'auteur, la méconnaissance ou le mépris du corps conduisent à la maladie qu'il définit comme une « violation des lois physiques ». Il plaide pour une revalorisation du corps ; les satisfactions physiques étant, selon lui, systématiquement dévalorisées au bénéfice des satisfactions morales et intellectuelles.

La seconde section du livre, intitulée « Religion sexuelle », est consacrée à l'étude, trop souvent négligée, selon l'auteur, des organes sexuels, de leur fonctionnement, des conditions de la reproduction et des conséquences pathologiques de leur méconnaissance. Nourrie de références nombreuses à Darwin, cette partie aborde la question de la génération comme étant le moyen par lequel l'espèce évolue, d'une façon lente et graduelle qui échappe à l'observation immédiate et requiert un temps long. Mais cette capacité de toute espèce à se reproduire — et à évoluer — est aussi abordée comme un phénomène ambivalent :

> « Tous les êtres vivants reçoivent, à leur naissance, un certain degré de force vitale, au moyen de laquelle ils peuvent se développer, jusqu'à ce qu'ils acquièrent la perfection de leur forme, et s'y maintenir pendant quelques temps. Cette force est appelée « capacité germinale » et varie en degré dans les différents êtres. Cependant, chez tous elle s'épuise tôt ou tard, et la race périrait si cette capacité ne se renouvelait par un acte de génération qui produit un

9. Nous nous référerons à la cinquième édition française de 1903, traduite d'après la trente-deuxième édition anglaise, traduction revue et corrigée par l'auteur, qui est celle à laquelle nous avons eu accès.

> nouvel individu et lui donne une nouvelle dose de puissance vitale. Ainsi, la vie et la génération sont antagonistes ; la première épuise la capacité germinale, pendant que la seconde la renouvelle. »[10]

Selon George Drysdale, il existe donc une contradiction entre le maintien de la vie individuelle et l'intérêt de l'espèce. La génération est un processus évidemment nécessaire à l'évolution de l'espèce, mais, simultanément, on constate que cette vie individuelle maintenue trop longtemps, ou en trop grand nombre, contredit le travail de renouvellement de la capacité germinale. En conséquence, le lien étroit qui existe entre le nombre d'individus composant une population donnée, d'une part, et la capacité de cette population à se renouveler et à se maintenir dans la vie, d'autre part, doit être pris en considération pour tout projet politique d'envergure. Car s'il est vrai que le bonheur collectif dépend du bonheur individuel, la réciproque se vérifie également. Cet argument fonde par principe les considérations ultérieures de George Drysdale sur la nécessité de réguler toute population en nombre.

Au moyen d'un exposé pédagogique progressif, G. Drysdale expose les principes de la reproduction en partant des végétaux pour passer ensuite aux « animaux inférieurs » puis « supérieurs » et enfin aboutir à l'homme. Son propos est d'inspiration moniste. On peut, selon lui, aborder cette question dans une perspective matérialiste car la physiologie de la reproduction ne recèle aucun mystère. L'exposé d'un certain nombre de principes physiologiques généraux, en particulier celui qui considère qu'un membre ou un organe ne peut être sain et vigoureux que s'il est exercé de façon « normale », précède la description clinique précise des organes génitaux. Les problèmes pathologiques liés à une utilisation « anormale » des organes sexuels — c'est-à-dire insuffisante ou excessive — sont exposés dans une partie consacrée aux « maladies des organes génitaux ». Là encore, il est intéressant de constater que, selon George Drysdale, le défaut de satisfaction sexuelle nécessite une action urgente car ses conséquences pathologiques, quoi que moins connues, sont plus pernicieuses encore que celles de l'excès. En outre, la moralité sociale valorise — à tort — l' abstinence comme comportement « vertueux » : « Chaque fois que nous voyons une ligne de conduite aboutir à la maladie, nous pouvons être assurés qu'elle est erronée et mauvaise, car la nature ne se trompe jamais. L’abstinence sexuelle est fréquemment suivie de conséquences tout aussi sérieuses, tout aussi dangereuses que celles qui résultent de l'excès, et cela d'autant plus qu'on ne le reconnaît pas généralement. Chaque moraliste peut

10. G. Drysdale, 1903, pp. 48-49.

décrire les maux de l'excès dans toute leur horreur, mais il en est peu qui sachent que le revers du tableau est tout aussi déplorable pour les yeux expérimentés. »[11] George Drysdale critique la rigidité de la moralité sociale et défend l'idée d'une considération positive du corps. Celle-ci est nécessaire pour se prémunir contre les dangers de la continence. Pour lui, le bonheur humain doit être conçu comme harmonie entre l'homme et la nature, entre le psychologique et le somatique.

Un trait spécifique est notable dans la manière dont George Drysdale aborde la nécessaire complémentarité entre la pensée et le corps. C'est l'idée que la nature est une norme et, en même temps, une puissance qui saurait ce qu'elle fait. Mise en relation avec les expressions « religion physique » et « religion naturelle », cette affirmation relève d'un positionnement théiste qui sera absolument étranger au néomalthusianisme français. Ce dernier se développant plutôt sur un terreau rigoureusement matérialiste et libertaire. Le théisme est une doctrine qui admet l'existence d'un dieu cause du monde à partir du constat de la rationalité objective du réel. Dans sa forme rationaliste, le théisme confond d'ailleurs l'idée de Dieu avec la raison de toutes choses. Dans ses *Essais sur la religion* (1875), John Stuart Mill expose ses considérations sur le théisme :

> « Si le monothéisme peut être pris pour le représentant du théisme d'une manière abstraite, ce n'est pas tant parce qu'il est le genre de théisme que professent les races les plus civilisées de l'espèce humaine que parce que c'est le seul théisme qui peut se prévaloir d'un fondement scientifique. […] Partons donc du point de vue scientifique qui considère la nature comme un système bien lié, un tout uni, […] comme un appareil qui marche par le fait d'actions et de réactions perpétuelles entre toutes ses parties ; nous ne tarderons pas à reconnaître que la question à laquelle le théisme donne une réponse est au moins très naturelle et provient d'un besoin de l'esprit. […] S'il y a un créateur, son intention doit avoir été que les événements dépendissent d'antécédents et se produisissent d'après des lois fixes. Mais ce point une fois admis, il n'y a rien dans l'expérience scientifique qui soit incompatible avec la croyance que ces lois et ces successions de faits soient elles-mêmes dues à une volonté divine. »[12]

Bien qu'il affirme la prééminence indiscutable de la science sur toute forme de croyance, Stuart-Mill considère donc comme tout à fait admissible que l'on puisse remonter du constat d'un ordre et d'une régularité dans la nature à l'hypothèse d'une intelligence qui pourrait en être à l'origine. Il ne s'agit plus du dieu créateur du christianisme, mais d'une intelligence rationnelle et organisatrice supérieure, idée qu'il

11. G. Drysdale, 1903, p. 67.
12. Stuart-Mill, 1875, pp. 124-127.

résume ainsi en conclusion du même ouvrage :

> « Dans notre étude, nous avons reconnu qu'il existait en faveur de l'existence de Dieu des témoignages, mais insuffisants pour servir de preuve, et qui n'ont que la valeur d'une faible probabilité. L'indication fournie par ces témoignages nous atteste la création, non de l'univers, mais de l'ordre présent de l'univers par un Être intelligent dont la puissance sur les matériaux préexistants n'était pas absolue. »[13]

Cette position est très comparable à celle que défend George Drysdale à peu près à la même époque dans *The elements of social science.* Elle est en revanche tout à fait étrangère à la littérature néomalthusienne qui se développe par la suite en Europe et dont l'athéisme, beaucoup plus radical, explique la virulence des critiques à l'égard de tout ce qui relève de la croyance.

La suite de la seconde section de *The elements of social science*, « Maladies des organes génitaux mâles » et « Maladies des organes génitaux de la femme », passe en revue les pathologies les plus courantes touchant les organes sexuels. On y retrouve les préoccupations hygiénistes de la vénérologie de l'époque, notamment à l'égard de la syphilis. L'agent infectieux responsable de la syphilis — la bactérie tréponème pâle — n'étant identifié qu'en 1905, l'étiologie qui en est proposée par George Drysdale présente la syphilis comme un « poison introduit dans le corps pendant le coït »[14]. La description des symptômes est très précise et détaille les phases primaire, secondaire et tertiaire de la maladie. George Drysdale précise que le traitement privilégié de la syphilis reste l'injection de composés mercuriels. Il évoque, par ailleurs, l'évolution de la position de son propre frère, Charles Robert Drysdale (1829-1907), également médecin et syphilographe, qui, après avoir publié *Traitement de la syphilis et d'autres maladies sans mercure ; ou, recueil de témoignages tendant à prouver que le mercure est une cause de maladies non un remède* (1864) a ensuite révisé sa position pour recommander les injections mercurielles.

Parmi les autres maladies des organes sexuels féminins, il faut signaler la présence de l'hystérie, ce qui renvoie à une définition classique de l'hystérie ne prenant pas en compte les travaux de Jean-Martin Charcot (1825-1893), de Pierre Janet (1859-1947) et de Sigmund Freud[15] qui considéraient que cette pathologie concernait aussi bien les hommes que les femmes. Pour George Drysdale, l'étiologie de l'hystérie est donc directement liée à

13. Stuart-Mill, 1875, p. 227.
14. G. Drysdale, 1903, p. 105.
15. Voir Freud, 1956 et Freud, 1973.

la condition biologique féminine. La seconde partie de *The elements of social science* se clôt sur l'exposé de références considérées comme essentielles à la prise en compte de la question sexuelle sur de nouvelles bases : Malthus, au crédit duquel il faut porter la production de la « loi de population », et John Stuart-Mill, « économiste distingué » qui a permis d'en comprendre la portée.

La troisième section, intitulée « Religion naturelle », évoque une « majesté » de l'homme et une « foi » en la nature qui renvoie à la croyance en une essence spécifique de l'homme qui placerait ce dernier au dessus de la nature. Des descriptions nombreuses illustrent cette conception de sa dignité supérieure, comme en atteste par exemple la formule : « L'homme est de beaucoup la partie la plus puissante et la plus élevée de la nature, et l'on ne saurait estimer trop haut la majesté de sa position. »[16] Le vocabulaire utilisé comprend lui-même des éléments qui peuvent étonner. On trouve fréquemment sous la plume de Drysdale l'expression « forces occultes » pour désigner les processus à l'œuvre dans la nature. Cette même nature, qui décidément comprend bien des mystères, est décrite par les qualificatifs de « sublime » et de « glorieuse ». Tout cela s'accompagne d'une validation apparente d'une définition de l'être de la conscience comme « essence » de l'homme, de telle sorte qu'on finit par douter de la force et de la radicalité du matérialisme de ce théoricien anglais. Quels sont le sens et la justification de cette conception presque romantique de la condition humaine ? Sans doute le statut de l'homme est-il magnifié afin de rendre plus visible le décalage qui existe entre la dignité potentielle de la nature humaine et la dégradation dont nous sommes les témoins lorsque nous portons notre regard sur la réalité sociale.

Le texte fournit des éléments de réponse : « Dans notre siècle, écrit G. Drysdale, s'accomplit graduellement la plus grande révolution qui ait jamais eu lieu ou qui puisse jamais arriver, peut-être, dans la foi des hommes. Cet immense changement consiste dans la progression d'une religion surnaturelle à une religion naturelle. »[17] La religion surnaturelle est celle qui se réfère à des puissances qui excèdent les lois de la matière au profit de pouvoirs qui ne seraient pas accessibles à la raison humaine. Elle aurait pour effet de culpabiliser l'homme en le privant de son indépendance et, partant, de sa dignité. Cette forme de religion a été utilisée depuis des siècles pour asservir les hommes. George Drysdale développe une critique forte de la religion instituée et de la morale rigide qui,

16. G. Drysdale, 1903, p. 292.
17. G. Drysdale, 1903, p. 310 (« Dignité, liberté et indépendance »).

inévitablement, l'accompagne. « Toutes les religions dominantes, qui affirment la supériorité du surnaturel sur l'homme et la nature, détruisent la base même de la dignité et de la liberté humaine. […] Que sommes-nous, où est la dignité de notre vie, si nous sommes soumis aux décrets de quelqu'un qui peut agir envers nous comme bon lui semble, sans avoir à rendre compte de ses actes ? »[18] La religion, au sens où on l'entend habituellement, est donc une entrave à la réalisation de l'humanité, elle contredit ce qui caractérise la nature même de l'homme : l'indépendance. Jouer sur les craintes et les espoirs de l'homme, lui laisser croire qu'il est exposé à des forces capricieuses sur lesquelles il n'aura jamais aucun pouvoir, c'est nier une force indépendante qui est la définition même de l'humanité. Drysdale inscrit son action dans une filiation scientifique : « Les hommes comme Owen, Oken, Göthe [*sic*], Cuvier, Darwin sont les Galilée de la science de la vie organique. Les résultats de leurs découvertes banniront l'idée de l'intervention surnaturelle de ce domaine des connaissances tout aussi sûrement que les découvertes d'un Galilée l'ont chassée de l'astronomie. »[19]

En quoi consiste précisément cette « religion naturelle » à laquelle nous devrions nous convertir et dont George Drysdale nous dit qu'elle est « la seule foi religieuse vraie qui ait jamais paru sur terre »[20] ? Il s'agit manifestement d'un écho au positivisme d'Auguste Comte pour lequel une « religion de l'humanité » vient parachever le progrès de l'esprit, esprit qui s'est élevé selon la loi des trois états[21]. Cependant, adorer la raison en l'homme, vouer un culte à l'humanité, n'est-ce pas renoncer à la singularité du sujet individuel humain ? George Drysdale semble sur ce point totalement tributaire du respect qu'il a pour la pensée de Comte. Il pose la question du choix de la religion naturelle selon une alternative très simple : « Ne nous trompons pas : — nous ne pouvons servir deux maîtres à la fois : *croire en Dieu, c'est ne pas croire en la nature*. »[22] En d'autres termes, le sens du progrès dans l'histoire conduit l'homme de la croyance la plus naïve qui soit à l'amour inconditionnel de ce qui est véritablement.

---

18. G. Drysdale, 1903, pp. 299-300.
19. G. Drysdale, « Religion naturelle », 1903, p. 317. Il s'agit du biologiste Richard Owen (1804-1892) et du naturaliste Lorenz Oken (1779-1851), représentant de la Naturphilosophie allemande.
20. G. Drysdale, 1903, p. 322.
21. La loi des trois états décrit un progrès à la fois logique et chronologique de l'esprit humain. Les trois états, théologique, métaphysique et scientifique, correspondent donc à des degrés de maturation de l'esprit et de la connaissance. La science vient parachever une progression. Celle-ci ayant atteint son maximum débouche sur une « religion de l'humanité », religion qui, bien qu'ayant expulsé l'idée de Dieu, peut être considérée comme un retour à l'état théologique.
22. G. Drysdale, 1903, p. 324 (c'est G. Drysdale qui souligne).

> « Le nom *religion naturelle*, explique G. Drysdale, exprime l'idée que les croyances qu'il représente sont simplement une continuation du progrès religieux de notre espèce, progrès qui a commencé dans le berceau de l'histoire et qui durera jusqu'à la fin. Il désigne les aspirations continues des hommes vers le Vrai, le Bien, le Beau, et leur détermination enthousiaste de faire leur devoir en tâchant de réaliser ce grand idéal, en dépit de tous les dangers et de tous les sacrifices. »[23]

Le sécularisme et le rationalisme de Drysdale sont perceptibles. En revanche, le déisme diffus qui anime son propos, même s'il est fortement rationaliste, semble peu compatible avec le positivisme radical que nous observerons chez ses homologues français. Certes, le déisme met la raison au cœur du réel, mais c'est afin de pouvoir remonter à l'idée d'un esprit supranaturel. Et s'il refuse l'idée de religion révélée, il reste cependant attaché au principe d'une transcendance qui est catégoriquement exclue par des courants plus scientistes et positivistes.

La troisième édition française de *The elements of social science* comporte une quatrième partie inédite. Celle-ci est consacrée à la « Science sociale » présentée comme une synthèse systématique des idées développées dans les trois premières sections. Le but est, semble-t-il, de parvenir à exprimer sous forme de lois les principes à la fois physiques et économiques des sciences sociales. L'intérêt de cet ouvrage pour les néomalthusiens européens des années 1880-1890, c'est qu'il émane d'un homme de science qui n'est pas uniquement un militant politique et qui est soucieux de fonder l'humanisme général de ses thèses sur la science médicale. Cette dernière fournit des éléments permettant, d'une part, de valider son constat critique sur l'état de la société, et, d'autre part, d'envisager une action corrective. L'objectif de George Drysdale est de fonder les bases d'une science sociale qui, sur le plan théorique, puisse permettre de comprendre et d'interpréter correctement les phénomènes sociaux et, sur le plan pratique, puisse ouvrir sur une action apportant des solutions concrètes aux problèmes sociaux. A partir des lois scientifiques de la nature, il lui semble possible d'établir des lois sociales dont la maîtrise pourrait permettre d'envisager l'organisation sociale de manière nouvelle. A cette fin, la création d'une structure permettant d'organiser les néomalthusiens anglais, en stimulant leur réflexion et en organisant leur action, apparaît comme nécessaire. Ce sera chose faite avec la création de la *Malthusian League*, première structure néomalthusienne au monde, en 1877.

---

23. G. Drysdale, 1903, p. 325 (c'est G. Drysdale qui souligne).

La *Malthusian League*

La *Malthusian League* est fondée par George Drysdale en réaction aux poursuites engagées contre Charles Bradlaugh (1833-1891), homme politique britannique radical et athée, et Annie Besant (1847-1933), écrivaine féministe et socialiste britannique. En 1877, ces deux libres-penseurs sont en effet poursuivis en justice pour avoir réédité *The Fruits of Philosophy* (1832)[24]**,** une œuvre de Charles Knowlton (1800-1850), médecin américain plaidant en faveur de la limitation des naissances, soucieux de diffuser des éléments théoriques et de fournir des méthodes pour y parvenir. D'abord condamnés à de la prison ferme, Bradlaugh et Besant font appel et et ne sont finalement condamnés qu'à de lourdes amendes.

La présidence de la *Malthusian League* est assurée par George Drysdale jusqu'à sa mort, en 1904. Son frère, Charles Robert Drysdale, lui succède jusqu'en 1907 et c'est ensuite la compagne de Charles, Alice Vickery Drysdale (1844-1929), femme médecin et chimiste très investie dans la lutte pour le droit des femmes, qui prend la direction de la Ligue[25]**.** Sous l'impulsion des Drysdale, la *Malthusian League* développe une propagande active en faveur de la limitation des naissances comme solution à la pauvreté et aux conséquences sociales directes de la surpopulation, problèmes inextricablement liés selon eux. La *Malthusian League* compte peu de membres, mais compense ce manque par un activisme intense, s'appuyant notamment sur des conférences, sur l'organisation d'événements à dimension internationale dont le but est de parvenir à structurer le mouvement néomalthusien au-delà des frontières du Royaume-Uni. Sitôt fondée, la *Malthusian League* fait également paraître un périodique mensuel, *The Malthusian*[26]. Ce journal changera de titre en 1922 pour adopter celui de *The New Generation* jusqu'en 1949, avant de reprendre son titre original jusqu'à la fin de cette publication en 1952[27]. La Ligue fut également éditrice d'ouvrages sur les thèmes de prédilection du courant néomalthusien. Signalons notamment la publication de brochures telles que *Hygienic Methods of Familiy Limitation* (1913).

En 1914 et 1915, la féministe américaine Margaret Sanger (1879-1966), future

---

24. Le titre complet de l'édition originale est *The Fruits of Philosophy, or The private companion for adult people*.
25. Considérant le mariage comme de la « prostitution légale », Alice Vickery et Charles R. Drysdale ne se marièrent jamais.
26. Voir McLaren (b), 1978.
27. Voir Ledbetter, 1976.

fondatrice de *The American Birth Control League* en 1921, s'exile en Angleterre pour échapper à des poursuites judiciaires aux États-Unis. Par son action et les thèses qu'elle défend, elle est assez proche des néomalthusiens de la *Malthusian League* dont elle partage les analyses et les buts militants. Elle est accueillie par Alice Vickery et par son fils, Charles Vickery-Drysdale (1874-1961), qui prend la suite de sa mère à la tête de la Ligue en 1921 et organise le 5e Congrès international néomalthusien à Londres en 1922. Les membres de la Ligue encouragent Margaret Sanger à poursuivre son combat sur le sol européen et lui font découvrir leurs projets de cliniques néomalthusiennes où les femmes pourraient disposer d'informations et de conseils sur la contraception, mais également être prises en charge et encadrées médicalement. Margaret Sanger reste proche de la Ligue jusque dans les années 1920, elle participe au 5e Congrès de Londres ainsi qu'au 6e Congrès de New-York en 1925. Elle parvient à imposer le *Birth control* aux États-Unis dans un cadre débarrassé de tout contenu politique et révolutionnaire. Elle abandonne, de ce fait, l'ancrage proprement néomalthusien. Son parcours n'est pas sans analogie avec celui de la *Malthusian League* qui, en dépit de ses efforts, ne parviendra jamais à susciter l'adhésion des classes laborieuses et des politiques de gauche et finira elle aussi par renoncer à toute action proprement politique. La *Malthusian League* n'aura jamais le soutien des socialistes et des travaillistes[28].

Poursuivant le combat en Angleterre, Charles Vickery Drysdale, trop éloigné des analyses économiques les plus progressistes de l'époque, ne parviendra pas, lui non plus, à faire le lien avec les courants socialistes. Il échoue également à imposer le principe de la limitation des naissances chez les travaillistes. C'est sans doute le fait que la Ligue soit dépassée par des idéaux révolutionnaires qu'elle ne partage pas, mais aussi son absence de soutien dans la classe populaire, qui expliquent son rapide déclin et sa disparition en 1927.

Les modes d'action initiés par la *Malthusian League*, et les idées qu'elle diffuse à partir de 1877, inspireront certainement Paul Robin, figure fondatrice du néomalthusianisme en France, qui séjourne en Angleterre de 1870 à 1879. L'idée de publication spécialisée dédiée à la cause néomalthusienne, les principes théoriques utilitaristes et athées qui furent défendus par les Drysdale, seront intégrés par le néomalthusianisme français. Autres éléments importants, le fondement médical du discours — les Drysdale sont tous médecins — et le fait de produire une littérature militante propre.

---

28. Voir Sanger, 2003.

Comment le néomalthusianisme anglais s'est-il exporté en France ? A-t-il connu des adaptations qui justifieraient que l'on puisse légitimement parler d'un néomalthusianisme français ? Telles sont les questions auxquelles il nous faut tenter de répondre. Toutefois, l'étude d'un mouvement étant étroitement dépendante des conditions historiques, sociales et économiques de son émergence, il nous faut au préalable nous intéresser au contexte dans lequel il est apparu en France.

3- Le contexte politique, économique et social sous la III^{e} République

La période à laquelle le néomalthusianisme apparaît et se diffuse en France n'est pas anodine. Elle s'étend sur à peu près toute la durée de la III^{e} République, de 1880 à 1940, avec un moment d'activité plus particulièrement intense entre 1896 et 1920. La Belle Époque est une période de progrès sur tous les plans, qu'il s'agisse de sciences, de techniques, d'industrie ou d'art. Tout semble alors indiquer le triomphe de la raison sur la croyance. Mais arrêtons-nous un instant sur certains éléments liés à la vie politique qui sont pertinents pour comprendre l'apparition du néomalthusianisme, ainsi que l'hostilité qu'il a pu provoquer.

Le point de vue politique

Si la III^{e} République ne débute véritablement qu'avec l'échec définitif de la Restauration, c'est-à-dire en 1879, elle se met en place progressivement à partir de 1875. Le pouvoir législatif appartient alors au Parlement, lui-même composé des deux assemblées que sont la Chambre des députés et le Sénat. La réunion des deux chambres constitue l'Assemblée Nationale. Les députés, comme les sénateurs, possèdent la capacité de proposer des lois, et nous allons voir que cela a eu une incidence directe sur le mouvement que nous étudions. Leurs attributions sont assez larges : ils peuvent réviser la Constitution et élire le chef de l'État. Le pouvoir exécutif est détenu par celui que l'on nomme désormais Président de la République pour un mandat de sept ans, lequel a également la possibilité de proposer des lois par l'intermédiaire de ses ministres, et il dispose du pouvoir total sur les forces armées, sur toutes les nominations à des emplois civils et militaires. Enfin, il a la possibilité de dissoudre la Chambre des députés et de

négocier directement les traités. Bien que parlementaire, ce régime, tel qu'il est pensé en 1875, accorde à l'exécutif un pouvoir très fort.

Mais dans les faits, c'est surtout la Chambre des députés qui conduit l'action politique, le Sénat étant réduit à un rôle secondaire. Le déséquilibre entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif s'est rapidement renversé au bénéfice des députés. Cette mainmise de la Chambre va s'imposer d'autant plus facilement que la Constitution, pensée par les notables, s'avère inadaptée à un monde en pleine mutation : baisse du pouvoir de l'Église et essor industriel affectent aussi bien la conception traditionnelle de la famille que les rapports entre le peuple et les élus. L'extension du chemin de fer favorise l'implantation de députés locaux plutôt que nationaux et dynamise, de ce fait, l'apparition de partis politiques, de groupes régionaux, ce qui modifie la fonction parlementaire. La composition de la Chambre évolue : la proportion de représentants originaires de la noblesse et de la haute bourgeoisie baisse, au profit de la moyenne et petite bourgeoisie.

En ce qui concerne les tendances politiques, la droite est composée de conservateurs royalistes et de bonapartistes. Même si leur part a nettement diminué, ils demeurent influents en milieu rural, dans le monde des affaires, et sont toujours très représentés dans l'armée et dans la fonction publique. Ils s'appuient également sur une presse active et influente.

La majorité se divise entre la « Gauche Républicaine » de Jules Ferry et « l'Union Républicaine » de Léon Gambetta. Selon Arlette et Christian Ambrosi,

> « [c]es deux tendances opportunistes […] relèvent d'une philosophie voisine de celle des radicaux, spiritualistes sans croyances métaphysiques ou protestants libéraux éloignés du dogme, proches du positivisme par leur foi en la science et dans la perfectibilité indéfinie de l'homme par l'enseignement, ils sont libéraux dans toutes les acceptions du terme ; conservateurs de l'ordre politique et social, ils ne cherchent pas à remettre en cause les fondements de la Constitution de 1875, qui assure le triomphe d'une république bourgeoise ; leur anticléricalisme est à la fois d'inspiration philosophique, parce qu'ils croient « au triomphe définitif du bien sur le mal, à la raison et à la démocratie » (J. Ferry), à la recherche du bonheur, et de but politique, parce qu'il leur semble être le moyen d'assurer la république. Ils font confiance à l'enseignement pour dégager les élites et assurer la promotion sociale. »[29]

Ce contexte politique stimule l'émergence des pédagogues qui alimentent une vision novatrice de l'école républicaine. Des réformes scolaires sont mises en place pour

---

29. A. Ambrosi et C. Ambrosi, 1986, p. 22.

les plus jeunes et, pour les adultes, les universités populaires se développent.

La gauche est incarnée par les radicaux et les socialistes. Les premiers sont des rationalistes, leurs théories politiques sont teintées d'une philosophie progressiste. Ils croient fermement qu'un progrès humain général est possible, notamment par la culture de l'esprit qui permet l'amélioration morale et matérielle des individus. De ce fait, ils sont effectivement sensibles aux questions d'éducation et aux progrès scientifiques. Beaucoup de radicaux sont eux-mêmes des scientifiques. Ferdinand Buisson (1841-1932), agrégé de philosophie issu du protestantisme libéral, est une figure de référence du radicalisme. Particulièrement actif entre 1880 et 1905, il est successivement chargé de la direction de l'enseignement primaire par Jules Ferry, de l'écriture des lois sur la laïcité (1882), et associé à la rédaction du texte de loi sur la séparation des Églises et de l'État (1905). Par ailleurs, les radicaux sont, pour leur majorité, étroitement liés à la franc-maçonnerie.

La sévère défaite de la droite aux élections de 1881 accentue la marge d'action des progressistes de la majorité. Ceux-ci dominent jusqu'aux élections de 1885 qui se traduisent par l'essor des mouvement politiques extrêmes, les conservateurs et les socialistes. Dans les années 1890, les attentats anarchistes se multiplient et provoquent un net déplacement vers la droite de la République. Des lois répressives, qui remettent en cause la liberté de la presse en prétendant l'encadrer, sont votées.

L'événement le plus marquant du temps demeure l'affaire Dreyfus, qui débute en 1894 et prend rapidement une dimension politique. Cet événement va profondément diviser la gauche et la droite, ceux qui en appellent à une politique répressive et autoritaire et ceux qui, au nom d'un humanisme rationnel, veulent défendre les droits de la personne. En 1898, la Ligue des droits de l'homme (LDH) est fondée, en réaction à l'hostilité affichée des conservateurs. Elle sera notamment présidée par Ferdinand Buisson, personnage indirectement lié à l'histoire du néomalthusianisme. Cette affaire divise la communauté politique, ainsi que la population française, en dreyfusards et anti-dreyfusards[30].

La Belle Époque vient accentuer et conforter le glissement vers la gauche de la majorité au pouvoir. Un certain nombre d'éléments conjoncturels permettent d'expliquer cela. Dans les dernières années du XIX^{e} siècle, la première génération à avoir bénéficié des lois scolaires du début des années 1880 parvient à l'âge adulte. L'amélioration globale du niveau d'instruction lui permet de prétendre à un statut social plus élevé que celui de la génération précédente. Cela va contribuer à renouveler le personnel politique, car celui-ci

30. Sur ce point voir Rebérioux, 1975, pp. 19-26 (« Les deux France »).

s'ouvre plus franchement aux personnes d'origine sociale modeste qui, à la fin des années 1890, représentent environ la moitié des représentants de la Chambre et du Sénat. Ils sont la plupart du temps instituteurs, professeurs, avocats ou médecins.

Parallèlement, sur le plan économique, on observe un déclin relatif du milieu rural, et un essor sans précédent du monde urbain. La production industrielle de biens, en nette hausse, entraîne une baisse des prix. C'est aussi une période de fort développement de la presse écrite, notamment de la presse d'information, qui connaît des tirages inédits. *Le Petit Parisien* tire à 1,5 million d'exemplaires en 1914, *Le Matin* et *Le Journal* à 800.000 exemplaires. Cette même année on comptabilise 6.000 publications en France, 2.400 pour la seule ville de Paris où paraissent 48 quotidiens[31]. Tous ces éléments vont jouer un rôle déterminant pour les acteurs de notre étude.

Contrairement aux années 1894 à 1898, troublées par l'affaire Dreyfus, la décennie de 1899 à 1909 est une période d'assez grande stabilité politique. La gauche est très unie, radicaux, républicains et socialistes ont la majorité et sont les maîtres du jeu politique, contre les nationalistes. 1900 est l'année de l'exposition universelle et de la mise en service de la première ligne de métropolitain. En 1902, ont lieu des élections qui viennent conforter le triomphe d'une gauche qui détient les deux tiers des sièges à la Chambre des députés, même si les radicaux restent un parti de notables. A partir de 1909, et jusqu'à 1914, on note une certaine instabilité politique. Avec l'élection de Poincaré en 1913, le régime se présidentialise.

En politique étrangère, on assiste à une aggravation de la crise des Balkans. Une loi allemande, votée en juillet 1913, décide d'une augmentation de près de 25% de l'effectif des troupes (qui atteint environ 820.000 hommes en 1914), ce qui préoccupe une partie des parlementaires français. Une « loi Barthou » est votée par certains républicains de gauche et par la droite pour porter la durée du service militaire de deux à trois ans et pour abaisser l'âge d'incorporation de 21 à 20 ans. Cela permet, en une seule année, d'incorporer deux classes et de porter les effectifs des troupes françaises à 850.000 hommes. Malgré l'opposition très vive des socialistes et des radicaux-socialistes la loi sera adoptée et elle ne sera pas remise en cause quand ces derniers remportent les élections de mai 1914.

Quoi qu'il en soit, le socialisme est une idée qui progresse nettement en France dans les années 1890 et jusqu'à la Première Guerre mondiale. Cet élément a sans doute facilité l'expression de positions révolutionnaires et alternatives. Cela se vérifie

31. A. Ambrosi et C. Ambrosi, 1986, p. 30.

principalement sur la question des libertés individuelles, sur l'éducation et sur les questions militaires. Une tendance parallèle au socialisme, issue de la Première Internationale, est également en train de se développer : l'anarchisme. Au fondement des principes révolutionnaires des premiers néomalthusiens en France, on trouve l'individualisme libertaire de Bakounine. Sébastien Faure, qui est en France un personnage-clé de cette tendance politique, définit ainsi l'anarchie :

> « C'est la négation du principe d'autorité dans l'organisation sociale, et la haine de toutes les contraintes qui procèdent des institutions basées sur ce principe… L'autorité revêt trois formes principales, engendrant trois groupes de contraintes : 1. la forme politique, l'État ; 2. la forme économique, le capital ; 3. la forme morale, la religion. »[32]

La lutte contre l'État, le capital et la religion définit l'objectif de l'anti-autoritarisme anarchiste. Pour les anarchistes, l'action de masse reste l'élément central de la dynamique révolutionnaire. Mais, contrairement à ce qui a été fait jusque là, il faut agir du bas vers le haut — c'est la base des individus librement associés qui fonde la légitimité du pouvoir — et non pas du haut vers le bas, comme le pensent ceux qui ont institutionnalisé la lutte politique. Le néomalthusianisme, tel qu'il se développe en France dans les années 1890, ne se démarque en rien de ces principes.

Le point de vue démographique

Pour se faire une idée plus précise des éléments contextuels qui peuvent expliquer l'apparition de la pensée néomalthusienne, l'étude de la démographie française sur la période 1880-1920 est une nécessité. Les données mises en ligne par l'INED[33], elles-mêmes réalisées à partir des chiffres de l'INSEE, nous apportent certains enseignements. Établies à partir de recensements réalisés tous les cinq ans (pas de recensement en 1916, ni en 1941, pour des raisons compréhensibles), les données démographiques globales pour l'évolution en nombre de la population font apparaître une augmentation relativement lente de la population française sur la période 1880-1946. Celle-ci passe de 37.672.000 à

32. Sébastien Faure cité par Jean Maitron, *Ravachol et les anarchistes*, 1992, p. 7.
33. Institut National d'Études Démographiques (INED), « Population de la France métropolitaine de 1846 à 1999 », http://www.ined.fr/fr, consulté le 1er mai 2015. C'est nous qui exploitons et interprétons les données brutes.

40.503.000, soit une augmentation d'environ 7,5 % (un peu moins de 3 millions) en soixante-six ans.

La tendance générale, entre le dernier quart du XIX^{e} siècle et 1940, est une augmentation limitée, mais régulière, de la population française. Il faut toutefois distinguer des épisodes de croissante lente et de croissance forte, ainsi que deux baisses sensibles. Ces dernières sont imputables aux deux conflits mondiaux qui déciment une partie de la population. La première s'étend de 1911 à 1921, et la seconde de 1936 à 1946. On remarque cependant que, dans les deux cas, la baisse s'amorce trois années avant le conflit qui suit. La cause directe que représente la surmortalité masculine n'est donc pas le seul facteur à prendre en considération pour rendre compte de cette tendance. Le déficit de la natalité qui fait suite à chacun des deux conflits est plus marqué après la Première Guerre mondiale, car la population masculine en âge de procréer est alors tout particulièrement touchée. En effet, environ 1.400.000 soldats (pour 300.000 pertes civiles) — c'est-à-dire 3,5% de la population globale ou environ 7 % des hommes en âge de procréer — disparaissent au cours de ce conflit.

En dehors des périodes de guerre, on peut distinguer une période de croissance lente, de 1881 à 1911, une période de croissance forte, de 1921 à 1931, et un moment de relative stagnation de 1931 à 1936.

D'après les chiffres des recensements quinquennaux, de 1886 à 1911, l'augmentation moyenne de la population n'excède jamais 1 % (chiffre qui n'est atteint qu'entre 1896 et 1901), elle est même de 0,32 % seulement de 1886 à 1891 et de 0,45% de 1891 à 1896. Le solde négatif de - 1,09 % pour la décennie 1911-1921 s'explique par la mortalité due à la guerre et aussi par les naissances reportées en raison du contexte économique et social troublé qui accompagne la situation de guerre. Après le rebond qui fait suite à la Première Guerre mondiale, une augmentation de 6,08 % de la population française, une seconde période de stagnation, voire de légère régression, est notable. Ainsi, entre 1931 et le début de la Seconde Guerre mondiale, la population passe de 41.524.000 à 41.502.000, ce qui représente une diminution nette de 0,05 % (soit 22 000 personnes). La baisse est minime, certes, mais hors période de guerre, la France est le seul pays, au sein du groupe qu'elle constitue avec le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne à avoir une croissance démographique presque nulle entre 1870 et 1890, à avoir une croissance plus faible que les autres de 1890 à 1920 et, enfin, à connaître une baisse démographique entre 1930 et 1940. Seule la décennie 1920-1930 affiche un taux de croissance similaire à celui des autres pays cités.

Malgré ces tendances qui inquiètent certains démographes et patriotes français, Madeleine Rebérioux fait remarquer que « la France reste fortement peuplée, moins, il est vrai, que l'Allemagne, mais autant que la Grande-Bretagne, plus que l'Italie. L'inquiétude provient de la stagnation quasi totale du croît [augmentation en nombre] : il était encore en moyenne de 75.000 pendant les vingt dernières années du XIX[e] siècle, il est tombé à 50.000 depuis 1901. »[34] Il y a donc à la fois une population nombreuse et un taux d'augmentation faible. Ces deux facteurs inquiètent respectivement les antinatalistes, qui trouvent que la population est déjà si importante qu'il serait absurde de l'accroître encore, et les natalistes qui s'alarment d'un déclin de la démographie française.

Pour résumer, les études des démographes se recoupent en un point crucial : la France contrôle plus sa démographie que les autres pays européens, son indice de fertilité y est étonnamment bas, alors que, parallèlement, le taux de mortalité de 19 ‰ au cours de la première décennie du XX[e] siècle, reste supérieur à celui de la plupart des autres pays d'Europe[35]. L'augmentation de la population est donc relativement faible. Entre 1871, après la perte de l'Alsace-Lorraine, et le recensement de 1911, la population passe de 36,1 millions à 39,6 millions. Cela représente une augmentation inférieure à 10%, quand, dans le même temps, celle de l'Allemagne et du Royaume-Uni est d'environ 50%. Le taux d'accroissement annuel de la population française est donc très bas puisqu'il est d'environ 0,4 % par an à la fin du XIX[e] siècle de 0,20 % au début du XX[e] siècle[36], quand il est de 1,1% en Allemagne, et proche de 1% en Italie et au Royaume-Uni.

L'exception française est donc une évidence et Angus Mc Laren, considérant ce phénomène, présente le comportement démographique de la population française comme porteur de nombreuses interrogations : « *the overall precocity of French demographical behavior was unique. An enormous amount of work has been carried out by demographers in an effort to understand where and why the birth rate fell* »[37]. Il souligne aussi l'importance des travaux nécessaires pour comprendre cette originalité dans l'évolution de la population française.

Parmi les tentatives d'explication de ce phénomène, on trouve celles qui cherchent à établir un lien entre ces données démographiques brutes et les mœurs en matière de procréation. Et de ce point de vue, il semble que l'on puisse parler de tradition

34. Rebérioux, 1975, p. 205.
35. Rebérioux, 1975.
36. Ronsin, 1997, p. 7.
37. Mc Laren, 1978, p. 461.

malthusienne française[38].

Si l'allure de la progression de la démographie française, qui manifeste une baisse régulière du nombre annuel des naissances à partir de 1875[39], est un constat indiscutable (toutes les sources confirment une baisse du taux de croissance de la population avant 1880[40]), l'investigation des raisons permettant de l'expliquer fait toujours débat. La question de la limitation volontaire des naissances y est, malgré tout, souvent convoquée au titre d'hypothèse explicative. Mais à quelle cause cette limitation est-elle imputable ? L'activisme néomalthusien a-t-il permis d'accentuer ce processus ? Est-il possible que cette évolution démographique inhabituelle ait été influencée par l'action de ceux qui prônent la restriction volontaire des naissances, et si oui, dans quelle mesure ? C'est la question que Francis Ronsin pose déjà dans son ouvrage de 1980, en reconnaissant la difficulté d'y apporter une réponse. Cependant, notre objectif n'est pas de juger de la pertinence d'un mouvement par le critère de l'efficacité, supposée ou réelle, de son action, mais simplement d'éclairer cette action en la référant à un contexte.

Du reste, si l'on prend en considération le fait que les pratiques de restriction des naissances étaient courantes en France avant même l'apparition de la propagande néomalthusienne, on doit nécessairement relativiser son l'influence réelle sur le comportement de la population. De leur côté, les mouvements natalistes qui, à la même époque, sont préoccupés par ce taux d'accroissement démographique très nettement inférieur à celui de l'Allemagne, ne semblent pas avoir eu plus d'influence car, en dépit de leur activisme, ce taux n'a pas notablement augmenté.

Il est donc plus pertinent de dire que si le mouvement néomalthusien n'est pas l'initiateur des pratiques anticonceptionnelles qu'il préconise, il s'agit tout de même d'un acteur opportuniste qui se greffe sur une tendance existante, tout en cherchant à lui assigner un rôle révolutionnaire et politique. Toutefois, même s'il est certain que la faible augmentation démographique affichée par la population française va dans le sens des mesures qu'il souhaite voir advenir, le néomalthusianisme ne se satisfait pas de cette tendance passive et discrète.

D'une part, ses représentants considèrent que même un accroissement faible de la population peut présenter des dangers, surtout en cas de baisse de la production agricole et industrielle. D'autre part, ils soulignent le fait que c'est à une partie seulement de la

38. Sur ce point voir Ronsin, 1980, chapitre II, « L'évidence de la fraude », pp. 16-22.
39. Ronsin, 1980, p. 15.
40. Par exemple : Ronsin, 1980, 1997 ; Mc Laren, 1978, 1983, 1990.

population que profitent les pratiques malthusiennes de limitation des naissances, c'est-à-dire la classe bourgeoise. Pour des raisons d'instruction et d'éducation, elle a accès à une information très utile pour disposer des procédés contraceptifs. Et parce qu'elle en a les moyens économiques, cette partie de la population peut aussi bénéficier d'un réseau de médecins qui, en toute discrétion et dans des conditions d'hygiène convenables, peuvent pratiquer les actes nécessaires à une interruption de grossesse ou prodiguer des conseils sur les méthodes anticonceptionnelles.

La contradiction entre le discours des classes dirigeantes, qui incitent le peuple à procréer alors qu'elles-mêmes pratiquent la restriction des naissances, est parfois criante. Au moyen de campagnes d'affichage, les néomalthusiens dénonceront cette injustice dans les années qui précèdent la Première Guerre mondiale. Ainsi, le journal *Génération Consciente*, périodique néomalthusien, fait-il imprimer des tracts et des affiches qui mettent en exergue des slogans comme « l'exemple vient d'en haut » :

> « A voir la formidable croisade dirigée contre la doctrine et les pratiques néo-malthusiennes par des personnalités appartenant au clergé, à l'armée, à la magistrature, à la politique, à l'industrie et à la presse, on pourrait quelquefois en conclure que cette doctrine est contraire à l'esprit même de notre temps, et ses pratiques, en opposition flagrante avec les mœurs de ceux qui se donnent comme formant exclusivement l'élite de la nation française. Cependant, à la lueur des faits, au regard des statistiques, les conclusions apparaissent tout autres ; et la pratique du néo-malthusisme [*sic*] par la classe privilégiée éclate, évidente. »[41]

A titre d'argument, l'affiche reproduit la liste des noms des neuf premiers présidents de la III^e^ République, en indiquant le nombre de leurs descendants. Or il s'avère que certains n'ont eu aucun enfant (Adolphe Thiers, Raymond Poincaré) et que d'autres n'en ont eu qu'un seul (Patrice de Mac Mahon, Jules Grévy). Aucun d'entre eux n'est un père de famille nombreuse. Le texte précise ensuite que le total des descendants des présidents de la III^e^ République, à la date de la composition de l'affiche, est de quatorze enfants pour neuf couples, et conclut que cela constitue « une belle leçon de prévoyance sociale et de prudence parentale pour le malheureux prolétaire plongé dans la misère, la crasse et

41. Affiche datant de 1913 ou 1914, produite par *Génération consciente* pour le compte de la Fédération universelle de la Régénération humaine. Numérisée par l'IISH à l'adresse suivante : https://socialhistory.org/fr/exhibitions/neomalthusianisme-en-france/lexemple-vient-den-haut (consulté le 15 janvier 2016). Le site de l'IISH indique pour cette affiche la date de 1912. Il semble que cela soit une erreur, puisque cette liste de présidents de la III^e^ République comporte le nom de Raymond Poincaré ; or celui-ci n'accède à la fonction qu'au mois de février 1913.

l'ignorance ! » C'est donc bien un discours révolutionnaire de classe qui sous-tend l'action militante pour la « procréation consciente ». Pour remédier à l'injustice sociale que constitue l'inégalité dans l'accès aux soins et à l'information sur la contraception, il faut apporter au plus grand nombre la possibilité de recourir aux moyens qui sont utilisés par les classes supérieures.

Quels sont les véritables motifs d'une classe dirigeante qui préconise une natalité forte, aux prolétaires[42] alors qu'elle-même fait preuve de prudence en ce domaine ? Les antinatalistes — une partie des anarchistes individualistes, quelques socialistes et les néomalthusiens — pensent qu'il faut convaincre les classes les plus pauvres que leur procréation incontrôlée ne sert qu'un seul intérêt : celui de la bourgeoisie et de la classe dirigeante. A cette fin, des expressions fortes sont intégrées au discours tenu par la propagande néomalthusienne, comme celles de « chair à patrons » et « chair à canons ». L'expression « chair à canons », vraisemblablement née dans le creuset libertaire et pacifiste de la fin du XIX^{e} siècle, est aussi le titre d'une brochure du militant anarchiste pacifiste et néomalthusien Ernest-Edmond Lohy, dit Manuel Devaldès (1875-1956)[43]. Elle vise à mettre en relief le peu de considération que l'élite politique a pour les individus composant le peuple et à dénoncer la déshumanisation qui consiste à ne faire d'eux que des outils ou des matériaux au service de la classe dominante. L'expression « chair à patrons » est, quant à elle, adaptée au monde ouvrier et au champ du syndicalisme. On pourrait ajouter à ce lexique l'expression « grève des ventres », qui exprime plus précisément la spécificité de l'action militante néomalthusienne et qui constitue la solution révolutionnaire destinée à priver la classe dirigeante de « chair à canons » et la bourgeoisie possédante de « chair à patrons ». On voit apparaître cette expression chez la féministe néomalthusienne Marie Huot (1846-1930)[44] qui donne, dès 1892, des conférences en faveur de la limitation des naissances[45] allant jusqu'à recommander la stérilité. « La grève des ventres » est une formule qui fait sens et qui exprime de façon pertinente tout la dimension révolutionnaire de l'action néomalthusienne. De ce fait, elle va rapidement faire partie du lexique commun des militants et devenir le titre d'une brochure de Fernand Kolney (1868-1930)[46].

---

42. D'après le Littré, le mot « prolétaire », dans son premier sens, désigne le citoyen pauvre de la société romaine qui n'a d'utilité pour l'État que par sa capacité à constituer une famille, c'est-à-dire à procréer.
43. Devaldès, 1908.
44. Huot, 1909.
45. Voir J. Humbert, 1947, pp. 98-100.
46. Fernand Kolney, nom de plume de Fernand Pochon de Colnet, est un écrivain libertaire français, proche du mouvement néomalthusien qui écrit des romans défendant le principe de la procréation volontaire, mais

Autrement dit, si la bourgeoisie ne veut mettre aucun frein à la procréation dans les classes laborieuses, c'est parce qu'elle a besoin de mains nombreuses pour accomplir le travail, peu ou pas qualifié, qui lui permet de s'enrichir. C'est aussi parce qu'elle a besoin de soldats pour défendre son capital contre les menaces étrangères. Cette dénonciation des injustices dont sont victimes les plus modestes traduit l'origine socialiste et libertaire des premiers militants néomalthusiens : Paul Robin, Eugène Humbert (1870-1944), Manuel Devaldès, et Louis Grandidier (1873-1931), pour ne citer qu'eux) et fournit un indice pour expliquer les oppositions très franches qu'ils suscitent dès le départ. En ce sens, on retrouve un clivage assez traditionnel entre un militantisme progressiste et volontiers révolutionnaire et des conservateurs soucieux de défendre leur position sociale et leurs intérêts. De ce fait, Madeleine Rebérioux écrit que « l'actif soutien des groupes anarchistes et parfois socialistes, de certaines bourses du travail, est acquis. »[47] Pourtant, dans les faits, la situation est loin d'être aussi claire et l'unanimité sur la limitation des naissances est loin de se faire à gauche, y compris chez les anarchistes. Ainsi, Kropotkine et les frères Reclus sont tout à fait opposés à la doctrine néomalthusienne. La propagande anticonceptionnelle ne leur apparaît pas comme un objectif révolutionnaire de premier plan. Mais, quelles que soient les divergences théoriques et politiques, parfois très fortes, ce n'est pas la gauche qui menace le militantisme néomalthusien.

Le risque de voir ses intérêts de classe remis en cause explique et justifie en partie l'intensité de la répression dont les néomalthusiens firent les frais de la part des conservateurs et des légitimistes. Paradoxalement, ce sont sans doute les natalistes eux-mêmes qui ont attribué une efficacité qu'elle n'avait probablement pas à la propagande néomalthusienne qui, de fait, relèverait plus du fantasme que du constat objectif. Au crédit de cette hypothèse, on peut souligner le fait que la tendance, à la fois générale et atypique, de la démographie française que nous évoquons, s'est manifestée bien avant que ne débute la propagande néomalthusienne.

Entre 1870 et 1914, le taux de mortalité diminue aussi de manière significative : il passe de 23,7 à 17,7 ‰ (il est d'un peu plus de 15 ‰ à Paris)[48]. Son importance étonne cependant les statisticiens parce qu'il reste sensiblement plus élevé que dans les autres pays européens (13,8 et 15 respectivement pour l'Allemagne et l'Angleterre), la mortalité

---

aussi des brochures comme *La grève des ventres* (1908), publié par *Génération Consciente.* Il fut un temps le rédacteur en chef du périodique *Le Malthusien* dirigé par Albert Gros. C'est aussi un contributeur régulier de deux autres périodiques du mouvement : *Rénovation* et *Génération Consciente*.

47. Rebérioux, 1975, p. 207.

48. Voir : Mayeur, 1973, pp. 55-60 ; Bernard, 1975, pp. 204-205 ; Rebérioux, 1975, p. 205.

infantile demeure élevée. Le défaut d'hygiène, l'alcoolisme et certaines maladies (la tuberculose et la syphilis en particulier) permettent d'expliquer cet état de fait dont les statisticiens se font l'écho. Taux de mortalité relativement élevé, taux de natalité en baisse (il passe de 22,5 ‰ en 1901 à 18,2 ‰ en 1914[49]), sont des signes qui alertent les natalistes, les patriotes et les nationalistes. Parmi les causes objectives invoquées pour expliquer ce déficit, on trouve l'effet de la guerre de 1870, l'âge relativement élevé du mariage, notamment pour les hommes, la loi sur le divorce de 1884 (leur nombre décuple en vingt ans) et la crise économique de 1880 à 1896. Mais il paraît difficile d'assigner un statut de cause déterminante à l'un ou l'autre de ces facteurs pris séparément. Plus pertinentes sans doute sont les causes, plus diffuses, qui tiennent à l'embourgeoisement graduel d'une population qui, pour des raisons de confort ou d'héritage, ne souhaite plus constituer de grandes familles. Ou bien encore un niveau global d'éducation et d'instruction qui s'élève depuis les années 1880, grâce aux réformes scolaires. A cela on pourrait ajouter le déclin des valeurs religieuses et, enfin, les manœuvres abortives et l'utilisation de procédés contraceptifs. Pour Francis Ronsin, qui consacre à cette question un ouvrage publié en 1997, deux facteurs sont à privilégier : « la crise économique, puis la pratique croissante des méthodes de contrôle des naissances »[50]. Nous pensons qu'il ne faut pas surestimer l'importance du premier facteur, puisque que la tendance à une natalité faible a perduré après la crise économique. En ce qui concerne le second, on ne peut séparer la question de l'instruction et de l'éducation, qui engendre une revendication de droits des individus, de celle du recours à des pratiques anticonceptionnelles. Pour résumer, l'élévation globale du niveau d'instruction suffit peut-être pour parvenir à l'idée d'une régulation de leur propre natalité par les classes populaires. Ces dernières n'ont pas nécessairement besoin de la propagande néomalthusienne pour être éclairées sur ces questions.

La situation n'est cependant pas homogène sur le territoire français. Les recensements effectués de 1846 à 1936 établissent l'évolution de la répartition de la population française. En 1846, la France est composée à plus de 75% par une population rurale et à moins de 25% par une population urbaine. Mais cette proportion va bientôt changer. A un rythme régulier, la population urbaine va augmenter. La part qu'elle occupe devient à peu près équivalente à celle de la population rurale entre le recensement de 1911 et celui de 1921. Au-delà de cette limite, la proportion de la population urbaine dans la

49. Source : Insee.
50. Ronsin, 1997, p. 7.

population globale est supérieure à 50 %[51]. Parallèlement, la dénatalité est plus forte dans les régions méridionales ou montagneuses, où sévit la crise agricole qui a un impact sur l'emploi, et elle est plus faible dans les régions industrielles du nord et dans les zones où la religion catholique conserve une influence. Cette tendance provoque l'inquiétude des natalistes qui vont se structurer en ligues et en associations, à peu près au même moment que les néomalthusiens. Le statisticien Louis-Adolphe Bertillon (1821-1883) s'adresse dès 1874 aux pouvoirs publics dans sa *Démographie figurée de la France*[52], sans résultat notable. La propagande nataliste est traditionnellement menée par les milieux catholiques et, en cette période de déclin de l'influence de la religion, le message de Louis-Adolphe Bertillon ne trouve pas vraiment d'écho. Son fils, Jacques Bertillon (1851-1922)[53], également statisticien de la ville de Paris et démographe, fonde en 1896 l'Alliance nationale pour l'accroissement de la population française. Certaines de ses préoccupations, et en particulier celles qui touchent aux questions hygiénistes, à la lutte contre certaines maladies (la typhoïde), et à la prévention de l'alcoolisme, recoupent celles des néomalthusiens. Mais Jacques Bertillon, et à sa suite l'Alliance, est un des adversaires les plus résolus des néomalthusiens, dès 1896. Contrairement à ces derniers, ses combats aboutiront à des mesures successives décidées par les pouvoirs publics, de 1900 à 1914. Des allocations familiales sont graduellement accordées à divers corps de métier, ainsi qu'un « supplément familial » aux militaires. Une loi d'assistance, en 1913, ainsi que des abattements fiscaux, au bénéfice des familles nombreuses, viennent compléter ces dispositions.

L'essor de la population urbaine est aussi l'un des facteurs permettant de comprendre les préoccupations hygiénistes de la fin du XIX^{e} et du début du XX^{e} siècle. La révolution industrielle a attiré une main d'œuvre plus nombreuse dans les villes où la population ouvrière est en croissance constante. Cet exode rural a lui-même contribué au développement d'un habitat urbain précaire et de logements insalubres. Dans les villes importantes, la population défavorisée se concentre dans les bas-quartiers faits de ruelles sombres et étroites, dénuées d'hygiène, qui favorisent la propagation des fléaux sociaux. A Paris, la transformation voulue par Haussmann, au-delà de ses motivations strictement politiques, a un objectif sanitaire. Depuis l'épidémie de choléra de 1832, on sait que la concentration urbaine, alliée au défaut d'hygiène, favorise l'apparition et à la circulation des maladies. Mais là où certains hygiénistes natalistes limitent leur action à l'éradication des

51. Source : Institut national d'études démographiques (Ined), https://www.ined.fr, « Population de la France, proportion urbaine et rurale, et densité de 1846 à 2004 » (consulté le 15 mars 2016).
52. Bertillon Louis-Adolphe, 1874.

épidémies et à l'amélioration du logement, d'autres, comme les néomalthusiens et leurs sympathisants, étendent leur champ d'expertise aux questions démographiques. Pour eux, il ne suffit pas de traiter une situation présente, il faut faire de la prévention en agissant sur toutes les causes de la dégradation de l'état sanitaire d'une population donnée. Pour cela, ils articulent l'hygiène à la démographie et posent comme principe premier qu'il ne faut donner la vie que lorsqu'on a les moyens matériels d'assurer la croissance et le développement physique et intellectuel normal des enfants. Le logement insalubre, la promiscuité, l'absence d'éléments de confort et d'hygiène, une alimentation insuffisante en quantité et en qualité et le défaut d'instruction sont des éléments à l'origine de mauvaises conditions sanitaires. Et pour défendre cette idée, il n'est même pas besoin de faire appel à des éléments éthiques, une analyse pragmatique de la situation suffit. L'intérêt commun dépend très directement de la satisfaction de l'intérêt individuel. Tant que les plus modestes vivront dans le dénuement, ils constitueront une menace pour la société dans son ensemble.

Au début du XX^{e} siècle, l'utilisation de préservatifs, réservés jusqu'alors aux milieux favorisés, se généralise progressivement dans les classes populaires. Selon Madeleine Rebérioux, « des pharmacies diffusent les produits, des sages-femmes, des médecins apportent leur concours »[54]. Elle voit dans ce changement un effet de la propagande néomalthusienne qui, selon elle, a un « caractère de masse », essentiellement en milieu urbain. Mais elle reconnaît par ailleurs que ce facteur n'est pas suffisant pour rendre compte du déclin de la natalité et pour expliquer « pourquoi cette image guide née en bourgeoisie gagne la classe ouvrière et la paysannerie »[55].

Quoi qu'il en soit, c'est bien sur cette tendance nouvelle, qu'il a accompagnée plutôt qu'engagée, que le néomalthusianisme a prospéré, en concevant et distribuant des techniques contraceptives et en diffusant l'information qui permet de tirer parti de ces techniques. La situation de la France est donc particulière car, bien qu'elle soit précoce et

---

53. Jacques Bertillon, était médecin de formation et statisticien, responsable, notamment, des statistiques de la ville de Paris. Il est le fils du statisticien Louis Adolphe Bertillon (1821-1883) et le frère d'Alphonse Bertillon (1853-1914), auteur du système d'identification judiciaire qui porte son nom et initiateur de l'anthropométrie judiciaire en France. A partir de données statistiques européennes, Jacques Bertillon a mis en corrélation le taux de divorce et le taux de suicide et publié une étude qui influence Durkheim. Son approche très « sociologisante » des phénomènes sociaux, comme son inscription à gauche, le prédisposent à partager un certain nombre de points théoriques et méthodologiques avec les néomalthusiens, quand bien même il est catégoriquement opposé, dans le cadre de son combat nataliste, au principe de restriction volontaire des naissances. L'association qu'il crée, L'Alliance nationale pour l'accroissement de la population française, est reconnue d'utilité publique en 1913. J. Bertillon y côtoie notamment Charles Richet. Voir sur ce point Thébaud, 1985, pp. 277-278.
54. Rebérioux, 1975, p. 207.
55. Rebérioux, 1975, p. 208.

très active dans la pratique de la limitation volontaire des naissances, la contraception n'y sera légalisée que très tardivement. Le recours aux pratiques anticonceptionnelles par une large part de la population coexiste donc avec une réticence politique et institutionnelle à l'officialisation des techniques contraceptives. Selon Françoise Thébaud cette tendance à la maîtrise de sa fécondité par la population française s'est poursuivie pendant l'entre-deux-guerres[56]. Pour les néomalthusiens, la contraception n'est cependant pas uniquement une technique de confort ou un simple moyen de maintien de l'équilibre économique d'une famille. C'est un outil révolutionnaire sur lequel fonder l'autonomie individuelle, l'indépendance des familles et le bonheur collectif.

Dans la seconde moitié du XIX^e^ siècle, on assiste à un net progrès de la médecine sur tous les plans, notamment sur celui de l'asepsie et de l'antisepsie. En 1867, le chirurgien anglais Joseph Lister (1827-1912), stimulé par les recherches de Pasteur sur la fermentation, publie ses travaux sur les moyens de combattre les infections provoquées par les germes présents dans l'air (antisepsie) et met au point une méthode dont la pratique se généralise. Mais il apparaît rapidement que prévention par la suppression des germes avant toute infection (asepsie) serait préférable. Pasteur, étendant sa réflexion à la transmission des germes présents dans l'eau, préconisera, dès la fin des années 1870, des moyens de réaliser l'asepsie des instruments chirurgicaux et d'assurer la propreté parfaite des mains des chirurgiens ainsi que de tout matériau utile à leur intervention. Les microbes étant mieux connus, la prévention des infections devient plus efficace.

Selon certaines approches hygiénistes de la fin du XIX^e^ siècle, supprimer les agents responsables d'une maladie dans un corps individuel revient au même que supprimer les vecteurs d'une épidémie dans une société. Il n'y a entre les deux qu'une différence d'échelle, et non de nature. Il faut passer de l'hygiénisme médical à l'hygiénisme social — le premier étant la condition du second — et traiter le corps individuel avant de traiter le corps social[57].

Tout porte à valoriser l'approche hygiéniste dans les années 1880 à 1914, parce qu'elle fait ses preuves dans la pratique. Son évolution a eu un impact direct et notable sur la diminution de la mortalité, et il paraît cohérent d'élargir son action et son champ d'intervention. Comparativement au progrès des sciences, les mutations sociales ne sont pourtant pas rapides et la hiérarchie établie est globalement conservée, même si elle est

---

56.Thébaud, 1985, p. 276.

57. Voir notamment sur cette question : Robin, 1870, p. 111 ; Robin, « Choix des procréateurs », 1905, pp. 13-16 ; G. Hardy, « Eugénisme = puériculture = éducation », 1915, pp. 158-172 ; Sicard de Plauzoles, 1927.

plus contestée dans les centres urbains et à Paris que dans les zones rurales et en province. N'oublions pas que le néomalthusianisme français est avant tout un mouvement parisien et que le contexte de la capitale a sans doute alimenté et influencé son progressisme et son rationalisme confiant. Outre les modifications apportées par Haussmann, Paris est une ville où l'éclairage électrique se généralise. Les adaptations nouvelles de cette source d'énergie ne cessent de se diversifier et les militants néomalthusiens en chantent les louanges, l'électricité devient le symbole de la modernité et du mouvement[58]. Paris est également à trois reprises, en 1878, 1889 et 1900, le lieu des expositions universelles[59], la troisième étant la synthèse de ce que fut la Belle Époque. Mais ce Paris du progrès, de la science, de la lumière et du luxe cohabite avec les quartiers est où la transformation se fait attendre et où le taudis subsiste. Issus d'un creuset socialiste, anarchiste et révolutionnaire, les néomalthusiens sont conscients de ce décalage et veulent y remédier.

Comment sont composées les différentes classes sociales à l'époque ?[60] La classe dirigeante a sensiblement changé de nature et l'appartenance de ses représentants se fait par la fortune et non plus par la naissance. Elle est constituée par la haute bourgeoisie : les banquiers, les industriels. Ses membres occupent les postes de la haute fonction publique. Mais elle intègre une composante de professions libérales, par exemple des avocats ou des médecins. La classe moyenne est constituée par la bourgeoisie, elle exerce des professions supérieures (c'est-à-dire non manuelles et techniques) et est généralement soucieuse de légitimer sa réussite et sa position sociale en obtenant des diplômes. Elle rassemble une population hétérogène aussi bien composée de banquiers de province, de professeurs, de magistrats que de commerçants instruits, et de fonctionnaires. Politiquement inscrite au centre, elle conserve une distance critique à l'égard des hautes classes, sans s'identifier à la classe des travailleurs prolétaires. Le nombre des fonctionnaires s'est accru avec la multiplication des ministères ; il s'établit à environ 500.000 pour l'année 1914 et sera porté à 625.000 en 1922[61]. Un quart de leur effectif est chargé de l'Instruction publique, un quart est affecté à l'armée et un peu moins d'un quart aux P.T.T. Dans les postes et dans le domaine de l'enseignement, un cinquième de ces fonctionnaires sont des femmes. L'accès élargi à la fonction publique a constitué un élément d'émancipation non négligeable pour certains. L'armée est le plus grand réservoir de personnels dépendant directement de l'État.

---

58. Voir Robin, « A propos de l'électricité », *L'Éducation intégrale*, n°3, 1891, pp. 46-48.
59. Ambrosi et Ambrosi, 1985, p. 72.
60. Mayeur, 1973, pp. 66-94.
61. M. Brichler, 1949, p. 455.

Son effectif global est de près de 600.000 hommes en 1910 ; il est porté à 770.000 en 1913.

La classe laborieuse est essentiellement composée de salariés des métiers manuels, de petits commerçants. Elle se divise en société rurale et en travailleurs de l'industrie. C'est cette dernière composante qui constitue le gros des troupes puisqu'elle concerne environ 7,5 millions de personnes en 1911 : les artisans, les travailleurs à domicile, les ouvriers. Même en période de prospérité économique — comme c'est effectivement le cas au cours de la première décennie du XX^{e} siècle — les salaires ouvriers augmentent généralement moins vite que les prix, ce qui génère une paupérisation relative, quand bien même la situation matérielle de la classe ouvrière s'est améliorée depuis l'avènement de la III^{e} République, notamment à Paris. En revanche, elle ne bénéficie d'aucune aide d'État : pas d'assurance maladie, absence de congés payés, pas d'allocations familiales. Cette injustice sociale sera soulignée par les néomalthusiens, dans le cadre de leur critique des classes dirigeantes et de la bourgeoisie qui incitent le prolétariat à procréer alors que ce dernier ne bénéficie pas des avantages dont elles disposent elles-mêmes.

Au crédit de la III^{e} République, il faut donc surtout porter les efforts particuliers qui ont été déployés pour une réforme scolaire et pour mettre en place un enseignement primaire qui a concurrencé directement l'enseignement religieux. De ce fait, la reproduction sociale conservatrice a connu un certain déclin.

Dès 1881, sous l'impulsion de Jules Ferry, l'école publique devient gratuite, elle sera obligatoire de 6 à 13 ans en 1882. Par ailleurs, les Écoles normales supérieures de Fontenay et de Saint-Cloud sont successivement créées en 1880 et 1882. On y forme les institutrices et les instituteurs des écoles publiques. En 1882, l'enseignement religieux est supprimé et on lui substitue une « instruction morale et civique ». En 1886, la possibilité d'accéder, au-delà de l'enseignement primaire élémentaire, au « Brevet élémentaire » et au « Brevet supérieur » est ouverte et des « Écoles primaires supérieures » sont créées à cet effet. A ces acquis essentiels, il faut aussi ajouter l'ouverture de l'enseignement secondaire (non mixte) aux filles, même si bien peu d'entre elles accèdent effectivement au baccalauréat[62]. Il faut attendre l'année 1902[63] pour que soient harmonisées les composantes destinées à délivrer un diplôme unique, le « baccalauréat de l'enseignement secondaire ». L'accès à ce diplôme est bien loin d'être généralisé. En 1913, seuls 7.500 lycéens obtiennent le baccalauréat. Bien entendu, beaucoup reste encore à faire mais un contexte

62. Voir sur ce point Chesnais, 1975, tableau 1, p. 533 et figure 2, p. 534.
63. Voir Belhoste, 1990, pp. 371-400.

nouveau en matière d'éducation et de possibilités de promotion sociale est créé. En dotant l'ensemble des enfants d'une éducation élémentaire et de compétences essentielles, les réformes de l'école ont contribué à l'émergence d'une conscience et d'une autonomie individuelle qui a permis l'élévation globale de toute une population et qui, toute proportion gardée, a stimulé une mobilité sociale qui était extrêmement faible auparavant.

La majeure partie des acteurs néomalthusiens que nous nous proposons d'étudier a bénéficié de ce contexte. Certains d'entre eux sont des militants formés à l'école de la République ; d'autres, d'origine modeste, deviennent instituteurs, professeurs, scientifiques ou médecins et jouent un rôle dans la transformation de l'école. L'attention portée aux questions pédagogiques est indissociable de l'appréhension, par les néomalthusiens, de la question sociale. Les éléments contextuels qui virent émerger la propagande néomalthusienne sont donc réunis. Il ne manque plus que le catalyseur que constitue l'action du pédagogue Paul Robin, lui-même acteur progressiste de cette réforme scolaire des années 1880, pour examiner les modalités selon lesquelles il s'est structuré.

Chapitre 2

Paul Robin, figure fondatrice du mouvement néomalthusien en France

L'ambition de restituer les conditions historiques de l'apparition d'un courant en se focalisant sur la vie et l'action d'une seule personne peut paraître excessive ; dans une certaine mesure, elle peut même être considérée comme contradictoire avec la nécessité de contextualiser. Mais pour ce qui est de l'étude du néomalthusianisme, cet écueil est difficilement évitable. Ce mouvement dépend en effet si étroitement de l'action de Paul Robin quant à son émergence et à la forme qu'il prend, que l'on ne peut faire l'impasse sur l'étude spécifique de ce personnage singulier. Sa présence tout à fait écrasante est attestée par les militants de la première heure qui composèrent, par agrégations successives, les forces de ce courant. Ces derniers lui vouent un culte tout particulier. On remarque que même ceux qui au cours des avatars de l'histoire du mouvement furent amenés à entrer en conflit avec lui, tel Eugène Humbert, ne refuseront jamais à Robin son rôle de figure tutélaire. L'étude de la vie et de l'œuvre de Paul Robin est le préalable indispensable à l'étude du néomalthusianisme en France.

Cet esprit curieux et progressiste, fasciné par les sciences et le potentiel que représentent leurs applications concrètes pour la vie des hommes, donne sans conteste son unité et son élan au mouvement néomalthusien. Paul Robin n'est cependant pas un personnage très connu en dehors du contexte de l'histoire sociale de la III^{e} République et de l'histoire de l'éducation, deux domaines dans lesquels il s'est tout particulièrement illustré. Des travaux tout à fait remarquables lui ont été consacrés. Le premier d'entre eux est celui de Gabriel Giroud (1870-1945), ancien élève de l'établissement scolaire que Paul Robin dirige à Cempuis (Oise) et gendre de Robin dont il épouse la fille Lucie. L'œuvre de Gabriel Giroud est à la fois une source primaire et une source secondaire pour la connaissance de l'histoire du mouvement. Ce statut particulier présente des avantages, mais aussi des limites. Sa monographie *Paul Robin. Sa vie, ses idées, son action*[64], est le témoignage de quelqu'un qui est élève à Cempuis au début des années 1880, et qui est aussi un proche de Paul Robin tout en étant un des acteurs essentiels du mouvement de 1896 à 1945. De ce fait, ses écrits abondent d'éléments factuels qui aident à comprendre le mouvement de l'intérieur. Les publications de Gabriel Giroud qui sont consacrées à Paul

64. Giroud, 1937.

Robin et à son action, ne se limitent pas à l'hagiographie du maître. Christiane Demeulenaere-Douyère incite pourtant à la prudence en pointant le « manque d'objectivité » d'un travail qui se soucie plus de défendre la cause néomalthusienne que de produire un véritable travail de biographe. Il nous semble que c'est là le risque de tout travail qui possède le statut double de source primaire et secondaire. Les néomalthusiens ne sont peut-être pas eux-mêmes les meilleurs historiens du néomalthusianisme.

Le livre de Christiane Demeulenaere-Douyère, *Paul Robin (1837-1912). Un militant de la liberté et du bonheur* (1994), est à ce jour l'ouvrage de référence le plus abouti sur la vie et l'œuvre de Paul Robin. Cette monographie constitue une synthèse très complète des éléments d'archives concernant sa formation scientifique, ses travaux à vocation pédagogique, son action politique et, enfin, sa lutte pour le contrôle des naissances. Elle est précieuse pour cerner la cohérence d'ensemble de la démarche de Robin. Nous nous référerons de manière régulière à cette œuvre importante, même si nous privilégierons les perspectives clairement eugénistes qui furent défendues par celui-ci ; perspectives qui ne sont que rapidement étudiées et jamais mises en relation avec le reste de la littérature néomalthusienne dans le travail de Christiane Demeulenaere-Douyère.

Notre intention n'est donc pas de redoubler le travail déjà accompli en produisant une nouvelle biographie de Paul Robin ou bien une synthèse des travaux existants. Dans une toute autre perspective, nous insisterons sur les éléments relatifs à la formation scientifique de Paul Robin car nous voulons souligner la relation que le mouvement néomalthusien entretient avec la science de son temps afin de montrer que le contexte a alimenté les espérances progressistes, positivistes et scientistes de la plupart de ses membres.

Paul Robin n'est pas l'auteur d'une œuvre majeure au sens où il n'a jamais publié d'ouvrage théorique d'une ampleur conséquente. Il est en revanche l'auteur d'un très grand nombre d'articles et de textes courts dont le style clair et la volonté pédagogique sont un trait tout à fait remarquable. Ces textes furent bien souvent destinés à la composition des multiples brochures qui jouent un rôle si important dans la diffusion du néomalthusianisme. Avant même d'être le chef de file du courant néomalthusien, Paul Robin fut un pédagogue et, à ce titre, il est aussi l'auteur de manifestes sur le thème de l'éducation. Il est enfin un intellectuel passionné de sciences. Qu'il s'agisse de sciences de la nature et de physiologie ou bien de sciences humaines, économiques ou sociales, Robin est un rationaliste pour qui la notion de méthode n'est pas un vain mot. Il fut aussi membre de sociétés savantes et contributeur d'un nombre assez important de revues et de bulletins.

Notre approche du personnage consiste essentiellement à opérer une synthèse de cette œuvre, morcelée en apparence, mais qui exprime des lignes de forces qui deviendront, et qui restent, les constantes du néomalthusianisme français. L'objet principal de notre étude est de cerner l'ancrage scientifique de l'œuvre de Paul Robin et de mettre en relief la dimension philosophique de son travail.

En lien étroit avec de nombreux médecins et savants de son époque, acteurs auxquels il accorde un rôle central dans la réalisation de son projet révolutionnaire, Robin a également entretenu une correspondance fournie avec des intellectuels, des sociologues, des médecins, des responsables de publication, des éditeurs scientifiques (Charles Reinwald, l'éditeur français de Darwin, et ses successeurs et neveux, les frères Schleicher, notamment), des hommes et des militants politiques et de nombreuses institutions. Cette correspondance est riche d'enseignements pour appréhender la logique de l'homme et les contours du courant qu'il a initié.

1- L'enfance et la formation scientifique de Paul Robin

Paul Robin est né à Toulon le 3 avril 1837 dans une famille que son gendre, Gabriel Giroud, décrit comme bourgeoise. Son père, Jean-Placide Robin, était un haut fonctionnaire de la marine royale affecté aux « subsistances », sa mère Pauline Martin, était issue d'une famille noble et bourgeoise du côté de son père et d'une famille riche du côté de sa mère. La famille de Jean-Placide et Pauline Robin, mariés à Toulon le 11 juillet 1836, au rythme des affectations successives du père, s'installe à Brest de 1841 à mars 1845, puis à Bordeaux jusqu'en 1851, et à nouveau à Brest jusqu'en 1858. Les ouvrages de Gabriel Giroud et de Christiane Demeulenaere-Douyère attestent du peu d'indices fournis par Paul Robin concernant sa jeune enfance. D'après Giroud, celle-ci ne fut pas très heureuse. Dans un milieu bourgeois, à la fois très dévot et influencé par la discipline militaire, Paul Robin se sent « peu aimé et beaucoup châtié »[65].

Il poursuit toutefois de bonnes études au lycée de Brest, établissement où il bénéficie de la réforme dite « bifurcation scientifique »[66] voulue en 1852 par Hippolyte Fortoul (1811-1856), ministre de l'Instruction publique de 1851 à 1856. Cette réforme

65. Cité par Giroud, 1937, p. 7.
66. Sur ce point voir Hulin-Jung, 1989.

avait pour ambition la modernisation de l'enseignement, considérant que la place réservée aux études scientifiques était alors insuffisante. Il s'agissait de susciter les futures vocations scientifiques en instaurant au lycée, après une formation de tronc commun, une voie spécifiquement scientifique, distincte de la voie littéraire, et sanctionnée par un baccalauréat spécifique. Obtenant des résultats honorables en mathématiques, et bons en physique-chimie, Robin fait preuve d'une vocation précoce pour les sciences. Il est titulaire du baccalauréat ès-sciences à la session de l'été 1854. D'après Giroud, cet intérêt pour les sciences expérimentales s'est encore renforcé après ses études secondaires. Il semble en effet que Paul Robin, passionné par la botanique, ait consacré une partie des années 1856 et 1857 à « herboriser ». En 1856, il fait un stage de répétitorat au lycée de Rennes et au lycée de Brest. Ces expériences lui permettent de dresser un état des lieux des pratiques et des contenus des enseignements à cette époque. Il acquiert ainsi très tôt la conviction que l'acquisition d'une culture rationaliste et scientifique est une nécessité pour la constitution de la liberté individuelle. Il estime en outre que cette culture ne devrait pas être celle d'une petite élite seulement. « Qu'ai-je donc fait, dit-il, pour être mieux traité qu'un prolétaire, pour être admis à la connaissance, aux sciences, aux arts ? Ne méritent-ils pas, autant que moi, d'être conviés aux joies intellectuelles ? »[67] La défense d'une culture scientifique perçue comme vecteur de l'émancipation populaire est donc, si l'on en croit le témoignage de Giroud, une revendication pour le moins précoce chez Robin, alors seulement âgé d'une vingtaine d'années.

La réforme Fortoul, qui a joué un rôle dans la formation de Robin, n'avait pas pour seul but une modification du baccalauréat par l'adjonction d'une série spécifique consacrée aux sciences. Secondé par le chimiste Jean-Baptiste Dumas (1800-1884), membre de l'Académie des sciences, ministre de l'Agriculture et de l'Industrie de 1849 à 1851, vice-président du conseil supérieur de l'Instruction publique de 1852 à 1864, et par le mathématicien et astronome Urbain Le Verrier (1811-1877), inspecteur général de l'enseignement supérieur pour les sciences à partir de 1852, Fortoul veut élargir et dynamiser l’enseignement des sciences physiques et des sciences appliquées dans le cadre de la formation des enseignants. Au-delà de la création d'une filière pleinement scientifique, son projet a également l'ambition de donner une dimension utilitaire à l'enseignement des sciences, tant pour l'enseignement secondaire que pour l'enseignement supérieur. Dans le cadre de la réforme de 1852, la vocation de l’École Normale Supérieure

67. Cité par Giroud, 1937, p. 9.

de la rue d'Ulm à former les enseignants du secondaire avait déjà été affirmée, mais sous l'impulsion de Dumas sa mission est élargie : elle doit aussi pouvoir former des enseignants du supérieur sans se contenter de préparer les élèves au concours de l'agrégation. Dans ce contexte, à partir de 1857, Louis Pasteur affiche sa volonté d'orienter l'ENS vers la recherche. Cette dynamique semble avoir séduit et influencé le jeune Robin.

En 1858, Robin décide de se présenter aux épreuves du concours d'entrée à l'École de la rue d'Ulm. A l'issue des épreuves, il est treizième admissible sur dix-sept candidats, puis douzième et dernier admis. Ses performances dans les disciplines scientifiques, notamment la physique, sont bien meilleures que dans les matières littéraires[68].

Au cours de la formation qu'il suit à l'ENS, un autre trait caractéristique du personnage va se révéler : son aversion pour l'autorité. Il supporte très mal le caractère directif de Pasteur, alors surveillant général, et se démarque par son esprit rebelle, se déclarant « darwiniste et positiviste »[69] (nous sommes alors à la fin des années 1850, à la veille de la publication du livre de Darwin en Angleterre) dans un milieu réputé pour apprécier plutôt l'ordre et l'académisme et qui, compte tenu de la personnalité et des convictions personnelles de Pasteur[70], n'était sans doute pas des plus progressistes pour accueillir les thèses les plus novatrices. Les trois années d'études à l'ENS se découpaient comme suit : la première année était consacrée à la révision et l'approfondissement des études faites au lycée, la seconde à la préparation des examens de licence et la troisième à l'apprentissage de la fonction de professeur.

Le directeur de l'ENS, au moment où Robin y fait ses études, est Désiré Nisard (1806-1888), un homme de formation littéraire, académicien depuis 1850, ce qui ne va pas a priori dans le sens de la promotion et de l'extension de la culture scientifique voulu par Dumas. Pour compenser cela, il est assisté de Pasteur, nommé directeur des études scientifiques. Or ce dernier semblait avoir à cœur de conduire la mission qui était la sienne avec une rigidité dont Robin semble s'être fort mal accommodé. Giroud dit de lui qu'il est à cette époque « l'irrégulier par excellence, presque un rebelle, au point de contrister Pasteur, alors surveillant général, dont il supportait avec quelque impatience la *tyrannie* »[71]. Reconnu pour ses grandes capacités de travail mais considéré comme peu discipliné, sa scolarité à l'ENS est, de fait, assez moyenne. Ayant intégré à la douzième place sur douze

68. AN 61AJ/168, École nationale supérieure (rue d'Ulm), résultats des concours d'admission 1851-1867.
69. Giroud, 1937, p. 11.
70. Sur ce point, voir Salomon-Bayet, 1986.
71. Giroud, 1937, p. 10 (c'est Giroud qui souligne).

admis, il se classe cinquième sur douze pour le passage en deuxième année et troisième sur cinq pour le passage en troisième année. Ses résultats en mathématiques s'avèrent plutôt décevants, en dépit du potentiel remarqué par son professeur de première année. Mais il excelle en sciences expérimentales, particulièrement en chimie, et aussi en physique et en sciences naturelles[72]. Nous avons noté à ce sujet une contradiction entre le travail biographique de Gabriel Giroud en 1937 et celui de Christiane Demeulenaere-Douyère. Si tous deux s'accordent sur le fait que Robin, lorsqu'il quitte l'école en juillet 1861, est titulaire de la licence de sciences physiques, alors qu'il a échoué à celle de sciences naturelles (ce qui est quelque peu surprenant quand on sait qu'il s'agit de sa matière de prédilection), ils s'opposent toutefois sur l'obtention de la licence de mathématiques. Selon Giroud, Robin obtient cette licence, selon Christiane Demeulenaere-Douyère, il n'y est qu'admissible, et le dossier des Archives nationales[73], relatif aux admissibilités et aux admissions en licence à l'ENS pour l'année 1859 semble lui donner raison. Est-il possible que Robin ait à nouveau présenté cette licence en 1860 ? Nous ne savons pas si cette possibilité existait alors, mais il a certainement obtenu cette licence car elle figure par la suite dans la liste des titres et diplômes dont il est titulaire dans le dossier administratif relatif à sa carrière au service de l'Instruction publique[74]. De la même façon, Giroud prétend que Paul Robin fut admissible à l'agrégation de sciences en 1861, mais qu'affecté d'une laryngite, il ne put se présenter aux épreuves orales[75]. Selon Demeulenaere-Douyère, « [i]l ne semble pas avoir tenté l'agrégation. »[76]

Quelles que soient ces incertitudes de détail, il est possible de dresser un bilan du passage de Robin à l'École de la rue d'Ulm. Il s'agit incontestablement d'un lieu où Robin a l'occasion de se familiariser aux sciences expérimentales alors en plein essor, ce qui est particulièrement vrai pour les sciences naturelles. C'est aussi l'occasion de fréquenter les acteurs de premier plan d'un positivisme adopté par une partie de la communauté scientifique, notamment dans le milieu médical. Rappelons en outre que nous sommes alors à l'époque même où Claude Bernard étend le recours à la méthode hypothético-déductive à l'étude du vivant. Le réductionnisme qu'il professe a tout pour séduire le jeune Robin qui, depuis quelques années déjà, semble acquis à la suprématie de la culture de la

72. AN, 61 AJ 33-35, École nationale supérieure (rue d'Ulm), scolarité à l'ENS, années 1858-1859, 1859-1860, 1860-1861.
73. AN, 61AJ /182, École nationale supérieure (rue d'Ulm), admissibilités et admissions en licence à l'ENS.
74. AN, AJ 16 233, Académie de Paris.
75. Giroud, 1937 p. 11.
76. Demeulenaere-Douyère, 1994, p. 43.

raison pour lutter contre toute forme de croyance. Le matérialisme sur lequel se fonde cette approche scientiste est également l'un des traits récurrents des écrits de Paul Robin.

A l'École normale supérieure, Robin noue des relations privilégiées avec certains condisciples tels qu'Eleuthère Mascart (1837-1908). Mascart — agrégé de sciences en 1861, docteur ès-sciences en 1864, titulaire de la chaire de physique générale et expérimentale au Collège de France de 1872 à sa mort — est un physicien reconnu pour ses travaux sur l'électricité et le magnétisme ainsi que pour ses recherches en optique. Il conserve des liens avec Robin pendant plus de vingt ans, lui offrant parfois son appui et sa contribution pour la constitution des programmes de l'enseignement scientifique de l'orphelinat de Cempuis. Dans le périodique de cet orphelinat que Robin dirigera plus tard, il lui rendra hommage pour ses travaux en météorologie et s'inspirera de ses conseils pour réaliser des dispositifs à l'aide desquels les élèves effectueront en autonomie des mesures et des relevés météorologiques. Robin est également proche de son condisciple le botaniste Philippe Van Tieghem (1839-1914), agrégé de sciences en 1861. Dès 1864, Van Tieghem est titulaire de la chaire de botanique à l'École normale supérieure. Membre élu de l'Académie des sciences en 1877, il en devient le secrétaire perpétuel en 1908. Ces deux exemples attestent du milieu très en prise avec l'actualité scientifique de l'époque dans lequel évolue Robin à partir de sa scolarité à l'ENS.

La formation à l'École normale supérieure débouchant sur une obligation décennale, Robin rejoint le lycée de Napoléon-Vendée (Vendée)[77]. Il y enseigne les sciences physiques pour l'année scolaire 1861-1862, puis il quitte ce lycée pour rejoindre celui de Brest où il est chargé du cours de physique de 1862 à 1864. Ces quatre années d'enseignement secondaire révèlent deux constantes de l'approche par Robin des questions pédagogiques. Tout d'abord l'inventivité des procédés utilisés, qu'il s'agisse des dispositifs expérimentaux ou de l'importance du dessin et des schémas dans les processus d'apprentissage. Ensuite, l'importance accordée à l'expérimentation autonome, notamment en milieu naturel. Selon Gabriel Giroud, cette insistance sur la nécessité d'expérimenter par soi-même et *in situ* n'est pas nécessairement bien perçue par l'institution :

> « il se voue à sa tâche bien au-delà des exigences officielles, avec un élan joyeux, organise pour ses élèves et les jeunes gens de la ville des promenades botaniques, des visites chez les artisans au travail, des excursions, des cours de

77. La ville, créée en 1804 par Napoléon, porte le nom de Napoléon-Vendée en 1852, sous le Second Empire. Elle adopte celui de La Roche-sur-Yon en 1870, sous la III^{e} République.

> technologie, d'astronomie, de musique. Mais l'enseignement était alors réglé par des programmes impératifs très rigides. Pour les maîtres comme pour les élèves la discipline était fort étroite. Au gré de ses chefs, Paul Robin s'aventurait, et des difficultés surgirent, qu'avivèrent l'humeur combative, le caractère entier et frondeur du jeune professeur. »[78]

Peut-être s'agit-il d'une reconstruction a posteriori, l'ancien disciple étant soucieux d'honorer la mémoire du maître et de poursuivre son œuvre. Certains éléments peuvent cependant être objectivement établis : la fécondité pédagogique de Robin est incontestable de même que son souci de conserver intacte sa liberté d'initiative dans ce domaine. Il y a sans doute quelque chose de contradictoire dans le fait de s'investir dans un fonctionnement institutionnel tout en revendiquant son indépendance et sa distance critique vis-à-vis de l'institution elle-même. Tout au long se sa carrière de pédagogue, Robin sera partagé entre l'intransigeance de ses principes et la volonté de donner à ses idées un meilleur rayonnement, ce qui implique une certaine forme d'allégeance. Une chose est certaine : il se sent à l'étroit dans l'enseignement tel qu'il est conçu dans les années 1860 et il commence à penser aux moyens à mettre en œuvre pour le réformer. Dès l'année 1864, il a le projet parallèle de dispenser un enseignement populaire des sciences. Il sollicite donc du Rectorat l'autorisation d'assurer un cours public de sciences pratiques à Brest. Cette autorisation, accordée au début de l'année 1865, lui est presque immédiatement retirée à la suite de l'annonce de l'ouverture et du programme de son cours par le biais d'un article paru dans *L'Océan*, un journal réputé critique à l'égard du régime impérial[79]. Cet échec a joué un rôle dans sa décision d'abandonner, au moins pour un temps, l'enseignement institutionnel. Le développement d'une théorie globale et novatrice de l'éducation va être au centre de ses préoccupations de 1865 à 1880.

2- Une approche militante de la question éducative

Provisoirement libéré de l'obligation d'enseigner, Robin nourrit d'abord des projets d'exil en Nouvelle-Zélande, puis en Angleterre. Mais c'est en Belgique, à Liège précisément, qu'il s'installe finalement. Cet étudiant de vingt-huit ans, dont les sympathies

78. Giroud, 1937, pp. 11-12.
79. Voir Giroud, 1937, p.12-13 ; Husson, 1949, p. 4 ; Demeulenaere-Douyère, 1994, p. 46.

socialistes semblent progressivement s'affirmer[80], continue de réfléchir aux fondements d'une éducation populaire dont les principes seraient scientifiques. Dans la continuité de ses études effectuées et en accord avec cette fin de siècle teintés de scientisme, il s'investit pleinement dans la diffusion des acquis des sciences et des techniques à destination de ceux qui sont tenus à l'écart de cette culture :

> « Avec César de Paepe et Eugène Hins, il fonde une *Association positiviste*, des cours populaires du soir, y professe les sciences, la musique, la technologie, fabriquant lui-même, comme toujours, les instruments de démonstration. Afin « *d'offrir la science aux ouvriers qui la cherchent* », il crée – et pour ce faire il s'endette – une petite revue d'éducation, *le Soir*, curieuse par la variété, la simplicité, la précision des sujets proposés à la réflexion populaire. Il collabore à *l'Éducation moderne*, à *l'Utilité*, périodiques de vulgarisation scientifique, et publie une originale *Méthode de lecture* à base phonétique. »[81]

La conviction de Robin en ce qui concerne la capacité émancipatrice de la culture scientifique est très forte. Promouvoir la réflexion autonome par la culture de la raison est pour lui une priorité. C'est une perspective qui permet de donner une certaine unité à sa production théorique. La science, par ses idées et par ses réalisations est le moyen par lequel la réalisation concrète du bonheur humain peut advenir. Le rationalisme est aussi une manière d'en finir avec les abstractions qui sont contradictoires avec l'affranchissement des hommes : la religion et la morale. L'instauration d'une culture scientifique commune est, enfin, une manière de gommer partiellement les inégalités sociales en stimulant en chaque individu l'éveil de l'esprit critique par le libre-examen.

Dans ce cadre, il n'est pas surprenant qu'à partir de 1866, Robin se rapproche du mouvement socialiste. En effet, la dimension politique de la question éducative paraît une évidence pour quiconque a l'ambition de réformer, voire de révolutionner, un système qui est au cœur même de la vie sociale. C'est en tant qu'éducateur que Robin va s'investir dans l'action politique avec ferveur. L'éducation est un thème important dans le cadre des approches révolutionnaires — cela se vérifie chez les socialistes marxistes comme chez les anarchistes — qui ont besoin de personnes ayant une certaine expertise sur ces questions.

---

80. Giroud, 1937, pp. 14-19.
81. Giroud, 1937, pp. 13-14 (c'est Giroud qui souligne). Nous supposons que la citation à l'intérieur de l'extrait est de Robin, mais Giroud ne fournit aucune indication plus précise. César De Paepe (1841-1890) est un médecin et sociologue belge, rationaliste et libre-penseur. Eugène d'Hins (1839-1923) est un intellectuel et libre-penseur belge qui fut, tout comme Robin, membre de la première Internationale. Voir également sur cette question : César de Paepe papers, Correspondance générale, 1-285, International Institute of Social History (IISH).

Au sein des mouvements politiques dont il est proche, Robin va se spécialiser dans les questions d'éducation populaire. C'est aussi à cette époque qu'il devient membre de la Ligue de l'enseignement, organe de promotion d'une éducation laïque et populaire, créée dès 1864 en Belgique et en 1866 en France.

Selon Gabriel Giroud, Robin est affilié dès 1866 à la section bruxelloise de l'Internationale. Christiane Demeulenaere-Douyère, qui appuie son analyse sur l'étude des articles qu'écrit Robin dans les périodiques belges pendant cette période, assure pour sa part que ce n'est qu'en octobre 1867 qu'il adhère à la section belge de l'Internationale. Nous en retiendrons toutefois l'idée que Robin consolide l'ancrage politique de son action à cette période. Au sein de l'Internationale, il chargé des questions d'enseignement, cadre dans lequel il produit un rapport sur l'enseignement intégral, c'est-à-dire un enseignement théorique, pratique et moral, pour le deuxième congrès de l'Internationale à Lausanne, en septembre 1867. Ce fait est confirmé par Robin lui-même dans les articles qu'il publie, de 1869 à 1872, dans *La Philosophie positive*, une revue dirigée par Emile Littré (1801-1881) et Grégoire Wyrouboff (1843-1913).

Selon Christiane Demeulenaere-Douyère, le rapport préparé par Robin en 1867 pour le congrès de Lausanne a pour thème le travail des femmes et non l'éducation populaire. Ce n'est que pour le congrès de 1868, qui se tient à Bruxelles, qu'il commence à mettre en forme son ambitieux projet pédagogique. La question de « l'instruction intégrale » est d'ailleurs inscrite à l'ordre du jour du congrès. C'est donc en tant que membre de la section belge de l'Internationale qu'il commence à produire des éléments théoriques qui portent véritablement sa marque, notamment parce qu'ils ont une dimension programmatique et ne se bornent pas à des orientations générales se focalisant sur le principe de la gratuité et de l'obligation scolaires. Il semble qu'il soit finalement assez déçu par le manque d'ambition des débats tenus et des motions votées par le congrès.

Son travail de réflexion est alors en pleine phase de maturation. Il se concrétise par la parution successive, entre 1869 et 1872, des trois articles intitulés pareillement « De l'enseignement intégral », dans *La Philosophie Positive*[82]. L'ensemble de ces articles résume, en 80 pages environ, ce que doivent être les principes et les objectifs d'un enseignement idéal, lui-même étant une condition prioritaire pour la réorganisation

82. La *Philosophie positive* était une revue dirigée par E. Littré et G. Wyrouboff. P. Robin y fit paraître trois articles : « De l'enseignement intégral », *La Philosophie positive*, 1869, p. 271-297 ; « De l'enseignement intégral, Deuxième article », *La Philosophie positive*, 1870, p. 109-126 ; « Sur l'enseignement intégral, Troisième et dernier article », *La Philosophie positive ,* 1872, p. 123-138.

révolutionnaire de la société. Dans le préambule du premier article de la série, en 1869, outre une révérence aux pères fondateurs de l'éducation moderne que furent, selon lui, Rabelais et Rousseau, on trouve une définition par l'auteur de l'éducation intégrale : « L'idée moderne est née du sentiment profond de l'égalité, et du droit qu'a chaque homme, quelles que soient les circonstances où le hasard l'ait fait naître, de développer, le plus complètement possible, toutes ses facultés physiques et intellectuelles. Ces derniers mots définissent l'Enseignement intégral. »[83] Il faut bien entendu prendre en compte le fait que cet article a été rédigé dans le contexte même de l'Association internationale des travailleurs (AIT) et que Robin inscrit son action dans une mouvance politique et sociale qu'il accompagne et qu'il est soucieux de légitimer :

> « Depuis près de cinq ans[84], écrit Paul Robin, laissant de côté l'idée rétrograde de nationalité, des prolétaires de tous pays s'unissent en Association internationale. Par son étendue, celle-ci échappe aux caprices des souverains. […] Par ses tendances scientifiques positives, par sa recherche active et honnête de la vérité et de la justice, l'Association internationale doit être le milieu où celles-ci devront se montrer dans toute leur expansion, et éclairer de leur lumière la plus difficile des sciences, encore dans la période critique, la science sociale. En vulgarisant ces notions, l'Association accroîtra sa puissance, jusqu'au jour où elle n'aura plus qu'à vouloir pour établir, presque sans secousses, l'ordre social fondé sur la science, auquel aspire ardemment tout cœur passionné pour la justice. »[85]

Si on reconnaît dans ce propos des éléments typiques du positivisme d'Auguste Comte, on y constate également la manifestation très claire de l'idéal révolutionnaire et internationaliste de transformation de la société qui était celui de la première Internationale. En cela, on peut dire que Robin est déterminé par son époque, par le milieu intellectuel dans lequel il évolue, et par les structures associatives auxquelles il participe. Mais on y perçoit aussi un élément plus subtil, révélant les préoccupations essentielles de Robin pour la question éducative. Pour lui, l'éducation n'est pas seulement un élément important de la révolution, elle est le cœur même de l'action politique et, partant de là, la condition de l'émancipation et du bonheur humain.

Après un préambule sur ce que doit être la vocation générale de l'enseignement, l'article de 1869 considère qu'une éducation digne de ce nom doit avoir évacué tous les

---

83. Robin, 1869, p. 271.
84. Robin évoque la fondation de la première Internationale à Londres, le 28 septembre 1864.
85. Robin, 1869, pp. 273-274.

préjugés « métaphysiques » et « théologiques », ce que seul un environnement scientifique est capable de réaliser. Conformément à la philosophie comtienne, il considère que le rôle de la science consiste à débarrasser la connaissance de l'idée d'absolu ainsi que des notions de « causes premières » et de « causes finales ». A l'instar d'Auguste Comte, il établit la sociologie comme aboutissement de la démarche rationaliste.

Il faut donc, selon Robin, se garder de tout dogmatisme a priori puisque celui-ci est un obstacle au progrès du savoir. Toute formation initiale, toute éducation commune, doit être débarrassée des préjugés et des idées imposées de l'extérieur. Pour ce faire, il convient de privilégier la spontanéité et de favoriser au maximum l'acquisition autonome du savoir par expérimentation personnelle. D'une manière générale, Robin considère qu'il ne doit pas y avoir d'enseignement dogmatique avant l'âge de 12 ou 14 ans, et encore l'exposition à celui-ci doit-elle être précédée d'une formation initiale débutée dès la petite enfance. Avant cet âge, le dogmatisme développe l'inclination naïve à croire, à accepter passivement des « vérités » dont on n'est pas en mesure de vérifier par soi-même la validité. Le corps de cet article est structuré en neuf parties qui détaillent, dans un ordre déterminé, les étapes de cet enseignement initial qui repose sur une éducation sensorielle (« éducation des organes passifs »), sur une familiarisation avec les « auxiliaires des sens » que sont les appareils scientifiques qui permettent de mesurer l'espace et le temps afin de parvenir à une meilleure appréhension, par les enfants, de la réalité physique. Une telle éducation a également pour objectif de supprimer les craintes et les appréhensions inutiles que sont les phobies (considérées comme « aberrations des sens » et comme « préjugés » selon Robin). Cette éducation initiale ne serait pas complète sans une large place accordée à l'exercice physique, aussi intitulé « éducation des organes actifs » ou « éducation des centres nerveux secondaires ». Gymnastique, jeux divers, pratique du vélocipède (nous sommes en 1869) sont quelques exemples des activités essentielles à intégrer dans une bonne éducation. On y retrouve enfin vantés les mérites de la sténographie, de l'apprentissage de la musique et de la sensibilisation aux arts. La seule faculté à l'égard de laquelle Robin exprime une certaine méfiance, c'est celle de l'imagination qui, hors du domaine très circonscrit des disciplines artistiques, est selon lui plutôt la marque d'un savoir insuffisant et d'un esprit qui ne possède pas de connaissances suffisamment assurées pour éviter le recours aux solutions « consolantes » et aux préjugés « anti-scientifiques ». La religion, les peurs irraisonnées par lesquelles un pouvoir despotique fonde son autorité ne sont en effet pour lui que des productions de l'imagination.

Le second article, de 1870, aborde l'acquisition « spontanée » des diverses sciences.

Il accorde une part importante et la priorité aux sciences humaines, présentées comme l'aboutissement de la démarche scientifique dans son ensemble. De manière assez originale, puisque le propos est explicitement positiviste, la familiarisation de l'enfant aux sciences est abordée dans un ordre exactement inverse à celui établi par Auguste Comte pour restituer l'évolution historique graduelle de l'esprit humain dans le domaine de la connaissance. La séquence prescrite est la suivante : sociologie, biologie, chimie, physique, astronomie, mathématiques, beaux-arts, travaux manuels. L'expérience sociale est en effet la première expérience de l'enfance, et c'est en même temps le moment où l'enfant est le plus démuni. C'est pour cette raison qu'il doit très tôt être conduit à l'analyse des relations intersubjectives. Cette partie de l'enseignement de l'enfant est l'occasion d'exprimer des principes d'une grande radicalité :

> « Donnez de bons exemples, des conseils appuyés par des raisons convaincantes, jamais sur la violence, ne commandez, ne forcez jamais. Dans le milieu actuel l'enfant entendra parler de maître. Que de bonne heure il abhorre ce mot, qu'il ait la haine de l'autorité sous quelque forme qu'elle se présente, et que pendant la période transitoire l'esprit de révolte devienne à son tour la première des vertus. »[86]

La première partie de l'article est intitulée « Sociologie ». Son caractère prioritaire repose sur le fait que seul un être d'abord harmonieusement socialisé peut acquérir ensuite le savoir nécessaire à la réalisation concrète de son autonomie. En utilisant le vocable « sociologie », Robin ne désigne pas une science principalement théorique qui se contenterait d'analyser les comportements humains afin de produire des systèmes interprétatifs ; il évoque au contraire une sociologie opératoire, une science sociale, encore largement à construire reconnaît-il, mais qui serait directement au contact de la réalité. Du reste, puisque nous sommes dans le cadre d'une réflexion sur la mise en place du modèle de ce que devrait être un établissement d'éducation moderne et émancipateur, il est assez cohérent de tenir compte de ce que les sciences sociales peuvent nous apprendre sur les conditions de la socialisation pour, le cas échéant, en tirer parti. Par ailleurs, Robin, pour désigner cette discipline, reprend à son compte l'expression d'Auguste Comte, « physique sociale ». La compréhension du monde social doit déboucher sur une action corrective des injustices et des dysfonctionnements, action incontestablement subversive. Cette science sociale à constituer répond à un besoin réel car l'influence du milieu sur le développement

86. Robin, 1870, p. 111.

individuel est considérée comme se vérifiant en sciences sociales aussi bien que dans le domaine des sciences de la nature. Dans cet article, Robin compare la sociologie à une médecine sociale dont la fonction serait de « traiter » les éléments « inadaptés » du corps social :

> « Étant admis que les mauvaises habitudes proviennent moins de la nature que du milieu où l'on vit, celui-ci ne serait formé que d'enfants dont le contact ne serait pas dangereux pour les autres. Ce ne serait pas dans l'établissement ordinaire d'éducation, mais dans des établissements spéciaux que devraient être traités les disgraciés de la nature, et ceux qu'un funeste milieu aurait viciés de bonne heure. L'éducation est l'hygiène sociale applicable à la généralité. La médecine morale nécessaire à quelques-uns est une science assez peu ébauchée, jusqu'à présent, mais sur laquelle nous ne pouvons nous étendre en ce moment. »[87]

Quand bien même cette science n'est pas encore achevée, les principes sur lesquels elle repose et les éléments qu'elle a déjà réussi à mettre en lumière doivent influencer la conception des rapports sociaux et des relations entre enfants et enseignants. Sur le plan comportemental, Robin considère qu'il faut très tôt favoriser dans les actes les notions claires et rationnelles de liberté individuelle, d'égalité et de réciprocité. Pour préparer le travail du sociologue et de l'anthropologue, il pense que chaque établissement d'éducation devrait assurer le suivi de l'évolution des élèves en mesurant leur développement physique et intellectuel et en l'exprimant sous forme de statistiques.

La question de la propriété, enfin, doit être abordée sous un jour nouveau car preuve est faite que, dans la société bourgeoise et inégalitaire que la Première Internationale critique, la question de la propriété est à l'origine d'une socialisation imparfaite. Ainsi, les équipements des établissements d'Instruction ne peuvent être la propriété privée de qui que ce soit. Ils ne peuvent qu'être « la possession en propriété régularisée du groupe qui s'en servira »[88]. Les produits éventuellement réalisés par l'utilisation de ces biens communs, s'ils sont vendus pour assurer l'autonomie de l'établissement, deviendront eux aussi propriété du groupe. On peut voir dans ces préceptes l'influence de l'action politique et la participation de Robin à l'Association internationale des travailleurs.

Pour ce qui est de l'apprentissage de la biologie, Robin propose de partir du général

---

87. Robin, 1870, pp. 112-113.
88. Robin, 1870, p. 114.

pour aller vers le particulier et, plutôt que de commencer par une fastidieuse énumération des organes et de leurs fonctions (non pédagogique et impossible à mémoriser), il préfère envisager de stimuler l'intérêt spontané des enfants pour le vivant par la pratique de l'élevage des animaux et la culture des plantes. Ces activités devront faire l'objet d'observations suivies et consignées afin de constituer un savoir directement dérivé de l'expérience qui sera ensuite diffusé aux autres membres de la collectivité. Le principe fondamental de cette coéducation est la non-confiscation du savoir et le développement des aptitudes à analyser et à communiquer. La connaissance des phénomènes du vivant conduira à celle de la mort — en tant que phénomène strictement matériel sans aucune dimension spirituelle — et à la pratique pédagogique de la dissection.

L'apprentissage de la chimie se limitera, quant à lui, à l'étude des propriétés organoleptiques et de certaines propriétés physiques remarquables, le but étant principalement de pouvoir identifier et distinguer les corps. Cet acquis sera complété par l'observation des réactions simples (action de l'eau, de l'air, du feu) qui permettent de mieux comprendre le milieu habituel de la vie. L'acquisition des notions de physique se fera par l'intermédiaire de l'utilisation des instruments scientifiques (les « auxiliaires des sens » de l'article de 1869). Il s'agit de commencer par observer en acte des phénomènes généraux ; il faut donc agir avant de penser, constater les phénomènes avant de les analyser. La réalisation d'observations météorologiques par les élèves est mentionnée à titre exemple.

Robin considère d'autre part que la « géométrie céleste » est accessible au premier âge. Elle devra donc être préparée par des observations faites au cours de promenades du soir ou de sorties nocturnes. Elle prépare la familiarisation avec les mathématiques, discipline à laquelle est donnée une priorité très forte. Il faut, selon lui, combattre les préjugés relatifs à la difficulté et à l'inaccessibilité des mathématiques qui ne sont imputables qu'à une « absurde méthode d'enseignement » qui ignore les dispositions naturelles des enfants et qui est dogmatique, alors qu'elle devrait tenir compte de leur spontanéité. Les mathématiques reposent sur la précision et cette notion doit être approchée de manière graduelle, en fonction de l'âge des enfants. Là encore, il faut commencer par expérimenter (par exemple en faisant des estimations de grandeur en utilisant des moyens « physiologiques ») plutôt que par l'apprentissage inutile de notions abstraites et vides de sens. Ainsi Robin déclare-t-il : « Je considère comme accessibles [*sic*] à l'intelligence d'enfants très jeunes la représentation par les courbes de phénomènes plus ou moins facile à exprimer algébriquement. L'influence du milieu scientifique où se

passera la vie des enfants leur inculquera cette notion presque spontanément. »[89]

Dans les deux dernières rubriques de l'enseignement intégral, les beaux-arts et les travaux manuels, Robin considère que « voir faire et chercher à imiter sont les seuls moyens d'apprendre à faire soi-même », et c'est encore le principe de la coéducation, reposant sur l'échange entre les plus jeunes (qui assistent et exécutent les tâches les plus simples) et les plus âgés (qui conseillent et donnent leur maîtrise en exemple) qui est la règle.

En 1872, un troisième article vient compléter les deux premiers. Après la présentation des principes de l'éducation intégrale, après l'exposé des contenus et de l'ordre de l'enseignement, c'est l'organisation matérielle et administrative de l'établissement qui est abordée. En ce qui concerne la présentation physique des locaux, à l'opposé de l'austérité qui, selon lui, prévaut habituellement, Robin considère qu'ils doivent constituer « un musée universel et attrayant »[90], ordonné de manière rationnelle et lisible, traduisant la hiérarchie des sciences telle qu'elle a été définie par l'article de 1870. On retrouve dans cet article la même incitation à l'action et à la pratique et le même rejet de l'autorité institutionnalisée. Mais puisqu'il s'agit d'aborder la question de la « direction » et du fonctionnement organisé d'un établissement accueillant des enfants mineurs, il est évident que la question de l'autorité est au centre des préoccupations et qu'elle ne peut être éludée. A cette difficulté, Robin répond de manière assez originale. Pour ce qui est du choix et du recrutement des professeurs, les établissements d'instruction feront appel à des travailleurs des différents secteurs de la société qui ne consacreront qu'un nombre limité d'heures au professorat. Cela présente l'avantage de leur permettre de bien préparer leurs cours et, en même temps, de ne pas se lasser de leur fonction d'enseignants. D'autre part, leur implication comme « producteurs » dans les différents champs de la société les constitue comme formateurs toujours au fait de ce qu'est la réalité de la vie sociale et du progrès, plutôt que comme de passifs détenteurs de diplômes « toujours menteurs au bout de quelques années et souvent aussi au moment même où on les délivre. »[91] Cette remarque montre que Robin est soucieux de l'actualisation constante des savoirs scientifiques. La fonction de professeur ne sera que temporaire afin que ceux qui l'exercent ne se lassent pas de leur tâche et que leur position ne soit pas sacralisée. Le corps d'inspection sera supprimé, sa fonction étant avantageusement remplacée par évaluation collégiale de l'ensemble des acteurs de la

89. Robin, 1870, p. 124.
90. Robin, 1872, p. 123.
91. Robin, 1872, p. 137.

communauté éducative. L'expertise étant généralisée chacun sera en mesure de juger de la validité des enseignements dispensés. L'école sera, du reste, ouverte à la présence des parents et des éducateurs de tout secteur afin que tous puissent exercer une inspection continue et non hiérarchique. Pour ce qui relève de la direction et des décisions à prendre, celles-ci seront le plus possible prises en assemblées, sous la forme d'une auto-organisation, ou par d'anciens élèves et parents participant aux travaux. L'élection du directeur sera assurée par l'assemblée des parents.

Bien entendu, les établissements d'instruction intégrale réuniront des enfants des deux sexes. On perçoit dans les arguments produits les éléments d'un discours sociologique en vertu duquel les facultés et les capacités individuelles ne sont pas seulement biologiquement déterminées, comme certains « préjugés » ont pu le laisser croire, mais aussi socialement :

> « Mettez les garçons et les filles dans les mêmes conditions de développement, évitez le plus soigneusement possible l'influence funeste des préjugés ; renouvelez un grand nombre de fois cette expérience, et les résultats qu'elle donnera seule pourront servir à constituer une loi générale. »[92]

L'obligation et la gratuité scolaires doivent être la règle, autant que possible. Il est souhaitable que l'État (s'il existe) n'intervienne que de manière réduite et ponctuelle, par exemple pour une mise de fond afin d'acheter le matériel nécessaire à l'ouverture d'un l'établissement. Les dépenses des établissements d'instruction intégrale sont estimées faibles. Le salaire des enseignants ne constitue pas une charge importante, puisque ces derniers doivent avoir un autre métier et parce qu'une partie de l'instruction est dispensée par les élèves les plus âgés. L'établissement ayant une vocation technique et pratique, aura besoin d'acheter des matières premières pour fonctionner. Pour le reste, il favorisera au maximum la confection et la production par les élèves eux-mêmes de la nourriture, des vêtements et du logement. Le travail d'entretien et de fabrication sera réparti. Il en résulte une instruction dont le coût est peu élevé et, dans la mesure où les établissements pourront vendre le surplus de leur production, elle pourrait même être effectivement gratuite. Le lien fédératif entre les différents établissements d'instruction intégrale sera renforcé pour permettre aux plus florissants de soutenir ceux qui ont des difficultés financières. L'échange de matériel, de locaux, pour faciliter les voyages nationaux et internationaux, est

92. Robin, 1872, p. 135.

une solution permettant de faire baisser les coûts tout en conservant une éducation ambitieuse et complète.

L'article se conclut sur l'institution d'établissements « d'études spéciales » faisant suite à la formation dispensée dans les établissements d'éducation intégrale. En effet, certaines professions exigent une formation beaucoup plus complète, comme les métiers de l'ingénierie ou de la santé, et il faut pouvoir compléter l'instruction initiale. Il ne s'agit cependant pas de former une élite sociale. Que la formation soit plus longue par nécessité ne doit pas faire renoncer aux principes de coéducation et à l'articulation systématique entre théorie et pratique. A l'intérieur de chacun de ces établissements, il doit y avoir le moins de hiérarchie possible. Afin d'illustrer son propos, Robin prend l'exemple de la médecine et constate que les connaissances qui font le médecin compétent sont les mêmes que celles qui font le bon infirmier, que le savoir de l'ingénieur n'est pas fondamentalement distinct de celui du technicien. Chacun d'eux aurait d'ailleurs intérêt à lier de manière constante la théorie et la pratique, la seconde devant, pédagogiquement parlant, précéder la première. On connaît les sympathies de Robin pour les thèses anti-autoritaires de Bakounine, mais on constate que son approche de la question éducative intègre aussi des éléments propres à la doctrine marxiste.

Lors de son séjour en Belgique, Paul Robin est donc parvenu à une certaine maturité militante, il a donné à ses convictions précoces l'assise politique qui leur faisait encore défaut. On constate en tout cas que sa pensée est déjà très construite et que le lien qu'il établit entre sciences, éducation et politique conduit à un édifice théorique relativement cohérent. Presque tous les grands thèmes de sa pensée sont présents dans cette somme théorique que constituent les trois articles parus dans *La Philosophie positive* et seule l'approche spécifiquement néomalthusienne de la question sociale fait encore défaut.

3- De Malthus au néomalthusianisme

Comment les néomalthusiens sont-ils passés de l'étude des questions économiques et sociales à l'intérêt pour le champ des sciences biomédicales (la médecine, l'hygiène et l'éducation à la santé) ?

Dans *Malthus et les Néo-Malthusiens*, publié en 1905, Paul Robin, tout en se consacrant à un travail de définition du néomalthusianisme, fournit des éléments de réponse. Les solutions proposées par Malthus constituent selon lui un « remède presque

aussi affreux que le mal qu'il prétendait guérir »[93] et personne ne peut s'en satisfaire. En outre, si les néomalthusiens adhèrent par principe à la loi de Malthus, ils considèrent toutefois que cette loi de la nature, pourtant porteuse de lourdes menaces pour l'avenir de l'humanité, est exagérément optimiste. En effet, si le constat d'une croissance géométrique[94] de la population est un fait, il n'est pas certain que l'augmentation de la production soit même seulement arithmétique. Elle peut aussi bien être très faible, voire nulle, et il pourrait même arriver qu'il y ait régression. La nécessité de lutter contre l'effet pernicieux d'un tel écart entre démographie et ressources est donc encore plus impérieuse que Malthus lui-même ne le croyait.

Jusqu'en 1869 environ, Robin demeure investi au sein de la section belge de l'Internationale. C'est cet activisme qui lui vaut d'être expulsé de Belgique en juillet 1869, date à laquelle il quitte Bruxelles pour Paris. Dès le mois d'août, il se rend au Congrès de l'Internationale à Bâle, où il défend — sans réel succès — les principes de l'éducation intégrale. Il s'installe ensuite à Genève pour une brève période au cours de laquelle il rencontre Bakounine. Au printemps 1870, il retourne en France, noue des liens avec les membres parisiens de l'Internationale et est condamné à deux mois de prison pour son implication dans l'Internationale considérée comme une association illégale. La République est proclamée le 6 septembre, et il est libéré. Après une brève incursion en Belgique, qui lui vaut d'être arrêté et reconduit à la frontière, il retourne à Brest, au moment où s'y déroulent les actions de la commune. De là, il part en exil en Angleterre. Installé à Londres dès le mois d'octobre 1870, il est accueilli par John Stuart-Mill. Karl Marx, qui réside également à Londres, l'aide à trouver un travail d'enseignant. Cette rencontre lui permet de renouer avec l'action au sein de l'Association internationale des travailleurs (AIT) ; il est même proposé par Marx, et élu à l'unanimité, au conseil général de l'Internationale. Mais il en est exclu, avec tous les libertaires, au bout d'une année en raison de sa proximité avec Bakounine alors en conflit avec Marx.

A compter de cette époque, Robin va prendre progressivement ses distances avec le

---

93. Paul Robin, *Malthus et les Néo-Malthusiens*, 1905, p. 7. Nous avons respecté dans la transcription du titre de cette œuvre l'orthographe utilisée par Paul Robin qui le conduit à séparer le préfixe du nom par un tiret. Tout au long de notre texte nous avons cependant opté pour l'orthographe « néomalthusien », « néomalthusienne » et « néomalthusianisme ».

94. Les ouvrages néomalthusiens n'utilisent jamais le terme « exponentielle » pour qualifier la progression démographique. Le terme « exponentielle » est présent dans le Littré, en tant qu'adjectif ou substantif, mais il semble que son usage à l'époque soit restreint au champ de l'algèbre. On qualifie ainsi une équation ou une courbe comme étant « exponentielle ». Mais pour désigner une proportion ou une progression par quotient (par opposition aux proportions ou progressions par différence, que l'on appelle « arithmétiques ») il semble que l'on utilise alors plutôt le terme « géométrique ».

militantisme politique, tout au moins dans sa forme classique. Arrivé sans ressources en Angleterre, il s'installe avec sa femme Alna Delesalle — elle est de nationalité belge, il l'a épousée en 1868 à Bruxelles — et ses deux enfants à Woolwich, une ville de la banlieue de Londres, sur la rive sud de la Tamise, où il vit de 1871 à 1878[95]. Robin y est recruté pour enseigner le français à l'Académie royale militaire, de 1872 à 1878. A partir de 1876, il est en outre professeur-adjoint de mathématiques au Collège de l'Université de Londres. Il semble avoir vécu en Angleterre des années relativement paisibles et assez confortables. Il s'y lie d'amitié avec le communiste libertaire Pierre Kropotkine (1842-1921) et avec les frères Elie Reclus (1827-1904) et Elisée Reclus (1830-1905).

Sa fonction d'enseignant est complétée par une activité de traducteur et de correspondant pour la *Revue scientifique de la France et de l'étranger* en Angleterre. Cette revue, éditée par la librairie Germer Baillière, parait de 1871 à 1883, et prend la suite de la *Revue des cours scientifiques*, publiée de 1863 à 1869 qui a été interrompue en raison des événements politiques de 1870 en France. Cette publication, d'inspiration positiviste, a pour finalité de diffuser le plus largement possible les progrès et les questions nouvelles de la science. Le propos introductif d'Émile Alglave (1842-1928), l'un des directeurs de cette revue, pour lancer le premier numéro du 1er juillet 1871, semble en parfait accord avec les principes de Robin concernant la culture scientifique :

> « On a beaucoup parlé de vulgariser la science. Le mot était mal choisi, et il faisait prévoir les défauts de bien des publications qui prenaient cet objectif. Il faut augmenter autant que possible le nombre de ceux qui cultivent la science ou au moins s'y intéressent ; mais il faut viser ce but sans le déguiser ou le frelater. […] Il faut la *populariser* en faisant un peuple scientifique. Pour atteindre ce but, il ne suffit pas de divulguer les connaissances scientifiques, qui se faussent bien souvent dans des intelligences mal préparées et mal dirigées ; il faut avant tout et surtout répandre *l'esprit scientifique*. »[96]

Il n'est guère étonnant que Robin ait trouvé dans cette revue une convergence de vues qui l'ait poussé à s'y impliquer. Selon Gabriel Giroud, il aurait notamment traduit pour la revue un ouvrage de James Bell Pettigrew intitulé *La locomotion chez les animaux ou marche, natation et vol, suivie d'une dissertation sur l'aéronautique*, publié en 1874 par Germer Baillière. Le contact avec la science en marche, avec le progrès technique et industriel demeure une préoccupation constante chez Robin.

---

95. Voir Giroud, 1937, p. 22 et Demeulenaere-Douyère, 1994, pp. 115-117.
96. *La Revue Scientifique*, 1ere année, 1871, n°1, p.1 (c'est Émile Alglave qui souligne).

Mais la découverte intellectuelle majeure faite par Robin au cours de son exil anglais semble être l'approche malthusienne, puis néomalthusienne, de la question démographique. Il existe peu de traces et surtout peu de témoignages relatifs à cette « rencontre ». Gabriel Giroud, évoquant cette période, écrit que « depuis longtemps déjà, [Paul Robin] attribuait au principe de population, complètement négligé par ses amis, une importance considérable.»[97] Même s'il n'est pas possible de dater précisément l'adhésion de Robin aux idées néomalthusiennes, il est certain que c'est bien au cours de son long séjour en Angleterre, après son éviction de l'AIT en 1871 et au moins quelques années avant qu'il ne rentre en France (en 1879) qu'il découvre la pensée néomalthusienne.

Dans la biographie qu'il consacre à Robin, Giroud prétend que, dès l'année 1856, Robin avait des « vues très neuves » sur la question sexuelle. Or, à notre connaissance, aucun texte ne vient étayer cette affirmation. Et, même si cet intérêt était avéré, il ne serait pas en contradiction avec le fait que Robin ne découvre les idées néomalthusiennes que vingt ans plus tard. Cet élément permettrait plutôt de comprendre qu'il ait pu être plus particulièrement attiré, en Angleterre, par des discours abordant un sujet pour lequel il aurait déjà, par le passé, manifesté un certain intérêt intellectuel.

Il est donc légitime de faire remonter l'origine historique de la familiarisation de Robin avec le néomalthusianisme aux années 1876-1877, période au cours de laquelle il rencontre les représentants anglais du mouvement. Selon Giroud, c'est à l'initiative de Robin qu'une rencontre avec les « leaders malthusiens » anglais a lieu en 1877, l'année même de la fondation la *Malthusian league*[98]. Cette organisation a pour but de défendre le recours à la contraception et d'inciter les classes défavorisées à la prudence en matière de procréation.

Il est très probable que, bien avant cette date, Robin, très proche pendant plusieurs années des idées socialistes marxistes et des idées communistes libertaires, ait eu connaissance de l'*Essai sur le principe de population* de Malthus, dont la première édition anglaise date de 1798 et qui fut fréquemment réédité tout au long du XIX^{e} siècle. Cette œuvre faisait en effet partie de la culture commune des progressistes, qu'ils soient favorables ou non à la pensée de Malthus. Elle avait par ailleurs suscité de très vives critiques de la part de Marx et Engels. Plus généralement, l'appréhension de la question

97. Giroud, 1937, p. 23.
98. Selon Robert Jütte, la conversion de Robin serait même plus tardive : « *It was not until 1879 that he became a convinced neo-Malthusian* », écrit-il (Jütte, 2008, p. 110). Il ne produit cependant pas de source décisive pour fonder cette affirmation.

démographique chez les révolutionnaires ne débouchait pas sur des mesures de contrôle en nombre des naissances. Cette question était, au mieux, perçue comme secondaire, voire non révolutionnaire et, dans tous les cas, n'était pas considérée comme une solution politique. Robin, qui prend une part active à l'agitation politique de son temps, n'a pas pu passer au travers débat critique concernant le « principe de population » de Malthus. En août 1877, il se rend à Saint-Imier (Canton de Berne en Suisse), afin d'assister au congrès de la fédération jurassienne (communiste libertaire) de l'AIT pour sa dernière contribution aux travaux de l'Internationale. Il tente d'y convaincre ses amis libertaires (parmi lesquels Kropotkine, James Guillaume et les frères Elie et Elisée Reclus) de la nécessité d'une limitation des naissances. Mais il ne rencontre qu'une franche hostilité, prouvant par là même que les milieux révolutionnaires de l'époque sont loin de considérer le néomalthusianisme comme une théorie crédible[99]. Le premier texte rédigé par Robin en faveur de la limitation des naissances est un simple feuillet de propagande intitulé *La Question Sexuelle*, dont Giroud fait remonter la rédaction à 1878[100].

Si la question de la date précise de l'engagement de Robin est difficile à trancher, Christiane Demeulenaere-Douyère montre que certains faits permettent de s'assurer de la conversion complète de Robin aux idées néomalthusiennes dès la fin des années 1870. En 1879, il se rend au congrès socialiste de Marseille[101] où il présente un appel signé par *The Malthusian League*. Au moins deux des dix questions posées à ce congrès sont susceptibles d'intéresser directement Robin : la quatrième, « De l'enseignement et de l'apprentissage » et la dixième, « De la question sociale »[102]. En ce qui concerne la première de ces deux questions, un rapport de conclusions proposé à l'adoption du congrès par le citoyen Ava-Cottin de Saint-Etienne, « De l'instruction et de son intégralité », porte la marque de l'éducation intégrale défendue par Paul Robin et propose une « instruction et une éducation professionnelles égales pour tous les enfants des deux sexes, par l'enseignement laïque, gratuit, obligatoire et intégral. »[103] En revanche, dans les conclusions des débats relatifs à la question sociale, on ne trouve aucune mention de la limitation des naissances, ce qui souligne l'échec de Robin à ce congrès.

---

99. Sur ce rejet des propositions de Paul Robin, voir : Giroud, 1937, p. 24 ; Ronsin, 1980, pp. 46-47 ; Demeulenaere-Douyère, 1994, pp. 335-337.
100. Voir Giroud, 1937, pp. 24-25.
101. Le congrès se tient du 20 au 31 octobre 1879.
102. Voir *Séances du congrès ouvrier socialiste de France*, Imprimerie générale J. Doucet, Marseille, 1879.
103. Ava-Cottin, « De l'instruction et de son intégralité », *Séances du congrès ouvrier socialiste de France,* 1879, pp. 386-391.

Au cours de ses années de militantisme politique dans l'Internationale, et ensuite dans les milieux libertaires jusqu'en 1880, Paul Robin a souvent été conduit à argumenter en faveur de Malthus tout en étant également proche des idées socialistes. A l'évidence, il n'y a, selon lui, aucune incompatibilité radicale entre le malthusianisme et le marxisme ou l'anarchisme. Il rencontre néanmoins de fortes résistances lorsqu'il cherche à faire valider le principe de population — et ses conséquences — à ses camarades de lutte. Ils rejetteront tout aussi nettement son néomalthusianisme. Les oppositions le conduisent à multiplier les efforts pour convaincre. Ce travail, débuté en 1877, implique un examen préalable de l'héritage de Malthus afin d'établir ce que lui doit le néomalthusianisme et en quoi il s'en démarque. De 1877 à 1880, Robin se consacre donc à la diffusion de la doctrine malthusienne dans les milieux de gauche et à l'étude de ce que le néomalthusianisme lui doit.

Mais cette activité va cependant être contrariée peu de temps après son retour en France. Chargé de la direction d'un établissement d'éducation pour jeunes enfants de 1881 à 1894 il est contraint de mettre en sommeil son militantisme néomalthusien, jusqu'ici très actif, pour se concentrer sur les questions strictement pédagogiques. En 1894, sitôt libéré des engagements liés à sa charge de direction, il reprend son combat en faveur de la limitation des naissances et élabore le contenu théorique que la propagande néomalthusienne aura pour tâche de diffuser en France.

Dans cette perspective, il fonde, en 1896, la Ligue de Régénération humaine[104] (LRH), une structure spécifiquement destinée à organiser le néomalthusianisme en France. Très rapidement, celle-ci cherche à recruter des membres et à se doter d'une publication, mais les débuts sont difficiles, comme le rappelle Christiane Demeulenaere-Douyère : « Robin a convoqué la première assemblée générale, le 3 septembre 1896, à la maison de la Libre Pensée. L'assistance est peu nombreuse et les premiers adhérents de la ligue se recrutent tout naturellement parmi les membres de la Société de propagande socialiste par l'art et la science que Robin a fondée quelques mois auparavant. A l'issue de cette réunion, Paul Robin est élu président de la Ligue de la régénération humaine, Léon Marinont et André Pioteix en sont les secrétaires. »[105] Les adhérents sont peu nombreux, et les moyens

104. L'intitulé de la Ligue varie, surtout dans la première phase de son existence, de 1896 à 1905. Certains documents de propagande la présentent parfois comme la Ligue de la Régénération humaine. Nous lui préférons la désignation la plus simple et la plus fréquente (Ligue de Régénération humaine, sans l'article) et nous utilisons l'acronyme LRH.

105. Demeulenaere-Douyère, 1994, p. 347. Elle précise en note que le bureau de la Ligue, qui devait initialement être composé de trente membres, n'en comprend que quatre en décembre 1896.

financiers de la Ligue sont très limités. Il faut attendre le début des années 1900 pour que la Ligue se redresse et puisse commencer à publier de façon plus régulière ses propres brochures et ouvrages. En 1905, la Librairie de régénération, éditeur de la Ligue, compile un certain nombre de textes de Robin, écrits dans les deux décennies précédentes. Parmi eux, la brochure d'une vingtaine de pages, *Malthus et les néo-malthusiens*, dans laquelle Robin procède à un travail de définition et de délimitation de ce qu'est le néomalthusianisme.

Le propos commence par préciser ce que le néomalthusianisme doit à Malthus, en corrigeant au passage certaines interprétations d'inspiration marxiste que Robin juge excessives, en particulier les accusations qui visaient à tenir pour réactionnaires les incitations de Malthus au *moral restraint.* Ne souscrivant pas à la lecture marxiste, Robin nous incite à une autre lecture de Malthus, exempte de toute condamnation morale : « si on lit sans préjugé l'œuvre entière de Malthus, on est bientôt convaincu qu'il était bon, et n'avait d'autre but que d'atténuer le plus qu'il pourrait les *inévitables* souffrances de ses semblables. »[106] Présenter Malthus comme un intellectuel qui serait insensible à la situation sociale des plus défavorisés, comme le font volontiers les marxistes, ne serait donc pas justifié selon lui. Invoquant certaines découvertes scientifiques majeures du XIX^{e} siècle, Robin va même à l'encontre d'un tel jugement en soutenant que l'humanisme sincère de Malthus est absent chez les savants qui se réfèrent, par la suite, au principe de population :

> « Ceux qui […] étendirent à toute la série des êtres vivants, végétaux et animaux, les théories de Malthus avec des moyens d'observation et d'expériences scientifiques que celui-ci ignorait, Darwin en tête et ses disciples Huxley, Haeckel, de Lanessan et tant d'autres, furent ou sont des savants au cœur peu sensible à qui la *lutte pour l'existence* apparaît comme une heureuse loi naturelle nécessaire à la conservation et à l'amélioration des espèces, et qui se soucient fort peu des moyens atrocement cruels pour les individus par lesquels l'aveugle nature arrive à ses fins. A quoi tient-il que ceux-ci soient si populaires, et que le premier le soit si peu ? »[107]

A cette dernière question, Robin répond que les savants qui, par la suite, ont validé les propos de Malthus ont plutôt fondé leurs conclusions sur l'observation des espèces en général, et notamment des végétaux. Or, ces derniers ne souffrent pas, ce qui explique, les

106. Robin, 1905 (b), p. 2 (c'est Robin qui souligne).
107. Robin, 1905 (b), p. 2 (c'est Robin qui souligne).

concernant, que le principe de « lutte pour l'existence » ne nous choque pas. Par ailleurs, nous ne nous préoccupons pas beaucoup de la souffrance des espèces animales que nous exploitons et utilisons. L'impopularité de Malthus tiendrait donc au fait qu'il a le courage de se confronter aux effets de ce principe pour l'homme et de l'aborder, lui aussi, en homme de science. Cette cause du rejet du malthusianisme paraît plus déterminante à Robin que celle, dont il juge l'effet « minime », qui tiendrait aux croyances religieuses de Malthus. Certes, le protestantisme de ce dernier le conduit à des tirades de « prédicateur » et à des formules emphatiques qui sont la cause de la mauvaise image qu'il peut avoir dans les milieux populaires. Mais, selon Robin, il ne faut pas condamner trop vite cet authentique philanthrope, a fortiori pour de mauvaises raisons. Évoquant la polémique provoquée par certaines formules de Malthus et ayant suscité la colère des socialistes au long du XIX^{e} siècle, Robin juge utile de préciser qu'elles ne sont qu'une maladresse rhétorique et qu'elles ne figurent que dans la première édition de son *Essai sur le principe de population* (1798), ayant été supprimées de toutes les éditions postérieures.

Paul Robin reproche aux contradicteurs de Malthus de ne se focaliser que sur ces formules malheureuses et de rester aveugles à la dimension scientifique authentique de ses travaux, pourtant validée par des savants comme Darwin. En quoi consiste précisément l'apport scientifique majeur de Malthus ? En deux propositions dont l'expression est très simple : 1°- tant qu'aucun obstacle ne se présente — le manque de ressources vitales par exemple — une population tend à s'accroître selon une progression « géométrique » (ou exponentielle) ; 2° - les moyens de subsistance ne peuvent, quant à eux, être accrus que selon une progression arithmétique. L'union de ces deux proposition constitue le « principe de population ». Que retient le néomalthusianisme des éléments contenus dans ce principe ? Il valide sans réserve la première proposition, considérée comme « indéniable »[108]. En revanche, il ne souscrit que partiellement à la seconde, non parce qu'elle serait fausse dans son principe — l'augmentation de la production de ressources est effectivement beaucoup plus lente que ne l'est celle de la démographie — mais parce que la progression arithmétique supposée par Malthus serait exagérément optimiste. Dans les faits, selon Robin, l'accroissement serait souvent beaucoup plus faible, voire nul : « En général la production des *subsistances réelles* reste stationnaire ou ne s'accroît qu'avec une extrême lenteur. Parfois, une découverte, une pratique nouvelle donnent à la production une immense poussée, mais de courte durée. On atteint vite un maximum après lequel

108. Robin (b), 1905, p. 3.

revient le lent accroissement, le stationnement ou même le recul. »[109] La limite de la théorie malthusienne ne réside donc pas dans un défaut d'humanisme — Robin considère que la lucidité de Malthus concernant la question sociale ne peut être attaquée moralement — mais dans un excès d'optimisme concernant les capacités de l'homme à améliorer, par son travail et sa capacité à innover, la production de ressources nécessaires à la vie.

Le néomalthusianisme résume le principe de population à sa formulation la plus simple : « la population *tend* à s'accroître au-delà des moyens de subsistance »[110]. Et si l'on peut reprocher à Malthus de se tromper, ce n'est pas sur le caractère objectif de la tendance générale qu'il a su mettre en évidence, mais plutôt sur l'importance du décalage qui existe entre l'accroissement de la population et celui de la production, qui est plus fort qu'il ne le croyait.

On peut, selon Robin, corriger le principe de population sur deux points. Le premier est que l'accroissement de la population peut être encore plus important et aller au-delà des prévisions de Malthus ; le second que l'augmentation de la production ne suit que rarement une progression régulière et que celle-ci peut être nulle. Du fait du risque accru de famine et de déclin qu'implique le décalage croissant entre population et ressources effectivement disponibles, la nécessité de mettre rapidement en place une action corrective efficace s'impose. Tel est l'angle d'attaque qui est celui des néomalthusiens au tournant du siècle et que l'on retrouve, entre autres, dans *Population et subsistances. Essai d'arithmétique économique* (1904) de Gabriel Giroud et dans la communication de Paul Robin, en janvier 1904, à la Société d'anthropologie de Paris intitulée « Subsistances et populations »[111]. Le livre de Giroud est une analyse comparative des chiffres de la production agricole et industrielle et de la démographie, en France, au début du XX^{e} siècle. L'article de Robin souligne l'importance de disposer de statistiques fiables concernant la production réelle de subsistances lorsque l'on veut aborder la question de l'organisation sociale. Il se félicite à ce sujet de la publication annoncée du livre de Gabriel Giroud, *Population et subsistances.* Ce dernier, au prix d'un travail de trois ans passés à collecter et à analyser toutes les données statistiques disponibles, est parvenu à établir des projections pour l'avenir, présentées sous la forme d'un mémoire que Robin voit comme une synthèse indispensable à la juste appréciation du danger qui pèse sur une partie de l'humanité :

---

109. Robin (b), 1905, p. 3 (c'est Robin qui souligne).
110. Robin (b), 1905, p. 5 (c'est Robin qui souligne).
111. Giroud, 1904 ; Robin, 1904.

> « l'auteur, […] a toujours choisi les plus fortes [estimations] pour les subsistances, les plus faibles pour les personnes. Il a augmenté systématiquement le quotient, résultat à connaître, en prenant le dividende en excès, le diviseur par défaut. Même avec cette précaution plus qu'honnête, la conclusion finale est qu'il manque aux humains *près du* tiers (je dirais volontiers *plus* du tiers) de l'azote nécessaire suivant l'opinion de notre éminent collègue le Dr Mathias Duval, et plus du huitième de carbone. C'est donc, au moment du calcul, quelques *500 millions d'humains condamnés à mourir de faim.* »[112]

Ces conclusions permettent, selon Giroud et Robin, de prendre la mesure de la pertinence des idées de Malthus, et de l'urgence de mettre fin au processus dénoncé, car le temps qui passe ne fait que rendre la situation des hommes plus précaire. Il existe pour le malthusianisme des obstacles dits « naturels » à l'augmentation excessive de la population et la famine est l'un d'entre eux. Mais, quelle que soit leur importance, ils ne suffisent pas à régler la question. En effet, non seulement ils ne diminuent pas l'écart entre l'essor de la population et la croissance des ressources mais ils sont humainement et moralement inacceptables. La nécessité d'agir ayant été établie, quels sont donc les obstacles artificiels que l'on peut envisager ?

C'est sur ce point très précis que le malthusianisme et le néomalthusianisme s'opposent le plus fortement. Selon Robin, Malthus ayant pris conscience de « l'antinomie entre la faim et l'amour »[113] — c'est-à-dire entre la satisfaction des besoins nutritionnels et la sexualité — propose de réduire les seconds au détriment des premiers. C'est ainsi qu'il fonde le moyen principal de son action, le *moral restraint*, qu'on peut littéralement traduire par contrainte morale, et qui n'est rien d'autre qu'une incitation à s'abstenir de tous rapports sexuels. Or, cette solution qui concerne essentiellement ceux dont la procréation accroît la précarité, — c'est-à-dire le prolétariat — revient, pour Robin, à « enlever au pauvre le seul plaisir qui lui reste »[114]. Le malthusianisme originel, tout comme le néomalthusianisme, ont le bonheur humain pour horizon, mais leurs chemins pour l'atteindre sont divergents. Si Malthus envisage le bonheur humain comme impliquant, pour certains, un sacrifice de la jouissance, les néomalthusiens soutiennent qu'il n'y a pas de bonheur sans plaisir et considèrent qu'il est inhumain d'exiger d'un individu qu'il renonce à la volupté afin de survivre. Ce point théorique concentre l'essentiel des critiques que le néomalthusianisme oppose au malthusianisme.

---

112. Robin, 1904, p. 77 (c'est Robin qui souligne). Mathias Duval (1844-1907) est un médecin, professeur d'histologie à la Faculté de médecine de Paris, membre de la Société d'anthropologie de Paris, et directeur du laboratoire d'anthropologie à l'École des hautes études de Paris.
113. Robin (b), 1905, p. 6.
114. Robin (b), 1905, p. 6

L'inspiration libertaire, très forte chez les premiers néomalthusiens français, explique la large place qui est réservée à la question du bonheur individuel dans leur propre théorie. L'accession au plaisir est un des éléments de ce bonheur car, du fait de leur matérialisme, ils ne pensent pas que l'on puisse parler du bonheur humain de manière désincarnée. Cette revendication hédoniste de la pensée néomalthusienne est ce qui la distingue plus nettement du malthusianisme. Pour les néomalthusiens, il ne peut y avoir d'épanouissement individuel sans plaisir ressenti. De même, sans épanouissement des individus, il est impossible d'imaginer mettre en place une organisation sociale stable et juste. La question du plaisir est donc au fondement de la question politique. En imaginant qu'il est possible d'en faire l'économie, Malthus commet donc une double erreur. D'abord parce que prétendre atteindre le bonheur en lui sacrifiant le plaisir n'est pas seulement une gageure mais une contradiction. Ensuite, parce que cela suppose une confusion discutable entre amour et procréation. Or, les néomalthusiens distinguent deux fonctions indépendantes dans la sexualité ; l'une vise à éprouver du plaisir, l'autre à perpétuer l'espèce. Ils pensent qu'il faut tenir compte de cet élément si l'on veut apporter une réponse efficace aux effets négatifs du principe de population. De fait, la prétendue solution malthusienne du *moral restraint* n'en est pas vraiment une :

> « L'humanité n'a pas accepté ce remède presque aussi affreux que le mal qu'il prétendait guérir. Mourir de faim ou mourir d'amour, ce n'était pas résoudre le problème, il fallait lui trouver une autre solution. Les libres-penseurs modernes l'ont donnée. Par pieux souvenir historique, les premiers qui ont osé proclamer la nouvelle « Religion sexuelle », des Anglais, ont été nommés Néo-Malthusiens. Il laissaient au maître la découverte de la terrible fatalité, mais ils donnaient le moyen parfait de la vaincre. »[115]

Le moyen évoqué par Robin est ce que les néomalthusiens anglais nommeront « copulation préventive », c'est-à-dire une stérilité volontaire toujours préférable à l'abstinence. Si le néomalthusianisme français revendique sa filiation anglaise, il s'en démarque pourtant sur certains points. Tout d'abord, il est moins dépendant des penseurs utilitaristes anglais et s'enracine profondément dans un terreau franchement libertaire. Cela permet de comprendre qu'il n'adopte pas les éléments de religion naturelle, très présents chez les penseurs anglais. La religion naturelle — ou déisme — récuse l'idée de révélation et prétend que l'on peut connaître Dieu, ainsi que l'obligation de l'action morale, au moyen

115. Robin (b), 1905, p. 7.

de la raison et de la conscience. Ce courant de pensée apparaît au XVIII[e] siècle, par exemple chez Rousseau et Hume. Le néomalthusianisme français, même s'il fait souvent appel aux lumières et à la puissance de la raison, est radicalement athée. Dans l'extrait que nous avons cité, Robin semble prendre une certaine distance avec les formulations utilisées par les penseurs anglais, certainement parce qu'elles utilisent un vocabulaire et des concepts qu'il récuse lui-même.

Nous pouvons désormais caractériser plus précisément le néomalthusianisme. Il s'agit d'une pensée qui vise le bonheur de l'humanité et qui pense l'atteindre par des moyens révolutionnaires. Elle emprunte à Malthus son principe de population en lui conférant un statut de loi scientifique. Il ne s'agit pas d'une loi positive, comme peut par exemple en produire la physique, mais d'une loi dite « tendancielle »[116] c'est-à-dire se vérifiant statistiquement, sur une certaine durée. Considérant que les moyens préconisés par Malthus sont inacceptables, le néomalthusianisme propose de leur substituer une solution adaptée : la limitation des naissances par l'utilisation de techniques contraceptives. Il accorde à ces procédés un rôle émancipateur et révolutionnaire central et assure leur promotion par une éducation adaptée.

Le retour en France

Exclu de l'Internationale en octobre 1871, Paul Robin n'a plus d'activité politique de premier plan mais il manifeste toujours un intérêt pour les questions sociales. De son exil anglais, il observe la situation en France où la progression constante de la gauche aux élections législatives entre 1877 et 1879 a mis les républicains en situation de gouverner. Dès le 4 février 1879, Jules Ferry (1832-1893) devient ministre de l'Instruction publique dans le ministère Waddington[117]. Décidé à conduire un certain nombre de réformes majeures, il s'attaque en particulier au problème de l'éducation. Alternant les fonctions de ministre de l'Instruction publique et de Président du Conseil de 1879 à 1885, il est particulièrement bien placé pour conduire les transformations profondes qu'il veut pour l'école (et ce d'autant plus qu'il jouit d'un rapport de forces très favorable dans les deux assemblées).

---

116. Voir Robin, 1896, pp. 210-224.
117. Voir Mayeur, 1973, pp. 95-105. William Henry Waddington (1826-1894) est Président du Conseil des ministres du 4 février au 21 décembre 1879.

Pour mener à bien cette tâche, J. Ferry nomme Ferdinand Buisson à la direction de l'enseignement primaire en 1879. Ce dernier, philosophe de formation, très impliqué dans les questions d'éducation, futur membre fondateur de la Ligue des Droits de l'Homme et président de la Ligue de l'enseignement, est au nombre de ceux qui veulent absolument donner une nouvelle direction à l'Instruction publique. Il est persuadé que l'éducation est un élément indispensable pour la formation de citoyens libres. Il considère qu'il faut généraliser l'accès à la connaissance, y compris pour les enfants des classes les plus défavorisées. Tout comme Robin, il quitte la France du Second Empire à la fin des années 1860 pour n'y revenir qu'à la proclamation de la III[e] République, en 1870. Ayant besoin de personnes impliquées dans une réflexion pédagogique progressiste et pouvant apporter leur concours à la mise en place d'une école nouvelle, Buisson fait appel à Robin et l'incite à quitter son exil londonien[118].

Selon Gabriel Giroud, c'est par l'intermédiaire de James Guillaume (1844-1916)[119] que Robin trouve sa place dans les travaux de rénovation de l'école voulus par Jules Ferry et qu'il est mis en relation avec F. Buisson. Ce dernier l'invite collaborer à la rédaction du *Dictionnaire pédagogique* (1887), ouvrage pour lequel Robin est chargé de la rédaction d'articles techniques, scientifiques et pédagogiques. Il est notamment l'auteur de l'article consacré au familistère de Guise (Aisne). Le familistère est un lieu de vie coopératif pour les familles, imaginé et créé en 1858 par Jean-Baptiste André Godin (1817-1888), créateur des poêles en fonte qui portent son nom. Le Familistère comprend notamment des bâtiments collectifs d'habitation, des lieux d'éducation, des commerces (économats), des lieux de culture, etc. Dans l'article qu'il lui consacre, Robin s'attarde sur l'organisation de l'école au sein du familistère, en insistant sur un point qui lui semble important :

> « Malgré bien des difficultés que nous n'avons pas à décrire, l'éminent fondateur du familistère, M. Godin, a réussi à maintenir l'école mixte quant aux sexes à tous les âges. Le succès permanent de cette grande expérience est d'une importance capitale. Il est la meilleure réponse à faire à ceux qui, tout en admirant le système américain, déclarent que nos mœurs ne s'y prêtent pas. »[120]

C'est donc par la question pédagogique que Robin fait son retour dans l'Instruction

---

118. Giroud, 1937, pp. 24-29 ; Ronsin, 1980, p. 45 ; Demeulenaere-Douyère, 1994, pp. 168-173.
119. James Guillaume est un militant socialiste libertaire Suisse, membre de l'Internationale (AIT) au sein de laquelle il est un représentant de la branche anarchiste. Il est par ailleurs le rédacteur en chef du *Dictionnaire pédagogique* (1887) dirigé par Ferdinand Buisson.
120. Robin, « Familistère de Guise », 1887, p. 987.

publique. Pourtant, ses positions libertaires très tranchées ne s'accordent pas complètement au projet républicain de l'époque et les points de convergence sont peu nombreux, ce dont témoigne Gabriel Giroud :

> « M. Ferdinand Buisson […] offrit à Paul Robin de prendre part à l'œuvre entreprise. Celui-ci hésita. Il n'avait que peu d'idées conformes à celles que le gouvernement se proposait d'appliquer. Partisan de la liberté de l'enseignement, il ne prisait pas plus l'éducation et l'instruction de l'État que celles des églises. Il leur reprochait à égalité leur virus mystique, métaphysique, la transmission de l'irréel, leurs mensonges historiques, patriotiques, leurs morales surannées, débilitantes, contraires au bonheur humain. Il n'admettait pas l'enseignement de classe, *primaire* imposé aux uns et qui n'est qu'un mélange d'études futiles, de dogmes absurdes, de préceptes pernicieux où l'on ne laisse transpirer jusqu'au peuple que le peu de vérité qui ne nuira point à l'ambition et à l'intérêt de élites, *secondaire* réservé aux futurs chefs. Le même enseignement devait, suivant lui, être distribué à tous, sous ses trois degrés : primaire, moyen, supérieur. »[121]

Robin finit par accepter la proposition de Buisson et réintègre l'enseignement en étant nommé le 2 octobre 1879 Inspecteur de l'enseignement primaire de 3e classe à Blois[122]. Son arrêté de nomination d'Inspecteur est signé par Jules Ferry et Ferdinand Buisson. Robin n'assume cette fonction que pendant un an et demi, avant de demander à être placé en « congé d'inactivité » au début de l'année 1881. Ses sympathies libertaires ne sont certainement pas pour rien dans sa réticence à se plier au fonctionnement très hiérarchisé de l'administration à laquelle il appartient et, si son talent de pédagogue et son haut niveau d'instruction sont reconnus[123], sa capacité à accomplir l'intégralité de sa fonction d'inspecteur est clairement mise en cause :

> « Si le devoir d'un inspecteur était seulement d'inspecter les classes, de donner des conseils à l'instituteur, de le diriger, d'obtenir de lui qu'il se conforme aux recommandations faites dans les conférences, M. Robin serait un modèle d'inspecteur. Mais il y a toute une partie de sa fonction que M. Robin parviendra difficilement à remplir : il ne se fait guère à l'administration. Ses

---

121. Giroud, 1937, pp. 25-26 (c'est Giroud qui souligne).
122. Académie de Paris. Dossier administratif, récapitulatif des services de Paul Robin auprès du ministère de l'Instruction publique et des Beaux Arts, notice individuelle, rapports et arrêtés divers, AN/AJ/16/233. Les états de service de Paul Robin indiquent qu'à cette époque, alors qu'il est âgé de 42 ans, il ne cumule que 10 ans de service comme enseignant, de 1856 à 1865.
123. Académie de Paris, AN/AJ/16/233. A la rubrique « Instruction » de son dossier administratif on trouve l'appréciation suivante : « Il est très instruit, surtout en ce qui concerne les sciences, et s'exprime fort bien. » A la rubrique des « Titres » sont mentionnés ses travaux scientifiques, et notamment les articles publiés dans *La Philosophie positive*, la *Revue Scientifique* et le *Dictionnaire pédagogique* (sous la direction de Ferdinand Buisson). Ses compétences en langues (anglais, allemand et italien) et son statut de licencié ès-sciences mathématiques et ès-sciences physiques de l'École normale supérieure figurent aussi.

> idées sont confuses, son jugement n'est pas sûr. Il a des idées trop arrêtées et ne tient pas compte des difficultés locales quand il s'agit, par exemple, des constructions. Il connaît peu la législation, les règlements, décide à tort et sans hésiter. Dans ses rapports il perd de vue l'objet essentiel et donne des conclusions qu'on ne lui demande pas, et oublie les autres. En un mot, il ne sait pas instruire les affaires. »[124]

S'il ne donne pas satisfaction à sa hiérarchie sur le plan administratif, ses mérites intellectuels sont toutefois reconnus. Les « observations générales » du 21 juillet, pour l'année 1880, confirment ses insuffisances dans le domaine administratif mais indiquent aussi que « M. Robin a le goût et l'intelligence des questions pédagogiques. […] La nouveauté le séduisant, il est l'ennemi déclaré de la routine. »[125] Sa volonté d'innover absolument, les expérimentations pédagogiques qu'il voudrait mettre en place dans les écoles qu'il visite, ne cadrent pas avec l'académisme de l'institution. Dans les circulaires qu'il rédige dans le cadre de sa fonction, il néglige volontairement les questions de religion, de morale et refuse d'exalter le patriotisme. A l'inverse, il valorise l'autonomie intellectuelle et morale des enfants et incite à la création de petits laboratoires météorologiques et astronomiques dans chaque structure scolaire. Il invite aussi chaque structure scolaire à mettre en place un suivi anthropométrique des élèves assuré par les enseignants[126]. Ce travail lui vaut la reconnaissance de certains progressistes, tel son futur adversaire le statisticien Jacques Bertillon (1851-1922), qui lui rend hommage dans l'article « Démographie » qu'il rédige pour le *Dictionnaire pédagogique* (1887) :

> « La croissance (proportion du corps aux différents âges) est un phénomène encore mal connu. […] Dans un arrondissement du département de Loir-et-Cher, un inspecteur primaire avait entrepris en 1880, avec l'aide des instituteurs, des recherches de cet ordre. C'est là un exemple qui mérite d'être signalé, et que nous souhaiterions vivement de voir suivi. »[127]

Cependant, même si la gestion purement administrative des écoles lui paraît terne, et si « son tempérament n'était point celui d'un fonctionnaire »[128], un autre élément permet de comprendre qu'il ne se soucie pas vraiment de plaire à sa hiérarchie. Dans la notice individuelle, document administratif qu'il doit remplir en 1880 pour l'année 1881, il

---

124. Rapport de l'Inspecteur d'Académie daté du 31 mars 1880, AN/AJ/16/233.
125. Rapport de l'Inspecteur d'Académie, AN/AJ/16/233.
126. Sur ce point voir Giroud, 1937, pp. 27-28.
127. J. Bertillon, 1887, p. 662.
128. Giroud, 1937, p. 26.

déclare vouloir obtenir « la direction d'une grande école d'enseignement intégral »[129]. C'est certainement parce qu'il a l'assurance d'obtenir un tel poste qu'il formule sa demande de « congé d'inactivité » qui est acceptée le 20 janvier 1881. Il ne restait plus qu'à trouver le lieu propice à l'exercice de cette nouvelle fonction sollicitée par Robin.

La direction de l'orphelinat Prévost de Cempuis

L'étape que constitue la direction de Cempuis (Oise) dans le cheminement progressif et logique d'une œuvre est essentielle. Dans quelles conditions Robin est-il devenu directeur et comment le choix de Cempuis s'est-il imposé ? Selon Giroud, l'histoire de l'orphelinat débute en 1861 avec Joseph-Gabriel Prévost (1793-1875)[130], un négociant sans héritiers ayant fait fortune en Amérique, qui fait bâtir dans son village natal de Cempuis un hospice laïque destiné à héberger des indigents. A l'instar de Godin en 1858, il fait partie de ces philanthropes qui ont le désir d'accomplir une œuvre sociale pour laquelle ils utilisent leurs fonds propres. L'hospice accueille d'abord des hommes âgés et sans ressources et quelques orphelins. Au cours des années, de plus en plus d'enfants sont accueillis dans l'établissement, affirmant la vocation de celui-ci à devenir un orphelinat. Vers 1870, dans le contexte de la guerre franco-prussienne, Prévost rencontre Ferdinand Buisson et, selon C. Demeulenaere-Douyère, dès le début de l'année 1871, ce dernier souhaite devenir directeur de l'orphelinat Prévost[131]. Il a déjà une expérience de direction d'orphelinat, puisqu'il dirige depuis décembre 1870 l'orphelinat laïque du département de la Seine. Il occupe un temps la fonction de sous-directeur de Cempuis, mais y renonce en février 1872, étant appelé à d'autres fonctions. Par testament, Joseph-Gariel Prévost lègue ses biens au département de la Seine, à la condition que celui-ci poursuivre l'œuvre laïque de l'orphelinat. Il choisit F. Buisson comme exécuteur testamentaire. A la mort de Prévost, en 1875, une procédure débute pour la succession, car certains héritiers indirects ont

129. Notice individuelle de Paul Robin, AN/AJ/16/233.
130. A ce sujet voir Demeulenaere-Douyère, 1987 ; Demeulenaere-Douyère, 1994, pp. 157-169 ; Giroud, 1937, pp. 32-34. Il est intéressant de noter que Ferdinand Buisson avait souhaité prendre la direction de l'orphelinat en 1871, soit dix ans avant que Robin n'en devienne le directeur, sur intervention du même Buisson.
131. Demeulenaere-Douyère, 1994, p. 165. C. Demeulenaere-Douyère effectue une étude très précise de toutes les pièces officielles versées aux archives du Conseil général de la Seine qui rend compte, de manière détaillée, des différentes étapes qui vont de la construction de l'orphelinat, au début des années 1860, à sa prise de possession, en juin 1880, par le Conseil général de la Seine.

dénoncé le testament. Celle-ci dure jusqu'en 1880, date à laquelle l'établissement devient enfin propriété du Conseil général de la Seine. Ferdinand Buisson, dont l'intérêt pour le potentiel de l'établissement ne fait plus de doute, veut développer l'orphelinat afin que celui-ci accueille un plus grand nombre de pensionnaires. Directeur de l'Enseignement primaire depuis 1879, il voit dans ce legs une opportunité de mettre en pratique ses idées progressistes concernant l'école à une époque où le poids de l'église est encore très fort, notamment en ce qui concerne la prise en charge des orphelins. Du fait de sa fonction de responsable de l'Enseignement primaire auprès du ministre de l'Instruction publique, Buisson joue un rôle politique national et n'envisage plus de se charger lui-même de cet établissement. C'est donc sa propre mère[132] qui assure la direction provisoire de l'orphelinat, en attendant qu'on lui ait trouvé un directeur.

Selon Gabriel Giroud, c'est à l'action conjointe de F. Buisson et d'Aristide Rey (1834-1901), conseiller municipal de Paris et rapporteur du legs Prévost, que Robin doit sa nomination de directeur l'orphelinat de Cempuis[133]. En octobre 1880, avant d'accepter le poste, Robin vient visiter la propriété. Il paraît alors soucieux de disposer des moyens effectifs de mettre en pratique les principes de l'éducation intégrale et de ne pas être contrarié dans cette action par l'éventuelle immixtion des institutions administratives :

> « Il exposa dans un rapport ses vues, ses projets. Le 11 décembre, un arrêté préfectoral le nomma directeur. Étant donné ses titres c'était une occupation des plus humbles. A M. Carriot, Directeur de l'enseignement primaire de la Seine, qui le lui faisait remarquer, il répondit : " Qu'on m'accorde en liberté, ce qui manque en majesté ". Et il s'exila dans ce petit village avec une joie mêlée d'inquiétude. Il allait pensait-il soutenir une gageure, échouer peut-être par excès d'optimisme ou de témérité ! S'il durait, ce ne serait que par un compromis entre ses idées et les vues officielles. […] On lui accorda cependant qu'au point de vue pédagogique il ne dépendrait ni des bureaux, ni des autorités universitaires. Son chef direct était le Préfet de la Seine. La commission nommée pour administrer Cempuis, dont firent partie, sur sa prière, ses amis Mascart, membre de l'Institut, et Aristide Rey, n'était point une commission de " surveillance ". Sauf approbation préfectorale, l'initiative pédagogique lui appartenait toute entière. »[134]

Le fait que Robin cherche à être rassuré sur la pleine disposition de sa liberté d'initiative et d'organisation — nécessaire, selon lui, à la mise en œuvre de sa pédagogie —

---

132. Sur la direction de l'orphelinat par madame Buisson, voir Giroud, 1937, pp. 32-35 ; J. Humbert, 1948, p. 5.
133. Giroud, 1937, p. 33.
134. Giroud, 1937, p. 33.

nous renseigne sur deux choses. Tout d'abord, il est évident que le poste lui tient à cœur parce qu'il y voit l'opportunité de concrétiser ce qu'il n'a jusqu'alors abordé que sous l'angle théorique : l'éducation intégrale d'enfants des deux sexes. Ensuite, les précautions dont il veut s'entourer sont certainement liées au contexte politique. En 1880, la République n'a pas encore réalisé la réforme de l'École et les oppositions aux projets laïques sont fortes. L'Église est toujours très présente dans l'École — il faut attendre la loi Goblet du 30 octobre 1886 pour que l'enseignement public primaire soit confié à un personnel exclusivement laïque — et très influente en milieu rural. Robin n'ignore pas la menace que les oppositions politiques et religieuses peuvent faire peser sur lui. Bien que sa décision soit arrêtée dès l'automne 1880, sa prise de fonction n'a lieu qu'en septembre 1881. Gabriel Giroud, qui, comme son jeune frère, est pensionnaire de l'orphelinat depuis 1877, se souvient de la première venue de Paul Robin à Cempuis :

> « Le froid était vif. Pour attendre notre futur directeur, nous étions groupés dans notre pauvre cour toute étroite, enclose par des murs de briques et des portes de fer, pleines, et soigneusement verrouillées. Bientôt, accompagné du régent provisoire, un homme à l'allure vive s'avança vers nous. Il souriait à nos jeunes têtes. De taille moyenne, plutôt trapu, le dos légèrement voûté, il avait les yeux gris-bleu très vifs, une barbe presque fauve et de longs cheveux châtain clair qui bouffaient en boucles sous un feutre à larges bords. Point d'allocution pontifiante. Un bonjour cordial. […] Ses enfants furent bientôt parmi nous, vêtus comme nous de l'uniforme des orphelins. M^me^ Robin devint notre maman attentive. Sans émarger jamais au budget, elle fut, durant des années, la collaboratrice zélée et bénévole de son compagnon, veillant aux menus détails de notre hygiène, à la propreté minutieuse de notre corps. Tous deux nous traitèrent comme leurs enfants. Ils étaient parmi nous chaque jour, à toute heure, prenant part à nos exercices, à nos travaux, plaisir à nos jeux [...] »[135].

A la rentrée de septembre 1881, débute pour Paul Robin l'aventure de Cempuis, occasion tant attendue de mettre en pratique les principes de l'éducation intégrale. Dès le départ, il a le souci de communiquer sur les méthodes qu'il veut appliquer à l'orphelinat, raison pour laquelle, dès 1882, il fonde un périodique dont étudierons plus loin et en détail la publication. Ce vœu de transparence est une nécessité car, selon Giroud, Robin sait dès le départ que sa situation est fragile : « [Il] prévoyait […], tôt ou tard, l'échec. On lui avait sans doute octroyé quelque liberté, mais tant de discordances environnaient l'expérience, qu'elle lui semblait peu durable. »[136] L'environnement local, rural et clérical, n'était

135. Giroud, 1937, pp. 33-34
136. Giroud, 1937, p. 37.

effectivement pas propice à l'accueil de l'innovation absolue qu'incarnaient les préceptes pédagogiques de Robin (laïcité stricte, coéducation des sexes, rejet total de la religion et du patriotisme).

Le pessimisme de Robin qui est évoqué par Giroud contraste cependant avec la tonalité enthousiaste qui anime les écrits du directeur dans le périodique de l'orphelinat. Indépendamment des risques qui pèsent sur son travail, la motivation de Robin ne fait aucun doute. Il est évident qu'il privilégie l'aventure pédagogique et qu'il se soucie peu de faire carrière. Dans le cas contraire, il n'aurait pas accepté un poste qui n'est pas particulièrement prestigieux dans un établissement qui n'accueille qu'un nombre limité d'enfants et qui est situé très à l'écart du milieu parisien. L'effectif n'est que de 30 à 40 pensionnaires à sa prise de fonction, il atteint une centaine en 1883 et progresse graduellement jusqu'à atteindre 200 élèves au moment où Robin quitte l'orphelinat[137]. Il est probable que Robin ait beaucoup attendu de ce premier test et qu'il ait espéré, en cas de résultats positifs, que se multiplient les établissements de ce type. L'ardeur avec laquelle il se met au travail est un indice de ses convictions pédagogiques et de son désir de réussir.

L'orphelinat est composé d'un ensemble de bâtiments relativement vaste, surtout quand on prend en considération le fait qu'il est situé dans un petit village. Une partie d'entre eux est jugée vétuste par le nouveau directeur. Parmi les installations, on trouve des ateliers, une ferme, des bois, des vergers et des jardins utilisés pour les cultures potagères ou pour la botanique, un gymnase et des espaces dédiés aux activités physiques de plein air. Depuis sa fondation, l'établissement accueille des filles et des garçons. Robin va renforcer cette mixité en l'élargissant à la classe et en ne limitant la séparation des garçons et des filles qu'aux dortoirs. La nouvelle orientation qu'il impose renforce le caractère communautaire du fonctionnement de l'établissement. Il veut limiter au maximum les relations autoritaires et hiérarchiques en stimulant l'auto-organisation, la responsabilisation individuelle, la coéducation et la mixité dans tous les moments de la vie commune. Les principes de l'éducation intégrale — intellectuelle, pratique et morale — telle qu'elle était définie dans les articles de *La Philosophie positive* y sont mis en œuvre autant que les moyens le permettent. Robin ne ménage d'ailleurs pas sa peine pour que l'établissement soit équipé au mieux, avec la mise de fonds la plus modeste possible. Les laboratoires scientifiques, qui lui sont chers et dont il déplorait l'absence lors de sa brève carrière

137. Sur cette question voir l'exploitation des procès-verbaux du Conseil général de l'ancien département de la Seine par Demeulenaere-Douyère, 1994, pp. 182-188.

d'inspecteur primaire, sont mis en place, avec tous les appareils nécessaires[138]. Leur utilisation est régulière et donne par exemple lieu au suivi de certains phénomènes naturels remarquables, observations météorologiques ou astronomiques.

Les moyens financiers dont dispose l'orphelinat reposent essentiellement sur le financement public, sous forme de subvention du Conseil général du département de la Seine. Le budget est de 45.000 francs lorsque Robin prend la direction de Cempuis, puis il passe à 100.000 francs environ après cinq années de fonctionnement pour atteindre 200.000 francs l'année où il quitte l'orphelinat. Bien entendu, ce financement est lié au nombre d'élèves de l'établissement. En complément des subventions publiques, l'établissement vend certaines productions des élèves dans les ateliers ainsi que le surplus de ses productions agricoles. Les recettes ainsi produites ne représentent pas plus de 5 % du financement global, mais il faut aussi prendre en compte l'autonomie partielle que permet la production de l'exploitation agricole et des vergers ainsi que la confection dans les ateliers. En produisant une partie des ressources qui lui sont nécessaires, l'établissement diminue d'autant son besoin de financement extérieur. Les dépenses les plus importantes sont relatives au traitement des employés et à l'achat de vêtements[139].

Les préceptes d'hygiène les plus stricts possibles sont observés, tant sur le plan des locaux (aération, chauffage, lumière, nettoyage), que sur le plan alimentaire (alimentation variée, proportion réduite de viande, absence d'excitants) et sur le plan individuel (toilette minutieuse et régulière, suivi anthropométrique de la croissance des élèves).

Les jardins et les ateliers (menuiserie, mécanique, imprimerie et reliure, blanchisserie) sont l'occasion de l'acquisition de compétences élémentaires. Ils permettent de mettre en pratique des éléments vus dans le cadre de l'instruction intégrale et de valoriser la solidarité et la vie en commun.

Les principes pédagogiques

L'orientation générale de l'établissement est clairement sociale et humaniste. Le but est de permettre à des orphelins, ou à des enfants de familles très pauvres qui ne peuvent assumer leur entretien et leur éducation, d'accéder à une instruction la plus complète

138. Voir sur ce point, Robin, « Emploi des auxiliaires des sens, » 1869, pp. 280-282.
139. Voir Demeulenaere-Douyère, 1994, pp. 173-182.

possible étant entendu que celle-ci est absolument nécessaire à la réalisation de la liberté individuelle. Pour mener à bien ce projet, il convient de proposer une éducation qui ne se contente pas de faire de la reproduction sociale mais qui offre aux pensionnaires les moyens de réaliser leur insertion sociale en tirant le meilleur parti de leur potentiel, indépendamment de leur milieu social d'origine. L'insertion professionnelle dans des professions manuelles n'est pas la seule finalité de l'orphelinat. Les élèves qui en manifestent les aptitudes sont orientés vers des formations plus complètes, par exemple vers le Brevet supérieur. L'éducation dispensée doit donc être, selon Robin, intellectuelle, pratique et morale. Elle doit aussi, et surtout, viser l'autonomie sur tous les plans de l'individu qui est éduqué. L'éducation « intégrale » implique qu'aucune distinction hiérarchique ne peut être établie entre les éléments composant un savoir dont la valeur réside dans son intégralité. Conformément à ce que Robin écrivait une dizaine d'années plus tôt dans *La philosophie positive*, la nature de l'enseignement varie avec l'âge. Avant 12 ou 14 ans, l'apprentissage doit être « spontané », c'est-à-dire que la pratique doit toujours précéder la théorie car il existe un lien de continuité de l'une à l'autre. Au-delà de cet âge, la nécessité des métiers et des fonctions sociales impliquant malgré tout un certain degré de spécialisation, l'enseignement peut être dogmatique. Le rapport est alors inversé : l'acquisition théorique de notions complémentaires vient orienter la pratique et la rendre plus performante ou plus adaptée. La première phase de l'éducation demeure toutefois la plus importante puisqu'elle vise la constitution d'une base de compétences (pratiques et intellectuelles) qui permettent la socialisation harmonieuse et pacifique de l'individu. Tout le monde devrait avoir accès à cette éducation fondamentale qui est la condition nécessaire — et suffisante —du bonheur individuel dont dépend le bonheur collectif. De ce fait, il est assez difficile de distinguer strictement ce qui relève de l'un ou de l'autre champ tant les aller-retour et les liens dynamiques entre savoir et pratique sont étroits. Ce qui est certain en revanche, c'est que cette acquisition est condition de l'éducation morale car seul un être qui n'est pas en situation de sujétion à autrui, ou de domination sur l'autre, peut socialiser de manière féconde.

L'emploi du temps des pensionnaires de l'orphelinat est divisé en temps de classe, temps d'expérimentation (hors de la classe, dans l'environnement immédiat de l'établissement ou bien à l'occasion des nombreuses excursions à pied ou à vélo, parfois très loin de l'établissement), temps de travail en atelier, temps d'exercice physique (jeux, gymnastique, etc.) et temps consacré à la pratique des arts (chant, musique, dessin graphique, pantomime, théâtre).

La partie spontanée relative aux expérimentations fait la part belle à l'utilisation des « auxiliaires des sens » que sont tous les appareils scientifiques dont l'utilisation a une dimension ludique qui prédispose favorablement à l'acquisition et à la compréhension des lois et des constantes observables dans la réalité matérielle. On sait que cette question est l'objet de toutes les attentions de Robin depuis ses années d'enseignements au sortir de l'École normale supérieure. La pédagogie en est donc très bien rodée.

Si l'on prend l'exemple de l'astronomie, le travail éducatif repose d'abord sur une découverte spontanée des phénomènes astronomiques à la faveur de promenades du soir ou de sorties nocturnes. Des observations sont faites, des notes sont prises ; les élèves sont ensuite incités à repérer des régularités, des phénomènes spécifiques. Pour affiner la précision des observations, des instruments sont fabriqués, telle cette lunette astronomique dont la fabrication est décrite dans les pages du bulletin de l'orphelinat[140]. Les élèves passent ainsi de l'observation et de la saisie intuitive de la règle à la fabrication motivée et autonome d'un objet qui va permettre à la perception sensible de gagner en précision. L'instrument fabriqué est ensuite utilisé, les observations qu'il permet viennent enrichir, corriger et consolider des connaissances déjà acquises. Les phénomènes étant mieux maîtrisés, il devient possible d'établir des tables d'observation et d'introduire, progressivement, des éléments de calcul. En toute chose il convient de susciter le désir. Une éducation qui commencerait par l'apprentissage abstrait de la règle sans ancrage sensible ne peut que susciter l'ennui sans fournir quoi que ce soit qui puisse nourrir la compréhension autonome et les aptitudes propres des individus formés. On remarque d'ailleurs avec quelle conviction Robin condamne l'apprentissage par cœur dans ses articles sur l'éducation. Cela se vérifie pour *La Philosophie positive*, pour le *Bulletin de l'Orphelinat Prévost* et pour le *Manifeste aux partisans de l'éducation intégrale* (1891). Un apprentissage ennuyeux qui n'encourage en aucune manière le désir spontané de s'ouvrir au monde est tout à fait contre-productif dans la mesure où il n'atteint pas son but. Pire encore, il ne fait que conforter la servilité et la dépendance en suscitant l'obéissance de manière dogmatique, ce qui pour Robin est le trait caractéristique d'une éducation bourgeoise soucieuse du maintien de l'ordre hiérarchique figé de la société.

Un dernier élément important de l'éducation dispensée à l'orphelinat est l'ouverture au monde extérieur et la volonté de « faire classe » dans la nature elle-même et, ce faisant,

140. « Une lunette pour 15 sous ! », *L'Orphelinat Prévos*t, mai-juin 1888, pp. 136-138.

de ne pas cloîtrer les élèves dans les écoles[141]. Un des éléments les plus novateurs semble avoir été la fréquence et l'ampleur des excursions (à pied ou en bicyclette), ainsi qu'une pratique régulière et complète de la gymnastique, les voyages en France (pour des vacances au bord de la mer, pour se rendre à des concours, à des expositions, etc.) et à l'étranger (échange avec des écoles de Belgique).

Tous les choix faits à l'orphelinat vont dans le sens d'une valorisation de la nouveauté, du progrès et de la rationalité. L'enthousiasme réel de Robin pour tout ce qui est symbole de mouvement, de vitesse et d'autonomie se traduit notamment dans son intérêt pour les déplacements à bicyclette. Dès l'année 1883, l'établissement s'équipe en cycles. L'ensemble des enseignants et des élèves partent pour de très longues randonnées, parfois sur plusieurs jours. Des articles réguliers sont consacrés à la gloire de cet outil dont les mérites sont évalués sur la base d'un ratio calculé entre énergie dépensée et efficacité mécanique restituée. En ce qui concerne les techniques purement pédagogiques de prises de notes, la préférence systématique de Robin pour la sténographie se justifie par les mêmes arguments : autonomie, vitesse, efficacité et simplicité.

Le caractère très novateur des méthodes pédagogiques en usage à Cempuis attire toutefois les critiques. A la prise de fonction de Robin, le climat politique est extrêmement favorable à un tel projet éducatif innovant. La loi Ferry du 16 juin 1881, instituant la gratuité de l'instruction primaire vient d'être votée, la droite est sévèrement battue aux élections législatives du 21 août [142], et la République dispose des moyens lui permettant d'imposer une politique mettant l'accent sur la nécessité d'une éducation généralisée à l'ensemble de la population et favorable aux jeunes et aux enfants. Mais il ne faut pas négliger l'opiniâtreté et la force des oppositions au processus de laïcisation de l'école. Les milieux de la droite conservatrice et catholique, promoteurs d'une France « fille aînée de l'église », qui ont déjà eu du mal à accepter l'orientation nouvelle de la République, ne peuvent que s'opposer à la vision de l'école que Robin veut promouvoir. En outre, la personnalité et le parcours de Robin, sa proximité avec les communistes libertaires, son investissement dans l'Internationale et ses positions anticléricales, internationalistes et anti-autoritaires, exacerbent sans doute les critiques. La mixité pionnière qu'il instaure dans l'établissement et la prise en considération du corps dans l'éducation, enfin, font de ce

141. Robin fera accomplir une certain nombre de travaux dès son arrivée à l'orphelinat afin d'agrandir des salles de classe. Il invoque les « données de la science » pour fixer la surface moyenne d'une salle de classe à environ 60m², considérant que les salles de 25m² dont était doté l'établissement nuisent à un enseignement dans de bonnes conditions. L'espace est donc une donnée physique essentielle pour son projet éducatif.
142. Voir Mayeur, 1973, p. 44.

pédagogue hors-norme une cible privilégiée pour les conservateurs de tous bords.

La première tentative visant Robin[143] est liée à la pratique généralisée de la mixité à l'orphelinat. L'établissement de Cempuis disposait d'une maison spécialement construite pour que les enfants puissent profiter de vacances à Mers-les-bains[144], dans le département de la Somme, à 70 kilomètres environ de l'orphelinat. Les pensionnaires de l'établissement, filles et garçons, accompagnés de leurs enseignants, avaient l'habitude de s'y rendre pour les vacances d'été, les plus grands élèves accomplissant parfois le trajet en bicyclette. Dès 1881, des témoignages repris dans un journal local, *Le Courrier de la Somme*[145], font état du fait que les enfants des deux sexes étaient amenés à se dévêtir sur la plage en public et sans qu'il y ait de séparation entre garçons et filles. Soucieux de la tranquillité de l'établissement, Robin tient compte de ces objections et abandonne la pratique consistant à faire se dévêtir en commun filles et garçons. Dans le bulletin de mars-avril 1890 il écrit : « Les garçons se déshabillent comme les soldats, en ligne parallèle à la mer, le plus près possible. Les filles ont une tente de 28m² […]. Nous avons eu autrefois quelques tracasseries à son sujet, mais ne réveillons pas de vieux souvenirs désagréables »[146].

En 1883, une affaire plus sérieuse va affecter la tranquillité de Robin. Il est accusé d'avoir diffusé l'un de ses rares textes néomalthusiens de l'époque, *Le secret du bonheur*. Ce n'est qu'une version complétée de son feuillet de 1879, *La question sexuelle*. Robin ne conteste pas être l'auteur du texte mais il nie l'avoir diffusé au sein de l'établissement. Les appuis qu'il conserve cependant auprès de certains représentants des autorités institutionnelles lui permettent finalement de se tirer sans conséquences de cette affaire.

Après 1885, l'équilibre politique n'est plus le même. Les amis proches de Robin, ceux dont il avait la confiance, n'ont plus le même poids sur les affaires publiques et sont eux-mêmes fragilisés. Une période de troubles politiques accompagne un retour progressif de la droite. En septembre 1892, le journal *La Libre Parol*e d'Édouard Drumont dénonce la corruption de certains politiques et contribue à créer ce qu'on appellera bientôt le « scandale de Panama » en tenant des positions nationalistes et antisémites. En octobre 1892, ce même journal débute une série d'articles dénonçant la « coéducation des sexes »

---

143. Sur ces évènements, voir Demeulenaere-Douyère,1981, pp. 140-153.
144. Robin précise « La maison qu'habitent les enfants de l'Orphelinat Prévost pendant leur séjour annuel, à Mers (Somme), a été bâtie exprès pour eux en 1883 […]. Elle contient au rez-de-chaussée une salle de 15 m de long sur 5,50 m de large, avec cinq fenêtres donnant sur la mer ; à l'étage se trouve une autre salle, égale aux 3/5è de la précédente ; le reste forme quatre chambrettes pour le logement du personnel adulte. », « La maison des enfants à Mers », *Bulletin de l'Orphelinat Prévost*, mars-avril 1890, p. 116.
145. AN/F17/14312.
146. « La maison des enfants à Mers », *Bulletin de l'Orphelinat Prévost*, mars-avril 1890, p. 117.

qui est mise en œuvre à Cempuis. L'auteur utilise l'argumentation de cette droite dure et cléricale qui entend régler ses comptes avec la République et avec tout ce qui, selon lui, en illustre les errements et la décadence des mœurs. D'autres journaux de province s'engouffrent dans la brèche en saisissant l'occasion d'exprimer le ressentiment de certains notables cléricaux de province qui dénoncent les agissements d'une classe politique parisienne qu'ils considèrent corrompue et dont l'action (ou l'inaction) a des conséquences sur la moralité même de la société. Il lui opposent une province vertueuse, pieuse, conservatrice et gardienne des valeurs morales. Pour apaiser les tensions, les ministères de l'Instruction publique et de l'Intérieur diligentent une commission d'inspection à l'orphelinat. Une première visite disculpe Robin et certifie que l'enseignement dispensé à l'orphelinat est bien conforme aux instructions officielles. Mais la campagne de presse ne désarme pas et son ampleur s'élargit même à des journaux réputés plus modérés. En 1894, dans un contexte d'attentats anarchistes, après l'assassinat du président Sadi Carnot le 24 juin, les tendances réactionnaires s'affirment encore. Les critiques incessantes dont Robin est l'objet conduisent à une enquête décidée le 24 août, et rapidement exécutée, dont les conclusions catastrophiques pour Robin conduisent à son limogeage par arrêté du préfet de la Seine daté du 31 août 1894[147].

L'intensité que Robin met à faire valoir ses raisons et à répondre point par point aux attaques dont il est l'objet montre que l'expérience de l'orphelinat revêt pour lui une importance réelle. En perdant un poste institutionnellement validé et un revenu, il recouvre cependant une liberté presque entière pour développer sa pensée et orienter son action dans des domaines qui lui étaient interdits du fait même de sa fonction. Il se remet immédiatement au travail pour s'investir, cette fois-ci pleinement, dans la propagande néomalthusienne, ne négligeant pour ce faire aucun lieu où il pourrait porter ses idées.

4- De la question de la quantité à celle de la qualité

Après avoir combattu pendant quelques mois, sans succès, pour sa réhabilitation, Robin oriente progressivement son action sur d'autres objectifs. Le clivage provoqué par son limogeage reflète les oppositions idéologiques et politiques de l'époque. Les révolutionnaires socialistes louent son matérialisme, son approche rationaliste et

147. Sur l'enchaînement de ces événements, voir C. Demeulenaere-Douyère, 1994, pp. 259-285.

progressiste fondée sur la science. Ils l'opposent au caractère réactionnaire de la bourgeoisie cléricale, bien entendu, mais aussi aux positions conservatrices d'une partie de la gauche. Installé à Paris au mois d'octobre 1894, Paul Robin prend part au jeu politique local, mais là n'est pas sa vocation première. Dès l'année 1895, sa correspondance permet de constater qu'il se consacre pleinement à la propagande néomalthusienne, déterminé à doter celle-ci d'une structure propre, à la hauteur de ses ambitions véritables. Le fait qu'il vive désormais à Paris lui permet par ailleurs de s'investir de manière plus intense et plus régulière dans certaines sociétés savantes telles que la Société d'Anthropologie de Paris (SAP), une société composée en majorité de médecins, civils et militaires, dont il devient membre au moment où Charles Letourneau (1831-1902)[148] en est le secrétaire général. Il tire un double profit de cette affiliation. Premièrement, elle lui permet de côtoyer les acteurs de premier plan de sciences comme l'anthropologie, la sociologie et la psychologie alors en train de se constituer. Secondement, en assistant aux débats qui se tiennent à la SAP, il trouve l'occasion d'exposer ses propres vues sur la question démographique.

Très tôt, il cherche mettre en évidence les liens qui, selon lui, existent entre la limitation des naissances et d'autres questions scientifiques débattues à l'époque, notamment celle de la dégénérescence de l'espèce humaine qui préoccupe les milieux scientifiques de l'époque. La dégénérescence, selon l'expression d'Anne Carol, est « ce mot de spécialiste sorti du champ clos de la médecine pour tomber, à la fin du XIX^{e} siècle, dans le domaine public »[149]. Il s'agit en fait du nom donné au processus de déclin qui affecterait l'espèce humaine et que croient diagnostiquer certains médecins et anthropologues, dès la première moitié du XIX^{e} siècle. Au départ, ce n'est pas un thème qui inquiète outre mesure et, selon A. Carol, « rares sont ceux qui motivent leurs discours par un tableau apocalyptique de la race. »[150] Mais, au milieu du XIX^{e}, l'inquiétude grandit et on commence à s'intéresser aux victimes concrètes de cette dégénérescence, les dégénérés. Le terme « dégénéré » est d'usage courant à la fin du XIX^{e} et il le reste jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. Il ne s'agit alors pas d'un jugement moral mais d'une détermination clinique considérée comme objective. La publication du *Traité des dégénérescences, physiques, intellectuelles et morales de l'espèce humaine* (1857) par le médecin psychiatre Bénédict Augustin Morel (1809-1873) en est une illustration. Il propose dans son ouvrage une définition de ce qu'il entend par dégénérescence. Le tableau qu'il en dresse montre que

148. Voir J.-C. Wartelle, 2004.
149. Carol, 1995, p. 87.
150. Carol, 1995, p. 89.

cette question est importante :

> « l'idée la plus claire que que nous puissions nous former de la dégénérescence de l'espèce humaine, est de nous la représenter *comme une déviation maladive d'un type primitif*. Cette déviation, si simple qu'on la suppose à son origine, renferme néanmoins des éléments de transmissibilité d'une telle nature, que celui qui en porte le germe devient de plus en plus incapable de remplir sa fonction dans l'humanité, et que le progrès intellectuel déjà enrayé dans sa personne se trouve encore menacé dans celle de ses descendants. »[151]

Le processus qui alerte certains médecins et savants peut donc être défini comme « déviation maladive d'un type primitif ». Comme cette déviation est transmissible, elle engage l'avenir de l'espèce toute entière. Et ce premier sujet de préoccupation en recouvre un second. En effet, quel peut être le poids réel de ceux qui sont « incapables de remplir leur fonction » pour la collectivité ? Néanmoins, les causes de la dégénérescence identifiées par Morel sont toutes liées au milieu. Pour l'essentiel, elles sont imputables à des agents intoxicants (alcool, poisons végétaux, poisons minéraux, substances alimentaires altérées), à une nourriture insuffisante en quantité ou en qualité et, enfin, à l'influence du milieu physique, notamment du point de vue géologique. A partir de l'identification de ces causes on peut agir pour corriger le processus de dégénérescence et Morel définit trois axes pour son action : « *L'hygiène physique et morale*, le traitement de *l'état aigu* et *la prophylaxie*, sont les trois termes qui représentent le mieux les questions thérapeutiques que j'aurai à élucider. »[152] Le premier terme, hygiéniste, dépend d'une « moralisation des masses » sensée améliorer l'état global des populations et préparer le terrain pour les actions curatives. Celle-ci doit être assurée par des prêtres, des magistrats, des instituteurs ou des médecins. Le second terme vise à agir immédiatement sur certaines causes, parce qu'elles sont les plus identifiables et les plus nuisibles. Des mesures adaptées doivent ainsi permettre de lutter contre l'intoxication alcoolique, la contamination par le plomb, les logements insalubres, etc. Le troisième terme, la prophylaxie, que Morel définit comme « la science qui a pour but de combattre les causes des maladies et de prévenir leurs effets »[153], a une dimension préventive, et non curative contrairement aux précédents. L'ensemble de ces trois volets vise une « [a]mélioration intellectuelle, physique et morale de l'homme, ou, si l'on préfère, sa Régénération »[154]. On voit donc bien apparaître un

151. Morel, 1857, p. 5.
152. Morel, 1857, p. 685.
153. Morel, 1857, p. 690.
154. Morel, 1857, p. 693.

concept spécifique, désignant un processus volontaire qui, guidé par la science, pourrait permettre de lutter contre la dégénérescence. Ce qui, en revanche, est absent de la théorie de B.-A. Morel, c'est l'idée qu'un processus interne aux espèces elles-mêmes pourrait jouer un rôle, dans le sens d'une dégradation ou même d'une amélioration. Les causes premières de la dégénérescence étant pour lui liées à des facteurs externes, l'action corrective est, de ce fait, essentiellement de type hygiéniste.

Au cours de la seconde moitié du siècle, l'inquiétude suscitée par la dégénérescence dans une partie de la communauté scientifique augmente. Et, parmi ceux qui s'en préoccupent particulièrement, on retrouve des darwinistes qui valident l'idée de sélection naturelle. Ces derniers soutiennent que ce processus, au départ considéré comme positif pour l'évolution de l'espèce, ne joue plus tout son rôle en société. En facilitant la survie des moins aptes, et en diminuant corrélativement les prétentions des plus aptes, la civilisation court le risque de favoriser les premiers, au détriment des seconds. De cette analyse provient l'idée de « sélection à rebours » un phénomène dont l'ampleur menace l'espèce humaine dans son existence même.

Paul Robin et les anthropologues

Dès le début de l'année 1895, soit quelques mois seulement après la fin de l'aventure de Cempuis, Robin entame une correspondance régulière avec l'écrivain et publiciste Augustin Hamon (1862-1945)[155], un libertaire français passionné de science. Hamon est également considéré comme un pionnier de la psychologie sociale[156], auteur d'une œuvre reconnue, *La psychologie sociale du militaire professionnel. Études de psychologie sociale* (1894). Sans être universitaire, Hamon collabore à des revues comme les *Archives d'anthropologie criminelle* et fonde sa propre revue, *Humanité nouvelle*. Dans le cadre de ses travaux, il aborde des questions qui recoupent les thèmes de prédilection des néomalthusiens. C'est le cas des considérations relevant de l'anthropologie criminelle, elles-mêmes dépendantes d'une approche quantitative et statistique qui intéresse Robin. Évoquant leur convergence de vue sur l'approche anthropologique, Robin paraît assez enthousiaste à l'idée de mettre en pratique un certain nombre de principes applicables à la

155. IISH, Hamon Papers, correspondance avec Paul Robin 1895-1903.
156. Voir Apfelbaum, 1981 ; Lubek et Apfelbaum 1989.

« race » humaine[157]. Il fait appel à Hamon pour obtenir certaines données récentes : « Pendant les années 1893, 1894, 1895, 1896, ou faute de cela pendant 3, 2 ou 1 année, au service militaire et dans le civil : combien de jeunes gens en tout ? Combien de suicidés ? Combien de morts par fièvre typhoïde ? Combien d'exécutions capitales ? Combien de morts en tout ? »[158] On voit bien qu'au moment où Robin s'engage dans une nouvelle direction, celle de la régénération, il est à la recherche de données certifiées, relatives à l'état sanitaire de groupes de population spécifiques, pour asseoir son propos et pour mieux le défendre dans les sociétés savantes. Dans une lettre à Hamon datée du 7 juin 1895, Robin annonce une communication prochaine à la Société d'anthropologie de Paris : « Je vous verrai bientôt le 21 à la société d'anthropologie, je traiterai de la dégénérescence. Ce sera chaud. Venez-donc à la rencontre je vous prie. »[159]

Depuis 1889, Robin contribue assez régulièrement au *Bulletin de la Société d'anthropologie de Paris*. Cette publication a pour fonction de reproduire les interventions des membres de la Société d'anthropologie, les objections éventuellement faites ainsi que les débats qui s'en suivent. Les thèmes qui sont développés par Robin dans le cadre de ses communications ne surprennent guère. En 1889, c'est une « Observation sur l'usage du corset »[160] considéré comme une « mutilation » pour les femmes. Il reçoit alors l'appui de Clémence Royer (1830-1902), traductrice de Darwin en 1862, elle aussi membre de la Société d'anthropologie de Paris. En 1890, c'est une intervention sur les « Conférences anthropométriques faites aux instituteurs de l'Oise »[161]. En 1893, une communication sur une « Station paléolithique »[162] découverte lors d'une sortie avec les élèves de Cempuis.

En 1895, le thème de l'intervention de Robin — annoncé à Augustin Hamon dans sa lettre du 7 juin — est clairement eugéniste. La communication est intitulée « Dégénérescence de l'espèce humaine ; causes et remèdes »[163]. Le texte, reproduit dans le *Bulletin de la Société d'anthropologie de Paris*[164], prend la forme d'une démonstration. On

---

157. Nous reprenons ici la terminologie employée par Robin tant dans ses communications à la Société d'anthropologie de Paris que dans sa correspondance privée. Rappelons toutefois que, dans la seconde partie du XIX^{e}, la notion de race est d'usage courant, pour ne pas dire généralisé.
158. Paul Robin, feuillet manuscrit accompagnant une lettre à Augustin Hamon du 5 mars 1897, IISH, Hamon Papers.
159. Robin, Lettre manuscrite à Augustin Hamon du 7 juin 1895, IISH, Hamon Papers. Le compte rendu de la séance annoncée, celle du 20 juin, sera publié dans les *Bulletins de la Société d'anthropologie de Paris*, tome 6, 1895, pp. 426-433.
160. Robin, 1889, pp. 551-553.
161. Robin, 1890, pp. 833-837.
162. Robin, 1893, pp. 161-162.
163. Robin, 1895, pp. 426-433.
164. Robin, 1895, pp. 426-433.

comprend les réticences exprimées par Robin dans sa lettre à Augustin Hamon, car sa manière d'aborder la question repose sur une mise en cause très directe des membres de la Société d'anthropologie de Paris qui déplorent une « dépopulation » de la France. Il articule la question démographique et le fait de la dégénérescence, car le lien établi entre les deux phénomènes est pour lui permanent et étroit. En effet, pour Robin, « il n'y a ni eugénisme, ni puériculture, ni éducation efficaces sans la limitation des naissances »[165]. Avant de faire des propositions, la communication de Robin résume les arguments de ceux qui veulent sensibiliser au problème posé par la dégénérescence :

> « La sélection naturelle, qui ne laisse survivre que les meilleurs, en supprimant brutalement, cruellement, les plus faibles, a perdu de sa puissance sur l'existence des animaux, par l'intervention de l'homme. Celui-ci l'a remplacée par une sélection artificielle ayant pour but de ne faire naître que ceux qui lui seraient le plus utiles. Ce n'a pas toujours été sans quelques cruautés de détail.
> Pour sa propre race, poussé par une sensibilité qui l'honore, mais dont éclate aux yeux des moins clairvoyants la terrible contre-partie, l'homme moderne agit juste en sens inverse : Il fait de la sélection à l'envers. Il soigne surtout les faibles, les attardés, les dégénérés. Il triche en leur faveur contre les forts, les meilleurs de corps ou de cerveau, qui eussent sans doute triomphé dans un état plus voisin de la nature, mais qui vaincus par un organisme social armé tout entier contre eux, ou bien périssent, ou bien redescendent dans les rangs des faibles et des dégénérés. Vouloir choisir les meilleurs enfants (et dans la période actuelle il faut se contenter de dire les moins mauvais), les laisser se développer au maximum moyen, aux points de vue physique, intellectuel et moral, avec le plus de liberté possible, une large mais simple alimentation, tout l'exercice que réclament des organes sains ; en leur facilitant la satisfaction de toutes les curiosités qui font naître en eux la vue des splendeurs ou des nuisances de la nature et des merveilles de l'industrie ; sans leur imposer aucune des entraves matérielles et morales, de ces affirmations a priori, tristes survivances d'un passé qui s'efface, entraves qui débilitent le corps et le cerveau, c'est tout un programme d'éducation rationnelle. Tenter sa réalisation, c'est un crime que ne peuvent pardonner les puissants attardés et dégénérés. Tous leurs efforts se sont coalisés pour en écraser, presque dans le germe, la première tentative assez réussie. »[166]

Ces propos, largement inspirés de *La descendance de l'homme et la sélection sexuelle* (1871) de Darwin, laissent peu de doutes sur la place occupée par les considérations eugénistes chez Paul Robin. Reprenons brièvement les arguments qui sont utilisés. Un constat tout d'abord : selon Robin, le principe darwinien de la sélection naturelle a été remplacé pour les animaux, à des fins d'élevage, par une sélection

165. Robin, cité par Giroud, 1915, p. 158.
166. Robin, 1895, pp. 426-427.

artificielle. Mais, lorsque l'on envisage son application à l'homme, des objections morales sont formulées. Des principes éthiques, adoptés par les collectivités humaines, conduisent à protéger ceux qui, sans cette protection artificielle, auraient été victimes de la sélection naturelle. Le résultat, selon Robin, c'est que la société moderne s'encombre d'un très grand nombre « d'attardés » et de « dégénérés » naturels qui pèsent sur la collectivité et donc, indirectement, sur le bonheur de tous. Pire encore, cette préoccupation pour les « moins doués » nous conduit à négliger le potentiel inexploité de ceux qui sont, par nature, les mieux dotés. Robin pense qu'il faut d'abord opérer une sélection (c'est-à-dire « vouloir choisir les meilleurs enfants »), et ensuite valoriser le potentiel de ceux qui ont été sélectionnés au moyen d'une éducation adaptée. La fin du passage est une allusion à l'orphelinat de Cempuis, présenté comme une tentative prometteuse — hélas interrompue par des esprits qu'il juge étroits et rétrogrades — pour mener à bien le second volet du projet préconisé pour remédier à la dégénérescence, processus dont la réalité factuelle n'est jamais remise en cause. Les néomalthusiens veulent substituer à la « sélection naturelle », qu'ils jugent cruelle et aveugle, une « sélection artificielle », scientifique et humaine. C'est donc l'eugénisme qui prime dans un discours qui n'est pas sans points communs avec celui du darwinisme social. Daniel Becquemont dénonce l'assimilation qui est parfois opérée entre eugénistes et darwiniens sociaux[167]. Les premiers veulent modifier ou corriger la nature par une science et une médecine interventionniste, les seconds ont plutôt tendance à considérer que le processus de sélection naturelle — englobant les lois de la nature que sont la survivance du plus apte, la lutte pour la vie et les lois de l'hérédité — prévaut sur la sélection artificielle. Entre le laisser-faire et les velléités de contrôle, il n'y a apparemment pas de dénominateur commun.

Selon Daniel Becquemont, le darwinisme social est « la branche de l'évolutionnisme qui postule un écart minimal, ou nul, entre lois de la nature et lois sociales, toutes deux soumises à la survivance du plus apte, et considère que ces lois de la nature fournissent directement une morale et une politique »[168]. Cette définition interdit toute assimilation théorique entre darwinisme social et eugénisme néomalthusien. En effet, ces derniers valorisent toujours le progrès — rationnel, scientifique et technique — et dénoncent la tendance à considérer qu'un processus naturel puisse être supérieur à un processus artificiel. Les règles de l'organisation sociale idéale ne peuvent en aucun cas

167. Voir Becquemont, 1996, p. 1108.
168. Becquemont, 1996, p. 1109.

prendre pour modèle des processus naturels qui doivent être dépassés. Il valorisent de ce fait la sélection artificielle, qui permet selon eux l'amélioration de l'espèce. Et cela n'est pas étonnant parce que le constat fondateur de la doctrine malthusienne repose précisément sur l'idée que les processus naturels, qui ne sont pas encadrés par la raison et qui n'obéissent à aucune détermination téléologique, peuvent conduire à la perte de l'humanité[169].

L'opposition à Robin au sein de la Société d'anthropologie de Paris n'étant pas générale, il y a de fortes chances que certains éléments du discours de Robin aient été, par exemple, approuvés par Clémence Royer, notamment son constat pessimiste relatif à la dégénérescence de l'espèce. L'urgence d'une action corrective et proportionnelle à la « déviation du type primitif », selon les mots de B.-A. Morel, est également une idée qui peut être partagée par d'autres sociétaires. Mais, en dehors de ces principes généraux, il n'y a ni identité, ni superposition entre les deux mouvements et les moyens préconisés par les néomalthusiens n'ont rien de commun avec ceux des darwiniens sociaux. Il est aisé de mettre en évidence les éléments qui distinguent le propos de Robin. Il s'agit de la place importante laissée à l'éducation, de la nette atténuation de la critique des « instincts sociaux » et, enfin, de l'absence de toute critique à l'égard de l'idéal démocratique..

L'intégration de la question éducative, qui exprime l'humanisme de Robin ainsi que sa sensibilité au principe de l'action du milieu sur le développement individuel, le conduit à proposer une solution en deux temps pour régénérer l'espèce : la sélection scientifique et l'éducation. Selon lui, l'une ne peut être envisagée sans l'autre. Les darwiniens sociaux, quant à eux, se soucient peu d'une éducation qu'ils considèrent comme inefficace pour corriger les effets de la dégénérescence et qui n'est qu'une illustration de la tendance à consacrer des moyens financiers et humains à ceux — les dégénérés — qui ne peuvent en tirer profit.

La suite de la communication de Robin, présente le principe utilitariste du bonheur comme recherche légitime et principale de l'humanité et constate que celui-ci est finalement bien loin d'être le lot commun. Il développe les raisons pour lesquelles il ne peut être atteint. Ce problème que constitue l'impossibilité de l'accès au bonheur pour tous et qui, jusqu'ici, n'a trouvé aucune solution politique, peut, selon Robin, être résolu par les néomalthusiens. La cause principale de la dégénérescence étant le défaut de ressources, il convient de proportionner le nombre de la population aux subsistances actuellement

169. Voir Tort, 1996, p. 3889.

disponibles. Pour cela, il convient d'agir de manière préventive sur la procréation. Le recours au calcul est destinés à mettre en évidence le péril que représente la surpopulation pour l'humanité :

> « Supposons un couple idéal, réalisé fréquemment par les Canadiens d'il y a cent ans, les colons néo-zélandais d'il y a cinquante ans. De 16 à 46 ans la femme aurait 16 enfants. A 80 ans elle pourrait être entourée de plus de 600 descendants directs et de leurs 600 conjoints. D'un seul couple seraient issus un siècle après leur union, en nombre rond, dix mille personnes. Après deux siècles cent millions, après trois siècles mille milliards. »[170]

C'est à dessein que Robin prend l'exemple du Canada, vaste pays où la pression démographique est nécessairement moins forte qu'ailleurs puisque les ressources de la terre peuvent encore y être proportionnées au nombre de la population, et la Nouvelle-Zélande, pays de découverte et de peuplement relativement récent. En supprimant ainsi de l'équation ce qu'il nomme les « obstacles naturels », autrement dit la misère consécutive au manque de ressources nécessaires à la vie dans de bonnes conditions, Robin veut mettre en évidence la « loi tendancielle » selon laquelle l'accroissement des populations est exponentiel. A ceux qui pourraient lui objecter que la question des subsistances pour tous pourrait elle-même être réglée par les progrès à venir dans les techniques de culture et de production industrielle, il répond : « Mais à quoi peut servir, pour la masse qui crève de faim en ce moment, le blé que l'on parviendra, dans cinquante ans, à faire pousser dans le Sahara ? Que toute la planète soit cultivée comme la banlieue de Paris, et sans doute la proposition deviendra vraie : mais il faut avoir la table garnie avant d'appeler les invités. »[171] Et plus loin il ajoute :

> « C'est un grand crime contre un enfant que de l'appeler au monde sans lui assurer, dans les *conditions actuelles*, toutes les chances d'y recevoir la satisfaction de ses besoins physiques, intellectuels et moraux. C'est là une vérité évidente : ce devrait être le principal dogme de la morale moderne. Quelle femme, en effet, consentira à être mère d'un enfant qu'elle saura n'avoir à peu près aucune chance de devenir heureux et bon ? […] Dans les cas extrêmes de dégénérescence, c'est même un devoir d'empêcher la création d'un enfant dont la courte vie, trop longue encore, ne serait qu'une série continue de souffrances pour lui-même et une charge funeste pour les ressources toujours insuffisantes des assistances publiques et des charités privées. Dans les cas

170. Robin, 1895, pp. 428-429.
171. Robin, 1895, p. 430.

> ordinaires, quand, au lieu de cacher à la jeune femme pubère ce qu'elle a à connaître, on lui aura donné honnêtement, franchement, les notions de physiologie nécessaires, loin de laisser agir le hasard, elle saura employer les artifices hygiéniques qui lui permettront de n'avoir d'enfants que dans les meilleures conditions à tous les points de vue. Nous voyons ainsi le remède se présenter immédiatement à côté du mal, sans avoir, sauf dans des cas exceptionnels, recours à l'autorité, toujours et partout si puissante pour le mal, si impuissante pour le bien. La liberté de la femme : liberté devant les lois, devant les mœurs, devant l'opinion, est par elle-même, si l'on peut abandonner les préjugés séculaires, un axiome évident ; mais cette liberté, s'appuyant sur la science, sera la véritable régénératrice de l'espèce humaine. »[172]

Le point de vue utilitariste est ici manifeste, tout autant que la tonalité féministe, puisque la liberté de la femme est comparée à un axiome. La fermeté du propos est toutefois infléchie par quelques principes anti-autoritaires et par une allusion aux procédés anticonceptionnels qui sont implicitement présentés comme l'aboutissement logique d'une réflexion rationnelle. Robin semble attendre beaucoup de son adresse à la communauté scientifique en portant les questions qui lui tiennent à cœur à la discussion en séance de la Société d'anthropologie. Sans doute espère-t-il seulement bénéficier d'une réception bienveillante en un lieu où les approches anthropométriques sont généralement assez bien accueillies et où il existe un certain consensus sur le constat de la dégénérescence et sur la nécessité de corriger ce processus qui en est le corrélat. Sa communication de 1895 s'achève sur une invitation : « Répandre au bon endroit cette utile science pratique, Messieurs et chers confrères, est un apostolat auquel je vous convie, et à qui votre haute valeur scientifique peut donner d'emblée une puissance qui désarme la calomnie et le ridicule. »[173] Mais, à l'évidence, les médecins militaires aux visées natalistes que Robin côtoie à la Société d'anthropologie de Paris ne peuvent qu'être en désaccord avec les positions néomalthusiennes qu'il défend.

Début 1896, c'est une « Discussion sur la limitation volontaire de la population » qui est proposée à la Société d'anthropologie par Robin. Cette intervention est destinée à répondre aux objections qui ont fais suite à la communication de juin 1895. Certains sociétaires, tel l'anthropologue Gabriel de Mortillet (1821-1898), contestent l'existence même de la dégénérescence. D'autres, comme l'anthropologue Sigismond Zaborowski-Moindron (1851-1928), valident le diagnostic de dégénérescence mais dénient l'efficacité, et même la moralité, des solutions néomalthusiennes. Robin ne manque pas de courage en

172. Robin, 1895, pp. 431-432 (c'est Robin qui souligne).
173. Robin, 1895, p. 433.

s'exprimant dans ce milieu, sans doute influencé par un positivisme qu'il partage, mais hostile à ses positions politiques et morales. La principale difficulté rencontrée par les sciences sociales, c'est leur incapacité à produire des lois positives. De cela, Robin est bien conscient, tout comme il sait que, trente ans après la direction donnée par Claude Bernard à la biologie, il est nécessaire de démontrer la scientificité positive d'une théorie pour que celle-ci puisse être entendue, adoptée et diffusée. D'un point de vue formel au moins, il ne peut pas ne pas reconnaître la validité de certaines objections qui lui sont faites à la Société d'anthropologie.

Son argumentation consiste donc à légitimer la doctrine néomalthusienne en justifiant son ancrage scientifique et en développant, pour ce faire, une distinction entre « loi tendancielle » et « loi positive »[174]. Il s'agit ni plus ni moins d'un argumentaire qui illustre l'opposition entre sciences humaines et sciences exactes. Dans une perspective scientiste et physicaliste, les lois positives et constantes de la physique nous donnent accès à un déterminisme strict qui fait que l'on ne peut douter de leurs conclusions et qu'on peut leur conférer un caractère absolu. A l'opposé, le caractère statistique des lois dans le domaine sociologique ne permet pas d'établir de constantes strictes et les cadres théoriques globaux doivent admettre des exceptions locales. Le concept de loi tendancielle est alors opportunément utilisé pour désigner des fréquences statistiques stables. Robin maintient que la positivité des lois qui prennent pour objets non pas les corps de la physique mais les actions et les productions humaines, doit être recherchée au niveau macroscopique et qu'il faut exclure certaines contradictions locales ou marginales pour ne considérer que le plan d'ensemble.

Trois réactions à la communication sont consignées dans le *Bulletin de la Société d'anthropologie de Paris* de mars 1896 : celle de Gabriel de Mortillet, celle de Sigismond Zaborowski-Moindron, professeur à l'École d'anthropologie de Paris, et celle de Léonce Manouvrier (1850-1927), ancien élève de Paul Broca (1824-1880), anatomiste, physiologiste et anthropologue.

L'objection de Gabriel de Mortillet est simple. Il considère qu'on ne peut raisonner scientifiquement que sur des faits établis. Or, d'après lui, la dégénérescence n'est qu'une supposition et toute « mathématisation » a posteriori de ce fait supposé est sans valeur

---

174. *Bulletin de la Société d'anthropologie de Paris*, 1896, p. 212. Pour convaincre son auditoire de la mathématisation possible du phénomène qu'il décrit, Robin précise : « Si l'unité de population devient après l'unité de temps $1 + a$, une population p devient au bout de ce temps $P(1 + a)$. Cette nouvelle population devient, au bout d'une nouvelle unité du temps, $P(1 + a)(1 + a) = P(1 + a)^2$, et après le temps n $P(1 + a)^n$. C'est l'accroissement suivant une progression géométrique. »

scientifique. Et, même si l'on ne prend en compte que des tendances générales, c'est plutôt le phénomène d'amélioration qui marque les sociétés modernes que celui de dégénérescence. Mortillet considère donc que « la dégénérescence n'existant pas, il n'y a pas à rechercher un remède contre un mal idéal »[175].

Sigismond Zaborowski-Moindron, quant à lui, oppose aux arguments démographiques de Robin ce qu'il présente comme un fait admis par la totalité des démographes de la population française : la « restriction volontaire »[176] des naissances est le « mal profond »[177] de ce pays. Il accorde que, localement, l'excès de population peut engendrer la misère, mais attribue cela à un processus d'immigration volontaire vers les grands centres urbains rendus attractifs par l'industrie qui s'y développe. Son argumentation pointe les contradictions dans lesquelles tombe le discours néomalthusien quand il prétend venir au secours des pauvres en leur retirant un droit de procréer qui, par conséquent, ne serait accessible qu'à une minorité aisée. Son propos tend à mettre en relief le manque d'humanité dont, selon lui, Robin ferait preuve :

> « Nous descendrions jusqu'à leur refuser, à ces femmes, de même race que nous apparemment, de même sang, de même intelligence, ces sentiments primordiaux, sans lesquels en somme tout s'éteindrait, et la race même ? Ou bien est-ce que pour nous, maintenant, l'amour des enfants serait une bassesse, et le noble souci de laisser une descendance, un vice ? Qu'on ose donc franchement reprocher leurs enfants aux pauvres ! Plus d'un répondra sur un ton qui coupera cours à bien des discussions, je le sais pour l'avoir entendu ; plus d'un demandera si, alors qu'il est privé de toutes les jouissances, on veut lui enlever ses dernières joies, celles qui seules peuvent lui faire supporter le fardeau de la vie. » [178]

On voit bien, dans ce cas précis, que l'objection est d'ordre moral plutôt que rationnel. C'est le cas particulier, l'expérience individuelle extrapolée, qui tient lieu d'argument, de telle sorte que l'on peut dire que les oppositions sont plus idéologiques et politiques que proprement scientifiques. Implicitement, le discours de Zaborowski-Moindron expose les idées dont Robin considère qu'elles relèvent de la coutume nuisible et du préjugé. Zaborowski-Moindron considère en outre que la France est déjà malthusienne dans ses pratiques et qu'il n'est guère utile d'accentuer une propagande déjà entrée dans les mœurs et il souligne, de manière assez inattendue, les mérites de *The elements of social*

175. De Mortillet, 1896, p. 213.
176. Zaborowski-Moindron, 1896, p. 213.
177. Zaborowski-Moindron, 1896, p. 213.
178. Zaborowski-Moindron, 1896, p. 214.

science en citant des extraits du livre de George Drysdale qui valorisent l'acte de procréer, comme pour mettre en évidence l'interprétation biaisée qu'en proposerait Robin. Il est ainsi amené à présenter le célibataire ou « le concubin stérile » comme un « homme incomplet »[179]. Par ailleurs, s'il ne s'oppose pas au projet d'améliorer la race, il émet des réserves quant à la possibilité d'y parvenir : « Au reste, est-il réellement en notre pouvoir d'agir d'autre façon pour influer directement sur l'amélioration de la race ? »[180] Zaborowski-Moindron considère que ce qu'il nomme « restriction volontaire » est une pratique égoïste et que, dans les milieux où elle est déjà en usage, elle ne l'est que pour accroître la richesse par des unions intéressées, ce qui produit des enfants paresseux ne bénéficiant pas de l'exemple positif du goût pour le travail et de la réussite personnelle. Tout cela conduit à fonder les mariages sur des motivations pusillanimes qui négligent les sentiments de « sympathie mutuelle ». Ce faisant, il cherche à prendre le propos néomalthusien à son propre jeu. De fait, les militants utilisent souvent cet exemple récurrent d'une classe favorisée qui, dans l'hypocrisie du secret, pratique déjà la restriction volontaire. Parce qu'ils veulent établir la justice sociale, les néomalthusiens considèrent que le droit d'accès à l'information et aux techniques anticonceptionnelles doit être officialisé et étendu aux classes laborieuses. Pour résumer, Zaborowski-Moindron reprend à son compte la critique de la ploutocratie et présente le néomalthusianisme comme une tendance favorable, malgré elle, à l'avènement de cette ploutocratie. Selon lui, l'accès à la contraception favorise l'égoïsme et l'appât du gain.

L'intervention de Léonce Manouvrier est plus nuancée. Il reconnaît que les maux constatés par Robin sont « réels et affligeants »[181]. Il déclare également qu'il vaudrait mieux avoir moins d'enfants et que ceux-ci soient « bons », et qu'il existe sans doute un lien de cause à effet entre le nombre et la qualité. Il croit cependant que l'action proposée par Robin est non seulement inefficace, mais qu'elle peut produire des effets contraires au but recherché. Selon lui, la propagande néomalthusienne, tout comme les moyens qu'elle prescrit, n'est accessible qu'aux gens qui moralement et physiquement ne sont pas « dégénérés ». Or, dans la masse populaire, ces derniers sont ceux qui devraient logiquement le plus procréer. En conséquence, en les amenant à utiliser les procédés néomalthusiens, on augmente proportionnellement la part des dégénérés dans la société. Le problème social est donc bien réel pour Manouvrier, mais la solution malthusienne n'est

179. Zaborowski-Moindron, 1896, p. 217.
180. Zaborowski-Moindron, 1896, p. 217.
181. Manouvrier, 1896, p. 220.

qu'un leurre : « Dans la meilleure partie de la classe pauvre travailleuse et prolétaire, ce n'est pas tant l'enfantement réitéré qui est pénible aux mères que le triste sort trop souvent réservé à leur progéniture, et la nécessité trop fréquente pour elles d'ajouter au fardeau déjà lourd des soins du ménage, un travail industriel plus lourd encore. »[182] En d'autres termes, c'est d'une réorganisation de la société, et donc d'une solution pleinement politique, que l'on doit attendre le règlement des problèmes qui ont été constatés. C'est à un défaut d'éducation dans les classes pauvres, à une répartition inégalitaire des charges de travail et à une condition dégradée des femmes qu'il faut remédier, et, pour ce faire, le néomalthusianisme ne peut être la solution. Les idées de Manouvrier ont une certaine parenté avec celles des militants socialistes que fréquentait Robin dans les années 1860 et 1870. Ce sont des réformes sociales générales qui sont nécessaires, et non une solution unique qui leur paraît inadaptée.

On constate que si le vocabulaire est commun, et si certaines analyses sont assez largement partagées, le débat est vif à la Société d'anthropologie de Paris et les positions ne sont pas unifiées. Robin doit souvent s'y sentir seul, même s'il ne désarme pas et essaie, autant que possible, de répondre scientifiquement aux contradicteurs qu'il y rencontre. Dans une lettre à Augustin Hamon datée du 5 mars 1897, il exprime son découragement :

> « Mon cher Hamon, on ne vous voit jamais à la Société d'anthropologie. Je regrette d'y être le seul à y combattre les patrio-militaromanes[183]. Pourriez-vous au moins m'aider de loin à leur flanquer une bonne tape en me fournissant (avec indication de sources vérifiables) la réponses aux questions ci-incluses[184] ou *précisément* l'endroit où je pourrais les trouver. Nous aurons mercredi soir réunion à la Ligue, 6 passage Vaucouleurs ; je serais fort heureux s'il vous était possible d'y venir. Je me sens parfois si fatigué que je déplore de me voir encore indispensable au mouvement. Je voudrais tant n'y être plus qu'un accessoire. Venez donc pour une fois au moins je vous prie. »[185]

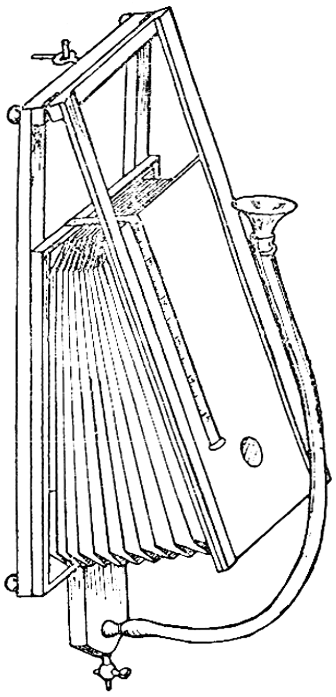
Mais l'appel de Robin pour fédérer sur les questions eugénistes et néomalthusiennes ne semble pas être entendu et, dans les années qui suivent, ses interventions à la SAP s'espacent et leur tonalité est moins enflammée. A l'exception d'un article intitulé « Une

---

182. Manouvrier, 1896, p.221.
183. Il évoque sans doute les « anthropologues patriotes », vocable par lequel J.C. Wartelle désigne les nombreux médecins militaires qui adhéraient à la Société d'anthropologie de Paris et y formaient un « lobby militaire ».
184. Il s'agit, sur une feuille manuscrite séparée, des questions relatives aux statistiques sanitaires des personnels militaires que nous évoquions plus haut.
185. Paul Robin, lettre à Augustin Hamon du 5 mars 1897, IISH, Hamon Papers.

résidence fédérative à Wainoni (Nouvelle Zélande) »[186], en 1899, ses communications relèvent du champ de l'anthropométrie — beaucoup moins polémique que le néomalthusianisme — et sont généralement bien reçus à la Société d'anthropologie. Il présente ainsi la fabrication d'un spiromètre[187] (cf. figure n° 1), destiné à mesurer le volume d'air inspiré et expiré, ainsi que son débit, dans le cadre du suivi anthropométrique des membres des collectivités. Un peu plus tard, en 1902[188], il consacre un article à l'exposé de la procédure de construction et d'utilisation d'un appareil, fiable et fort simple à réaliser, pour mesurer l'acuité auditive (cf. figure n° 2). P. Robin attribue la conception de cet objet à son « disciple », Gabriel Giroud.

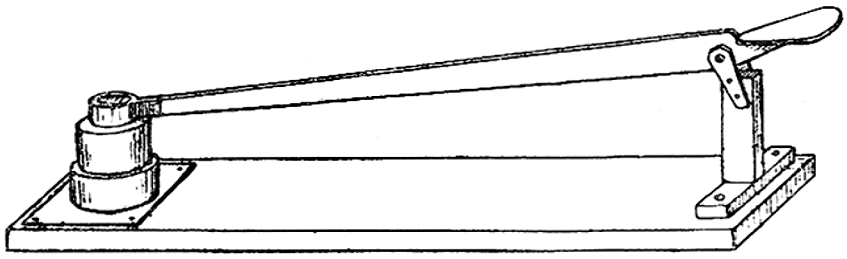
186. Robin, 1899, pp. 692-698.
187. Paul Robin, « Un nouveau spiromètre », *Bulletin de la SAP*, 1902, pp. 179-180.
188. Paul Robin, « Appareil pour mesurer l'acuité auditive », *Bulletin de la SAP*, 1902, pp. 209-212.



Spiromètre Robin [1].

[1] Fig. extraite des « *Observations sur le développement de l'enfant* », par G Giroud, et prêtée par MM. Schleicher frères, éditeurs, 15, rue des Saints-Pères VI[e].

Figure n° 1 : Le spiromètre Robin, figure extraite des *Bulletins de la Société d'anthropologie de Paris*, V° série, tome 3, 1902, p. 179.



Instrument pour la mesure de l'acuité auditive [1].

[1] Figure extraite des *Observations sur le développement de l'enfant*, par G. Giroud, et prêté par MM. Schleicher frères, éditeurs, 15, rue des Saints-Pères.

Figure n° 2 : Appareil pour mesurer l'acuité auditive, figure extraite des *Bulletins de la Société d'anthropologie de Paris*, V° série, tome 3, 1902, p. 210.

La dernière contribution de Robin au bulletin, en 1904, est une communication intitulée « Subsistances et populations ». Il y reconnaît avoir auparavant manqué de sources statistiques suffisantes pour asseoir sa démonstration de l'inadéquation entre ressources et population. S'appuyant sur des chiffres plus complets et sur une approche de l'économie prenant en considération un plus grand nombre de paramètres, il signale être en mesure de soutenir ses positions théoriques. Pour ce faire, il renvoie à un ouvrage de Gabriel Giroud[189] dont les conclusions lui semblent si favorables à l'hypothèse néomalthusienne qu'il déclare :

> « Dans de telles conditions, les propagateurs de la prudence parentale, de la *diminution volontaire* des naissances ne doivent plus se présenter, comme ils ont semblé le faire en quelques occasions, en humbles suppliants, sollicitant l'introduction dans l'économie sociale, d'un chapitre méconnu, ou au moins sa prise en considération plus sérieuse là où l'on en disait déjà quelques mots ; ils peuvent, ils doivent pousser hautement le vrai « cri d'alarme » en présence de l'immense homicide de centaines de millions d'humains commis par l'imprévoyance, l'ignorance, les préjugés, la tyrannie des très mauvais bergers de nos immenses troupeaux. »[190]

Pour convaincre du bien-fondé de sa cause, Robin n'hésite visiblement pas à forcer le trait et à mettre en avant le caractère urgent d'une solution. Sa communication suscite un débat en séance. Charles Lejeune[191], qui se déclare en accord avec l'analyse de Robin, intervient le premier :

> « Je reconnais que plus je réfléchis à la théorie de notre collègue M. Paul Robin plus je tends à m'en rapprocher. Il est hors de doute qu'il serait utile à la société et par conséquent plus moral, que seuls les gens sains au moins de corps, car pour l'esprit, tout le monde se considère comme tel, se livrassent à la reproduction de l'espèce. Il n'y aurait que des avantages à voir tous les infirmes, les débilités, les malades et les avariés s'abstenir de donner la vie à de pauvres êtres qui ne seront en général, ni heureux, ni utiles et qui seront le plus souvent une charge pour la collectivité. C'est l'opinion du docteur Pinard[192], qui voudrait ne plus voir le procréation être une affaire de hasard et qui enseigne que tout homme digne de ce nom devrait considérer comme un sacerdoce la fonction de

189. Il s'agit de *Populations et subsistances, essai d'arithmétique économique*, Schleicher frères, Paris, 1904.
190. Robin, 1904, pp. 77-78 (c'est Robin qui souligne).
191. D'après J.-C. Wartelle, Charles Lejeune fait partie des « nouvelles recrues » de la Société d'anthropologie de Paris où il incarne le « noyau laïque » et illustre la tendance du « matérialisme scientifique ». Voir Wartelle, 2004, pp. 161-162.
192. Il s'agit évidemment d'Adolphe Pinard (1844-1934), gynécologue et accoucheur, pionnier de la puériculture.

> donner la vie à un être humain et ne s'y résoudre que s'il réunit toutes les chances possibles de procréer dans de bonnes conditions. La procréation ne devrait être que le résultat d'une volonté saine et raisonnée dans l'intérêt des individus et de la société. Je n'ai jamais prétendu qu'un peuple devait par-dessous tout indéfiniment s'accroître en nombre, sans tenir compte de la valeur de ses unités. Ce qui serait désirable, c'est que les classes laborieuses, surtout dans les grandes villes où le surmenage, la tuberculose, la syphilis et l'alcoolisme forment tant de dégénérés, eussent moins d'enfants et que les gens aisés, qui peuvent plus facilement se maintenir en état de santé en eussent davantage. C'est toute une transformation des mœurs qui aurait les plus grands avantages au point de vue du problème social et du progrès de la civilisation. »[193]

On voit qu'il peut y avoir accord sur certaines analyses au sein même de la Société d'anthropologie, alors même que les options politiques et philosophiques des membres sont variables. Certes, le renversement des mœurs auquel invite Charles Lejeune n'a que peu de points communs avec les revendications néomalthusiennes. Les fondements révolutionnaires et humanistes des militants ne pouvaient envisager d'accorder à une classe sociale favorisée des droits qui seraient déniés aux plus modestes. Il n'en reste pas moins que l'état de lieux qui est dressé ainsi que la nécessité d'agir pour le corriger sont incontestablement partagés, ce qui pouvait éventuellement conduire à des alliances ponctuelles objectives.

La fondation de la Ligue

A la fin des années 1890, le thème de la régénération (processus volontaire opposé au processus naturel involontaire de la dégénérescence) devient progressivement le fil directeur qui confère une unité à la pensée et à l'action de Robin. Pour autant, les tentatives de Robin pour convaincre une communauté de savants que l'« amélioration de la race » passe d'abord par une limitation de l'importance du nombre de la population n'ont pas abouti. Il lui faut donc changer de stratégie. Le 3 mai 1895, Robin adresse à Augustin Hamon un premier jet des statuts d'une structure qu'il intitule provisoirement « Ligue pour l'amélioration de la race humaine. Sélection scientifique. Éducation intégrale »[194] et qu'il envisage de créer pour prendre en charge le problème posé par la dégénérescence de

193. Lejeune, 1904, p. 78.
194. Robin, feuillet ronéotypé accompagnant une lettre à Augustin Hamon du 3 mai 1895, Augustin Hamon Papers, IISH.

l'espèce et la question sociale du bonheur[195]. Le document fourni par Robin est plus ou moins le brouillon de ce que seront les statuts de la Ligue de Régénération humaine (LRH), qui sera fondée par lui un peu plus d'un an plus tard. Il assortit l'envoi de ce document d'une intéressante mise en garde : « Cher Monsieur, ci-joint un projet de premiers pas. Rien de public avant la fin complète de l'affaire de Cempuis »[196]. En 1895, Robin espère encore obtenir gain de cause dans l'affaire de la direction de l'orphelinat et il ne veut sans doute pas que, dans ce contexte, son action eugéniste et néomalthusienne puisse lui porter préjudice. Cette question une fois réglée, même si ce n'est pas dans le sens qu'il espérait, il retrouve toute sa liberté militante et peut donner corps à son projet de Ligue.

Le 30 août 1896, est fondée la Ligue de Régénération humaine, structure qui a l'ambition de réaliser une synthèse des éléments typiques de l'approche néomalthusienne. Il est permis de conjecturer qu'un projet de ce type, même s'il a mûri et s'est enrichi de données nouvelles depuis ses années londoniennes, devait être envisagé par Robin de longue date. Dès ses débuts, la Ligue se dote d'un périodique militant intitulé *Régénération*, qui paraît de 1896 à 1908. La Ligue a, dès le départ, de grandes ambitions. Son modèle est calqué sur celui de nombreuses ligues, associations et sociétés savantes qui apparaissent à cette époque. Robin y investit un temps et une énergie considérables, la vie de cette structure reposant au départ pour beaucoup sur sa propre personne. Il cherche à y attirer des médecins, des savants, des publicistes, etc. Leur caution scientifique est un élément en faveur de l'efficacité de la structure. C'est avec cet objectif qu'il insiste pour qu'Augustin Hamon, membre de la Ligue dont les compétences en psychologie sociale sont reconnues, s'investisse plus activement dans la vie de cette toute nouvelle structure. Des médecins comme Adrien Meslier (1868-1915), futur député de la Seine, font également partie des membres fondateurs. La Ligue accueille aussi des représentants étrangers, notamment les néomalthusiens anglais George Drysdale et Charles Vickery-Drysdale (1874-1961), son neveu. Ces liens avec des médecins et des militants étrangers, principalement européens, sont mis à profit pour tenter d'organiser internationalement le mouvement néomalthusien. A cette fin, des congrès internationaux néomalthusiens sont organisés. Le premier se tient à Paris du 4 au 6 août 1900 et réunit des médecins, comme les frères George et Charles Robert Drysdale (1829-1907), venus d'Angleterre, et le docteur Johannes Rutgers (1850-1924)[197], un médecin généraliste hollandais. L'engagement

195. Voir texte de ce projet en annexe.
196. Lettre de Robin à Hamon du 3 mai 1895, Augustin Hamon papers, IISH.
197. Source : http://www.iisg.nl/exhibitions/neomalthusianism/rutgers.php (IISH), consulté le 5 avril 2016.

socialiste et féministe de J. Rutgers le conduit à adopter des positions en faveur de la contraception et à former des infirmières et des sages-femmes pour dispenser une éducation sexuelle. Il est aussi le secrétaire de la *Nieuw-Malthusiaanse Bond*, la ligue néomalthusienne hollandaise, que sa femme, Wilhelmina Hoitsema (1847-1934), préside. La réunion des présidents de ligues néomalthusiennes lors de ce premier congrès est l'occasion de créer une Fédération universelle de la Régénération humaine dont la présidence est confiée à Charles Robert Drysdale, la vice-présidence à Paul Robin et l'administration à Eugène Humbert. Le siège social est fixé au 27, rue de la Duée, Paris XX^{e}, qui est également le siège de la LRH et de *Régénération*. Cette Fédération organisera les congrès internationaux néomalthusiens et assurera la traduction des textes et la diffusion de techniques contraceptives. Le deuxième congrès international néomalthusien se tient à Liège en septembre 1905[198], il est intitulé « Congrès des Ligues néo-malthusiennes » et réunit un public plus large et des ligues plus nombreuses. La décision de fonder une Ligue néo-malthusienne en Belgique y est prise, son président est Fernand Mascaux (1868-1953), un médecin de Charleroi. La coopération réelle ne semble cependant pas avoir été à la hauteur des attentes de Paul Robin. Le troisième Congrès international se tient en Hollande, à La Haye, en 1910. Il y est décidé la création d'un Bureau international néo-malthusien chargé d'organiser la solidarité internationale entre les ligues — par une contribution financière par exemple — et ainsi venir en aide à celles qui subissent la répression. La présidence en est assurée par Charles Vickery Drysdale, fils des médecins Charles Robert Drysdale et Alice Vickery (1844-1929). Le secrétaire est Johannes Rutgers et le trésorier Gabriel Giroud. Jusqu'à la Première Guerre mondiale, le Bureau international néomalthusien publie un rapport financier annuel et sollicite les membres des différentes structures pour la constitution d'une caisse commune par un système de cotisations.

La période de 1895 à 1905 environ correspond à l'activité maximale de Paul Robin en faveur de la « régénération », ce travail étant compris par lui non comme un ajout superfétatoire mais comme le cœur même de l'action, le moyen de la réforme « intégrale » de la société qu'il appelle de ses vœux et qu'il pense pouvoir engager, utilisant pour ce faire les structures qu'il fonde et qu'il anime jusqu'en 1910. L'idée eugéniste est l'axe autour duquel s'articulent les éléments de son action, qu'il s'agisse de pédagogie ou de propagande néomalthusienne.

198. Voir J. Humbert, 1947, pp. 63-64.

Évoquant dans son ouvrage l'intérêt de Robin pour l'eugénisme, C. Deumeulenaere-Douyère considère pourtant que « préoccupations eugénistes et projets néo-malthusiens [ont] des motivations divergentes [même si ils] peuvent se rejoindre sur certains points »[199] . Nous pensons au contraire que le lien n'est ni fortuit ni ponctuel et que le néomalthusianisme de Robin s'inscrit très clairement dans une démarche eugéniste. Dès la fin des années 1860, l'ambition de Robin va au-delà de sa seule tâche de pédagogue révolutionnaire résolu à mettre en œuvre les principes de l'instruction intégrale. Il a comme objectif une transformation plus radicale et plus complète de la société. L'un des traits caractéristiques de son action est une approche holiste des phénomènes de la nature en général, et des phénomènes sociaux en particulier.

En dehors de ses communications à la Société d'anthropologie de Paris, on trouve dans l'œuvre de Robin des textes de « vulgarisation » des questions eugénistes, qui paraissent dans *Régénération*, le périodique du mouvement. Certains textes ne sont pas nouveaux et datent vraisemblablement du début des années 1890. Cinq d'entre eux sont réunis en un recueil sous le titre *Le Néo-Malthusianisme*[200] et édités par La librairie de Régénération (maison d'édition de *Régénération*) en 1905. Sur les cinq articles, quatre sont à tonalité explicitement eugéniste : « La vraie morale sexuelle », « Choix des procréateurs », « La Graine » et « Prochaine humanité »[201]. Ils sont précédés d'un article introductif intitulé « Le Néo-Malthusianisme » qui définit le néomalthusianisme et dont le préambule du recueil précise qu'il « peut servir de canevas méthodique pour une conférence, une brochure ou même un volume. »[202] Il s'agit d'une grille de présentation organisée du néomalthusianisme destinée à la formation des militants. Dans sa composition même, le recueil exprime l'idée que les pratiques eugénistes constituent l'application des idées néomalthusiennes

« Le Néo-Malthusianisme » est sous-titré « Prudence procréatrice – Bonne naissance ». C'est une sorte de démonstration logique qui conduit des prémices à une conclusion présentée comme implacablement logique. Ce texte est manifestement à usage des propagandistes acquis à la cause néomalthusienne et eugéniste. Arrêtons-nous un instant sur cette « démonstration » constituée de douze propositions successives présentées dans leur enchaînement logique, chacune d'entre elles se déduisant de la précédente. La

199. Demeulenaere-Douyère, 1994, pp. 334-335.
200. Robin (a), 1905.
201. Si l'on en croit Robin « La vraie morale sexuelle » et « La Graine » sont respectivement parus dans *La revue de morale sociale* et *La Chronique médicale*.
202. Robin (a), 1905, p. 2.

première proposition est la loi de Malthus résumée en une simple formule qui prétend : « Que la population a une tendance constante à s'accroître au-delà des moyens de subsistance. »[203] Les conséquences de cette loi (2e proposition), à savoir la famine, la misère, la maladie, la guerre, le développement de la criminalité, etc., nommées « obstacles naturels » à la loi d'accroissement, conduisent inexorablement à des morts nombreuses. La troisième proposition établit que « les moyens fournis par la science physiologique » (c'est-à-dire les procédés anticonceptionnels) permettent de corriger les effets négatifs (les obstacles naturels) de la loi d'accroissement. La quatrième proposition établit un second principe « objectif » : il est de l'intérêt de tous, tant au niveau individuel que collectif, que « les enfants naissent de la meilleure qualité possible. »[204] Les deux propositions suivantes (5e et 6e), sont une illustration à vocation démonstrative du principe énoncé précédemment : les résultats positifs de « la sélection artificielle scientifique » pour les espèces végétales et animales prouvent que l'élévation de la qualité individuelle est socialement positive. Il est donc surprenant, voire irresponsable selon Robin, de ne pas appliquer ces règles à l'espèce humaine. La 7e proposition affirme un troisième principe dénommé « morale positive » en vertu duquel la science peut — et donc doit — assurer le bonheur de tout ce qui vit, et en particulier de la « race » humaine. La 8e proposition distingue trois séries d'actions dans lesquelles la science doit s'illustrer en constituant et en diffusant les connaissances permettant de faire les meilleurs choix : l'amélioration biologique concrète de l'espèce, l'éducation et la science politique. La 9e proposition prescrit l'ordre impératif suivant lequel cette réforme scientifique globale de la société doit être conduite : amélioration physiologique (« bonne naissance »), éducation optimale des « bien-nés » de l'opération précédente (« bonne éducation ») et mise en place d'une nouvelle organisation politique de la société alors constituée d'individus de valeur dont le potentiel a été optimisé (« bonne organisation sociale »). Ce triptyque constitue la devise du néomalthusianisme selon Robin. Les 10e et 11e propositions affirment l'importance du rôle des mères dans la première formule du triptyque (la bonne naissance), car elles sont les mieux placées pour savoir si elles seront en mesure de procurer à leur enfant la « satisfaction entière de leurs besoins matériels et moraux »[205]. La bonne naissance a pour préalable le libre-choix de la maternité. La 12e proposition, enfin, établit le lien de nécessité entre les deux conditions que sont la « bonne naissance » et la « bonne éducation » et

203. Robin (a), 1905, p. 3.
204. Robin (a), 1905, p. 4.
205. Robin (a), 1905, p. 5.

l'avènement de la société heureuse. Le programme présenté est structuré. Très ambitieux, il articule le critère de la qualité à celui de la quantité, mais sa dimension eugéniste est implicite. Ce n'est pas le cas des autres textes du recueil.

Dans l'article « La vraie morale sexuelle », la réflexion sur la démographie n'est pas abordée par l'axe habituel de la limitation volontaire des naissances. Ce sont des considérations spécifiques sur la « progéniture des inférieurs et des dégénérés » qui sont proposées et quelques allusions à la « suppression » sont perceptibles. Un développement de Paul Robin relatif à l'enfantement attire l'attention par son caractère non naturaliste :

> « Au groupe initial, famille, tribu nomade, causèrent de grands embarras l'alourdissement de la femme, son accouchement, maladie grave, si bien traitée qu 'elle soit ; la naissance d'innombrables nichées dont il restait toujours trop malgré la brutalité avec laquelle on les détruisait, — tels aujourd'hui nos petits chiens et petits chats, — par l'écrasement, la noyade, l'exposition, (mort lente et cruelle tant en usage dans l'antiquité grecque avec sa civilisation apparente) ; par le brasier, seul moyen rapide, humain mais terrifiant et par suite rarement employé. »[206]

Le vocabulaire employé peut surprendre. Il est en effet remarquable sur deux points. Tout d'abord, la qualification pathologique de l'accouchement indique bien la volonté de montrer que cet acte n'est ni noble ni aussi « naturel » qu'on le croit. Le présenter comme une maladie c'est nier que les processus physiologiques naturels soient nécessairement bons. Ce n'est ni un acte anodin, ni un acte « normal » (au sens ou ce terme s'oppose à « pathologique »). Ensuite, le parallèle qui est fait entre le traitement « rationnel » de la prolifération animale et ce qui devrait être pour la procréation humaine conduit l'auteur à appliquer à l'homme un registre de vocabulaire généralement utilisé pour décrire l'animal, et inversement. Cette confusion volontaire a pour objectif de nous amener à abandonner notre affectivité et nos « préjugés » en nous invitant à une considération rationnelle et scientifique des faits. Toutefois, la peinture préoccupante de notre situation démographique est mise en perspective historique. A l'aide d'une appréhension plus rationnelle — en un mot néomalthusienne — de notre démographie, nous pourrions aujourd'hui éviter la souffrance et remédier aux problèmes là où, autrefois, on ne pouvait le faire sans douleur, faute d'avoir à notre disposition les connaissances et les techniques adaptées. En d'autres termes, nous avons bien progressé — il ne faut donc pas surévaluer les périodes précédentes, marquées par plus de sauvagerie —, mais nous ne tirons

206. Robin (a), 1905, p. 7.

cependant pas le meilleur parti de ce progrès.

L'effet d'une connaissance certaine de la physiologie de la procréation et des lois de la sociologie, c'est la disparition des craintes et des espoirs imaginaires — véhiculés notamment par les discours religieux et opportunément utilisés à des fins de domination par des pouvoirs politiques inégalitaires — au profit d'une morale positive, c'est-à-dire fondée sur des faits scientifiques et non sur des « préjugés ». En ce qui concerne « l'avenir de la race », seule la raison doit juger et guider les choix, et non la morale religieuse qui exploite de fausses valeurs et prospère sur des émotions factices. L'amour véritable de l'humanité n'est donc pas l'amour chrétien, mais un amour responsable, fondé sur une lucidité scientifique qui sait assumer les décisions difficiles. « La vraie morale sexuelle » aborde aussi la question de la prostitution en proposant une définition plus large de celle-ci :

> « La prostitution est l'acte d'amour dans lequel l'amour réel est […] remplacé par des considérations intéressées. Ce n'est pas uniquement le fait de la pauvre fille qui vend à n'importe qui un contact passager pour une pitoyable somme de monnaie, mais autant et plus l'acte de celle qui avec toute forme requise, les vend tous en gros et plus cher, fût-ce au même homme. Ce l'est tout autant d'un homme qui vend à une femme son nom et sa personne en échange d'une fortune qui lui permettra l'oisiveté ou la malfaisance »[207].

Selon Robin, le mariage d'intérêt, pour l'homme comme pour la femme, est une forme de prostitution. L'amour, en tant que recherche de volupté physique, est une nécessité psychologique et physiologique sans laquelle un être ne peut s'épanouir et, par voie de conséquences, une nécessité sociale sans laquelle il ne peut y avoir de société heureuse. Se référant à « la loi d'exercice »[208], les néomalthusiens soutiennent que la satisfaction des pulsions sexuelles est une nécessité vitale pour l'individu et ils rejettent catégoriquement tout appel à la chasteté. Mais une sexualité qui, pour l'un des partenaires au moins, n'est pas motivée par « l'amour libre », ne peut avoir que de mauvais effets. Les produits de la procréation qu'il engendre en sont nécessairement affectés. Cela constitue un obstacle au bonheur individuel et, indirectement, au bonheur collectif. En outre, selon

---

207. Robin (a), 1905, pp. 8-9.
208. Voir George Drysdale, *Éléments de science sociale*, « Lois des organes sexuels » et « Maux résultant de la continence », 1903, pp. 66-70. La loi dite « d'exercice » y est définie de la manière suivante : « Une loi physiologique d'une importance suprême et d'une application universelle veut que, dans notre corps, chaque membre soit exercé d'une façon normale pour être vigoureux. L'œil a besoin de lumière, les jambes et les bras de mouvement, l'intelligence de réflexion, nos appétits et nos passions de jouissances normales ; autrement, tous s'affaiblissent et deviennent infailliblement malades ».

Robin, il existe un lien entre l'insatisfaction sexuelle et la criminalité :

> « Chez les hommes qui n'ont pas les satisfactions sexuelles, leur besoin devient une obsession continuelle, une passion maladive, qui prend la place de toute autre pensée, qui se traduit en vices personnels, en folles agressions de faibles, et aboutit dans de trop nombreux cas extrêmes, aux crimes les plus invraisemblables. Chez les femmes plus réservées, c'est la cause principale de l'anémie, du dépérissement organique, de la vieillesse anticipée. »[209]

Il résulte de ces constats préoccupants la nécessité de proposer à tous et à toutes, à l'âge de la puberté, une éducation sexuelle permettant d'écarter la menace des « traîtrises de la nature » et de « l'ignorance et l'incurie de la masse humaine »[210]. La préconisation est donc l'équilibre entre « l'esclavage artificiel de nos institutions » et « l'esclavage naturel résultant de la folle procréation d'enfants non désirés. »[211]

Avec l'article « Choix des procréateurs », le ton devient nettement eugéniste, utilisant le vocabulaire des hygiénistes sociaux les plus radicaux :

> « Il est bien peu de gens qui aient la modestie de se reconnaître leurs diverses infériorités. Les plus laids, les plus inintelligents, les plus vicieux, sont en général les plus disposés à croire qu'ils rendent un grand service à leur famille, à leur classe, à leur pays, voire même à l'humanité, en procréant le plus grand nombre possible de dégénérés de leur espèce. Et, comme ces dégénérés se recherchent (peut-être parce que les moins mauvais les évitent), leurs produits de double dégénérescence sont encore pires que leurs procréateurs. »[212]

On reconnaît dans ce passage les arguments habituels sur les dégénérés et sur leur aveuglement quant à leur propre condition, mais on y perçoit aussi le concept d'hérédité par accumulation de tares, ce constat d'un « produit de double dégénérescence » qui accroît la nécessité d'un remède et face auquel l'inaction est impossible. Néanmoins, le propos, même à tonalité alarmiste, comprend des éléments propres à entretenir un certain optimisme. Il ne suffit pas de dénoncer les maux, faute de quoi le discours serait stérile ; il faut aussi proposer des solutions efficaces. La science est nécessaire parce qu'elle accroît la connaissance qui oriente elle-même l'action. Le moindre progrès dans ce domaine est envisagé comme positif, raison pour laquelle on ne peut renoncer à élever même les plus

---

209. Robin (a), 1905, p. 10.
210. Robin (a), 1905, p. 12.
211. Robin (a), 1905, p. 12.
212. Robin (a), 1905, p. 13.

dégradés :

> « Mais si faibles d'esprit que soient la mère et le père, après un petit nombre d'expériences, ils ne tiennent pas beaucoup à avoir des enfants, et s'ils pouvaient vaincre leur paresse, leur négligence, leur saleté, s'ils connaissaient les moyens de ne pas enfanter, ils les exploiteraient avec enthousiasme. Beaucoup de mères auraient même très volontiers recours à la stérilisation définitive si elle se faisait sans danger et surtout sans douleur, et s'il n'y avait pas, pour les pauvres des entraves légales plus ou moins hypocrites, que nos successeurs, sinon nous, réussiront à faire enfin disparaître. […] Si, comme il y a tout lieu de l'espérer, le troupeau devient moins stupide et se débarrasse de plus en plus de l'idiote tutelle de ses gouvernants spirituels et temporels, de ses inspirateurs, prêtres, journalistes, écrivains, et de ses bourreaux formant l'inextricable réseau de notre million de fonctionnaires, la question du choix des procréateurs se posera scientifiquement pour l'être humain comme pour les animaux qu'il transforme afin d'en tirer, à son avantage égoïste, le meilleur parti. »[213]

Le moins qu'on puisse dire, c'est que Robin est libéré de toute vision idéalisée du prolétariat. Ce dernier est la victime « dégénérée » d'un système inégalitaire, maintenu en esclavage par l'utilisation d'un faux savoir, ou d'un savoir confisqué, dévoyé à l'intérêt particulier des classes dirigeantes et possédantes. Il doit donc se libérer par l'accession à un savoir authentique, c'est-à-dire objectif, scientifique, débouchant sur des applications pratiques aux effets positifs. Faut-il voir dans cette position une illustration de ce qu'Anne Carol désigne comme un « humanisme minimal »[214] ? Ce qui mettrait le prolétaire à l'abri de toute décision autoritaire, c'est son statut d'homme qui lui garantit un accès, même limité, au savoir et, partant, à la maîtrise de sa vie. Il paraît excessif d'interpréter ainsi le propos de Robin car on voit bien ici, quel que soit le vocabulaire employé et quelle que soit la condamnation de la dégénérescence qu'on peut y voir, que le but est le gain en autonomie individuelle. Robin refuse de faire du politique le seul décisionnaire de la vie des prolétaires. Il s'oppose fermement à tout comportement paternaliste et charitable d'un pouvoir politique qui ne serait limité dans sa volonté de contrôle que par des règles de morales posées a priori et qui, parallèlement, renoncerait à élever l'humanité. Pour lui, il faut favoriser l'accès de tous aux éléments qui vont permettre de faire des choix positifs et autonomes, diminuant la douleur et augmentant, même modestement, le bonheur.

Au-delà de la question des principes éthiques que contredirait l'autoritarisme en

---

213. Robin (a), 1905, p. 14.
214. Carol, 1995, p. 260. Cet « humanisme minimal » est défini comme étant la seule limite éthique à l'autoritarisme des solutions eugénistes envisagées en France. Il repose sur l'irréductibilité de l'homme à l'animal, même si l'extrapolation des solutions valides pour l'animal est une récurrence du discours eugéniste.

matière de procréation, Robin reconnaît lui-même que l'amélioration de l'espèce humaine est beaucoup plus complexe que celle de l'animal. En conséquence, avant même d'évaluer un droit moral d'intervenir (et de définir les limites de ce droit), il faut évaluer la possibilité de succès. Chez les animaux, on ne favorise qu'un seul caractère, en fonction de son utilité pour l'homme. Mais l'eugénisme vise la production d'un « homme idéal » que Robin définit : « Nous considérons comme idéal l'humain qui réunirait en lui seul l'ensemble des perfections dont nous n'avons trouvé que des parcelles chez un grand nombre, au point de vue corporel : beauté, santé, force, agilité ; cérébral : intelligence, jugement, mémoire, imagination ; affectif : amour de ses semblables, de tout ce qui est beau, noble, grandiose, partout ! »[215]

Puisque la production de cet idéal est éloignée, et que l'on n'en trouve que des « parcelles » chez les individus existants, il faut donc imaginer dès à présent les moyens qui, au moins, nous permettraient de nous en approcher, car la science eugénique actuelle est encore incomplète. Selon Robin, cet investissement à long terme se justifie cependant par les perspectives qu'il ouvre :

> « Il est *certain* qu'on augmenterait les chances de réunir ces qualités,[216] chez un humain à faire naître en lui donnant deux parents chez lesquels elles se trouveront déjà le plus possible, sans qu'aucune ne soit contrebalancée chez l'un par une qualité contraire. On peut considérer comme une indiscutable vérité que, bonnes ou mauvaises, les qualités semblables chez les deux parents s'accroissent dans leur produit ; que les dissemblables s'y atténuent, s'y effacent. Que l'on continue cet effort pendant plusieurs générations, que l'éducation suive la même voie, et l'on verrait vite disparaître devant cette nouvelle race, scientifiquement tant améliorée, le tas d'abrutis qui charment les gouvernants, leur fournit en bas les résignés qui abaissent le niveau général de vie, les brutaux qui suppriment les mécontents ; en haut, les prêtres imposteurs, les juges féroces, les militaires assassins et rapaces, la bureaucratie tyrannique et insatiable, et la ploutocratie synthèse de toutes ces abominations. Quelque éloigné que soit le but, il faut savoir diriger ses regards vers lui. Quelque difficiles que soient les chemins pour l'atteindre, il faut les chercher, y faire les premiers pas, y saper le plus d'obstacles possibles. »[217]

Telle est la véritable mission de l'action néomalthusienne : préparer le terrain pour une transformation intégrale de la société, accomplir sa part de l'œuvre en améliorant le

---

215. Robin (a), 1905, p. 15.
216. Il s'agit des qualités physiques, intellectuelles et morales mentionnées ci-dessus.
217. Robin (a), 1905, p. 15 (c'est Robin qui souligne).

« produit »[218] humain à partir duquel la science travaillera, et parallèlement, éveiller les consciences aux maux diagnostiqués et aux remèdes possibles afin de fixer un cap commun pour l'action. Quoi qu'il en soit, la science se présente essentiellement comme la solution du politique et, de ce fait, celle du bonheur humain. Robin reconnaît lui-même que le chemin jusqu'à l'avènement est long et que l'effort doit devra être poursuivi pendant plusieurs générations. De là, sans doute, l'accentuation des dangers imputables à l'inaction. Ce qui étonne, cependant, c'est l'opposition entre un processus défini comme lent (le travail d'amélioration) et l'augmentation du potentiel négatif du processus inverse qui est décrite comme exponentielle, et pour laquelle il convient de réagir de manière urgente. Avant même d'envisager concrètement l'application de la science eugénique, il faut enrayer la dégradation dont nous ne pouvons, selon Robin, rester les témoins passifs :

> « D'ailleurs pour l'ensemble[219], pour les neuf dixièmes au moins, et il serait probablement plus juste de dire pour les 99/100, la méthode est simple : *abstention absolue* ! Prendre, obtenir par tous les bons moyens, les enfants qui existent, mal pourvus, les nourrir, les soigner, les élever avec art. Mais se garder d'en faire d'autres, aussi pitoyables, tant que tous les vivants ne seront pas amenés au moins à un état *passable*, en attendant mieux. […] Il faut compléter, étendre ce progrès à la multitude des petits tarés, des simples imparfaits à un point de vue quelconque. Tels tous ceux qui sont nés, ou devenus jeunes, sans accident extérieur, plus ou moins chauves, sourds, mal voyants, myopes, presbytes, [...] à odorat imparfait, à nez souvent bouché, ultramuqueux, facilement enrhumés, à poitrines étroites et poumons exigus, à muscles que l'exercice gonfle peu ou pas, craignant les mouvements, la gymnastique, la marche, à organes sexuels mal développés, plus ou moins incapables de recevoir ou de fournir la volupté normale… Que l'on aide tous ces résidus d'une fausse civilisation à vivoter comme ils le pourront ; que le groupe social enrichi par les vigoureux et les habiles, traite tous ces débiles avec le plus fraternelle bonté, qu'il leur donne tout le nécessaire, plus grand pour les faibles que pour les forts, un fort agréable superflu, sans être arrêté par aucun des absurdes préjugés traditionnels. Qu'on leur donne beaucoup, qu'on leur demande fort peu ou rien – si ce n'est, et ceci très *impérativement* : qu'ils soient *les derniers de leur pauvre race !* »[220]

L'abstention, ou non, de la procréation pour la majorité, repose sur l'évaluation de nombreux caractères physiologiques et morphologiques permettant de définir un droit (au sens moral plutôt qu'au sens légal) à la procréation. Cela démontre que l'investissement de

---

218. Nous utilisons à dessein ce terme qui est fréquemment employé par les médecins néomalthusiens. Il est d'usage systématique chez Sicard de Plauzoles.
219. Il s'agit de l'ensemble de la population.
220. Robin (a), 1905, p. 16 (c'est Robin qui souligne).

Robin dans la question eugéniste est total. Ce discours n'est sans doute pas singulier à la fin du XIX^e^ siècle et dans les premières années du XX^e^, mais on ne peut édulcorer la conviction forte qui anime Robin. Il incarne une tendance radicale qui considère que la solution à tous les problèmes humains, qu'ils soient économiques, politiques ou sociologiques, doit venir d'une science nouvelle, seule capable de régénérer physiologiquement l'humanité. Il s'agit donc bien de créer un homme nouveau ou même de recréer l'homme. Une science qui est capable de produire une humanité nouvelle, débarrassée de toutes ses « tares », est pour Robin la condition d'accès au bonheur universel. En revanche, il pose une limite en refusant la suppression des « produits » imparfaits d'une procréation livrée au hasard. A leur sujet, il prône la compassion, il justifie même que la collectivité prenne en charge, à proportion du nombre et du degré des « tares », les besoins des dégénérés (« Qu'on leur donne beaucoup, qu'on leur demande fort peu ou rien »[221]). Mais il faut conditionner cette prise en charge à une prise de conscience et à une attitude volontariste en matière d'encadrement de la procréation. Par une incitation forte, dont on ignore si elle sera uniquement fondée sur une incitation scientifique ou sur une réglementation, il faut régénérer la vie humaine même et repartir sur de nouvelles bases. Difficile de ne pas voir dans ce projet l'influence des utopies qui, comme nous le verrons dans la deuxième partie, sont une source d'inspiration pour les néomalthusiens français.

L'article « La Graine » dans *Le Néo-Malthusianisme*, est une sorte d'adresse à la communauté médicale pour défendre le droit à l'avortement. Comme la totalité des militants néomalthusiens, et une partie du corps médical, Robin réclame la suppression de l'article 317 du code pénal de 1810[222] alors en vigueur qui réprime l'avortement. Par ce texte, il veut mettre en lumière les contradictions et l'inhumanité de la loi. Selon Robin, l'avortement est toujours effectué par nécessité et la responsabilité pénale de celles et ceux qui le pratiquent (ainsi que de celles qui y recourent) ne devrait pas être engagée. Les médecins qui n'y sont pas favorables sont des « égoïstes […] qui désirent avoir le plus de

---

221. Robin (a), 1905, p. 16.
222. Article 317 du code pénal de 1810 :
« Quiconque, par aliments, breuvages, médicaments, violences, ou par tout autre moyen, aura procuré l'avortement d'une femme enceinte, soit qu'elle y ait consenti ou non, sera puni de la réclusion.

La même peine sera prononcée contre la femme qui se sera procuré l'avortement à elle-même, ou qui aura consenti à faire usage des moyens à elle indiqués ou administrés à cet effet, si l'avortement s'en est ensuivi.

Les médecins, chirurgiens et autres officiers de santé, ainsi que les pharmaciens qui auront indiqué ou administré ces moyens, seront condamnés à la peine des travaux forcés à temps, dans le cas où l'avortement aurait eu lieu. »

malades, les plus malades possibles, et qui ont l'art de les entretenir en mauvais état, sans les achever »[223]. Les néomalthusiens ne sont pas pour autant des promoteurs par principe de l'avortement, le recours à celui-ci ne faisant que révéler l'absence du travail de prévention en faveur duquel ils militent sans relâche. Ils considèrent qu'il s'agit d'une solution de dernier recours occasionnant des souffrances qui auraient pu être épargnées. Pénaliser, criminaliser l'avortement c'est ajouter de la souffrance et de l'injustice à un acte qui est la conséquence du dénuement et de l'imprévoyance. Il est donc impératif de modifier le code pénal car force est de constater que les connaissances physiologiques qui permettent la prévention de la grossesse ne sont pas suffisamment diffusées, que le recours aux techniques anticonceptionnelles n'est pas généralisé. Dans tous les cas, les médecins devraient, « principalement à l'usage des femmes inintelligentes, maladroites, inférieures »[224], non seulement pratiquer l'avortement, mais en revendiquer le droit. Concernant les « incurables » ils devraient aussi avoir le droit de procéder à des « stérilisations artificielles »[225].

Le titre du dernier article, « Prochaine humanité », a une dimension prophétique. Cette contribution ne néglige pas non plus de s'adresser à l'imagination de tous les esprits progressistes : « Nous visons le but le plus grandiose : une humanité de plusieurs générations successives dont tous les membres auront été voulus, soignés avec zèle et science dès leur conception, ayant constamment reçu l'éducation physique et morale la plus intelligente, ayant toujours progressé à chaque étape. »[226] L'intérêt de ce texte c'est c'est le résumé qu'il propose. La propagande est cette fois-ci réduite à une action binaire. Elle comporte une phase destructrice, au moyen de laquelle on fait table rase d'une organisation sociale inadaptée, et une constructive, consistant à fonder le monde nouveau :

> « Notre propagande a deux parties essentielles. […] *D'abord déblayer le terrain.* Par tous les moyens compatibles avec notre civilisation supérieure, notre réelle humanité, débarrassons la race de tous les déchets jamais désirés, jamais soignés, qui l'encombrent et entravent son développement. *Ensuite*, à mesure que ces heureuses disparitions feront place à de nouveaux êtres de qualités bien meilleures, déjà simplement parce que voulus et soignés, appliquons tous nos efforts à développer au maximum ces qualités qui s'élèveront encore dans la génération suivante. Ainsi se précisent nettement les deux parties de notre programme : la négative et la positive, démolition et

223. Robin (a), 1905, p. 17.
224. Robin (a), 1905, p. 18.
225. Robin (a), 1905, p. 19.
226. Robin (a), 1905, p. 21.

> reconstruction. Ainsi se justifient les deux titres de la Ligue de la Régénération humaine, le premier achevant le premier travail et entamant le second : Sélection scientifique, ou en termes plus populaires *bonne naissance* ; le second complétant l'idéal de la Régénération humaine : *Éducation intégrale !* C'est le seul chemin sûr pour arriver à de bonnes organisations sociales. »[227]

De sa constitution en 1896 à la mort de son créateur en 1912, la Ligue de Régénération humaine a organisé l'action des militants néomalthusiens selon ces principes. En prenant position de manière aussi catégorique, n'hésitant pas à forcer le trait pour convaincre de l'imminence de la catastrophe comme pour instiller des éléments propres à susciter l'espoir, Robin a sans doute rallié à sa cause quelques réformateurs enthousiastes, mais il a aussi prêté le flanc à la critique. *Le Néo-Malthusianisme* (1905) est une sorte de manuel à l'usage des militants. Il aborde les thèmes sujets à controverse dont débattent les militants et fournit une grille de compréhension, des lignes d'argumentation, dont la capacité rhétorique est réelle, même si leur auteur se défend de ce type d'artifices, préférant se réclamer de la seule raison scientifique en invoquant la force des faits objectifs à titre de preuve.

De 1896 à 1908, l'action de Robin est déterminée par le cadre fixé par une « Déclaration de la Ligue de la Régénération humaine » qui n'est que la reprise actualisée du projet de 1895, qu'il avait soumis à Augustin Hamon. On retrouve cette déclaration dans certaines brochures publiées à la Librairie de Régénération, notamment dans *Malthus et les Néo-Malthusiens* (1905)[228]. L'objectif de la Ligue y est ainsi exposé :

> « 1. Répandre les notions exactes des sciences physiologique et sociale, permettant aux parents d'apprécier les cas où ils devront se montrer prudents quant au nombre de leurs enfants, et assurant, sous ce rapport, leur liberté et surtout celle de la femme. 2. Lutter contre toute fâcheuse interprétation légale ou administrative de la propagande humanitaire de la Ligue. 3. Enfin et en général, faire tout ce qui est nécessaire pour que tous humains connaissent bien les lois *tendancielles* de l'accroissement de la population, leurs conséquences pratiques, et les moyens de lutte scientifique contre d'apparentes fatalités, afin qu'ils deviennent plus heureux et par conséquent meilleurs. »[229]

Diffuser la connaissance scientifique, résister à la répression et passer des principes

---

227. Robin (a), 1905, p. 21 (c'est Robin qui souligne).
228. Robin (b), 1905.
229. Robin (b), 1905, p. 14 (c'est Robin qui souligne).

théoriques aux applications pratiques, tel est le triple objectif de la Ligue. L'ampleur de la tâche rend nécessaire l'implication de collaborateurs car, si Paul Robin est un théoricien dont la valeur est reconnue, il ne semble pas être un administrateur des plus rigoureux. Il met sa culture politique et son goût pour la provocation au service de la Ligue de Régénération, comme lorsqu'il s'invite, le 14 décembre 1896[230], à un congrès de l'Alliance nationale pour l'accroissement de la population française, structure aux visées natalistes fondée la même année par le statisticien Jacques Bertillon. Le discours malthusien qu'il y tient suscite évidemment la polémique avec des natalistes tels que le physiologiste Charles Richet (1850-1935). Paul Robin n'a pas peur de tenir son discours dans les sphères où il peut choquer. Son objectif n'est pas de convaincre ses adversaires les plus résolus, mais plutôt d'assurer à la Ligue une certaine publicité ainsi qu'un écho dans les journaux de l'époque.

Mais cette agitation ponctuelle que Robin parvient à provoquer ne débouche pas sur un mouvement massif d'adhésions. Cela a des conséquences sur les finances de la Ligue dont les moyens sont très en deçà de ce qui serait nécessaire pour qu'elle devienne une structure influente. En outre, son activisme expose Robin à des pressions politiques hostiles. C'est à l'une d'entre elles qu'il réagit lorsqu'il écrit dans *L'Aurore* du 20 juillet 1898 :

> « Quand on propage des doctrines désagréables au gouvernement, on doit s'attendre à avoir maille à partir avec ses domestiques, porte-épées ou porte-robes. Le comble de l'habileté dans les services que lui rendent ces derniers est de réussir à infliger aux gêneurs une condamnation de droit commun. Ce fut mon cas, passé inaperçu au milieu du tapage occasionné par la première reprise de l'affaire Dreyfus. […] On aurait voulu me faire crever, et on y aurait réussi si je m'étais mis entre les griffes de ces scélérats. J'ai simplement passé la frontière et réussi, sous un beau climat, à transformer en infirmité de vieillard une cruelle maladie aiguë. Mais ne me sentant plus la force de lutter contre les infamies gouvernementales croissantes, encore moins de rester à la tête d'un mouvement important (dont le succès est l'indispensable chapitre I[er] de tout autre progrès de transformation sociale), j'ai résolu de quitter, une dernière fois, mon pays […] et d'aller, après trente-cinq ans de luttes assez fructueuses, reposer mes derniers jours dans un pays au beau climat et aux merveilleuses institutions actuelles. »[231]

Ayant été condamné à huit jours de prison pour diffamation envers un magistrat (peine commuée en forte amende par la suite), Robin décide de ne pas se soumettre et il

230. Voir Demeulenaere-Douyère, 1994, pp. 350-351.
231. Robin, 1898, p. 2.

gagne l'Angleterre, d'où il part peu après pour s'installer en Nouvelle-Zélande. La lettre de *L'Aurore* prend donc la forme d'un adieu au militantisme. Compte tenu des poursuites incessantes dont il est l'objet, et des problèmes de santé qu'il rencontre — il souffre d'un problème de vessie et sera opéré d'une hypertrophie de la prostate une dizaine d'années plus tard[232] —, il considère ne plus être en mesure de continuer la lutte. Le rapide bilan qu'il dresse de ses décennies de militantisme présente la Ligue comme « un mouvement important » et qui, selon lui, est le seul capable de mener à bien la « transformation sociale » qu'aucun autre mouvement politique ne lui semble en mesure de réaliser. Il prend des dispositions pour que le travail de la Ligue se poursuive et c'est au médecin Adrien Meslier, futur député de la Seine, qu'il confie la responsabilité de la structure. Ses adieux semblent sincères, mais le séjour en Nouvelle-Zélande prend fin en août 1899. De retour en France, il s'efforce, dès le mois de septembre, de relancer l'activité d'une Ligue en sommeil.

Conscient des limites que constitue son manque d'intérêt pour les questions administratives, il passe les années suivantes à la mise en place de sa succession. Il reste capable de décisions majeures, comme celle qui le conduit à organiser, en août 1900 à Paris, le premier congrès international néomalthusien. Il tient aussi à relier l'action néomalthusienne au contexte de l'exposition universelle, qui se déroule du 15 avril au 12 novembre 1900, pour inscrire la Fédération internationale de la Régénération humaine dans le mouvement de modernité du siècle qui commence. Après quelques essais infructueux pour désigner un successeur, il fait la rencontre d'Eugène Humbert (1870-1944) en 1903. Ce dernier est un militant anarchiste, dreyfusard de la première heure, qui va rapidement adhérer à la doctrine néomalthusienne. E. Humbert a découvert les écrits de Paul Robin en lisant l'*Éducation intégrale*, le périodique de l'orphelinat Prévost auquel il s'était abonné quelques années auparavant. Selon Jeanne Humbert (1890-1986), sa femme, c'est dans un lot d'imprimés accompagnant le périodique précité qu'Eugène Humbert découvrit le néomalthusianisme. C'est un simple texte de Robin intitulé « Bonne naissance » qui détermina sa vocation future[233]. Ce document important pour comprendre le positionnement très particulier des néomalthusiens au sein des groupes révolutionnaires et l'originalité de leur approche, était, à l'origine, destiné aux journalistes. Sans doute écrit entre 1891 et 1894, période de parution de l'*Éducation intégrale*, il est reproduit dans le

232. Voir Demeulenaere-Douyère, 1994, p. 353 et Giroud, 1937, p. 290.
233. Sur la rencontre entre Paul Robin et Eugène Humbert, voir J. Humbert, 1947, pp. 45-70.

livre de Gabriel Giroud et dans celui que Jeanne Humbert consacre à son mari :

> « Après avoir vu et secondé pendant près de trente ans de nombreuses et minuscules tentatives révolutionnaires suivies de résultats nuls ou insignifiants, je suis convaincu, disait-il à un interviewer, qu'il ne faut ni prêcher, ni provoquer la révolution sociale avant qu'un nombre élevé et toujours croissant d'individus aient réalisé chacun leur évolution personnelle, soient bien nés, bien soignés, bien élevés et ne reproduisent, très modérément, que des descendants ayant toutes chances de valoir autant et mieux qu'eux-mêmes. De cette façon on parviendra à effectuer le changement désiré. Actuellement, pas plus qu'en aucun temps ni lieu, on n'a pas vraiment de chances d'aboutir à une révolution véritable, à cause de la violence habilement organisée de la minorité oppressive, du manque absolu d'entente entre les divers conducteurs de groupes avancés, de la nullité de d'organisation et d'organisabilité [*sic*] de la foule ignorante, opprimée, exploitée, pullulante. […] Malthusien ! Voilà par quoi on on pense m'outrager et m'intimider. La question de population est un chapitre fondamental de l'économie sociale. Elle est universellement méconnue, tranchée par des malédictions ou des lazzis. Je la connais passablement. Il est fort possible que j'emploie mes loisirs à éclairer sur ce point l'ignorance publique. »[234]

A partir de 1903, c'est Eugène Humbert qui prend en charge la publication, la diffusion et les abonnements du périodique *Régénération*, l'administration de la Ligue ainsi que son activité de publication et d'édition des membres de la LRH et des ligues associées. Il se révèle être un gestionnaire avisé et efficace et il s'investit complètement dans l'activité de propagande. Son activité aura pour effet d'alléger considérablement les responsabilités directes qui pesaient sur la seule personne de Robin. Il produira aussi un intense travail d'édition, d'impression et de diffusion de textes remarquables, notamment ceux de Robin lui-même, sur lesquels le mouvement s'appuie pour sa propagande. Nombre d'entre eux constituent une trame argumentative dont il était aisé de s'emparer pour convaincre un auditoire.

Parmi ces textes figure un étonnant recueil de poèmes de Robin intitulé *Vers régénérateurs*. Composés entre 1886 et 1905, ces 31 poèmes, en vers ou en prose, abordent les thèmes privilégiés de leur auteur et du mouvement qu'il anime. Y sont notamment abordés les thèmes du mariage, de la misère, de l'alcoolisme, de la religion, de la condition des femmes. Le propos est généralement critique, sauf en quelques poèmes portés par l'enthousiasme d'une science qui libère et annonce un avenir radieux, éclairant la question sociale et la question sexuelle (indissolublement liées) au moyen de couplets libertaires,

234. Cité par Giroud, 1937, pp. 111-112. Ce texte est également cité par J. Humbert, 1947, pp. 45-46.

anticléricaux et antimilitaristes. Pourquoi adopter cette forme a priori étonnante lorsqu'il s'agit d'une propagande qui se prétend toujours scientifique ? Faut-il y voir une contradiction ? La préface fournit quelques indications : « L'auteur a fait circuler entre ses amis, une première édition polygraphiée à quelques exemplaires. Les appréciations qu'il a reçues sont absolument discordantes ; il n'y a aujourd'hui aucun principe commun aux critiques littéraires. Il risque donc à tout hasard une édition imprimée, espérant que de plus habiles réaliseront mieux des tentatives analogues, lui-même restant satisfait de leur avoir montré une voie nouvelle. »[235] Après avoir remarqué que, dans le domaine de l'esthétique littéraire il ne peut, comme en science, y avoir un accord des esprits sur une évaluation objective, Robin considère cependant que l'expression poétique peut soutenir la propagande. Il justifie donc son usage par le fait que la poésie est une forme complémentaire qui peut aider à symboliser et à fixer des idées importantes. Elle peut aussi toucher des consciences qui n'accéderaient pas avec la même facilité à la compréhension d'un discours scientifique ou philosophique. Rappelons que le public que cherche à atteindre la propagande néomalthusienne est d'abord celui des classes les plus démunies. C'est certainement pour cette raison que les mouvements révolutionnaires ont souvent recours à des chants et à des poèmes qui permettent de mémoriser les idées et en constituant une culture commune qui a pour effet de solidariser un groupe. La valorisation des chants et de la poésie est, par ailleurs, un élément de la pédagogie de Robin à l'orphelinat Prévost. A la lecture des *Vers régénérateurs*, on constate une forte occurrence des références à la science et à l'idée de « régénération », comme dans cette « Ode à l'Idée régénératrice » qui déclare :

« Gloire à l'Idée
Qui sauve les humains !
La race par elle aidée,
A vaincu les destins
[…]
Plus d'imprévoyance !
Tous nos rejetons
Sont par la science
Sains, heureux et bons. »[236]

Certains poèmes se veulent édifiants, comme « La découverte de Malthus », ou

235. Robin, 1906, p. 4.
236. Robin, 1906, p. 12.

« Bonne naissance ». D'autres exaltent l'esprit révolutionnaire et combatif des militants, tel « Science contre charité », dont voici les deux derniers vers : « A bas les fous prêchant l'énorme quantité ! / Recherchons petit nombre et bonne qualité »[237]. Si la majorité des poèmes se placent dans une perspective progressiste et optimiste, semblant ne pas douter de l'efficacité de l'argumentation néomalthusienne, d'autres sont empreints d'un pessimisme radical tels « Changement de siècle », « Aux ivrognes » ou « Mal né » qui expriment un certain pessimisme quant à la possibilité de convaincre les masses et qui se désolent de la situation présente. De ce point de vue, c'est le poème « Dégoût » (qui clôt le recueil), sorte de testament du maître à ses disciples et continuateurs écrit en mai 1903, qui est le plus marquant :

« Dégoût
Avec peu de regrets je quitterai la terre,
M'en allant désolé de l'humaine misère,
De tant de vains efforts faits pour la déjouer
Que la stupidité fait toujours échouer.

La nature n'est pas, certes, une bonne mère,
Nous fournissant au moins le plus strict nécessaire ;
Elle suit de ses lois l'inflexible rigueur,
Sans prendre aucun souci de notre heur ou malheur.

Les hommes ont rendu plus dure leur souffrance
Par leurs sots préjugés, leur profonde ignorance.
Au lieu de bien soigner l'utile production,
Et surtout d'éviter la surpopulation,

Ils se sont encombrés de produits inutiles,
Tirant peu d'aliments de leurs terrains fertiles ;
En se reproduisant comme de vrais bestiaux,
Ils se sont affligés du plus grand des fléaux…

Procréer trop d'enfants vaut la pire des notes ;
On ne les nourrit pas avec des camelottes
Mais avec de bon pain ; et dans notre univers,
Pour les bien nourrir tous, il en manque un gros tiers.

Ajoutez à cela le constant gaspillage,
Les abus des plus forts, et l'inique partage
Des aliments réels encore insuffisants,
Même si répartis pour tous, en braves gens.

237. Robin, 1906, p. 34.

Contre ce triste état, contre cet égoïsme,
La pudeur hypocrite et l'abject chauvinisme
Prohibent le remède et le font ignorer.
C'est absurde et canaille à nous désespérer !

Je renonce au travail qu'il faudrait sans relâche ;
Usé, vieux, fatigué, j'ai terminé la tâche.
Que d'ardents jeunes gens s'y mettent à leur tour,
Donnant leur haine au mal, aux souffrants leur amour.

Puissent-ils réussir mieux que nous, une race
D'hommes habiles, bon, vigoureux, pleins d'audace,
Faisant de leur séjour un riche paradis
Où ne paraîtra plus la trace des maudits ! » [238]

5- Le suicide de Paul Robin

Paul Robin se suicide le 31 août 1912 en tentant de consigner par écrit les étapes de son agonie. Il veut ainsi mener à bien ce qu'il considère comme son ultime contribution à la science, à laquelle il a pris soin de léguer son corps. A propos du testament de Robin, Gabriel Giroud, qui évoque les dernières années de Robin, écrit :

> « Il prit, en ce qui le concernait, toutes précautions pour que sa mort elle-même ait quelque chance d'être utile. […] Puis il s'enquit des formalités à remplir pour qu'aucun obstacle ne fut opposé à l'autopsie rapide et à l'utilisation de son cadavre. Il avait fait connaître ses vues sur ce point à quelques amis par un *Testament* et un court écrit, intitulé *Post mortem*, plusieurs fois modifié. Il rédigea des notes psychophysiologiques précises à l'usage des médecins qui pouraient être chargés de la dissection de son corps, se fit photographier et « bertillonner » nu, s'entendit enfin avec un prosecteur de la Faculté de Médecine de Paris et alla voir pour l'ultime emploi de ses restes son confrère de la Société d'anthropologie, le directeur de l'école d'Alfort. »[239]

Cette question de l'utilisation des corps à des fins scientifiques n'est pas une particularité de Paul Robin. Elle est, par exemple, débattue dès la fin des années 1870 à la Société d'anthropologie de Paris, dans une perspective rigoureusement matérialiste. Elle se concrétise, en 1876, avec la fondation de la Société d'autopsie mutuelle par Auguste Coudereau, membre de la Société d'anthropologie. Deux idées président à la création de

238. Robin, 1906, pp. 45-46.
239. Giroud, 1937, pp. 292-293 (c'est Giroud qui souligne).

cette société dont Louis-Adolphe Bertillon et Charles Letourneau sont, parmi d'autres, membres fondateurs[240]. La première est le matérialisme scientifique de certains libres-penseurs membres de la Société d'anthropologie qui refusent toute introduction dans la démarche scientifique de principes métaphysiques. La seconde est un constat fait par ces savants qui s'intéressent à l'anthropologie : l'autopsie est une pratique nécessaire à la constitution d'une anthropologie scientifique mais les corps autopsiés dont peuvent disposer les médecins proviennent des classes sociales les plus basses et ne permettent donc aucune généralisation à l'ensemble des hommes des conclusions obtenues par leur étude. Selon Jennifer Michael Hecht, dans *The end of the soul* (2003), c'est surtout ce second point qui a conduit dix-neuf membres de la Société d'anthropologie à se réunir en une Société d'autopsie mutuelle :

> « The free-thinking anthropologists believed this was a double tragedy : first, because only members of "the disinherited section of the population" were being autopsied and studied as examples of humanity ; and, second, because the personalities of these specimens were unknown, making it impossible to find connections between mind and brain morphology. The solution was as simple as it was radical : the nineteen men donated themselves to one another and set out to recruit future corpses into the fold. »[241]

Les motifs qui conduisent les sociétaires à effectuer le don de leur corps à la science sont sans doute multiples, mais le refus de la sanctification du corps par-delà la mort est le plus déterminant. Certains membres de la Société d'autopsie mutuelle voient dans ce don un acte d'anticléricalisme militant. C'est précisément le cas de Paul Robin qui refuse catégoriquement de considérer le corps, une fois la conscience disparue, comme autre chose que de la matière ordinaire et qui va jusqu'à donner des indications précises pour l'utilisation optimale de ses propres restes : « La terre est désolée, écrit-il, par l'abondance croissante des cimetières, des mausolées, des monuments funéraires. Les morts de chaque année représentent une quantité importante d'engrais supprimé à la terre... Permettez que mes dernières poussières, *pulvis summus*, dans leur réorganisation future, puissent être transformées en tilleul ou en chêne, comme dans la poétique fable... ou tout vulgairement en légumes, fruits, etc... »[242] Jennifer Michael Hecht interprète dans le même sens les propos de Robin :

---

240. Voir Wartelle, 2004, p. 141.
241. Hecht, 2003, p. 10.
242. Robin, cité par Giroud, 1937, p. 293.

> « Paul Robin also expressed anticlericalism through derision of his future corpse, writing that if for any reason his dissection was impossible, he wanted "to be put into a hole, naked or in a cloth or a basket ; 'to be buried like a dog' following the charming expression of the priests." Robin elsewhere wrote an impassionned letter to the society, asserting that people have no control of their own bodies during life, citing "military service, industrial service and mariage" as his examples, and arguing that French citizens had no control of their own bodies after death, either, citing "funeral rites, still under control of the Catholic clergy, even in the City of Light". Robin was a freethinker and an anarchist who would become quite well known for founding the Ligue de la régénération humaine, a group dedicated to the instruction of birth-control practices. The euphemism of the day was "neo-Malthusianism". It should not be surprising that pronatalist Jacques Bertillon and neo-Malthusian Paul Robin joined the same society : they were both concerned with bodies and with translating the pastoral duties of the church into concerns of science and the state. »[243]

Un fonds commun rassemble donc les membres de la Société d'autopsie mutuelle et les unit au-delà de leurs divergences politiques. C'est leur matérialisme, les conduisant à une image désacralisée du corps individuel, allié à leur volonté d'imposer une morale rationnelle et scientifique débarrassée de tout préjugé religieux qui est le ciment des adhérents de cette Société. Les membres de la Société d'autopsie mutuelle ont, en outre, la certitude de faire partie d'une élite dont le cerveau mérite d'être étudié, et, de ce point de vue, Robin ne fait pas exception à la règle. Si son adhésion à la Société d'autopsie mutuelle n'est pas directement liée à ses engagements néomalthusiens, elle est en revanche en parfaite cohérence avec le contexte scientifique progressiste et matérialiste au sein duquel Paul Robin ne cessera jamais d'avoir des contacts.

La question du suicide n'est pas nouvelle pour Robin. Ce thème est souvent abordé dans les périodiques du mouvement et dans les brochures de la Ligue de Régénération humaine. Mais il publie aussi des articles dans d'autres périodiques, notamment ce « Technique du suicide »[244] publié en 1901[245]. Dans son article, Paul Robin ne valorise pas le suicide en tant que tel, mais comme une manière d'échapper à un malheur vécu et senti, lequel est souvent la conséquence d'une vie précaire. Une « bonne organisation sociale »verrait au contraire disparaître la propension au suicide. Selon Paul Robin, le taux de suicide dans une société donnée est en proportion inverse de son degré d'élévation du bonheur moyen. En conséquence, si un nouveau mode d'organisation sociale parvient à

---

243. Hecht, 2003, p. 15.
244. Paul Robin, « Technique du suicide », *La Critique*, 5 juin 1901.
245. Souvenons-nous que Durkheim a publié son étude, *Le suicide*, peu de temps avant, en 1897.

augmenter concrètement le bonheur du plus grand nombre, la conséquence logique sera la diminution des motifs du suicide. Et puisqu'il est entendu que c'est la science, et le fait d'avoir acquis de justes notions de physiologie, qui est la voie royale pour atteindre le bonheur, il devient possible d'affirmer que « seules la science et la réflexion supprimeront les suicides quand elles seront devenues les guides indispensables de ceux qui osent se permettre de reproduire leur espèce. »[246]

Robin écarte toute suppression autoritaire des malheureux, par quelque organisation que ce soit, étatique ou non. Tarir la source des « dégénérés » lui semble compatible avec l'humanisme, la suppression des individus existants ne l'est pas. En revanche, il pense qu'il faut pouvoir proposer aux malheureux qui veulent quitter la vie les moyens de le faire sans encourir de poursuites pénales. Une organisation sociale authentiquement juste et humaine doit prendre en charge cette question en maintenant la possibilité de recourir individuellement au suicide. Ce choix fut celui de Paul Robin. Il obéit au principe d'inspiration utilitariste du moindre mal appliqué à l'échelle de l'individu. La personne malheureuse reste juge de l'équilibre possible pour elle entre bonheur et douleur ; et lorsque l'équilibre est rompu au profit de la seconde, elle doit pouvoir quitter la vie en souffrant le moins possible. Dans son article de 1901, Paul Robin prend ce critère en considération et examine de manière très pragmatique les différentes techniques de suicide et leurs « mérites » respectifs : « Le poignard, le rasoir, le pistolet, donnent des résultats déplorables : on se manque, on s'estropie, on augmente ses souffrances neuf fois sur dix. […] la noyade est horriblement longue : on a ranimé des asphyxiés par submersion après quatre et cinq heures […]. Vivants encore après tant de temps, combien ces malheureux ont-ils dû souffrir en vain, quand c'est volontairement qu'ils ont cherché la mort ? »[247] L'énumération des techniques se poursuit et leur évaluation dépend conjointement de leur efficacité et de la moindre douleur qu'elles occasionnent. C'est le cyanure de potassium qui semble avoir sa préférence et qui est conseillé à ceux qui ont pris la décision de mourir, et sa technique de fabrication est même succinctement décrite :

> « On obtiendrait sans doute difficilement d'un pharmacien la fraction de gramme de cyanure, en indiquant l'usage auquel on le destine. Mais ce produit, autrefois indispensable aux photographes comme fixatif, continue à être employé en grande quantité pour le dépôt galvanique des divers métaux, et s'obtient en toute quantité chez tous les marchands de produits chimiques. En calcinant dans

246. Robin, 5 juin 1901, p.1.
247. Robin, 5 juin 1901, p.1.

> n'importe quel vase, creuset, pelle à feu, pipe, du prussiate jaune de potasse qui se trouve partout, on obtient un mélange de carbure de fer insoluble et de cyanure de potassium. »[248]

D'après Gabriel Giroud, à partir de 1910, Paul Robin manifeste à plusieurs reprises — par écrit ou par confidences faites à des proches — son intention de mourir. Dans une note au crayon de février 1912, il déclare : « J'ai l'intention d'en finir avec une vie qui me dégoûte au milieu de gens bêtes, méchants, indélicats. Quand en aurais-je le courage ? C'est difficile ! »[249] La première condition est donc remplie : pour lui, la vie est devenue, tant physiquement que psychologiquement, un lieu où la douleur l'emporte sur le plaisir et il n'a pas d'espoir de voir sa santé s'améliorer. Jugeant qu'il n'est plus en mesure de jouir de la vie comme il l'avait fait jusqu'alors, que la robuste santé qui était la sienne — et dont il avait toujours été fier — a décliné, déçu par les échecs successifs de ses projets et par les relations humaines en général, il prend la décision de mourir. :

> « Il avait perdu, par accident, à soixante et quelques années, l'usage de l'œil gauche, l'œil droit étant bien atteint. A 72 ans il fut opéré d'une hypertrophie de la prostate, par un maître chirurgien "sans aucune douleur, sans la moindre fièvre". […] Le travail manuel qu'il avait toujours beaucoup aimé ne pouvait plus être un dérivatif à la tristesse de ses vieux ans. Un jour qu'il avait manqué quelque pièce destinée à des jeux scientifiques scolaires, il se désola devant moi de sentir que ses mains tremblantes et sa vue réduite ne lui permettent plus de réaliser les conceptions de son cerveau. "Il me faut, dit-il, songer à disparaître." »[250]

Plus encore que ses capacités physiques, c'est le déclin de ses facultés intellectuelles qui inquiète Robin. Il ne supporte pas que sa mémoire ne soit plus aussi bonne, il constate que ses capacités de raisonnement mathématique sont affectées : « Je ne puis plus suivre des calculs, des démonstrations géométriques ou algébriques autrefois achevées, ni terminer les commencées. »[251] Pour autant, même diminué, il reste dans la perspective scientifique qui a toujours été la sienne et prend des dispositions testamentaires pour que son cadavre soit autopsié et utilisé à des fins scientifiques. Afin d'être certain que son vœu se réalise, il organise sa mort en prévenant ses proches, en rédigeant des notes et en signant diverses autorisations. Dans un billet daté du 10 juin 1912, en fac-similé dans le livre de Giroud, il écrit :

---

248. Robin, 1901, pp. 2-3.
249. Cité par Gabriel Giroud, 1937, p. 295.
250. Giroud, 1937, pp. 290-291.
251. Robin cité par Giroud, 1937, p. 291.

> « Ainsi que je l'ai souvent indiqué par écrit dans les notes post-morto et ailleurs, je désire que mon cadavre soit autopsié, disséqué à l'extrême, puis détruit sans aucune cérémonie, comme ceux des bêtes mortes de maladie, transformé en engrais chimique qui sera répandu sur les terres cultivées, les prairies, dans les forêts, de manière à être promptement absorbé dans le grand circulus végétal, et qu'il n'en reste aucun dépôt partiel quelconque, cendres ou autres conservé par dévotion envers la mort. Aucune cérémonie temporaire ou durable, tombeau, cimetière. »[252]

La biographie de Gabriel Giroud revient sur cet événement présenté de manière très factuelle comme une décision rationnelle, comme le dernier acte, lucide, d'un homme entièrement dévoué à la science. Ayant souhaité être autopsié par un médecin expérimenté, Robin rédige une note d'instructions à cet effet : « Que mon cadavre soit le plus tôt possible transporté à l'école pratique de médecine sans aucune cérémonie, dans un fourgon, autopsié et disséqué par les soins de M. le D^{r} D..., prosecteur d'anatomie, des photographies et des surmoulages divers exécutés et distribués aux intéressés. Je prie le D^{r} D... de conserver les ultimes débris de dissection sur de la terre granulée *sèche* sur un terrain où elle sera transformée le plus tôt possible en végétaux supérieurs et rentrera dans le circulus propre non putride. »[253] Cette dernière précision est d'ailleurs la seule concession qu'il envisage pour ceux qui voudraient disposer d'un lieu pour perpétuer son souvenir et il les enjoint, par une métaphore, à mettre l'engrais ainsi réalisé dans un trou pour y planter un arbre, considérant que « la généralisation de cette pratique serait un moyen efficace, et peu onéreux pour le budget, de reboiser les montagnes ravagées et dénudées par la surpopulation. »[254] Selon Giroud, François Vintéjoux, ancien camarade de l'École normale supérieure, avait reçu la visite de Robin le mois précédant son suicide. Celui-ci l'avait alors informé de son projet :

> « M. F. Vintéjoux, ancien professeur de mathématiques spéciales au Lycée saint Louis, raconte dans l'annuaire de l'Association amicale des anciens élèves de l'École normale supérieure, qu'en juillet 1912, son vieux camarade Paul Robin vint le voir et lui annonça « son intention de se tuer prochainement ». Le 31 août suivant, après avoir assisté tranquillement, quoique plus silencieusement qu'à l'habitude au déjeuner familial, Paul Robin se retira, vers neuf heures du matin, dans son cabinet de travail, prépara une dose de chlorhydrate de morphine qu'il fit dissoudre dans l'alcool. A onze heures il l'avala. Le poison, altéré sans doute, ne produisit que peu ou point d'effet. Il en prit une seconde dose et tenta de noter

252. Giroud, 1937, p. 289.
253. Giroud, 1937, p. 295 (c'est Giroud qui souligne).
254. Recommandations laissées par Paul Robin à sa famille et à ses amis, cité par Giroud, 1937, p. 294.

> les phases de l'empoisonnement : « Une certaine douleur de tête m'indique que le dose doit être suffisante … « Puis des mots illisibles, puis plus rien. […] Le 1er septembre, à neuf heures et demie du matin, il expira. »[255]

Contrairement à ses vœux, l'autopsie ne fut pas cependant pas réalisée et aucune des indications laissées par Robin concernant sa dépouille ne furent suivies. Après une courte cérémonie, suivie par une douzaine de parents et amis[256], le corps de Paul Robin fut incinéré. Une urne contenant ses cendres rejoignit le columbarium du Père-Lachaise et une plaque fut apposée. Mais, dans la conclusion de son livre rédigé vingt-cinq ans plus tard, Giroud écrit : « La plaque a disparu. Les cendres ont été jetées à l'ossuaire... »[257]

*

* *

En résumé, Robin fut sans doute un utopiste, mais chez lui l'utopie prend deux formes distinctes. Dans sa carrière, c'est la forme politique qui apparaît la première. Dès ses premières années de militantisme socialiste et libertaire, il fait référence à la société idéale qui pourrait résulter de l'action révolutionnaire. Accompagnant les mouvements sociaux majeurs de la seconde moitié du XIX^{e} siècle et accomplissant sa part de l'œuvre en participant à la première Internationale, il se concentre d'abord sur les questions pédagogiques. Il développe ainsi sa théorie de l'éducation intégrale, en attendant, non sans une certaine impatience, d'avoir la chance de la mettre en application. L'opportunité offerte par la direction de l'orphelinat Prévost, qui lui est confiée en 1880, lui laisse espérer que le moment de donner corps à son projet est arrivé. Mais l'utopie chez Paul Robin ne se borne pas à une volonté de transformation de la société, elle prend aussi la forme d'un projet de transformation de l'homme lui-même. Animé par un optimisme sincère, Robin semble en effet persuadé que seule la formation préalable d'un homme nouveau, unité de base de toute société organisée, peut conduire à une meilleure organisation sociale et au bonheur. Selon lui, tout projet politique est voué à l'échec s'il méconnaît ce principe. Cette certitude très forte explique, selon nous, l'intensité de l'investissement de Robin dans le

255. Giroud, 1937, p. 296.
256. Selon Giroud, une date erronée diffusée par la presse ne permit pas aux « centaines de personnes » qui désiraient suivre les obsèques d'y assister. Elles se présentèrent donc au cimetière le lendemain de la cérémonie. Giroud, 1937, p. 297.
257. Giroud, 1937, p. 297.

néomalthusianisme. Son approche se situe au confluent de la science et du politique, raison pour laquelle elle lui paraît susceptible de proposer une solution efficace. Selon Robin, si les solutions politiques qui ont été mises en œuvre jusqu'ici ont échoué à réaliser le bonheur de l'humanité, c'est parce qu'elles n'ont été que des solutions partielles, tout aussi incapables de faire preuve d'une cohérence d'ensemble que de distinguer les causes véritables sur lesquelles agir. Dans le cadre du projet néomalthusien, la science est au fondement du politique. Elle doit tout mettre en œuvre pour produire des individus autonomes, performants et heureux car on ne peut imaginer construire une collectivité heureuse si la totalité des êtres qui la composent ne le sont pas.

La personnalité forte de Robin — attestée par tous ceux qui l'ont connu, compagnons ou adversaires — est propre à susciter le rejet. Cela ne doit pas masquer sa contribution immense et son rôle décisif dans l'apparition et l'extension du mouvement en France et dans la forme qu'y prend le militantisme néomalthusien. Résumons les éléments fondamentaux de ce que le néomalthusianisme doit à Robin. Tout d'abord l'importation véritable de cette tendance rencontrée en Angleterre et la diffusion des textes fondateurs du courant anglais. Ensuite, l'impulsion particulière qui permet de dessiner un néomalthusianisme français, creuset d'influences multiples. Cette spécificité tient essentiellement au caractère éminemment politique et philosophique (plutôt que strictement économique) de l'approche néomalthusienne par Paul Robin. En France, le néomalthusianisme prend une forme radicalement révolutionnaire, il doit être l'âme d'une dynamique politique et ne sectorise pas son action en la limitant à la liberté de la maternité (ce qui est le cas du *birth control*). Cette liberté est une fin en soi pour les néomalthusiens anglais, elle n'est qu'un moyen pour Robin.

D'autre part, Robin a le souci permanent de doter le néomalthusianisme d'une architecture théorique. Les efforts intenses qu'il déploie pour y parvenir, en multipliant les interventions dans les instances, officielles ou non, de la science en train de se faire ou en diffusant des circulaires aux médecins, aux groupes politiques progressistes, sont autant de manifestations de sa conviction inébranlable. Ce faisant, il ne se limite pas aux sciences biomédicales, mais il élargit aux sciences humaines, notamment à la sociologie et à l'anthropologie alors en train de se structurer, une action qui se situe dans une perspective radicalement matérialiste et positiviste. Il souscrit à la définition comtienne de la sociologie comme « physique sociale », même s'il lui aurait sans doute préféré l'expression « physiologie sociale ». Son ancrage scientifique a une motivation principale : fédérer les esprits par une approche holiste des phénomènes humains dans la mesure où ceux-ci

peuvent être objets de science parce qu'ils sont quantifiables.

Cette action fédératrice capte effectivement l'attention de certains courants féministes. Elle séduit aussi des libertaires, une petite frange des socialistes, et certains libre-penseurs. En outre, même s'il déplore souvent que leur nombre soit insuffisant et leur conversion incomplète, Robin parvient à rallier certaines individualités politiques à sa cause. C'est le cas de Sébastien Faure (1858-1942), — d'abord critique à l'égard du néomalthusianisme notamment dans son livre *La Douleur universelle* — qui finit par adhérer aux idées néomalthusiennes en 1903 et participe ensuite à des conférences publiques, contradictoires ou non, en compagnie de Paul Robin[258]. Enfin, ses adresses régulières à la communauté médicale portent leurs fruits, comme nous allons le constater, puisque, progressivement, un certain nombre de médecins s'illustrent dans la propagande néomalthusienne, tant par leurs œuvres que par leurs actions militantes (conférences, articles dans les périodiques néomalthusiens, soutiens divers, etc.). Cette composante du mouvement est fondamentale pour la suite.

La perpétuation du courant néomalthusien en France doit donc beaucoup aux jalons posés par le grand initiateur que fut Robin. Dans une certaine mesure, il en a déterminé l'évolution, même si sa mort en 1912 ne lui a pas permis d'être le témoin de certaines modifications. Ainsi, il n'a pas connu l'accroissement de l'investissement des médecins et le développement des perspectives hygiénistes et eugénistes qui, par certains de ses aspects, correspond à ce qu'il aurait vraisemblablement souhaité. L'eugénisme, en particulier, va connaître, l'année même de la mort de Robin, un essor nouveau avec le I^{er} congrès international eugénique de Londres qui se tient en juillet 1912. Peu de temps après, en décembre 1912, la Société française d'eugénique est fondée.

Toutefois, le néomalthusianisme en France, s'il doit beaucoup à Paul Robin, ne se limite évidemment pas à sa seule personne. L'essentiel de l'activité du mouvement, et de son écho, notamment après 1905, est le fait de militants plus jeunes dont il convient de cerner le rôle. Comment se structure le mouvement à partir du moment où Paul Robin se met en retrait ? Connaît-il des évolutions dans sa forme et dans son discours ? Quels en sont les acteurs ? Nous nous proposons une étude en deux temps dans laquelle nous traiterons successivement des militants néomalthusiens qui prennent en charge la propagande et l'action politique, puis des médecins qui s'engagent dans le néomalthusianisme jusqu'à en devenir une composante tout à fait indispensable.

---

258. Voir sur ce point J. Humbert, 1947, pp. 53-59.

Chapitre 3

Premiers acteurs du néomalthusianisme en France

1- Les militants

La perpétuation de l'action de Paul Robin incombe tout d'abord à un certain nombre de ses proches et de ses compagnons de lutte, généralement issus de mouvements anarchistes et/ou féministes. Il faut cependant souligner que, même chez les anarchistes, la sympathie pour les solutions malthusiennes est toute relative et que les anarchistes néomalthusiens ne sont qu'une frange très réduite de ce courant. Les nombreuses polémiques et discussion contradictoires avec les anarchistes Elie Reclus (1827-1904), Elisée Reclus (1830-1905) et Kropotkine (1842-1921) en témoignent. Selon Giroud, Robin a très tôt noué des liens avec ces militants de premier plan et, s'il partage leur individualisme et leurs idées libertaires, il ne parvient pas pour autant d'emblée à les convaincre de la pertinence des idées néomalthusiennes :

> « Dès 1877, [...] il se rend au Congrès de Saint-Imier dans l'intention de gagner à l'idée nouvelle ses amis les leaders du communisme libertaire, James Guillaume et Pierre Kropotkine, et de les entraîner à une action publique. Ce fut en vain. Il n'eut pas plus de succès auprès d'Élie et d'Élisée Reclus. Et quand sa propagande s'affirma, elle choqua la mentalité chrétienne de ses amis. A ce point que leurs relations très suivies auparavant finirent par s'espacer et s'éteindre. »[259]

Si l'on en croit Giroud, c'est l'accentuation de la propagande néomalthusienne de Robin qui est à l'origine de la rupture entre des communistes libertaires et les néomalthusiens, leurs relations s'établissant ensuite sur le mode du contentieux. James Guillaume (1844-1916), historien et militant libertaire suisse, considère même que le néomalthusianisme est une « toquade » qui « ridiculise la cause de l'émancipation du travail »[260]. Et si Robin conserve des relations amicales avec Kropotkine, ce dernier ne cesse de lui reprocher d'entraver la révolution et, parallèlement, critique l'importance

---

259. Giroud, 1937, p. 202. A Saint-Imier (Suisse), se tient chaque année, 1872 à 1877, le congrès de la fédération anarchiste jurassienne, qui réunit les libertaires exclus de la Première Internationale par les socialistes marxistes.
260. Cité par Giroud, 1937, p. 202.

donnée au facteur démographique dans la question sociale par les néomalthusiens[261].

Qu'ils soient issus d'un milieu très modeste, de ce prolétariat dont ils n'espèrent pas grand-chose sur un plan révolutionnaire, ou de la moyenne bourgeoisie ; qu'ils soient hommes ou femmes, activistes militants ou intellectuels, les némalthusiens parviennent à se retrouver sur les mêmes principes théoriques et sur les mêmes règles d'action. Les différences entre eux relèvent de la nuance, ou bien d'un investissement plus ou moins intense dans telle ou telle forme particulière d'action. Par delà leur apparente diversité, se dessine une cohérence intellectuelle qui les constitue en tant que groupe. Mais il s'agit d'une communauté sans ancrage politique fixe, entretenant des liens parfois conflictuels avec les courants ou des partis qui partagent certaines de leurs analyses sociales. Cependant, seuls des individus épars — issus des courants libertaires, communistes, socialistes et républicains — leur consacreront une attention bienveillante.

Notre but ici n'est pas de proposer un recensement exhaustif de l'ensemble des militants néomalthusiens, tâche d'ailleurs impossible à réaliser, mais de mettre en lumière le rôle joué par des militants particulièrement importants et représentatifs du mouvement. Celles et ceux dont nous allons étudier l'œuvre et l'action donnent une idée assez juste de la typologie des acteurs du néomalthusianisme. Nous espérons, au moyen de ce travail, contribuer à rendre plus lisible la matrice théorique du mouvement.

Gabriel Giroud / G. Hardy

Parmi les militants de la première heure, on trouve d'abord des membres de « la famille Robin ». Par cette expression nous désignons des personnes qui ont eu des relations directes avec lui, qui ont souvent apprécié l'homme, ses idées et son action. Le terme « famille » était du reste fréquemment utilisé par Robin lui-même pour désigner une organisation collective excluant les rapports de sujétion hiérarchique et désignant une communauté dynamique et solidaire, soudée par des sentiments que seule une autonomie individuelle réalisée (intellectuelle, pratique et morale) peut permettre. A ce titre, Gabriel Giroud (1870-1945), ancien élève de l'orphelinat de Cempuis, gendre de Paul Robin, est sans doute le premier de ses fidèles. C'est d'ailleurs en tant que « légataire de Paul Robin » que Jeanne Humbert présente Gabriel Giroud dans la brochure qu'elle lui consacre et qui

261. Voir Giroud, 1937, pp. 202-206.

est intitulée *Gabriel Giroud. Disciple et continuateur de Paul Robin* (1948).

Gabriel Giroud naît à Lyon le 29 août 1870, sa famille s'installe à Paris peu de temps après sa naissance. Il est orphelin de père en 1877 et sa mère, ne pouvant subvenir seule aux besoins de la famille, se sépare de Gabriel et de son jeune frère qui sont admis à l'orphelinat Prévost de Cempuis. L'établissement est alors dirigé par la mère de Ferdinand Buisson. Giroud y bénéficie, à partir de 1881 et jusqu'en 1887, de l'enseignement et des méthodes de Robin. Il obtient son Brevet élémentaire après avoir suivi le cours complémentaire à Cempuis en 1887, puis intègre l'École normale d'Auteuil par concours et devient instituteur en 1891. C'est pendant ses années d'étude qu'il contracte successivement une pleurésie et la fièvre typhoïde. Il se remettra difficilement de ces atteintes et souffrira, toute sa vie durant, d'une santé fragile, de problèmes respiratoires, rénaux et cardiaques. En 1892, il revient à Cempuis comme enseignant chargé du cours complémentaire. Un an plus tard, il épouse Lucie, fille de Paul Robin, également enseignante à Cempuis. Il travaille à l'orphelinat jusqu'au renvoi de Robin, en 1894, date à laquelle il rejoint Paris pour y exercer sa fonction d'enseignant jusqu'en 1930 (année de sa retraite), dans les écoles du XX^{e} arrondissement.

Giroud est l'exemple même de la réussite du projet de l'orphelinat Prévost. Issu d'un milieu extrêmement modeste, placé par une mère sans ressources, il parvient à améliorer sa situation sociale. C'est également l'un des théoriciens du mouvement. Giroud est un homme instruit, très épris de culture scientifique. Il est toujours soucieux d'appuyer les arguments de sa propagande sur des données chiffrées, ce qui le conduit à améliorer sa maîtrise des outils statistiques et à acquérir des notions d'économie. Il alimente les périodiques du mouvement de nombreux articles et analyses. Il participe à *Régénération* (premier périodique du mouvement), de 1896 à 1908, puis à *Génération Consciente*, de 1908 à 1914. C'est également lui qui, après la Première Guerre mondiale, s'efforce de faire renaître un périodique pour le mouvement alors que le journal *Génération Consciente* a été interrompu par la guerre. De 1916 à 1920, il dirige ainsi quatre périodiques qui sont tous interdits, l'un à la suite de l'autre, par décision de justice. Il participe enfin à *La Grande Réforme*, périodique qui voit le jour en mai 1931. Lecteur assidu et minutieux des sources habituelles du mouvement, qu'il s'agisse des œuvres des néomalthusiens anglo-saxons ou bien d'ouvrages scientifiques, économiques, philosophiques et politiques, il en rédige des comptes rendus. Parallèlement, il cultive certaines relations politiques — il est relativement proche de Ferdinand Buisson — parce qu'il perçoit la nécessité d'avoir des appuis institutionnels pour faire face aux attaques et aux poursuites pénales dont sont

victimes les néomalthusiens. C'est un homme de réflexion plutôt que d'éloquence, beaucoup plus discret que ne le fut Robin, et qui intervient relativement peu dans les conférences publiques. Il est l'auteur de quelques œuvres majeures qui font figure d'outils théoriques et pratiques pour le mouvement. Ces livres sont, la plupart du temps, écrits sous le pseudonyme de G. Hardy, son statut de fonctionnaire en activité l'exposant sans doute plus que d'autres aux poursuites pénales.

Outre ses nombreux articles, il rédige des monographies, comme *Population et subsistances, essai d'arithmétique économique* (1904) ou *L'Avortement, sa nécessité, ses procédés, ses dangers* (1914) et des brochures telles que *La loi de Malthus* (1909), *Malthus et ses disciples* (1912), *Moyens d'éviter la grossesse* (1912) ou encore un *Essai sur la vasectomie* (1913). Il fait également œuvre d'historien du courant auquel il participe en consacrant des ouvrages à l'éducation intégrale, et à Paul Robin en particulier, tels que *Cempuis, Éducation intégrale, co-éducation des sexes* (1900), *Observations sur le développement de l'enfant* (1902). Le travail de synthèse qu'il conduit fait de lui une figure absolument essentielle au mouvement. Giroud a un esprit curieux, toujours à l'affût de la nouveauté, et, comme le confirme le témoignage de Jeanne Humbert[262], il travaille sans relâche à consolider les fondations scientifiques du néomalthusianisme français. On peut diviser en trois catégories les domaines dans lesquels il développe son expertise. Tout d'abord, ses écrits sur l'éducation ; ensuite ceux sur l'économie, la politique et les sciences sociales, ensemble au sein duquel on retrouve de nombreux éclairages sur Malthus, la réponse à des controverses, et des éléments de justification économique des théories malthusiennes. Enfin, la dernière catégorie, néomalthusienne au sens premier du terme, s'attache à la diffusion de connaissances et de moyens techniques afin d'éviter la grossesse (procédés anticonceptionnels, notions d'anatomie humaine, de physiologie de la fécondation et de la procréation, avortement). Ce sont les ouvrages appartenant à cette dernière catégorie qui sont publiés sous le pseudonyme de « G. Hardy ». Pour être exhaustif, il faut ajouter à cette somme la biographie consacrée à Robin, *Paul Robin, sa vie, ses idées, son* action (1937), dernière œuvre de Giroud, publiée pour le centenaire de la naissance du « père fondateur ».

Dans la première catégorie on trouve tout d'abord une étude, en forme de bilan et d'hommage, sur l'expérience de l'orphelinat Prévost (*Cempuis, Éducation intégrale, co-*

262. Voir J. Humbert 1947 et J. Humbert 1948.

éducation des sexes), publiée chez Reinwald[263] en 1900, soit quatre ans à peine après la destitution de Robin. En tant qu'ancien élève de l'établissement, qui a connu « l'avant » et « l'après Robin », mais également en tant qu'enseignant de l'orphelinat de 1892 à 1894, son témoignage est riche. De nombreux éléments en seront repris dans la biographie de 1937. On trouve aussi dans cette rubrique, une publication de 1902, *Observations sur le développement de l'enfant, petit guide d'anthropométrie familiale et scolaire*, qui est une application des mesures anthropométriques de suivi des pensionnaires (avec utilisation d'une fiche à compléter) en usage à Cempuis. L'ouvrage est préfacé par le physicien et chimiste Émile Duclaux[264] (1840-1904), directeur de l'institut Pasteur de 1895 à 1904, qui vante les mérites des conseils prodigués par l'ouvrage de Giroud sur le plan de l'hygiène sociale, un de ses thèmes de prédilection. Toute proportion gardée, la carrière de Duclaux n'est pas sans points communs avec celle de Robin : il n'est que de trois ans son cadet et, tout comme lui, a été formé à l'École normale supérieure et a étudié sous la tutelle de Pasteur. On peut supposer que c'est cette proximité avec Pasteur qui le conduit à accorder une place centrale à la microbiologie et aux questions hygiénistes. Par ailleurs, Duclaux est à la fois un scientifique reconnu par la communauté savante et un homme politiquement engagé. Animé de principes humanistes — il participe de manière bénévole à des campagnes de vaccination dès les années 1880 alors qu'il est un savant reconnu[265] — son engagement reflète d'évidentes similitudes avec ceux de nombreux néomalthusiens. En outre, dès la fin des années 1890, il est dreyfusard, considérant qu'il n'y a pas d'incompatibilité entre l'engagement politique et éthique et la carrière scientifique[266]. Le fait qu'un savant de premier plan apporte sa caution à l'ouvrage de Gabriel Giroud montre que le travail de légitimation scientifique entrepris par les néomalthusiens avait un certain écho dans la communauté scientifique.

Dans la seconde catégorie, on trouve cinq ouvrages. En 1904, c'est *Population et subsistances, essai d'arithmétique économique* qui paraît chez Reinwald. Selon Robin, il s'agissait d' « un assez gros manuscrit rempli de chiffres, résultats de fort longues

263. C. Reinwald, membre de la la Société d'anthropologie de Paris à partir de 1876, éditait régulièrement les ouvrages des matérialistes de la Société d'anthropologie de Paris. En 1904, Robin, en séance à la Société, avait présenté et commenté la parution de l'ouvrage de Giroud, *Population et subsistances*, en en recommandant la lecture et en vantant l'esprit scientifique et rigoureux de la publication. Voir Robin, 1904, pp. 76-79.
264. Emile Duclaux est, par ailleurs, l'un des membres fondateurs de la Ligue des Droits de l'Homme, tout comme Justin Sicard de Plauzoles.
265. Voir Moissinac, 2015, p. 187.
266. Voir Moissinac, 2015, pp. 185-212.

recherches, résumé intelligent de tous les renseignements possibles que l'on a pu trouver à la Bibliothèque Nationale »[267]. De fait, Giroud y procède à une recension et à une analyse des chiffres de la production agricole « des principales contrées civilisées ». Leur étude aboutit à une conclusion qui est que, dans les meilleures conditions de production, la terre ne peut pas nourrir de manière satisfaisante plus des deux tiers de sa population. Les hommes ne disposant donc que de « deux parts pour trois », même une répartition égalitaire des ressources existantes ne pourrait fournir à chacun ce dont il a impérativement besoin pour vivre bien. Du point de vue de la collecte des données quantitatives, l'ouvrage est rigoureux. Il est d'ailleurs souvent cité — y compris par des auteurs non néomalthusiens —, pour la synthèse qu'il propose. En 1909, cette réflexion sur la question démographique est complétée par *La loi de Malthus*, brochure de 64 pages à vocation pédagogique, portant sur les principes de base du malthusianisme. C'est la première œuvre de théorie malthusienne publiée par Giroud. En 1910, c'est une intéressante controverse avec le chimiste Alfred Naquet (1834-1916), intitulée *Néo-malthusisme et socialisme*, qui est publiée aux Éditions de *Génération Consciente* (devenu le périodique du mouvement en décembre 1908). Divisé en deux parties d'égale importance, l'ouvrage s'ouvre sur une critique du néomalthusianisme par Alfred Naquet. Récemment converti au socialisme, mais sensible aux arguments des néomalthusiens, Naquet critique ces derniers pour avoir substitué un principe unique d'action à l'idéal révolutionnaire et pour chercher à imposer une solution simpliste à des situations complexes. En effet, selon lui, tous les pays ne souffrent pas d'un excédent de population. Sur un plan humain, il reconnaît cependant que le néomalthusianisme se justifie dans certains cas et que les pouvoirs conservateurs et inégalitaires profitent effectivement des naissances nombreuses au sein du prolétariat. En outre, il interprète le néomalthusianisme comme étant l'une des expressions (parmi d'autres) de l'individualisme destructeur de la société et considère que des motifs égoïstes, tels que celui de la revendication du bonheur individuel, sont l'obstacle principal à une bonne socialisation. En conséquence, Naquet reproche aux néomalthusiens de manquer de bon sens car il faudrait d'abord réformer la société, et les consciences, avant de diffuser les idées néomalthusiennes, faute de quoi on ne peut espérer aucun résultat positif :

> « Le malthusianisme, écrit-il, s'il n'était pas précédé d'une transformation préalable de la société, soulèverait donc de très fortes objections. Et cependant la loi exposée par Malthus et par ses disciples, est vraie. […] Malthus en a fait la

267. Robin, 1904, p. 77.

> preuve que personne n'a ébranlée. D'ailleurs, cette preuve ne fût-elle pas faite, le défaut de proportionnalité signalé par Malthus entre les lois qui règlent l'accroissement de la population et des subsistances n'existât-il pas dans la réalité, le problème ne serait pas résolu pour cela. Une limitation du nombre des habitants de notre globe s'imposerait quand même, car, sa superficie n'étant pas illimitée, sa population ne peut croître indéfiniment. »[268]

Si, à l'époque, Alfred Naquet demeure socialiste avant tout, on observe bien qu'il est sensible à la tonalité scientifique du discours néomalthusien et à la rationalité intrinsèque du constat malthusien originel. Mais la solution préconisée reste selon lui « simpliste » et les néomalthusiens n'en perçoivent pas toutes les conséquences. Si l'on suppose qu'elle peut effectivement être appliquée à l'échelle d'une nation, ce qui est loin d'être établi, cette solution provoquerait un déficit démographique qui inciterait les nations voisines soit à émigrer, annulant ainsi les effets des mesures malthusiennes, soit à envahir une nation concurrente plus riche et moins bien défendue. De ce fait, loin de réaliser, comme il le prétend pourtant, le plus grand bonheur possible pour le plus grand nombre possible, le néomalthusianisme contribuerait à la mise en place d'une situation de menace et de précarité constantes, bien éloignée de l'objectif du bonheur pour tous. Selon Naquet, les mesures néomalthusiennes ne peuvent que déboucher que sur une « invasion pacifique » (immigration massive) ou une « invasion armée » (conquête). La thématique de la menace que constituent les nations concurrentes n'est donc visiblement pas l'apanage des conservateurs. Naquet remarque en outre que, dans le monde, il y a infiniment plus de « surpopulateurs » que de partisans des pratiques anticonceptionnelles, et que ces dernières restent entachées d'un préjugé moral négatif qui explique en partie leur caractère clandestin. Dans ces conditions, on ne peut envisager une action politique d'ampleur ouvertement néomalthusienne. Le texte se conclut sur la nécessité, pour le socialisme, d'intégrer les éléments incontestables des lois de Malthus, en affirmant la prééminence d'une solution politique classique, réformiste ou révolutionnaire, sur toute prétention excessive des néomalthusiens. Certains de ces arguments soulignent ce que Naquet considère comme étant des contradictions du néomalthusianisme :

> « Les néo-malthusiens sont impuissants tant qu'ils se heurtent à la volonté d'une bourgeoisie intéressée à les combattre ; les socialistes sont incapables de leur côté de faire œuvre durable s'ils se refusent à envisager la grande loi de Malthus. Le socialisme doit être le précurseur bien plus que le successeur du malthusianisme. Lorsqu'il aura fait tomber les frontières qui délimitent les

268. Naquet, 1910, p. 6.

> nations, comme celles qui délimitent les différentes couches sociales ; lorsqu'il aura converti le genre humain tout entier en une grande fédération fraternelle de travailleurs associés, il aura par cela même rendu toutes les armées inutiles : aussi bien les armées proprement dites que ce que Karl Marx a appelé *l'armée de réserve du capital*. […] Le jour où les disciples de Malthus se borneront à l'enseignement scientifique des vérités découvertes par ce grand penseur, et où ils feront de cet enseignement un point d'appui pour le socialisme au lieu de l'opposer à ce dernier, ils désarmeront bien des hostilités qui les paralysent et empêchent leur campagne de produire les heureux effets que, mieux comprise, elle déterminerait sur la mentalité publique. »[269]

La réponse de Gabriel Giroud, intitulée « Le néomalthusianisme prépare le socialisme », prend l'argumentation de Naquet à rebours. Le point de vue qu'il développe traduit l'origine libertaire du néomalthusianisme : il faut considérer l'individu et non la généralité parce que c'est du bonheur individuel réalisé que dépend le bonheur collectif, et non le contraire. Le néomalthusianisme considère qu'il faut préparer les mentalités, en s'adressant aux individus, avant de prétendre réorganiser la société. Et, pour Giroud, la « cause initiale de la mauvaise organisation sociale réside dans l'imprévoyance sexuelle. »[270] Cette idée de « cause initiale » est liée à l'instinct sexuel, une tendance qui conduit les hommes — et ce depuis l'origine de l'humanité — à procréer un plus grand nombre d'êtres que ce que la production agricole peut nourrir. Cette cause met en relief l'inutilité des révoltes et des révolutions, parce que l'iniquité en est l'effet nécessaire et rend obligatoire le recours aux chefs, qui finissent toujours par détourner le pouvoir à leur profit. Les mesures socialistes pour réformer la société sont inefficaces et sont elle-mêmes affectées de contradictions. Jamais le socialisme ne pourra résorber « l'armée de réserve du capital » s'il ne s'attaque pas à sa cause véritable. Tant que les prolétaires ne changent pas leurs pratiques, ils sont, de fait, les « complices du capital », car la surpopulation qui entretient les inégalités, qui génère le manque et la misère, « n'est pas d'origine capitaliste mais bien d'origine sexuelle et prolétarienne. » La solution socialiste est donc inefficace (elle n'émancipe pas les hommes) ; elle est même nuisible, parce qu'en ne réglant pas le problème à la source, elle contribue à l'apparition de « dégénérés, tarés de toutes sortes, incapables de pensée et d'action, inéducables. »[271]

Le jugement des néomalthusiens sur les masses populaires n'a rien de compassionnel. Ils n'attendent, ni n'espèrent, aucune action décisive d'un prolétariat parce

---

269. A. Naquet, 1910, pp. 14-15 (c'est Naquet qui souligne).
270. Giroud, 1910, p. 20.
271. Giroud, 1910, p. 22.

qu'ils considèrent que celui-ci, faute de lucidité et d'intelligence, est incapable d'agir avec bon sens. Il est impossible d'éduquer indistinctement les masses, comme cherche à le faire le socialisme, on ne peut s'adresser qu'à des individus. Le socialisme ne propose aucune solution pour mettre un terme au processus de « dégénérescence » ou pour « l'amélioration de l'espèce ». Cette suite d'arguments permet de mettre en relief le pessimisme inhérent au constat néomalthusien. Aucune autre solution n'est viable en dehors de la restriction volontaire des naissances car il est « impossible de hausser les salaires, impossible de diminuer les horaires de travail, d'augmenter les heures de loisir, impossible d'élever, d'instruire, d'émanciper la plèbe lorsqu'elle se multiplie inconsciemment. »[272] En conséquence, il faut cesser de caricaturer le néomalthusianisme et l'intégrer comme un élément a priori de toute démarche politique révolutionnaire.

> « Les néomalthusiens, assure Giroud, ne sont pas des dépeupleurs systématiques, mais bien des peupleurs, et même, dans certains cas, des repeupleurs méthodiques, scientifiques, comptant avec la douleur humaine. Nous voulons mieux peupler ; c'est parce que jusqu'alors on a mal peuplé, dans l'ignorance et l'inconscience, que nous devons engager aujourd'hui le prolétariat à se dépeupler. »[273]

Giroud admet que la tâche n'est pas aisée et que des questions subsistent, notamment celle qui vise à savoir qui va déterminer le nombre des enfants à naître dans une communauté donnée, et comment on va répartir la « besogne d'enfantement » entre les femmes. A la difficulté soulevée par Naquet qui dénonce l'efficacité illusoire d'une action néomalthusienne limitée à l'échelle nationale (génératrice probable de flux migratoires), Giroud répond que, précisément, le néomalthusianisme ne conçoit son action que de manière internationale, ce dont attestent à l'époque les multiples tentatives pour coordonner les actions, améliorer les échanges et les retours d'expérience au niveau européen, et même à l'échelle mondiale.

Dans le domaine de l'économie, de la politique et des sciences sociales, Giroud fera paraître en 1912, aux Éditions de *Génération Consciente*, *Malthus et ses disciples*, un opuscule concis qui inscrit le néomalthusianisme français dans une perspective historique et qui montre son extension internationale. Le but est de convaincre que la cause n'est pas le fait de quelques illuminés mais qu'elle peut être soutenue par des gens sérieux,

---

272. A. Naquet, 1910, p. 23-24.
273. A. Naquet, 1910, p. 29.

travaillant de longue date dans ce domaine. De ce point de vue, Giroud a fait beaucoup pour la constitution et la prise de conscience d'un héritage et d'une « culture » néomalthusienne. A partir de la Première guerre mondiale, Giroud publie très peu, pour des raisons compréhensibles, et, à partir de 1920, la propagande néomalthusienne étant interdite, il est contraint au silence. En 1935, il publie un dernier écrit à dimension économique et sociale, *Avons-nous trop de tout ? Abrégé d'un essai sur l'abondance*, où il revient, une dernière fois, sur le ratio existant entre capacités de production et besoins de la population et sur l'adaptation de la production aux besoins réels des individus.

La troisième catégorie d'ouvrages dans laquelle s'illustre Giroud, celle pour laquelle il n'utilisa jamais son nom véritable mais seulement le pseudonyme de G. Hardy, est certainement la plus représentative de son action. Il s'agit de la promotion des connaissances, des techniques et des dispositifs contraceptifs, et de la question de l'avortement. En 1908, il publie à compte d'auteur un petit manuel d'une centaine de pages, *Moyens d'éviter la grossesse,* réédité en 1912 aux Éditions Néo-Malthusiennes. Le livre est composé d'une courte préface abordant les oppositions au néomalthusianisme, d'une introduction résumant de manière synthétique, mais très efficace, la question malthusienne, et de trois parties intitulées : « Notions sur la génération », « Moyens d'éviter la grossesse » et « Opinions sur la question sexuelle ». Cet ouvrage constitue l'outil indispensable du militant néomalthusien. A en croire le témoignage de Jeanne Humbert, cette brochure se vendait très bien, et pas uniquement dans les milieux les plus favorables aux néomalthusiens :

> « la brochure fut vite connue, demandée, lue et commentée. Il y en eut de nombreuses rééditions et des traductions en anglais, en allemand, en espagnol. […] Justifier le droit à l'amour stérile, donner aux couples la connaissance des méthodes eugénistes, leur décrire les moyens propres à limiter leur progéniture ne fut pas du goût de tout le monde. Mais il y eut d'innombrables lecteurs qui, tout en n'étant pas néo-malthusiens, et même, en étant tout le contraire, se trouvaient fort bien de profiter des enseignements contenus dans l'ouvrage. »[274]

La première et la deuxième partie sont les plus importantes puisqu’elles abordent respectivement les connaissances physiologiques indispensables à la compréhension des mécanismes de la fécondation et de la procréation et les moyens d'éviter cette procréation, sans avoir à renoncer à une sexualité active. L'intérêt suscité par ce petit livre est sans

274. J. Humbert, 1948, p. 13.

doute imputable au fait que ce type d'information n'est que difficilement, accessible à l'époque, a fortiori lorsqu'elle s'appuie sur des figures précises, lisibles, en diffusant des notions d'anatomie auxquelles le public non savant n'avait généralement pas accès. Il va de soi que l'éducation sexuelle ne fait pas du tout partie des programmes scolaires de cette période, dans l'enseignement primaire comme dans le secondaire. L'initiation proposée par ce manuel, autant qu'on puisse en juger par les procès-verbaux de police qui se trouvent aux Archives Nationales[275], était unique à l'époque et semble avoir donné lieu à de multiples plaintes.

La préface de l'édition de 1912 se félicite d'avoir inclus dans la nouvelle édition de cet ouvrage la description d'un procédé révolutionnaire de stérilisation impliquant la collaboration du corps médical : la vasectomie. Cette notion étant absente des éditions de 1908 et de 1909, et les néomalthusiens étant tout particulièrement attentifs à l'innovation en ce domaine, on peut en déduire que c'est entre-temps que cette technique a été mise au point. La préface fait aussi état des poursuites pour « outrage aux bonnes mœurs » et caractère pornographique dont les précédentes éditions des *Moyens d'éviter la grossesse* ont fait les frais, notamment de la part du sénateur Bérenger[276]. Le sénateur René Bérenger (1830-1915), à l'initiative duquel est créée en 1894 la Société de protestation contre la licence des rues, ou Ligue contre la licence des rues, est un adversaire acharné du néomalthusianisme. Profitant de l'apparition de ligues de moralité, il est l'artisan de l'amalgame qui est fait entre éducation sexuelle et pornographie qui permettra de poursuivre les militants néomalthusiens pour atteinte aux bonnes mœurs.

L'introduction, quant à elle, est une synthèse organisée des principaux arguments du néomalthusianisme. Le propos est structuré comme une suite logique dont le point de départ est un ensemble « d'axiomes ». Le premier pose que « la femme doit être maîtresse de son corps » et la conséquence nécessaire de cet axiome, c'est qu'elle soit « maîtresse de sa fonction génitrice »[277]. Ces « évidences » étant posées, Giroud convoque l'étymologie latine du mot « prolétaire » (du latin *proles*, la lignée) en indiquant, à juste titre, que cette dénomination se réfère aux plus basses classes sociales dont les enfants sont la seule richesse. Ce détour permet de poser comme évident le lien existant entre progéniture et misère, en évoquant au passage ce « cercle vicieux », antienne des néomalthusiens. Leur particularité consiste toutefois à poser que c'est la progéniture (et non la misère elle-même)

---

275. AN/F7/13955, malthusianisme, 1907-1925.
276. Voir Le Naour, 2003, pp. 386-387. Voir également J. Humbert, 1947, pp. 84-85 et 90-92.
277. G. Hardy (b), 1912, p. 9.

qui est la cause initiale. Résumons ce « cercle vicieux » : il est impossible au prolétaire d'accroître son salaire en proportion des bouches à nourrir (le *principle of population* malthusien est donc valable pour le microcosme comme pour le macrocosme), il est tout de même contraint de travailler plus, la mère doit elle aussi travailler et, de ce fait, le logement devient « taudis ». Le défaut d'hygiène affecte l'ensemble de la famille, le défaut d'espace contraint à passer du temps dans la rue. Le père, exténué et n'ayant aucun réconfort au taudis, passe du temps au cabaret, l'alcoolisme qu'il développe, presque inévitablement, engendre le chômage qui accroît encore l'ampleur du processus de dégradation. Le manque de tout, le milieu défavorable en tous points déterminent la mauvaise condition (physique, intellectuelle et morale) des membres de la famille. Cette dégradation détruit tout espoir d'amélioration car « sans force, sans talent, sans instruction, ils sont voués d'avance, et sans répit, aux plus basses besognes… à la prison, peut-être, au bagne ou à la prostitution. Ce n'aurait pas été un crime, je pense, que de leur épargner la douleur de vivre en les empêchant de naître ».[278] Si l'on en croit Giroud, certaines vies ne méritent donc pas d'être vécues. Afin de déterminer lesquelles, il pose un critère d'ordre quantitatif : si la douleur éprouvée dans une vie dépasse de beaucoup le plaisir, alors il est rationnel et raisonnable de considérer que cette vie n'aurait pas dû voir le jour. L'inspiration de cette thèse est manifestement utilitariste ; sa constance dans le discours néomalthusien est pourtant très remarquable. On pourrait cependant considérer que cette évaluation d'un ratio entre plaisir et douleur est difficilement quantifiable, a fortiori lorsqu'il s'agit d'évaluer la vie d'autrui. Elle étonne donc parce que les néomalthusiens aiment à rehausser leur propos au moyen de la force que confère une loi scientifique s'appuyant sur des faits d'expérience. Il est évident que le manque des ressources essentielles à la vie même peut être objectivement constaté dans le prolétariat. Mais peut-on pour autant conclure que la souffrance individuelle, au-delà d'un certain degré dont la quantification objective reste floue, ôte toute valeur à la vie elle-même ? Cette position théorique alimentera les objections de certains opposants aux néomalthusianisme.

Les néomalthusiens étaient également critiqués pour le peu de cas qu'ils faisaient des valeurs traditionnelles, accusés de vouloir détruire l'unité fondatrice que constitue la famille. A cette critique, ils répondent que, tout au contraire, ils défendent la seule famille dans laquelle les liens sont librement consentis, non aliénants et solidaires : « Lorsque les couples sauront proportionner leur progéniture à leurs ressources, écrit Giroud, le foyer

278. G. Hardy (b), 1912, pp. 12-13.

familial pourra réellement exister, clair et gai, large et sain, paisible et heureux. Seulement alors l'aisance s'y installera, les enfants s'élèveront dans la joie et la santé, une éducation soignée et prolongée permettra d'en faire les pionniers d'une société meilleure »[279]. Cette notion de famille, entendue comme groupe uni par des sentiments solidaires et amicaux, d'où toute hiérarchie est proscrite, est une récurrence du discours néomalthusien. Or un tel groupe ne peut voir le jour si les conditions sociales de son apparition ne sont pas présentes. La tâche que s'assignent les néomalthusiens, selon Giroud, consiste à faire en sorte que les conditions matérielles, économiques et humaines soient réunies pour que cette famille nouvelle puisse advenir. Chacun doit disposer d'un espace et de ressources essentielles en quantité suffisante pour atteindre un bonheur et une satisfaction qui est la condition *sine qua non* pour tisser des relations sociales intersubjectives saines. Le néomalthusianisme est, pour Giroud, la seule manière d'éradiquer la prédation (directe ou indirecte) comme mode du rapport social.

Enfin, l'introduction répond aux accusations dont le néomalthusianisme est régulièrement l'objet. Aux militants socialistes qui les accusent de vouloir affaiblir les rangs du prolétariat en diminuant son importance, les néomalthusiens répondent que « les bras qui s'offrent avilissent les salaires ; les bras qu'on sollicite exigent de hauts salaires » et, en conséquence, qu' « en se multipliant les travailleurs se font à eux-mêmes une désastreuse concurrence. » Et plus loin, Giroud ajoute : « Dans les conflits sociaux les prolétaires sont vaincus d'avance, et par eux-mêmes, par leur nombre, par leur prolificité ».[280] Aux patriotes, qui considèrent que la propagande néomalthusienne est un danger pour la nation, une menace pour le bien commun, les néomalthusiens répondent que si la patrie est le moyen du bonheur collectif, alors il est évident que les prolétaires n'ont pas de patrie car ils ne sont que les « instruments du bonheur » d'une minorité. Partant, ils n'ont aucune raison valable de défendre ce qu'ils ne possèdent pas. De plus, ils ne produisent, du fait de la misère, que des êtres faibles sur tous les plans, incapables de défendre efficacement quoi que ce soit. « Pour les œuvres de paix, la qualité prime la quantité. Pour celles de la guerre, l'avantage n'est pas aux multitudes. Des combattants en moindre nombre, connaissant bien le maniement des engins perfectionnés, conduits par une conviction raisonnée et intéressée, sachant ce qu'ils défendent et pourquoi, et contre qui, sont autrement redoutables qu'un immense troupeau d'inconscients, même

279. G. Hardy (b), 1912, pp. 13-14.
280. G. Hardy (b), 1912, pp. 14-15.

disciplinés. »[281] Ce propos argumenté paraît un peu en décalage avec les considérations antimilitaristes et pacifistes qui sont un trait caractéristique des néomalthusiens. Il faut ici en conclure, soit que Giroud lui-même était plus nuancé que ses camarades de lutte sur cette question, ce qui n'est pas impossible[282], soit que *Les moyens d'éviter la grossesse*, ouvrage de propagande destiné au public non-initié, ménageait sur certains points le patriotisme sincère d'une partie de la population dont il ne voulait pas faire un obstacle a priori. Le texte semble confirmer cela, mais ne se prive pas d'une certaine ironie en raillant les comportements d'une partie de la classe dirigeante :

> « Le néo-malthusianisme est la doctrine patriotique par excellence (1). Il n'y a point, par surcroît, de doctrine plus humaine : propagée par le monde, elle crée les nations heureuses, les patries habitables, elle installe dans l'univers l'aisance et la paix.
> (1) Il est fort remarquable que les repopulateurs les plus enragés et les patriotes les plus farouches comptent sur les enfants des autres pour repeupler la France et fournir des soldats à leur patrie. Ni M. Barrès, ni M. Déroulède, ni M. Deschanel entre autres n'ont donné l'exemple d'une prolification nombreuse. La dépopulation de la France serait considérable si les prolétaires imitaient leurs représentants, s'ils ne procréaient, comme leurs députés, qu'un ou deux enfants pour un revenu de 15 000 francs. »[283]

Le dernier point abordé par l'introduction de Gabriel Giroud est relatif à trois éléments étroitement imbriqués pour nos auteurs : l'eugénisme, la puériculture et l'éducation. Même si la vocation première de la brochure est pratique, et si le public qu'elle vise est d'abord populaire, Giroud juge important d'élargir son propos en ne se limitant pas à l'exposé des moyens préconisés pour la limitation des naissances. Il aborde ainsi des questions plus théoriques, touchant à l'éducation et à l'amélioration de l'espèce. Cela témoigne encore une fois, en 1912, du caractère tout à fait central des questions eugénistes pour les néomalthusiens. La question des « dégénérés » n'est pas abordée de manière latérale, elle est parfaitement assumée et même posée comme couronnement de l'action néomalthusienne. Les arguments et les exemples sont toujours les mêmes : les « idiots », les « fous », les « syphilitiques », les « tuberculeux » ont un poids social considérable tout en ne contribuant que fort peu à la richesse commune. Et si, par négligence, une société ne

281. G. Hardy (b), 1912, p. 17.
282. Selon Jeanne Humbert, G. Giroud fut séduit par l'Union sacrée de 1914. Ce dernier considérait alors que, face à l'Allemagne, la solution militaire s'imposait. Il révisera a posteriori son jugement en renouant avec les positions antimilitaristes et pacifistes du mouvement néomalthusien. Voir J. Humbert, 1948, pp. 14-15. Giroud lui-même ne fut pas mobilisé, en raison de son état de santé, mais il perdit son fils unique au combat, le 19 octobre 1916.
283. G. Hardy (b), 1912, pp. 18-19.

tient pas compte de l'influence de la démographie sur l'économie, elle diminue mécaniquement la qualité de ses membres lorsqu'elle en augmente le nombre. Telle est la véritable cause de la sélection à rebours. La pullulation des masses affecte les qualités individuelles pourtant socialement souhaitables (robustesse, intelligence, probité, etc.) ; il faut compenser cette dégradation par une « sélection scientifique ». Les arguments employés sont simples, les formules lapidaires se multiplient sur ce registre, n'évitant pas les analogies habituelles (« L'éleveur ne limite-t-il pas le nombre de ses animaux ? »[284]) et les formules à tonalité politique (On ne peut accepter « l'écrasement d'une multitude pour le triomphe et la jouissance de quelques uns »[285]). Le lecteur est incité à déduire par lui-même que l'investissement de l'État dans le contrôle de la procréation est une nécessité. Ce dernier ne peut se contenter « d'assister et de secourir » (la charité entretient la misère et n'offre aucune solution), il doit se manifester de façon volontariste et, lui aussi, proportionner la population aux ressources, y compris en matière d'éducation et d'instruction. Les mots et expressions employés pour dénoncer cet état de fait sont durs : « Notre enseignement populaire est un leurre ; nos institutions d'assistance une frime »[286]. Et, en note, Giroud précise : « En ce qui concerne l'instruction, par exemple, il n'y a pas de raison pour que les enfants de prolétaires soient traités autrement que les enfants riches. L'égalité devrait exister au point de départ. J'ai montré ailleurs (*Régénération*, juillet 1906), en me basant sur les statistiques officielles et les évaluations de M. Félix Martel, inspecteur général de l'Instruction publique, que si l'on traitait un enfant de la « primaire » comme un élève du lycée, le budget de l'instruction publique devrait monter à au moins *deux milliards* actuellement. »[287] De cet exemple, ainsi que des données économiques sur la production déjà récoltées et étudiées dans ses ouvrages précédents, Giroud conclut que le problème de la pauvreté n'a pas pour cause une mauvaise répartition des produits, mais, beaucoup plus simplement, leur caractère insuffisant. Régler le manque est une question antécédente et les révolutionnaires socialistes sont dans l'erreur s'ils font de cette priorité une question économiquement et chronologiquement secondaire. La répartition inégale, et donc injuste, des richesses n'est elle-même que le reflet du caractère insuffisant des ressources. Agir sur cet épiphénomène, sans agir sur sa cause réelle, est l'erreur commise, tant par les socialistes révolutionnaires que par les communistes. Le néomalthusianisme est donc bien la « base

284. G. Hardy (b), 1912, p. 19.
285. G. Hardy (b), 1912, p. 20.
286. G. Hardy (b), 1912, p. 20.
287. G. Hardy (b), 1912, p. 20 (c'est Giroud qui souligne).

nécessaire » à toute transformation de la société. Il faut donc « détruire » le prolétariat, c'est-à-dire diminuer drastiquement son nombre, pour ensuite avoir une chance de mettre en place une « bonne organisation sociale ». Les chapitres I et II des *Moyens d'éviter la grossesse* (« Notions sur la génération » et « Moyens d'éviter la grossesse ») sont les deux volets, théorique et pratique, qui préparent l'action néomalthusienne. Nous développerons leur contenu dans le chapitre consacré aux moyens de la propagande néomalthusienne.

Cet opuscule est donc, à la fois, un ouvrage de bonne tenue, dont on ne peut dire qu'il s'adresse exclusivement à un prolétariat sur la lucidité duquel le néomalthusianisme ne se fait guère d'illusion, et en même temps, un ouvrage destiné à des néophytes en matière de limitation des naissances. Qui peut-il bien viser, s'il ne s'agit pas directement et uniquement de la classe ouvrière ? Sans doute des personnes ayant des convictions sociales et quelque velléité d'engagement sans avoir pour autant trouvé un angle d'attaque pour débuter leur action. Très certainement aussi les classes intermédiaires et les militants politiques qui, selon les critères des néomalthusiens, auraient fait fausse route en s'étant engagés dans des combats inefficaces. Il s'agit en tout cas de diffuser aux classes intermédiaires, aux ouvriers syndicalistes et aux militants, les moyens concrets de devenir les maîtres de leur procréation et, partant de là, leur conférer la capacité d'agir concrètement sur le milieu social. C'est bien d'un manuel destiné à accroître l'autonomie des individus qu'il s'agit. Il s'adresse à toute personne n'appartenant pas aux classes dirigeantes ni à une quelconque hiérarchie sociale. Les *Moyens d'éviter la grossesse* constituent à ce titre un *best-seller* de la culture néomalthusienne en même temps qu'un outil efficace pour élargir l'audience de la cause.

L'intégralité des deux chapitres, celui diffusant des notions d'anatomie comme celui qui liste et évalue les dispositifs de « prophylaxie anticonceptionnelle », sera incluse dans deux autres titres signés et publiés par G. Hardy, *L'Avortement* (1914) et *La question de population et le problème sexuel* (1919). Le contenu de ces deux ouvrages est à peu près identique, à quelques nuances et actualisations près. On imagine que le changement de titre est une manière de se prémunir contre les poursuites relatives à l'article 317 du code pénal, la justice pouvant s'appuyer sur ce texte pour condamner pénalement l'avortement. En revanche, les opposants à la propagande anticonceptionnelle ne disposent pas encore de lois adaptées et invoquent, souvent avec insuccès, les lois relatives à l'atteinte aux bonnes mœurs et à la pornographie. Le titre adopté en 1919 apparaît donc plus prudent du fait de sa neutralité apparente. *La question de population* est un ouvrage théorique très complet de plus de 430 pages, composé de six livres. Dans ce cas, il ne s'agit plus d'un manuel à

vocation essentiellement pratique, mais bien d'une somme, plutôt destinée aux néomalthusiens de conviction, afin d'étayer leur argumentation dans le cadre de leur action de propagande. La teneur scientifique de l'ouvrage est, de fait, beaucoup plus conséquente. Le livre I présente la loi de population de Malthus et les objections auxquelles elle donne lieu le plus fréquemment ; le livre II expose le néomalthusianisme théorique et ses différents domaines d'expertise. Le livre III traite des moyens anticonceptionnels, mais de façon moins détaillée que dans les *Moyens d'éviter la grossesse*, ce qui confirme la vocation prioritairement théorique de l'ouvrage. Le livre IV est consacré à l'avortement, le livre V à la « dépopulation ». Le livre VI, intitulé « Documents », a comme intérêt principal de reproduire des documents rares considérés comme des références du mouvement ou des documents relatifs aux actions en justice visant les néomalthusiens. Il reproduit certains textes des autres organisations néomalthusiennes dans le monde, ce qui atteste de la volonté de d'animer et de structurer internationalement le mouvement.

Gabriel Giroud est donc une personnalité essentielle au mouvement, tant dans sa personne que dans ses productions. Dans sa personne, parce qu'il est un produit de l'éducation de Paul Robin, parce qu'il fait partie de ces orphelins que tout condamnait a priori mais qui, grâce à la chance qui lui a été donnée de tirer parti de son potentiel, a pu échapper à la misère. Dans ses productions, parce qu'il contribue à doter le mouvement d'une architecture théorique plus solide, sous la forme d'ouvrages de références. Très investi dans la lutte en dépit de ses problèmes de santé, il n'aura cependant pas à connaître la prison. Enfin, même s'il peut écrire de manière passionnée, dans sa correspondance et dans les périodiques où il signe de nombreux articles, ce n'est pas un homme public ni un homme de conflit. Il abandonne l'art oratoire à des militants vraisemblablement plus doués que lui sur ce plan.

Nelly Roussel

Le second personnage d'importance, qui, très tôt, fait sa place dans l'histoire du mouvement, est sans aucun doute Nelly Roussel (1878-1922). Ralliée précocement à la cause néomalthusienne, cette féministe convaincue, dont tout le monde vante les talents d'oratrice, y compris ses opposants, est l'une des premières forces de la « famille Robin ». Nelly Roussel n'a pas, à proprement parler, produit une œuvre écrite d'ampleur au sens où elle n'est pas l'auteur de monographies. Mais elle tient des chroniques dans les périodiques

néomalthusiens ou féministes qui révèlent un sens de la formule et des capacités rhétoriques incontestables. La majeure partie de ces articles et chroniques a été réunie sous forme de recueils. L'essentiel de ce qui a été publié sous son nom est également issu de la retranscription de ses conférences et de ses prises de parole. La plupart des textes de conférences, contradictoires ou non, ont été établis sur la base de notes sténographiées qu'elle a ensuite elle-même reprises afin de pouvoir les publier.

Sur Nelly Roussel, la biographie la plus récente et la plus complète est celle d'Elinor Accampo, *Blessed motherhood, bitter fruit : Nelly Roussel and the politics of female pain in Third Republic France* (2006). L'ouvrage, très riche en ce qui concerne les éléments biographiques, est centré sur le féminisme, jugé radical, de Nelly Roussel et sur la difficulté d'être mère dans le contexte social et culturel de son époque. Elle y est présentée comme une militante sans concessions qui fait passer son engagement politique avant toute considération de confort personnel et au détriment de sa vie privée, prête à tous les sacrifices pour faire avancer la cause des femmes. Son engagement néomalthusien n'y étant évoqué que de manière incidente, nous nous sommes efforcé de mettre en lumière le rapport de Nelly Roussel à la pensée néomalthusienne en laissant de côté les autres facettes de son militantisme.

Nelly Roussel est originaire d'un milieu bourgeois et religieux, ce qui ne la dispose pas a priori à devenir la libre-penseuse, la féministe et la néomalthusienne qu'elle devient. Très jeune, elle s'intéresse au théâtre et à la scène, pour laquelle elle semble avoir des prédispositions. Elle passe le Brevet élémentaire à l'âge de quinze ans, ce qui signifie généralement à l'époque la fin des études pour les filles, situation qui la révolte. Elle lit beaucoup, s'investit dans le théâtre et se détourne totalement et définitivement de la religion. En 1898, à l'âge de vingt ans, elle épouse le sculpteur Henri Godet (1863-1937) de quinze ans son aîné. De cette union naîtront trois enfants (Mireille, née en 1899, André, né en 1901 et décédé l'année suivante, et Marcel, né en 1904). Elle vit avec son mari une relation qui lui laisse toute liberté de s'investir dans ses activités militantes (elle ne portera d'ailleurs jamais officiellement le nom patronymique de son mari, conservant son nom de naissance pendant toute sa carrière de conférencière). En 1900, la sœur d'Henri Godet épouse le fils aîné de Paul Robin. Cette relation, qui permet à N. Roussel de rencontrer, selon ses propres mots, « l'éducateur incomparable »[288] de Cempuis, est à l'origine de sa vocation néomalthusienne. Même très investie dans le féminisme, et auteur de nombreux

288. Roussel, 1932, p. 197.

articles dans différents périodiques féministes, c'est toujours par le biais de l'approche « scientifique » du néomalthusianisme qu'elle conçoit son combat. Son registre de vocabulaire, les concepts et les théories qu'elle convoque à l'appui de ses discours militants, sont ceux de la matrice commune que nous avons identifiée. Le propos est humaniste, féministe, rationaliste, anticlérical et eugéniste. Elle commence son activité d'oratrice et de conférencière de la cause néomalthusienne en 1903, notamment lors d'une conférence donnée le 16 novembre à l'Hôtel des Sociétés savantes à Paris, en compagnie de P. Robin et de Sébastien Faure, ancien sceptique finalement rallié à la cause. Le compte rendu de cette conférence sera publié dans le numéro de décembre 1903 de *Régénération*[289]. L'allocution de Sébastien Faure, ainsi que celle de Nelly Roussel, seront sténographiées puis retranscrites, et publiées ultérieurement à la Librairie de Régénération, en 1904, sous le titre *Le Problème de la population*.

Si Nelly Roussel est incontestablement une figure du féminisme militant, elle subordonne toujours les revendications féministes à l'analyse néomalthusienne qui découle du principe de population. Avec une argumentation qui n'est pas sans analogies avec celle de Giroud pour établir la prééminence du néomalthusianisme sur le socialisme, elle affirme que l'ensemble des revendications féministes dépendent de l'axiome de départ en vertu duquel chacun doit jouir librement de son corps, ce qui englobe la liberté de la maternité. Elle considère que le néomalthusianisme ne « remplace » pas le féminisme, mais qu'il le « précède » et le rend possible. Il est le point de départ de toute réflexion sur l'amélioration de l'organisation sociale. A l'instar de G. Giroud, qui considère que « la question sexuelle est à l'origine de la question sociale », elle pose que la question sexuelle est à l'origine de la position sociale inégalitaire de la femme. Elle clame que la « liberté procréative » est la « condition essentielle de l'affranchissement féminin ».[290] En tant que le néomalthusianisme s'attaque à la cause véritable de la condition des femmes, il est la source même du féminisme, il en est la condition de possibilité. De ce fait, toutes les prises de position féministes de Nelly Roussel se font en fonction de cet élément. Ainsi, quand elle évoque le mouvement « suffragiste », auquel elle apporte son soutien, c'est pour le trouver intéressant comme moyen de faire aboutir les luttes, mais non comme une fin en soi. Il est nécessaire, selon elle, de lutter contre tous les dogmes « non scientifiques », et la perspective néomalthusienne lui paraît être, dans le cadre de cet objectif, une synthèse

289. Voir J. Humbert, 1947, p. 57.
290. Nelly Roussel,1932, p. 13.

efficace. Elle pense en effet qu'il est inutile de parcelliser les luttes en combattant sur plusieurs fronts à la fois. Le pouvoir de l'église, la condition des femmes, la condition du prolétariat, le nationalisme sont en réalité des effets d'un seul phénomène qui n'est que trop rarement pris en compte : le principe, ou la loi, de population.

Le rejet de tout dogmatisme est une idée architectonique du propos de Nelly Roussel. Elle se dit adepte de la « Libre Pensée », un courant opposé à tout dogmatisme religieux ou philosophique qui engage chacun à user librement de sa raison et de son jugement. En 1880, est fondée à Bruxelles une Internationale de la Libre Pensée au sein de laquelle on trouve Herbert Spencer (1820-1903), mais aussi Charles Bradlaugh, Annie Besant et Clémence Royer. Le rationalisme, l'empirisme, le matérialisme que défend la Libre Pensée sont des éléments qui fédèrent les esprits progressistes. En France, une Fédération de la Libre Pensée est fondée en 1890, puis c'est une Association nationale des libres penseurs français qui est créée en 1902. Sébastien Faure et Ferdinand Buisson en sont membres. Ce dernier en devient même le directeur.

Nelly Roussel s'avère cependant capable de condamner le manque de nuance de certains discours laïques et révolutionnaires. Constatant que les femmes sont, à l'époque, plus attachées que les hommes aux croyances et aux pratiques religieuses, elle considère que les libre-penseurs ne doivent pas eux non plus faire preuve de dogmatisme et de conservatisme en déduisant trop vite que, « par nature », les femmes auraient une tendance plus forte à croire et des capacités moindres pour la pensée rationnelle. Son approche est compréhensive et elle convoque le poids culturel du milieu comme élément explicatif d'un comportement féminin qui pourrait apparaître comme spécifique, idée qui est généralement au fondement des théories anti-féministes. Plutôt que de se borner à constater que les femmes sont différentes, en objectivant ce fait sans en rechercher la cause, il faudrait essayer d'identifier ce qui, dans le milieu qui est le leur, « détermine » leur comportement.

> « Bien que l'on ait beaucoup exagéré la différence qui se manifeste […] entre les deux sexes, écrit Nelly Roussel, je ne conteste pas que, d'une façon générale, la femme soit actuellement, plus que l'homme attachée aux croyances et aux pratiques religieuses. Il s'agit de la convertir à nos théories, à notre idéal. Comment y parviendrons-nous ? Non pas, certes, en l'injuriant, à la façon de certains militants, qui ne savent que lui reprocher, en termes railleurs ou amers, sa « faiblesse d'esprit » ; non plus en la dédaignant, à la manière des francs-maçons qui l'écartent de leurs travaux et lui refusent la lumière. […] Pour vaincre un mal, il faut en connaître la cause. Pour détourner les femmes de l'Église, il faut comprendre *pourquoi elles y vont*. Et c'est toute la question féministe qui se pose ici devant nous. Elles y vont parce tout, — l'éducation

> qu'elles ont reçue, les mœurs, les institutions — leur en fait un devoir, et surtout un besoin. […] Et c'est l'étude approfondie de tout cela qui s'impose à nous. »[291]

Les transcriptions de conférences et les articles de Nelly Roussel mettent en lumière son sens aigu de l'argumentation et de l'à-propos. Elle fait merveille dans le cadre des conférences contradictoires, car l'opposition et l'altérité la stimulent. Elle va donc multiplier celles-ci au long de ses années de militantisme actif. Les rapports de police contiennent à ce sujet des anecdotes et des témoignages significatifs et intéressants.

En avril 1911, Louis Toesca, professeur de philosophie à Joigny, dans l'Yonne, se déclarant inquiet de l'augmentation de la fréquence des avortements dans la région d'Auxerre (l'avortement étant illégal et clandestin, on ne sait sur quelle évaluation il se fonde) et agacé de l'impunité dans laquelle se poursuivait la propagande néomalthusienne, se propose de tenir des conférences anti-malthusiennes. La région d'Auxerre est effectivement un lieu où des membres locaux de la *Fédération des Groupes Ouvriers Néo-Malthusiens*, fondée en 1911, sont particulièrement actifs. Par l'intermédiaire d'articles dans la presse locale de l'Yonne (*L'indépendant auxerrois* et *Le Bourguigon* du 18 avril 1911), Louis Toesca s'adresse au secrétaire du groupe néomalthusien auxerrois et invite les militants néomalthusiens à venir débattre avec lui. Son propos ne manque pas d'assurance : « S'il vous plaît, Messieurs, de vous présenter en contradiction, ne vous gênez pas ; vous ne craignez pas la contradiction dites-vous ; moi non plus ; je vous prierais seulement de vouloir bien choisir un seul, mais le plus éloquent, de vos orateurs, pour éviter l'imprécision […]. »[292] C'est Sébastien Faure qui est d'abord pressenti comme intervenant, mais c'est finalement Nelly Roussel qui se rend à la conférence contradictoire avec Louis Toesca, fixée au 24 mai 1911. La rencontre est annoncée par *Rénovation*, le périodique des groupes ouvriers néomalthusiens, où publient régulièrement tous les grands noms du mouvement néomalthusien, dont Nelly Roussel elle-même. La salle où se tient la conférence a été partiellement envahie par les membres locaux de la Fédération des Groupes Ouvriers Néo-Malthusiens. S'estimant doté, en tant que professeur de philosophie, de bonnes capacités de rhétoricien, Toesca s'attend à dominer le débat. Mais la conférence va tourner pour lui au fiasco, comme un rapport de police en atteste :

---

291. Roussel, 1932, pp. 24-25 (c'est Nelly Roussel qui souligne).
292. Coupure de *L'Indépendant* annexée à un Rapport de Police de la Préfecture de l'Yonne, daté du 19 avril 1911, et adressé au ministère de l'Intérieur, AN/F7/13955, malthusianisme, 1907-1925.

> « J'ai fait connaître tout dernièrement qu'un professeur au Collège de Joigny, M. Toesca, à la demande d'un groupe de pères de famille, a entrepris d'organiser une conférence anti-malthusienne à Auxerre. Elle a eu lieu hier soir, mais les organisateurs sont allés entièrement à l'encontre de leur but. C'est à une véritable conférence néo-malthusienne que le public auxerrois a assisté […]. La salle a été envahie dès 8 heures par une foule d'ouvriers à la tête desquels se trouvaient les membres du groupe néo-malthusien et les dirigeants de la Bourse du travail d'Auxerre, et lorsque M. Toesca a fait son apparition, de violentes protestations se sont produites. […] Ce n'est qu'au bout d'un quart d'heure, et sur l'intervention de la citoyenne N. Roussel, que le silence a pu se faire. Près de 500 personnes, des ouvriers en majorité et pas mal de femmes, se pressaient dans la salle. […] A 9 heures, le président donne la parole à M. Toesca. Ce dernier dit son discours et à aucun moment il n'est interrompu. Il s'efforce, dans de longues considérations purement philosophiques, de combattre les théories néomalthusiennes, mais il ne réussit qu'à fatiguer l'auditoire qui lui est en grande majorité hostile. Il est 10 heures quand il termine la lecture de son discours, cinq ou six personnes, tout au plus, l'applaudissent.
> La citoyenne Nelly Roussel, spécialement déléguée par la fédération néomalthusienne de Paris pour répondre à M. Toesca, prend à son tour la parole. Son arrivée à la tribune est saluée par de longs applaudissements. La conférencière, avec une grande facilité de parole, s'attache à réfuter, point par point, la thèse soutenue par M. Toesca et fait un long exposé de théories néo-malthusiennes. Son discours n'a à aucun moment offusqué l'assistance qui l'a, au contraire, fréquemment applaudie. Elle s'est surtout efforcée de démontrer que le but poursuivi par les néo-malthusiens n'est pas, ainsi qu'on voudrait le faire croire, de préconiser le droit à l'avortement, mais simplement de limiter les naissances en conseillant à la femme de ne procréer que selon sa volonté. […]
> En résumé, la soirée n'a été profitable qu'à la cause des néo-malthusiens et ce par la faute des organisateurs de la réunion qui avaient laissé envahir la salle par l'élément ouvrier venu en majeure partie pour entendre Nelly Roussel, l'orateur habituel des réunions socialistes. »[293]

Outre le fait qu'il constitue un témoignage direct des qualités de conférencière de N. Roussel, ce rapport permet de se faire une idée de l'ambiance qui était celle de ce type de réunion, et de l'adhésion effective des milieux ouvriers du Nord aux idées malthusiennes. Nelly Roussel revient elle-même sur cet événement auquel elle consacre un article dans le numéro de *Génération Consciente* du 1er novembre 1911. Elle revient sur la vacuité du discours de Toesca, assemblage, selon elle, de « lieux communs » et de « citations visiblement destinées à montrer son érudition » en soulignant la faiblesse de contenu des arguments des anti-malthusiens. Elle pointe aussi leurs contradictions habituelles, par exemple lorsque, se prétendant humanistes, ils tolèrent le recours aux pratiques

293. « Une conférence anti-malthusienne à Auxerre », rapport du commissaire spécial A. (signature illisible) de la police d'Auxerre, daté du 25 mai 1911, AN/F7/13955, malthusianisme, 1907-1925.

anticonceptionnelles quand la mère est exposée à la tuberculose, à la syphilis ou à l'alcoolisme. Elle considère que les anti-malthusiens ne se rendent pas compte que ces cas ne sont pas marginaux :

> « Regardez donc autour de vous. Comptez les ouvriers qui ne deviennent pas alcooliques ou tuberculeux ; […] comptez les femmes, pauvres ou riches, dont la santé ne risque pas d'être « gravement compromise » par la succession ininterrompue des grossesses que vous voudriez leur imposer […] Mais l'erreur de nos adversaires réside précisément dans ce singulier optimisme qui leur fait voir comme des exceptions ce qui est, de toute évidence, le grand nombre — et aussi, ne leur en déplaise, dans une excessive et quelque peu risible prétention, qui les porte à ne considérer comme « sérieuses » et valables que les raisons qu'ils on eux-mêmes aperçues et indiquées. »[294]

Les rapports de police concernant les apparitions de Nelly Roussel dans les conférences, débats et autres manifestations où elle prend la parole, confirment le portrait d'une propagandiste douée, parfaitement à l'aise dans les communications publiques, capable de développer un discours logiquement et solidement structuré s'appuyant sur une argumentation informée et maîtrisée. Les archives du Ministère de l'Intérieur pour la période 1907-1925, indiquent en outre que les nombreuses interventions de Nelly Roussel se font principalement sur Paris, mais aussi dans le Nord.

En tant que néomalthusienne s'inscrivant dans le sillage de Robin auquel elle ne manque jamais une occasion de rendre hommage, Nelly Roussel s'illustre également dans la défense de la régénération et la lutte contre les « dégénérés » qui lui est afférente. Dans ce domaine, elle fait même preuve d'un vif enthousiasme. En 1912, peu de temps après le premier Congrès international d'eugénique qui se tient à Londres au mois de juillet, est fondée, à Paris, en décembre, la Société Française d'eugénique[295]. A cette occasion, Nelly Roussel écrit : « "L'amélioration de la race" est décidément à l'ordre du jour. De toutes parts surgissent des apôtres. Et, savants réunis en congrés « eugéniques », littérateurs soudainement épris de « culture physique » et de « gymnastique rationnelle », grands journaux organisateurs de « coupes olympiques » d'un excellent rapport, tous découvrent à la fois (ils y ont mis le temps !) que notre triste humanité est — pour parler en style noble — "mal fichue". »[296]

---

294. « Antimalthusiens ? ... », *Génération Consciente*, 1er novembre 1911, p.3.
295. Sur ce point voir Léonard, 1983, pp. 141-146 ; Taguieff, 1991, pp. 23-45 ; Carol, 1995, pp.77-84.
296. Roussel, 1932, pp. 35-36. Reproduction d'un article paru de 15 décembre 1912 dans *Rénovation* (c'est Nelly Roussel qui souligne).

Dans ce domaine de « l'amélioration du capital humain », le lexique de Nelly Roussel est identique à celui des autres néomalthusiens. La notion de « race » est régulièrement convoquée car elle a une objectivité scientifique que personne ne lui conteste à l'époque. Le vocable « dégénérés », et autres termes apparentés tels que « tarés », « déchets », etc., quant à eux, sont considérés comme renvoyant à un fait scientifique avéré, à un constat objectif et non à une simple vue de l'esprit. Le terme « élevage » pour parler de la puériculture et de l'éducation des enfants vient compléter ce vocabulaire commun des militants :

> « Tant que la masse inerte des déchets sociaux, écrit Nelly Roussel, issus de parents tarés, ou rendus tels par les privations, entravera la marche éternelle du genre humain vers le progrès ; tant que seront méconnus la noblesse et les droits de la femme créatrice ; […] les partisans de la « maternité consciente » ne tiendront pas leur tâche pour accomplie. Et, d'ailleurs – il faut le dire bien haut – *nous ne sommes pas des prêcheurs de stérilité*. Ce que nous voulons, c'est, par une sélection intelligente, par l'intervention de la science et de la raison dans le plus auguste des actes humains, sauvegarder et régénérer la race, qui en a, certes, grand besoin. Le récent congrès « eugéniste », qui recueillit tous les suffrages, ne demandait pas autre chose. »[297]

Nelly Roussel s'appuie sur les références scientifiques communes aux membres de la Ligue de Régénération humaine. Les solutions à la dégénérescence, dont l'injustice sociale n'est que le reflet et dont la cause véritable a été cernée par Malthus, ne peuvent venir que d'une approche éclairée de la question démographique et d'une identification du problème sexuel. Le darwinisme est pour elle une évidence, de même que le lamarckisme. Philosophiquement parlant, son propos est toujours utilitariste et souvent positiviste. Ce qui la distingue des autres militants de la première heure, ce n'est pas tant l'intensité de son engagement féministe (qu'elle ne met toutefois jamais au-dessus du combat malthusien) que le caractère de ce féminisme. Ainsi, si elle revendique la liberté de la maternité, elle considère cependant que le rôle de la mère est très spécifique. Sur un plan juridique et social, elle milite pour une égalité des droits hommes-femmes, mais son féminisme se garde de toute identification et pose comme déterminante la différence biologique essentielle qui distingue la femme et l'homme du point de vue de leur rôle social. Elle est par exemple tout à fait opposée à la tendance féministe qui vise à une « virilisation » des femmes pour conquérir l'égalité. Tout en se démarquant très franchement des discours de

297. *La Controverse*, 15 février 1913 (c'est Nelly Roussel qui souligne).

son temps, elle fait preuve d'un certain lyrisme pour vanter le rôle irremplaçable des mères. Certaines féministes du courant néomalthusien auront plutôt tendance, afin de libérer les mères de toutes les « obligations natalistes » qui pourraient affecter leur indépendance, à œuvrer pour alléger autant que possible l'implication des mères dans la procréation. C'est le cas de Madeleine Pelletier (1874-1939), qui souhaite une prise en charge totale de la procréation par la collectivité pour que les femmes soient affranchies au maximum de la fonction maternelle dans tous ses aspects, et de Marie Huot (1846-1930), qui défend l'idée d'une procréation nulle. Pour Nelly Roussel, au contraire, la priorité est plutôt d'affranchir les femmes de la domination masculine, mais le fait d'enfanter n'est pas une aliénation :

> « Certes, nous n'avons garde d'oublier que la Nature réserve à notre sexe une tâche spéciale et sublime – nullement incompatible, d'ailleurs (beaucoup de femmes le prouvent par l'exemple) avec telle ou telle autre forme d'activité – et dont la plupart d'entre nous, fussent-elles néomalthusiennes, ne cherchent point à s'affranchir. Mais nous prétendons qu'à ces devoirs particuliers doivent correspondre certaines prérogatives. Or, les prérogatives,… c'est l'homme qui les possède ! *La mère, légalement, n'est rien* ! Et voilà bien l'iniquité suprême des sociétés *masculinistes*. […] Et c'est pourquoi nous voudrions que, honorée et rétribuée, en même temps que consciente, la maternité apparût comme une source de bien être et un sujet de fierté. »[298]

Elle refuse donc que l'on puisse considérer que le néomalthusianisme soit opposé à la procréation en elle-même et que sa propagande puisse être confondue avec une promotion de l'avortement. Le féminisme néomalthusien de Nelly Roussel ne se prive d'ailleurs pas d'exalter la noblesse de la maternité :

> « Peut-être m'accusera-t-on […] de méconnaître ce que la fonction maternelle comporte de noblesse, et aussi de douceur. — Le reproche sera injuste. Nul plus que moi ne proclame cette noblesse ; nul mieux que moi n'apprécie cette douceur. Nul ne s'indigne davantage de l'insuffisance du respect que témoigne à la Créatrice[299] notre Société à demi barbare, éprise des œuvres de mort. Et c'est précisément à les mettre en lumière, cette noblesse et cette douceur, à les dégager et à les accroître, que nous travaillons, nous, les néomalthusiens. Car la maternité n'est *noble* que *consciente* ; et elle n'est *douce* que *désirée*. Accomplie par instinct, ou subie par nécessité, elle n'est qu'une fonction animale, ou une douloureuse épreuve. »[300]

---

298. Roussel, 1932, pp. 44-45.
299. Par le terme « Créatrice », Nelly Roussel désigne la femme qui procrée. Elle oppose souvent la maternité comme puissance de vie à la société capitaliste, puissance de mort.
300. Roussel, 1932, pp. 14-15, extrait d'un article paru à l'origine dans le numéro de *Génération Consciente* du 1er janvier 1911 (c'est Nelly Roussel qui souligne).

Et lorsqu'elle magnifie le rôle des mères, Nelly Roussel, utilisant un vocabulaire habituellement étranger au discours néomalthusien, n'hésite pas à le considérer comme « sacré »[301] et à en faire une véritable fonction sociale qui, comme toute autre forme de travail, exige rémunération[302]. Dans le cadre d'une rhétorique imagée et efficace, elle oppose le soldat, « ouvrier de mort », dont la fonction est injustement reconnue et valorisée, et la mère, « ouvrière de vie », dont la fonction est négligée et oubliée. Ce point de vue sur la fonction sociale de la maternité n'a pas, loin s'en faut, l'aval de toutes les féministes et n'est pas sans points communs, toute proportion gardée, avec certains discours du camp opposé. En effet, définir les femmes par la fonction maternelle n'est peut-être pas la meilleure façon de les affranchir véritablement du fardeau de la maternité, même si, parallèlement, le principe de la liberté absolue de la maternité (permettant aux femmes de n'être mère que quand elles le désirent) est maintenu. Nous retrouverons une position théorique tout à fait similaire chez Justin Sicard de Plauzoles. Selon Elinor Accampo[303], c'est sur les conseils de son mari, Henri Godet, que Nelly Roussel a infléchi, dans ses conférences, son néomalthusianisme radical par l'inclusion de considérations sur le caractère « noble » et « sacré » de la maternité, afin de pouvoir continuer son œuvre de propagande dans un environnement social qui lui était hostile. Il n'en reste pas moins que cet élément donne une coloration particulière à son néomalthusianisme, montrant par là même qu'au-delà de l'adhésion aux éléments essentiels de la matrice commune que nous avons identifiée, on peut observer quelques nuances chez les militants.

Nelly Roussel considère que son devoir de propagandiste est de diffuser la « philosophie » néomalthusienne qui, selon elle, est fondée sur des données physiologiques objectives et dépend donc directement de la science biologique. Elle n'a, pour elle-même, aucune prétention dans le domaine de la recherche scientifique, mais elle se tient au courant de l'actualité de cette recherche et fréquente beaucoup de savants. Ses nombreux articles attestent d'une culture étendue dans ce domaine et manifestent un esprit curieux et progressiste. Son engagement féministe est sans doute subordonné à son

---

301. Sur cette question, voir Accampo, 2006, pp. 35-69.
302. Dans une conférence prononcée le 20 janvier 1906, elle déclare : « De toutes les fonctions sociales, la première, la plus magnifique, la plus pénible et la plus nécessaire, est la seule qui n'ait jamais reçu de salaire ! ... », Roussel, 1979, p. 55. D'après Daniel Armogathe et Maïté Albistur, qui ont eu accès aux archives de Nelly Roussel grâce à sa fille Mireille Godet, cette conférence sera prononcée 64 fois entre 1905 et 1908, « Préface », *L'éternelle sacrifiée*, 1979, p. 24.
303. Voir Accampo, 2006 (« Mother and missionary : the ideological foundation of a unorthodox feminism »).

néomalthusianisme, mais, plus que tous les autres, elle est attentive au rôle et à la place des femmes dans les lieux de décision de la société ou dans le domaine des sciences, des arts et de la culture. Cette implication la conduit à adopter, à propos de l'œuvre de certaines femmes, des positions sensiblement différentes de celles de ses camarades de combat. Pour elle, Clémence Royer fait vraiment figure de modèle. Les autres écrivains du mouvement, s'ils apprécient l'aspect hors-norme et le rôle émancipateur joué par la femme de science, n'adhèrent pas, c'est peu dire, à ses positions natalistes et désapprouvent son manque d'intérêt pour le phénomène de la dégénérescence.

Clémence Royer est bien connue du creuset néomalthusien parisien fédéré par Robin. Ce dernier l'a d'ailleurs régulièrement côtoyée à la Société d'anthropologie de Paris, entre 1889 à 1902[304]. Tout comme les néomalthusiens, elle se proclame à la fois darwiniste et lamarckienne, elle est également matérialiste et anticléricale. Ces positionnements expliquent qu'elle partage certaines affiliations, certaines références et certains constats scientifiques avec les néomalthusiens, notamment celui de la dégénérescence de l'espèce. Mais la comparaison demeure limitée. Même si elle s'intéresse à l'eugénisme, le fait qu'elle considère la dégénérescence comme un processus difficile à contrer et qu'elle n'envisage que la compétition inter-individuelle comme moyen d'enrayer la dégénérescence des races supérieures[305], est absolument incompatible avec les principes humanistes qui sont au fondement du néomalthusianisme. L'idée de proximité du mouvement avec les positions de Clémence Royer ne résiste donc pas à l'analyse. Malgré cela, Nelly Roussel lui manifeste régulièrement son attachement, affectif et intellectuel. Elle lui consacre une chronique, « Clémence Royer », dans *La Libre-Pensée Internationale* du 16 mars 1912[306]. Elle commémore ainsi le dixième anniversaire de sa mort, à l'occasion de l'installation d'une statue de Clémence Royer au Grand Palais, statue incidemment réalisée par Henri Godet. La manière dont elle retrace la vie et l'œuvre d'une femme au sein d'une communauté scientifique peu disposée à l'accueillir est, à l'évidence, de l'ordre de la projection. Elle décrit le parcours d'une femme qui parvient à s'affranchir de toutes les tutelles, sociales, religieuses, politiques, intellectuelles, en faisant preuve d'un génie incontestable et qui « osa, dans une préface célèbre, tirant des théories darwiniennes toutes leurs conclusions morales et sociales, aller plus loin que Darwin lui-même. »[307] Tout en reconnaissant que la

304. Voir Blanckaert, 1982 et Blanckaert, 1991.
305. Blanckaert, 1991, pp. 124-125.
306. Roussel, 1932, pp. 191-195.
307. Roussel, 1932, p. 193.

portée de l'œuvre scientifique de Clémence Royer dépasse ses propres compétences, Nelly Roussel exprime toute son admiration envers celle qui, selon elle, n'est pas « seulement une savante, mais encore une philosophe »[308]. S'il existe un point de convergence essentiel entre les néomalthusiens et Clémence Royer, d'après Nelly Roussel, c'est le fait d'avoir considéré la science non comme une fin en soi, mais comme le fondement d'une nouvelle morale, débarrassée de toute croyance naïve. Même si elle tempère son propos en écrivant : « On peut, certes, ne pas partager toutes les opinions de Clémence Royer. Pour ma part, j'avoue m'être permis d'en discuter quelques-unes, dans le domaine de la sociologie. »[309] Le portrait demeure d'une très grande positivité. Car, finalement, peu importe que certaines de ses conclusions soient critiquables car, en tant que savante, en tant qu'intellectuelle ayant développé une pensée autonome, Clémence Royer incarne pour Nelly Roussel une forme de victoire contre les aliénations qui touchent les femmes. Victoire contre la détermination du milieu social qui fait obstacle à l'accès des femmes à l'instruction, victoire de la science contre la détermination de la nature. Cet appel à la conquête de l'autonomie individuelle par la science, très fort chez Nelly Roussel, s'entend d'ailleurs sur plusieurs plans. Il s'agit aussi bien d'une émancipation pratique que d'un affranchissement intellectuel et moral. Sur le plan pratique, elle considère que les techniques sont des moyens efficaces d'amélioration de la condition humaine. Elle peuvent diminuer la quantité et la pénibilité du travail et libérer les femmes de la fatalité de la procréation. Sur le plan intellectuel, c'est l'accès à l'éducation qui est le facteur principal de l'affranchissement des êtres humains, et des femmes en particulier. Nelly Roussel considère en effet que « c'est dans les cerveaux d'abord que se font les révolutions », ce qui la conduit à déclarer que « la réforme de l'éducation est le chapitre premier de toutes les révolutions sociales »[310]. Cette éducation comprend, cela va de soi, l'éducation sexuelle. Et le rôle de cette éducation est double : « le développement de l'individu et sa préparation à la vie en commun » ; elle doit donc « favoriser l'épanouissement heureux de toutes les facultés humaines. »[311] L'autonomie individuelle rendue accessible par les progrès de la science a donc des effets pratiques, intellectuels et moraux. On reconnaît là le triptyque néomalthusien d'ascendance utilitariste et en même temps le rôle crucial et irremplaçable de l'instruction dont les effets sont nécessairement bénéfiques.

---

308. Roussel, 1932, p. 193.
309. Roussel, 1932, p. 194.
310. Roussel, 1979, p. 75 (« L'éternelle sacrifiée »).
311. Roussel, 1979, p. 76 (« L'éternelle sacrifiée »).

La conviction en toute chose, une conviction fondée sur la raison et non sur ces « préjugés » qui ne font qu'exprimer le caractère inégalitaire et conservateur d'une société à réformer, est un trait caractéristique de Nelly Roussel. Oratrice douée, redoutée par ses adversaires, elle est toutefois arrêtée dans son élan à plusieurs reprises. Tout au long de sa période de militante active, entre 1900 et 1920, l'opposition, politique et idéologique, aux néomalthusiens, est forte. Et les attaques viennent désormais tout autant de la gauche que de la droite. Dans un contexte géopolitique qui perçoit l'Allemagne comme une menace, et qui manifeste les inquiétudes typiques de l'époque relatives à la démographie comparée, la tâche que s'est fixée la propagande néomalthusienne est ardue. La résistance des militants sera mise à rude épreuve. De 1903 jusqu'à la Première Guerre mondiale, Nelly Roussel ne ménage pas sa peine pour défendre ses positions, multipliant les interventions, suscitant des haines tenaces chez certains adversaires (c'est le cas d'Édouard Drumont qui s'attaquera régulièrement à elle). L'acharnement de certains à combattre cette oratrice charismatique[312] est certainement à la mesure de sa capacité à gagner l'adhésion d'un auditoire.

Après la Première Guerre mondiale, il devient difficile de prôner la limitation volontaire des naissances dans un pays dont toute une classe d'âge vient d'être décimée. Nelly Roussel ne renonce cependant pas mais les oppositions se font plus déterminées et, parallèlement, son énergie décline. Plusieurs fois contrainte d'interrompre ses tournées de conférences, elle attribue son état de fatigue à l'intensité de son engagement. Depuis 1912, c'est elle qui, en effet, a hérité de la charge d'animer les conférences néomalthusiennes. Or, la tâche est lourde et les adversaires sont nombreux, y compris chez les socialistes, les libre-penseurs et chez certains militants révolutionnaires. Il apparaît en fait que Nelly Roussel souffre d'une tuberculose tardivement diagnostiquée et dont les symptômes atypiques ont retardé la découverte. Terrible sort pour cette femme qui défend des positions hygiénistes avec conviction et qui a si souvent évoqué les ravages causés par cette maladie, notamment dans la classe ouvrière. C'est dans un contexte social difficile pour la cause néomalthusienne, que Nelly Roussel s'éteint à Paris le 18 décembre 1922.

312. Sur ce point voir Accampo, 2006, p. 11.

Eugène Humbert et Jeanne Rigaudin-Humbert

Le couple Humbert est le véritable pivot de l'activité militante à partir de 1908. Eugène a rejoint *Régénération*, dont il devient l'administrateur, dès 1903. Jeanne fait sa connaissance en 1908[313], après la fin de *Régénération*. C'est à cette époque qu'Eugène fonde *Génération Consciente* qui devient l'organe de référence du mouvement néomalthusien. Directement exposés par leur activité de conférenciers, de responsables de publications, de vendeurs de documentation et de matériel contraceptif, Eugène et Jeanne Humbert feront les frais des poursuites judiciaires qui visent le mouvement.

L'enfance d'Eugène Humbert permet en partie de comprendre l'intensité de son engagement. Né à Metz le 6 mars 1870, il est le fils de Marie Humbert, une modeste ouvrière de vingt-quatre ans, ne sachant pas lire. Son acte de naissance ne mentionne pas de nom de père. Si l'on en croit sa mère, il s'agit d'un militaire avec lequel elle a une brève liaison alors qu'il était en garnison à Metz et qui prend fin avec la démobilisation de ce dernier, en 1870. Les conditions de son enfance sont exactement celles qu'il dénoncera lorsqu'il deviendra militant, anarchiste d'abord, puis néomalthusien : une mère très jeune, elle même issue d'une famille de dix enfants qu'elle doit quitter très tôt pour pouvoir gagner sa vie, et qui, faute d'instruction, est destinée à des travaux mal payés et aux grossesses précoces qui viennent assombrir encore sa situation sociale. Fille-mère, elle est exposée aux condamnations morales. Elle s'installe à Nancy en 1872, ville dans laquelle elle met au monde un second fils, en 1875. La situation très précaire de la famille nourrit la révolte du jeune Eugène, qui adhère, encore adolescent, aux discours des anarchistes de l'époque, très présents dans cette ville industrielle. Sa mère l'inscrit d'abord dans une école chrétienne que son esprit rebelle lui rend insupportable. Elle l'en retire rapidement pour l'inscrire à l'école laïque. Eugène se montre avide de connaissances et, en dépit des moyens financiers très limités de la famille, loue ou achète de nombreux livres. Sa préférence va aux livres d'histoire naturelle, mais il s'intéresse aussi à l'astronomie. Cette volonté d'acquérir de la culture à tout prix est assez mal perçue dans le milieu ouvrier. On considère qu'il s'agit d'une activité inutile et non productive.

Il découvre le monde du travail en obtenant un emploi dans un atelier de

313. Sur le contexte de cette rencontre voir J. Humbert, 1947, pp. 72-75.

cordonnerie. C'est là qu'il fait la connaissance d'un militant anarchiste sous l'influence duquel il se forge une culture politique et philosophique. Ce dernier lui fait découvrir les périodiques anarchistes et lui prête des livres. Parallèlement, Eugène suit des cours du soir. Gagné aux idées anarchistes, il fonde son propre groupe de sympathisants anarchistes sobrement nommé « Liberté »[314] et organise des réunions régulières où l'on traite de l'actualité sociale et politique. Son militantisme le conduit à des affrontements de plus en plus réguliers avec des groupes nationalistes et cléricaux, ce qui lui vaut bientôt d'être fiché par la police. Cette situation précipite sa rupture définitive avec le milieu familial, alors qu'il n'a que seize ans. De 1886 à 1891, il poursuit ses activités dans des collectifs anarchistes, rencontre des anarchistes réputés tels que les frères Élie et Élisée Reclus, et travaille à la publication de différents périodiques libertaires. Préoccupé par la question de l'accès à l'éducation de la classe ouvrière, il s'investit aussi dans les « Universités populaires » alors en plein essor.

En 1891, lorsqu'il est convoqué pour effectuer son service militaire de trois ans, il envisage de ne pas s'y soumettre, mais il choisit finalement de l'effectuer. Libéré de ses obligations militaires en 1894, il revient à Nancy, bien décidé à reprendre ses activités politiques et syndicalistes. Mais le contexte national d'attentats anarchistes et la situation sociale de cette période compliquent l'activité des libertaires. En novembre 1894, c'est l'affaire Dreyfus qui débute. Si l'on en croit Jeanne Humbert, Eugène fut l'un des premiers dreyfusards. C'est également à cette époque qu'il entend parler des travaux conduits par Robin à Cempuis. Il s'abonne à *L'Éducation intégrale*. Les conceptions novatrices qui y sont exposées en matière d'éducation le séduisent totalement. Et c'est incidemment qu'il découvre le néomalthusianisme, par des feuillets qui accompagnent parfois le périodique de l'orphelinat.

En 1896, Eugène Humbert quitte Nancy pour Paris. La capitale lui paraît être un cadre plus adapté à ses activités révolutionnaires. Il y vit de petits métiers et poursuit son militantisme en cherchant à se rapprocher des milieux libertaires. C'est à cette époque qu'il prend connaissance du numéro-programme du périodique *Régénération* de décembre 1896. Il adhère spontanément et totalement à la doctrine néomalthusienne qui lui apparaît comme une synthèse de toutes ses convictions révolutionnaires. Le fait qu'il vive désormais à Paris lui permet de rencontrer, dès l'émergence de celui-ci, les premiers acteurs du mouvement néomalthusien. Il a ainsi l'occasion d'assister régulièrement aux conférences tenues par

314. J. Humbert, 1947, pp. 23-29.

Robin. C'est à cette époque qu'il prend conscience de ce que sont, pour lui, les limites des théories socialistes et anarchistes. S'il est en accord avec leur diagnostic concernant la réalité sociale inégalitaire, il pense que les socialistes, comme les anarchistes, ne proposent pas de solutions efficaces pour remédier aux injustices. Il leur reproche de négliger, dans leur appréhension de la question sociale, le facteur démographique. Or, il est désormais convaincu qu'il s'agit d'un paramètre indispensable pour quiconque a l'ambition de résoudre la pauvreté, les difficultés économiques et les inégalités. En d'autres termes, l'exclusion de ce facteur, que les socialistes et les communistes considèrent comme secondaire, les conduit dans une impasse. C'est aussi ce qui explique que leurs théories révolutionnaires soient, selon E. Humbert, exagérément optimistes. Pour les socialistes et les communistes, il suffit de supprimer les oppositions de classe, de répartir les charges et les biens, pour parvenir à une organisation sociale juste et équilibrée. Pour les anarchistes, il faut supprimer toute institutionnalisation du pouvoir et toute relation hiérarchique pour aboutir à une société juste et solidaire. Autrement dit, la solution envisagée par les doctrines révolutionnaires du XIX^{e} siècle est presque exclusivement politique. Eugène Humbert considère que ces théories ne sont pas mauvaises dans leur intention, mais qu'elles sont incomplètes. Pour les néomalthusiens, on ne peut attendre aucune amélioration concrète si, en amont, on ne prend pas en considération la question démographique et son corollaire indispensable, l'adéquation entre ressources vitales et population. Selon eux, cette dernière doit être au fondement de toute pensée progressiste.

Eugène Humbert prend conscience que la tâche révolutionnaire de transformation de la société est une entreprise difficile qui, même si elle a un objectif concret, doit d'abord s'appuyer sur une réforme des consciences et des valeurs avant d'envisager quelque action que ce soit. Conformément à ce que déclarait Nelly Roussel, c'est bien dans les « cerveaux » que se font les révolutions et « tant qu'elles ne sont pas faites là, n'espérons pas les faire ailleurs. »[315] En écartant volontairement le critère du seuil du nombre d'hommes sur un territoire donné de l'équation révolutionnaire, les socialistes et les anarchistes ne font qu'entériner une situation qui a toujours été favorable au capitalisme. Selon les néomalthusiens, c'est bien la surpopulation qui, en provoquant le manque, induit la concurrence qui, à son tour, rend impossible l'existence d'une organisation sociale bonne pour tous et détruit l'idée même de solidarité.

Désormais néomalthusien, Eugène Humbert approfondit sa culture par la lecture

315. Roussel, 1932, p. 75.

d'ouvrages scientifiques et philosophiques que lui conseille Robin. Il lit Stuart-Mill, découvre *The elements of social science* (1854) de George Drysdale, auteur que Robin lui permet de rencontrer.

A cette époque, Humbert, sans être un « intellectuel », est un homme très cultivé sur le plan théorique, mais aussi sur le plan de l'action politique révolutionnaire. D'autre part, impliqué dans la rédaction, la composition et la diffusion de périodiques, il a déjà acquis une bonne expérience de publiciste. Les articles qu'il écrit pour les journaux et revues du mouvement montrent un style clair, vif et précis. Dans la lignée de Robin, il utilise les déductions logiques et les enchaînements d'arguments, qualité fondamentale pour le travail de propagande. Son énergie et sa force de conviction séduisent Robin qui voit en lui une recrue susceptible de bien servir la cause. Cela lui permet en outre de se décharger de certaines tâches militantes, au premier rang desquelles la publication de *Régénération*.

A partir du n° 8, *Régénération* est dirigé par Eugène Humbert (dont le titre d'« Imprimeur-Gérant » apparaît sur le journal). Sous son influence, les abonnements sont beaucoup plus nombreux et le journal gagne une certaine santé financière. En 1903, Robin le désigne comme son successeur. Son indépendance financière est assurée par les revenus du journal et la vente de matériel contraceptif. Doté d'une grande capacité de travail, il a également des qualités d'administrateur et d'organisateur. Ses liens privilégiés avec les groupes révolutionnaires sont une opportunité pour y diffuser les idées malthusiennes. Son plus beau titre de gloire est sans doute la conversion de Sébastien Faure à la doctrine néomalthusienne. Ce dernier, plutôt réticent à l'égard du néomalthusianisme, considérait les solutions qu'il préconisait comme étant, au mieux, accessoires. Mais au cours de l'année 1903, plusieurs rencontres et des discussions de fond conduisent Sébastien Faure à adhérer au principe de population et à envisager positivement le principe de restriction des naissances comme outil révolutionnaire. Dès le mois de novembre 1903, il participe, en compagnie de Robin et de Roussel, à une conférence à l'Hôtel des sociétés savantes qui réunit quinze cents personnes. Dans les années suivantes, il donne d'autres conférences[316], toujours favorables aux positions néomalthusiennes, et écrit dans les périodiques du mouvement. Par la suite, Sébastien Faure sollicite un certain nombre d'acteurs du néomalthusianisme français pour rédiger certains articles de son *Encyclopédie anarchiste*

316. D'après Jeanne Humbert il donna même une conférence le 6 janvier 1908 dont l'intitulé était « Ayons peu d'enfants, mais qu'ils soient robustes et bons ». Si l'information est bonne, elle traduit le fait que Sébastien Faure reprenait également à son compte l'idée de « régénération ». Voir : J. Humbert, 1947, pp. 57-58.

(1934), tentative de synthèse thématique et historique du mouvement libertaire en France. Gabriel Giroud, Eugène Humbert, parmi d'autres, en font notamment partie.

La période 1903-1908 est sans conteste la meilleure pour les néomalthusiens et pour la Ligue de Régénération humaine[317]. Les conférences se multiplient, l'audience augmente, l'administration du journal s'améliore considérablement, le réseau se consolide. D'autre part, la collaboration internationale se renforce (avec l'Angleterre, la Hollande, la Suède, l'Allemagne, la Belgique, la Suisse, l'Italie et l'Espagne) et un « Bureau international de défense et de résistance »[318] est créé. Son but, outre la réalisation d'une culture commune par la publication et la traduction d'ouvrages de propagande, est de renforcer la solidarité internationale entre militants néomalthusiens. Tout aussi déterminé que ne l'était Robin, Humbert est moins abrupt dans les relations humaines. Il assure la distribution du matériel contraceptif, organise un réseau de médecins-référents[319] vers lesquels orienter les personnes qui en ont besoin. C'est un animateur très investi de la Ligue de Régénération humaine, sans être un producteur de théorie.

En 1908, cependant, les relations entre Humbert et Robin se dégradent. Ce dernier, d'un caractère que tous les témoignages décrivent comme ombrageux et très autoritaire, tendance qui s'était affirmée avec l'âge, entre, sur la foi de divergences mineures, dans un conflit larvé avec E. Humbert qui aboutit à la rupture définitive. Dans une lettre à Humbert de février 1908, les propos de Robin sont très durs, mais ne produisent pas de motif objectif de l'exclusion :

> « La séparation complète d'avec vous est devenue indispensable pour une foule de motifs. […] Donnez-moi, dans la forme que vous voudrez, non offensive bien entendu, votre démission d'administrateur gérant ; préparez-vous à nous rendre sans délai argent, tous documents, matériel grand et petit, appartenant à la Ligue. Votre démission volontaire (pour vous conformer à la décision de l'assemblée), paraîtra en tête du prochain N°, avec commentaires de ma part qui ne pourront que vous être agréables et utiles. […] Vous resterez libre, non seulement de faire toute la propagande littéraire et commerciale personnelle que vous voudrez, et vous nous ferez encore grand plaisir, comme tous les autres ligueurs, en

317. D'après Guerrand et Ronsin, «[l]'arrivée d'Humbert à la tête de la Ligue de Régénération humaine doit être considérée comme la date de naissance d'un véritable mouvement néo-malthusien en France. » et ils ajoutent : « Les efforts déployés jusqu'alors par Paul Robin n'avaient certes pas été inutiles. Il avait fait bénéficier le néo-malthusianisme de ralliements précieux. En revanche, ses efforts pour créer un mouvement structuré ne débouchèrent que sur des échecs successifs et quelque peu ridicules. Avec Humbert, tout va changer... », Guerrand et Ronsin, 1990, p. 26.

318. Voir G. Hardy, 1919, pp. 379-380.

319. Un rapport de police du 28 septembre 1907 sur le journal *Régénération* et sur la Ligue de Régénération humaine produit une liste de « praticiens » agréés par la Ligue, AN/F7/13955, malthusianisme, 1907-1925.

> continuant à vous associer à notre travail théorique. […] Épargnez, à nous et à vous, la malédiction d'une lutte méchante qui certainement serait nuisible aux deux partis, mais qui aurait bien des chances de vous être ruineuse. »[320]

Certains éléments permettent de soutenir que cette décision fut une erreur stratégique pour la Ligue. Tout d'abord, l'année 1908 coïncide avec la dissolution de la Ligue de Régénération humaine[321], mais surtout, le périodique *Régénération*, privé de l'activité de E. Humbert, sera stoppé dans son élan et cessera de paraître dès le mois d'avril 1908. Ensuite, parce que tous les autres personnages « importants » du mouvement continuent à travailler sans aucun problème avec E. Humbert — y compris les plus proches de Robin, tel Gabriel Giroud — lorsqu'il lance son propre périodique, *Génération Consciente*, à la fin de 1908.

C'est lors d'une réunion de préparation de cette nouvelle publication qu'Eugène Humbert rencontre Henriette Jeanne Rigaudin (1890-1986) alors âgée de dix-huit ans. Elle devient sa compagne peu de temps après et collabore à *Génération Consciente*. Native de Romans-sur-Isère (Drôme), elle est la fille d'un couple qu'elle dit « mal assorti », qui se sépare assez vite, et dont le père sombre dans l'alcoolisme[322]. Sa mère, Aline Rigaudin, fréquente les milieux anarchistes et socialistes et devient la maîtresse d'un libertaire nommé Auguste Délalé. Elle s'installe à Tours en 1901, emmenant avec elle sa fille Jeanne. L'enfance de Jeanne est baignée dans l'ambiance des réunions anarchistes où elle rencontre de grandes figures de ce mouvement. Elle y assiste aussi à des conférences de Jean Marestan (1874-1951) et de Laurent Tailhade (1854-1919)[323], figures marquantes du mouvement. Jeanne passe son certificat d'études à Tours, mais son instruction scolaire s'arrête là. Elle évolue toutefois dans un milieu qui lui fournit de solides éléments de culture politique et syndicale. Après une série de poursuites liées à son activité anarchiste qui lui ôtent tout espoir de trouver du travail dans la région de Tours, Auguste Délalé décide de partir pour Paris, accompagné d'Aline Rigaudin et de sa fille. Installés dans la capitale, ils nouent immédiatement des liens avec le milieu libertaire parisien. A l'âge de dix-sept ans, Jeanne quitte ses parents et s'installe seule, utilisant des compétences qu'elle a acquises en dactylographie et en sténographie pour trouver de petits emplois. Ces aptitudes

---

320. Lettre de P. Robin à E. Humbert du 18 février 1908, IISH, Eugène Humbert & Jeanne Humbert papers.
321. Voir E. Humbert et J. Humbert, (webographie). La ligue de Régénération humaine, dissoute en 1908, sera reformée en 1929 par Eugène Humbert, sous la Présidence d'honneur de Victor Margueritte.
322. Sur l'enfance de Jeanne Humbert, voir Ronsin et Guerrand, 1990, pp. 5-11.
323. Jean Marestan est le pseudonyme de Gaston Havard, anarchiste belge, pacifiste et néomalthusien. Laurent Tailhade est un écrivain anarchiste, compagnon de route des néomalthusiens.

professionnelles amènent Jeanne Rigaudin à travailler pour *Génération Consciente*, le nouveau périodique du mouvement. La relation qu'elle noue avec Eugène Humbert est bientôt toute entière consacrée à la cause néomalthusienne. A propos de cette rencontre, Jeanne Humbert écrit : « La parité de nos sentiments, la similitude de nos goûts, la concordance de nos aspirations et de nos idéaux ont été telles qu'elles ont cimenté puissamment une union que l'assassinat, par la guerre, de mon cher compagnon devait seul rompre quelque trente ans plus tard. »[324]

Portée par l'énergie et la compétence d'Eugène Humbert, la propagande reprend. L'activité éditoriale de *Génération Consciente* s'avère être un soutien fondamental pour la crédibilité du mouvement. Elle entretient la culture militante, forge les arguments, constitue une culture scientifique dans le domaine de la physiologie. Tout cela contribue à crédibiliser un mouvement très investi dans l'action et qui doit faire face à de nombreux détracteurs. Ce faisant, Humbert ne fait que confirmer le fait qu'il est plus doué que Robin pour susciter les adhésions et les soutiens. Le domicile d'Humbert, au 27 rue de la Duée dans le XX^{e} arrondissement de Paris, également siège de *Génération Consciente*, devient le lieu de rencontre de tous ceux qui veulent se familiariser avec la doctrine malthusienne. Selon Jeanne Humbert, le futur premier président provisoire de la République de Chine, Sun Yat-sen (1866-1925), alors en exil en Europe, vient rencontrer Humbert peu de temps avant son accession au pouvoir (en décembre 1911). Il a le projet de faire traduire en mandarin la brochure du médecin néerlandais J. Rutgers, *Moyens d'éviter les grandes familles* (1908), éditée et diffusée par *Génération Consciente*. L'activité extraordinaire de *Génération Consciente* à partir de 1908, et parallèlement, le déclin très rapide, puis la disparition, de *Régénération*, ont certainement de quoi nourrir l'amertume de Robin, dont l'activité se réduit notablement dès 1909.

Génération Consciente contribue désormais fortement à l'organisation du mouvement et a un pouvoir d'attractivité incontestable. Le périodique reçoit l'aval des collaborateurs habituels, mais aussi de médecins et d'écrivains de renom, tels Fernand Kolney, auteur du livre intitulé *Le salon de Madame Truphot* (1904), qui fustige l'hypocrisie de la bourgeoisie de son temps relativement à la prophylaxie anticonceptionnelle.

Eugène Humbert accorde aussi une place importante à la rubrique de conseils pratiques qui affirme la fonction sociale du périodique, lequel continue toutefois à

---

324. J. Humbert, 1947, p. 76.

accueillir des écrits théoriques. Contrairement à l'amateurisme relatif de la période de *Régénération*, l'activité éditoriale est l'un des points forts de *Génération Consciente.* Jeanne Humbert le confirme lorsqu'elle écrit : « Eugène Humbert veillait tout spécialement à l'impeccabilité de la présentation de ses éditions. Les brochures, bien que d'un coût modique, étaient bellement imprimées, sur excellent papier, avec couverture cartonnée, de façon à ce qu'on pût les conserver. »[325] Ce travail d'éditeur et de publiciste a cependant un coût. C'est, pour beaucoup, la vente des objets d'hygiène et de préservation qui permet d'y faire face. Par le biais du périodique, Humbert se met à la disposition des groupes de quartier, des groupes d'ouvriers syndicalistes et des Universités populaires pour organiser des conférences ou des causeries sur la limitation des naissances. Le succès est considérable à Paris et dans les villes voisines, mais aussi en province, en particulier dans toutes les villes où existent déjà des sections de la Ligue qui préparent et relayent la venue des conférenciers. Dès 1909, cette activité intense provoque, chez les opposants au néomalthusianisme, une réaction qui l'est tout autant. La Ligue contre la licence des rues, sous la férule du sénateur René Bérenger, multiplie les poursuites judiciaires. A cette époque, ces dernières n'aboutissent pourtant qu'assez rarement à des condamnations. Comme il n'existe pas encore de loi adaptée pour contrer spécifiquement la propagande antinataliste, les néomalthusiens poursuivis pour « outrage aux bonnes mœurs » ou « pornographie ». Cette législation, même inadaptée, permet cependant à Bérenger d'obtenir quelques condamnations.

En 1909 et 1910, Eugène Humbert et Paul Robin[326] — l'activité de ce dernier étant pourtant très réduite — sont inculpés. En cause, la publication d'une brochure, *L'amour infécond* (1908), du médecin Fernand Elosu (1875-1941)[327] et la distribution de tracts appelant à se rendre à des conférences d'Eugène Humbert. En 1910, ce dernier est, pour la première fois, condamné à deux mois de prison et cinq cents francs d'amende. Entre 1910 et 1921, il totalise 7 ans et 9 mois de condamnations à de la prison (5 ans et 9 mois de détention effective) et 5.000 à 10.000 francs d'amendes diverses.

En 1912, Eugène Humbert, jugeant que le mouvement doit mieux structurer et encadrer la partie médicale de son action, envisage la création à Paris d'une « clinique

---

325. J. Humbert, 1947, p. 87.
326. Voir J. Humbert, 1947, pp. 90-92 et Giroud, 1937, pp. 260-263. En 1910, Paul Robin fut condamné pour outrages aux mœurs à deux cents francs d'amende.
327. Fernand Elosu est un médecin libertaire originaire de Bordeaux qui défend, dans les années 1900, la maternité volontaire et l'union libre. Il rédige certains articles de l'*Encyclopédie anarchiste* (1934) de Sébastien Faure, notamment celui consacré à l'alcoolisme.

néomalthusienne médicale et pharmaceutique »[328], projet ambitieux pour lequel il lance une souscription, mais qui, faute de fonds suffisants, ne peut être réalisé immédiatement. Le suicide de Robin et l'approche de la guerre assombrissent l'œuvre des néomalthusiens. Le contexte patriotique est très défavorable à leur propagande et les poursuites judiciaires, d'une efficacité jusqu'alors limitée, commencent à contrarier plus sérieusement l'activité militante du groupe de *Génération Consciente*. La publication du journal se poursuit cependant à un rythme régulier car l'équipe s'est étoffée et que de nombreux collaborateurs peuvent prendre la relève. Le dernier numéro de *Génération Consciente* paraît au mois d'août 1914. La Première Guerre mondiale met un terme à toute propagande néomalthusienne et, par voie de conséquence, à l'activité d'Eugène Humbert.

Objecteur de conscience, pacifiste, opposé à toute forme de patriotisme, Humbert décide de ne pas se soumettre à l'ordre de mobilisation. Très affecté par l'Union sacrée qui conduit les forces de gauche, parfois les plus révolutionnaires, à se fondre dans le patriotisme ambiant et à souhaiter la guerre, il quitte la France clandestinement pour Barcelone le 31 juillet 1914 et prend contact, dès son arrivée, avec les milieux révolutionnaires qu'il connaît bien. Jeanne Humbert reste à Paris quelques temps, avant de l'y rejoindre pour deux mois. C'est à Barcelone qu'ils décident d'avoir leur unique enfant, et Jeanne, enceinte, retourne bientôt à Paris attendre le terme de sa grossesse. Elle ne revient à Barcelone, accompagnée de sa fille, qu'en janvier 1916 pour y demeurer jusqu'à la fin de la guerre. Rentrée en France avec son enfant, elle devient très vite l'objet des attentions de la police qui cherche à savoir où se trouve son mari, recherché pour insoumission. Eugène, conscient des risques qui pèsent sur lui, décide malgré tout de rentrer clandestinement à Paris en juillet 1919. Après quelques tracasseries policières, il apprend que la décision de ne plus poursuivre les insoumis et les déserteurs a été prise[329]. Il envisage évidemment de reprendre la propagande. Mais en 1920, le vote d'une loi « réprimant la provocation à l'avortement et à la propagande anticonceptionnelle » va contrarier ses projets.

A partir des années 1920, le couple Humbert s'intéresse de plus en plus aux questions eugénistes. Ne pouvant poursuivre la lutte de manière frontale, ils intègrent des structures dont les intérêts rejoignent de manière latérale ceux des néomalthusiens. Ils deviennent membres de la Ligue mondiale pour la réforme sexuelle sur une base scientifique, fondée en 1928 par Magnus Hirschfeld (1868-1935), un médecin allemand

---

328. J. Humbert, 1947, p. 121.
329. Eugène Humbert espérait sans doute bénéficier de la loi du 24 octobre 1919 portant amnistie, publiée au J.O. du 25 octobre 1919.

spécialisé dans les études scientifiques relatives à la sexualité.

Il faut attendre le 1er mai 1931 pour qu'Eugène Humbert lance un nouveau périodique, *La Grande Réforme,* qui connait une centaine de numéro jusqu'en 1939. En 1932 paraît *Le pourrissoir*, œuvre écrite par Jeanne Humbert, sur les conseils d'Herbert George Wells (1866-1946), l'écrivain britannique auteur de romans de science-fiction, partisan des thèses néomalthusiennes et ami du couple. Elle y fait le récit de ses treize mois de prison à Saint-Lazare. En 1934, elle publie *Sous la cagoule*, cette fois consacré à l'expérience de son incarcération à Fresnes. Parallèlement, la propagande reprend et des brochures originales sont à nouveau publiées. En novembre 1933, Eugéne Humbert initie les « Dîners eugénistes »[330] afin de stimuler la réflexion entre abonnés et sympathisants de *La Grande Réforme.* C'est surtout une occasion de renforcer les liens entre des néomalthusiens réduits au silence et d'œuvrer ensemble pour obtenir l'abrogation de la loi de 1920. Les dîners se poursuivent, de manière un peu irrégulière, jusqu'à la Seconde Guerre mondiale. En 1937, le thème de l'un d'entre eux sera le centenaire de la naissance de Robin.

En 1933, Jeanne Humbert est poursuivie pour avoir cité, lors d'une de ses conférences néomalthusiennes (dans lesquelles elle est désormais très impliquée), un extrait d'un livre de Victor Margueritte. Elle est condamnée à trois mois de prison et cent francs d'amende. Partout en France la répression contre les partisans de la limitation des naissances se poursuit, mais *La Grande Réforme* paraît tout de même à un rythme régulier jusqu'en 1939. Pour célébrer son centième numéro, Eugène Humbert organise un ultime « Banquet eugéniste ». L'activité du mouvement s'éteint une fois encore avec la guerre.

En décembre 1942, Eugène Humbert est à nouveau arrêté pour complicité d'avortement puis condamné, en mai 1943, à deux ans de prison. Incarcéré à Amiens, il y meurt le 25 juin 1944, lors d'un bombardement allié qui détruit le bâtiment dans lequel il se trouvait. Il devait être libéré le 28 juin. Jeanne Humbert continuera seule un combat dont elle ne déviera jamais, refusant toute dissolution du néomalthusianisme dans les problématiques du planning familial. Beaucoup de ses idées seront reprises après-guerre par les courants féministes qui prendront en charge la question de la maternité et de la procréation. Elle connaîtra l'abrogation tardive de la loi du 31 juillet 1920 — après plus de

330. « Dîners eugénistes. Pour permettre aux amis de *La Grande Réforme* de se rencontrer, de se connaître et d'échanger des idées, pour leur donner aussi l'occasion de s'entraider, nous créons le Dîner mensuel des eugénistes. Ces modestes agapes auront lieu le deuxième jeudi de chaque mois. » Extrait d'un courrier non daté d'Eugène Humbert, adressé aux abonnés de *La Grande Réforme,* cité par J. Humbert, 1947, p. 240.

quatre décennies d'un combat incessant — la légalisation de la contraception et de l'information sur la sexualité et la légalisation de l'avortement. Elle meurt le 1er août 1986.

Bien entendu, la famille néomalthusienne ne se réduit pas aux exemples que nous avons choisi de mettre en avant. Les militants de cette cause constituent une nébuleuse aux contours flous. Et celle-ci s'étend bien au-delà du seul militantisme parisien, même si celui-ci, à l'instar de Nelly Roussel et du couple Humbert, sillonnait la France et l'Europe. La vivacité éditoriale de ce courant, perceptible par le nombre relativement important de livres et de brochures qui sont publiés en France entre 1900 et 1920 — œuvres originales ou traductions — prouve qu'une demande existait. Ces publications ne sont pas toutes originaires des structures parisiennes, même si ces dernières ont un incontestable rôle centralisateur. De plus, les archives de police montrent que de nombreux groupes, dont les antennes locales de la Fédération des Groupes Ouvriers Néomalthusiens, existaient et que leur activité faisait l'objet d'une surveillance de police. Les personnes particulières sur lesquelles nous avons focalisé notre attention sont directement liées à la structure mise en place par Robin. Mais il est permis de parler d'une culture commune néomalthusienne, car les références sont partout les mêmes. Ils ne se sont donc pas contentés de transmettre un héritage sur lequel ils n'auraient pas eu d'influence. Au contraire, ils ont contribué à nourrir ce mouvement, soit en s'en faisant les historiens, soit en diffusant cette culture commune, au départ limitée aux écrits des néomalthusiens anglais, *The elements of social science* au premier rang d'entre eux, et à ceux de Robin, mais qui s'est ensuite considérablement enrichie. Les contributions de médecins, et l'appui de certains scientifiques, ont joué un rôle considérable dans la constitution de cette culture après l'époque Robin.

Que demandent finalement les militants néomalthusiens ? Comment résumer de manière concise, par delà la promotion de la prophylaxie anticonceptionnelle et la vente des contraceptifs, le but révolutionnaire qu'ils ambitionnent d'atteindre ? Jeanne Humbert répond de façon synthétique et très claire à cette question dans l'opuscule qu'elle consacre à son ami Gabriel Giroud en 1948 :

> « Les néo-malthusiens, eux, désirent, pour une population sagement adaptée d'après les données de Gabriel Giroud, un standard de vie qui permette à chacun une nourriture saine, riche et abondante, avec cet indispensable superflu que connaissent seulement quelques privilégiés ; des vêtements légers pour les jours chauds et des vêtements chauds pour les jours froids ; des maisons spacieuses, lumineuses et gaies pourvues de tout ce que le progrès moderne a créé en vue de réduire l'effort ménager et d'augmenter les possibilités d'hygiène, les heures de loisir, de faire place à l'art et à la culture ; tout ce qui tend, enfin, à améliorer, à

> régénérer le corps et à élever l'esprit. Nous ne sommes pas des religieux pour tourner délibérément le dos à la vie et faire pénitence ! Nous voulons, pendant que nous sommes vivants, exister pleinement dans l'aisance, dans la paix et dans la joie et jouir des bienfaits accrus par l'intelligence et la main de l'homme. »[331]

D'après cette déclaration, l'objectif est donc très pragmatique. Il faut parvenir à instaurer un « standard de vie » qui permette en priorité la satisfaction des besoins matériels concrets des hommes. Faut-il en déduire un matérialisme plat qui ne viserait que la satisfaction des besoins du corps ? Il n'en est rien, car l'idée même de standard consiste à établir une base matérielle permettant de satisfaire les besoins essentiels, ce qui permet ensuite de pouvoir se consacrer au savoir, à l'art et à la culture sans avoir à se préoccuper de sa survie. « L'élévation de l'esprit » ne devient possible que lorsque les besoins premiers sont comblés. Tel est le véritable but de l'action néomalthusienne qui ne peut être réduite à une praxis étroitement utilitariste.

Il faut considérer le corpus que les néomalthusiens ont constitué, entre 1895 et 1939, comme une source à laquelle sont alimentés les militants du premier cercle, mais aussi les sympathisants et les compagnons de route, alliés de circonstance, pour une transformation profonde de la société. Ces sympathisants sont bien souvent des intellectuels, des gens de lettres et des militants politiques ou syndicaux, sans doute plus discrets, sans doute moins liés au réseau parisien, mais qui ont eux aussi contribué à la circulation de cette culture commune.

331. Jeanne Humbert, 1948, p. 12.

2- Les médecins

Pour notre étude de la composante médicale du néomalthusianisme, nous avons privilégié les médecins qui sont producteurs d'une œuvre, que celle-ci soit constituée d'articles ou de monographies. On peut diviser en deux domaines distincts les idées considérées comme importantes par les médecins néomalthusiens : l'éducation — intégrale et comprenant l'éducation sexuelle — et l'eugénisme. La défense de ces idées se fonde sur un certain nombre de références communes, qui feront l'objet d'un développement spécifique.

Le lien entre médecine et néomalthusianisme est compréhensible car les deux domaines ont des intérêts qui peuvent être convergents. D'un côté, les néomalthusiens ont besoin de la caution scientifique et de l'expertise apportées par la médecine pour asseoir la légitimité de leur militantisme. De l'autre, certains médecins progressistes voient dans la doctrine néomalthusienne une construction théorique et une pratique qui peut être une réponse synthétique aux problèmes sanitaires ou sociaux qu'ils rencontrent dans l'exercice de leur profession et auxquels ils pensent pouvoir apporter une solution. Le néomalthusianisme apporte aussi une structure politique et philosophique.

Les médecins exerçant auprès d'une population défavorisée sont les mieux placés pour avoir une idée juste des conséquences d'une natalité non régulée et de conditions sanitaires dégradées. Ils sont, par exemple, régulièrement témoins des suites médicales dramatiques des avortements clandestins mais aussi de l'effet sur la santé et l'hygiène de naissances trop nombreuses dans une population déjà pauvre. Ils connaissent l'état sanitaire d'une population ouvrière privée d'un accès régulier aux soins. Si l'on ajoute à cela les fléaux comme l'alcoolisme, la tuberculose et les maladies vénériennes qui accompagnent la misère, on peut comprendre que les consciences individuelles de certains médecins aient pu s'investir dans un néomalthusianisme qui prend en charge des questions que les pouvoirs institutionnels négligeaient. L'action néomalthusienne répond doublement à leurs attentes. Premièrement en se proposant d'apporter une solution immédiate et concrète aux avortements clandestins et à la surnatalité, par la diffusion de connaissances médicales, par la création d'une éducation sexuelle et par la promotion de techniques contraceptives. Deuxièmement par la mise en place d'un objectif ambitieux, l'amélioration concrète de la race par la généralisation de la puériculture ainsi que par la diffusion des idées et des techniques eugénistes.

Par delà l'aspect strictement médical, les médecins néomalthusiens investissent également un champ politique et moral. En effet, la propagande néomalthusienne en France se fait d'abord sur des motifs sociaux et politiques. Elle concerne les milieux de gauche — des libertaires les plus radicaux aux socialistes réformistes — et elle rassemble des militants, des syndicalistes, des intellectuels progressistes dont le dénominateur commun est un humanisme rationaliste et positiviste qui attend des sciences et des techniques un affranchissement concret de l'humanité.

Le lien d'affinité que le néomalthusianisme entretient avec les sciences biomédicales est une évidence. Il a besoin de l'expertise des médecins, de leur capacité à chercher et à innover, pour mener à bien l'éducation sexuelle et le projet eugéniste. En retour, certains médecins trouvent dans le néomalthusianisme un moyen de synthétiser dans une matrice cohérente les préoccupations diverses — hygiénistes, médicales, éthiques, politiques et philosophiques — qui les animent. Dans ce cadre, la mise en œuvre de l'éducation sexuelle, et plus encore la compréhension de la physiologie de la procréation, exigent pratiquement le recours à la science médicale et l'intervention de celles et ceux qui seraient détenteurs d'un savoir scientifique adapté. Cette évolution vers la médecine est inscrite dès le départ dans l'action de la Ligue de Régénération humaine qui se situe au carrefour des sciences sociales et de la médecine. Cette impulsion spécifique est donc inhérente au courant lui-même. Mais quelle forme prend t-elle ?

Dans les faits, la volonté d'agréger le monde médical au militantisme se traduira par des adhésions à la Ligue de Régénération humaine, certes peu nombreuses au départ mais significatives tout de même. A titre d'exemple, on peut noter la présence de personnes issues du corps médical parmi les membres fondateurs de la Ligue, notamment le docteur Adrien Meslier (cf. figure n° 7), député socialiste de la Seine de 1902 à 1914. Mais d'autres médecins participeront directement à toutes les actions et productions du mouvement lui-même. La composante proprement médicale s'affirme au fil du temps, même si beaucoup de médecins hésitent à s'illustrer de manière trop visible dans un militantisme qui pouvait avoir pour eux, professionnellement et personnellement, des conséquences fâcheuses. Le goût pour la provocation de certains membres du courant attise les inimitiés et les oppositions et, parfois, a un effet contraire à celui recherché. Cela a certainement pour effet d'écarter des médecins qui, bien qu'en accord sur le plan théorique, sont dérangés par la radicalité des positions et l'outrance des discours.

Jeanne Humbert, dans *Eugène Humbert. La vie et l'oeuvre d'un néo-malthusien* (1947), évoque, au fil de son ouvrage, les noms de plus de trente médecins français qui ont

intellectuellement adhéré sans réserve aux idées néomalthusiennes et qui ont collaboré, de façon plus ou moins intense, à l'action de la Ligue de Régénération humaine, entre 1900 et 1940, à *Régénération* et à *Génération Consciente*. De plus, les médecins qu'elle cite ne sont que ceux qui ont croisé la route d'Eugène Humbert et qui sont essentiellement issus du milieu parisien.

On ne peut évidemment pas parler d'une adhésion officielle et massive du corps médical à la Ligue de Régénération humaine et aux idées néomalthusiennes. Les étudiants de médecine, souvent issus des classes sociales aisées, ne sont pas des habitués de l'action militante et ils sont sans doute aussi sociologiquement marqués par leur inscription sociale, ce qui ne les porte pas à considérer favorablement le néomalthusianisme. Quand les médecins s'impliquent de manière plus conséquente, il s'agit surtout de médecins issus de la gauche républicaine ou portés par des idéaux émancipateurs de type socialiste marxiste ou communiste. Il existe cependant une composante résolument médicale du néomalthusianisme, et il est intéressant d'analyser la manière dont elle s'est constituée.

On peut tout d'abord noter que, parmi les médecins qui accompagneront le mouvement néomalthusien, la plupart sont d'origine sociale très modeste. C'est le cas de Madeleine Pelletier (1874-1939), de Jean Darricarrère (1866-1931), de Charles Binet-Sanglé (1868-1941) et, très probablement, de Joseph Klotz-Forest (né en 1876). Or, à l'époque, les études de médecine ne leur sont pas facilement accessibles. Nous avons également remarqué qu'au moins quatre des dix médecins auxquels nous nous sommes intéressé ont été formés à l'école de la médecine militaire.

Après avoir introduit cette question de l'influence qu'a pu exercer la médecine militaire sur l'engagement de certains médecins, nous présenterons des éléments biographiques pour quatre médecins ayant produit une œuvre théorique et qui se sont illustrés en adoptant des positions néomalthusiennes. La première d'entre eux, Madeleine Pelletier, est la plus connue, et a déjà fait l'objet de travaux relativement récents, mais nous la présentons dans une perspective différente en intégrant, notamment, la composante eugéniste de son œuvre. Le second est un médecin militaire originaire du pays basque, Jean Darricarrère, qui n'a pas beaucoup publié, mais dont les œuvres, diffusées par les structures du mouvement, présentent une synthèse intéressante des enjeux sociaux et éthiques du néomalthusianisme vus par un médecin. Le troisième, Charles Binet-Sanglé, est un autre médecin militaire qui n'a jamais été inclus jusqu'ici dans les travaux qui se sont intéressés au mouvement néomalthusien. Nous montrerons que, s'il ne fait pas partie du réseau parisien de la Ligue de Régénération humaine, il en partage toutes les analyses et

toutes les conclusions, en particulier dans deux œuvres marquantes de 1918 et 1919. Enfin, nous présenterons un autre personnage essentiel du mouvement, Justin Sicard de Plauzoles, partie prenante de nombre d'enjeux médicaux, sociaux et éthiques du début du XX^{e} siècle et sur lequel, jusqu'à présent, aucun travail synthétique n'a été produit. Nous avons croisé dans notre étude un certain nombre d'autres médecins, plus ou moins proches de la Ligue de Régénération humaine. Nous serons amené à évoquer leur contribution au cours de notre étude.

L'apport de la médecine militaire

La quasi-totalité des médecins qui se sont illustrés dans le mouvement néomalthusien ont été formés à l'école de la médecine militaire. Ce fait n'est pas anodin car leur position les met au premier rang pour établir un constat sur l'état de santé d'une population, en particulier quand ils interviennent dans les centres de conscription. Avant la Première Guerre mondiale, seul un tiers des conscrits sont incorporés dans le service actif. Des médecins militaires, comme Justin Sicard de Plauzoles et Charles Binet-Sanglé (1868-1941), s'appuient sur leur propre expérience pour alerter les pouvoirs publics sur la situation sanitaire préoccupante au sein de l'armée française. Charles Binet-Sanglé bénéficie par exemple, dans le cadre de ses fonctions, d'un accès direct à des données statistiques concernant l'état sanitaire l'armée, données qu'il contribue lui-même à collecter. L'étude de ces éléments constituant, selon, lui un échantillon représentatif, lui permet par extrapolation de tirer des conclusions sur l'état de santé de la population française. Ses conclusions viennent confirmer les craintes de l'époque sur le nombre de personnes ayant contracté la tuberculose ou la syphilis. Il dispose également de données sur l'alcoolisme et le tabagisme au sein d'une classe d'âge. En ce sens, il reflète l'intérêt de l'époque pour les questions d'hygiène et de prophylaxie. Le fruit de ses études statistiques permet à Binet-Sanglé de publier des articles réguliers dans *Armée et démocratie*[332], une revue militaire interne destinée aux officiers et sous-officiers de l'armée active. Dans le

332. *Armée et démocratie*, *organe des officiers et sous-officiers républicains*, est un hebdomadaire interne à l'armée française qui parait de 1908 à 1912. Son directeur est un certain Robert Nanteuil. Le périodique est à destination des militaires de profession classés « à gauche » ; il propose — outre les habituels et attendus articles corporatistes — des réflexions plus générales sur des questions sociales et politiques. Sa ligne éditoriale est anticléricale et républicaine. Les articles publiés n'hésitent pas à dénoncer, par exemple, le manque de précautions sanitaires et hygiéniques au sein de l'armée française.

cadre de ses fonctions, il rédige également un rapport sur la statistique médicale de l'armée française. Il semble que ces travaux aient été appréciés par sa hiérarchie qui, dans un premier temps, le félicite de les mener à bien :

> « En l'état actuel, « La statistique médicale de l'armée française » constitue un document de premier ordre dont la valeur ne paraît pas être dépassée par celle des armées étrangères. Dans ces conditions, la 7e Direction a l'honneur de proposer au Ministre de vouloir bien accorder une lettre de félicitations au Médecin-major de 1ère classe Binet. »[333]

Mais peu de temps après, visiblement atterré par ce qu'il a découvert, Charles Binet-Sanglé publie un article polémique dans les colonnes du journal *Le Matin* du 7 mars 1912, intitulé « La santé de nos soldats » :

> « Il faut que le pays sache ! Il faut que la nation connaisse la situation sanitaire de son armée ! […] La France est, au point de vue pathologique, à la tête des nations. Les cartes que j'ai construites […] et qui montrent la répartition des principales maladies dans les armées de l'Europe ne laissent aucun doute à ce sujet. La comparaison porte sur dix années, elle est établie entre hommes du même âge et d'une constitution à peu près identique ; et l'on sait que l'état sanitaire d'une armée n'est que le reflet de l'état sanitaire de la population civile. Or à ne considérer que la période quinquennale 1903-1907, sur les neuf armées dont les chiffres officiels me sont parvenus, la France occupe le premier rang pour la rougeole, la scarlatine, les oreillons, la diphtérie, la dysenterie et le rhumatisme articulaire aigu : le second rang pour la tuberculose et la méningite cérébro-spinale, le troisième rang pour la fièvre typhoïde et la grippe. Voici les chiffres : ils sont navrants »[334] .

La dénonciation à laquelle il se livre, qui ne présente ni l'armée ni l'État français sous un jour très favorable et qui engage leur responsabilité, vaudra à Binet-Sanglé un rapport, puis un déplacement d'office à l'étranger dès le mois de mars 1912[335]. Mais dans les années qui suivent, la situation au sein de l'armée ne semble pas notablement s'améliorer si l'on en juge par ce qu'écrit Justin Sicard de Plauzoles dans ses *Principes*

---

333. Rapport du Directeur de la 7e Direction du Service de Santé des armées au Ministre de la Guerre daté du 19 janvier 1912. Archives du Service Historique de la Défense (SHD), dossier Binet-Sanglé, SHD/15 Yd 453.
334. « La santé de nos soldats », *Le Matin*, 7 mars 1912.
335. Dans une note datée du 19 mars 1912 et adressée au Ministre de la Guerre par le secrétaire général du ministère de la Guerre on peut lire : « Les documents dont M. Binet-Sanglé fait état dans son article se trouvent dans le volume de la statistique médicale de l'armée, imprimée récemment par l'Imprimerie Nationale. En les publiant M. Binet n'a donc pas fait à proprement parler acte d'indiscrétion. Mais son intervention a eu pour effet de donner à ces chiffres une publicité qu'ils ne doivent pas avoir et de les faire sortir de la sphère purement médicale. C'était ainsi attirer l'attention du grand public sur des renseignements qui risquent d'être faussement interprétés. » SHD/15 Yd 453.

d'Hygiène sociale, en 1927. Tout en reconnaissant que certains progrès décisifs ont été accomplis du point de vue de l'hygiène entre 1870 et 1914, notamment l'éradication de la variole, il considère que beaucoup reste à faire si l'on veut échapper au « désastre » qui nous menace :

> « En 1894 sont nés 436.000 garçons. Cela veut dire, pour ceux qui connaissent un peu nos statistiques, qu'il est né à peu près autant de filles. Mais comme il n'y a pas de service militaire, jusqu'à présent, pour les filles, il n'y a pas non plus de conseil de révision, et, à l'âge de vingt ans on ne fait pas le dénombrement des filles en état de travailler – de porter les armes – comme on le fait pour les garçons. Regardez maintenant le deuxième chiffre : en 1914, 118.000 de ces garçons nés en 1894 étaient morts ; il en restait 318.000 vivants. Mais 96.000 ne valaient pas grand'chose au point de vue physique, les uns sont des exemptés : 19.000 ; les autres sont des ajournés : 77.000 ; c'est-à-dire qu'un peu plus seulement de la moitié de cette génération masculine est arrivée à l'âge du service militaire en état non pas seulement de porter les armes, mais de fournir un travail utile. Et si, par analogie, nous faisons le même calcul pour la population féminine, nous devons conclure que seulement la moitié des filles nées dans une année quelconque, arrivent à la vingtième année en état d'être [...] des travailleuses et des productrices. »[336]

D'autres médecins militaires, tels Jean Darricarrère, orienteront plutôt leur réflexion et leur travail sur la médecine coloniale, ce qu'il fait dans certains de ses textes. Mais la contribution des médecins néomalthusiens à l'étude des questions de santé et de démographie ne se limite pas à la constitution et à l'exploitation de données statistiques dans le cadre de la médecine militaire. Ils furent aussi des producteurs de théories et des écrivains parfois prolifiques qui alimentèrent le mouvement. Chez eux, le passage de la médecine des corps individuels à la médecine du corps social s'accompagne d'une réflexion sur le progrès. Dans cette perspective ils estiment avoir leur mot à dire sur la constitution de la société idéale. Leur expertise et leur imagination seront régulièrement mises à contribution.

Madeleine Pelletier

Deux ouvrages, parus en 1992[337], ont été exclusivement consacrés à Madeleine Pelletier. En outre, il existe de nombreux articles et livres sur l'histoire du féminisme qui

336. Justin Sicard de Plauzoles, 1927, pp. 61-63.

évoquent Madeleine Pelletier à titre de figure combattante exemplaire. Ces articles, généralement bien informés, ont une coloration un peu hagiographique. En effet, l'implication militante des auteurs de ces études dans les questions féministes les conduit parfois à estomper ce qui, dans l'action de Madeleine Pelletier, ne cadre pas avec le portrait souvent un peu idéalisé que l'on aimerait voir valider. Ainsi, son implication dans l'anthropologie criminelle, son utilisation de concepts racialistes et son intérêt très vif pour les questions eugénistes sont-ils souvent considérés comme des erreurs de parcours, des divagations qui ne méritent pas qu'on leur accorde une place décisive dans la vie et l'œuvre de Madeleine Pelletier. De plus, et peut-être est-ce lié, son engagement néomalthusien est traité comme l'un des domaines, parmi bien d'autres, dans lesquels elle s'illustre, et non comme une perspective prioritaire. Pour attribuer au néomalthusianisme de Madeleine Pelletier son importance réelle, il faut en effet assumer et intégrer l'eugénisme qui l'accompagne. Or, ce point est sinon écarté du moins minoré dans les études qui la concernent. Nous avons tenté ici de restituer la juste proportion de l'engagement néomalthusien de Madeleine Pelletier, ainsi que le caractère fondateur, pour son œuvre future, de son adhésion à l'anthropologie racialiste des années 1890-1900. Nous avons donc réintégré dans notre étude les textes nombreux dans lesquels elle développe l'idée qu'un programme eugéniste est une condition de l'amélioration de l'espèce et, au-delà, de la constitution de la société idéale.

Madeleine Pelletier est née le 18 mai 1874 dans le 2e arrondissement de Paris. Elle est issue d'un milieu très pauvre, sa mère est une modeste commerçante, très croyante et royaliste, son père, paralysé à la suite d'une attaque en 1878, meurt en 1889, alors qu'elle n'a que quinze ans. Si l'on en croit la biographie de C. Sowerwine et C. Maignien, elle fait l'expérience frustrante, partagée par de nombreuses femmes à l'époque, des études qui s'arrêtent tôt et qui n'ouvrent pas la possibilité de passer le baccalauréat, malgré le désir qu'elle a de poursuivre son instruction. Son histoire fait d'elle une enfant de la IIIe République. Pourtant, son jugement sur les idéaux des républicains est lucide et pessimiste :

> « A lire les manuels des historiens officiels il semblerait […] qu'il n'y ait plus rien à désirer sous la troisième République. Les temps antérieurs à elle sont

337. Claude Maignien, Charles Sowerwine, *Madeleine Pelletier, Une féministe dans l'arène politique* (1992), et de *Madeleine Pelletier. Logique et infortunes d'un combat pour l'égalité* (1992), ouvrage collectif constitué d'une dizaine d'articles.

> présentés comme une longue nuit durant laquelle le peuple français languissait sous le joug. […] Mais qui a des yeux pour voir ne se laisse pas prendre à cette littérature. […] Tout accessible à tous ; quelle duperie ! Où est l'enfant d'ouvriers qui pourrait, sans être à bon droit taxé de folie, dire : je veux être membre de l'Institut, Ministre, Ambassadeur. L'enfant bourgeois, lui, peut concevoir de telles espérances tout en étant raisonnable. A ces grandes situations, il est vrai, bien peu parviennent, mais enfin tout enfant *mâle* qui naît dans la fortune est appelé. En somme, le seul progrès réalisé sur les régimes anciens par le régime présent a consisté à masquer l'iniquité sous une phraséologie démocratique. Le peuple s'était insurgé contre des mots ; et bien on a changé les mots ; on a mis les mots qu'il voulait : République, Suffrage universel, Liberté, Laïcité, Solidarité. La réalité, elle, est restée ce qu'elle était. »[338]

En 1889 et 1890, elle se sent proche des idées libertaires, lit Kropotkine et Elisée Reclus et assiste à des réunions anarchistes. Mais, dès 1894, elle prend ses distances avec l'anarchisme, dont elle trouve les efforts révolutionnaires inefficaces. Elle revient sur cette période dans certains de ses écrits politiques, notamment dans *Justice sociale ?* (1913) : « On entre jeune d'ordinaire à l'anarchie et au bout de quelques années, on la quitte. Les uns désenchantés de toute action sociale se terrent dans leur chacunière, les autres vont aux partis d'opposition modérée, voire aux partis de gouvernement. »[339]

Contre toute attente, parce qu'elle a abandonné ses études depuis 1889, elle passe son baccalauréat es-sciences en 1895. Pour une fille, c'est un fait assez exceptionnel à l'époque, a fortiori lorsqu'elle est issue d'un milieu pauvre et traditionaliste. Les approches biographiques qui lui sont consacrées[340] ne donnent pas vraiment beaucoup plus d'indications et constatent même qu'il est étonnant qu'ayant quitté l'école assez jeune, elle ait pu, plus tard, passer le Brevet élémentaire et le Brevet supérieur et qu'elle ait ensuite préparé seule le baccalauréat, en 1895 et 1896, sans bénéficier d'aide extérieure. Dans l'ouvrage qu'ils lui consacrent, *Madeleine Pelletier, une féministe dans l'arène politique* (1992), Claude Maignien et Charles Sowerwine émettent l'hypothèse que c'est sans doute grâce à une aide relevant du « mécénat », accordée à cette jeune fille méritante par un philanthrope dont l'identité ne peut être établie avec certitude, qu'elle a pu préparer et obtenir son baccalauréat. Une fois titulaire du baccalauréat, ce serait grâce à l'intervention de Charles Letourneau (1831-1902), alors anthropologue à la Société d'anthropologie de

---

338. Pelletier, 1913, pp. 5-6.
339. Pelletier, 1913, p. 30. « Chacunière » désigne, au sens propre, la maison de chacun. M. Pelletier l'utilise pour qualifier l'attitude égoïste sur laquelle se replient ceux qui ont perdu espoir que la société s'améliore par une réforme ou une révolution d'ampleur.
340. Voir, par exemple, Maignien et Sowerwine 1992 ; Bard, Coffin et al., 1992 ; Cova, 2011.

Paris, lui-même originaire d'un milieu très pauvre, qu'elle aurait pu entreprendre et financer ses études de médecine. Elle rencontre sans doute Letourneau en 1897, alors qu'elle assiste en auditrice libre à ses leçons à la Société d'anthropologie de Paris. Letourneau, franc-maçon, républicain convaincu de longue date, ancien partisan de la Commune, est un esprit progressiste favorable à certaines positions féministes. On peut conjecturer que cet ensemble de facteurs l'ont conduit à une bienveillance particulière à l'égard de Madeleine Pelletier. A cela, il faut certainement ajouter les dispositions propres de cette étudiante, qui veut apprendre et réussir et fait preuve d'indiscutables aptitudes dans les domaines auxquels elle a choisi de s'intéresser. Lorsqu'elle passe le baccalauréat, elle est brillante en mathématiques, excellente en philosophie et douée en sciences. Elle est en revanche médiocre en latin et en grec, matières qui lui paraissent constituer des barrières discriminantes pour l'accession des personnes d'origine modeste à la reconnaissance institutionnelle. Son succès au baccalauréat lui permet de s'inscrire à la Faculté des sciences pour y préparer le « PCN », ou Certificat d'études Physiques Chimiques et Naturelles, alors condition d'accès impérative aux cinq années d'études de médecine. Les droits d'inscription élevés, 300 francs annuels, auraient dû constituer un obstacle pour Madeleine Pelletier (à titre de comparaison, le salaire d'un facteur dans le département de la Seine en 1890 est de 600 francs annuels)[341]. Il n'en est rien et elle est dispensée des droits d'inscription pour chacune des trois années du PCN et pour les trois premières années de médecine ; elle obtient même une bourse de 600 francs annuels.

Madeleine Pelletier débute en 1898 des études de médecine qu'elle achève en 1903. Les femmes ne représentent alors qu'une très petite proportion des étudiants en médecine (environ 3% en 1899, soit 129 femmes inscrites sur une population de 4.500 étudiants)[342] et une proportion plus faible encore de médecins en exercice. Madeleine Pelletier s'intéresse à la médecine aliéniste et sa thèse de médecine, *L'association des idées dans la manie aiguë et la débilité mentale*, soutenue en 1903 (cf. figure n° 3), s'inscrit d'ailleurs dans ce domaine. Elle exerce en 1901 et 1902 la fonction d'interne suppléante à l'asile de Villejuif. Situé dans le Val-de-Marne, très proche de la limite sud de Paris, cet asile, construit en 1882, était destiné à l'hébergement, puis au traitement des malades mentaux. Ce poste fait d'elle la première femme interne de France en médecine aliéniste. Elle complète son internat en faisant fonction d'externe à la Maison d'accouchements

341. Maignien et Sowerwine, 1992, pp. 28-30.
342. Maignien et Sowerwine, 1992, p. 30.

Baudelocque à l'automne 1902. Cette clinique, fondée à Paris en 1890, en complément de la maternité de Port-Royal, fut l'occasion de la création d'une seconde chaire d'obstétrique. Le premier chef de service de cette nouvelle clinique fut le Professeur Adolphe Pinard. On voit donc que la formation de Madeleine Pelletier la met au contact des préoccupations essentielles de la médecine de l'époque que sont la puériculture et la néonatalogie, d'une part, et la prise en charge et l'étude des pathologies mentales, d'autre part. Elle rencontre, sur les lieux de son internat en tant que suppléante et dans le cadre de ses études, les grands noms parisiens de la médecine de l'époque dans ces deux domaines. Son directeur de thèse est Alix Joffroy (1844-1908), neurologue et psychiatre, ancien élève de Jean-Martin Charcot. Elle subit en outre l'influence de Pierre Janet, le célèbre philosophe et médecin, fondateur en 1901 de la Société de psychologie, dont les travaux en psychopathologie suscitent son intérêt le plus vif. Parallèlement, elle s'intéresse à l'anthropologie et fréquente notamment la Société d'anthropologie de Paris, pour le bulletin de laquelle elle écrira plusieurs contributions. Cependant, elle ne pourra poursuivre jusqu'où elle l'aurait souhaité son investissement dans la recherche en psychologie et en anthropologie, domaines où son travail était pourtant apprécié par certaines personnalités de renom. La principale raison, ce sont les barrières institutionnelles interdisant aux femmes d'obtenir des postes d'externes en médecine aliéniste. La seconde est tout simplement la nécessité économique. Car si elle avait bénéficié d'appuis et de soutiens financiers pendant ses études et sa formation, il lui fallait néanmoins subvenir à ses besoins une fois devenue médecin. Les obstacles qu'elle rencontre sont d'abord institutionnels. En effet, bien que les médecins qui encadrent son travail lors de ses années d'internat soient favorables à son admission, par concours, à l'internat de médecine, elle ne peut s'y présenter en 1902 au prétexte qu'elle ne bénéficie pas de ses droits civiques[343]. Or, la possession des droits civiques et politiques est évidemment liée à la capacité à voter, ce qu'aucune femme n'est autorisée à faire à l'époque. Le soutien de personnalités du monde médical, et notamment d'Édouard Toulouse (1865-1947), et son activisme font que, finalement, elle est autorisée à passer le concours en 1903 et se classe 6eme sur 11 admis. Au début de l'année 1904, elle débute donc son internat de trois ans, qui sera prolongé à son terme d'une année à titre exceptionnel.

Que ce soit dans le milieu des aliénistes ou dans celui de l'anthropologie, Madeleine Pelletier est désormais membre d'une communauté qui correspond à ses attentes

343. Sur cet épisode voir Maignien et Sowerwine, 1992, chap. 2 ; Coffin , 1992.

intellectuelles, notamment parce qu'elle lui apporte des outils théoriques et pratiques pour comprendre le monde et se constituer une image globale de la condition humaine. De ce fait, elle épouse tous les concepts validés par la communauté scientifique de l'époque, notamment celui de race. Dans leur ouvrage consacré à M. Pelletier, C. Maignien et C. Sowerwine la présentent pourtant comme contrainte d'accepter, presque à son corps défendant, des idées qu'elle récuserait moralement et scientifiquement : « L'idée de la supériorité de la race blanche et celle de la base matérielle de l'intelligence sont à tel point enracinées que Madeleine Pelletier ne peut les rejeter. »[344] Il nous semble qu'il s'agit là d'une erreur d'appréciation.

Tout d'abord parce qu'une telle assertion repose sur l'idée que Madeleine Pelletier aurait pu considérer que le concept de race n'avait pas de pertinence scientifique (ce qui en soi serait déjà surprenant parce que celui-ci est validé par la communauté scientifique de l'époque). Ensuite, parce qu'en vertu de cette affirmation, Madeleine Pelletier aurait intégré la notion de race dans ses recherches, et dans ses articles, en sachant qu'elle était caduque. Cette hypothèse ne cadre pas du tout avec le portrait de la femme avide de connaissances positives et objectives, particulièrement soucieuse d'obtenir une reconnaissance pour la probité scientifique de son travail. On ne peut imaginer cela qu'au prix d'une reconstruction qui projetterait dans le discours de M. Pelletier au début du XX^{e} siècle une appréhension critique du concept de race tout à fait anachronique. Il suffit de prendre en considération ceux des écrits de M. Pelletier qui ont été publiés en dehors de tout cadre institutionnel, et donc sur des supports qui lui auraient laissé tout le loisir de développer une critique des paradigmes qu'elle ne partageait pas, pour s'en convaincre. Force est de constater que, dans textes postérieurs à sa carrière proprement scientifique, comme *Prétendue dégénérescence des hommes de génie* (1910), *L'émancipation sexuelle de la femme* (1911) ou *In anima vili* (1920), pour ne citer qu'eux, le concept de race est régulièrement convoqué.

De nombreuses références à Madeleine Pelletier, dans la littérature secondaire, n'abordent que très rapidement, ou éludent tout à fait, ses considérations anthropologiques, très clairement élitistes, qui s'appuient sur les thèses racialistes partagées par une grande partie de la communauté scientifique de l'époque. Pourtant, ces dernières trouvent leur place dans son œuvre et n'ont rien d'un incident de parcours. Du point de vue des féministes, le fait que Madeleine Pelletier s'intéresse à la craniologie de Broca et à

344. C. Maignien et C. Sowerwine, 1992, p. 36.

l'anthropologie sociale de la Société d'anthropologie de Paris est implicitement imputé à l'influence « masculiniste » exercée sur elle par ces institutions contrôlées par des hommes. Ainsi, une contradiction est parfois signalée quant au fait que Madeleine Pelletier adhère à un ensemble d'idées qui fédèrent l'anthropologie matérialiste de la Société d'anthropologie de Paris, alors qu'une partie des anthropologues qui la composent cherchent, par exemple, à démontrer l'infériorité du cerveau féminin. Ainsi, Evelyne Peyre affirme par exemple que Madeleine Pelletier est dans une position contradictoire lorsqu'elle conduit des travaux sur la mesure de l'intelligence alors qu'elle est « engagée explicitement sur la non-pertinence du concept de race ».[345] Or nous n'avons trouvé nulle trace d'un tel engagement dans son œuvre et l'on ne peut souscrire à cette autre proposition d'Evelyne Peyre qui suppose que si Madeleine Pelletier avait eu une meilleure compétence en statistique, dans le cadre de ses recherches biométriques, « elle aurait pu développer de brillantes recherches féministes et anti-raciologiques »[346].

S'il est absolument incontestable que la composante féministe est un élément fondamental pour cerner l'identité de l'œuvre de Madeleine Pelletier, nous pensons que sa restitution ne doit pas se faire au préjudice des autres composantes, tout aussi essentielles à l'appréhension synthétique de son œuvre. On ne peut se contenter de la seule perspective de l'histoire sociale pour parvenir à une vision complète des théories qu'elle soutient. D'autre part, nous considérons qu'il n'y pas hétérogénéité entre les divers thèmes abordés par son œuvre. Madeleine Pelletier pense sincèrement parvenir à concilier idées humanistes et principes élitistes, défense du principe de l'autonomie individuelle et nécessité de faire preuve d'autoritarisme scientifique. L'adhésion de M. Pelletier aux idées néomalthusiennes est en outre elle-même conditionnée par ses positions scientifiques et éthiques. Elle n'est certainement pas la première personne issue du corps médical à rejoindre le mouvement, mais elle y est déjà très active dès les années 1910, et sans doute dès la fin de son internat en 1908. Ses publications expriment des positions néomalthusiennes dès 1910 et, si elle ne fait pas partie du noyau originel de *Régénération*, elle sera une collaboratrice régulière des publications et des conférences néomalthusiennes au moment où le mouvement se restructure autour de la personne d'Eugène Humbert. Son entrée dans le combat se fait par la question de l'avortement. Rappelons que ses études l'ont conduite à être confrontée à la question de la procréation et qu'elle est un temps

345. Peyre, 1992, p. 46.
346. Peyre, 1992, p. 46.

proche d'Adolphe Pinard lorsqu'elle fait fonction d'interne à la clinique d'accouchements Baudelocque à l'automne 1902.

La carrière purement scientifique de Madeleine Pelletier s'interrompt en 1905, mais elle conservera toujours de l'intérêt pour les questions anthropologiques. Un des éléments qui permet de comprendre cet abandon est sans doute la nécessité économique. Ne pouvant vivre en attendant une reconnaissance du milieu universitaire qui lui permettrait de subvenir à ses besoins, elle est contrainte d'accepter une place de médecin des postes. Sa vie professionnelle sera donc celle d'un médecin ordinaire, de 1906 à 1937.

Madeleine Pelletier est l'auteur d'un très grand nombre d'articles et de monographies. Elle publie aussi bien dans les périodiques scientifiques comme le *Bulletin de la Société d'anthropologie de Paris*, que dans des journaux militants comme *Génération Consciente* ou encore dans *L'Acacia* (revue maçonnique mensuelle). La première partie de son œuvre est composée d'articles scientifiques sur ses travaux en anthropologie comme « Recherche sur les indices pondéraux du crâne et de principaux os longs d'une série de squelettes japonais » (1900) ou « Sur un nouveau procédé pour obtenir l'indice cubique du crâne » (1901). Sa thèse est publiée en 1903 (cf. figure n°3) et elle produit des articles purement scientifiques jusqu'en 1905. La seconde partie de son œuvre est composée d'articles, de monographies, de brochures abordant des thèmes sociaux et politiques. Le thème du féminisme y occupe une place importante avec, notamment, des œuvres comme *La femme en lutte pour ses droits* (1908), *L'émancipation sexuelle de la femme* (1912) et *L'éducation féministe des filles* (1914). Le combat féministe comprend également les articles et les revues que Madeleine Pelletier consacre au mouvement « suffragiste » (cf. figure n° 4) en faveur du droit de vote pour les femmes. Des œuvres à dimension critique, constituant une étape de la réflexion sur la mise en place d'une meilleure organisation sociale, sont également très représentées. C'est le cas de *Idéologie d'hier : Dieu, la morale, la patrie* (1910), de *Philosophie sociale. Les opinions, les partis, les classes* (1912), de *Justice sociale ?* (1913), de *Mon voyage aventureux en Russie communiste* (1922) ou de *Le travail, ce qu'il est, ce qu'il doit être* (1930). La troisième partie de l'œuvre de M. Pelletier est constituée par des fictions scientifiques qui permettent à leur auteur de développer sa vision propre de l'utopie politique. Elle est illustrée par des publications comme *In anima vili, ou un crime scientifique* (1920) ou par *Une vie nouvelle* (1932). Cette classification est cependant un peu artificielle car les thèmes scientifiques, éthiques et politiques sont toujours étroitement imbriqués chez Madeleine Pelletier et se retrouvent dans toutes ses œuvres. Seule la partie la plus institutionnelle de ses

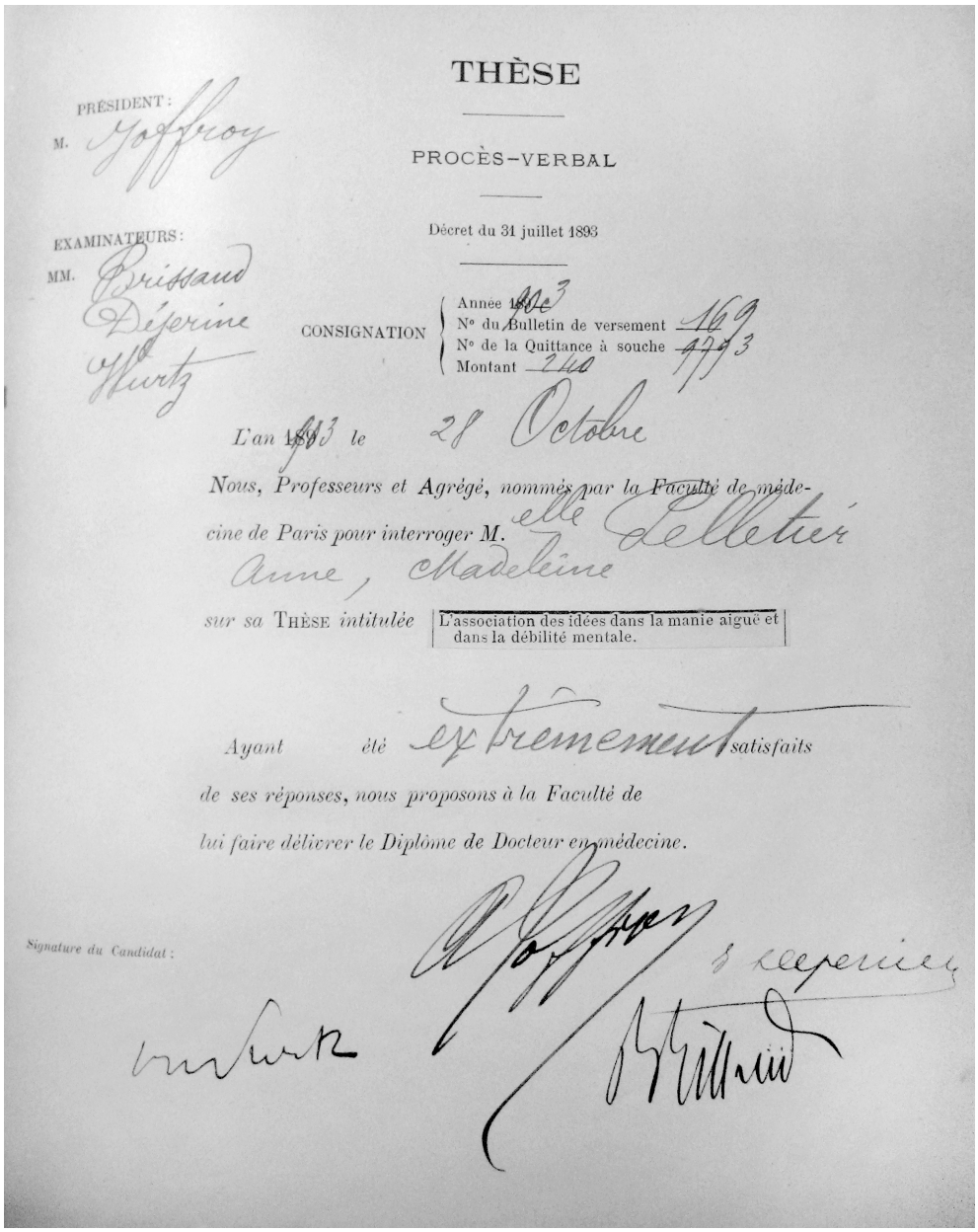
publications scientifiques, de 1900 à 1905, est plus étroitement thématique et normée. A cela, il faut ajouter un très grand nombre d'articles, car elle intervient dans de nombreuses publications. Elle rédige, par exemple, les articles « Natalité », « Enseignement », « Féminisme », « Génie », « Infection », « Laïcisation », etc., de l'*Encyclopédie anarchiste* (1934) de Sébastien Faure.

La lecture de l'ensemble de l'œuvre de Madeleine Pelletier montre un esprit vif et extrêmement cultivé, tant scientifiquement que politiquement et philosophiquement. Son style est toujours très clair, elle a le sens de la formule et sa pensée est généralement très structurée. Nous ne voyons pas vraiment de rupture ou d'incohérence entre les différents domaines abordés par son œuvre qui, selon nous, peuvent être interprétées comme reflétant la maturation progressive d'une pensée aboutissant sur des utopies qui en constituent la synthèse.

La fin de la vie de Madeleine Pelletier est particulièrement tragique. En 1936, elle est poursuivie pour outrage aux bonnes mœurs, propagande néomalthusienne et provocation à l'avortement après la publication d'une brochure, *La Rationalisation sexuelle* (1935). Elle ne sera finalement pas condamnée mais cet événement est le signe d'une situation qui redevient à nouveau plus dure pour les militants néomalthusiens. En 1937, suite à une attaque, elle est hémiplégique. Ne pouvant plus travailler, elle se retrouve dans une situation de dénuement total, même si une certaine solidarité émanant des divers cercles militants qu'elle a fréquentés s'organise[347]. Au printemps 1939, elle est poursuivie pour provocation à l'avortement, accusée d'avoir orienté une jeune fille mineure enceinte de son frère vers une infirmière qui avait permis à la jeune fille d'avorter. Elle est inculpée, et le juge en charge de l'affaire demande à un psychiatre de l'examiner. Ce dernier considère qu'elle est irresponsable et un non-lieu est prononcé en vertu de l'application de l'article 64 du code pénal de 1810[348]. Cette irresponsabilité, si elle lui permet d'échapper aux poursuites judiciaires, ouvre aussi la voie à son internement. Elle est donc admise à l'asile de Perray-Vaucluse, à Epinay-sur-Orge (Essonne), le 27 mai 1939[349]. En dépit des interventions répétées de ses amis, notamment celle d'Eugène Humbert, son internement est maintenu. Affaiblie physiquement et très affectée psychologiquement par sa situation, elle meurt à l'asile le 29 décembre 1939.

---

347. Sur cet épisode de la vie de Madeleine Pelletier voir Maignien et Sowerwine, 1992, pp. 221-233.
348. Article 64 du code pénal de 1810 : « Il n'y a ni crime ni délit, lorsque le prévenu était en état de démence au temps de l'action, ou lorsqu'il a été contraint par une force à laquelle il n'a pu résister. »
349. Maignien et Sowerwine, 1992, p. 231.



THÈSE

PRÉSIDENT :
M. Joffroy

PROCÈS-VERBAL

Décret du 31 juillet 1893

EXAMINATEURS :
MM. Brissaud
Déjerine
Hurtz

CONSIGNATION
Année 1893
N° du Bulletin de versement 169
N° de la Quittance à souche 4773
Montant 240

L'an 1893 le 28 Octobre

Nous, Professeurs et Agrégé, nommés par la Faculté de médecine de Paris pour interroger M. elle Pelletier Anne, Madeleine

sur sa THÈSE intitulée L'association des idées dans la manie aiguë et dans la débilité mentale.

Ayant été extrêmement satisfaits de ses réponses, nous proposons à la Faculté de lui faire délivrer le Diplôme de Docteur en médecine.

Signature du Candidat :

Joffroy
Brissaud
Hurtz

Figure n° 3 : Procès-verbal de thèse de Madeleine Pelletier. Source : AN/ AJ/16/6932.

— « Citoyen Jaurès, voici des Électeurs ! »

Figure n° 4 : Caricature de Madeleine Pelletier en suffragiste. Source : BIUS.

Jean Darricarrère

Jean Darricarrère, naît le 28 novembre 1866 à Urrugne (Basses-Pyrénées à l'époque), dans une province rurale du sud-ouest de la France. Il est le fils de Jean Gentil Darricarrère, né en 1836, préposé aux Douanes, et de Jeanne Lataste, née en 1839, ménagère. Il obtient son baccalauréat ès sciences en 1885 ; il parle, lit et écrit le basque et l'espagnol. Ayant été admis à l'École de Santé militaire, il quitte le pays basque français pour rejoindre, au 30 septembre 1887, l'École de Médecine et de Pharmacie militaire à l'Hôpital du gros Caillou. Il en sort médecin aide-major de 2e classe en décembre 1890. Il poursuit sa formation à L'École d'application du Val-de-Grâce pendant deux ans, et finit classé 28e sur 81. Il est docteur en médecine en janvier 1892[350].

En novembre 1892, il est promu médecin aide-major de 1ere classe. De 1893 à janvier 1896, il est envoyé en Algérie et successivement affecté au régiment de spahis, puis, en 1894, à l'hôpital de la division d'Alger et enfin, début 1895, au 2e bataillon du 3e régiment de tirailleurs algériens. En janvier 1896, il rejoint le 1er bataillon du 19e régiment du corps expéditionnaire de Madagascar, où il contracte le paludisme, raison pour laquelle il est affecté à l'hôpital militaire de Marseille dès la fin de l'année 1896 et jusqu'à ce qu'il soit envoyé, en juillet 1897, à l'hôpital militaire de la division d'Alger après avoir été promu médecin-major de 2e classe. Il y reste pendant près de quatre ans et demi, avant d'être mis en « inactivité pour infirmités temporaires ». La campagne de Madagascar, à laquelle il participe du février au 19 octobre 1895, est à l'origine de ses problèmes de santé récurrents, qui l'éloigneront finalement de l'armée et dont il souffrira tout au long de sa vie. Les complications liées au paludisme ne lui permettant plus de reprendre normalement ses fonctions, il est officiellement mis à la retraite le 9 février 1903 pour « infirmités contractées en service. »[351]

Son engagement dans la médecine militaire semble être de conviction et les rapports le concernant sont tout à fait élogieux. En 1898, le rapport du Médecin-Inspecteur indique qu'il est « plein de zèle pour ses malades » et qu'il est « près des indigènes

350. Son dossier militaire au SHD précise qu'il est Docteur en médecine de la Faculté de Paris, mais nous n'avons pas trouvé trace de sa thèse, après consultation des listes de thèses soutenues à la Faculté de médecine de 1890 à 1893.

351. Ces infirmités sont décrites : « Engorgement chronique du foie et de la rate provenant d'une infection paludéenne contractée à Madagascar en juillet 1895. » Ces éléments sont issus du rapport pour l'année 1903 dans son dossier militaire. Le dossier précise qu'il est titulaire de la médaille de Madagascar et qu'il est fait chevalier de la légion d'honneur le 13 juillet 1903. SHD, 6yf 29713.

auxquels il donne gratuitement des soins. » Pour l'année 1901, son feuillet technique indique :

> « Médecin très actif, mais de mauvaise santé. Sa constitution robuste a été malheureusement atteinte par des maladies graves imputables à un séjour à Madagascar et dans l'extrême sud algérien. Médecin de bonne volonté et d'attitude toujours très correcte. Tempérament nerveux, un peu tranchant peut-être dans ses opinions ; s'intéresse à ses malades. L'excitation cérébrale dont il avait donné des signes après la campagne de Madagascar n'est plus sensible aujourd'hui. »[352]

Les rapports concernant son activité de direction d'hôpital en région saharienne, à Alger, Cherchell et Blida, de 1898 à 1902, font état de son sérieux et considèrent qu'il « dirige bien son hôpital », tout en indiquant qu'il souffre toujours du paludisme et « qu'il ne pourra, de très longtemps, servir au corps de troupe ». En décembre 1902, une visite médicale met fin à son service actif au sein de l'armée. Il totalise alors 17 ans et 1 mois de services, a effectué sept campagnes militaires et a eu une blessure en service commandé. Il souffre cependant d'une « hypertrophie de la rate et du foie », ce qui conduit à le placer en inactivité. Il s'installe alors à Paris, au 46 rue Albouy, et s'investit dans la cause néomalthusienne. Peu de temps après avoir été déchargé de ses obligations militaires, il publie, sur une courte période, plusieurs articles et deux monographies.

Jean Darricarrère, membre de la Ligue de Régénération humaine et représentant des médecins eugénistes du mouvement néomalthusien, s'illustrera dans des articles pour les périodiques néomalthusiens. Il participe à l'enquête de Joseph Klotz-Forest dans *La Chronique Médicale* en 1904. Il s'y affirme comme un partisan « sans réserve » de la prophylaxie anticonceptionnelle, qu'il ne veut absolument pas voir limitée aux cas médicaux. Il dénonce d'ailleurs l'hypocrisie de certains médecins qui se cachent derrière des raisons médicales pour légitimer la procréation contrôlée. D'après lui, la seule revendication du plaisir, plaisir auquel les femmes devraient avoir aussi librement accès que les hommes, est une raison suffisante pour recourir aux procédés anticonceptionnels.

Son œuvre originale comprend deux monographies intéressantes. La première, intitulée *Au pays de la fièvre : impressions de la campagne de Madagascar* (1904), est un compte rendu de sa propre expérience, avec des considérations sur les colonies, sur l'hygiène et sur le rapport à la maternité dans les colonies françaises. L'autre est une œuvre

352. Rapport de l'année 1901, feuillet technique militaire de Jean Darricarrère, SHD/GR 6 Yf 29713.

pleinement et explicitement néomalthusienne, qui prend la forme d'une fiction et qui s'intitule *Le droit à l'avortement. Les deux consciences, magistrat*[*s*] *et médecin*[*s*], publiée en 1906 chez Albin Michel. L'œuvre, qui est un modèle de la littérature néomalthusienne, est originale par sa forme mais classique par son contenu. Elle propose une synthèse des principes auxquels adhère le noyau dur des militants néomalthusiens. Recourant volontiers à des allusions à peine masquées aux principaux acteurs du mouvement, elle pose la question malthusienne en opposant le point de vue progressiste de la médecine, au point de vue réactionnaire de la justice. S'appuyant sur l'expérience sociale et médicale de l'auteur, *Le droit à l'avortement* est une critique de la sévérité absurde de l'article 317 du code pénal de 1810, qui ne sera abrogé qu'en 1992 après avoir été modifié en 1951, 1975, 1977 et 1979 et qui stipule, dans sa version originale, que « Quiconque, par aliments, breuvages, médicaments, violences, ou par tout autre moyen, aura procuré l'avortement d'une femme enceinte, soit qu'elle y ait consenti ou non, sera puni de la réclusion. La même peine sera prononcée contre la femme qui se sera procuré l'avortement à elle-même, ou qui aura consenti à faire usage des moyens à elle indiqués ou administrés à cet effet, si l'avortement s'en est ensuivi. »

En tant que témoins des conséquences dramatiques des avortements clandestins, tant du point de vue social que du point de vue sanitaire, les médecins néomalthusiens demandent tous l'abrogation de cet article. Leur premier argument dans ce combat est donc d'ordre moral. Mais il en recouvre un autre, clairement eugéniste, qui consiste à faciliter la suppression, avant la naissance, des êtres dont la vie sera un poids pour eux-mêmes et pour la collectivité. On retrouve, par exemple, ces deux idées chez Charles Binet-Sanglé (1868-1941), qui considère, d'une part, que l'article 317 est un « abus de pouvoir » et que « [l]'État n'a pas plus le droit d'obliger la femme à l'accouchement qu'il n'a celui de l'obliger à la conception »[353] et, d'autre part, que la loi s'oppose à un acte médical — l'avortement — qui est socialement utile lorsqu'il frappe « uniquement les produits tarés »[354].

353. Binet-Sanglé, 1918, pp. 143-144.
354. Binet-Sanglé, 1918, p. 139.

Charles Binet-Sanglé

L'inclusion de Charles Binet-Sanglé (cf. figure n° 8) dans notre étude requiert quelques précisions. En effet, celui-ci n'a jamais fait partie des structures parisiennes qui ont aidé le mouvement néomalthusien à acquérir son audience. A l'instar de Jean Darricarrère et de Justin Sicard de Plauzoles, il est formé à l'école de la médecine militaire. Mais, contrairement à eux, il effectue la totalité de sa carrière dans l'armée. Parallèlement à cela, il est le producteur d'une œuvre conséquente, faite de recherches théoriques et de propositions d'action, qui a l'ambition d'apporter une réponse aux deux principales préoccupations des néomalthusiens. Premièrement, l'amélioration du capital humain existant par l'éducation et les mesures hygiénistes adaptées. Secondement, la production future d'un meilleur capital humain par un meilleur contrôle en nombre (restriction des naissances) et en qualité (eugénique) de la population à venir. En ce sens, son œuvre s'inscrit dans le sillage de celle de Robin, tout en ayant l'ambition de lui offrir un fondement scientifique plus solide. Ses références aux personnages centraux du mouvement (Paul Robin, Nelly Roussel, etc.) sont récurrentes. Il est lui-même cité comme source scientifique néomalthusienne par Manuel Devaldès (1875-1956)[355], notamment pour ses recherches sur l'euthanasie et pour sa théorie concernant l'irresponsabilité pénale des criminels dégénérés.

Charles Hippolyte Louis Jules Binet dit « Binet-Sanglé »[356] est né le 4 juillet 1868 à Clamecy (Nièvre). Il est le fils unique d'Edme Hippolyte Binet, chef de bataillon en retraite, né en 1810 et de Pauline Sanglé, sans profession, née en 1839. Le jeune Charles passe son baccalauréat ès sciences en 1887. Il prend sa première inscription de doctorat en 1888, à la Faculté de médecine de Paris et passe le premier examen en juillet 1889. Après la mort de son mari, en 1889, sa mère fait une demande de bourse afin que le jeune Charles puisse intégrer le Service de Santé militaire. Il est admis le 22 juillet 1889 à l'École du Service de Santé militaire de Lyon en tant que « boursier avec trousseau ». Il y suit trois années de formation, jusqu'en 1892. Les bulletins semestriels de l'École, s'ils mettent en avant son intelligence et son esprit curieux, déplorent aussi son caractère frondeur et indiscipliné. On lui reproche en outre de s'absorber dans des études qui le détournent du

355. Devaldès, 1927, pp. 40-47.
356. Sur la biographie de Binet-Sanglé voir Hello, 2010.

devoir strictement militaire. De ce fait, il est toujours placé en milieu ou en fin de classement aux évaluations semestrielles (44e puis 32e sur 49 élèves en 1889-1890 ; 39e puis 28e sur 58 en 1890-1891 et 30e puis 20e sur 56 en 1891-1892). L'appréciation finale de son dossier à l'École du Service de santé militaire n'est guère élogieuse : « Intelligent mais peu discipliné, raisonneur et frondeur. N'a pas l'esprit militaire »[357]. En 1892, il termine sa thèse inaugurale de médecine, sous la direction d'Alexandre Lacassagne, *Histoire de l'examen médico-judiciaire des cadavres*, qui porte la marque de l'influence du pionnier de l'anthropologie criminelle. En 1893 et 1894, il poursuit sa formation de médecin militaire à l'École d'application de médecine du Val-de-Grâce à Paris. Installé à Paris, C. Binet-Sanglé va continuer à être formé par des savants qu'il respecte et dont il veut suivre les traces.

S'intéressant à la psychologie, il se rapproche du Laboratoire de Psychologie Physiologique, fondé en 1889 à la Sorbonne par Henri Beaunis (1830-1921), physiologiste et psychologue, ancien élève de Claude Bernard et Paul Broca et directeur du Laboratoire jusqu'en 1894[358]. Formé à la médecine militaire à l'École du Val- de- Grâce, H. Beaunis était devenu médecin major de 2e classe et avait eu l'occasion d'exercer en Algérie. Sa carrière avait donc de quoi séduire Binet-Sanglé. De 1893 à 1896, sa hiérarchie lui reproche de passer trop de temps à la Salpêtrière à étudier la neurologie et la psychologie. C'est sans doute à cette époque qu'il commence à s'intéresser à l'hypnose sur laquelle travaillent H. Beaunis et Théodule Ribot (1839-1916). T. Ribot, alors membre honoraire de la Société de Psychologie physiologique (Société dont Galton est un correspondant étranger), est considéré comme l'un des principaux fondateurs de la psychologie en France. Les travaux de Binet-Sanglé en psychologie, notamment sur les pathologies psychiques considérées symptômes de dégénérescence, sont l'occasion de nombreuses publications dans les *Archives d'anthropologie criminelle*, dans la *Chronique médicale*, dans *La Revue scientifique* et dans les *Archives de neurologie*. Le lien qu'il établit entre la physiologie et la psychologie, entre la neurologie et la psychologie, exprime son matérialisme. Le milieu dans lequel il évolue est très favorable à cette approche. C'est aussi ce qui explique son intérêt pour l'hypnose et ses études sur la transmission de la pensée, qui devient scientifiquement envisageable si, comme il le pense, les phénomènes de pensée sont

357. Bulletin semestriel de l'École du Service de Santé militaire de Lyon, année 1891-1892, deuxième semestre. SHD, dossier 15 Yd 453.
358. C'est Alfred Binet qui succédera à Henri Beaunis et qui dirigera le Laboratoire de 1895 à 1911. Sur H. Beaunis et le Laboratoire, voir Nicolas, 1995.

réductibles à une approche physico-chimique du fonctionnement du cerveau et du système nerveux. En 1902, Binet-Sanglé est élu professeur à l'École de Psychologie physiologique de Paris par une commission dirigée par Théodule Ribot. Au service de Santé des armées, les rapports rédigés par ses supérieurs montrent que son investissement dans la psychologie, pour lequel il avait sollicité de manière insistante une affectation au Gouvernement militaire de Paris, n'était pas vu d'un très bon œil[359]. L'autorisation lui est pourtant donnée et il enseigne à l'École de psychologie de 1904 à 1912, date à laquelle il est contraint de quitter la capitale.

Il se marie à Paris le 4 avril 1907 (cf. figure n° 5) avec Léonie, Bathilde, Amélie Leroy, née le 1er juin 1884 à Saverne (Bas-Rhin). Aucun enfant ne naîtra de cette union. En 1909, il réalise son étude statistique sur l'état de santé des hommes au sein de l'armée. Ce travail, qui comporte des éléments épidémiologiques relatifs aux affections les plus répandues à l'époque (tuberculose, syphilis, alcoolisme) mais aussi à d'autres maladies infectieuses, aboutit à la réalisation d'une « carte pathologique de la France ». En 1912, il reçoit pour cette étude remarquée une lettre de félicitations de la part de son ministère de tutelle. Mais c'est l'utilisation des données collectées lors de cette étude pour la publication d'un article critique[360] sur l'hygiène et l'état de santé dans l'armée française qui est aussi à l'origine de l'« affaire Binet-Sanglé »[361] pour laquelle il est victime d'une procédure de déplacement d'office. Affecté à l'armée d'Orient, en Algérie, dès le mois d'avril 1912, il tente de mobiliser sur son cas en écrivant dans *Armée et démocratie (Organe des officiers et sous-officiers républicains)*, un journal interne à l'armée dont il semble être le principal contributeur (cf. figure n° 6). Il multiplie les recours pour faire annuler la sanction qui le frappe, mais toutes ses démarches échouent. De décembre 1912 à avril 1913 il est affecté aux hôpitaux d'Alger, puis écarté d'Alger où ses relations avec la communauté française et l'armée, antirépublicaines et colonialistes, sont exécrables. De nombreux rapports font état de sa propension à multiplier les « scandales locaux ». Ses provocations sont, il est vrai,

---

359. Le rapport du Médecin Inspecteur du Service de Santé du Gouvernement militaire de Paris pour l'année 1904 déclare : « M. le médecin-major de 2e classe Binet s'est spécialisé dans l'étude des maladies mentales, alors que celle des multiples et incessantes questions intéressant la santé des troupes en temps de paix et en temps de guerre devrait amplement suffire à son activité ». Le rapport demandé par le ministère à la hiérarchie militaire émet un avis défavorable relativement à la demande d'autorisation d'enseigner à l'École de psychologie physiologique de Paris. Cette autorisation sera cependant accordée quelques temps plus tard.

360. L'article, « La santé de nos soldats », est publié dans le journal *Le Matin* du 7 mars 1912.

361. L'intitulé exact du dossier figurant dans les archives du SHD est « Première affaire Binet-Sanglé », la seconde affaire étant relative à un conflit opposant Binet-Sanglé aux religieux et aux militaires, après qu'il ait décidé d'exclure le personnel religieux des services de l'hôpital dans lequel il exerçait alors en Algérie. Cette seconde affaire se déroule au moment où Binet-Sanglé poursuit la publication, en France, de *La Folie de Jésus*, ouvrage de psychologie pathologique très antireligieux.

constantes et nombreuses. Sitôt arrivé à Alger, il entreprend de chasser de l'hôpital tous les personnels représentant les congrégations religieuses arguant que la croyance religieuse, signe de dégénérescence selon lui, contredit le processus physiologique de guérison et nuit à la convalescence des patients de l'hôpital. De 1913 à 1916, il est affecté à Blida, à une cinquantaine de kilomètres au sud-ouest d'Alger. Sur place, il donne de fréquentes conférences sur des thèmes liés à l'essor de la science et aux découvertes majeures des dernières décennies : l'invention de la médecine expérimentale par Claude Bernard, la radiothérapie, Pasteur et l'asepsie, etc. Mais il consacre aussi des interventions à l'histoire de la pédagogie. En 1916, il est envoyé en Égypte, au centre hospitalier d'Alexandrie, pour y soigner les blessés français des Dardanelles. Toujours provocateur, il multiplie les conflits avec les religieux locaux, chrétiens comme musulmans. On juge donc préférable de le faire revenir sur Alger. Pourtant, sans tenir aucun compte des mises en garde de sa hiérarchie, il poursuit son combat anticlérical. Le Général commandant en chef des forces de terre et de mer de l'Afrique du Nord, sur recommandation du Médecin-Inspecteur Général, supérieur de C. Binet-Sanglé, lui impose une nouvelle affectation pour Oran, en mai 1916. Peu de temps après, il est envoyé en zone de garnison à Salonique (en Grèce). En 1918 et 1919, il est affecté au Maroc comme médecin-chef du Service de santé de Rabat. Il ne revient en France qu'à la fin de l'année 1919, où il est rattaché à l'hôpital Bégin de Saint-Mandé. Ses publications redeviennent alors plus régulières.

A partir de l'année 1920, les affaires semblent s'apaiser et sa carrière, longtemps entravée dans sa progression, se déroule alors normalement. Il devient médecin-chef le 25 octobre 1923, puis est promu Médecin-principal de 1ere classe le 25 juin 1924. En 1922, il publie *La fin du secret*, chez l'éditeur Albin Michel, un ouvrage qui est en lien avec son intérêt pour la psychologie physiologique et qui envisage comme crédible la transmission de pensée sur une base matérialiste. Selon lui, si les phénomènes de pensée peuvent être expliqués par une approche physico-chimique et si certains d'entre eux sont des phénomènes électriques, ils peuvent être traités comme tout autre phénomène strictement physique que l'on peut connaître, maîtriser et utiliser. En 1927, atteint par la limite d'âge de son grade, il est mis en retraite de l'armée active, mais demeure réserviste. En 1931 paraît sa dernière monographie, *Les ancêtres de l'homme*, dans la perspective de ses considérations anthropologiques, mais s'appuyant sur des sources scientifiques qui ne tarderont pas à être remises en cause, notamment la théorie récapitulationniste de Haeckel — contestée en tant que loi — mais aussi le principe de l'hérédité des caractères acquis. L'année 1931 est, en effet, celle où le zoologiste néolamarckien Maurice Caullery (1868-

1958), qui a longtemps pensé que la démonstration expérimentale de l'hérédité des caractères acquis était possible, constate que celle-ci demeure un problème majeur pour la crédibilité scientifique du néolamarckisme. Si l'on en croit Laurent Loison, cette faiblesse du néolamarckisme est imputable à son réductionnisme[362]. Or c'est sur ce réductionnisme que s'enracinait l'optimisme de Binet-Sanglé quant à la mise en pratique de techniques nouvelles dans le domaine biomédical.

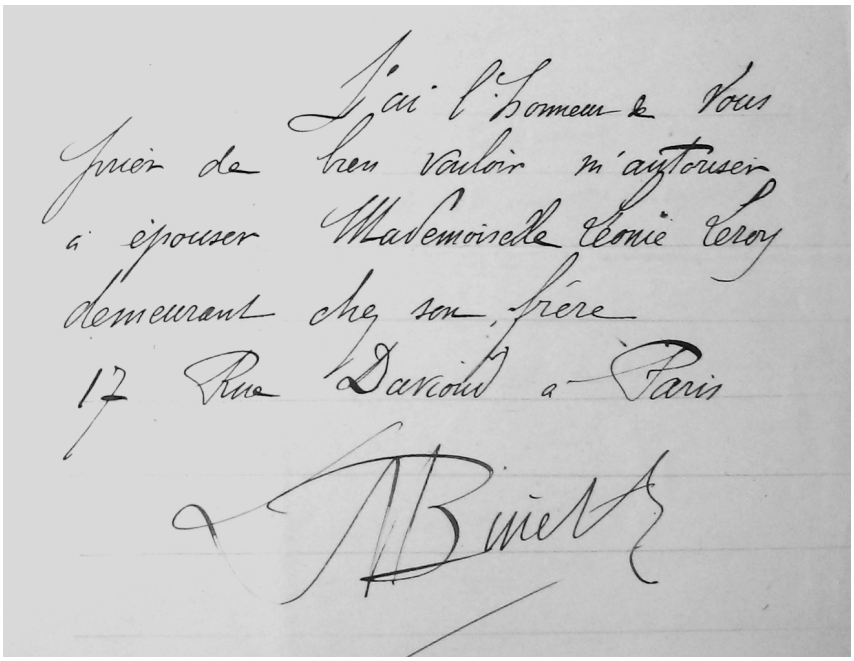
Souffrant d'arthrite chronique, Binet-Sanglé passe devant la commission de réforme en 1934 et à nouveau en 1936, mais il est maintenu dans les cadres de l'armée. En 1939, toujours réserviste, il sollicite auprès du ministère de la guerre l'autorisation de se rendre en Égypte pour soigner des douleurs qui « ne s'atténuent que dans les pays chauds ». Il quitte ensuite Paris pour s'installer à Nice, où il meurt le 14 novembre 1941 à l'âge de soixante treize ans.

Il laisse derrière lui une œuvre assez importante en volume, dont certaines parutions furent très marquantes. Binet-Sanglé a écrit un nombre conséquent d'articles et une douzaine de monographies. On peut classer sa production en trois catégories : la psychologie et la neurologie, la tératologie et l'étude des questions liées à la dégénérescence, l'anthropologie et l'eugénisme. Les deux premières catégories lui permettent de sonder l'étendue et les modalités de la dégénérescence, tant physiologique que psychologique, les deux étant pour lui étroitement liées. La troisième catégorie aborde les questions d'amélioration de l'espèce (eugénique positive) et de résorption du nombre des dégénérés dont il considère que le poids économique et social affecte la possibilité du bonheur collectif (eugénique négative). Le projet principal, qui s'inscrit dans la lignée des utopies scientifiques du XIX^{e} siècle, est une refondation globale de la société. L'œuvre pivot de la carrière de C. Binet-Sanglé est *Le haras humain*, paru en 1918. Cet ouvrage constitue, d'une part, la synthèse de toutes les recherches et de tous les centres d'intérêt de l'auteur et se présente, d'autre part, comme un projet typiquement néomalthusien, dans la perspective de la voie tracée par Robin dès les années 1890. Il est une illustration du précepte « Bonne naissance, bonne éducation, bonne organisation sociale » et constitue le point culminant de la carrière de l'auteur. Il sera frappé par la censure consécutive à la loi de 1920, ce qui conduira à une réédition amendée de tout son contenu relatif à la prophylaxie anticonceptionnelle.

---

362. Sur cet abandon de l'hérédité des caractères acquis par le néolamarckisme français, voir Loison, 2010, pp. 178-185 et p. 203.

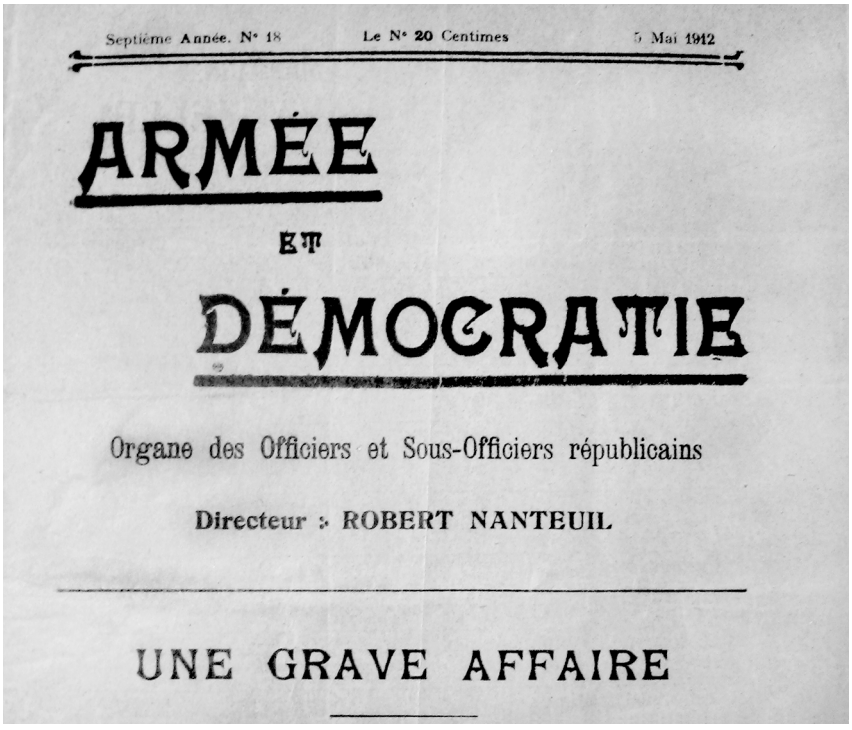
:



J'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir m'autoriser à épouser Mademoiselle Léonie Leroy demeurant chez son frère 17 Rue Daviud à Paris

C. Binet

Figure n° 5 : Demande d'autorisation de mariage de C. Binet-Sanglé datée du 10 février 1907. Source : SHD /15 Yd 453.



Septième Année. N° 18 — Le N° 20 Centimes — 5 Mai 1912

ARMÉE ET DÉMOCRATIE

Organe des Officiers et Sous-Officiers républicains

Directeur : ROBERT NANTEUIL

UNE GRAVE AFFAIRE

Figure n° 6 : Couverture du n° 18 du périodique *Armée et démocratie* du 5 mai 1912.

Figure n° 7 : Adrien Meslier.
Source : BIUS.

Figure n° 8 : Charles Binet-Sanglé en 1924.
Source : SHD /15 Yd 453.

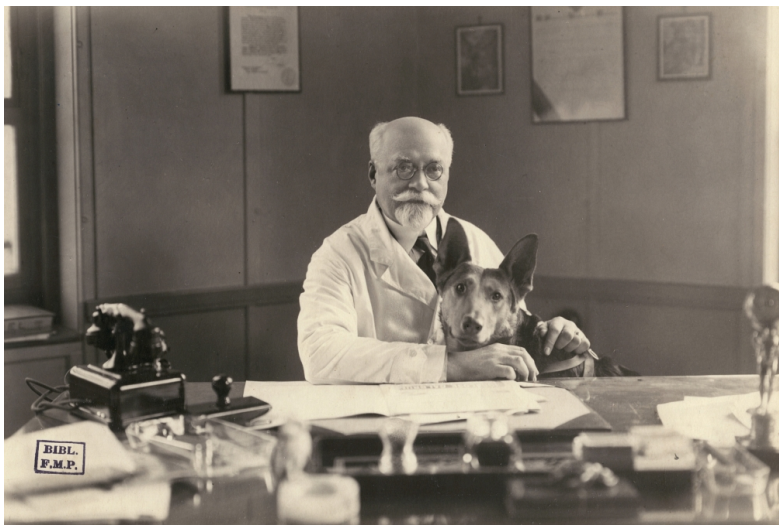


Figure n° 9 : Justin Sicard de Plauzoles dans les années 1930.
Source : BIUS.

Justin Sicard de Plauzoles

Justin Sicard de Plauzoles (cf. figure n° 9) est issu d'un milieu intellectuel et savant non parisien. Contrairement aux autres médecins que nous avons pu évoquer jusqu'ici, il baigne dans un environnement familial qui le prédispose, plus que les autres, à la fréquentation des idées novatrices qui ont marqué la seconde moitié du XIX^{e} siècle. Cette origine explique peut-être en partie le souci qui l'animera, tout au long de sa vie, de conquérir des soutiens institutionnels pour améliorer l'efficacité de son action. Bien qu'il s'illustre dans des domaines divers, tels que la lutte contre les maladies vénériennes, les droits de l'homme et l'hygiène sociale, son engagement néomalthusien est sincère, quoique plus discret dans sa forme que celui de ses confrères du mouvement. Il est le fils du médecin et professeur de médecine Henri Joseph Auguste Sicard et de Marie Lucie Baptistine Roux. Il nait le 12 janvier 1872 à Montpellier où son père enseigne à la Faculté de médecine. L'extension « de Plauzoles » accolée à son patronyme renvoie, semble-t-il, à un village du Gard, Plauzolles (avec deux « l »), dont la famille de sa mère était originaire. Il utilise le nom « Sicard de Plauzoles » à partir de la publication de sa thèse de médecine, en 1897[363]. Le père de Justin Sicard, Henri Sicard (1837-1894), est un biologiste renommé et un promoteur actif des thèses de Darwin en France. A cette époque, la communauté scientifique française, notamment à Paris, avait plutôt pour référence principale le transformisme lamarckien, ce qui la conduisait à accorder une importance déterminante à l'action du milieu sur le développement individuel. S'il est également transformiste, Henri Sicard travaille cependant à une synthèse du darwinisme et du néo-lamarckisme. Né en 1837 à Carcassonne, Henri Sicard est docteur en médecine en 1861 puis rattaché à la Faculté de médecine de Montpellier. En 1874 il est docteur en Sciences Naturelles, puis il devient membre de la faculté des sciences de Dijon de 1875 à 1877, date à laquelle il est nommé à la faculté des sciences de la ville de Lyon, dont il est le doyen en 1884. Les œuvres d'Henri Sicard sont principalement consacrées à la zoologie. On y note une influence marquée du darwinisme. Certains thèmes abordés attirent tout particulièrement l'attention parce qu'ils recoupent le fond théorique commun des néomalthusiens. On peut

363. Cet ajout d'un nom lié à la filiation maternelle est une pratique que l'on retrouve chez deux autres médecins néomalthusiens au moins. En effet, Charles Binet accolera le nom de jeune fille de sa mère (Sanglé) à celui de son père dès ses premiers écrits et Joseph Klotz, fils de Théodore Klotz et de Clotilde Forest, portera régulièrement le nom de Joseph Klotz-Forest.

ainsi souligner la présence d'un *Essai sur la douleur au point de vue physiologique* (1863) mais aussi d'ouvrages qui se réfèrent à une théorie globale du vivant qui repose sur une synthèse originale du lamarckisme et du darwinisme : *De l'influence du milieu sur les formes animales* (1878) et *L'évolution sexuelle dans l'espèce humaine* (1892). Henri Sicard est également un traducteur d'ouvrages de zoologie en langue allemande, notamment ceux du zoologiste et anatomiste Karl Theodor Ernst von Siebold (1804-1885). Enfin, il collabore régulièrement avec Alexandre Lacassagne, par exemple pour la rédaction d'un mémoire adressé à l'Assemblée nationale sur l'enseignement de la médecine en France (1872).

Cette ascendance a certainement marqué Justin Sicard, qui semble avoir eu beaucoup de respect et d'admiration pour l'homme de sciences que fut son père, comme en témoigne la dédicace qu'il lui adresse dans sa thèse de médecine soutenue en 1897. Il convoque en outre régulièrement les œuvres de son père en tant que références scientifiques pour la connaissance des mécanismes de l'hérédité[364]. Plus largement, les œuvres d'Henri Sicard abordent des thèmes hygiénistes très familiers aux néomalthusiens. La thèse d'H. Sicard, *De l'influence climatérique sur la tuberculisation pulmonaire* (1861), outre le fait qu'elle s'intéresse à l'un des fléaux sociaux de l'époque contre lequel les néomalthusiens se mobiliseront aussi, est encore très marquée par l'influence des principes lamarckiens relatifs à l'influence déterminante de l'environnement sur la constitution des individus. Une citation du *Traité d'hygiène publique et privée* de Michel Lévy est mise en exergue en page de titre : « Chaque population porte l'empreinte des lieux qu'elle habite, elle est ce que la font sa race et le milieu auquel elle s'est adaptée. » [365] L'enfance de Justin Sicard se passe à Montpellier. A l'instar de son père, il entreprend des études de médecine. Il effectue son service militaire en tant que jeune soldat de la classe 1892, appelé au service auxiliaire de santé des armées. D'abord affecté à la 6e subdivision de Lyon, il rejoint ensuite l'hôpital Bégin de Saint Mandé auquel il est rattaché en 1892 et 1893.

Au début de la Première Guerre mondiale, dès le 30 septembre 1914, il est affecté à la 22e section d'infanterie militaire en tant que médecin aide-major de 2e classe (ce qui équivaut au grade de sous-lieutenant). Justin Sicard de Plauzoles conserve cette affectation jusqu'à sa démobilisation à l'été 1919. Les feuillets de suivi du personnel montrent qu'il donne satisfaction, ce qui lui permet d'évoluer dans les grades des médecins de l'armée

---

364. *L'évolution sexuelle dans l'espèce humaine* (1892), d'Henri Sicard, est citée à neuf reprises dans *La fonction sexuelle au point de vue de l'éthique et de l'hygiène sociale* (1908) de Justin Sicard de Plauzoles.
365. Cité par Henri Sicard, 1861, page de titre.

active. Il est nommé médecin aide-major de 1ère classe (Lieutenant) le 14 mars 1917 puis médecin major de 2e classe (Capitaine) le 17 février 1919. A compter du 20 avril 1918, il est affecté au Gouvernement militaire de Paris. Il y reste jusqu'au 30 juin 1919, date à laquelle il quitte le service actif. Il demeure cependant rattaché à la Commission de Réforme du département de la Seine pendant dix années, jusqu'au 30 juin 1929. Il continue de ce fait à progresser dans les grades de la médecine militaire et est promu médecin major de 1ère classe (Commandant) le 5 janvier 1926. Atteint par la limite d'âge — il est alors âgé de 61 ans —, il est rayé des cadres le 6 avril 1933 et accède à l'honorariat de son grade. Mais son implication dans la médecine militaire ne s'arrête pas là.

De façon assez surprenante, il s'engage volontairement « pour la durée de la guerre » le 11 novembre 1938, alors qu'il est âgé de 66 ans. Cet engagement lui vaut d'être rappelé par ordre de mobilisation générale le 2 septembre 1939. Il est alors affecté à l'hôpital Saint-Laurent en tant que médecin-chef pendant un peu plus de trois mois. Le 6 décembre 1939, cet engagement volontaire sera « résilié de plein droit, cet officier ayant dépassé d'un an la limite d'âge de son grade. »[366] Il est définitivement libéré de ses obligations militaires le 15 décembre 1939.

Les cinq années passées en campagnes militaires à l'occasion de la Première Guerre mondiale et les affectations au service de santé des armées qui suivirent lui permettent d'obtenir des distinctions particulières. Il est à plusieurs reprises félicité et cité à l'ordre de l'armée : « Médecin très distingué, venu au front sur sa demande et réclamant des postes dangereux. Dans la nuit du 3 au 4 septembre 1917, a fait preuve de beaucoup de calme et de sang-froid dans un afflux de blessées et d'intoxiqués par les gaz, lors d'un bombardement très violent. » [367] Il est décoré de la Croix de Guerre et fait Chevalier de la Légion d'Honneur le 6 juillet 1919. A quelles rares nuances près, son dossier militaire ne fait apparaître que des rapports très élogieux de la part de ses supérieurs. Une mention manuscrite anonyme, en marge de la proposition pour la Légion d'Honneur de 1919 qui figure dans son dossier militaire, constitue cependant une note un peu discordante : « Un docteur Sicard de Plauzoles figure sur la liste de la section française de l'association internationale des médecins contre la guerre ». Le pacifisme est en effet l'un des engagements constants de Justin Sicard de Plauzoles, notamment dans le cadre des fonctions qu'il occupe au sein de la Ligue des Droits de l'Homme, jusqu'à sa mort en 1968.

366. SHD/GR 6Ye 27275.
367. Feuillet du personnel 1919, SHD/GR 6Ye 27275.

On peut s'étonner de la contradiction apparente qui existe entre des engagements aussi résolus l'un et l'autre et aussi difficilement conciliables. On peut toutefois voir une ébauche de résolution dans les positions foncièrement républicaines de Sicard de Plauzoles. Il est ainsi possible d'être engagé sur des questions éthiques, sur un plan personnel et professionnel, qui conduisent à refuser et à éviter la guerre autant que possible et, en même temps, si la guerre s'avère inévitable, d'accomplir son devoir de citoyen en défendant le bien commun par attachement républicain.

Dans le cadre de ses fonctions militaires, il semble que jamais Sicard de Plauzoles n'ait démérité. Son courage est régulièrement souligné, ses demandes répétées pour être envoyé au front sont consignées dans son dossier : « Quitte son poste sur sa demande. M. Sicard de Plauzoles ayant exprimé le désir d'être envoyé dans une ambulance très voisine des lignes, réclamant sa part de risques et de privations. Ne mérite que des éloges. »[368] Les jugements positifs de la hiérarchie militaire ne se limitent pas aux campagnes militaires de la Première Guerre mondiale ; ses compétences larges et nombreuses sont elles aussi généralement appréciées comme en témoigne cet extrait d'un rapport de fin 1939 qui évoque les derniers services rendus par Sicard de Plauzoles à l'armée et qui semble témoigner de la sincérité et du dynamisme de son engagement : « Médecin spécialisé en dermato-vénérologie des plus qualifiés, qui avait su organiser un hôpital complémentaire en y consacrant une ardente activité et un dévouement constant. »[369]

Mais la médecine militaire, qui a indiscutablement motivé Sicard de Plauzoles sur une longue période, n'est cependant pas son engagement principal. En dehors de son inscription dans le courant néomalthusien français, Sicard de Plauzoles est impliqué dans la création et le fonctionnement de la Ligue des Droits de l'Homme et dans l'enseignement de « l'hygiène sociale » au Collège Libre des Sciences Sociales[370], à partir de 1904. Ces investissements divers ne sont pas sans liens. D'une part ils constituent, comme nous le constaterons, un ensemble théoriquement assez cohérent. D'autre part, Sicard de Plauzoles cherche constamment à diffuser les préceptes hygiénistes auxquels il est attaché dans les structures auxquelles il appartient, et ceci est tout particulièrement vrai en ce qui concerne la Ligue des droits de l'homme, organisation dans laquelle il tentera, avec plus ou moins de succès, de faire valoir les idées néomalthusiennes ainsi que les principes de l'hygiène

368. Rapport du 12 février 1917, SHD/GR 6Ye 27275.
369. Rapport du médecin-général Fayet du 29 décembre 1939, SHD/GR 6Ye 27275.
370. Le Collège libre des sciences sociales est créé fin 1895 à Paris. C'est un établissement libre d'enseignement supérieur destiné à unifier et à organiser l'enseignement des sciences sociales alors émergentes.

sociale. Sous le nom « d'hygiène sociale », Sicard de Plauzoles comprend une synthèse de principes hygiénistes, sociaux et utilitaristes pouvant être mis en pratique notamment grâce aux avancées de la science. Elle s'inscrit dans la perspective de l'eugénisme de Paul Robin tout en opérant un lien plus étroit entre les sciences biomédicales, d'une part, et les sciences sociales, d'autre part.

Le rôle de Sicard de Plauzoles au sein de la Ligue des droits de l'homme a été étudié avec précision par Emmanuel Naquet dans son travail de thèse, *La Ligue des Droits de l'Homme : une association en politique (1898-1940)*[371]. L'investissement de Sicard de Plauzoles dans la LDH fut à la fois précoce et constant, puisqu'il fait partie des « dreyfusards » originels qui participèrent à la fondation de l'association et qu'il en reste membre jusqu'à sa mort. Il est « ligueur » en 1898, vice-président puis président de la section de Paris 7e (Gros Caillou) dès l'année 1901. Il est président de la section de Paris 17e Ternes-Plaine Monceau de 1913 à 1939 . En 1903, il intègre le comité central de la ligue, dont il démissionne en 1918, pour le rejoindre à nouveau en 1920, et ce jusqu'en 1953. Il sera l'un des vice-présidents de la ligue de 1911 à 1918, puis de 1929 à 1946, avant de devenir président de la Ligue des droits de l'homme de 1947 à 1953, puis président honoraire de 1953 à 1962.

Les écrits de Justin Sicard de Plauzoles sont nombreux et majoritairement constitués d'articles ainsi que de transcription des cours qu'il dispense au Collège libre des sciences sociales. Il publie dans tous les périodiques des associations, ligues et diverses structures dont il est membre. Cela concerne aussi bien la presse néomalthusienne que le bulletin de la Ligue des droits de l'homme, les publications médicales orientées sur les questions sanitaires de prophylaxie et de prévention, la sexologie et l'eugénisme. Mais il est aussi l'auteur de quelques monographies dont l'étude permet de mieux cerner l'identité globale de sa pensée. On peut considérer que *La fonction sexuelle du point de vue de l'éthique et de l'hygiène sociale* (1908) est la meilleure synthèse de ses options théoriques, exception faite des thèmes eugénistes qui n'apparaissent qu'un peu plus tard dans son œuvre. Cet ouvrage, destiné à la promotion de l'approche par l'hygiène sociale de la question éminemment politique du bonheur humain, est une synthèse très claire de tous les enjeux qui motivent l'approche néomalthusienne. Composé de quinze chapitres, le livre est

371. En ce qui concerne l'activité de Justin Sicard de Plauzoles au sein de la Ligue des droits de l'homme, nous nous référons principalement aux recherches d'Emmanuel Naquet. En effet, en dépit de nos demandes de consultation, et notamment en ce qui concerne les comptes rendus de séances, nous n'avons pas pu avoir un accès direct aux archives de la Ligue dont les responsables nous ont renvoyé vers E. Naquet, proche de cette organisation, qui a produit un travail de thèse à partir de l'utilisation de ces archives.

une illustration des principes défendus par Sicard de Plauzoles. Cet écrit semble fixer les perspectives d'action de son auteur pour les quatre décennies à venir. Il donne l'impression que la construction théorique globale a été pensée et achevée relativement tôt — l'auteur n'a alors que trente six ans — et que tous les développements ultérieurs de la pensée de l'auteur n'ont été que la réalisation, par séquences, de cette œuvre programmatique que constitue *La fonction Sexuelle*. On peut diviser en trois grands groupes thématiques les sujets qui y sont développés. Tout d'abord, dans une perspective visant à mieux comprendre le rôle biologique et social de la sexualité, trois chapitres sont consacrés à l'éducation sexuelle. Dans ce domaine, ses positions sont progressistes. Selon Sicard de Plauzoles, il faut absolument rompre avec « la morale sexuelle orthodoxe et traditionnelle, contre les mœurs d'hypocrisie et les souffrances qui résultent de préjugés séculaires et du milieu social. »[372] et lui substituer un « idéal libertaire » fondé sur une morale rationnelle. Le second thème d'importance est le point de vue sanitaire, inextricablement lié, selon lui, à la question sexuelle. Il comprend des considérations scientifiques et juridiques sur la prostitution — elle doit être abolie—, le traitement et surtout la prévention des maladies vénériennes, la mise en place de mesures renforçant la « responsabilité sexuelle ». Le troisième groupement est consacré à la « procréation rationnelle » et à la libération des femmes par la mise en place d'une organisation sociale plus saine et plus juste. Dans cette œuvre, l'auteur affiche clairement ses positions néomalthusiennes :

> « A défaut de la contrainte morale, il faut donc admettre, et parfois conseiller, ce que le Dr Cazalis appelle le *mariage blanc*, des moyens préventifs de la grossesse, la prophylaxie anticonceptionnelle. Je sais à quelle réprobation je m'expose en écrivant ceci ; je sais les objections que l'on peut faire. J'estime pourtant que la prophylaxie anticonceptionnelle se justifie comme moyen artificiel de sélection pour préserver les maux qui résultent d'une fécondité malsaine ou exagérée. [...] Ne vaut-il pas mieux substituer la prophylaxie anticonceptionnelle aux moyens naturels qui limitent le développement excessif des populations, la misère, les maladies, les famines, la guerre ? […] Le néo-malthusianisme a pour but l'amélioration de l'espèce, sa régénération, par un procédé de sélection scientifique, la procréation rationnelle, ayant pour principe la valeur des enfants plutôt que leur nombre, et leur limitation aux ressources individuelles et aux besoins sociaux. »[373]

Après sa thèse de médecine, *Des tumeurs cartilagineuses (enchondromes) des fosses nasales* (1897), consacrée à la chirurgie et au traitement de tumeurs rares très

372. Sicard de Plauzoles, 1908, p. 33.
373. Sicard de Plauzoles, 1908, pp. 298-299.

spécifiques, et donc sans rapport évident avec les thèmes qui focaliseront son intérêt par la suite, il fait paraître son premier ouvrage d'importance, *La tuberculose*, en 1900. Cet écrit aborde ce qui restera pendant toute sa longue carrière un thème de prédilection : la lutte contre les maladies sociales par leur meilleure connaissance et la mise en place de mesures préventives. Au début du XIX^{e} siècle, les statistiques médicales montrent que l'amélioration des conditions d'hygiène aboutit à une régression de cette infection bactérienne. Mais sa prévention dans les milieux défavorisés doit rester une priorité absolue. Lutter contre la tuberculose, c'est rechercher un traitement curatif — dont on ne dispose pas encore dans les premières années du XX^{e} siècle — et enrayer la contagion en agissant sur les conditions sociales et environnementales. Pour Sicard de Plauzoles, élever les conditions de vie des milieux sociaux défavorisés, c'est contribuer à l'accession au plus grand bonheur possible pour le plus grand nombre possible. La perspective utilitariste qu'exprime ce principe simple sera toujours défendue par les néomalthusiens. Cela explique le lien de dépendance qu'ils perçoivent entre l'action sociale et l'action scientifique. La prise en compte des conditions de vie matérielle des êtres humains , et l'amélioration de ces conditions, est à la fois un projet politique et un projet scientifique. A la même époque Albert Calmette (1863-1933) et Camille Guérin (1872-1961), chercheurs à l'institut Pasteur de Lille, travaillent déjà à la mise au point d'un vaccin contre la tuberculose utilisable chez l'homme (il sera disponible à partir de l'année 1921). On comprend de ce fait que la priorité soit accordée à la tuberculose dans les recherches biomédicales jusqu'en 1921, et qu'après cette date elle ne soit plus le principal fléau social. En ce sens, l'évolution des travaux de Sicard de Plauzoles suit bien l'actualité scientifique, puisqu'il ne parlera plus qu'occasionnellement de la tuberculose, et à titre de motif supplémentaire pour la mise en œuvre d'une politique hygiéniste ambitieuse, après sa publication de 1900.

En dépit de sa participation à de nombreuses structures et sociétés savantes, ce qui le conduit parfois à des études très spécialisées, les écrits de Justin Sicard de Plauzoles sont un soutien discret, mais constant, pour le mouvement néomalthusien. Il fait d'ailleurs partie des premiers médecins ralliés à la cause. Ses centres d'intérêts le poussent plutôt à développer les questions d'éducation sexuelle dans une perspective d'hygiène sociale. Mais il s'empare également des thèmes eugénistes, qui constituent le cœur de ses recherches à la fin des années 1920 et au début des années 1930. Bien que régulièrement présent aux conférences néomalthusiennes sur la limitation des naissances, de l'époque Robin jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, il n'a jamais sérieusement été inquiété par la justice. La

perspective qui unifie toutes les idées auxquelles il accorde de l'importance est celle de l'hygiène sociale. Les années passant, son eugénisme s'affirme jusqu'à devenir le thème central de ses écrits. Nous réservons l'étude de cette partie de son œuvre pour le chapitre 10. Le silence relatif sur ce personnage, auquel aucune biographie conséquente n'est consacrée alors qu'il fut un membre influent de structures comme la Ligue des droits de l'homme, est peut-être lié à la forme particulière que prend son approche des questions sanitaires et sociales. Celle-ci est, en effet, toujours sélective, préventive et eugéniste.

Alberto de Liptay

Alberto de Liptay, dit aussi Alberto Liptay (1859-1922), est un médecin d'origine hongroise dont la trajectoire reste marquée par une indépendance que reflète son œuvre. Il n'apparaît d'ailleurs que de manière ponctuelle dans la littérature secondaire consacrée au néomalthusianisme en France. Quand il est mentionné, c'est pour sa condamnation à trois mois de prison, en 1913, pour récidive de publication de propagande néomalthusienne. Il est en effet le premier médecin a avoir été condamné pour ses idées néomalthusiennes en France. Il est toutefois intégré dans le réseau de *Régénération* puis de *Génération Consciente.* Eugène et Jeanne Humbert le tiennent pour un collaborateur loyal. A partir de 1904, les œuvres de Liptay sont publiées à compte d'auteur, mais leur vente et leur diffusion sont assurées par le réseau du mouvement parisien.

On connaît peu de choses de la vie d'Alberto de Liptay et la principale source biographique est le « curriculum vitae Liptay »[374] qu'il rédige lui-même et qui ouvre son *Pour et contre Malthus* (1911). La seule étude qui, à notre connaissance, est consacrée à Liptay est la thèse de médecine de Jean-Jacques Gouedart intitulée *Le docteur Alberto de Liptay (1859-1922), néo-malthusien. Un curieux ancêtre de l'I.V.G et du planning familial* (1993). Dans le cadre de son travail, J.-J. Gouedart se contente de reprendre les grandes lignes de l'autobiographie de Liptay et n'apporte aucun élément complémentaire. Liptay déclare être issu de la noblesse hongroise et avoir étudié la médecine à Vienne (Autriche-Hongrie) puis aux États-Unis, dans le Michigan, où il obtient son titre de docteur en 1882. Il fait d'abord enregistrer son diplôme dans l'Illinois avec l'intention de se spécialiser en vénérologie et d'exercer la gynécologie à Chicago. Quelque temps plus tard, ayant changé

374. Liptay, 1911, pp. 14-23.

d'avis, il exerce la médecine militaire dans l'armée du Chili pendant la guerre du Pacifique (1879-1884) qui oppose le Chili à la Bolivie et au Pérou. La guerre terminée, il continue d'exercer la médecine militaire dans l'armée du Chili avec le grade de médecin-major. Il s'installe en France dans les années 1890.

Dans son autobiographie, Liptay met en avant ses compétences en philologie qui le conduisent à présenter, au début des années 1890, un projet de langue universelle, qu'il qualifie de « cosmoglottique »[375], et qui presque contemporain du projet de langue internationale de Ludwik Zamenhof (1859-1917)[376]. La première œuvre publiée d'Alberto Liptay est *Langue catholique, projet d'un idiome international sans construction grammaticale* (1892). Le terme « catholique » du titre est employé par l'auteur avec le sens ancien d'universel, et n'a pas de connotation religieuse particulière. Ce thème particulier recoupe les préoccupations internationalistes qui sont celles des néomalthusiens à la même époque. En 1900, c'est un livre consacré à la massothérapie, *Automassage*, qu'il publie à compte d'auteur. En 1901, *Le mystère posthume. Causeries médicales sur la mort et la survie* (1901) est publié à la librairie C. Reinwald. Cet ouvrage, nourri d'expériences et d'anecdotes cliniques, se présente comme une réflexion générale, matérialiste et scientifique sur la question de l'au-delà. Il sera recensé dans *La Chronique médicale* de 1901[377].

A partir de 1904, les écrits de Liptay se focalisent sur le thème de la « préservation sexuelle » qui comprend, selon lui, la prophylaxie anti-vénérienne, la promotion des techniques anticonceptionnelles, la question de l'avortement et l'eugénisme. Son œuvre la plus importante est sans doute *Prophylaxia sexualis*, allusion à *Psychopathia sexualis. Étude médico-légale à l'égard des médecins et des juristes* (1886) du psychiatre austro-hongrois Richard von Krafft-Ebing (1840-1902), considéré comme l'un des pionniers de la sexologie. L'intention de Krafft-Ebing est de proposer une typologie des pathologies sexuelles afin que celle-ci puisse servir de référence aux magistrats. Si l'on en croit Jean-Jacques Gouedart, Liptay aurait suivi, lors de ses études à Vienne, l'enseignement clinique de Krafft-Ebing[378], mais il ne produit aucune source pour étayer cette affirmation. Quoi qu'il en soit, Liptay présente son ouvrage comme constituant l'équivalent hygiéniste et néomalthusien de l'œuvre de Krafft-Ebing. Il veut, par ce biais, offrir une classification des

375. Liptay, 1911, p. 15.
376. C'est en 1887 que Zamenhof publie son ouvrage *Langue internationale espéranto*, la première traduction en français datant de 1893.
377. *La Chronique médicale*, n° 8, 1901, p. 461.
378. Gouedart, 1993, p. 10.

causes de la dégénérescence — les maladies vénériennes constituant selon lui une cause principale — afin que les médecins et les magistrats puissent être en mesure de prendre les décisions adaptées au moyen d'une typologie de référence. Après une partie consacrée à un état des lieux de la situation sanitaire de la société qui insiste tout particulièrement sur la question vénérienne, Liptay propose une revue des moyens de l'action prophylactique.

La préservation sexuelle (1906) est une œuvre concise et actualisée qui reprend les idées de *Prophylaxia sexualis* en insistant tout particulièrement sur les moyens techniques — dits de « préservation » — d'éviter la fécondation. Le sous-titre de ce livre, *Les deux risques et comment s'en prémunir*, est une allusion à la transmission des maladies vénériennes, d'une part, et aux grossesses non désirées, d'autre part. Liptay considère que la préservation sexuelle est un des éléments de la prophylaxie qu'il serait souhaitable, selon lui, d'appliquer à l'ensemble de la société.

> « Aussi proclamons-nous que la prophylaxie sexuelle est tout aussi légitime que l'effort de se préserver de n'importe quelle maladie et nous revendiquons non seulement le droit légal mais encore le devoir moral d'employer tous les moyens dans notre pouvoir non seulement pour empêcher la transmission de toute contagion quelle qu'en fut l'origine, mais encore pour supprimer toutes les souffrances quelle qu'en fut la nature et toutes les misères quelle qu'en fut la source ! Aussi ne nous arrêterons-nous pas à mi-chemin dans notre définition de la prophylaxie sexuelle comme la science qui consiste à prévenir les maladies des organes génitaux de l'homme et de la femme, mais, élargissant encore cette définition courante, nous étendrons les maladies, que la prophylaxie sexuelle doit prévenir, des affections transmissibles par la copulation, à toutes les maladies transmises avec plus ou moins de certitude par le père ou la mère et presque fatalement par les deux parents à leurs rejetons. Mais nous trouvons que même cette définition élargie est encore trop étroite, puisqu'elle n'envisage que l'aspect pathologique du problème, en laissant de côté l'aspect physiologique — bien que la misère organique (maladie) et la misère économique (dénuement) s'équivalent au point d'être des états convertibles — et nous concluons à la nécessité logique d'étendre la sphère d'action de la prophylaxie, de la prévention de la maladie, à la prévention de tout mal qui puisse résulter de la fonction génésique. »[379]

Son point de départ est donc celui de la lutte contre les maladies vénériennes. Il élargit ensuite le champ de l'action prophylactique à l'ensemble des maladies transmissibles par hérédité. Enfin, jugeant que les conditions de la procréation, comme la précarité économique de certaines classes sociales, ont des effets aussi négatifs sur les individus que des pathologies identifiées, Liptay se propose de généraliser l'action à la prévention de la

379. Liptay, 1906, p. 4.

grossesse. Selon lui, c'est ce cheminement logique qui conduit au néomalthusianisme, présenté comme solution globale de la question sociale.

Les moyens que Liptay recense, ainsi que ceux qu'il préconise, sont conformes à ceux que l'on trouve dans la littérature néomalthusienne de l'époque, par exemple chez Gabriel Giroud. On y constate notamment la présence de nombreux éléments de vulgarisation scientifique. La qualité d'impression et d'illustration est cependant assez inférieure à celle des publications de *Génération Consciente*, ce qui s'explique sans doute par le fait que l'édition se fait sur les fonds propres d'Alberto Liptay. En 1909, il publie le *Bréviaire de la femme enceinte* (que l'on trouve également réédité sous le titre *Bréviaire de la femme gravide*). Sous couvert de conseils pour bien conduire la grossesse, l'ouvrage semble avoir pour objectif de dissuader les femmes de tout projet de procréation en présentant la grossesse comme une véritable pathologie. En 1911, il publie son dernier ouvrage proprement néomalthusien, en réaction aux poursuites pénales dont les néomalthusiens sont alors victimes en France, *Pour et contre Malthus*. Liptay lui-même est l'une des cibles privilégiées du sénateur Bérenger au point qu'il consacre un chapitre de *Pour et contre Malthus*, intitulé « Liptay contre Bérenger »[380], au harcèlement dont il estime être l'objet de la part du sénateur. Le 30 janvier 1911, Alberto Liptay comparait devant la 9e chambre du tribunal correctionnel de la Seine. Il est condamné à deux cents francs d'amende pour outrage aux bonnes mœurs par la publication de *La Préservation sexuelle* (1906)[381]. Le motif de la condamnation est un prétexte car ce sont bien les idées néomalthusiennes qui sont visées. La presse néomalthusienne ne s'y trompe d'ailleurs pas et, en mars 1911, le journal *Le Malthusien*, dirigé par Albert Gros, dénonce les poursuites dont Liptay est victime et, plus généralement, les positions franchement anti-malthusiennes d'une partie de la magistrature. Un « comité de défense » néomalthusien est fondé afin de fédérer les actions de soutien en faveur de Liptay. En avril 1911, *Le Malthusien* publie des lettres de soutien de médecins malthusiens comme Justin Sicard de Plauzoles, Jean Darricarrère, Joseph Klotz-Forest. En janvier 1913, Alberto Liptay, qui comparait sans avocat, est condamné à trois mois de prison ferme pour récidive de publication. Il effectue sa peine à la prison de la Santé avec le statut de prisonnier politique[382]. Cette condamnation met fin aux publications de Liptay qui ne fera plus beaucoup parler de lui jusqu'à sa mort en 1922. Dans la thèse de médecine qu'il lui consacre, *Le docteur Alberto de Liptay (1859-*

380. Voir Liptay, 1911, pp. 24-62.
381. Voir Liptay, 1911, pp. 12-13 et Gouedart, 1993, pp. 201-206.
382. Voir Gouedart, 1993, pp. 204-205 et *Le Malthusien* d'août 1913.

1922), néo-malthusien. Un curieux ancêtre de l'I.V.G et du planning familial (1993) Jean-Jacques Gouedart dresse un portrait à charge de Liptay. En effet, celui-ci est présenté comme un médecin médiocre que seul l'intérêt financier suscité par la vente des brochures et la description des procédés abortifs ou contraceptifs conduit à s'intéresser de façon opportuniste au néomalthusianisme. Son éclectisme est également interprété dans ce sens. Pour Gouedart, Liptay est un médecin prêt à tout pour tirer parti des idées en vogue à l'époque. Ainsi, s'il adopte des positions tour à tour internationalistes, hygiénistes, eugénistes et néomalthusiennes, c'est parce qu'il est, selon J.-J. Gouedart, à la recherche d'une reconnaissance dans ces différents milieux. Cette dernière étant supposée lui permettre de faire commerce de ses compétences. A cela s'ajoute la condamnation morale de l'eugénisme, qui, selon Gouedart, est l'une de ces « idéologies qui influeront si tristement sur le cours de l'histoire de notre vingtième siècle »[383]. Il considère en outre que l'éclectisme de Liptay révèle des incohérences et ne perçoit pas le lien existant entre eugénisme et malthusianisme qui est pourtant une constante du mouvement. En conséquence, même si les domaines dans lesquels s'illustre Liptay sont variés, on ne peut se contenter d'y voir une preuve d'inconséquence, encore moins de démence. Esprit original et écrivain relativement prolifique, Alberto de Liptay reprend à son compte, et approfondit à sa façon, les éléments habituels du militantisme néomalthusien. En ce sens, il n'est pas hors des cadres du mouvement que nous avons définis. Enfin, la langue française n'étant pas sa langue maternelle, il est possible que certaines de ses formulations et tournures grammaticales affectent la clarté de son discours et il faut se garder de tout jugement hâtif qui ne prendrait pas en compte ce fait. Par ailleurs, Gouedart évoque un rejet de Liptay par les autres représentants du mouvement, notamment ceux de *Génération Consciente*, mais il ne produit aucun élément décisif à l'appui de cette assertion. A ce sujet, dans son *Eugène Humbert. La vie et l'œuvre d'un néo-malthusien* (1947), Jeanne Humbert, qui est généralement sans concession lorsqu'elle retrace la vie et l'action des compagnons de route du néomalthusianisme français, n'a jamais un mot critique concernant Alberto de Liptay. Elle considère même sa mort en 1922, la même année que Nelly Roussel, comme une perte pour le mouvement[384].

383. Gouedart, 1993, p. 215.
384. J. Humbert, 1947, p. 189.

Alfred Naquet

D'autres médecins, bénéficiant parfois d'une certaine renommée, tels Alfred Naquet (1834-1916), s'illustreront aussi dans le combat néomalthusien. Apportant sa caution scientifique de chimiste et les appuis politiques issus de son passage chez les républicains et les socialistes (il est député du Vaucluse entre 1871 et 1898 et sénateur de ce même département de 1883 à 1890), il se rapproche des néomalthusiens après avoir mis fin à sa carrière politique, en 1898. Ses positions progressistes sur le mariage, l'union libre et le divorce le prédisposent à la rencontre de militants avec lesquels il partage un certain nombre de principes. L'adhésion de Naquet est cependant particulière car, à la différence des militants néomalthusiens de *Génération Consciente*, il ne considère pas que la doctrine néomalthusienne à elle seule puisse constituer une théorie révolutionnaire. En 1910, il publie une brochure intitulée *Néo-malthusisme et socialisme.* Celle-ci est constituée de deux parties, l'une est de Naquet, l'autre de Gabriel Giroud. Ce texte permet de juger de la variété des opinions concernant la prétention révolutionnaire du néomalthusianisme au sein du mouvement :

> « La découverte de Malthus est donc à la fois incontestable et considérable. Elle nous a révélé un principe à la lumière duquel toutes les réformes sociales doivent être étudiées. C'est une pierre de touche qui permet de rejeter sans crainte d'erreur tout système inapte à résoudre les difficultés qui lui sont inhérentes. Mais elle ne suffit pas à elle seule à résoudre le problème social. Ce problème est loin d'avoir une solution simpliste ; et l'école malthusienne tombe dans l'erreur lorsqu'elle prétend supprimer la misère en disant aux travailleurs de limiter leur procréation et en s'en tenant là, tout comme les socialistes s'exposent aux critiques les plus fondées en ne cherchant la cause du mal que dans la forme sociale, et en se refusant à envisager les arguments malthusiens. »[385]

Alfred Naquet valide donc le principe de population de Malthus, et les préceptes qui en sont la conséquence, mais il considère abusif de faire du néomalthusianisme le seul axe de l'action révolutionnaire. Il lui dénie en particulier la capacité de constituer à lui seul, et avec des modalités d'action aussi restreintes que la limitation de la procréation, une solution pour régler la question sociale. D'un autre côté, et bien qu'il soit lui-même socialiste, Naquet affirme que la question de l'adéquation de la population et des ressources

385. Naquet, 1910, p. 8.

doit être prise en compte par toute doctrine révolutionnaire. L'idée néomalthusienne doit éclairer le choix de toute mesure économique et sociale ayant pour ambition de révolutionner ou de réformer la société en profondeur. Mais elle ne peut en aucun cas être la seule idée à prendre en considération pour unifier une pensée politique. Cette critique de la solution « simpliste » que constitue le néomalthusianisme selon Alfred Naquet ne porte donc pas sur la validité scientifique objective des thèses malthusiennes, mais sur une relative illusion quant à la capacité réelle de la limitation des naissances à produire à elle seule une société plus juste et plus rationnellement organisée.

Le soutien au néomalthusianisme de la part des médecins ne dépend pas seulement de la production d'une œuvre ou de l'investissement dans une propagande active. Certains d'entre eux, très favorables aux idées néomalthusiennes, porteront le débat dans le champ des sciences biomédicales interpellant tous ceux qui, de près ou de loin, sont concernés par les questions de santé publique. Dans cette perspective, quoi de mieux qu'une revue généraliste de médecine pour offrir la possibilité au médecins de produire leurs arguments en faveur de la doctrine malthusienne ou bien contre elle ? *La Chronique médicale*, *revue bi-mensuelle de médecine historique littéraire et anecdotique*, fondée en 1894 par le médecin Augustin Cabanès (1862-1928) et dont la tonalité est très progressiste, est une revue de débat respectée dans le milieu médical, tant pour son ouverture d'esprit que pour son sérieux. En 1904 et 1905, Joseph Klotz-Forest choisit les colonnes de *La Chronique médicale* pour proposer une grande enquête sur la question néomalthusienne. En s'adressant principalement aux médecins, Klotz-Forest leur demande d'exprimer, dans un développement argumenté, leur propre position relativement à la prophylaxie anticonceptionnelle.

L'enquête de *La Chronique Médicale*

Dans le numéro de novembre 1904 de *La Chronique Médicale*, à la rubrique « Sociologie Médicale » (cf. figure n° 10), Joseph Klotz-Forest publie un article intitulé « La prophylaxie anticonceptionnelle est-elle un crime ? » Ce promoteur discret des idées néomalthusiennes, auteur d'études sur la procréation volontaire et sur l'avortement, choisit d'interroger directement le milieu médical pour conduire celui-ci à se prononcer, et à produire des arguments, sur des problèmes qui sont au croisement des questions sur la légalité et la légitimité de la prophylaxie anticonceptionnelle. L'enquête qu'il propose est précédée d'un plaidoyer en faveur de la limitation volontaire des naissances et s'appuie sur des arguments humanistes et eugénistes. Une présentation succincte de l'enjeu de cette question ouvre l'article : « Nous entendons, en effet, justifier toutes les mesures préventives employées pour éviter la grossesse, chaque fois que cette grossesse mettra la vie ou la santé de la femme en péril ; chaque fois que, par suite d'une tare héréditaire des parents, le produit de la conception sera presque fatalement frappé de dégénérescence, ou que la misère, la « pire des maladies », vouerait des êtres innocents à une existence lamentable, précaire et douloureuse »[386] .

La Chronique Médicale devient ainsi le lieu du débat en invitant ses lecteurs, médecins et savants, à répondre aux deux questions suivantes : « 1° Admettez-vous ou rejetez-vous la propagande anticonceptionnelle ? 2° Si vous l'admettez en principe, limitez-vous son application aux cas médicaux ; ou, au contraire, pensez-vous que des raisons sociales ou simplement individuelles puissent la justifier ? 3° Dans le cas où vous n'en seriez pas partisan nous vous serions reconnaissant de formuler les motifs qui vous la font rejeter. »[387]

Les réponses à cette enquête seront publiées, avec les noms et qualités de leurs auteurs, dans le numéro de février 1905, sous la forme d'un article divisé en trois rubriques : 1° Les adversaires de la prophylaxie anticonceptionnelle ; 2° Les partisans avec restriction aux cas médicaux ; 3° Les partisans sans restriction. Les adversaires de la prophylaxie anticonceptionnelle sont au nombre de six, dont cinq médecins. Leurs arguments réfutent la fatalité de la dégénérescence ou bien considèrent qu'aucun problème

386. Klotz-Forest, 1904, p. 689.
387. Klotz-Forest, 1904, p. 699.

médical n'est, à terme, insurmontable pour la médecine. Ils expriment, sans surprise, des points de vue plutôt natalistes, mais certains sont moins radicaux que des médecins qui se déclarent favorables à la prophylaxie anticonceptionnelle limitée aux cas médicaux. Cette seconde catégorie recueille treize réponses, les positions affichées y sont contrastées, et les restrictions limitatives sont assez élastiques selon les réponses. Néanmoins, la tonalité générale est plutôt patriotique (il ne faut pas dépeupler la France, le remède serait alors pire que le mal), l'abstinence est prônée comme seule méthode anticonceptionnelle par quatre témoignages sur treize. Le témoignage le plus favorable est celui d'Henri Cazalis (1840-1909), médecin eugéniste, auteur d'une étude médicale intitulée *La science et le mariage* (1900). H. Cazalis accepte la prophylaxie anticonceptionnelle, ainsi que l'avortement, pour deux raisons principales : quand la santé de la femme est en danger, mais aussi quand l'avenir de la race est en danger. Mais c'est, *in fine*, l'intérêt de la patrie qui doit borner ce droit. La troisième catégorie présente vingt six témoignages, dont dix sept de médecins. Parmi ces derniers, tous affichent des positions très néomalthusiennes, ou bien très compatibles avec la limitation des naissances dans une perspective eugéniste. On y retrouve des noms connus, tels que ceux de J. Darricarrère, J. Sicard de Plauzoles et, sans surprise, J. Klotz-Forest ; mais aussi ceux d'Édouard Toulouse, médecin psychiatre spécialisé dans les questions d'hygiène mentale, et d'Alfred Gottschalk, un médecin polonais vivant en France auquel Paul Robin avait voulu confier le fonctionnement de la LRH à la fin des années 1890[388].

388. Voir Demeulenaere-Douyère, 1994, pp. 356-357.

11e ANNÉE N° 21 1er Novembre 1904

LA CHRONIQUE MÉDICALE

REVUE BI-MENSUELLE DE MÉDECINE

HISTORIQUE, LITTÉRAIRE ET ANECDOTIQUE

Sociologie Médicale

La prophylaxie anticonceptionnelle est-elle légitime ?

par M. le Dr KLOTZ-FOREST.

La morale professionnelle, qui règle la ligne de conduite du corps médical, varie, se transforme, évolue sous la poussée des événements et des conceptions nouvelles du devoir. On ne saurait nier que le médecin subit l'influence des idées, des préjugés, des passions politiques ou religieuses du milieu dans lequel il vit. Il n'est pas moins vrai, d'autre part, que le médecin peut exercer sur ce même milieu une influence considérable. C'est à lui qu'appartient le rôle prépondérant dans la solution de toutes les questions importantes d'hygiène ; c'est lui qui parle avec le plus d'autorité, dès qu'il s'agit de lutter contre ces plaies sociales que sont la syphilis, la tuberculose, l'alcoolisme, la prostitution, etc., etc. C'est lui qui peut, en s'inspirant des données les plus récentes de la science, indiquer les remèdes les plus rationnels, pour améliorer et préserver la santé physique et morale de la race.

II

Sous le titre de : *Prophylaxie anticonceptionnelle*, nous nous proposons d'étudier une question de morale sexuelle très importante, puisqu'il s'agit de la santé et du bonheur de milliers de femmes. Nous entendons, en effet, justifier toutes les mesures préventives employées pour éviter la grossesse, chaque fois que cette grossesse mettra la vie ou la santé de la femme en péril ; chaque fois que, par suite d'une tare héréditaire des parents, le produit de la conception sera presque fatalement frappé de dégénérescence, ou que la misère, la « pire des maladies », vouerait des êtres innocents à une existence lamentable, précaire et douloureuse,

Ce n'est pas la première fois qu'une question de morale sexuelle est soumise au jugement des lecteurs de « la Chronique médicale ». Personne n'a oublié l'utile et instructive enquête provoquée par le Dr Cabanès, à l'occasion de la publication du livre d'André Couvreur intitulé : *La Graine* (1).

(1) Cf. *La Chronique médicale*, 15 juillet 1903.

Figure n° 10 : « La prophylaxie anticonceptionnelle est-elle légitime ? », *La Chronique médicale* du 1er novembre 1904, enquête de Joseph Klotz-Forest.

Ce type d'enquête permettant de sonder l'écho du néomalthusianisme dans la communauté médicale et à sa marge à un instant donné demeure exceptionnel. La période à laquelle elle est menée dans une revue médicale très pluraliste et généraliste, remarquable aussi par son élargissement aux formes littéraires telles que le roman, est également à prendre en compte. En 1904-1905, quand bien même le malthusianisme fait face à de nombreuses critiques dans les milieux conservateurs et dans les milieux natalistes (qui peuvent être progressistes), il reste encore possible de conduire une telle enquête. Un certain nombre de médecins, qui ne sont affiliés ni à la Ligue de Régénération humaine ni au courant néomalthusien agrégé, de manière plus ou moins informelle, autour de Robin, peuvent, sans risque majeur, prendre publiquement position en faveur de la prophylaxie anticonceptionnelle élargie aux motifs sociaux et individuels. Après 1905, alors que le mouvement se structure de façon plus rigoureuse et que sa propagande devient plus efficace, les poursuites pour atteintes aux bonnes mœurs ou pour pornographie vont appeler les médecins à la prudence. La montée du patriotisme, dans les années qui précèdent la Première Guerre mondiale, exacerbe le discours des natalistes et renforce encore l'opposition au néomalthusianisme.

.

*

* *

Le soutien théorique et pratique des médecins à l'action néomalthusienne a été très tôt perçu comme une nécessité. Se réclamant du rationalisme et proclamant la victoire de la science sur la croyance, le mouvement ne pouvait se passer des fondements scientifiques susceptibles de légitimer son approche auprès de la population, notamment les classes populaires, comme auprès du milieu médical. Que ce soit de manière directe, par leur action en faveur de la libre-maternité, par l'éducation sexuelle et par l'aide apportée concrètement aux femmes (mise à disposition de moyens contraceptifs, avortements), ou de manière indirecte, par la diffusion des idées néomalthusiennes au sein du corps médical et dans la société, certains médecins ont apporté leur concours à la propagande par conviction politique et humaniste. Critiquant la sévérité — selon eux absurde et inhumaine — de l'article 317 du code pénal, certains d'entre eux investissent le débat relatif à la

prophylaxie anticonceptionnelle pour mettre en valeur les arguments de la médecine contre les arguments des magistrats et des religieux. Les médecins que l'on peut rattacher au courant néomalthusien, et qui s'y investissent, demeurent des individualités originales. Pour une part, les motivations qui les conduisent à épouser, ponctuellement ou totalement, la cause néomalthusienne, sont personnelles et sans doute aussi liées à leur histoire propre. Mais pour une autre part, leur adhésion est liée à des principes communs et à des convictions partagées. Concernant ces dernières, il est possible de proposer un résumé des principes sur lesquelles elles s'appuient.

Premièrement, des convictions sociales et humanistes, fermement ancrées à gauche et qui, même si elles ne sont pas toujours visibles, sont sincères. Ces idées les conduisent les néomalthusiens à envisager les conditions d'une société meilleure, allant parfois jusqu'aux projections utopiques.

Deuxièmement, un élitisme réel qui, parfois, semble entrer en contradiction avec les valeurs humanistes. Cet élitisme est plutôt une conséquence de leur foi en la science qu'il n'en est une cause : leurs idées sur les conditions d'une société meilleure les conduisent à vouloir analyser lucidement les effets d'un environnement sanitaire, économique et social qu'ils considèrent inadapté et injuste. Cette lucidité revendiquée implique un regard sans concession sur la réalité des potentialités humaines. C'est aussi en vertu de cela qu'aucun d'entre eux ne se laisse aller à la compassion morale ou à la charité à l'égard des plus démunis et de leur ultime avatar : le « dégénéré ».

Troisièmement, une adhésion sans réserve à la modernité scientifique et à l'assurance de la supériorité du discours de la science sur tout autre discours. A ce titre, leur valorisation constante de l'objectivité et de la positivité scientifiques relève souvent du scientisme. Cette option est conditionnée par un matérialisme intégral et strict qu'elle contribue à fonder. De ce fait, il n'existe pour eux aucune différence de nature entre le corps et l'esprit, ce qui inscrit leur œuvre dans le sillage de l'action de Claude Bernard, qu'ils révèrent. On peut ainsi affirmer qu'ils partagent un monisme scientifique qui intègre la psychologie, l'anthropologie et la sociologie comme de nouveaux domaines de la médecine, comme des extensions d'une science en voie de perfectionnement. Ces options théoriques contribuent à estomper la frontière entre sciences positives et sciences humaines, habituellement séparées de la médecine par une impossible soumission à la méthode expérimentale. De ce point de vue, ils sont les héritiers d'une tradition pleinement positiviste.

Quatrièmement, un goût indiscutable pour l'action qui les conduit à articuler

systématiquement réflexion et apports théoriques, d'une part, et action sociale et innovation technique, d'autre part. Et cette innovation technique est aussi bien interne à l'action médicale (techniques thérapeutiques innovantes, techniques de puériculture et médicalisation forte de la procréation, techniques eugénistes, hygiénistes), qu'externe au champ traditionnel de la médecine (techniques d'organisation sociale, intérêt pour les techniques nouvelles qui peuvent améliorer la vie de tous les hommes, telles que les adaptations les plus ambitieuses de l'électricité, la circulation automobile, le développement de l'aviation, l'industrie chimique, les adaptions possibles des rayons X, etc.). Un domaine technique fait toutefois le lien entre la science et le social, c'est évidemment celui des techniques contraceptives qui permettent, par une action médicale éclairée, d'améliorer rapidement les conditions économiques de toute une population.

L'adhésion à ces quatre principes fédère les médecins néomalthusiens et se concrétise dans leur intérêt commun pour l'eugénisme. En effet, une amélioration globale de la situation sociale ne peut être espérée si la majorité des individus qui la composent sont eux-mêmes privés du nécessaire et qu'ils sont malades ou dégénérés. C'est donc par une action efficace et concrète sur l'élément premier de la société, l'individu, qu'il faut engager la transformation de la société actuelle pour l'établissement d'une bonne organisation sociale. Politiquement, intellectuellement et axiologiquement on peut affirmer que la pensée néomalthusienne est incitée à adhérer aux idées eugénistes qui fleurissent dans le dernier quart du XIX^{e} siècle. Les fondements scientifiques dont prétend pouvoir se doter l'eugénisme des années 1880 — qui, jusqu'ici, se sont limités à quelques éléments empiriques empruntés à l'élevage animal — paraissent constituer, pour un certain nombre de penseurs et de militants de la gauche la plus radicale, un motif pour continuer la recherche. Ainsi, l'eugénisme pourrait devenir la solution politique pour l'accession du plus grand nombre à plus de liberté et à plus de bonheur.

Figure n° 11 : L'équipe de *Régénération* vers 1903. Paul Robin (premier rang, 1er en partant de la gauche), Eugène Humbert (deuxième rang, 7e en partant de la gauche). Source : IISH.

Deuxième partie

Les sciences biomédicales au service du meilleur des hommes

Chapitre 4

Les sources scientifiques du néomalthusianisme français

L'essor des sciences expérimentales, du XVII^e^ au XIX^e^ siècle, a contribué à faire de la science un moyen pour l'homme de conquérir son autonomie intellectuelle et matérielle. Par dérivation, le discours scientifique est apparu comme un discours libre, affranchi de toute tutelle dogmatique et de toute injonction. En mettant à disposition des procédures de validation que chacun peut s'approprier individuellement pour vérifier la prétention de tout discours à la vérité, elle libère et elle affranchit. Cette représentation de la science explique et justifie l'investissement des pensées révolutionnaires dans les questions scientifiques. Déjà synonyme de liberté, la science, dans son devenir même, est également symbole de modernité et d'évolution. Elle est, tout au moins dans nos représentations, l'antithèse du conservatisme et de l'archaïsme.

Pour ces raisons, les anarchistes, les marxistes et, plus généralement, les théories politiques progressistes, se réclament souvent de la science. L'essor des sciences du vivant, en particulier dans la seconde moitié du XIX^e^ siècle, a encore accentué cette tendance. La conversion de la médecine à la science expérimentale marque profondément les esprits. Les acteurs français du néomalthusianisme vont être influencés par ce contexte et adhérer avec enthousiasme aux perspectives nouvelles offertes par les sciences du vivant. Puisqu'ils s'inscrivent d'emblée dans une dynamique progressiste de transformation en profondeur de la société et que ce processus exige que l'on fasse « table rase » du passé, ils s'approprient aisément les discours scientifiques pour légitimer leur action et rejettent de ce fait tous les conservatismes qui leur semblent révélateurs d'un ordre archaïque qu'il faut dépasser. Ils s'emparent des outils théoriques et pratiques qui sont la conséquence du développement de la science parce qu'ils considèrent que ceux-ci peuvent contribuer efficacement à la transformation de la société. L'intérêt pour la rationalité est encore stimulé par le matérialisme des anarchistes et des communistes libertaires qui considèrent le progrès scientifique et l'ensemble de ses applications comme autant de moyens a priori pour servir la cause révolutionnaire. Les trois notions de mouvement, de vitesse et d'innovation occupent une place de choix dans la littérature néomalthusienne et constituent les critères de valorisation des sciences et des techniques.

A ce titre, l'intérêt de la caution scientifique est double. D'une part, elle contribue à libérer les esprits de toutes les théories aliénantes et réactionnaires (politiques, religieuses

et morales) en démontrant que l'essence même du réel est rationnelle. D'autre part, ses applications pratiques positives promettent au plus grand nombre une meilleure satisfaction des besoins essentiels, qu'ils soient matériels, intellectuels ou moraux. Persuadés que la culture de la raison est la condition de l'affranchissement des individus et de l'accession au bonheur, les libertaires veulent tout mettre en œuvre pour améliorer l'accès du plus grand nombre possible à la connaissance scientifique.

1- Les sciences du vivant

Quelles sont donc les sources privilégiées par les auteurs néomalthusiens ? Pour répondre à cette question, il faut au préalable distinguer, au sein du courant étudié, les savants et les militants. Il existe bien une culture commune aux néomalthusiens et les savants déploieront leurs efforts pour enrichir le collectif en apportant aux militants une culture scientifique de base, en particulier en ce qui concerne la physiologie humaine et certaines références majeures. Ces références sont d'abord issues du mouvement d'extension de la science expérimentale appliquée au vivant. Claude Bernard (1813-1878) occupe une place de choix au Panthéon des néomalthusiens. Au-delà de la dimension expérimentale, ce qui intéresse les néomalthusiens, ce sont aussi des théories présentant une compréhension générale du vivant. Ainsi, le transformisme de Lamarck, le monisme de Haeckel, l'évolutionnisme de Darwin et l'eugénisme de Galton constituent-ils des références majeures pour les néomalthusiens.

Mais l'essor des sciences humaines mobilise aussi leur attention par les possibilités de compréhension nouvelle qu'il offre et par le potentiel d'applications pratique qu'il paraît receler, ce que nous constaterons dans un second temps.

Claude Bernard comme inspirateur

Nous avons déjà évoqué le respect absolu porté par Paul Robin à la démarche expérimentale et mentionné les aptitudes réelles dont il fait preuve dans ce domaine lors de ses années d'études à l'École normale, années qui furent influencées par les travaux et les découvertes que Claude Bernard faisait exactement à la même époque. En effet, son *Introduction à l'étude de la médecine expérimentale* (1865) est publiée peu de temps après

que Paul Robin ait quitté l'ENS. Mais l'accueil très favorable des idées de Claude Bernard par Robin ne dépend pas de cette seule concomitance dans l'espace et dans le temps. Il s'agit, de sa part, d'une adhésion forte au principe d'une science rationaliste et souveraine dans la mesure où celle-ci peut permettre d'expliquer le réel et d'agir sur lui de façon efficace. Enfin, le réductionnisme de Claude Bernard est également adopté par Robin qui y voit la manière la plus prometteuse de supprimer, dans le domaine de la connaissance, toute référence à des principes métaphysiques, qu'ils soient d'inspiration religieuse ou spiritualiste. L'influence du célèbre physiologiste sur l'ensemble de la sphère néomalthusienne, même si elle n'est pas toujours explicitement revendiquée, est indiscutable. Le néomalthusianisme aborde la question sexuelle et la procréation sur une base scientifique. De ce fait, une biologie qui montre que les phénomènes physiologiques sont potentiellement réductibles aux lois de la physique et qui pose cette idée comme horizon de l'action des savants ne peut que satisfaire le matérialisme intégral que les néomalthusiens partagent. Même discrète, la figure tutélaire de Claude Bernard est toujours présente, notamment dans les propos de médecins. On la retrouve chez Sicard de Plauzoles, qui vante les mérites de celui qui, le premier, a su montrer « que les glandes génitales [...] élaborent des secrétions internes extrêmement utiles à la nutrition générale de l'organisme, au développement de la force physique et de l'énergie intellectuelle »[389]. Sa présence est perceptible dans toute l'œuvre de Madeleine Pelletier, qui considère que le portrait de Claude Bernard — qui est pour elle l'incarnation de la probité et de la rationalité triomphante — devrait orner toutes les chambres des étudiants en médecine[390]. Nous avons déjà pu constater que le courant néomalthusien avait au nombre de ses objectifs la suppression de toute métaphysique. Il ne peut qu'adhérer sans réserves à un projet qui se propose de réduire, à terme, les phénomènes du vivant à ceux de l'inerte et qui ne voit pas dans la physiologie autre chose qu'une branche complexe de la physique et de la chimie. Au-delà de l'approche expérimentale et de la réduction du vivant au physico-chimique, c'est le déterminisme qui séduit les néomalthusiens dans l'approche de Cl. Bernard. En donnant accès à la cause des phénomènes physiologiques, mais aussi pathologiques, le déterminisme ouvre des possibilités de solutions thérapeutiques. Les néomalthusiens, ne se bornant pas à constater les maux qui affectent les individus et la société, envisagent une action curative.

---

389. Sicard de Plauzoles, 1908, p. 238.
390. Voir Pelletier, 1932, p. 150 : « Un grand portrait de Claude Bernard fixé au mur semblait sourire au nouvel étudiant. »

Mais il est un autre thème qui, chez Claude Bernard, est propre à convaincre les néomalthusiens. C'est celui de l'intervention sur le vivant au nom de l'intérêt collectif dont nous verrons qu'il prend tout son sens dans le cadre d'une pensée eugéniste. Claude Bernard établit la supériorité de l'approche rationaliste et scientifique sur toute considération éthique ou compassionnelle. Le scientifique qui aborde l'étude du vivant ne peut le faire avec le même regard que tout le monde :

> « Le physiologiste n'est pas un homme du monde, déclare Claude Bernard, c'est un savant, c'est un homme qui est saisi et absorbé par une idée scientifique qu'il poursuit : il n'entend plus le sang qui coule, il ne voit que son idée et n'aperçoit que des organismes qui lui cachent des problèmes qu'il veut découvrir. De même le chirurgien n'est pas arrêté par les cris et les sanglots les plus émouvants, parce qu'il ne voit que son idée et le but de l'opération. De même encore l'anatomiste ne sent pas qu'il est dans un charnier horrible ; sous l'influence d'une idée scientifique, il poursuit avec délices un filet nerveux dans les chairs puantes et livides qui seraient pour tout autre homme objet de dégoût et d'horreur. »[391]

Le but visé par le savant justifie tous les actes préalables nécessaires à la réalisation du projet. L'expérimentation sur les animaux, mais sans doute aussi sur l'homme, est rendue nécessaire par le bénéfice que pourrait tirer l'humanité toute entière du fruit de ces expériences. Selon Claude Bernard, l'étude scientifique est légitimée par le fait qu'en dépit d'une souffrance ponctuelle qu'elle inflige à quelques individus, elle peut permettre d'en guérir de nombreux autres, notamment par les diagnostics qu'elle permet d'établir et par les applications thérapeutiques auxquelles elle permet d'accéder. « Ces procédés divers d'étude analytique des mécanismes de la vie, chez l'animal vivant, sont indispensables, déclare Claude Bernard, […] à la physiologie, à la pathologie et à la thérapeutique. »[392] Comment ne pas voir, par exemple, l'influence directe de ces considérations de Cl. Bernard sur l'œuvre de Madeleine Pelletier lorsqu'elle évoque une nécessaire expérimentation sur l'homme dans *In anima vili. Un crime scientifique* (1920) ?

L'approche matérialiste qui est la leur conditionne donc sensiblement les options théoriques des néomalthusiens. Parfois opportuniste quand elle convoque a posteriori des thèses de savants qui paraissent ponctuellement valider leurs propres positions, la production des références est le plus souvent sincère et maîtrisée.

---

391. Bernard, [1865] 1966, p. 154.
392. Bernard, [1865] 1966, p. 155.

Évolutionnisme et transformisme

Les néomalthusiens s'inscrivent tous, et sans réserve, dans le cadre général posé par la théorie de l'évolution. L'œuvre de Darwin est d'ailleurs placée dans leur discours au rang des faits objectifs universellement admis. Avec le darwinisme, ils bénéficient d'une source qu'ils peuvent ainsi convoquer facilement et, de plus, ils soutiennent qu'elle est historiquement et théoriquement liée au malthusianisme. Elle en serait même la suite, comme le laisse entendre G. Giroud :

> « La conséquence fatale de la loi de Malthus, c'est la *concurrence vitale* ou lutte pour la vie, le *struggle for life*. Il n'est point de naturaliste, de biologiste, qui n'ait eu à souligner l'existence de la lutte entre espèces vivantes. Dans l'introduction de son ouvrage sur l'*Origine des espèces*, Darwin dit : « La concurrence vitale entre les êtres organisés provient fatalement de leur multiplication en raison géométrique. C'est la loi de Malthus appliquée à tout le règne animal et végétal. » Et il ajoute : « Puisqu'il naît un nombre d'individus supérieur à celui qui peut vivre, il doit exister une concurrence sérieuse soit entre les individus de la même espèce soit entre les individus d'espèces distinctes. » (1)
>
> (1) Darwin a raconté lui-même comment l'idée de la *sélection naturelle* lui était venue par la lecture de l'ouvrage de Malthus : « C'est l'esprit ainsi préparé, dit-il, que j'ai eu la bonne fortune de lire l'*Essai sur la Population* de Malthus ; immédiatement l'idée de la sélection naturelle par la lutte pour l'existence s'est présentée à mon esprit. » Darwin n'a donc fait qu'appliquer à la nature vivante tout entière la découverte de Malthus. Sans Malthus, comme l'a fort bien remarqué un biographe de Darwin, nous n'aurions peut-être pas l'œuvre de Darwin sur l'Origine des espèces. »[393]

Si l'œuvre de Darwin s'intègre bien dans l'approche matérialiste, évolutionniste et progressiste qui est celle des néomalthusiens, qu'ils soient savants ou militants, il est également vrai que le darwinisme est lui-même influencé par le malthusianisme. Laurent Loison en témoigne lorsqu'il évoque la conception mécanique du milieu qui domine, à la fin du XIX^e^ et au début du XX^e^ siècle, dans certaines communautés scientifiques, notamment chez les néolamarckiens : « Le milieu est donc surtout — pour ne pas dire exclusivement — réduit à sa dimension écologique et biotique. L'origine de ce choix théorique est aisée à comprendre chez Darwin, car c'est l'idée malthusienne d'une nature surpeuplée qui constitua le point de départ logique de sa théorie de la sélection

393. G. Hardy, 1919, p. 4 (c'est G. Hardy qui souligne). Les citations de Darwin dans le texte principal sont extraites de l'introduction de l'édition française de l'*Origine des espèces* de 1870, traduite et préfacée par Clémence Royer.

naturelle. »[394] Le darwinisme n'est cependant pas la seule source théorique majeure qui alimente le discours néomalthusien. Leurs emprunts au transformisme lamarckien sont importants, principalement en ce qui concerne l'hérédité des caractères acquis. Cela explique une certaine communauté de vue avec les néolamarckiens. Ces derniers, eux-aussi influencés par Claude Bernard et par les travaux de Pasteur, ne trouvent pas chez Darwin les éléments permettant d'identifier les causes immédiates des variations que connaissent les espèces dans le cadre du processus d'évolution. Le zoologiste néolamarckien Alfred Giard (1846-1908) considère ainsi que Darwin néglige le fait de l'action du milieu sur les organismes individuels alors que les néolamarckiens adhèrent au principe d'un déterminisme fort du milieu sur l'organisme[395]. Les préoccupations hygiénistes des néomalthusiens français les portent aussi à adhérer à des principes déterministes communs aux néolamarckiens. Ce qui leur importe, c'est d'abord de disposer d'une théorie générale qui permette d'expliquer la continuité par hérédité, ce que permet le darwinisme, mais aussi de disposer d'éléments pour expliquer les variations du vivant selon des catégories de causalité, ce que permet le néolamarckisme. C'est sans doute sur ce point que les néomalthusiens se démarquent de Darwin qui traite d'évolution des espèces en laissant de côté l'idée de progrès qui semble chère aux lamarckiens. Cette tension entre adoption du darwinisme et attachement à certains principes lamarckiens n'est pas nouvelle en France, on la retrouve notamment chez Clémence Royer. En effet, celle-ci prône, d'une part, le recours à la notion de progrès plutôt qu'à celle d'évolution et, d'autre part, relativise l'action de la sélection naturelle dans le processus d'évolution, accordant une plus grande importance à l'action mécanique directe du milieu[396].

Les néomalthusiens étant préoccupés par la dimension curative et corrective de l'action hygiéniste et biomédicale sur le vivant, ils voient certainement dans les idées lamarckiennes de quoi entretenir leur optimisme. En effet, identifier les causes d'une évolution négative ou repérer le moyens d'agir, presque mécaniquement et directement, sur le progrès de l'espèce ouvre des possibilités qui ne sont pas présentes dans l'approche de Darwin. Or, si l'action qui permet d'agir sur un milieu qui détermine les organismes individuels est scientifiquement validée, alors elle permet d'accéder aux techniques qui vont permettre de régler concrètement certaines transformations d'ordre pathologique. Cette validation de l'influence déterministe du milieu rend compte de l'intérêt fort des

394. Loison, 2010, pp. 107-108.
395. Voir Loison, 2010, pp. 101-104.
396. Voir Blanckaert, 1991, pp. 120-122.

néomalthusiens pour les questions sanitaires et prophylactiques, pour la nutrition et l'exercice physique. A ces éléments objectifs s'ajoutent cependant des idées qui relèvent du champ politique. Qu'il s'agisse du darwinisme ou du lamarckisme, les théories opportunément adoptées par les néomalthusiens ont en commun d'être porteuses de mouvement et de renouveau. Car c'est aussi contre un fixisme « réactionnaire » que l'évolutionnisme est adopté. Les éléments scientifiques et politiques sont inextricablement mêlés dans la pensée néomalthusienne. Mais c'est toujours la science qui doit orienter le politique, et non pas l'inverse. En effet, même s'il est issu des mouvements sociaux révolutionnaires de la fin du XIX^{e}, le néomalthusianisme privilégie par principe la rigueur des sciences du vivant, par opposition à une prétendue science politique ; ce dont témoigne Gabriel Giroud lorsqu'il écrit :

> « Le marxisme, par exemple, pour ne parler que d'un socialisme dit scientifique fort à la mode, n'échappe pas à cette aberration. Par une inconséquence paradoxale, il se refuse obstinément à reconnaître le *struggle for life* chez l'homme, alors qu'il admet et prône la lutte des classes, la concurrence dans les classes… lutte et concurrence qui ne sont que des manifestations particulières de l'universelle concurrence vitale, malthusienne et darwinienne, tant honnie ! »[397]

Pour Gabriel Giroud, les sciences de la nature sont bien au principe du politique et elles englobent les sciences économiques et sociales. Rien de surprenant dès lors dans le fait que le darwinisme soit si souvent convoqué dans le domaine des sciences sociales et de l'action politique que celles-ci peuvent orienter. A quelles œuvres de Darwin les néomalthusiens font-ils le plus souvent référence, et quel est le fonds théorique commun des militants ? Sans surprise c'est *De l'origine des espèces par sélection naturelle ou des lois de transformation des êtres organisés*, dans sa troisième édition de 1870, traduite et préfacée par C. Royer. L'édition de 1873 du même ouvrage, avec une traduction de J.-J. Molinié, intitulée *L'origine des espèces au moyen de la sélection naturelle, ou, la lutte pour l'existence dans la nature*, sera également fréquemment utilisée. Cela montre que leur attachement à la traduction de Clémence Royer n'est pas absolu. Mais l'*Origine des espèces* n'est pas leur première référence lorsqu'ils citent Darwin. En effet, les occurrences de *La filiation de l'homme et la sélection liée au sexe* sont chez eux plus fréquentes encore. Ainsi, ils citent très fréquemment l'édition de 1891, avec la traduction est d'Edmond Barbier et la préface de Carl Vogt, dont le titre est *La descendance de l'homme et la*

397. Cité par J. Humbert, 1948, p. 12.

sélection sexuelle. Robin s'y réfère dans le cadre de sa critique eugéniste de la « sélection à l'envers » — c'est-à-dire la « destruction des meilleurs » et la « reproduction des plus mauvais » — mais aussi dans son appel à une « sélection artificielle scientifique »[398]. A l'appui de son argumentation, il cite cette phrase de *La descendance de l'homme et la sélection sexuelle* qui semble valider l'application à l'homme des techniques de sélection artificielle méliorative qui ont fait leurs preuves dans l'élevage des animaux : « L'homme étudie avec la plus scrupuleuse attention le caractère et la généalogie de ses chevaux, de son bétail et de ses chiens avant de les accoupler ; précaution qu'il ne prend que rarement ou jamais, quand il s'agit de son propre mariage. »[399] En dignes successeurs, la quasi-totalité des néomalthusiens, qu'ils soient ou non savants, reprendront cette phrase. On la trouve par exemple chez Binet-Sanglé[400] et chez Sicard de Plauzoles[401].

La synthèse entre les sources darwiniennes et lamarckiennes n'est pas l'exclusivité des néomalthusiens, puisque les néolamarckiens eux-mêmes la réalisent, ainsi que Clémence Royer. Mais, un trait caractéristique permet tout de même de les distinguer. Chez eux, la synthèse entre darwinisme et lamarckisme est moins déséquilibrée que chez les néolamarckiens et chez certains membres de la Société d'anthropologie de Paris. En effet, elle ne s'effectue pas en privilégiant Lamarck au préjudice de Darwin. Ainsi, les néomalthusiens accueillent avec moins de circonspection l'idée de sélection naturelle que ne le font les partisans de Lamarck. Si l'on considère que le transformisme, comme l'évolutionnisme, sont deux manières de rendre compte du fonctionnement de l'évolution, il faut également reconnaître qu'il existe entre ces deux cadres des différences majeures. Chez Lamarck, le processus de l'évolution doit être abordé par l'étude de deux phénomènes importants : la plasticité et l'hérédité. La plasticité est la capacité d'un organisme individuel à acquérir des caractères nouveaux, l'hérédité est le fait de transmettre ces caractères à sa descendance. Selon Laurent Loison, « le néolamarckisme français fut une pensée organisée par les catégories de causalité et de continuité, la première primant sur la seconde »[402]. Cette balance inégale entre plasticité individuelle et hérédité n'est pas présente chez les néomalthusiens qui ne privilégieront jamais l'action du milieu par rapport à l'hérédité. Bien souvent, ils relativiseront la possibilité d'agir sur un organisme individuel par une simple modification du milieu physique. L'eugénique négative à laquelle ils

398. Robin (a), 1905, pp. 3-6.
399. Darwin, 1891, p. 676.
400. Binet-Sanglé, 1918, p. 13.
401. Sicard de Plauzoles, 1908, p. 277 et 1927, p. 144.
402. Loison, 2010, pp. 14-15.

apportent leur contribution ne peut d'ailleurs se comprendre qu'à partir du moment où l'on constate l'efficacité limitée d'une régulation des pathologies individuelles par une action corrective sur le milieu. Ainsi, une bonne nutrition, une bonne hygiène, une bonne éducation permettent sans doute de rendre les individus moins mauvais, mais elles ne peuvent en aucun cas compenser une mauvaise hérédité qui conditionne bien plus fortement le développement et le potentiel individuel. Nonobstant, les néomalthusiens s'intéressent aussi à la plasticité individuelle car il est toujours avantageux pour une collectivité d'être composée d'individus qui soient le « moins mauvais » possible. Cet intérêt s'exprime dans les développements hygiénistes de la pensée néomalthusienne qui adopte les théories explicatives du vivant permettant de comprendre l'interaction entre le milieu et les organismes individuels.

Les éléments typiquement lamarckiens qui sont intégrés au cadre darwinien sont paradoxalement et simultanément à l'origine de l'optimisme et du pessimisme plus forts de la théorie globale. La théorie évolutionniste, chez l'homme, prévoit bien que certains obstacles puissent altérer le processus normal de l'évolution et que certains fonctionnements sociaux puissent contrarier la reproduction et la perpétuation des plus aptes. En revanche, le principe de l'hérédité des caractères acquis qui est validé par le lamarckisme introduit un élément potentiellement dramatique. En effet, si la sélection se fait mal, c'est-à-dire si elle est altérée par des obstacles, naturels ou sociaux, elle aura des conséquences non seulement chez les êtres présents, mais aussi chez ceux à venir. Et les caractères négatifs qui auront pu être acquis pourront se transmettre, se concentrer et, à terme, menacer la survie même de l'espèce. Cette idée est très clairement exprimée chez Sicard de Plauzoles dans sa leçon d'ouverture du Cours d'Hygiène sociale faite à la Sorbonne le 8 janvier 1929 :

> « La démonstration de la transmission héréditaire des caractères acquis n'est plus à faire ; ces caractères ne sont pas seulement d'ordre anatomique, morphologique ; ils sont surtout d'ordre fonctionnel, et la transmission aux descendants de ces caractères acquis, bons ou mauvais, marque une amélioration de la lignée, ou une dégénérescence. L'individu est le produit du syndicat ancestral qui a constitué le capital héréditaire qui lui a été transmis ; ce capital héréditaire constitue la lignée. C'est essentiellement […] un système physico-chimique ; la spécificité est avant tout d'ordre physico-chimique ; et c'est là une notion extrêmement importante, car, dès lors que ce système physico-chimique, qui constitue l'individu, est sujet à se modifier sous l'influence des actions qui s'exercent sur lui, c'est l'évolution continue et fatale,

soit vers le progrès, soit, au contraire, vers la dégradation. »[403]

Le principe de l'hérédité des caractères acquis entretient donc le spectre de la dégénérescence, en même temps qu'il ouvre des perspectives de perfectionnement accru. Cette ambivalence du processus incite doublement à l'action : il faut enrayer le processus de dégénérescence et, conjointement, œuvrer pour l'amélioration de la « race ». Pour que ce projet puisse aboutir, il faut donc, d'une part, agir sur le milieu, et c'est là le tout le travail de l'hygiéniste, et, d'autre part, sélectionner scientifiquement les personnes les plus aptes à la procréation. Cette deuxième tâche en implique une autre : il faut parvenir à une meilleur connaissance empirique de l'hérédité des caractères afin de mieux maîtriser la qualité du « produit » de la procréation. Cette terminologie, qui réifie les individus en les considérant comme de véritables produits de la science, est régulièrement utilisée dans les écrits d'hygiène sociale de Sicard de Plauzoles. Il se réfère aussi souvent à celui qu'il considère comme son maître, l'obstétricien Adolphe Pinard (1844-1934), qui a, selon lui, ouvert la voie, avec la puériculture, à l'application techniques de données issues de l'expérience.

L'action sur le milieu envisagée par les néomalthusiens revêt plusieurs formes. Il y a tout d'abord l'action sur l'environnement physique. De ce point de vue, tous les néomalthusiens s'accordent sur des mesures sanitaires qui leur semblent être de bon sens, et condamnent l'existence du « taudis » qui touche les classes sociales pauvres. Le développement sain des êtres implique un milieu aéré, disposant des équipements nécessaires à la toilette. Il faut aussi disposer d'un espace suffisant. Par voie de conséquence, leur lutte a donc une dimension sociale et politique : la pauvreté, sur laquelle prospère la société inégalitaire, doit être éradiquée pour que l'humanité évolue dans le bon sens. Le dénuement génère un déclin de l'hygiène, qui affecte à son tour le développement individuel, ce qui a un impact sur les individus, nés et à naître, mais aussi sur l'espèce elle-même. Une société inégalitaire, qui laisse la misère croître et qui exploite cette misère compromet donc aussi le bonheur collectif. Il paraît donc à la fois injuste et irrationnel de ne pas s'attaquer aux causes sociales de la misère qui sont la cause du déclin sanitaire de toute une société. Depuis les premiers écrits de Paul Robin, notamment ses articles dans *La Philosophie positive*, la question des locaux et du cadre de vie est considérée comme une question centrale, c'est même une préoccupation première pour tout éducateur. On

403. Sicard de Plauzoles, « Les causes de la dégénérescence de l'homme », *Pour le salut de la race, Éducation sexuelle, Génération consciente*, p. 10.

retrouve cette prise en compte du milieu (et les critiques du taudis sous toutes ses formes) chez Charles Binet-Sanglé qui ne conçoit pas que l'on puisse espérer un progrès de l'espèce et un contrôle de la procréation sans avoir au préalable réglé la question du cadre de vie. Dans *Le Haras humain* (1918), il précise que « l'institut d'élevage » des jeunes enfants qu'il projette « sera situé dans la région méditerranéenne et comprenant deux stations, l'une sur les Alpes pour l'été, l'autre sur la côte pour le printemps et l'hiver. Le choix de cet emplacement est dicté par l'influence de l'air rustique et de l'ensoleillement sur le développement de l'organisme. […] Les enfants abandonnés, élevés dans les maisons sombres et mal aérées des villes, sont pâles et débiles. Placés en pleine campagne par l'assistance publique, ils se développent très bien. »[404]. Même chose chez Madeleine Pelletier qui considère que l'accès à un logement aéré, lumineux, disposant — si possible — d'un jardin, équipé de l'eau courante et d'un cabinet de toilette, proche des lieux de culture et de services, est une condition préalable de l'établissement de la société juste[405]. La question est plus cruciale encore pour le très hygiéniste Justin Sicard de Plauzoles, qui déplore le peu de cas que l'on fait à l'époque de la prise en compte du cadre de vie (y compris dans les milieux hygiénistes) et qui dénonce les conséquences de cet état de fait :

> « Il est assez singulier, dirai-je en passant, qu'alors que la physiologie moderne nous a apporté la démonstration de l'action souveraine du milieu sur l'organisme, les hygiénistes aient perdu de vue cette action du milieu sur la santé des individus et l'avenir de la race. Dans les plus récents traités d'hygiène, vous chercheriez vainement le mot « milieu » ; cette notion si importante au point de vue de l'hygiène individuelle et sociale semble inconnue des hygiénistes contemporains. La synthèse des actions dégénératrices[406] du milieu constitue la misère. De la misère, ce n'est pas une définition d'ordre pécuniaire qu'il faut retenir, c'est une définition d'ordre physiologique. […] C'est le défaut de satisfaction des besoins réels, besoins limités et mesurables, qui sont relatifs à l'alimentation, à l'habitation (air et lumière), à la protection contre les intempéries (vêtement, chauffage), aux conditions de travail (repos) et pour la femme aux conditions de maternité. La pauvreté a pour conséquence le logement insalubre, la nourriture insuffisante, le vêtement défectueux, et l'alcoolisme, ce qui a pour résultat la mauvaise santé de l'individu, qui se traduit par le chômage ; et l'alcool, le chômage, les privations aboutissent à la tuberculose, qui transforme la pauvreté en misère. »[407]

---

404. Binet-Sanglé, 1918, pp. 202-203.
405. Pelletier, 1932, p. 23 et p. 144.
406. Au rang des causes pathologiques qui affectent le développement humain, Sicard de Plauzoles distingue des actions « dégénératrices », comme les intoxications et la syphilis, qui touchent des individus sains, et des actions « dégénératives » qui touchent des individus déjà malades, déjà atteints (par le milieu ou l'alcool).
407. Sicard de Plauzoles, 1931, pp. 22-23.

Sicard de Plauzoles, dans sa quête de l'identification des causes de la dégénérescence, a le souci de retranscrire le caractère inéluctable d'un processus social qui requiert une réaction urgente parce qu'il engage le « salut de la race ». Au titre des conditions environnementales de la vie, il ajoute la question de l'alimentation, autre trait récurrent des préoccupations des néomalthusiens. Si l'on remonte aux écrits de Robin sur la période 1869-1894, on constate que la question du régime alimentaire n'est pas du tout une question secondaire. Au-delà de la question de l'insuffisance, ce sont les notions de qualité et d'équilibre qui prévalent. Ainsi, la proportion de viandes dans l'alimentation de l'orphelinat Prévost est-elle limitée et la viande est plusieurs fois par semaine remplacée par une autre source de protéines. La consommation de produits frais est favorisée, celle d'excitants ou d'alcool rigoureusement proscrite. L'usage du tabac, cette « maladie nicotique »[408], toujours fermement condamné.

Les préoccupations relatives à l'alimentation et au cadre de vie sont une constante cet nous retrouvons chez tous les néomalthusiens un cadre identique de préceptes hygiénistes. Ainsi, chez Binet-Sanglé, au chapitre « Production des bonnes générations » du *Haras humain* (1918), une liste des aliments qui devront être proscrits de l'établissement « d'anthropogénétique[409] », au sein duquel on accueillera les candidats à la procréation, est dressée : « Les aliments toxiques : gibier faisandé, charcuterie, viandes de conserve, boissons contenant de l'alcool (vin, bière ou cidre) seront interdits sous peine d'exclusion. L'absorption de l'alcool au moment du coït entraîne, presque à coup sûr, la rétrogradation du produit. En cas d'ivresse, la rétrogradation est assez prononcée pour déterminer des malformations. Le tabac, qui altère les neurones visuels et mnésiques, sera également prohibé. Il en sera de même du thé et du café, le jour du coït fécondant. »[410] Chez Madeleine Pelletier, ce sont les ravages de l'alcool qui sont régulièrement mis en accusation, et elle souligne les avantages d'« un régime très légèrement carné. »[411] La certitude que l'influence du milieu et l'hérédité des caractères acquis sont bien des faits scientifiques explique l'intérêt de ces médecins pour les questions liées au cadre de vie et à l'alimentation. Pour Sicard de Plauzoles, il convient d'éliminer du milieu de vie les

408. « A propos du tabac », *L'Éducation intégrale*, 1893, p. 55.
409. L'utilisation de ce terme, pour désigner la science eugénique, est spécifique à Binet-Sanglé. Il semble mettre un point d'honneur à forger lui-même les termes d'un lexique propre, sans doute destiné à mettre en avant l'originalité de son œuvre.
410. Binet-Sanglé, 1918, p. 185.
411. Pelletier, 1932, p. 203.

éléments présentant une toxicité, et il faut apporter un soin tout particulier à l'alimentation, comme le confirment ces propos d'inspiration toute lamarckienne :

> « L 'action du milieu est souveraine. La vie n'est que le résultat des relations de l'organisme avec le milieu dans lequel il se trouve ; le conflit de deux facteurs, l'organisme et le milieu. Le milieu fournit à l'organisme sa matière, son énergie et les excitants de sa vitalité. Il n'y a pas de spontanéité vitale, pas d'action qui ne soit provoquée ; l'organisme n'agit pas spontanément, il réagit. C'est du milieu que proviennent les agents pathogènes, mécaniques, physiques, chimiques ou animés. Il n'y a pas de spontanéité morbide, pas de maladie sans cause externe. Sous l'action du milieu l'organisme réagit, meurt ou s'adapte, — vivre, c'est s'adapter, — et se transforme. Les caractères acquis, — surtout les caractères fonctionnels, — se transmettent par hérédité (effet sur les descendants de l'action du milieu des parents) ; d'où transformation progressive de la race ou évolution, amélioration ou détérioration. […] Tout se résume dans la nutrition et la nutrition seule règle les variations. […] Il faut transformer le milieu social, de manière à réaliser les conditions d'existence que la science démontre nécessaire pour prévenir la maladie et assurer le développement normal et complet de l'individu et le progrès de l'espèce. »[412]

Cette certitude relative à l'objectivité des deux concepts lamarckiens (la causalité milieu-organisme et l'hérédité des caractères acquis) détermine une forte convergence avec le néolamarckisme. De ce fait, les néomalthusiens intègrent volontiers les thèses d'Edmond Perrier (1844-1921) et de Felix Le Dantec (1869-1917) qui veulent mettre en évidence les déterminismes des processus physiques qui régissent l'évolution organique, ce qui constitue, selon L. Loison, « le projet fondateur du néolamarckisme français »[413]. Perrier et Le Dantec sont des références fréquemment convoquées par les néomalthusiens et on en retrouve notamment des occurrences chez Gabriel Giroud ou chez des médecins comme Justin Sicard de Plauzoles. Mais ces convergences n'excluent pas certains points de divergence, particulièrement en ce qui concerne l'intégration du darwinisme. Ainsi, Edmond Perrier, commence-t-il par étudier le darwinisme et le lamarckisme comme deux explications théoriques alternatives, avant d'épouser les conclusions du second. D'après L. Loison, c'est le rejet du principe darwinien de sélection naturelle comme élément explicatif de l'évolution, au profit d'une vision beaucoup plus mécaniste et déterministe du milieu, qui marque la prise de distance des néolamarckiens avec Darwin[414]. Edmond Perrier

412. Sicard de Plauzoles, 1927, pp. 216-218.
413. Loison, 2010, p. 20.
414. Voir Loison, 2012, p. 61.

privilégie une approche physicaliste du vivant, associée au déterminisme fort de Claude Bernard. Il est également influencé par les pastoriens qui ont mis en évidence, en microbiologie, l'influence des conditions physico-chimiques sur le vivant. Or, en se focalisant sur l'interaction entre organisme individuel et milieu, le néolamarckisme néglige toute autre hypothèse pour expliquer l'évolution. Il ne s'intéresse pas aux questions de population et son déterminisme strict exclut l'idée de sélection. Les néomalthusiens, au contraire, intègrent cette question de la sélection, naturelle et artificielle, tout en considérant que la détermination des individus par leur milieu joue également un rôle. Ils accueillent aussi avec moins de difficultés les théories de l'hérédité comme celle du plasma germinatif d'August Weismann (1834-1914). En effet, à partir de 1883, Weismann abandonne l'idée d'hérédité des caractères acquis. Il considère que les chromosomes sont vecteurs de l'hérédité et que les cellules germinales (germen), qui constituent le capital chromosomique de l'embryon et qui assurent la transmission des caractères de l'espèce, doivent conserver la totalité de l'information. Les cellules somatiques qui constituent l'organisme adulte ne transmettraient pas cette information.

Haeckel et le monisme matérialiste

Autre source scientifique majeure, le monisme d'Ernst Haeckel (1834-1919) trouve sa place et son utilité dans les structures théoriques qui fondent les positions néomalthusiennes. Dans son acception générale, le monisme peut être défini comme une doctrine philosophique et scientifique qui considère que le réel n'est composé que d'une seule substance et qui, en conséquence, pose le principe de l'identité des phénomènes physiques et des phénomènes psychiques du point de vue de leur nature. Dans le contexte scientifique, il s'agit généralement d'une doctrine fondamentalement matérialiste. Selon l'expression de Haeckel, le monisme est une « conception unitaire de la nature entière »[415], ce qui implique la réfutation a priori de toute rupture ontologique au sein de la nature elle-même. En conséquence, il n'est plus possible de penser le réel en fonction des catégories habituelles car il est scientifiquement impossible d'établir une distinction stricte séparant

415. Haeckel, 1897, p. 11. Parlant de la distinction entre l'organique et l'inorganique, Haeckel ajoute, p. 12 : « On ne peut pas plus tracer une limite exacte entre ces deux domaines principaux de la nature qu'on ne peut établir de distinction absolue entre le règne animal et le règne végétal, entre le monde animal et le monde humain. En conséquence, nous regardons aussi toute la science humaine comme un seul édifice de connaissances, nous repoussons la distinction habituelle entre la science de la nature et celle de l'esprit. »

l'organique et l'inorganique, le végétal, l'animal et l'humain ou la matière et l'esprit. Avec un tel cadre conceptuel, les possibilités d'action s'ouvrent de manière assez large : en agissant sur l'esprit, on peut agir sur le corps, en intervenant sur le corps, on peut agir sur la psychologie d'un individu. En agissant sur le milieu, on peut modifier l'individu, et enfin, en intervenant sur l'individu, on peut agir favorablement pour l'espèce. Les thèses de Haeckel valident donc elles aussi, quoiqu'indirectement, les espoirs que fondent les néomalthusiens sur la capacité de l'éducation à agir efficacement sur la santé et le bonheur individuels.

Le matérialisme de l'époque conduit un nombre considérable de savants et d'intellectuels à considérer que la réalité n'est constituée que de matière et que les lois qui permettent de comprendre les phénomènes physico-chimiques n'ont aucune dimension « métaphysique ». Ils refusent de manière catégorique qu'il puisse exister des principes immatériels ou l'idée même d'une réalité qui ne serait pas matérielle. Ce primat de la matière sur l'esprit a, chez les néomalthusiens, une correspondance politique qui explique sans doute en partie leur intérêt pour le marxisme. Il possède également une correspondance philosophique qui, outre le fait qu'elle rend compte de leur adhésion au positivisme comtien, explique aussi leur opposition à toute religion, à toute spiritualité ; en un mot à tout ce qui est étranger au seul domaine d'une raison strictement matérialiste. De ce fait, la division ontologique de l'esprit et de la matière étant considérée comme une illusion, le premier ne peut être tenu que comme un attribut de la seconde et non comme une essence spirituelle. Le monisme de Haeckel, qui explique les phénomènes de transmission des caractères héréditaires sur une base strictement moniste, et qui ne reconnaît aucune spécificité de nature à l'esprit, est un outil opportun pour les savants néomalthusiens.

L'occurrence de la référence à Haeckel est notable chez Sicard de Plauzoles et ce d'autant plus que les thèses du zoologiste ouvrent la science biologique à l'égalité des sexes. Dans *La fonction sexuelle* (1908), Sicard de Plauzoles se réfère à la traduction française par Camille Bos des *Énigmes de l'univers* de Haeckel et en particulier à cette citation :

> « Les rapports sexuels intimes, sur lesquels seuls repose la perpétuité de l'espèce humaine sont aussi importants pour l'amour élevé, que la pénétration intellectuelle des deux sexes et le complément réciproque que chacun des deux fournit à l'autre, tant dans les besoins pratiques de la vie quotidienne, que dans les fonctions idéales les plus élevées de l'activité psychique. Car l'homme et la

> femme sont deux organismes différents mais d'égale valeur, ayant chacun ses avantages et ses défectuosités. Plus la culture est allée se développant, plus a été reconnue cette valeur idéale de l'amour sexuel et plus est allée croissant l'estime pour la femme, surtout dans la race germanique ; n'est-ce pas la source d'où ont jailli les plus belles fleurs de la poésie et de l'art ? Ce point de vue, au contraire, est resté étranger au Christ, comme à toute l'antiquité ; il partageait l'opinion généralement répandue en *Orient*, selon laquelle la femme est inférieure à l'homme et le commerce avec elle « impur ».[416]

On trouve chez Haeckel une critique de la religion en général, chrétienne en particulier, pour sa condamnation, jugée archaïque, de l'amour et du plaisir sexuel et plus encore pour la considération négative des femmes qui l'accompagne. Tous ces éléments significatifs vont dans le sens des préoccupations habituelles des néomalthusiens. Les rapports entre l'ontogenèse et la phylogenèse, tels qu'ils sont abordés par Haeckel, requièrent l'attention de tout savant qui croit au principe de l'hérédité des caractères acquis. Il existe, pour Haeckel, un lien étroit entre l'individu et l'espèce ; lien qu'il explicite au moyen de sa « loi biogénétique fondamentale », ou théorie de la récapitulation. En vertu de cette loi, la croissance d'un organisme individuel est une récapitulation de l'histoire de l'espèce à laquelle appartient cet individu. Nous avons eu l'occasion de constater à quel point la question du développement individuel était, pour les néomalthusiens, cruciale en ce sens qu'elle a une influence directe sur le devenir de l'espèce à laquelle cet individu appartient. Le processus de « dégénérescence » qui préoccupe une partie de la communauté scientifique à la fin du XIX^{e} siècle, ne pourra être enrayé que par une meilleure connaissance, et une meilleure maîtrise, des liens dynamiques existant entre ontogenèse et phylogenèse. L'intérêt marqué de Haeckel pour l'embryologie ne peut que capter l'attention de ceux qui considèrent que c'est un contrôle de la qualité des « produits » de la création qui, seul, pourra assurer la « régénération » de l'espèce. Les recherches de Haeckel semblent opportunément montrer — contrairement à une lecture littérale des propos de ce dernier que dénonce Jean Gayon[417] — que l'ontogenèse individuelle, n'est jamais « stricte et fidèle », mais qu'elle comporte des « altérations », des « adaptations secondaires ». Si la théorie d'Haeckel est exacte, il devient d'autant plus fondamental de mieux connaître les processus à l'œuvre, parce que cela implique que la « dégénérescence » est possible si des rapports d'influence ou de « causalité mécanique » existent entre l'ontogénie et la phylogénie. Cette thèse justifie et explique la vigilance accrue à l'égard des processus de

416. Haeckel, 1902, p. 408 (c'est Haeckel qui souligne).
417. Voir Gayon, 1993.

développement embryonnaire chez l'homme, ce qui est un principe fondateur de l'action hygiéniste et eugéniste des néomalthusiens.

Au niveau philosophique, ils accordent une place centrale à l'individu et ne se contentent pas de voir en lui le simple fruit d'une détermination mécanique de ce qu'il est par une causalité physico-chimique qui le dépasse. Ils ne peuvent accepter que le sujet humain n'ait aucune liberté d'initiative et de changement et, de ce fait, ont du mal à adhérer à l'hypothèse selon laquelle l'ontogenèse ne serait que la conséquence directe de la phylogenèse. Ils croient au contraire que des caractères nouveaux peuvent être acquis par les individus pour venir s'ajouter au capital initial. Et si cette idée se vérifie, il peut être intéressant de connaître et de maîtriser les lois qui régissent l'acquisition des caractères. Si l'évolution est une complexification, comme l'illustration de la série des êtres et de la série des embryons tend à le prouver, la maîtrise du mécanisme de cette évolution permet de nourrir les plus grands espoirs en ce qui concerne l'amélioration de l'espèce. Est-ce suffisant pour parler de loi comme le fait Haeckel ?[418] Le recours systématique à la statistique chez les auteurs néomalthusiens a tendance à mettre en relief la difficulté de parvenir à certifier l'existence d'une « loi biogénétique fondamentale ». Pourtant, chez certains d'entre eux, le pas est franchi.

C'est notamment le cas de Charles Binet-Sanglé. Chez lui, le vocabulaire et les concepts utilisés pour aborder des questions d'hérédité, par exemple dans *Le Haras humain* (1918), sont explicitement empruntés à Haeckel. Dans un autre de ses ouvrages, *Les ancêtres de l'homme* (1931), il souligne l'importance de l'embryologie pour la saisie des mécanismes de l'évolution. Binet-Sanglé y soutient une thèse qu'il présente comme originale[419], mais qui, de fait, semble n'être qu'une version très positiviste de la théorie de la récapitulation. *Les ancêtres de l'homme* est divisé en cinq parties d'inégale ampleur : I - Les ancêtres de l'homme d'après l'embryologie, II – Les ancêtres de l'homme d'après l'anatomie, III – Les ancêtres de l'homme d'après la tératologie, IV – Les ancêtres de l'homme d'après la paléozoologie, V – Les ancêtres de l'homme et les lois de l'évolution, A elles seules, la première et la troisième partie représentent les deux tiers du volume de l'ouvrage. L'embryologie et la tératologie sont donc nettement privilégiées. Selon l'auteur, leur étude permet de mettre en évidence les lois de l'évolution, lesquelles sont l'objet de la cinquième partie.

---

418. Voir Delsol, 1993.
419. Binet-Sanglé, 1931, pp. 6-7.

La première partie, consacrée à l'étude des lois de l'embryologie s'ouvre sur un historique succinct de cette discipline dont les étapes sont les conceptions successives de William Harvey, Karl Kielmayer, Friedrich Meckel, Antoine Serres, Charles Darwin et Fritz Müller. Ces conceptions s'enchaînent telles des étapes retraçant la maturation progressive d'une grande théorie de l'embryologie qui trouve son aboutissement dans l'œuvre de Haeckel et de Binet-Sanglé. Premièrement, la conception de Haeckel qui, en 1874, prête à cette doctrine « la clarté de son esprit » tout en reconnaissant lui-même que la répétition qu'il évoque en embryologie (la récapitulation) peut être défectueuse et « altérée ». Secondement, la conception de Binet-Sanglé qu'il résume en ces termes :

> « A la formule d'Ernst Haeckel, je propose de substituer la suivante qui me paraît plus exacte : les formes par lesquelles passe un individu, depuis sa conception jusqu'à l'âge adulte, sont les maquettes des formes par lesquelles ont passé ses ancêtres, depuis l'origine des êtres organisés jusqu'à nos jours. Les *maquettes* sont, en effet, les *esquisses* en miniature d'un ouvrage de ronde bosse et cette définition s'applique exactement aux formes embryonnaires. On perçoit de suite la conséquence de cette loi : il suffit d'étudier l'embryologie d'un animal pour connaître son ascendance. »[420]

L'étude de l'embryologie humaine qui est ensuite proposée traduit une volonté de synthétiser et de systématiser une théorie de la récapitulation dont la pertinence ne fait visiblement aucun doute pour Binet-Sanglé. Les « phases embryologiques » de l'homme vont de l'amibe aux anthropoïdes, en passant par les radiolaires, les vers, les poissons, les batraciens, les reptiles, les marsupiaux et les pithéciens. La mise en évidence de ces différentes phases embryologiques repose essentiellement sur des analogies morphologiques : les blastomères issus des premières mitoses rendent l'œuf comparable à une amibe, la morula à un radiolaire ; puis le fœtus ressemble à un vers planaire, un vers annélide, un poisson à bandes-nageoires, un poisson à nageoires, etc. Cependant, l'auteur reconnaît qu'il y a trop de distance anatomique entre certaines étapes et que « certaines phases de la généalogie de l'Homme ont disparu dans son embryologie. »[421] Pour cette raison, il faut compléter l'étude de l'embryologie humaine par celle de l'embryologie animale afin de retrouver toutes les phases présentes dans notre ascendance. Ainsi, sur les 29 phases de l'embryologie dont Binet-Sanglé pose l'existence, 17 sont visibles par l'étude de l'embryologie humaine et 25 au moyen de l'embryologie animale. C'est à partir de cette

420. Binet-Sanglé, 1931, pp. 6-7 (c'est Binet-Sanglé qui souligne).
421. Binet-Sanglé, 1931, p. 28.

grille qu'il établit ensuite les correspondances morphologiques permettant de parler de développement normal ou de « régression ». Le détour par la tératologie est donc une évidence pour Binet-Sanglé ; il consacre d'ailleurs près de la moitié de son livre à l'étude des ancêtres de l'homme par ce biais. Il peut donc bien y avoir des arrêts et même, plus grave, des « retours » dans l'accomplissement normal des processus de l'évolution :

> « L'arrêt de développement de l'embryon peut être déterminé par un traumatisme, l'insuffisance de l'alimentation (par exemple certaines réductions de la taille), l'insuffisance de l'oxygénation, ou l'action de certaines radiations. […] Mais le plus souvent, l'arrêt du développement est dû à une auto-intoxication (saturnisme, arsenicisme, alcoolisme, lithinisme[422], surmenage), ou à une infection microbienne intéressant l'utérus, comme dans la métrite, ou le corps tout entier, comme dans la syphilis. On a aussi incriminé les émotions. Il est possible qu'elles agissent, mais c'est vraisemblablement en favorisant l'infection. »[423]

Selon Binet-Sanglé, c'est l'interaction avec l'environnement qui détermine principalement le développement du fœtus. En conséquence, quiconque envisage de favoriser le progrès de l'espèce ou, plus modestement, d'éviter qu'elle ne dégénère, doit tenir compte de ce principe et prendre toutes les précautions requises concernant le milieu physique au sein duquel les êtres humains vont procréer et se développer. Mais ce seul constat n'explique pas encore ce qui détermine l'arrêt du développement à telle phase de l'embryologie plutôt qu'à telle autre. La réponse qui est donnée introduit une notion « d'emboîtement » qui permet de comprendre le phénomène :

> « L'intoxication marche naturellement de la surface vers la profondeur dans ces formes emboîtées qui constituent l'homoncule. L'enveloppe humaine est frappée et disparaît la première, puis l'enveloppe anthropoïdienne, puis l'enveloppe pithécienne, et ainsi de suite, de telle sorte que l'évolution s'arrête, en tout ou en partie, à une phase antérieure à l'apparition de l'Homme. Ce qui sort de l'utérus au moment de l'accouchement reproduit une forme animale d'autant plus ancienne que l'intoxication a été plus profonde, d'autant plus récente que l'intoxication a été plus superficielle. Ce qui sort peut être un Radiolaire, […] ou seulement reproduire dans ses traits et dans son caractère, l'Homme sauvage, l'Homme barbare, un trisaïeul, un bisaïeul, un aïeul. L'atavisme relève de la tératologie. L'enfant dont l'évolution embryonnaire a été normale doit ressembler, non à ses aïeux, mais à ses parents. Monstruosité, anomalie, rétrogradation, arriération, coup en arrière, dégénérescence et, dans les cas légers, atavisme ou mutation (1) sont des mots qui désignent le même

422. Nous supposons que l'auteur évoque une intoxication au lithium ou à l'un de ses dérivés.
423. Binet-Sanglé, 1931, pp. 111-112.

> phénomène.
> (1) C'est ainsi qu'il faut interpréter, selon moi, les phénomènes observés par le moine autrichien Mendel et ses successeurs, comme de Vries. La mutation n'est qu'une forme de la rétrogradation. »[424]

La définition de la mutation qui est donnée en note par Binet-Sanglé exprime le fait que le cadre conceptuel de l'auteur reste lamarckien et qu'il confère à la génétique mendélienne un statut annexe. Il exclut a priori l'idée qu'il puisse y avoir une mutation individuelle qui permettrait l'adaptation, ou la complexification, d'une espèce. La mutation, en tant qu'elle est assimilée à une rétrogradation, n'a donc aucune dimension positive pour l'espèce, elle est plutôt un signe qui doit alerter. C'est donc de l'hérédité des caractères acquis seule que l'on peut attendre un perfectionnement. Cela permet de comprendre la constance avec laquelle les auteurs qui pensent dans un tel cadre réclament une « régénération », une amélioration des situations individuelles. En effet, cette évolution positive de la situation des êtres humains ne se justifie pas uniquement par des arguments humanistes, mais, de manière très pragmatique et rationnelle, du point de vue de l'espèce[425]. Par ailleurs, le passage cité est révélateur d'une chronicité particulière, dans la mesure où la ressemblance d'un enfant à ses grands-parents est considérée comme un indice de rétrogradation. Le suivi de l'évolution de l'espèce prend donc une dimension quelque peu dramatique, puisqu'à l'échelle d'une génération, la courbe ascensionnelle peut s'inverser. La menace est permanente et exige une réaction à la mesure du péril :

> « La moindre faute d'hygiène dans la vie d'une nation met obstacle à son évolution et à son progrès. Par le fait de l'alcoolisme une société recule de plusieurs siècles. Par l'abus de la bonne chère, une noblesse ou une bourgeoisie perd les avantages conquis par ses ancêtres roturiers. La barbarie qui sommeille dans les profondeurs de l'homoncule présente, en raison de sa position même, une stabilité autrement grande que le vernis de civilisation dont dix siècles l'ont recouvert. L'homoncule à naître peut d'ailleurs être altéré sans que les homoncules qu'il contient dans les profondeurs de sa région génitale soient touchés par le poison. Ainsi s'explique que des sujets monstrueux puissent avoir des enfants normaux.»[426]

---

424. Binet-Sanglé, 1931, p. 113. L'atavisme désigne une particularité de l'hérédité qui consiste en la réapparition, chez un individu, d'un ou plusieurs caractères absents chez ses ascendants directs mais néanmoins présents chez des ascendants plus éloignés.
425. Dès lors, on comprend mieux pourquoi Robin pouvait déclarer : « Il y a intérêt pour tous, individus, familles, groupes sociaux plus ou moins étendus, humanité entière, à ce que les enfants naissent de la meilleure qualité possible », Robin (a), 1905, p. 4.
426. Binet-Sanglé, 1931, pp. 113-114.

Le pessimisme de Binet-Sanglé est suscité par le constat d'une temporalité déséquilibrée : le rythme de la rétrogradation, extrêmement rapide, est sans commune mesure avec celui de l'évolution, nécessairement lent. D'où la nécessité de mettre en lumière les mécanismes incriminés. Le passage par la tératologie est le moyen choisi par Binet-Sanglé pour sensibiliser aux questions de rétrogradation et, partant, de susciter des réactions proportionnées à la menace que ce processus représente pour l'espèce. Pour ce faire, l'utilisation opportuniste de l'œuvre de Haeckel est un moyen. La rétrogradation maximale observable est donc une régression, ou plus exactement « un arrêt du développement », à l'une des premières phases de l'embryogenèse : « Lorsque l'embryon humain est arrêté dans son développement à la phase du Radiolaire entièrement cellulaire, la femme accouche d'un môle, c'est-à-dire d'une colonie sphéroïdale de plastides. »[427] Le critère morphologique a pour Binet-Sanglé une pertinence qu'il ne discute pas, raison pour laquelle il place son propre travail dans la continuité de celui d'Isidore Geoffroy Saint-Hilaire (1805-1861) dans son *Histoire générale et particulière des anomalies* (1832). Il étaye son propos au moyen de photographies de cas de jumeaux siamois, ou jumeaux fusionnés, sensés illustrer, par exemple, la régression de l'homme à la phase de la méduse en se référant au concept de symétrie, déjà envisagé dans son ouvrage *Le mystère des monstres doubles*, en 1920. Son idée, c'est qu'avant la fécondation de l'ovule, il arrive qu'une « intoxication ou une infection » affecte les moyens de défense de l'ovule, ce qui facilite la pénétration simultanée par plusieurs spermatozoïdes, et entraîne le développement de deux êtres symétriques (des « monstres doubles ») à la première division cellulaire. La tératologie permet donc de mettre en évidence les « mécanismes » de la rétrogradation, lesquels, si l'on tient compte du fait de l'hérédité des caractères acquis, font peser de lourdes menaces sur la « race ».

Selon Binet-Sanglé, l'ensemble des travaux historiques de « lignage », tant sur le plan embryologique, anatomique, tératologique que paléozoologique, rendus possibles par l'approche haeckelienne, permet de poursuivre le travail de ce dernier et de proposer des « lois chronologiques des phases ». L'auteur donne à ces lois le nom de « lois de Binet-Sanglé ». Celles-ci sont au nombre de trois[428]. Selon la première loi, « la durée des phases paléozoologiques diminue de la première à la dernière », c'est-à-dire que l'héritage

427. Binet-Sanglé, 1931, p. 117. Le terme « plastide » (de l'allemand *Plastid*) a été forgé par Ernst Haeckel, et utilisé par Binet-Sanglé, pour désigner les « cellules génératrices ». Les plastides sont des cellules indifférenciées qui se spécialisent ensuite pour devenir des plastides cartilagineuses, osseuses, épithéliales, glandulaires, musculaires ou nerveuses.
428. Binet-Sanglé, 1931, pp. 233-244.

transmis par l'homme à ses descendants augmente leurs capacités d'adaptation parce que leur capital de départ est plus élevé que celui de la génération précédente, ce qui leur permet de se perfectionner plus vite, et ainsi de suite. En vertu de la deuxième loi, « la durée des phases embryologiques augmente de la première à la dernière ». Plus une phase est ancienne dans la série phylogénique, plus elle est parcourue rapidement par le développement de l'embryon, « ainsi s'explique également que l'embryon humain traverse en six mois des formes que son ascendance a mis plusieurs millions d'années et, selon moi, un milliard d'années à franchir. »[429] La troisième loi, enfin, se déduit des deux premières et peut être exprimée ainsi : « la durée de chaque phase embryologique est en raison inverse de la durée de chaque phase paléozoologique correspondante ». L'intérêt de la référence à Haeckel semble être, pour Binet-Sanglé, la possibilité de réaliser des lignages, ce qui permet d'avoir une perspective unifiée de la structuration du vivant. L'occurrence des travaux de Haeckel est régulière dans les écrits de Binet-Sanglé de 1898 à 1931. On peut supposer que l'essor de la génétique mendélienne et les doutes régulièrement exprimés par la communauté scientifique relativement à la réalité, et à l'ampleur, de l'hérédité des caractères acquis, ait pu faire apparaître les démonstrations de Binet-Sanglé comme caduques, tout comme sa volonté de produire des lois positives dans ce domaine.

2- L'anthropologie

Selon Claude Blanckaert, le mot « anthropologie » en France a connu des significations changeantes dont l'étymologie ne permet pas de rendre compte[430]. La définition qui tendrait à présenter cette discipline comme « science de l'homme » est à la fois vague et assez tardive. Avant le XIX^{e} siècle, ce mot est cependant rarement employé et ne désigne pas une discipline ayant des prétentions scientifiques au sens où on l'entendra plus tard. Son histoire est liée à celle de l'humanisme et à l'idée de l'existence d'une « nature humaine ». Au XVIII^{e} siècle, l'anthropologie dépend encore largement de la philosophie et le présupposé selon lequel l'homme se définirait par la coexistence de deux substances, l'âme et le corps, conduit l'anthropologie à étudier ce lien, afin de mieux connaître cette double nature caractéristique de l'homme. Cela peut conduire à décomposer

429. Binet-Sanglé, 1931, p. 247.
430. Voir Blanckaert, 1989.

la discipline en anatomie (connaissance du corps) et psychologie (connaissance de l'âme). Au début du XIX[e], cette approche dualiste s'estompe nettement au profit d'une étude des influences mutuelles de l'esprit et du corps qui est celle que l'on retrouve dans les *Rapports du physique et du moral de l'homme* (1802) de Pierre-Jean-Georges Cabanis. A la fin du XIX[e] siècle, dans un contexte positiviste, l'anthropologie se constitue sur des fondements matérialistes. Une science ainsi constituée ne peut que cesser de penser l'homme selon deux ordres de réalité séparés. De plus, dans la mesure où il semble possible de réduire le psychologique au somatique, l'étude anatomique et physiologique de l'homme semble en mesure de donner accès à la dimension psychologique. L'homme est désormais entièrement mesurable et peut être étudié comme le sont tous les autres êtres et phénomènes de la nature. Cette orientation sera plus particulièrement fixée avec la fondation de la Société d'anthropologie de Paris par Paul Broca, en 1859.

Une approche quantitative de l'homme lui-même mais aussi des phénomènes sociaux est alors privilégiée. Dans une certaine mesure, elle n'est pas sans lien avec la médecine militaire. En 1890, sont fondées simultanément l'École de Santé Navale de Bordeaux, chargée de former les médecins et les pharmaciens de la marine et des troupes coloniales, et l'École du service de santé militaire de Lyon, destinée à la formation des personnels de santé de l'armée de terre[431]. La médecine militaire, qui donne accès à des données statistiques chiffrées relatives à toute une classe d'âge dans la population masculine française, a souvent été à l'origine d'une prise de conscience, et, au minimum, un élément de sensibilisation sur l'état sanitaire de la société française chez certains militaires. Cela a peut-être joué un rôle dans l'émergence de l'anthropologie criminelle et de l'hygiène sociale à Lyon.

La médecine politique d'Alexandre Lacassagne

En dehors des néolamarckiens, les néomalthusiens ne sont pas les seuls, à l'époque, à revendiquer l'héritage de Lamarck. C'est également ce que fait Alexandre Lacassagne (1843-1924), référence récurrente de certains néomalthusiens. Natif de Cahors, A. Lacassagne débute en 1864 des études de médecine à l'École impériale du Service de santé militaire de Strasbourg ; école fondée en 1856 et qui est fermée dès 1870 lorsque la ville

431. Voir Deroo, 2008, p. 49.

est prise par l'armée prussienne (l'École du Service de santé militaire sera ensuite installée à Lyon). En 1872, alors qu'il a atteint le grade de médecin-major, il est affecté à l'hôpital d'instruction des armées du Val-de-Grâce à Paris où il occupe, à partir de 1874, la chaire d'hygiène et de médecine légale. Nommé professeur à la faculté de médecine de Lyon en 1878, titulaire de la chaire de médecine légale, il occupe cette fonction jusqu'à sa retraite en 1913. Sa position lui permet de diriger un très grand nombre de thèses de médecine, ce qui joue un rôle dans le développement de son œuvre, dans la mesure où elle se présente aussi comme le diagnostic d'un état présent de l'organisation sociale.

Dans le cadre de ses travaux, Lacassagne articule le champ médical et celui de la sociologie et, dans une perspective qui révèle une approche organiciste, il affirme que la fonction du médecin ne se limite pas au diagnostic et à la guérison des corps individuels. Ce dernier peut, selon lui, apporter son concours à la résolution des maux sociaux :

> « La médecine ne s'occupe pas seulement de l'étude et de la guérison des maladies auxquelles l'homme est sujet, elle peut encore être plus utile en mettant ses connaissances spéciales au service de l'organisation et du fonctionnement du corps social. […] Ce rôle social, ces rapports nombreux de la médecine avec les différentes législations constituent la médecine *politique*, à laquelle il faut exclusivement réserver le nom de *médecine légale*. Elle concourt ainsi à la santé publique et à la justice. »[432]

On peut diviser l'œuvre de Lacassagne en trois domaines. Le premier, qui domine tout le début de sa carrière, est l'hygiénisme. Il est concrétisé par une œuvre importante, le *Précis d'hygiène privée et sociale* (1876) qui aborde le rôle que peut jouer la médecine dans l'organisation sociale, pour améliorer l' « ordre matériel » de la société. Le second domaine est celui de la médecine légale, que Lacassagne contribue à fonder et à installer en France, et qui, selon lui, a pour fonction d'établir l'« ordre moral » de la société. Il s'agit sans doute de la partie la plus originale de son œuvre. Elle est développée, dès 1878, dans le *Précis de médecine judiciaire* puis dans le *Précis de médecine légale* (1906). A ces deux domaines théoriques, il faut ajouter celui des nombreuses études cliniques faites par Lacassagne dans le domaine de la médecine légale. Il est ainsi conduit à s'intéresser, en médecin et en sociologue, à des affaires criminelles célèbres pour lesquelles il publie des études telles que *L'assassinat du président Carnot* (1894) ou *Vacher l'éventreur et les crimes sadiques* (1899). Ces études de cas sont elles-mêmes complétées par des travaux théoriques liés au traitement social du crime dont la portée est plus générale, comme *Peine*

---

432. Lacassagne, 1906, p. 1 (c'est Lacassagne qui souligne).

de mort et criminalité (1908). Mais la contribution la plus importante de Lacassagne à l'essor de la médecine légale est sans doute la publication des *Archives d'anthropologie criminelle.* Cette revue, qui paraît de 1886 à 1914, est une synthèse des travaux de Lacassagne lui-même, de ses collaborateurs et de ses étudiants dans le cadre d'une approche scientifique du crime destinée à une meilleure prévention de celui-ci.

L'écho suscité par les *Archives* explique en partie que l'on parle, au sujet des activités de la Faculté de médecine, d'une « école de Lyon », dénomination revendiquée par Lacassagne et ses collaborateurs eux-mêmes. Cette dernière réalise l'une des ambitions de Lacassagne qui est de donner à la médecine une dimension politique. En effet, dans une perspective très clairement comtienne, très influencé par les espoirs que soulève la sociologie naissante pour une appréhension scientifique des phénomènes sociaux, il considère que la médecine a un rôle fondamental à jouer. Parallèlement, ses principes hygiénistes le conduisent à envisager une action préventive. Pour lui en effet, comprendre les comportements criminels déviants qui menacent la cohésion du corps social, c'est aussi accéder à la possibilité d'éviter de tels comportements. En d'autres termes, le médecin qui agit matériellement sur les organismes individuels pourrait aussi intervenir, à un niveau supérieur, sur l'organisme social lui-même. A cette fin, il faut mettre en évidence les lois qui rendent compte du déterminisme des phénomènes sociaux, et savoir remonter du symptôme à la cause, les crimes n'étant alors que les révélateurs d'un dysfonctionnement de l'organisme social. Cette certitude conduit Lacassagne à opérer un lien entre la médecine — qui soigne les corps individuels — et la sociologie — appelée à soigner et à guérir le corps social. Ainsi la fonction de la médecine, comme étiologie des maladies qui affectent l'individu, peut être prolongée et complétée par la sociologie alors entendue comme compréhension des dysfonctionnements de l'organisme social. Du diagnostic au remède, il n'y a qu'un pas que Lacassagne s'autorise à franchir en jetant les bases de ce qu'il nomme la « médecine politique ». Dès lors, les aphorismes de l' « École lyonnaise » que Lacassagne rappelle lui-même dans les *Archives d'anthropologie criminelle* prennent tout leur sens :

> « Tout acte nuisible à l'existence d'une collectivité est un crime. Tout crime est un obstacle au progrès. Le milieu social est le bouillon de culture de la criminalité ; le microbe c'est le criminel, un élément qui n'a d'importance que le jour où il trouve le bouillon qui le fait fermenter. Les sociétés ont les criminels qu'elles méritent. »[433]

433. Lacassagne, 1913, p. 364.

La « médecine politique » que Lacassagne tente de faire émerger est la synthèse de la physiologie, au sens médical du terme, et de la physique sociale dans l'avènement de laquelle croyait Auguste Comte. Les sciences du vivant, dont le développement peut, selon Lacassagne, être parachevé par les sciences sociales, ont donc à la fois un intérêt théorique — comprendre l'intégralité des phénomènes de la nature — un intérêt pratique — une meilleure organisation matérielle de la société et, enfin, une dimension morale qui consiste à rendre l'humanité meilleure. Cette notion de science positive qui prend en charge la dimension morale et qui intervient dans le champ social n'est pas spécifique à Lacassagne, puisqu'on la retrouve à la même époque chez Durkheim (1858-1917)[434]. Ce dernier justifie son intérêt pour l'établissement d'une « science de la morale » par des arguments pragmatiques prétendant, comme l'écrit Claude Blanckaert, « réconcilier la science et l'art, l'être et ce qui devrait être »[435]. Et la science est précisément pour Lacassagne le premier acte de la transformation du corps social. C'est certainement en ce sens qu'il faut interpréter l'entreprise que représentent les *Archives d'anthropologie criminelle*. Une approche scientifique, et non plus morale, des conduites criminelles ou déviantes, anime les travaux de l'École lyonnaise. Des médecins et des anthropologues investissent un espace nouveau, traditionnellement abandonné aux philanthropes et aux aumôniers : la prison.

Qu'est-ce qui explique la propension plus ou moins marquée au crime de certains individus ? Et, s'il existe une prédisposition, celle-ci est-elle imputable à l'environnement ou à des caractères internes au sujet criminel lui-même ? Existe-t-il un type criminel ? Décidé à approfondir le sujet et, le cas échéant, à apporter des réponses à toutes ces questions, Lacassagne multiplie les consultations de détenus condamnés pour crime en leur proposant, par exemple, de livrer par écrit leur témoignage dans le cadre d'une enquête aux prétentions scientifiques[436]. S'il reconnaît que certains facteurs héréditaires conditionnent le passage à la criminalité, Lacassagne reste cependant prioritairement attaché à l'idée d'une détermination par le milieu social. Ce point théorique est ce qui distingue pricipalement son travail de celui de Cesare Lombroso (1835-1909). Focalisé sur la question de l'atavisme criminel, Lombroso, en s'appuyant sur la phrénologie et la physiognomonie, établit des « types criminels » qui mettent en évidence le poids écrasant, selon lui, de

434. Voir Blanckaert, 2004, pp. 56-67.
435. Blanckaert, 2004, p. 64.
436. Voir Artières, 2009.

l'hérédité. De ce fait, l'influence du milieu est réduite à peu de chose et il est permis d'en conclure que toute approche corrective des déviances criminelles est vouée à l'échec. L'alternative proposée par Lacassagne, outre le fait qu'elle conduit — sur les plans pénal et moral — à considérer d'une manière nouvelle la responsabilité individuelle, est également plus optimiste en ce sens qu'elle est porteuse de solutions. Car s'il est difficile de corriger l'atavisme, raison pour laquelle Lombroso préconisait l'enfermement, la mise à l'écart ou la suppression des « types criminels », il est possible de modifier les conditions physiques du milieu social afin de corriger au maximum les individus prédisposés au crime et à la délinquance. Tel est le principe fondateur de l'hygiène sociale préconisée par l'École de Lyon.

On comprend aisément qu'une telle appréhension de la réalité sociale ait pu susciter l'adhésion des néomalthusiens. Il existe plusieurs points de convergence entre les modalités d'approche et l'objectif visé par l'École de Lyon et le projet néomalthusien. Il s'agit tout d'abord de pensées matérialistes, positivistes et déterministes. La référence à Claude Bernard est, dans les deux cas, un gage d'objectivité. Nous pouvons ensuite souligner un cadre organiciste commun en vertu duquel une analogie est établie entre la santé des organismes individuels et la santé du corps social par rapport auquel les individus sont des organes. La santé et le bonheur collectif s'articulent avec la santé et le bonheur des individus qui composent la société. Si, comme l'écrit Claude Blanckaert, « l'organicisme est une constante analogique de la pensée occidentale destinée à accorder le pluriel des hommes à l'unité d'une société »[437], alors il faut reconnaître que les *Archives d'anthropologie criminelle* adhèrent à une conception organiciste du monde social, tout comme les néomalthusiens. Ce point conditionne lui-même leur intérêt pour l'approche scientifique des faits sociaux et la sociologie. Les données collectées par les *Archives d'anthropologie criminelle* semblent pouvoir fournir une matière d'étude intéressante pour la réalisation d'une science nouvelle destinée à la prévention et à la résolution des problèmes sociaux. Au-delà de l'approche matérialiste et hygiéniste, il y a donc un projet moral qui se dessine et qui constitue également une convergence entre médecins et anthropologues de Lyon et néomalthusiens : la réalisation d'une humanité meilleure et plus juste. Cette dimension volontariste, positive et relativement optimiste est présente dans l'organicisme. Elle est efficacement résumée par Claude Blanckaert :

---

437. Blanckaert, 2004, p. 8.

> « L'organicisme du XIX^e siècle dément absolument qu'une entité sociétale soit la simple addition des individus. Il privilégie cette « liaison d'actions » et ce tribut qu'ils doivent à l'harmonisation d'ensemble. A la manière des physiologistes, les sociologues subordonnent leur enquête causale à la prééminence du tout sur les parties, à leur coévolution. Le schème organique, en retour, leur suggère autant de perspectives normatives sur la « densité morale » favorable au fonctionnement du corps social. La philosophie politique en tirera argument pour proposer des solutions diverses aux « questions » de société et à toutes les sources de désorganisation qui menacent l'intégrité de sa composition. »[438]

La recherche de l'harmonie sociale par l'organisation est une constante du XIX^e siècle mais c'est un thème qui intéresse tout particulièrement les néomalthusiens. L'anthropologie criminelle qui émerge à Lyon dans les années 1880, fournit donc des éléments tangibles qui permettent d'envisager concrètement l'accès à une organisation qui, si elle n'existe pas encore, apparaît comme possible. Sicard de Plauzoles, qui a passé une partie de son enfance à Lyon, où son père enseigne à la Faculté des sciences à partir de 1877, est à l'évidence influencé par les travaux de Lacassagne. Cela est particulièrement perceptible dans ses travaux sur l'hygiène sociale à partir de 1908. Binet-Sanglé, quant à lui, fut l'élève de Lacassagne à la Faculté de médecine de Lyon, où il prépare sa thèse de médecine légale au début des années 1890. En outre, entre 1901 et 1905, il publie six articles, parfois très substantiels, dans les *Archives d'anthropologie criminelle*. Ceux-ci sont consacrés à la « physio-psychologie », c'est-à-dire à l'étude du lien entre les mécanismes proprement physiologiques et la pensée chez l'homme. Leur tonalité, typique de l'École lyonnaise, est très fortement matérialiste. Cinq de ces articles se concentrent sur la question de la croyance religieuse interprétée comme symptôme de dégénérescence. Enfin, sans être directement liée aux *Archives d'anthropologie criminelle*, Madeleine Pelletier en partage les idées essentielles, ce qui est très sensible dans son œuvre, par exemple avec son article « Prétendue dégénérescence des hommes de génie » (1910), texte dans lequel elle critique l'approche de Lombroso, principalement en ce qui concerne son absence d'ambition relative à la possibilité d'améliorer l'humanité. Elle est également très proche du réductionnisme de Lacassagne dans sa manière d'envisager la psychologie. « La psychologie contemporaine, dit-elle, n'est plus, on peut le dire, qu'une annexe de la physiologie, annexe dans laquelle, la respiration, les contractions cardiaques et les pulsions artérielles ont usurpé complètement la place qu'occupaient, dans l'ancienne psychologie, le mécanisme du raisonnement et la genèse des idées. […] il est donc résulté que la

438. Blanckaert, 2004, p. 9.

conception somatique de l'homme a été considérée comme la seule ayant une valeur scientifique »[439].

L'anthropologie qui se développe à Lyon aborde des thèmes qui font écho aux convictions et aux projets des néomalthusiens, même si les sources habituelles de ces derniers sont plutôt parisiennes. Toutefois, par l'intermédiaire des *Archives*, des ponts sont établis entre l'École de Lyon et l'anthropologie parisienne. Certains des collaborateurs de Lacassagne sont également des représentants des structures de l'anthropologie de la capitale. C'est le cas de Léonce Manouvrier (1850-1927), médecin et professeur à l'École d'anthropologie de Paris, sous la direction duquel Madeleine Pelletier travaillera et publiera des articles inspirés par l'approche biométrique. Alphonse Bertillon (1853-1914), chef du service photographique de la préfecture de police de Paris, et Paul Dubuisson (1847-1908), médecin aliéniste et professeur de médecine légale à la Faculté de Paris, sont deux autres collaborateurs notables des *Archives* dont la présence souligne l'existence d'une certaine communauté de vues et d'une circulation des idées entre Lyon et Paris. L'anthropologie, a fortiori lorsqu'elle est quantitative, est propre à séduire les matérialistes que sont les médecins néomalthusiens. Mais les militants considèrent eux-aussi positivement les travaux de l'École lyonnaise, ce que confirment les références de Gabriel Giroud au *Précis de médecine judiciaire* de Lacassagne[440].

De son côté, Lacassagne, sans être membre de ce courant et sans être affilié à aucune de ses structures, partage certaines vues avec les néomalthusiens. On le retrouve dans les rangs de ceux qui réclament la légalisation de l'avortement. Par ailleurs, lorsqu'il en a l'occasion, A. Lacassagne se déclare favorable à la « prophylaxie anticonceptionnelle », comme dans *La Chronique médicale* en 1905 en écrivant : « J'admets la prophylaxie anticonceptionnelle. Elle se justifie surtout pour des raisons sociales et quelque fois individuelles »[441].

L'anthropologie parisienne

L'intérêt des néomalthusiens pour les considérations anthropologiques ne se limite pas aux travaux de l'anthropologie criminelle de l'école lyonnaise. L'influence de

439. Pelletier, 1910, p. 3.
440. Voir par exemple Giroud, 1915, p. 239 et p. 397.
441. Lacassagne, *La Chronique médicale*, février 1905, p. 128.

l'anthropologie parisienne, notamment par le truchement de l'École d'anthropologie de Paris, de la Société d'anthropologie de Paris et du Laboratoire d'anthropologie du Muséum national d'histoire naturelle est aussi à prendre en compte. La Société d'anthropologie de Paris, notamment, dont Robin et Madeleine Pelletier furent membres et au *Bulletin* de laquelle ils participent assez régulièrement, est un lieu d'élection. Créée par Paul Broca en 1859, l'esprit dominant y est radicalement matérialiste, ce rend possible le développement, plus ou moins opportuniste, d'un ensemble d'idées : anticléricalisme, positivisme et intérêt marqué pour les faits mesurables. Ce dernier point est particulièrement manifeste dans les travaux de la Société d'anthropologie et de l'École d'anthropologie. C'est celui qui permet de comprendre que l'approche anthropométrique soit si développée dans ces deux structures. Signe des temps, certainement, mais aussi spécificité locale imputable à l'orientation donnée par le fondateur Paul Broca. L'ancrage même de la Société d'anthropologie de Paris détermine le fait que certains néomalthusiens aient pu y voir un lieu où trouver à la fois des éléments propres à nourrir et à légitimer leurs propres thèses, mais aussi un auditoire réceptif possible, voire influent, pour étendre ensuite la diffusion ces thèses. Ainsi, Paul Robin, membre à vie de la Société depuis le 7 avril 1881, assiste t-il aux séances bimensuelles et publie dans le *Bulletin* jusqu'en 1904 ; publication à laquelle contribue aussi Madeleine Pelletier de 1900 à 1905.

Madeleine Pelletier débute ses études de médecine en 1898, et se découvre une vocation pour l'anthropologie en 1900. C'est sous la présidence de Charles Letourneau (1831-1902) qu'elle commence à fréquenter la Société d'anthropologie de Paris. Dès son origine, la Société a été accueillie dans des locaux situés dans l'enceinte de la Faculté de médecine et elle a donc une tradition de liens assez étroits avec le milieu universitaire médical[442]. L'impulsion de départ, tributaire des préoccupations propres à Broca, oriente la Société, puis l'École d'anthropologie de Paris (fondée en 1876), vers l'anatomie et la craniologie. Selon C. Blanckaert, « [l]e mot « anthropologie », qui restera toujours d'un emploi limité avant 1850, appuie la montée en puissance institutionnelle de ceux qu'on nomme les « physiciens ».[443] C'est donc sur une base matérialiste, voire physicaliste, que commence à se structurer l'anthropologie parisienne dans la seconde moitié du XIX^{e}. L'apparition de cette société savante en 1859 est liée à l'institutionnalisation de l'anthropologie[444], dont l'apparition et l'extension correspondent à un besoin de l'époque.

442. Sur l'origine de la Société d'anthropologie de Paris voir J.-C. Wartelle, 2004.
443. Blanckaert, 1989, p. 29.
444. Voir Blanckaert, 1989, pp. 33-36.

L'influence de Darwin y est assez importante, mais des objections relatives à certains points de sa théorie de l'évolution y sont également émises. Darwin prend acte des objections formulées, en précisant par exemple le rôle de la sélection sexuelle dans le processus de l'évolution. A l'évidence, il prend en considération les débats de la Société et s'efforce d'apporter des réponses aux objections soulevées. Ce dialogue montre aussi que la société est active et influente et que sa contribution à l'élaboration de la science est réelle. Des positions contrastées sont soutenues à la Société d'anthropologie : certains sont par exemple monogénistes, ce qui est le cas de Armand de Quatrefages (1810-1892), alors que Broca est plutôt favorable à un transformisme polygénique. Quoi qu'il en soit, l'idée de transformisme fait consensus et l'anthropologie qui se développe dans le cadre de la Société se nourrit de médecine, de sociologie et de paléontologie. L'ambition est de réaliser une synthèse des différentes sciences de l'homme, sciences qui deviendraient, dès lors, des auxiliaires du discours de l'anthropologie.

Sous la présidence de Paul Topinard (1830-1911), on assiste à une scission au sein de la Société d'anthropologie qui oppose ceux qui restent fidèles à la ligne fixée par Broca et ceux qui, tout en intégrant les acquis de l'anthropologie physique, veulent une anthropologie qui accorde une place aux faits culturels, ouvrant la voie à l'ethnologie. En effet, selon C. Blanckaert, « Broca symbolisait toute l'anthropologie française. Il avait infléchi progressivement son registre d'études vers la biologie jusqu'à donner aux faits de culture la valeur de faits physiques, de nature instinctuelle »[445]. Cet apport de l'anthropologie sociale et culturelle prépare, de fait, l'avènement de la sociologie du début du XX^{e} siècle. Ce fait notable traduit qu'un tournant est pris par rapport à l'orientation de Broca, qui avait tendance à privilégier le champ quantitatif de l'anthropométrie — les éléments mesurables — par rapport au qualitatif, c'est-à-dire la singularité culturelle.

Les matérialistes de la Société d'anthropologie de Paris (SAP) opèrent une synthèse théorique du darwinisme et du lamarckisme, tout en nuançant leur emprunt au premier en raison de la trop grande place qu'il laisse au hasard dans les processus évolutifs. Ils déplorent également le manque d'optimisme de Darwin qui n'envisage pas nécessairement l'évolution comme un progrès. Madeleine Pelletier a donc certainement été influencée par ces débats qui se déroulent à la Société d'anthropologie. Si l'on en croit J.-C. Wartelle, Mortillet et Letourneau y ont notamment « refoulé l'anti-féminisme » qui prévalait alors dans les milieux anthropologiques. Ils ont aussi contribué à l'intégration de la dimension

445. Blanckaert, 1995, p. 51.

culturelle en anthropologie, ce qui débouche sur la mésologie, qui, en tant qu'étude des interactions entre l'homme et son milieu (physique et sociologique), ouvre le champ des investigations en anthropologie en augmentant le nombre de facteurs déterminants. Le corollaire de cette tendance mésologique, c'est la tentation de l'action. En effet, si l'homme est le double produit d'une hérédité et de l'action « des milieux » dans lesquels il se développe, il devient théoriquement possible d'influencer ce développement par une action sur les milieux eux-mêmes. En vertu de cela, l'hygiène sociale peut devenir un moyen essentiel du progrès des sociétés.

De 1886 à 1902, sous la présidence de Charles Letourneau, la Société d'anthropologie de Paris va s'aventurer dans de nouveaux domaines, notamment celui de l'anthropologie criminelle. C'est dans ce contexte que Madeleine Pelletier va commencer à travailler en anthropologie, et c'est sous la direction de Léonce Manouvrier qu'elle publie un premier article scientifique dans le *Bulletin de la Société d'anthropologie de Paris* : « Recherche sur les indices pondéraux du crâne et des principaux os longs d'une série de squelettes japonais. »[446] Cette recherche anatomique s'inscrit dans la suite des travaux de Manouvrier lui-même qui menait des études sur le développement comparé de l'encéphale et des différentes parties du squelette. Le matériel de l'étude consiste en un ensemble de 55 squelettes de Japonais qui font l'objet d'une approche anthropométrique. Les os sont pesés et donnent lieu à la détermination de trois indices : crânio-fémoral, crânio-mandibulaire et crânio-cérébral. Après quelques considérations générales sur la supériorité de l'anthropologie — science explicative qui recherche les causes — sur l'anatomie — science du constat et de la classification —, l'article présente le facteur déterminant de l'étude : l'indice crânio-fémoral, c'est-à-dire le rapport entre le poids du crâne et celui du fémur. Le fémur, os le plus volumineux du squelette, est considéré comme « représentant de la masse organique » car sa taille est en rapport avec la corpulence du sujet étudié. Madeleine Pelletier se réfère aux études conduites par Manouvrier sur des squelettes européens pour les comparer aux squelettes japonais. La perspective racialiste de l'étude est l'illustration d'une tendance dominante à la Société où l'anthropologie est considérée comme la science des races humaines[447]. Au sein même de la Société d'anthropologie, en effet, le concept de race est convoqué tant par ceux qui développent des théories racialistes que par ceux qui veulent promouvoir une anthropologie culturelle.

---

446. Pelletier, 1900, pp. 514-529.
447. Voir Blanckaert, 1989, pp. 26-30.

L'étude anthropométrique que mène Pelletier lui permet d'établir des moyennes et de conclure que les paires de fémurs japonais pèsent en moyenne 140 grammes de moins que les fémurs européens. En revanche, elle constate que, concernant les squelettes de femmes, la comparaison entre japonaises et européennes aboutit à une observation contraire : le poids des fémurs de japonaises est supérieur à celui des squelettes de « races diverses ». Notons au passage que l'emploi du terme « race » se réfère à une catégorie commune à l'époque et n'exprime pas nécessairement une « racialisation » particulière du discours. Madeleine Pelletier propose la conclusion suivante : « La femme japonaise se rapproche plus de l'homme japonais par son développement squelettique que l'Européenne ne se rapproche de l'Européen. »[448] Après avoir pesé les fémurs, elle procède à la pesée des crânes et constate que « le poids du crâne masculin n'est supérieur à celui du crâne féminin que de 7 gr. 24 » et que « cette différence sexuelle est, on le voit, très petite en comparaison de celle qui existe pour le poids du fémur. »[449] La mesure effectuée permet en outre d'établir que, proportionnellement, les squelettes féminins ont un crâne plus lourd que les squelettes masculins. Elle compare ensuite les crânes des adolescents à ceux des adultes et aboutit à la conclusion que les différences sont minimes et que l'encéphale atteint donc son poids et son volume maximum bien avant que le développement somatique ne soit terminé. Après avoir établi que l'indice crânio-fémoral dépend de la masse organique d'un individu (si sa masse organique est supérieure, elle doit être soutenue et mise en mouvement par une ossature plus robuste), elle en infère que les différences indiciaires ne sont pas fonction du sexe, mais de la « masse active de l'organisme ». Cette conclusion constitue une remise en cause de certains discours cherchant à établir scientifiquement la supériorité des hommes sur les femmes. Il est probable que Letourneau, dont les positions personnelles étaient plutôt favorables au féminisme, ait considéré l'étude de M. Pelletier avec bienveillance. De plus, en ouvrant plus largement l'anthropologie à la prise en compte des milieux, et notamment aux éléments sociologiques, Letourneau légitime la possibilité de parler de constructions individuelles dépendant de l'environnement social et non plus uniquement déterminées par le sexe ou la « race ». L'étude de Madeleine Pelletier établit indirectement que la typologie raciale ou sexuelle est insuffisante pour rendre compte des données étudiées et des indices observés. Car, si certaines femmes ont un meilleur indice, il devient impossible de généraliser et donc impossible de produire une règle. Il faut donc

448. Pelletier, 1900, p. 517.
449. Pelletier, 1900, pp. 517-518.

trouver une cause de cet indice en cherchant d'autres facteurs, et celui de la masse organique apparaît pertinent. Une musculature moins développée, et peut-être moins exercée, expliquerait qu'en moyenne les femmes ont un indice crânio-fémoral moins important.

Par ailleurs, Léonce Manouvrier, sous la supervision duquel est réalisée l'étude, fait preuve de beaucoup de prudence quant à l'utilisation des données chiffrées et des mesures en anthropologie physique, se gardant de conclure trop vite à partir d'éléments insuffisants. Il n'y a donc rien dans le travail de Madeleine Pelletier qui puisse le heurter, bien au contraire. La prudence dont elle fait preuve pourrait être mise sur le compte de sa jeunesse (elle n'a que vingt-six ans quand elle réalise cette étude), mais elle plaide plutôt, selon nous, pour une certaine humilité dans les possibilités conclusives (elle n'extrapole pas à partir de données partielles, comme on aurait pu reprocher à Broca de le faire) et, conjointement, d'un souci de rigueur scientifique dans la démarche. Il n'en reste pas moins qu'elle jette un pavé dans la mare des puristes de l'anthropologie physique et des théoriciens de la hiérarchisation sexuelle ou raciale, en instillant des raisons légitimes de douter des théories hâtivement généralisatrices. Certaines de ses formules ont de quoi heurter les partisans d'une approche exclusivement anthropométrique à la recherche d'un « nombre d'or » permettant d'évaluer objectivement des groupes humains (tels ceux qui, à la suite de Broca et de Topinard, tentaient de focaliser l'attention sur une formule unique dont l'utilisation serait universellement généralisable, comme l'angle facial, afin d'établir des lignées). Cette étude de jeunesse prouve qu'elle est capable d'utiliser les techniques et les procédures en usage à l'École d'anthropologie, tout en remettant en cause une utilisation abusive de celles-ci. Dans ce contexte, la détermination indiciaire qu'elle propose a une visée critique puisqu'elle ouvre sur la complexité de l'approche en anthropologie, en remettant indirectement en cause tout réductionnisme excessif. Elle pointe des difficultés liées à la théorie selon laquelle l'intelligence serait proportionnelle à la taille de l'encéphale en introduisant la notion de « poids relatif ». De ce point de vue, le poids de l'encéphale ne présentant que des différences minimes d'un individu à l'autre (alors que la stature, et donc la masse organique, sont sujettes à des variations bien plus importantes), on peut affirmer que le poids relatif du cerveau est plus important chez les individus de petite stature que chez ceux de grande taille.

Enfin, M. Pelletier prend en considération la dimension psychologique, domaine dans lequel il lui semble que beaucoup de choses restent encore à découvrir : « l'intelligence, dit-elle, est aussi [...] cette agrégation entre les états de conscience qui fait

que l'on perçoit les rapports des choses ; cette sorte de chimie mentale dont les réactions nous sont encore inconnues, peut-être est-ce à cela que correspondrait la quantité constante du cerveau ? »[450] En dissociant l'intelligence de son substrat strictement physique et en la ramenant à un statut de « chimie mentale », elle donne une ampleur inédite à la question de l'évaluation de l'intelligence qui, selon elle, échappe partiellement à l'étude anthropométrique.

Le dernier facteur qu'elle étudie est « l'indice huméro-fémoral » (rapport entre le poids du fémur et de l'humérus). Chez les singes anthropoïdes, le poids de l'humérus représente les quatre cinquièmes de celui du fémur. Chez les humains (les Japonais, en l'occurrence), il ne représente qu'un tiers du poids du fémur. Plusieurs autres rapports sont ainsi étudiés (étude de l'indice antebrachio-huméral, étude du rapport entre le poids de l'humérus, d'une part, et du cubitus et du radius, d'autre part, étude de l'indice cnémo-crural) et tous conduisent au constat que les différences entre hommes et femmes sont réelles, mais minimes. Dans tous les cas, les moyennes obtenues ne permettent pas d'établir la proximité plus ou moins grande de tel ou tel groupe ethnique avec l'animal. La conclusion de l'article, même si elle reste fidèle au paradigme racialiste, pointe les limites de l'approche anthropométrique dans son entreprise pour saisir des constantes qui pourraient être formulées par des lois et pour déterminer les causes des variables observées. M. Pelletier insiste en particulier sur l'impossibilité d'extrapoler à partir d'une série limitée d'observations :

> « On voit que, chez les Japonais, l'humérus droit n'est pas beaucoup plus lourd que l'humérus gauche ; pourquoi ? On n'en sait rien. On pourrait faire l'hypothèse d'une moindre spécialisation du membre droit chez les races inférieures ; mais pour avancer cela, il faudrait avoir des séries beaucoup plus fortes, puis comparer les nègres ainsi que d'autres races inférieures aux Européens, toutes choses que nous n'avons pas eu la possibilité de faire ici. La moyenne des femmes nous donne une plus grande différence, 3 gr. entre l'humérus droit et le gauche ; mais, je le répète, l'extrême faiblesse de la série nous interdit d'en rien conclure. »[451]

Encouragée par Léonce Manouvrier, Madeleine Pelletier poursuit sa carrière scientifique pendant quelques années et produit trois nouvelles études anthropologiques, et trois nouveaux articles, les années suivantes. En 1901, « Sur un nouveau procédé pour

450. Pelletier, 1900, p. 524.
451. Pelletier, 1900, p. 526.

obtenir l'indice cubique d'un crâne »[452], en 1902 c'est une « Contribution à l'étude de la phylogenèse du maxillaire inférieur »[453] et, en 1905, une étude intitulée « Craniectomie et régénération osseuse. »[454], en collaboration avec Auguste Marie (1865-1934), médecin en chef des Asiles de la Seine. Cette constance montre qu'en dépit des réserves qu'elle exprime quant à la généralisation possible des conclusions obtenues par les études anthropométriques, elle considère que de telles études sont nécessaires pour faire advenir cette anthropologie nouvelle qui émerge alors à la Société d'anthropologie de Paris. Toutefois, les réserves que Madeleine Pelletier émet quant aux pouvoirs de la méthode statistique en anthropométrie permettent de démarquer son travail des études statistiques conduites, par exemple, par Galton dans son « laboratoire anthropométrique »[455], et dont le but était d'établir des lois, notamment celle de « régression à la moyenne ». Si Madeleine Pelletier juge effectivement important de conduire des études quantitatives, elle considère que l'activité psychique relève d'une complexité chimique dont de simples mensurations physiques ne peuvent rendre compte.

L'approche anthropologique qui prévaut à la Société d'anthropologie de Paris fournit des éléments sur lesquels le discours de progrès des néomalthusiens peut s'appuyer, que ce soit pour diagnostiquer un état présent de la société ou pour envisager son état futur. Il est important et opportun, en effet, pour des militants qui fondent leur action de manière rationaliste, de disposer d'éléments scientifiques objectifs. Et la Société d'anthropologie de Paris est l'un des lieux où les néomalthusiens peuvent venir chercher des connaissances et une audience. Toutefois, ils ne peuvent évidemment se satisfaire de l'écho qu'ils y trouvent. En effet, nous avons évoqué les difficultés éprouvées par Paul Robin lorsqu'il tente de convaincre les membres de la Société d'anthropologie de Paris de la pertinence des solutions eugénistes telles qu'il les envisage. De ce fait, c'est en dehors des structures institutionnelles que les néomalthusiens vont s'engager dans la propagande. Ils vont avoir ainsi l'occasion de développer leurs propres vues théoriques dans des œuvres originales. Car si le néomalthusianisme est souvent réduit à un ensemble de techniques et de pratiques, il bénéficie aussi d'une architecture théorique propre.

---

452. Pelletier, 1901, pp. 188-193.
453. Pelletier, 1902, pp. 537-545.
454. Pelletier, 1905, pp. 369-373.
455. Voir Roger, 1992, p. 123.

Chapitre 5

L'eugénisme et l'euthanasie aux fondements du néomalthusianisme

L'intérêt des néomalthusiens pour les sciences biomédicales est motivé par leur caractère progressiste et globalement positiviste. L'objectif politique d'une amélioration concrète de la vie des hommes semble dépendre de la possibilité que nous avons, ou non, d'améliorer concrètement la nature humaine. Or, le fort développement des sciences de la vie et des sciences médicales dans la seconde moitié du XIX^{e} siècle vient apporter des éléments objectifs susceptibles de nourrir tous les espoirs d'une amélioration concrète de l'homme. A la suite de Galton (1822-1911), on a qualifié d'eugéniste tout projet d'intervention directe à visée méliorative prétendant aboutir à une amélioration réelle de l'homme. Pour ce faire, il faut enrayer la dégénérescence, ou la « rétrogradation » constatée et inverser le processus en produisant la « régénération » de l'humanité. L'action eugéniste comprend donc généralement deux volets : tout d'abord l'eugénique négative (suppression des formes « dégénérées », et donc indésirables, du vivant) ; celle-ci peut prendre le nom d'euthanasie — et concerner les vivants existants — ou de contrôle de la procréation et concerner les vivants à venir. Ensuite, l'eugénique positive, qui vise à la production biomédicale concrète du « meilleur des hommes ». Le néomalthusianisme en France s'investit avec conviction dans ces deux domaines et en déduit des principes d'action. Alain Drouard soutient d'ailleurs cette idée[456] en prétendant que les néomalthusiens sont les initiateurs de l'eugénisme en France. Or, même s'ils entrevoient les possibilités qu'une science eugéniste paraît alors offrir avec un certain enthousiasme, ils ne sont certainement pas les seuls à le faire. L'eugénisme n'est pas un courant monolithique qui supposerait l'adhésion à un ensemble de principes fixes et dans lequel tous ceux qui y adhèrent investiraient les mêmes espoirs. Il existe notamment des différences majeures entre les approches d'Alexis Carrel (1873-1944), de Charles Richet, et de Paul Robin. L'eugénisme est souvent nataliste, et il considère alors que les questions de la quantité et de la qualité peuvent être traitées indépendamment l'une de l'autre, ce qui est par exemple le cas de Richet. Les néomalthusiens sont évidemment opposés à toute politique nataliste et ils associent de manière inextricable le contrôle de la démographie en nombre et

456. Voir Drouard, 1992 et Drouard, 1999.

l'élévation de la qualité, le premier étant la condition nécessaire de la seconde. D'autre part, l'eugénisme dans lequel s'engagent les néomalthusiens considère que l'environnement, c'est-à-dire l'ensemble des déterminations extérieures qui peuvent avoir une influence sur le développement d'un individu, fait au moins jeu égal avec des déterminations internes, c'est-à-dire tout ce qui relève de la génétique et de la procréation. On pourrait ainsi multiplier les exemples qui permettent d'aboutir à des distinctions nettes : chaque courant souhaite la création d'une « technique eugéniste » en y apportant ses idées et en y voyant l'opportunité de défendre ses propres convictions et valeurs. En faisant des néomalthusiens des « pionniers » de l'eugénisme français, voire une source unique de ce courant dont dériveraient tous les autres, on court le risque de manquer la spécificité d'un mouvement et, par là même, on laisse de côté certains éléments indispensables à la saisie de la cohérence spécifique d'une doctrine qui ne peut plus être restituée dans son identité propre parce qu'on la plie à la généralité d'un dénominateur commun. De nombreux scientifiques s'emparent des thèmes eugénistes dès le tournant du siècle. Si ces thèmes et les moyens envisagés sont à l'évidence des outils communs, les projets et les volontés qui les animent diffèrent bien souvent.

Alain Drouard circonscrit l'émergence et le déclin de l'eugénisme néomalthusien à la période 1896-1914. Si la première date coïncide effectivement avec la création de la Ligue de Régénération Humaine, et si, à ce titre, on peut l'accepter comme première adhésion explicite de Robin à une approche méliorative de la « race », la seconde en revanche ne correspond à aucun élément objectif. Paul Robin disparaît en 1912, mais l'intérêt pour les questions eugénistes chez les acteurs néomalthusiens — qu'ils soient médecins ou simples militants —, est toujours très fort bien après 1914. Les travaux de Charles Binet-Sanglé, en 1918 et 1919, s'inscrivent par exemple dans cette perspective, de même que ceux de Justin Sicard de Plauzoles et Madeleine Pelletier dans les années 1920 et 1930. Dans tous les cas, la question eugéniste est parfaitement assumée, et même approfondie, au-delà de la Première Guerre mondiale.

Inscrite dès le départ dans le programme de Paul Robin[457], l'approche eugéniste de la question sociale et de la condition humaine semble constituer, pour ceux qui l'étudient, la « partie honteuse » des productions du mouvement néomalthusien. Il n'existe pas d'études spécifiques relatives à cette adhésion aux principes eugénistes par le courant

457. Gabriel Giroud fait remonter la préoccupation de Paul Robin pour le « perfectionnement humain » à l'année 1856, année de son stage de répétitorat au Lycée de Rennes, deux ans avant son admission à l'École normale supérieure. Voir, Giroud, 1937, p. 9.

néomalthusien. En revanche, la littérature sur l'eugénisme est abondante et l'on peut se faire une idée son l'histoire, des conditions de son émergence et de la manière dont il se nourrit de la recherche scientifique de son temps. L'ouvrage d'Anne Carol, *De l'eugénisme en France : les médecins et la procréation : XIX^e^-XX^e^* (1995), constitue une somme tout à fait essentielle. La question de l'eugénisme y étant traitée de manière transversale, elle cherche avant tout à établir les liens historiques, les convergences, et à recenser les concepts qui permettent d'identifier une typologie générale de la pensée eugéniste. L'appréhension spécifique des questions eugénistes par les différents mouvements qui s'y réfèrent n'est donc pas sa priorité. L'eugénisme étant majoritairement nataliste, c'est cette approche qu'elle privilégie logiquement dans le cadre de son étude. Les partisans de cet eugénisme nataliste soutiennent qu'il est possible d'élever à la fois la qualité et la quantité des naissances. Or, l'eugénisme auquel adhère le néomalthusianisme français présente des caractères tout à fait uniques. Pour ses acteurs, en effet, il existe une contradiction flagrante entre les visées natalistes et l'amélioration de la qualité des « produits » de la procréation. Ils pensent qu'une augmentation du nombre des naissances entraîne mécaniquement une diminution de la qualité, principalement du fait de la raréfaction des ressources nécessaires à une vie saine, physiologiquement et psychologiquement.

D'autre part, le travail d'Anne Carol insiste sur la « tentation du contrôle » de la procréation par des médecins, stimulés par les découvertes faites par la recherche en génétique et qui, de manière autoritaire, ont aspiré à la prise en charge des questions de procréation. Or, cet autoritarisme est précisément refusé par les néomalthusiens français. Même s'ils n'évitent pas les contradictions, ils sont toujours soucieux de préciser que les mesures « eugéniques » ne peuvent ni ne doivent être prises contre la volonté de ceux à qui elles s'appliquent, sauf en de rares cas marginaux. Ainsi, Charles Binet-Sanglé, qui dans le cadre de son projet d'« anthropogénétique », apparaît comme un médecin très radical, ne prévoit ni suppression autoritaire, ni soumission aveugle à une procréation qui serait totalement prise en charge par les médecins ou par un État qui déciderait de l'appariement des couples au mépris du désir des individus. Bien plus, une contrainte dans ce domaine serait, selon Binet-Sanglé, en contradiction avec le but recherché, c'est-à-dire celui d'une procréation optimisée permettant la venue au monde de « produits » toujours plus proches d'une perfection rêvée. En effet, le projet lui-même implique que les prétendants à la procréation scientifique soient dans les meilleures conditions affectives et psychologiques pour que le le résultat soit à la hauteur des espérances. Il est donc important d'étudier la relation très spécifique qu'entretiennent les néomalthusiens avec les réflexions et les

projets eugénistes de leur époque afin de restituer dans sa particularité leur appréhension de cette question. Le premier élément permettant de caractériser l'eugénisme des néomalthusiens est son caractère incitatif. En refusant toute intervention prescriptive, ils pensent respecter, autant que cela leur est possible, les droits de l'individu. La seule entorse qu'ils font à ce principe de liberté individuelle a pour justification un principe utilitariste en vertu duquel les droits de l'individu isolé ne peuvent compromettre les droits moyens de l'ensemble des individus qui composent le corps social.

Christiane Demeulenaere-Douyère, dans son *Paul Robin (1837-1912)*[458], ne consacre qu'un très bref chapitre de sept pages à l'eugénisme de Paul Robin, tout en concédant qu'il s'agit d'une préoccupation à la fois précoce et récurrente dans son action. Dès les années 1890, et encore plus après avoir été écarté de la direction de l'orphelinat Prévost en 1894, Paul Robin consacre des articles à la question de la « bonne naissance ». On peut constater à leur lecture que son propos est sans ambiguïté et que la perspective eugéniste est totalement assumée :

> « 4 - Il y a intérêt pour tous, individus, familles, groupes sociaux plus ou moins étendus, humanité entière, à ce que les enfants naissent de la meilleure qualité possible.
> 5 – Cette vérité est admise pour toutes les espèces vivantes nécessaires à la nôtre, aussi bien végétales qu'animales, et la *pratique* des cultivateurs et des éleveurs est parfaitement conforme à la théorie de la *Sélection artificielle et scientifique*.
> Reproduction des sujets les meilleurs au point de vue recherché ; exemple : pour les chevaux de course, rapidité ; pour les animaux de boucherie, quantité et qualité de la viande ;… ce devrait être pour les humains, un ensemble harmonique de qualités physiques, intellectuelles et morales. »[459]

Cette présentation de l'idéal néomalthusien est sans équivoque. Publiée en 1905, elle n'est toutefois que la synthèse des idées que Robin professe depuis qu'il a épousé la cause du néomalthusianisme. Il s'agit donc non seulement d'une composante essentielle, dès le départ, du néomalthusianisme, mais elle est soutenue par un propos d'une grande radicalité.

La « régénération » — rappelons que c'est également le nom du premier périodique du mouvement —, c'est finalement pour Paul Robin le but ultime de l'œuvre néomalthusienne. Dès les années 1890, cette idée devient pour lui une manière d'exprimer

---

458. Demeulenaere-Douyère, 1994, p. 329-335 (« Robin et les dégénérés »).
459. Robin (a), 1905, p. 4 (c'est Robin qui souligne).

synthétiquement l'entreprise du mouvement qu'il anime avec ferveur. Dans une collection d'articles ou de petits textes publiés en 1905 par la Librairie de Régénération, dont certains sont constitués à partir de notes et d'extraits issus de ses conférences, on peut lire ceci :

> « nous considérons comme idéal, l'humain qui réunirait en lui seul l'ensemble des perfections dont nous n'avons trouvé que des parcelles chez un grand nombre, au point de vue corporel : beauté, santé, force, agilité ; cérébral : intelligence, jugement, mémoire, imagination ; affectif : amour de ses semblables, de tout ce qui sent et vit, de tout ce qui est beau, noble, grandiose, partout ! […]
>
> Malgré des exemples contraires, que les sots se réjouissent souvent à citer, il est certain qu'on augmenterait les chances de réunir ces qualités, chez un humain à faire naître, en lui donnant deux parents chez lesquels elles se trouveront déjà le plus possible, sans qu'aucune soit contrebalancée chez l'un par une qualité contraire. On peut considérer comme une indiscutable vérité que, bonnes ou mauvaises, les qualités semblables chez les deux parents s'accroissent dans leur produit ; que les dissemblables s'y atténuent, s'y effacent.
>
> Que l'on continue cet effort pendant plusieurs générations, que l'éducation suive la même voie, et l'on verrait vite disparaître devant cette nouvelle race, scientifiquement tant améliorée, le tas d'abrutis qui charment les gouvernants, leur fournit en bas les résignés qui abaissent le niveau général de vie, les brutaux qui suppriment les mécontents ; en haut les prêtres imposteurs, les juges féroces, les militaires assassins et rapaces, la bureaucratie tyrannique et insatiable, et la ploutocratie synthèse de toutes ces abominations. »[460]

La « Régénération », qui implique en amont un contrôle en nombre de la population, est donc le but véritable de l'œuvre néomalthusienne selon Paul Robin. Pour être réalisée, cette « Régénération » doit être décomposée en trois séries d'actions spécifiques : la sélection scientifique, l'éducation, la mise en place d'une nouvelle organisation sociale.

1- L'eugénisme natif des néomalthusiens français

La difficulté posée par l'eugénisme pour l'historien des sciences, c'est qu'il semble qu'il y ait une injonction de condamnation morale dès qu'il fait l'objet d'une étude. Cette tendance peut faire obstacle à la compréhension contextuelle du recours à l'eugénisme et à

460. Paul Robin (a), 1905, p. 15.

la saisie des motifs qui ont pu inciter des auteurs, en l'occurrence les néomalthusiens, à s'investir dans cette thématique. De ce fait, on constate souvent une hésitation à aborder cette idée comme on le ferait de tout autre thème d'histoire des sciences. Concernant les néomalthusiens, cette réticence est encore renforcée par le paradoxe apparent entre l'humanisme revendiqué par les membres de ce mouvement et leur recours aux solutions eugénistes.

Or, la question eugéniste est au centre des préoccupations des néomalthusiens, et la France s'est illustrée dès le départ dans ce domaine. Nous avons vu que P. Robin l'inscrit au cœur du projet de la Ligue de Régénération humaine, et que sa postérité a maintenu, et parfois développé, cette préoccupation originelle. On peut même affirmer que l'investissement accru des médecins dans cette question dans la période 1900-1920 a renforcé l'ancrage eugéniste du néomalthusianisme. L'œuvre de M. Pelletier ne peut être comprise et éclairée que du point de vue de ses travaux précoces en biométrie. A cela il faut ajouter sa prise en charge des thèmes habituels, pour une partie de la communauté scientifique de l'époque : le constat de la dégénérescence et la mise en œuvre de techniques biomédicales susceptibles d'y remédier. Pourtant, les biographes de M. Pelletier considèrent généralement que cette partie de son œuvre est accessoire, que ses études anthropométriques et ses considérations sur les races sont un moment d'égarement dans sa carrière, et qu'elle ne se rendait certainement pas compte des conséquences et des « dérapages[461] » possibles des positions théoriques qu'elle adoptait et en posant une analogie, dont la rétrospectivité est récusable par principe, avec l'eugénisme nazi des années 1930.

C'est sans doute pour des raisons similaires qu'il faut comprendre le peu de place que C. Demeulenaere-Douyère accorde à la question eugéniste dans sa biographie de P. Robin. Et c'est peut être aussi l'eugénisme de J. Sicard de Plauzoles qui explique que si peu d'études soient consacrées à sa personne, alors qu'il a eu un rôle central dans la création et l'évolution de la Ligue des droits de l'homme, dont il fut le 6e président, de 1946 à 1953. En d'autres termes, on a l'impression qu'on pourrait célébrer la mémoire de l'humaniste, du dreyfusard convaincu, à condition qu'il n'y ait pas dans ses œuvres, de la fin des années 1920 et du début des années 1930, ces références constantes aux solutions eugénistes. Cette difficulté à concilier dans une structure logique des investissements qui, aujourd'hui, nous paraissent contradictoires, explique l'histoire incomplète du mouvement

461. Terme utilisé par A. Cova, 2011, p. 20.

néomalthusien. Et c'est aussi cette tendance qui conduit à écarter, avant toute analyse, l'œuvre de C. Binet-Sanglé, non seulement du courant néomalthusien, mais aussi de l'histoire des sciences[462]. Nous pourrions multiplier les exemples qui vont dans le même sens, même si leur ampleur est variable, puisque, entre le malaise et la condamnation morale et scientifique, il existe des degrés qui font plus ou moins obstacle à la perception claire e la personne ou du mouvement qu'on étudie.

Nous considérons, tout au contraire, qu'il faut intégrer la question eugéniste dans toute tentative pour saisir la cohérence globale de la matrice néomalthusienne. Écarter cette dimension, c'est se condamner à n'en avoir qu'une vision lacunaire. La question de l'eugénisme est à inclure dans tout travail cherchant à restituer le creuset théorique dans lequel s'enracine le néomalthusianisme. Il ne faut donc considérer ni comme une dérive ni comme une erreur cette question qui est assumée, en toute connaissance de cause, par les auteurs néomalthusiens. L'étude de certains représentants du mouvement néomalthusien s'est souvent faite du point de vue de l'histoire sociale, en suivant des idées directrices telles que le féminisme, l'humanisme, le pacifisme ou la théorie pédagogique, ce que font par exemple les biographies consacrées à Madeleine Pelletier ou à Paul Robin. Cette approche peut conduire à exclure d'une tentative d'explication les éléments qui paraissent en contradiction avec ces lignes directrices choisies. Nous allons essayer de les inclure pour montrer qu'il y a bien cohérence entre les éléments qui composent la théorie et la théorie elle-même. Et nous constaterons que l'eugénisme des néomalthusiens n'est ni une question latérale, ni un élément exogène.

Même si Anne Carol a fort bien mis en lumière les œuvres antécédentes qui ont précédé l'apparition de thèses eugénistes[463] à partir des années 1880, la référence la plus fréquente chez les néomalthusiens est bien Francis Galton, et notamment son *Hereditary Genius. An enquiry on its laws and consequences* (1869). Le darwinisme, auquel ils adhèrent tous sans exception, est sans aucun doute la porte d'entrée des thèses de Galton, tout particulièrement *La descendance de l'homme et la sélection sexuelle*. Les occurrences de Galton sont très nombreuses dans les écrits des médecins et dans les périodiques néomalthusiens. La mention même de l'inventeur du terme « eugénisme » (*eugenics*) fait généralement peser une suspicion sur le discours qui l'utilise. En témoigne cette

462. Citons par exemple le livre de Guy Bechtel, *Délires racistes et savants fous*, qui consacre un chapitre à Charles Binet-Sanglé. Ce chapitre est, d'une part, l'illustration même de l'erreur rétrospective, et, d'autre part, il impute à la folie tous les développements d'une science jugée a posteriori formellement fantaisiste et moralement inacceptable. Voir Bechtel, 2002, pp. 79-124.
463. Voir A. Carol, 1995, pp. 17-37, (« Les précurseurs de l'eugénisme »).

présentation de Galton par André Pichot : « Francis Galton est bien connu comme eugéniste militant, aussi évite-t-on de lui accorder une place dans l'histoire de la biologie. On l'y traite un peu en paria. »[464] Il est pourtant impossible d'écrire l'histoire du néomalthusianisme en laissant de côté l'héritage de Galton.

Il faut tout de même préciser que la convocation d'une référence n'implique par la pleine adhésion de celui qui l'utilise. A l'exception de Darwin et de Lamarck, qui sont les deux auteurs dont les doctrines peuvent être considérées comme des théories-cadres constitutives du néomalthusianisme, les autres auteurs sont intégrés comme points d'appui et non comme explications complètes et achevées. Ainsi, le rôle qui est attribué à la biométrie par les néomalthusiens n'est pas aussi crucial qu'il peut l'être chez Galton. Par ailleurs, et dans le même ordre d'idées, si les néomalthusiens se réfèrent aussi à August Weismann dont ils partagent les analyses sur la dégénérescence et l'importance donnée au processus de sélection naturelle, ils n'adhèrent pas à son exclusion du principe de l'hérédité des caractères acquis. De ce fait, l'eugénisme qu'ils préconisent ne repose pas seulement sur une technique de sélection savante, il inclut également l'action sur le milieu, c'est-à-dire l'éducation et l'hygiène. Cette remarque nous amène au constat de l'existence de plusieurs approches eugénistes. On range sous un terme fédérateur des thèses contrastées qu'il convient de restituer dans leur identité originelle : il n'y a pas un eugénisme, mais des eugénismes[465]. Quelle est la forme particulière de l'eugénisme néomalthusien ?

Dans son article « L'introduction de l'eugénisme en France : du mot à l'idée », Pierre-André Taguieff propose une classification de l'eugénisme français en trois « voies » distinctes[466] : l'eugénisme racialiste des anthropologues (dans le sillage de Vacher de Lapouge), l'eugénisme lamarckien et hygiéniste incarné par exemple par Adolphe Pinard et, enfin, l'eugénisme néomalthusien de la Ligue de Régénération humaine. Cette classification est valide tant qu'on ne prend en compte que les militants néomalthusiens, mais elle est à affiner lorsqu'on intègre les médecins qui se sont illustrés dans ce mouvement. Ainsi, l'eugénisme de Sicard de Plauzoles se situe au croisement de celui préconisé par la Ligue de Régénération humaine et de l'hygiénisme d'Adolphe Pinard, tandis que celui de Madeleine Pelletier se nourrit des théories des anthropologues racialistes, sans s'y conformer toutefois.

---

464. André Pichot, 1995, p. 9.
465. En un sens, c'est aussi ce que reconnaît A. Pichot lorsqu'il évoque les « diverses doctrines » que sont le darwinisme social, l'eugénisme négatif et l'eugénisme positif (Pichot, 1995, pp. 3-5).
466. Taguieff, 1991, pp. 23-24.

Tous les courants de l'eugénisme en France se réfèrent à l'eugénique galtonienne. Selon Taguieff, la théorie de Galton se distingue par trois caractères spécifiques : elle se définit comme science appliquée, met l'accent sur une sélection positive (par opposition à l'action négative) et, enfin, peut être considérée comme une « biopolitique préventive »[467]. L'eugénisme auquel souscrivent les néomalthusiens intègre les deux derniers critères : a) il est plus important de privilégier la reproduction des mieux doués que de supprimer les dégénérés (sélection positive), b) la prise en compte de l'ampleur de l'impact négatif de la « dégénérescence » et du gain que constituerait, à l'opposé, la régénération, doit stimuler l'investissement dans l'action préventive. Cet investissement engage la responsabilité des pouvoirs publics qui doivent mobiliser les moyens adaptés. En revanche, les néomalthusiens n'ont pas la même définition de ce que doit être la « science appliquée » du premier critère. Galton considère qu'il faut agir directement sur l'hérédité, quels que soient les procédés employés, mais, en revanche, il ne s'intéresse pas à la question de l'influence du milieu sur le développement individuel. Encore une fois, c'est la composante lamarckienne du néomalthusianisme français qui conditionne la forme que prend son action. Les néomalthusiens intègrent bien la notion d'hérédité et de capital individuel qu'il est souhaitable — ou non — de transmettre, mais ils considèrent, en outre, que l'action hygiéniste sur le milieu physique et l'action éducative, sur les consciences et les mœurs, peuvent infléchir et relativiser le poids du déterminisme génétique.

L'eugénisme néomalthusien ne repose pas sur un héréditarisme strict, ce qui permet de le distinguer des positions théoriques d'un Georges Vacher de Lapouge (1854-1936) qui identifie les concepts de race et d'hérédité et considère que le facteur environnemental est négligeable. C'est bien sûr pour cette raison que l'anthropologie racialiste de Vacher de Lapouge et de Clémence Royer néglige les questions éducatives et hygiénistes. Si les individus sont déterminés par leur appartenance à une lignée, alors il n'y a pas grand chose à attendre d'une action sur les conditions physiques qui sont le cadre de leur existence. On a tendance à réduire le darwinisme social à sa critique des « instincts sociaux » qui ont conduit à entraver la sélection naturelle et à rendre compte, par cet élément théorique, de son désinvestissement de l'action sociale. Mais cet abandon s'explique aussi par le peu d'efficacité qu'il attribue à l'action sociale et à l'éducation. A l'inverse, l'eugénisme néomalthusien valide le principe de la détermination individuelle par le milieu et ne néglige aucune piste pour améliorer l'espèce. Il est donc nécessaire, pour

467. Taguieff, 1991, p. 28.

cerner l'identité propre de l'eugénisme néomalthusien, de ne pas le confondre avec d'autres formes d'eugénisme qui se développent à la même époque. En effet, conformément à ce qu'écrit P.-A. Taguieff, il existe bien des formes variées de l'eugénisme et non une seule théorie monolithique. Cette distinction fine de tendances de l'eugénisme n'est pas toujours faite dans certains ouvrages sur ce sujet. C'est par exemple le cas de celui de Dominique Aubert-Marson qui, dans son *Histoire de l'eugénisme* (2010), emprunte largement à l'ouvrage d'Anne Carol. Sans parler de la tonalité globalement moralisatrice de l'ouvrage, D. Aubert-Marson procède par assimilations successives pour tenter de définir un eugénisme français unique (qu'elle oppose aux eugénismes étrangers), ce qui ne lui permet pas de saisir les nuances véritables des discours et la conduit, par exemple, à assimiler spontanément l'eugénisme incitatif de Binet-Sanglé à l'eugénisme autoritaire et racialiste d'un Vacher de Lapouge. De la même manière, Anne Carol présente-t-elle le volet sélectif des générateurs dans *Le Haras humain,* de Binet-Sanglé, comme illustration du « caractère autoritaire » des biopouvoirs[468]. Pourtant, à aucun moment, Binet-Sanglé n'évoque de sélection autoritaire des pensionnaires du haras. Bien au contraire, il considère que la libre volonté de participer à l'expérimentation fait partie des conditions de la bonne réalisation du projet eugéniste. Aussi étonnant ou choquant que puisse paraître l'ouvrage de Charles Binet-Sanglé, il ne constitue pas la meilleure illustration d'un eugénisme autoritaire auquel, tout au contraire, il s'oppose.

Quel est le dénominateur commun des différentes formes d'eugénisme ? La définition qui est proposée par Jacques Roger répond à cette question : « Personnellement, je définirais l'eugénisme comme un mouvement politique, social et scientifique, qui s'est développé dans le monde occidental à la fin du XIX^{e} siècle, en réaction à la situation de ce monde telle qu'elle était perçue à l'époque, mais qui correspond à une volonté fondamentale d'appliquer la biologie aux affaires humaines. »[469] L'intérêt de cette définition est qu'elle présente les caractères qui constituent une pensée eugéniste et que, ce faisant, elle évite toute détermination réductrice. Le premier de ces caractères est la réunion, dans une même doctrine, des champs du politique, du social et du scientifique. Le deuxième est une perception négative de la situation sociale mondiale. Le troisième est l'idée que la biologie peut permettre de comprendre, voire de corriger, cette situation. Selon Jacques Roger, à l'origine de l'eugénisme, « il y a la volonté de faire de l'homme un

468. Carol, 1995, pp. 198-200.
469. Roger, 1992, p. 119.

objet de science et surtout de le réduire à un objet biologique »[470]. Il ajoute qu'une telle volonté est déjà présente chez Malthus — ainsi que chez de nombreux philosophes, anthropologues et biologistes évolutionnistes du XIX^e siècle — et qu'elle s'accompagne d'un matérialisme qui tend à réduire au domaine du biologique des champs qui, jusque là, étaient considérés comme spécifiques : la psychologie, la morale et la culture. Cela permet de comprendre que la pensée eugéniste ait eu un tel écho chez les néomalthusiens : elle recoupe leur volonté de prendre leurs distances avec la religion et la métaphysique et elle réduit à néant, ou presque, une hiérarchisation de classes à laquelle ils s'opposent pour lui substituer une hiérarchisation dont la base est strictement biologique et physiologique. A ces thèmes s'ajoute celui de l'hérédité. Celui-ci s'impose avec une particulière gravité au XIX^e siècle puisque l'origine de la syphilis, de la tuberculose et même de l'alcoolisme met alors en avant le facteur héréditaire. Au même moment, se développe l'anthropologie criminelle qui insiste, elle aussi, sur le poids de l'atavisme et, parallèlement, les travaux de Darwin semblent confirmer la tendance réductionniste puisqu'ils rendent compte de la formation de l'homme de manière mécaniste. Comme d'autres mouvements, le néomalthusianisme français s'inscrit dans cette tendance réductionniste et intègre les découvertes qui semblent consolider ses fondements.

La première mention d'un eugénisme dans le cadre de l'approche néomalthusienne en France remonte à la « bonne naissance » que Robin appelle de ses vœux et qui apparaît dans le projet de statuts de la Ligue de Régénération humaine dès 1895. Rappelons que cette « bonne naissance » est le prélude à la bonne éducation, elle- même étape nécessaire à l'accession à la « bonne organisation sociale ». L'eugénisme est donc à la fois à la source et au cœur du néomalthusianisme. Il ne s'agit en aucune manière d'un ajout superfétatoire et opportuniste lié à l'air du temps. On ne peut réduire cette adhésion à un phénomène de mode ou l'expliquer uniquement par un environnement intellectuel qui, s’appuyant sur l'idée de dégénérescence et disposant d'études nombreuses sur l'hérédité, aurait influencé, de manière paradigmatique, le courant néomalthusien. Nous voulons insister sur le caractère conscient et très volontaire de l'adhésion des néomalthusiens aux questions eugénistes. A la fin du XIX^e siècle, les conditions sont favorables à l'émergence d'une science de l'homme où la biologie jouerait un rôle majeur. Des médecins, des anthropologues, des sociologues et des biologistes s'emparent de cette idée et, dans ce contexte, les néomalthusiens ne dérogent pas à la règle. Ils utilisent, de façon sans doute un

470. Roger, 1992, p. 119.

peu opportuniste, les sources scientifiques qui valident leurs propres conceptions ; mais ces conceptions, en tant que positions théoriques, précèdent la découverte des références. En d'autres termes, l'eugénisme des néomalthusiens est bien à l'origine du projet néomalthusien français. Il s'agit d'un eugénisme natif, reposant sur des convictions, et non une rencontre fortuite, faite en cours de route, et qui aurait ensuite influencé le mouvement lui-même.

A la suite de Robin, les perspectives, la terminologie et les buts ont été maintenus. Tous les collaborateurs proches de *Régénération* et de *Génération Consciente* sont des eugénistes convaincus. Bien entendu, cette direction théorique est portée de manière plus forte encore par les médecins. Madeleine Pelletier incarne par exemple dans son propre parcours l'éventail des éléments qui composent l'approche eugéniste. Ainsi, elle débute sa carrière par l'anthropométrie, puis s'intéresse aux questions d'hérédité (physiologique, psychologique et morale) et de dégénérescence avant de produire des utopies. Son eugénisme correspond bien à la définition donnée par Jacques Roger[471]. A partir de 1905, elle aborde presque systématiquement les questions de sélection et de hiérarchisation par les compétences dans ses œuvres. Son engagement féministe et politique — elle est successivement anarchiste, communiste puis socialiste — conditionne la forme que prend son eugénisme[472]. Ainsi, le fonds du discours demeure humaniste et soucieux de la préservation des libertés individuelles. On pourrait voir une contradiction dans le fait qu'elle envisage une hiérarchisation des individus selon une gradation qui part du dégénéré pour aboutir au génie, mais l'utilitarisme diffus qui caractérise son œuvre permet de résoudre cette contradiction. Elle considère que la contribution des individus au bien-être collectif est variable. Selon Madeleine Pelletier, l'apport d'un inventeur de génie sera toujours supérieur, du point de vue de ses effets sur le corps social, à celui d'un bon technicien et celui du technicien vaut plus que la contribution du manœuvre. Elle est contre l'aristocratie de classe, mais semble favorable à une aristocratie des dispositions et qualités qui peuvent s'incarner dans un individu. Ce faisant, elle s'oppose d'une certaine manière à l'idéal égalitaire républicain et elle semble ne se faire aucune illusion lorsqu'elle parle de la classe ouvrière :

---

471. Roger, 1992, pp. 119-121.

472. Sur ce point voir J.-C. Coffin, « La Doctoresse Madeleine Pelletier et les psychiatres », 1992, pp. 57-62. J.-C. Coffin considère que M. Pelletier illustre dans ses productions certains débats de son époque, notamment celui qui est relatif à la dégénérescence. Les références de M. Pelletier à Bénédict-Augustin Morel (1809-1873), qui considérait la dégénérescence comme une maladie et élaborait une classification des pathologies mentales, montrent que, pour elle, ce phénomène est un fait. Elle ne souscrit pas pour autant aux développements philosophiques de Morel, mais elle valide le constat du phénomène.

> « De son naturel, dit-elle, l'ouvrier est vil, brutal, égoïste, jaloux. Dans l'ensemble, il vaut plutôt moins que le bourgeois dont la culture intellectuelle, la vie moins dure et plus raffinée atténue les défauts. […] Ces considérations ne sauraient être des raisons suffisantes pour renoncer à organiser la justice dans la société. Les hommes sont ce qu'ils sont, s'ils étaient meilleurs, l'organisation de la justice serait plus facile ; mais il n'en faut pas moins la tenter. Lorsqu'on parle de mettre le travail à la place qu'il mérite, il faut entendre tous les travaux : le travail intellectuel, comme le manuel ; un volume de vers a son utilité tout comme un clou. Les ouvriers n'écoutant que leur jalousie, bannissent volontiers les intellectuels de la société future ; c'est une conception déraisonnable. Sans l'intellectuel, la maison ne serait qu'une cabane, l'automobile qu'une misérable charrette ; la science et l'art n'existeraient pas. C'est bien le maçon qui fait la maison, c'est bien le mécanicien qui fait la locomotive ; mais sans l'architecte et l'ingénieur, ils n'en viendraient pas à bout. L'ouvrier manuel n'est qu'un agent d'exécution ; il faut un intellectuel pour diriger le travail. »[473]

Refuser de voir que les hommes sont naturellement inégaux du point de vue de leur capital individuel c'est, selon elle, se condamner à l'illusion. Or, cela est particulièrement préjudiciable en ce qui concerne la dimension politique. En vertu de ces principes, il est donc compréhensible qu'elle considère que la lutte contre la dégénérescence et pour la régénération soit une solution pour la question sociale. La volonté d'enrayer la dégénérescence comprend l'eugénique négative, c'est-à-dire la suppression des formes indésirables du vivant. Cette suppression n'est toutefois pas nécessairement brutale ou autoritaire ; il ne s'agit pas d'une suppression physique, mais plutôt de la mise en place de procédés susceptibles de tarir la source de la dégénérescence en agissant sur les conditions matérielles concrètes de la vie humaine elle-même. Le travail de régénération correspond à l'eugénique positive qui tend à agir concrètement sur l'espèce humaine, directement — médecine interventionniste, génétique — ou indirectement, par l'hygiène ou l'éducation. Le but étant cette fois-ci de produire l'homme nouveau, unité de base nécessaire à l'avènement d'une société heureuse.

Mais comment comprendre un tel investissement dans l'action méliorative ? Comment expliquer la confiance en l'avenir dont témoignent les discours des médecins néomalthusiens ? C'est la référence à Lamarck qui, outre le fait qu'elle constitue l'originalité de l'eugénisme français, conditionne l'optimisme du discours. En effet, si l'hérédité des caractères acquis est objective, alors leur l'acquisition peut être cumulative. Ainsi, en agissant sur l'individu, en élevant son potentiel, on contribue à une amélioration

473. Pelletier, 1930, pp. 12-13.

de l'espèce. Cette spécificité de l'eugénisme français est perçue par William Schneider dans son article « Toward the Improvement of the human race : The History of Eugenics in France » (1982). Ce dernier, en étudiant les racines et la culture propre des savants eugénistes français, considère que leurs thèses eugénistes sont sensiblement différentes de celles ayant cours dans les autres pays du fait même de leur tonalité lamarckienne : « What made the solutions offered by French eugenicists different was that contrary to the ideas of their colleagues in other countries, they were grounded in a Lamarckian view of heredity. »[474] Cet attachement au lamarckisme est une composante essentielle de l'eugénisme français, elle se vérifie aussi chez les eugénistes néomalthusiens. Mais quels en sont les motifs ? Pourquoi ce retour d'un néolamarckisme au XX^{e} siècle, après les expériences de Weismann qui, en 1883, conduisent celui-ci à remettre en cause l'hérédité des caractères acquis, et après la redécouverte des travaux de Mendel et l'essor de la génétique mendélienne au tout début du XX^{e} siècle ? Ces éléments nouveaux auraient pu provoquer un abandon de l'idée d'hérédité des caractères acquis ou, au moins, limiter la portée d'une telle idée. William Schneider invoque des causes extra-scientifiques, notamment le sentiment de fierté nationale de la communauté scientifique française, pour expliquer cet attachement opiniâtre à Lamarck. Cet élément a sans doute joué un rôle, mais ce motif n'est pas suffisant. Si on considère le patriotisme, et les sentiments qui l'accompagnent, comme des causes efficientes et déterminantes, cela revient à dire que l'ensemble de la science eugéniste ou évolutionniste en France aurait sombré dans l'erreur pour des raisons idéologiques ou psychologiques. Sans contester le fait que ces paramètres puissent agir dans le développement des sciences, nous devons chercher à établir quels éléments internes à la démarche scientifique sont venus étayer l'approche optimiste des eugénistes français. Dans tous les cas, le seul élément de fierté nationale ne peut être retenu comme cause unique pour expliquer l'engagement fort des néomalthusiens dans les questions d'eugénisme.

C'est sans doute avec une conception plus large de ce que l'on entend communément par « milieu » qu'il faut aborder l’eugénisme spécifique des néomalthusiens. Nous avons constaté avec les travaux de Robin, poursuivis par ceux de G. Giroud, complétés par ceux de M. Pelletier, J. Sicard de Plauzoles et C. Binet-Sanglé, que ce qu'il faut entendre par « milieu » ne se résume certainement pas au milieu physique. Quoique radicalement matérialistes dans leur approche, ils n'en sont pas pour autant

474. Schneider, 1982, p. 270.

strictement mécanistes ou physicalistes. L'environnement intellectuel, les connaissances acquises, l'éducation qui affranchit l'individu des tutelles qui inhibent la pleine expression de son potentiel, sont, pour les néomalthusiens, des éléments déterminants dans la formation individuelle et dans le processus souhaité de régénération. Or, seul un être ayant bénéficié d'un tel cadre s'épanouira pleinement et sera, à son tour, capable d'en faire profiter ses descendants. En d'autres termes, il n'est pas besoin de faire un détour caricatural par la girafe de Lamarck pour démontrer l'inanité et le caractère inactuel de sa théorie. Peut-être faut-il se contenter, pour ne pas présenter toute théorie qui découlerait d'une influence lamarckienne comme périmée du fait même de sa source, de procéder par une approche compréhensive des données lamarckiennes intégrées par le discours néomalthusien. L'hérédité des caractères acquis, défendue un temps par Darwin, est une manière de justifier l'attention inédite accordée au milieu, en même temps qu'une manière de proposer une lecture de l'évolution. Constater qu'un cadre de vie sain et une éducation la plus complète possible ont un effet sur les individus qui en bénéficient, et remarquer que les mêmes individus éduqués partiront de plus haut que leurs prédécesseurs et seront plus à même de procurer à leurs descendants un milieu plus favorable encore, c'est à la fois rendre compte d'une évolution et de la transmission d'un héritage. Or, ce dernier ne se limite pas à un ensemble de gènes qui détermineraient de façon irrémédiable le développement et la vie individuelle. On pourrait rétorquer à cela que le néomalthusianisme relève autant de l'histoire de l'éducation que de celui des sciences biomédicales. C'est sans doute en partie vrai, mais il faut pendre en compte le fait que le monisme des néomalthusiens réfute a priori toute séparation ontologique entre le domaine de la pensée et le domaine organique. De ce fait, l'éducation participe tout autant à la bonne naissance que la médecine elle-même et elle a, indirectement, sa part dans l'action eugéniste. On ne peut séparer artificiellement dans un individu ce qui relève du corps de ce qui relève de l'esprit, et lorsqu'on le fait, c'est pour désigner des modes d'expression d'une force vitale qui a plusieurs niveaux d'intervention et d'expression : organique ou psychologique. Cela permet au passage de comprendre l'intérêt des néomalthusiens pour la psychologie, science à la naissance de laquelle ils ont, qui plus est, assisté.

Le volet éducatif de l'œuvre de régénération est un chapitre de toutes les œuvres néomalthusiennes, c'est même un de leurs traits distinctifs. Le néomalthusianisme accorde, dans son contenu comme dans sa forme, une place très importante à la question de la connaissance et de l'éducation. A l'opposé, la dégradation de notre capacité à comprendre est ce qui conduit à l'inhumanité, c'est-à-dire à la sous-humanité. Du reste, toujours dans la

perspective du transformisme lamarckien, il convient d'entretenir nos fonctions pour que celles-ci ne disparaissent pas. Les fonctions cognitives, intellectuelles, tout comme les fonctions organiques, dont les premières ne sont finalement qu'un dérivé, doivent être exercées pour ne pas se dégrader. Les qualités remarquables que l'on trouve chez des individus doivent être repérées, exploitées, utilisées au mieux, favorisées quant à leur transmission. Le fait que Madeleine Pelletier, ou Charles Binet-Sanglé, se soient investis dans la psychiatrie n'est pas fortuit. C'est un domaine d'expertise qui permet de mettre en évidence le processus de dégénérescence et qui doit alerter tout autant que n'importe quel stigmate physique. Une brochure de Madeleine Pelletier intitulée *Prétendue dégénérescence des hommes de génie*, écrite aux alentours de 1910, illustre très bien cette idée des facteurs psychologiques comme expression d'un état physiologique. Le texte, critique à l'égard Lombroso qui considère que le génie serait un symptôme de déséquilibre et donc, de dégénérescence, est l'occasion d'une mise au point concernant les principes théoriques de référence de Madeleine Pelletier. Tout en souscrivant à une conception non spiritualiste de la nature humaine, elle refuse de réduire les individus à des systèmes physiques entièrement déterminés :

> « Certes l'importance du physique et son influence sur le moral ne sont contestables en aucune façon. L'homme n'est pas un esprit, il est un corps et l'intelligence elle-même fait partie de ce corps puisqu'elle est une fonction du cerveau ; et varie, en complexité, tout ce que nous savons le fait prévoir, avec la complexité de cet organe. Comme chacun de nos viscères ne constitue pas un tout isolé, mais a des relations très intimes avec tous les autres, il est très vrai également que l'état des digestions, le fonctionnement du cœur, la taille, la force musculaire, les maladies influent sur le fonctionnement de l'esprit ; mais il est également vrai que l'esprit est influencé par les innombrables facteurs sociologiques ; et dans la genèse de notre personnalité mentale, ce dernier ordre de facteurs est de beaucoup le plus important. »[475]

Dans le cadre d'une compréhension de l'eugénisme spécifique des néomalthusiens, il nous paraît donc judicieux de prendre en considération deux traits caractéristiques qui vont nous permettre de mieux interpréter l'enthousiasme qu'a pu susciter cette approche chez les auteurs néomalthusiens. Le premier, c'est le refus d'un strict déterminisme de type mécaniste ou physicaliste. Des facteurs sociologiques, qui peuvent influencer la psychologie individuelle, sont également à prendre en compte. Leur complexité n'autorise pas le réductionnisme, raison pour laquelle M. Pelletier se démarque de l'anthropologie

475. Pelletier, 1910, p. 4.

déterministe de Lombroso. Le second trait, c'est le lien de causalité entre le milieu et l'individu qui ouvre la possibilité d'une action correctrice par l'action sur ce même milieu. Cet élément est fondamental parce qu'il fonde et légitime l'action méliorative. Ainsi, Madeleine Pelletier distingue deux séries distinctes d'éléments influençant le développement individuel : « l'apport congénital », c'est-à-dire l'hérédité au sens mendélien, et les « circonstances sociologiques » qui désignent l'ensemble des éléments issus du milieu. Certes, tout individu est le produit de facteurs multiples, et parmi eux l'hérédité en est un. Mais elle n'a pas à être considérée comme une fatalité car l'hygiène et l'éducation on une certaine efficacité. Si M. Pelletier pense que tous les hommes se valent en droit, elle reste persuadée qu'il n'y a pas d'égalité naturelle. Par delà les divergences de principes, ce qui la conduit à s'opposer à Lombroso, c'est la théorie de « l'homme médiocre » à laquelle aboutit la pensée du criminologue italien. Considérer que le « type normal », base d'évaluation de la déviance et étalon de la dégénérescence, soit celui de l'homme moyen est, selon elle, une erreur. Croire que le génie et la débilité sont des déviations du type normal, c'est persévérer dans l'erreur. Ce faisant, elle exprime un autre caractère spécifique des théories défendues par les médecins néomalthusiens : une tendance indiscutablement élitiste. Nous voici donc face à une autre contradiction apparente du discours : comment concilier volonté humaniste et élitisme ? La réponse est assez simple, et elle nous est fournie par les auteurs eux-mêmes. Le critérium de la valeur s'entend non pas en fonction du profit individuel que pourrait tirer un être mieux doué du caractère performant de ses dispositions, mais du point de vue du profit collectif qu'une communauté, voire l'humanité toute entière, pourrait tirer des capacités dont font preuve les mieux doués. La position de M. Pelletier est donc très claire :

> « En aucune façon nous ne conférons aux hommes de génie des droits sur les hommes ordinaires. Le génie ne dispense pas des obligations sociales et lorsqu'un homme illustre cause à autrui un dommage légalement caractérisé, la société doit l'en punir, tout comme un autre. Mais en ce qui concerne l'orientation de sa vie propre, les originalités de l'homme de génie, non seulement ne devraient pas lui être imputées comme des tares, mais elles devraient au contraire servir à la remise en question de la norme commune elle-même. Car pour que les résultats soient le meilleur possible il est évident que c'est l'homme moyen qui doit imiter l'homme supérieur, et non l'homme supérieur qui doit ressembler à l'homme moyen. »[476]

476. Pelletier, 1910, p. 8.

Cette position est emblèmatique de l'eugénisme néomalthusien. Quelle que soit leur radicalité, les écrits des néomalthusiens n'abandonnent jamais complètement les éléments humanistes constitutifs de leur doctrine et ils assument le risque de la contradiction. L'inscription sociale et révolutionnaire est lisible dans la revendication de l'égalité de droit et dans la prise en compte des souffrances et des limites des moins doués, qui, dans une certaine mesure, peuvent être soulagées. Mais le propos repose également sur une hiérarchisation très forte. Les « génies » — qui sortent de la norme — constituent un capital pour le groupe, et pour l'humanité elle-même ; leurs talents ne peuvent être laissés en jachère. De même, la typologie humaine généralement employée par M. Pelletier est pleinement eugéniste. Sa classification de la population, selon des catégories qui distinguent des « génies », des êtres « talentueux », « normaux » ou « inférieurs », est présentée comme objective. La lutte contre la dégénérescence, non seulement n'est pas le seul objectif de l'action eugéniste, mais, en outre, peut tirer profit de la capacité créatrice propre au génie, les êtres talentueux étant souvent limités au « bien faire ». Selon M. Pelletier, lorsque l'on constate que toute une communauté, si ce n'est la civilisation elle-même, peut profiter de caractères géniaux, il faut faire en sorte de protéger ce capital et même de le faire fructifier. La vigueur et la fécondité d'une civilisation en dépend :

> « Ce qu'on oublie, écrit-elle, c'est que le progrès vient, et vient seulement de ces détraqués, qui, à travers toutes leurs misères, ont réussi à mettre au jour l'idée bienheureuse, l'acte décisif qui ont promu les sociétés dans des voies nouvelles et plus hautes. Les hommes de talent, si consciencieux soient-ils, ne peuvent jamais que donner plus de stabilité à des choses déjà acquises. Une société qui n'a pas d'hommes de génie est condamnée par cela même au statu quo et à la mort intellectuelle. »[477]

Dans l'ensemble des œuvres de M. Pelletier, on ne trouve aucun texte qui dépasse les limites fixées par les principes humanistes que nous évoquions plus haut ; rien en tout cas, ou presque, qui puisse véritablement être considéré comme une transgression des limites morales de l'eugénisme d'incitation qu'elle défend. Un texte au statut particulier pose cependant problème par son ambivalence. Dix ans après *Prétendue dégénérescence des hommes de génie*, en 1920, Madeleine Pelletier écrit *« In anima vili » ou Un crime scientifique* (1920)[478]. Sur une question assez proche — la latitude d'action et le statut à accorder aux « génies » — cet opuscule original s'avère particulièrement intéressant.

---

477. Pelletier, 1910, p. 8.
478. M. Pelletier, *« In anima vili » ou Un crime scientifique,* A. Lorulot, Conflans-Sainte-Honorine, 1920.

Étonnant par la forme, il s'agit d'un texte littéraire présenté comme une « pièce en trois actes », l'œuvre l'est aussi par son contenu. La question qui est abordée est celle des limites morales de la science, et plus particulièrement de l'intervention de la science sur l'homme considéré comme sujet d'expérience. A notre connaissance, l'analyse précise de ce texte n'a été intégrée dans aucune biographie de M. Pelletier. Le récit met en présence trois savants qui travaillent ensemble et dont les dons sont différents. Le premier, un certain Paul Bernard (synthèse des qualités scientifiques de Paul Broca et de Claude Bernard), âgé de cinquante ans, est présenté comme un homme de génie, faisant des recherches en physiologie. Le second, Charles Delage, âgé de quarante ans, est lui aussi doté d'une « très grande intelligence », mais il est inférieur au premier. Le troisième, Georges Wagner, âgé de trente-cinq ans, est « très inférieur aux deux autres », mais il est décrit comme un grand travailleur, doté d'une importante force physique. Des trois protagonistes, il est celui qui est le plus préoccupé par l'idée de réussite sociale. Ce choix illustre une nouvelle fois la question du génie, de son rôle et de sa place dans la société, mais le texte, comme on va le voir, peut mettre à mal certains principes éthiques présentés par M. Pelletier dans ses articles précédents. Paul Bernard incarne le génie dont les visées sont tellement au dessus des préoccupations des hommes ordinaires qu'elles ne peuvent être véritablement saisies ni anticipées par aucun des deux autres protagonistes. Charles Delage représente l'homme de talent ; il est de ceux dont la société a besoin pour fonctionner de manière stable et rigoureuse. Son intelligence, si elle n'égale pas celle du physiologiste Bernard, lui permet de saisir une partie des motifs du génie et d'adhérer à ses recherches par conviction et par respect pour une intelligence supérieure. Le troisième homme, Georges Wagner, représente l'homme ordinaire, l'homme moyen. Il se singularise par une certaine pusillanimité. Il est décrit comme ayant un idéal de vie bourgeois, ce qui le pousse à privilégier son intérêt propre, plutôt que l'intérêt supérieur de la science. On comprend bien que pour qu'il puisse apporter son concours, sa force de travail, à la cause commune, il faut qu'il obéisse aux deux autres. Spontanément, il est incapable de saisir la portée véritable des recherches envisagées par le génie et leur oppose des considérations morales non exemptes d'une certaine hypocrisie. Ainsi, quand Paul Bernard évoque son projet d'expérimentation sur l'homme, qui requiert la participation de ses deux collaborateurs, avec tous les risques que cela comporte, Wagner déclare : « Je suis un bourgeois paisible, moi et la perspective de toutes les découvertes du monde ne me contraindrait pas à me mettre de propos délibéré hors la loi et la société. » Et il ajoute : « La Cour d'assises, la prison, la guillotine... ah ! merci, merci... ce n'est pas pour un résultat pareil que je passe

mes nuits à préparer mon agrégation. »[479] On comprend bien que ses protestations morales n'ont pour véritable motif que la menace qui pèse sur ses intérêts égoïstes.

Le lieu de l'action est un laboratoire de physiologie dont on apprend qu'il a été clandestinement installé dans une demeure isolée, située dans la banlieue de Paris. On comprend que Paul Bernard, le physiologiste de génie, y mène des expérimentations sur le vivant, incluant notamment des vivisections animales, dans le cadre de recherches sur le fonctionnement du cerveau. Son projet est la mise en place d'un dispositif pour « extérioriser les images mentales ». Après une présentation de ses deux « élèves », sous la forme d'un dialogue qui permet de mettre en relief leurs caractères respectifs, Paul Bernard intervient pour leur faire part d'un projet d'expérimentation sur le cerveau de l'homme, qui implique la vivisection d'un sujet humain : « Alors, devant l'intérêt supérieur, la grandeur du but, le caractère indispensable du moyen ; j'ai pensé, dit-il, qu'il fallait se décider à transgresser la loi, à fouler aux pieds la morale et à expérimenter sur l'homme. Si vous me suivez, comme je l'espère (*autoritaire*), comme j'y compte, nous allons sortir d'ici et nous poster sur la route comme des malfaiteurs. Au premier passant nous nous élançons. »[480] L'installation d'un laboratoire très complet dans une maison à l'écart de la ville et des témoins leur apparaît très vite comme liée à la réalisation de ce projet. Les deux assistants sont d'abord surpris par l'annonce faite par P. Bernard. Le plus intelligent des deux, Delage, finit cependant par saisir la nécessité, pour la science, de souscrire au projet de Bernard, et accepte d'y apporter son concours, quel qu'en soit le prix. Le second, au contraire, invoque des arguments éthiques, qui masquent assez mal le fait qu'il craint surtout de voir bouleverser, par des ennuis judiciaires, la tranquillité de sa vie. La question du choix du sujet d'expérience est le cœur de ce drame. Face aux hésitations et aux réticences morales de Wagner, et au risque légal encouru, Delage finit par se proposer lui-même comme sujet d'expérience, arguant du fait que l'intérêt de la science dépasse l'intérêt individuel et, qu'étant tuberculeux, sa vie est, quoi qu'il en soit, limitée. La réponse du maître à cette proposition est marquée par un souci utilitariste à l'égard du capital humain dont Delage est le dépositaire : « Ma raison consentirait-elle à ton sacrifice que ma main ne la suivrait pas. Un passant, un exemplaire quelconque des vagues humanités : j'ai de la répugnance, une répugnance effroyable, mais je la domine. […] Mais te tuer, toi, détruire ton grand cerveau, pour découvrir le mécanisme commun à tout cerveau humain ? »[481]

---

479. Pelletier, 1920, p. 16.
480. Pelletier, 1920, pp. 9-10, citation du personnage Paul Bernard (c'est Pelletier qui souligne).
481. Pelletier, 1920, p. 14.

Paul Bernard fait donc preuve d'un certain sens moral, puisqu'il répugne à sacrifier qui que ce soit, mais, en revanche, il juge rationnellement inacceptable de sacrifier un sujet de qualité plutôt qu'un individu ordinaire. Au cours d'une expédition nocturne, le trio finit donc par capturer un alcoolique, qu'ils attachent à une table d'expérimentation après l'avoir anesthésié. Le dispositif imaginé par Bernard — dont l'installation nécessite une craniectomie — fonctionne bientôt. L'expérience est un succès : elle permet de voir projetées sur un écran les images mentales du cerveau de l'homme converti en sujet d'expérience. Ces images puisent dans la mémoire du passé de l'homme et donnent à voir le parcours d'un cancre à l'école qui devient un homme violent, exerçant la fonction de souteneur et qui séjourne en prison. Les doutes qui subsistaient chez les savants sont levés : « La mort de cet homme stupide et mauvais, dit Paul Bernard, sera ce qu'il aura fait de mieux dans toute sa vie… et moi, quel pauvre criminel je fais en regard de ceux qui ont déchaîné ce cataclysme. Au milieu de l'immense charnier qui couvre le nord de la France, je place par la pensée ma victime ; elle y est comme une goutte d'eau dans la mer. »[482]

Dans ce texte assez surprenant, parabole évidente sur les sacrifices nécessaires à l'avènement d'une société meilleure par l'évolution des sciences et des techniques, on retrouve des considérations qualitatives et quantitatives. Les actes qui conduisent aux progrès décisifs de la science sont justifiés du point de vue de la qualité de la victime, un « inférieur » qui, de plus, s'avère violent, stupide et criminel. Le personnage de Bernard déclare d'ailleurs que « la loi, la morale sont pour les hommes et les circonstances ordinaires », avant de se définir lui-même comme « extraordinaire » et donc légitimé dans ses actes. L'élitisme dont fait preuve ce texte est d'une très grande radicalité. Mais des arguments d'ordre quantitatif sont également convoqués : comment peut-on reprocher le sacrifice d'une seule victime, pour le progrès de la connaissance et, donc, pour le bien-être de tous, quand les états eux-mêmes sont prêts à sacrifier des centaines de milliers d'hommes pour servir des intérêts particuliers ? On ne manquera pas de relever certaines contradictions avec la ligne observée jusqu'alors par M. Pelletier. Le droit n'est une limite que pour les hommes ordinaires, et quand il est question de génie, il ne peut entraver l'action des hommes d'exception, la supériorité étant fondée ici sur l'intérêt absolu de la science.

Comment interpréter cet opuscule et quelle place lui donner dans l'œuvre de

---

482. Pelletier, 1920, p. 22. La fin de la citation est une allusion aux pertes humaines de la Première Guerre mondiale. Ce texte, publié en 1920, réagit aux conséquences de ce conflit dans la veine humaniste et pacifiste qui est l'une des marques distinctives du discours néomalthusien.

Madeleine Pelletier ? Les biographies existantes sont généralement écrites du point de vue de l'histoire du féminisme[483]. Ses débuts auprès des médecins de la Société anthropologie de Paris sont presque considérés comme des incidents de parcours, et ses travaux scientifiques, dans le sillage de ceux de Broca, comme entrant en contradiction avec son engagement suffragiste. De ce fait, son eugénisme est en général estompé, édulcoré, lié à des causes plus affectives que véritablement rationnelles, tel son désir de reconnaissance et d'ascension intellectuelle. Ce qui prévaut, c'est le portrait humaniste d'une femme qui a des difficultés — et du mérite — à s'imposer et à se réaliser dans un monde d'hommes dont elle doit épouser les codes pour espérer s'y faire une place. Si nous ne contestons pas la réalité des pesanteurs dont Madeleine Pelletier doit s'affranchir, ni les influences auxquelles elle est effectivement soumise, nous ne souscrivons pas au portrait d'une savante qui investit les territoires de la biométrie et de l'eugénisme à son corps défendant ; ou encore qui tient des positions imposées par une communauté qui ne lui laisse pas d'autre choix. Pour notre part, nous ne voyons pas d'incohérences dans la carrière de Madeleine Pelletier, mais des lignes de force qu'il faut considérer pour elles-mêmes afin de comprendre la trajectoire scientifique atypique de cette femme.

Il faut donc interpréter ce texte, écrit environ quinze ans après que Madeleine Pelletier ait abandonné toute ambition relative à une carrière scientifique, comme une parabole qui, sous une forme littéraire, réitère ses convictions quant à la nécessité d'un droit spécifique de l'action scientifique dont l'intérêt est supérieur à toute autre considération morale. L'intérêt commun semble donc justifier le sacrifice de quelques individus considérés comme ayant une faible valeur sociale. L'humanisme qui anime les écrits de Madeleine Pelletier est donc bien d'essence utilitariste. Tout aussi paradoxal que cela puisse paraître, il en appelle à la transgression des limites morales communes, au nom d'une morale supérieure qui, *in fine*, est sensée servir plus efficacement le bien de l'humanité. La pensée de M. Pelletier est globalement cohérente en ce sens qu'elle est toujours fidèle aux principes qu'elle pose. Ainsi, nous ne voyons pas de contradiction entre son appel, dans certains textes, au respect des lois communes, y compris pour l'élite, et son appel à l'affranchissement de toute barrière morale dans *In anima vili*. Dans le domaine des règles de la vie sociale, et en ce qui concerne un partage plus équitable des biens et des charges, elle adopte des positions socialisantes et s'oppose radicalement à toute domination

483. C'est le cas de l'ouvrage de Claude Maignien et Charles Sowerwine. *Madeleine Pelletier, une féministe dans l'arène politique* (1992).

de classe, comme à toute dérive ploutocratique. Il faut donc, selon elle, veiller à ce qu'aucun groupe humain ne prenne l'ascendant et ne confisque pour son bien propre ce qui permettrait à tous de vivre mieux. En revanche, dès que c'est l'intérêt de la science qui est en jeu, dès qu'une action individuelle envisagée par un individu aux qualités supérieures permet d'acquérir une connaissance et des techniques dont l'importance est cruciale pour l'humanité dans son ensemble, il devient légitime de s'affranchir de toute moralité sociale. M. Pelletier confronte donc, de façon un peu caricaturale, deux sortes de motifs. Elle oppose l'intérêt particulier du bourgeois ou de l'aristocrate, nécessairement égoïste et pusillanime, à l'intérêt rationnel et raisonnable de l'esprit scientifique, affranchi de toute tutelle, qui voit plus loin que les hommes ordinaires et qui est légitimé dans ses actions du point de vue d'une logique supérieure, inaccessible au plus grand nombre. De ce fait, les solutions eugénistes trouvent leur place dans le cadre conceptuel qui est celui de M. Pelletier. Il s'agit de l'aboutissement d'une réflexion globale sur l'homme, d'un point de vue individuel et d'un point de vue social. Dans cette perspective, le passage par les sciences comme l'anthropologie et la sociologie lui ont permis de collecter des données générales qui, selon elle, l'autorisent, en quelques cas circonscrits, à transgresser la limite commune. Les hommes supérieurs ont un effet si favorable au maintien de la bonne santé et de la croissance de l'organisme social, que leur action doit avoir une plus grande latitude, ce qui l'autorise à faire dire au personnage de Charles Delage : « Qu'importe la foule des petites vies sacrifiées ; la vie des pauvres animaux, l'existence vulgaire de cet homme inférieur. Leurs destructions ont été les antécédents nécessaires de la splendide cause finale ; la grande loi qui vient de se révéler à nous. »[484]

En exposant son point de vue sur l'expérimentation humaine Madeleine Pelletier prend part à un débat dans lequel elle n'est pas la seul à s'illustrer à l'époque. Comme le fait remarquer Christian Bonah, l'expérimentation sur l'homme, au début du XX^{e} siècle, n'est pas abordée dans les traités de déontologie médicale mais suscite pourtant dans le public et chez certains médecins des débats passionnés[485]. Depuis la fin du XIX^{e} siècle, les procès médicaux se multiplient et la perception de l'action des médecins qui expérimentent sans en informer les patients est très critique, y compris à l'intérieur de la profession. C'est donc autour de la notion de consentement que le débat juridique s'organise ensuite. Dans *In anima vili* Madeleine Pelletier va donc plus loin encore puisqu'elle élude la possibilité

484. Pelletier, 1920, p. 23.
485. Bonah, 2007, pp. 106-107.

même du consentement. D'autre part, même si les débats de l'époque mettent en évidence des positions contrastées, la notion de consentement est intégrée et, en outre, une distinction est faite entre expérience thérapeutique (expérimentation d'une méthode nouvelle pouvant avoir un effet curatif pour le patient) et expérience purement scientifique (sans aucun bénéfice thérapeutique pour le patient). L'expérimentation sur l'homme induit une distinction morale : certaines expériences seraient plus justifiées que d'autres[486]. On constate que pour Madeleine Pelletier le motif scientifique à lui seul permet d'envisager le sacrifice d'un « homme inférieur » sans autoriser celui, même librement consenti, d'un homme de valeur. Dans un perspective franchement utilitariste Madeleine Pelletier admet le sacrifice d'un individu s'il permet l'acquisition d'un savoir utile, même sur le long terme, à la collectivité

Il est en tout cas évident que l'eugénisme néomalthusien rejette tout humanisme de commisération, toute référence à une charité chrétienne qu'il critique et combat. A cette morale réactionnaire et absurde, M. Pelletier substitue un conséquentialisme, une éthique téléologique, qui invite à évaluer les actes rationnels de certains esprits d'après le but visé et non d'après les moyens employés à sa réalisation. Les néomalthusiens ont beau être très impliqués dans les questions d'éducation et d'élévation générale du niveau humain — qu'ils ne négligent jamais — ils considèrent à l'évidence que l'éducation ne peut pas tout et qu'il faut envisager une réelle optimisation du capital humain. Pour cela, il faut élargir l'accès à l'expérimentation et s'engager dans le développement de la science biomédicale et eugéniste.

Un tel discours est également présent chez Sicard de Plauzoles qui en exprime l'idée avec clarté dans les *Principes d'hygiène sociale*, un recueil de cours libres professés à la Sorbonne entre 1922 et 1927. De manière très méthodique, il propose une hiérarchisation des sciences en fonction de leur objet et de leur degré de développement (cf. tableaux n° 1 et n° 2), s'inspirant en cela de la classification proposée par Auguste Comte, enrichie de données contemporaines. La première distinction qu'il établit propose deux catégories principales : les sciences dites « cosmologiques » (mathématiques, astronomie, physique, chimie) et les sciences « biologiques », comprenant, dans l'ordre, la biologie, la sociologie et la morale. A l'intérieur des sciences biologiques, il propose de

---

486. Selon Christian Bonah, c'est bien sous la forme d'une alternative morale que se pose la question de l'expérimentation humaine : « Ainsi apparaît à l'aube du XX^{e} siècle, après la codification de la méthode expérimentale et son extension logique à l'homme, l'interrogation ouverte relative aux expérimentations sur l'homme : sont-elles des "fautes qu'il faudrait punir ou des efforts qu'il faudrait encourager" ? » Bonah, 2007, p. 141.

distinguer, les « sciences biologiques » et les « arts correspondants »[487], ce qui correspond à l'articulation classique entre recherche et application. Sous la forme de deux colonnes, il positionne, face à chacune des sciences qui dépend de la biologie, la technique qui lui correspond. Dans ce cadre, il fait correspondre à la biologie (« Science de la vie ») une « biotechnie » (caractérisée comme « Art de la vie »). Dans la liste qu'il dresse des arts de la vie, on trouve notamment, l'hygiène, la prophylaxie, l'éducation, la puériculture et l'eugennétique[488]. Ces disciplines constituent la « zootechnie humaine », définie comme « art de procréer, de perfectionner et d'utiliser l'homme considéré comme machine produisant du travail.» Cette zootechnie humaine se décompose en Eugénique (sélection des reproducteurs) et en « Eugennétique » que J. Sicard de Plauzoles définit comme « l'art de la procréation par application de toutes les connaissances relatives à l'hérédité pathologique et aux conditions les meilleures de la reproduction, pour l'amélioration de l'espèce humaine ».[489] Chez J. Sicard de Plauzoles, on ne trouve pas d'hésitations à l'égard de cette question. Selon lui, la sélection est une nécessité qui s'impose à l'esprit du savant. Il inscrit ce projet dans le sillage du Darwin de *La descendance de l'homme et la sélection sexuelle* et considère que ce n'est pas la nature du projet qui est véritablement nouvelle, mais plutôt les moyens dont on dispose désormais pour le mener à bien :

> « Lorsqu'en 1883 Francis Galton […] crée le terme d' « eugénique », l'eugénique existait déjà. Sous cette appellation nouvelle, il n'y avait au fond rien de nouveau ; l'idée d'améliorer la race humaine avait été exprimée bien avant lui par Condorcet et par Cabanis[490] ; Lamarck avait donné la loi ; et en 1850, un médecin français, Prosper Lucas[491], avait formulé les règles pratiques qui doivent présider à la reproduction : choix des générateurs et moment de la procréation. Qu'a voulu dire Galton par « eugénique » ? Ceci : On peut améliorer l'espèce humaine par des mariages sélectionnés ; et il fait reposer toute l'eugénique sur le choix des générateurs, choix difficile, car les humains ne sont pas faciles à mener, comme les moutons, les chevaux ou les chiens. Ils ont, hélas, plus de liberté ; ils obéissent à leurs passions ou à leurs « intérêts » et cela aboutit à faire les plus tristes assortiments de générateurs. »[492]

---

487. Sicard de Plauzoles, 1927, p. 13.
488. Terme créé par Adolphe Pinard et régulièrement employé par Justin Sicard de Plauzoles. Pinard définit plus succinctement l'eugennétique comme « bonne procréation ». Lui faisant suite, elle est complémentaire de la sélection des reproducteurs.
489. Sicard de Plauzoles, 1927, p. 16.
490. Il s'agit de Pierre Jean Georges Cabanis (1757-1808), médecin physiologiste et philosophe français dont les positions philosophiques étaient matérialistes.
491. Prosper Lucas (1808-1885) est un médecin aliéniste français qui s'est notamment intéressé à l'hérédité des pathologies nerveuses. Il est également l'un des représentants de la théorie de la dégénérescence, au même titre que Bénédict-Augustin Morel.
492. Sicard de Plauzoles, 1927, p. 144.

TABLEAU I — **HIÉRARCHIE DES SCIENCES**

		I
Cosmologie	1. Mathématiques.	
	2. Astronomie.	
	3. Physique.	
	4. Chimie.	
		II
	5. Biologie.	
	6. Sociologie.	
	7. Morale.	

TABLEAU II. — **HIÉRARCHIE DES SCIENCES BIOLOGIQUES & DES ARTS CORRESPONDANTS**

BIOLOGIE. — Science de la vie		**Art de vivre. — BIOTECHNIE.**	
Physique biologique Chimie biologique Microbiologie Embryologie Morphologie Anatomie Physiologie Psychophysiologie Pathologie : Étiologie, Pathogénie	**Science médicale**	× **Art médical**	**Zootechnie** Eugennétique. Puériculture. Éducation. Prophylaxie. Hygiène. Thérapeutique. Médecine sociale.
Science des phénomènes sociaux — — économiques. — — politiques Science des mœurs Maladies sociales	**Science sociale**	× **Médecine sociale**	Sociologie : Art d'organiser la société ; *Organisation du travail.* ; Organisation de la production. Police sanitaire. Morale sociale : Protection. ; Assistance.
Science des sentiments et des passions : *Psychologie* *Pathologie mentale* *Criminologie*	**Science morale**	× **Médecine mentale**	Psychiatrie : *Prophylaxie de la folie et du crime.* *Traitement des fous et des criminels.*
Connaissance des devoirs...	**Déontologie**	× **Morale positive individuelle.**	*(Art de calculer les conséquences des actes)*

Tableau n° 1 et tableau n° 2 - La hiérarchie des sciences et des arts selon Justin Sicard de Plauzoles, *Principes d'hygiène sociale* (1927), p. 13.

L'eugénisme se décline donc en deux étapes pour J. Sicard de Plauzoles : l'eugénique et l'eugennétique. La seconde n'a pas encore abouti sur les résultats espérés parce que la première n'a pas encore été véritablement menée à son terme. Afin de pouvoir se lancer efficacement dans l'eugennétique, il faut donc au préalable trouver une manière de régler la question des procréateurs de manière efficace, tout en évitant les procédés autoritaires dont les néomalthusiens disent régulièrement se détourner par principe. Ainsi, lorsqu'il évoque la stérilisation autoritaire des « tarés » et des « dégénérés criminels » qui est pratiquée aux États-Unis, il juge le procédé impossible à généraliser et, de ce fait, inefficace en même temps qu'inhumain. J. Sicard de Plauzoles considère en effet que seule « la volonté éclairée des individus » peut produire un changement des mœurs en ce qui concerne l'acte procréateur. Pour ce faire, il préconise l'instauration d'un « certificat prénuptial »[493], solution pour laquelle il milite au sein de structures dont il est partie-prenante, telles la Société française d'Eugénique, bien sûr, mais aussi la Ligue des droits de l'homme et les diverses sociétés hygiénistes auxquelles il est affilié :

> « J'ai fait adopter par la *Société française d'Eugénique*, le 11 juin 1926, le vœu que " le certificat prénuptial soit rendu obligatoire par une loi, et qu'en attendant, les bureaux d'état civil distribuent aux personnes qui viennent s'inscrire en vue d'un mariage des avis relatifs à la nécessité d'un examen prénuptial. " — *La Commission pour la défense du Droit à la vie saine*, constituée par la Ligue française pour la défense des Droits de l'homme a émis, sur ma proposition, le vœu : 1° Que les jeunes gens des deux sexes soient préparés à leur rôle et à leurs responsabilités de reproducteurs par une éducation biologique et morale ; qu'ils apprennent que, pour avoir des enfants sains, les parents ne doivent procréer qu'en état de bonne santé ; 2° Que le mariage, [...] ne puisse être prononcé que lorsque les futurs époux présentent des garanties de santé suffisantes, notamment qu'il n'existe pas chez eux de maladie susceptible de se transmettre de l'un à l'autre et à leur descendance ; et, en tout cas, que lorsqu'ils sont dûment instruits de leur état réciproque et avertis des conséquences qui en peuvent résulter ; 3° Qu'un examen médical prénuptial soit obligatoire et que le résultat d'examen de chacun des futurs époux soit communiqué à l'autre ; 4° Qu'en attendant, et dès maintenant, les bureaux d'état civil distribuent aux personnes qui viennent s'inscrire en vue du mariage, des avis conseillant de ne se marier qu'en bon état de santé de part et d'autre et de se soumettre auparavant à un examen médical ; 5° Qu'au moment de la célébration du mariage, soit remis aux époux un livret contenant les règles d'une procréation saine et d'une puériculture normale. »[494]

---

493. Ce certificat prénuptial, constitué par un certificat médical devant obligatoirement être établi avant tout mariage civil, deviendra réalité par la loi du 16 octobre 1942, sous le régime de Vichy.
494. Sicard de Plauzoles, 1927, note 1, pp. 145-146, (c'est Sicard de Plauzoles qui souligne).

Le certificat prénuptial qui est évoqué ici s'inscrit, selon Sicard de Plauzoles, dans le contexte de la « procréation consciente » que les néomalthusiens appellent de leurs vœux. La science doit permettre « la volonté éclairée des individus »[495] et, à cette fin, permettre à tous les prétendants au mariage de faire des choix responsables en matière de procréation. Ce n'est donc pas une interdiction du mariage, ni même la remise en cause d'un droit à la procréation que préconise Sicard de Plauzoles, mais au contraire une responsabilisation individuelle. Or, l'idée de responsabilité n'a pas de sens sans l'autonomie de choix du sujet, ce qu'il confirme lorsqu'il écrit : « A vrai dire, le projet de loi ainsi déposé n'aura de valeur qu'autant que les individus le comprendront »[496].

C'est en faisant appel à l'intervention des pouvoirs publics dans les questions de procréation que J. Sicard de Plauzoles entend régler les questions eugéniques. Il n'est pas le seul, à l'époque, à militer pour l'établissement d'un tel certificat au sein de la *Société française d'Eugénique*[497]. L'eugéniste (non néomalthusien) Georges Schreiber, membre fondateur de la société, soutient également une telle mesure, ce qui démontre au passage que des points de convergence pouvaient apparaître entre eugénistes natalistes et eugénistes partisans de la limitation des naissances. Mais il ne faut pas oublier que l'eugénique, action sélective, qui concerne les candidats à la procréation en fonction de leur « capital » — c'est-à-dire le potentiel individuel utile à la collectivité — et de leur état, n'est que le prélude à l'eugennétique, « application des règles de la meilleure procréation possible ». Encore une fois, l'appel au bon sens, par le biais de la diffusion d'une information adaptée, est une nécessité. Les couples devraient savoir déterminer les moments et les conditions matérielles idéales pour envisager la procréation. Mais J. Sicard de Plauzoles reconnaît lui-même, avec un élitisme sous-jacent, que l'éducation n'est efficace que dans la mesure où ceux à qui elle est prodiguée peuvent la comprendre. Dès lors, la tentation est forte d'envisager une intervention plus directive des pouvoirs publics :

> « Nous voulons et nous ferons pour l'homme ce qu'on a fait pour les animaux de race ; nous veillerons d'abord sur les producteurs, puis sur les produits, et nous ne veillerons pas *ab ovo* seulement sur la formation de l'enfant, nous veillerons sur lui avant sa conception même et après sa naissance, nous suivrons toute son enfance, son adolescence, sa puberté, toute la vie du jeune homme et de la jeune

495. Sicard de Plauzoles, 1927, p. 145.
496. Sicard de Plauzoles, 1927, p. 146.
497. Sur l'histoire de l'établissement progressif de ce certificat, voir : Carol, 1995, pp. 312-338.

> fille jusqu'à leur développement complet [...] La puissance publique ne peut pas grand chose directement en ce qui concerne l'union des sexes et la procréation, mais elle peut intervenir puissamment et elle doit intervenir dans les phases suivantes de la production du capital humain, la vie intra-utérine, l'élevage de la première enfance, l'éducation de l'enfant, la préparation de l'adolescent à la vie sociale ; elle doit intervenir encore pour réaliser les conditions de milieu nécessaires au plein développement de l'être humain. »[498]

Le vocabulaire employé ne laisse aucun doute quant à la dimension utilitariste du projet eugéniste qui, du début à la fin, est adopté et assumé par l'ensemble du courant néomalthusien. Celui-ci est évoqué par Robin dès la fin du XIX^e^ siècle, à peu près dans les mêmes termes. Par la suite, Gabriel Giroud valorise l'action régénératrice, Nelly Roussel vante le dynamisme de la Société française d'Eugénique dans les années 1910, le couple Humbert prône des idées eugénistes[499]. Comme en témoigne le film de Bernard Baissat *Ecoutez Jeanne Humbert* (1980), bien des années plus tard, Jeanne Humbert se déclare encore eugéniste. De leur côté, les médecins analysent en détail les modes d'action qui leur semblent les plus adaptés pour atteindre le but fixé. Madeleine Pelletier imagine une société composée d'individus régénérés, Justin Sicard de Plauzoles et Charles Binet-Sanglé considèrent que la production d'une élite est la voie d'accès à la société idéale.

Le terme de « régénération », très vite adopté par les néomalthusiens, a cependant une antériorité. Joël Castonguay-Bélanger remarque qu'il est utilisé dès 1802 par Cabanis dans ses *Rapports du physique et du moral de l'homme*[500]. Si le concept n'est pas nouveau, c'est la place particulière qu'il prend qui est inédite. L'idée de régénération a, pour les néomalthusiens, une dimension agrégative ou synthétique. Il s'agit d'un processus qui doit advenir aussi bien sur le plan biologique que sur le plan intellectuel, moral et social. L'approche eugéniste de la question sociale est une étape de la réalisation de la régénération de l'humanité, sans être un accessoire. Elle est une déclinaison, sur le plan biomédical, d'une entreprise de réforme intégrale de la société.

On distingue généralement la production du meilleur des hommes de la suppression des dégénérés en utilisant les expressions « eugénique positive » et « eugénique négative ». Si la dynamique d'action propre aux néomalthusiens les amène à s'investir de manière préférentielle dans la démarche positive et progressiste de production d'un homme

---

498. Sicard de Plauzoles, 1927, p. 149.
499. Voir J. Humbert, 1947, pp. 238-241.
500. « Il est temps, écrit Cabanis, à cet égard comme à beaucoup d'autres, de suivre un système de vues plus digne d'une époque de régénération : il est temps d'oser faire sur nous-mêmes, ce que nous avons fait si heureusement sur plusieurs de nos compagnons d'existence, d'oser revoir et corriger l'œuvre de la nature. », Cabanis, 1805, p. 438. Voir à ce sujet Castonguay-Bélanger, 2012, p. 149.

meilleur, comment envisagent-ils la question, étroitement liée, de la suppression des « tarés » qui, d'un point de vue utilitariste, sont un poids pour la collectivité et, en conséquence, une entrave à l'accession pour tous au bonheur ? Nous avons déjà vu que, ponctuellement, et au nom du plus grand bonheur possible pour le plus grand nombre possible, ils peuvent, sinon favoriser, au moins tolérer le sacrifice de quelques-uns pour le bénéfice de la communauté. Il reste qu'il est plus difficile de concilier un idéal qui se veut humaniste avec une démarche destructrice, plutôt qu'avec une action productrice. A l'évidence, l'idée de suppression autoritaire, qui est en contradiction directe avec l'idéal d'autonomie individuelle qu'ils prônent généralement, pose problème aux néomalthusiens. Même le très radical C. Binet-Sanglé, lorsqu'il évoque les stérilisations et euthanasies autoritaires prônées — et parfois appliquées — aux États-Unis, se démarque de cette solution extrême en évoquant une solution plus respectueuse du principe évoqué plus haut : « L'américain Gregory est allé plus loin ; tout récemment il a déposé au parlement de l'Iowa un projet de loi demandant la suppression des incurables notoires et dangereux. Le principe que j'ai posé s'oppose à cette suppression. Tout ce qu'on peut faire c'est d'encourager le suicide des mauvais générateurs et, à cet effet, de créer un institut d'euthanasie, ou les dégénérés fatigués de la vie seront anesthésiés à mort à l'aide du protoxyde d'azote ».[501]

Ainsi, il est possible d'affirmer que l'eugénisme est indiscutablement, pour les néomalthusiens, au cœur même de la démarche théorique. Il est aussi bien une origine qu'un élément indispensable et un moyen de réalisation de l'objectif visé. Il est impossible d'aborder la question de la quantité des naissances sans avoir à régler celle de la qualité ; les deux questions sont inextricablement liées, et leur fusion même est sensible dans toute la littérature néomalthusienne. Les idées produites s'accompagnent donc toujours d'une volonté de mise en pratique, sur des plans aussi divers que ceux de l'éducation, de la génétique et de la puériculture. Pour cette raison, nous nous démarquons nettement sur ce point de la thèse soutenue en 1983 par Angus Mc Laren dans *Sexuality and social order* qui, en abordant les oppositions entre natalistes et antinatalistes de la fin du XVIII[e] au début du XX[e] siècle en France, considère, dans un chapitre dédié[502], que l'œuvre de Paul

501. Binet-Sanglé, 1918, pp. 128-129. En 1906, un médecin nommé Ross Hammond Gregory, membre de l'assemblée de l'état de l'Iowa, présente un projet de loi visant à obtenir l'autorisation pour les médecins de mettre fin à la vie (ou de les assister pour le faire) de patients incurables,et âgés de plus de dix ans. Cette décision pouvant relever de la seule autorité du médecin, considéré comme apte à juger du consentement du patient, sans autre avis extérieur, voir à ce sujet Pappas, 2012, pp. 5-6.
502. Mc Laren, 1983, pp. 93-109.

Robin ne fait que se greffer un peu artificiellement, et pour mieux faire valoir ses idées sur la limitation des naissances, sur le courant eugéniste de l'époque. Nous ne pensons pas que les arguments eugénistes ne soient utilisés par Robin que par opportunisme, afin de conférer a posteriori un vernis scientifique au mouvement qui serait susceptible d'élargir son audience. L'intérêt de Paul Robin pour l'eugénisme est fort et il apparaît très tôt à une époque où ces questions n'enthousiasment guère la communauté scientifique. En effet, lorsqu'il tente de convertir les anthropologues de la Société d'anthropologie de Paris aux idées eugénistes, il est très fraîchement accueilli. Sa communication de 1895, parue dans le *Bulletin de la Société d'anthropologie de Paris* sous le titre « Dégénérescence de l'espèce humaine, causes et remèdes » ne suscite pas l'adhésion qu'il espère. C'est aussi la très grande constance de cette référence à l'action eugénique qui permet de dire que Robin est sincère et que son eugénisme n'est pas simplement une occasion d'attirer à lui une audience a priori plus réceptive aux idées malthusiennes. S'il est incontestable que le propagandiste Paul Robin ne négligeait aucun moyen pour augmenter l'écho du néomalthusianisme, il est tout aussi vrai que celui-ci manifestait une cohérence globale dans ses productions théoriques et dans ses actions. Et cette cohérence ne permet pas de ne considérer l'élément eugéniste que comme un simple accessoire de propagande. Du reste, la suite du mouvement, y compris dans ses développements historiques les plus tardifs, n'a fait qu'affirmer l'orientation première en vertu de laquelle la « régénération de la race » était une nécessité. Et il n'y a rien d'étonnant dans le fait que ce ne soient pas les pédagogues, fussent-ils férus de science, qui se soient chargés de la partie la plus scientifique du programme de régénération.

2- L'euthanasie et l'eugénique négative

Avec son suicide, Robin a montré que la question de l'euthanasie concernait tout le monde et que chacun pouvait être amené à y recourir. Après un bilan de sa vie passée, et une réflexion sur son état présent, il en conclut, par une évaluation qualitative de la vie qui est désormais la sienne, que l'équilibre entre douleur et plaisir dans son existence, au préjudice du second terme, rend son suicide rationnel. Ses arguments sont aussi ceux de l'utilité sociale collective de son action. Considérant qu'il a offert au monde tout ce qu'il pouvait lui amener et qu'il ne peut désormais être qu'un poids social, il estime préférable, pour lui en tant qu'individu comme pour la collectivité, de mourir.

L'euthanasie est un thème récurrent de la littérature néomalthusienne en France et cette question est abordée en dehors de tout contexte religieux. Le matérialisme intégral des néomalthusiens les pousse à rejeter catégoriquement toute référence à la notion d'âme entendue comme principe immatériel. Ils s'opposent de manière très ferme à tout « spiritualisme », comme l'illustre, par exemple, Madeleine Pelletier dans *L'âme existe-t-elle ?* (1924). Cette brochure dans laquelle elle déplore qu'après une période de positivisme le monde intellectuel soit à nouveau tenté par certaines doctrines spiritualistes, est destinée à réaffirmer la prééminence de l'approche scientifique et rationaliste.

> « Devant la poussée du quatrième état réclamant son droit à la vie heureuse, la bourgeoisie s'est mise à penser qu'elle avait eu tort de combattre la religion et que l'esprit voltairien, excellent pour conquérir le pouvoir, est mauvais pour le garder. Elle a donc entrepris la restauration des vieilles croyances. […] Les intérêts des classes dirigeantes ne sont pas à vrai dire le seul fondement de cette involution. La science ne peut suffire à tout ; du moins tant que la science ne sera pas parvenue à abolir la mort, ce à quoi elle n'arrivera jamais ; cela est plus que probable. La perspective affreuse de l'anéantissement inévitable assombrit toute la vie ; elle peut laisser résigné le paysan inculte, mais elle affole un Pascal. Plus le cerveau s'approche de la prépondérance, plus la personnalité s'affirme, l'idée du non-être devient alors insupportable. »[503]

Madeleine Pelletier reconnaît qu'à son époque le fonctionnement du cerveau est encore insuffisamment connu et qu'il relève d'une chimie complexe qui ne peut être réduite à un mécanisme simple. Pour autant, elle rejette toute tentation d'un retour à des explications de nature théologique qui, selon elle, relèvent d'un passé révolu. La complexité du système nerveux, aussi élevée qu'elle soit, peut être élucidée par la science et toute immixtion de la métaphysique en ce domaine doit être considérée comme une « involution ». « Le *moi* n'est donc pas une entité, dit-elle, c'est un résultat »[504], confirmant ainsi qu'il n'existe rien, pour elle, en dehors de la matière et des phénomènes qui la caractérisent. C'est en fonction de ce cadre conceptuel qu'il faut aborder la question de l'euthanasie pour les néomalthusiens.

Selon leur approche spécifique, il convient de poser tout d'abord le principe du libre choix individuel au départ de la réflexion des écrivains néomalthusiens sur l'euthanasie. Ce principe est à l'origine du fait que l'euthanasie est un problème qui recouvre très étroitement celui du suicide. Il existe toutefois, comme nous le constaterons

---

503. Pelletier, 1924, pp. 3-4.
504. Pelletier, 1924, p. 6 (c'est Pelletier qui souligne).

plus loin, des éléments distinctifs. S'agissant d'un acte qui doit dépendre de l'autonomie consciente et rationnelle d'un individu, il va de soi qu'un être qui perdrait toute faculté à se déterminer par lui-même, ou qui ne serait pas conscient de son état, ne pourrait de lui-même choisir lucidement la suppression. Cette limite ouvre la possibilité, restreinte mais réelle, d'une euthanasie qui excède clairement le cas du suicide puisqu'elle implique une décision extérieure au sujet. Ces cas, que les néomalthusiens s'attachent parfois à décrire, conduisent à une définition de critères pouvant ouvrir la possibilité d'euthanasier des êtres non conscients et, de ce fait, dépourvus de leur capacité d'autodétermination individuelle.

Mais comment défendre, d'un côté, les droits inaliénables de l'individu et la possibilité, d'un autre côté, de passer outre ces droits même si ce n'est que dans certains cas ? La réponse des partisans de l'euthanasie est on ne peut plus claire : la suppression devient possible quand l'être concerné n'est plus vraiment un individu. Il est alors légitime de se demander sur quoi l'individualité est fondée dans le cadre du discours néomalthusien. On sait que ce ne peut être sur une prétendue « âme » — principe métaphysique sans aucun substrat organique objectif — dont tous les acteurs néomalthusiens refusent catégoriquement l'existence. Ce serait donc sur la conscience. Mais comment distinguer précisément cette « conscience » de l'âme des métaphysiciens ? Tout simplement en la reliant à la sensibilité et à la capacité rationnelle. Un individu, est donc un être qui a des sensations et qui est capable de les mettre en relation, de les unir dans une structure cohérente qui ouvre à une perception organisée du monde que l'on peut définir comme liberté. Voilà pourquoi un être qui n'a plus de sensations, ou qui est incapable de se saisir lui-même en tant qu'unité organisée, ne peut plus être considéré comme un individu. Cette manière de voir est très proche des conceptions de l'utilitarisme anglais qui utilise le critère de la sensation et de la perception pour définir l'individu.

Il y a donc bien, pour les néomalthusiens, des cas pathologiques pour lesquels une décision « extérieure », autoritaire, est requise. Les eugénistes considèrent qu'il existe des « incurables » inconscients, des « dégénérés », dont la vie est vouée au néant à court terme ou au malheur et qui, pour la collectivité, représentent un poids inutile. Dans une perspective classiquement malthusienne d'adéquation des ressources disponibles à la population, des êtres souffrants pour qui la vie est une épreuve sont, de fait, en concurrence pour leur subsistance avec des êtres potentiellement sains et productifs. Le bon sens commande qu'une organisation sociale rationnelle prenne en compte la valeur représentée par un individu en fonction de sa capacité à atteindre son bonheur propre et à réaliser le bonheur collectif.

C'est une approche quantitative, fondée sur le calcul d'un ratio optimisé entre ressources disponibles et potentiel, qui dicte, selon Charles Binet-Sanglé, la conduite à suivre. La question de savoir qui sera en charge des décisions dans ce domaine est également abordée. Binet-Sanglé en appelle aux pouvoirs publics et à la création d'instituts d'euthanasie où les décisions concernant les êtres privés de l'autonomie décisionnelle seront prises par des « spécialistes, les *euthanasistes*, qui seront à la fois des pathologistes, des psychologues et des thérapeutes »[505]. Après observation d'une procédure très codifiée, sous contrôle de l'État, la décision d'assister le patient candidat au suicide pourra être prise. D'une manière générale, pour les sujets conscients, c'est l'algésie ou la douleur morale qui doivent guider le choix de l'euthanasie. Puisque la souffrance et le malheur dépendent très largement des conditions propres au milieu, ce sont des éléments qui relèvent de la responsabilité de l'État qui est précisément en charge de l'organisation matérielle et économique de l'espace et des ressources. La création et le fonctionnement de structures destinées à faire cesser la souffrance sont donc une nécessité à l'égard de laquelle il est impossible de transiger.

Aucun des écrits produits par le mouvement ne revendique une euthanasie de prescription ; tous la présentent comme un service indispensable offert par la médecine qui, en l'occurrence, relève même de l'assistance publique. La fonction qui est celle de l'euthanasie pour les néomalthusiens, ainsi que le cadre envisagé pour sa mise en œuvre, impliquent l'intervention et l'encadrement de l'État. Sa prise en charge doit être à la fois financière, scientifique et morale.

On peut considérer que *L'Art de mourir* (1919) de Charles Binet-Sanglé, monographie consacrée à cette seule question de l'euthanasie, constitue la synthèse de l'appréhension de cette question par le néomalthusianisme français. Ces traits spécifiques peuvent être réduits à trois éléments dont la réalisation est impérative : 1°- la nécessité de substituer une morale rationnelle à la morale religieuse ; 2° - la nécessité de fonder l'action sur des connaissances scientifiques valides, parce que vérifiées expérimentalement, et donc considérées comme objectives ; 3° - la nécessité de mettre en application les techniques qui découlent de cette connaissance. *L'Art de mourir* comporte trois chapitres qui traitent chacun de ces trois éléments, dans l'ordre de leur exposition.

Conformément à l'approche habituelle des théoriciens néomalthusiens, la question du suicide, et tout particulièrement du « suicide secondé » (expression employée par

505. Binet-Sanglé, 1919, p. 145 (c'est Binet-Sanglé qui souligne).

Charles Binet-Sanglé dans le sous-titre de son œuvre), est appréhendée de manière méthodique. Un point est d'abord fait sur la dimension juridique et sur l'état des connaissances scientifiques ; ces mêmes connaissances sont utilisées comme base d'une production théorique progressiste ; le résultat de cette réflexion est enfin utilisé pour mettre en place les conditions matérielles de son application. Ce schéma en trois temps, « constat de l'existant / production théorique / application technique » est celui qui est généralement adopté par les théoriciens néomalthusiens.

Le premier chapitre de *L'Art de mourir* constitue une mise en opposition de la « morale religieuse » avec la « morale rationnelle ». Nourrie de culture scientifique et philosophique, cette partie inscrit la démarche de légitimation de l'euthanasie dans une perspective historique en évoquant les multiples oppositions à cette pratique dont les motifs sont généralement religieux et, selon l'auteur, reposent toujours sur la croyance et non sur la raison. D'après Binet-Sanglé, les juifs, les grecs, les chrétiens ont ainsi manifesté leur opposition au suicide pour des motifs qui n'ont rien de rationnel. Toujours selon lui, la culture occidentale, dans une perspective historique, a systématiquement considéré le suicide comme un crime. Et même si, au début du XX^{e} siècle, le suicidé, ou celui qui tente de mettre fin à ses jours, n'est plus poursuivi ni condamné, toute personne ayant apporté aide ou conseil au candidat au suicide peut être poursuivie pour assassinat. De ce fait, C. Binet-Sanglé suggère la modification des articles 296 et 297 du code pénal de 1810 suivant lesquels on peut poursuivre pour assassinat les « complices » éventuels d'un suicidé : « Art. 296 : Tout meurtre commis avec préméditation est qualifié assassinat. Art. 297 : La préméditation consiste dans le dessein formé, avant l'action, d'attenter à la personne d'un individu déterminé. »[506]

Mais pour mener à bien une telle réforme du code pénal, une transformation des mœurs est nécessaire. Or, cela ne peut se faire en France que par une remise en cause des dogmes chrétiens. Au moment où il rédige *L'art de* mourir, Binet-Sanglé a déjà produit une abondante littérature consacrée à la critique des dogmes religieux. C'est le cas de *La Folie de Jésus*[507], mais aussi de nombreux autres textes. Dès 1901, il publie « Le crime de suggestion religieuse » dans les *Archives d'anthropologie criminelle.* En 1902, c'est « Physio-psychologie des religieuses. Les religieuses de Port-Royal », puis « Le prophète Élie » et « Le prophète Élisée », en 1904 et 1905. En 1907, c'est un substantiel ouvrage

506. Code pénal de 1810, III^{e} partie, titre second, chapitre premier (crimes et délits contre les personnes), section 1.
507. Binet-Sanglé, 1908 -1912.

publié chez Maloine, *Les lois psychophysiologiques du développement des religions. L'évolution religieuse chez Rabelais, Pascal, Racine*, qui vient compléter les études de Binet-Sanglé sur cette question. A cela, il faut ajouter tous les développements critiques sur la croyance religieuse de ses premiers ouvrages, et toutes ses prises de position anticléricales lorsqu'il évoque la nécessité de faire évoluer les consciences et triompher la raison.

Opposé, par principe rationnel et non par compassion, à la peine de mort, Binet-Sanglé considère que la suppression de la vie ne peut être autorisée que lorsqu'elle est infligée à l'individu par lui-même, suite à un libre décret. Il considère ainsi que la société qui pratique des exécutions capitales s'est en fait arrogé un droit illégitime de donner la mort, alors même que les condamnés ne sont, selon lui, que les victimes d'un environnement social qui les a déterminés au crime et que leur responsabilité en l'espèce ne peut être engagée : « La société bourgeoise s'est conféré le droit de pendre, guillotiner ou électrocuter ses propres victimes, c'est-à-dire les criminels, car les criminels, c'est la société qui les fabrique dans les pressoirs du vigneron ou dans l'alambic du bouilleur. »[508] Cette critique de la société bourgeoise, réactionnaire du fait de l'intérêt des classes possédantes, et, de ce fait, incapable de provoquer une évolution rationnelle des mœurs, est récurrente dans l'œuvre de Charles Binet-Sanglé.

La morale rationnelle, qui renvoie à l'adoption d'un ensemble de principes d'action qui ne considèrent que les résultats positifs et objectifs des sciences et qui rejettent toute proposition dogmatique ou métaphysique non démontrée (ce qui inclut toute forme de croyance), permet de redéfinir les cas où tuer pourrait être légitime, voire devenir légal : « ce droit n'est légitime que dans deux cas seulement : quand il s'agit de supprimer des malheureux qui désirent la mort ou des sujets inconscients, voués au malheur et susceptibles de nuire à la collectivité. »[509]

La définition, par Binet-Sanglé, de la morale rationnelle est donc doublement subversive. D'une part, elle légitime la suppression des « incurables » inconscients et des candidats au « suicide secondé ». D'autre part, elle considère comme criminel le meurtre, par la société, des délinquants et des auteurs de crimes : « Vous commettez un crime quand vous tuez le maraudeur qui cueille des fruits dans votre jardin. […] Vous commettez un

508. Binet-Sanglé, 1919, p. 25.
509. Binet-Sanglé, 1918, p. 26.

crime quand vous guillotinez Raymond la Science, Bonnot ou Soleilland.[510] […] ces bandits, plus ou moins tragiques, qui mitraillent les employés de banque, tous ces hommes ont le droit de vivre, à partir du moment où, enfermés, ils ne sont plus dangereux. »[511] Choisissant à dessein des affaires sensibles qui avaient fait grand bruit quelques années auparavant, C. Binet-Sanglé accentue le contraste entre la morale archaïsante qu'il critique et celle, rationnelle et progressiste, qu'il entend lui substituer : « En revanche, vous ne commettez pas un crime quand vous aidez un incurable à en finir avec la vie. »[512]

L'évolution des mœurs est donc souhaitable pour elle-même, mais aussi parce qu'elle est le préalable à une évolution du droit. Un suicide humain qui est la conséquence d'un choix libre et réfléchi, est un acte qui met fin à une douleur et qui, en tant que tel, est parfaitement admissible. En conséquence, la médecine a le devoir de réfléchir à la mise en place de processus fiables et objectifs d'évaluation de la douleur. Or, cela pose problème du fait même de la subjectivité de la sensation douloureuse. Des études scientifiques de la douleur doivent être développées, autant que faire se peut, afin de disposer de données quantifiables qui seront à croiser avec le témoignage des patients. Il est évidemment impératif, avant d'envisager le suicide secondé, de repérer l'origine d'une douleur et de procéder à une évaluation des possibilités techniques et médicales d'en soulager le malade. C'est pour accomplir cette tâche que, dans le cadre du projet de création d'instituts adaptés, les médecins devront être des spécialistes de « l'art de mourir ». Ils n'interviendront pas en fonction d'intérêts propres, mais agiront au nom du bien collectif, en tant que fonctionnaires de l'État. C'est l'État qui s'exprimera dans leurs actes et qui leur paiera un salaire. Leur action devra être informée et prudente et la décision de recourir au suicide secondé ne pourra être prise qu'à l'issue d'un protocole prioritairement destiné à supprimer la douleur, et non la vie en elle-même. L'État n'a pas le droit de se désintéresser de la question de la douleur éprouvée par ses membres. De la même manière qu'il doit répondre à l'obligation morale de soigner les malades qui peuvent guérir, il doit offrir aux « incurables » la possibilité de choisir leur mort[513]. L'euthanasie est donc une question

---

510. Raymond Callemin dit « Raymond la Science » (1890-1913) et Jules Bonnot (1876-1912) sont deux anarchistes illégalistes, membres de la « bande à Bonnot », qui font parler d'eux de l'automne 1911 au printemps 1912 en multipliant les attaques de banques. Ces attaques se font le plus souvent en automobile — Jules Bonnot étant mécanicien — à une époque où la police intervient à pied, en vélo ou à cheval Bonnot et les principaux membres de sa « bande » seront tués ou capturés par la police entre le 30 mars et le 24 avril 1912 (voir Victor Méric, 1926). Albert Soleilland (1881-1920) est un meurtrier d'enfant, condamné à mort en 1907, et dont la peine fut commuée en travaux à perpétuité.
511. Binet-Sanglé, 1919, pp. 26-27.
512. Binet-Sanglé, 1919, p. 28.
513. Binet-Sanglé, 1919, p. 152.

associée aux problèmes de santé publique.

La légitimité de l'entreprise étant établie, la réflexion peut être engagée. C'est à ce thème que se consacre le second chapitre de *L'Art de mourir* qui se propose d'étudier le « mécanisme de la douleur ». Un état des connaissances biomédicales concernant les neurones sensoriels de la douleur est d'abord dressé. Restant fidèle au matérialisme moniste qui est le sien, C. Binet-Sanglé évoque les travaux fondateurs de Theodor Meynert (1833-1892), psychiatre et neuroanatomiste allemand, qui établit une corrélation étroite entre particularités anatomiques du cerveau et troubles mentaux. Dans la même veine, les recherches conduites par Alfred Goldscheider (1858-1935), neurologue et médecin militaire allemand, sur les zones cutanées sensibles et sur la distinction entre sensations douloureuses et démangeaisons sont présentées comme une source essentielle. Mais c'est au physiologiste allemand Max von Frey (1852-1932) que Binet-Sanglé attribue le mérite de la découverte de l'origine neuronale de la douleur, ainsi que la distinction de quatre types de neurones : les neurones tactiles (sensation de contact), thermesthésiques (sensation de chaleur), kryesthésiques (sensation de froid) et enfin algesthésiques, qui provoquent les sensations douloureuses. Cette classification, par différenciation, de neurones spécifiques, a été rendue possible par l'utilisation d'un « excitateur punctiforme », nommé par la suite esthésiomètre, utilisant des fibres extrêmement fines pour exciter séparément des neurones de types différents et ainsi mettre en évidence leur spécialisation et leur indépendance. Les neurones, étant spécialisés, provoquent un type de sensations déterminées. Les neurones algesthésiques s'avèrent par exemple insensibles à la pression de contact et à la température. Max von Frey dresse ensuite une carte des points de la surface corporelle sensibles à la douleur ou à la pression et compare leur distribution à celle des différentes structures nerveuses dans la peau. C'est ainsi qu'il prend conscience du fait qu'il existe un recouvrement entre les points sensibles à la douleur et les terminaisons nerveuses libres[514]. L'existence de différents types de neurones, ajoutée au fait de leur répartition non homogène, permet, par ailleurs, de comprendre que certaines zones du corps soient plus ou moins sensibles à la douleur et à telle sensation plutôt qu'à une autre.

Cette question de la douleur, qu'elle soit psychologique ou physique, est une idée tout à fait centrale pour les néomalthusiens. Leurs préoccupations, dans l'appréhension des phénomènes sociaux, les portent à aborder la question sociale dans la perspective

514. Sur ce point et sur l'utilisation de « l'esthésiomètre », voir Rey, 2000, pp. 253-257.

utilitariste du plus grand bonheur possible pour le plus grand nombre possible. Cela passe notamment par la réalisation, la plus complète possible, de l'émancipation concrète des personnes, même si cette idée paraît contredire en partie le discours hygiéniste réclamant une intervention de l'État. Ils affichent donc d'abord leur adhésion à des thèses utilitaristes, ce qui les conduit, de façon très pragmatique, à considérer que l'accession au plus grand bonheur possible pour le plus grand nombre est indissolublement liée à la question de la prise en charge de la douleur, au sens large (physique, psychologique et morale). Enfin, en tant qu'ils sont matérialistes, ils considèrent que toute prise en charge, symptomatique ou curative, de la douleur, doit faire l'objet d'une approche physiologique. On pourrait ajouter à ces éléments leur monisme qui permet de comprendre qu'ils ne traitent pas de la douleur psychologique et de la douleur physique comme d'éléments de nature différente. Les deux champs relèvent d'une même similaire.

Dans le cadre de cette appréhension pragmatique de la douleur, Charles Binet-Sanglé se réfère aussi à la recherche de son temps, et en particulier aux travaux de deux femmes de science Polonaises, la physiologiste et psychologue Jozefa Joteyko (1866-1928), de l'université de Bruxelles, et la biologiste et physiologiste Michalina Stefanowska (1855-1942), de l'université de Genève. Ces dernières, dans le cadre de leurs travaux sur la question de la douleur, publient en collaboration un article, *Contributions à l'étude expérimentale de la douleur* (1903)[515], et un ouvrage, *Psycho-physiologie de la douleur* (1909)[516], qui abordent la question de la mesure objective de la douleur, arguant que celle-ci peut, et qu'elle doit, faire l'objet d'une approche quantitative, ce qui était auparavant impossible. Au moyen de l'utilisation de l'algésimètre du Docteur Chéron, on peut mettre en évidence la concentration inégale des neurones de la douleur qui, bien que disséminés dans tout le corps, expliquent par leur nombre plus élevé la sensibilité accrue de certaines zones et organes et, par leur concentration plus faible, la quasi-insensibilité de certaines autres zones. A la lecture de l'ouvrage de Jozefa Joteyko et Michalina Stefanowska, qui distingue douleur physique et douleur morale, mais qui évoque un lien fonctionnel de nécessité entre les deux (un sujet malheureux, inquiet, effrayé ne peut éprouver de sensations agréables, un sujet blessé physiquement ne peut pas échapper aux états psychiques pénibles qui succèdent à une douleur physique), on y reconnaît l'approche matérialiste :

---

515. Joteyko et Stefanowska, 1903, pp. 461-470.
516. Joteyko et Stefanowska, 1909.

> « Il y a dans la douleur deux phénomènes à étudier : un *fait anatomo-physiologique*, qui se rapporte aux conditions de production de la douleur et de sa transmission, et un *fait psychologique* qui a trait au phénomène de conscience que nous appelons douleur. [...] Il y a donc dans toute douleur physique un élément moral, dans toute douleur morale, un élément physique, et ces deux espèces de douleurs ne se distinguent l'une de l'autre que par la prédominance d'un des deux éléments sur l'autre. »[517]

Cette question n'est pas anodine parce qu'elle fonde par avance la thèse selon laquelle l'euthanasie concerne aussi bien les pathologies psychiques que les pathologies physiques. Depuis les études sur l'hystérie et l'hypnose, conduites par le neurologue Jean-Martin Charcot (1825-1893) à la fin du XIX^{e} siècle, poursuivies par Sigmund Freud (1856-1939) et par le philosophe, psychologue et médecin Pierre Janet (1859-1947), les pathologies psychiques ne sont pas, ou ne sont plus, perçues comme des simulations. De plus, le lien fonctionnel entre le somatique et le psychique sur lequel ces études reposent permet d'envisager des thérapeutiques nouvelles. En effet, dès lors que le rapport entre le corps et la pensée n'est plus envisagé comme l'échange entre deux modes de réalité hétérogènes, les pathologies mentales peuvent être appréhendées de la même façon que toutes les autres pathologies dites somatiques. Il n'y pas de différence de nature. Tout au plus peut-on imaginer, comme le fait Madeleine Pelletier[518], un niveau de complexité accrue lui-même imputable à la finesse et à l'intensité de l'activité biochimique du cerveau, laquelle fait obstacle, pour l'instant, à la perception parfaitement claire de l'étiologie des psychopathologies. Cette continuité de l'organique et du psychique sera abordée par Binet-Sanglé dans *La fin du secret. Applications de la perception directe de la pensée* (1922). Selon lui, si l'on peut envisager la « perception » de la pensée, c'est parce que les processus qui la composent n'échappent pas au monde physique et à ses phénomènes. Qu'il s'agisse d'activité biochimique ou d'activité électrique, Binet-Sanglé croit que l'on pourra, à plus ou moins long terme, réduire l'intégralité des phénomènes psychiques à un nombre fini de lois, ainsi que Claude Bernard a entrepris de le faire dans le domaine de la physiologie. Cette position théorique le conduit à affirmer que : « De même que l'être vivant, dans son ensemble, émet des ondes électriques qui peuvent être rendues apparentes […], de même le cerveau qui pense émet des ondes spéciales (ondes cérébrales), d'ailleurs voisines des

517. Joteyko et Stefanowska, 1909, p. 6 et pp. 9-10 (ce sont Joteyko et Stefanowska qui soulignent).
518. Voir Pelletier, 1910 et Pelletier, 1924.

ondes électriques »[519]. La nature physico-chimique de l'activité cérébrale selon Binet-Sanglé ouvre donc la possibilité de percevoir, d'interpréter et, le cas échéant, d'influer sur cette activité.

Au chapitre III de *L'Art de mourir*, Charles Binet-Sanglé propose une classification de la douleur. Celle-ci tire parti des recherches de Max von Frey, Jozefa Joteyko et Michelina Stefanowska et établit cinq catégories qui correspondent à cinq variétés de neurones algesthésiques : 1° Les douleurs générales ou malaises ; 2° Les douleurs viscérales ; 3° Les douleurs des tissus ; 4° Les douleurs sensorielles, et, enfin, 5° Les douleurs du système nerveux de conduction ou de réception. Cette cinquième catégorie comprend toutes les douleurs « intellectuelles » ainsi que les douleurs telles que le désespoir, l'ennui, le spleen ou encore les douleurs de « l'insatisfaction des désirs »[520]. Binet-Sanglé regrette que, jusqu'alors, l'homme n'ait principalement utilisé sa connaissance empirique de la douleur que pour la provoquer (en imaginant à cette fin les tortures et les supplices les plus abominables), et beaucoup plus rarement pour l'éviter.

La partie « L'Euthanasie » constitue donc le troisième volet, celui de la mise en œuvre technique des principes théoriques établis par les deux chapitres précédents. Elle se décline elle-même en trois chapitres : « L'Analgésie », rappel des différents moyens efficaces permettant d'éviter la douleur, « Le choix du procédé », celui-ci peut être physique ou chimique, et enfin « La technique de l'euthanasie » qui, tirant enseignement des données et des principes découverts précédemment, évoque la mise en place concrète et très officielle des instituts d'euthanasie, animés par des professionnels formés à cette fin : « L'euthanasie sera confiée à des spécialistes, les euthanasistes, qui seront à la fois des pathologistes, des psychologues et des thérapeutes. »[521]

Le choix du procédé dépend de l'étude des différentes possibilités offertes du point de vue de leur efficacité et de leur analgésie. D'une manière générale, il convient de supprimer la douleur, ou de la diminuer au maximum quand cela s'avère impossible. Dans tous les cas, il faut chercher à s'approcher le plus possible de l'analgésie parfaite. Cette entreprise est moins simple qu'il n'y paraît car la douleur ne doit pas être considérée sur le seul plan physiologique. Elle n'est pas non plus toujours directement liée à la pathologie dont souffre le patient. En effet, une douleur spécifique liée à l'angoisse psychologique que suscite le risque d'échec ou encore à l'appréhension de la douleur physique, plus ou moins

519. Binet-Sanglé, 1922, p. 25.
520. Binet-Sanglé, 1919, p. 57.
521. Binet-Sanglé, 1919, chapitre III, technique de l'euthanasie, p. 145.

intense, que peut provoquer le moyen euthanasique, est un paramètre important. Certains procédés utilisés, du fait de leur caractère incertain ou des dommages qu'ils font subir au corps, génèrent une angoisse a priori qui peut entrer en contradiction avec le but visé. On peut s'en convaincre à la lecture des procédés recensés et classés par C. Binet-Sanglé. Celui-ci distingue des moyens physiques (au nombre de trois) et des moyens chimiques (au nombre de quatorze).

Le premier groupe, celui des moyens physiques, comprend le traumatisme, l'électrocution et « le courant de Stéphane Leduc ». Le premier moyen physique évalué, le traumatisme provoqué par un objet contondant, est régulièrement utilisé pour l'abattage des animaux que l'on assomme à coups de masse ; Charles Binet-Sanglé le juge tout à fait inadapté à l'homme. Il l'écarte comme choix envisageable parce qu'il induit une angoisse qui est diamétralement opposée à ce que recherche un candidat au suicide secondé, c'est-à-dire une mort sans aucune appréhension, un apaisement à l'égard de toute forme de souffrance. Le second moyen physique est l'électrocution, également rejeté parce qu'il n'est pas certain qu'il soit indolore. Le troisième moyen, nommé « courant de Stéphane Leduc »[522], paraît beaucoup plus intéressant. Son évocation est l'occasion de présenter les travaux de ce professeur de physique médicale, né en 1853 et mort en 1939. Binet-Sanglé souligne l'intérêt scientifique des travaux de Leduc et, en particulier, sa découverte d'une méthode « d'inhibition cérébrale ». Ce procédé consiste à soumettre un patient, équipé d'une électrode frontale et d'une électrode dorsale, à un courant électrique de faible intensité, dont la tension est progressivement élevée de 1 à 60 volts. L'effet produit est une diminution progressive de la sensibilité et de l'état de conscience. Pour avoir testé cette méthode d'inhibition sur lui-même à plusieurs reprises, Stéphane Leduc témoignait de son caractère indolore et regrettait de ne pas avoir conduit l'expérience jusqu'à « l'inhibition complète ». Binet-Sanglé voit en Leduc « un savant remarquable » avec lequel il émet le vœu de fonder à Paris une « université indépendante »[523] . Le courant de Stéphane Leduc nécessite toutefois des recherches complémentaires.

L'enthousiasme suscité par les recherches de Leduc s'explique par une évidente communauté de vue. Selon la présentation qui en est faite par Stéphane Tirard[524], Leduc est un esprit original, lui aussi partisan d'une approche foncièrement matérialiste des questions physiologiques, qui peut être décrite comme un physicalisme moniste. La personnalité de

522. Binet-Sanglé, 1919, p. 112.
523. Binet-Sanglé, 1919, p. 112.
524. Tirard, 2009, pp. 67-72.

ce savant, dont la hardiesse sur le plan théorique et la contestation, en 1907, de Pasteur, par l'appel à un retour à l'hypothèse de la génération spontanée, le conduit à être écarté des académies et des institutions officielles. Mais au-delà de cette analogie de caractère, on peut aussi discerner des éléments théoriques communs. En niant la distinction stricte de nature entre le vivant et le non-vivant, Leduc légitime l'approche physicaliste et moniste qui est celle des médecins néomalthusiens. Pour Leduc, écrit Stéphane Tirard, « [i]l n'y a donc aucune frontière infranchissable entre l'inerte et le vivant »[525]. Ce dernier ira même encore plus loin dans l'assimilation du vivant à l'inerte en envisageant de créer la vie au laboratoire, de manière synthétique, à partir des éléments inertes qui composent le vivant. Quel meilleur moyen existe-t-il en effet pour expulser de la science toute considération spirituelle ou métaphysique, que d'explorer le vivant, a fortiori l'humain, comme si c'était un objet neutre appartenant au monde physico-chimique ? Cette rationalisation s'inscrit encore dans le sillage de Claude Bernard, mais elle atteint ici une intensité inédite.

Sont ensuite passés en revue les moyens « chimiques » de l'euthanasie. L'évaluation des quatorze moyens répertoriés obéit aux principes d'algésie fixés dès le départ. Elle tient également compte de l'impact psychologique respectif de chacun des procédés examinés lesquels sont classés selon un ordre qui intègre les critères d'analgésie, d'efficacité réelle, d'absence de troubles psychologiques et d'inconfort. Seuls les derniers de la liste répondent donc de façon satisfaisante à tous ces critères. La première catégorie est celle des « poisons instantanés », la strychnine et le cyanure d'hydrogène (également nommé acide cyanhydrique ou acide prussique). Binet-Sanglé remet en cause le caractère instantané de l'action de ces poisons, qui, en réalité, peuvent engendrer des souffrances intenses pendant plusieurs minutes, comme c'est presque toujours le cas pour la strychnine :

> « Souvent la mort est instantanée […] mais d'autres fois, surtout si l'estomac est plein, la mort ne survient qu'au bout de deux ou trois minutes. On l'a même vue se faire attendre une demi-heure. Ces minutes ne sont pas roses. Le sujet, dont la respiration et les contractions cardiaques sont accélérées, éprouve d'abord une sensation de constriction à la gorge, des nausées, des douleurs dans la poitrine, de l'anxiété précordiale, de l'obscurcissement de la vue, des étourdissements, des vertiges et un malaise général. Puis surviennent la dyspnée, les convulsions et enfin la perte de connaissance. Les poisons à effet dit instantané ne sont donc pas à conseiller comme euthanasiques. »[526]

525. Tirard, 2009, p. 67.
526. Binet-Sanglé, 1919, p. 120.

La douleur, dans la mesure où elle peut être quantifiée, est instituée comme le critère limite dans l'évaluation des procédés, car, même brève, elle peut être intense et doit absolument être évitée. C'est la raison pour laquelle seuls les moyens analgésiques efficaces peuvent être retenus dans l'application des techniques et, au-delà, pour la mise en place des instituts d'euthanasie. Les procédés analgésiques mentionnés sont au nombre de treize : l'oxyde de carbone (nommé aussi « euthanasique du pauvre »), l'alcool, le chloral, l'atropine (principe actif de la belladone), l'hyoscyamine et l'hyoscine (alcaloïdes extraits de la jusquiame et de la scopolamine), la cocaïne, la stovaïne (alcaloïde synthétique), l'éther, le chloroforme, le chlorure d'éthyle, la morphine, la conicine (principe actif de la grande ciguë) et le protoxyde d'azote. Les neuf premiers moyens de cette liste sont écartés, après examen, parce que l'analgésie qu'ils procurent est précédée de malaises, de convulsions, de céphalées, d'angoisses, d'hallucinations et de délires et, de ce point de vue, ne satisfont pas pleinement aux principes qui sont au fondement de la démarche.

Les quatre derniers (le chlorure d'éthyle, la morphine, la conicine et le protoxyde d'azote) sont considérés comme des moyens de choix. Ils possèdent l'avantage d'être à la fois efficaces et authentiquement analgésiques. D'autre part, sur le plan psychologique, ils mettent le patient dans un état de bien-être ou d'insouciance. Cette propriété présente un net avantage par rapport aux autres moyens chimiques accessibles. Apparemment très au courant des données expérimentales et toxicologiques concernant les composés chimiques qu'il présente (il se réfère à des études qui, en 1919, ont toutes moins de dix ans), C. Binet-Sanglé écarte finalement le chlorure d'éthyle (aujourd'hui nommé chloroéthane ou monochloroéthane) en raison des « sensations pénibles » qui ont parfois été constatées lors de son administration comme analgésique. Restent donc trois procédés dits « supérieurs ». La morphine a l'avantage d'être un analgésique physique et « mental », et nous avons vu que l'angoisse et l'appréhension sont des sentiments qui doivent être pris en compte dans toute démarche en vue de l'officialisation du suicide secondé. Binet-Sanglé semble ne pas avoir hésité à tester sur lui-même les composés et les principes actifs dont il détaille l'action et les effets, ce qui lui permet de se prononcer en toute connaissance de cause :

> « Adanson[527] prétend que le népenthès d'Homère[528] était du haschish [*sic*]. Il n'aurait pas soutenu cette opinion s'il avait, comme moi, expérimenté le haschich

527. Il s'agit ici du botaniste et naturaliste français Michel Adanson (1727-1806).
528. Allusion au chant IV de *l'Odyssée* d'Homère quand Hélène mélange au vin servi à Télémaque et à ses compagnons « le suc merveilleux d'une plante qui bannissait du cœur la tristesse, la colère et amenait l'oubli de tous les maux ». La traduction d'Homère à laquelle se réfère Binet-Sanglé à la p. 125 de *L'Art de mourir* est celle P.-J. Bitaubé, 3e édition, Dentu, Paris, 1804, p. 202.

> sur lui-même. L'ivresse du haschich est extrêmement pénible en raison du malaise et du rire inextinguible qu'il provoque, rire qui bientôt ne s'accompagne plus de gaîté. Lorsqu'on a de cet ingrédient absorbé une dose suffisante pour provoquer l'analgésie, on n'a plus envie de recommencer l'expérience. »[529]

Charles Binet-Sanglé avait en effet publié dans la *Revue Scientifique*, un article dont le titre était : « Action du haschich sur les neurones » (1901)[530]. Cette étude est convoquée dix-huit ans plus tard pour attester de la médiocrité du haschisch que Binet-Sanglé décrit comme un analgésique sans doute efficace mais dont la consommation s'accompagne de manifestations pénibles qui font de lui un produit nettement inférieur à l'opium. Du reste, l'utilisation du haschich n'est envisagée que comme complément analgésique des moyens euthanasiques chimiques, il n'est pas en lui-même l'un de ses procédés ; ce qui n'est pas le cas de la morphine.

> « L'opium est très supérieur à toutes les substances susindiquées. Il n'en présente pas moins quelques inconvénients. Il contient la codéine qui, à haute dose, provoque les nausées, les démangeaisons et la céphalée : il contient aussi la thébaïne et la papavérine, qui peuvent provoquer les convulsions. Son principe analgésique étant la morphine, c'est la morphine et non l'opium qu'il faut employer comme euthanasique. »[531]

L'intérêt de la morphine, c'est le caractère à peu près complet de l'analgésie qu'elle procure et, au-delà, la sensation de « béatitude » qu'elle provoque, elle-même suivie d'un sommeil comparable à un « véritable coma ». Binet-Sanglé, se fondant encore sur les études toxicologiques les plus récentes, ainsi que sur un certain nombre de comptes rendus expérimentaux, évalue à 10 ou 20 centigrammes la dose de chlorhydrate de morphine nécessaire pour obtenir la mort sans souffrance en cinq à trente heures. Ce procédé est d'ailleurs celui qu'utilise Paul Robin en 1912. Il lui faut alors en absorber deux doses consécutives pour mourir après une agonie de vingt heures environ. La lenteur du processus ne permet pas, selon Binet-Sanglé, de considérer qu'il s'agisse là d'un procédé euthanasique recommandable.

Il évalue ensuite les mérites de la conicine, extraite de la grande ciguë, dont l'intérêt spécifique est la réduction du temps moyen entre l'absorption et la mort. D'autre part, les symptômes physiques qu'elle provoque n'altèrent ni la lucidité ni l'intelligence. Les

---

529. Binet-Sanglé, 1919, pp. 125-126.
530. Binet-Sanglé, 1901, pp. 270-274.
531. Binet-Sanglé, 1919, p. 127.

comptes rendus d'empoisonnement à la ciguë officinale évoqués par Binet-Sanglé à l'appui de sa propre étude sont extraits des éditions de 1907 et 1915 du *Précis de toxicologie clinique et médico-légale* de Charles Vibert, publié en 1907 et réédité en 1915[532]. Il s'agit donc, une fois encore, d'études relativement récentes.

Cette longue liste d'évaluations comparatives de procédés chimiques se clôt sur l'exposition de la meilleure technique qui soit selon Binet-Sanglé. Le procédé le plus sûr (critère d'efficacité), et le plus adapté (critère d'analgésie), repose sur l'utilisation du protoxyde d'azote, éventuellement en association avec le chlorhydrate de morphine. Le protoxyde d'azote, gaz incolore euphorisant, administré par masque inhalateur au moyen d'un appareil considéré comme « facilement transportable », est la solution d'élection pour le prétendant au suicide assisté. Le protocole qui accompagne son administration est décrit avec une certaine minutie et se décompose comme suit. Une injection de deux centigrammes de chlorhydrate de morphine est d'abord administrée. Sa fonction est de supprimer les appréhensions éventuelles. Cette injection est suivie de l'intervention d'un psychologue qui, avant de poursuivre, doit s'assurer que le patient est toujours déterminé, en vérifiant, si nécessaire, que sa lucidité est réelle et qu'il ne manifeste aucune appréhension. Le mélange est inhalé au moyen d'un masque qui ne diffuse au départ que de l'air pur. La proportion de protoxyde d'azote qu'il contient est ensuite graduellement augmentée. L'intérêt majeur du protoxyde d'azote, c'est qu'il ne provoque aucun symptôme susceptible de « gâcher » les derniers instants du patient. Les nausées, les vomissements sont notamment évités, avantage non négligeable sur l'utilisation des composés opiacés par exemple. L'administration du gaz fait l'objet d'une quantification scrupuleuse et des tableaux de dosage peuvent être établis. Ils indiquent les effets correspondant à l'administration successive de trois doses d'importance croissante. Ainsi, une première administration de 40 milligrammes de gaz, dissous dans le sang au moyen d'une dizaine d'inhalations, provoquent l'analgésie. Cette première étape est sensée provoquer « un bien être absolu qui, parfois, se rehausse de jouissance sexuelle. »[533] Non seulement le protoxyde d'azote est, selon Charles Binet-Sanglé, le meilleur moyen d'obtenir l'analgésie, mais il aurait, de surcroît, la propriété de procurer la paix de l'esprit et même une jouissance physique réelle. Une seconde dose de 50 milligrammes de gaz, inhalés et

532. Charles Vibert, *Précis de toxicologie clinique et médico-légale*, J.-B. Baillière et fils, Paris, 1907 (2ᵉédition) et 1915 (3ᵉ édition). Charles Vibert (1854-1918) est un médecin légiste, expert près le Tribunal du département de la Seine.
533. Binet-Sanglé, 1919, p. 139.

assimilés en une cinquantaine de secondes, permet ensuite de parvenir à l'anesthésie totale et à l'inconscience. Enfin, l'administration d'une troisième dose de 60 milligrammes provoque la mort, sans que l'on ait ressenti la moindre douleur. Ce résultat autorise Binet-Sanglé à émettre la conclusion suivante : « L'intoxication par le protoxyde d'azote est donc le procédé de choix à appliquer aux sujets désirant mourir. »[534]

Après avoir insisté sur la question légale et sur la nécessité de réformer le code pénal pour mettre en place le « suicide secondé », après avoir souligné l'importance du critère d'analgésie (l'algésie étant considérée négativement comme l'obstacle principal au choix de se suicider) et, enfin, après avoir passé en revue les moyens de quitter la vie, Binet-Sanglé conclut son œuvre en interpellant les puissances publiques en vue de la création future d'instituts d'euthanasie. Si la modification du droit, prélude nécessaire à l'évolution des mœurs, est accomplie, nous ne verrons plus fleurir ces pratiques « sauvages », parce que non réglementées et souvent douloureuses, de l'euthanasie. Du point de vue du but recherché, il y a inadéquation des pratiques suicidaires actuelles avec la morale rationnelle. Comme pour l'avortement, il faut, selon Binet-Sanglé, faciliter l'accès au « suicide secondé » et projeter la création de corps professionnels nouveaux, de fonctionnaires « euthanasistes » formés et certifiés par l'État.

Il est fondamental qu'un cadre administratif rigoureux et contrôlé garantisse le fonctionnement des instituts d'euthanasie dans tous ses aspects. Un protocole précis d'admission des candidats est établi. Il comprend plusieurs étapes, testant la motivation des candidats, le bien-fondé de leur démarche ; il prend en charge l'évaluation de leur situation spécifique. Il est évidemment prioritaire de vérifier que les douleurs et angoisses éprouvées par le candidat au suicide sont bien incurables. Il est tout aussi crucial de déterminer ce que la perte de tel ou tel individu représenterait du point de vue la collectivité, car ce n'est pas nécessairement un allègement. Si certains sont des poids objectifs pour la communauté, sans aucune contrepartie, d'autres mériteraient sans doute, pour des motifs opposés, qu'on les dissuade du choix de mourir. On comprend implicitement que certains sujets « mieux doués » pourraient être incités à renoncer à leur projet si leur potentiel productif ou créatif s'avère intéressant pour la communauté. Là encore, l'expertise par des personnels formés spécifiquement est requise pour la sélection. Une telle évaluation, avec les risques d'erreurs qu'elle comporte, ne peut être le fait d'une seule personne. C'est donc un groupe de médecins qui procédera à la validation de la

534. Binet-Sanglé, 1919, p. 144.

demande de suicide secondé :

> « le candidat à la mort sera examiné par trois d'entre eux. Après l'avoir étudié au point de vue héréditaire, constitutionnel, physiologique et psychologique, ils se feront expliquer les causes de son désir. Cette cause est-elle la misère ? Ils signaleront le cas à l'assistance publique. S'agit-il de mauvais traitements de la part des parents, de discussions entre époux, d'une grossesse hors mariage, d'un deuil, d'un espoir non réalisé, d'affaires embarrassantes, d'une perte d'emploi, d'une perte au jeu, d'une ruine, du désir de se soustraire à l'exécution d'un jugement ? Le candidat sera signalé à des sociétés de bienfaisance qui s'efforceront d'arranger les choses. »[535]

Il s'agit donc d'une procédure complexe et segmentée, dont la fonction est de déterminer avec certitude que le candidat est un « désespéré » authentique et qu'il n'y a pas d'autre moyen de lui procurer l'analgésie. L'intérêt de la création de commissions d'évaluation et de décision est, bien entendu, d'éviter des erreurs aux conséquences graves. Après examen, les patients qui ne relèveraient pas de ce dispositif, parce que leur désespoir ne serait, par exemple, que temporaire, seraient orientés vers les structures appropriées (à vocation sociale ou thérapeutique), et ne seraient pas pris en charge par les instituts d'euthanasie. Au-delà des difficultés qu'un individu peut rencontrer dans son existence, difficultés conjoncturelles ou économiques par exemple, qui peuvent expliquer qu'il souffre momentanément sans qu'il soit question de pathologie objective, il peut arriver que des malades sérieux veuillent avoir recours au suicide. En ce cas, le candidat sera dirigé vers des thérapeutes spécialisés, en fonction de la pathologie qui est la sienne.

Aucune demande de recours au suicide assisté ne peut être acceptée d'emblée. La procédure requiert donc un laps de temps nécessaire à la réflexion. Pour C. Binet-Sanglé, les pathologies qui affectent les vrais désespérés ont pour origine, dans la plupart des cas, un dérèglement physiologique. Les psychopathologies, comme nous avons déjà pu le constater, ne sont bien souvent qu'une déclinaison de ces désordres physiologiques. C'est en tout cas de cette manière que Binet-Sanglé choisit d'interpréter la croyance religieuse qui, d'après lui, est le symptôme d'un état physiologique dégradé. Toutefois, « l'inclination native à croire », qu'il nomme « crédivité[536] », et la « crédulité » (qui traduit une incapacité à raisonner), qui caractérisent la foi religieuse relèvent plus d'un traitement médical classique que d'une solution euthanasique. Ainsi, ce qu'il nomme « ferveur » ou « terreur »

535. Binet-Sanglé, 1919, pp. 145-146.
536. Binet-Sanglé, 1907, pp. 1-15.

religieuse, peut, dans la plupart des cas, être pris en charge par la neurologie ou la psychiatrie. Exception faite de certains états mystiques intenses, il s'agit d'affections curables qui ne relèvent pas de l'euthanasie. La croyance religieuse, dont la nature pathologique est évidente pour Binet-Sanglé, est aussi considérée par lui comme la conséquence d'une « hyper-suggestibilité » :

> « Ces mystiques […] sont des émotifs, des sentimentaux, des hypersuggestibles. Ils sont, pour les germes religieux, des terrains de choix. Les croyances passent de l'un à l'autre comme par contagion ; et il est des épidémies religieuses comme il est des épidémies de névroses. »[537]

Bien qu'il soit résolument anticlérical et qu'il pense que tout ce qui relève de la croyance doive être combattu par la raison, Charles Binet-Sanglé considère que ce type d'aliénation est une pathologie qui requiert un traitement psychothérapeutique adapté. Un signe de dégénérescence n'implique donc pas nécessairement le recours à des solutions radicales.

En revanche, pour les « algiques incurables » l'euthanasie est bien l'unique solution. On peut trouver réduit le nombre de trois experts lorsqu'il s'agit de se prononcer sur la vie d'un être humain, mais cette disposition a un double avantage. D'une part, elle permet d'alléger un dispositif déjà complexe. D'autre part, le groupe de trois experts est considéré comme suffisant, puisqu'il ne s'agit pas d'une décision à la majorité, mais à l'unanimité, ce qui constitue une limite au moindre doute de l'un des experts. En effet, les trois spécialistes qui recevront le patient à l'institut d'euthanasie, en pratiquant chacun une expertise indépendante, doivent tomber d'accord sur le caractère absolument incurable de la maladie, faute de quoi la procédure ne peut être enclenchée.

Une fois le diagnostic établi, il faut ensuite préparer psychologiquement le patient à la mort au moyen d'une argumentation scientifique rationnelle dont le but est de supprimer toute appréhension et toute crainte infondée. Le bonheur, comme le malheur, étant quelque chose de « senti », il faut insister sur le fait que la mort, en tant que suppression des sensations, ne donne accès ni au bonheur ni au malheur. Dans une perspective finalement très épicurienne (en effet, Épicure lui-même prend en considération cette vision anticipée du cadavre qu'il considère comme une représentation inutilement génératrice d'angoisses exprimant une méconnaissance à l'égard de notre véritable nature), C. Binet-Sanglé

537. Binet-Sanglé, 1907, p. 15.

constate que c'est la vision de la décomposition de notre corps qui, bien souvent, nous fait horreur et peut nous conduire à écarter le suicide comme solution. Les arguments utilisés par C. Binet-Sanglé sont formellement différents de ceux qui furent utilisés par Épicure, dans l'antiquité, et par Schopenhauer, au XIX^{e} siècle, mais leur nature est identique et leur but reste le même :

> « Cette décomposition est momentanément répugnante, mais elle aboutit, en définitive, à des gaz transparents et à une poussière inodore. Les aspects du cadavre qui nous causent de l'horreur correspondent à des formes de transition entre la chair vivante et des corps simples et purs comme l'oxygène, l'hydrogène, l'azote, le carbone : de l'air, de l'eau, du diamant. La conscience disparue, le corps décomposé, rien ne reste. Les revenants sont les produits de nos rêves. L'âme est le revenant sublimé par l'imagination des mystiques. L'enfer est une invention de haine, matérialisée par des hallucinés. »[538]

Une fois que le candidat aura été accepté et préparé, c'est-à-dire débarrassé de ses craintes et croyances inutiles, seuls obstacles résiduels au choix rationnel qui s'offre à lui, il pourra être admis en « salle d'euthanasie ». L'analgésie graduelle est ensuite pratiquée, selon l'échelle de progression déterminée auparavant. Toute douleur qui peut être évitée, même minime, doit l'être. Le chlorure d'éthyle est utilisé pour insensibiliser la peau à l'endroit où est faite une injection de deux centigrammes de chlorhydrate de morphine. On peut ensuite procéder à l'inhalation du protoxyde d'azote en fonction du dosage prescrit.

Mais l'euthanasie ne concerne pas uniquement ceux qui, parce qu'ils sont malheureux ou parce qu'ils souffrent d'une maladie que l'on sait être incurable, planifient et organisent leur suicide. Binet-Sanglé pense qu'elle peut aussi être appliquée dans l'urgence, à la suite d'un accident imprévisible, grave et invalidant, qui oblige le patient à un diagnostic rapide de son propre état. Certaines professions sont plus exposées que d'autres aux morts accidentelles :

> « Reste à adapter, dit-il, l'euthanasie aux morts accidentelles. […] Je propose donc de munir les sujets qui risquent leur vie, d'un obus de protoxyde d'azote sous pression. Cet obus, en aluminium, pourra être fixé à la ceinture du navigateur, de l'explorateur, du militaire. Un masque est vite appliqué, un robinet est vite ouvert. A la trentième seconde, l'analgésie est complète et, à la cinquantième, la conscience a disparu. Si, au surplus, quelques chimistes de talent veulent bien s'employer à l'étude de l'euthanasie, ils découvriront, je n'en doute pas, un gaz extrasoluble, susceptible de produire instantanément

538. Binet-Sanglé, 1919, pp. 147-148.

l'analgésie et d'être utilisé par les aviateurs. »[539]

Que deviennent en ce cas les trois experts nécessaires à la prise de décision ? Binet-Sanglé ne nous en dit rien. Pourtant on peut douter du fait qu'un blessé soit en situation d'évaluer lucidement son propre état, a fortiori s'il n'a aucune formation médicale. Sans parler du fait qu'il faut conserver une autonomie suffisante pour envisager de s'euthanasier soi-même, probablement dans l'urgence. Binet-Sanglé se concentre plutôt sur les problèmes juridiques posés par le suicide. En effet, pour que la tâche analgésique de la médecine puisse être menée à bien, il faut impérativement que la législation en vigueur puisse le permettre. A ce sujet, C. Binet-Sanglé nomme « abus de pouvoir » les obstacles institutionnels qui s'opposent au suicide assisté :

> « L'homme pouvant mourir sans douleur, que dis-je ? en pleine béatitude, c'est une cruauté de l'en empêcher, en menaçant de sanctions pénales les techniciens susceptibles de lui procurer cette fin délicieuse. C'est aussi un abus de pouvoir, un abus d'autant plus intolérable que l'État, en patronnant les mariages des mauvais générateurs et en aidant ainsi à la multiplication des dégénérés, en n'appliquant pas les règles de l'hygiène publique, en ne supprimant pas les quartiers et les maisons insalubres, en tolérant la misère, en favorisant la production et la vente des poisons d'habitude comme l'alcool, en ne combattant pas comme il conviendrait les maladies transmissibles, est responsable de la douleur. Responsable de la douleur, il lui appartient de la combattre, si elle est curable par la thérapeutique, si elle est incurable par l'euthanasie. »[540]

Charles Binet-Sanglé a donc élaboré un projet complet en vue de défendre moralement, juridiquement, scientifiquement et techniquement le principe d'une euthanasie volontaire. Il nous faut insister à nouveau, ici, sur son opposition à toute velléité de suppression autoritaire. Dans son œuvre précédente, *Le Haras humain*[541], au chapitre « La répression des mauvaises générations », il insiste déjà sur ce point afin de clarifier sa position. Souvent présenté comme « extrémiste », comme un original au mauvais sens du terme, Charles Binet-Sanglé ne fait qu'exprimer des idées partagées par d'autres savants de l'époque, idées liées à un certain état de développement de la science mais aussi aux problèmes spécifiques que rencontre la société française au tournant du siècle. Ainsi, ses options théoriques ne sont pas si singulières ou isolées qu'on pourrait le

539. Binet-Sanglé, 1919, pp. 149-150.
540. Binet-Sanglé, 1919, pp. 151-152.
541. Binet-Sanglé, 1918, p. 129.

croire. En effet, il ne fait qu'approfondir, à la lumière des connaissances acquises dans les domaines de spécialité qui sont les siens, une grille d'action fixée très tôt par Paul Robin, qu'il s'agisse des questions d'euthanasie ou des questions liées à la « régénération » de la race humaine.

La vie est d'abord organique, physiologique, et le premier rapport entre l'homme et le monde est la sensation. Cette sensation, qu'elle soit agréable ou douloureuse, qu'elle soit physique, psychique ou affective, est le critère de l'évaluation du degré de bonheur individuel. Le sentir individuel est la seule source objective pour prendre de bonnes décisions en ce qui concerne le fait d'en finir avec la vie. L'euthanasie intervient donc en dernière instance, comme un « suicide rationnel », pour des êtres misérables et souffrants dans l'impossibilité de remédier à leur douleur. Cette question de la rationalité nécessaire à l'évaluation de sa propre condition, par l'individu, est importante. Pour les néomalthusiens, il convient en effet de lutter contre l'attachement instinctif à la vie et, dans cette perspective, la science a également pour fonction de « corriger » l'instinct lui-même. Certes, il y a une logique fonctionnelle de l'instinct, mais elle conduit à des actes qui sont contradictoires avec l'intérêt de l'individu lui-même et, surtout, avec l'intérêt du groupe auquel il appartient. Dans le domaine de la procréation, comme dans celui de l'euthanasie, la science a donc une fonction corrective.

On reconnaît là certaines idées propres à l'époque, mais également communes avec certaines thèses du darwinisme social, notamment celui de Clémence Royer. Les deux courants intègrent des composantes malthusiennes et darwiniennes. Un instinct nous commande de vivre et de procréer, cet instinct conduit inexorablement à des conditions qui sont contradictoires avec le but recherché. En effet, le maintien en vie d'individus « souffrants » inaptes au bonheur, ainsi que la surpopulation, menacent l'espèce elle-même. Il faut donc agir selon deux axes dictés par cette situation préoccupante en contrôlant la procréation en nombre (ce qui induira, en outre, une augmentation de la qualité) et en offrant la possibilité à ceux qui sont malheureux de mettre fin à la souffrance individuelle qu'est leur vie propre, tout en allégeant du même coup les charges de la collectivité. Néanmoins, cette action présuppose une prise de conscience, une analyse lucide des paradoxes de l'instinct, préalables indispensables à l'action technique et scientifique en vue d'améliorer concrètement l'espèce et les conditions de la vie.

Toutefois, la convergence de vue qui, ponctuellement, permet d'associer le néomalthusianisme au darwinisme social demeure limitée. Il est exact de dire que le darwinisme social valide, lui aussi, le phénomène de la dégénérescence et qu'il souhaite

une certaine régénération corrective. Mais ses buts et ses moyens n'ont vraiment rien de commun avec ceux des néomalthusiens. Tout d'abord, le darwinisme social est foncièrement nataliste. Ensuite, il ne voit d'amélioration possible que par une reproduction endogame des élites, ce qui le conduit à se désintéresser des approches hygiénistes (autres que racialistes) et des questions d'éducation, dont il conteste l'efficacité. Établir une hiérarchie — supposée objective — pour les néomalthusiens, n'implique aucunement l'instauration d'une justice sociale distributive. D'un point de vue légal, les néomalthusiens refusent catégoriquement l'idée d'une justice de classe, ou même d'une justice adaptée à la valeur symbolique des personnes. Ainsi, il n'est pas question pour eux d'envisager et de pratiquer sans discernement, et surtout de manière autoritaire, des suppressions de personnes, sauf dans quelques très rares situations où les individus sont privés de toute conscience. Et, même en ce cas, c'est un humanisme utilitariste qui commande le sacrifice de quelques-uns pour le bonheur du plus grand nombre. On est donc bien loin de l'établissement d'une société où un petit nombre s'attribuerait des avantages et des biens, pour sa jouissance propre et au nom d'une supériorité de nature, qui contredirait l'accession au bien-être pour le plus grand nombre. Sur le plan politique, les néomalthusiens s'opposent absolument à l'instauration d'une aristocratie de classe. Ils cherchent au contraire à articuler l'objectivité des inégalités entre les individus, chez qui les qualités sont loin d'être homogènes, avec la possibilité d'une organisation collective où chacun doit avoir la possibilité de conquérir le maximum de bonheur possible. L'analogie organiciste est fréquente chez les néomalthusiens. Pour eux, à l'intérieur des organismes individuels, des organes différents, avec des fonctions spécifiques, concourent à la santé et à la perpétuation de l'individu. Le tout vaut plus que la somme des parties. Il en va de même pour l'organisation sociale idéale au sein de laquelle chaque homme, doté de qualités et de compétences propres, apporte son concours à la bonne marche de l'ensemble. Une société a besoin d'inventeurs, de techniciens et d'ouvriers qui peuvent être considérés comme les parties fonctionnelles d'un organisme qui les dépasse et qui, à ce titre, ont des mérites équivalents et ne peuvent revendiquer aucun droit exclusif. Cette conjugaison de l'élitisme et de l'humanisme est un trait distinctif du néomalthusianisme français qu'il ne faut pas négliger, quelles que soient les contradictions qui paraissent parfois l'accompagner.

Cet humanisme s'exprime parfois de manière un peu étonnante, comme chez Marie Huot (1853-1930), l'une des premières militantes néomalthusiennes en France. Très impliquée dans le militantisme féministe, active dès le début des années 1890, Marie Huot s'illustre également dans la prise en compte de la condition animale. Considérant que

l'humanité consiste à prendre en compte la souffrance de tout être sensible (humain ou animal), elle affirme que c'est la suppression de cette souffrance qui autorise elle-même certains actes euthanasiques. Dans *Le Mal de viv*re (1909)[542], elle établit un parallèle entre la « pullulation » animale et la surpopulation des classes défavorisées. Son analyse repose sur la mise en évidence, assez fréquente chez les néomalthusiens, de la dimension paradoxale, et souvent négative, que peut prendre le comportement instinctif, tout particulièrement en ce qui concerne la procréation. Donner la vie sans disposer des ressources et des conditions permettant le bonheur des êtres amenés à l'existence, c'est agir de manière inconsidérée, inconsciente et, finalement, inhumaine. « Encore, écrit-elle, si l'homme n'acceptait que personnellement ce fardeau, on pourrait lui pardonner ; mais, passif jusqu'au bout, il obéit en lâche à son ennemi : l'instinct, et perpétue l'héritage maudit en donnant la vie à des êtres qui ne demandent pas à naître. »[543] De manière très directe, elle relie la nécessité du recours à l'euthanasie au phénomène de surpopulation. Remédier aux situations sociales dramatiques, épargner la souffrance physique, psychologique et morale qui, selon Marie Huot, requiert pourtant une action responsable et lucide, c'est s'engager dans la limitation des naissances et, simultanément, offrir la possibilité de quitter la vie à celles et ceux qui n'ont pas demandé à y entrer. Elle n'hésite ainsi pas à comparer le fait de donner la vie à un enfant — quand les conditions de son bonheur possible ne sont pas réunies — à un homicide par imprudence :

> « Inconsciemment, le plus souvent, [l'homme] commet cet homicide par imprudence, et se trouve ordinairement assez puni par les conséquences désastreuses de ce moment d'oubli. Mais lorsqu'il prémédite ce crime, aucun châtiment n'est assez dur pour le lui faire expier. Quel que soit le sentiment auquel obéissent ceux qui procréent, du moment qu'ils agissent en connaissance de cause, n'ignorant pas qu'ils forment un organisme pour la douleur, une âme pour les déceptions, un être néfaste, à la fois victime et bourreau, ils sont des malfaiteurs, et l'enfant a le droit de considérer son père et sa mère comme de simples meurtriers. Oui, meurtriers !… car ce qui donne la vie donne la mort. Cette perspective devrait suffire à commander l'abstention. »[544]

Reprenant à son compte les analyses malthusiennes sur l'inefficacité et les paradoxes de la charité, elle en arrive à la conclusion que des mesures drastiques s'imposent face à la misère. Seuls la misère, le dénuement, la maladie font obstacle à un

542. Huot, 1909.
543. Huot, 1909, p. 4.
544. Huot, 1909, p. 4.

accroissement encore plus fort de la population. En matière de procréation, le laisser-faire est criminel puisqu'il génère une souffrance qui pourrait être évitée si l'on faisait preuve de prévention. La prolifération des fléaux sociaux est la résultante directe de l'inconséquence et de l'imprévoyance humaines et elle engage notre responsabilité. Il nous faut reprendre la maîtrise de la procréation en agissant à la lumière de la raison, au moyen de la science, en contrôlant nos conduites instinctives et en assumant courageusement leurs conséquences :

> « L'élimination s'impose donc, et quand l'homme imprévoyant ne veille pas au grain, la nature elle, se charge de la besogne : la famine, les pestes, les guerres sont les moyens qu'elle emploie pour déblayer le terrain. […] Qu'il s'agisse des hommes ou des bêtes, c'est toujours la même histoire : dès qu'il y a encombrement, il y a misère. Cette vérité d'une rigueur toute mathématique est malheureusement au nombre de celles que personne ne veut entendre, parce que nul ne se sent le courage d'accepter la morale qui en découle. »[545]

L'« élimination » mentionnée par Marie Huot comprend, en premier lieu, la possibilité de recourir à des avortements. Pour que ceux-ci puissent être envisagés, il faut bien sûr que la loi cesse de les considérer comme des crimes. Quand l'élimination n'est pas désirée par le sujet lui-même, elle ne peut être décrétée que si le sujet est dépossédé de sa conscience, ce qui est le cas du fœtus. A ce sujet, Marie Huot développe une interprétation de la procréation irréfléchie assez originale. Selon elle, on peut légitimement considérer comme un crime la mise au monde d'enfants voués au malheur et à une fin précoce. Dans le même temps, elle refuse de qualifier l'avortement comme un crime car cet acte volontaire et courageux est souvent plus généreux qu'une naissance par négligence. Pour tout ce qui relève de la procréation, c'est donc la raison et la vraie compassion (c'est-à-dire une compassion « non chrétienne », lucide, qui implique des choix responsables et difficiles) qui doivent guider les jugements et les actes. Ce lien entre vie et souffrance lui permet d'aborder une distinction possible — selon elle — entre des vies méritant d'être vécues et des vies auxquelles il serait légitime, voire humain, de mettre fin. Afin d'illustrer son propos, elle fait une analogie entre la limitation de la population animale et la régulation des naissances humaines :

> « C'est pourtant bien simple de guetter la chatte, de l'enfermer au moment de mettre bas et alors, par raison et par compatissance [*sic*], de lui prendre, un à un, les nouveau-nés, à mesure qu'ils sortaient de ses flancs, dans la main, bien serrés

545. Huot, 1909, p. 4.

> par le cou, et de les plonger dans un seau d'eau, avec un lourd couvercle par-dessus, afin qu'ils ne puissent surnager et meurent tout de suite, sans avoir vécu ! »[546]

En publiant des articles dans *Régénération*, qui édite aussi ses ouvrages, et sous couvert de la défense de la cause animale, Marie Huot a un autre but. Il est évident que l'évocation de la surpopulation animale est l'occasion pour elle de revendiquer des principes adaptables à l'homme. Ainsi, quand elle évoque la suppression des chiens et des chats qui pullulent en milieu urbain, quelques pages après avoir déploré que l'avortement soit criminalisé, il est difficile de ne pas y voir un autre sens : « La vie utérine étant purement végétative, il est certain que le nouveau-né n'a que des sensations fort obtuses et que la souffrance est aussi vague que la pensée dans ce bourgeon, dont on vient de couper la tige ombilicale. »[547] L'avortement, tout comme l'euthanasie, peuvent, sous certaines conditions, être considérés comme des actes généreux, et non comme des signes de barbarie.

L'œuvre de Marie Huot s'inscrit dans la continuité de l'utilitarisme anglais, notamment celui de Jeremy Bentham et de John Stuart-Mill. Bentham a en effet été l'un des premiers penseurs à envisager un droit des animaux, et il considère comme rationnel d'étendre la question du bonheur à la condition animale. Le fondement de son approche reste rationaliste et matérialiste ; c'est dans ce cadre conceptuel qu'est envisagée l'accession au bonheur. Le bonheur est avant tout quelque chose de « senti », c'est pourquoi il dépend de l'établissement de conditions matérielles. Et comme les animaux eux-mêmes sont des êtres qui ont des sensations, et qui ont une certaine conscience de ces sensations, l'idée d'un bonheur animal n'a rien d'absurde.

Voulant dépasser l'antagonisme entre le bonheur individuel et le bonheur social, l'utilitarisme fonde par ailleurs une approche originale en évoquant l'idée du plus grand bonheur possible, pour le plus grand nombre possible. Cette position, aux antipodes du formalisme moral kantien, ne garantit sans doute pas l'accession au bonheur par la totalité des individus mais permet d'atteindre le meilleur état possible en tenant compte des conditions matérielles présentes. Cela implique aussi qu'il n'y a pas nécessairement contradiction entre sacrifice de soi et quête du bonheur. Il est légitime de sacrifier un petit nombre de personnes pour en sauver un nombre plus grand s'il n'y a pas d'autre possibilité.

---

546. Huot, 1909, pp. 13-14.
547. Huot, 1909, p. 15.

L'approche arithmétique de l'utilitarisme est sensiblement la même que celle qui anime les raisonnements des penseurs néomalthusiens. Elle légitime par avance des choix apparemment cruels qui pourront être faits : « Il y a vingt ans que je supprime ainsi les animaux nés chez moi, et je me fais un devoir de ces exécutions, un devoir sacré que je voudrais voir accomplir par tout le monde ! Ah ! Ce n'est pas sans avoir hésité et pleuré que j'en suis venue là ! »[548]. Pour garantir au plus grand nombre une vie qui ne soit pas exposée à la concurrence impitoyable pour la survie et aux privations, il faut donc parfois avoir le sens de la responsabilité et le courage nécessaire de supprimer un petit nombre d'êtres. Telle est l'illustration de la « génération consciente » que nous propose Marie Huot.

Les questions liées à « l'eugénique négative » (suppression des formes indésirables du vivant) sont parfaitement assumées par les néomalthusiens. Il ne se trouve pas chez eux de voix discordantes sur ce thème et les nuances constatées sont finalement marginales. Elles ne tiennent généralement qu'à l'organisation globale de l'euthanasie dans le cadre social, ou au choix des procédés. Sur un plan théorique, l'unité du mouvement peut donc être établie. En prétendant que le cadre théorique global a été précocement tracé par Robin, nous ne voudrions surtout pas exagérer l'importance de son action et de son influence personnelle. Mais il nous semble tout à fait essentiel de souligner que l'investissement dans la production concrète d'une humanité meilleure, d'une « humanité régénérée », est un élément-clé, et pourtant régulièrement sous-estimé, pour l'appréhension de l'ensemble du mouvement. Les médecins n'ont finalement fait que donner plus d'ampleur au projet eugéniste inscrit dès le départ dans le néomalthusianisme français. Ils ont aussi contribué à donner un contenu à cette science appliquée, qui n'est encore qu'un horizon vague dans les années 1890, en prolongeant les travaux engagés par P. Robin et en leur conférant une assise scientifique. L'investissement dans les questions eugénistes n'a donc absolument rien de contingent. Il n'est pas imputable à un quelconque aveuglement ou à une erreur de parcours. C'est une composante essentielle du néomalthusianisme en France.

Si l'anthropologie est bien, comme le prétend Binet-Sanglé, « la médecine du corps social »[549] et si les promesses de la science eugénique se vérifient, il devient difficile de résister à la tentation de se projeter dans l'avenir pour imaginer la cité qui accueillera

548. Huot, 1909, p. 14.
549. Binet-Sanglé, 1918, p. 229.

l'humanité régénérée. En effet, si le corps social peut devenir cet organisme sain qui est l'horizon rêvé de toute théorie révolutionnaire, et si l'on veut convaincre le plus grand nombre que le salut de l'humanité dépend de la réalisation d'un tel projet, le détour par la projection utopique est presque une nécessité. Si tous les auteurs néomalthusiens, progressistes du fait de leur engagement spécifique, sont attachés à la construction de la cité idéale, certains iront plus loin que d'autres dans la réflexion en proposant des modèles précis pour l'organisation future des collectivités humaines. De ce point de vue, la littérature néomalthusienne ne fait que suivre la tendance des utopies sociales du XIX^{e} siècle. Mais elle y ajoute une composante scientifique destinée à extraire l'utopie du champ de l'idéal ou de la visée régulatrice pour lui donner la forme d'un projet crédible qui semble à notre portée, pour peu qu'on s'en donne les moyens.

Chapitre 6

Le chemin des utopies

1- Le néomalthusianisme et les utopies

Dans toute la littérature néomalthusienne en France, on trouve des références récurrentes aux utopies socialistes du XIX^{e} siècle. Les œuvres de Robert Owen (1771-1858), théoricien socialiste britannique initiateur du mouvement coopératif, de l'économiste et philosophe Saint-Simon (1760-1825), du philosophe français Charles Fourier (1772-1837) ou du penseur politique français Étienne Cabet (1788-1856) constituent une culture, un ensemble d'idées, à partir desquelles les néomalthusiens eux-mêmes vont élaborer leur propre vision de la cité idéale. Avant d'examiner les traits spécifiques des utopies néomalthusiennes, nous nous proposons d'établir le rapport de filiation dans lequel elles se placent, ce qui nous permettra de valider une approche continuiste de la question des utopies scientifiques.

L'œuvre d'Étienne Cabet, auteur du *Voyage en Icarie* (1840) est particulièrement représentative des récits qui influencent les socialistes progressistes de la fin du XIX^{e} siècle. Cabet y décrit une cité modèle, Icara, dans un pays idéal inspiré de *L'Utopie* de Thomas More, organisée de manière solidaire et communautaire. La description de l'Icarie, et de la ville d'Icara, est donnée par un voyageur, ami du narrateur, après son retour d'un séjour de quatre mois dans ce pays. Sans surprise, la cité telle qu'elle est dépeinte est proche de la perfection. Le récit du voyageur insiste sur trois domaines principaux : l'industrie et la technique, la santé et la vie, les relations sociales et la politique. La technique est extrêmement présente dans la vie des Icariens. La plupart des productions sont le fait de machines, les déplacements s'y font en chemin de fer, en bateau à vapeur ou en ballon. La vie y est saine et préservée, qu'il s'agisse de la flore, de la faune ou des êtres humains. Cette santé est l'effet des sciences et des arts. L'organisation matérielle de l'Icarie est purement rationnelle. Le pays et ses villes sont organisés selon un plan géométrique où la figure centrale du cercle symbolise les lieux de décision et de réunion des habitants. Les villes ont une forme circulaire régulière, et les villes de province sont réparties circulairement autour de la capitale. Les déplacements, en revanche, sont facilités par des lignes droites qui relient les quartiers entre eux et les villes entre elles. A l'intérieur des villes, les jardins sont nombreux, les rues et avenues sont droites et larges, assurant le

passage de l'air et de la lumière. Le territoire est organisé en cellules de surface égale. L'unité de division de l'espace territorial est la commune et, dans les grandes villes, c'est le quartier qui accueille une population à peu près égale à celle de la commune. Chaque quartier de la capitale Icara porte le nom d'une ville du monde ancien et moderne (Pékin, Constantinople, Jérusalem, Rome, Paris, Londres, etc.), ce qui conduit le narrateur a déclarer qu'« Icara est réellement l'abrégé de l'univers terrestre »[550]. L'existence d'une langue « parfaitement rationnelle, régulière et simple »[551], fort aisée à maîtriser, contribue à affirmer la vocation universelle de cette cité. L'Icarie est une cité autosuffisante — grâce à sa science et à son industrie — qui n'entretient aucun commerce avec les autres nations. Tout ce qui concerne l'alimentation, la santé et l'éducation est pris en charge par la collectivité, ce qui facilite l'égalité réelle des membres de la collectivité. L'absence de lutte pour la subsistance a pour effet de supprimer la hiérarchisation des fonctions sociales, notamment des métiers, et de permettre aux femmes d'avoir une activité professionnelle. En Icarie, rien ne se vend ni ne s'achète et l'utilisation de la monnaie est proscrite. Prééminence de la technique, santé des corps, rationalité de l'organisation matérielle et politique, égalité dans l'accès aux ressources, aux soins et à l'éducation et universalisme sont les éléments constitutifs des utopies socialistes auxquels adhèrent tous les militants progressistes.

Toutefois, si l'on en croit la critique d'Ernest Tarbouriech (1865-1911)[552], homme politique socialiste français lui-même auteur d'une utopie, le christianisme d'Étienne Cabet fait obstacle au progrès des consciences et à l'émancipation réelle des individus. En ce sens, son œuvre est symptomatique des utopies pré-scientifiques et la raison idéaliste qui est invoquée est plutôt celle des Lumières que la raison pragmatique et matérialiste qui sera, par exemple, celle du socialisme marxiste. Qu'ont donc en commun les utopies de la première et de la seconde moitié du XIX^{e} siècle et qu'est-ce qui distingue les utopies néomalthusiennes des utopies classiques héritées des Lumières ?

Le trait commun le plus remarquable des utopies du XIX^{e} siècle est la recherche des causes de la misère et des inégalités sociales. L'identification précise de ces causes doit permettre de répondre par la conception d'une nouvelle organisation sociale destinée à supplanter le système présent dont on constate l'injustice par la simple observation

550. Cabet, 1845, p. 21.
551. Cabet, 1845, p. 2.
552. Juriste de formation, Ernest Tarbouriech enseignera au collège des sciences sociales et sera secrétaire de la Ligue des droits de l'homme.

objective des faits sociaux. Les faits, ce sont la pauvreté du plus grand nombre, ce qui implique une alimentation insuffisante en qualité et en quantité, une situation sanitaire très dégradée et, de fait, une mortalité élevée et une espérance de vie réduite. Ces effets premiers de la paupérisation contribuent en outre à l'extension des épidémies et à l'intensification de la violence sociale. La présence de la pauvreté et la persistance des inégalités sont pour les socialistes utopistes la preuve que l'organisation sociale est à repenser ; il s'agit là de la première déduction importante qu'un humaniste peut retirer de l'étude des sociétés modernes.

L'autre originalité caractéristique de ces utopies, qu'il s'agisse du Phalanstère de Fourier, évoqué dans sa *Théorie de l'unité universelle* (1822) ou dans *Le nouveau monde industriel* (1829), du *Voyage en Icarie*, ou du Familistère, inspiré par Fourier et fondé par Jean-Baptiste André Godin (1817-1888) à la fin des années 1850 à Guise (Aisne), c'est la place qu'elles accordent généralement à la technique et à la science. L'extension de la connaissance est au centre de tous ces projets. Améliorer la vie des hommes, offrir au plus grand nombre le « standard de vie » évoqué par Gabriel Giroud et Jeanne Humbert, c'est-à-dire des conditions de vie décentes, c'est agir d'abord concrètement sur le cadre matériel de l'existence humaine. Ainsi, Charles Fourier considère comme prioritaire la question du logement collectif et l'organisation pratique de la communauté dans ses moindres détails. Son Phalanstère[553] est une structure organique modèle, sous forme de bâtiments et d'espaces aux fonctions spécifiques (logements, espaces pour la vie communautaire, espaces dédiés aux productions nécessaires à la collectivité, etc.), destinée à être étendue pour concerner l'ensemble des êtres humains. Toutefois, un constat s'impose dès la fin du XIX^{e} : les différents projets socialistes utopiques pré-marxistes ne semblent pas avoir donné lieu à des réalisations concluantes susceptibles de légitimer les visées humanistes et progressistes de leurs auteurs. La société idéale a été beaucoup imaginée, mais sa réalisation tarde à venir. L'accentuation des progrès techniques et scientifiques dans le dernier quart du XIX^{e} siècle va dynamiser à nouveau les espérances des penseurs socialistes. Si la science peut nous apporter ce qui jusqu'alors nous avait fait défaut, une approche scientifique des faits sociaux dont il serait possible de connaître les lois, il est à nouveau permis d'espérer.

---

553. Le terme « Phalanstère », qui désigne le bâtiment, le lieu où doit s'articuler la vie d'individus différents vivant en communauté, est formé à partir du mot « phalange » (dont le radical « phalan » est conservé), qui désigne métaphoriquement une partie interdépendante d'un tout, et du nom « monastère », lieu de vie communautaire, auquel le suffixe « stère » est emprunté. Voir Mercklé, 2006.

C'est dans cette perspective qu'il faut interpréter les idées d'Ernest Tarbouriech quand il rédige *La cité future : essai d'une utopie scientifique*, publié en 1902. Cet ouvrage, qui fait figure de référence pour Justin Sicard de Plauzoles, est fondé sur une critique très virulente du capitalisme et s'inscrit dans une perspective socialiste marxiste explicite. Pour Ernest Tarbouriech, du fait des progrès remarquables de la science dans tous les domaines, mais plus particulièrement dans celui des sciences sociales, certaines réalisations deviennent possibles. Elles ne reposent plus seulement sur l'idéal romantique d'un monde plus juste, mais sur des éléments scientifiques vérifiables qui peuvent déboucher sur de multiples applications techniques. Ce qui manquait jusqu'alors aux utopies socialistes, c'est une dimension proprement scientifique. Et même si l'objet étudié, les actions de l'homme en société, semble a priori résister à une mathématisation parfaite, il est possible d'imaginer une vérification expérimentale future des hypothèses :

> « Dans les sciences sociales comme dans les sciences de la nature une hypothèse peut être considérée comme démontrée lorsqu'elle est vérifiée, et pour ainsi dire retrouvée en dehors de l'ordre des recherches où se plaçait celui qui l'a formulée, par d'autres travailleurs, opérant séparément avec des méthodes spéciales et dans un esprit différent [...]. »[554]

En d'autres termes, en dépit du schéma communément reçu suivant lequel on ne peut postuler un déterminisme quand on étudie des phénomènes a priori non strictement soumis aux lois de la physique, il est parfaitement possible, selon Tarbouriech, de parler, en sciences sociales, de vérification des hypothèses, à partir du moment où des tendances auront été confirmées par plusieurs spécialistes dans des champs d'analyse distincts, par exemple en histoire et en économie. On peut considérer ce propos comme étant une illustration de la thèse marxiste, thèse qui postule la présence de lois immanentes à l'histoire sociale. Selon Marx, ces lois ne seraient pas aussi accessibles que celles de la physique, parce que les phénomènes qui en sont la manifestation se dérouleraient selon une chronologie plus lente. Mais on pourrait en prendre conscience au moyen d'une observation qui, par une mise en perspective des événements historiques, et par-delà la diversité apparente des phénomènes sociaux et économiques, mettrait en évidence une régularité, une répétition, permettant de produire des lois. On comprend que cette position ait eu de quoi séduire les néomalthusiens. *La cité future* se réfère à la notion de « loi tendancielle », c'est-à-dire de loi se vérifiant par une fréquence statistique stable, déjà

554. Tarbouriech, 1902, pp. 14-15.

utilisée à titre d'argument par Robin et Giroud pour convaincre de l'objectivité du constat malthusien. Le fondement du propos de Tarbouriech est matérialiste et socialiste, ce qui constitue le ferment des théories auxquelles souscriront Robin lui-même, ainsi que tous les savants qui accompagneront le mouvement :

> « à lire les utopies préscientifiques, l'Icarie par exemple, on est frappé de voir qu'elles nous montrent les hommes vivant après la réalisation du plan communiste de l'écrivain dans une sorte de béatitude somnolente très semblable à celle que les hagiographes attribuent aux élus dans le paradis. […] Ne tombons pas dans ce travers et restons bien pénétrés de l'idée que nous ne pouvons prétendre arrêter à tel ou tel point la marche de l'humanité. »[555]

Tout en considérant que l'avenir des sociétés humaines passe par l'avènement du socialisme communiste, et que de ce point de vue nous avons bien changé d'époque par rapport à celle de Cabet, Tarbouriech ne conçoit pas le progrès des sciences, et par conséquent celui de l'histoire, comme fini. Selon lui, penser la société de demain est une nécessité, mais il faut reconnaître l'ampleur de la tâche et éviter de ne faire des utopies que de pures et inutiles constructions théoriques ; a fortiori si elles ne sont pas débarrassées de leurs éléments chrétiens. On peut voir sur ce point une divergence très nette entre les utopies classiques, d'une part, et celles de Tarbouriech et des auteurs néomalthusiens, d'autre part. La science manifeste une évolution dynamique et continue, un progrès indéfini, qu'il est vain de prétendre enfermer dans une solution toute faite. Ainsi, les projets utopistes de Cabet ou de Fourier relèvent, pour les progressistes, d'une approche plutôt réactionnaire de l'histoire. L'évolution est certainement accélérée par le travail de la raison, mais elle doit être comprise comme une progression indéfinie et ne pas être pensée d'après le modèle d'un paradis intemporel. Ce cadre théorique a bien sûr des conséquences sur la conception des utopies afférentes. Viser l'amélioration concrète de la société, ce n'est pas envisager un projet romantique, hors de la réalité temporelle, reposant sur les idéaux métaphysiques d'une perfection toute chrétienne. Les projections sur l'avenir qui sont faites par les néomalthusiens intègrent des éléments utilitaristes et, de ce fait, rechercher la meilleure société possible pour le plus grand nombre possible d'hommes, ce n'est pas viser une perfection immobile. L'amélioration et la libération des hommes est un processus long, qui implique d'emblée que l'on fasse le deuil de son achèvement immédiat. Cette idée, présente chez Tarbouriech, est corroborée par les travaux de Madeleine Pelletier, comme

555. Tarbouriech, 1902, pp. 15-16.

par ceux de Binet-Sanglé et de Sicard de Plauzoles. En effet, quand on évoque l'existence d'une élite intellectuelle et rationnelle, fusse-t-elle prétendument guidée par les motifs exclusivement humanistes, on reconnaît du même coup qu'il est impossible de rendre parfaits tous les hommes. On ne peut que favoriser l'éclosion du meilleur potentiel social, au niveau collectif, et des meilleures potentialités singulières, au niveau individuel. Mais l'action sur ce que Sicard de Plauzoles nomme le « capital humain »[556] demeure limitée. Par une meilleure connaissance des lois de l'hérédité, comme par l'hygiène, on peut faire œuvre de prévention, mais on ne peut créer ex-nihilo l'humain parfait, unité de base de la société parfaite. Les organisations sociales ne sont pas éternelles, elles évoluent avec le savoir humain et sont partiellement déterminées par lui. Et, dans la mesure où, génétiquement parlant, une hiérarchie existe, quels que soient les efforts produits pour infléchir ces inégalités, il est impossible de réformer toute l'humanité.

Selon les médecins néomalthusiens, la science médicale peut donc agir, mais elle doit aussi faire preuve d'une certaine modestie quant à son réel pouvoir. De même que la volonté individuelle ne peut infléchir les lois de l'histoire par lesquelles elle est elle-même déterminée, la science actuelle doit intégrer l'idée qu'elle est encore en devenir et que notre compréhension de la réalité et de ses phénomènes ne peut être complète dans le présent. Notre maîtrise du monde matériel est théoriquement possible — ce qui est un facteur d'encouragement pour poursuivre la tâche et perfectionner les sciences et les arts — mais elle est loin d'être effective. Une utopie lucide doit donc intégrer l'idée d'un perfectionnement graduel et indéfini de l'humanité et proposer des perspectives pour l'action, et pour le bonheur, mais elle doit surtout se garder de la tentation de proposer des solutions figées pour un futur qui dépend largement des progrès et des découvertes encore à venir et qu'il nous est impossible de nous représenter avec précision et rigueur.

C'est dans ce contexte que les médecins envisagent leur action. S'il est possible, grâce aux connaissances et aux techniques nouvelles, d'enrayer le processus de « dégénérescence » qui menace l'espèce, c'est un devoir de tenter de le faire et ce sera une victoire d'y parvenir. Mais, tirer le meilleur parti du « capital humain » existant et éviter que celui-ci ne décline, ce n'est pas encore produire l'humanité nouvelle. En l'état actuel des connaissances, il reste impossible de maîtriser toutes les conditions environnementales qui agissent sur la production de l'homme ou sur les causes immanentes qui sont à l’œuvre dans l'histoire et que l'on commence à peine à distinguer un peu plus clairement, après en

556. Sicard de Plauzoles, 1927, pp. 83-90 et 1931, pp. 8-15.

avoir empiriquement constaté les effets.

La médecine peut beaucoup, sans doute, mais il faut aussi reconnaître qu'elle a ses limites quand il s'agit d'amélioration de la race. Ainsi, Charles Binet-Sanglé considère-t-il qu'en vertu d'un équilibre naturel un même individu ne peut être porteur de toutes les qualités humaines souhaitables élevées à un même niveau d'excellence. Et cela est d'autant plus vrai que certaines compétences socialement utiles se contredisent entre elles. Selon lui, les qualités d'un bon inventeur ne sont pas, par exemple, compatibles avec celles d'un bon exécutant : « Il faut donc nous résoudre à ne pas produire des hommes complets »[557]. On trouve confirmation de cette idée dans de nombreux textes, notamment chez Sicard de Plauzoles : « Comme tous les êtres vivants, écrit-il dans *Pour le salut de la race. Éducation sexuelle. Génération Consciente* (1931), l'homme est soumis à la loi d'évolution ; peut-être ne peut-il conserver l'espoir d'un progrès indéfini ; peut-être a-t-il atteint la limite de sa plasticité et de son perfectionnement ; en tout cas, nos vieilles lignées sont menacées d'un péril redoutable : la dégénérescence. »[558]

L'intérêt pour les utopies fait partie du projet néomalthusien français. Il est présent chez Paul Robin dès les années 1860-1870 quand il développe son projet d'éducation intégrale et, avant même que ne soient élaborées, par des médecins néomalthusiens, des projections de la société idéale, il existait déjà une incitation à la recherche scientifique allant dans ce sens chez Paul Robin. Elle n'avait alors qu'une dimension programmatique et s'organisait autour de la question éducative. Après sa direction de Cempuis, et en dépit de sa conclusion prématurée, Robin dispose d'éléments concrets susceptibles de nourrir son projet révolutionnaire. Que retire-t-il de cette période ? Tout d'abord la conviction qu'un suivi anthropométrique des enfants permet de prévenir les affections et les carences auxquelles ils pourraient être exposés. Ensuite que l'application stricte de principes d'hygiène est bénéfique pour leur croissance et pour leur éducation. En outre, il vérifie que l'éducation intégrale est un moyen de mieux révéler les compétences propres des individus, ce qui peut permettre de les valoriser socialement dans leur vie adulte. Enfin, il pense qu'une éducation mixte prépare mieux les individus à une vie sociale équilibrée et harmonieuse. Résumons ce que sont ces convictions : la société peut être transformée sur une base socialiste et scientifique, le progrès des sciences et des techniques fournit des outils pour mener à bien cette transformation. Comme le changement doit s'opérer par une

557. Binet-Sanglé, 1918, p. 159.
558. Sicard de Plauzoles, 1931, p. 9.

action sur les consciences et sur les corps, il faut s'appuyer conjointement sur des éléments d'éducation et sur des éléments médicaux.

Dans un premier temps, conscient de son impuissance à agir en ce domaine parce qu'il reçoit des orphelins qui n'ont pas bénéficié du milieu maternel le plus favorable, il pense que les bonnes conditions de la procréation et de l'éducation de la petite enfance relèvent de la responsabilité des mères. Dans l'idéal, celles-ci devraient pouvoir accéder à une connaissance générale de la physiologie de la procréation et à la libre disposition des moyens propres à la contrôler. Mais, très rapidement, il évoque l'idée d'un contrôle médical plus poussé, ne se fondant pas uniquement sur les rudiments d'une science pratique vulgarisée mais sur les connaissances les plus actuelles et les plus abouties dans le domaine de la conception et de l'hérédité. Ne pouvant prendre en charge lui-même cette partie de l'œuvre de régénération de l'espèce, il fait appel aux médecins. C'est très certainement à Robin lui-même que l'on doit ce lien si précocement établi par les néomalthusiens entre sciences sociales et sciences biomédicales.

L'œuvre de Robin à partir de 1894 doit donc être considérée comme le prélude à la médicalisation du néomalthusianisme. Le néomalthusianisme s'inscrit dès le départ dans une perspective scientifique, même si ce n'est que plus tardivement et progressivement qu'il se dote d'un contenu et d'une approche véritablement scientifique. Il est bien entendu difficile de distinguer ce qui relève du contexte de l'époque de ses thèses originales, a fortiori à une période où les connaissances biomédicales sont, pour les idéologies de tous bords, une manière de fonder et de convaincre. Cependant, il est évident que la démarche pédagogique propre à l'éducation intégrale, qui insiste tout particulièrement sur le thème de l'éducation populaire, peut être tenue pour le premier exemple d'utopie néomalthusienne. En effet, le projet ne vise pas seulement l'amélioration de la situation de certains individus, et il se distingue en cela de toute forme de charité fondée sur la compassion, mais bien l'avènement d'une société meilleure. Le néomalthusianisme est, par essence, révolutionnaire. Il repose sur l'idée que le contrôle de la procréation est le levier par lequel on peut transformer concrètement et efficacement une société malsaine moralement, socialement et sanitairement parlant. Moralement parce que la société capitaliste et réactionnaire est injuste ; socialement parce que les hommes, pour la plupart, vivent mal et sont privés du minimum ; et d'un point de vue sanitaire, enfin, parce que l'injustice sociale entraîne la misère qui constitue le terreau du développement des maladies au sens large (physiologique et psychologique). Cette transformation doit se faire selon deux axes complémentaires : l'éducation, d'une part, et l'hygiène sociale, d'autre part.

Le second axe peut se décomposer en deux séries d'actions. La première série est médicale ; son objectif est de soigner et d'éduquer les individus qui composent le corps social. La seconde est sociologique et vise à utiliser l'apport des sciences sociales pour parvenir à une meilleure organisation économique et politique. L'ensemble du projet a pour ambition de réaliser le bonheur de l'humanité.

Le néomalthusianisme est parfois allé loin dans la projection en produisant des utopies très élaborées et en traçant les plans de la cité idéale jusque dans ses moindres détails. Nous nous proposons ici l'étude complète de deux de ces utopies : *Le Haras humain* (1918), de Charles Binet-Sanglé, et *Une vie nouvelle* (1932) de Madeleine Pelletier.

Le Haras humain est un traité qui, en s'appuyant sur des éléments de vulgarisation scientifique, a pour ambition d'inciter une partie de la communauté scientifique et plus particulièrement les médecins, les anthropologues et les psychologues progressistes, à soutenir le projet de constitution d'une « aristocratie rationnelle ». Le livre, comme nous allons le voir, a l'ambition de résoudre les problèmes du présent en présentant un projet achevé supposé permettre un avenir radieux. Après avoir développé le volet théorique de son *Haras humain*, Binet-Sanglé est bien conscient que la concrétisation de celui-ci exige la contribution financière et administrative des pouvoirs publics dont il sollicite l'appui.

Nous avons procédé à la lecture attentive de cette œuvre souvent jugée à partir de son seul titre, sans avoir été vraiment lue, et presque toujours évaluée à la lumière d'éléments décontextualisés dans le cadre d'un jugement rétrospectif. Nous avons essayé, au contraire, de l'éclairer en fonction de son contexte historique, en nous intéressant aux références produites par Charles Binet-Sanglé, en tâchant d'ignorer toutes les interprétations lapidaires et accusatoires déjà existantes. *Le Haras humain* paraît pour la première fois en 1918 chez Albin Michel. Il est frappé par la censure en 1920 en raison de son contenu néomalthusien. L'éloge que fait Binet-Sanglé de la prophylaxie anticonceptionnelle et de la légalisation de l'avortement est particulièrement visé. L'ouvrage est saisi, sa vente est interdite. Une nouvelle édition, débarrassée des éléments explicitement néomalthusiens mais comportant de longs développements eugénistes, paraît en 1926.

Une vie nouvelle, livre de M. Pelletier qui paraît en 1932, peut aussi être considéré comme une synthèse des engagements de son auteur. Par sa forme romanesque, le livre s'inscrit dans la tradition des utopies et décrit, en s'appuyant sur les références scientifiques chères à M. Pelletier (l'anthropologie, la biométrie, la psychologie et la psychiatrie), un

monde idéal qui se met en place par le truchement de révolutions successives. Signalons à ce sujet que *Le meilleur des mondes*, d'Aldous Huxley, paraît également en 1932 et que ses conclusions sont diamétralement opposées à celles de Madeleine Pelletier. Cette dernière s'avère beaucoup plus optimiste, même si elle ne se fait guère d'illusions sur la bonne volonté morale et sur les capacités rationnelles des hommes, car le défaut de celles-ci fait peser une menace constante sur l'ordre idéal et la société juste. *Le meilleur des mondes*, s'il est lui aussi une projection imaginaire d'un avenir pensé à partir des tendances présentes, est plutôt ce que l'on nomme une contre-utopie. Il s'agit d'une fiction qui présente un futur déshumanisé dans lequel la science encadre l'intégralité des relations humaines, les individus ayant perdu toute autonomie dans leurs choix et leurs actes. En ce sens, le livre d'Huxley nous présente une vision technophobe de l'avenir qui n'a strictement aucun point commun avec celui de Madeleine Pelletier pour qui la libération de l'humanité ne peut venir que de la science. Pour autant, *Une vie nouvelle* n'est pas un récit porté par une confiance aveugle en l'homme. L'optimisme dont fait preuve Madeleine Pelletier est pour le moins mesuré car les doutes qu'elle exprime sur la capacité des hommes à parvenir à un gouvernement juste, ajoutés au constat amer qu'elle retire des tentatives politiques révolutionnaires qui ont marqué l'histoire au début du XX^{e} siècle, sont importants.

Une vie nouvelle est l'illustration éclatante d'un projet d'abord médical et éducatif, aboutissant ensuite sur une organisation sociale apportant solution à toutes les injustices sociales. Nous avons procédé à une lecture analytique de l'œuvre, en nous efforçant d'en éclairer la signification et la portée par l'investigation des références convoquées et par la mise en évidence des principes théoriques implicites. Nous avons, toutes les fois que cela s'est avéré possible, mis l'étude de cette fiction en relation avec les publications scientifiques de leur auteur.

2 – *Le Haras humain* (1918) de Charles Binet-Sanglé

Le Haras humain se décompose en trois volets distincts, précédés d'un état des lieux de la situation de l'époque, c'est-à-dire les deux premières décennies du XX^{e} siècle, du point de vue de l'évolution de l'espèce. Le premier est consacré à l'étude des mécanismes et des lois de la transmission héréditaire, le deuxième aux principes pratiques que l'on pourrait retirer de la connaissance de ces lois pour l'amélioration de l'espèce humaine, et le troisième aborde la question de l'éducation des enfants nés de la procréation

« rationnelle ».

Le constat préliminaire à tonalité alarmiste qui ouvre l'œuvre n'est pas surprenant au regard des préoccupations des médecins de l'époque. On y retrouve l'inquiétude, assez largement partagée, relative à la menace d'une « dégénérescence » de l'espèce. Ce processus négatif ne peut, selon Binet-Sanglé, laisser indifférent l'homme de science. Il requiert une lutte déterminée contre ses causes véritables, parmi lesquelles les fléaux sociaux (la tuberculose, la syphilis, le déclin de l'hygiène et ses conséquences sociales). Le projet semble donc positivement légitimé pour Binet-Sanglé, ce qui explique sans doute la ferme assurance du ton de l'ouvrage. La « surnatalité », le constat des effets négatifs d'une procréation majoritairement livrée au hasard et les conséquences du dénuement dans les classes sociales défavorisées, sont les éléments qui, d'après Binet-Sanglé, exigent une réaction urgente et adaptée qu'il croit être en mesure de proposer.

Dès le début du *Haras humain*[559], les progrès effectifs accomplis par la sélection artificielle dans les espèces animales, la « zoogénétique », que l'on peut définir comme l'art de perfectionner les espèces animales sont mis en avant. Ces heureux résultats sont présentés comme des motifs pour valider le projet de transposition de ces techniques à l'homme. Insistant sur la spécificité de son « anthropogénétique », qu'il définit comme le « perfectionnement scientifique de l'humanité »[560] et qui consiste en la transposition à l'homme des acquis de la zoogénétique, il veut légitimer son projet. Binet-Sanglé, bien qu'il envisage la création d'une « aristocratie rationnelle », récuse pourtant tout élitisme social et précise qu'il ne vise en aucune manière la prééminence d'une classe sociale sur l'autre. Il considère cependant qu'il est nécessaire de passer à une autre organisation sociale, fondée sur les critères objectifs que la connaissance des lois de l'anthropogénétique va, selon lui, permettre d'établir, dans l'intérêt de l'espèce. Il constate que ceux qui procréent le plus, les prolétaires, devraient plutôt s'abstenir. D'abord pour des motifs humanistes, mais surtout pour des raisons d'hygiène sociale. En effet, dans les classes sociales les plus exposées au aux carences, les conditions ne sont pas réunies pour que les unions soient réussies, que les gestations qui en résultent se passent bien et, enfin, que les enfants soient éduqués convenablement. Leur responsabilité directe n'est pas engagée, bien sûr, et c'est pour cela que la situation doit être réglée collectivement dans le

559. Binet-Sanglé, 1918, p. 13.
560. Binet-Sanglé, 1918, p. 124.

cadre d'une politique volontariste de transformation de l'organisation sociale. Selon Binet-Sanglé, c'est la classe bourgeoise qui est particulièrement à blâmer lorsqu'elle soumet les unions à l'intérêt financier (souvent représenté par la dot). En effet, cela a pour conséquence d'entraver le processus de sélection naturelle plus fortement encore que dans les classes défavorisées. Dans ces dernières, en effet, l'instinct peut parfois jouer un rôle positif en présidant à des unions mieux assorties :

> « La situation d'un homme et la dot d'une femme n'étant en aucune façon représentatives de leur valeur, on conçoit que le mariage de raison soit une des principales causes de l'avilissement de la race. […] Le mariage ne donne guère de produits sortables que dans le peuple. Ici la dot est tellement faible qu'elle n'entre pas en ligne de compte : c'est la beauté et la vigueur, l'intelligence, l'énergie, la probité même, et non pas l'argent qui fait le vainqueur. […] Ainsi, dès que l'héritage et la dot n'entrent plus en jeu, la sélection naturelle reprend ses droits.[561]»

D'après cela, il faut donc comprendre que la seule hiérarchie acceptable ne peut être fondée sur un statut social, sur un positionnement hiérarchique ou, a fortiori, sur une domination économique. Cela vérifie une fois de plus que la condamnation des travers de la bourgeoisie est bien une antienne du discours néomalthusien. Elle est, en tout cas, partagée par tous les médecins de ce courant.

Aux mariages « de raison » motivés par un intérêt pusillanime, si nombreux dans la bourgeoisie et dans l'aristocratie économique, il faut substituer le « mariage rationnel », s'appuyant sur les données objectives de la science, garantie des meilleures espérances pour le progrès l'humanité. La propagande néomalthusienne n'a de cesse de dénoncer la ploutocratie — considérée par Robin comme la « synthèse de toutes les abominations »[562] — et ses conséquences sur la procréation. Un choix guidé par l'instinct reste donc préférable. Certes, les « enfants de l'amour »[563], nés d'unions fondées sur une attirance mutuelle, ne sont pas encore les « produits » auxquels peut prétendre la procréation rationnelle, mais tout au moins cet appariement fondé sur une spontanéité instinctive est-il moins nuisible à la sélection naturelle. La restauration du caractère opérationnel de la sélection naturelle n'est donc pas le but visé. Binet-Sanglé envisage d'aller au-delà en passant de la sélection naturelle, à la « sélection artificielle et

561. Binet-Sanglé, 1918, p. 18 et pp. 26-27.
562. Robin (a), 1905, p.15.
563. Binet-Sanglé, *Le Haras humain*, 1918, p. 26.

rationnelle ». Cette sélection doit être opérée dans un cadre adapté. L'environnement idéal pour la production du « meilleur des hommes » doit être artificiel et technique, et ne plus être abandonné ni à l'instinct ni à l'aléatoire des relations sociales. L'action des sciences biomédicales revêt alors une importance capitale, car, grâce à elle, nous disposons désormais des moyens nécessaires à la production de la « prochaine humanité» (l'expression est de Paul Robin). Il devient possible d'œuvrer en vue de la régénération concrète de l'espèce.

Au nom de la préservation des meilleures conditions possibles pour optimiser l'acte procréateur, Binet-Sanglé insiste sur l'importance de la liberté individuelle de chacun des membres du couple qui envisage la procréation, indépendance sans laquelle l'attrait mutuel et l'amour comme principes de la « bonne » procréation seraient de vains mots. Ce critère fait partie des conditions environnementales décisives pour une approche anthropogénétique de la procréation et, quoique nécessaire, à lui seul, il n'est pas suffisant : « le mariage d'amour et l'union libre sont loin de donner ce qu'on pourrait en attendre parce que le champ des relations de chacun est limité et qu'un homme d'élite a rarement l'occasion d'entrer en rapport avec une femme du même genre. »[564]

Ce qui fait donc défaut pour mener à bien l'ambitieux programme de l'anthropogénétique, c'est un cadre propice qui puisse favoriser la rencontre de femmes et d'hommes « beaux, vigoureux, raisonnables, intelligents ». Charles Binet-Sanglé ajoute que ces conditions ne pourront être obtenues « ni par l'impôt des célibataires, ni en décorant les mères fécondes. Nous les obtiendrons en aidant à la sélection naturelle par la recherche et le groupement des élites et par l'institution du haras humain. »[565] Ce faisant, Binet-Sanglé se démarque donc clairement des mesures natalistes et leur préfère des mesures eugénistes car ce n'est pas le nombre qui fait la qualité, bien au contraire.

Il faut donc procéder à une présélection artificielle. Mais, d'emblée, Binet-Sanglé pose les limites éthiques de l'action des médecins, limites au-delà desquelles leur intervention cesse d'être bénéfique et devient même contraire au but visé. Dans la mesure où c'est le bonheur individuel qui constitue la condition propice à la transmission, dans les meilleures conditions, des meilleures qualités, nul autoritarisme qui contredirait l'autonomie individuelle ne peut être toléré puisque cela aurait une incidence directe, et négative, sur la transmission héréditaire. Ce point nous paraît fondamental car nous avons

564. Binet-Sanglé, 1918, p. 29.
565. Binet-Sanglé, 1918, p. 30.

pu observer que l'œuvre de Binet-Sanglé était régulièrement convoquée comme illustration de l'eugénisme autoritaire, ce jugement autorisant tous les parallèles rétrospectifs avec l'eugénisme racialiste national-socialiste de l'Allemagne des années 1930. La tentation de faire du *Haras humain* de Binet-Sanglé un projet annonciateur des *Lebensborn*[566]*,* créés comme le prolongement et la concrétisation des lois eugéniques de 1934 en Allemagne, est forte. *Le Haras humain*, antérieur de près de vingt ans au projet allemand, se singularise en outre par des différences théoriques très fortes qu'il nous est nécessaire de mettre en lumière.

Tout d'abord, l'approche de C. Binet-Sanglé est radicalement antinataliste. S'il veut encadrer les naissances, c'est afin d'en promouvoir la qualité, ce qui dépend directement d'une limitation du nombre. Le projet *Lebensborn* s'inscrit au contraire dans le cadre d'une politique ultra-nataliste qui entend agir conjointement sur la quantité et sur une vision étroitement normative de la qualité. De plus, les travaux de Binet-Sanglé n'appellent pas à la création d'une seule élite, ou d'une seule « race ». Ils prennent en charge la constitution de l'humanité nouvelle, ou « régénérée », dans son ensemble et en fonction des besoins multiples d'une société donnée, ce qui implique des compétences variées — et donc *des* élites spécialisées et non pas *une* seule qui reproduirait une domination politique sociale que le républicanisme de Binet-Sanglé le porte toujours à refuser — et certains métissages. Ces métissages seront, tout au contraire, absolument proscrits dans le cadre des *Lebensborn*. Le projet allemand est animé d'un romantisme nostalgique, adoptant l'esthétique des légendes teutoniques. En ce sens, il propose plutôt un retour aux sources destiné à renouer avec un passé commun glorieux ; littéralement, *Lebensborn* signifie d'ailleurs « fontaine de vie », ce qui exprime une volonté de retrouver une origine. A cet égard, nous sommes bien éloignés du futurisme révolutionnaire et enthousiaste qui oriente l'action néomalthusienne. Enfin, au sein du haras, l'appariement des couples n'est pas abandonné au pouvoir des médecins[567]. Ceux-ci ne doivent intervenir que comme conseillers dans la détermination des meilleures complémentarités, d'un point de vue

---

566. Centres d'accueil créés sous l'impulsion d'Himmler à partir de 1935 et destinés à accueillir anonymement les enfants de filles-mères allemandes pour en assurer l'éducation sous patronage de l'État. Ces centres seraient devenus rapidement des lieux de rencontre pour des femmes considérées comme « aryennes pures » et pour des soldats de la SS en vue de la constitution d'une élite aryenne non métissée. Voir à ce sujet Hillel et Henry, 1975.

567. Les rares ouvrages actuels qui mentionnent C. Binet-Sanglé, en général de manière brève, le font en l'utilisant comme exemple de « dérive » eugéniste et laissent systématiquement entendre qu'il préconisait une intervention autoritaire et directive des médecins sur la population. Il ne faut certes pas mésestimer la fascination réelle de Binet-Sanglé pour le pouvoir de la médecine, mais de là à tirer des conclusions qu'une lecture attentive de l'œuvre suffit à contredire, il y a un pas que l'on ne saurait franchir.

strictement anthropogénétique. L'attirance mutuelle, difficile à rationaliser ou à exprimer sous forme de lois, des prétendants à la « procréation rationnelle », ne peut être maîtrisée scientifiquement. Or elle est pourtant une condition fondamentale de l'acte procréateur, sans laquelle on ne peut aboutir à l'expression des meilleures qualités. La sélection n'est donc pas focalisée sur le seul capital héritable, c'est-à-dire sur les facteurs internes. Les conditions externes, qui jouent un rôle incontestable, ne peuvent être écartées.

Quels sont les principes théoriques et les faits scientifiques sur lesquels repose le projet du haras ? La réponse à cette question est l'objet du premier des trois chapitres de l'œuvre. Présenté comme novateur par son auteur, qui s'attribue un rôle dans l'avancée de cette science, ce chapitre intitulé « Lois de l'héréditologie » (terme qui désigne la connaissance précise et la maîtrise des mécanismes de l'hérédité), est nourri de sources nombreuses.

Les emprunts au darwinisme sont abondants. On y retrouve d'abord la référence textuelle à *La descendance de l'homme et la sélection sexuelle* (1871), et, en particulier, le passage également cité par Robin, Giroud et Sicard de Plauzoles dans lequel Darwin articule l'imprévoyance de l'homme en ce qui concerne le devenir de sa propre espèce et les efforts qu'il déploie, au contraire, pour améliorer les espèces animales. De Darwin, Binet-Sanglé retient également l'hypothèse de la « pangenèse », développée dans *De la variation des animaux et des plantes sous l'effet de la domestication* (1868), œuvre qui détaille et approfondit la thèse d'une transmission à la génération suivante des caractères acquis, évoquée une première fois dans *The Origins of species by means of natural selection* en novembre 1859. L'hypothèse de la pangenèse est une tentative explicative globale des mécanismes de l'hérédité. Elle pose que tous les organes du corps d'un être vivant contiennent des « gemmules » dormantes qui peuvent être activées à la faveur d'interventions spécifiques, lors d'une blessure ou d'une amputation par exemple, ce qui permet et explique la régénération de certains organes ou tissus. Ces « gemmules » rendent compte de la transmission à la descendance de caractères acquis par l'organisme tout entier. Les références de Binet-Sanglé à Darwin n'intègrent donc pas l'abandon par ce dernier de l'hérédité des caractères acquis.

L'hérédité peut donc être un processus négatif, car la procréation peut accentuer la rétrogradation quand elle concerne l'union de deux êtres dont l'héritage est fait de qualités non souhaitables (Charles Binet-Sanglé évoque alors une hérédité cumulative, dans le sens d'une dégénérescence). Cela peut conduire un être à une phase « antérieure à celle des parents », par altération de l'héritage reçu, potentiel diminué qu'il transmettra lui-même à

sa propre descendance, ce qui autorise Binet-Sanglé à parler « d'arriération », de « rétrogradation » ou de « dégénérescence »[568]. Il faut prendre la mesure du danger qui menace l'espèce elle-même : « La moindre faute d'hygiène dans la vie d'une nation, dit-il, met obstacle à son progrès. Par le fait de l'alcoolisme, une société recule de plusieurs siècles. Par l'abus de la bonne chère, une noblesse ou une bourgeoisie perd les avantages conquis par ses ancêtres roturiers. »[569]

Sous l'influence de facteurs environnementaux défavorables, la rétrogradation peut donc être un processus rapide. Fort heureusement, son inversion est également possible. Elle requiert toutefois des efforts et des précautions particuliers. Si l'hérédité de la constitution générale est un fait (ressemblance), il en va de même de l'hérédité de la constitution cellulaire, de celle des sensibilités, des sentimentalités, de la mémoire, de l'intelligence et de l'activité. L'avenir de l'espèce humaine dépend du maintien et de l'optimisation de ces qualités, ce qui implique une connaissance lucide des règles de « l'anthropogénétique » qui vont permettre à chaque être issu de la « procréation rationnelle » de développer par la suite ses meilleures potentialités et, ultérieurement, de transmettre cet héritage précieux à toute sa descendance. Les principes théoriques établis, il devient possible d'envisager leur mise en application. La seconde partie du *Haras humain* réitère l'analogie entre la sélection artificielle opérée sur les animaux (« zoogénétique »), et sa transposition à l'homme (« anthropogénétique »). Les règles de l'hérédité pouvant être identifiées, il convient de faire en sorte que le legs soit de la meilleure qualité possible. Cet apport de la « zoogénétique » est résumé par l'auteur sous la forme d'un exposé de cinq principes :

> « Les caractères congénitaux et acquis étant héréditaires chez les animaux, il suffit, pour obtenir un caractère donné : 1° De créer ce caractère par l'éducation et l'entraînement ; 2° De choisir, parmi ceux qui le présentent, un mâle et une femelle bien constitués et sains ; 3° De les accoupler dans des conditions d'hygiène qui empêchent toute rétrogradation ; 4° D'assurer l'hygiène de la mère pendant la gestation, de telle sorte que le produit évolue normalement jusqu'à l'accouchement ; 5° D'assurer l'hygiène du produit depuis l'accouchement jusqu'à l'âge adulte. »[570]

Le Haras humain est donc bien, pour son auteur, le prolongement des utopies

568. Binet-Sanglé, 1918, pp. 57-58.
569. Binet-Sanglé, 1918, p. 59.
570. Binet-Sanglé, 1918, p 105.

scientifiques. On remarque que le facteur environnemental est pensé comme déterminant puisque « l'éducation et l'entraînement » sont jugés capables de « créer » un caractère transmissible chez un être humain. L'utopie n'est pas ici une simple idée régulatrice, c'est un projet concrètement atteignable par la science à laquelle incombe, de ce fait, la responsabilité de sa réalisation à moyen terme. Concevoir et faciliter les « appariements » les plus propices à la production d'êtres doués des meilleures qualités possibles est le premier acte qui conduit à la cité idéale. Ce qui est espéré, c'est un homme « régénéré » qui puisse permettre d'envisager la fonction procréatrice comme positive et non comme un processus livré à l'aléatoire des rencontres et des conditions.

Le vocabulaire employé qui désigne le fruit de la procréation anthropogénétique somme « produit » ou « matériel humain » est utilisé par d'autres médecins néomalthusiens. On le retrouve notamment sous la plume de J. Sicard de Plauzoles et chez M. Pelletier. Évoquant les obstacles qui ont jusqu'alors contrarié l'essor de « l'anthropogénétique », C. Binet-Sanglé écrit :

> « Cette négligence tient au préjugé religieux, qui fait de l'homme un être à part, créé par Dieu à son image, pourvu d'une âme immortelle et, à ces deux titres, étranger au monde animal. Ce préjugé ne résistera pas au progrès de la science et, lorsqu'il aura disparu, la foule acceptera l'anthropogénétique comme la technique la plus propre à engendrer le bonheur ».[571]

Il considère que les obstacles à l'expérimentation sont de nature avant tout métaphysique, ou « idéologique », mais non pas d'ordre technique. Les ayant vaincus, il devient légitime d'envisager de manière pragmatique l'action méliorative de « régénérescence » ainsi que les cinq étapes qui, selon Binet-Sanglé, doivent la composer :

> « Le perfectionnement scientifique de l'humanité comprend cinq phases :
> 1° La répression des mauvaises générations
> 2° La recherche des bons générateurs
> 3° Leur accouplement
> 4° La surveillance de la gestation
> 5° L'élevage des enfants d'élite. »[572]

Un chapitre est consacré à chacune des cinq étapes du « perfectionnement

571. Binet-Sanglé, 1918, « Les premiers essais de l'anthropogénétique », p. 122.
572. Binet-Sanglé, 1918, p. 124.

scientifique de l'humanité ». Il s'agit tout d'abord d'éviter que ne se reproduisent de « mauvais générateurs », c'est-à-dire contribuant au déclin de la qualité moyenne des naissances. Il faut ensuite procéder à une sélection scientifique de ceux dont la génération est plus particulièrement souhaitable. A cela il est deux avantages : une procréation réfléchie, délibérée et, de ce fait, moins nombreuse. Et si, de plus, elle est sélective, la qualité moyenne des naissances ne peut qu'augmenter. L'éducation sexuelle prend ensuite le relais. Car il ne suffit pas que les générateurs soient bons. Il faut encore que l'accouplement soit encadré par toutes les précautions d'hygiène requises pour se dérouler dans les meilleures conditions (c'est-à-dire les plus eugéniques). L'importance accordée par Binet-Sanglé à l'hérédité des caractères acquis joue ici encore un rôle central car, selon lui, les conditions même de l'acte procréateur sont directement déterminantes et leur effet peut être rapide. L'étape qui suit celle de la conception est marquée par l'entrée en jeu de la puériculture. Chez Binet-Sanglé, comme chez Sicard de Plauzoles, les leçons d'Adolphe Pinard ont manifestement eu une influence. Enfin, cinquième et dernière étape du « perfectionnement », l'éducation (nommée « élevage ») est en charge du développement optimal des « produits » de la procréation.

Le premier chapitre de la seconde partie s'intitule « La répression des mauvaises générations ». Et s'il existe de « mauvaises générations », c'est parce qu'il y a de « mauvais générateurs ». Par ce qualificatif, Binet-Sanglé désigne ceux dont la procréation n'est pas souhaitable du point de vue de l'intérêt général. Et la valeur individuelle est jugée en fonction de deux paramètres. D'abord la capacité d'un être à atteindre individuellement le bonheur, ensuite sa contribution au bonheur collectif. En ce qui concerne ce second paramètre, l'individu est évalué du point de vue de son utilité sociale, c'est à dire de sa capacité à produire et créer des choses qui peuvent accroître le bonheur de tous. En cas d'utilité sociale faible, ou nulle, il faut au moins s'assurer qu'un membre d'une société ne puisse nuire à l'ensemble.

Cependant, le critère de l'utilité sociale ne remet jamais en cause le principe de l'autonomie individuelle, auquel le néomalthusianisme français est attaché. Charles Binet-Sanglé, cherchant à établir la marge d'action possible pour limiter la procréation des « mauvais générateurs », précise : « je poserai en principe que toute obligation imposée à un individu dans l'intérêt de la collectivité doit, autant que possible, cadrer avec les désirs de l'individu lui-même. »[573] Et quand il aborde la préconisation de la « suppression

573. Binet-Sanglé, 1918, p. 126.

physique » des êtres dysgéniques (c'est-à-dire présentant des malformations organiques ou tissulaires résultant de troubles de l'embryogenèse), parfois incluse dans certaines politiques eugénistes, il juge nécessaire d'indiquer : « le principe que j'ai posé s'oppose à cette suppression. »[574] L'internement lui-même ne doit être qu'exceptionnel et sa durée, forcément limitée, ne doit concerner que des sujets véritablement dangereux pour le corps social. La castration préventive des individus dysgéniques, est, elle aussi, écartée. La stérilisation, enfin, est conditionnée au libre accord du patient : « Ces divers procédés ne peuvent, à mon sens, être employés qu'avec l'assentiment des intéressés, dûment avertis des complications possibles »[575]. De la même façon, s'il lui paraît souhaitable que l'État mette au service des « générateurs d'élite » des moyens pour favoriser les meilleurs appariements possibles, il ne doit en aucune façon intervenir autoritairement pour réaliser ou empêcher certaines unions. Il faut donc limiter l'intervention de l'État à des mesures incitatives et non coercitives.

Le Haras humain préconise bien sûr l'extension et la diffusion de procédés anticonceptionnels et y consacre un chapitre. La présentation positive de la « prophylaxie anticonceptionnelle », qui regroupe sous une même expression les techniques contraceptives et l'avortement, est suivie d'une description précise du procédé qui semble le plus efficace et le plus accessible :

> « La fécondation n'est possible que si des spermatozoaires[576] vivants pénètrent dans l'utérus qui, au moment de l'orgasme, se dilate et les aspire. On empêchera cette pénétration en coiffant, avant le coït, l'orifice de l'utérus avec une houppette de soie imbibée d'eau formalinée à dix pour mille, c'est-à-dire contenant, par litre, une cuillerée à café de formaline du commerce. On fera suivre le coït d'une injection tiède, pratiquée avec le même liquide. Cette injection tuera et évacuera les spermatozoaires. »[577]

L'injection qui fait suite au coït — dite « injection malthusienne » dans la littérature consacrée à l'éducation sexuelle — consiste en l'instillation, au moyen d'une seringue adaptée, d'un volume d' « eau formalinée ».

---

574. Binet-Sanglé, 1918, p. 129.
575. Binet-Sanglé, 1918, p. 132.
576. Binet-Sanglé précise en note : « Je dis zoaires et non zoïdes. Le spermatozoaire est bien un infusoire flagellé. Il reproduit cet ancêtre de l'homme, il n'en a pas que l'apparence », *Le Haras humain*, p. 36, note n° 1.
577. Binet-Sanglé, *Le Haras* humain, 1918, « La prophylaxie anticonceptionnelle », pp. 135-136. La formaline est une dilution de formol à 40%.

Un chapitre est également consacré à l'avortement provoqué, lequel est présenté comme une solution moralement admissible. Le fait d'y avoir recours ne fait, hélas, que mettre en évidence le défaut d'éducation sexuelle en amont. L'avortement est un acte médical auquel on ne doit pas opposer d'interdiction morale, même s'il s'agit d'une solution de dernier recours. Binet-Sanglé considère qu'une prévention et une éducation sexuelle adaptées réduiraient considérablement la nécessité du recours à l'avortement. Cette solution serait dans tous les cas plus efficace que ne le sont les sanctions pénales qui frappent celles ont à subir — ou ceux qui pratiquent — les interruptions de grossesse. Binet-Sanglé déplore, à ce sujet, que la justice manque à tel point d'humanité et de discernement en condamnant si lourdement un acte qu'il considère comme parfaitement légitime. De plus, l'interdiction de l'avortement contraint les femmes à la clandestinité et ne permet pas d'entourer cet acte médical des précautions nécessaires d'hygiène et de sécurité. Concernant la légalisation de l'avortement, il s'aligne sur les revendications des propagandistes néomalthusiens en demandant la suppression de l'article du code pénal incriminé :

> « Parlons franc, l'article 317 de notre code pénal constitue un abus de pouvoir. Le fœtus qui n'a pas respiré fait partie intégrale du corps de la mère. Adhérent à l'utérus par l'intermédiaire du placenta, il est assimilable à une tumeur et la femme a le droit d'en disposer comme d'une partie d'elle-même.[...] L'État n'a pas plus le droit d'obliger la femme à l'accouchement qu'il n'a celui de l'obliger à la conception. […] L'avortement doit donc être non seulement autorisé mais il doit en outre « être pratiqué sans frais, par des gynécologues spécialisés, dans des *cliniques d'avortement.* [...] L'avortement non pratiqué par un spécialiste est extrêmement dangereux. »[578]

Le chapitre intitulé « La production des bonnes générations », illustre « l'eugénique positive ». Après voir traité de la suppression à terme des formes indésirables du vivant, il s'agit désormais de prendre en charge la production des formes les plus souhaitables. L'ordre des priorités conduit à s'intéresser d'abord à la présélection scientifique des géniteurs, ce qui implique la création d'un corps spécifique de médecins, c'est-à-dire de « spécialistes connaissant parfaitement l'anatomie, la physiologie, la psychologie et l'héréditologie humaines. Ces spécialistes sont à créer ; je les appelle les *anthropogénistes*. »[579]

---

578. Binet-Sanglé, 1918, pp. 143-146 (c'est Binet-Sanglé qui souligne).
579. Binet-Sanglé, 1918, p. 150 (c'est Binet-Sanglé qui souligne).

Le but de l'anthropogénétique est donc clair : produire une humanité nouvelle qui soit en même temps une humanité heureuse. Le lien étroit entre bonheur individuel et bonheur collectif est à nouveau affirmé. La science doit contribuer à la production des individus les « plus aptes » pour chaque domaine particulier et non pas à l'établissement d'un étalon de ce que devraient être tous les hommes. Une société équilibrée et heureuse a en effet besoin d'inventeurs, d'organisateurs, d'artisans et de manœuvres. La nouvelle aristocratie consiste, pour chacune de ces catégories, à rechercher les individus les plus compétents, les plus adaptés aux travaux socialement utiles qui seront les leurs. En républicain convaincu, Charles Binet-Sanglé en appelle à la création d'un « Ministère de l'anthropogénétique ». Sans doute tire-t-il parti de son expérience de médecin militaire, accoutumé à la sélection et familiarisé avec l'anthropométrie, lorsqu'il propose la création d'une « École d'anthropogénétique » où seraient formés des « anthropogénistes cantonaux, départementaux et régionaux ». Cette École mettrait en place un maillage du territoire national afin de repérer des « individus d'élite » susceptibles de s'apparier. Le premier travail des « anthropogénistes » consisterait en une « observation » anthropométrique de chacun des sujets présélectionnés. Ce souci de récollection de données anthropométriques est très significatif. Ce fut, dès le départ, une préconisation de Paul Robin lors de l'admission des pensionnaires à l'orphelinat de Cempuis. L'intérêt de ces données est la détection des potentialités respectives des individus qui constituent ce que l'on peut appeler, selon Binet-Sanglé, leur « capital social ». La collecte scrupuleuse de ces données rend également possible le suivi et l'évolution de ces qualités sous l'influence de l'éducation, ce que l'on pourrait désigner comme « fructification » ou « actualisation » du capital de départ. Dans le cadre de « l'éducation intégrale » appliquée à l'orphelinat, ce suivi devait permettre la détection la plus précoce possible des domaines où excellaient chacun des pensionnaires.

Binet-Sanglé propose d'adapter au niveau national une expérience qui, dans un premier temps, est locale. Le but étant de réaliser progressivement un véritable « Registre de l'élite » à l'échelle du pays. Par suite, en substituant le « mariage rationnel » à toute union « de convenance » ou accidentelle, on pourrait dépasser le potentiel du « libre croisement »[580]. En d'autres termes, la sélection artificielle est non seulement capable de stopper efficacement le processus de dégénérescence, mais elle peut en outre optimiser l'efficacité de la sélection naturelle. Le registre voulu par Binet-Sanglé doit constituer le

580. Binet-Sanglé, 1918, p. 156. Les trois expressions sont utilisées et décrites à la même page.

« vivier » dans lequel on trouvera les individus d'élite pouvant prétendre au « mariage rationnel ».

L'héréditologie n'a pas pour objectif, selon Binet-Sanglé, de se contenter de favoriser l'apparition de tel ou tel facteur particulier en fonction des intérêts propres de ceux qui exercent le pouvoir, mais de la totalité des caractères qui permettent à une société de constituer un tout harmonieux. C'est la raison pour laquelle il considère comme crucial de s'intéresser à tous les formes d'hérédité : l'hérédité physique (« constitution générale ») ou physiologique (« constitution cellulaire ») ; l'hérédité des « sensibilités »[581] ou des « sentimentalités »[582]. Pour lui, d'un point de vue social, il est tout aussi important de favoriser la robustesse physique ou la santé que le sentiment esthétique, l'amour ou la probité. La connaissance des lois de l'hérédité permet en outre d'éviter de favoriser — voire d'inhiber — certains caractères qui ne sont liés ni à l'intelligence ni au physique, tels que la tendance aux addictions diverses (Binet-Sanglé considère par exemple que l'appétence pour l'alcool est, en partie, héréditaire) ou « le sentiment mystique ».

Tout un système de primes d'État est imaginé pour inciter les « générateurs » sélectionnés à accepter la procréation scientifiquement encadrée. Il leur faut ensuite se soumettre aux règles d'hygiène nécessaires au bon déroulement de la fécondation et de la grossesse, pour s'investir enfin dans « l'élevage »[583] des enfants. Binet-Sanglé considère que c'est un devoir de l'État que d'investir dans la production concrète d'une humanité meilleure. Le terme « élevage » est presque systématiquement employé à la place d'« éducation » dans les écrits de nombreux néomalthusiens. Il est d'utilisation courante à l'époque chez les penseurs positivistes qui ont découvert le darwinisme au travers de la lecture de *La descendance de l'homme et la sélection sexuelle*. Il désigne, métaphoriquement, l'art d'élever et d'éduquer les enfants dans une perspective méliorative. Il est utilisé avec le même sens par Madeleine Pelletier.

Le *Haras humain* défend un eugénisme d'incitation. Il n'y est jamais question de prescrire dans ses moindres détails la conduite des pensionnaires. Faute de cela, le projet se contredirait lui-même. Puisque la santé psychologique des prétendants au haras est un facteur, une condition, la production de l'élite ne peut envisager de parvenir aux meilleurs résultats sans reposer sur le libre choix de ceux qui y participent. C'est un encadrement scientifique, technique et financier qui doit donc être proposé et assuré par l'État, et non un

581. Voir Binet-Sanglé, 1918, pp. 68-69.
582. Voir Binet-Sanglé, 1918, pp. 70-73.
583. Binet-Sanglé, 1918, « L'élevage des enfants », pp. 201-230.

contrôle autoritaire des actes des futurs pensionnaires du haras. Quelles que soient les velléités de contrôle qui peuvent tenter le savant pour la réussite de son projet, Binet-Sanglé insiste pour que les sujets du haras conservent une certaine marge d'initiative :

> « Les deux sujets accouplés appartiendront, autant que possible, à la même catégorie. Ils seront, l'un et l'autre, inventeurs, organisateurs, artisans ou ouvriers. On obtiendra ainsi cette spécialisation héréditaire […] qui est nécessitée par le balancement des organes. [...] Dans ces limites, on laissera l'instinct sexuel exercer son choix. Ce choix sera, en dépit des apparences, plus vaste qu'il ne l'est actuellement, les sujets susceptibles d'être choisis ayant été rassemblés. »[584]

Dans la continuité de l'attention toute lamarckienne accordée au milieu par les médecins et les éducateurs néomalthusiens, il convient logiquement d'entourer l'acte procréateur de toutes les précautions d'hygiène afin que celui-ci s'accomplisse hors de toute « intoxication » qui pourrait momentanément en altérer le « produit ». Par « intoxication », l'auteur désigne tout excès alimentaire, toute consommation d'alcool ou de tabac, mais également toute maladie, bénigne ou non, qui pourrait altérer le développement normal du processus de procréation, de la conception à la naissance. Le haras est donc un cadre particulièrement adapté, si ce n'est impératif, pour l'observation des principes hygiéniques fondamentaux.

Le haras, qui a pour vocation prioritaire d'accueillir et de produire une « élite nationale », n'est pas pour autant fermé à l'accueil de « reproducteurs étrangers ». En effet, « l'homme de génie est souvent le produit de deux races différentes »[585]. Pour C. Binet-Sanglé, le parallèle avec l'amélioration sélective des animaux est évident. Le haras humain doit s'en inspirer. Les pensionnaires du haras devront être des adultes, condition essentielle pour la croissance de « produits » de qualité. Ainsi, les hommes admis au haras devront avoir entre 30 et 40 ans et les femmes entre 25 et 35 ans. Toutes les malformations congénitales, l'alcoolisme, le tabagisme, la consommation de drogues comme l'opium, l'albuminurie, le diabète, la syphilis, la tuberculose, les altérations fonctionnelles du système nerveux, le cancer et l'arthritisme seront des critères d'exclusion des candidats. Une attention particulière sera accordée au caractère sain et fonctionnel des organes génitaux et les motifs de refus d'accéder au haras sont à ce titre relativement nombreux. Binet-Sanglé en dresse une liste succincte. Chez l'homme, la cryptorchidie (rétention d'un

584. Binet-Sanglé, 1918, p. 159.
585. Binet-Sanglé, 1918, p. 164.

ou des deux testicules dans l'abdomen), la monorchidie (existence d'un seul testicule), l'oligospermie (rareté du sperme) et l'azoospermie (absence de spermatozoïdes dans le sperme) sont des causes majeures d'exclusion. De même, les femmes au bassin trop étroit, celles qui sont atteintes d'une inflammation des ovaires ou de l'utérus, ou bien qui présentent une déviation de l'utérus, ne pourront intégrer le haras.

Il reste à définir la dimension de ce laboratoire en vue de la création d'une « humanité rationnelle ». Binet-Sanglé produit sur ce point un chiffre très précis de cinquante pensionnaires, soit quarante hommes et cinq couples. Aucun des pensionnaires n'est assigné à résidence et chacun peut quitter le haras dès qu'il le désire. Les femmes n'y feront que de brefs séjours : elles « entreront au haras assez de temps avant la fécondation pour être assainies par l'hygiène anticonceptionnelle et regagneront leur pays immédiatement après la disparition des menstrues »[586]. L'appariement des couples devra simplement éviter les morphologies incompatibles, par exemple les trop grands écarts de taille. En revanche, la consanguinité ponctuelle, si elle est à éviter absolument chez les sujets « tarés », en raison du risque « d'accumulation des tares », n'est pas formellement proscrite, puisqu'elle permet aussi « l'hérédité à puissances accumulées »[587].

Dans tous les cas, la règle qui doit présider pour toutes les unions, c'est l'attrait sexuel mutuel entre les deux sujets. Le haras étant destiné à produire des « enfants de l'amour » et du désir, toute répulsion sexuelle devra être considérée comme rédhibitoire car elle altérerait la transmission des caractères sélectionnés, du fait de l'influence physique des émotions sur le développement individuel. Pour Binet-Sanglé, une attraction sexuelle exprime « l'affinité chimique de deux organismes »[588].

Pour les mêmes raisons, la situation géographique et l'organisation matérielle du haras sont un critère important. Une « bonne hygiène » implique des conditions idéales pour la conservation et la transmission des « meilleures » facultés des pensionnaires. La stimulation de l'« activité cérébrale » faisant partie de ces conditions, le haras devra être installé dans un environnement « intellectuellement actif » et, selon Binet-Sanglé, cela implique qu'il soit « proche de la capitale»[589]. Mais l'environnement physique lui-même est aussi un critère. Les bâtiments composant le haras devront être érigés en tenant compte de toutes les connaissances les plus actuelles en matière d'hygiène : « Il sera construit dans

586. Binet-Sanglé, 1918, p. 171.
587. Binet-Sanglé, 1918, p. 172.
588. Binet-Sanglé, 1918, p. 177.
589. Binet-Sanglé, 1918, pp. 182-186.

un beau paysage, au penchant d'une colline, au milieu d'un parc, sur un sol perméable, dans les meilleures conditions d'éclairage et d'aération. »[590] Le cadre de vie doit privilégier un ensoleillement maximal et être soumis à de strictes règles d'hygiène prophylactique : « les pièces, aux murs de verre et au sol de liège comprimé seront, chaque jour, dépoussiérées à l'aspirateur, chaque décade lavées à l'eau javellisée, chaque mois désinfectées au formol. »[591] L'alimentation, enfin, sera l'objet de toutes les attentions. Si l'on en croit Binet-Sanglé, les enseignements de la zootechnie montrent qu'il y a un lien de causalité entre l'alimentation et certains phénomènes liés à la reproduction. Ainsi, une alimentation insuffisante semble avoir une incidence sur le nombre et la vitalité des spermatozoïdes. Chez certaines espèces, telles que l'abeille, les carences peuvent déterminer l'atrophie des organes génitaux. On remarque aussi, écrit-il, que « les années de disette sont suivies d'une diminution notable dans le nombre des naissances ». Mais l'excès de nourriture est également à proscrire puisqu'il détermine l'obésité qui provoque « un affaiblissement des fonctions génératrices »[592]. Un dosage précis des aliments sera donc pratiqué pendant toute la durée des opérations visant la conception des pensionnaires du haras.

Une description du « coït fécondant » est ensuite l'occasion pour Binet-Sanglé de fustiger l'hypocrisie de la morale chrétienne et de mettre en évidence les conséquences pathologiques fâcheuses de l'abstinence. Le coït revêt, selon lui, un intérêt physiologique majeur : l'expulsion des « toxines génitales »[593] sans laquelle les besoins sexuels inassouvis gagnent en puissance jusqu'à induire un état de tension et des malaises tout à fait préjudiciables à la santé du sujet.

La procréation ainsi encadrée doit théoriquement permettre la venue au monde des meilleurs « produits ». Il faut désormais se concentrer sur l'éducation et le développement optimal de ces enfants qui présenteront la synthèse des meilleures potentialités de l'espèce. Comment s'assurer de l'épanouissement le plus complet de leurs dispositions héréditaires ? Cette tâche implique la construction d'un autre établissement spécifique, un « institut d'élevage » des enfants, car les nécessités de l'éducation ne sont bien sûr pas les mêmes que celles du haras. Ce troisième volet de l'expérimentation du haras humain est sans doute celui qui manifeste la plus forte filiation avec le néomalthusianisme de Paul Robin.

590. Binet-Sanglé, 1918, p. 183.
591 .Binet-Sanglé, 1918, p. 183.
592. Binet-Sanglé, 1918, p. 184.
593. Binet-Sanglé, 1918, p. 194.

Tout comme à Cempuis, ce qui constituait alors une rareté en France, Binet-Sanglé souhaite que l'établissement soit mixte. Pour assurer le suivi des anthropogénistes du haras, Binet-Sanglé préconise la création de « trois instituts d'élevage » adaptés à l'âge des enfants (de cinq à dix ans, de dix à quinze ans, de quinze à vingt cinq ans). Jusqu'à l'âge de cinq ans, l'enfant sera élevé par la mère, mais, si elle le désire, elle pourra être aidée ou même remplacée par une nourrice. Les instituts d'élevage seront idéalement situés en région méditerranéenne, afin de bénéficier des meilleures conditions hygiéniques, d'un air sain et d'un ensoleillement important. Ce sont là des facteurs considérés comme déterminants :

> « Le choix de cet emplacement est dicté par l'influence de l'air rustique et de l'ensoleillement sur le développement de l'organisme. Un têtard que l'on prive de lumière ne se transforme pas en grenouille. Les enfants abandonnés, élevés dans les maisons sombres et mal aérées des villes, sont pâles et débiles. Placés en pleine campagne par l'assistance publique, ils se développent très bien. J'ai été frappé de la grandeur et de la vigueur des colons algériens, issus, comme on le sait, de Français, d'Italiens et d'Espagnols. J'attribue ces caractères à l'action de la lumière et de la chaleur. »[594]

Une alimentation variée et équilibrée, à base de produits frais dont la préparation est soignée, doit être proposée. Toutes les boissons contenant de l'alcool ou des excitants — même en très faibles quantités — sont rigoureusement proscrites. Pour le reste, l'instinct est encore une fois un indicateur très sûr : « On laissera l'enfant suivre ses goûts. S'il aime le sucre, c'est qu'il a besoin de chaleur ; s'il aime les fruits, c'est que ses fonctions intestinales ont besoin d'être stimulées. »[595]

L'hygiène corporelle, qui comprend « l'hygiène sexuelle », dans les instituts accueillant les pensionnaires de quinze à vingt-cinq ans, implique un plein usage des capacités physiques ainsi qu'une surveillance anthropométrique scrupuleuse. Dans la droite ligne de l'hédonisme néomalthusien en matière d'éducation sexuelle, le coït est préconisé deux fois par semaine à partir de l'âge de quinze ans et jusqu'à l'âge de vingt ans, trois fois au-delà de l'âge de vingt ans. Pour éviter les conséquences négatives d'un coït fécondant, la « prophylaxie anticonceptionnelle » sera évidemment enseignée aux pensionnaires. On les sensibilisera ainsi aux conséquences catastrophiques des maternités non désirées, mais aussi à l'effet néfaste pour la santé, physique et psychique, de la

---

594. Binet-Sanglé, 1918, p. 203.
595. Binet-Sanglé, 1918, p. 209.

continence :

> « Le coït régulier favorise le développement. Il assure cet équilibre physique et mental qui se traduit par la fraîcheur du teint, la régularité des fonctions digestives et circulatoires, la régularité des menstrues, la souplesse de l'organisme, la gaîté du caractère, la clarté des idées, l'indépendance de l'esprit. Le continent et le masturbateur sont cléricaux et royalistes. Le coïteur est libre penseur et républicain. […] Le coït fait durer la vie. »[596]

La fin du *Haras humain* traite de l'activité physique et de la psychomotricité des enfants conçus au haras en insistant sur la nécessité de l'exercice en plein air. Elle préconise, entre autres, les excursions, la pratique de la bicyclette, le canotage, la course, la lutte, le saut, l'ascension d'arbres. Cette activité est complétée par un « entraînement cérébral » reposant sur le lien entre la sensibilité et la pensée, qui doit permettre à l'enfant de se familiariser au plus tôt avec les données sensibles de l'expérience ordinaire. Cet entraînement commence par une reconnaissance tactile des objets et des formes, et se poursuit par l'apprentissage, dans le langage, du nom et des rapports de ces formes. Cette idée d'une expérience qui nourrit et structure l'intelligence, en la préparant à l'utilisation des concepts, est un principe essentiel de l'éducation intégrale que Binet-Sanglé adopte sans restrictions. L'apprentissage par le fait, l'apprentissage en acte, qui articule expérience sensible et concepts afférents, est pour Binet-Sanglé la clé de l'éducation idéale. Cela doit conduire au développement optimal de toutes les capacités de l'enfant, qu'il s'agisse de ses capacités physiques, sensibles, pratiques, techniques ou théoriques. Il y a donc continuité, et non rupture, de la sensibilité à l'intelligence. L'intellect et le sensible ne sont pas deux sphères indépendantes et hétérogènes.

Le but de cet « élevage », c'est l'autonomie maximale de l'être éduqué ; autonomie qui est elle-même la condition de l'accès à la « morale rationnelle » qui conduit à la formation d'une « aristocratie rationnelle » dont l'expression n'est plus sociale, mais biologique. Cette morale s'exprime par une action et une pensée lucides, positives, débarrassées de toutes les aliénations et de toutes les croyances métaphysiques. La culture de la raison, socle de l'éducation intégrale, est une arme contre « la moralité suggérée » de la religion qui, dans le lien qu'elle entretient avec les politiques autoritaires, ne vise rien d'autre que l'exploitation de la naïveté d'une population aliénée « par la promesse du paradis ou la menace de l'enfer »[597].

---

596. Binet-Sanglé, 1918, p. 214.
597. Binet-Sanglé, 1918, p. 226.

L'éducation, telle qu'elle est comprise par Charles Binet-Sanglé, doit toujours avoir une visée émancipatrice, ce qui permet de comprendre la place fondamentale de la pratique expérimentale dans l'éducation néomalthusienne. La structure et l'ordre prescriptif d'apprentissage des disciplines est le prolongement logique des principes évoqués. Il s'agit d'aller « du simple au composé » en commençant par l'arithmétique et la géométrie élémentaires, suivies de la mécanique « par la méthode cinématographique »[598], qui permet de visualiser, pour mieux les appréhender, les lois du mouvement et l'interaction des corps. Viennent ensuite la physique et la chimie expérimentales, l'astronomie, la géologie, la géographie, la botanique et la zoologie. Le couronnement de l'enseignement est constitué par l'anthropologie, elle-même subdivisée en anatomie, physiologie, psychologie et sociologie humaines.

Le projet de Binet-Sanglé tend à la constitution d'une aristocratie rationnelle. Il est pourtant aux antipodes du darwinisme social car son but est la création d'une humanité heureuse et non la préservation d'une élite, ou d'une classe, qui serait coupée du corps social et se définirait par opposition à lui. La visée est clairement eudémoniste car c'est bien le bonheur de l'intégralité de la collectivité humaine qui est à atteindre au moyen de la constitution d'une « humanité robuste, harmonieuse, intelligente, énergique et capable de bonté »[599]. *Le haras humain* est une utopie en ce sens qu'il considère que seule une organisation nouvelle, meilleure et plus rationnelle, peut réaliser concrètement le bonheur des hommes. Dans cette perspective, les individus sont eux-mêmes considérés par Binet-Sanglé comme les organes d'un corps social dont les intérêts sont, de fait, convergents. Et de même que, dans un organisme donné, les organes ont une fonction précise et accomplissent un travail spécifique, dans une société les individus ont des compétences spécialisées dont l'organisme tout entier — la société — bénéficie. Voilà pourquoi on ne peut rêver de créer une seule élite, coupée du reste de la masse humaine. Ce que propose Binet-Sanglé, au contraire, c'est de parvenir à l'amélioration de toutes les qualités dont une société à besoin pour évoluer, pour s'élever et pour atteindre le bonheur. Pour ce faire, il ne présente pas un projet qui divise les hommes, même s'il cherche à les classer en fonction de leurs compétences propres. Il s'agit plutôt d'une véritable « médecine du corps social »[600] qui, par delà les fonctions particulières de tel ou tel organe, rechercherait la

598. Binet-Sanglé, 1918, p. 228. Binet-Sanglé évoque les projections lumineuses animées qui, plus que les images statiques, permettent d'appréhender et d'intégrer les principes de la mécanique.
599. Binet-Sanglé, 1918, p. 241.
600. Binet-Sanglé, 1918, p. 229.

meilleure santé possible pour l'ensemble. Dans ce contexte, les différences deviennent complémentaires. Une société a besoin de bons manœuvres, de bons ouvriers, de bons techniciens, de bons organisateurs, de bons inventeurs, qu'il s'agisse d'hommes ou de femmes. Et pour chacune des fonctions sociales, il serait souhaitable de créer une élite spécifique. L'aristocratie rationnelle n'est donc pas une aristocratie de personnes qui posséderaient la raison et qui affirmeraient leur autorité sur les autres, mais une aristocratie de la raison elle-même, contre toute forme de croyance ou de naïveté. On pourrait même, dans le cas de Binet-Sanglé, conjuguer l'élite au pluriel : l'aristocratie rationnelle, c'est la tentative pour réaliser l'excellence, en formant des élites spécialisées dans chaque domaine et dans chacun des secteurs de la pensée et de l'activité humaines dont une société a besoin pour être florissante et harmonieuse.

3 – *Une vie nouvelle* (1932) de Madeleine Pelletier

Les centres d'intérêt de Madeleine Pelletier sont multiples. Ils sont scientifiques d'abord (la médecine aliéniste, l'anthropologie) mais aussi éthiques, sociaux et politiques. Certains de ses écrits établissent un lien entre ces différents champs de son activité intellectuelle et militante. Animée par une volonté de transformation révolutionnaire de la société, elle exprime ses aspirations en évoquant de manière synthétique la nécessité d'une « vie nouvelle », titre du roman éponyme qu'elle publie au tout début des années 1930. Il s'agit d'un roman d'anticipation nourri des acquis de ses nombreuses expériences au cours des trois premières décennies du XX^{e} siècle. De ce fait, on y trouve des éléments issus de ses connaissances en anthropométrie et en médecine. Mais ces derniers sont étroitement mis en relation avec des questions très politiques. L'ouvrage est ainsi l'occasion d'un examen critique des grandes théories politiques de la fin du XIX^{e} siècle : l'anarchisme, le communisme et le socialisme sont analysés de même que leurs acquis et leurs échecs. Elle leur adjoint des thèmes qui lui sont chers, tels que le féminisme, ou encore des idées qui sont au confluent de la science et du politique, comme le néomalthusianisme et l'eugénisme.

Par sa dimension politique, *Une vie nouvelle* correspond à la définition d'une utopie parce qu'elle imagine une organisation vers laquelle l'humanité devrait tendre pour échapper à une situation actuelle insatisfaisante. Toutefois, la cité dont elle trace le plan n'a d'abord rien d'un projet parfait. Se faisant peu d'illusions sur les capacités de l'homme à se

soumettre aux exigences de la raison et à faire preuve de solidarité, Madeleine Pelletier propose une visée, une direction plutôt qu'un plan idéal. D'autre part, cette cité ne commence à se constituer de manière positive qu'après des crises de violence, des révolutions incomplètes qui ne sont pas parvenues à établir une justice sociale satisfaisante. La confiance dans les solutions politiques qui est affichée par Madeleine Pelletier est limitée. Elle ne pense pas qu'en dehors des progrès objectifs de la science il faille trop attendre d'une amélioration morale de l'homme qui a peu de chances de se produire. Cette approche traduit sans doute les aléas de la propre carrière politique de Madeleine Pelletier, circonspecte à l'égard de l'anarchisme, partiellement déçue par le communisme et par le socialisme. Une vie nouvelle est une utopie qui est d'abord scientifique avant d'être politique : c'est la science, ou l'esprit scientifique, qui sauvera le politique et non le contraire. Cependant, la forme d'exposition qui est choisie n'est pas celle d'un traité technique et scientifique, mais celle du roman. Ce choix, par la licence qu'il permet, autorise Madeleine Pelletier à multiplier les éléments d'anticipation qui constituent une société « régénérée » par les sciences et les techniques biomédicales. Son ouvrage envisage un avenir où la révolution sociale serait rendue possible et serait accélérée par l'innovation scientifique. Nous allons constater que son travail est une extrapolation à partir des potentialités nouvelles offertes par la science du premier quart du XX^{e} siècle. Il constitue un résumé des innovations techniques et scientifiques de l'époque et envisage leurs applications futures dans des domaines divers qui concernent la collectivité : celui de la production énergétique, des transports, de l'hygiène et de la nutrition, de la médecine et de la santé et, bien entendu, de la procréation.

Le récit est centré sur les personnages de Charles Ratier et de Claire Mélin, issus de la classe populaire, avant et après une révolution prolétarienne qui a eu lieu en France. Cette présentation permet, par différenciation, de mesurer le contraste qui existe entre les problèmes rencontrés dans la vie sociale actuelle et une société entièrement « régénérée », où la science a supplanté tous les archaïsmes, notamment religieux, et où le communisme a mis fin à toutes les incohérences et les injustices de la société inégalitaire de « l'ancien régime ». Le roman débute alors que dix années se sont écoulées depuis la révolution prolétarienne française, alors que Claire Mélin, enceinte de Charles Ratier, se prépare à accoucher et à céder immédiatement son enfant aux institutions d'État désormais chargées de « l' élevage » des enfants. A partir du chapitre IV, la vie de Charles Ratier est décrite depuis sa naissance à Paris — avant la révolution — jusqu'à sa centième année. C'est là l'occasion pour Madeleine Pelletier de dresser un état des lieux sanitaire et social de la

société qu'elle connaît : inégalitaire, brutale et lourdement affectée par les fléaux sociaux. Elle profite aussi de cette description pour inclure des éléments biographiques relatifs à des milieux qu'elle a longuement fréquentés, notamment le milieu médical et scientifique et celui du militantisme politique.

Avec un regard qui exprime son idéalisme modéré, elle décrit les étapes difficiles et les transitions, parfois très brutales, qui accompagnent, selon elle, toute révolution. La période de destruction qui met à bas toutes les structures existantes laisse d'abord place à une désorganisation qui ne fait que mettre en évidence la pusillanimité et le manque de rationalité de la nature humaine, surtout après qu'elle ait été négativement conditionnée au fil des siècles par une organisation sociale inadaptée.

S'inspirant de la révolution bolchevique qu'elle connaît bien — elle se rend par ses propres moyens en Russie peu de temps après la révolution de 1917, expérience dont elle rend compte dans un livre intitulé *Mon voyage aventureux en Russie communiste* (1922) —, Madeleine Pelletier considère qu'une phase d'élimination des oppositions succède toujours à une révolution et c'est pour cette raison qu'une « dictature du prolétariat » est d'abord nécessaire. D'autre part, outre les pesanteurs compréhensibles liées au changement de mœurs et de valeurs, les phases de transition d'une organisation sociale à l'autre occasionnent des désordres et le comportement des révolutionnaires eux-mêmes ne peut être idéalisé. Dans un premier temps, les forces productives et les moyens de production sont ruinés et cela peut donner lieu à une situation qui n'est pas franchement meilleure du point des vue des libertés que celle qui précédait la révolution. Lorsque celle-ci survient, le jeune héros, Charles Ratier est ouvrier mécanicien. Il est humain et droit, spontanément anti-autoritaire. Il n'a survécu que difficilement jusqu'ici, dans les conditions de vie dégradées qui sont le lot commun du prolétariat. Il voit cependant son espoir de justice sociale s'éveiller en constatant les changements majeurs qui sont posés par l'action révolutionnaire : l'abolition de la propriété privée, la destruction des archives de police, actes nécessaires pour une « table rase » et préalable impératif à l'établissement de la société utopique. Une rupture forte avec le passé est une nécessité absolue. Madeleine Pelletier, accoutumée au débat politique, tire parti de ses expériences pour nourrir un récit qui a des prétentions réalistes, en particulier en ce qui concerne la saisie de la nature humaine. Ainsi, elle évoque les difficultés que les révolutionnaires rencontrent pour mettre en place un gouvernement provisoire. La situation qui succède à la révolution met en évidence des travers humains rédhibitoires, tels que le goût du pouvoir, et les réactionnaires restent nombreux. Le monde que décrit Madeleine Pelletier n'a donc a priori

rien du « grand soir » auquel le romantisme révolutionnaire pourrait parfois prêter à rêver.

Toutefois, par adaptations lentes, par tâtonnements, la situation s'améliore. Des mesures d'urgence sont prises par le gouvernement. A l'extérieur, des alliances s'établissent avec la Russie et l'Allemagne. A l'intérieur, le gouvernement organise la distribution gratuite de 200 grammes de pain par jour et par personne, un minimum vital que l'ancien régime n'était jamais parvenu à atteindre. Le désordre continue toutefois à dominer. La production industrielle est désorganisée, les structures éducatives et administratives peinent à se mettre en place et le comportement populaire est décevant pour qui aurait des idéaux humanistes : « Il était maintenant démontré que le peuple était incapable de vivre en liberté. »[601] Chez Madeleine Pelletier, cette remarque exprime bien le peu de confiance qu'elle a dans la capacité des individus à créer, hors de toute autorité, une structure sociale organisée. Sa réflexion sur la nature humaine la conduit à prendre des distances avec les positions anarchistes auxquelles elle s'est intéressée dans sa jeunesse, expérience à propos de laquelle elle déclare dans *Justice sociale ?* (1913) :

> « On entre jeune d'ordinaire à l'anarchie et au bout de quelques années on la quitte. Les uns désenchantés de toute action sociale se terrent dans leur chacunière, les autres vont aux partis d'opposition modérée, voire aux partis de gouvernement. Avec cela la tâche des militants est rendue plus difficile, par l'opposition de l'anarchie à toute organisation. […] On a bien, il est vrai, le devoir moral ; mais son pouvoir de contrainte est faible ; d'autant plus qu'il lui est toujours permis de lui opposer l'intangible liberté de l'individu. »[602]

Sans pouvoir centralisateur, il paraît difficile à Madeleine Pelletier d'imaginer construire la société idéale. Il y a de fortes chances que l'on assiste à la réapparition des inégalités et que certains profitent égoïstement du nouvel ordre des choses. Une impulsion nouvelle est donnée à la révolution avec l'arrivée au pouvoir d'un dictateur nommé Egemon qui, s'appuyant sur un « Conseil des dix », exerce un pouvoir « intelligent, sincère et honnête » et entreprend de reconstruire le pays en repensant complètement son organisation sociale par l'instauration d'un communisme rationnel et humain. Petit à petit, sous son influence, la situation sociale et économique de la France s'améliore et l'industrie recommence à fonctionner. Selon Madeleine Pelletier, l'autorité politique est donc bien une nécessité, mais c'est l'éducation qui apparaît comme le chantier prioritaire, parce qu'elle conditionne les décisions rationnelles. A de nombreuses reprises dans le roman, une

601. Pelletier, 1932, p. 125.
602. Pelletier, 1913, p. 30.

distance est établie avec les motivations authentiques du prolétariat dont l'intelligence ne semble pas être la qualité première, et qui bien souvent agit par égoïsme, sans même être conscient qu'il agit contrairement à ses propres intérêts, ce qu'exprime le personnage de Charles Ratier quand il observe le comportement de ses compagnons de la classe laborieuse de l'ancien régime à laquelle il appartenait lui aussi : « C'était cela le prolétariat ! Il y avait vraiment de quoi désespérer. Dans sa colère, il en venait à désirer une guerre de gaz qui anéantirait cette humanité dégoûtante. »[603]

L'organisation mise en place par Egemon et le Conseil des dix va introduire une rupture des plus radicales avec l'ancien régime. Personne n'est laissé pour compte dans la société nouvelle. Un système de rémunération est mis en place sous forme de coefficients versés aux membres de la société. Le coefficient 1 correspond à des revenus suffisants pour vivre sainement et confortablement ; il est le plus répandu et est versé aux travailleurs manuels, aux exécutants et à ceux qui ne peuvent plus travailler en raison de leur âge ou de leur état de santé. Les étudiants qui ne « produisent » pas encore et dont les frais d'étude sont pris en charge ne perçoivent que le coefficient 0,5. Le coefficient 2 est appliqué à ceux qui sont chargés de travaux qui requièrent, en plus de la volonté positive de contribuer à l'œuvre solidaire, des qualités d'organisation. Et on monte ainsi en fonction des attributions et de l'utilité sociale foncière des travailleurs, sans jamais atteindre des écarts indignes (il n'est pas question de rétributions supérieures au coefficient 4 dans le roman). De manière ponctuelle, des gratifications de 0,5 peuvent être ajoutées au coefficient régulier. Selon la même logique, ceux qui refusent le travail, les criminels, les délinquants, les réactionnaires qui contestent l'organisation communiste ou ceux qui résistent à l'application des règles d'hygiène et de santé, peuvent être condamnés au coefficient 0,5 voire 0,25 ; ces sanctions constituant généralement une alternative à la prison. Le coefficient minimal ne peut tomber en deçà d'une somme qui garantit 200 grammes de pain par jour, la quantité considérée comme nécessaire pour survivre. Ces mesures autoritaires n'auront pas à être souvent prises, car Madeleine Pelletier soutient que les meurtres et les crimes sont majoritairement imputables à une organisation sociale inadaptée.

Être « assisté » dans la société nouvelle n'est pas quelque chose de négatif. Les personnes âgées, malades, momentanément inaptes doivent être prises en charge par la collectivité en vertu du principe de solidarité. Les « inadaptables », en revanche, ceux qui

603. Pelletier, 1932, p. 129.

ne peuvent se soumettre à la rationalité de l'ordre nouveau, et qui mettent en danger la liberté des autres, doivent être exclus, mais pas sans qu'on ait tout tenté auparavant pour les « adapter ». Ainsi, Lily, une prostituée que Charles Ratier avait fréquentée dans sa jeunesse, avant la révolution, deviendra plus tard une « adaptable » et aura droit à une formation et à un logement lui permettant de parfaitement s'intégrer. Contrairement à l'ancien régime où les travailleurs ne sortaient jamais du dénuement en dépit du fait qu'ils travaillaient tout au long de leur existence, la vie nouvelle permet de bien vivre de son travail, et de ce fait même, le crime devient moins rentable :

> « Un certain nombre d'inadaptables essayaient d'échapper au travail, mais on les repérait tout de suite, et, sans les faire souffrir, la société, pour les empêcher de nuire, les privait de liberté. […] On prévoyait un temps assez proche où la criminalité arriverait à zéro. »[604]

Il existe donc une obligation de travail qui est proportionnée aux dispositions et aux capacités réelles des individus. Toutefois, le roman établit à six heures maximum l'horaire journalier, et l'évolution positive de la société idéale finit même par abaisser ce seuil à cinq heures. En outre, l'ensemble des membres de la société a droit à trois mois de vacances, et comme les transports sont économiques et qu'ils ont gagné en efficacité, le transport aérien s'étant généralisé, des « aérobus » permettent de traverser la France en deux heures. Par ailleurs, les véhicules automobiles particuliers sont accessibles aux travailleurs de coefficient 2. On peut utiliser le temps libre ainsi dégagé pour voyager et se familiariser avec la diversité des cultures, y compris de manière négative en visitant, par exemple, les pays capitalistes afin de prendre la juste mesure des progrès accomplis depuis la révolution.

Le pouvoir fournit du travail à tous ceux qui sont « adaptables » (c'est-à-dire ceux qui peuvent intégrer, après un certain temps, les mœurs nouvelles introduites par le communisme) et il « industrialise » les besognes ménagères qui, désormais, sont prises en charge par la collectivité. Cela constitue une mesure impérative pour l'affranchissement des femmes. Les tâches qui traditionnellement affectaient leur liberté, ménage, lessive, raccommodage, cuisine, sont désormais assumées collectivement. L'intérêt est double : émancipation des individus et gain notable sur le plan de l'hygiène. Cela permet en outre au pouvoir politique d'avoir un contrôle des conditions sanitaires de la vie collective. Parallèlement, un programme de reconstruction de logements « communistes » est lancé. Il

604. Pelletier, 1932, p. 167.

s'agit de logements qui symbolisent le nouveau départ qui doit être celui de la société française et sont la concrétisation des bases saines dont la société idéale a besoin pour s'établir durablement. Ces nouveaux logements n'ont plus rien à voir avec les taudis du vieux Paris où Charles Ratier avait passé sa jeunesse : ils laissent entrer largement l'air et la lumière, de grandes parois vitrées ont remplacé les fenêtres étroites. L'espace lui-même est « rénové » :

> « Il n'y a plus maintenant que des rues larges aux maisons bordées de fleurs. Les rues ont, il est vrai, perdu la vie que leur donnaient les boutiques aux riches étalages, mais elles ne sont pas tristes, surtout aux heures des repas où des foules vêtues de couleurs vives en égaient les trottoirs. »[605]

Autre élément notable, le fait que les couples vivent rarement dans le même logement, chacun conservant son espace, ce qui est le cas de Charles Ratier et de Claire Mélin, dont la relation n'est pas affectée négativement par la cohabitation. Le fait que le logement soit conçu comme individuel possède un autre avantage. Il permet en effet d'avoir une sexualité libre :

> « la plupart des gens des deux sexes trouvaient avantage aux nouvelles mœurs. Les hommes, plus matériels, étaient contents de pouvoir satisfaire leurs sens sans s'engager à rien. Pour les femmes, les nouvelles mœurs étaient une véritable libération ; enfin, elles n'étaient plus forcées d'étouffer leur sexualité lorsqu'elles n'étaient pas dans les liens du mariage. Les vieilles filles de trente ans, condamnées à la virginité éternelle renaissaient. Enfin, elles allaient pouvoir vivre d'une vie normale. Les grand'mères [*sic*] de cinquante ans elles-mêmes, trouvaient preneurs ; des hommes de leur âge et même des jeunes gens qui préféraient les femmes expérimentées aux jeunes filles. »[606]

La libération sexuelle est, pour Madeleine Pelletier, plus profitable aux femmes parce qu'elle sont plus éloignées encore que les hommes de l'émancipation et qu'une révolution égalitaire des mœurs leur sera d'autant plus favorable. Pour ce faire, la jouissance sexuelle doit être séparée de la fonction procréatrice, ce qui induit la rupture avec la morale classique. La revendication du plaisir est justifiable en soi et doit s'affranchir de l'hypocrisie qui conduit à ne la tolérer que quand elle est liée à la question de la conception. Ainsi, les vieilles filles comme les mères célibataires n'auront plus à vivre dans l'opprobre, la dissimulation ou l'abstinence. Madeleine Pelletier va même plus

---

605. Pelletier, 1932, p. 171.
606. Pelletier, 1932, p. 135.

loin en légitimant la sexualité des femmes infécondes. Chaque homme et chaque femme de la société future devrait être en mesure d'être le seul arbitre de ses relations et de sa sexualité. Ce précepte est d'ailleurs appliqué par Claire Mélin qui n'hésite pas à prendre des amants parmi les hommes de son voisinage sans que cela n'affecte fondamentalement sa relation avec Charles Ratier.

Plus marquantes encore que les mesures sanitaires, la « réforme des mœurs » est donc un acte fort de la nouvelle société. Il s'agit notamment, en s'appuyant sur l'éducation et sur le droit, de mettre « la femme au niveau de l'homme. »[607] Cette transformation vient en complément de la prise en charge médicale et financière des grossesses et de « l'élevage des enfants » par la collectivité et de la mise à disposition des moyens propres à éviter les grossesses. Sur ce point, Madeleine Pelletier s'avère très prudente. On est alors sous le coup de la loi de 1920 et les considérations sur le contrôle en nombre de la population sont plutôt allusives, même si elles sont réitérées tout au long du roman. Toutefois, la licence créative que permet la forme du roman autorise certaines déclarations qui sont sans ambiguïtés : « La légalisation de l'avortement libérait l'acte sexuel des craintes qui, autrefois, en gâtaient tout le plaisir. »[608] Ces diverses mesures ont donc aussi un impact sur la sexualité des femmes. En effet, c'est surtout parce qu'elles sont débarrassées des inquiétudes liées aux charges que représentent les grossesses non désirées, qu'elles peuvent s'épanouir sexuellement, comme les hommes avaient pu, dans une certaine mesure, le faire jusque là.

Madeleine Pelletier insiste également beaucoup sur la nécessité de libérer les femmes des charges inhérentes à la grossesse quand elles ont choisi de la mener à terme. L'enfant n'est désormais plus une charge individuelle mais collective, élevé dans des internats où il bénéficie de tout le confort, de toute l'éducation et de tout le suivi médical dont il a besoin ; à tel point que les familles abandonnent progressivement l'éducation de leurs enfants à l'État, même si la possibilité de s'en charger elles-mêmes est légalement maintenue. Le roman insiste sur la difficulté qu'il y a de passer d'une organisation sociale à une autre et sur la lenteur qu'implique le passage d'un système de valeurs à un autre, notamment du point de vue des mœurs. En ce qui concerne « l'élevage » des enfants par l'État, certains parents sont encore sous l'influence de l'ancien régime et de la culture qui l'accompagnait. Ils préfèrent donc élever eux-mêmes leurs enfants et ne désirent pas les

607. Pelletier, 1932, p. 134.
608. Pelletier, 1932, p. 135.

laisser en internat à l'école. Comme l'école est obligatoire et qu'il n'existe plus de séparation de la société en classes, les enfants externes de parents non adaptés rencontrent chaque jour les enfants totalement pris en charge par l'État. C'est là l'occasion de comparer leur situation respective, au bénéfice de celle des enfants élevés hors des familles traditionnelles. Madeleine Pelletier prédit même que ce sont les demandes des enfants externes, réclamant à être confiés à l'État pour jouir du même confort et de la même hygiène que ceux auxquels accèdent les internes, qui aboutiront le plus sûrement à l'effondrement des familles de l'ancien régime.

Le personnage de Claire Mélin est l'occasion d'établir une comparaison entre l'ancien régime (c'est-à-dire la société actuelle inégalitaire et irrationnelle dans ses choix) et le monde nouveau à venir (celui que la science, alliée à une réforme profonde des mœurs, rend désormais possible). On apprend ainsi, qu'avant la révolution, Claire a connu deux grossesses. L'une s'est terminée par le recours à un avortement clandestin, l'autre par la mort précoce de l'enfant. Après la révolution, elle est également tombée deux fois enceinte, mais elle a accouché de deux enfants sains qui ont été confiés à la collectivité parce qu'elle n'a pas désiré les élever elle-même. Ceux-ci ont été entièrement pris en charge par une société solidaire, dans les meilleures conditions possibles d'hygiène et de confort. A l'âge de deux ans, les enfants ont ensuite été confiés à l'internat de l'École de Paris. Cette conception de l'éducation fait écho aux principes mis en œuvre à Cempuis :

> « L'école n'était plus comme autrefois une institution artificielle et théorique ; le nouveau régime y avait fait entrer la vie. Chaque enfant avait son carré de jardin entouré d'un petit mur. Il y était chez lui, il y cultivait des fleurs, élevait des petites bêtes telles que rats, souris, cochons d'Inde, grenouilles. L'écolier s'initiait ainsi aux lois naturelles ; de bonne heure le mystère de la génération lui était connu. Chaque classe avait son journal tapé à la machine à écrire. On y relatait les événements de la vie scolaire, les faits et gestes des grenouilles et des souris blanches ; les enfants apprenaient en jouant à observer et à rédiger. La surveillance, tout en étant réelle, n'était pas tracassière ; l'enfant, pourvu qu'il ne fasse rien de nuisible, était libre de ses mouvements. […] La vie ne devant plus être une lutte, il était inutile d'apprendre aux enfants à se battre. L'émulation trouvait son compte dans la course, le saut, la bicyclette, etc. […] Aux grandes vacances, toute l'école partait pour des voyages qui étaient en même temps des excursions géographiques, géologiques, botaniques, entomologiques. Les enfants y acquéraient beaucoup. Les sciences naturelles cessaient d'être mortes et ennuyeuses. Tout le monde ramassait et collectionnait. […] Les deux sexes étaient élevés en commun et jusqu'à l'âge de cinq ans ils couchaient dans le même bâtiment. Après cinq ans, ils dormaient séparés, mais étaient réunis tout le jour. On ne cachait pas les différences sexuelles : garçons et filles se voyaient

tout nus, mais on ne donnait sur le sexe que des explications sommaires. »[609]

La place de l'éducation sexuelle dans la formation des enfants est évidemment importante. Après que les deux sexes se soient familiarisés l'un avec l'autre tout au long de la scolarité, la reproduction sexuée leur est enseignée à l'âge de douze ans par l'observation des animaux qu'ils élèvent. L'acte sexuel leur reste néanmoins interdit jusqu'à ce qu'ils aient atteint seize ans, âge auquel un cours sur les moyens d'éviter la grossesse leur est dispensé. Madeleine Pelletier considère en effet que « l'amour pratiqué de trop bonne heure est un danger pour les études »[610].

Autre élément typique des théories néomalthusiennes, l'école a également une fonction de sélection. Certes, la révolution et l'ordre nouveau qu'elle établit, en agissant directement sur les conditions de vie diminuent les chances d'apparition de dégénérés. Pour autant, la science et les arts étant en devenir, il est pour l'instant impossible de prévenir toutes les naissances indésirables. Les dégénérés qui verront le jour seront cependant « reconnus de très bonne heure »[611] grâce à l'expertise des médecins et devront être élevés à part. Passé ce premier tri, le cursus des classes élémentaires jusqu'aux classes supérieures opère ainsi des sélections successives dont le but est d'amener chaque enfant à l'élévation la plus haute possible de la culture qu'il peut assimiler et comprendre. A chaque étape, celles et ceux qui ont atteint leur point d'inaptitude sont ensuite dirigés vers les métiers manuels. Mais le système, selon Madeleine Pelletier, a le mérite de permettre à chacun d'atteindre son meilleur potentiel et, surtout, de ne pas laisser perdre de véritables capacités. En effet, l'ancien régime, qui fonctionnait sur une discrimination de classe en écartant les individus issus des classes populaires de la possibilité d'étudier et de mettre en valeur leurs dispositions, gâchait de nombreuses potentialités. Pour elle, c'est bien le capital propre d'un individu qui définit sa valeur et non son appartenance de classe. Le personnage de Charles Ratier en est la démonstration. Grâce à la révolution, celui-ci, âgé de trente-deux ans et jusqu'alors cantonné par sa naissance aux tâches subalternes et manuelles, a la possibilité de faire de études de médecine. L'élévation sociale individuelle est désormais une réalité, grâce au travail intellectuel. La formation de médecine qu'il va suivre est centrée sur l'acquisition autonome des savoirs et sur la capacité à expérimenter par soi-même ; du reste les cours magistraux ont été supprimés par le pouvoir du Conseil

609. Pelletier, 1932, pp. 138-140.
610. Pelletier, 1932, p. 141.
611. Pelletier, 1932, p. 141.

des dix.

> « Le conseil de l'instruction publique avait supprimé les cours. Les cours, en effet, dans l'enseignement supérieur, constituaient un anachronisme. Expression de la routine, ils étaient les vestiges d'un temps lointain où les livres étaient rares et où on ne pouvait s'instruire qu'en écoutant la parole du maître. […] Pour les étudiants qui devaient faire un travail sérieux et systématique, on pensait que les livres rendaient les cours inutiles. »[612]

Pour ces « récupérés » auxquels la révolution a permis d'accéder à un niveau d'instruction qui correspond effectivement à leur potentiel, les études supérieures et la culture sont désormais accessibles, ce qui leur permet d'acquérir des connaissances de façon autonome. Pour Madeleine Pelletier, la culture est aussi ce qui permet de s'affranchir de toute tutelle, notamment de celle du maître qui est l'incarnation d'une domination de classe. L'autonomie est systématiquement valorisée, tant dans les relations sociales que dans les études dans lesquelles Charles Ratier s'investit totalement au point qu'il en diminue l'étendue de ses relation sociales et que Madeleine Pelletier précise : « Il ne fréquentait guère qu'une douzaine d'anarchistes, férus de sciences. »[613]

Les logements des étudiants en sciences disposent d'une bibliothèque privée et d'un laboratoire propre. Dans le livre, l'accent est constamment mis sur les avantages de l'acquisition indépendante du savoir et des compétences. Les études de sciences qui valorisent l'expérimentation sont placées sous le patronage symbolique de Claude Bernard dont un portrait orne l'appartement de Charles. Science et modernité sont deux notions qui sont liées en permanence dans le roman : les transports sont sans cesse plus efficaces, la vitesse est partout, la vie circule ; à tous les niveaux le mouvement est accéléré. La totalité de la population étudiante vit dans des appartements équipés de l'électricité et de nombreux appareils. Des moyens instrumentaux conséquents sont mis à disposition de l'élève afin qu'il puisse pratiquer la chimie, la physique, la botanique, la zoologie, l'anatomie, la physiologie et la microbiologie (entre autres) à domicile et jusqu'à un niveau assez élevé. Seule l'anatomie humaine semble poser problème, mais pas pour des motifs éthiques. En effet, dans la société nouvelle, les naissances sont régulées, les épidémies enrayées et les ressources nécessaires au bien vivre sont facilement disponibles. En conséquence, on y meurt moins et les élèves de médecine « manquent de cadavres » pour

612. Pelletier, 1932, p. 145.
613. Pelletier, 1932, p. 149.

pratiquer. Des dispositions sont donc prises afin de satisfaire le souci de parfaire la culture anatomique des futurs médecins : « On faisait propagande pour inviter les gens à léguer leurs corps à l'Université. »[614]

Mais l'élément le plus utopique, et en même temps le plus typiquement néomalthusien, est le projet de « régénération ». Ce concept, chez Madeleine Pelletier, n'est pas à comprendre au seul point de vue social, il dépasse le seul projet communiste de réorganisation de la société. Il est plutôt à rapprocher de la partie « eugéniste » de l'œuvre de Paul Robin car il s'agit bien d'une régénération concrète de l'humain, y compris sur le plan physiologique et psychologique. Toutefois, si l'eugénisme de Paul Robin visait une « régénération » de l'humanité par des mesures sélectives et par une éducation spécifique, on peut qualifier de « chirurgicale » la régénération projetée par Madeleine Pelletier.

La régénération chirurgicale est un moyen concret de prolonger la vie humaine. Certes, les préceptes d'hygiène, la bonne santé mentale et physique des individus membres de la société nouvelle sont nécessaires à l'élévation de l'humanité. Et le héros du roman est aux premières loges pour en mesurer les effets : « Charles, depuis qu'il était étudiant, devenait un autre homme : sa taille se redressait , sa poitrine bombait, il n'était plus affaissé sur lui-même comme autrefois. »[615] Dans la droite ligne du monisme matérialiste qui est partagé par les auteurs néomalthusiens, Madeleine Pelletier postule un parallèle étroit entre l'intellect et le corps. L'effet physique réel des dispositions psychologiques lui semble une évidence. On peut voir ici, comme dans tout le roman, le signe de la dimension autobiographique que reflète ce récit de fiction. Comme Charles Ratier, Madeleine Pelletier vient d'un milieu modeste et comme lui elle a pris confiance en elle grâce à sa réussite dans les études de médecine et d'anthropologie. Le caractère déterminant du milieu est un thème fréquemment abordé dans les écrits de Madeleine Pelletier et *Une vie nouvelle* ne déroge pas à la règle. C'est aussi pour cette raison qu'elle juge qu'il faut assainir l'espace, le logement, les conditions physiques de la vie. Il faut vraiment détruire le mode ancien, ce qui inclut le vieux Paris, pour voir petit à petit se régénérer une humanité rationnelle, prête à intégrer des mœurs nouvelles.

Lorsque les protagonistes évoquent cette nécessité du changement, ils mettent en accusation l'ancien régime responsable d'un milieu social dont la dégradation détermine certains individus au crime. Et lorsqu'ils évoquent les criminels qu'ils ont connus dans leur

614. Pelletier, 1932, p. 152.
615. Pelletier, 1932, p. 154.

vie avant la révolution, c'est pour mettre en relief le caractère extrêmement nuisible de ce déterminisme :

> « Étaient-ils tous foncièrement mauvais ? Non certainement. La plupart étaient des gens comme les autres dont seules les circonstances avaient fait des malfaiteurs. […] Le rôle du milieu ; Lily en était un exemple ; prostituée, amante des voleurs et des assassins sous l'ancien régime, elle était devenue dans le monde nouveau une femme honnête et travailleuse. Lui-même [Charles Ratier] avait dû déployer beaucoup d'énergie pour s'arracher à la délinquance ; il lui avait fallu changer de quartier, fuir ses camarades, se condamner pour des mois à une vie solitaire, mais il était un être d'exception, la majorité se laisse porter par les circonstances, elle ne leur résiste pas. »[616]

On reconnaît là des éléments habituels de la double détermination que nous avons mise en relief chez les néomalthusiens. On y voit l'influence incontestable du milieu ; mais ce déterminisme n'est pas total car, de par leurs ressources propres, certains individus ont la force nécessaire de lutter contre ces déterminations. Le potentiel individuel peut être affecté négativement par le milieu qui peut jouer un rôle inhibiteur à l'égard des facultés positives et, a contrario, éveiller, actualiser des tendances négatives. En d'autres termes, le capital qualitatif d'un individu le dispose, plus ou moins fortement, à la détermination par le milieu. Certains caractères permettent d'infléchir la relation de nécessité et peuvent même la neutraliser.

C'est sans doute dans la même perspective que Madeleine Pelletier juge positif, voire nécessaire, de détruire le milieu que constitue la famille traditionnelle, patriarcale, et se réjouit d'un avenir proche où la rupture avec l'ancien régime serait consommée :

> « La nouvelle génération n'a pas connu le monde ancien. Elle a été presque toute entière élevée dans l'école communiste ; elle ignore ses parents. […] L'émancipation de la femme est complète, et, comme l'éducation des filles n'est plus alourdie par les préjugés et les entraves de toute nature, l'égalité intellectuelle des deux sexes est absolue. Le sexe féminin aurait même tendance à l'emporter et cela au grand étonnement des vieilles gens qui avaient toujours pensé que l'intelligence féminine était irréductiblement inférieure. […] Aussi l'orgueil masculin en tant qu'orgueil de sexe est-il en décroissance, les jeunes hommes ne l'ont pas du tout. »[617]

Dans l'amélioration du cadre de vie, le progrès technique joue à l'évidence un rôle

616. Pelletier, 1932, pp. 166-167.
617. Pelletier, 1932, p. 172.

majeur ; il trouve donc aussi sa place dans l'utopie de M. Pelletier. Là encore c'est l'idée de vitesse et d'efficacité qui domine. La vie nouvelle est une vie qui circule, qui communique, qui permet l'affranchissement maximal à l'égard des besognes qui étaient autrefois le signe de la distance et de la discrimination sociale. C'est aussi et surtout un mode qui, grâce aux progrès de la médecine et de l'organisation de la société, promet une vie à la fois meilleure et plus longue. Ce progrès est essentiellement imputable à une meilleure adéquation des capacités individuelles avec les tâches à accomplir. Ce n'est plus la naissance qui détermine tel ou tel individu à tel rôle social, ce n'est pas non plus son sexe, mais c'est le potentiel qui est le sien. Les moyens humains sont affectés aux fonctions qui correspondent à leur potentiel. Fort heureusement, ce capital n'est pas déterminé uniquement par le milieu et n'est pas nécessairement affecté de manière irréversible par un cadre social qui ne serait pas complètement sain : dans la société régénérée, un certain nombre d'individus sont récupérables ou adaptables. La collectivité peut tirer profit de ce dont ils sont les détenteurs. Une meilleure organisation sociale peut révéler, comme elle va d'ailleurs le faire pour Charles Ratier, leur valeur intrinsèque qui prend alors une dimension communautaire. Ces considérations sur la rationalisation de l'organisation du travail sont assez proches de celles que l'on trouve chez Justin Sicard de Plauzoles.

En outre, dans une perspective toute malthusienne, des considérations relatives à la gestion de l'espace sont également abordées. Dans un espace-temps qui est fini, les possibilités d'extension indéfinie n'existent pas ; il convient donc de mieux gérer l'espace dont on dispose. En plus d'une meilleure exploitation des ressources disponibles et d'une colonisation des espaces inhabités, *Une vie nouvelle* envisage même les voyages « interplanétaires »[618]. Quelques années après la révolution, le premier voyage lunaire est accompli à l'aide d'un aéronef autopropulsé. Cette idée est alors débattue par la communauté des savants et envisagée en France par des physiciens et des ingénieurs de renom, et ce depuis le début des années 1910. Robert Esnault-Pelterie (1881-1957), physicien et ingénieur en aéronautique, y consacrera des publications et des recherches, comme en témoigne par exemple cette communication faite à la société française de physique dès le 15 novembre 1912[619]. Par la suite, Esnault-Pelterie publiera *L'Exploration par fusées de la très haute atmosphère et la possibilité des voyages interplanétaires*[620] (1928) et *L'astronautique* [621] (1930), dans lesquels il développe l'idée de « vol spatial ». Ces deux derniers textes sont contemporains de l'écriture d'*Une vie nouvelle*.

---

618. Pelletier, 1932, pp. 187-193.

Les réalisations concrètes, fruits de la recherche scientifique, qui sont abordées dans le roman de Madeleine Pelletier correspondent donc toutes à des applications possibles qui sont en débat à son époque :

> « Les progrès de la science sont rapides parce que de plus en plus les carrières scientifiques sont occupées par les capacités. Depuis longtemps la télévision est découverte[622]. Grâce à des moyens spéciaux il a été possible de voir fonctionner les organes du corps humain et même le cerveau. La transmutation est un fait accompli ; les chimistes font de l'or quand ils le veulent. […] Le Sahara est cultivé, des forêts de palmiers en ont retenu les sables mouvants ; on y a construit de grandes villes et des autobus le sillonnent de toutes parts. Les indigènes blancs, noirs et jaunes sont devenus amis sans aucune arrière-pensée ; ils comprennent les bienfaits de la civilisation, surtout depuis qu'on est parvenu à les affranchir de toute religion. Les maladies ont beaucoup diminué, grâce à la vie hygiénique menée par tout le monde ; plus d'alcool, plus de tabac. On a trouvé le remède à la tuberculose et au cancer qui ne sont plus que des affections sans gravité. »[623]

Sur tous les plans, l'action technique sur le milieu permet donc de faire en sorte que l'environnement ne soit plus jamais un facteur limitatif et qu'il puisse au contraire révéler le meilleur du capital humain existant. Toutefois, cet optimisme fort est tempéré chez Madeleine Pelletier par une considération relative aux limites du pouvoir réel de l'éducation dans le cadre de l'action positive sur le milieu. On constate notamment que les destinées comparées de Charles Ratier et de Claire Mélin sont, de ce point de vue, foncièrement différentes :

> « En dépit de la bonne éducation, la mentalité de Claire Mélin était générale. Le théâtre, le cinéma, le jeu suffisaient aux besoins intellectuels de la grande majorité : le sport faisait fureur et passionnait les deux tiers de la population. […] Car, tout en étant beaucoup plus cultivés [*sic*], la masse ouvrière était de par son intelligence naturelle guère supérieure à celle de l'ancien régime ; les

---

619. « De nombreux auteurs ont fait du voyage de l'homme d'un astre à un autre un sujet de roman. […] nous avons envisagé la possibilité théorique pour un mobile doué de propriétés spéciales de se déplacer entre la terre et la lune. C'est là un problème de mécanique pure. […] L'examen intégral de la question entraîne celui de l'examen des conditions physiologiques qu'il faudrait remplir pour que la vie soit possible dans de semblables conditions. Les progrès réalisés dans les sous-marins peuvent dès maintenant faire considérer comme très possible dans l'avenir la régénération d'une atmosphère confinée pendant une centaine d'heures. » Esnault-Pelterie, « Considérations sur les résultats d'un allègement indéfini des moteurs », 1913, pp. 218-230.
620. Esnault-Pelterie, 1928.
621. Esnault-Pelterie, 1930.
622. La première expérience de diffusion télévisée en direct a lieu à Londres le 26 janvier 1926. En France, la première transmission à distance d'une image date de 1931, les premières émissions quotidiennes de 1937 et ne concernent alors qu'une centaine de postes de réception, à Paris uniquement. Voir Albert et Tudesq, 1996.
623. Pelletier, 1932, pp. 172-173.

> cerveaux d'élite condamnés autrefois à y croupir en étaient retirés. Tout ce qui montrait un esprit curieux, une volonté d'apprendre était versé dans les carrières intellectuelles ; la moyenne des classes scolaires allaient aux métiers d'intelligence ; horlogers, mécaniciens, etc., la queue pourvoyait aux métiers faciles que le machinisme rendait plus faciles encore. Là, on entrait joyeux à l'atelier, libéré enfin de la discipline scolaire et on passait sa vie à ne pas s'en faire. Sous l'ancien régime, la misère et la faim forçaient parfois cette masse à demander des comptes aux dirigeants. Maintenant, elle n'avait plus de raisons de sortir de sa bienheureuse torpeur [...]. »[624]

Selon Madeleine Pelletier, la priorité du politique est de pourvoir au nécessaire pour satisfaire les besoins de la « masse ». Elle pense que c'est d'abord le manque qui génère l'agressivité, la violence et le crime. Mais elle demeure pragmatique et considère que l'attrait intellectuel pour la connaissance et la volonté ne sont pas égaux chez tous les individus. En conséquence, une fois surmontés les déterminismes de classe — ce que le communisme parvient à faire en procurant à chacun ce qui lui permet de bien vivre — les individus peuvent arrêter leur effort où ils le souhaitent sans être envieux de ceux qui veulent continuer à s'élever. Et, si la majorité va plutôt vers « les métiers d'intelligence », d'autres préférent une vie de « torpeur » sans effort. L'avènement de la révolution a permis de constater que le maintien dans l'ignorance n'était pas uniquement imputable à la domination de classe (cause externe). Il a aussi des causes internes — notamment l'hérédité — qui déterminent la volonté et les capacités individuelles et, en conséquence, le rôle social. Le pragmatisme élitiste dont fait preuve Madeleine Pelletier pourrait paraître contradictoire avec l'engagement communiste, et ce d'autant plus qu'elle considère que toute société est composée d'individus inégaux par nature. Cependant, dans la société qu'elle imagine, la place et le rôle social des membres sont déterminés par les capacités et non par l'origine sociale. On peut optimiser le fonctionnement de l'organisme social en attribuant à chacun la tâche qui lui correspond le mieux et qui va valoriser ses capacités productives, ce que l'ancien régime était incapable de faire. Le rôle du politique est d'articuler les inégalités individuelles entre elles en fonction de l'intérêt collectif, ce qui devient possible avec une organisation juste et rationnelle dont le communisme est, selon elle, un exemple. Cette position est à la fois typiquement néomalthusienne et extrêmement proche des préoccupations de la première partie de la carrière de Madeleine Pelletier, celle qui fut consacrée aux recherches anthropologiques dans le sillage des travaux de Paul

624. Pelletier, 1932, pp. 178-179.

Broca. Charles Ratier fait partie de cette élite intellectuelle et morale dont le potentiel eût été gâché sans la salutaire révolution communiste qu'elle décrit, de ses prémisses à son aboutissement. Après avoir achevé ses études de médecine, Charles Ratier devient docteur, se spécialise en biologie et travaille dans un laboratoire sous la direction d'un prestigieux savant, « déjà célèbre sous l'ancien régime »[625]. Là encore, il est difficile de ne pas voir des éléments directement issus de la biographie personnelle de Madeleine Pelletier. La « vie nouvelle », désigne une société débarrassée de toutes les injustices, les contradictions et les incohérences qui caractérisaient le monde ancien, mais c'est la véritable « renaissance » de ceux qui ont été « récupérés » et dont la valeur personnelle, la « transformation sociale », deviennent une richesse collective.

Désormais payé au coefficient 3, Charles Ratier assiste aux progrès de la chirurgie ; il y contribue lui-même en travaillant sur les xénogreffes d'organes et sur la régénération du foie, et devient un médecin célèbre. Il s'investit notamment dans la régénération chirurgicale :

> « On avait […] découvert de nouveaux procédés de rajeunissement et des courants électriques dirigés vers les artères les maintenaient souples. Grâce aux massages et aux crèmes, personne n'avait plus de rides ; des applications de rayons infra-rouges empêchaient les cheveux de blanchir. […] Il eut l'idée d'appliquer à la vieillesse la greffe qui lui avait si bien réussi dans les maladies. Sur un vieillard de quatre-vingts ans qui voulut bien y consentir, il tenta la régénération des organes. Déjà le cœur, le foie et les reins avaient reçu des greffons pris sur un veau et les résultats avaient été merveilleux. Le vieillard au bout de six mois n'était plus reconnaissable ; il ne paraissait pas plus de cinquante ans, tant il était souple et vigoureux. »[626]

Le concept de « régénération », cher aux néomalthusiens de la première heure, est donc ici interprété d'une manière un peu différente, même si la dynamique est la même. Il s'agit d'un processus intervenant de manière tout à fait concrète sur les corps individuels. Ce faisant, Madeleine Pelletier accomplit sa propre œuvre de régénération. En complément d'une « régénération éducative » (enseignement, culture, formation), elle appelle de ses vœux une « régénération médicale » ou « chirurgicale », le but final étant pleinement politique : la « régénération sociale ». Il s'agit d'une illustration supplémentaire du « Bonne naissance, bonne éducation, bonne organisation sociale » de Paul Robin. Dans ce processus positif, la science a évidemment un rôle tout à fait essentiel, car elle est la seule

625. Pelletier, 1932, p. 198.
626. Pelletier, 1932, pp. 197-199.

voie du bonheur :

> « Une joie immense s'emparait de tout le monde. On imprimait dans les journaux qu'enfin la science humaine allait arriver à dompter la mort. La question de la mort et de la vie était retournée dans tous les sens. On prenait en pitié les anciens qui n'avaient à opposer à la mort que l'illusion d'une vie future ; on les raillait aussi pour le peu de cas qu'ils faisaient de la vie, la sacrifiant dans des guerres par stupide orgueil national. Maintenant, on tenait la vérité ; la vie terrestre que, grâce à la science, on pourrait peut-être doubler, tripler, qu'en savait-on ? Le cauchemar des fins dernières était dissipé, car sans doute, à deux-cents ou à trois-cents ans, on devait désirer mourir. Mais la prolongation de la vie allait poser d'autres problèmes, notamment celui de la surpopulation. Les vieillards ne mourant plus, la population ne pouvait pas ne pas s'accroître dans des proportions inquiétantes. La France avait alors cinquante millions d'habitants et n'en pouvait guère nourrir davantage. »[627]

Le progrès scientifique, aussi dynamique soit-il, ne suffit donc pas pour compenser la surpopulation. Il contribue même à son aggravation et conduit à se poser de manière encore plus crue la classique question du seuil admissible d'habitants de la terre qui préoccupe tant l'approche néomalthusienne. Les solutions envisagées pour remédier à cette inquiétude démographique sont de deux types. Madeleine Pelletier a déjà évoqué l'une d'entre elles, la colonisation de territoires déserts, éventuellement la conquête interplanétaire. Mais l'espace disponible n'étant pas extensible à l'infini et la conquête de nouveaux territoires dépendant d'un avenir trop lointain et, pour l'instant, trop incertain pour qu'elle puisse être raisonnablement envisagée comme solution, *Une vie nouvelle* revient sur la limitation des naissances. Il s'agit bien du seul moyen d'action rationnel et adapté pour la gestion de l'espace-temps. Certaines formules ont des échos du malthusianisme originel : « Celui qui est sur la terre tient à y rester, mais celui qui n'y est pas ne tient pas à y venir. »[628] La limitation des naissances s'appuie sur des analyses savantes, qui mêlent considérations économiques, scientifiques et politiques, et se concrétise par des mesures nombreuses telles que la réduction des congés-maternité (limités à six mois). Elle est rendue d'autant plus nécessaire que l'allongement de la vie qui a été rendu possible par les progrès de l'hygiène et la régénération est considérable. Avec la notion de seuil limite du nombre de la population mondiale, la question de la qualité de ceux qui doivent peupler l'espace est elle aussi réintroduite. Mais pour qu'elle soit clairement posée, il faut régler la question des croyances métaphysiques qui reposent sur

627. Pelletier, 1932, p. 199.
628. Pelletier, 1932, p. 225.

un ordre de valeur obsolète. La qualité des membres d'une collectivité doit désormais pouvoir être objectivée afin de ne plus reposer sur des illusions telles que l'origine de classe ou la religion. En ce sens, pour Madeleine Pelletier, l'aristocratie de la société régénérée est aux antipodes de la ploutocratie de l'ancien régime car elle a rejeté toutes les déterminations autres que celles validées par la science.

D'autre part, la révolution évoquée par *Une vie nouvelle* demeure nationale, elle est limitée au territoire français. Or, la terre est aussi composée d'États demeurés capitalistes au sein desquels les illusions religieuses sont encore tenaces, comme c'est le cas pour l'Italie. Il appartient donc aux États progressistes de tenter de convaincre les autres de choisir la voie de la science plutôt que de rester soumis à des croyances nuisibles, opportunément entretenues par un ordre réactionnaire. Par quel moyen efficace pourrait-on convaincre le reste du monde que la voie de l'utopie scientifique communiste est le seul chemin qui puisse conduire la plus grande partie de l'humanité au plus grand bonheur possible ? La réponse est renvoyée à la fin de l'ouvrage. Il s'agit d'un progrès supplémentaire de la régénération accompli par Charles Ratier après qu'il soit devenu professeur et qu'il puisse se consacrer pleinement à la recherche : le potentiel offert par la plasmogénie. La plasmogénie est le nom donné à la biologie synthétique qui vise à produire la vie à partir de ses conditions physico-chimiques et qui, par conséquent, conteste l'irréductibilité du vivant. Cette discipline reste attachée au nom de Stéphane Leduc. A l'instar de Binet-Sanglé dans son œuvre de 1918, il y a aussi chez Madeleine Pelletier une référence aux travaux de Leduc et à la biologie synthétique dont le projet est ainsi résumé :

> « Depuis longtemps on avait remarqué que les corps de la chimie minérale, mélangés en certaines proportions, avaient fait apparaître des formations semblables soit à des plantes, soit à des coquilles, soit même à des animaux rudimentaires. […] Plus tard des savants avaient mieux étudié la question. Herrera[629] au Mexique, Leduc en France, avaient pu imiter avec des substances minérales les cellules protoplasmiques, leur croissance, leur reproduction par la kariokinèse[630]. […] Comme toute nouvelle science, la plasmogénie n'avait rencontré dans l'ancienne société que découragement et moquerie. […] La connaissance de la vérité importait beaucoup moins que le souci d'empêcher un confrère de réussir. »[631]

---

629. Il s'agit d'Alfonso Luis Herrera (1868-1942), un scientifique mexicain qui travaillait sur l'origine de la vie et qui a travaillé sur la plasmogénie à partir des années 1930, considérant que la vie pouvait être réduite à ses composés physico-chimiques.
630. Karyokinèse (ou caryocinèse) : « n.f. Division indirecte de la cellule vivante avec changement de l'état du noyau (on dit aujourd'hui *mitose*) ». *Le Grand Robert de la langue française*, 2014.
631. Pelletier, 1932, pp. 210-211.

La dimension autobiographique est une fois de plus manifeste dans les travaux de Madeleine Pelletier. Cette image du savant novateur et progressiste dont les projets sont tournés en ridicule dans une société inégalitaire, et réactionnaire de par sa structure même, n'est sans doute pas sans rapports avec la manière dont se perçoit Madeleine Pelletier. La biologie synthétique et la plasmogénie sont des théories intéressantes pour elle parce qu'elles sont originales en leur temps mais, principalement, parce qu'elles sont parfaitement compatibles avec tout le système auquel elle est attachée. La réduction du vivant au physico-chimique valide les thèses matérialistes les plus radicales et vient confirmer la critique des illusions métaphysiques, du spiritualisme et de la religion. Madeleine Pelletier fustige également tous les conservatismes qui font obstacle au progrès, tant dans la communauté scientifique que dans le contexte politique. Le caractère révolutionnaire de la biologie synthétique lui paraît digne d'être défendu non seulement pour des raisons scientifiques mais aussi par conviction éthique et politique. C'est aussi ce qui explique en partie l'attachement des néomalthusiens pour Haeckel, lui-même intéressé par la découverte de formes primordiales de la vie permettant d'établir que le vivant peut naître de l'inerte. En 1868, le biologiste Thomas Henry Huxley (1825-1895) examine des prélèvements de boue issus des fonds marins conservés dans de l'alcool et il croit observer une substance albumineuse correspondant au protoplasme, lien entre l'inorganique et l'organique considéré par Haeckel comme l'origine de toute vie, qu'il nomme *Bathybius haeckelii* en l'honneur du savant allemand. On pense alors avoir identifié un exemple du protoplasme théorisé par Haeckel. Cependant, dès 1875, des expériences complémentaires montrent que *Bathybius* n'est en fait qu'un précipité de sulfate de calcium produit par une réaction chimique entre l'eau de mer et le liquide de conservation. L'hypothèse de la forme protoplasmique de la vie est alors abandonnée, Huxley reconnaît publiquement son erreur, même si Haeckel lui-même maintient cette hypothèse jusqu'en 1883[632]. Les défenseurs de la biologie synthétique, Leduc et Herrera, effectuent un retour à cette hypothèse lorsqu'ils étudient la possibilité d'observer l'apparition spontanée de la vie à partir des seules conditions physico-chimiques. Malgré les oppositions et le rejet des institutions, Stéphane Leduc poursuit ses travaux sur ce qu'il considère comme une discipline nouvelle jusque dans les années 1930[633]. En défendant la biologie, Madeleine Pelletier ne se contente pas de se conformer à une science ayant fait ses preuves et validée par la communauté

632. Voir Thuillier, 1975, pp. 1086-1090 et Roger, 1995, pp. 372-393.
633. Voir Tirard, 2009, pp. 71-72.

scientifique et par les institutions. Elle se montre capable d'adopter une position théorique un peu risquée en faisant un pari sur l'avenir qui exprime bien la nature et l'objet de ses propres convictions.

Médecin et chercheur réputé, le personnage de Charles Ratier concrétise et prolonge l'œuvre de la biologie synthétique. Il parvient ainsi à créer de toutes pièces la vie en produisant du zooplancton, devenant le premier homme de l'histoire à produire la vie à partir de ses conditions purement physico-chimiques. Ce faisant, il démontre que tout attachement aux « reliques métaphysiques », comme les notions de force vitale ou d'âme, qui encombrent encore le vocabulaire de la science, est infondé. On comprend dès lors que la tutelle symbolique de Claude Bernard[634] soit si régulièrement convoquée. En fabriquant un radiolaire, il fait de cet heureux résultat l'élément décisif qui va légitimer la plasmogénie. L'enthousiasme est grand car si l'homme est en mesure de reproduire techniquement la vie, cette dernière cesse d'être un mystère en même temps qu'une limite. Grâce à ses avancées, la science a « vaincu la mort » et la vieillesse cesse d'être une affreuse fatalité. Un chant populaire, *Nous sommes les maîtres de la vie*, vient célébrer le résultat des travaux de Charles Ratier. Celui-ci, après avoir été un pionnier de la greffe d'organes et des xénogreffes, vient compléter le travail de « régénération » par le rajeunissement cellulaire permis par une biologie synthétique désormais maîtrisée. Sous son impulsion, la régénération se généralise et se diffuse à toute la société, des scientifiques français l'exportent dans les autres pays, notamment en Italie où ils forment d'autres scientifiques à la maîtrise théorique et pratique de ces connaissances nouvelles. La vieillesse étant devenue « une maladie guérissable » au moyen de régénérations successives, la longévité s'accroît très sensiblement. Outre l'effet ambivalent de cet accroissement, qui, comme nous l'avons vu, contraint à prendre de nouvelles mesures visant à proportionner la population aux ressources et à l'espace effectivement disponibles, la régénération a aussi des effets éminemment positifs. En effet, la France devient un exemple pour les pays du monde. La régénération individuelle, que Charles Ratier a testée sur lui-même, fait des envieux et tous veulent en bénéficier. Cette innovation majeure dans le domaine biomédical a un effet inattendu : elle permet de combattre l'aliénation religieuse dans les autres pays : « Déjà la synthèse de la vie avait porté un grand coup à la

634. Claude Bernard écrit : « La méthode expérimentale détourne nécessairement de la recherche chimérique du principe vital ; il n'y a pas plus de force vitale que de force minérale, ou, si l'on veut, l'une existe tout autant que l'autre. Le mot force que nous employons n'est qu'une abstraction dont nous nous servons pour la commodité du langage. Pour le mécanicien la force est le rapport d'un mouvement à sa cause. Pour le physicien, le chimiste et le physiologiste, c'est au fond de même. » Cl. Bernard, [1865] 1966, p. 107.

religion, la régénération humaine la détruisit presque complètement. […] Si l'homme pouvait créer la vie, elle n'était pas l'œuvre de Dieu. »[635]

Madeleine Pelletier n'envisage pourtant pas, à moyen terme, un progrès tel de la biologie synthétique que celle-ci puisse être en mesure de produire un homme complet, mais on peut résumer l'utilité de ses progrès selon deux axes. D'une part, sur le plan des techniques biomédicales, parce qu'elle est un complément des greffes pratiquées, qu'elle est porteuse d'espoir pour stimuler la recherche future. D'autre part, sur le plan de la réforme des mœurs, sur celui de la « santé psychologique », elle permet de valider l'approche positiviste en démontrant que la vie peut se réduire au physico-chimique. Un réductionnisme ou même un physicalisme triomphants paraissent être, pour Madeleine Pelletier, la meilleure arme contre la religion. La fin du roman évoque d'ailleurs la conversion du pape lui-même à la morale rationnelle et la disparition de sa foi. Inquiet de sa fin prochaine, perdant peu à peu ses convictions relatives à une destinée supra-naturelle qui ferait suite à la vie charnelle, celui-ci contacte Charles Ratier pour bénéficier de la régénération humaine. Si la régénération a raison de la foi du pape, on peut tout espérer de l'extension de sa pratique. L'Italie en vient d'ailleurs à adopter le modèle communiste. C'est donc la science elle-même, dans son discours et dans ses actes, qui est aux fondements de la révolution communiste.

Une vie nouvelle, modèle d'utopie scientiste, se conclut sur les perspectives d'un Charles Ratier centenaire qui se lance dans l'action politique et qui envisage de devenir président de la Chine, nouvellement convertie au communisme, et qu'il se donne la tâche de réorganiser. Madeleine Pelletier a plus de cinquante cinq ans quand elle rédige ce roman ; c'est une de ses dernières publications. Par son optimisme, mais aussi par ses réserves, on peut considérer qu'elle constitue une sorte de synthèse des engagements de son auteur. Mais les éléments de culture scientifique qui y sont abordés démontrent que Madeleine Pelletier restait en contact avec les débats scientifiques de son temps et se montrait curieuse à l'égard de tout ce qui pouvait constituer un progrès de la raison dans le cadre de la maîtrise de la nature, et plus précisément de la nature humaine. Ce travail est une illustration de la tendance politique native du néomalthusianisme à produire des utopies. Mais il traduit aussi l'originalité propre de son auteur.

Ce qu'il a de commun avec les autres écrits du néomalthusianisme français, c'est la place centrale accordée à la science, science dont la rationalité a un effet dans les trois

635. Pelletier, 1932, pp. 226-227.

domaines de l'éducation (culture expérimentale autonome, affranchissement à l'égard de toute croyance), de la médecine (maîtrise de l'hygiène, de l'alimentation, régénération humaine) et de l'organisation politique de la société (société égalitaire, librement inspirée du modèle communiste). Ce qu'il a de spécifique, c'est cet ancrage très « politique ». En effet, quand P. Robin préconise une « bonne organisation sociale », en dépit de son approche influencée par la pensée de Bakounine et par le marxisme, il ne prône pas de modèle politiquement existant. Selon lui, c'est le rationalisme scientiste lui-même qui doit servir de guide à toute organisation, cette perspective transcende toute approche spécifiquement politique. Le politique doit toujours demeurer assujetti à la science. Or, pour Madeleine Pelletier, il y a identification entre le modèle communiste, tel qu'elle se le représente, et l'approche scientiste. Même si le raisonnement scientifique prépare le terrain pour l'instauration du communisme, ce dernier est en lui-même l'incarnation la plus haute et la plus radicale du rationalisme. On remarque toutefois que le communisme de Madeleine Pelletier n'est pas, à proprement parler, des plus orthodoxes. Il se teinte d'un élitisme fort, jamais démenti, et sensible depuis ses premiers écrits d'anthropologue. Il atteste sans doute des hésitations politiques qui furent les siennes et du parcours qui en résulte. Intéressée par l'anarchisme dans sa jeunesse, elle se rapproche ensuite des socialistes, sans toutefois abandonner certains principes libertaires d'indépendance individuelle auxquels elle semble irréductiblement attachée. Ce qu'elle reproche à l'anarchisme, c'est son manque de pragmatisme. Mais elle exprime régulièrement sa sympathie pour ses idées. L'anarchisme exprime l'idéalisme de la jeunesse, et sa révolte contre une organisation sociale injuste est, en tant que telle, tout à fait légitime. En revanche, la maturité doit conduire à un positionnement politique considéré comme plus pragmatique. De ce point de vue, un socialisme progressiste, ou un communisme révolutionnaire, éclairés par la science lui paraissent de meilleures bases pour envisager la société idéale.

Une vie nouvelle est un roman qui intrigue par son statut. Il n'est pas si aisé de lui trouver une place dans la production de Madeleine Pelletier. A quel domaine de son œuvre faut-il plus particulièrement le rattacher ? Qu'attendait son auteur de la publication de cette fiction ? Dans un chapitre de *Madeleine Pelletier. Une féministe dans l'arène politique* (1992)[636] consacré à ses derniers écrits, Charles Sowerwine et Claude Maignien apportent

636. Sowerwine et Maignien, 1992, pp. 203-212.

quelques éléments de réponse. Selon eux, il s'agit d'une « tentative de mise en ordre du réel »[637] dont la dimension est avant tout politique. Cela correspond à l'angle d'approche de leur travail biographique. Pour eux, le propos de Pelletier traduit une inquiétude, voire un désarroi, relatif aux solutions politiques et le roman se termine par un constat d'échec : « Madeleine Pelletier ne parvient pas à concilier collectivisme et individualisme »[638]. Nous pensons au contraire que le roman parvient très bien à articuler l'autonomie individuelle (matérielle, intellectuelle, psychologique et morale) à laquelle doivent parvenir les individus pour leur participation à une œuvre collective. En effet, si Madeleine Pelletier retient quelque chose de son parcours anarchiste, c'est que la condition a priori nécessaire à l'établissement d'une organisation sociale saine est le bien être des membres qui composent la collectivité. En d'autres termes, ce n'est que lorsque les individus seront émancipés au maximum que les rapports de concurrence et la violence qui en découle disparaîtront. Et si elle valorise à ce point la réalisation individuelle, c'est parce qu'elle considère que sans elle, il n'y a pas de collectivité saine possible. D'autre part, Sowerwine et Maignien considèrent que la prise en charge des membres de la société par l'État, que Pelletier décrit quand elle traite de l'élevage des enfants, est un conditionnement et que cela est contraire à son idéal d'émancipation. Or, cette idée est précisément l'une de celles qui sont les plus importantes pour cerner le type d'organisation dont rêve Madeleine Pelletier, ainsi que la plupart des auteurs néomalthusiens. En effet, dans la mesure où la procréation est le moyen par lequel la société capitaliste assure la domination de classe, le premier acte révolutionnaire consiste à affranchir ceux qui sont victimes d'une procréation non régulée : les femmes, bien sûr, mais, plus largement, les prolétaires. Et la seule manière d'opérer ce renversement des mœurs est de collectiviser la procréation. C'est la raison pour laquelle Madeleine Pelletier développe sa conception spécifique de la maternité : ce n'est plus une affaire de femmes, mais une question collective. Il y a intérêt pour tous que les enfants soient les plus heureux possibles. Or, le bonheur des individus dépend de l'absence de tutelles. Et, au nombre des valeurs réactionnaires qui étouffent notre liberté individuelle, outre la domination de classe, la religion et la métaphysique, on trouve la famille. Pour autant, *Une vie nouvelle* ne retire pas aux mères ou aux pères qui voudraient élever leurs enfants jusqu'à l'âge de cinq ans le droit de le faire (elle ne donne pas dans le roman de précisions au-delà de cet âge), mais il ne faut en aucune manière que cette décision soit le

637. Sowerwine et Maignien, 1992, p. 203.
638. Sowerwine et Maignien, 1992, p. 209.

fait d'une culpabilité ou d'une dette morale. L'enfant est désiré par l'État, il doit être assumé par lui. En outre, la liberté des femmes dépend directement de cette prise en charge. Il faut concevoir la cité imaginée par Madeleine Pelletier comme un agrégat d'individus maintenus dans une structure cohérente qui ne perdure que parce que les êtres qui la composent sont libres d'y adhérer et ne sont soumis à aucune volonté particulière autre que la leur.

Dans « L'utopie des années trente. *Une vie nouvelle*, un roman de Madeleine Pelletier » (1992), Claudie Lesselier affirme que le projet de l'auteure est de « faire le bilan et la synthèse de ses idées et de son expérience »[639]. Nous pensons effectivement qu'il s'agit d'une tentative synthétique pour donner du sens à une carrière faite de centres d'intérêt multiples. En ce sens, Claudie Lesselier a raison de dire que ce roman nous apprend beaucoup sur l'auteure et sur ses préoccupations personnelles. Mais, elle nous invite aussi à une lecture qui mettrait en rapport les engagements de Madeleine Pelletier avec le contexte historique dans lequel elle évolue. Ainsi, le destin de Charles Ratier n'est-il pas seulement une manière pour Madeleine Pelletier de parler d'elle-même, mais une tentative pour surmonter les difficultés rencontrées dans les tentatives révolutionnaires pour établir une meilleure organisation sociale. Madeleine Pelletier est affectée par la violence et l'irrationalité que l'histoire humaine donne à voir, mais elle refuse pourtant de céder au fatalisme. Par delà les guerres et les échecs révolutionnaires, elle cherche à saisir ce qui pourrait être valorisé. Dans une perspective marxiste, elle est persuadée que la domination de classe, qui comprend la domination sociale des femmes et des jeunes, est l'aliénation contre laquelle il faut lutter. Pourtant, elle admet aussi que la cohérence et la paix sociales doivent être fondées sur un principe d'autorité. Pour cela elle imagine une hiérarchie sociale établie en fonction des capacités objectives et du mérite individuel des membres de la société. La conclusion de Claudie Lesselier ne cherche pas à pointer les contradictions de Madeleine Pelletier : « Pour apprécier globalement l'utopie de Madeleine Pelletier, on pourrait conclure qu'elle s'écarte nettement de certains de ses modèles par son attachement à la liberté individuelle et son refus du contrôle social. Mais elle est en deçà de l'imaginaire d'une société libertaire, auto-organisée et égalitaire, que d'autres penseurs ont proposé. En fait elle n'est pas plus capable que ses prédécesseurs (serait-ce possible d'ailleurs dans les formes de l'écriture romanesque traditionnelle ?) de problématiser les contradictions

639. Lesselier, 1992, p. 167.

inhérentes au projet utopique lui-même. »[640] Si nous souscrivons à la première partie de cette conclusion qui met en relief la place accordée à l'émancipation individuelle dans l'œuvre de Madeleine Pelletier, nous ne considérons pas que le fait de surmonter toute contradiction soit une nécessité pour fonder un discours. Les théories que critique Madeleine Pelletier dans *Une vie nouvelle* (le capitalisme, le communisme, etc.) sont elles-mêmes porteuses de contradictions. Mais peut-on lui reprocher de ne pas parvenir à toutes les corriger, notamment lorsqu'elle propose une organisation sociale qui n'évite pas la hiérarchisation de ses membres ?

640. Lesselier, 1992, p. 174.

Troisième partie

Diffuser et convaincre

Chapitre 7

Les lieux du néomalthusianisme en France

Dans sa somme sur Paul Robin, Christiane Demeulenaere-Douyère choisit de dissocier l'œuvre du pédagogue de celle du militant néomalthusien défenseur de thèses eugénistes, même si elle perçoit avec finesse les liens intellectuels entre l'éducation et l'action politique. Dans cette perspective, elle met en lumière la carrière, la vie et les écrits de Paul Robin du point de vue des questions éducatives. Cette approche thématique est tout à fait légitime mais elle ne correspond pas aux éléments de l'action de Paul Robin dont nous voulons souligner ici l'importance. Ainsi, le travail de C. Demeulenaere-Douyère ne consacre-t-il que deux chapitres sur douze, soit environ 80 pages sur près de 500, au néomalthusianisme de Paul Robin, les questions eugénistes étant réduites à la portion congrue et traitées en moins de dix pages.

Nous avons essayé, au contraire, d'aborder la personne de Paul Robin dans la seule perspective de son militantisme néomalthusien qui constitue, selon nous, à la fois un fil directeur et un point d'arrivée de sa vie et de son œuvre. Nous avons ensuite réintégré les autres éléments en fonction de cette perspective. De ce fait, la théorie pédagogique elle-même a été étudiée en tant qu'étape préliminaire d'une véritable pensée du politique et de la société qui permet de comprendre l'évolution vers le néomalthusianisme. Ce faisant, nous avons mis en relief le rôle tout à fait central de Paul Robin dans la définition des lieux dans lesquels cette réflexion s'est constituée, développée et exprimée. Par lieux, nous entendons ici tout espace, réel ou virtuel, que le néomalthusianisme a investi. La pensée néomalthusienne ayant eu une maturation progressive, ces lieux ont eux-mêmes évolué. Nous avons tout d'abord identifié les premiers espaces dans lesquels une pensée pré-néomalthusienne — c'est-à-dire dont les thèmes constituent des conditions de l'apparition du militantisme néomalthusien — a pu émerger. Au rang de ceux-ci, nous avons retenu les cercles dans lesquels Robin diffuse ses idées sur l'éducation intégrale dans les années 1870 et l'orphelinat dont il fut le directeur partir de 1881. Nous avons ensuite acté la naissance, plus ou moins officielle, d'un mouvement néomalthusien au milieu des années 1890. Pour cette période, les lieux d'expression retenus sont d'abord la création d'une structure propre,

la Ligue de Régénération humaine et, ensuite, l'apparition des premiers périodiques et des productions théoriques du mouvement. Mais les néomalthusiens ne se sont pas contentés de leur domaine propre, ils ont aussi tenté d'investir des structures (ligues ou sociétés savantes) dans lesquels ils ont tenté de défendre leurs idées, parce qu'ils pensaient pouvoir y obtenir un écho favorable. Ces structures et ces périodiques sont, par exemple, la Société d'anthropologie de Paris et ses publications ou encore la Ligue des droits de l'homme. Ensuite, puisque la composante médicale du néomalthusianisme s'est affirmée au fil du temps, nous avons cherché à identifier les espaces — autres que ceux déjà mentionnés — dans lesquels les médecins s'exprimaient. Enfin, nous avons voulu rendre compte de l'évolution du discours néomalthusien quand sa propagande est interdite, à partir de 1920, et qu'il est privé de ses espaces habituels d'expression.

1- *L'orphelinat Prévost* (1882-1894), un périodique « pré-malthusien »

A l'automne 1882, un peu plus d'un an après sa prise de fonction en tant que directeur, Paul Robin décide de doter l'orphelinat Prévost dont il a la charge d'une publication régulière qui paraîtra pendant près de treize ans. Les sujets qui y sont abordés, d'ailleurs réintégrés tels quels dans le combat néomalthusiens par la suite, constituent un stade premier, tout au moins un ensemble d'éléments nécessaires et de conditions favorables au développement du militantisme structuré et autonome que Robin développera lorsqu'il sera « libéré » de sa fonction de direction de l'établissement.

Nous proposons ici une étude analytique inédite du périodique bimestriel[641] rédigé, composé, imprimé et diffusé par l'orphelinat de Cempuis de novembre 1882 à septembre 1894. Ce bulletin, à vocation pédagogique, est abondamment nourri de la culture scientifique de son temps. Il se veut le vecteur de cette culture parce qu'il considère qu'elle est puissamment émancipatrice. A ce sujet, il nous semble qu'il contient déjà, par la spécificité des thèmes abordés et par la manière dont ils sont traités, tous les éléments du discours et de l'action néomalthusienne qui se développeront plus particulièrement à partir de 1895. L'étude de cette publication doit permettre de mieux cerner les prémices de

641. La périodicité bimestrielle est celle qui est initialement voulue par Robin dès 1882, mais elle ne sera pas systématiquement tenue, surtout pour la période 1882-1887. A la fin des années 1880 et au début des années 1890, au contraire, le rythme des publications sera parfois augmenté par la parution de numéros hors-série.

l'extension des thèses néomalthusiennes en France. Pour mener à bien ce travail, nous avons procédé à une identification et à une distinction thématique. Nous avons également tenté de fournir des éléments d'ordre quantitatif sur la récurrence des sujets, des concepts et des éléments significatifs, dans la totalité des articles de *L'Orphelinat Prévost* (titre initial de la publication jusqu'en 1891). Mais, ne disposant pas d'une version électronique de l'ensemble du bulletin, nous n'avons pu utiliser les outils statistiques actuels qui auraient pourtant facilité ce travail d'exploitation. D'autre part, la seule collection complète et accessible de ce bulletin de l'orphelinat que nous ayons pu consulter est celle de la Bibliothèque nationale de France (BnF), sous forme de microfiches. Leur copie s'avérant matériellement impossible et extrêmement fastidieuse (photocopies illisibles des négatifs) et leur photographie étant interdite par le règlement de la BnF, notre étude repose sur un travail d'exploitation page à page de l'ensemble des numéros du périodique. Les éléments intéressants pour une approche quantitative inclus dans ce travail sont le fruit d'un recensement minutieux qui permet de mettre en évidence certaines constantes du discours, mais qui n'a pu être poussé aussi loin que nous l'aurions voulu. Les articles n'étant généralement pas signés, à quelques très rares exceptions, nous n'indiquerons pas de nom d'auteur dans nos citations et notes, même s'il est évident que pour leur grande majorité ils sont de la main même de Paul Robin.

Lorsque Ferdinand Buisson nomme Robin à la direction de l'orphelinat Prévost de Cempuis à la fin de l'année 1880, l'idée est de mener à bien, dans le cadre d'une expérience sans doute destinée à être étendue, un projet éducatif ambitieux à dimension sociale qui puisse permettre à des orphelins de la classe ouvrière d'accéder au certificat d'étude. L'époque est favorable aux idées d'éducation populaire, et c'est dans cette perspective que Jules Ferry, alors Ministre de l'Instruction publique, avait nommé en 1879 Ferdinand Buisson à la direction de l'enseignement primaire. Homme de conviction, défenseur du principe d'une éducation pour tous, y compris et surtout pour les plus pauvres, il est intéressé par tout projet allant dans le sens d'une laïcisation et d'une démocratisation de l'enseignement. Paul Robin, par sa formation, son parcours militant et ses compétences dans le domaine pédagogique, apparaît alors comme l'homme de la situation. A l'heure des expérimentations nouvelles, portées par un contexte politique propice, cette nomination est en même temps l'occasion pour Paul Robin de mettre en pratique les principes de l'« Éducation intégrale » qu'il défend. Son idéal pédagogique, qui comprend trois pôles — une éducation théorique, pratique et morale qui permet l'acquisition de connaissances

(penser), de compétences (agir), et de principes éthiques (vivre avec les autres) —, lui semble désormais accessible. L'opportunité qui se présente a toutes les raisons de plaire à Robin puisqu'il dispose enfin de la possibilité de mettre en application « grandeur nature » des principes éducatifs qui jusqu'alors n'avaient guère eu l'écho espéré. Ces principes refusent toute division du théorique et du pratique, toute séparation de ce qui relève de l'intellect et de ce qui relève du corps. L'enjeu, c'est la réalisation effective de l'émancipation individuelle de tous les êtres, sans distinction de sexe ni de classe.

La publication

C'est après deux années passées à la tête de l'orphelinat Prévost que Paul Robin prend la décision de diffuser au moyen d'un périodique des informations sur les méthodes pédagogiques mises en œuvre à l'orphelinat. Cette publication semble a priori avoir pour vocation officielle de rassurer les autorités administratives dont dépend l'établissement, ainsi que les parents ou les tuteurs des enfants. La communication sur la vie et l'organisation de l'orphelinat se veut transparente. La volonté de légitimer le travail accompli par la publication des résultats obtenus par les élèves aux examens et concours est elle aussi très sensible. Le bulletin est composé et imprimé dans l'atelier d'impression dont dispose l'établissement. Cette autonomie matérielle est en complète adéquation avec l'idéal libertaire et émancipateur pour lequel Robin lutte depuis 1869 au moins. Ce sont les élèves eux-mêmes qui se chargent de la composition et de l'impression, se formant aux métiers de l'imprimerie tout en assurant la promotion de leur école. La rédaction de comptes rendus d'excursions leur est parfois également confiée, mais la plus grande partie des articles du périodique est de la plume de Paul Robin, directeur de la publication de 1882 à 1894, ou de certains de ses proches, comme Gabriel Giroud, ancien élève de l'orphelinat dont il devient enseignant en 1892 (chargé du cours complémentaire), qui épousera Lucie Robin, la fille du directeur, en 1893.

Le bulletin paraît d'abord sous le titre *L'Orphelinat Prévost*, de l'automne 1882 à l'hiver 1890. A compter de janvier 1891, et jusqu'à l'automne 1894, le périodique prendra le titre *L'Éducation intégrale.* Le premier numéro de *L'Orphelinat Prévost* paraît en novembre 1882 et comporte douze pages. Il inaugure la « Première série » du bulletin dont la publication court jusqu'en novembre 1885. Il n'y a qu'une seule parution du bulletin en 1882, cinq en 1883, quatre en 1884 et cinq en 1885. Cet ensemble est donc constitué de

quinze numéros qui ont une pagination continue. En reprenant ce principe, la « Seconde série » du bulletin, qui comprend les années 1886, 1887 et 1888, adopte le même type de pagination et comporte treize numéros (quatre parutions en 1886, trois en 1887 et six en 1888).

A partir de 1889, avec la « Troisième série » du bulletin, la parution devient régulièrement bimestrielle. La série devient annuelle et cesse d'être pluriannuelle. Désormais, les six numéros d'une série constituent une année de parution et sont référencés comme tels ; la série de 1889 constituant par exemple la « 8ème année » du bulletin. La pagination par série pluriannuelle est abandonnée au profit d'une pagination par numéro. Pendant six ans, de 1889 à 1894, on peut considérer que le rythme de publication du bulletin de l'orphelinat est très régulier. Les six parutions annuelles seront toujours respectées et seront même souvent augmentées de numéros spéciaux consacrés à l'approfondissement de thèmes particuliers sous forme de dossiers séparés, parfois très substantiels, ou d'encarts dans le bulletin régulier. Un cahier hors-série de près de 200 pages sera par exemple consacré à la « session pédagogique » de l'été 1891. En 1893, c'est un numéro exceptionnel qui est consacré à un voyage en Belgique des enfants et des enseignants de l'établissement et à la publication d'un *Manifeste aux partisans de l'éducation intégrale*. Ces éléments nouveaux, qui viennent étoffer le contenu du bulletin, démontrent deux choses. D'une part, il semble qu'il y ait la volonté chez Paul Robin d'un rayonnement plus large des pratiques d'enseignement en usage à l'orphelinat, notamment auprès des instituteurs, avec l'espoir de convaincre les représentants institutionnels de soutenir matériellement et financièrement la diffusion et l'extension de ces méthodes qui se veulent novatrices. D'autre part, cette volonté de communiquer est sans doute également motivée par les attaques dont l'orphelinat est l'objet de la part des milieux conservateurs et cléricaux. Dès sa prise de fonction, et par la suite de manière récurrente, des campagnes de presse plus ou moins agressives et des actions sont conduites pour exiger le départ de Paul Robin. Ainsi, au mois de septembre 1883[642], Robin est dénoncé par certains employés de l'établissement pour avoir diffusé un résumé de *The elements of social science* de G. Drysdale. Robin sera inquiété, brièvement suspendu, mais rapidement rétabli dans ses fonctions. Ces démarches s'intensifient au début des années 1890, avec une série d'articles à charge dans la *Libre parole* d'Édouard Drumont, l'auteur de *La France juive* en 1886. De nombreux journaux de droite, cléricaux et conservateurs, lui emboîtent le pas pour

642. Voir Demeulenaere-Douyère, 1994, pp. 261-262 (« La première affaire Robin »).

dénoncer l'éducation mixte, la laïcité et le manque de patriotisme de l'éducation dispensée par Robin. A deux reprises, en 1892 et en 1894, des commissions d'enquêtes seront diligentées par le ministère à la suite d'accusations visant Paul Robin[643]. Il résiste à l'inspection de 1892 pour laquelle Pauline Kergomard (1838-1925), inspectrice générale des écoles maternelles, et Guillaume Jost, inspecteur général de l'instruction publique, rédigent un rapport favorable[644]. Ce contexte permet sans doute de comprendre qu'à partir de 1891 Paul Robin cherche à défendre, au travers du bulletin, son bilan à la tête de l'orphelinat par une promotion appuyée des méthodes utilisées et par la recherche d'une adhésion plus large de la communauté pédagogique elle-même. Mais les attaques ne cessent pas et la campagne de dénigrement dont il est l'objet de la part de la droite conservatrice aboutit finalement à sa destitution pour « manquements graves », le 31 août 1894. Même si Robin est finalement lavé de la plupart des accusations dont il est l'objet il ne parvient pas à être réintégré dans ses fonctions.

C'est dans ce climat que le périodique change de titre et, abandonnant la référence au fondateur historique de l'orphelinat, adopte en 1891 celui de *L'Éducation intégrale*. Ce choix est l'indice de la volonté de Paul Robin de recentrer les préoccupations de l'orphelinat sur son objectif essentiel : la promotion militante d'une culture rationaliste complète seule apte à réaliser concrètement la liberté sociale et politique de tous les êtres humains. Les éditoriaux du bulletin se font souvent l'écho du rayonnement national et international de l'orphelinat lors des expositions universelles.

Nous avons regroupé en cinq thèmes les articles constituant le bulletin. Nous distinguons tout d'abord dans une rubrique « administration » ceux consacrés à la communication extérieure du fonctionnement et de l'organisation de l'établissement, aux rapports avec les familles des pensionnaires et avec les institutions de tutelle. Nous rassemblons ensuite les articles abordant l'enseignement technique et professionnel, puis ceux traitant de culture scientifique. Les articles de théorie pédagogique constituent notre quatrième groupe. Enfin, nous accordons une place particulière aux articles consacrés à l'hygiène, au sens large, à la santé et à l'épanouissement physique et moral des élèves de l'orphelinat.

643. Voir sur ce point Deleumeunaere-Douyère, 1981, « Un épisode oublié de la guerre laïque, l'affaire Paul Robin ».
644. Voir Demeulenaere-Douyère, 1994, pp. 263-265.

Administration et organisation de l'orphelinat

La description d'une organisation claire et rationnelle d'établissements d'instruction est une préoccupation relativement précoce chez Paul Robin qui projette leur création sitôt sa formation scientifique terminée, en 1865, et pendant la courte période où il officiera comme inspecteur des établissements d'instruction primaire. Souvenons-nous que dès 1869, avec la rédaction des éléments de son projet d'éducation intégrale dans la revue *La Philosophie positive*, Robin envisageait non seulement les critères pédagogiques et intellectuels de l'éducation idéale, mais aussi les conditions matérielles et financières de cette éducation. Il était par exemple déjà favorable au principe d'autonomie financière des établissements d'enseignement, dans la mesure du possible, notamment par la vente « du superflu [des] produits[645] » confectionnés sur place. La question du financement, de l'organisation concrète et administrative n'est donc pas une préoccupation nouvelle pour lui, même s'il se trouve alors pour la première fois en situation d'expérimentation réelle.

La communication sur le fonctionnement est une manière de légitimer la nomination de Paul Robin et l'investissement de fonds publics pour le fonctionnement de l'orphelinat. Dans le premier numéro de novembre 1882, un peu plus d'un an après la prise de fonction de Robin, un historique de la création de l'établissement par le philanthrope Joseph-Gabriel Prévost (1793-1875) est proposé. Son but est, bien sûr, de rendre hommage au fondateur, mais aussi de mettre en évidence le chemin parcouru et de souligner les mérites de l'impulsion nouvelle donnée à l'établissement.

C'est une activité assez intense qui caractérise la vie de cette école aux perspectives nouvelles : inscriptions locales, régionales et nationales de l'établissement à de très nombreux concours de gymnastique, de musique et de chant ; participation des élèves aux expositions universelles dans les catégories relatives au matériel pédagogique (notamment scientifique), à l'hygiène, etc. L'établissement reçoit à ces occasions des prix nombreux et réguliers. De 1882 à 1885, le bulletin consacre un tiers de ses articles à rendre compte de ce rayonnement. La communication par le truchement du bulletin montre que l'intention est de convaincre du bien-fondé de cet ambitieux projet humaniste. Du reste, il paraît normal qu'au cours de ses premières années, avant qu'un recul suffisant ne permette de dresser un bilan objectivement quantifiable, la direction de l'orphelinat mette autant

645. Robin, 1869, p. 278.

d'ardeur à convaincre son lectorat qu'elle travaille dans le bon sens. Mais au-delà de ce travail de promotion, il faut aussi rassurer les administrations de tutelle (le Conseil Général de la Seine et le Ministère de l'Instruction publique) ainsi que tous ces « bienfaiteurs et donateurs[646] » qui soutiennent financièrement le projet. En mai 1883, le bulletin annonce la fin de l'« organisation provisoire » de l'école, signe que les objectifs de régularité du fonctionnement et d'équilibre du budget ont été atteints.

La volonté de faire connaître l'établissement pour assurer son rayonnement national, et même international, contraste avec les réticences exprimées par Paul Robin relativement à la visite des familles des pensionnaires. Leur venue à l'orphelinat et leur présence dans l'établissement n'est pas proscrite, mais elle est strictement encadrée. Dans tous les cas, il ne faut pas permettre aux parents et aux « donateurs » de s'immiscer dans le fonctionnement et dans la vie de l'orphelinat. La correspondance des pensionnaires avec leur famille fait elle-même l'objet d'une limitation, comme en témoigne cet « avis aux parents » dans le bulletin de l'été 1886 :

> « Les enfants écrivent à leurs parents tous les deux mois avant le 1er janvier, 1er mars, etc., et exceptionnellement s'il y a quelque chose de particulièrement intéressant à leur dire. Il est inutile de réclamer des nouvelles en d'autres temps. »[647]

A partir de 1885, le bulletin devient moins « protocolaire » et moins enclin à remercier avec révérence les institutions et les personnalités de tutelle. Ainsi, alors que la part du bulletin consacrée à l'administration représente environ un tiers du volume global de 1882 à 1885, celle-ci baisse sensiblement de 1886 à 1893 pour demeurer toujours inférieure au quart du volume total, n'augmentant ponctuellement qu'au moment où le directeur Paul Robin se sentira obligé de répondre aux attaques directes dont il est l'objet.

L'enseignement professionnel et les ateliers

L'enseignement professionnel est a priori l'une des vocations premières de l'établissement qui reçoit des élèves d'origine modeste dont il faut envisager la socialisation. Trouver sa place dans la société quand on n'a pas accès aux études

646. « Bienfaiteurs et donateurs », *L'Orphelinat Prévost*, novembre 1882, pp. 2-4.
647. « Avis aux parents », *L'Orphelinat Prévost*, mai-août 1886, p. 28.

supérieures implique l'apprentissage d'un métier, seul moyen de pouvoir être socialement productif, a fortiori quand on est issu de la classe ouvrière. Cette préoccupation n'est pas nouvelle pour Paul Robin comme en témoigne cet extrait d'un article de *La Philosophie Positive* en 1869 :

> « Chaque homme doit être considéré à deux point de vue : comme être isolé, indépendant, complet par lui-même, et comme organe de la collectivité. Aucune de ces deux manières de l'envisager ne peut être sacrifiée à l'autre. Comme être distinct et complet, il a droit au complet développement de ses facultés ; comme organe de la collectivité, il doit lui apporter sa part du travail total nécessaire. »[648]

Et plus loin il précise : « Cette partie de l'éducation augmente sans cesse d'importance jusqu'à l'âge où l'homme adulte doit, par son travail, suffire complètement à ses besoins et aux charges que lui imposent la société ou la famille. »[649] Il n'y a donc rien de subalterne ou de dégradant dans la formation aux différents métiers. Cet apprentissage n'est pas détaché des éléments qui doivent, selon Paul Robin, constituer l'éducation intégrale nécessaire à l'émancipation individuelle. Outre la formation technique et professionnelle, l'éducation doit également comprendre des éléments théoriques et pratiques. Les ateliers dont dispose l'orphelinat ont pour vocation de familiariser les pensionnaires avec les différents métiers afin de leur permettre de révéler leur potentiel spécifique dans certains domaines, ce qui, à terme, permet d'envisager une socialisation plus harmonieuse où l'individu s'épanouit plus aisément, tout en faisant profiter la collectivité des compétences particulières dont il dispose. L'utilisation optimisée de son potentiel permettant ainsi d'articuler la réalisation concrète du bonheur individuel avec celle du bonheur collectif. Ces compétences sont évidemment renforcées par les goûts que manifestent les élèves pour tel atelier plutôt que pour tel autre.

Le travail dans les différents ateliers est décrit dans les pages du bulletin. L'établissement comporte une imprimerie, des ateliers de lithographie, de gravure et de reliure permettant, entre autres, l'impression du périodique. L'agriculture est également l'une des activités importantes, tant pour sa dimension formatrice que pour sa contribution à l'autonomie matérielle de l'établissement. Tous les élèves, filles et garçons, y participent, quel que soit leur âge. Tous se familiarisent également au travail du bois, du métal et du cuir, à la couture, au repassage et au blanchissage. Enfin, ils ont l'occasion d'expérimenter

---

648. Robin, « De l'enseignement intégral », *La Philosophie Positive*, 1869, p. 272.
649. Robin, 1869, p. 275.

les métiers du bâtiment, notamment le terrassement et la maçonnerie.

Ce dernier point mérite une attention particulière parce qu'il est la démonstration de la volonté pédagogique et éducative de Paul Robin d'associer les élèves à la totalité des aspects de la réalité de la vie sociale. Ils peuvent ainsi devenir les acteurs et les bâtisseurs de leur propre cadre de vie. En 1887, des crédits du Conseil Général de la Seine ont déjà permis la réalisation de nouveaux ateliers. Après le vote d'un budget extraordinaire du même conseil, c'est la construction de salles de classe supplémentaires pour la fin de l'année 1888 qui est à l'ordre du jour. Cette construction d'un nouveau bâtiment, qui se fait sous la supervision de maîtres d'œuvre et du personnel d'éducation, est l'objet d'un récit très précis dans le bulletin de mai-juin 1888. Les 180 élèves que compte alors l'établissement sont invités à participer activement à cette réalisation. L'implication des plus jeunes élèves, chargés de contribuer modestement au terrassement et à la préparation des mortiers avec de petits paniers adaptés, illustre le caractère communautaire du projet. Les plus grands élèves sont, quant à eux, associés à des tâches plus pénibles, comme le transport de brouettes, ou exigeant une plus grande maîtrise, comme la pose de briques. Les élèves sont associés à toutes les étapes de la construction, et même si des impératifs compréhensibles de sécurité limitent parfois l'investissement des pensionnaires, cette tâche est considérée comme un élément à part entière de leur formation :

> « Une petite portion de notre beau bois a été dépouillée de ses arbres. A leur place s'élève rapidement une construction de soixante mètres de long sur huit de large qui sera couverte et presque fermée avant que ce bulletin ne parvienne à nos lecteurs. Nos enfants, guidés et aidés par les maîtres ouvriers, ont employé le temps des vacances à y donner un bon coup de main ; les uns roulaient gaîment les vagonnets [*sic*] Decauville chargés de matériaux, plusieurs ont activement travaillé au terrassement, à la maçonnerie ; d'autres ont peint, percé, ajusté les poutres, la charpente en fer ; presque toute la menuiserie est, ou sera faite, par nos jeunes apprentis. Les ardoises de la couverture seront d'ici quelques jours, comme le furent celles des ateliers, lestement accrochées par un peloton d'intrépides petits gymnastes qui ignorent le préjugé du vertige. Dès le commencement de l'année prochaine, cinq belles classes remplaceront les anciennes toujours insuffisantes, et qui le seraient devenues de plus en plus. Grande cave, beau grenier, cela va sans dire ; mais au moment de l'exécution, il a été remarqué qu'avec quelques milliers de briques de plus, on ajouterait un étage ; et un nouveau dortoir viendra mettre à l'aise les anciens pensionnaires et faciliter l'arrivée d'une trentaine de nouveaux. »[650]

650. « Nos constructions », *L'Orphelinat Prévost*, septembre-octobre 1888, p. 157.

C'est donc une construction de près de cinq cents mètres carrés au sol, sur deux niveaux, hors cave et grenier, à laquelle sont associés les élèves de l'orphelinat et dont la réalisation est effectuée sur le temps des vacances d'été. Sachant que ce n'est pas le seul bâtiment qui ait été conçu et construit selon ce principe à Cempuis, on jugera du caractère tout à fait spécifique d'une éducation qui fait des élèves, garçons et filles, âgés de quatre à seize ans des acteurs à part entière de la vie à l'orphelinat.

Une telle expérience remplit un double objectif. Tout d'abord, elle facilite l'insertion future des pensionnaires dans un métier dont ils ont pu faire l'expérience, projet qui permet à l'orphelinat d'être en règle vis-à-vis du ministère de l'Instruction publique et du Conseil Général de la Seine ce qui, en soi, justifie le budget de fonctionnement alloué à l'établissement. Ensuite, au-delà de l'apprentissage professionnel, l'expérience est une réalisation du programme d'éducation intégrale qui permet le développement complet et harmonieux de l'individu pour lui-même. Ce qui est visé, ce n'est donc pas seulement une formation professionnelle ou l'obtention du certificat d'études :

> « En dehors des leçons proprement dites, données en vue du certificat d'études à obtenir ou comme complément d'instruction, les travaux manuels et de la terre alternent dans la journée de nos orphelins, et le maniement des outils de toute profession, les matières employées, les phénomènes observés, fournissent constamment à leurs maîtres qui ne les quittent jamais, l'occasion d'explications théoriques d'autant plus faciles à comprendre et à retenir qu'elles s'appuient sur une démonstration pratique. On peut donc dire qu'à l'orphelinat la classe est partout : à l'atelier comme au champ, et qu'en s'instruisant, les enfants s'arment en même temps contre les difficultés de l'existence, car la participation à la vie commune, les ateliers construits l'an dernier par eux-mêmes, les objets mobiliers, les instruments et ustensiles, les vêtements et les chaussures qu'ils fabriquent, les légumes et les fruits qu'ils plantent et récoltent, leur montrent, à la fois, la nécessité et le résultat du travail. »[651]

Paul Robin semble très attentif aux évolutions de l'industrie de son temps et à leurs conséquences sur la formation de la main d'œuvre, comme en témoigne la classification des métiers par leurs exigences qu'il présente en 1888[652]. Les métiers présentés sont uniquement des métiers à compétences techniques. Ils sont divisés en deux grandes catégories ainsi intitulées : « Les métiers qui font subir aux matières premières une transformation chimique » et « Les métiers qui font subir aux matières premières un

---

651. « Programme de l'orphelinat », *L'Orphelinat Prévost*, mars-avril 1888, pp. 209-210.
652. « Les métiers », *L'Orphelinat Prévost*, janvier-février 1888, pp. 98-107.

changement dans la forme géométrique ». Cette seconde catégorie se subdivise elle-même en secteurs produisant des « Objets où le travail ne porte que sur une seule dimension », des « Objets où le travail porte sur deux dimensions » ou bien des « Objets où le travail porte sur trois dimensions ». Ayant posé le principe de l'importance de l'habileté manuelle pour tout individu, il établit ensuite le lien entre les diverses compétences et les nécessités de « la grande industrie », toujours présentée positivement du point de vue du progrès de l'humanité. Il est fondamental qu'un établissement en charge de former des citoyens soit très au fait des progrès techniques et scientifiques ainsi que des modifications qu'ils entraînent d'un point de vue industriel, ce qui a pour effet de transformer parfois sensiblement l'exercice des métiers. Robin se réfère à la définition des métiers proposée par le *Dictionnaire de pédagogie et d'instruction primaire* (1887) de Ferdinand Buisson[653], auquel il a participé en tant que rédacteur. Mais il précise aussitôt qu'aucun ouvrage ne peut fixer définitivement le contenu des métiers et la variété des apprentissages. En effet, le grand dynamisme du progrès technique induit une transformation rapide et constante de l'organisation des métiers dans l'industrie. Toute structure chargée de la formation doit donc être parfaitement au fait des nouveautés scientifiques et techniques de l'industrie si elle veut dispenser un enseignement adapté. La rapidité du progrès implique une grande vigilance de la part des éducateurs qui doivent être les premiers à connaître les évolutions du monde du travail. Considérant d'ailleurs que ces conditions ont déjà changé depuis l'édition de 1887 du *Dictionnaire de pédagogie,* Paul Robin se propose d'actualiser régulièrement ses sources et d'indiquer dans le bulletin « ce qui ne le serait pas ailleurs » (c'est-à-dire un dictionnaire ou une encyclopédie qui ne peuvent être mis à jour aussi facilement qu'un périodique).

On constate que si la priorité de l'établissement est la transmission d'un enseignement complet et émancipateur, l'idée d'une professionnalisation adaptée aux besoins industriels et humains n'est pas non plus perdue de vue. A plusieurs reprises, le bulletin évoque le lien entre la familiarisation avec les différents ateliers et l'obtention du « certificat d'apprentissage » destiné à attester d'une certaine expérience après un passage à l'orphelinat. Une socialisation harmonieuse contient l'exigence d'une fonction sociale individuelle qui soit articulée avec les besoins de la communauté. S'il ne faut cependant pas interpréter cela comme révélateur d'une approche strictement pragmatique des apprentissages, on ne peut ignorer le fondement foncièrement matérialiste des positions

653. Buisson, 1887.

humanistes, politiques et pédagogiques de Paul Robin.

Culture scientifique et réalisations techniques

Élément central du projet d'éducation intégrale, la culture scientifique est également un thème cher à la culture libertaire dans la mesure où il s'agit d'un moyen privilégié pour l'acquisition de l'autonomie rationnelle par les individus. La place réservée à ce thème dans le bulletin de l'orphelinat est très limitée de 1882 à 1885. Elle devient plus conséquente à partir de fin 1886. L'intérêt que la direction porte aux sciences est très large : les mathématiques, la géométrie, la géologie, la topographie, l'astronomie, la météorologie, l'optique, la chimie, la physique, la bactériologie, l'anthropologie et la préhistoire et la technologie sont des disciplines régulièrement évoquées au travers de petits dossiers ou d'articles de 1 à 20 pages. Ces matières sont abordées sous l'angle du progrès et de la modernité, une insistance particulière sur les notions d'énergie et de vitesse sert de fil conducteur. Les mathématiques et la géométrie sont toujours abordées en relation avec l'expérience sensible quotidienne :

> « La géométrie a pour point de départ l'observation. Rien que par l'observation, l'enfant peut assimiler un grand nombre des vérités qu'elle enseigne. Les mathématiciens n'aiment pas cela. La mode serait de faire de la géométrie une pure science de raisonnement, d'abstraction. Et cependant on n'échappe pas aux axiomes, au postulatum d'Euclide ou autre, vérités expérimentales qu'on a souvent cherché en vain à démontrer. »[654]

Le souci de légitimer l'apprentissage du point de vue de la maîtrise du réel (et pas uniquement sur un plan utilitaire) doit donc fonder l'enseignement scientifique, même lorsqu'il s'agit traditionnellement d'une discipline réputée abstraite. Si les mathématiques sont fondamentales pour Paul Robin, c'est avant tout parce qu'elles apportent leur concours à une appréhension juste du milieu environnant. Lors d'une visite de la Tour Eiffel, dès l'année 1889, Paul Robin saisit ainsi l'occasion de résoudre une question pratique et de proposer dans le même temps une leçon de mathématiques appliquées.

---

654. « Géométrie accélérée », *L'Orphelinat Prévost*, septembre-octobre 1890, p. 61.

> « La Tour Eiffel va développer le goût des hauts lieux chez ceux qui ne sont pas déjà des grimpeurs convaincus. […] A ce sujet on se posera souvent un problème intéressant : jusqu'où peut-on voir, d'une hauteur donnée ? »[655]

Ce type de question constitue le point de départ d'une leçon de mathématiques qui, de plus, intègre les difficultés rencontrées pour la constitution de relevés topographiques, car les obstacles que constituent les reliefs naturels et les bâtiments peuvent perturber une mesure, ce que ne prévoit pas l'approche mathématique qui raisonne à partir d'une sphère parfaite. L'initiation aux mathématiques pratiques est également l'occasion de la découverte et de la prise en compte de phénomènes physiques tels que celui de la réfraction atmosphérique. La formule mathématique permettant d'évaluer par soi-même une distance est ensuite donnée aux élèves. Ils doivent l'utiliser pour confectionner une règle à calcul et un tableau de correspondance établissant la distance à l'horizon à une altitude donnée. Ainsi, l'observation, le savoir théorique, technique et pratique sont utilisés conjointement pour maîtriser l'environnement.

Le lien fonctionnel entre les différentes disciplines scientifiques est, du reste, constamment souligné. Les mathématiques et la géométrie appliquées à l'observation deviennent ainsi l'occasion de développer l'optique, pour mesurer la valeur réelle du grossissement l'une lentille ou encore pour confectionner une lunette[656] permettant de faire des observations astronomiques. L'instrumentation scientifique est ainsi abordée comme quelque chose d'accessible, de compréhensible et d'utilisable par toutes et tous en vue de l'acquisition des éléments constitutifs d'une culture humaniste complète.

Paul Robin veut monter que l'acquisition du savoir mathématique lui-même dépend directement d'une pédagogie adaptée, et qu'il ne s'agit pas d'un savoir purement théorique réservé à une élite :

> « Rien de pire que les prétendus livres de science populaire sans calcul. Oh ! Pardon ! Pire encore certains livres très vendus où l'on a exploité la faiblesse mathématique des jeunes lecteurs pour appuyer d'évidentes fictions sur des démonstrations d'apparence scientifique et sciemment fallacieuses et qui ont contribué à fausser l'esprit de la jeune génération actuelle. »[657]

Le savoir mathématique peut donc être obtenu à partir d'une observation

---

655. « Distance à laquelle on peut voir d'une hauteur donnée », *L'Orphelinat Prévos*t, janvier-février 1889, p. 10.
656. « Une lunette pour 15 sous ! », *L'Orphelinat Prévos*t, mai-juin 1888, pp. 136-138.
657. « Compter, mesurer, peser », *L'Orphelinat Prévos*t, , mai-juin 1889 , p. 39.

intelligente et lucide de la nature, mais il donne ensuite lui-même accès à une saisie large du réel. Il est donc utile en un double sens car il s'agit à la fois d'un ensemble de connaissances, de procédés et de méthodes applicables à l'appréhension et à la maîtrise du réel et un mode d'acquisition du savoir. En ce sens, il a une valeur didactique en lui-même.

L'électricité, symbole de modernité dont les applications sont détaillées dans plusieurs articles, occupe une place tout à fait centrale. L'extension de son utilisation à des domaines de plus en plus variés (éclairage, industrie chimique, télécommunications, applications médicales, etc.) fait d'elle un enjeu fondamental. Mais, comme à chaque fois, c'est le lien fonctionnel entre les différentes techniques et les différentes sciences qui est mis en lumière :

> « L'électricité est devenue aujourd'hui une science très précise, et les phénomènes compliqués qui la composent doivent être mesurés avec la rigueur qu'on apporte à l'étude des faits plus anciennement connus en géométrie et en mécanique. Du reste, l'électricité est étroitement dépendante de ces deux sciences primordiales. Les découvertes que l'on a faites dans cette branche, ont toujours eu pour limites et pour guides les connaissances acquises en géométrie et en mécanique ; […] nous ne saurions trop le répéter : l'astronomie, la physique, la chimie sans calcul sont des impostures, qui sous prétexte de vulgarisation ont été prêchées au grand dommage de l'état mental et des intérêts matériels de l'humanité. A l'électricité comme à toute autre branche de nos connaissances il faut toujours appliquer ce précepte que nous aimons à redire : mesurer, peser, compter. »[658]

Mais la publication de l'orphelinat ne se limite pas à la promotion des sciences exactes et expérimentales. Il faut ajouter à cette culture déjà très riche, l'apport des sciences sociales et des sciences humaines, alors en plein essor. On se souvient que Paul Robin est alors membre de la Société d'Anthropologie de Paris. Il utilise donc le bulletin de l'orphelinat pour diffuser des théories et des informations scientifiques nouvelles dont il a pris connaissance dans le cadre des débats parisiens. On trouve ainsi des articles sur l'intérêt de la préhistoire (discipline relativement récente à l'époque), mais surtout de longs et réguliers articles sur l'intérêt de l'anthropométrie pour la connaissance, la maîtrise et l'optimisation du capital humain.

La relation entre le *Bulletin de la Société d'anthropologie de Paris* et celui de l'orphelinat n'est pas à sens unique et ne consiste pas à porter en province l'information parisienne. Fidèle à ses principes d'autonomie, Robin utilise également certaines

---

658. « A propos de l'électricité », *L'Éducation intégrale*, mai-juin 1891, p. 47.

expériences menées à l'orphelinat pour en transmettre les synthèses à la Société d'anthropologie. C'est le cas d'une communication intitulée « Station paléolithique »[659], publiée dans le *Bulletin de la Société d'anthropologie de Paris*, et qui est le récit d'une excursion avec les élèves de l'orphelinat destinée à familiariser ces derniers avec la préhistoire et les fouilles archéologiques. Avant cela, il avait utilisé ses études sur l'application de l'anthropométrie en milieu scolaire pour alimenter un article du *Bulletin de la Société d'anthropologie de Paris* — intitulé « Conférences anthropométriques faites aux instituteurs de l'Oise »[660] —, qui n'est rien d'autre que la synthèse de trois articles parus dans le bulletin de l'orphelinat. Au printemps 1886, en effet, le bulletin publie la première partie d'un article intitulé « L'Anthropométrie à l'École » (cf. figure n° 12) . Une fiche-modèle d' « Observations anthropométriques et physiologiques »[661] — établie en collaboration avec Paul Topinard — en usage dans l'établissement et fruit des expérimentations qui y étaient conduites, est reproduite. Elle prend la forme d'un questionnaire très précis qui doit permettre de réaliser une courbe de suivi du développement de l'enfant :

> « Un indice important de la bonne santé d'ensemble ou de détails d'un enfant est la continuité du développement des diverses parties de son corps. […] Le nombre des observations anthropométriques qui intéressent la science pure et de celles qui peuvent venir en aide aux hygiénistes est infini. »[662]

Toute variation dans la courbe réalisée à l'aide des mesures anthropométriques collectées dans le cadre du suivi des élèves doit alerter sur l'anomalie du développement de l'enfant et, le cas échéant, permettre d'agir pour corriger. Robin précise par ailleurs qu'il a bénéficié pour la réalisation de ce questionnaire anthropométrique des conseils avisés de Paul Topinard, alors secrétaire général de la Société d'anthropologie de Paris. Les observations envisagées sont essentiellement anatomiques et physiologiques, et, selon leur objet, elles ont une périodicité variable (il s'agit de mesures décennales, quinquennales, annuelles, mensuelles et occasionnelles). Elles sont au nombre de cinquante cinq. Des indications très précises sont données sur les instruments à utiliser et sur la manière de procéder à ces mesures. Le « compas d'épaisseur » qui permet de mesurer le diamètre de la

659. Robin, 1893, pp. 161-162.
660. Robin, 1890, pp. 833-837.
661. « L'anthropométrie à l'école », *L'Orphelinat Prévost*, mai-août 1886, pp. 19-20.
662. « L'anthropométrie à l'école », *L'Orphelinat Prévost*, mai-août 1886, pp. 17-18.

tête, et l' « équerre céphalométrique » qui permet de mesurer la hauteur du crâne et les diverses dimensions de la face, sont des outils qui démontrent la filiation presque directe de cette méthode avec l'anthropologie de Paul Broca. Ces appareils seront conçus et fabriqués à l'orphelinat, tout comme le « spiromètre » (cf. figure n°1) destiné à mesurer la capacité pulmonaire, construit sur les indications de Paul Robin, et qui sera quelques années plus tard le sujet d'un article du *Bulletin de la Société d'anthropologie de Paris*[663].

S'il partage une grande partie des analyses qui prévalent à la Société d'anthropologie de Paris et dans les milieux scientifiques positivistes de l'époque, Paul Robin s'en démarque aussi par l'importance presque égale qu'il accorde au non mesurable, c'est-à-dire à l'ensemble des facteurs affectifs et psychologiques. Ce positionnement théorique se traduit par son vif intérêt pour l'analyse des relations de vie communautaire et par son approche de la pédagogie qu'il veut révolutionnaire.

La théorie pédagogique

Le seul cadre qui vaille pour une pédagogie digne de ce nom est inscrit dans les statuts mêmes de l'orphelinat : une laïcité sans concessions, sans doute portée par les politiques alors au pouvoir mais qui rencontrait aussi de très nombreux détracteurs, et une mixité tout à fait pionnière. La « coéducation des deux sexes » est, pour Paul Robin, un cadre pédagogique évident plus qu'un principe particulier à mettre en œuvre. Puisqu'il est établi que le but essentiel de l'éducation est la préparation à la vie sociale, il lui paraît absurde de séparer celles et ceux qui seront bientôt amenés à vivre ensemble dans la société. L'émancipation par l'éducation doit en outre être accessible aux filles qui, plus encore que les garçons, pâtissent à l'époque d'un apprentissage insuffisant qui est un obstacle à leur épanouissement individuel.

Puisque la volonté d'innovation pédagogique est présente depuis les années 1860 dans l'action de Paul Robin, il est assez compréhensible que la part belle soit faite à ce domaine dans la publication de l'orphelinat. Il représente souvent plus de la moitié du volume total du bulletin. Nous intégrons dans cette rubrique non seulement les articles de

663. Robin, 1902, pp. 179-180.

théorie pédagogique — par exemple l'exposé de méthodes pour l'apprentissage de la lecture ou des mathématiques — les articles relatifs à la sensibilisation aux sciences expérimentales ou à la pratique de la musique.

Les principes pédagogiques qui animent les travaux de Paul Robin, et qui furent mis en œuvre à l'orphelinat, constituent une théorie cadre, rationaliste et novatrice sur plusieurs points : l'éducation est mixte, communautaire et laïque. Elle accorde une importance égale à l'exercice corporel et intellectuel. Le moyen d'acquisition du savoir et des compétences repose sur la prise en compte du désir et des préférences des élèves. Le but de cette pédagogie est clairement l'épanouissement des individus qui vont bénéficier de cette éducation. La question des apprentissages et de la constitution de la connaissance est étroitement liée à celle du bonheur. Dans une perspective utilitariste — les références de Paul Robin à John Stuart Mill dans les articles du bulletin sont fréquentes — la question humaniste de l'épanouissement individuel est étroitement articulée à celle du bonheur collectif. Il va de soi qu'un être qui est valorisé socialement par l'exercice le plus abouti des disciplines pour lesquelles il manifeste des prédispositions se réalise individuellement tout en profitant à l'ensemble de la collectivité. Pour cette raison, le « papillonnage », selon le mot de Paul Robin, doit être la règle pour les jeunes enfants. Il permet une formation plurielle, mais il est surtout l'occasion de déterminer dans quel(s) domaine(s) l'enfant éduqué sera le plus fécond par la suite pour la collectivité. Étant entendu que l'on réalise mieux une activité que l'on pratique avec plaisir, il paraît logique de laisser l'enfant être tout d'abord guidé par son désir. Le bonheur est donc une notion centrale pour comprendre l'organisation et les visées pédagogiques de l'instruction spécifique poursuivies à l'orphelinat. Le savoir est quelque chose de joyeux, de festif. De nombreuses fêtes étaient d'ailleurs régulièrement organisées à Cempuis pour célébrer la nature, le travail, les sciences et les arts, le progrès, le génie, l'amour et la reconnaissance de l'humanité. Leur rôle est d'affirmer le lien entre savoir et plaisir, savoir et bonheur, et de rendre les élèves plus disponibles et plus en appétit à l'égard de la culture au sens large. Elles ont un rôle éminemment pédagogique. On conviendra sans peine du fait qu'un tel discours est assez atypique dans les années 1880 et qu'il n'est en général pas partagé par les institutions officielles en charge de l'instruction publique.

Le but étant défini, il faut mettre en place les moyens propres à sa réalisation, moyens qui sont décrits avec précision dans le cadre du bulletin. L'éducation prodiguée étant « intégrale », la pédagogie l'est tout autant. Elle concerne ainsi l'éducation physique, l'éducation manuelle et tous les domaines théoriques qui doivent composer une culture

globale.

Vivre en individu libre, cela implique de savoir « écouter, lire, parler et écrire »[664] mais aussi « compter, mesurer, peser »[665]. L'existence sociale est conditionnée par l'acquisition de ces savoirs primordiaux, et l'éducation mixte doit préparer les êtres à la vie sociale. Le bulletin est, de ce fait, particulièrement attentif à tout ce qui rend la communication verbale et écrite plus claire, plus performante et plus rapide. Dans le contexte du militantisme politique, que Paul Robin connaît bien, parler c'est exister. Le citoyen, unité de base de la société, doit donc disposer des moyens de faire entendre sa voix et de la possibilité d'exprimer son point de vue. L'idée générale c'est la rationalisation et la simplification. L'enseignement de la langue doit tendre vers plus de clarté et plus de rapidité. Cela explique l'intérêt de Robin pour la sténographie laquelle, outre le fait qu'elle est un outil pédagogique de tout premier ordre, permet d'abolir les distinctions de classe qui, parfois, s'expriment dans les différents registres de langage. La méthode de référence pour l'apprentissage de la sténographie est la méthode francophone d'Aimé Paris (1798-1866). Aimé Paris était par ailleurs l'auteur d'une méthode simplifiée et chiffrée de notation musicale, la méthode Galin-Paris-Chevé, également en usage à l'orphelinat. Le thème de la sténographie apparaît dès 1885 dans le bulletin, et par la suite une dizaine d'articles, parfois assez conséquents, lui seront consacrés. La rationalisation (clarté des informations, réduction du nombre des interprétations) et la vitesse sont les deux critères qui font de la sténographie un vecteur fondamental pour toute pédagogie :

> « Il est certain qu'avec un bon système rigoureusement phonétique, c'est-à-dire dans lequel l'écriture et la prononciation se correspondent exactement, TOUTE personne peut arriver à lire et à écrire sa langue dans un temps qui varie entre quelques minutes et quelques heures, tandis que, avec la routine actuelle, les plus favorisés ont besoin de plusieurs années pour posséder les règles conventionnelles de son orthographe. […] De même la sténographie rend la conversation écrite aussi facile que la conversation orale. »[666]

La sténographie est sans doute le thème pédagogique qui revient le plus souvent. Les articles qui lui sont consacrés comptent jusqu'à dix pages, dans un bulletin dont le volume en dépasse rarement une vingtaine. L'adoption de cette technique d'écriture est

---

664. « Écouter, lire, parler et écrire », *L'Orphelinat Prévost*, mai-juin 1890, pp. 129-137.
665. « Compter, mesurer, peser », *L'Orphelinat Prévost,* mai-juin 1889, pp. 33-40.
666. « La sténographie », *L'Orphelinat Prévos*t, novembre 1885, p. 124 (souligné dans le texte).

porteuse de nombreux enjeux. Tout d'abord, il est évident que la sténographie, au-delà de la modernité qu'elle incarne, est un moyen de mettre fin aux discriminations que sont, pour Robin, les inutiles « complications » de la langue. Ce faisant, elle permet à chacun de pouvoir s'exprimer clairement, correctement et sans ambiguïtés, alliant ainsi l'amélioration de la communication à la conquête d'une plus grande justice sociale. Son acquisition est rapide, sa maîtrise n'est confrontée à aucun obstacle rédhibitoire. Le désir de reconstruire la société sur de nouvelles bases s'accommode très bien de ce renouveau radical qu'incarne alors cette méthode d'expression. Au rang des éléments fondamentaux de la modernité, elle est, pour Robin, comparable à la bicyclette. Par leur efficacité, par le temps qu'ils permettent d'économiser, par leur économie de moyens, la sténographie et la bicyclette sont des outils essentiels dans la quête de l'émancipation individuelle. Ils donnent accès à une meilleure maîtrise du temps et de l'espace. Paul Robin déplore à leur sujet qu'ils ne soient pas plus pratiqués et que leurs mérites objectifs, pourtant incontestables, ne suffisent pas à vaincre tous les archaïsmes traditionnels :

> « Faire exprès lentement les besognes que l'on pourrait faire vite ! Est-il possible que pareille aberration existe encore au moment où va finir le siècle de la vapeur et de l'électricité ? Les cycles permettent se se transporter, la sténographie d'écrire trois ou quatre fois (suis-je assez modeste !) plus vite que les vieux procédés. Et la sténographie et le cyclisme comptent encore des ennemis acharnés. […] Il n'y a pas un français, ou française, sur 50 qui pédale, pas un sur 500 qui sténographie.[667] »

La sténographie apparaît bien comme un mode efficace, clair et non discriminant d'accès à la culture et à l'éducation. Le gain de temps est articulé à la question de l'épanouissement et du bonheur dans une perspective qui exprime sans doute l'influence de la pensée marxiste, et plus précisément la confiance en la technique, vecteur principal du progrès en cette fin de XIX^{e} siècle. Commentant les bienfaits de la sténographie intégrée dans la formation scolaire, Paul Robin ajoute : « Songez que chaque fois que vous faites un élève jeune, c'est comme si vous économisiez des labeurs de sa vie trois ou quatre ans d'ennui, comme si vous lui ajoutiez trois ou quatre ans de bonheur. »[668]

Rationalisation, clarification des énoncés, efficacité, partage égalitaire des savoirs sont autant de concepts qui nourrissent la conception pédagogique des enseignements à l'orphelinat. Dans cette perspective, l'approche quantitative des données de l'expérience

---

667. « Sténographie et cyclisme », *L'Éducation intégrale*, juillet-août 1893, pp. 36-37.
668. « Sténographie et cyclisme », *L'Éducation intégrale*, juillet-août 1893, p. 37.

ordinaire est une préoccupation constante du périodique. Il faut donc non seulement savoir lire et écrire mais aussi compter, mesurer et peser car « le culte de l'arithmétique et du bon sens contribuera plus que tout autre exercice à ruiner les illusions mensongères, sources de tant de misères morales et physiques pour la pauvre humanité. » [669] Pour compléter les considérations générales touchant la nécessité d'un savoir mathématique pour l'autonomie individuelle des filles et des garçons, des articles nombreux viendront promouvoir la nécessité de recourir à une approche expérimentale du milieu, notamment les articles « Longueur, masse et temps » qui présentent l'acquisition de l'autonomie individuelle comme dépendant étroitement d'une compréhension intelligente et rationnelle de la nature dans son ensemble, qu'il s'agisse d'astronomie, de connaissance du vivant, de géologie, de physique, de chimie, de préhistoire ou d'anthropologie. L'approche quantitative de l'ensemble des phénomènes requiert une familiarisation avec l'approche expérimentale, puis une pratique régulière de ses méthodes.

En complément de l'apprentissage de la langue (écriture, expression, sens) et du « compter », l'éducation des sensibilités et des sensations est un élément crucial. Le bulletin dénonce ainsi le qualificatif de « matières accessoires » qui désigne souvent le chant, la musique, le dessin ou la gymnastique. Il convient en effet de toujours éviter le fractionnement ou la hiérarchisation.

La pédagogie est, enfin, la voie d'accès à une socialisation harmonieuse. Un être débarrassé des pesanteurs métaphysiques, des angoisses alimentées par la religion peut accéder à une indépendance intellectuelle, physique, pratique et morale qui sont les préalables indispensables d'une vie sociale égalitaire, solidaire et pacifique où chaque qualité, en chaque individu, est portée, par l'éducation adaptée, à son plus haut degré de développement possible. Dans le corps social ainsi constitué, les différences se complètent et chacun renforce l'unité du groupe en se réalisant lui-même. On reconnaît sans peine dans ces préceptes le fondement foncièrement libertaire de la pensée de Paul Robin. Selon lui, tous les enseignements doivent comporter une partie ludique et attractive. Aucun d'entre eux ne doit adopter la forme d'une discipline ardue et discriminante. A l'orphelinat, tout est occasion de jeux, qu'il s'agisse de la grammaire[670] ou des mathématiques[671]. Le plaisir ne doit pas être écarté, il est un moyen, et non un obstacle, qui fait partie intégrante de la dynamique des apprentissages. C'est aussi un élément d'émancipation individuel qui

669. « Compter, mesurer, peser », *L'orphelinat Prévost*, mai-juin 1889, p. 40.
670. « La grammaire par les jeux », *L'Éducation intégrale*, novembre-décembre 1893, pp. 57-60.
671. « Jeux mathématiques », *L'Orphelinat Prévost*, mai-juin 1890, pp .137-140.

ne doit pas être négligé.

Des « sessions normales de pédagogie pratique », ouvertes aux instituteurs et institutrices français (de l'enseignement public et de l'enseignement libre) et aux instituteurs étrangers sont organisées à l'orphelinat, pendant les vacances, à partir de 1890 pendant cinq été consécutifs. Elles permettent, pendant une semaine au mois d'août, d'échanger sur les pratiques et techniques pédagogiques avec des enseignants venus d'horizons divers. C'est aussi une occasion supplémentaire pour l'orphelinat d'assurer son rayonnement hors des frontières du département de l'Oise et hors de France. L'établissement, dont les dortoirs sont libres en été et qui est équipé de tout le nécessaire pour assurer l'hébergement et la restauration des participants aux sessions, s'avère particulièrement adapté pour ce type de manifestations. Cempuis est relativement accessible puisque le train s'arrête alors à Grandvilliers, à 3 kilomètres de l'orphelinat et, si l'on en croit les comptes rendus du bulletin, ces sessions pédagogiques recevaient de nombreux participants. Un programme prévisionnel du contenu des sessions est publié dans le bulletin du début de l'été. Ensuite, en fonction des inscriptions enregistrées il est amendé et détaillé. Un compte rendu, parfois très développé, de chacune de ces rencontres est publié, généralement dans le premier bulletin de l'automne. Le programme des sessions s'organise selon cinq rubriques : 1) Les questions de pédagogie générale ; 2) L'éducation physique ; 3) L'éducation intellectuelle ; 4) Les travaux manuels ; 5) Les fêtes et récréations.

En 1891, le compte rendu de la session pédagogique donne lieu à la réalisation d'un bulletin exceptionnel de plus de 110 pages, tiré à part et joint au bulletin régulier. Cela permet de se faire une idée de l'organisation matérielle et pratique de ces réunions. Cette année là, ce sont 85 instituteurs et institutrices français, belges et russes qui participent aux huit jours de travaux, du dimanche 23 au dimanche 30 août. Le préambule du compte rendu est rédigé par Alexis Sluys, alors directeur de l'École normale de Bruxelles, qui exprime son enthousiasme et son admiration à l'égard des méthodes mises en œuvre à Cempuis :

> « Puisse l'exemple donné par l'Orphelinat Prévost avoir de féconds résultats ! Son système d'éducation intégrale est digne d'une véritable démocratie. Il prépare l'ère de fraternité, de progrès et de paix rêvée par les grands penseurs ayant honoré l'humanité, et qui se réalisera lorsque l'on aura élagué du programme scolaire les fausses sciences d'opinion pour les remplacer par les réalités incontestables de la science, et orienté l'éducation vers cet idéal : la vie complète, la plus grande source de bonheur terrestre possible pour tous les

hommes. »[672]

Les journées de travail sont manifestement bien remplies. Elles débutent à 6 heures du matin et ne s'achèvent pas avant 21 heures. La journée du lundi 24 août 1891 est, par exemple, organisée ainsi : à 6 h du matin, visite de l'orphelinat (classes, ateliers, installations, fonctionnement) par Paul Robin. A 8 h, conférence sur « La morale basée sur le réel » par Paul Guilhot, professeur à l'orphelinat. A 10 h 30, conférence sur « L'imagerie dans l'éducation » par M. Saucré, professeur à Paris ; à 13 h 30 une séance sur le thème de « L'enseignement dans les classes maternelles et enfantines » par Charles Delon, professeur à la Société pour l'Instruction élémentaire à Paris ; à 16 h 30, dans le cadre d'une réflexion sur le travail manuel, une communication sur « Le pliage du papier sans instruments » par Aimé Bogaerts, instituteur à Bruxelles. Enfin, à 19 h 30, est proposée une intervention de Paul Robin sur l'enseignement de l'histoire. Les séances ont une durée d'une heure et demie environ et les pauses pour les repas n'excèdent pas une heure. Cela permet de déduire qu'en temps cumulé l'écoute ou le travail des participants devait être de 8 à 10 heures par jour. Toutes les journées se déroulent à peu près selon la même structure. De nombreuses précisions liées à l'organisation générale sont fournies par le programme de la session :

> « Les séances auront lieu, suivant le temps et les circonstances, dans le Théâtre-gymnase de l'Orphelinat ou à l'ombre des grands arbres de son magnifique bois. […] Le logement et la nourriture (3 repas par jour) sont offerts avec plaisir à l'orphelinat moyennant le simple remboursement des frais (soit 2 fr. par jour). Les repas ont lieu à 7 heures ½ du matin, à midi et à 6 heures du soir. Afin que les invités puissent mieux se rendre compte de l'existence des enfants à l'Orphelinat, ils seront répartis par groupes de 3 ou 4 dans les tables des enfants et du personnel, le régime étant toujours le même pour tous. […] La ponctualité étant une des qualités des éducateurs, les heures que nous indiquons sont des heures *précises*. Pour assurer à tous la pleine jouissance de l'air pur, prière est faite de ne pas *fumer dans l'établissement*. »[673]

Le contenu des séances est retranscrit, à l'aide des notes prises par les responsables et les participants, d'une manière vraiment très complète (cinq à sept pages environ pour une séance d'une heure et demie). L'organisation en cinq rubriques (pédagogie générale, éducation physique, éducation intellectuelle, travaux manuels, fêtes et récréations) est

672. A. Sluys, « Session pédagogique de 1891 », *L'Éducation intégrale*, 1891, p. 6.
673. Robin, « Session pédagogique de 1891 », *L'Éducation intégrale*, 1891, p.10 (c'est Robin qui souligne).

maintenue pour chaque session, de 1890 à 1894. Le programme proposé, les comptes rendus publiés, reflètent eux aussi cet ordre qui est conforme aux principes de l'éducation intégrale. Il débute généralement par des considérations sur l'éducation, au fondement de la pédagogie novatrice que Robin cherche à promouvoir le plus largement possible. Les sessions ne sont pas un lieu d'échange à sens unique : elles n'ont pas pour seule fonction de diffuser la parole de l'orphelinat. Robin veut aussi les utiliser pour intégrer d'autres pratiques et se familiariser avec d'autres méthodes. Ainsi, il invite les participants à réfléchir sur la finalité, les contenus mais aussi les principes généraux qui, selon eux, doivent constituer l'orientation générale de l'éducation intégrale. C'est ce qu'il fait à l'occasion de la session de 1893.

Pour l'année 1893, neuf thèmes sont proposés pour la « pédagogie générale » parmi lesquels figurent : l'enseignement intégral, la manière d'interroger, l'utilisation des tableaux muraux. A la rubrique « éducation physique », figurent six thèmes : l'hygiène de l'écolier, les excursions et voyages scolaires, l'anthropométrie hygiéniste à l'école. Le champ de l' « éducation intellectuelle », est abordé au fil de dix sept thèmes parmi lesquels on note la présence de la sténographie, la géométrie pratique, l'astronomie, la météorologie à l'école, la musique instrumentale, les sciences naturelles à l'école, etc. Pour les « travaux manuels » : trois thèmes dont l'enseignement de l'agriculture et de l'horticulture. Les « fêtes et récréations » sont, enfin, présentées ainsi : « En outre des promenades dans nos bois, des exercices amusants de tir, d'anthropométrie, etc., auxquels les sessionistes [*sic*] pourront prendre part selon leurs attractions, nous inscrirons à notre programme une excursion scolaire, si le temps le permet. »[674] La richesse du programme proposé implique un emploi du temps qui devait être bien rempli. Mais la session de 1893, qui se tient du 23 au 31 août, revêt pour Robin une importance cruciale :

> « Elle comportera, écrit-il, une révision complète du programme de l'Éducation intégrale qui contient à la fois toutes les matières obligatoires des programmes officiels de l'enseignement primaire aux divers degrés, les matières facultatives, et celles par lesquelles nous complétons et fermons le cycle de l'Instruction générale. Le but spécial de l'ensemble de nos études et de nos démonstrations sera de déterminer la méthode et les procédés par lesquels on peut arriver à enseigner simultanément toutes les matières comprises dans ce vaste programme, *sans qu'il y ait surmenage pour les écoliers ni surcharge pour les instituteurs* ; méthodes et procédés qui sont mis en usage à l'Orphelinat, et au moyen desquels nous obtenons des résultats satisfaisants dans les différentes branches de l'enseignement proprement dit, malgré l'adjonction au programme

674. « La session normale de 1893 », *L'Éducation intégrale,* juillet-août 1893, p. 26.

> des travaux manuels et de l'enseignement professionnel, qui retirent nos enfants de la classe pendant plusieurs heures par jour pour les envoyer à l'atelier. »[675]

On note le souci de concilier les exigences du programme officiel et celles de l'éducation intégrale. Mais on remarque en outre que le programme appliqué à l'orphelinat, dans ses moyens comme dans ses objectifs, est particulièrement ambitieux. Dans un numéro exceptionnel daté de septembre 1893, le bulletin revient sur cette session pour en souligner le succès :

> « La Session, cette année particulièrement, a été très remplie et fructueuse ; un grand nombre de séances, de démonstrations, d'expérimentations, de conférences sur tous les points du programme de l'éducation et de l'Instruction ont eu lieu pendant les huit jours qu'elle a duré […]. Plusieurs séances supplémentaires ont dû être ajoutées à celles prévues au programme […]. On ne trouvait pas assez d'heures pour correspondre à la multiplicité des matières et au zèle laborieux des sessionnistes. Ces sévères études ont été interrompues et égayées par trois soirées [...] dans notre salle des fêtes. Nous avons été heureux au-delà de toute expression des sentiments de cordiale confraternité qui ont apporté un milieu des austères travaux un élan communicatif, une émotion sympathique que tous ont ressenti : c'est ainsi seulement qu'on peut faire de bonnes choses. »[676]

Que ce soit sur le plan professionnel et pédagogique ou sur celui des relations humaines, cette session est donc, si l'on en croit l'auteur, un succès. L'article s'achève sur l'annonce de la publication, dans les numéros à venir de *L'Éducation intégrale*, de comptes rendus de toutes les séances d'études. Et, dès le numéro 5 de septembre-octobre 1893, sous la forme d'un cahier indépendant de 16 pages intitulé « Manifeste aux partisans de l'éducation intégrale », une synthèse des activités et de la réflexion des participants sur ce thème au cours de la session d'été est publiée. Cela montre que l'éducation intégrale mobilise toujours les efforts de Robin et que celui-ci se place dans une démarche progressive et dynamique plutôt que dogmatique. Ce manifeste se décompose en quatre chapitres. Le premier, après avoir évoqué « *l'avènement de la science* » au XIX^{e} siècle, un « grand phénomène historique auquel nul autre ne peut être comparé »[677], aborde la nécessité d'avoir un système éducatif nouveau, des contenus et des méthodes pédagogiques qui soient en accord avec cette modernité révolutionnaire. En effet, on ne peut accepter,

---

675. « La session normale de 1893 », *L'Éducation intégrale,* juillet-août 1893, pp. 25-26 (souligné dans le texte).
676. « Session normale de pédagogie de 1893 à l'orphelinat Prévost », *L'Éducation intégrale*, numéro exceptionnel de septembre 1893, p. 2.
677. « Manifeste aux partisans de l'éducation intégrale », cahier joint au numéro de septembre-octobre 1893 de *L'Éducation intégrale*, p. 3 (souligné dans le texte).

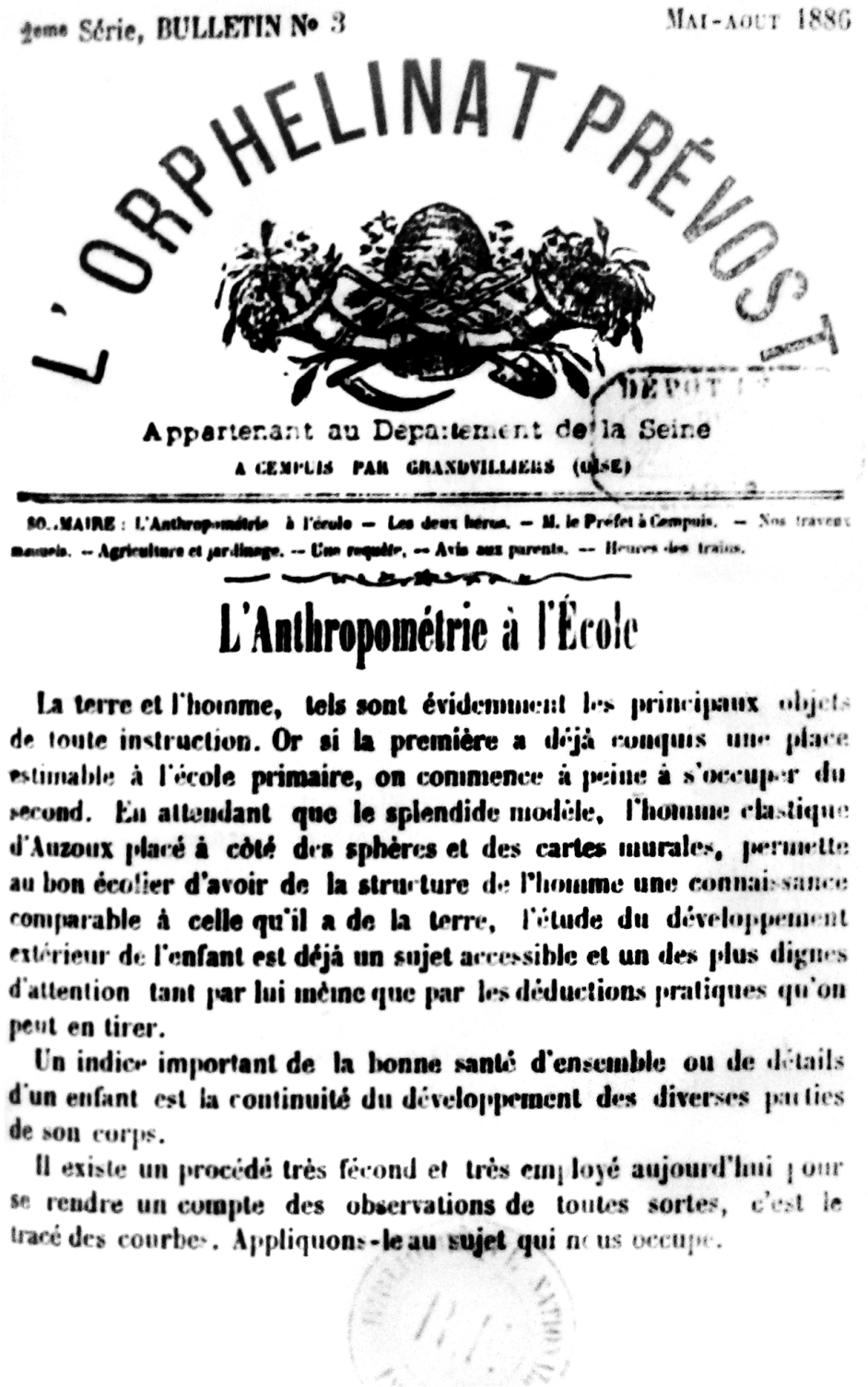
selon l'auteur, de « conserver dans l'enseignement ce qui n'est plus dans les idées, ni dans les mœurs, ou [d'] élever les enfants au vingtième siècle comme s'ils devaient vivre au treizième »[678]. Le deuxième chapitre soutient la nécessité de l'intégralité dans la perspective de création de l'éducation nouvelle et affirme l'idée que chacune doit-être mis en possession d'un certain degré de culture intégrale. L'auteur critique vivement toute spécialisation des formations initiales à l'école, arguant que seul un développement harmonieux de toutes les facultés individuelles permet de réaliser la santé et le bonheur de l'homme. Le troisième chapitre présente les deux axes fondamentaux en fonction desquels se divise le projet d'éducation intégrale : l'éducation physique et l'éducation intellectuelle. L'éducation physique y est jugée plus importante encore qu'elle ne l'était dans les précédents textes de Robin sur l'éducation intégrale : « avant toute autre chose, conformément à l'ordre des nécessités logiques, envisageons l'éducation physique, dans laquelle il y a lieu de distinguer deux côtés : le régime général hygiénique, ayant pour but le développement normal et ce bel équilibre organique et fonctionnel que nous appelons la santé […], et l'éducation spéciale des organes de relation, considérés comme instruments de perception et d'action ».[679]

L'éducation physique, ou « régime hygiénique », comprend l'alimentation, l'harmonie entre le temps de travail et le repos, les activités physiques en milieu extérieur (jeux libres, jeux organisés, promenades, excursion, bains de mer et natation) et l' « éducation organique » qui comprend l'éducation des sens et de l'adresse manuelle. Ce socle doit, logiquement, précéder l'éducation intellectuelle, laquelle est conçue comme le « développement simultané [et] l'équilibre de toutes les facultés, sans exclusion »[680]. Les capacités scientifiques et artistiques sont particulièrement mises en valeur ainsi que la mémoire, l'imagination, le sens esthétique, l'observation, le jugement, l'assimilation, etc. L'éducation physique et intellectuelle une fois réalisée, l'éducation morale devient possible.

Le quatrième chapitre de ce manifeste est un appel à poursuivre et à intensifier l'œuvre entreprise à Cempuis en la généralisant autant que possible, en France et à l'étranger, mais aussi en fédérant et en mettant en commun toutes les méthodes et tous les projets qui partagent les principes de l'éducation intégrale et qui sont en accord avec l'urgence de modifier nos conceptions de l'éducation pour les adapter à un monde qui a changé.

---

678. « Manifeste aux partisans de l'éducation intégrale », 1893, p. 4.
679. « Manifeste aux partisans de l'éducation intégrale », 1893, p. 9.
680. « Manifeste aux partisans de l'éducation intégrale », 1893, p. 10.



2ème Série, BULLETIN N° 3 MAI-AOUT 1886

L'ORPHELINAT PRÉVOST

DÉPOT

Appartenant au Département de la Seine

A CEMPUIS PAR CRANDVILLIERS (OISE)

SOMMAIRE : L'Anthropométrie à l'école — Les deux héros. — M. le Préfet à Cempuis. — Nos travaux manuels. — Agriculture et jardinage. — Une requête. — Avis aux parents. — Heures des trains.

L'Anthropométrie à l'École

La terre et l'homme, tels sont évidemment les principaux objets de toute instruction. Or si la première a déjà conquis une place estimable à l'école primaire, on commence à peine à s'occuper du second. En attendant que le splendide modèle, l'homme élastique d'Auzoux placé à côté des sphères et des cartes murales, permette au bon écolier d'avoir de la structure de l'homme une connaissance comparable à celle qu'il a de la terre, l'étude du développement extérieur de l'enfant est déjà un sujet accessible et un des plus dignes d'attention tant par lui même que par les déductions pratiques qu'on peut en tirer.

Un indice important de la bonne santé d'ensemble ou de détails d'un enfant est la continuité du développement des diverses parties de son corps.

Il existe un procédé très fécond et très employé aujourd'hui pour se rendre un compte des observations de toutes sortes, c'est le tracé des courbes. Appliquons-le au sujet qui nous occupe.

Figure n° 12 : *L'Orphelinat Prévost*, numéro de mai-août 1886, page de titre présentant le premier article d'une série consacrée à l'anthropométrie appliquée aux élèves de l'orphelinat. Source : microfiche, collection des périodiques de la Bnf.

Santé, hygiène et anthropométrie

Le suivi anthropométrique des élèves de l'orphelinat a une fonction préventive, même s'il ne se limite pas à cette fonction. Les préconisations d'hygiène ont pour fonction la prophylaxie de l'établissement. Les inspections minutieuses, à partir desquelles des courbes de croissance sont réalisées, servent aussi à détecter le plus précocement possible l'apparition des maladies ou les anomalies de développement. Le bulletin se fait régulièrement l'écho de ce suivi sanitaire et anthropométrique (cf. figure n° 12). Il faut dire que l'établissement est directement confronté aux maladies de l'époque : certains pensionnaires mourront de la rougeole, notamment durant l'hiver 1891. Les critères d'admission font par ailleurs apparaître la nécessité de diagnostiquer la tuberculose dans le cadre du suivi anthropométrique des élèves et, dans une même perspective de valorisation de la prévention, les progrès notables de la vaccination à la fin du XIX^{e} siècle, mettant en lumière les mérites de « l'illustre Pasteur », sont décrits et leurs principes sont expliqués :

> « Ce dernier quart de siècle nous a révélé le monde presque invisible des amis et des ennemis infiniment petits. Ce sont des microbes qui sont les véritables boulangers, brasseurs, vignerons, fabricants de salpêtre ; c'en sont aussi qui nous dévorent sous les noms effrayants de typhus, de choléra ou de phtisie. Il faut connaître ces amis nouveaux pour s'en servir et faciliter leur tâche, connaître aussi ces ennemis si longtemps insaisissables pour les combattre et les détruire. L'alliance des microbes utiles naturels ou modifiés par l'art, oserons nous dire, est l'un des meilleurs moyens de lutter avec quelque chance de succès contre les microbes nuisibles. »[681]

L'auteur insiste également sur le fait que les progrès doivent se poursuivre, car beaucoup reste à faire :

> « Peut-être un jour trouverons-nous des poisons capables de détruire nos microbes ennemis, sans nous nuire à nous-mêmes. Nous en connaissons du reste déjà quelques-uns. Nous avons cru un moment ce vœu réalisé contre une des plus terribles maladies, lorsqu'à la fin de l'année passée, l'univers fut mis en grand émoi par des expériences du physiologiste allemand, le docteur Koch, prématurément et imprudemment généralisées et appliquées à l'espèce humaine. L'espérance ne s'est pas confirmée, mais il ne faut pas douter de l'avenir, et l'on peut attendre beaucoup des recherches sérieuses qui se font

681. « Bataille de microbes », *L'Éducation intégrale*, mai-juin 1891, p. 38.

aujourd'hui dans plusieurs grands établissements scientifiques. »[682]

Ces propos traduisent la volonté du périodique de diffuser des informations actuelles, précises, lucides et optimistes concernant l'avancée des sciences et la prise en charge par les sciences biomédicales des « fléaux » sanitaires de l'époque. Paul Robin est en effet persuadé que les facteurs environnementaux jouent un rôle majeur dans la formation physique (pour ne pas dire « physiologique »), intellectuelle et morale des individus. Par conséquent, toute mesure d'hygiène, toute considération relative à la santé générale des individus, a une incidence directe sur sa nature même, sur le développement possible de son potentiel. Ce que souligne l'approche de la santé dans le cadre de l'éducation intégrale, c'est la difficulté à séparer les uns des autres les différents éléments qui composent une éducation réussie tant leurs liens fonctionnels sont étroits. Sur le plan biomédical, Paul Robin adopte déjà un monisme matérialiste radical. En conséquence, tout élément qui agit sur l'individu physiquement, psychologiquement ou affectivement a une incidence sur l'ensemble. Cela explique l'importance de l'éducation mais aussi le lien étroit qui unit celle-ci à la médecine. Tout ce qui concerne la position de travail des enfants, la toilette, la lessive et le linge, les modes de couchage, la gymnastique, les excursions, les bains de mer, etc. n'est donc pas accessoire. Ce sont des éléments dont dépend tout le reste et sans lesquels le bonheur, individuel ou collectif, demeure une illusion. Voilà pourquoi le rôle du pédagogue ne se limite pas à son enseignement dans la salle de classe. Il couvre un champ bien plus large de la vie des enfants et ce rôle n'a rien de secondaire :

> « il existe encore un trop grand nombre d'instituteurs et d'institutrices à tendances aristocratiques, qui croiraient déroger en s'occupant de la propreté réelle et non superficielle des enfants qui leur sont confiés ; qui trouvent au dessous de leur dignité de veiller à la propreté minutieuse de la tête, des pieds, de tout le corps de l'enfant, de le faire moucher ou de le moucher au besoin, de lui faire couper ou de lui couper soi-même les ongles des pieds et des mains, pour ne citer que ces exemples entre tant d'autres.
> Ceux qui trouvent répugnant de donner leurs soins à cette partie, primordiale à notre avis, de l'éducation de l'enfance, nous paraissent absolument indignes du beau nom d'éducateurs, et il serait désirable dans l'intérêt de l'enfance de ne pas la leur confier. » [683]

La description minutieuse de la toilette quotidienne, zone par zone, les

682. « Bataille de microbes », *L'Éducation intégrale,* mai-juin 1891, p. 39.
683. « Un des côtés du rôle d'éducateur », *L'Éducation intégrale*, mars-avril 1891, p. 17.

préconisations relatives au « Savoir se bien porter et se bien tenir », sont, pour Paul Robin, des éléments indispensables de toute éducation. Outre les soins du corps, les préconisations s'étendent à la conception, à l'organisation et à l'entretien des locaux, à la nécessité de disposer d'un espace à la fois chauffé et aéré. Le bulletin de juillet 1884 fait à ce sujet un compte rendu de la participation de l'orphelinat à l'Exposition Internationale d'Hygiène et d'Éducation qui se tient à Londres du 8 mai au 30 octobre 1884[684]. Cette exposition, sous le patronage de la reine Victoria et du prince de Galles, est destinée à promouvoir les progrès accomplis du point de vue de l'hygiène principalement dans le domaine de l'éducation. Cela comprend notamment les programmes et équipements scolaires, le suivi médical des enfants, l'architecture scolaire. Ainsi des catégories nombreuses sont ouvertes pour l'exposition : éclairage, chauffage, aération, vêtements, alimentation, toilette, suivi médical, gymnastique, matériel scolaire, etc. La Grande-Bretagne tient à montrer au reste du monde que, dans ce domaine, elle a accompli des avancées décisives. L'orphelinat Prévost, qui s'inscrit dans cette dynamique hygiéniste, voit dans cette exposition une occasion d'accéder à un rayonnement national et international accru. Des personnes particulières, des institutions, des sociétés, des ligues ou des établissements (publics ou privés) peuvent s'inscrire pour participer. La commission administrative de l'orphelinat vote la décision de participer à l'exposition en inscrivant l'établissement dans de nombreuses catégories. A titre anecdotique, signalons que c'est à l'occasion de cette exposition que Francis Galton présente son « laboratoire d'anthropométrie » où, pour 3 pence, les visiteurs peuvent faire tester leur audition, leur vue et leur odorat, mesurer leur force, leur poids et leur taille et repartir ensuite avec une carte personnelle synthétisant toutes ces mesures[685].

Plans des lieux, organisation des bâtiments, fonctionnement de l'établissement, vie quotidienne, alimentation, réalisation d'appareils à vocation pédagogique (notamment pour l'initiation aux sciences), éducation physique, composition de l'enseignement intégral : des chiffres et des descriptions minutieuses composent les documents transmis par l'orphelinat au commissariat de l'exposition de Londres. Ils sont repris, succinctement, dans le bulletin, ce qui permet de se faire une idée plus précise de l'organisation matérielle de l'établissement de Cempuis. D'un point de vue hygiéniste, l'accent est mis sur la situation

684. Voir « Exposition internationale d'hygiène et d'éducation à Londres », *L'Orphelinat Prévost*, juillet 1884, pp. 67-74 et « L'exposition internationale d'hygiène et d'éducation à Londres », *L'Orphelinat Prévost*, janvier 1885, pp. 75-78.
685. Lenay, 1994, p. 141.

au grand air de l'établissement, sur l'autonomie et l'équilibre alimentaire, sur la prise en compte de l'éducation physique et le suivi médical et anthropométrique des élèves.

Ainsi, en ce qui concerne les terrains, on apprend que la propriété de l'orphelinat a une surface de près de 19 hectares dont 12 sont entourés de murs et 7 constitués de terrains attenants. Sur ces 7 hectares, qui constituent le « grand herbage », 4 ont été plantés à l'automne 1881 de pommiers à cidre et 3 sont constitués de terres labourables soumises à l'assolement triennal. Un « petit herbage » de 60 ares consiste en un verger de 42 arbres (pommiers, pruniers, cerisiers) de « premier choix », plantés par les enfants pendant l'hiver 1882. L'orphelinat dispose en outre d'un bois de 5 hectares et de la même surface en terres cultivées. Une ferme, des granges, une écurie, une vacherie (8 vaches), une lapinière, une basse-cour, une porcherie et des jardins potagers complètent les installations nécessaires à l'autonomie matérielle de l'établissement.

L'établissement scolaire, quant à lui, est composé de trois bâtiments principaux : un gymnase de 32 x 10 m, pouvant être utilisé comme théâtre ; un bâtiment « ouest » de superficie équivalente à celle du gymnase et un bâtiment central de 45 x 8 m. Le bâtiment « ouest » comporte un sous-sol avec buanderie, chauffage, forge et cellier ; un rez-de-chaussée comprenant le logement de l'économe, la bibliothèque des maîtres et celle des élèves, des armoires à collections, une salle des fêtes de 9 x 12 m et environ 150 m linéaires d'étagères ; un premier étage avec deux classes provisoires, deux chambres, un dortoir de 24 lits ; un deuxième étage où se trouvent les logements des maîtres et un dortoir. On trouve enfin, sous les combles, une salle de dessin, une salle de modelage, un atelier de couture, etc. Le grand bâtiment central possède un sous-sol avec les cuisines, les magasins de denrées, les salles de bains, un atelier de cordonnerie et une chaufferie. Au rez-de-chaussée se trouvent quatre salles de classe, les réfectoires, le cabinet de chimie et la pharmacie. Au premier étage sont situés quatre dortoirs séparés par trois chambres de surveillants et, au deuxième étage, l'infirmerie avec un petit dortoir, un magasin de vêtements, un magasin de matériel, les logements des employés, etc. Ce bâtiment central est encadré par deux hangars qui servent de préaux pour les enfants. Signe de la laïcisation de l'établissement, l'ancienne chapelle a été convertie en atelier de menuiserie. Deux pavillons, à l'ouest (avec atelier de cartonnage, décrit dans le bulletin n° 7, et imprimerie, décrite dans le bulletin n° 5) et à l'est (fournil et loge du concierge), complètent l'ensemble des constructions composant l'orphelinat. Sont également transmis à l'exposition internationale des documents concernant l'éducation physique (soins du corps, alimentation), les concours auquel participe l'établissement, les activités de vacances

(bains de mer, excursions, observations).

Le bulletin de janvier 1885 dresse la liste des prix et médailles obtenus à Londres par l'orphelinat. Ce dernier est récompensé d'une médaille d'argent pour ces spécimens de travaux d'élèves dans la classe 48 (écoles primaires) et de trois médailles de bronze dans les classes 50 (enseignement manuel dans les écoles de garçons), 51 (enseignement scientifique élémentaire) et 52 (écoles techniques d'apprentissage)[686]. Pour les trois dernières classes, l'orphelinat remporte donc 3 des 15 médailles attribuées à la délégation française. Si l'on en croit l'auteur, il est la seule institution de la section française à remporter 4 médailles[687]. La liste de toutes les récompenses obtenues par la délégation française figure dans le rapport adressé au ministre du commerce par le médecin André-Justin Martin, commissaire général de la section française et intitulé *Exposition internationale d'hygiène et d'éducation de Londres en 1884.* On y apprend que Louis Pasteur est récompensé d'un « Diplôme spécial » pour « l'ensemble de ses travaux sur l'étiologie et la prophylaxie des maladies épidémiques et transmissibles[688]. Parmi les autres lauréats, on trouve le service statistique de la Seine de Jacques Bertillon (diplôme d'honneur), le laboratoire de chimie de la ville de Paris (diplôme d'honneur), le cercle parisien de la Ligue de l'enseignement (deux diplômes d'honneur), etc.

Dans le cadre de son dossier de participation, l'orphelinat met l'accent sur la question de l'alimentation. Une partie des vivres nécessaires aux pensionnaires est produite par l'établissement lui-même. C'est le cas des fruits, de la majeure partie des légumes, des œufs, du lait et d'une partie de la viande. L'autre partie — la farine, le poisson et l'autre partie de la viande notamment — est achetée localement et fait l'objet d'un suivi et d'une sélection scrupuleuse. La fourniture de viande exclut les bas morceaux et les abats et ne concerne que des bêtes fraîchement abattues. L'établissement garantit trois repas par jour : un déjeuner de gruau d'avoine ou de cacao, un dîner avec soupe, viande, légume et dessert, un souper avec viande, légumes et dessert. La proportion de viande demeure toutefois réduite, fixée à 130 grammes par jour, dont « 104 grammes de maigre », répartis sur les repas de midi et du soir. Deux fois par semaine, au moins, la viande est remplacée par du poisson frais, de la morue ou des œufs.

L'orphelinat dispose, si l'on en croit le rédacteur du dossier de candidature, des

686. Voir rapport Martin, 1884.
687. « L'exposition internationale d'hygiène et d'éducation à Londres », *L'Orphelinat Prévost*, janvier 1885, p. 78.
688. Martin, 1884, p. 17.

moyens financiers nécessaires à la couverture de ses besoins, ainsi que d'une relative indépendance grâce à sa production sur place d'une partie des vivres. On peut donc raisonnablement en déduire que le choix de restreindre la part de protéines dans l'alimentation, tout en assurant la régularité de sa présence, est une décision guidée par des impératifs de santé et non par une nécessité économique. Du reste, Paul Robin considère que les enfants mangent mieux dans un établissement où la composition et la confection des repas se fait en vertu de préceptes d'hygiène validés scientifiquement que dans des familles dont l'origine sociale défavorisée les expose à une alimentation insuffisante et déséquilibrée, ce qui nuit directement à leur santé physique et mentale[689]. La consommation d'alcool est interdite aux élèves et déconseillée aux adultes, l'eau pure est considérée comme la meilleure des boissons.

L'usage du tabac, « maladie nicotique » pour Paul Robin, est rigoureusement proscrit. De fréquents articles du bulletin insistent sur les conséquences négatives de son utilisation dont on ne tire absolument aucun profit. C'est un « déprimant cérébral »[690] pour celui qui le consomme, un toxique qui altère la pureté de l'air environnant pour tous les autres. D'une manière plus générale et dans une perspective hygiéniste, la valorisation d'un air pur et sain, propice au maintien de la santé, est une constante dans le bulletin de l'orphelinat. Les chambres et dortoirs sont aérés tous les jours, les promenades, les excursions, les jeux et les récréations sont une manière de jouir de cette pureté, de même que la situation rurale de l'établissement.

Plus généralement, la prise en compte l'environnement comme facteur déterminant est un élément important de la pédagogie en usage à l'orphelinat. C'est aussi pour cette raison que les jeux de plein air, les vacances d'été au bord de la mer, incluant les bains et la pratique de la natation, sont aussi valorisés. Presque immédiatement après sa prise de fonction, Paul Robin souhaite que les enfants puissent bénéficier de vacances à la mer. Il est donc décidé que, dès les vacances d'été de 1881, les enfants passeront deux ou trois semaines au Tréport (Seine-Maritime), à 70 kilomètres environ de Cempuis. Mais l'effectif de l'établissement augmentant et la difficulté de trouver un gîte adapté en bord de mer conduisent la Commission administrative de l'orphelinat à décider, dès 1883, la construction d'une « maison des enfants » proche du Tréport à Mers-les-Bains (Somme)[691]. A compter de cette date, les enfants se rendront à Mers, par groupes successifs de 40

689. « Fabrication d'anémiques et de névrosés », *L'Orphelinat Prévost*, mai-juin 1890, pp. 141-142.
690. « A propos du tabac », *L'Éducation intégrale*, septembre-octobre 1893, p. 55.
691. Voir « La maison des enfants à Mers », *L'Orphelinat Prévost*, mars-avril 1890, pp. 116-117.

environ, pour deux à trois semaines de vacances d'été : « A quelques exceptions près, tous les enfants de l'Orphelinat ont, à des titres divers, joui de cet enchantement des bains de mer qui n'est généralement accessible qu'aux privilégiés de la fortune »[692]. Ces vacances donnent toujours lieu à un compte rendu dans le bulletin[693] qui insiste non seulement sur le caractère bénéfique pour la santé des enfants mais sur l'effet positif que ces vacances ont sur leur socialisation, notamment du fait de la « coéducation des sexes »[694]. Il s'agit, pour Paul Robin, d'une articulation nécessaire entre « éducation physique » et « éducation morale ». L'épanouissement des enfants se doit d'être « intégral », et la base de toute assimilation ultérieure, comme la conquête de son autonomie par l'individu lui-même, passent par la prise en compte du corps, de sa santé et de son développement harmonieux.

Au-delà des précautions hygiénistes constantes, le périodique participe à la promotion de certaines approches médicales spécifiques. Les mérites de la médecine dosimétrique du Docteur Adolphe Burggraeve (1806-1902) — que Paul Robin connaît et rencontre personnellement — sont ainsi évoqués à deux ou trois reprises dans le bulletin[695]. Il s'agit d'une médecine dont l'esprit est assez proche de l'homéopathie mais qui repose sur l'utilisation d'extraits chimiquement purs des principes actifs des plantes plutôt que d'extraits totaux. Cette adhésion est exemplaire de l'intérêt de Robin pour les perspectives novatrices, susceptibles de faire évoluer la pratique médicale.

On peut synthétiser ce que nous venons de dire du bulletin sous la forme de l'histogramme ci-dessous (cf. tableau n° 3). Il présente la proportion occupée, pour chaque année de parution par les cinq thèmes que nous avons distingués. Il met également en évidence le volume total des pages du bulletin. On constate la présence constante d'une communication administrative transparente sur le budget, le fonctionnement, les activités, les admissions, les résultats, ce qui est compréhensible de la part d'un établissement qui a des comptes à rendre à ses autorités de tutelle. Mais cet élément exprime également un souci de se protéger des attaques dont il est l'objet du fait de la pédagogie alors peu conventionnelle qui y est mise en œuvre. Toutefois, si le nombre de pages de cette rubrique

692. « Vacances de 1885 », *L'Orphelinat Prévost*, janvier 1886, p. 2.
693. Voir par exemple « Voyage au Tréport », *L'Orphelinat Prévost*, mars 1884, p. 52 ; « Séjour au bord de la mer », *L'Orphelinat Prévost*, mai 1885, pp. 108-110 ; « Vacances au bord de la mer », *L'Éducation intégrale*, novembre-décembre 1892, p. 136.
694. Voir *L'Éducation intégrale*, « Coéducation des deux sexes », juillet-août 1892, pp. 118-119 et « L'éducation simultanée des deux sexes », *L'Éducation intégrale*, septembre-octobre 1892, pp. 122-126.
695. Voir notamment « Visite au Docteur Burggraeve », *L'Éducation intégrale*, septembre-octobre 1893, p. 50 et « La santé de l'enfant », *L'Éducation intégrale*, septembre-octobre 1893, pp. 51-52.

reste stable, la proportion qui lui est consacrée ne cesse de décroître et est inférieure à 20 % quand la pagination du bulletin dépasse cent pages. A l'opposé, cette communication est légèrement en hausse lorsque l'établissement doit répondre à des critiques qui lui sont faites, notamment par voie de presse.

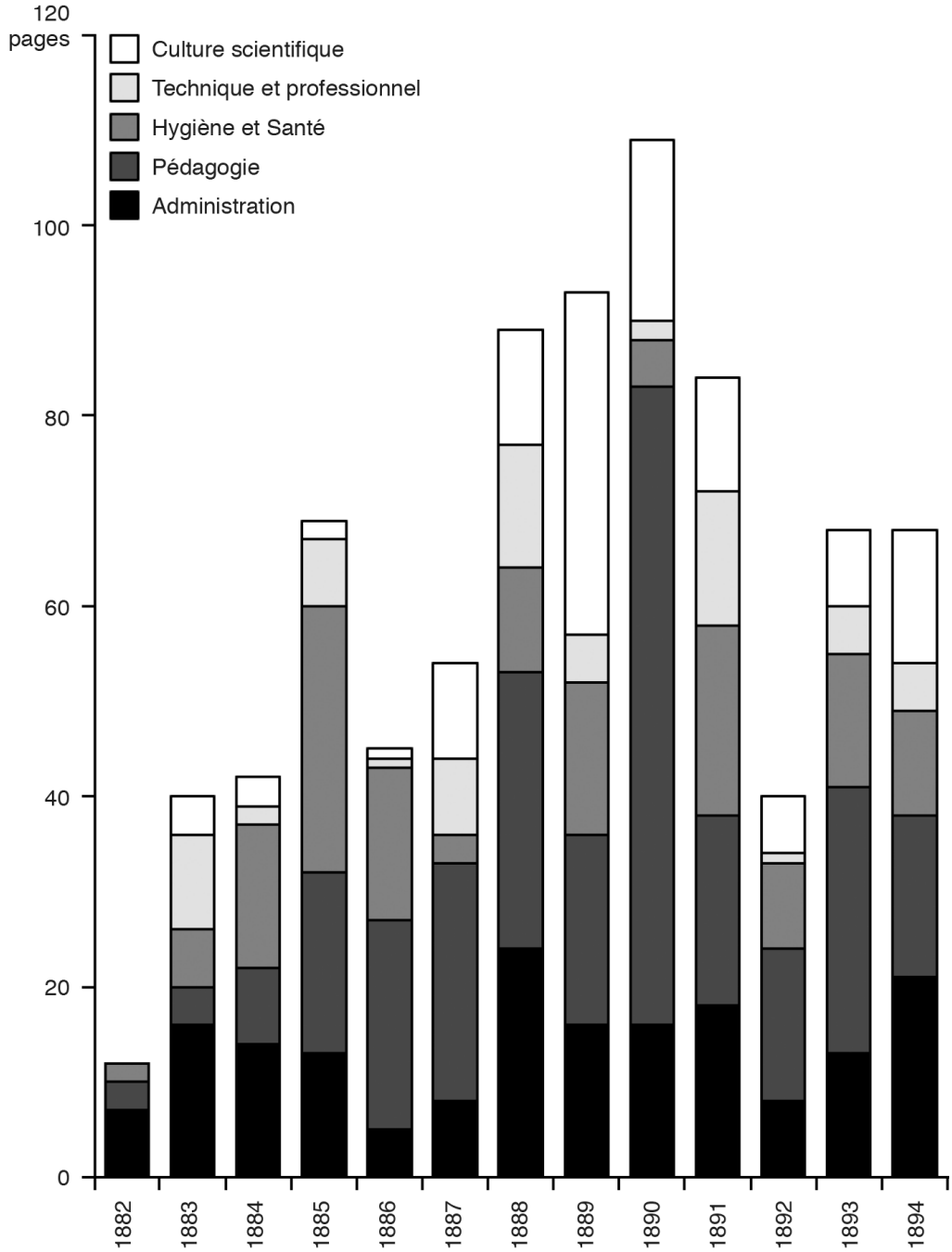


Tableau n° 3 : Proportion en volume des différents thèmes abordés par *Le bulletin de l'orphelinat Prévost* de 1882 à 1894.

Pour ce qui est de la formation technique et professionnelle, qui était officiellement la vocation première de l'établissement, c'est un thème qui, bien que présent dès le départ et régulièrement évoqué, n'occupera jamais un volume important. Il est permis d'en déduire que l'apprentissage d'un métier n'est pas la seule finalité de l'enseignement à destination des classes défavorisées pour la direction de l'orphelinat. Cet objectif est lui-même englobé par une préoccupation plus « intégrale » quant au développement individuel, ce qui présuppose qu'une insertion sociale harmonieuse ne se limite pas à l'exercice d'un métier manuel.

Le thème de la culture scientifique et de l'éveil à la pratique expérimentale est etrès important pour Paul Robin, et la tonalité des articles est souvent très enthousiaste lorsqu'il s'agit de vanter les mérites d'une science émancipatrice. Ce thème est pourtant absent en 1882, peu représenté de 1883 à 1886. Il fait ensuite l'objet d'une rubrique régulière, illustrée parfois par des articles très approfondis sur des questions scientifiques précises telles que : la vaccination, la microbiologie, la collecte et l'utilisation de donnée météorologiques, les observations astronomiques, l'application des mathématiques pour se repérer dans l'espace, etc., présentant jusqu'à 40 % du volume annuel total du bulletin en 1889.

La place centrale de la pédagogie n'est pas étonnante a priori dans le cadre d'une publication censée faire connaître des innovations mises en œuvre dans le cadre d'un établissement d'enseignement. Très modeste au départ (en 1882 et 1883), la part des articles consacrés aux questions pédagogiques va augmenter pour ne plus jamais être inférieure à 25 %. Elle dépassera même 60 % pour l'année 1890, année où la part consacrée à la culture scientifique se fait plus modeste. Il faut toutefois préciser que les délimitations que nous avons opérées nous ont parfois conduit à faire entrer tel article dans une catégorie plutôt que dans telle autre. Ainsi, une excursion pédestre dédiée à l'observation des éléments de faune, de flore et de géologie rencontrés, en tant qu'elle porte moins sur l'objet étudié que sur la méthode qui permet de l'étudier, a-t-elle été plutôt versée à la rubrique « pédagogie » qu'à la rubrique culture scientifique. Il en est de même pour la visite à la tour Eiffel qui est plutôt l'occasion de sensibiliser à l'utilité et à la pertinence du calcul mathématique qu'une pure leçon de mathématiques. La détermination d'une délimitation faisant toujours courir le risque de grossir un trait qui paraît pertinent, il convenait de le préciser. La spécificité de l'approche « intégrale » dans le domaine de l'éducation rend problématique, quoi qu'il en soit, toute catégorisation abrupte.

Les questions de santé, enfin, et les préoccupations hygiénistes, sont un autre élément stable du périodique. Le thème ne sera jamais majoritaire en volume, mais en ce qui concerne la fréquence, il faut souligner que presque tous les numéros du bulletin abordent des thématiques hygiénistes, ne serait-ce que sous la forme de préceptes courts, régulièrement répétés. Ce thème nous semble particulièrement significatif de l'approche néomalthusienne dont nous avons par ailleurs évoqué la préoccupation pour les questions que nous nommerions aujourd'hui « environnementales ». Traditionnellement, la pédagogie se focalise sur l'être à éduquer, sans considération particulière pour le milieu physique, social et psychologique au sein duquel il évolue. Or, selon Paul Robin, ce milieu conditionne le développement individuel d'une manière décisive, point de vue qui s'appuie sur l'apport que représente l'héritage lamarckien, héritage qu'il assume pleinement. Par conséquent, une éducation digne de ce nom ne peut laisser de côté ce qui peut constituer un levier pour le développement d'enfants sains et complets : l'action sur l'environnement. De fait, en constatant les conséquences du surpeuplement dans le milieu urbain, milieu qui expose en outre aux « toxiques », en prenant en compte le manque de ressources et de denrées de première nécessité et en mesurant les conséquences du défaut d'éducation, le bulletin de l'orphelinat prépare déjà le terrain à l'action néomalthusienne dans laquelle s'illustrera Paul Robin après sa révocation le 31 août 1894.

Ayant abandonné son titre *L'Éducation Intégrale* pour reprendre son intitulé original, *Le Bulletin de l'orphelinat Prévost* continue néanmoins à paraître quelque temps. Le numéro de novembre-décembre 1894 est même consacré à Paul Robin (cf. figure n° 13) et contient une biographie élogieuse de Robin, un historique de l'établissement et du bulletin lui-même. Nous supposons que les responsables de ce numéro sont les proches de Robin qui termineront l'année scolaire 1894-1895 à Cempuis, avant de quitter à leur tour l'établissement. Gabriel Giroud enseignera, par exemple, dès l'année suivante dans une école parisienne.

13e Année. BULLETIN nº 6 Novembre-Décembre 1894

BULLETIN
DE
L'ORPHELINAT PREVOST

Appartenant au Département de la Seine

à Cempuis, par Grandvilliers (Oise)

Envoyé gratuitement aux parents ou tuteurs des orphelins et aux patrons de l'Orphelinat.

SOMMAIRE : Notice biographique de M. Robin. — Notice historique récapitulative sur l'Orphelinat. — Notre Bulletin.

M. Paul ROBIN

Figure n° 13 : Portrait de Paul Robin dans *Le bulletin de l'Orphelinat Prévost* de novembre-décembre 1894. Source : microfiche, collection des périodiques de la BnF.

Par sa foi en la science, par sa valorisation constante des méthodes scientifiques, par la stimulation de tout ce qui permet à un individu d'assurer au maximum son autonomie sur tous les plans, afin de n'être un poids pour personne, et par son approche holiste des questions d'éducation, comme par ses visées radicalement émancipatrices, *L'Orphelinat Prévost* dirigé par Paul Robin contient en germes tous les éléments de l'action future du chef de file du néomalthusianisme en France. On pourrait objecter que l'élément central de l'action néomalthusienne, le contrôle des naissances par la promotion des méthodes anticonceptionnelles, fait défaut. A cela on peut répondre en deux temps.

Tout d'abord en précisant que sa fonction de directeur de l'orphelinat fait que Paul Robin ne peut, étant chargé d'élèves de 4 à 16 ans, se permettre d'aborder les questions d'« éducation sexuelle ». Sur le plan institutionnel, il se devait donc d'être prudent, et ce d'autant plus que la droite conservatrice et catholique acceptait mal l'investissement de fonds publics dans la promotion d'une éducation mixte et laïque. L'hostilité à Jules Ferry et à Ferdinand Buisson dans les milieux cléricaux faisait de l'orphelinat une cible, et un lieu particulièrement surveillé, ce qui a sans doute bridé les possibilités d'action de Paul Robin. En prenant en charge l'éducation d'enfants défavorisés, orphelins de père ou de mère ou enfants abandonnés, il était toutefois particulièrement bien placé pour évaluer les conséquences de la misère sociale.

Ensuite, en tant que le fondement de l'approche néomalthusienne est « intégral », son action ne se limite pas à l'investissement dans la promotion des méthodes contraceptives. Issu de la mouvance révolutionnaire, Paul Robin voit dans le contrôle de la procréation un moyen et non une fin en soi. Ce moyen, c'est l'émancipation individuelle par la connaissance et par la culture de la raison. Or, c'est précisément ce que proposait le programme d'enseignement de l'orphelinat de Cempuis tant que Paul Robin en fut le directeur. L'action néomalthusienne ne se limite pas à la possibilité d'éviter les naissances non voulues, elle vise aussi à prendre en charge le développement harmonieux et complet des enfants non désirés ou orphelins.

A lire les travaux contemporains existant sur Paul Robin, on pourrait avoir l'impression que son malthusianisme et son eugénisme ne se sont pleinement développés qu'après 1894, avec la fin de Cempuis. La lecture de l'ouvrage de Gabriel Giroud *Cempuis : éducation intégrale. Coéducation des sexes. D'après les documents officiels et les publications de l'établissement* (1900) suffit pour se convaincre du contraire. Non seulement Giroud affirme que ces engagements sont très précoces, mais on peut voir qu'ils

sont aussi étroitement liés l'un à l'autre. En évoquant la commission d'enquête de 1884 qui fait suite à la « première affaire Robin » de septembre 1883, dans laquelle ce dernier était accusé d'avoir fait de la propagande néomalthusienne à l'intérieur de l'établissement, Giroud cite des extraits de la déposition de Paul Guilhot, ami de Robin et sous-directeur de l'orphelinat à partir de 1887, devant la commission d'enquête :

> « M. Guilhot. — M. Robin, dans des conversations absolument intimes, m'a parlé parfois de la question malthusienne. Il m'a toujours dit : " Il y a deux grandes questions dans la vie humaine comme dans l'agriculture : le choix de la graine et l'éducation de la plante. Jusqu'à présent, nous faisons l'éducation de la plante. Il y aurait intérêt à ce que la Société se régénérât par le choix de la graine. Les millions que l'on dépense dans tous les États du monde pour venir en aide aux chétifs, aux scrofuleux, aux syphilitiques, aux aliénés ou autres n'amènent qu'une amélioration à peine suffisante pour leur permettre de faire misérablement leur chemin dans la vie ; en même temps, la reproduction de ces tristes espèces de de la Société donne une graine mauvaise pour les générations suivantes. Il y aurait un grand intérêt scientifique à ce que la reproduction ne fut autorisée [que] pour ceux qui pourraient procréer dans les meilleures conditions pour la lutte de la vie. Les millions que l'on dépense dans tous les États, pour l'assistance publique, c'est l'appauvrissement, c'est l'organisation de la *dégénérescence publique*. Le point important c'est de bien choisir la graine". […] Voilà la théorie que j'ai entendu exposer, dans l'intimité, par M. Robin avec une éloquence et une conviction qu'il m'est impossible de reproduire. »[696]

On retrouvera cette métaphore de la graine, futur germe de l'humanité régénérée, dans les écrits de Robin qui seront publiés en 1905. Il est assez évident que Robin articule, dès les années 1880, la question éducative à la question eugénique. Ses développements ultérieurs ne sont que la suite d'un processus théorique engagé au moins vingt ans auparavant. La création de la Ligue de Régénération humaine, peu de temps après Cempuis, en est le prolongement logique. Elle n'est en rien une rupture.

696. Paul Guilhot, cité par Gabriel Giroud. Giroud, 1900, pp. 366-368.

2- La Ligue de Régénération humaine et les périodiques du mouvement (1895-1920)

On ne peut, à strictement parler, évoquer de « tribune » néomalthusienne, ou de lieu spécifiquement néomalthusien, avant que le courant ne se structure progressivement en France dans la seconde partie des années 1890. Et même alors, le mouvement, quoique particulièrement actif, demeurera relativement informel. C'est ce qui explique la difficulté qu'il y a à en tracer précisément les limites et à déterminer l'appartenance de tel ou tel acteur à un groupe aux contours fluctuants. Cette difficulté s'accroît encore quand on observe que les positions spécifiques de certains médecins, de certains militants, peuvent évoluer au cours du temps. Nous n'avons pas observé de cas d'éloignement du néomalthusianisme chez les acteurs étudiés, mais nous avons par contre constaté que certains politiques, certains médecins d'abord hostiles à l'approche néomalthusienne, en furent par la suite les défenseurs, tel Sébastien Faure qui devint proche des idées de Robin à partir de 1902, après les avoir combattues. Ce que l'on peut en revanche établir avec certitude, c'est un certain nombre d'espaces qui furent, par leurs positions politiques et scientifiques, des lieux d'inspiration mais aussi des lieux d'accueil pour les idées néomalthusiennes.

La question des lieux propres du néomalthusianisme français a connu deux étapes et deux inflexions majeures. La première est liée à leur création, puis à leur essor, au moment où Paul Robin, suite à son éviction de la direction de l'orphelinat Prévost, est libéré de toute tutelle institutionnelle. Cette période s'étend de 1895 à 1920. La seconde est celle de la restructuration du mouvement, dont les publications sont toutes soumises à censure après le vote de la loi du 31 juillet 1920. Entre 1920 et la seconde guerre mondiale, le mouvement, n'ayant plus la possibilité de publier librement, doit investir d'autres lieux, c'est-à-dire s'exprimer avec prudence dans des publications amies ou investir des sociétés savantes aux intérêts convergents. Nous commencerons par l'examen de la période qui va de 1895 à 1920, et nous traiterons ensuite de la période postérieure à cette date dans un chapitre spécifique.

Régénération, organe de la Ligue

Régénération, dont le premier « numéro programme » est daté de décembre 1896 (sans précision du jour de parution), est le premier périodique français proprement néomalthusien. Il est en même temps destiné à devenir l'organe de la Ligue de Régénération humaine (LRH), fondée quelques mois auparavant, en août 1896. Ce premier numéro est un simple quatre pages qui se place dans le sillage de la création de la LRH. Le préambule manifeste un ton général optimiste et positiviste, à l'image de ce que seront par la suite les publications du mouvement :

> « Nous voulons appliquer les données positives des sciences biologiques et sociales de manière que les générations prochaines ne soient plus, comme la nôtre et les précédentes, les fruits le plus souvent non désirés d'une passion irréfléchie, du hasard d'un rapprochement sexuel, mais au contraire les résultats de la volonté réfléchie de parents bien portants, vigoureux de corps et de cerveau, sages, prudents et voulant consacrer à l'éducation de l'enfant qu'ils vont appeler à la vie, une inépuisable bonne volonté, une science produite par de sérieuses études. »[697]

Pour le reste, ce premier numéro du périodique emblématique du mouvement néomalthusien aborde des thèmes attendus : liberté nécessaire de la maternité, perspectives humanitaires, recensions d'ouvrages en vente à la Librairie de la Ligue, mise à disposition de brochures, etc. Un certain nombre d'informations fournies permettent de nous faire une idée de l'état et des perspectives de la Ligue de Régénération humaine à son commencement. Un article intitulé « Notre programme » envisage une publication trimestrielle de huit pages à compter du mois de janvier 1897. Le journal comprendrait aussi des comptes rendus de lecture d'ouvrages de sciences biologiques et de sciences sociales. Il s'inscrirait enfin dans un mouvement qui aurait une dimension internationale, tissant de nouveaux liens et renforçant ceux existant avec les Ligues de certains pays voisins. En réalité, il faudra attendre l'année 1900 pour que le numéro programme soit suivi d'un second numéro. Cette difficulté à dynamiser la publication est à mettre en rapport avec le lancement d'une structure toute nouvelle dont l'ambition dépasse nettement les possibilités militantes et matérielles. C'est sans doute pour cette raison que le journal lance un appel à cotisations pour obtenir un soutien financier. D'autre part, l'entreprise est engagée par un nombre restreint de personnes qui ne peuvent assumer à elles seules la

---

697. *Régénération*, « Notre programme », numéro programme, décembre 1896, p. 1.

diversité des tâches que requiert le projet de la Ligue de régénération humaine.

Le lien avec les Ligues néomalthusiennes au but similaire est un moyen de conquérir les adhésions en montrant que la question de population n'est pas la lubie de quelques individus mais un courant structuré qui s'internationalise. Le lien avec la *Malthusian league*, fondée en 1877, est renforcé. Charles Robert Drysdale est ainsi Président d'honneur de la Ligue de Régénération humaine, quand Paul Robin est le vice-président de la Ligue anglaise. Les relations privilégiées avec la *Nieuw-Malthusianische Bond* des Pays-Bas, créée en 1884, et la *Sozial harmonische Verein*, fondée en Allemagne en 1889, sont mises en avant. La LRH est donc, à cette époque, la plus récente des ligues néomalthusiennes européennes. En dépit des principes communs défendus par ces ligues amies, le programme de la Ligue présente certaines différences qui expliquent la forme spécifique que va prendre la propagande néomalthusienne en France. Ainsi, il est dit que la France a sans doute une natalité moyenne plus faible que les autres nations européennes, ce dont pourrait a priori se féliciter tout néomalthusien. Mais cette natalité moyenne cache une réalité qui n'a rien de positif :

> « notre faible natalité moyenne, à nous, Français, est due non à l'abstention des *inférieurs*, mais au contraire à celle des *meilleurs*. Les mieux doués, dont il serait avantageux pour tous, de voir propager la race, évitent au contraire de laisser un grand nombre de descendants tomber dans l'ignoble « mêlée sociale » au milieu de la foule effrayante de dégénérés de toute espèce qui s'y entre-déchirent. Ce qu'il nous faut à nous, c'est avant tout, que notre faible moyenne soit due à l'abstention des mauvais et non à celle des bons. C'est un point sur lequel nous avons l'avantage d'être d'accord avec plusieurs des membres éminents de l'*Alliance Nationale* contre la *dépopulation de la France*. La *qualité* prime la *quantité*. Il y aura lieu de revenir souvent sur ce sujet. »[698]

La première chose que l'on remarque c'est que la limitation en nombre de la population n'est pas l'objectif unique, et pas non plus toujours l'objectif premier, de la LRH. La preuve en est que la démographie contrôlée en nombre, qui est présentée comme étant celle de la France à l'époque, ne satisfait nullement les fondateurs de la LRH. La priorité semble ici nettement aller à l'accroissement de la qualité. D'autre part, certains points d'accord avec les courants natalistes sont mentionnés — non sans une certaine ironie —, ce qui peut a priori surprendre. Nous supposons qu'ici l'article fait référence,

698. « La ligue française et les ligues étrangères », *Régénération*, numéro programme, décembre 1896, p. 3 (souligné dans la revue).

sans lui attribuer son titre officiel, à l'Alliance nationale pour l'accroissement de la population française fondée en 1896 — à l'instar de la LRH — par Jacques Bertillon. S'agissant d'un numéro programme destiné à donner une impulsion décisive au militantisme néomalthusien, on peut se demander pourquoi une certaine affinité de vue est évoquée avec une association dont la propagande propre la destine à une opposition constante avec la LRH. C'est en fait la composante eugéniste du discours, commune aux deux associations, qui permet un tel rapprochement. Nous avons ici une preuve supplémentaire du caractère à la fois originel et central de la question de la qualité dans la pensée et l'action néomalthusiennes. Il convient d'insister sur le fait que l'adjonction de cet élément n'est ni accessoire ni accidentelle.

Si l'on en croit cet article, c'est, dès l'origine, une implication eugéniste plus marquée qui constituerait l'originalité du néomalthusianisme français par rapport à celui des autres pays européens. L'inscription dans une dynamique scientifique et méliorative est le trait le plus marquant de la LRH. Mais en quoi consiste donc l'action concrète de cette ligue ? C'est plutôt en investissant certains lieux susceptibles d'accueillir favorablement le projet de régénération, c'est-à-dire ceux qui étaient à la fois convaincus de la réalité du phénomène de dégénérescence et intéressés par les questions eugénistes, que la LRH envisage d'étendre son influence. Cette tentative pour convaincre des esprits rationalistes pousse donc à investir de façon préférentielle les lieux de science. La publication dans des revues, affiliées ou non aux sociétés savantes, est une autre manière d'exposer ses idées. Deux articles de Robin, successivement publiés dans le *Bulletin de la Société d'anthropologie de Paris*, illustrent cette volonté. Il s'agit de « Dégénérescence de l'espèce humaine, causes et remèdes » (1895) et de « Discussion sur la limitation volontaire de la population » (1896). Le premier est contemporain de l'élaboration du projet de création de la Ligue, tâche déjà bien avancée si l'on en juge par la correspondance de Paul Robin avec Augustin Hamon[699] qui diffuse de manière confidentielle son avant-projet, car le volet judiciaire de l'affaire de Cempuis n'est pas encore terminé. La Société d'anthropologie de Paris est effectivement un lieu où certains esprits sont susceptibles d'être séduits par les arguments d'un néomalthusianisme qui veut affermir ses fondements scientifiques.

Mais quels que soient les efforts déployés par le noyau dur des militants, et quelle que soit leur force de conviction, les débuts de la Ligue sont loin d'être à la hauteur des espérances de leur fondateur. Même si la LRH a pour ambition de réformer les mœurs en

699. IISH, Hamon Papers, lettre de Robin à Hamon du 3 mai 1895.

s'adressant directement à ceux dont elle espère une plus grande prudence créatrice — la classe ouvrière —, son propos et ses références paraissent plus propres à convaincre un public détenteur d'une certaine culture scientifique[700]. C'est un auditoire réceptif aux éléments de cette culture sur lesquels il fonde son action que semble prioritairement rechercher Robin, même si ses motifs sont empreints d'un certain humanisme. C'est d'ailleurs ce qu'il écrit dans une circulaire adressée aux adhérents et sympathisants de la Ligue en 1897 : « Il faut bien s'entendre : cette publication [*Régénération*], comme le numéro-programme, est purement théorique, elle n'est pas destinée à la masse des femmes écrasées par les grossesses non désirées, par l'effroyable mortalité de leurs enfants, mais aux intellectuels qui veulent *agir comme ils pensent* et répandre la Bonne Nouvelle dans mesure de leurs moyens. »[701]

Cette circulaire, signée par le directeur et par le secrétaire de la Ligue — qui, à cette époque, est Léon Marinont (1870-1943) — est une sorte d'appel aux lecteurs pour un appui financier et une implication plus forte dans la vie de la Ligue. Le document, un simple feuillet recto-verso[702], est adressé aux adhérents et amis de la LRH et aux structures associées. La déception de Paul Robin est certainement vive, mais il veut tout de même se montrer optimiste : « La ligue n'a pas eu ces derniers temps l'activité que vous et nous eussions désirée, mais soyez sûrs qu'elle est toujours bien vivante et reprendra bientôt avec vigueur l'œuvre humanitaire qu'elle poursuit. » Il se confie en outre sur les problèmes de santé qu'il rencontre et qui ne lui permettent pas de s'investir plus qu'il ne le fait déjà. Mais le projet lui tient à cœur, et il veut convaincre des militants plus jeunes que lui de s'investir dans l'œuvre de régénération, qu'il appelle de ses vœux et qui représente une alternative révolutionnaire aux solutions politiques convenues. Pour ce faire, il évoque les réactions disproportionnées des natalistes et se réjouit de l'inquiétude que le néomalthusianisme suscite dans les milieux institutionnels du pouvoir, « comme toujours réactionnaires, quelle que soit l'étiquette qu'ils se donnent »[703]. La circulaire se clôt sur l'invitation à une

---

700. C. Demeulenaere-Douyère pense que la Ligue de Régénération humaine, à ses débuts, vise au contraire un public modeste qui ne peut participer à l'effort de financement de la structure. Il est incontestable que les brochures pédagogiques d'éducation sexuelle produites par la Ligue sont à destination d'un tel public, mais il nous semble que c'est plutôt un élitisme fort qui est la marque distinctive des articles que publient les néomalthusiens, tant dans les périodiques du mouvement que dans les autres revues auxquelles ils collaborent. Voir Demeulenaere-Douyère, 1994, p. 348.

701. « Circulaire aux adhérents de la Ligue », feuillet tiré à part de *Régénération*, 1897 (c'est Robin qui souligne).

702. Document disponible dans les ressources numériques en ligne de l'IISH à l'adresse suivante : https://socialhistory.org/sites/default/files/collections/appel-1897.pdf ; consulté le 29 juillet 2016.

703. « Circulaire aux adhérents de la Ligue », *Régénération*, 1897, p. 2.

Assemblée Générale de la Ligue, fixée au 20 août 1897. A cette occasion, en plus du rapport moral et de l'élection d'un nouveau bureau de la ligue, une « causerie » animée par le docteur Adrien Meslier (1868-1915) est prévue. Meslier, militant socialiste, député de la Seine de 1902 à 1914, est l'un des membres fondateurs de la LRH. Même lorsqu'il prend ses distances avec Robin, et, par suite, avec la LRH, il continue d'agir politiquement en faveur des néomalthusiens, notamment lorsque les poursuites à leur encontre s'intensifient dans les années qui précèdent la Première Guerre mondiale. Le fonctionnement de la ligue repose donc sur un très petit nombre de personnes, d'où le besoin impératif de conquérir un plus grand nombre de volontés militantes. Les tentatives de mobilisation militante n'auront cependant pas immédiatement les résultats escomptés.

Le périodique *Régénération* ne reparaîtra qu'en avril 1900 et sa publication n'observe jamais la régularité souhaitée par le numéro programme de 1896. Certains numéros sont imprimés manuellement à partir d'une matrice manuscrite[704]. Seuls huit numéros de *Régénération* paraissent de 1896 à 1902, dont six sont autographiés et non typographiés[705]. Les difficultés financières de la Ligue ne semblent donc pas lui permettre d'investir beaucoup dans une publication propre, pourtant nécessaire à son extension et à son écho. Mais la périodicité de la publication va devenir plus régulière et la qualité matérielle du journal va progressivement s'améliorer. Les collaborateurs aussi se font plus nombreux. Entre 1900 et 1908, quatre vingt neuf numéros de *Régénération* sont publiés. Ce n'est cependant qu'à partir de 1903 que le périodique trouve son rythme de croisière et, surtout, qu'il prend une certain ampleur. Des médecins écrivent dans le journal (les docteurs Meslier, Legrain, Klotz-Forest et Édouard Toulouse), ainsi que des écrivains ayant une certaine notoriété (Laurent Tailhade, Manuel Devaldès) et des politiques (Sébastien Faure). Sur la période 1900-1902, il y a peu de publications de *Régénération*, et le rythme trimestriel annoncé dans le numéro programme n'est pas tenu. Le numéro 4, de mars 1901, dont la dominante est très radicalement eugéniste, réitère l'appel à la jeune génération : « Que les jeunes gens par qui nous aspirons tant à être remplacés se mettent à l'œuvre. Ils réussiront sans doute à séduire certaines personnes, qui nous ayant résisté d'abord par misonéisme[706] ont continué par amour propre, s'excusant de notre prétendue violence, et qui n'auront plus ce prétexte de bouder aux nouveaux propagandistes. »[707]

---

704. On trouve quelques exemplaires numérisés de ces périodiques sur le site de l'IISH : https://socialhistory.org/sites/default/files/collections/regeneration1901.pdf (consulté le 29 juillet 2016).
705. Voir J. Humbert, 1947, pp. 64-70.
706. Le misonéisme est le rejet de la nouveauté et du changement.
707. *Régénération*, « Causerie », mars 1901, p. 1.

Mais cette nouvelle génération tarde un peu à venir, et il faut attendre 1903 pour qu'Eugène Humbert rejoigne les rangs de l'équipe de *Régénération*, prenant à cette occasion la direction de la publication du périodique, pour la période la plus faste de son existence. Sous son impulsion les parutions sont régulières, le journal parvient à l'équilibre financier[708]. Pour Paul Robin, fatigué par l'âge et la maladie, Eugène Humbert apparaît comme l'homme providentiel : « Depuis janvier 1903, le camarade Humbert put donner tout son temps à l'administration de la Ligue et de son journal, et grâce à son activité et à son habileté l'œuvre si longtemps chancelante a fait des progrès continus et toujours de plus en plus rapides »[709]. Son intelligence et ses qualités réelles d'administrateur s'avèrent plus efficaces pour la cause que l'action souvent brouillonne du vieux maître qui est plus un diffuseur d'idées, un intellectuel producteur de théories, qu'un gérant. Mais, en février 1908, Paul Robin, dont les sentiments sont ambivalents, et qui peine à laisser à d'autres le contrôle d'un journal et d'un mouvement dont il estime être le mieux placé pour savoir où celui-ci doit aller, demande le départ d'Humbert. Les motifs invoqués — Robin accuse Humbert d'enrichissement personnel au moyen de la vente du matériel anticonceptionnel que les bureaux de *Régénération* procuraient à celles et ceux qui en faisaient la demande — semblent plutôt relever de l'accusation opportunément fabriquée. Les témoignages de ceux qui ont vécu cette rupture, comme Gabriel Giroud, confirment ce point de vue.

Génération Consciente

Congédié par Robin, Humbert n'attend pas et lance un autre périodique dans la foulée, *Génération Consciente*, qui paraît dès le mois d'avril 1908, et dont la santé et le dynamisme seront comparables à ceux de *Régénération* lorsqu'il en était le directeur de publication. Ce fait tend à prouver que les qualités d'Eugène Humbert étaient incontestables et que l'anathème du patriarche n'était sans doute pas justifié. L'amertume de Paul Robin est pourtant vive quand il écrit, dans le numéro de mai 1908 de *Régénération* : « L'apparition d'un périodique ayant pour généreux objectif celui de nous « couler », a ému de bons camarades. […] J'ai la ferme espérance que le journal initiateur, celui dont la philosophie claire et cohérente se développe depuis douze ans pourra

708. Voir Giroud, 1937, pp. 248-249 ; J. Humbert, 1947, p. 62 ; Demeulenaere-Douyère, 1994, pp. 367-377.
709. Robin, *Régénération*, n°43, décembre 1904, p. 1.

continuer sans moi la lutte entreprise avec tant d'enthousiasme. […] Ayant reçu de maîtres vénérés la vraie formule du bonheur, je regretterais de la voir défigurée, mutilée, et je voudrais voir de dignes successeurs suivre un temps aussi long que possible la voie que nous avons ouverte en France. »[710]

Son ressentiment devait être d'autant plus fort que ces lignes ne visent pas le périodique concurrent nouvellement créé par Eugène Humbert mais celui fondé par un certain Albert Gros (1881-1933), administrateur nommé en février 1908 par Robin lui-même, qui finit par s'approprier les fonds et le matériel du journal en les détournant à son profit pour créer son propre journal, *Le Malthusien* (dont la devise est, au départ, « contre la pauvreté et pour la limitation des naissances »). Le premier numéro de ce périodique est daté de novembre-décembre 1908. Il paraît ensuite à un rythme mensuel à peu près régulier de 1909 à 1913 et n'aura que cinq numéros en 1914 (de janvier à avril, puis en juillet), étant interrompu par la guerre, comme tous les autres périodiques néomalthusiens. A partir de septembre 1912, son intitulé change pour devenir *Le Malthusien, Revue eugéniste contre la pauvreté par la limitation des naissances*. Cette nouvelle dénomination est particulièrement opportuniste[711] car elle est décidée en août 1912, un mois après le premier Congrès international d'eugénique de Londres[712] et à peu près au moment où est fondée, à Paris le 22 décembre 1912, la Société française d'eugénique. Si l'on en croit les témoignages de Jeanne Humbert et de Gabriel Giroud, il semble que ce périodique n'ait eu qu'une vocation commerciale et qu'Albert Gros soit animé par des considérations mercantiles bien plus que par un attachement sincère aux théories néomalthusiennes. La possession d'un journal paraissant régulièrement est en effet un support indispensable pour diffuser la documentation adéquate et pour vendre les procédés contraceptifs. Rappelons qu'Albert Gros s'était vu confier tout le stock et les moyens matériels dont disposait la Ligue, alors assez florissante, au début de l'année 1908. Il se borne ensuite à rééditer les brochures de *Régénération* et à vivre de leur vente. *Le Malthusien* n'est donc en rien un

---

710. *Régénération*, « Déclaration », mai 1908, p. 1.

711. Sur ce point, nous ne souscrivons pas à l'interprétation d'Anne Carol qui considère qu'Albert Gros « tente de renforcer l'aspect eugénique du mouvement ». En effet, cet aspect a été très fort dès le départ, comme nous avons pu l'établir à de multiples reprises, et il a également été d'une grande constance ; et ce, alors même que les questions eugénistes n'étaient pas encore des questions de premier plan. Il est également évident que cette mention de la part d'Albert Gros était une simple marque d'opportunisme liée à l'actualité, beaucoup plus qu'une conviction théorique. Enfin, A. Carol semble ignorer que la suite du mouvement néomalthusien est assurée par *Génération Consciente* et non par *Le Malthusien*. Voir Carol, 1995, pp. 305-307.

712. Le premier Congrès international d'eugénique se déroule à Londres du 24 au 30 juillet 1912. On y retrouve les médecins français Georges Schreiber et Adolphe Pinard. Sur ce point voir Schreiber (a), 1913, p. 44. Voir aussi Léonard, 1983, pp. 141-146.

lieu d'expression originale ou de réflexion théorique. A quelques exceptions près, c'est le recyclage d'articles déjà publiés sur d'autres supports qui en compose le contenu[713]. Les collaborateurs habituels de *Régénération* ne s'y trompèrent pas. Après que quelques-uns d'entre eux aient collaboré à ce nouveau périodique — l'écrivain Fernand Kolney accepta même d'en être le rédacteur en chef pour cinq numéros de la première série au début de l'année 1909 — tous se tournèrent ensuite vers *Génération Consciente* après avoir pris la mesure de la sincérité très relative d'Albert Gros[714]. A partir d'avril 1911, l'offre en périodiques néomalthusiens s'enrichit de *Rénovation*, « organe de la fédération des groupes ouvriers néomalthusiens ».

La crainte de Robin de voir pervertie la cause néomalthusienne ne se vérifia donc pas. Cependant, l'effondrement du premier véritable périodique néomalthusien en France était inexorable et le nouveau mode d'organisation de *Régénération* fut un échec. Après le départ d'Eugène Humbert, il n'y eut plus que deux numéros réalisés avec l'aide de Gabriel Giroud, en mai et en novembre 1908, dont le contenu fait la part belle aux propos désapprobateurs et vengeurs chargés d'amertume[715]. Tout en affirmant vouloir passer la main, Robin s'avérait, du fait d'une grande rigidité psychologique exacerbée par ses problèmes de santé, manifestement incapable de trouver quelqu'un de suffisamment digne et compétent pour le faire. Ce fut donc très naturellement que *Génération Consciente* reprit le flambeau, en devenant très vite le lieu de rendez-vous de tous les acteurs de *Régénération*, à l'exception de Robin. Ce nouveau périodique s'avère rigoureusement composé et imprimé. Il devient le support d'articles substantiels, tout en maintenant les rubriques auxquelles *Régénération* avait habitué ses lecteurs : comptes rendus de lectures et de conférences, chroniques sur les poursuites judiciaires dont les militants sont victimes, articles sur les luttes en cours, lien avec l'international, etc.

Le premier numéro de *Génération Consciente* paraît le 15 avril 1908. Le siège du journal — le même que celui de *Régénération* — est situé au 27 rue de la Duée, dans le vingtième arrondissement de Paris. Grâce à l'action d'Eugène Humbert, il conservera une bonne périodicité, paraissant le 15 de chaque mois. Ce nouveau départ est l'occasion pour Humbert de définir les grands axes de son action, intégrant action eugéniste et éducative dans un projet de transformation sociale globale. C'est aussi un moment pour la

713. Sur Albert Gros et Le Malthusien, voir Ronsin, 1980, pp. 85-90.
714. Voir J. Humbert, 1947, p. 68. Dans une lettre à E. Humbert de 1909, G. Giroud écrit, à propos d'Albert Gros : « La fripouille vit sur notre bien et sait ménager les équivoques au brave lecteur qui n'y voit que du feu. » Cité par J. Humbert, 1947, pp. 68-69.
715. Voir Ronsin, 1980, p. 69.

clarification de certains concepts essentiels à l'action néomalthusienne :

> « Notre titre, c'est notre programme. Nous voulons : Que l'acte le plus important, celui de *génération*, qui produit la vie, soit raisonné, *conscient*, à l'égal de tous les autres actes ; que puisse être dirigée sagement la force reproductrice de l'homme pour ne donner que de bons produits ; que, désormais, ce que l'on appelle les *générations*, c'est-à-dire l'ensemble des humains d'une même époque, soient *conscientes*, composées d'êtres voulus, bien éduqués par des parents sans tares, capables, par conséquent, d'instaurer dans un avenir prochain une société plus humaine. »[716]

La suite de *Régénération* est désormais assurée sur le plan intellectuel et moral. Les militants et sympathisants de la cause peuvent être rassurés. Avec *Génération Consciente*, les idéaux fondateurs sont préservés et la réflexion se poursuit, agrégeant de plus en plus de talents qui s'investissent dans l'action et dans l'écriture. Les collaborateurs et adhérents de la Ligue de Régénération humaine retrouvent un nouvel espace d'échanges pour la période la plus féconde et la plus riche du mouvement néomalthusien français, du printemps 1908 à l'été 1914, ce dont témoigne Jeanne Humbert : « Les brochures et les livres florissaient [*sic*] ; les conférences marchaient bien ; les orateurs y démontraient les effets bénéfiques qui découlent des principes néo-malthusiens pour les individus, pour la nation à laquelle ils appartiennent et pour le monde »[717].

Génération Consciente est un mensuel de 8 pages qui présente, sur trois colonnes, un certain nombre de rubriques fixes. Même si sa structure globale change parfois un peu, en fonction de l'actualité ou de la taille des articles, elle est assez stable et très lisible. Les deux premières pages sont toujours réservées à un ou deux articles de fond, au volume conséquent, en lien avec l'actualité. Les pages 3 et 4 sont utilisées pour des articles plus courts qui sont, la plupart du temps, consacrés à des chroniques judiciaires (procès en cours), à des nécrologies, à des recensions ou reproductions d'articles parus dans d'autres périodiques. Les pages 5 et 6 sont ouvertes aux contributeurs du journal pour qu'ils y développent leurs thèmes propres — par exemple le féminisme ou le socialisme — ou présentent leurs recherches (G. Hardy utilise par exemple cette rubrique pour publier, par extraits, certains de ses écrits régulièrement actualisés, comme *Population et Subsistances*). La page 7 donne des informations sur l'activité des Ligues

716. « A Tous ! » , *Génération Consciente*, 15 avril 1908, p. 1. L'article, non signé, est vraisemblablement de la main d'Eugène Humbert (c'est l'auteur qui souligne).
717. J. Humbert, 1947, p. 118.

néomalthusiennes étrangères (Allemagne, Belgique, Angleterre, Canada, etc.) et fait un point sur les finances du Bureau international néomalthusien. Une rubrique « Petite correspondance » mentionne les courriers notables reçus par *Génération Consciente*. La page 8 met en avant les ouvrages édités par *Génération Consciente* et propose un extrait du catalogue de brochures, romans, ouvrages de sexologie (parmi lesquels figurent les livres d'Auguste Forel, Richard von Krafft-Ebing, Sicard de Plauzoles et Binet-Sanglé). On y trouve également un extrait du catalogue d'ustensiles d'hygiène et de préservation sexuelles (irrigateurs vaginaux, douches, bidets de voyage, préservatifs, etc.). Le volume libre des pages 7 et 8 est utilisé pour faire figurer des publicités pour des ouvrages et des brochures de collaborateurs du mouvement (Alberto de Liptay, Jean Marestan, etc.). Parmi les rédacteurs réguliers — outre Eugène Humbert — Fernand Kolney, Manuel Devaldès, Jean Marestan et Gabriel Giroud sont les plus représentés. Certains de ces contributeurs utilisent des pseudonymes pour écrire dans le périodique.

Le succès de *Génération Consciente* tient essentiellement au sérieux d'Eugène Humbert. Cette idée est défendue par Francis Ronsin : « Alors que Paul Robin affectait un mépris quasi aristocratique des problèmes financiers, Humbert est conscient de l'équilibre nécessaire entre les ressources d'une organisation et le développement de sa propagande. Ses principes de gestion avaient pour beaucoup contribué à l'essor de la Ligue de la régénération humaine, ils vont permettre au groupe qu'il fonde, *Génération Consciente*, de surmonter les frais de condamnations répétées tout en portant la propagande néo-malthusienne à un niveau jamais atteint. »[718] L'amélioration qualitative du périodique qui coordonne la pensée et l'action néomalthusiennes est très nette : « Mise en page de façon soignée et variée, imprimée sur du papier convenable, fréquemment illustrée, rédigée par une équipe de collaborateurs réguliers et rémunérés par des personnalités sympathisantes, *Génération Consciente* est une publication assez séduisante »[719]. De fait, les tirages du journal sont certes variables mais plus importants que ne l'étaient ceux de *Régénération.* Les soutiens de personnalités sont également plus nombreux et on voit revenir au cœur de l'action néomalthusienne certains militants qui s'en étaient écartés, en raison des relations orageuses qu'ils entretenaient avec Robin, tels le médecin Adrien Meslier[720]. A l'opposé de la ligne dure que Robin imposait à la LRH, *Génération consciente* se veut également un lieu de débat entre les diverses tendances du néomalthusianisme. Le rôle fédérateur joué

718. Ronsin, 1980, p. 76.
719. Guerrand et Ronsin, 1990, pp. 34-35.
720. J. Humbert, 1947, pp. 78-79.

par ce périodique est en effet tout à fait inédit dans l'histoire du mouvement. Cette vivacité nouvelle stimule également l'activité éditoriale. A cette période, un grand nombre de brochures et d'ouvrages, essentiels pour la suite du mouvement, sont publiés par le nouvel organe :

> « Peu de mois après la scission avec *Régénération* Gabriel Giroud, plus souvent sous son pseudonyme fort répandu de G. Hardy, devint lui aussi un des collaborateurs les plus assidus, les mieux informés et les plus capables de *Génération Consciente*. La première brochure qu'édita Eugène Humbert fut celle de Fernand Kolney, intitulée *La Grève des Ventres*. Elle fut tirée à plus de vingt mille exemplaires. […] *La Chair à canon*, de Manuel Devaldès, suivit de près cette première édition. […] Comme *La Grève des Ventres*, *La Chair à canon* connut un succès considérable et eut de multiples rééditions. Ensuite, ce fut le beau cri de Marie Huot, *Le Mal de vivre*, qui sortit des presses. Eugène Humbert veillait tout particulièrement à l'impeccabilité de la présentation de ses éditions. Les brochures, bien que d'un coût modique, étaient bellement imprimées sur excellent papier, avec couverture cartonnée, de façon à ce qu'on pût les conserver. Plus tard, la bibliothèque s'enrichit des brochures suivantes : *Entre prolétaires*, de Dixelles ; *Le Problème sexuel*, de Victor Méric […] ; *Défendons-nous !* Compte rendu sténographique de discours prononcés au meeting tenu dans la salle des Sociétés savantes, le 31 mars 1910, sous la présidence d'honneur d'Alfred Naquet et sous la présidence effective du docteur Meslier […] ; *Socialisme et Population*, de Léon Marinont ; *Néo-Maltusianisme et Socialisme*, de G. Hardy et Alfred Naquet ; *La Société mourante et le Néo-Malthusianisme*, de Fernand Kolney. »[721]

Ces publications nombreuses, ajoutées au fait qu'Eugène Humbert juge important de distribuer gratuitement des tracts, des brochures et des exemplaires de *Génération Consciente,* notamment lors des conférences, occasionnent des frais importants[722]. Selon Jeanne Humbert, le bouillonnement d'idées autour de *Génération Consciente* est cependant à l'origine de nombreuses adhésions et d'un accroissement très net des demandes, à Paris et en province, pour l'organisation de réunions. De fin 1908 à 1910, Eugène Humbert organise des conférences dans les huit arrondissements les plus peuplés de Paris ainsi qu'à Saint-Denis, Saint-Ouen, Clichy, Levallois-Perret, Ivry, Antony, Vincennes, etc. La province n'est pas oubliée puisqu'une quinzaine de villes (toutes situées dans la moitié nord de la France) sont également visitées[723]. Les conférences n'ont pas seulement un effet ponctuel puisqu'à chaque fois elles sont l'occasion de créer des sections locales de la Ligue

721. J. Humbert, 1947, pp. 86-87.
722. Voir J. Humbert, 1947, p. 87 ; Ronsin, 1980, pp. 76-77 ; Guerrand et Ronsin, 1990, pp. 35-36.
723. J. Humbert, 1947, pp. 88-89.

qui relayent la propagande de *Génération Consciente* et deviennent des correspondantes de l'organisation. Parallèlement, *Génération Consciente* poursuit une activité de vente qui lui permet de disposer malgré tout d'une trésorerie satisfaisante :

> « Les frais occasionnés par la diffusion des tracts, l'édition du journal, des brochures, des affiches, des papillons gommés, etc., étaient énormes. Pour y faire face, Eugène Humbert avait monté une librairie sexologique où l'on pouvait se procurer non seulement les ouvrages traitant de la doctrine et de la pratique néo-malthusiennes, mais tous ceux qui avaient trait à la question de population, au problème sexuel, romans y compris. De même, la vente des objets d'hygiène et de préservation, dont s'occupait surtout sa compagne, donnait un bénéfice appréciable qui venait combler les déficits toujours grandissants d'une propagande qui s'élargissait chaque jour. »[724]

En complément de l'action de *Génération Consciente* qui reste — quels que soient les efforts des conférenciers parisiens pour se déplacer en province — très centrée sur Paris, les Ligues locales se montrent parfois très actives, notamment dans la moitié nord de la France. Dans ce contexte, vont apparaître des « groupes ouvriers néomalthusiens » qui vont bientôt se fédérer. En 1911, une « Fédération des Groupes Ouvriers Néo-Malthusiens » est fondée. Elle se dote de son périodique propre, le mensuel *Rénovation*, qui paraît du 15 avril 1911 jusqu'en juillet 1914, lorsqu'il est, à l'instar des autres périodiques néomalthusiens, interrompu par la guerre. Cette Fédération, dont le siège social était fixé à la Maison du peuple, rue de Bretagne à Paris, est plus ou moins directement liée aux scissions de 1908 qui ont conduit à la recomposition du mouvement néomalthusien. Elle correspond aussi au vœu de Paul Robin de voir les dispositifs de préservation sexuelle et la documentation vendus par des coopératives ouvrières. Ainsi, la propagande théorique serait dissociée de la fourniture des moyens techniques. Quoi qu'il en soit, la Fédération n'eut qu'une existence éphémère et l'on ne peut pas dire que *Rénovation* ait été en concurrence avec *Génération Consciente*. La preuve en est que certains membres actifs du milieu parisien — Nelly Roussel, Justin Sicard de Plauzoles, Madeleine Pelletier — offrent leur contribution à *Rénovation*. Ils interviennent également dans les conférences qu'ils organisent. Gabriel Giroud (qui finira par collaborer lui-aussi à *Rénovation*) reprochait à la Fédération d'avoir un éventail d'actions qui n'était pas spécifiquement malthusien et qui s'étendait, par exemple, à la lutte antialcoolique et à la

724. J. Humbert, 1947, pp. 87-88.

protection de l'enfance[725]. Cette réserve demeure marginale. Quand on consulte un numéro de *Rénovation* — dont la devise est « Naissances limitées, Bonne éducation, Tempérance » —, on remarque que le périodique suit le canevas de *Génération Consciente* et surtout que son volume total est pour moitié composé d'articles qui sont écrits par les militants parisiens. Par exemple, le n° 33 du 15 décembre 1913 s'ouvre sur un article de Nelly Roussel — « Farceurs ou bourreaux » — en première page. En page 3 du même numéro, on remarque la reproduction d'un long extrait des articles de Robin sur l'éducation intégrale. Pour le reste, il s'agit d'un journal de 4 à 8 pages d'assez bonne facture qui comprend effectivement une proportion d'articles consacrés à la lutte contre l'alcoolisme, au pacifisme ou à des sujets de société mais qui se présente plutôt comme un prolongement de l'action parisienne dans les milieux ouvriers qu'elle ne parvenait pas toujours à toucher largement. Dans tous les cas, on ne note aucune contradiction, ni dans la pensée ni dans l'action, entre *Génération Consciente* et *Rénovation*.

Particulièrement active dans la région d'Auxerre, où est imprimé le périodique *Rénovation*[726], la Fédération édite également ses propres brochures, fidèles à la ligne tracée par *Génération Consciente*. C'est le cas de *Comment se préserver de la grossesse. De la valeur exacte des moyens à employer* (1909). A l'exception d'une introduction originale qui présente comme souhaitable un enracinement du néomalthusianisme dans le mouvement ouvrier, cette brochure n'est qu'une paraphrase des *Moyens d'éviter la grossesse* (1908) de G. Hardy, débarrassée de tous ses développements théoriques généraux, réduite aux informations anatomiques essentielles et à l'exposé des moyens techniques. Les illustrations proviennent toutes de l'ouvrage de G. Hardy. D'autres brochures sont directement alimentées par des collaborateurs de *Génération Consciente.* C'est le cas de ce compte rendu sténographique des discours prononcés au grand meeting de protestation des sociétés savantes le mercredi 13 mars 1912 (annoncé dans le numéro de *Rénovation* de mars 1912) et publié pour le compte de la Confédération des Groupes Ouvriers Néo-Malthusiens sous le titre *Sus aux faux moralistes !* (1912) On peut y voir la transcription des discours de Sicard de Plauzoles et de Nelly Roussel. L'échange ne se fait cependant pas au seul profit de la Fédération puisque ses propres publications font la publicité des références du catalogue de *Génération Consciente* et diffusent les œuvres de G. Hardy, Jean Marestan, Klotz-Forest, Jean Darricarrère, etc.

---

725. Ronsin, 1980, p. 94.
726. *Rénovation* est tiré à 2500 exemplaires dont 150 sont diffusés par le groupe d'Auxerre. Voir Ronsin, 1980, p. 108.

La consultation des archives du ministère de l'intérieur permet de constater que le groupe ouvrier néo-malthusien d'Auxerre faisait l'objet d'une surveillance attentive. Ainsi, le rapport n° 393 du 5 juillet 1911 transmet au ministère la liste — comprenant les noms, prénoms et adresses — des membres du groupe d'Auxerre, assortie d'observations sur leur engagement politique et syndical. Le rapport précise : « Comme suite à ma communication n° 367 du 23 juin dernier relative à l'organisation de la fédération des groupements néo-malthusiens, j'ai l'honneur d'adresser ci-après la liste complète des membres qui comprennent le groupe d'Auxerre, le seul qui existe, pour le moment, dans l'Yonne »[727]. La tonalité de ce rapport, ainsi que l'existence de rapports nombreux et précis dans les archives du ministère, traduit une certaine préoccupation de la part des autorités. Celles-ci s'inquiètent d'une possible multiplication de ces groupes, ce qui jouera sans doute un rôle dans la répression qu'ils connaîtront.

Connaissant un destin assez similaire en ce qui concerne les poursuites judiciaires et les enquêtes de police, la Fédération des Groupes Ouvriers Néo-Malthusiens n'est donc pas un groupe concurrent de *Génération Consciente*. Il s'agit plutôt d'une structure qui se présente comme un relais de l'action des néomalthusiens dans les milieux syndicalistes et ouvriers. Il semble aussi que l'atout de la Fédération est d'assurer la continuité et le dynamisme de la propagande dans certains foyers de province, comme le prouve l'activisme du groupe d'Auxerre. Cette complémentarité fait qu'on ne peut considérer *Rénovation* comme un obstacle à l'action du groupe solidaire et actif qui s'est constitué autour d'Eugène Humbert.

Pour autant, en dépit de cette embellie du néomalthusianisme incarnée par l'action de *Génération Consciente* et l'apparition de la Fédération des Groupes Ouvriers Néo-malthusiens, les opposants ne désarment pas et continuent de combattre la propagande néomalthusienne. L'activité intense de *Génération Consciente* a pour conséquence de mobiliser, voire de solidariser, les forces hostiles aux néomalthusiens. En effet, au cours de la période 1908-1914, les attaques viennent aussi bien des républicains natalistes que de la droite cléricale et conservatrice, adversaire de toujours. Quoi qu'il en soit, jusqu'à l'été 1914 la propagande se poursuit, malgré une surveillance accrue et une multiplication des poursuites à l'encontre de néomalthusiens. Les périodiques continuent de paraître à un rythme régulier. Ils sont l'expression de la vitalité du mouvement. Jusqu'à la Première

727. Rapport du commissaire spécial de la police des chemins de fer d'Auxerre au ministère de l'intérieur, 5 juillet 1911, AN/F7/13955.

Guerre mondiale, *Génération Consciente* est la voix principale du néomalthusianisme en France.

La guerre interrompt l'activité de *Génération Consciente*. En juillet 1914, les préoccupations sont ailleurs et, dans un contexte belliciste où les questions démographiques soulèvent de nombreuses inquiétudes, les doctrines anti-natalistes suscitent une forte opposition. Les périodiques néomalthusiens — *Génération Consciente*, *Le Malthusien* et *Rénovation* — s'interrompent tous et aucun ne reparaît avant 1916. Le dernier numéro de *Génération Consciente* est tiré et adressé aux abonnés le 31 juillet 1914. Humbert ne se soumet pas à l'ordre de mobilisation du 2 août 1914 et quitte la France pour l'Espagne[728]. Ainsi se termine la période la plus favorable à la doctrine et à l'action néomalthusiennes. Poursuivi pour insoumission au sortir de la guerre, Humbert ne pourra pas relancer l'activité de *Génération Consciente*. C'est Gabriel Giroud — non mobilisable en raison de son état de santé — qui, tant bien que mal, va tenter de poursuivre la propagande, dans un contexte plus hostile que jamais.

Les périodiques après 1914

En novembre 1916, Gabriel Giroud tente de reprendre le flambeau de *Génération Consciente* en publiant *Le Néo-Malthusien.* Après être parvenu, non sans difficultés, à faire paraître un premier numéro, il adresse en juillet 1917 cette lettre aux abonnés du périodique qu'il dirige désormais : « La censure, l'Administration des Postes, la Police rendent impossibles la publication et l'envoi réguliers du périodique que j'ai fondé. Les perquisitions et les saisies empêchent toute propagande suivie. Je vous informe que je ne pense pas être en mesure d'éditer un autre numéro du *Néo-Malthusien* avant octobre prochain. A ce moment là, j'espère, un régime de liberté aura succédé à celui que nous connaissons. »[729] Afin de pouvoir continuer à publier la propagande si nécessaire à la cause néomalthusienne, Gabriel Giroud ne ménage donc pas ses efforts mais les obstacles sont très nombreux. Jeanne Humbert en témoigne : « Après le premier numéro [du *Néo-Malthusien*], furent interdits successivement trois autres numéros qui parurent sous des titres différents : *La Grande Question* et *Le Néo-Malthusisme* »[730]. La maquette du journal

728. Voir J. Humbert, 1947, p. 142.
729. Lettre de Gabriel Giroud aux abonnés du *Néo-Malthusien*, juillet 1917, AN/F7/13955.
730. J. Humbert, 1948, p. 15.

que Gabriel Giroud veut continuer à faire paraître est toujours à peu près identique. Le premier numéro de *La Grande Question*, daté d'avril 1917, est un huit pages sur trois colonnes bien réalisé, composé des rubriques habituelles (point sur la situation politique et sociale de la France au regard des questions démographiques, suivi des affaires judiciaires concernant la poursuite des militants, échos de l'étranger, etc.) des journaux néomalthusiens. L'article de la première page du n° 1 porte le même titre que le périodique : « La grande question ». Il n'est pas signé mais on ne peut douter que Gabriel Giroud en soit l'auteur :

> « La grande question... c'est la question de la natalité, de la population, de l'équilibre entre la population et les moyens d'existence, c'est la question sexuelle origine de la question sociale. Avant la guerre, *la Grande Question* c'était la question de surpopulation, la question de limitation volontaire des naissances. A l'heure actuelle, *la Grande Question* c'est encore celle-ci : faut-il encourager le peuple à la procréation sans frein, ou faut-il lui recommander d'avoir moins d'enfants ? A la paix, *la Grande Question* — si l'on veut éviter de nouveaux conflits, si l'on cherche réellement à bannir la pauvreté, l'ignorance, si l'on désire le triomphe du droit, de la justice, de la liberté — ce sera toujours la question de procréation consciente, réfléchie, voulue. »[731]

Les contributeurs sont moins nombreux et, du fait du contexte, les thèmes pacifistes sont plus présents que d'habitude. *La Grande Question*, interdite, renaît brièvement sous le titre *Le Néo-Malthusisme*, qui est lui aussi interrompu : « après une nouvelle interdiction, après saisie du numéro, perquisition, intimidation, Gabriel Giroud ne devait reprendre la publication de sa revue qu'en mars 1919, la guerre finie, sous le titre premier de *Le Néo-Malthusien*, dont le dernier numéro parut en juin-juillet 1920 »[732]. Selon Jeanne Humbert, après une interruption de plus de deux ans due à la guerre (1914-1916), seuls trois ou quatre numéros paraissent, tous titres confondus, entre novembre 1916 et mars 1919. Les tentatives de Gabriel Giroud aboutissent tout de même puisque *Le Néo-Malthusien* « mensuel international » recommence à paraître selon une périodicité normale pour une vingtaine de numéros.

Les sujets des articles consacrés à l'actualité militante montrent que le néomalthusianisme est de plus en plus combattu en tant que doctrine et qu'au niveau politique et juridique une volonté de faire taire la propagande est à l'œuvre. *Le Néo-*

731. « La grande question », *La Grande Question*, avril 1917, p. 1 (c'est l'auteur qui souligne).
732. Jeanne Humbert, 1948, p. 15.

Malthusien fait état de ces débats et tente de mobiliser les appuis dont il dispose. Une partie de la presse libertaire exprime son soutien, mais Gabriel Giroud est conscient que les conditions du militantisme deviennent de moins en moins favorables aux néomalthusiens. Dans l'avant-dernier numéro, l'article de première page intitulé « Aux législateurs. Manifeste relatif aux projets de loi concernant le relèvement de la natalité » illustre ce que sont alors les préoccupations des néomalthusiens. Son propos, lucide à l'égard de ce que préparait une classe politique majoritairement nataliste au sortir de la Première Guerre mondiale, résume très bien l'enjeu du combat néomalthusien :

> « Des lois sont en préparation qui, sous prétexte de favoriser la natalité, se proposent d'interdire tout écrit ou discours néo-malthusien, de même que la divulgation des procédés anticonceptionnels. Ces lois seraient anti-républicaines, anti-démocratiques, inefficaces et dangereuses : 1° Anti-républicaines parce qu'il n'est pas admissible que, dans un régime reconnaissant le droit à la liberté d'opinion et de discussion, il soit interdit aux citoyens d'examiner la thèse sociologique de Malthus et de se prononcer pour ou contre ; 2° Anti-démocratiques parce qu'elles ne viseraient à rien moins qu'à spéculer honteusement sur les passions humaines et l'ignorance des femmes les plus pauvres pour obtenir d'elles, fût-ce au prix de la misère et du désespoir, une progéniture dont l'État leur laissera presque toute la charge, et qui viendrait en compensation de la demi-stérilité où se complaisent les classes possédantes, lesquelles, malgré leurs revenus, ont un pourcentage de natalité de près de trois fois moins élevé que la classe nécessiteuse ; 3° Inefficaces et dangereuses parce que, incapables de remédier à la misère, ni d'inciter à la procréation la femme résolue à s'y refuser, elles n'aboutiraient en fait qu'à la multiplication des avortements clandestins. »[733]

On pourrait penser que les néomalthusiens ont manqué de sens stratégique en voulant à toute force relancer la propagande anti-nataliste sitôt la guerre terminée alors que le patriotisme ambiant l'exposait à des réactions virulentes. Mais l'argumentaire du *Néo-Malthusien* soutient au contraire que c'est au moment même où l'on prend conscience des conséquences de la guerre qu'il faut agir sur les causes de la misère. En effet, un État florissant constitué d'individus heureux, au sein duquel le nombre de la population est proportionnée aux ressources produites, n'a aucune raison ni aucun motif de conquérir de nouveaux territoires ou de nouveaux biens en s'attaquant à d'autres États. Ce que le néomalthusianisme cherche à établir, dès le départ, c'est le lien étroit entre la situation économique d'une société et la possibilité qu'elle a de demeurer dans un état de paix. Tant

733. « Aux législateurs. Manifeste relatif aux projets de loi concernant le relèvement de la natalité », *Le Néo-Malthusien*, n° 19, mai 1920, p. 1.

que l'économie est inégalitaire, les néomalthusiens pensent donc que la guerre est inéluctable. Leur pacifisme n'est pas une position morale a priori mais bien une déduction de leur doctrine économique elle-même étroitement dépendante de la question démographique.

La loi du 31 juillet 1920 signe la fin de la propagande néomalthusienne. Le mouvement est privé de son périodique — élément essentiel à la cohérence d'ensemble du mouvement — pour de longues années puisqu'il faut attendre 1931 et le retour d'Eugène Humbert au cœur de l'action néomalthusienne pour que paraisse à nouveau un périodique propre au mouvement, *La Grande Réforme,* qui publiera une centaine de numéros jusqu'au début de la Seconde Guerre mondiale. Il serait cependant inexact de prétendre que *La Grande Réforme* soit un journal pleinement malthusien. Du fait de la censure, le périodique aborde des thèmes connexes (ce sont principalement l'eugénisme, qui est également défendu dans d'autres lieux, et la sexologie), mais il est contraint à l'abandon de ses thèmes habituels. Ses collaborateurs n'ont plus la possibilité de vanter les mérites de la limitation des naissances. Ils ne peuvent pas non plus continuer à être les vecteurs de la diffusion des moyens techniques de la prophylaxie anticonceptionnelle. Nous reviendrons sur ce périodique au chapitre 10.

On peut représenter l'apparition des périodiques néomalthusiens, et les liens qui les unissent, sous la forme d'une généalogie (cf. tableau n° 4) dont la source première serait *Régénération*. De la scission de *Régénération*, provoquée par l'exclusion d'Eugène Humbert en 1908, naissent trois périodiques : *Le Malthusien* d'Albert Gros, *Rénovation* et *Génération Consciente*. Ce dernier hérite véritablement de la charge de faire vivre le mouvement néomalthusien. On peut le considérer comme celui qui maintient l'esprit de *Régénération*. Tous les autres périodiques, jusqu'en 1920, ne seront qu'une déclinaison de *Génération Consciente*. De 1908 à 1914, le personnage central et l'animateur de ces publications est Eugène Humbert. Il est remplacé dans l'accomplissement de cette tâche par Gabriel Giroud de 1914 à 1920. L'apparition de *La Grande Réforme*, en 1930, signe le retour d'Eugène Humbert, sans doute, mais pas celui de la propagande néomalthusienne, désormais interdite.

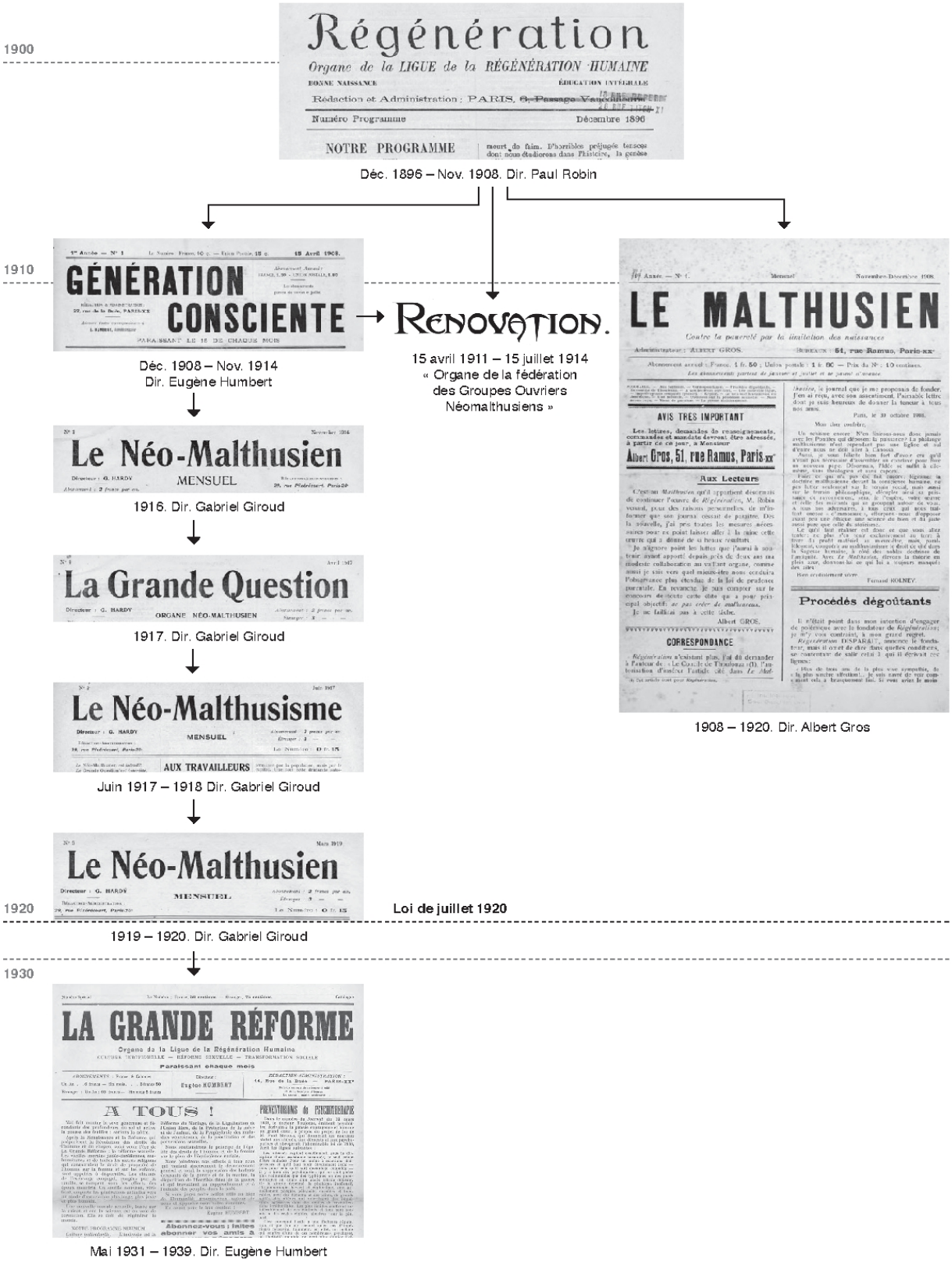


Tableau n° 4 - Généalogie des périodiques néomalthusiens français de 1896 à 1939.

Chapitre 8

L'éducation sexuelle, la diffusion et la distribution des techniques et des dispositifs anticonceptionnels

La mise en œuvre de l'action néomalthusienne s'appuie sur deux axes. Premièrement, l'accès à une « éducation sexuelle », c'est-à-dire la mise à la disposition du plus grand nombre de connaissances générales concernant l'anatomie et la physiologie du corps humain et, plus précisément, la compréhension biologique de la procréation. Dans les faits, la littérature néomalthusienne accompagne systématiquement cette éducation d'exposés pédagogiques qui relèvent des sciences humaines et des sciences sociales : éléments de sociologie, d'économie et d'anthropologie. Des notions philosophiques, des considérations éthiques et politiques, complètent enfin une formation destinée à faire, des femmes et des hommes auxquels elle s'adresse, des procréateurs conscients, et non des victimes aliénées ou, selon le mot de Manuel Devaldès (1875-1956)[734], des « brutes prolifiques ». Deuxièmement, la mise à disposition des moyens techniques de l'action, c'est-à-dire la diffusion, l'explication et, comme ce fut le cas pour la Ligue de Régénération humaine et pour les mouvements qui constituent sa postérité, la distribution des dispositifs anticonceptionnels. Les techniques anticonceptionnelles sont le moyen de la mise en œuvre concrète des idées malthusiennes, l'outil majeur de transformation révolutionnaire de la société à laquelle aspirent les néomalthusiens. De leur efficacité dépendent les victoires militantes. Dans ce domaine, les néomalthusiens furent des chercheurs et des créateurs de techniques. De ce fait, ils présentent des procédés à la fois variés et en constante évolution, traduisant à la fois le dynamisme de leurs recherches et leur souci d'intégration des données nouvelles de la science et des techniques. Ainsi, en fonction des époques, des mœurs et des innovations, ils sont amenés à privilégier certains procédés et à en abandonner d'autres sur la période qui nous intéresse et qui s'étend sur plus d'un demi-siècle.

---

734. Manuel Devaldès est le pseudonyme de l'écrivain libertaire néomalthusien et pacifiste Ernest Edmond Lohy. Très prolifique de 1900 à la fin des années 1930, il est notamment l'auteur de *La maternité consciente* (1927), un ouvrage qui illustre l'investissement des questions eugénistes par les militants néomalthusiens.

1- Rendre « consciente » la procréation. La nécessité d'une éducation sexuelle

> « Il faut le reconnaître, en préconisant la fécondité, les partisans de la hiérarchie sociale sont logiques. La surpopulation va avec l'ignorance, avec la crédulité, or, s'il est facile de vivre luxueusement aux dépens d'un peuple ignorant qui est en général timide, cela est beaucoup moins aisé lorsque le peuple plus cultivé devient frondeur et demande des comptes. »[735]

Chez les écrivains néomalthusiens, comme nous avons pu le constater à maintes reprises, les considérations théoriques et pratiques sont inextricablement liées et se dynamisent mutuellement. Concernant la promotion de la « génération consciente », le constat est particulièrement vrai : il ne peut y avoir d'action efficace sans compréhension des principes physiologiques élémentaires des mécanismes biologiques de la procréation. L'éducation s'adresse aux consciences, comme la contraception s'adresse aux corps. Mais l'un ne va pas sans l'autre. En arrière-plan subsiste toujours la nécessaire émancipation individuelle, principe révolutionnaire qui ne doit jamais être perdu de vue.

Mais au-delà, ce qui préoccupe les militants néomalthusiens, c'est l'ampleur de la tâche qui les attend et le caractère inégal de l'intensité que requiert leur propagande si on la compare à celle des natalistes. Car, s'il n'est point besoin d'éducation pour être une « brute prolifique », il en faut une pour comprendre le monde et sortir de l'ignorance dans laquelle un ordre social inégalitaire a tout intérêt à maintenir le plus grand nombre. La tâche que s'assignent les néomalthusiens est donc ambitieuse et requiert des efforts inédits pour réaliser l'éveil des consciences individuelles dans le peuple.

Pour lutter contre les « populationnistes », c'est-à-dire contre les natalistes et les nationalistes de tous bords, qui ne manquent pas de propagandistes, la mise sur pied d'une propagande adverse est la solution qui paraît adaptée aux militants néomalthusiens. Dès le départ, au vu de l'ignorance très répandue de la physiologie de la fécondation, les néomalthusiens ont considéré qu'une « éducation sexuelle » était nécessaire. Ils décident donc de suppléer au manque d'information en se proposant de réfléchir eux-mêmes au contenu et à la mise en place de cette éducation. Mais ils ne s'arrêtent pas là et ne tardent pas à s'adresser aux pouvoir publics et aux institutions pour que soit mis en place, à une échelle nationale, voire internationale, un enseignement spécifique de la sexualité. On peut

735. Pelletier, 1908, p. 72.

citer ici le soin constant de nouer des liens avec les ligues néomalthusiennes dans les autres pays, en Europe et aux États-Unis, qui se concrétise par la création d'une Fédération Universelle de la Régénération humaine et l'organisation de congrès néomalthusiens internationaux.

Les néomalthusiens ne sont pas de simples intermédiaires entre une clientèle désireuse de maîtriser sa procréation et les fabricants des dispositifs anticonceptionnels. Si la vente de matériel leur permet de dégager certains bénéfices, c'est en général pour les réinvestir dans la propagande ou pour compenser, comme le faisait Eugène Humbert à l'époque de *Génération Consciente*, la mise à disposition gratuite de brochures, la distribution de tracts et d'affiches. Ils ne peuvent être considérés comme des commerçants opportunistes qui tirent parti d'un contexte social pour s'enrichir. Ce reproche a toutefois pu être utilisé par leurs adversaires lorsqu'ils s'évertuent à convaincre du caractère immoral du néomalthusianisme. Ce qui définit véritablement l'action néomalthusienne, dès l'origine, c'est son caractère pédagogique. Le registre éducatif qui précède et qui accompagne la diffusion des moyens techniques est une priorité pour les néomalthusiens. Aussi, la propagande envisagée par les acteurs du mouvement se veut-elle toujours à la fois explicative et accessible. Pour arriver à leurs fins, ils investissent de très nombreux supports. On sait que, de par leur formation d'abord, et par orientation politique ensuite, les néomalthusiens sont férus de pédagogie. Un certain nombre d'entre eux sont d'ailleurs enseignants.

Ainsi, qu'il s'agisse de dessins, de schémas illustratifs, d'explications détaillées, de planches anatomiques, mais aussi, pour la période la plus tardive, de projections cinématographiques, tous les moyens sont bons pour rendre l'éducation sexuelle plus accessible. Jean Marestan, par exemple, a recours aux projections lumineuses lors de ses conférences ainsi que le mentionne un rapport de police de 1913 :

> « l'orateur [Jean Marestan] fait défiler devant les yeux des spectateurs, par projections, des vues représentant des dégénérés fils d'alcooliques ou de syphilitiques et montrant aussi les déformations tares et lésions causées dans l'organisme et les maladies sexuelles. Toutefois il n'a été fait aucune projection d'organes sexuels. Environ 80 auditeurs, tant hommes que femmes et enfants étaient dans la salle [...]. Après avoir fini sa conférence et avant de commencer les projections, M. Marestan s'est excusé de ne pouvoir expliquer les moyens propres à empêcher la fécondation, cela lui étant interdit par la loi, mais il a déclaré qu'il tenait à la disposition des femmes voulant s'instruire des livres qu'une dame se trouvant dans la salle était chargé de vendre. Ignorant ce que contenaient ces livres, je n'en ai point interdit la vente, ce qui d'ailleurs aurait été

> scabreux et très imprudent, vu mon ignorance en la matière, et attendre d'autre part, que si quelque délit du livre était commis, on était toujours à temps d'exercer les poursuites prévues par la loi, mais afin de mettre l'Autorité supérieure à même d'examiner la question au point de vue interdiction et poursuites, j'ai acheté un de ces livres que je joins au présent rapport. »[736]

Ce rapport est doublement intéressant. D'une part, il permet de juger de la variété des supports employés par les conférenciers néomalthusiens dans le cadre de leur travail éducatif. D'autre part, la prudence qui est observée par Jean Marestan nous renseigne indirectement sur la vigilance des pouvoirs publics et sur la suspicion à l'égard des néomalthusiens toujours sous la menace d'une accusation d'outrage aux bonnes mœurs. Le sénateur René Bérenger et sa Société de protestation contre la licence des rues, le sénateur féru de démographie Edme Piot (1828-1909) et Jacques Bertillon sont toujours à l'affût d'une opportunité d'attaquer la propagande néomalthusienne afin de la geler. A cette époque leur principal outil est l'accusation d'outrage aux bonnes mœurs. Il s'agit donc pour les néomalthusiens de faire preuve d'habileté en parvenant à éduquer sans ouvrir la possibilité poursuites judiciaires car cette éducation sexuelle demeure une nécessité ; elle est un préalable indispensable à l'utilisation des techniques, elle constitue le premier chapitre de l'éducation populaire. Mais ce qui constitue le noyau dur des théories néomalthusiennes est abordé dans des ouvrages de synthèse qui, parfois, exigent des compétences philosophiques et une culture scientifique qui n'a rien d'un enseignement initial. En effet, les néomalthusiens doivent faire face à cette double exigence qui les anime. D'abord être compris du plus grand nombre, c'est-à-dire de la portion la plus importante possible de la classe ouvrière, car c'est prioritairement la population qui les compose qui pourra agir efficacement en faveur de la diminution du nombre de naissances. Ensuite, être également lisibles dans les milieux intellectuels, médicaux et scientifiques, ce qui implique un discours théorique plus substantiel. Certains des textes produits par le mouvement, et que l'on pourrait considérer comme « canoniques », tels ceux qui sont, par exemple, rédigés ou compilés par Gabriel Giroud, vont parfois bien au-delà de la simple illustration édifiante en approfondissant des questions économiques, politiques, philosophiques et scientifiques. C'est aussi cet « entre deux », cette tension entre un discours vulgarisateur et éducatif et un discours nourri de nouveautés scientifiques s'adressant à un public plus savant, qui caractérisent les publications néomalthusiennes.

---

736. Rapport du commissaire Fournier de la police d'Unieux (Loire) adressé au préfet de la Loire, 15 février 1913, AN/F7/13955.

Leur appétence incontestable pour les découvertes les plus récentes, leur volonté d'en élargir les applications pratiques quand celles-ci peuvent servir opportunément leurs visées, les conduisent à se cultiver et à se perfectionner eux-mêmes. De fait, ils apportent finalement leur caution au positivisme ambiant d'une époque où la science semble très riche en possibles. Ainsi, leurs connaissances se sont étoffées au fil du temps, et leurs compétences se sont améliorées. En outre, leur contact permanent avec des médecins qui alimentent, contrôlent et enrichissent leur littérature tout en apportant leur expertise est un atout majeur pour leur crédibilité. Nous avons pu constater que le rôle joué par des médecins comme Jean Darricarrère, Madeleine Pelletier ou Justin Sicard de Plauzoles au sein du mouvement était régulièrement mis en exergue. Leur compétence permet au travail d'éducation sexuelle de se faire avec la caution de l'autorité médicale, ce qui présente l'avantage, auprès des lecteurs intéressés, de dissiper en partie les doutes qui peuvent surgir à l'égard de tout discours perçu comme militant et idéologique. L'ambition affichée, c'est, avant toute chose, la gestion la plus autonome possible de la procréation par le plus grand nombre possible d'individus. De ce point de vue, nous sommes bien dans la perspective utilitariste et humaniste que le néomalthusianisme français partage avec son équivalent anglais.

Cependant, la portée éducative de l'action semble plus fortement affirmée que chez les néomalthusiens anglais. Au-delà du contrôle de la procréation, c'est le bonheur des individus qui est en jeu. Les auteurs français se focalisent sans doute un peu moins exclusivement sur la perspective économique malthusienne qui fait de l'adaptation de la démographie aux ressources l'objectif principal. De plus, le creuset néomalthusien français n'est pas uniquement constitué de philanthropes qui interviennent dans la question sociale, mais plutôt de militants révolutionnaires, souvent intellectuellement et politiquement proches de l'anarchisme ou du socialisme marxiste le plus radical. Leurs critiques à l'égard du socialisme de consensus, comme en témoigne par exemple le portrait critique de Jean Jaurès qui est dressé par l'écrivain Fernand Kolney, dans son roman *Le salon de Madame Truphot* (1904) qui met en scène les mœurs discutables de la bourgeoisie littéraire, artistique et politique à Paris. Si l'on s'en tient à ce portrait, c'est l'opportunisme politique et la démagogie qui caractérisent le socialisme de Jaurès. Ce dernier utilisant sans vergogne une rhétorique simplificatrice qui tire avantage de l'abrutissement des foules, n'a pas intérêt à ce que le peuple accède à l'autonomie intellectuelle. Les néomalthusiens prétendent, à l'opposé, réaliser cette autonomie par la transmission d'un authentique savoir, qui se veut d'autant plus objectif qu'il est scientifiquement fondé.

L'engagement dans la mise à disposition des moyens théoriques et pratiques de maîtrise de leur procréation par les classes populaires est donc revendiqué comme un objectif militant prioritaire. Cette maîtrise est, par ailleurs, une partie essentielle de l'éducation populaire idéale ; une partie que les néomalthusiens reprochent aux libertaires et aux socialistes d'avoir systématiquement sous-estimée, quand ils ne l'ont pas activement repoussée. Il s'agit là d'une divergence majeure entre un mouvement néomalthusien, clairement inscrit à gauche quoi qu'il en soit, et la famille politique à laquelle il appartient. Il faut bien reconnaître que les organisations de gauche de l'époque, partis politiques, syndicats, ligues ou associations, ne semblent pas le moins du monde prêts à intégrer, ni même à accepter, les idées malthusiennes. Pour s'en convaincre, il suffit de se remémorer les efforts vains de Paul Robin pour rallier à sa cause les anarchistes, les socialistes ou les communistes ; ou de rappeler les tentatives infructueuses de Madeleine Pelletier pour faire entendre la voix néomalthusienne dans le cadre du combat féministe qu'elle cherche à porter dans les instances communistes ou socialistes. Ce n'est d'ailleurs pas avec beaucoup plus de succès, ni d'influence réelle, que Sicard de Plauzoles portera les visées malthusiennes au sein de l'appareil de la Ligue des droits de l'homme. Cette situation particulière des néomalthusiens au sein des organisations de gauche dans le combat social est résumée par Gabriel Giroud lui-même, en 1908, dans la brochure *Moyens d'éviter la grossesse* :

> « Il est inimaginable que les militants avancés, coopérateurs, socialistes, syndicalistes, anarchistes, quelle que soit leur école, attachent si peu d'importance à la question de « prudence procréatrice ». C'est pourtant, qu'on me pardonne mon audace, celle qui en a le plus ; c'est simplement la suppression de la misère, la solution de la question sociale... les travailleurs sont en somme [...], une marchandise soumise, comme toute marchandise, à la loi de l'offre et de la demande. Les bras qui s'offrent avilissent les salaires ; les bras qu'on sollicite exigent de hauts salaires. En se multipliant, les travailleurs se font, à eux-mêmes, une désastreuse concurrence. Tout métier s'encombre ; le chômage sévit. Une armée de travailleurs faméliques se presse à la porte des usines prête à s'offrir pour un salaire inférieur. […] Dans les conflits sociaux les prolétaires sont vaincus d'avance, et par eux-mêmes, par leur nombre, par leur prolificité ; ils sont vaincus de suite, directement, par leurs propres enfants que la misère jette, comme petites mains, sur le marché du travail. D'innocents et fragiles bambins « gagnent leur vie », machines douloureuses, et affamant leurs parents qui chôment.[737]

737. G. Hardy, 1908, pp. 14-15 (c'est G. Hardy qui souligne).

C'est, en conséquence, de façon isolée, et donc autonome, que le mouvement cherchera à mettre en place cette « éducation sexuelle », dont la seule dénomination sonne déjà, aux oreilles de certains, comme un outrage aux bonnes mœurs mais qui, pourtant, paraît être, pour les néomalthusiens, le seul moyen efficace de résoudre le problème du prolétariat. En effet, de la maîtrise de leur fécondité dépend l'accession des classes populaires à l'éducation au sens large. Il est donc bien question pour eux de priorité et de bon sens dans la manière d'appréhender l'idéal révolutionnaire. Pour les néomalthusiens, il ne peut y avoir d'émancipation concrète du peuple si les actions révolutionnaires qui sont menées se contredisent les unes les autres. Or, il existe, selon eux, une contradiction manifeste entre les naissances nombreuses et l'accès à l'indépendance économique, pratique et intellectuelle qui est la définition même de l'émancipation à laquelle aspirent les mouvements révolutionnaires de l'époque. Il existe également une contradiction dans le fait de prétendre réaliser le bonheur du plus grand nombre sans prendre en considération l'élément de base de toute construction sociale : l'individu. Il faut émanciper et, de fait, rendre les individus heureux, avant de pouvoir imaginer que le processus de socialisation qui est le tissu même de la collectivité, puisse être lui-même harmonieux. La formation d'individus sains de corps et d'esprit (c'est-à-dire de « bonne naissance » et bien éduqués) doit donc impérativement précéder la mise en place de la « bonne organisation sociale ».

L'hédonisme néomalthusien et les dangers de la continence

Arrêtons-nous, avant de passer en revue les moyens techniques préconisés, sur la forme et le contenu que prend cette éducation sexuelle dont la tâche est de préparer le terrain pour une transformation globale et profonde de la société.

Les arguments qui justifient l'antériorité du travail d'éducation théorique sur la mise à disposition des procédés anticonceptionnels relèvent du champ de l'éthique. Rationnellement, humainement et socialement, la mise à disposition de l'instruction nécessaire à la limitation volontaire des naissances paraît opportune aux néomalthusiens et donc justifiée d'un point de vue révolutionnaire et pragmatique. Cette éducation est composée d'éléments sociologiques et économiques, comme nous avons pu le constater, mais aussi d'éléments de culture médicale, exposés sous la forme de points de vue de médecins sur la question. Ainsi, le livre III de la *Question de population et le problème sexuel* (1919), publié immédiatement après la Première Guerre mondiale par Gabriel

Giroud, est consacré aux « moyens anticonceptionnels », mais s'ouvre sur une liste d'« opinions médicales »[738]. La fonction de ces points de vue argumentés de savants présentés comme faisant autorité est clairement de convaincre par un discours à la fois rationaliste et rassurant du bien-fondé de la procréation volontaire. La priorité est donc de donner des armes théoriques pour battre en brèche le discours des adversaires, désignés par le terme de « repopulateurs ». Et de ce point de vue, les néomalthusiens s'accordent généralement pour constater que la tâche de ces « repopulateurs » est beaucoup plus aisée que celle des partisans de la procréation volontaire. En effet, il n'est nul besoin de disposer d'un quelconque savoir ou de bénéficier d'une éducation pour « savoir » procréer, mais une éducation et un certain discernement sont obligatoirement requis pour s'en abstenir : « il faut convenir que, dans la plupart des cas, tout adulte est capable d'agir convenablement pour reproduire l'espèce. Des crétins, d'immondes brutes, usent, sans initiation aucune, du procédé ordinaire et font souche »[739]. Cette question de l'instruction est tout à fait centrale et se cristallise d'ailleurs dans les enjeux et les conflits qui opposent, notamment, les néomalthusiens à des natalistes comme Charles Richet. Ce dernier considère que s'il y a bien un problème de connaissance, c'est en déplorant que celle-ci soit d'ores et déjà trop répandue dans les classes populaires en ce qui concerne les moyens d'éviter la grossesse. Ce point de vue étonnant, qui repose sur l'idée que certaines connaissances ne sont pas bonnes pour tous et que le savoir pourrait avoir des conséquences plus négatives que positives, matérialise une ligne de fracture entre des humanistes que l'on pourrait qualifier de « paternalistes », tels que Richet, qui considèrent que certains sont aptes à recevoir une instruction interdite à d'autres, et les néomalthusiens qui, sans pour autant se faire d'illusions sur la capacité des « dégénérés » à s'améliorer au-delà de ce que leur atavisme permet, ne se résignent pas à l'abandon de l'idée d'une éducation populaire qui permet, au moins, à chacun de développer toutes ses potentialités. En dépit d'un certain élitisme, le néomalthusianisme en France ne semble pas pouvoir abandonner l'idée d'une intervention corrective de la science et de l'éducation pour l'établissement d'une certaine justice sociale. Et le gain en autonomie individuelle est un élément de la réalisation de leur idée de la justice sociale. A cette fin, l'acquisition d'un savoir conditionnant lui-même un savoir-faire est une pièce essentielle dans un projet qui demeure, en dépit de certaines contradictions apparentes, révolutionnaire et humaniste.

738. G. Hardy, 1919, pp. 173-179 (« Opinions médicales »).
739. G. Hardy, 1919, p. 173.

Mais le gain en émancipation individuelle n'est pas le seul motif en faveur de la diffusion du savoir. En effet, la maîtrise de la procréation, notamment chez les plus démunis, a également une utilité sociale. Au travers de la satisfaction de l'intérêt de l'individu, elle répond aussi à l'exigence de l'intérêt collectif qui est de ne plus avoir à assumer le poids social et sanitaire de la misère et du dénuement sur tous les plans. Vaincre l'ignorance, diffuser et expliquer le savoir positif, c'est donc satisfaire l'intérêt individuel, lui-même articulé à l'amélioration de la société dans son ensemble. Les néomalthusiens s'étonnent d'ailleurs souvent du peu de cas qui est fait de l'éducation populaire, et en son sein de l'éducation sexuelle, par les gouvernants de leur époque. Gabriel Giroud imagine qu'à condition de bien vouloir s'en donner les moyens :

> « Des chefs d'État un peu philosophes et humains prescriraient et organiseraient l'enseignement aux citoyens et aux citoyennes pubères des procédés de prophylaxie sexuelle, décréteraient l'installation de dispensaires de préservation anticonceptionnelle et même d'avortement. »[740]

Tout en adoptant des positions théoriques fidèles à leur origine militante et anarchiste, on voit bien que c'est l'action politique concrète qui est en ligne de mire de l'action néomalthusienne. Il n'est pas une fois où cette constante ne se vérifie. Et si l'on note parfois des nuances — chez les plus libertaires d'entre eux — quant à la confiance à accorder au politique, les solutions envisagées ne se situent jamais véritablement en dehors de la sphère institutionnelle où ils veulent faire entendre leur voix. Ainsi, par le truchement des appareils politiques dont ils imaginent qu'ils peuvent, ou qu'ils pourraient leur être favorables, les néomalthusiens cherchent à créer les canaux de diffusion qui permettront de porter à la connaissance du plus grand nombre les informations nécessaires à la compréhension de la physiologie et des mécanismes de la procréation. De ce fait, les procédés les plus efficaces et les plus actuels pourraient être adoptés en toute connaissance de cause pour prévenir la grossesse. Prudents, parce qu'ils sont conscients qu'ils sont constamment menacés par des poursuites pénales, les néomalthusiens prennent la précaution, stratégique et certainement sincère, de préciser que leur propagande ne s'adresse qu'aux adultes. L'éducation sexuelle doit, sitôt que l'on est majeur, parachever l'éducation populaire que souhaitent également les néomalthusiens. Mais il convient, sans sombrer dans l'hypocrisie qui frappe du sceau du secret tout ce qui touche à la sexualité, de

740. G. Hardy, 1919, p. 174.

respecter l'ordre prescrit. Sur ce point, toutes les publications néomalthusiennes se recoupent : il y a un âge à partir duquel l'activité sexuelle est plus particulièrement prescrite (elle peut même être encouragée), ce qui implique aussi qu'il y ait un âge en deçà duquel elle ne doit pas être encouragée ou stimulée. Tout en accordant une place de choix à la question du plaisir — pour la santé du corps, celle de l'esprit et pour l'épanouissement moral — les néomalthusiens inscrivent l'éducation sexuelle dans un processus graduel de formation des individus. Ils se défendent donc de professer une quelconque morale purement hédoniste, allant même parfois jusqu'à alerter sur conséquences négatives d'une activité sexuelle trop intense. Les conséquences de cette dernière sont toutefois beaucoup moins dommageables que celles de la continence et de la privation du plaisir. Jean Marestan, écrivain néomalthusien très impliqué dans les questions d'éducation à la sexualité, attire même l'attention, dans un chapitre de *L'Éducation sexuelle* (1934), sur les « dangers de la continence »[741]. Cet ouvrage de Marestan, fréquemment réédité et dont la première publication remonte à 1909-1910, fait figure de référence centrale et sera, par la suite, repris et paraphrasé par les autres auteurs du mouvement. Il se vend à des centaines de milliers d'exemplaires (l'édition de 1934, que nous avons utilisée, indique « deux cent septième mille » en première de couverture). Dans une conférence datant de 1913, dont de longs extraits sont cités dans un rapport de police, Marestan propose sa définition de l'amour : C'est « une nécessité physiologique et une aspiration sentimentale, condition suprême du bonheur et agent de transmission de la vie »[742]. L'amour, par la volupté à laquelle il permet d'accéder, n'est donc pas une question secondaire puisque de la satisfaction de ce besoin dépend le bonheur individuel et, en conséquence, celui des groupes sociaux. Concernant l'âge idéal pour être éduqué sexuellement, les conseils se font parfois très détaillés, tels ceux prodigués par Charles Binet-Sanglé aux enfants élevés dans les « Instituts d'élevage » :

> « On évitera à l'enfant les spectacles et les lectures susceptibles d'éveiller prématurément son instinct sexuel, mais, dès la puberté, marquée par une mue de la voix, la langueur et la tendance à la rêverie, l'attrait du sexe opposé, l'apparition des poils aux aines et aux aisselles, la sécrétion du sébum par les muqueuses génitales, l'érection de la verge ou du clitoris et du mamelon, la pigmentation de l'aréole, le développement des seins, l'apparition du sperme ou des règles, le coït sera autorisé, et cela deux fois par semaine jusqu'à vingt ans,

741. Marestan, 1934, pp. 48-64 (« La loi d'amour s'impose à tous ou les dangers de la continence absolue »).
742. Cité par le commissaire Molinier du commissariat central de la police d'Amiens dans un rapport daté du 27 avril 1913 sur une conférence tenue par Jean Marestan dans cette ville, AN/F7/13955.

> puis trois fois après vingt ans. Il sera autorisé chez les deux sexes et, comme la femme ne doit pas être fécondée avant l'âge adulte [...], on lui enseignera la prophylaxie anticonceptionnelle. Ce que j'écris là indignera beaucoup de lecteurs. Mais la science n'a pas à se préoccuper des morales religieuses. »[743]

L'argument hygiéniste est souvent utilisé pour contrer par avance les accusations sur le caractère licencieux de l'éducation sexuelle. Mais cette fois-ci, il ne s'agit pas tant d'une stratégie de prudence que d'une réelle conviction matérialiste, comme l'exprime de façon assez claire la référence constante à la science dans un domaine considéré jusqu'alors comme relevant de la sphère morale et religieuse. Il convient donc, selon l'expression utilisée par Jean Marestan, d'en finir avec le secret qui frappe tout de qui est lié à la sexualité et il faut parvenir au « rideau levé »[744] sur ce qui jusqu'alors demeurait hypocritement caché, au nom de fausses vertus, ainsi que sur le « mystère de la génération »[745]. Mais ce dévoilement, aussi souhaitable et bénéfique qu'il puisse être, ne doit pas se faire avant la puberté.

Gabriel Giroud juge quant à lui nécessaire de préciser que les informations et procédés transmis par la littérature néomalthusienne ne s'adressent qu'aux garçons et aux filles pubères. Il assure pour sa part que les préceptes d'hygiène qu'il diffuse et les informations scientifiques qu'il fournit n'ont rien d'obscène et n'ont aucune capacité corruptrice. Il ajoute que c'est de l'ignorance dont il faut se méfier car « tandis que le mystère excite, la réalité calme et assagit »[746].

Jean Marestan insiste également sur la nécessité d'accorder une place au plaisir et d'affranchir la sexualité de toute velléité moralisatrice. Selon lui, il faut substituer l'examen rationnel et objectif de la science à la morale. Se référant à la loi d'usage, qui atteste, une fois encore, de l'ancrage lamarckien des positions néomalthusiennes, il fait sienne la formule selon laquelle « la fonction crée l'organe ». L'affirmation est destinée à présenter l'acte sexuel comme « normal », ce qui pose comme corollaire le « non-usage » comme étant anormal ou non souhaitable, ne serait-ce que pour des raisons physiologiques. La période à laquelle doit débuter l'activité sexuelle ne dépend pas d'une limite morale ou d'une hypothétique convenance sociale. Elle est déterminée très objectivement par la maturité des organes :

---

743. Binet-Sanglé, *Le Haras humain*, 1918, pp. 210-211(« L'hygiène sexuelle ») .
744. Marestan, 1934, p. 170.
745. Marestan, 1934, p. 26.
746. G. Hardy, 1919, p. 174.

> « Tout organe mûr pour l'exercice d'une fonction exige que cette fonction ait lieu, et cette nécessité se manifeste par une souffrance, et cette souffrance s'exaspère avec la privation. Cette règle physiologique que nul ne songe à nier s'applique à tous nos organes et, comme nous le disions déjà [...], ceux de la génération ne font pas exception, n'ont aucune raison d'être des exceptions. Que certains dégénérés ressentent d'excessives ardeurs ne prouve pas que le désir sexuel ne puisse coïncider avec la parfaite santé. »[747]

Il ne s'agit donc nullement d'une propagande qui valoriserait pour lui-même le principe de l'amour libre ou de la jouissance sexuelle, bien que les considérations sur le caractère nécessaire et bénéfique du plaisir, tant du point de vue mental que physique, abondent chez les néomalthusiens. Au contraire, dans le fond, comme dans la forme, c'est un discours qui se veut rigoureux et soucieux de transmettre des notions justes de physiologie et de biologie. Dans le fond, parce que l'ancrage scientifique du discours est un principe, et dans la forme parce que stratégiquement il vaut mieux éviter tout discours qui pourrait apporter de l'eau au moulin de ceux qui s'opposent à la propagande au motif qu'elle peut corrompre la jeunesse. Cette valorisation du plaisir dans les brochures qui sont diffusées reste donc prudente. Elle est toujours encadrée par des considérations médicales.

Dans la littérature du mouvement, l'accent est généralement mis sur une meilleure connaissance de la nature. Mais, contrairement à ce que l'on pourrait peut-être attendre chez des libertaires, il n'y a pas, chez les néomalthusiens français, de valorisation de la nature en soi, à la manière d'Épicure ou de Rousseau par exemple. Nul romantisme naturaliste dans leur approche, mais une compréhension rationnelle qui, au-delà du savoir, vise la maîtrise. S'il est nécessaire de comprendre la nature, ce n'est pas pour la prendre en modèle mais plutôt pour exercer une action corrective. Ainsi, il est nécessaire d'avoir une sexualité active parce que cela est sain, naturel, mais il n'est en revanche pas nécessaire de procréer. De là vient la constance avec laquelle les néomalthusiens s'attachent à dissocier la « fonction voluptuaire » et la « fonction génésique » qui, pour être toutes deux naturelles, n'en sont pas pour autant également souhaitables.

La « loi d'exercice » implique une activité sexuelle pour l'épanouissement individuel global. Ainsi, les organes sont actifs et l'on évite l'accumulation des « toxines ». C'est cette idée qui permet à Jean Marestan d'écrire :

---

747. Marestan, 1934, p. 57.

> « Les maladies auxquelles sont exposés les continents affectent de préférence le système nerveux et l'appareil digestif. Chez les hommes, l'abstinence sexuelle détermine des pertes séminales involontaires, des névralgies testiculaires, des maux de tête, de la dépression morale et de la surexcitation nerveuse, un sommeil agité accompagné de rêves épuisants. Cela peut conduire aux formes les plus graves de neurasthénie. Chez les femmes, on voit apparaître la langueur, l'insomnie, les digestions pénibles, une irritabilité capricieuse remplaçant la gaieté, des troubles menstruels, l'hystérie, la chlorose, des perturbations émotives et génésiques. »[748]

Ce point du vue fait visiblement consensus chez les néomlathusiens. Ce n'est d'ailleurs pas une nouveauté, puisqu'on le retrouve exposé de la même manière, dès 1918, sous la plume de Binet-Sanglé : « Si ce besoin d'éjaculation n'est pas satisfait, on observe, chez l'homme, les névralgies testiculaires ; chez la femme, les digestions pénibles, la dystrophie des ovaires avec troubles menstruels, parfois l'aspect hommasse et la chlorose ; chez les deux sexes, le malaise, le teint terreux ou blafard, l'obésité, les éruptions cutanées, le caractère morose et acariâtre, l'émotivité, l'insomnie, les cauchemars, les alternatives d'excitation et de dépression, la propension à la tristesse, à la colère, à l'inquiétude ou à l'angoisse. »[749]

Éducation et instruction sexuelles chez Justin Sicard de Plauzoles

Les écrits néomalthusiens sont soucieux de ménager les sensibilités qui se réveilleraient s'ils évoquaient une « éducation sexuelle » concernant des individus impubères. Et s'ils insistent bien sur la nécessité d'une sexualité active, et sur les conséquences négatives de la continence, ils évoquent aussi les risques d'une activité sexuelle trop intense. Il existe cependant quelques exceptions. Chez Justin Sicard de Plauzoles, par exemple, dans le cadre des « Cours libres d'hygiène sociale » qu'il dispense à la Sorbonne à la fin des années 1920 et au début des années 1930, la préconisation relative au moment de commencer cette éducation sexuelle est un peu différente :

> « L'éducation sexuelle de la jeunesse doit être méthodiquement organisée dès l'école primaire. L'idée d'organiser l'éducation sexuelle dans nos écoles, et dès l'école primaire, pour les jeunes garçons et pour les jeunes filles, a provoqué

748. Marestan, 1934, pp. 60-61 (« Dangers de l'incontinence »).
749. Binet-Sanglé, 1918, p. 212.

> chez certains l'étonnement, la stupeur et l'indignation ! C'est que la question n'a pas été comprise ; je voudrais l'expliquer. Le but de l'éducation sexuelle n'est pas d'enseigner aux jeunes gens les moyens pratiques d'éviter les maladies vénériennes tout en se livrant à la débauche, mais de leur faire comprendre l'importance de la fonction sexuelle, de les avertir de tous les périls de la vie sexuelle, des graves conséquences physiques, morales et sociales qui peuvent résulter des relations intersexuelles, de leurs responsabilités et de leurs devoirs. Pour atteindre ce but, il faut une méthode, un enseignement progressif scientifique de la Vie, coordonné avec une éducation morale. Il s'agit de donner à l'enfant l'idéal d'une vie puissante, saine et pure, et la discipline nécessaire pour réaliser, pour vivre cet idéal. »[750]

Justin Sicard de Plauzoles est sans doute l'un des médecins néomalthusiens les plus prudents. Il est aussi celui qui est le plus impliqué à l'extérieur du mouvement lui-même, institutionnellement parlant. Membre de diverses sociétés d'hygiène et de prophylaxie reconnues, engagé dans la lutte contre les maladies vénériennes, membre fondateur et futur président de la Ligue des droits de l'homme, son activité touche de nombreux domaines. Et si l'on peut s'étonner qu'il prenne position, en 1931, pour une éducation sexuelle précoce qui se prolonge pendant toute la durée de l'éducation des jeunes, c'est probablement parce qu'il bénéficie de l'influence de certains réseaux qui le protègent. Il ne semble pas avoir été sérieusement inquiété pour son soutien apporté au néomalthusianisme, alors qu'il est partie-prenante du mouvement de l'ère Robin à la Seconde Guerre mondiale. Il faut enfin prendre en compte le fait que, même si les poursuites continuent à l'égard des militants néomalthusiens, la situation du début des années 1930 est tout de même plus apaisée si on la compare avec l'après Première Guerre mondiale qui avait nettement ravivé les revendications des natalistes. Ces éléments peuvent sans doute expliquer que Sicard de Plauzoles puisse s'enhardir au point de préconiser une éducation sexuelle presque tout au long de la vie, même s'il prend la précaution de fonder et d'encadrer cette éducation par des considérations d'ordre scientifique et médical.

On constate néanmoins que, dans le cas de Sicard de Plauzoles, l'éducation préconisée a plutôt un objectif hygiéniste qu'émancipateur. Elle se réfère plus à l'obstétrique et à la puériculture qu'à la pédagogie à proprement parler. Celle-ci est d'ailleurs symboliquement placée sous le patronage d'Adolphe Pinard, le célèbre obstétricien dont il mentionne fréquemment *La puériculture* (1904), un ensemble de leçons destinées à être dispensées dans les écoles primaires de jeunes filles :

---

750. Sicard de Plauzoles, 1931, p. 36.

> « Ici nous ne pouvons prendre de meilleur guide que le Maître de la Puériculture, M. le professeur A. Pinard, dont je résume la doctrine : « L'avenir de notre race, dit-il, est tout entier sous la dépendance de l'Éducation sexuelle ; elle doit constituer le premier chapitre de la Puériculture. Pour avoir des enfants sains et vigoureux, il faut que le mari et la femme soient eux-mêmes sains. Ils doivent être guéris de toutes les maladies et surtout des maladies transmissibles, ne pas être alcooliques, ni en état d'ivresse, ni en état de grande fatigue ou de surmenage. » Telles sont les règles de la puériculture avant la procréation ; pour les observer, il faut les connaître ; où ces connaissances seront-elles acquises ? Parmi les moyens prophylactiques […] il en est un qui prime tous les autres, c'est de vulgariser la notion que tous les individus sont avant tout des *porte-graines*. *Cette notion doit être inculquée aux enfants*. »[751]

Les motivations qui président à la promotion de l'éducation sexuelle chez les néomalthusiens, si elles vont globalement dans le même sens, peuvent tout de même différer. Ainsi, alors que la priorité de l'action, telle qu'elle est conçue par Paul Robin ou par des médecins comme Jean Darricarrère, est l'émancipation révolutionnaire des individus (l'amélioration qualitative et l'utilité sociale venant après), pour Sicard de Plauzoles c'est l'option qualitative qui devient prioritaire. Il y a donc deux manières de considérer l'individu qui coexistent chez les néomalthusiens : d'abord comme valeur et comme unité en soi, aspirant légitimement au bonheur et au plaisir, ensuite comme élément constitutif d'une totalité, alors dénommée « espèce », « race » ou « humanité ». Dans ce second cas, l'individu est évalué en fonction de sa capacité à freiner, ou au contraire à augmenter, le bonheur collectif. Il devient le vecteur d'une amélioration qualitative de la collectivité et, de ce fait, on doit comprendre que dans le domaine de la procréation son aspiration à l'épanouissement et au bonheur individuel doit être encadrée et contrôlée. Entre l'humanisme émancipateur et égalitaire, d'une part, et les velléités de contrôle scientifique, d'autre part, on voit donc que l'action des néomalthusiens s'illustre parfois dans des directions qui paraissent exclusives l'une de l'autre, y compris dans le domaine pédagogique. Toutefois, puisque l'on juge qu'une pédagogie est nécessaire, on peut en déduire que le principe de l'autonomie individuelle n'est jamais complètement abandonné. Il reste incontestable que, souvent, l'expertise scientifique se substitue à la bienveillance pédagogique. De ce point de vue, le cap fixé par Sicard de Plauzoles n'est pas nouveau. Dès 1908, dans *La fonction sexuelle au point de vue de l'éthique et de l'hygiène sociale*, il en traçait en effet les lignes directrices :

---

751. Sicard de Plauzoles, 1931, p. 37 (c'est Sicard de Plauzoles qui souligne).

> « Si l'on admet que la vie sexuelle ne doit pas être livrée au hasard des impulsions instinctives, que l'acte sexuel ne doit pas être inconscient et aveugle, si l'on n'admet ni le fatalisme de l'amour ni l'irresponsabilité de l'homme, on reconnaît par cela même la nécessité d'une instruction spéciale qui prépare l'individu à l'exercice de la fonction sexuelle, l'avertisse de ses risques, de ses responsabilités, et d'une éducation morale qui le prépare à la maîtrise de son instinct et à l'accomplissement de ses devoirs. D'une façon théorique et absolue, pour que l'acte sexuel réunisse toutes les conditions qu'exigent la morale et l'hygiène, l'intérêt de l'espèce et de la société, il faut qu'il soit libre et volontaire, librement délibéré, réfléchi, volontairement accompli, volontairement accepté avec ses risques, ses conséquences, ses responsabilités et ses devoirs ; il faut qu'il soit accompli de part et d'autre en pleine liberté et connaissance de cause. Or il faut savoir pour prévoir et se déterminer librement ; la connaissance est la première condition de la liberté, le fondement de l'hygiène comme de la morale. »[752]

Il est donc tout à fait évident que la démarche néomalthusienne n'est en aucun cas réductible à une intervention strictement « technique » consistant en la diffusion et la distribution de moyens préventifs de la grossesse. Une telle façon de faire ne pourrait, du reste, être considérée comme une solution satisfaisante. En effet, dans une perspective médicale, se contenter de remédier aux conséquences négatives d'une procréation incontrôlée équivaudrait à renoncer à toute action curative sur les causes d'un phénomène en privilégiant une action focalisée sur les symptômes. Pour les néomalthusiens, il est évident que la question sociale doit être approchée avec la volonté de transformer la société et certainement pas en se contentant de compenser les conséquences d'une organisation sociale inadaptée, conditionnant et perpétuant l'injustice sociale. En conséquence, la seule manière d'agir sur la cause de cet état de fait, c'est de développer en amont une éducation à dispenser au plus grand nombre, le plus tôt possible. Au-delà de la diffusion des éléments de culture et de maîtrise technique, l'éducation souhaitée a une dimension morale, comme le confirment les propos de Sicard de Plauzoles : « Il ne s'agit pas seulement d'un enseignement purement scientifique et pratique ; il faut inspirer aux jeunes gens un haut idéalisme, en leur apprenant à respecter l'acte sexuel, l'œuvre de chair, l'amour et sa fin naturelle, la reproduction de l'espèce. »[753]

Pour autant, ce n'est pas parce que l'acte qui consiste à reproduire l'espèce est « naturel » qu'on doit en valoriser outre-mesure l'aboutissement. La culture de la raison

752. Sicard de Plauzoles, « L'Éducation sexuelle », 1908, pp. 91-92.
753. Sicard de Plauzoles, 1908, p. 93.

doit intervenir pour corriger les effets négatifs mais aussi pour responsabiliser les hommes et les femmes en âge de procréer. Et le besoin de cette éducation se fait sentir de manière urgente : « Cette éducation sexuelle, si nécessaire, n'existe pas ; l'initiation des jeunes gens est livrée au hasard. Particulièrement, l'éducation traditionnelle de la femme s'efforce de la maintenir dans l'ignorance et, surtout, dans la dépendance de l'homme. »[754] L'humain a donc le devoir moral de comprendre la nature, non pour l'accepter sans conditions ou lui vouer un culte, mais pour corriger éventuellement certains de ses déterminismes dans la mesure où ils peuvent conduire à des conséquences en contradiction directe avec le principe même de l'évolution.

Dans tous les cas, selon Sicard de Plauzoles, une éducation rationnelle, même précoce, est meilleure que tout apprentissage par expérience non éclairée :

> « Est-il possible, d'ailleurs de maintenir l'enfant dans l'ignorance ? Est-ce que son initiation ne se fait pas, qu'on le veuille ou non, par le spectacle de la vie, dans la famille, à l'école, dans la rue, par l'image, l'affiche, le journal ? Mais quelle initiation ! Au lieu de voir d'abord la beauté des lois de la génération, d'en saisir la puissante poésie et le haut enseignement, de concevoir l'amour comme la synthèse de la fonction la plus essentielle et des sentiments les plus nobles de l'homme, comme la source des plus grandes joies et des plus grands devoirs, et d'en comprendre le sérieux, la gravité, l'importance, c'est d'abord le côté obscène, trivial, sale et malsain de la conjugaison des sexes qui lui est révélé ; de la vie sexuelle il apprend d'abord les bassesses et les hontes, la sensualité, la débauche, la prostitution, l'adultère ; il connaît tous les vices avant de connaître la vie normale et l'amour sain. […] A l'enseignement individuel, auriculaire, qui a les préférences de certains éducateurs, et que nous trouvons dangereux parce qu'il conserve à la question sexuelle son caractère mystérieux et honteux, et qui pourra toujours être soupçonné et accusé d'immoralité, nous préférons l'enseignement public et collectif. Il faut parler franchement et hardiment à l'enfant de la fonction sexuelle, de la reproduction de l'espèce comme du fait biologique et social essentiel ; il faut lui parler scientifiquement, sans honte et sans mystère. »[755]

Chez Justin Sicard de Plauzoles, l'éducation sexuelle prend un sens plus large que chez les autres auteurs. Son projet est vraisemblablement formé dès les premières années du XX^{e} siècle, et publié dès 1908. Il ne variera jamais dans ses principes à l'égard de cette question. Il distingue en effet l'éducation sexuelle, de l'instruction sexuelle. L'ordre n'est pas indifférent, mais seule la première partie concerne effectivement les enfants, y compris lorsqu'ils sont très jeunes. Nous avons ici l'occasion d'observer une fois de plus la manière

754. Sicard de Plauzoles, 1908, pp. 93-94.
755. Sicard de Plauzoles, 1908, pp. 100-103.

dont ces auteurs entendent l'articulation entre théorie et pratique.

Dans *La fonction sexuelle* (1908), on constate que cette formation est très progressive. La première phase de l'éducation doit débuter par l'exposé de grands principes sur la génération des êtres vivants. La familiarisation très précoce des écoliers avec les expériences de Francesco Redi (1626-1697) sur la génération des insectes est préconisée pour prendre conscience du fait que « tout être vivant provient d'un autre être vivant préexistant et générateur »[756]. L'examen des différents modes de reproduction, par division, par scissiparité ou par bourgeonnement (gemmiparité), doit précéder l'étude de la reproduction sexuée.

La deuxième phase de l'enseignement est consacrée à l'explication de la fécondation de l'ovule par le pollen. Elle débute par l'observation de la fécondation chez les plantes phanérogames et inclut la description des organes qui servent à la reproduction chez ces plantes avec distinction des organes mâles et femelles. La compréhension de la fécondation de l'ovule (en l'occurrence l'oosphère) par le pollen, puis la transformation de l'ovule en graine, devient alors possible. Toutes les autres étapes permettent de comprendre la formation des fruits et des graines, et la dissémination de ces dernières.

La troisième phase est l'étude de la germination des graines et de ses différentes phases qui permet, par analogie, de passer à l'étude de l'œuf des oiseaux, puis à la reproduction des animaux supérieurs et des mammifères. Ces premiers moments de l'éducation sexuelle ont pour vocation de fixer certains principes dans l'esprit des enfants, notamment celui en vertu duquel « la formation d'un être nouveau résulte de la conjugaison nécessaire de deux éléments cellulaires, l'un mâle, le spermatozoïde, analogue au grain de pollen, l'autre femelle, l'ovule, ou œuf, qui proviennent de deux générateurs ou parents, le père et la mère. »[757] De là, il devient possible d'aborder l'étude anatomique et physiologique des glandes génitales mâles et femelles puis, par reprise de l'étude de l'œuf d'oiseau, d'acquérir des notions empiriques d'embryologie. Il suffit ensuite de passer des ovipares aux vivipares pour étudier la croissance des œufs fécondés dans la matrice, ce qui constitue, selon Sicard de Plauzoles, l'introduction la plus adaptée à l'étude de l'espèce humaine.

La quatrième phase est consacrée à l'étude de l'union sexuelle de l'homme et de la femme pour la procréation de l'enfant, mais aussi à l'éducation de cet enfant. Sicard de

---

756. Voir Duris, 2010, pp. 431-455.
757. Sicard de Plauzoles, 1908, p. 107.

Plauzoles ne donne pas de précisions, autres que très générales, quant à l'âge auquel doivent correspondre les différentes phases de cet enseignement, mais on peut supposer que l'étude de la sexualité humaine vise particulièrement les adolescents. Il indique toutefois que le but est alors plutôt de transmettre des notions de morale que de physiologie. Et il précise que ces éléments ont pour but d'acquérir le respect de l'acte générateur, dont il considère qu'il ne doit jamais être envisagé à la légère, et surtout, le respect de la femme, qui n'est pas un être tout entier voué à la génération, mais un individu aspirant légitimement à l'épanouissement. Les femmes ne peuvent être contraintes à procréer comme s'il s'agissait d'un devoir moral. L'enseignement de ces principes essentiels doit être général, ce qui implique que le respect de la condition féminine soit inculqué aux filles aussi bien qu'aux garçons, car c'est une notion commune dont l'acquisition lui semble nécessaire.

A cette première partie éducative, doit succéder une partie désignée comme « instruction » sexuelle. Celle-ci porte sur la sexualité elle-même, et non plus sur des éléments théoriques. Elle consiste en un enseignement « spécial » pour chaque sexe, même s'il conserve de nombreux éléments communs. De ce point de vue, Sicard de Plauzoles se distingue de ses homologues néomalthusiens en insistant sur le « rôle » essentiel qui est celui de la maternité, ce qui pourrait laisser penser qu'en dépit de ses prises de position féministes, il ne se détache pas complètement du discours, assez commun à l'époque, selon lequel la maternité serait une finalité en soi pour les femmes. Un certain nombre d'éléments explicatifs figurant dans *La fonction sexuelle* peuvent permettre de nuancer cette interprétation et de mieux comprendre les options théoriques et pratiques de Sicard de Plauzoles. Tout d'abord, il semble avoir un respect sans bornes pour Adolphe Pinard qu'il considère comme son maître. De plus, l'approche de Sicard de Plauzoles se fait toujours sous l'angle de la puériculture, dans une perspective hygiéniste. On peut donc en déduire que, pour lui, la qualité des enfants nés dans le cadre de la « génération consciente » est la priorité. Il ne s'intéresse qu'ensuite à la question du nombre des naissances, et surtout parce que celui-ci a une incidence sur la qualité des enfants qui naissent.

Les convictions de Sicard de Plauzoles ne sont donc pas, sur ce point, d'une grande originalité au sein de la littérature néomalthusienne. Bien sûr, on peut aussi imaginer que le fait de se placer sous le patronage et dans la perspective du très respecté professeur Pinard, est une manière d'éviter d'être associé aux critiques et aux poursuites qui visaient les partisans de la limitation volontaire des naissances. Mais on peut aussi y voir la marque

d'une conviction réelle. Si nombre de néomalthusiens sont d'abord des révolutionnaires, force est de constater que Sicard de Plauzoles est plutôt un réformateur et pour lui, la meilleure façon de parvenir à ses fins, c'est-à-dire à l'adoption de mesures gouvernementales favorables à la perspective hygiéniste en laquelle il croit, c'est d'investir les lieux institutionnels d'influence et d'y faire preuve d'une certaine souplesse consensuelle, dans le fond comme dans la forme.

Avant d'aborder les questions de limitation des naissances et d'esquisser la réflexion sur les possibilités médicales et scientifiques d'une « amélioration de la race », Sicard de Plauzoles veut que soient instaurées des réformes sociales permettant de lutter contre les fléaux de l'époque que sont la tuberculose et les maladies vénériennes. Et même s'il adopte presque systématiquement des positions féministes (toute proportion gardée), il reproduit aussi un certain nombre de tendances des milieux hygiénistes, d'où cette tendance à la sacralisation de la maternité qui peut nous paraître contradictoire. Bien sûr, il n'est pas le seul des néomalthusiens à utiliser ce registre. Nous avons vu que c'était également celui de Nelly Roussel. Pour aborder cette question, il se réfère souvent au concept de « fonction sexuelle » (le titre de son ouvrage de 1908) qui se veut être l'appréhension scientifique d'un ensemble de phénomènes biologiques. La désignation de « fonction » a pour but de dégager la sexualité de toutes considérations morales ou religieuses pour la considérer sous deux axes : l'utilité sociale et l'épanouissement individuel. Et c'est sans doute cet ordre de priorité qui explique les positions parfois ambivalentes qu'il adopte relativement à la maternité et, par voie de conséquence, à la condition féminine.

Car, à l'évidence, l'éducation sexuelle qu'il envisage pour les jeunes filles reste influencée par une image peu révolutionnaire de la maternité. Bien sûr, il juge nécessaire en ce qui concerne la sexualité, de s'affranchir d'un moralisme ou d'une pudibonderie qui lui semblent critiquables : « On terminera cet enseignement par des conseils d'hygiène individuelle relatifs aux organes génitaux et à la fonction sexuelle ; — on en parlera comme des autres organes et autres fonctions, tout franchement ; il faut faire disparaître le préjugé absurde et dangereux d'organes honteux. »[758] Mais, par ailleurs, il considère qu'un enseignement de puériculture doit être dispensé à toutes les jeunes filles, affirmant même que « l'école doit préparer la femme à son rôle essentiel, la maternité »[759].

---

758. Sicard de Plauzoles, 1908, pp. 109-110.
759. Sicard de Plauzoles, 1908, p. 109.

L'enseignement spécifique dispensé aux garçons est lui aussi marqué d'un certain progressisme, encore qu'il soit moins révolutionnaire que celui qui était préconisé par des féministes plus radicaux tels que Gabriel Giroud, Eugène Humbert ou Jean Darricarrère. Il s'agit surtout de faire comprendre aux garçons que le besoin sexuel n'est pas « incoercible » et que, parfois, la continence est préférable, à condition bien sûr qu'elle ne soit pas prolongée, ce qui pourrait la rendre indirectement nuisible à la collectivité. D'autre part, l'accent est mis sur le nécessaire respect à l'égard des femmes dont le défaut est souvent à l'origine de situations que le néomalthusianisme veut justement prévenir : la situation des filles-mères et la prostitution. Par ailleurs, Sicard de Plauzoles, qui était particulièrement actif au sein des différentes ligues et sociétés qui luttaient contre les maladies vénériennes, au premier rang desquelles on trouve la Société française de prophylaxie sanitaire et morale, considère qu'il faut criminaliser la contamination par ceux qui sont conscients de leur état de santé. La responsabilité presque exclusive des hommes en l'espèce est pour lui une évidence :

> « Aux garçons on enseignera le danger des maladies vénériennes, leur transmission, leurs conséquences, leur hérédité. On leur dira que la seule prophylaxie certaine est d'éviter tout contact dangereux. [...] Enfin on leur dira les responsabilités, les devoirs de l'homme à l'égard de la femme, du père envers l'enfant. On enseignera, notamment, qu'il est criminel de séduire et d'abandonner une fille ; qu'il est criminel, si l'on a procréé, d'abandonner son enfant et la mère de son enfant ; qu'il est criminel de contagionner d'une maladie vénérienne une femme quelle qu'elle soit ; qu'il est criminel de se marier se sachant malade ; qu'il est criminel d'engendrer des enfants malades ; etc... On dira ce qu'il y a dans l'amour vénal de bas et de dégradant pour celui qui achète le plaisir autant et plus que pour celle qui se vend ; on dira la misère de la prostituée et la responsabilité de l'homme dans le crime collectif qu'est la prostitution. »[760]

C'est aussi dans cette perspective qu'il considère que les jeunes filles ne doivent pas être laissées dans l'ignorance, au prétexte hypocrite d'une préservation de leur pureté ou de leur innocence. Une éducation sexuelle leur serait pleinement profitable, même si celle-ci rencontre dans l'opinion publique des oppositions plus fortes encore que lorsqu'il s'agit des garçons. Or, d'après Sicard de Plauzoles, leur ignorance des questions sexuelles est d'autant plus criminelle qu'elle favorise les comportements égoïstes et la domination de l'homme. Dans le sillage des objectifs fixés dès le départ par le mouvement néomalthusien, Sicard de Plauzoles plaide donc, dès les années 1900, pour l'accession des jeunes filles à

760. Sicard de Plauzoles, 1908, pp. 110-111.

« l'éducation intégrale ».

A la première phase dite d'éducation, doit succéder l'instruction à proprement parler. Celle-ci repose sur des principes éthiques de comportement et ouvre en outre la voie aux éléments qui conditionnent la possibilité de la maternité consciente, les techniques anticonceptionnelles. Se référant à Montaigne qui, dans ses *Essais*[761], regrette que l'on n'instruise pas les jeunes gens sur les risques et les conséquences de la sexualité avant qu'ils n'aient commencé à en avoir une, Sicard de Plauzoles prône une instruction précoce et fixe à quinze ans, pour les garçons comme pour les filles, ce qui lui paraît être l'âge idéal pour débuter cet enseignement. Pour les filles, cet âge correspond, du reste, à celui auquel elles peuvent contracter mariage. En ce qui concerne le lieu de cette instruction, il ne doit pas être différent de celui de tous les autres enseignements et doit donc être dispensé à l'école, au collège, puis au lycée.

Autre idée novatrice à laquelle souscrit Sicard de Plauzoles, celle de la « coéducation des sexes »[762], dont on se souvient qu'il s'agit, depuis Paul Robin, d'un principe général de toute pédagogie digne de ce nom, constituant la condition nécessaire d'une socialisation équilibrée. Pour Sicard de Plauzoles, ce principe ne vaut pas seulement pour ses vertus pédagogiques et émancipatrices, mais aussi du point de vue de l'éducation sexuelle. En effet, l'éducation séparée des garçons et des filles ne peut que stimuler de façon excessive les « préoccupations sexuelles », alors que la coéducation, à l'opposé, doit réaliser une certaine « désexualisation »[763] des écoles. Tout en prônant une complémentarité des sexes et une égalité dans l'accès à l'éducation, on constate pourtant une fois encore que Sicard de Plauzoles fait sienne l'idée qu'il existe des qualités spécifiques à chaque sexe. Ce faisant, il cautionne, plus ou moins directement, une représentation qui demeure assez classique de la masculinité et de la féminité et de leurs qualités spécifiques supposées « naturelles ». Ainsi, il considère que grâce à la coéducation, qui permet la fréquentation quotidienne des filles, le garçon « gagne en finesse ». La fille, pour sa part, gagne en force et voit sa « frivolité » tempérée par la

761. Montaigne, *Les Essais*, Livre I, chapitre XXV et XXVI.
762. Ainsi, il déclare de manière tout à fait claire : « J'espère d'ailleurs qu'en fait d'éducation générale, on arrivera bientôt à la coéducation des garçons et des filles. L'enfant doit aller à l'école, et l'école doit être commune à tous les enfants des deux sexes. L'éducation commune de tous les enfants est la condition nécessaire de l'égalité, de la disparition des distinctions de classe, le fondement de l'unité nationale ; l'école primaire doit être obligatoire pour tous. [...] L'éducation commune des enfants des deux sexes n'est pas moins nécessaire pour établir l'égalité intellectuelle et l'égalité morale ; commune dans la famille, l'éducation doit être commune dans l'école. », Sicard de Plauzoles, 1908, pp. 112-113 (« L'éducation sexuelle »).
763. Sicard de Plauzoles, 1908, p. 114.

« rudesse » de ses camarades masculins.

Contrairement à Madeleine Pelletier, chez qui l'on peut voir une ébauche d'explication sociologique pour expliquer les différences entre garçons et filles, Sicard de Plauzoles défend une conception plus « biologique » de la différence. De ce fait, il confère aux différences sexuelles une objectivité assez forte qui l'autorise à parler de « qualités naturelles ». Par exemple, il ne voit dans la propension des filles à s'incliner devant l'autorité qu'une conséquence physiologique directe de leur condition, et non pas un conditionnement social imputable à une éducation et à des mœurs spécifiques. Et c'est avec la même argumentation qu'il rend compte d'un esprit critique qui serait spécifique à la condition masculine. En arrière-plan de ces considérations, on trouve tout de même l'idée d'une complémentarité socialement profitable des qualités « naturelles » de chacun des deux sexes. Dans tous les cas, l'ignorance et le mystère sont à déplorer, car c'est à eux qu'il faut imputer les conséquences négatives que sont, pêle-mêle, les grossesses non-désirées, les filles-mères, la contagion vénérienne et la prostitution. Et c'est pour cette raison que Sicard de Plauzoles en appelle à la mise en place urgente d'un « enseignement de la vie sexuelle », seule voie d'accès pour une meilleure « morale sociale ». Évidemment, cet enseignement doit adopter une forme et un fond scientifiques, le but étant de dissiper l'ignorance autant que faire se peut. Et la « vraie morale » est en tous points opposée aux préceptes absurdes de la morale réactionnaire qui, quant à elle, considère les femmes comme des êtres inférieurs, la pudibonderie comme un devoir, et la « fonction voluptuaire » comme un objet de honte. « Ce qui fait la pureté ce n'est pas l'ignorance, mais le sentiment de la dignité humaine et du devoir. La lumière tue les germes morbides dans le monde moral comme dans le monde physique ; il faut répandre à flots les rayons purificateurs de la science. »[764]

Ce cap fixé par Sicard de Plauzoles dès les premières années du XX^{e} siècle sera gardé pendant plus de trois décennies, ce qui tend à montrer que ses positions ne sont pas de circonstance mais qu'elles expriment une conviction sincère concernant les questions de procréation. Les seuls ajouts notables seront constitués par les tentatives d'intégration de données nouvelles apportées par la recherche scientifique et médicale. Ainsi, au fil du temps, l'enseignement des notions de biologie touchant à la reproduction des êtres sexués prend dans ses écrits le nom « d'épigonologie » (ou science de la génération)[765].

764. Sicard de Plauzoles, 1908, p. 118.
765. Sicard de Plauzoles, 1927, p. 221.

Positions progressistes et traditionalistes

La plupart des programmes d'éducation sexuelle proposés par les néomalthusiens n'ont pas la vaste ambition qui est celle de Sicard de Plauzoles. Ils ne visent généralement que l'émancipation individuelle, celle des femmes en particulier, la transformation sociale étant un objectif, certes nécessaire, mais second relativement à la nécessité de l'épanouissement individuel. Ainsi, de façon plus pragmatique, les traités d'éducation sexuelle édités par les membres des groupes néomalthusiens consistent essentiellement en des descriptions anatomiques et biologiques destinées à faire mieux comprendre les mécanismes de la fécondation. Souvent, des informations d'ordre physiologique accompagnent cette littérature, car les schémas et l'étude strictement mécanique de la fécondation ne permettent pas de saisir le « non visible », comme les processus hormonaux par exemple (la notion d'hormone comme substance libérée dans la circulation sanguine qui agit sur plusieurs organes et en modifie le fonctionnement s'impose au début du XX^{e} siècle), ou encore les considérations psychologiques sur le désir et le plaisir, qui relèvent nécessairement d'une approche plus subjectiviste.

Le traité « type » est celui de Gabriel Giroud, *L'avortement, sa nécessité, ses procédés, ses dangers* (1914), souvent réédité et régulièrement enrichi[766]. Le livre, signé du pseudonyme de G. Hardy, constitue une compilation actualisée des connaissances médicales relatives à la procréation plutôt qu'un ouvrage de production théorique véritablement personnel. Le livre III, « Les moyens anticonceptionnels », est consacré à la partie proprement « éducative » et nous intéresse tout particulièrement. Il se divise en quatre chapitres qui abordent successivement : l'influence éventuelle des moyens anticonceptionnels sur la santé, la présentation anatomique et physiologique des appareils génitaux masculin et féminin, les moyens anticonceptionnels à utiliser par l'homme et, enfin, les moyens à utiliser par la femme.

La première partie de ce programme éducatif combat les préjugés les plus courants à l'égard des moyens anticonceptionnels. Le premier de ces préjugés, qui est d'ordre moral, souvent brandi par les opposants au néomalthusianisme, voudrait que la limitation des naissances soit contre-nature. Gabriel Giroud répond tout d'abord en faisant

766. En 1919, il change de titre pour adopter celui de *La question de population et le problème sexuel*, mais son contenu ne subit que de légères modifications.

opportunément remarquer que tout ce qui vient de la nature n'est pas nécessairement bon. Il rappelle ensuite que l'humanité elle-même s'est construite contre la nature et qu'il serait étonnant que dans le seul domaine de la procréation nous ayons à nous comporter de façon animale alors que nous reconnaissons sans peine, dans tous les autres domaines, la supériorité de la science et des techniques sur la spontanéité naturelle. Ainsi déclare-t-il : « Naturels sont les cataclysmes météorologiques, les bouleversements terrestres, les cyclones, les tempêtes, les tremblements de terre, les éruptions volcaniques, etc. Artificiels sont le vêtement, le logement, la nourriture apprêtée, les outils, les instruments, etc. La télégraphie sans fil et l'aéroplane n'ont rien de purement naturel. Les objets de préservation sont artificiels : ils sont utiles. La continence est artificielle, et elle est nuisible. »[767] Il y a une dimension purement rhétorique dans cette argumentation, mais aussi une manière intéressante de mettre en perspective la question du progrès si chère aux néomalthusiens. Quel doit être, en effet, le statut de la nature en regard de l'action de la science ? Les mœurs doivent-ils constituer un frein à l'approche rationaliste ? La réponse des néomalthusiens est claire : toute opposition à la marche de la science, toute volonté de constituer, sur une base morale, des domaines privés d'où serait proscrit le libre exercice de la raison, est réactionnaire.

Le second préjugé que doit dissiper l'éducation sexuelle qui conduit à la « génération consciente », est celui en vertu duquel limiter l'exercice d'une fonction naturelle, en l'occurrence la procréation, serait nuisible à la santé. L'argumentation de Gabriel Giroud met en évidence ce qui constitue selon lui l'absurdité de cette position. Ainsi, si le préjugé était vrai, on devrait observer, dans les classes sociales aisées qui pratiquent, de fait, la limitation volontaire des naissances, un état sanitaire moins bon que chez ceux qui ne se limitent pas. On y constaterait aussi une plus grande fréquence de certaines maladies. Or, ce n'est évidemment pas le cas, bien au contraire. Il lui est alors aisé d'objecter qu'en vertu de la « loi d'exercice » chère à George Drysdale, c'est la continence qui est individuellement nuisible, mais certainement pas la sexualité elle-même. On constate au passage qu'en dénonçant des préjugés qui sont indissociables des mœurs de son temps (et qui ne relèvent donc pas de la science), Gabriel Giroud véhicule lui-même certains de ces préjugés. Ainsi, convoquant à nouveau la « loi d'exercice », à propos du lien entre procréation et santé, il concède : « Il est possible que la femme, pour sa santé, doive ne point laisser tout à fait sans exercice l'organe de la gestation. S'il existait

767. G. Hardy, 1914, p. 174.

un moyen d'assurer à toutes les femmes deux ou trois rejetons, sans qu'il en résultât pour elles et la société la lutte pour la vie, la misère, le malheur, cela vaudrait mieux peut-être. »[768] On voit donc bien que, tout en proclamant qu'il est nécessaire de s'affranchir de certaines conventions nuisibles et infondées, Gabriel Giroud considère, tout comme ses adversaires, que les femmes sont naturellement faites pour enfanter. Un tel point de vue, s'il est en cohérence avec le féminisme de Nelly Roussel, est en contradiction manifeste avec celui de Madeleine Pelletier qui cherchait plutôt à dissocier la condition féminine de la fonction maternelle, par exemple dans son livre de 1933, *La femme vierge*. Nul doute que la question n'ait été débattue au sein même de la famille néomalthusienne, même si le credo de Madeleine Pelletier illustre une position assez singulière. Mais la remarque faite par Gabriel Giroud est aussi l'occasion pour lui de rappeler que les néomalthusiens ne sont pas hostiles par principe à la maternité. Il s'agit bien de limiter les grossesses, de les proportionner aux ressources disponibles, présentes et futures, mais pas de les supprimer. Ce maintien d'une procréation prise en charge par la collectivité, plus justement répartie, et d'autant plus libre qu'elle serait affranchie des contraintes économiques et protégée de la précarité, est un point sur lequel tous les néomalthusiens peuvent certainement s'entendre.

En résumé, même si les programmes d'éducation sexuelle qui sont imaginés par les néomalthusiens peuvent connaître certaines variations, certains infléchissements qui traduisent les préoccupations propres de chaque acteur, ils obéissent tous à une direction unique : une culture de la raison qui, après avoir fait ses preuves dans les sciences de la nature, doit pouvoir être appliquée aux sciences sociales. Certes, il n'y a rien là, théoriquement parlant, de fondamentalement nouveau si l'on se réfère à la perspective positiviste dans la lignée de laquelle ils s'inscrivent. Leur volonté de passer à l'action, sans se contenter de constructions théoriques et philosophiques, est en revanche indiscutable. L'homme doit s'affranchir de la fatalité que constitue la « finalité naturelle » de la sexualité qui est la procréation. La nature doit être comprise, mais non pas détruite, afin de permettre à l'homme de ne plus être soumis à son déterminisme. Pour bien comprendre le rapport que les néomalthusiens entretiennent avec le concept de nature, il faut toutefois se garder de réduire leur approche à un scientisme étroit. Le but n'est pas de nier la nature ou de se l'approprier, mais d'utiliser la raison dans le cadre d'une démarche corrective. Ainsi, de même qu'il est fondamental de saisir le processus, jugé positif, de sélection naturelle, non pas pour le contrer, mais pour en corriger « l'aveugle logique », il est crucial de

768. G. Hardy, 1914, p. 175.

pouvoir contrôler la procréation, non pas pour y mettre fin ou prôner une quelconque stérilité, mais pour en faire un processus « conscient », une tendance que l'on peut orienter. Et cette velléité de contrôle se justifie pour les auteurs néomalthusiens d'un point de vue social et humaniste. La procréation est un processus naturel positif, dont dépend, du reste, le processus d'évolution lui-même, mais c'est une tendance aveugle. Il convient donc de proportionner sa dynamique naturelle aux possibilités économiques de la société (limitation en nombre) et à l'intérêt de l'espèce (action sur la qualité de la procréation). Une éducation adaptée est le moyen qui paraît adéquat pour atteindre ce but.

Cette position en apparence ambivalente à l'égard des tendances naturelles qui s'expriment en l'homme — la nature est-elle, oui ou non, une norme ? Faut-il toujours corriger ou parfois laisser faire ? — nous paraît devoir être éclairée dans la démarche du militantisme néomalthusien. En effet, certains propagandistes considèrent que l'instinct peut parfois être meilleur conseiller que le calcul mais affirment, simultanément, que la procréation rationnelle est supérieure à l'instinct. On pourrait en déduire que leurs critères ne sont pas clairement délimités. Il n'en est rien. La raison n'est, pour les néomalthusiens, qu'un outil qui peut être bien ou mal utilisé. En réalité, tout est question de fondement et l'on peut raisonner logiquement sur des principes illusoires (ce que fait, par exemple, selon eux, la théologie). Mais lorsque l'utilisation de la raison est éclairée par la science, par la connaissance vraie de ce qu'est l'homme, physiologiquement et sociologiquement, ses résultats sont nécessairement valides et ne remettent pas en cause les principes. Ainsi, les néomalthusiens revendiquent-ils, avec un sens certain de l'ironie et de la provocation, le fait de préconiser des pratiques « contre-nature » à la maîtrise desquelles ils accèdent par une meilleure compréhension de la nature. L'expression est bien évidemment utilisée par leurs détracteurs afin de ternir moralement leur action, car ils prétendent en effet faire obstacle à certains processus naturels, mais ils la reprennent à leur compte dans le cadre de leur propagande auprès des classes laborieuses. La nature étant, selon les mots de Fernand Kolney, cette « volonté atroce, qui engendre le mal et la douleur à sa fantaisie »[769], elle n'est ni une norme ni un sanctuaire. La comprendre permet donc de corriger son caractère aveugle. L'humanité se réalise aussi contre la nature, en pliant cette dernière à nos besoins.

Il nous reste maintenant à examiner les moyens techniques mis en œuvre pour permettre à l'éducation sexuelle d'atteindre effectivement son but : la procréation consciente.

---

769. Kolney, 1904, p. 462.

2- Les moyens techniques, médicaux et scientifiques de la prophylaxie anticonceptionnelle

> « Nous protestons énergiquement contre cette confusion voulue entre les néo-malthusiens et faiseurs et faiseuses d'anges, ne serait-ce que parce qu'en enseignant aux femmes comment se prémunir de la grossesse, on leur apprend par là même comment éviter les risques et périls de l'avortement. »[770]

La question de l'avortement

Premier élément polémique étroitement lié à l'action néomalthusienne, la question de l'avortement fait chez les écrivains néomalthusiens l'objet d'un traitement relativement prudent. Tout d'abord pour des raisons liées aux poursuites judiciaires. En effet, contrairement à la question de la contraception qui ne sera spécifiquement condamnée qu'à partir de 1920, tout propos semblant justifier l'avortement s'expose, dès l'essor de la propagande néomalthusienne, à des poursuites pénales en vertu de l'article 317 du code de 1810. Pour une personne du corps médical, le simple fait d'indiquer l'existence d'une technique permettant d'avorter expose à des poursuites. Mais des raisons éthiques et humaines interviennent également dans la manière dont les néomalthusiens conçoivent le recours à l'avortement. D'emblée, ils se défendent d'en être les promoteurs. Et lorsqu'ils l'évoquent comme solution, il s'agit toujours d'un dernier recours. Ils refusent constamment de le considérer comme une technique contraceptive à part entière car il ne s'agit aucunement d'une action médicale préventive. Lorsqu'il est abordé frontalement dans la littérature néomalthusienne, comme c'est le cas, par exemple, dans *Le droit à l'avortement* (1908), de Jean Darricarrère, dans *De l'avortement, est-ce un crime ?* (1919) de Joseph Klotz-Forest et dans les recueils publiés par Gabriel Giroud (1914 et 1919), il est toujours présenté comme un échec. Il n'est pour eux que la démonstration de l'insuffisance notoire des conduites préventives et éclairées. On n'y a recours, et on ne doit y avoir recours, que lorsque certaines conditions sont réunies.

S'il est un élément qui fait consensus dans la littérature néomalthusienne, c'est donc bien le refus de considérer l'avortement comme une méthode anticonceptionnelle parmi d'autres. Et si les militants combattent sans relâche pour que celui-ci ne soit plus considéré

770. Liptay, 1911, p. 173.

comme un crime, ce n'est pas pour en faire un acte banal. Du reste, compte-tenu de ce que nous avons pu observer relativement à la valorisation de la maternité que l'on trouve, malgré tout, chez les néomalthusiens, cette position n'est pas étonnante. On pourrait imaginer que leurs réserves et leurs précautions ne soient que l'effet d'une prudence stratégique, en raison de la menace constante de poursuites judiciaires. En effet, de 1896 à 1920, les infractions à l'article 317 constituaient certainement la manière la plus efficace, pour leurs détracteurs, de réduire les néomalthusiens au silence. La stratégie, du sénateur Bérenger, consistant à poursuivre la propagande néomalthusienne pour outrage aux bonnes mœurs ne produisait finalement que des résultats modestes : peu de condamnations réelles et des sanctions réduites. Mais même en prenant en compte le critère qui est celui de l'infraction à la loi sur l'avortement, les condamnations qui touchent les militants néomalthusiens restent rares, et elles ne s'intensifient surtout qu'après 1910. On peut donc légitimement en déduire que, si la pression judiciaire est une réalité, et si l'on peut admettre qu'elle ait parfois pu jouer un rôle, le positionnement constant des néomalthusiens sur la question de l'avortement relève de convictions éthiques sincères.

L'ardeur dont ils font preuve pour vanter les mérites de tous les moyens anticonceptionnels préventifs est, nous semble-t-il, le meilleur argument attestant de leur volonté d'éviter d'avoir recours à l'avortement. Une des plus fameuses lignes de défense des militants néomalthusiens consiste précisément à dire qu'en préconisant les moyens anticonceptionnels, ils sont certainement les seuls à proposer une action efficace pour diminuer et supprimer le recours à l'avortement : « Le fait est que les manœuvres abortives sont en raison inverse des pratiques néo-malthusiennes, puisque les unes excluent les autres. Loin d'encourager l'avortement, nous le décourageons par la propagation des moyens qui le rendent inutile »[771]. Ainsi, selon Alberto de Liptay, si l'avortement est moralement justifié, ce n'est que comme expédient ultime, comme solution « humanitaire » urgente, et c'est aussi parce que sa fréquence n'est que le symptôme d'une organisation sociale profondément inégalitaire. L'avortement apparaît comme le correctif conjoncturel d'une organisation sociale pour le moment imparfaite mais dont l'évolution (par réforme ou par révolution) devrait à terme limiter, voire supprimer, le recours à l'avortement pour des motifs sociaux et économiques. En déplaçant l'enjeu de cette question du domaine moral et religieux, et en le portant sur le champ de l'intérêt collectif

771. Liptay, *Pour et contre Malthus*, « Pour et contre l'eugénie », 1911, p. 173 (« eugénie » est bien le terme employé par A. de Liptay pour désigner les pratiques eugénistes).

souverain, c'est-à-dire en substituant une morale rationnelle, dérivant de la science, à la morale traditionnelle, fondée sur des valeurs métaphysiques et religieuses, les néomalthusiens sont effectivement progressistes.

> « L'avortement, écrit Giroud en 1914, dans la société comme dans la famille, pour l'individu comme pour le groupe auquel il appartient, empêche l'aggravation de maux ressentis, prévient des souffrances, s'impose en définitive comme le dérivatif de l'infanticide, de l'homicide, de la misère et des anxiétés qui l'accompagnent. Lors d'une conférence où l'on discutait de la question de « dépopulation », je soutenais un jour la nécessité de répandre l'enseignement anticonceptionnel et, sous certaines conditions, de permettre l'avortement. Un auditeur s'indigna ; « Iriez-vous, s'écria-t-il, jusqu'à préconiser ou absoudre l'infanticide ? ». A quoi je répondis : le moyen préventif permet seul d'éviter le fœticide, et celui-ci prévient l'infanticide. Il y a dans la destruction nécessaire des vies humaines, en puissance ou épanouies, un ordre à adopter. Mieux vaut l'anéantissement de germes ou d'un œuf informe qui végète au sein de l'utérus, que l'arrivée au jour d'un être dont le destin sera précaire. Supprimer une molécule inerte, à peine cloisonnée, m'apparaît moins inhumain que d'accroître une population accablée de misère, que de faire naître un individu sensible condamné à la mort prématurée ou à une longue vie de servitude, d'indignité et de détresse. »[772]

En supprimant la notion d'âme, en s'opposant à toute intrusion de valeurs qu'il considère comme « métaphysiques » dans le champ de la médecine et de la science, le néomalthusianisme aboutit à la production d'un nouveau critère de distinction : celui de la sensibilité. C'est l'insensibilité relative de cette « molécule inerte » qui, moralement, en autorise la suppression. A l'opposé, c'est l'intensité et la durée de la souffrance vécue par un être qui peuvent justifier les pratiques abortives préventives. Et il faut donc s'opposer le plus fermement possible à ceux qui, « empêchant la destruction de fœtus superflus, […] font souffrir, torturent, tuent lentement les créatures développées et sensibles. »[773]

Mais le recours à l'avortement doit être pratiqué avec discernement, ce qui est un argument supplémentaire permettant de comprendre qu'il ne peut constituer une solution à la question sociale. En effet, du point de vue de l'intérêt social, l'argument qualitatif est également à prendre en compte : l'avortement, faute d'être médicalement encadré, conduit aussi à faire disparaître des êtres dont la vie aurait été souhaitable, Charles Binet-Sanglé le reconnaît :

---

772. G. Hardy, 1914, pp. 236-237.
773. G. Hardy, 1914, p. 237.

> « Or si, pratiqué à l'aveuglette, l'avortement est actuellement (la terre étant en partie inexploitée) nuisible à l'humanité, dont il diminue les ressources en intelligence, en énergie et en force musculaire, il ne présente que des avantages s'il frappe uniquement les produits tarés et s'il est compensé par un surcroît de nouveaux-nés eugéniques. »[774]

Comme on le constate, le point de vue du médecin, en l'occurrence Charles Binet-Sanglé, rejoint celui des militants. Il témoigne de la même condamnation des lois alors en vigueur et présente l'avortement comme une solution inadéquate, sauf en cas de justification thérapeutique. La dynamique de légitimation de l'avortement qui anime le propos conduit à poser la question des critères autorisant la suppression d'un être qui n'existe qu'en « puissance », au sens aristotélicien du terme. Pour Gabriel Giroud c'est l'absence de mouvement volontaire (l'inertie) ; chez Binet-Sanglé, c'est le critère secondaire de la respiration, qui ne fait que souligner le fait que le fœtus doit être considéré comme une « tumeur », comme un ensemble de tissus organiques dépendant de la vie d'un autre être et qui n'a, de fait, aucune autonomie. On retrouve une conception de ce genre chez la quasi-totalité des médecins néomalthusiens et notamment chez Justin Sicard de Plauzoles, Madeleine Pelletier, Jean Darricarrère, Joseph Klotz-Forest et Alberto de Liptay.

A la question de savoir si l'avortement est dangereux, la réponse des néomalthusiens est nuancée. Ils considèrent qu'il ne s'agit pas d'un acte anodin, mais que son choix est parfois nécessaire, pour le bien de la femme enceinte, de la famille à laquelle elle appartient, et pour celui de la société en général, pour les raisons que nous avons déjà abordées par ailleurs. Mais leur principal argument se veut à la fois très pragmatique et humain : c'est quand il n'est pas autorisé, et donc qu'il n'est pas officiellement et médicalement correctement encadré, que l'avortement est dangereux. L'interdiction induit la clandestinité qui, à son tour, implique les pratiques médicales douteuses et risquées, voire la spéculation la plus cynique. Dans un tel cadre répressif, qui permet théoriquement de condamner les avorteurs à la prison et aux travaux forcés, la tâche qui incombe aux médecins ayant conscience de l'injustice que constitue la criminalisation de l'avortement a quelque chose d'héroïque, sans doute. Cette action louable est d'ailleurs fort bien détaillée par la presse et la littérature néomalthusiennes, par exemple dans *Le droit à l'avortement* (1908) de Jean Darricarrère ou *Le salon de Madame Truphot* (1904) de Fernand Kolney. Mais cette volonté de suppléer à l'injustice sociale qui touche particulièrement les femmes

774. Binet-Sanglé, 1918, pp. 139-143.

et les classes sociales défavorisées ne peut constituer une solution satisfaisante à long terme. Dans ce contexte, il va de soi, pour Gabriel Giroud, qu'une meilleure éducation serait en tout point profitable :

> « Or, effectué dans les conditions que nous exposerons, avec toutes les garanties scientifiques, l'avortement est une opération très simple, de chirurgie élémentaire. On pourrait même soutenir qu'elle est à la portée des gens soigneux n'ayant pas fait d'études spéciales de médecine, mais connaissant suffisamment l'anatomie générale. […] De l'aveu même des chirurgiens et des médecins français ou étrangers, l'avortement, depuis l'application des méthodes aseptiques et antiseptiques, peut avoir lieu sans conséquence fatale, sans plus de suites mauvaises que l'accouchement. »[775]

Les seuls cas pour lesquels l'avortement est considéré par les néomalthusiens comme l'unique solution véritablement adaptée c'est, au premier chef, lorsque la vie de la mère est en jeu, et, ensuite, quand l'enfant est un « dégénéré » dont la vie produira plus de souffrance, individuelle et collective, qu'elle ne procurera d'épanouissement. Dans la quasi-totalité des autres cas, ils lui préfèrent les solutions préventives. On peut affirmer que ces deux principes font consensus chez les néomalthusiens. Le premier est plus particulièrement défendu par les médecins, pour des raisons stratégiques et professionnelles, le second est, quant à lui, plutôt mis en avant par les théoriciens, qu'ils soient médecins ou non.

Dans les premières années du XX^{e} siècle, le débat est vif sur la question de l'avortement. C'est d'ailleurs à cette période (1904-1905) que l'enquête voulue par Joseph Klotz-Forest est proposée dans la *Chronique médicale*, revue progressiste toujours ouverte au débat. Il est à noter à ce sujet, qu'à cette époque, et dans le cadre de cette enquête en particulier, les techniques contraceptives et l'avortement sont englobés sous un même vocable, celui de la « prophylaxie anticonceptionnelle », ce qui tend à prouver, d'une part, l'étroitesse du lien qui les unit et, d'autre part, le cadre indiscutablement hygiéniste qui est celui de l'appréhension néomalthusienne de la question démographique. S'il faut agir sur le nombre et sur la qualité des naissances, c'est dans une perspective de santé sociale, individuelle et collective. Le volet éducatif et pédagogique se charge donc d'enraciner les principes qui guident l'action non dans les valeurs morales établies, qui ne font que véhiculer les idées et défendre l'intérêt de la classe dominante, mais bien plutôt dans des éléments objectivement identifiables et quantifiables qui concernent la santé sociale, au

775. G. Hardy, 1914, pp. 238-239.

sens le plus large.

La demande de l'abrogation de l'article 317, maintes fois réitérée par les néomalthusiens, ne traduit donc en aucune manière une volonté de généralisation du recours aux techniques abortives de leur part, mais doit être comprise comme une manière : 1° d'éviter la multiplication des avortements clandestins, médicalement plus risqués, tout en mettant fin à des pratiques lucratives discutables ; 2° d'intégrer l'avortement, comme une solution par défaut, dans un ensemble de techniques de « prophylaxie anticonceptionnelle », qui lui sont préférables, et qui sont destinées à régler le problème de la population de manière globale.

Comme le soulignent régulièrement Eugène Humbert et Gabriel Giroud, d'un point de vue sanitaire, c'est l'application de l'article 317 qui présente des dangers, bien plus que sa transgression, car « c'est lui qui oblige les femmes soit à tenter de détacher elles-mêmes, par des moyens les plus étranges et les plus redoutables l'embryon fixé dans leurs entrailles, soit à s'adresser à des gens malhabiles, malpropres, besogneux, souvent ignorants, quelquefois vils, qui opèrent dans des conditions déplorables. C'est lui qui rend l'avortement clandestin, et par là, hâtif, rapide, insuffisamment antiseptique, incomplet, dès lors dangereux. »[776]

Cependant, l'action néomalthusienne, consciente du temps long que requiert une réforme des mœurs, fait preuve, dans son discours, de quelques inflexions de ses positions de principe. Puisque l'article 317 n'est pas encore abrogé, il faut bien prendre en charge la question de l'avortement, notamment par la diffusion de connaissances le concernant. De ce point de vue, l'implication des médecins est essentielle. Mais elle requiert aussi beaucoup de prudence parce qu'elle fait peser sur leur carrière des menaces réelles. C'est ce dont témoigne Jean Darricarrère en 1908 dans son roman *Le droit à l'avortement.* Cet ouvrage oppose, avec un sens incontestable de la nuance, le point de vue du médecin et celui du magistrat. Il peut ainsi décrire, de manière factuelle, un avortement clandestin qui aboutit à un décès et à une condamnation, et un avortement pratiqué par un médecin qui permet de délivrer une femme du poids d'une maternité non désirée tout en la préservant de la condamnation sociale. Les descriptions cliniques, sans doute permises par la licence littéraire du propos, sont déjà des manières d'éduquer les consciences sur ce que sont un bon et un mauvais avortement.

Toutefois, lorsqu'il s'agit d'encourager l'action, la forme du roman ne peut se

776. G. Hardy, 1914, pp. 241-242.

substituer à celle d'un manuel pratique. Pour cette raison, Gabriel Giroud en appelle à la vulgarisation de notions, aussi précises que possibles, sur l'avortement. En tant que personnage central du mouvement, il en exprime les lignes de force et en opère une synthèse dans ses propres publications. Il est sans doute le mieux placé pour savoir que l'inscription de l'action néomalthusienne dans la promotion de l'éducation en général est à la fois un point de départ, et un point d'arrivée, une fin et un moyen indispensables. Or, il constate que la connaissance est trop souvent confisquée par une classe sociale qui en tire avantage. L'un des traits les plus marquants de l'idéal révolutionnaire consiste à vouloir permettre au peuple d'accéder à la connaissance, connaissance qui s'avère nécessaire et impérative pour se réaliser pleinement. A leur mesure, dans le champ d'action qui leur semble le plus pertinent, les néomalthusiens se proposent de permettre au plus grand nombre d'accéder au savoir dont dépend la liberté individuelle et l'affranchissement des déterminismes de classe. La confiscation de l'information par une élite est donc ce contre quoi il faut lutter. A l'inverse, la promotion de l'éducation, la plus large possible, est un moyen révolutionnaire.

> « C'est une étonnante mentalité, écrit Gabriel Giroud dans *L'avortement* (1914), que celle des médecins et sociologues, qui dissertent sur la question de savoir s'il n'y a pas inconvénient à diffuser les procédés abortifs. Comme si la vérité, la science, l'hygiène pouvaient nuire. Comme s'il ne valait pas mieux pour la santé individuelle et pour celle de la race, cent mille avortées informées, sachant à quoi elles s'exposent, capables d'exiger les précautions nécessaires, agissant pour prévenir tout accident, que cent mille avortées craintives, angoissées par leur ignorance, opérées sans leur contrôle, et, faute de soins opératoires et post-opératoires, souffrantes à jamais. La dissimulation des procédés abortifs ne provoque pas des naissances plus nombreuses, n'empêche pas l'avortement, mais rend ce dernier plus dangereux et accroît aussi l'infanticide et le suicide. La seule crainte que l'on doive manifester, c'est que la facilité, la simplicité même de l'avortement, effectué – je ne cesserai de le répéter – dans des conditions scientifiques, par des praticiens habiles, ne conduise les femmes à négliger les précautions anticonceptionnelles et à recourir trop souvent au rejet du produit de la conception. Si donc je n'éprouve aucune espèce d'hésitation à faire connaître la technique abortive, c'est en insistant bien sur ce point, qu'elle ne doit intervenir que *le plus rarement possible* et, mieux encore, *jamais*. »[777]

Les notions d'anatomie et de physiologie qui accompagnent la quasi-totalité des publications néomalthusiennes doivent donc être comprises dans ce cadre éducatif émancipateur qui est posé. Leur utilité est double : elles actualisent l'autonomie

777. G. Hardy, 1914, p. 243 (c'est G. Hardy qui souligne).

individuelle et elles allègent le poids social des classes populaires. Leur diffusion est pertinente pour la pensée comme pour l'action, pour comprendre les pratiques abortives comme pour saisir la supériorité des techniques anticonceptionnelles sur les interruptions de grossesse.

L'anatomie et la physiologie génitales

L'étude anatomique et physiologique de l'appareil génital féminin peut ne pas paraître révolutionnaire, mais dans le contexte de l'époque elle se révèle assez audacieuse. Hors du contexte des études médicales, en effet, il n'y avait alors guère d'occasion d'être familiarisé avec l'anatomie génitale. C'est précisément sur ce point que les néomalthusiens sont accusés d'atteinte aux bonnes mœurs. Les planches anatomiques dont ils font grand usage et qu'ils publient sont parfois assimilées à des publications pornographiques.

L'étude qu'ils proposent est, en général et dans un premier temps, strictement anatomique et descriptive : le vagin, l'utérus et ses positions, la cavité utérine, la structure de l'utérus. A cette description anatomique succède une étude synthétique de la physiologie des organes et à l'analyse de trois phénomènes : la menstruation, l'ovulation et la fécondation. L'exposé de notions générales d'embryologie complète l'éducation théorique. Il se décompose lui-même en : développement de l'œuf, enveloppement de l'œuf, placenta et fœtus. Des informations chiffrées sur la croissance du fœtus et sur les modifications physiologiques (jour après jour jusqu'au douzième jour, semaine après semaine jusqu'au deuxième mois, mois après mois ensuite) viennent appuyer le propos et préparer la compréhension de l'action mécanique ou chimique des procédés abortifs.

L'avortement lui-même est un thème central dans la partie consacrée à l'anatomie dans les traités d'éducation sexuelle publiés par les éditeurs néomalthusiens. Il y est défini comme interruption de la grossesse avant que le fœtus ne soit viable. A l'époque, en France, on nomme « avortement » l'expulsion du fœtus avant le sixième mois révolu et « accouchement prématuré » l'interruption de la grossesse au-delà du sixième mois. Cette interruption peut être spontanée, accidentelle (pour des causes pathologiques notamment) ou provoquée. Seul l'avortement provoqué intéresse les néomalthusiens, mais les motifs qui justifient cet acte sont globalement de deux ordres. Soit cet avortement a un motif « médical » ou « thérapeutique », il s'agit alors de répondre à un problème obstétrical mettant en danger la vie de la mère, et cet acte ne trouve alors que peu d'oppositions dans

le corps médical. Soit il a un motif non médical, comme le déshonneur d'une fille-mère ou d'une famille, la menace de la précarité sociale ou la remise en cause d'une liberté individuelle. Il est, dans ce dernier cas, moralement et juridiquement condamné et considéré comme un « crime ». Or, si les néomalthusiens réclament une « éducation sexuelle », c'est aussi pour agir sur les consciences et, dans un second temps, sur les mœurs et sur le droit. La masse populaire doit non seulement être éclairée sur les moyens de pratiquer l'avortement, mais aussi sur les motifs non médicaux qui peuvent légitimer cet acte tout aussi bien que les motifs thérapeutiques. Et les auteurs n'hésitent pas à recourir à des arguments rhétoriques en répétant, par exemple, que le véritable crime ne consiste pas à supprimer la vie de ceux qui sont voués à une existence faite de manques et de souffrances, mais au contraire à la leur donner.

> « Les savants, les médecins hélas !, écrit G. Hardy dans *La question de population* en 1919, font chorus. Ils n'ont que diatribes empoisonnées pour les praticiens audacieux et habiles qui, en délivrant de soucis et de douleurs les femmes et les filles « coupables », arrachent à une vie épouvantable des rejetons indésirés ou des parias sociaux. Cette distinction légale ne saurait empêcher que l'avortement dit *médical* emploie les mêmes procédés que l'avortement dit *criminel*. »[778]

Afin de pouvoir décharger les femmes de la charge morale de l'avortement qui leur est imposée par l'environnement social, une éducation éclairée par la science et par l'art médical est bien une nécessité. Les néomalthusiens cherchent, dès leur origine, à mettre en relief ce que la morale traditionnelle peut avoir d'infondé, en insistant sur les rapports de classe qu'elle exprime. Cette morale est cependant récusable par principe parce qu'elle ne se fonde sur aucune approche rationnelle, mais exclusivement sur ce qu'ils nomment globalement « une métaphysique ». Ils condamnent sans restriction tout ce qui relève des valeurs et ne retiennent comme théorie que ce qui peut faire l'objet d'une démonstration ou qui, au moins, est susceptible de produire des preuves. Pour cette raison, ils focalisent leur critique sur les hypocrisies, les incohérences et les incertitudes de toute position moraliste ou religieuse. Et c'est ainsi qu'ils entendent aborder la question très sensible de l'avortement provoqué. Il leur paraît de toucher le public le plus nombreux possible, non seulement sur les motifs légitimes qui président à la décision de provoquer un avortement, mais sur les étapes très concrètes de cette intervention dont la description s'accompagne

778. G. Hardy, 1919, pp. 258-259 (c'est G. Hardy qui souligne).

d'un vocabulaire qui se veut aussi médical et rigoureux que possible et dont le lexique constitue un élément jugé important.

Ainsi, G. Hardy distingue l'avortement ovulaire (se produisant au plus tard le 20e jour après fécondation), embryonnaire (jusqu'au troisième mois) et fœtal (après le troisième mois et jusqu'au sixième)[779]. Rappelons qu'à partir du sixième mois, on parle « d'accouchement prématuré ». Ces différentes périodes conditionnent des avortements qui varient dans leur déroulement. L'adhérence de l'œuf à l'utérus et sa taille, de même que la contractilité de l'utérus, augmentent dans le temps, d'où la nécessité de procéder, avant qu'un délai trop important ne soit écoulé, à une interruption de grossesse. En effet, si l'avortement est provoqué par un acte médical, la technicité de ce dernier augmente avec le temps, ainsi que les risques pour la santé de la mère. Un avortement pratiqué au premier mois de la grossesse diminue très nettement le risque de complications car l'œuf n'est pas encore attaché à l'utérus et son volume réduit facilite le passage du col. A partir du troisième mois, sa dimension est à peu près égale à celle d'une orange et le risque de rupture des enveloppes de l'œuf lors de son expulsion est, de ce fait, accru. Un avortement à ce stade requiert un degré d'expertise et de précaution médicales plus élevé, car il peut nécessiter une procédure en deux temps : expulsion de l'embryon, puis intervention pour l'expulsion des enveloppes de l'œuf. Cet avortement en deux temps devient la règle à partir du quatrième mois, et cela d'autant plus certainement que l'œuf est désormais plus solidement fixé à la paroi utérine. La rétention des membranes est, selon la littérature néomalthusienne, la cause majeure des complications de l'avortement que sont les hémorragies et infections. Au cinquième et sixième mois, l'avortement est désigné comme un « petit accouchement »[780]. Il présente alors de plus grands risques encore pour la santé de la mère, celui de septicémie étant notamment plus élevé.

L'exposé qui est généralement fait de l'avortement dans les traités d'éducation sexuelle néomalthusiens a pour objectif de convaincre que la précocité de cette intervention est un principe humanitaire et rationnel qui doit, autant que possible, être considéré comme intangible : « Redisons-le : il faut éviter d'y recourir, mais si une femme, ayant la certitude d'être grosse et envisageant avec angoisse son sort et celui de son rejeton, s'y résout, il vaut mieux que ce soit le plus tôt possible après l'époque où elle attendait ses menstrues. »[781] Le premier trimestre est donc le meilleur moment pour

779. Voir G. Hardy, 1919, p. 259.
780. Voir G. Hardy, 1919, p. 261 ; Jean Marestan, 1934, pp. 214-226.
781. G. Hardy, 1919, p. 261.

interrompre une grossesse : l'acte requiert moins de compétences médicales et le risque de complications est nettement moins élevé. Cependant, il est constaté que c'est au second trimestre que les avortements sont les plus nombreux. D'après les néomalthusiens, la faute en incombe toujours à cette condamnation morale des filles-mères et à la précarité sociale qui l'accompagne souvent. De fait, comme on ne dispose pas à l'époque de moyens fiables et accessibles pour que les femmes puissent acquérir la certitude qu'elles sont bien enceintes, elles laissent souvent s'écouler le premier trimestre de la grossesse en attendant un hypothétique retour de leurs règles[782]. Pour cette raison, il semble pertinent d'informer les femmes qui ne désirent pas d'enfant qu'elles doivent intervenir au plus tard après le second retard des règles.

Au-delà des principes théoriques et éthiques dont la connaissance est un moyen essentiel de conquête, par chacun et chacune, de la liberté individuelle, le néo-malthusianisme fournit également des conseils pratiques. Et le cas particulier que constitue l'avortement n'échappe pas à cette constante. Chez tous ceux qui abordent de façon relativement approfondie la question de l'avortement (Eugène Humbert, Gabriel Giroud, Madeleine Pelletier et Alberto de Liptay notamment), les procédés abortifs sont répartis en trois catégories : les procédés dits « indirects », les substances abortives et les procédés « directs ».

La première catégorie des procédés « indirects » n'est pratiquement constituée que de remèdes non scientifiques dont la réputation est généralement usurpée et qui relèvent plus de la superstition que du bon sens médical. Ils sont d'efficacité nulle ou limitée. De plus, quand ils préconisent, par exemple, de la part de la femme enceinte des marches forcées, des chutes volontaires ou des sauts, ils sont non seulement inefficaces mais peuvent être dangereux. Il en va de même pour la compression forcée de l'abdomen qui peut entraîner des complications longues et douloureuses. Ces moyens sont donc à rejeter sans hésitation car ils se situent clairement hors du champ médical et se résument à espérer, de la part de certaines pratiques, des pouvoirs qu'elles n'ont pas. Seule la naïveté peut expliquer que l'on puisse recourir à des solutions mécaniques primaires, potentiellement dangereuses, dont l'efficacité est pour le moins douteuse.

La seconde catégorie de procédés est l'ingestion de substances dites « abortives ».

---

782. La détermination de la grossesse par présence de l'hormone hCG (hormone gonadotropine chorionique humaine) ne devient accessible qu'au début des années 1960, même si dans les décennies précédentes certains protocoles empiriques avaient permis de mettre en évidence le rôle et la présence de cette hormone comme critère pertinent. Avant cette date, il fallait donc recourir à l'expertise d'un médecin gynécologue, ce qui constitue un obstacle évident à l'information pour les femmes issues des classes sociales défavorisées.

Celles-ci agissent sur la contraction de l'utérus ou sur la décongestion des vaisseaux qui irriguent cet organe. Selon Gabriel Giroud, on doit nommer « abortives » les substances qui provoquent le rejet de l'œuf ou du fœtus et « emménagogues » celles qui rétablissent la menstruation. L'examen des différentes substances abortives dans la littérature néomalthusienne montre que leur référence en ce domaine est la classification produite par Paul Brouardel (1837-1906), médecin très réputé, spécialiste de médecine légale, fils d'un professeur de philosophie, dont les références explicites à Auguste Comte et à Claude Bernard avaient tout pour plaire aux médecins matérialistes de l'époque. Alexandre Lacassagne vante ses mérites dans les pages des *Archives d'anthropologie criminelle*[783], Justin Sicard de Plauzoles voit en lui un précieux promoteur de l'hygiénisme auquel il est lui-même très attaché. Le chapitre V de l'ouvrage de Paul Brouardel, *L'avortement* (1901), est intitulé « Procédés de l'avortement criminel ». Il propose une classification de ces procédés accompagnée de définitions et de descriptions précises. L'ouvrage de Brouardel distingue deux groupes de substances supposées abortives[784] : celles qui sont dites « inefficaces » (les diurétiques, les purgatifs, les plantes aromatiques, les astringents), et celles qui ont une action directe sur l'utérus (l'if, la sabine, le genévrier, le thuya, la tanaisie, la rue, l'ergot de seigle). L'utilisation de ces dernières est présentée dans le cadre d'un discours qui s'appuie sur des témoignages de médecins et de nombreux cas d'expertises médico-légales. La conclusion de Brouardel est que ces substances sont assurément toxiques, qu'elles peuvent, pour certaines d'entre elles, provoquer la mort, mais que l'efficacité de leur action abortive est pour le moins douteuse. Le fait que les anecdotes qu'il rapporte se retrouvent dans les écrits néomalthusiens démontre, si besoin en était, que son ouvrage fait bien partie de ces sources scientifiquement valides, positives et objectives, sur lesquelles le néomalthusianisme fonde son éducation. Cependant, l'ouvrage de Brouardel étant daté de 1901, les néomalthusiens, très vigilants pour tout ce qui touche aux innovations techniques dans ce domaine, sont parfois amenés à modifier les catégories créées par Brouardel après avoir expérimenté d'autres substances. Leur volonté d'objectivité les incite toutefois à présenter l'éventail le plus complet possible des substances utilisées par la population concernée, même si bien souvent ces dernières sont inefficaces. Connaître les techniques nouvelles, opter pour celle qui est la moins nocive, fait partie de l'éducation sexuelle. Ainsi, en 1911, Gabriel Giroud ajoute-t-il « l'extrait

783. Voir Lacassagne, 1906, pp. 759-764.
784. Brouardel, 1901, pp. 130-150.

hypophysaire » à la liste des substances prétendument abortives établie par Brouardel, en se référant à une série d'expériences conduites par différents médecins et ayant donné lieu à un article dans *La Presse médicale* du 23 septembre 1911 intitulé « De la médication hypophysaire »[785] . Cet élément, parmi beaucoup d'autres, est symptomatique de la volonté des néomalthusiens, qu'ils soient membres ou non du corps médical, de disposer d'une information scientifique actualisée. Du point de vue stratégique, leur crédibilité et leur probité militante en dépendent. Leurs préceptes humanistes s'articulant avec une éducation qui doit être la plus large, la plus complète, la plus positive et la plus fiable possible.

L'emprunt à la classification de Brouardel ne se limite pas à la rubrique des substances abortives. Elle est également adoptée pour la description des procédés abortifs directs. La présentation de ces procédés est cependant fort différente. Celle de Brouardel est dictée par la perspective de la médecine légale, et s'abstient de toute prise de position militante ou morale sur la question de l'avortement. Son œuvre n'en reste pas moins précieuse, à l'époque, pour ceux qui rêvent de mettre à la disposition du plus grand nombre une information objective, fiable, et moralement neutre. L'évaluation comparative des techniques abortives que les néomalthusiens reprennent dans les brochures et ouvrages du mouvement présente ces dernières en fonction de critères étrangers à l'œuvre de Brouardel. Là où la production néomalthusienne se distingue très nettement du *Cours de médecine légale* de Brouardel, c'est dans sa prise en compte de la détresse des femmes et par l'humanité dont elle fait preuve à l'égard de la classe ouvrière. Autre différence majeure : quand Brouardel termine sa classification par un chapitre intitulé « Une femme peut-elle se faire avorter elle-même ? »[786] et examine ensuite les conséquences pathologiques de ce type de pratiques, Gabriel Giroud commence par aborder cette question, pour l'écarter définitivement en tant que solution envisageable pour mettre fin à une grossesse. Dans ce domaine, pour des raisons médicales, sanitaires, techniques et éthiques, il s'avère que la femme ne peut être agente et patiente, raison pour laquelle l'interruption volontaire du processus de la grossesse doit être prise en charge collectivement et, de ce fait, ne plus être pénalement condamnée.

Les « procédés abortifs directs », qui constituent la troisième catégorie, sont incontestablement plus efficaces mais ils impliquent une compétence médicale beaucoup plus élévée et ne peuvent être pratiqués par des personnes non informées. Un constat

---

785. Voir G. Hercoq, « De la médication hypophysaire », *La Presse médicale* , 23 septembre 1911, p. 760.
786. Brouardel, 1901, pp. 165-170.

ouvre l'étude et l'évaluation de ces procédés qui se caractérisent par le fait qu'ils interviennent directement, et pour ainsi dire mécaniquement, sur le déroulement de la grossesse. Selon Gabriel Giroud, de trop nombreuses femmes, sans toutefois connaître précisément la constitution anatomique de leur propre corps, tentent d'introduire dans la matrice les instruments les plus divers, « les plus extraordinaires et les plus dangereux »[787]. Dans ces conditions, et si l'on tient compte des conséquences possibles pour la santé et pour la vie de la femme qui désire avorter, la diffusion de connaissances anatomiques exactes apparaît comme pleinement légitimée. Elle doit faire partie de l'éducation sexuelle au sens large. Alerter sur les dangers possibles de méthodes incertaines, relevant de la superstition et de l'amateurisme, est un devoir :

> « Accroupies, elles guident avec l'index un outil pointu qu'elles s'efforcent de faire pénétrer dans le col utérin. Baleine de corset, de parapluie, épingle à cheveux, fer à papillotes, tringle de rideaux, manche de porte-plume, cure-dents, crochets, ciseaux, etc., tout objet aiguisé leur semble capable de les délivrer. Elles ne parviennent généralement qu'à se blesser affreusement par perforation du vagin ou de la matrice et, si, par hasard, elles ont réussi à atteindre l'œuf, à s'infecter dangereusement parce qu'elles n'ont pris aucune précaution de propreté, d'asepsie et d'antisepsie. »[788]

Considérant les liens très étroits qui relient le néomalthusianisme à l'hygiénisme, il n'est en outre guère surprenant que la question de l'asepsie et de l'antisepsie soit un sujet de préoccupation. Ses principes et les techniques de stérilisation des instruments utilisés pour toute intervention médicale doivent être connus et diffusés de la manière la plus large possible. Le recours à des autoclaves n'étant pas à la portée des classes sociales modestes, on peut indiquer comment réaliser l'asepsie des appareils nécessaires à l'interruption de grossesse, simples et peu nombreux, au moyen d'un bain d'une demi-heure dans de l'eau bouillante additionnée de borax ou de carbonate de soude[789]. Ces précautions d'asepsie doivent s'appliquer aux personnes qui vont opérer la patiente. Leurs mains, en particulier, doivent être d'une propreté impeccable. Au début du XX^{e} siècle, le principe de l'asepsie nécessaire des mains de l'opérateur, découvert par Ignace Phillippe Semmelweis (1818-

787. G. Hardy, 1919, p. 268.
788. G. Hardy, 1919, p. 268.
789. Le borax est une espèce minérale de borate de sodium hydraté. Il se présente sous la forme de paillettes solubles dans l'eau et fut fréquemment utilisé pour ses propriétés antiseptiques de la fin du XIX^{e} siècle à la guerre de 1914. La découverte de ses propriétés cancérogènes a ensuite conduit à en limiter l'utilisation. Le carbonate de soude, ou carbonate de sodium, est un composé chimique minéral.

1865) en 1847, est entré dans les habitudes du personnel médical, notamment du fait de sa systématisation par Joseph Lister (1827-1912) à partir de 1869. A cette même époque, Pasteur travaille lui aussi sur ces questions, et l'on sait l'influence qu'il eut directement sur les courants hygiénistes et, indirectement, sur les néomalthusiens. Les conseils qui sont prodigués par les brochures néomalthusiennes sur cette question sont aisément applicables et ne nécessitent que des moyens modestes : « L'opérateur doit relever ses manches jusqu'au coude et les y fixer ; nettoyer ses ongles soigneusement, les plonger, par exemple, dans du savon mou et procéder avec la plus extrême minutie à leur toilette ; savonner et brosser ses mains, les rincer, les plonger au besoin dans l'alcool. »[790]

La « préparation de la patiente » obéit aux mêmes préceptes d'asepsie auxquels s'ajoutent certains conseils de repos. La position accroupie, qui, selon les dires de Gabriel Giroud, est souvent employée par certaines femmes qui ne sont pas du tout, ou fort mal informées, est proscrite au profit de la « position gynécologique ordinaire », ou dorso-sacrée, préconisée par Samuel Pozzi (1846-1918). Pozzi, natif de Bergerac, est chirurgien, médecin et anthropologue. C'est un proche de Broca, dont il publie une biographie en 1880, et de Joseph Lister, auprès duquel il travaille à Édimbourg, se familiarisant avec les questions d'asepsie et de désinfection des plaies. Parlant couramment l'anglais, il traduit en français certains textes de Charles Darwin et, notamment, *L'expression des émotions chez l'homme et chez les animaux* publié en 1873. Il est en outre considéré comme l'un de pionniers de la gynécologie, discipline dans laquelle il se spécialise progressivement. En 1911, il devient d'ailleurs le premier titulaire de la chaire de clinique gynécologique créée à la Faculté de médecine de Paris. Il est également membre de la Société d'anthropologie de Paris. La plupart des figures que l'on retrouve dans les documents produits par les néomalthusiens concernant les précautions d'asepsie en gynécologie et le matériel gynécologique sont inspirées ou empruntées au *Traité de gynécologie clinique et opératoire*, et plus particulièrement au livre II de ce traité dont la première édition date de 1897, « De l'exploration gynécologique »[791].

Les conseils de procédure, le vocabulaire et le matériel préconisés par les néomalthusiens sont, pour la plupart, repris du traité de Pozzi. Les différentes éditions de ce traité (quatre éditions successives entre 1897 et 1907) font état de certaines nouveautés, on constate que ces innovations sont ajoutées dans la documentation néomalthusienne. Il

790. G. Hardy, 1919, p. 270.
791. Voir Samuel Pozzi, « De l'exploration gynécologique », *Traité de gynécologie clinique et opératoire*, 1897, pp. 93-143.

est évident que la crédibilité et l'efficacité de leur action dépendent du caractère actuel de l'information dont ils disposent. En dehors des actualisations successives impliquées par l'évolution constante des savoirs, leur intervention consiste principalement à effectuer la synthèse de toutes les innovations et à l'éclairer ensuite à la lumière de leurs engagements politiques et humanistes. De fait, ils empruntent à la médecine légale son savoir dans le domaine des pratiques abortives et à la médecine chirurgicale et gynécologique ses acquis en termes de matériel technique d'examen et d'opération, sa connaissance des questions d'antisepsie et, enfin, son savoir-faire en cas de complications. Si la confiance qu'ils témoignent à des personnalités de premier plan, telles que Brouardel et Pozzi, se fonde sur un certain nombre de racines communes, parmi lesquelles figurent le matérialisme et l'approche anthropologique, il faut bien être conscient que leurs engagements et leurs objectifs n'ont rien de commun. Ni Brouardel ni Pozzi, quelles que soient leurs positions personnelles sur la question, ne sont des promoteurs de l'avortement ou de la limitation des naissances. Ce détour permet cependant de souligner le travail de synthèse qui est constammet opéré par les néomalthusiens. Né sur le terreau de l'éducation intégrale, le mouvement ne cesse jamais d'en valider les principes.

Pour ce qui est de la présentation des dispositifs techniques, les auteurs néomalthusiens se contentent généralement de conserver telle quelle l'information-source. Les outils nécessaires aux examens gynécologiques en vue de la détermination et de l'interruption de la grossesse sont présentés par des descriptions et des illustrations directement importées des ouvrages de médecine légale ou gynécologique auxquels ils se réfèrent. Par exemple, l'illustration du spéculum bivalve de type Cusco (instrument accessible et d'utilisation simple recommandé par les médecins néomalthusiens), qui est représentée à la p. 271 de *L'Avortement* de Gabriel Giroud, en 1914, est empruntée à la p. 163 de la quatrième édition du traité de Pozzi (cf. figure n° 14).

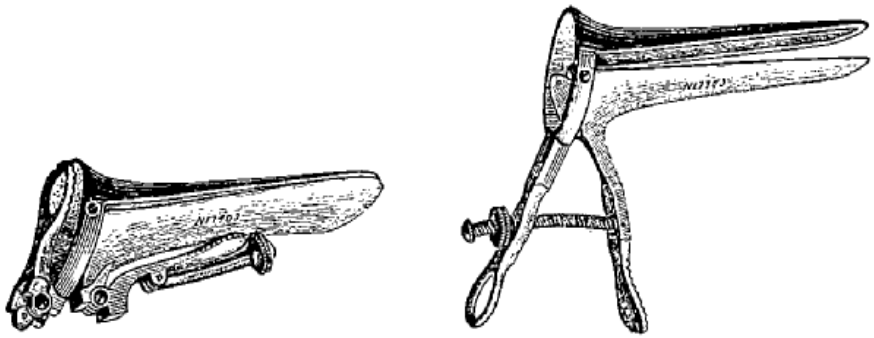


Figure n° 14 : Le spéculum bivalve Cusco. Illustration utilisée à la p. 271 de *L'Avortement* (1914) de Gabriel Giroud et extraite du *Traité de gynécologie clinique et opératoire* (1897) de Samuel Pozzi.

On remarque que les conseils prodigués dans les manuels d'éducation sexuelle des néomalthusiens ont une attention particulière pour les instruments d'exploration et d'intervention gynécologiques. Ils se livrent parfois à une rapide étude comparée de plusieurs modèles d'un même instrument avant d'exprimer un avis motivé pour conseiller l'utilisation d'un type en particulier. C'est ce que fait Gabriel Giroud. Après avoir mentionné plusieurs spéculums utilisables pour l'exploration et les interventions gynécologiques (les spéculums Ricord, Trélat, Collin, Archambaut, Sims, Ferguson) il conseille le spéculum Cusco qui est à la fois le plus simple d'utilisation et celui qui est le plus adapté aux manœuvres abortives[792]. Il est fondamental, avant d'agir, de disposer des objets techniques les plus sûrs. Pour cette raison, les militants comme Giroud ou Humbert incitent à la constitution d'une trousse médicale avant d'envisager les interventions.

L'intervention a pour but unique de provoquer l'expulsion de l'œuf ou du fœtus. Dans les traités médicaux, si l'avortement est décrit en tant que procédure gynécologique, c'est uniquement dans le cas où il a une justification d'ordre pathologique. C'est, par exemple, parce que l'enfant n'est pas viable ou parce que la vie de la mère est en danger. Bien entendu, certains médecins de l'époque continuent de penser qu'il ne faut pas sacrifier l'enfant à la mère, et dans le milieu médical la question fait débat sur les critères de choix qui sont à prendre en compte pour orienter la procédure dans un sens ou dans l'autre. Quoi qu'il en soit, les néomalthusiens font une utilisation tout à fait opportuniste de l'information que contiennent les traités médicaux de leur époque en en retenant, et en en diffusant, les

792. G. Hardy, 1914, p. 271.

savoirs et les procédures. Leur travail consiste donc à transférer une information scientifique d'un milieu strictement médical à l'espace public. Au fil de ce passage, l'information change donc de statut : de professionnelle et fermée, elle devient commune et ouverte.

De ce fait, ils sont bien conscients que l'appui de membres reconnus du corps médical leur est indispensable car de leur perception positive dépend aussi la réussite de la propagande et l'efficacité de l'action. Du début du XX^{e} siècle à la Première Guerre mondiale, ils vont progressivement affirmer leurs compétences, notamment par l'intégration de médecins, au point d'envisager la création sur Paris de centres médicaux destinés au conseil et à l'information (information qui ne peut être diffusée sans risque dans l'espace public). A ces centres, Eugène Humbert souhaite adjoindre des cliniques spécialisées dans lesquelles on suppose qu'il envisage, à terme, que les opérations d'interruption de grossesse pourraient être pratiquées gratuitement et dans des conditions de confort sanitaire et psychologique satisfaisantes. En mars 1912, il exprime son désir de créer à Paris même, et dans un délai assez bref, une « clinique néomalthusienne médicale et pharmaceutique »[793]. Le but est de donner à l'action une « base légale » et officielle. Sans être idéal, l'environnement politique et social semblait pouvoir rendre possible, à Paris en 1912, la réalisation d'un tel centre médical. Un médecin et un pharmacien, abonnés à *Génération Consciente*, assureraient une présence constante et rassurante. Humbert évalue à 5.000 francs la somme à investir pour disposer de locaux adéquats et du matériel nécessaire. Il lance dans la foulée une collecte par le biais du journal, en faisant appel aux « amis fortunés » de *Génération Consciente*. Quelques mois plus tard, ayant récolté un peu moins de 300 francs, il fait part de sa déception et, sans renoncer au projet, l'envisage dans un délai plus long. Si l'on en croit Jeanne Humbert, la clinique néomalthusienne était prête à ouvrir à la fin de l'année 1914 : « Tout était prêt, le lieu choisi, la firme déposée »[794]. Mais le projet fut interrompu par la guerre. Et plus jamais, par la suite, les conditions ne furent réunies pour qu'un tel projet aboutisse.

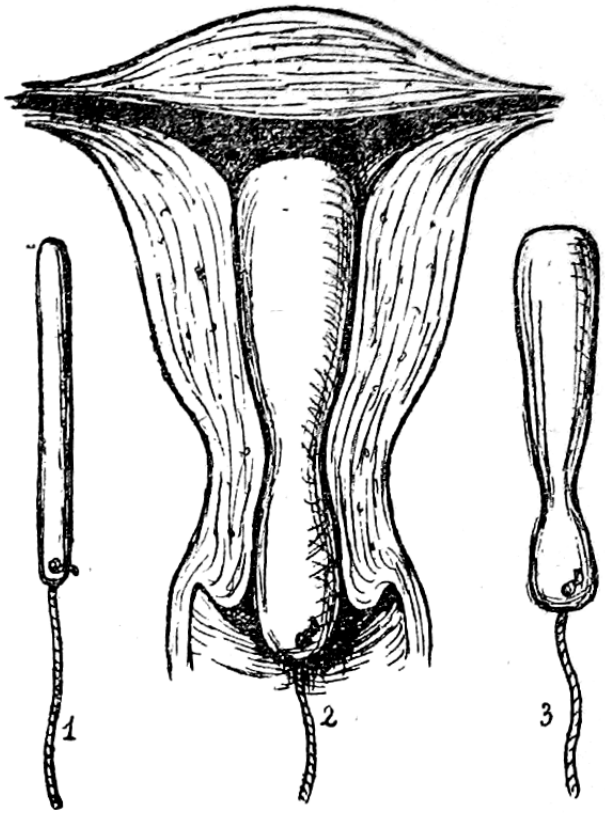
En attendant que puisse se concrétiser la création de tels dispensaires, il convient de diffuser au maximum une information et des procédures qui permettent d'assurer l'autonomie des femmes. Hors des cas particuliers, ou de certaines situations pathologiques exigeant une expertise plus poussée, et à condition d'être pratiqué de manière précoce (au

793. Cité par J. Humbert, 1947, p. 121.
794. J. Humbert, 1947, pp. 121-122. Le terme « firme » est ici employé comme synonyme de raison sociale.

premier trimestre de la grossesse), l'avortement pourrait donc être généralisé et devenir un acte banal s'il n'était plus pénalement condamné. Plusieurs techniques sont retenues : 1° La dilatation lente ou rapide du col de l'utérus ; 2° l'introduction d'une sonde dans l'utérus ; 3° les injections intra-utérines ; 4° la perforation des membranes.

La dilatation lente est une méthode qui, comme son nom l'indique, requiert du temps et dont l'efficacité n'est pas toujours assurée. Elle convient cependant pour des grossesses précocement détectées. Cette méthode consiste à introduire dans l'utérus des corps qui vont ensuite augmenter de volume ; le plus souvent il s'agit d'éponges coniques (dites « éponges préparées ») ou de tiges de laminaires. La laminaire est une algue brune dont les tiges cylindriques séchées, placées dans le col de l'utérus, augmentent de volume par contact avec les secrétions vaginales (cf. figure n° 15). La dilatation du col de l'utérus qu'elles engendrent, provoque des contractions. A la fin du XIX^{e} siècle, et jusqu'à la Première Guerre mondiale il s'agit encore d'algues naturelles. Elles seront par la suite remplacées par des laminaires synthétiques. On peut également provoquer la dilatation lente du col de l'utérus à l'aide « d'un cône d'éponge préparée » que Gabriel Giroud définit comme « une portion d'éponge comprimée et séchée qui a été saturée de cire ou de gomme »[795]. La cire ou la gomme arabique servent à maintenir l'éponge comprimée lorsqu'elle est sèche. Le cône est introduit dans la cavité utérine et, en 24 heures environ, il se dilate à son maximum. La base du cône d'éponge est traversée par un ruban qui permet ensuite de le retirer doucement. Si l'avortement n'a pas été provoqué, on peut poursuivre la procédure en introduisant un cône de plus grande taille. Le principe mécanique d'action de la technique de l'éponge est identique à celui de la laminaire mais il requiert un temps encore plus long (24 heures au lieu de 10). L'introduction du cône d'éponge, du fait de sa moindre rigidité et de l'éventualité d'une « position défectueuse du corps de l'utérus »[796] (version ou flexion), peut être assez délicate. Cet argument conduit Giroud à lui préférer la technique de la laminaire.

795. G. Hardy, 1914, pp. 272-273.
796. G. Hardy, 1914, p. 273.



FIG, 62. — Laminaire. 1 Avant l'entrée dans l'utérus. — 2 Dans l'utérus. — 3 A la sortie de l'utérus.

Figure n° 15 : Schéma explicatif du principe d'action de la laminaire dans la dilatation lente du col de l'utérus, extrait de *L'avortement* (1914) de G. Hardy, p. 275.

L'intérêt de la dilatation lente, avec les deux procédés évoqués, c'est qu'elle n'est pas douloureuse et qu'elle ne nécessite pas de matériel médical lourd. Accessible et simple, c'est donc a priori le procédé idéal pour l'action que se proposent les néomalthusiens. Elle possède en outre l'avantage de pouvoir se dispenser presque entièrement d'analgésiques. Or on a vu que la prise en compte de la douleur est un critère important pour les auteurs néomalthusiens.

La technique de dilatation rapide, au contraire, requiert une compétence et une expérience médicales qui n'ont rien d'ordinaire. Elle implique l'utilisation de chloroforme et nécessite un matériel médical dont l'utilisation n'est pas à la portée de tous et qu'il n'est pas aisé de se procurer. Cette procédure consiste à introduire des ballons vides dans le col et dans l'isthme de l'utérus et à les remplir ensuite d'un liquide qui en écarte rapidement les parois, déclenchant alors le travail de contraction.

L'utilisation d'une sonde pour le décollement des membranes est la seconde des techniques présentées comme envisageables. Celle-ci consiste à utiliser une sonde souple et pleine en caoutchouc (appelée « bougie ») de 5 à 6 millimètres de diamètre. Enduite de vaseline ou de glycérine, la sonde est introduite entre la paroi utérine et les membranes. Elle est ensuite maintenue en place (c'est pour cette raison que cette technique est parfois appelée « sonde à demeure ») ce qui provoque, au bout de quelques heures, les contractions de l'utérus. Le travail qui a été déclenché cause le rejet de la sonde et l'expulsion de l'œuf. Si l'intervention est réalisée alors que la grossesse est avancée, il peut y avoir perforation des membranes, arrachement partiel du placenta et, de ce fait, un risque d'hémorragie ou de rétention du placenta et des membranes. Le risque est cependant limité, d'après Gabriel Giroud, pour peu qu'on ait « pris toutes les précautions antiseptiques nécessaires. Tout médecin est [...] capable de les conjurer comme il sait conjurer les complications de l'avortement accidentel »[797].

Troisième technique possible, l'injection — ou instillation — utérine. Ce procédé abortif est généralement vanté par la propagande néomalthusienne comme étant « le meilleur » de tous. Il consiste à introduire dans l'utérus, au moyen d'une canule, une petite quantité de liquide destinée à décoller l'œuf et à provoquer les contractions qui vont conduire à son expulsion. L'intervention ne nécessite pas un appareillage très complexe : une canule métallique légèrement courbée et rigide, avec une extrémité en forme d'olive,

797. G. Hardy , 1914, p. 277.

raccordée à une seringue à injection (cf. figure n° 16), suffit. Au cours des années 1910, c'est la technique la plus fréquemment utilisée. La canule, de 20 centimètres de longueur et de 5 à 7 millimètres et demi de diamètre, doit être raccordée à un bock ou bien à une seringue à injection (cf. figure n° 17). La solution à injecter doit être aseptique, et cette asepsie peut être réalisée très simplement, avec de l'eau bouillie, même si l'ajout d'une substance antiseptique est une garantie supplémentaire. La composition chimique de telles substances est décrite, ainsi que les dosages adaptés, afin de favoriser leur confection autonome. Ainsi, en ajoutant 12 à 25 centigrammes de permanganate de potassium à un litre d'eau bouillie stérile, on obtient une solution antiseptique efficace et peu coûteuse. Le permanganate de potassium est un sel inorganique aux propriétés antiseptiques qui intervient dans la composition de la « liqueur de Dakin »[798]. Le protargol (protéinate d'argent), au dosage d'un gramme par litre), et l'aniodol, un antiseptique interne et externe utilisé en vénérologie féminine et en obstétrique au dosage de 25 centigrammes par litre, sont prescrits comme antiseptiques de choix. L'injection de la solution doit se faire directement dans l'utérus. La procédure d'introduction de la canule, jusqu'au contact avec le fond de la cavité utérine, est minutieusement décrite, pas à pas, avec l'évocation de toutes les difficultés qui peuvent être rencontrées. Des conseils de procédure permettent d'éviter la douleur au maximum. La quantité de liquide injectée est faible, 15 à 50 grammes, et varie en fonction du volume de l'organe et de la période de la grossesse. « Il n'y a plus qu'à attendre l'effet. Il peut se produire deux ou trois heures après, le plus souvent 5 à 6 heures, quelques fois 24 heures. L'œuf est rejeté en même temps que le liquide, ou après lui si l'avortement a été provoqué tard. »[799]

G. Hardy présente l'injection intra-utérine comme un procédé simple, utilisant des outils peu complexes et accessibles quant à leur coût et à leur disponibilité. Le principe mécanique de son action est également très clair, ce qui permet d'en comprendre le suivi y compris lorsque les personnes qui pratiquent l'avortement ne possèdent pas le degré d'expertise du personnel médical. Elle est la solution qui a la préférence dans la littérature néomalthusienne consacrée à l'avortement. De fait, elle répond à tous les critères qui comptent habituellement pour eux. Elle n'exige qu'un équipement modeste, de conception rudimentaire, qui favorise l'autonomie des pratiques. La description de la procédure s'accompagne de nombreuses figures explicatives sur la posture la plus adaptée (cf. figure

---

798. La liqueur de Dakin, liquide antiseptique, est mise au point à l'époque de la Première Guerre mondiale, par Henri Drysdale Dakin (1880-1952), spécialiste de médecine préventive, et Alexis Carrel (1873-1944).
799. G. Hardy, 1914, p. 281.

n° 18) afin de permettre aux femmes et aux couples qui le désirent de pratiquer eux-mêmes l'avortement en prenant le moins de risques possibles et dans les meilleures conditions de confort psychologique, d'hygiène et d'asepsie.

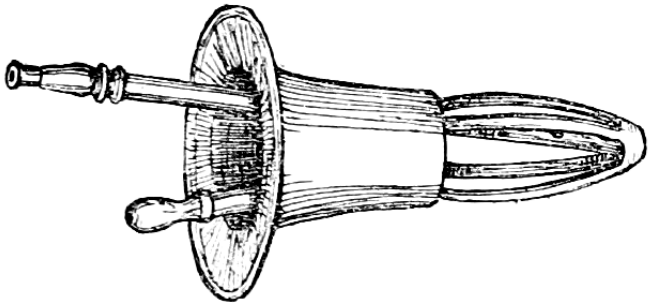


FIG. 20. — Canule à double courant.

Fig. 152. — Seringue à injections intra-utérines de Ch. Braun.

Figure n° 16 : La canule à double courant et la seringue à injections intra-utérines de Braun, *L'Avortement* (1914) de G. Hardy, p. 210 et p. 277.

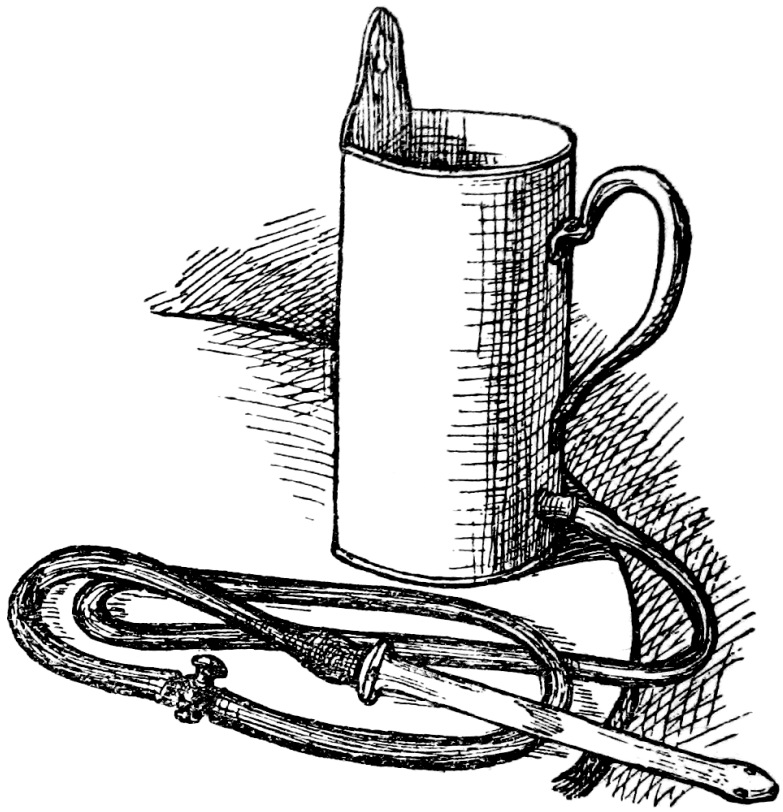


FIG. 15. — Bock ou douche d'Esmarch.

Figure n° 17 : Le bock d'Esmarch, dispositif technique préconisé par G. Hardy pour les « irrigations » ou « injections vaginales », *L'Avortement* (1914) p. 205.

« L'appareil le plus simple, le plus commode, pour prendre l'injection, le plus facile à entretenir en état de propreté et le moins coûteux, c'est le bock ou douche d'Esmarch (Fig 15.) Il a la forme d'un vase mi-cylindrique d'un litre et demi, deux ou trois litres de contenance ; on le fabrique en fer émaillé, en porcelaine, en caoutchouc durci ou en verre. A sa partie inférieure, il est muni d'un ajustage auquel on peut adapter un tube de caoutchouc. Ce tube, d'une longueur de 1 m. 80 à 2 mètres est terminé par une canule qu'on choisira de préférence droite, longue de 12 à 15 centimètres, à ouvertures ovalaires, et en cristal […]. Cette canule permet une bonne inondation du vagin ; elle se nettoie facilement. »[800]

800. G. Hardy (Gabriel Giroud), *L'Avortement*, pp. 205-206.

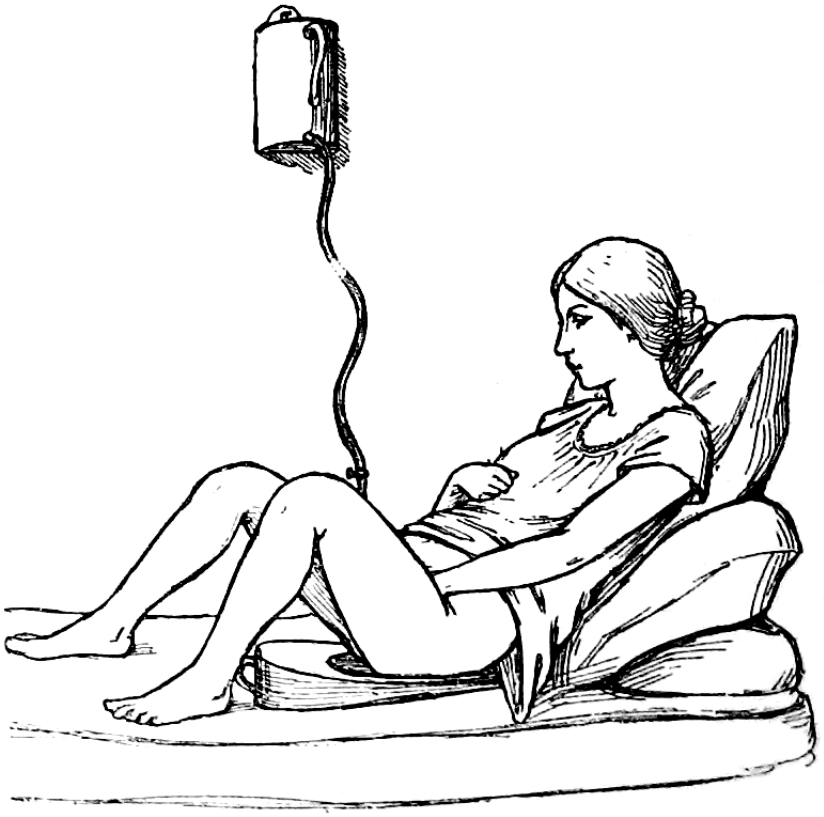


FIG. 21. — Posture pour prendre l'injection.

Figure n° 18 : Figure explicative pour l'utilisation du Bock d'Esmarch dans le cadre d'une injection vaginale dite « grande irrigation », G. Hardy, *L'Avortement* (1914), p. 209.

Ainsi, à condition que le matériel soit adapté et fiable et que les conditions d'asepsie soient rigoureuses, l'avortement par injection intra-utérine est une opération qui peut être pratiquée même sans présence ou supervision directe d'un médecin. A ce sujet, la clinique néomalthusienne dont la création est envisagée à Paris par Eugène Humbert, n'avait pas vocation à héberger de nombreux médecins. Une présence constante d'un ou deux médecins, sous forme de permanences en relais, était jugée suffisante. L'art médical, dans ses opérations les plus courantes, devait pouvoir se généraliser. C'est aussi un des effets recherchés de l'augmentation de l'instruction globale et de la diffusion des savoirs rudimentaires en anatomie et physiologie génitales. Bien entendu, le recours à ces pratiques destinées à devenir « ordinaires » ne concerne que les grossesses non pathologiques.

Les techniques abortives autres que la dilatation lente ou les injections intra-utérines sont considérées comme moins efficaces, ou bien exigeant une plus grande maîtrise de l'art médical et, bien souvent, comme plus risquées. Leur description et leur utilisation éventuelle, pour certains cas déterminés, sont cependant abordées. C'est le cas des « instillations intra-utérines » consistant à introduire dans la matrice de très petites quantités de liquide, un à deux centimètres cubes, très fortement dosées en solutions antiseptiques ou cautérisantes (nitrate d'argent, acide picrique, chlorure de zinc, perchlorure de fer, etc.). Les liquides utilisés ayant des propriétés caustiques, cette pratique implique une protection de la muqueuse vaginale et elle exige donc une grande dextérité. Enfin, l'injection du liquide est douloureuse.

Quatrième et dernière technique, à l'égard de laquelle G. Hardy exprime de fortes réticences, celle de la « ponction de l'œuf », qui consiste à pratiquer, vers le quatrième mois de la grossesse, une incision avec un stylet ou une pointe dans les membranes. Cette intervention doit provoquer l'écoulement du liquide amniotique, puis les contractions utérines et, enfin, le rejet de l'œuf. Le problème, c'est que les membranes et le placenta demeurent très souvent dans l'utérus (on parle alors de « rétention du délivre »). Le danger d'infection est très élevé, et l'intervention d'un chirurgien est nécessaire pour procéder à un curettage, considéré comme une « manœuvre grave ». D'autre part, avec cette technique de ponction, le risque de perforation de l'utérus n'est pas négligeable, ce qui fait peser une menace directe sur la vie de la patiente.

Les auteurs d'ouvrages et de brochures favorisent l'accès à l'autonomie et privilégient donc les actes médicaux dont la technicité n'est pas trop élevée et qui

n'engagent pas de coûts que les femmes des classes populaires ne pourraient assumer. Cet élément s'inscrit dans une dynamique générale révolutionnaire qui fait de l'émancipation des femmes et de l'affranchissement de la classe ouvrière une fin en soi et de la généralisation de la prophylaxie anticonceptionnelle un moyen. Pour eux, l'idéal serait que les femmes puissent être les maîtresses absolues de leur procréation. Concernant l'avortement, elles devraient avoir la possibilité de recourir à des actes médicaux simples, légaux et gratuits et, ainsi, dépendre le moins possible d'une quelconque autorité. Pour autant, les brochures et ouvrages néomalthusiens font preuve d'une grande circonspection. Ils savent qu'un savoir médical vulgarisé est un élément de l'action révolutionnaire, mais ils ne veulent pas céder à l'illusion qui consisterait à croire que l'on peut se passer du médecin et de son expertise. Pour cette raison, ils affirment qu'au moindre doute il ne faut pas engager sans supervision médicale des procédures qui peuvent présenter un danger pour la vie des patientes. Ils sont aussi bien placés pour savoir que, pour une femme enceinte, l'aide d'un médecin n'est pas facile à obtenir tant que l'avortement sera illégal, a fortiori dans les classes sociales économiquement défavorisées. Cela permet de comprendre leurs fréquents rappels du secret professionnel auxquels sont tenus les médecins pour intervenir en cas de doute ou en cas de manœuvres qui n'auraient pas donné l'effet escompté et qui engageraient la santé des patientes. C'est pour cette même raison que le réseau parisien de *Régénération*, puis de *Génération Consciente*, envisage un maillage du territoire avec des médecins référents dont les compétences et les positions morales garantissent l'objectivité et la discrétion de leur intervention. Pour le reste, les précautions à prendre à l'égard de toute femme avortée quand la procédure aboutit au résultat escompté, se limitent à la préconisation de garder le lit cinq à dix jours selon le degré de l'écoulement hémorragique.

Mais les conseils aux femmes ne se bornent pas à l'exposé de principes sanitaires et médicaux. En amont, les néomalthusiens considèrent qu'il faut agir sur les mentalités. Toutes les femmes fécondes sont en effet susceptibles d'avoir, un jour ou l'autre, recours à l'avortement, et celles qui ont vécu cette expérience doivent, selon Gabriel Giroud, par leur témoignage, contribuer à la lutte contre les préjugés moraux qui y sont attachés. Car l'avortement n'est pas une faute, mais un acte légitime et courageux. Le chapitre qu'il consacre aux procédés abortifs se clôt cependant sur un appel on ne peut plus explicite : « Dernier et suprême conseil, enfin : évitez l'avortement ; si simple qu'il puisse être, c'est une opération à redouter ; le mieux est d'employer les procédés anticonceptionnels. »[801]

801. G. Hardy, 1919, p. 284.

La conclusion est donc sans appel et réitère l'affirmation en vertu de laquelle le néomalthusianisme n'est pas une doctrine qui fait la promotion de l'avortement. Et si celui-ci ne doit plus être l'objet de poursuites pénales, il reste le signe d'un échec. La meilleure manière de limiter sa fréquence est de recourir à des techniques préventives.

Les procédés anticonceptionnels

> « En médecine, on nomme *prophylaxie* l'art de préserver d'une épidémie, d'une maladie ; par analogie on appelle *prophylaxie anticonceptionnelle* l'art d'éviter la grossesse, de se prémunir contre les conséquences de l'amour. On dit quelquefois *prophylaxie sexuelle*[802], entendant par là non seulement l'art d'éviter l'enfant mais aussi celui d'éviter les maladies vénériennes. Dans le même sens on emploie les mots de *préservation sexuelle*. Les procédés qui garantissent contre la grossesse sont appelés *préventifs* ou *anticonceptionnels*, parce qu'ils préviennent la conception ou fécondation. On les nomme encore assez souvent *préservatifs*. Ce mot réservé autrefois à des objets qui devaient préserver des maladies vénériennes, s'est étendu peu à peu à tous ou presque tous les appareils d'hygiène sexuelle. »[803]

Les précisions qu'apporte Gabriel Giroud sur le lexique commun des militants sont éclairantes. L'analogie qui est faite entre la protection contre la maladie et la préservation de la grossesse illustre une fois encore le rapport assez ambivalent que la pensée néomalthusienne entretient avec certains actes ou certains phénomènes dits naturels. Pour les néomalthusiens, la grossesse n'est pas nécessairement positive, quoi que l'on puisse dire sur son caractère naturel. Bien au contraire, de la même manière que nous agissons contre la nature pour nous protéger des agents pathogènes du milieu, nous devons nous prémunir des grossesses non désirées, parce que leurs conséquences sur la « santé » de la société sont aussi négatives que celles d'une infection sur un organisme individuel. Le fait de qualifier la grossesse de maladie facilite le travail de promotion des techniques de prévention. Ainsi se justifie la qualification de « prophylaxie anticonceptionnelle ». Autre élément notable, la continuité logique et chronologique posée entre la lutte antivénérienne et la « préservation sexuelle ». Historiquement, le constat se vérifie : certains médecins qui épousent la cause néomalthusienne viennent des associations de lutte antivénérienne. La pensée et l'action de Justin Sicard de Plauzoles, par exemple, établissent systématiquement

802. Il s'agit d'une allusion au *Prophylaxia sexualis*, d'Alberto de Liptay, publié en 1904.
803. G. Hardy, 1914, p. 191 (c'est G. Hardy qui souligne).

le lien entre « préservation vénérienne » et maternité consciente. Les deux domaines d'action sont pour lui étroitement liés et il apportera son soutien aussi bien à la lutte pour le contrôle des naissances qu'à l'hygiénisme antivénérien dès les années 1890.

Comme pour l'avortement, l'exposé descriptif des procédés contraceptifs est accompagné de considérations sur l'efficacité, la simplicité d'accès et l'innocuité. Dès les premiers écrits néomalthusiens de Paul Robin, la question du moyen préventif le plus adapté avait été l'occasion de définir un certain nombre de critères permettant d'évaluer les procédés. Et ces critères, comme nous allons le constater, ne sont pas uniquement d'ordre technique. En effet, du point de vue de la maîtrise de la procréation, il y a une certaine inégalité entre les hommes et les femmes (il en va de même pour la propagation des maladies vénériennes) :

> « Ces conseils sont exclusivement donnés au point de vue féminin. En effet, dans l'union légale et dans l'union libre, c'est la femme qui court les plus grands risques, autant de par les phénomènes naturels que par l'aggravation qu'y ajoutent les lois et les coutumes. On a assez souvent répété, avec toutes les preuves possibles, que les lois ont été faites par les hommes en faveur de leur sexe, au détriment de l'autre. On ne saurait trop redire que, pis encore que les lois, les coutumes conservées par les préjugés, surtout les préjugés de la femme, maintiennent l'esclavage de celle-ci. »[804]

La propagande doit donc être efficace sur le plan strictement technique, mais aussi du point de vue des mœurs. Car il faut impérativement s'affranchir de la morale traditionnelle, empreinte de religion et faite de préjugés opportunistes, carcan étroit qui réduit la liberté individuelle des femmes. Dans cette perspective, dont l'étude relève d'une histoire des mentalités, les néomalthusiens militeront aussi, dès la fin du XIX^{e} siècle, pour la fin de l'usage du corset par les femmes, symbole physique criant de leur oppression et de leur aliénation par l'environnement social et culturel. C'est ce que fait Robin dans ses « Observations sur l'usage du corset » (1889), article publié dans le *Bulletin de la Société d'anthropologie de Paris*[805]. Et tant que la morale nouvelle que les néomalthusiens appellent de leurs vœux ne s'est pas imposée, la question du choix du procédé restera d'abord une question féminine. Il faut qu'en toute situation la femme puisse agir pour maîtriser sa fécondité. Un procédé parfait devrait donc souscrire, selon Gabriel Giroud, au

804. Robin, *Libre amour, libre maternité*, [1904] 1981, p. 41. Nous n'avons pas eu accès à ce texte de 1904 dans son édition originale mais dans une réédition des années 1980.
805. Robin, 1889, pp. 551-553.

cahier des charges suivant : « 1° Dépendre exclusivement de la femme ; 2 ° Ne causer aucune gêne, ni à l'homme ni à la femme ; ne nécessiter pour son emploi aucune leçon préparatoire d'un praticien ; n'exiger aucun soin avant ou après le coït ; être d'un coût insignifiant ; être d'une efficacité absolue. »[806]

Enfin, le procédé choisi ne doit pas faire obstacle au plaisir. Les néomalthusiens constatent, hélas, dans les années 1910, qu'un procédé répondant favorablement à tous ces critères réunis n'existe pas encore, même si la recherche permet d'espérer que les dispositifs existants peuvent être améliorés. En attendant, il faut se résigner à ne maîtriser et à n'utiliser que des procédés donnant partiellement satisfaction, en privilégiant cependant le critère de l'efficacité. Les conditions générales pour diminuer au maximum les risques de grossesse sont dans le droit fil de l'hygiénisme auquel adhèrent les néomalthusiens : la minutie dans les soins et la propreté.

En dépit des remarques concernant la nécessité, pour les femmes, d'être maîtresses absolues de leur procréation, le constat est unanime : les préservatifs utilisés par les hommes présentent une plus grande sécurité. Néanmoins, comme il est difficile de s'assurer de la coopération de leur partenaire, les femmes doivent connaître et savoir utiliser les contraceptifs féminins. Et cela, même si ces derniers, du fait des différences anatomiques individuelles, ne permettent pas toujours la généralisation des conseils et des préconisations. Les moyens généralement employés sont soit de nature mécanique (obturation des voies permettant la fécondation) soit de nature chimique. Les moyens à utiliser par les hommes, répertoriés par la documentation et la littérature néomalthusiennes, sont au nombre de cinq : le coït interrompu, le condom, le capuchon, la vasectomie et les rayons X.

Le coït interrompu, ou retrait, a des avantages économiques évidents puisqu'il ne nécessite l'achat d'aucun dispositif particulier. C'est également une technique fort simple puisqu'elle dépend d'une action volontaire qui ne requiert aucune maîtrise médicale. Le retrait a cependant deux inconvénients majeurs : il n'est pas sans risques (ne protège pas suffisamment du risque de grossesse non désirée) et peut affecter le plaisir. A l'époque, certains gynécologues considèrent même qu'il peut être nuisible. Selon Gabriel Giroud, c'est le cas de Richard von Krafft-Ebing (1840-1902), dans *Psychopathia sexualis* (1886). Les néomalthusiens, sans se prononcer sur ce point, transmettent tout de même l'information. Pour améliorer son efficacité, le retrait peut être suivi « d'injections

806. G. Hardy, 1914, p. 191.

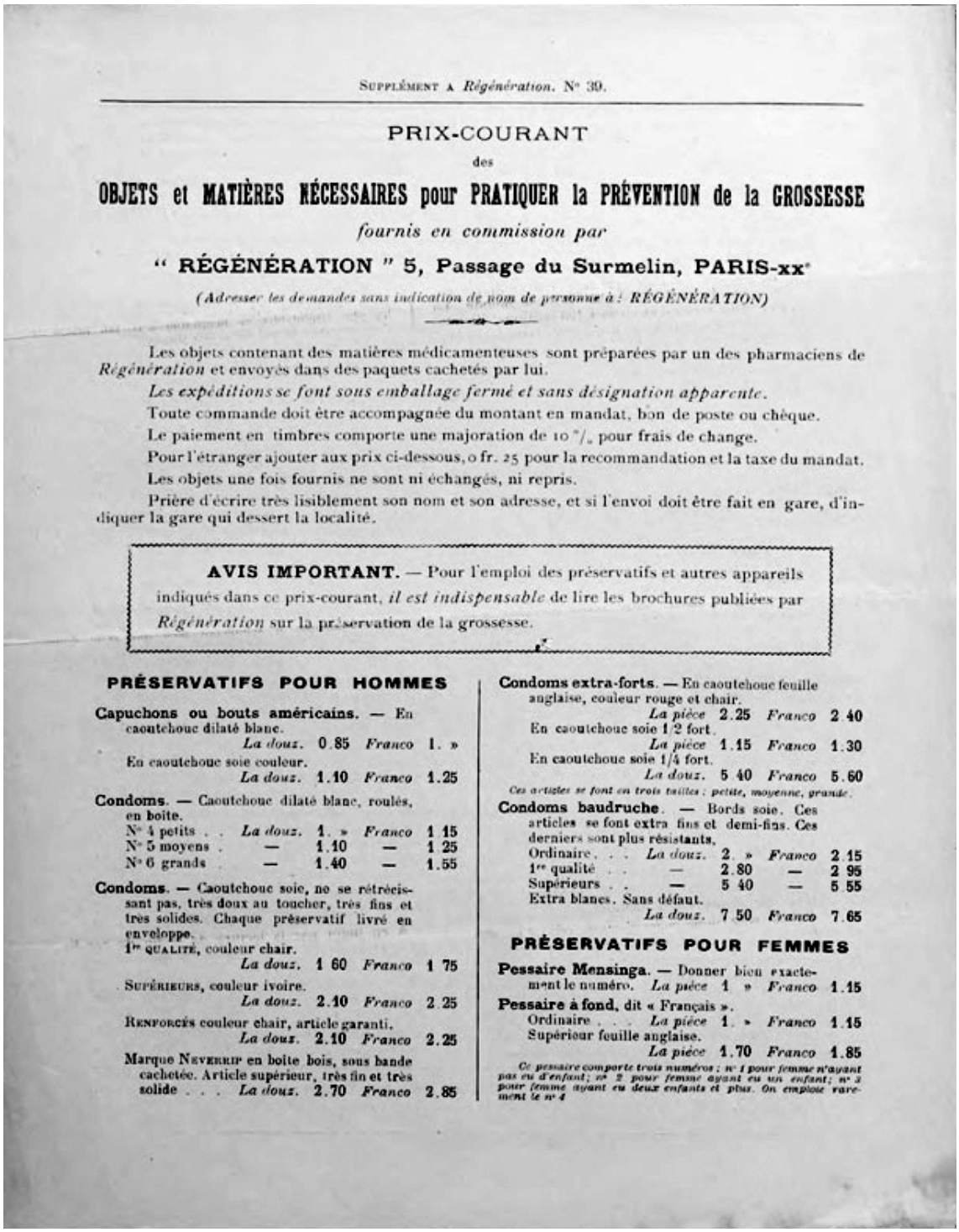
malthusiennes », c'est-à-dire d'injections vaginales additionnées de liquides « spermaticides ».

Le condom est un procédé de choix, généralement conçu comme réutilisable, s'il n'est pas endommagé et si les précautions d'asepsie d'usage sont respectées. C'est un « sac cylindrique de baudruche[807] ou de caoutchouc », initialement destiné à la lutte antivénérienne. Il rend impossible tout contact entre le liquide séminal et le vagin. Aussi, s'il ne comporte aucune déchirure, il est sans doute la protection la plus efficace contre la fécondation. Évidemment, l'accent est mis sur la qualité mécanique nécessaire des produits employés et conseil est donné d'éviter ceux qui sont les moins chers parce qu'ils présentent généralement des défauts. Il est très important, afin de profiter pleinement de la « volupté sexuelle », considérée comme psychologiquement et physiologiquement nécessaire, de disposer de la plus grande sécurité possible. Et dans cette perspective, l'inquiétude est un obstacle rédhibitoire qu'il faut réduire au maximum.

Au XIX^{e} siècle, du fait de l'essor de l'industrie du caoutchouc et de la découverte du procédé de vulcanisation, une déclinaison dans ce matériau du préservatif masculin initialement fabriqué en baudruche est inventée dès les années 1840. Le condom en caoutchouc est donc disponible sur le marché européen dès le milieu du XIX^{e} siècle. Il est généralement conçu comme réutilisable, mais ses qualités mécaniques s'altèrent rapidement. Au contact prolongé de l'air ou de certaines substances grasses il devient cassant. Son renouvellement très régulier s'impose donc car sa réutilisation est, dans les faits, limitée. Il est souvent associé à des crèmes ou solutions « spermaticides ». Le préservatif en latex, moins fragile, n'apparaît que vers les années 1930. Il n'est en tout cas pas évoqué dans *Prophylaxia sexualis* (1904) d'Alberto de Liptay ou dans *La question de population* (1919) de G. Hardy. On recense à l'époque trois catégories de condoms en caoutchouc : d'abord ceux qui sont en caoutchouc dilaté blanc, ensuite les « condoms soie », très élastiques et très solides en dépit de leur finesse. Ces derniers sont plus chers que les précédents : 2.25 fr. la douzaine contre 1.25 fr. d'après les catalogues fournis par *Régénération* aux alentours de 1908 (cf. figure n° 19). Ils ont la préférence des néomalthusiens du fait de leur solidité et de la très faible altération de la « volupté sexuelle » qu'ils occasionnent. Enfin, la troisième catégorie est celle des condoms en caoutchouc épais (dit « forts »). Leur épaisseur les rend plus résistants et donc

807. A l'époque il s'agit d'une pellicule fine extraite du *cæcum*, première partie du colon des mammifères, de l'intestin du mouton. On distingue donc alors la baudruche du caoutchouc.

particulièrement adaptés pour la lutte antivénérienne et pour les cas pathologiques pour lesquels une grossesse est absolument proscrite. En revanche, cette même qualité est un obstacle à la « volupté sexuelle ». Ils sont en outre nettement plus chers que les autres modèles (2.40 fr. pièce), quoique réutilisables sur une plus longue période.



SUPPLÉMENT A *Régénération*. N° 39.

PRIX-COURANT

des

OBJETS et MATIÈRES NÉCESSAIRES pour PRATIQUER la PRÉVENTION de la GROSSESSE

fournis en commission par

" RÉGÉNÉRATION " 5, Passage du Surmelin, PARIS-XX^e^

(Adresser les demandes sans indication de nom de personne à : RÉGÉNÉRATION)

Les objets contenant des matières médicamenteuses sont préparées par un des pharmaciens de *Régénération* et envoyés dans des paquets cachetés par lui.

Les expéditions se font sous emballage fermé et sans désignation apparente.

Toute commande doit être accompagnée du montant en mandat, bon de poste ou chèque.

Le paiement en timbres comporte une majoration de 10 °/₀ pour frais de change.

Pour l'étranger ajouter aux prix ci-dessous, 0 fr. 25 pour la recommandation et la taxe du mandat.

Les objets une fois fournis ne sont ni échangés, ni repris.

Prière d'écrire très lisiblement son nom et son adresse, et si l'envoi doit être fait en gare, d'indiquer la gare qui dessert la localité.

AVIS IMPORTANT. — Pour l'emploi des préservatifs et autres appareils indiqués dans ce prix-courant, *il est indispensable* de lire les brochures publiées par *Régénération* sur la préservation de la grossesse.

PRÉSERVATIFS POUR HOMMES

Capuchons ou bouts américains. — En caoutchouc dilaté blanc.
La douz. 0.85 *Franco* 1. »
En caoutchouc soie couleur.
La douz. 1.10 *Franco* 1.25

Condoms. — Caoutchouc dilaté blanc, roulés, en boîte.

N° 4 petits	*La douz.*	1. »	*Franco*	1.15
N° 5 moyens	—	1.10	—	1.25
N° 6 grands	—	1.40	—	1.55

Condoms. — Caoutchouc soie, ne se rétrécissant pas, très doux au toucher, très fins et très solides. Chaque préservatif livré en enveloppe.
1re QUALITÉ, couleur chair.
La douz. 1.60 *Franco* 1.75
SUPÉRIEURS, couleur ivoire.
La douz. 2.10 *Franco* 2.25
RENFORCÉS couleur chair, article garanti.
La douz. 2.10 *Franco* 2.25
Marque NEVERRIP en boîte bois, sous bande cachetée. Article supérieur, très fin et très solide . . . *La douz.* 2.70 *Franco* 2.85

Condoms extra-forts. — En caoutchouc feuille anglaise, couleur rouge et chair.
La pièce 2.25 *Franco* 2.40
En caoutchouc soie 1/2 fort.
La pièce 1.15 *Franco* 1.30
En caoutchouc soie 1/4 fort.
La douz. 5.40 *Franco* 5.60
Ces articles se font en trois tailles : petite, moyenne, grande.

Condoms baudruche. — Bords soie. Ces articles se font extra fins et demi-fins. Ces derniers sont plus résistants.

Ordinaire . . .	*La douz.*	2. »	*Franco*	2.15
1re qualité . .	—	2.80	—	2.95
Supérieurs . .	—	5.40	—	5.55

Extra blancs. Sans défaut.
La douz. 7.50 *Franco* 7.65

PRÉSERVATIFS POUR FEMMES

Pessaire Mensinga. — Donner bien exactement le numéro. *La pièce* 1 » *Franco* 1.15

Pessaire à fond, dit « Français ».
Ordinaire . . . *La pièce* 1. » *Franco* 1.15
Supérieur feuille anglaise.
La pièce 1.70 *Franco* 1.85
Ce pessaire comporte trois numéros : n° 1 pour femme n'ayant pas eu d'enfant ; n° 2 pour femme ayant eu un enfant ; n° 3 pour femme ayant eu deux enfants et plus. On emploie rarement le n° 4

Figure n° 19 : Un catalogue « d'hygiène sexuelle » des années 1900. Source : IISH.

Il existe une alternative au condom, qui utilise exactement le même principe : le « capuchon » ou « bout américain ». Ce n'est en fait qu'une réduction du condom qui ne recouvre que l'extrémité du sexe. Son seul avantage est, contrairement au condom, de moins diminuer les sensations. Mais il possède deux inconvénients majeurs : il peut s'enlever pendant l'acte sexuel et il ne protège pas de la syphilis. Comme pour le condom, en cas de rupture ou de perte, il faut immédiatement remédier à l'incident par une injection malthusienne.

A cette déclinaison du procédé d'obturation simple que constituent le condom et le capuchon, les néomalthusiens ajoutent deux techniques, beaucoup moins conventionnelles, et dont ils sont les promoteurs : la vasectomie (ou résection du canal déférent) et la stérilisation par rayons X[808].

La vasectomie est d'abord présentée comme le fruit de la recherche sur la stérilisation des criminels et des dégénérés. Même dans les courtes brochures éditées et diffusées par *Régénération*, puis par *Génération Consciente*, son utilité eugénique est mise en valeur. Si ces considérations, qui vont au-delà du seul projet pragmatique de maîtrise de leur procréation par les femmes, sont présentes dans une documentation destinée à tous les publics, c'est que les militants n'ont jamais perdu de vue leur mission de « régénération ». Cet élément, aussi secondaire qu'il puisse paraître, nous permet d'affirmer que, dans le cadre de l'action néomalthusienne, la question de la qualité n'a jamais été désolidarisée de celle de la quantité. Cette préoccupation est particulièrement présente dans les travaux de Gabriel Giroud. Avant même qu'il ne s'emploie à décrire les principes et le déroulement de la procédure de la vasectomie, l'opération est présentée comme un succès aux États-Unis et, surtout, comme une pratique beaucoup plus humaine, pour lutter contre la prolifération des dégénérés, que ne l'est, par exemple, la castration.

> « C'est le Dr William T. Belfield, de Chicago, qui, le premier, en décembre 1907, exposa les expériences faites et décrivit le procédé devant des magistrats et des médecins. Il a l'avantage, sur ceux précédemment employés (castration, vasotomie[809], etc.) d'amener l'atrophie des tubes séminifères sans détruire en aucune manière le pouvoir sexuel. *Les opérés conservent le désir du coït et peuvent le satisfaire ; leur érection est normale ; leur éjaculation, composée principalement de liquide prostatique, est légèrement diminuée, mais la volupté sexuelle n'est pas abolie*. La sécrétion interne, nécessaire à la santé de l'organe est la même qu'avant. Il ne manque aux vasectomisés que la faculté de

808. G. Hardy, 1914, pp. 200-203.

> fécondation : les spermatozoïdes sont absents de leur éjection. La seule objection que l'on puisse faire à la vasectomie est celle-ci : elle engage l'avenir. Si le vasectomisé, à une période subséquente de son existence, songe à se survivre, il est trop tard. Mais tout homme qui craindra d'appeler au monde des dégénérés, des malheureux, tout homme qui jugera avoir son lot suffisant de rejetons, qui aura pitié des souffrances féminines, auquel répugnera les recours aux prostituées, ou les vertus immorales, néfastes et malpropres de l'abstinence, tout homme qui trouvera pénibles ou déplaisants les procédés d'hygiène intime, pourra, sans diminution de ses facultés viriles, sans abandon de voluptés saines, légitimes, nécessaires à l'harmonie physiologique du corps, se faire vasectomiser. »[810]

En 1913, les Éditions Néo-Malthusiennes font paraître, sous la forme d'une brochure, un *Essai sur la vasectomie* signé G. Hardy. La phrase qui ouvre l'introduction de l'essai est sans ambiguïté relativement à l'objectif principal des néomalthusiens : « La question a été examinée souvent, en France et à l'étranger, d'enrayer la multiplication des dégénérés et anormaux de toutes sortes par des procédés de stérilisation ou de castration. Il n'y a plus guère d'opposants à cette idée, ouvertement discutée aujourd'hui, que, tout en s'appliquant à soigner les anormaux, tout en les aidant à gagner, si faire se peut, leur subsistance, tout en leur procurant le nécessaire et même le superflu, on doit viser à tarir leur descendance. »[811] Et même s'il juge utile de préciser, quelques lignes plus bas, que « ce n'est pourtant pas de ce seul point de vue qu'[il se] place pour vulgariser l'opération stérilisante très simple décrite dans cette brochure », il établit un ordre indiscutable de priorité.

Plus intéressant est le statut que Gabriel Giroud donne à cet essai et le public qu'il vise. Alors que d'ordinaire il a plutôt tendance à recueillir le travail et les découvertes faites par les médecins pour en offrir une synthèse vulgarisée dans les domaines qui servent la cause néomalthusienne, il se donne ici pour mission de susciter l'intérêt des médecins eux-mêmes afin de dynamiser la recherche. L'œuvre semble donc bien destinée aux médecins et aux personnels du monde médical : « Il s'agit [...] d'inciter les médecins à étudier plus

---

809. Le terme vasotomie, qui désigne l'ouverture chirurgicale du canal déférent (canal qui assure le passage du sperme jusqu'au canal éjaculateur), est souvent utilisé comme synonyme de vasectomie. Pourtant, ici, Giroud lui donne manifestement un sens différent. Le sens de vasotomie étant a priori plus large, nous supposons donc que certaines interventions chirurgicales, ayant pour but d'influencer la fécondité de l'homme, ont été testées sur le canal déférent, avant que ne soit adoptée la vasectomie ou section chirurgicale des deux canaux déférents. La vasotomie pourrait désigner une résection partielle et la vasectomie une résection totale.
810. G. Hardy, 1914, pp. 200-201 (c'est G. Hardy qui souligne).
811. G. Hardy, *Essai sur la vasectomie*, 1913, p. 3.

profondément, à rechercher de nouveaux sujets, *à faire de nouvelles expériences* »[812].

La figure de référence convoquée par Gabriel Giroud est William T. Belfield (1856-1929), médecin urologue américain, pionnier de la prostatectomie (qu'il pratique dès 1887) et également membre d'un *Committee on the sterilization of criminals* créé en 1914. Dans les années 1910, les médecins américains membres de ce comité réfléchissent en effet aux possibilités médicales de prévention du crime, comme alternative aux sanctions pénales, et publient, entre 1910 et 1920, des articles dans le *Journal of the American Institute of Criminal Law and Criminology*. Parmi les mesures préventives envisagées, la question de la stérilisation contrainte (*compulsory sterilization*) est l'objet d'une attention particulière[813].

En vertu des critères mis en avant par les néomalthusiens, il est évident que la vasectomie peut être considérée comme un procédé ayant des avantages multiples. Ils l'intègrent d'ailleurs dans tout projet ayant pour but d'élever la qualité générale des membres d'une société. Elle est considérée comme un gain significatif pour la liberté individuelle, pour la liberté des femmes, pour remédier à la pauvreté d'une manière efficace, et pour la santé globale d'un corps social « régénéré », débarrassé de ses agents pathogènes. D'autre part, ce procédé maintient la capacité de jouissance intacte, ce qui est médicalement considéré comme très positif. L'opposition au *moral restraint,* qui implique le renoncement au plaisir, ne peut être plus radicale.

Mais le procédé n'est pas uniquement destiné aux « dégénérés », et c'est sans aucune hésitation que les néomalthusiens le transposent dans la sphère de la « normalité » où il peut tout aussi bien avoir son utilité. Comme souvent chez eux, les pratiques qui se développent sur le continent américain font figure d'exemples et ils répertorient les données médicales les plus récentes concernant la prophylaxie anticonceptionnelle et la stérilisation. Ainsi les décrets ayant conduit sept états des États-Unis à adopter la stérilisation de certains criminels, entre 1907 et 1912, sont mentionnés à titre d'argument supplémentaire pour la promotion de la vasectomie. Par ailleurs, la création d'un comité de stérilisation en France semble être accueillie comme une décision positive par tous les eugénistes. A la tête de ce comité, le prix Nobel de médecine 1912 Alexis Carrel, chirurgien et biologiste très impliqué dans la promotion de l'eugénisme. Giroud se place sous l'autorité de Carrel pour déclarer : « il y a un intérêt primordial à empêcher la reproduction des sujets à hérédité

812. G. Hardy, 1913, p. 3 (c'est G. hardy qui souligne).
813. Sur le rôle de Belfield et du *Committee on the sterilization of criminals*, voir Largent, 2011, pp. 116-122.

insuffisante au point de vue social »[814]. En conséquence, il est sans doute légitime de prôner la stérilisation de ceux qui sont trop faibles physiquement, des criminels, des épileptiques, des fous, des infirmes de naissance, des « prédisposés aux maladies spécifiques », des « êtres difformes » et des « insuffisants sensoriels » que sont les aveugles et les sourds. La citation, qui est une allusion indirecte au chapitre VII de *L'homme, cet inconnu* (1935) de Carrel, peut a priori surprendre. En effet, Carrel se singularise par des positions natalistes, par un antiféminisme assez radical (il considère que l'émergence des mouvements féministes est un signe de régression[815]) et par une critique des excès du matérialisme. Tous ces éléments entrent en contradiction flagrante avec certains principes fondateurs du néomalthusianisme. En revanche, la contradiction s'évanouit quand on se concentre les éléments eugénistes de la pensée de Carrel. Il appelle de ses vœux une science eugénique pour réaliser la « reconstruction de l'homme »[816] dans des termes très proches de ceux qu'utilisent les néomalthusiens pour promouvoir sa « régénération »[817]. D'autre part, il attend beaucoup d'un développement des sciences du vivant et des sciences de l'homme qui doivent atteindre, selon lui, un niveau d'objectivité et de maîtrise équivalent à celui des sciences physiques et de la chimie.

On ne s'attend pas à trouver de tels arguments et de telles références dans des brochures dont la fonction première est la limitation des naissances dans une perspective pratique, économique et humaniste. Mais cet élément semble être parfaitement assumé et intégré à la démarche globale. Du reste, ce type de développements ne disparaîtront jamais de la propagande néomalthusienne, même s'ils semblent avoir bien souvent été laissés de côté par la littérature secondaire. Pour terminer l'éloge de la vasectomie, l'accent est mis sur le caractère rapide et simple de l'intervention et sur l'absence de convalescence. Elle exige toutefois un degré d'expertise médicale qui fait qu'il est impossible de la pratiquer artisanalement.

Le second procédé de stérilisation mentionné par Giroud est l'utilisation des rayons X. Le procédé semble déjà prometteur pour Paul Robin dans les premières années du XX^{e} siècle . Il l'est encore en 1914 pour Gabriel Giroud, même si les formules qu'il utilise sont plutôt prudentes : « Il paraît certain que les rayons X agissent sur les éléments séminifères en entravant la formation des spermatozoïdes, tandis qu'ils laissent intacte la sécrétion

814. G. Hardy, 1914, p. 201.
815. Voir Carrel, 1935, p. 363.
816. Voir Carrel, 1935, pp. 392-393 (« La reconstruction de l'homme »).
817. Voir Carrel, 1935, pp. 363-367 (« La construction de l'élite. L'eugénisme volontaire. Une aristocratie héréditaire »).

interne indispensable aux organes. […] Les expériences de stérilisation par les rayons X ont besoin d'être largement poursuivies. »[818] Découverts par Wilhelm Röntgen (1845-1923) en 1895, les rayons X paraissent à l'époque avoir un potentiel d'application assez large. Leur utilisation en médecine, avec des temps d'expositions très longs, soumettent les patients aux rayonnements ionisants dont on ne connaît pas encore les conséquences sur la santé. Les brûlures qu'ils provoquent (radiodermites) ne leur sont d'ailleurs pas directement attribuées au départ. On suppose que cette science « prometteuse » qu'est la radiologie a besoin de se constituer pour que l'on puisse véritablement prendre la mesure des applications médicales envisageables. L'un des pionniers de la radiologie en France, Théodore Guilloz (1868-1916), commence à travailler en radiologie en 1896, souffre de lésions aux mains dès 1898, est amputé de la main et de l'avant-bras gauche en 1909. Il poursuit, toujours sans protections, son travail au contact direct des rayonnements ionisants. En 1914, mobilisé, il est nommé chef des services radiologiques des 20^{e} et 21^{e} régions militaires et il meurt, en 1916, à l'âge de 48 ans des suites de ses affections[819]. Si l'on considère le peu de précautions que prend un scientifique de premier rang dans le domaine de la radiologie, on peut comprendre qu'entre 1905 et 1919 les publications néomalthusiennes voient dans cette technique une opportunité à défendre. Il faut cependant attendre le premier congrès de radiologie, qui se tient à Londres en 1925, pour que l'on commence à parler de doses maximales admissibles. Ce n'est donc pas avant cette date que l'on a pu cesser de considérer que la stérilisation humaine était une application souhaitable des rayons X.

Les moyens à employer par les hommes, aussi efficaces soient-ils, focalisent cependant moins l'attention des néomalthusiens que ceux à employer par les femmes. Ils sont fidèles en cela au premier critère retenu par Paul Robin pour définir un bon moyen de prévention de la grossesse : ce dernier doit dépendre de la femme et non de la bonne volonté de son partenaire masculin. Ces moyens se déclinent en plusieurs catégories : moyens chimiques, physiologiques (coït inter-menstruel) et mécaniques. Ces derniers s'apparentent aux moyens à employer par l'homme de par leur principe : il s'agit de poser une barrière étanche entre les spermatozoïdes et les ovules, par obstruction des canaux permettant habituellement la fécondation. Ces trois catégories s'accompagnent également de précautions hygiéniques, principalement par les injections dites malthusiennes.

---

818. G. Hardy, 1914, p. 203 (« Action des rayons X »).
819. Sur Théodore Guilloz voir Labrude, 1997, pp. 27-34.

Les moyens chimiques sont de trois sortes : les suppositoires vaginaux (ou préservatifs fusibles), les pastilles vaginales et les poudres anticonceptionnelles. Les suppositoires, aussi appelés « préservatifs solubles », contiennent des produits « spermaticides » inclus dans une substance destinée à fondre à la température du corps. Ils doivent être introduits dans le vagin avant le coït afin de constituer sur la muqueuse vaginale et sur le col de l'utérus une pellicule spermicide. Gabriel Giroud évoque le caractère facultatif des produits spermicides[820], la couche grasse constituée par le suppositoire faisant office de barrière mécanique, d'obstacle au passage des spermatozoïdes. Cela explique le qualificatif parfois utilisé de « pessaire fusible »[821], par analogie avec le préservatif mécanique. Le corps gras composant le suppositoire peut être de la glycérine, de la gélatine ou du beurre de cacao. La recette permettant de le fabriquer soi-même est généralement fournie par la documentation néomalthusienne ; par exemple : 1 unité de gélatine, 2 unités d'eau, 5 unités de glycérine et 0,5 unité de bichlorhydrate de quinine. Le seul inconvénient du procédé est qu'il faut attendre que la fonte du suppositoire soit complète. Par sécurité, il est conseillé de procéder à une injection abondante après le coït. Les pastilles vaginales, quant à elles, se présentent sous forme de comprimés. Elles contiennent de l'acide borique, un corps composé minéral utilisé comme antiseptique, fongicide et insecticide. Sa toxicité réelle, alors considérée comme négligeable, a conduit par la suite à restreindre son utilisation. Le but est le même : la diffusion du composé actif détruit les spermatozoïdes. Les « poudres anticonceptionnelles », enfin, sont introduites dans le vagin à l'aide d'un « dilatateur » ou « propulseur » à poire qui permet de projeter sur le col de l'utérus la poudre, qui se mêle ensuite aux sécrétions des muqueuses pour constituer un enduit gluant spermicide qui, de plus, fait écran au passage des spermatozoïdes. L'injection vaginale est jugée « indispensable » après leur emploi.

L'efficacité des procédés chimiques anticonceptionnels employés dans les deux premières décennies du XX^{e} siècle comporte des failles ce que démontre la préconisation systématique d'une injection complémentaire.

Les moyens dits « physiologiques », c'est-à-dire ceux qui tiennent compte du cycle féminin pour déterminer les conditions d'un coït non fécondant, ne sont pas totalement rejetés mais ne diminuent pas suffisamment le risque de fécondation. En effet, la règle

820. Voir G. Hardy, 1914, p. 229.
821. Le pessaire est au départ un anneau de caoutchouc non occlus destiné à corriger certaines positions anormales de l'utérus (la rétroversion par exemple). Le pessaire dont les néomalthusiens font l'éloge en est une déclinaison. Mais il s'agit, en ce cas, d'un pessaire occlus formant capuchon, et non d'un simple anneau.

théorique qui prétend qu'une femme ne peut être fécondée en dehors des huit jours qui précèdent et des huit jours qui suivent les règles ne se vérifie pas. D'autre part, cette méthode a l'inconvénient de limiter l'union sexuelle à une période d'environ dix jours par mois, ce à quoi de nombreux couples refusent de se soumettre. Dans tous les cas, cette pratique ne dispense pas non plus de « l'injection spermaticide ».

Les moyens mécaniques, qui se définissent élémentairement par le fait d'empêcher les spermatozoïdes de pénétrer dans l'utérus, rassemblent tous les procédés qui visent à obturer ou recouvrir la matrice au moyen d'un dispositif mécanique afin d'interdire le contact du sperme. Obturateurs, diaphragmes, pessaires, pour peu qu'ils soient correctement positionnés, constituent des procédés efficaces qui ne gênent pas l'acte et qui, généralement, ne sont pas ressentis par l'homme. Ce dernier point est intéressant car les néomalthusiens, qui défendent pour les femmes la possibilité de n'être mères que quand elles le veulent, envisagent qu'elles puissent gérer leur contraception à l'insu d'un partenaire, qui pourrait ne pas être du même avis qu'elles. Étant les premières victimes des grossesses non désirées et ne maîtrisant pas le comportement de leurs partenaires masculins, les néomalthusiens considèrent qu'il est légitime que les femmes puissent bénéficier de procédés discrets qui respectent leurs possibilités de faire des choix.

La condition première de l'utilisation des procédés mécaniques est la parfaite connaissance des spécificités de son anatomie par la femme qui y a recours. Elle doit en effet pouvoir situer très exactement le col de l'utérus pour installer les dispositifs de manière adéquate. Celui-ci étant correctement perçu, la méthode consiste à l’encapuchonner afin de le rendre imperméable aux spermatozoïdes. Des indications sur la meilleure position à adopter pour apprendre à sentir et à bien connaître son corps sont fournies, assorties des habituelles et nécessaires précautions de propreté irréprochable. On observe cela chez Alberto de Liptay dans *La préservation sexuelle* (1910)[822], chez Gabriel Giroud dans *Moyens d'éviter la grossesse* (1908) et dans *La Question de population* (1919)[823]. Ce type de conseils disparaît évidemment après la censure consécutive à la loi de 1920. On peut diviser en deux catégories principales, comprenant pour chacune d'entre elles des variantes, les procédés mécaniques de prévention de la grossesse. Il s'agit des éponges et des pessaires.

Les « éponges de sûreté » sont des matériaux spongieux à petits pores, munis d'un

822. Liptay, 1910, pp. 42-46.
823. G. Hardy, 1908, p. 73-77 et G. Hardy, 1919, p. 216 et suivantes.

cordon ou d'un ruban de soie qui facilite leur retrait après utilisation. L'éponge doit faire environ 4 à 5 centimètres de diamètre, être d'une propreté parfaite et humectée d'une solution antiseptique (certaines sont très simples à confectionner, telles que l'eau de Cologne ou le vinaigre en dilution). L'éponge faisant fonction d'obturateur et de filtre spermicide, elle doit être placée au fond du vagin de manière à recouvrir le col de l'utérus. Le retrait doit être effectué immédiatement après le coït et être suivi, comme toujours, d'une injection. La houppette de fils de soie (nommée « absorbit ») ou le coton peuvent être utilisés selon la même procédure et ne sont que des variantes du même procédé utilisant un matériau différent.

Mais le pessaire est l'un des moyens anticonceptionnels privilégiés par la documentation néomalthusienne. Certaines brochures lui sont consacrées en particulier, telle cette *Notice explicative illustrée du pessaire cervicoïde* (1912)[824], écrite par le Docteur A. Gottschalk. Dans cette brochure, éditée par le journal *Le Malthusien* d'Albert Gros, au rang des avantages incomparables de ce pessaire, son prix modique et le fait qu'il peut être conservé en place plusieurs jours, contrairement aux autres dispositifs, qui doivent être retirés, nettoyés et aseptisés après chaque acte.

Il existe aussi des pessaires médicaux, non obturés, destinés à corriger la position de l'utérus, qui sont à distinguer des pessaires obturés dits « de préservation ». Ces derniers sont faits de caoutchouc. Leur principe est simple : il s'agit de coiffer le col de l'utérus en s'adaptant à sa morphologie spécifique. Les pessaires ont un avantage sur tous les autres préservatifs féminins : il restent plus facilement en place tout en constituant un écran très efficace. On distingue le pessaire « Messinga » (ou pessaire vaginal) des autres modèles parce qu'au lieu de coiffer l'utérus, il prend appui sur les parois vaginales pour faire écran. Les tailles différentes permettent de l'ajuster aux morphologies individuelles, il faut donc choisir un modèle suffisamment grand pour qu'il assure correctement sa fonction. Les autres pessaires viennent coiffer directement la matrice, qu'il s'agisse du « pessaire à fond », qui ressemble à un chapeau, ou du « pessaire tubulaire », dont il existe plusieurs déclinaisons. On remarque certains conseils légèrement contradictoires, selon que la documentation est produite par l'équipe du journal *Le Malthusien* (dirigé par Albert Gros) ou par celle de *Génération Consciente* (dirigé par Eugène Humbert). Ainsi, le pessaire cervicoïde de Gottschalk est-il vanté par *Le Malthusien* : « Le pessaire, dont nous venons de parler, a une supériorité incontestable sur ceux employés jusqu'à ce jour. Tandis qu'on

824. Cervicoïde signifie qui s'adapte au col.

reprochait à tous les pessaires *le défaut de fixité*, en voilà un, chose inattendue, auquel on serait tenté de reprocher l'*excès de fixité*, tant il est difficile à déloger de son poste, mais, répétons-le, *l'injection prise en position couchée* le délogera infailliblement si le doigt n'y arrivait pas tout seul. [...] Tandis que les autres pessaires ne couvrent qu'imparfaitement l'entrée de la cavité utérine (s'ils ne se déplacent parfois), c'est-à-dire donnent seulement le temps voulu pour prendre l'injection, le pessaire du Docteur Gottschalk ferme de façon absolue l'entrée de la matrice (il permet donc de différer indéfiniment l'injection). C'est désormais le seul instrument médical rationnel et sûr, le préservatif de l'avenir. »[825]

Jeanne Humbert, dans son livre sur Eugène Humbert, présente cependant Albert Gros comme un opportuniste intéressé qui s'était intronisé héritier de Paul Robin en 1908, lorsque celui-ci avait décidé de prendre de la distance avec l'ancienne équipe de *Régénération.* Elle l'accuse d'avoir détourné la propagande à des fins strictement mercantiles, ce que confirment les témoignages d'autres militants, dont Gabriel Giroud, qui commence par suivre Albert Gros lorsque Paul Robin prend sa retraite, avant de rejoindre l'équipe de *Génération Consciente*. On remarque à ce sujet que l'hommage du *Malthusien* au pessaire cervicoïde de Gottschalk, qui en fait « le préservatif de l'avenir », s'accompagne de la précision suivante : « Le Pessaire Cervicoïde ne se trouve pas dans le commerce, mais on peut s'en procurer au *Malthusien*, 51, rue Ramus, Paris (XX^{e}). »[826]

Il est vrai que la vente des préservatifs a une dimension lucrative mais le bénéfice réalisé est utilisé pour financer le militantisme. Les membres les plus actifs de *Régénération*, puis de *Génération Consciente*, la plupart du temps, n'ont plus de métier fixe et, de plus, il leur faut faire face à des frais de justice qui augmentent sans cesse. L'intensité de leur engagement, le fait que toute autre activité est renvoyée au second plan et les risques qu'ils prennent suffisent pour convaincre que, les concernant, l'accusation de lucre ne tient pas.

*

* *

825. Gottschalk, 1912, pp. 6-7 (c'est Gottschalk qui souligne).
826. Gottschalk, 1912, p. 7.

La limitation des naissances, moyen révolutionnaire de l'affranchissement de l'humanité selon les néomalthusiens, ne peut se passer d'une réflexion sur la technique. Ainsi, dans leur approche, les néomalthusiens rejettent tout romantisme qui se contenterait de réfléchir théoriquement sur un bonheur rêvé et s'opposent à toute forme de millénarisme dont l'effet est de geler les velléités d'action des hommes pour la réalisation concrète d'un monde meilleur. Considérant qu'il n'y a rien à espérer de l'organisation actuelle du monde, et qu'il ne suffit pas de constater que l'homme a progressé pour se cantonner dans un attentisme béat, ils se font tout au contraire les promoteurs d'une prise en main de son histoire par l'homme lui-même et contre toute métaphysique fumeuse, ils privilégient un pragmatisme lucide qui incite à l'action. C'est dans ce cadre conceptuel qu'il faut comprendre l'intérêt qu'ils accordent aux techniques de prophylaxie anticonceptionnelle. Les femmes doivent avoir accès à la possibilité de n'être mère que quand elles le veulent, les classes populaires ne plus être de simples pourvoyeuses de « chair à canon » et de « chair à patrons ».

Mais l'ambition des néomalthusiens va au-delà du projet qui consiste à affranchir les femmes et les prolétaires de la domination de classe sur laquelle repose l'organisation inégalitaire de la société. Ce à quoi ils aspirent, c'est la réalisation concrète du bonheur de l'humanité. Or, celui-ci exige, selon eux, que l'on articule l'épanouissement individuel — condition première — et la société idéale. Pour cette raison, la question du plaisir occupe une place centrale dans la doctrine néomalthusienne. L'éducation sexuelle a donc non seulement un objectif pratique immédiat (la limitation des naissances) mais elle est également un moyen, pour chacune et pour chacun, d'accéder au plaisir vrai et, par ce biais, à la possession et à la maîtrise de soi. Le plaisir ressenti, pour les matérialistes, est le seul indice et la seule réalité de l'épanouissement individuel. Dans le monde nouveau que les néomalthusiens veulent contribuer à faire exister, les consciences ne peuvent plus se satisfaire des illusions entretenues par la métaphysique, la religion et le capitalisme qui ne font que servir l'intérêt d'une minorité et qui reposent sur la naïveté entretenue du plus grand nombre. Au premier rang des illusions à dissiper, on trouve toutes celles qui concernent les deux fonctions de la sexualité, la fonction « génésique » et la fonction « voluptuaire »[827]. La première ne doit plus être vue comme une obligation ou un simple fait naturel, la seconde ne doit faire l'objet d'aucune condamnation morale et d'aucune

827. Voir Devaldès, *La chair à canon*, [1908] 1980, p. 91.

fausse pudeur. Paraphrasant Jean Marestan[828], on pourrait dire que, pour les néomalthusiens, il faut que le rideau soit levé sur la question de la sexualité et que s'ouvre, grâce à une éducation sexuelle qui se généraliserait et ferait partie des notions communes, une ère nouvelle où l'idée de souillure et de faute ne serait plus attachée à l'acte sexuel et à l'amour. Cette idée permet de distinguer très nettement le malthusianisme originel et le néomalthusianisme.

Il existe un hédonisme néomalthusien qui explique à la fois son refus de la chasteté et sa volonté constante de réaliser la révolution des mœurs sans laquelle la société nouvelle ne peut advenir. Le plaisir auquel donne accès une sexualité libérée de toute inquiétude (pauvreté, poids des naissances non désirées) et de tout carcan moral est l'une des voies d'accès au bonheur réel. Les éléments purement techniques de l'action néomalthusienne ont une fonction cruciale car sans eux, la révolution devient tout simplement impossible. Pour appréhender la spécificité de la doctrine néomalthusianisme en France et pour en cerner la portée politique, il ne faut donc pas céder à la tentation de la réduire à une simple entreprise de promotion des procédés anticonceptionnels.

Toutefois, quelles que soient leurs espérances, les néomalthusiens demeurent lucides et sont tout à fait conscients du chemin qui reste à parcourir pour voir advenir la société régénérée. L'objectif doit fédérer le plus grand nombre possible de consciences, il faut tenter de convaincre sans relâche et, malgré les oppositions qui surgissent de toutes parts, ne jamais renoncer parce que l'action politique qui vise une évolution des mœurs requiert un temps long. Dans ce contexte, il faut tirer parti de toutes les forces et mobiliser au-delà du cercle des militants, par exemple en cherchant à toucher les milieux scientifiques, intellectuels, artistiques et littéraires. Dès le début du XX^{e} siècle, certains écrivains acquis à la cause néomalthusienne vont apporter leur pierre à l'édifice révolutionnaire en produisant une littérature néomalthusienne qui, aujourd'hui, est peu lue et, de ce fait, mal connue. Nous avons l'ambition, dans le chapitre qui suit, de réparer ce manque.

828. Voir Marestan, « Le rideau levé », 1934, pp. 170-184.

Chapitre 9

Littérature et néomalthusianisme

L'utilisation de la forme littéraire, en tant que support de la propagande, est inscrite dès le départ par Paul Robin comme mode d'expression possible des néomalthusiens. Ce dernier fait preuve d'une grande inventivité en matière de communication des idées : le dessin, le théâtre, la poésie, le roman ne sont pas pour lui des formes à négliger, y compris dans le cadre d'une propagande qui se veut fondée sur la science. En témoignent ses *Vers régénérateurs* (1906)[829], recueil de poèmes composés au fil de ses années de militantisme, de 1869 à 1906. On peut s'étonner du choix d'un tel procédé de la part d'un homme tout entier acquis à la rationalité positiviste et préoccupé par la nécessité de démontrer, données quantitatives vérifiables à l'appui, la validité scientifique de ses assertions. Mais cette modalité d'expression est inscrite de longue date dans la carrière de Robin. Dans le *Bulletin de l'orphelinat Prévost*, plus de vingt ans auparavant, il utilisait les poèmes, le théâtre, les comptines et les chants comme moyens pédagogiques. L'expression littéraire et artistique n'y est pas considérée comme un simple loisir récréatif, mais bien comme un moyen pour l'acquisition du savoir et des compétences, comme un outil ludique de mémorisation des connaissances. De ce fait, la composition et la parution de ces *Vers régénérateurs*, fondateurs d'une poésie néomalthusienne — dont Robin estime que la dimension esthétique est secondaire — s'inscrit dans une continuité. Les arguments produits confirment les priorités qui sont celles du propagandiste et du pédagogue — deux rôles inséparables pour Robin — lorsqu'il adopte de tels moyens d'expression :

> « Mettre en vers à dire ou à chanter les idées qu'inspire la philosophie des Régénérateurs n'est pas chose facile. Pourquoi le faire ? Pour imprimer ces idées dans la mémoire de tous, par les obsessions prosodiques ou musicales, promptes même chez ceux dont l'activité cérébrale est un peu endormie. »[830]

Par la suite, cette voie sera empruntée par d'autres néomalthusiens qui utiliseront la forme du roman, du théâtre ou de la fiction utopique, pour présenter leurs idées et leurs

829. Paul Robin, 1906.
830. Robin, 1906, p. 3.

applications possibles. En elle-même, la licence poétique donne une marge d'action et une liberté qui a intéressé certains médecins. Nous verrons également que des écrivains sensibles à la propagande anticonceptionnelle, et ayant parfois une certaine notoriété, ont mis leur talent au service de la cause.

1- Les écrits littéraires des médecins néomalthusiens

La première forme qui motive les auteurs néomalthusiens est celle de l'utopie. Le procédé permet de projeter les développements possibles de leurs projections pour l'avenir, disposant ainsi d'un modèle constituant une visée propre à dynamiser et à organiser l'action. Nous l'avons vu et nous n'y reviendrons pas. Mais l'expression littéraire peut aussi être l'occasion de dresser un tableau de l'état de la société actuelle en y incluant des considérations philosophiques et morales qu'ils ne pouvaient développer ailleurs.

Le droit à l'avortement. Les deux consciences magistrat et médecin (1908) de Jean Darricarrère

La production des médecins néomalthusiens adopte parfois la fiction réaliste. C'est ce que fait Jean Darricarrère dans *Le droit à l'avortement. Les deux consciences : magistrat et médecin*, en 1908. Ce choix de la forme romanesque permet de poser les enjeux de la question malthusienne de façon claire et accessible et se justifie donc dans une perspective d'illustration et de diffusion de la doctrine. C'est aussi un moyen indirect de diffuser des informations relativement précises sur les procédés abortifs et leurs risques respectifs sans s'exposer aux poursuites judiciaires. Arrêtons-nous sur cette œuvre.

Un médecin nommé Lafargue est accusé par l'avocat général Renault d'avoir pratiqué un avortement clandestin dans des conditions d'hygiène déplorables ayant entraîné la mort d'une femme. Au cours du procès qui s'ensuit, on apprend que si Lafargue est bien partisan du recours à l'avortement, il n'a pas pratiqué l'intervention pour laquelle il est jugé. Cette histoire est inspirée d'une affaire d'avortement, datant de novembre 1896, dont on avait alors beaucoup parlé. Le docteur Charles Boisleux, médecin gynécologue réputé, avait été condamné à cinq ans de prison pour avoir pratiqué un avortement sur une certaine demoiselle Thomson, enceinte d'un professeur d'équitation marié ; intervention qui avait

entraîné la mort de la jeune femme par perforation de l'utérus. Son amant, à la demande duquel le curetage ayant provoqué l'avortement avait été réalisé, s'était ensuite suicidé. Tirant parti de cette situation tragique, un autre médecin, le doyen Paul Brouardel[831], avait, par des articles dans la presse et par la publication de rapports médicaux-légaux liés à l'affaire, tenu le rôle d'un avocat général, au détriment de Boisleux. Ce point fait écho aux « deux consciences », celle du médecin (progressiste) et celle du magistrat (réactionnaire), évoquées par Jean Darricarrère. Cette affaire a également motivé un article d'Octave Mirbeau, « Brouardel et Boisleux », publié dans *Le Journal* du 25 juillet 1897.

Les personnages de cette fiction sont tous empruntés à la société de l'époque et, plus précisément, aux personnages ayant joué un rôle, militants ou opposants, dans les questions néomalthusiennes entre 1896 et 1906. On y rencontre des personnages réels, tels que le sénateur Bérenger, adversaire opiniâtre de la propagande néomalthusienne. Mais d'autres personnages, supposés fictifs, tiennent le rôle d'acteurs du mouvement néomalthusien. On y croise ainsi un avatar de Paul Robin fondateur d'une certaine « Ligue de la procréation volontaire », décrit comme « un ancien membre de l'Université, mis à la retraite d'office suite à un scandale retentissant ». De même, l'évocation de « ces conférencières au verbe hardi, souvent indécent, prêchant l'émancipation de la femme, son droit à la stérilité, préconisant *la grève des ventres* comme le seul moyen de la régénération sociale » ne peut pas ne pas faire penser à Nelly Roussel[832].

Jean Darricarrère trouve, avec ce roman, l'occasion de présenter, et de défendre, la dimension éthique de l'action néomalthusienne. En faisant défiler une galerie de portraits-types, il ne tombe jamais dans la caricature. Le roman s'ouvre sur la plaidoirie de l'avocat général Renault dans le cadre du procès intenté au docteur Lafargue. Le prévenu est accusé de complicité dans une affaire d'avortement au cours de laquelle une femme adultère, Mme Levrel, est décédée, et son amant, Paul Vanof, un romancier, s'est suicidé. Lafargue vient de passer quatre mois en détention préventive. Il reconnaît avoir pratiqué sur sa patiente des opérations gynécologiques mais indique que cette dernière, lui cachant le fait qu'elle était enceinte et prétendant avoir eu ses règles récemment, était venue le consulter pour une métrite (infection aiguë de l'utérus). La méthode qu'il avait utilisée pour traiter l'infection, et qu'il présente comme étant celle du professeur Pozzi[833], comporte deux

831. Il s'agit de Paul Brouardel, doyen de la faculté de médecine de Paris, spécialiste de médecine légale et auteur du *Cours de médecine légale de la Faculté de Paris* (1901), que nous évoquons au chapitre 8, dans le passage consacré à l'avortement.
832. Darricarrère, 1908, pp. 2-3 (c'est Darricarrère qui souligne).
833. Il s'agit du médecin et anthropologue Samuel Pozzi que nous évoquons au chapitre 8.

étapes. La première consiste à introduire une tige de laminaire dans l'utérus afin de le dilater ; la seconde, à introduire une sonde irrigatrice pour procéder au nettoyage et à la désinfection de l'organe. C'est à l'époque une procédure ordinaire pour le traitement des métrites. Renault, farouche opposant à la prophylaxie anticonceptionnelle, se vantant d'avoir déjà obtenu la condamnation d'un grand nombre d'avorteurs et d'avortées, tient absolument à faire un exemple en condamnant Lafargue. Mais des lettres de Vanof à son amante et à Lafargue, qui sont produites au procès, prouvent finalement la bonne foi de ce dernier. On lui a délibérément menti pour qu'il prescrive un acte médical qui a conduit à l'avortement et au décès de Mme Levrel. Un non-lieu est prononcé.

La suite du roman se focalise sur la personne de l'avocat général, un magistrat peu fortuné dont la femme est morte de la tuberculose quelques années auparavant. C'est un homme de conviction, dévoué, prenant très au sérieux son devoir de faire appliquer le code pénal de manière rigoureuse. Il élève seul sa fille, Suzanne, âgée de vingt-trois ans, qu'il pense avoir protégée de tous les dangers et dont la vertu et la probité sont irréprochables. Celle-ci envisage d'épouser un jeune élève officier, Maurice Vanier, âgé de vingt-sept ans, dont le père était un ami de Renault. Vanier a été affecté pour quatre années de service en Algérie. Quelques mois avant la fin de son engagement militaire, le magistrat et sa fille se rendent en Algérie afin que le mariage ait lieu sur place. Le récit du voyage est l'occasion pour Jean Darricarrère de développer certaines critiques, et en particulier celle du colonialisme et du traitement indigne des indigènes par les coloniaux. Mais il critique également le rôle des congrégations religieuses dans les colonies, qu'il connaît bien pour avoir lui-même servi comme médecin militaire en Algérie et à Madagascar pendant plusieurs années.

La jeune Suzanne Renault retrouve son fiancé et se consacre aux préparatifs du mariage. La veille de celui-ci, les deux amants ont une relation sexuelle. Mais le soir même, le jeune lieutenant Vanier, alors qu'il rejoint son casernement pour sa dernière nuit de célibataire, est saisi d'une attaque et meurt subitement. L'autopsie nous apprend que Vanier avait la syphilis et que c'est à sa demande qu'il avait été envoyé en Algérie. Au bout de quatre ans, se croyant guéri et non contagieux, il avait tenu à se marier au plus vite. Darricarrère développe à ce sujet des considérations sur le traitement de la syphilis dont la prophylaxie souffre, selon lui, de nombreux préjugés et d'affirmations non scientifiques. Entre alors en scène le docteur Clair, médecin militaire. Cet homme, auquel Darricarrère s'identifie, est un médecin brillant, un esprit libre, travailleur, humaniste et radicalement athée, qui se heurte en permanence, dans le cadre de ses fonctions en Algérie, à

l'hypocrisie des congrégations religieuses et au rejet de la communauté des militaires français. En ne se pliant à aucun rituel religieux, en choisissant de prodiguer des soins gratuits aux indigènes, en affirmant une indépendance à l'égard de tout dogme et de toute institution contraignante, il s'attire de nombreuses inimitiés. Mais il est tout de même respecté pour son dévouement et la qualité de son travail. A l'occasion de la présentation du docteur Clair, certaines positions éthiques et politiques de l'auteur sont abordées. Ainsi, un certain nombre de pages à la tonalité franchement anti-colonialiste sont consacrées à l'idée, assez rarement défendue à l'époque, de la relativité des valeurs culturelles et de la dignité égale de toutes les cultures. En outre, Darricarrère dénonce la brutalité des colons et l'impunité dont ils jouissent dans ces lieux éloignés des grands centres urbains et de la métropole. Évoquant l'attitude des officiers français dans les villages algériens, il écrit :

> « Ce [que les indigènes] leur reprochaient d'abord, c'était leur autoritarisme dédaigneux, souvent brutal ; car pour hâter l'exécution de leurs ordres ou de leurs fantaisies, pour simplement se frayer un passage dans la foule, les officiers recouraient volontiers à la cinglante cravache ou à la lourde matraque, sans que le patient, parfois sérieusement blessé, pût jamais obtenir une réparation de l'autorité militaire, toute puissante en ces régions exclusivement soumises à son pouvoir. Cette injustice indignait les Arabes contre les conquérants qui, sous couleur de civilisation, leur imposaient une tyrannie sans appel, comme sans mesure. Une autre raison de leur haine contre « les infidèles » était le mépris ironique qu'ils professaient publiquement à l'endroit de leurs marabouts, de leurs cérémonies cultuelles et de leurs rites, alors qu'ils exigeaient d'eux le plus profond respect envers les représentants de la religion catholique. »[834]

Très affectée par le décès de son fiancé, Suzanne est prise en charge par le docteur Clair. En l'examinant, le médecin découvre, d'une part, que la jeune fille est enceinte et, d'autre part, qu'elle a contracté la syphilis au cours de l'unique rapport qu'elle a eu avec son fiancé. Averti par le docteur Clair, Renault s'effondre. Sa dignité, lui qui avait fondé sa carrière sur le combat contre l'avortement, et celle de sa fille, destinée désormais à être une de ces filles-mères syphilitiques pour lesquelles l'avocat général n'avait jamais montré la moindre compassion, sont menacées. Cette inversion de la situation de départ est le prétexte à de longs échanges entre les deux hommes sur le caractère humain de l'avortement et sur l'inégalitaire condition qui est celle des femmes, plus particulièrement des jeunes femmes. Dans un premier temps, le père s'emporte contre le fiancé décédé, syphilitique certainement conscient de l'être, qui a souillé l'honneur de sa fille. Clair lui

834. Darricarrère, 1908, pp. 157-158.

répond que le lieutenant Vanier a vraisemblablement été lui-même victime de mauvais médecins arguant que le poids de la morale dans la société empêche de parler ouvertement de la sexualité et, en conséquence, de travailler sérieusement sur les maladies vénériennes. Mal étudiées, insuffisamment connues, ces maladies sont, y compris dans le monde médical, l'objet d'idées fausses. L'une d'elles est qu'un syphilitique infecté depuis quatre ans, même s'il reste malade, n'est plus contagieux. Le jeune militaire, mal conseillé, avait donc accepté de se marier au terme de ce délai. Vaincu, le magistrat se reproche son aveuglement :

> « N'y avait-il pas déjà de nombreux écrivains qui demandaient l'abolition de cet article du code, prétendant *qu'il vaut mieux tuer un être avant sa naissance que de le laisser mourir une fois né ?* L'un d'eux n'avait-il pas écrit, tout récemment, qu'à son avis, l'avortement, de même que la stérilité volontaire, était souvent un devoir de primordiale honnêteté, quand des tares héréditaires ou la misère attendaient l'enfant à sa naissance ; qu'il était, parfois, un acte inspiré par des considérations de prudence économique des plus naturelles et des plus légitimes. […] Il avait suffi de la menace du malheur et de la déconsidération de sa fille, pour qu'il comprit la portée et l'intention profondément humanitaires des défenseurs du *droit à l'avortement*. Il ne songeait plus à blâmer les écrivains courageux demandant qu'il fût autorisé, comme toute autre opération chirurgicale, jugeant que c'était là pure affaire personnelle, dont l'État n'avait pas à se mêler. Il pensait comme eux, aujourd'hui qu'il se rendait compte des conséquences douloureuses, entraînées par une conception à la fois illégitime et entachée de nocuité morbide. »[835]

Renault demande donc au docteur Clair de pratiquer un avortement sur sa fille. Mais l'opération doit avoir lieu au moment où Clair, suite aux manœuvres souterraines de la part des religieux et du commandement militaire locaux pour l'évincer, apprend qu'il est déplacé d'office dans un autre hôpital algérien. Il décide alors de quitter l'armée, non sans s'être acquitté auparavant de sa promesse d'interrompre la grossesse de Suzanne. Ses derniers jours sur place sont consacrés au suivi médical des conséquences de l'intervention. Il prodigue aussi des conseils, à la fille et à son père, sur les soins adéquats au traitement de la syphilis. A la dernière page de l'ouvrage, le magistrat apprend fortuitement que le courageux docteur Clair est en réalité le demi-frère du docteur Lafargue, contre lequel il avait plaidé deux mois auparavant.

Le roman est intéressant parce qu'il révèle, de l'intérieur, les questions sociales et morales auxquelles doivent faire face les médecins qui sont les compagnons de route du

---

835. Darricarrère, 1908, pp. 270-271 (c'est Darricarrère qui souligne).

néomalthusianisme. Il est d'abord l'occasion, pour son auteur, de détailler assez précisément les techniques abortives et les questions morales qui accompagnent ces actes. Il donne à voir, d'un point de vue subjectif, ce que sont les dilemmes auxquels sont confrontés les praticiens qui s'engagent dans le militantisme de la génération consciente. Il permet aussi de se faire une idée des risques qu'ils prennent. Le livre oppose habilement les « deux consciences ». D'abord, celle du magistrat, conservatrice et avant tout soucieuse d'ordre social, qui juge à partir de valeurs discutables et non scientifiques. Ensuite, celle du médecin qui est lucide quant à la réalité sociale et éclairée par la science. A aucun moment l'ouvrage ne fait l'apologie de l'avortement comme solution. Il déplore en revanche le fait que la propagande pour la prophylaxie anticonceptionnelle soit frappée d'interdit, ce qui, de fait, conduit à des situations qui rendent l'avortement nécessaire. Or, celui-ci est une solution de dernier recours qui implique une souffrance morale et physique, qui aurait pu être évitée. Ce que le livre illustre aussi, de manière plus indirecte, c'est que la confrontation à des situations réelles, à condition qu'elle soit éclairée par la raison et qu'elle ne soit pas fondée sur des préjugés moraux et religieux, est la seule manière de former les consciences et de parvenir à des décisions et des actes humains et bons.

Le livre est enfin l'occasion, comme nous l'avons rapidement évoqué, d'aborder d'autres questions, comme celle de la religion et de l'hypocrisie qui l'accompagne, mais aussi celle du colonialisme. Ce faisant, on est amené à constater que le fondement de l'approche néomalthusienne, aussi surprenante qu'elle puisse apparaître par certains de ses aspects, est incontestablement humaniste. Jean Darricarrère, en ce sens, est l'exemple même de ces médecins engagés professionnellement et moralement dans le néomalthusianisme. L'analyse sociale qui est la sienne est loin d'être optimiste, même si Darricarrère nous propose des personnages positifs, car les individus épris de justice doivent faire face à de très nombreux obstacles pour vaincre les conservatismes.

Roman, théâtre et contes chez Madeleine Pelletier

Madeleine Pelletier est l'autre médecin néomalthusien qui recourt à la forme de la fiction pour développer et diffuser ses idées. Nous avons déjà évoqué, au chapitre 5, *In anima vili, ou un crime scientifique* (1911), sa pièce de théâtre, et son roman, *Une vie nouvelle* (1932), au chapitre 6. Sa production comporte une autre pièce de théâtre, *Supérieur ! Drame des classes sociales en cinq actes* (1923). Dans cette œuvre, le

personnage principal est Pierre Véron, un jeune homme de la classe ouvrière. Issu d'une famille pauvre, ses parents l'ont retiré de l'école à l'âge de treize ans, en dépit de son intelligence et de ses grandes aptitudes, pour le placer comme coursier chez un commerçant. Il tente malgré tout de se cultiver et de lire, ce que ses parents — une mère vulgaire et stupide, un père alcoolique et violent — considèrent comme une marque de fainéantise et de prétention. Renvoyé de son emploi après avoir tenu tête à son patron, il est également chassé de chez ses parents. Il s'installe alors dans une mansarde du quartier latin où il vit misérablement en donnant des leçons de mathématiques. Condamné à une pauvreté extrême et à la solitude, il mûrit sa colère à l'égard d'une société qu'il trouve injuste. « Dans notre société, dit-il, l'intelligence n'est rien, il n'y a que l'argent »[836]. Grâce à Jacques, un anarchiste de 68 ans qui partage son immeuble, Pierre se familiarise avec la pensée politique révolutionnaire. Il assiste à des réunions et à des débats, mais se juge incompétent pour l'action, continuant à espérer sortir de la misère grâce à son travail intellectuel et à ses travaux en mathématiques. N'ayant pu passer son baccalauréat, il doit se contenter d'assister à des cours en auditeur libre. Il parvient pourtant à résoudre un difficile problème de mathématiques et rédige un manuscrit qu'il tente de faire lire à un grand professeur, supposé avoir des convictions socialistes. Celui-ci le reçoit et le traite de façon très méprisante :

> « Comment pouvez-vous être assez ignorant de la vie pour entreprendre seul des études supérieures, lui dit-il, et sans argent encore ! J'ai horreur des déclassés, moi, sachez-le ; chacun doit rester dans son milieu d'origine. Certes je ne suis pas un obscurantiste, je suis pour qu'on donne au peuple une certaine culture, mais pas une culture qui puisse lui donner des ambitions, des ambitions qu'on ne réalise qu'avec de l'argent ; de l'argent, entendez-vous jeune homme ? Vous êtes fils d'ouvrier ; travaillez comme ont travaillé vos parents. C'est dans le travail que vous trouverez le bonheur, la stabilité de la vie. Mariez-vous et faites beaucoup d'enfants ; la Patrie en a besoin ; voyez les Allemands comme ils sont prolifiques ? En visant plus haut que votre condition, vous ne vous attirerez que des déboires... »[837]

Très en colère, Pierre profite du fait que son interlocuteur s'absente un moment pour poignarder un garçon de recettes venu apporter une sacoche pleine de billets au professeur. Il est jugé et condamné à mort. Un groupe de militants anarchistes avec lesquels il entretenait des liens solidaires et amicaux parvient à le faire évader de prison et

836. Pelletier, 1923, p. 7.
837. Pelletier, 1923, p. 26.

il quitte la France pour Moscou.

Comme souvent chez Madeleine Pelletier, c'est la dimension morale qui prime. C'est parce qu'il est soumis à un ordre social profondément injuste et intangible que le jeune Pierre, par une suite de brimades et d'humiliations, est conduit au crime. La conclusion est assez pessimiste puisqu'elle repose sur le constat que, tant qu'elle ne sera pas profondément réorganisée, la société continuera d'exclure ses meilleurs éléments pour maintenir en place des incompétents. Rejeté par sa classe d'origine comme par la classe bourgeoise et par les institutions politiques, Pierre est condamné à la solitude.

Ces questions morales sont abordées de façon encore plus nette lorsque Madeleine Pelletier publie *Trois contes* (s.d.), utilisant pour l'occasion une forme littéraire inédite dans la littérature néomalthusienne. La date de publication de ces contes n'est pas mentionnée. Mais, en fonction des éléments contenus dans le texte qui évoquent la Première Guerre mondiale, nous pouvons supposer qu'ils ont été publiés après 1918. L'évocation du Bloc national, continuation de l'Union sacrée, permet de situer leur écriture dans la période 1919-1924. Chacun des trois récits se termine par une morale, un peu à la façon des apologues ou des fables.

Le premier de ces contes, « Un traître », a une dimension autobiographique évidente. Il retrace le parcours de Jacques, dont Madeleine Pelletier nous dit que « le hasard l'avait fait éclore dans un milieu pauvre et incultivé »[838]. Celui-ci quitte sa famille, prend une chambre dans le quartier Latin, « un sixième étage de la rue Claude Bernard »[839], et suit des cours par correspondance pour devenir ingénieur. Ses études sont couronnées de succès et il peut désormais louer un appartement modeste. Il s'aperçoit cependant que son ascension ne lui apporte pas les satisfactions espérées et il demeure révolté par l'organisation injuste de la société : « Esprit hors de pair, il avait déjà, bien que jeune, une culture assez étendue. Il n'ignorait pas le socialisme et il s'était promis de travailler lui aussi à la destruction d'une société injustement divisée en castes ploutocratiques. »[840] Jacques tente alors de s'investir en politique, mais constate bien vite le manque de sincérité des hommes de pouvoir, préoccupés de leur réussite et dont l'intellectualisme de classe les pousse à freiner les énergies révolutionnaires au nom du réalisme politique. Occupant un poste de direction, il est également rejeté par les classes populaires : « Il essaya de se tourner vers le peuple, mais le peuple se détourna de lui. N'était-il pas un intellectuel aux

838. Pelletier, s.d., « Un traître », *Trois contes*, p. 3.
839. Pelletier, s.d., « Un traître », *Trois contes*, p. 5.
840. Pelletier, s.d., « Un traître », *Trois contes*, p. 5.

mains blanches, c'est-à-dire un bourgeois ? »[841] Rejeté et méprisé par les socialistes des classes intermédiaires, par les politiques institutionnels et par les ouvriers, il fait l'expérience de la solitude et ne parvient pas, malgré son désir, à mettre en cohérence sa fonction sociale et ses idéaux politiques. Au déclenchement de la Première Guerre mondiale, Jacques est écœuré par l'Union sacrée et par la pusillanimité des esprits, quelle que soit leur classe d'origine. Ne voyant aucune solution à la question sociale — compte tenu de ce que sont les hommes —, il envisage le suicide avant de décider de « trahir » ses idéaux de justice en rejoignant le Bloc national[842]. L'hypocrisie et le cynisme lui réussissent puisqu'il connaît une ascension sociale rapide et devient député, puis ministre. Courtisé par les militants comme par la bourgeoisie, il est devenu un homme de pouvoir : « lui reprocher sa trahison, on s'en gardait bien ; il était la force, donc il était la vertu. […] Certes, il était loin d'avoir réalisé sa vie ; le luxe, les honneurs, le respect des autres, il payait tout cela de ses convictions les plus chères »[843]. La morale de ce conte est particulièrement amère puisqu'elle montre que même un homme bon, intelligent, animé par des idéaux profondément humanistes, est presque inévitablement contraint de se plier au jeu hypocrite des conventions sociales pour cesser d'être méprisé.

Le deuxième conte, intitulé « La mort aux chats », est une parabole sur l'euthanasie. Le personnage central est une vieille femme, ancienne institutrice, qui vit seule à Paris dans un taudis après avoir perdu son mari et ses enfants. Lors de ses sorties nocturnes, elle nourrit les chats du quartier, en accueille certains chez elle, stérilisant les mâles et supprimant les nouveau-nés afin d'éviter la surpopulation. Parfois, elle utilise du chloroforme pour soulager les chats malades ou blessés, mais Pelletier précise : « Elle ne détruisait que les chats malades, pour obéir à une doctrine qu'elle s'était formée et d'après laquelle la mort était préférable à la douleur. »[844] En dépit de ses précautions et de ses tentatives pour réguler leur nombre, la population des chats augmente dans son appartement au point que des voisins commencent à se plaindre. Contrainte de se justifier, elle explique que loin d'encourager la prolifération des chats, elle prend en charge la régulation de leur nombre. C'est par humanité qu'elle en recueille et c'est aussi par humanité qu'elle en supprime. Le voisinage comprend alors le véritable but de ses sorties

---

841. Pelletier, s.d., « Un traître », *Trois contes*, p. 6.
842. Le Bloc National est une alliance de la droite et du centre qui se constitue au sortir de la Première Guerre mondiale, puis gagne les élections législatives de novembre 1919 pour constituer ce que l'on appelle la « Chambre bleu horizon ». La politique qu'il conduit se caractérise par le désir d'obtenir réparation de la part de l'Allemagne et par une répression forte des mouvements ouvriers.
843. Pelletier, s.d., « Un traître », *Trois contes*, p. 10.
844. Pelletier, s.d., « La mort aux chats », p. 15.

nocturnes : la suppression sans douleur des chats malades ou trop faibles. Lors d'un hiver particulièrement rigoureux, elle tombe malade et son dénuement extrême ne lui permet pas de se soigner convenablement. Elle décide de chloroformer tous ses chats, avant de se suicider par le même moyen. Cette vieille femme est, selon Pelletier, un exemple de véritable humanité. Contrairement à ceux qui, par lâcheté, laissent proliférer l'espèce, sans jamais prendre leurs responsabilités vis-à-vis de la collectivité, elle a le courage de donner la mort par bonté : « La vie est un mal, dit-elle, et c'est la mort qui est un bien, surtout la mort que je donne, sans souffrance, par le chloroforme. Plus de maladies, plus de persécutions, plus d'ingratitude ; le bon sommeil sans rêves, pour jamais. »[845]

Intitulé « L'enfant », le troisième conte s'intéresse à la vie de deux sœurs célibataires vivant avec leur mère. L'une est âgée de trente-deux ans, l'autre de trente. Elles appartiennent à la moyenne bourgeoisie. Sans être riches, elles bénéficient chacune de trente mille francs de dot afin de pouvoir se marier. Mais les années passent et elles ne trouvent pas d'homme à épouser. La plus jeune finit par prendre un amant, un officier militaire fils de général, et tombe enceinte. Mais la famille du militaire refuse toute légitimation de leur union, trouvant sa dot insuffisante. Cherchant à avorter, elle en est dissuadée par le portrait terrible qu'on lui dresse des risques qu'elle encourt. Elle se confie alors à sa mère laquelle, après l'avoir chassée de chez elle, lui adresse une lettre accompagnée d'un flacon de chloroforme qu'elle lui recommande de boire pour échapper au déshonneur en précisant : « Si tu es trop lâche pour mourir, j'espère au moins que tu étrangleras ce bâtard, quand il viendra au monde. »[846] Sa situation étant désormais connue, tout le monde, exception faite de sa sœur, se détourne de la jeune femme et la condamne moralement. Elle part accoucher en Espagne et revient au bout d'un an, accompagnée d'un petit garçon. La suite de sa vie est marquée par la précarité ; elle a toutes les peines du monde à élever son enfant dans des conditions correctes. Les années de dénuement affectent sa santé et elle meurt relativement jeune. Sa sœur, également très isolée, désespérée de ne pas avoir trouvé de mari, se suicide. Le récit se termine sur le point de vue de l'enfant devenu jeune homme : « il haïssait la société présente, pleine de préjugés, qui faisait souffrir les enfants de la prétendue faute de leur mère »[847].

La misanthropie de Madeleine Pelletier est sensible dans ces trois contes. La morale qui s'en dégage est teintée de pessimisme et l'espoir révolutionnaire n'est pas

845. Pelletier, s.d., « La mort aux chats », p. 16.
846. Pelletier, s.d., « L'enfant », p. 19.
847. Pelletier, s.d., « L'enfant », p. 20.

toujours présenté comme un horizon crédible. Le premier conte, « Un traitre », traite de l'impossibilité, pour un esprit rationnel et bon, de trouver dans la société des hommes une manière de vivre en accord avec ses principes éthiques. Le second, « La mort aux chats », évoque la solitude nécessaire de ceux qui choisissent de ne pas déroger à leurs principes. La morale que Madeleine Pelletier retire de ce conte, c'est qu'en défendant l'euthanasie et la limitation des naissances on agit conformément à la raison, sans doute, mais on doit abandonner tout désir de reconnaissance sociale. Quant au troisième, « L'enfant », il met en évidence l'inhumanité et la brutalité d'une société à la fois injuste et moralisatrice qui punit les femmes, exclut les individus et produit, en conséquence, des révolutionnaires et des anarchistes. La difficulté d'échapper à la détermination de classe tout en restant fidèle à des idéaux de justice est le thème commun aux trois contes.

Quelle est l'utilité et la fonction de la forme littéraire dans l'œuvre de Madeleine Pelletier ? D'abord, celle-ci permet d'aborder, au moyen de paraboles ou de métaphores, des sujets dont il n'est pas facile de traiter directement soit parce qu'ils sont soumis à la censure (prophylaxie anticonceptionnelle), soit parce qu'ils heurtent la morale (l'expérimentation sur l'homme, l'euthanasie, l'amour libre). Dans cette catégorie, on peut compter *In anima vili* ou *Trois contes*. Ensuite, la liberté laissée à l'imagination dans les créations littéraires permet d'accentuer le contraste entre une situation présente et une situation rêvée. Cela permet de mieux appréhender les moyens de parvenir à l'objectif fixé, comme dans *Une vie nouvelle*, ou de souligner, de manière critique, l'injustice de notre organisation sociale actuelle (*Supérieur !*, *Trois contes*). Dans tous les cas, le choix de la forme est conditionné par l'objectif militant de valoriser des idées et de faire aboutir des projets dans lesquels croit Madeleine Pelletier.

2 - Les écrivains au service de la cause néomalthusienne

L'utilisation du talent littéraire pour défendre des idées et des principes philosophiques, moraux ou sociaux, n'est évidemment pas exclusive au courant néomalthusien. Au XIX^{e} siècle, certains écrivains de renom mettent leur talent au service d'une cause humaniste, tel Victor Hugo dans son combat pour l'abolition de la peine de mort ou du travail des enfants, ou bien Émile Zola prenant parti dans l'affaire Dreyfus en publiant « J'accuse ! » dans *L'Aurore* du 13 janvier 1898. Ce mode d'expression, liant l'artistique et le politique, est très représenté dans le mouvement, surtout si on le rapporte

au nombre, finalement assez modeste, des militants néomalthusiens prenant le risque de s'exprimer publiquement et en leur nom propre. Généralement issus des milieux libertaires, ces artistes sont souvent des libre-penseurs radicaux qui prônent l'autonomie individuelle et qui, outre leur bienveillance pour l'anarchie, se singularisent par leurs positions féministes, pacifistes, anticléricales, humanistes et matérialistes.

Octave Mirbeau et la dépopulation

D'un point de vue chronologique, il semble qu'Octave Mirbeau (1848-1917) soit le premier écrivain français à défendre des idées néomalthusiennes dans certaines de ses œuvres[848] et dans les articles qu'il écrit pour *Le Journal* entre 1897 et 1900. Une série de six articles parus en novembre et décembre 1900 et regroupés sous le titre « Dépopulation », abordent des thèmes néomalthusiens. Curieusement, c'est le pessimisme de l'auteur du *Journal d'une femme de chambre* (1900) qui détermine ses positions antinatalistes. C'est aussi autour de la question du bonheur que s'articule son néomalthusianisme. Selon lui, on peut envisager la procréation tant qu'elle ne produit pas plus de souffrance qu'il n'y en a déjà et tant qu'elle ne contredit pas la possibilité du bonheur individuel :

> « Et voilà des gens, des quantités de gens qui, dans une société incapable de donner à tous ses enfants le pain et le bonheur qu'elle leur doit, ne songe qu'à augmenter le nombre des malheureux, en augmentant le nombre des êtres humains, au lieu de s'efforcer à éteindre la misère, à répartir la richesse de façon plus équitable, à bâtir moins de prisons et moins de casernes, et plus de maisons riantes, et plus d'asiles de joie… Et comme il faut répéter souvent les formules heureuses, afin qu'elles pénètrent plus profondément dans les cerveaux lents à concevoir, même l'intérêt humain à chercher les moyens – non pas seulement législatifs, mais sociaux – d'augmenter, non le nombre des hommes, mais la somme de bonheur possible parmi les hommes... »[849]

La tonalité libertaire du propos est très sensible, et c'est sans doute ce qui, effectivement, autorise le rapprochement avec Paul Robin. L'humanisme se conjugue avec le socialisme et l'antimilitarisme. Mais un certain hédonisme transparaît aussi, ce qui est

848. C'est la thèse défendue par Pierre Michel qui considère que l'engagement néomalthusien de l'écrivain est exactement contemporain de celui de Paul Robin lui-même. Voir Michel, 2009, pp. 215-216.
849. Octave Mirbeau, « Dépopulation », *Le Journal*, 23 décembre 1900.

tout à fait compatible avec l'apologie de la jouissance physique prônée par les néomalthusiens libertaires (Robin et Humbert notamment). De l'accès au plaisir dépend notre accomplissement moral, mais cette position est difficile à tenir dans une culture chrétienne où la jouissance est liée à la culpabilité.

La poésie néomalthusienne de Laurent Tailhade

Le poète et polémiste Laurent Tailhade (1854-1919), libertaire et anticlérical, fait également partie de ceux qui, très tôt, manifestent leur adhésion au mouvement, à ses principes et à son action. Dans *Au pays du mufle* (1891)[850], recueil de poèmes, de contes et de théâtre en vers, la présence des thèmes néomalthusiens est récurrente. Une place est même accordée aux personnages notables du mouvement, comme dans cette strophe dédiée à Paul Robin :

> « Et voici l'échoppe fort discrète
> Où le papa Robin armé de sa curette,
> Suppédite[851] par des remèdes éprouvés
> Force dames de qui les ventres ont levé. »[852]

On trouve aussi dans ce recueil des poèmes dont les titres et le contenu sont tout à fait explicites, telle cette « Ballade de la génération artificielle »[853], qui oppose une « ancienne façon d'engendrer » au fait « d'expérimenter judicieusement […] les forces de la nature. » Par ses références à l'espace du laboratoire du chimiste et du médecin qui, selon lui, devraient s'intéresser scientifiquement à « l'homoncule », Laurent Tailhade invite à une procréation contrôlée par les savants. Il défend aussi la prophylaxie anticonceptionnelle qui permet d'éviter la contagion des maladies vénériennes :

> « Plus de vérole saugrenue !
> Plus d'argent-vif ou d'orpiment !
> Hélène, avec sa beauté nue,
> Intoxique le jeune Amant.

850. Nous avons choisi de nous référer à l'édition de 1929, préfacée par Fernand Kolney, parce qu'elle contient des développements qui n'existent pas dans l'édition de 1891, notamment « La feuille à l'envers », revue en un acte, de 1909.
851. Suppéditer : fournir en quantité suffisante, répondre par un moyen adapté.
852. Laurent Tailhade, « La feuille à l'envers », revue en un acte, *Au pays du mufle*, [1891] 1929, p. 205.
853. Tailhade, 1929, pp. 49-50.

…vous donc tout simplement,
Au coin du feu, sous une treille :
Puis décantez modestement
L'homoncule dans la bouteille. »[854]

La question hygiéniste de la prévention des maladies vénériennes — la syphilis en particulier — est très présente dans le recueil, comme l'illustre cette « Ballade sur le propos d'immanente syphilis » dont l'envoi fait figure d'avertissement : « Il faut prendre conseil des médecins : Amour s'enfuit, Vérole demeure. »[855] Le fléau social que représente à l'époque le péril vénérien, montre que Laurent Tailhade s'intéresse à l'actualité sociale. Sa poésie mêle culture lettrée, matérialisme et réalisme social. Son évocation est directement reliée à la question de la prostitution. Les personnages de prostituées sont d'ailleurs très présents dans les œuvres de Laurent Tailhade, en général pour stigmatiser l'hypocrisie sociale qui fait porter à la prostituée seule le caractère dégradant de ses actes. On peut ainsi y retrouver un certain nombre des débats de l'époque et constater les positions néomalthusiennes de l'auteur. L'affaire Dreyfus et ses suites sont abordées dans une « Ballade touchant les aboyeurs antisémites », l'action d'Édouard Drumont (1844-1917) — l'écrivain nationaliste et antisémite, auteur de *La France juive* (1886) et antidreyfusard radical — est ridiculisée dans un conte intitulé « Un souper chez Simon le Pharisien »[856]. Les suffragettes, enfin, y sont largement représentées, notamment dans « La feuille à l'envers », revue en un acte (il s'agit d'une revue théâtrale, c'est-à-dire un spectacle composé de courtes scènes humoristiques évoquant des événements contemporains). Dans leurs interventions elles défendent, pèle-mêle, l'idéal féministe, la révolution, l'amour libre et l'infécondité :

« J'suis la mèr' d'un' nombreus' famille
Mais je rote sur monsieur Piot.
J'défends aux femm's aux jeunes filles
De procréer des loupiots.
Pour mater les homm's, ces despotes,
Je me pare d'une capote,
Capot' qui fait l'amour capot,
Étant le contrair' d'un chapeau.
Je trimbale sur moi
Des épong's, des bouts d'bois,
De jolis outils protecteurs,

854. Tailhade, 1929, p. 50. La référence à l'homoncule semble d'inspiration préformationiste.
855. Tailhade, 1929, p. 52.
856. Tailhade, 1929, pp. 125-131.

Des poires, des irrigateurs !
M'sieur Robin de Cempuis
M'a légué ses étuis
Et dans mes discours pleins de sel,
J'attrap' le ton d'Nelly Roussel. »[857]

Une allusion au sénateur Piot, adversaire déclaré des néomalthusiens, une liste de moyens techniques de la prophylaxie anticonceptionnelle (le préservatif masculin, les éponges — pour éviter la conception ou pour provoquer l'avortement — divers objets d'hygiène sexuelle) et l'évocation de Robin et Roussel, dans le cadre d'un discours à tonalité féministe, montrent que le registre est pleinement néomalthusien. Les figures les plus représentatives de la première époque du néomalthusianisme français sont toutes convoquées, on y trouve même la « doctoresse » Pelletier.

Victor Margueritte et le roman féministe

Victor Margueritte (1866-1942) inaugure la seconde génération des écrivains qui apportent leur talent au service de la cause néomalthusienne. Ce romancier, fils d'un héros de la guerre de 1870, natif de Blida (Algérie), fut d'abord militaire de 1886 à 1896, engagé dans les spahis, puis, à partir de 1891, à l'école militaire de Saumur où il devient lieutenant de dragons. Il a déjà derrière lui une carrière de romancier avec son frère Paul, lorsqu'il publie, en 1922, le roman *La garçonne* (premier opus d'une trilogie nommée par l'auteur *La femme en chemin*, le second étant *Le compagnon* et le troisième, *Le couple*). Le livre connaît un très grand succès et se vend à plusieurs centaines de milliers d'exemplaires. Pourtant, l'ouvrage n'a rien de consensuel, l'auteur y adoptant des positions féministes radicales très progressistes et y développant une critique sociale sans concession. Son hymne aux femmes libres accompagne l'émergence de la « garçonne » de l'après-guerre, femme émancipée qui revendique son indépendance et le pouvoir sur son corps. De ce point de vue, Victor Margueritte reflète certainement les discours avant-gardistes de son époque. En effet, la Chambre des députés se prononce en faveur du vote des femmes en 1919 ; proposition repoussée par le Sénat en 1922 et réitérée par quatre fois entre 1925 et 1936, toujours sans succès[858]. Mais des thèmes originaux qui lui tiennent à cœur, comme

857. Tailhade, 1929, pp. 224-225.
858. Voir Rochefort, 1994, pp. 41-51 (« La citoyenneté interdite et les enjeux du suffragisme »).

l'amour libre, le conduisent à recouper des thématiques néomalthusiennes. Il voit dans la limitation volontaire des naissances une lutte efficace et fondatrice pour la conquête de leurs droits par les femmes. La maternité n'est pas, et ne doit pas être, une obligation liée à la condition féminine. Les livres que Victor Margueritte écrit tout au long des années 1920 portent la marque de cet engagement : *La garçonne* (1922)*, Le couple* (1924), *Le compagnon* (1924), *Ton corps est à toi* (1927), *Le bétail humain* (1928), *Le chant du berger* (1930), sont des romans sociaux qui abordent des questions devenues cruciales pour les néomalthusiens. La question de la détresse sociale, matérielle et intellectuelle, liée aux naissances nombreuses, constitue le cadre dans lequel Victor Margueritte fait évoluer des personnages féminins positifs, en lutte pour leurs droits, certes, mais en butte aux conservatismes et aux injustices de la société du temps. Les questions d'hygiène, d'alcoolisme, de syphilis, thèmes constituant le fonds commun de la littérature des écrivains néomalthusiens, sont, au cours de cette période, récurrents dans tous les romans de Victor Margueritte.

Parmi ces ouvrages, la trilogie *Vers le bonheur*[859] (cf. figure n° 20) est particulièrement intéressante pour notre étude. Le personnage principal est une jeune fille de Provence, Spirita Arelli, que l'on suit de son enfance à l'âge adulte dans *Ton corps est à toi*, dont on découvre les difficultés de la vie de femme dans *Le bétail humain* et à l'épanouissement de laquelle on assiste dans *Le chant du berger*. Dans l'avant-propos du deuxième opus de cette trilogie, Victor Margueritte précise :

> « Un an après la publication de *Ton corps est à toi*, — où, à travers l'inepte loi de juillet 1920 qui coud dans le même sac propagande contre la natalité et complicité de manœuvres abortives (c'est-à-dire le remède et le mal !) j'attaquais les mœurs dont l'hypocrisie n'a d'égal que l'absurde et le féroce, — qu'il me soit permis de marquer un point. En dépit des plus basses attaques, en dépit même des sommations faites au Garde des Sceaux par des secrétaires attardés, pour qu'on me poursuivit « au nom de la morale outragée », le gouvernement s'est tenu coi. Pas plus qu'il n'avait en 1922[860] osé traduire la *Garçonne* en Cour d'Assises, il n'a osé traîner *Ton corps est à toi* en correctionnelle, bien que, sous le couvert de la loi de 1920, une telle dérision eût été possible. »[861]

L'étude du *Bétail humain* suffit pour donner une idée assez juste de la manière dont

---

859. La trilogie « Vers le bonheur » est composée de *Ton corps est à toi*, *Le bétail humain* et *Le chant du berger*.
860. Ces précisions sur les dates sont une allusion à la loi du 27 mars 1923 qui correctionnalise l'avortement. Avant cette date, l'avortement est qualifié comme crime et relève de la cour d'assises. Voir Valenti et Le Naour, 2003.
861. Margueritte, 1928, p. 3.

les écrivains proches du néomalthusianisme investissent le champ de la lutte et de la propagande. Force est de constater qu'en dépit de la censure, ils avaient une plus grande latitude que les médecins pour aborder frontalement la question de l'avortement et celle de la prophylaxie anticonceptionnelle.

Dans le premier volet de la trilogie, *Ton corps est à toi*, le personnage principal du roman est Spirita Arelli, fille « intelligente et sensible » d'un « père fainéant et d'une mère grippe-sous », qui est élevée par son oncle, homme intelligent et libre-penseur qui donne à la jeune fille tout ce dont elle manque dans son milieu d'origine : de la tendresse, de l'instruction et une « saine éducation » sur les « choses sexuelles ». Prévenue par son oncle des dangers de la maternité précoce, Spirita est malgré tout victime d'un viol. Celui qui abuse d'elle, alors qu'elle est seule à la ferme de ses parents, est un jeune homme riche, insolent et cynique venu acheter un terrain à la famille Arelli pour le compte d'une banque. Spirita tombe enceinte. Elle est alors rejetée par ses parents et ses amis. Craignant de subir le sort habituellement réservé aux filles-mères — l'exclusion sociale sous toutes ses formes — elle quitte la campagne provençale pour Marseille où elle accouche d'un enfant qu'elle abandonne à l'assistance publique. Spirita mène ensuite une vie laborieuse, se consacrant à la prévention et à l'éducation sexuelle des femmes qu'elle côtoie dans ses emplois ouvriers. Elle défend auprès d'elles le principe de la limitation volontaire des naissances afin « qu'elles ne soient plus des bêtes à procréer, n'enfantent que consciemment pour la santé de la famille, pour le mieux-être de la race. »[862] Son activité militante lui vaut d'être impliquée à tort dans un procès pour avortement, mais l'intervention de son oncle lui permet d'échapper à la prison.

Le second volet de la trilogie, *Le bétail humain*, commence par une peinture sombre de la situation lamentable dans laquelle vit Marc-Henri, l'enfant abandonné par Spirita, et adopté (pour bénéficier des allocations accompagnant cette adoption) par une famille de paysans ardéchois vivant dans des conditions d'hygiène abominables. Le père est un ivrogne stupide, et la mère — une matrone répugnante, violente et mesquine — maltraite et affame l'enfant. La crasse, la bêtise, la maladie qui sont décrites s'inscrivent dans la tradition du roman réaliste de Zola. Le jeune garçon finit par mourir des suites des mauvais traitements qui lui sont infligés, hélas avant que sa mère, dont la situation sociale s'est améliorée, n'ait pu le retrouver.

Un témoin de la mort de l'enfant, qui permet à l'auteur d'exprimer son point de vue

862. Margueritte, 1928, p. 7.

sur la question, déclare : « Il ne souffrira plus ! Qu'est-ce que vous voulez que ces sans-famille, plus ou moins tarés, deviennent ?… Du malheur... ou de la contagion ! Tant qu'on n'aura pas appris aux filles à ne devenir mères que quand elles veulent… »[863] La condamnation sans appel d'un prolétariat qui, bien que victime de l'organisation profondément inégalitaire de la société, est aussi l'artisan complice de sa propre déchéance, est une constante dans les écrits de V. Margueritte..

C'est principalement le personnage de l'oncle de Spirita, Paccaud, homme lucide et philanthrope, envers et contre tout, qui permet à Victor Margueritte d'exprimer son point de vue et de légitimer ses propres positionnements politiques et humanistes. Il incarne l'optimisme révolutionnaire des rationalistes :

> « Oui la science d'hier qui était nationale, a trahi sa mission ; elle n'a travaillé que pour la mort ! La science de demain, qui sera universelle, travaillera pour la vie. Alors apparaîtront les découvertes supra-sensibles ! […] La faucille et le marteau, qui en fin de compte valent mieux que le sabre et le goupillon, ne sont encore que de grossiers emblèmes ! Signes matériels de la vieille idolâtrie… L'humanité est comme la terre, elle se dégage à peine de sa lente formation. Elle commence à peine à prendre conscience d'elle-même, à percevoir qu'elle seule est sa fin. »[864]

En dépit de la misère sociale et du spectacle souvent désolant qu'offre l'humanité, Victor Margueritte est optimiste et progressiste. Le réalisme social de ses écrits n'est pas complaisant, car son but n'est pas de se contenter d'exposer ce que le monde peut avoir de désespérant. Il s'agit, au contraire, de mettre en évidence les forces positives qui peuvent conduire à une amélioration et au bonheur. Les événements pénibles vécus par Spirita — victime de la bêtise, de l'égoïsme, de la concupiscence et de la brutalité — sont une occasion de souligner la force de la volonté et de l'intelligence. Le viol qu'elle a subi, la grossesse non désirée, la condamnation morale et l'exclusion sociale qui s'ensuit ont, bien sûr, affecté la jeune femme. Mais son désir de lutter a pris le dessus. Son expérience du monde du travail à Marseille et le drame de l'abandon de son enfant l'ont rendue plus solide et l'ont convaincue de la nécessité de militer en faveur de la procréation volontaire. D'autre part, sa vivacité et son intelligence lui ont permis de trouver un emploi moins pénible qui lui permet d'assurer son indépendance. Elle est désormais secrétaire de direction. C'est cette fonction qui lui permet de rencontrer Pierre, fils de l'industriel qui

863. Margueritte, 1928, p. 23.
864. Margueritte, 1928, p. 23.

l'emploie, avec lequel elle est fiancée. Le jeune homme, favorable aux idées féministes modernes, est suffisamment large d'esprit pour accepter que Spirita recherche son fils, confié à l'Assistance publique quelques années plus tôt, afin qu'il devienne l'enfant du couple.

Hélas, Sipirita apprend simultanément que son fils est décédé et que Pierre a contracté la fièvre typhoïde. Se sachant condamné, il prend des dispositions pour que Spirita hérite d'une somme convenable, conscient de ce qu'est la condition des femmes sans revenus et non mariées. Désormais seule, elle travaille bénévolement pour « L'œuvre internationale de la maternité », une organisation qu'elle décrit comme « affiliée aux associations, anglaise et américaine, du *Birth Control* »[865]. Dans cette structure, Spirita apprend à réagir de façon moins émotive et compassionnelle car personne ne peut, ni ne doit, assumer l'intégralité de la misère sociale. Certains cas dramatiques auxquels elle est confrontée font émerger en elle l'idée que parfois la mort est préférable à une vie de douleur :

> « Visages sans figure, plus émouvants peut-être encore de demeurer anonymes ! Ils devenaient foule, se pressaient autour d'elle, ainsi que des symboles vivants. Leur grouillement désespéré lui rappela soudain ces troupeaux qu'elle avait vu passer, bêlants, sur les routes de l'abattoir… Ici c'était toute l'apparition, hallucinante, du Bétail Humain, le piétinement d'une invasion. Il avançait vers la mort avec des cris inertes, un bondissement vain... »[866]

A « L'œuvre internationale de la maternité », elle sympathise avec des femmes juives ayant fuit la Macédoine pour venir étudier la médecine en France. Cette expérience lui permet d'acquérir le sens de la relativité culturelle. La fraternité qu'elle voit possible, par delà les cultures, les religions et les histoires particulières, nourrit sa philanthropie et lui rend plus incompréhensibles encore les conflits et la guerre. Le travail qu'elle accomplit, jour après jour, au service des œuvres sociales, est l'occasion de brosser un tableau, à la fois lucide et terrible, de la réalité sociale. Spirita intervient auprès de familles nombreuses qui sont dans l'incapacité de nourrir et d'éduquer convenablement leurs enfants ; elle voit des hommes exploités par l'industrie moderne, affectés dans leur santé par les conditions d'hygiène et de sécurité déplorables dans lesquelles ils travaillent pour l'industrie chimique, alors en plein essor. Elle mûrit ainsi sa conscience politique en

865. Margueritte, 1928, p. 33.
866. Margueritte, 1928, p. 39.

réalisant les terribles inégalités qui subsistent. L'opposition de classes lui apparaît de la manière la plus crue comme la résultante de l'intérêt d'une classe dirigeante qui est de laisser prospérer la misère, laquelle offre en sacrifice des êtres humains, écartés à jamais du bonheur, à l'industrie, au capital et à la guerre. La lucidité du constat n'altère pourtant pas la volonté et l'optimisme de Spirita.

Dans le troisième volet de la trilogie, *Le chant du berger* (1930), Spirita, qui a poursuivi ses études en autodidacte et dont la condition sociale s'est améliorée, est devenue journaliste spécialisée dans la vulgarisation scientifique. Après avoir perdu son oncle, elle passe quelques temps sur la côte bretonne où elle mène une vie de femme indépendante dont les amours sont assez libres. Ses expériences plus ou moins heureuses lui font prendre la mesure du chemin qui reste à parcourir pour que l'émancipation des femmes soit une réalité. S'intéressant à la biologie et à la médecine, à la philosophie, aux sciences et aux techniques, Spirita rencontre Maurice Le Guern, « ingénieur spécialisé dans l'étude des forces électriques »[867], pionnier de l'exploitation de l'énergie marémotrice[868]. Il est le frère d'Henri Le Guern, un génie scientifique, prix Nobel et professeur au Collège de France, rendu célèbre pour ses recherches en biologie sur l'origine de la vie et l'hérédité. Arrivée à l'âge de trente ans, ayant souvent été déçue par ses relations amoureuses, Spirita décide de ne plus céder à la tentation romantique. En femme émancipée, elle conduit des automobiles, travaille pour gagner sa vie et étudie.

Répondant désormais au diminutif de « Spi », l'essentiel de sa vie se déroule à Paris où elle est hébergée par son amie Étiennette, une riche héritière très libre de mœurs qui donne fréquemment des dîners où la jeune femme a l'occasion de rencontrer des hommes politiques auxquels elle tient tête dans des discussions sur le féminisme, le suffragisme et l'hygiène sociale. En plus de son travail de journaliste, elle œuvre bénévolement, comme assistante du docteur Joutanon, dans un dispensaire pour filles-mères et pour jeunes enfants. Spi y prodigue des conseils de prophylaxie anticonceptionnelle à des mères négligentes sans faire preuve de compassion excessive pour la misère :

> « Une nouvelle traîne-malheur était là, de chaque main tenant un gosse. L'un devait avoir huit ans. L'autre en paraissait six. Spi rédigeait la fiche du premier.

867. Margueritte, 1930, p. 9.
868. Le début du *Chant du berger* se déroule sur la côte bretonne, dans le Finistère, où fut envisagée, en 1924, la création de la première station expérimentale de production d'électricité marémotrice. Le projet ne vit jamais le jour et il n'y eut pas de réalisation d'usine marémotrice en France avant les années 1960. Voir Banal, 1997, pp. 14-15.

> Il avait, avec un ventre énorme, le teint jaune des cholémiques[869]. M. Joutanon, à la vue des pommettes saillantes et à la senteur de l'haleine, eut une moue. Il diagnostiqua, après examen : — Sarcome du rein. C'est la première fois que vous consultez ? La femme dut avouer qu'elle avait été voir, le mois dernier, un médecin de son quartier, mais il avait parlé d'opération, elle n'y était plus retournée. […] — Nous n'avons pas de chance aussi, dit-la mère, (elle montra son autre enfant, le plus petit)... l'aîné déjà nous donne tant de soucis !... L'aîné ? Spi interrogea du regard, pensant avoir mal compris. Pendant que M. Joutanon amenait à lui le gnome : « Viens, mon petit bonhomme ! » la mère continuait : « Il a douze ans. » — « Douze ans, répéta Spi, il en paraît sept ! » — Ah ! Ah ! Un mongolien ! Déclara le docteur aux questions duquel l'idiot, un doigt fourré dans le nez, ne répondait que par des cris inarticulés... (Il se tourna vers Spi)... C'est l'insuffisance glandulaire qui donne au rachitisme ce faciès tartare... Mais c'est le sang familial qui est le vrai coupable. »[870]

Spi, qui continue d'écrire des articles de vulgarisation scientifique, élargit son domaine à la médecine. Sa fonction d'assistante lui permet d'étayer ses connaissances et le docteur Joutanon lui fait part de son expérience dans le domaine de l'hygiène sociale : « Combien de couples, même à l'heure actuelle, ont pensé avant le mariage à se préparer à leur mission : mettre au monde de bons et beaux enfants ? Quand on songe aux cimetières remplis par la mortalité infantile, quand on voit surtout la foule de rachitiques, de scrofuleux, de paralytiques, tous ces fils d'alcooliques ou d'hérédos[871] traînant toute leur vie la misère et la faute de leurs parents !... et les raclures de la soi-disant élite, payant de leur arthritisme le luxe de papa et les distractions de maman, tous les résidus des boites de nuit, de la cocaïne et de l'opium !... Alors on se dit comme vous : c'est trop bête ! Et l'on se prend à penser que les lois de Sparte avaient du bon, qui supprimaient à leur naissance, les malvenus... »[872]

Spi est elle-même convaincue de la nécessité d'imposer aux prétendants au mariage un contrôle prénuptial afin, dit-elle, de « mettre hors d'état de reproduire non seulement les criminels et les aliénés, comme cela se fait déjà en Amérique, mais tous les individus atteints de tares transmissibles ». Doutant du fait que la société soit prête pour un tel changement, Joutanon et son assistante se plaisent cependant à imaginer un monde où des dispositions eugéniques préventives auraient été prises. La maternité serait consciente et l'on n'aurait plus à recourir à l'avortement. Mais il y a des conditions nécessaires à

869. La cholémie est une pathologie qui se traduit par la présence de bile dans le sang, ce qui donne un teint jaune au malade.
870. Margueritte, 1930, p. 40.
871. Le terme « hérédos » désigne les enfants contaminés par l'hérédo-syphilis, la syphilis dite héréditaire.
872. Margueritte, 1930, p. 41.

l'avènement d'une humanité nouvelle : « Sans une rigoureuse sélection, dit Joutanon, sans un eugénisme obligatoire, incessant, enseigné dès l'école avec la vulgarisation des saines, des nécessaires connaissances sexuelles, — l'humanité continuera de croupir dans sa fiente !... Et d'ici là que de dévouements comme les nôtres découragés par la sottise, s'ils ne croyaient pas à la vertu de l'effort en soi ! »[873] Ayant été éveillée à l'intérêt pour l'eugénique grâce à Joutanon, Spirita désire approfondir ses connaissances en biologie et en médecine. Elle saisit l'opportunité qui lui est offerte de travailler dans le laboratoire du grand savant Henri Le Guern.

Au contact de Le Guern et de ses collaborateurs, hommes d'intelligence supérieure, elle devient une « bonne microscopiste »[874] mais doit faire face à un cas de conscience : l'expérimentation sur les animaux. Elle finit par en admettre la nécessité et participe activement aux recherches d'Henri Le Guern sur les hormones. Les travaux de ce dernier s'inscrivent dans le sillage de ceux du physiologiste Charles-Edouard Brown-Séquard (1817-1894) et s'intéressent à l'opothérapie, c'est-à-dire l'utilisation à des fins thérapeutiques de tissus ou d'organes d'origine animale. Ce domaine de recherche en englobe un autre : celui des greffes d'organes, de tissus et d'os. Inspiré par Alexis Carrel, Henri Le Guern se présente comme un pionnier de l'homogreffe. Au-delà de ces recherches dont l'intérêt thérapeutique est direct, Le Guern a pour objectif la régénération physique et physiologique de l'homme, y compris de ses cellules cérébrales. Pour ce faire, il veut approfondir la recherche sur l'hérédité chromosomique sur laquelle il pense avoir des idées nouvelles : « Il n'est pas dit que si un traitement de chromosomes devenait possible sur ces infiniment petits, nous n'arriverions pas à accentuer la dominance des uns et la récessivité des autres, qu'ils soient paternels ou maternels... Et, par conséquent, à obtenir tel ou tel sexe à volonté, avec telles ou telles hérédités »[875]. Entièrement conquise par le génie supérieur d'Henri Le Guern, Spi en tombe amoureuse. Mais le savant, tout en soulignant la beauté et la valeur intellectuelle de la jeune femme, refuse de s'engager dans une relation amoureuse qui pourrait être préjudiciable à ses recherches sur l'allongement de la vie. Elle conserve néanmoins ses fonctions dans le laboratoire de Le Guern. Après quelque temps, elle entame une relation avec Yves Bozellec, l'un des plus brillants collaborateurs de Le Guern. Le troisième volet de la trilogie s'achève alors que Spirita apprend qu'elle est enceinte, nouvelle qu'elle accueille cette fois-ci avec beaucoup de joie, car il s'agit d'une

873. Margueritte, 1930, p. 41.
874. Margueritte, 1930, p. 48.
875. Margueritte, 1930, p. 51.

maternité consciente. Femme désormais accomplie, vivant en union libre avec un homme qui la respecte et qui partage les mêmes valeurs intellectuelles et morales, elle pense avoir atteint le plus haut degré de bonheur dont un être humain puisse rêver.

Figure n° 20 : Les couvertures des romans de la trilogie *Vers le bonheur* (1927, 1928 et 1930) et de *La garçonne* (1922), de Victor Margueritte

Fernand Kolney et la « grève des ventres »

> « Saches que le Collectivisme et le Communisme ne peuvent entrer dans la période des réalisations pratiques que lorsque tu leur auras donné le Malthusisme pour point de départ, pour assise certaine, pour base inébranlable. »[876]

Fernand Kolney (1868-1930), de son vrai nom Fernand Pochon de Colnet, est un écrivain libertaire. C'est un autre de ces romanciers affiliés au mouvement néomalthusien. Il est aussi le frère d'Eugénie Pochon, épouse de Laurent Tailhade. Kolney, grand admirateur de Tailhade, préfacera et présentera certaines rééditions de ses textes. Il lui consacre même une monographie, en 1922. Directement impliqué dans l'organisation du mouvement néomalthusien, il occupe en effet la fonction de rédacteur en chef du périodique mensuel *Le Malthusien*[877] (de novembre 1908 à juillet 1909), avant de devenir un collaborateur régulier de *Rénovation* et de *Génération Consciente*. Il est l'auteur de la *Grève des ventres* (1907), titre lui-même issu d'une réplique d'un des protagonistes de son roman *Le salon de Madame Truphot* (1904), qui deviendra rapidement un slogan néomalthusien fédérateur. Certaines de ses œuvres sont consacrées au malthusianisme lui-même, comme la brochure *Le crime d'engendrer* (1909) ou *La société mourante et le néo-malthusisme* (1911). D'autres sont des romans qui évoquent l'univers néomalthusien, tels que les *Aubes mauvaises* (1905)*, L'Affranchie* (1920), ou, plus tardivement, *L'amour dans cinq mille ans* (publication initiale de 1905 révisée en 1928).

La grève des ventres (1907) est l'une des brochures les plus représentatives du mouvement néomalthusien. Elle est conçue comme une adresse directe de l'auteur au peuple. Sa structure est conditionnée par l'histoire de l'humanité, considérée par Kolney comme une suite de tromperies et d'humiliations dont le peuple a été victime du fait de sa naïveté et de sa passivité. Quand on considère cette histoire, on ne peut douter, selon l'auteur, du fait que le peuple ait une responsabilité dans ce qui lui arrive :

> « Le premier malfaiteur politique venu n'avait qu'à s'arrêter devant toi, qu'à grimper sur les tréteaux, qu'à se frapper la poitrine à l'endroit présumé du cœur, pour que tu le suivisses immédiatement en troupeau compact jusqu'aux

876. Kolney, *La grève des ventres*, 1907, p. 10.
877. Journal fondé fin 1908 et dirigé par Albert Gros, après l'éviction, par Paul Robin, d'Eugène Humbert. L'opportunisme d'A. Gros, que nous abordons au chapitre 7, conduira F. Kolney à abandonner la rédaction du *Malthusien*, pour rejoindre l'équipe de *Génération Consciente.*

> prochains abattoirs. De là vient ton nom de *Pecus*, qui, tu ne l'ignores pas, veut dire *troupeau*, nom que tu portas avec tant de vérité et d'empressement dans les siècles latins. Aujourd'hui on t'appelle « Démocratie », « Masses profondes », « Peuple souverain », « Prolétariat », mais tu n'as changé ni d'humeur ni de crédulité. »[878]

Selon Kolney, les systèmes théoriques et les croyances ne peuvent à eux seuls sauver les hommes et transformer la réalité. Il suffit, pour s'en convaincre, d'observer attentivement les débuts de l'histoire occidentale jusqu'à « l'abêtissement final du Christianisme »[879]. C'est le besoin d'un chef qui est à l'origine de la servitude du peuple. La religion a d'abord tenu ce rôle, puis ce fut le tour de la bourgeoisie. En ce sens, Kolney considère que toutes les révolutions sont des faillites. La fin de la monarchie, la fin de l'Empire n'ont pas supprimé l'esclavage des peuples. L'histoire contemporaine, estime-t-il, nous donne à voir l'échec du suffrage universel, la République opportuniste, la République du Bloc (il s'agit du Bloc National de 1919) et « les Radicaux-Socialo-Arrivistes »[880], une suite d'événements qui ne peut que nous convaincre du fait que le peuple est toujours dupé par les élites en place.

Pour sortir de ce cycle de la domination, Kolney exhorte le peuple à agir enfin pour se défaire de la servitude dans laquelle il est maintenu : « Peuple, quand donc comprendras-tu que la fonction des chefs est de te trahir ? Quand donc comprendras-tu que tu dois faire ta Révolution tout seul, oui tout seul, sans augures, sans messie, sans politiciens ? »[881] Mais comment fait-on la révolution sans élites et sans chefs ? La réponse de Kolney est claire, et c'est au nom des néomalthusiens qu'il s'adresse au peuple : « Eh bien ! Écoute-nous ; lis nos journaux, achète nos brochures, viens à nos conférences ; nous allons t'offrir, tout simplement, la pierre philosophale qui changera en or le billon[882] de tes maigres salaires ; le baume qui cicatrisera tes blessures vieilles de 5.000 ans, la panacée miraculeuse qui, seule, peut guérir la détresse universelle. »[883] La solution au mal réside dans la prise de conscience de ce qu'est le statut de « prolétaire » : un homme qui prolifère et a beaucoup d'enfants. La solution s'impose d'elle-même : pour cesser d'être un prolétaire, il faut cesser d'enfanter.

Vivre en être humain, c'est être capable de s'affranchir des puissances naturelles.

---

878. Kolney, 1907, p. 3.
879. Kolney, 1907, p. 5.
880. Kolney, 1907, p. 6.
881. Kolney, 1907, p. 9.
882. Le billon est une monnaie de faible valeur.
883. Kolney, 1907, pp. 9-10.

Or, tant que l'homme laissera faire la nature, il ne sera pas capable de se reproduire de façon mesurée et réglée. Obéir à l'instinct, c'est infliger la domination à toute sa descendance. La libération du peuple consiste donc, pour les néomalthusiens, à faire « la grève des ventres ». Et Fernand Kolney fait remarquer que ce lien de conséquence entre procréation mesurée et affranchissement est connu depuis longtemps par les élites qui pratiquent pour elles-mêmes la limitation des naissances. La classe possédante, la classe au pouvoir, dit-il, est une « classe de fils uniques »[884]. Elle a compris que le seul moyen de ne pas morceler sa fortune, c'est de s'imposer une « quasi-stérilité » qu'elle refuse au peuple parce qu'elle a besoin de bras pour faire fonctionner ses « bagnes industriels ».

Un autre avantage du néomalthusianisme, c'est qu'il permet une libération concrète du peuple sans violence car « le malthusisme est le seul moyen de faire la Révolution sociale sans cataclysme et sans massacres »[885]. Priver pacifiquement la classe possédante de ce sur quoi elle a édifié sa domination — le nombre des travailleurs pauvres et l'exploitation des masses —, c'est la contraindre à travailler elle-même. Par une allusion très ironique aux versets de saint Paul dans la Bible, et en particulier à celui qui déclare : « si quelqu'un ne veut pas travailler, qu'il ne mange pas non plus[886] », Kolney prédit que si la « classe fainéante » persiste à vouloir manger, elle devra travailler aussi. Le néomalthusianisme est donc, selon Fernand Kolney, le seul moyen efficace, le seul acte révolutionnaire permettant de faire en sorte que l'organisation actuelle s'écroule par la base.

C'est cependant *Le salon de Madame Truphot* (1904) qui fait connaître son auteur et qui assoit sa réputation d'écrivain et de polémiste. L'œuvre, dédicacée à Laurent Tailhade, a pour sous-titre « Mœurs littéraires ». Sous couvert d'une étude du milieu artistique et littéraire parisien, Kolney dresse le portrait d'une société bourgeoise décadente, corrompue, hypocrite, sans talent, uniquement préoccupée par l'argent et la réputation. Les personnages sont en fait pour la plupart les alter-ego de personnages réels.

Ainsi, Madame Truphot, riche héritière et peintre, qui entretient une foule de prétendus artistes parasites et intéressés, est l'avatar d'une certaine Madame Prévost-Roqueplan (1835-1938), qui tient un salon littéraire au début du XX^{e} siècle. Ce salon accueillait, selon Kolney, « des peintres, des orateurs, des gens de lettres et toutes sortes

884. Kolney, 1907, p. 11.
885. Kolney, 1907, p. 12.
886. Il s'agit du verset 9 du chapitre 3 de la seconde épître aux Thessaloniciens : « Car aussi, quand nous étions auprès de vous, nous vous avons enjoint ceci : que si quelqu'un ne veut pas travailler, qu'il ne mange pas non plus. »

d'autres phénomènes »[887]. La plupart des personnages qui s'y montrent sont dépeints de manière à mettre en évidence ce que l'hypocrisie sociale a de grotesque. Un nommé « Truculor » y tient le rôle de Jean Jaurès. Il se singularise par son talent rhétorique, mais aussi par son paternalisme méprisant vis-à-vis d'un peuple qu'il prétend connaître mais qui lui est en réalité étranger et qu'il trahit, comme il trahit le vrai socialisme. C'est donc en bourgeois provincial et parvenu que le socialiste « Truculor » est décrit : « Dans ses discours protéiformes, tous les genres du poncif prétentieux ses coudoyaient. »[888] Les sympathies libertaires de Fernand Kolney sont perceptibles dans la critique qu'il développe du socialisme réformiste et institutionnel — très éloigné de l'idéal révolutionnaire — incarné par Jaurès : « A chaque nouvelle aurore dans son journal, il préconisait la servilité et la castration à la multitude prolétarienne et emportait comme salaire le billon négligeable des fonds secrets, la menue monnaie périmée qui traînait dans ses tiroirs de la place Bauveau. »[889]

Le deuxième chapitre du roman décrit un dîner littéraire chez Madame Truphot. C'est l'occasion pour Kolney de mettre en scène la décadence bourgeoise et ses représentants : les politiques opportunistes, les artistes ratés, les religieux, les nationalistes, les pamphlétaires sans talent et les moralistes hypocrites. Les portraits de cette galerie sont autant de symptômes de la décadence de la société inégalitaire. Quelques personnages échappent cependant à l'opprobre. C'est le cas de Roumachol, par lequel Fernand Kolney se met lui-même en scène, de M. Honved et de sa femme, représentant Laurent Tailhade et Eugénie Pochon. Ils sont utilisés pour faire entendre le point de vue critique des néomalthusiens sur la société en général et sur les courants politiques de l'époque en particulier. Les différentes tendances du socialisme sont notamment l'objet de critiques d'une grande virulence. Cette critique n'épargne pas l'anarchisme, présenté comme une impasse en dépit des sympathies de l'auteur.

Au milieu de tous ces personnages décadents, imbus de leurs personnes et dévorés par l'ambition, un individu hors-normes, central dans le roman, semble mériter la relative indulgence de Kolney. Il s'agit d'Eliphas de Béothus, personnage inspiré de Robert de Montesquiou (1855-1921), écrivain et critique qui fréquentait les salons littéraires parisiens de l'époque. Cet homme, décrit comme un misanthrope bourgeois s'étant rebellé contre son milieu social d'origine, est utilisé par Kolney pour dire les choses qu'il ne peut

887. Kolney, 1904, p. 21.
888. Kolney, 1904, p. 42.
889. Kolney, 1904, pp. 50-51.

exprimer en son nom propre. Bien qu'il se désolidarise du pessimisme excessif du personnage, en soulignant avec humour les outrances et les absurdités du nihilisme radical que celui-ci professe, les idées et les principes d'Eliphas de Béothus sont accueillis avec bienveillance par Fernand Kolney.

Le personnage de Béothus intervient à deux moments majeurs du roman. D'abord à l'occasion du dîner littéraire chez madame Truphot, au début du livre, puis à l'occasion d'un procès dans lequel il est accusé d'homicide, à la toute fin du livre. Dès sa première intervention, on comprend qu'il s'agit d'un intellectuel ayant abandonné tout espérance en ce qui concerne l'homme, et qui, revenu de toutes les utopies politiques, juge désormais que c'est l'espèce humaine elle-même qui est le problème. En conséquence, s'il reste engagé dans l'action, c'est dans une perspective nihiliste. Dans ses propos, il exprime un désespoir radical : « Où sont-ils donc les philosophes asinaires [asinaire : propre à l'âne] qui prétendent que l'optimisme et sa fille, la volonté, sont occupés, présentement, à régénérer le monde ? Je pourrais leur faire toucher du doigt le noir filon de pessimisme que j'ai mis à jour, moi, avec mes seuls moyens... »[890] Parallèlement au constat très sombre qu'il dresse de la réalité sociale, il prône l'attentat comme moyen d'en finir définitivement. Pour cette raison, il choisit d'employer sa fortune personnelle au progrès de la chimie. Grâce à la puissance destructrice que cette dernière permet d'acquérir, on pourrait précipiter l'anéantissement du monde :

> « Voici le moment où grâce à la science, l'humanité va pouvoir devenir presque aussi scélérate que la Nature. Celle-ci qui après avoir inventé l'amour a gratifié les hommes de la syphilis, celle-ci qui fait mourir en couches les femelles assez stupides pour enfanter et déférer ainsi à l'instinct qu'elle a glissé en leur chair, celle-ci, dis-je, qui après avoir suscité l'oxygène délectable aux poumons, […] a conditionné la tuberculose, se trouve sur le point d'être égalée [...]. A l'aide de nos bouillons de culture, ne détenons-nous pas, nous savants, le pouvoir de répandre sur le monde ou d'insinuer en quelques individus, à son exemple la syphilis, la phtisie, le typhus et le tétanos ? Répudions le couteau, la bombe ou le revolver et usons des toxines animales. »[891]

Les propos de Béothus viennent en contrepoint de l'optimisme progressiste et scientiste de bon ton dans certains milieux savants, mais aussi dans certains discours révolutionnaires. C'est un moyen, pour Kolney, d'exprimer les tensions et les oppositions qui traversaient les mouvements sociaux et militants au tout début du siècle. En effet le

890. Kolney, 1904, p. 92.
891. Kolney, 1904, pp. 98-99.

constat pessimiste que suscite l'organisation sociale actuelle peut déboucher sur des positionnements contradictoires : d'un côté, les nihilistes, qui ont perdu foi en l'homme et ne croient plus vraiment aux idéaux révolutionnaires, et, d'un autre, les militants optimistes, persuadés que le pouvoir de la raison, notamment par le truchement de la science, peut vaincre toutes les difficultés et « régénérer » l'humanité. Sous le couvert de l'humour et de la caricature, Fernand Kolney restitue les éléments constitutifs des débats agitant les milieux de gauche, de l'anarchisme le plus résolu au socialisme réformiste. Particulièrement critique à l'encontre du centre gauche, qui, selon lui, trahit l'esprit même du socialisme en même temps que le peuple, Kolney lui oppose la supériorité de l'anarchisme.

Au cours de son cheminement politique, le personnage d'Eliphas de Béothus exprime les mêmes doutes que ceux de Kolney. Son parcours personnel, d'abord anarchiste et humaniste, puis pessimiste et misanthrope, hésite entre construction et destruction. Dans sa jeunesse, alors qu'il était encore plein d'illusions, il a cru que la destruction des autorités institutionnalisées préconisée par l'anarchisme était suffisante pour libérer l'humanité. Cet espoir a malheureusement été déçu. Après en être arrivé à la conclusion que l'humanité ne vaut pas la peine que l'on tente de la sauver, Béothus pense que sa destruction est nécessaire. Évoquant son changement de point de vue à l'égard des attentats anarchistes visant des figures traditionnelles du pouvoir, il déclare :

> « Ce n'étaient pas les tyrans, mais bien le besoin de servitude qu'il faudrait pouvoir supprimer. J'avais été victime d'une épouvantable erreur. Quel était le monstre qui avait inventé cette doctrine néronienne et absurde : *Tuer pour régénérer ?* Oui, l'anarchie comme toutes choses ici-bas, mentait… L'anarchie était fausse dans son principe, et puérile dans ses moyens. Elle énonçait que les hommes étaient *nés bons* et que la Société seule les rendait mauvais. […] Eh bien ! c'était une effroyable imposture, les hommes sont *nés mauvais* parce que la Nature a intérêt à les élaborer ainsi et que, s'ils étaient bons, ils se déroberaient à l'œuvre qu'elle leur impose ; c'est-à-dire qu'ayant vu la plupart d'entre eux souffrir et connaissant que *la douleur ne peut être vaincue*, ils refuseraient d'assurer la continuité de l'espèce. Il n'y aura donc jamais aucun moyen de les rendre bons, de constituer avec eux la Cité promise, l'Eden de l'avenir, la Civilisation harmonique en un mot, où le fort ne dévorera pas le faible, où l'égoïsme ne sera pas le moteur suprême. »[892]

Même si le pessimisme d'Eliphas de Béothus est hyperbolique, le parcours dont il fait état illustre les trajectoires de certains auteurs néomalthusiens déçus par l'anarchisme

892. Kolney, 1904, pp. 102-103 (c'est Kolney qui souligne).

comme par le socialisme, et qui, à un moment de leur propre carrière militante, ont exprimé quelques doutes relativement à la possibilité réelle d'émanciper les masses. Ainsi, Paul Robin ou Madeleine Pelletier, par exemple, ont, comme Fernand Kolney, fini par considérer que l'anarchisme et le socialisme n'étaient que des « demi-mesures »[893] et non des solutions globales. On voit aussi dans ce passage que la question du bonheur humain est inextricablement articulée à celle de la procréation. Considérant le caractère difficilement amendable des tendances naturelles de l'homme, et en premier lieu celle qui le pousse à la procréation de l'espèce, il paraît douteux qu'une réforme rationnelle, quelle qu'elle soit et même si elle est souhaitable, puisse vaincre ces forces implacables. Le personnage d'Eliphas de Béothus ne fait qu'exprimer, de façon outrée, le scepticisme auquel tout militant investi corps et âme dans une lutte difficile, est un jour confronté. On se demande tout de même ce qu'un tel misanthrope vient faire dans un salon littéraire qui est, par bien des aspects, le reflet d'une société qu'il refuse absolument, faite de personnages mesquins et avides de reconnaissance, convaincus de leur supériorité sociale, intellectuelle et économique et enfin incapables de le comprendre. Il quitte d'ailleurs prématurément le dîner déclarant que « les mangeries qui abêtissent […] ont toujours pour immédiate résultante les coïts qui repeuplent... »[894]

Kolney exprime sa position quant aux principes de Béothus par la voix du personnage de M. Honved (Laurent Tailhade). Pour lui, la vie humaine continue d'être aimable, et toutes les possibilités n'ont pas été explorées. Mais l'analyse de Béothus n'est « point si déraisonnable ». Ce moment est l'occasion de proposer une solution plus sage, moins désespérée et, sans doute, beaucoup plus efficace :

> « le malthusisme est le seul moyen de faire, pratiquement, la Révolution sociale qui vous tient au cœur, sans cataclysmes et sans massacres… C'est l'arme suprême terrible, inexorable du prolétariat. Que celui-ci refuse de se continuer, organise, non pas les grèves des bras d'où il sort toujours vaincu, mais bien la *grève des ventres* et il est assuré de la victoire. Que le peuple ne procrée plus d'esclaves et puisqu'il est impuissant à sortir de son enfer, qu'il s'obstine, lui, à ne pas se reproduire, à ne pas créer d'enfants pour les faire entrer à leur tour dans sa noire géhenne. Et la Bourgeoisie sera par terre. […] [L]e Peuple, cette fois, se trouve en possession du moyen de salut. Une législation, quelle qu'elle soit, ne peut astreindre les asservis à proliférer s'ils se dérobent à cette fonction. »[895]

---

893. Kolney, 1904, p. 105.
894. Kolney, 1904, p. 107.
895. Kolney, 1904, pp. 109-100 (cet extrait sera repris presque intégralement dans *La grève des ventres* en 1907).

Kolney considère que les solutions néomalthusiennes sont positives, parce qu'elles sont efficaces tout en étant pacifiques. Il égratigne au passage les remèdes socialistes ayant historiquement démontré leur inefficacité — par exemple la grève ou la constitution de syndicats — pour leur opposer « la grève des ventres ». En revanche, si en 1904 il peut encore considérer qu'aucune législation ne peut contraindre les classes populaires à procréer, la suite montrera que cette opinion est finalement trop optimiste. En effet, l'interdiction de toute information relative à la procréation et de toute diffusion et distribution de techniques et de procédés anticonceptionnels est une manière de contraindre, par l'ignorance, le prolétariat à la procréation. Le slogan « grève des ventres », dont c'est ici la première occurrence, prend cependant tout son sens. Il deviendra par la suite une formule synthétique fédératrice du mouvement néomalthusien. Selon Fernand Kolney, l'adoption du « malthusisme » par les classes populaires n'est rien d'autre que l'application au grand nombre des procédés utilisés par la bourgeoisie possédante en fonction de son intérêt propre. Aux dires de l'auteur, si le prolétariat procédait ainsi, une raréfaction de la main d'œuvre, à moyen terme, conduirait la bourgeoisie à travailler elle-même[896].

Une brève scène, chez un certain docteur Morinot, faisant preuve d'une « compassion secourable pour ses anciens frères de classe »[897] et membre d'un « comité de l'amélioration humaine », vient donner corps au plaidoyer de Kolney en faveur de la prophylaxie anticonceptionnelle. Ce médecin se consacre aux femmes pour lesquelles une grossesse est synonyme de condamnation sociale (les filles-mères) ou de misère (femmes du peuple, prostituées). Il leur prodigue des soins gratuits, ne faisant payer pour ses actes que les patientes issues de la bourgeoisie. L'avortement est, selon lui, l'« unique moyen de soulager efficacement la détresse du prolétariat »[898]. Bien sûr, il n'est nécessaire que dans une société qui ne s'est pas encore convertie à la maternité consciente. Chez Fernand Kolney, on est cependant plus proche de l'apologie de « l'amour stérile » que de la procréation limitée, préconisée par d'autres néomalthusiens. Le propos insiste sur l'action positive de ce « *médecin-avorteur*, au rôle magnifique, que toute civilisation devrait

---

896. Le propos de Fernand Kolney s'élargit, à cette occasion, en une critique de la ploutocratie : « Si la classe possédante veut manger, il lui faudra travailler à son tour, œuvrer dans les effroyables besognes qu'elle impose au prolétariat de par la toute-puissance de son Code et de son Argent. », *Le salon de Madame Truphot,* p. 111.
897. Kolney, 1904, p. 231.
898. Kolney, 1904, pp. 231-232.

opposer au médecin-accoucheur »[899]. Comme nous l'avons déjà observé chez les autres écrivains, la licence permise par la fiction littéraire est utilisée pour une description, dont on ne peut méconnaître la dimension incitative, des procédés abortifs et des dispositifs anticonceptionnels.

L'ouvrage se termine lorsque tous les protagonistes du roman se retrouvent pour assister au procès de Béothus, accusé d'avoir assassiné plusieurs souteneurs de prostituées. Cette seconde intervention du personnage permet d'aborder le thème de la suppression des indésirables. Il s'agit aussi bien d'eugénique préventive (la prophylaxie anticonceptionnelle) que d'eugénique négative. Eliphas de Béothus intervient pour un long plaidoyer en deux temps.

L'essor de l'anthropométrie, et notamment de la crâniométrie de Broca, est, selon Béothus, un élément positif qui permet de déterminer objectivement la valeur d'un individu. Partant de là, on peut juger de l'intérêt d'une vie individuelle pour la collectivité mais aussi pour elle-même. En effet, un grand nombre d'êtres arrivent dans l'existence du fait de l'irresponsabilité procréatrice de leurs parents, sans aucun espoir d'atteindre un jour le bonheur. Béothus ne s'excepte pas du lot puisqu'il déclare, évoquant le mécanisme aveugle de la nature : « Ma mère m'a jeté de force dans une aventure qui s'appelle la vie, dans une effroyable aventure dont je ne puis sortir que par la mort. Elle ne s'est point préoccupée de savoir si ma mentalité, mon caractère et mes aspirations, qui ne devaient surgir que plus tard, s'adapteraient à la vie. Elle m'a conçu par plaisir et mis au monde par nécessité. Elle m'a précipité de force moi, *pauvre ovule sans défense*, dans un monde auquel, peut-être, je n'aurais pas souscrit. »[900] Adepte d'un stoïcisme tragique, Béothus en déduit qu'un être qui a été « précipité » dans une existence où il manque de tout est dégagé de toute responsabilité relativement à ses actes, car le désespoir détermine au malheur qui conditionne lui-même l'acte criminel. De ce point de vue, le libre-arbitre n'est qu'une illusion. Nos actes sont principalement déterminés par un ensemble de facteurs qui ne dépendent pas de nous.

La responsabilité criminelle doit donc être atténuée. Pour Béothus, le meurtre et la procréation irréfléchie sont à placer sur le même plan : « satisfaire à l'acte génésique, procréer est un acte *imposé par la Nature*, c'est une fonction, un vertige auxquels nul n'échappe dans le règne animal. […] [L]e besoin, le vertige de tuer pour certains êtres est

899. Kolney, 1904, p. 232.
900. Kolney, 1904, pp. 419-420 (c'est Kolney qui souligne).

aussi injonctif, aussi impérieux que celui d'enfanter. »[901] La hiérarchie morale est même inversée puisque, selon F. Kolney, l'assassin ne fait souffrir que quelques secondes quand ceux qui procréent infligent une souffrance qui peut durer plusieurs décennies :

> « Non, vous n'avez pas le droit de *punir* ; vous avez seulement le droit de *prévenir*. Vous tolérez l'ignorance, la misère, la prostitution, l'atavisme et vous vous étonnez des fruits qu'ils portent. Désarmés, je le veux bien, devant les tares de l'hérédité, vous reconnaissez spontanément que l'être qui les recèle n'en est point responsable, et cependant vous le flétrissez et le frappez quand […] il est déféré à vos tribunaux. Les *tarés* ne devraient pas procréer, et vous proscrivez l'avortement. Quelle logique ! Vous ressemblez à des botanistes qui reprocheraient à la Ciguë, à l'Euphorbe, aux Strychnées d'être vénéneuses et qui s'acharneraient sur elles, briseraient leurs tiges, les décapiteraient, les brûleraient pour les punir des propriétés que la nature leur a conférées. Car, pour l'homme, il en est de même : vous ne pouvez pas conseiller la grande et scélérate Nature ; il vous faut accepter les hommes qu'elle crée et ne pas leur en vouloir — ce n'est pas leur faute — s'ils sont mauvais. Vous ne pouvez que vous efforcer de les améliorer par une thérapeutique sociale, qui échouera dans la plupart des cas. […] Pourquoi l'assassin, serait-il plus responsable du besoin de tuer que la Nature a insinué en lui, qu'il ne le serait de la phtisie qu'elle aurait pu glisser dans ses poumons, par exemple ? »[902]

L'ouvrage de Fernand Kolney est plus destiné à diffuser les fondements d'une morale nouvelle qu'à informer sur l'actualité des salons littéraires et artistiques parisiens du début du XX^{e} siècle. Son pessimisme est plus fort que celui des autres écrivains du mouvement, même s'il prend des distances à l'égard du nihilisme destructeur incarné par la figure de Béothus. Le pessimisme des néomalthusiens se limite en général au constat de l'état des choses présentes, mais envisage une amélioration et produit des utopies comme visées régulatrices. Force est de constater que la dimension utopiste est quasiment absente du propos de Kolney. Toutefois, il n'évacue pas complètement la question du bonheur, même s'il doute du fait qu'il existe des solutions politiques pour l'accession du plus grand nombre à une meilleure condition. Le bonheur reste possible pour certains, mais il dépend plus de la force vitale et intellectuelle des individus les mieux dotés par la nature que d'une solution politique et collective. A ces nuances près, on discerne, dans *Le salon de Madame Truphot*, les mêmes lignes de force, le même attachement à des idées matérialistes, rationalistes et athées et, enfin, la même critique sociale que dans le discours de tous les autres auteurs du mouvement. Le livre se termine sur l'acquittement d'Eliphas de Béothus

901. Kolney, 1904, p. 458 (c'est Kolney qui souligne).
902. Kolney, 1904, pp. 459-461.

qui n'est finalement pas poursuivi pour ses crimes. On apprend qu'il est issu d'une famille d'aristocrates et que ceux-ci sont intervenus au plus haut niveau politique pour éviter que leur nom ne soit souillé par la condamnation de l'un des leurs, l'ironie étant que ce n'est pas pour sa belle plaidoirie sur l'irresponsabilité individuelle que Béothus est libéré, mais en raison de son origine sociale. Il n'est cependant pas heureux de ce dénouement qui ne fait que légitimer sa misanthropie. Cela démontre, selon lui, qu'il existe bien une justice de classe d'après laquelle c'est en fonction de son milieu social qu'un homme est jugé et non en fonction de ses actes.

De par les multiples références scientifiques, littéraires et philosophiques qu'ils convoquent, les écrits de Fernand Kolney ne sont manifestement pas destinés à un public de lecteurs non-instruits. Ce sont plutôt les intellectuels qui sont visés, y compris par la brochure *La grève des ventres* qui, bien que brève et moins dense en références et citations, requiert une culture historique et politique qui n'est pas celle de la majorité des militants de base. Le statut de l'œuvre de Kolney est donc ambivalent puisque si le fondement en est radicalement libertaire et humaniste, son élitisme ne lui permet pas de toucher directement ceux qui sont les plus concernés par sa critique virulente d'une société aussi irrationnelle dans son fonctionnement, qu'inégalitaire dans son mode d'organisation. En tant que synthèse des thèmes constituant le fonds commun de la lutte, on comprend toutefois que *Le salon de Madame Truphot* ait pu accompagner la lutte des propagandistes et demeurer une référence pour eux.

Le « pacifisme scientifique » de Manuel Devaldès

Manuel Devaldès (1875-1956), pseudonyme d'Ernest-Edmond Lohy, est le dernier des écrivains majeurs du mouvement. C'est un auteur prolifique dont une partie de l'œuvre est consacrée au néomalthusianisme. Il aborde des thèmes connexes dont les intérêts peuvent parfois converger avec la propagande néomalthusienne, tels que l'individualisme anarchiste, le pacifisme (*La cause biologique et la prévention de la guerre. Essai de pacifisme scientifique* en 1925) ou le féminisme (*L'individualité féminine* en 1914). Il s'intéresse à l'art et à la littérature (il écrit par exemple une biographie, *Honoré de Balzac,* en 1909), à l'éducation et aux théories pédagogiques, à l'histoire de l'anarchisme, à la philosophie et à la science. Il a des relations suivies avec certains écrivains et scientifiques de son temps tel le philosophe anarchiste et pacifiste Han Ryner (1861-1938), pseudonyme

de Jacques Ambroise Ner, auquel il consacre un essai, *Han Ryner et le problème de la violence* (1927). Han Ryner estime que ce n'est pas d'une révolution qu'il faut attendre une amélioration de la condition humaine, mais plutôt d'une prise de conscience individuelle des aliénations auxquelles sont soumis les hommes et les femmes dans les structures sociales actuelles. Il semble avoir initié Devaldès à l'anarchisme individualiste. Il est également proche du biologiste néolamarckien Félix Le Dantec, dont il partage les vues sur l'évolution et sur la nature humaine. Inspiré par *L'Égoïsme, seule base de toute société* : *étude des déformations résultant de la vie en commun* (1911) de Le Dantec, il lui consacre une brochure, *Félix Le Dantec et l'égoïsme* (1936).

Une part importante de son œuvre est spécifiquement consacrée à la doctrine néomalthusienne. Ses premiers écrits sur ce thème sont les articles qu'il rédige pour des périodiques anarchistes de la fin des années 1890. Il fait lui aussi preuve d'une grande constance, puisqu'il défend le principe de limitation des naissances tout au long de sa vie, jusque dans ses publications des années 1950. Son œuvre néomalthusienne est faite, pour partie, de textes courts et de brochures marquantes dans l'histoire du mouvement : *La chair à canon* (1908), *La brute prolifique* (1914), *La famille néo-malthusienne* (1914). Il écrit par ailleurs des livres plus substantiels qui manifestent un investissement personnel dans l'approfondissement théorique de certains thèmes néomalthusiens. *La maternité consciente* (1927) est le développement le plus abouti de sa pensée ; *Croître et multiplier, c'est la guerre !* (1933), préfacé par Victor Margueritte, est une étude approfondie du lien existant entre la surpopulation et l'apparition des guerres qui illustre le pacifisme radical de son auteur. Sans être le plus connu des écrivains néomalthusiens, Devaldès, par son sens de la synthèse et de la concision, est l'auteur de formules abondamment reprises par la suite dans le cadre de la propagande. On lui doit l'ajout des expressions « chair à canon » et « chair à patrons » au lexique des néomalthusiens, formules qui sont immédiatement intégrées à la culture commune des militants. Avec *La brute prolifique* (1914), il offre à ses camarades de lutte une autre expression résumant le statut du prolétaire non éduqué, non éclairé, et qui agit contradictoirement à son intérêt propre. La forme que prend son expression est variable et reflète une palette très large : il s'agit aussi bien de textes pédagogiques incluant des éléments d'économie et de politique, que de textes de vulgarisation scientifique ou même de poèmes en vers ou en prose.

A l'instar d'Eugène Humbert ou de Gabriel Giroud, Manuel Devaldès est d'origine très modeste. Mais, contrairement au second, il n'a pas la possibilité de faire des études qui lui auraient permis, par exemple, d'intégrer la profession enseignante. En effet, nombre de

militants de l'époque, issus de milieux modestes, deviennent instituteurs en passant par l'École normale. Mais si Manuel Devaldès devient écrivain, c'est la plupart du temps en marge d'un travail ouvrier (il sera salarié toute sa vie), ce qui favorise son contact avec les milieux syndicalistes anarchistes. De fait, il est certainement aussi le libertaire le plus radical du mouvement néomalthusien. C'est à la manière d'un autodidacte qu'il constitue sa culture littéraire et scientifique et sa conscience politique.

Possédant de bonnes compétences en anglais, il traduit un certain nombre de brochures et d'ouvrages du mouvement néomalthusien anglais — comme *Le droit d'ignorer l'État* d'Herbert Spencer en 1923 — pour le compte du mouvement français. Ce travail sur des textes anglais se poursuit tout au long de sa carrière. Ses traductions sont ensuite publiées et éditées par les périodiques, libertaires ou néomalthusiens, auxquels il collabore. On lui doit *Malthus et l'anarchisme* (1924), traduction de *Anarchism and Malthus* (1910) de C. L. James, et *Philosophie du pacifisme* (1923) et *Pourquoi je ne suis pas chrétien* (1928) de Bertrand Russell. Toutes ses activités le placent au centre des échanges internes au courant néomalthusien européen de 1900 à 1930.

Le fait qu'il vive à Paris est un autre élément déterminant dans sa formation. Cela lui permet, très jeune, d'être en lien avec l'actualité littéraire et artistique intense de cette ville, notamment des années 1890 jusqu'à la Première Guerre mondiale. En 1895, alors âgé de vingt ans, il est le secrétaire du *Journal des artistes*, et, dans les années qui suivent, il fonde diverses revues littéraires, à la longévité et au succès inégaux[903]. Ces différentes fonctions sont pour lui l'occasion de rencontrer des figures marquantes de la vie intellectuelle et artistique, tels que Paul Verlaine et Laurent Tailhade. En 1900, Devaldès fait la rencontre déterminante de Paul Robin, qui lui fait découvrir *The elements of social science* de G. Drysdale[904].

Dans la première partie de sa vie, c'est-à-dire des années 1890 jusqu'à la Première Guerre mondiale, il s'avère extrêmement réticent à l'égard de tout engagement politique institutionnel, prônant l'individualisme strict et revendiquant l'intérêt individuel comme seul mobile de l'action. Ses prises de position s'en ressentent car, contrairement à d'autres représentants du mouvement, il ne réclame jamais l'action de l'État pour régler la question sociale. Il ne considère pas non plus que le fait d'investir les institutions officielles pour y porter la parole néomalthusienne soit une bonne stratégie.

---

903. Voir Larralde, 1980, pp. 4-5.
904. Voir la biographie de Devaldès par Marc Larralde, Larralde, 1980, pp. 3-11.

Manuel Devaldès ne renonce jamais à ses théories individualistes. Selon lui, l'éducation, et donc la propagande, ne peut s'adresser qu'à des consciences individuelles, et doit se fonder sur la raison et sur le savoir scientifiques et ne jamais avoir une dimension morale. Les conversions au néomalthusianisme reposent donc sur des prises de conscience individuelles autonomes, d'où l'inutilité de l'action politique au sens habituel du terme. A l'opposé, la mise à disposition pour le plus grand nombre d'une information scientifiquement valide est une priorité de l'action. Contrairement à ceux qui ont pu y voir, à la même époque, un moyen de faire aboutir les luttes et de contribuer à l'élévation du bonheur de tous, Devaldès est très critique à l'égard du communisme et du socialisme.

Outre son intérêt pour la production littéraire de son époque, ses lectures l'orientent vers la découverte des grands anarchistes individualistes tels que Max Stirner (1806-1856). Tous les éléments de la pensée de Devaldès sont déterminés par cette source. C'est le cas de son adhésion au néomalthusianisme. Parce que la liberté individuelle est une condition première du bonheur (sans bonheur individuel il ne peut y avoir de bonheur collectif), les individus doivent pouvoir maîtriser leur procréation sans que jamais leur autonomie individuelle n'en soit diminuée. Contre tous les militantismes politiques qui font de la révolution et de la collectivisation des biens et des ressources un moyen de parvenir à la société idéale, par subordination de l'intérêt particulier à l'intérêt général, Devaldès revendique la prise en compte de l'égoïsme individuel. Renoncer à soi pour servir l'intérêt général — qui n'est qu'une abstraction sans contenu — c'est se tromper totalement sur la nature réelle de la liberté et du bonheur. Ainsi, écrit-il dans *Réflexions sur l'individualisme* : « L'intérêt général – abstraction – ne devrait jamais être en discordance avec les intérêts particuliers, dont il devrait être l'exacte expression dans un monde bien organisé ; mais en ce cas il serait inutile de l'invoquer. L'intérêt général est donc un mensonge : il n'existe que des intérêts particuliers. »[905]

On ne trouve chez Manuel Devaldès aucune compassion a priori pour le peuple et, selon lui, « il n'y a chez les prolétaires, quant à leur prolificité, qu'ignorance et imprévoyance »[906]. Ceux qui, dans le cadre d'une organisation capitaliste de la société, parviennent à exploiter la masse pour leur intérêt propre — tout en maintenant l'ordre social dans son état actuel en invoquant un supposé « intérêt général » — sont certainement à blâmer ; mais ceux qui sont les victimes consentantes de cet état de fait le

905. Devaldès, 1980, p. 39.
906. Devaldès, « La chair à canon », 1908, p. 20.

sont tout autant. Tout comportement individuel qui s'avère être une entrave pour la liberté d'un autre individu est à proscrire, et c'est là le seul principe qui vaille si l'on veut vraiment vivre dans une société juste et humaine. Le comportement du bourgeois est nuisible, mais le comportement du prolétaire qui n'a pas pris conscience de son degré d'aliénation, et qui contribue ainsi à renforcer l'exploitation de l'homme par l'homme n'est pas défendable. Devaldès développe des concepts et des formules originaux pour appuyer son propos. C'est le cas lorsqu'il stigmatise ce prolétaire qui procrée sans mesure et sans conscience, auquel il donne le nom de « brute prolifique ».

> « Certes, le bourgeois a une grande part de responsabilité dans la surpopulation, qu'il entretient par l'éducation morale mensongère, le non-enseignement des vérités sexuelles, la propagation du préjugé selon lequel les familles nombreuses feraient toujours la richesse de la collectivité à laquelle elles appartiennent, les mesures législatives et administratives en leur faveur, etc. A la vérité, le bourgeois est, ce faisant, dans le rôle que lui assigne l'intérêt économique de sa classe. Ne parlons pas de son intérêt moral : il ignore de telles préoccupations. Mais il ne faut pas oublier — on l'omet trop souvent — la responsabilité personnelle de l'homme prolifique lui-même, qui fait, par ses comportements de brute, son propre malheur, celui de sa famille, et aussi celui des autres, à l'encontre de la liberté desquels lui et ses pareils constituent un pesant déterminisme. »[907]

En d'autres termes, non seulement le prolétaire devenu « brute prolifique » est l'allié objectif du capitaliste — il lui fournit la « chair à patron » et « la chair à canon » qu'il demande —, mais de surcroît il contribue à l'augmentation du malheur et de la souffrance dans sa propre classe. Les maternités contraintes contredisent le principe fondateur du l'individualisme libertaire en soumettant les femmes à un véritable esclavage. Selon M. Devaldès, c'est le « masculinisme » qui contribue à produire la « brute prolifique » et qui sert les intérêts de la classe dirigeante. Il faut donc lui opposer un féminisme sans concession, et une toute autre définition de la famille : « Combien plus noble est notre famille néo-malthusienne, où la paternité est consciente, la maternité consentie et l'enfant voulu ! »[908] En 1914, Devaldès consacre une brochure, *La famille néo-malthusienne*, à la description précise de cette famille idéale. La condition première de l'apparition de la famille néomalthusienne, c'est l'affranchissement des femmes. Celui-ci exige une profonde réforme des mœurs et de la loi :

---

907. Devaldès, « La brute prolifique », [1914] 1980, p. 55.
908. Devaldès, 1980, p. 60.

> « Le premier jour de l'association sexuelle — mariage ou union libre — une vie se confie à l'homme. Je dis *se confie*, car cette sorte d'association ne fait pas l'objet d'un de ces contrats où les forces des associés sont égalisées et où chacun a pris ses sûretés. Si on tient à y voir un contrat, on ne pourra en tout cas lui attribuer que le caractère léonin, car la loi naturelle qui préside à cette association assure déjà seule l'oppression de la femme par l'homme, et la loi sociale n'intervient que pour diriger et organiser cette oppression en mettant la force publique au service de l'autorité masculine. La manière d'être esclave la plus sensible pour la femme réside dans la maternité. On conçoit aisément que, par sa faiblesse devant l'homme et grâce au processus de la copulation et de la conception, la femme tombée aux mains d'une brute prolifique (dont la bestialité peut se traduire pour elle aussi bien par de successives maternités effectives que par de continuels avortements), cette femme est, si elle ne se défend pas, vouée à un esclavage dont les chaînes seront de plus en plus lourdes et solidement rivées »[909].

En résumé, c'est la promotion de l'individualisme libertaire qui domine les écrits de Manuel Devaldès de 1895 à 1910, puis les thèmes néomalthusiens de 1910 à 1918, et, enfin, le pacifisme après cette date. Toutefois, ces trois phases, qui correspondent aux trois domaines principaux explorés par son œuvre, ne constituent qu'une classification formelle. En effet, un lien très fort unit les thèmes et les idées abordés par Devaldès. Ceux-ci s'interpénètrent et s'influencent les uns les autres en constituant un ensemble homogène qui est une caractéristique de son œuvre. Ainsi, la défense de l'individualisme conduit Devaldès à s'intéresser aux questions néomalthusiennes parce qu'elles valorisent le libre-choix dans tous les aspects de la vie, y compris ceux qui sont traditionnellement les plus aliénants. Enfin, en établissant le lien entre la surpopulation et la guerre, l'action néomalthusienne s'impose comme un moyen privilégié pour faire triompher les visées pacifistes de Devaldès.

Présente de manière incidente dès le début de son œuvre, la question de la surpopulation comme « cause primordiale » de la guerre, et indirectement comme obstacle à l'accession au bonheur, est abordée dans deux textes, *La cause biologique et la prévention de la guerre* (1925) et *La guerre dans l'acte sexuel* (1936). Le premier d'entre eux, qui se situe dans une perspective classiquement malthusienne, est une réactualisation des thèmes habituels (la surpopulation, la nécessaire adaptation de la population aux ressources disponibles et prévisibles dans le cadre d'une productivité moyenne du sol, la substitution d'obstacles préventifs aux obstacles naturels, etc.). S'y ajoute cependant une composante pacifiste très affirmée qui établit un lien direct de causalité entre la

909. Devaldès (b), 1914, p. 3 (c'est Devaldès qui souligne).

surpopulation et l'apparition de la guerre. L'argumentation proposée, s'appuyant comme souvent sur des données statistiques chiffrées relatives à la démographie, à la productivité de l'industrie et à l'économie, présente la limitation volontaire comme le moyen le plus efficace et le plus humain de prévention de la guerre. Manuel Devaldès peut donc être défini comme un pacifiste individualiste qui voit dans la limitation des naissances un moyen de réaliser concrètement la paix et, parallèlement, d'assurer au mieux les conditions matérielles les plus favorables à l'émancipation individuelle. Il nomme sa doctrine « pacifisme scientifique » et la définit de façon précise : « Se livrer ainsi à la recherche des causes des guerres, en remontant jusqu'à la dernière cause physique, jusqu'à la cause naturelle originelle — après quoi on ne pourrait verser que dans des divagations métaphysiques — et en tirer logiquement un système préventif, c'est ce que j'appelle faire du pacifisme scientifique »[910]. On voit à l'occasion que l'approche rationaliste peut conduire à des extrémités opposées. Chez Devaldès, la raison conduit au pacifisme, pour des motifs aussi bien éthiques que logiques, quand, presque à la même époque, l'objectivité rationnelle dont prétend faire preuve le darwinisme social considère que les principes moraux sont des valeurs de convention, finalement nuisibles à l'humanité. L'originalité de Devaldès consiste à fonder le pacifisme sur des faits scientifiques et non sur des valeurs morales dont l'objectivité ne peut jamais être établie.

Après 1918, les convictions pacifistes prennent le dessus. Il considère qu'il est nécessaire de mettre en place des structures internationales, telles que la Société des Nations, pour prendre en charge à un niveau supranational les questions économiques et diplomatiques. Certes, cette posture nouvelle tranche avec son individualisme libertaire originel, mais le traumatisme causé par la guerre explique très certainement cet apparent revirement. Au reste, cet appel à l'internationalisation des questions politiques et économiques est en conformité avec l'internationalisme anarchiste. Ce dernier voit dans le renforcement des États une cause de guerre, et dans la mise en place de structures internationales un moyen de servir l'idée de solidarité universelle et le pacifisme. Pour Devaldès, la structure politique supranationale qu'est la Société des Nations, en plus de sa fonction diplomatique, doit prendre en charge la question démographique et promouvoir la limitation volontaire des naissances : « C'est parce que tel pays est, non pas peuplé, mais *surpeuplé* qu'il fait la guerre. Nous demandons en conséquence, pacifistes scientifiques,

910. Devaldès, « La cause biologique et la prévention de la guerre. Essai de pacifisme scientifique », [1925] 1980, p. 74.

une limitation mondiale des naissances, effectuée par toutes les nations associées dans une volonté de paix, sous l'égide de la Société des Nations. »[911] Au sortir de la guerre, la question du pacifisme ressurgit avec un relief nouveau et rend plus pressante la nécessité de disposer d'une structure juridique contraignante à l'égard des États. Or, si la paix dépend de questions démographiques, et s'il est avéré que la surpopulation est bien la « cause primordiale »[912] de la guerre, alors il est évident, selon Devaldès, qu'une telle structure doit prendre en charge l'organisation de la limitation des naissances. Faute de cela, la concurrence entre les États va continuer de produire ses effets négatifs. Selon une formule déjà citée, « Croître et multiplier c'est la guerre », déclare Manuel Devaldès dans un ouvrage éponyme de 1933. En effet, quand la démographie augmente, le manque de ressources se fait vite ressentir. Ce manque incite à la conquête de nouvelles terres, ce qui aboutit inévitablement à la guerre.

Dans le texte *La guerre dans l'acte sexuel* (1936), on trouve les mêmes arguments et Devaldès s'inquiète des discours nationalistes de l'époque. Mais la tonalité est à nouveau plus pédagogique, convoquant volontiers des arguments libertaires moins surprenants : l'analyse de la fonction sexuelle du point de vue des libertés individuelles et la légitimité, pour chacun, de la recherche du plaisir dans l'acte sexuel :

> « Nous distinguons dans la vie sexuelle deux fonctions : la fonction voluptuaire et la fonction génésique. Car il est bien évident que dans *l'esprit* de l'être humain ces deux fonctions sont généralement indépendantes. Autrement dit, ce n'est qu'exceptionnellement que l'homme et la femme ont en vue, lorsqu'ils ont des rapports sexuels, un dessein génésique. Leur seul but est, d'ordinaire, d'éprouver de la volupté. Comme l'a fait remarquer le Dr Charles Letourneau dans sa *Physiologie des passions*, ils éprouvent le besoin de la volupté, non le besoin de la procréation. Cependant, physiologiquement, ces deux fonctions sont liées, et elles le demeurent pour autant que les deux partenaires laissent la nature suivre son cours. »[913]

La *Physiologie des passions* (1878) est un livre de Charles Letourneau, membre de la Société d'anthropologie de Paris. Sur un fondement matérialiste, Letourneau y défend la continuité du psychologique et du physique et la nécessité d'aborder l'étude des passions en fonction de ce principe. Le propos de Devaldès, outre le fait qu'il confirme l'influence exercée par la Société d'anthropologie de Paris sur les auteurs du mouvement, illustre la

911. Devaldès, 1980. p. 90 (c'est Devaldès qui souligne).
912. Devaldès, 1980, p. 74.
913. Devaldès, 1980, p. 91 (c'est Devaldès qui souligne).

double préoccupation des militants : l'ancrage politique et moral d'une part, le lien nécessaire avec les sciences biomédicales d'autre part ; les deux discours se complétant l'un l'autre.

Tout d'abord, agir pour rendre les individus à la fois libres et responsables de leur choix de vie est un projet éminemment politique. Dans ce cadre, l'accession à la jouissance sans entraves est une revendication proprement libertaire qui est tout à fait prioritaire pour parvenir à une meilleure organisation sociale : un être autosuffisant (autant que faire se peut) n'a, de ce fait même, aucune raison de chercher à soumettre ou à exploiter l'autre. Mais ensuite, il faut nourrir les consciences individuelles de connaissances physiologiques et médicales exactes, ainsi que de connaissances sociologiques et économiques.

La légitimité de la revendication de la jouissance individuelle étant établie, il devient possible de développer un discours dans lequel les aspirations individuelles sont distinctes de la volonté collective. En d'autres termes, la « fonction voluptuaire » est prioritaire sur la « fonction génésique » et, bien souvent, comme c'est le cas dans le mode de production capitaliste, cette dernière ne reflète même pas l'intérêt du groupe social, dans son ensemble, ou de l'espèce, mais, plus prosaïquement, celui d'une classe sociale, minoritaire et possédante. Il est donc fondamental, pour Devaldès, de déconstruire le lien de nécessité traditionnellement établi entre les deux fonctions. Si la procréation a bien une influence sur la vie sociale, et si on peut considérer, dans une certaine mesure, que certains arguments relatifs à l'utilité collective d'une procréation qualitativement contrôlée sont recevables, l'intérêt individuel doit toujours primer sur l'intérêt collectif. On pourrait même ajouter que, selon Devaldès, l'intérêt collectif bien compris passe par une valorisation de l'intérêt individuel, car il est impossible d'imaginer une société bonne et équilibrée si ses membres ne sont pas a priori affranchis, indépendants et, de ce fait, aptes à satisfaire par eux-mêmes leurs exigences et besoins primordiaux.

Pour résumer, selon Devaldès la procréation ne doit pas être une fin subordonnée au besoin collectif. Elle ne correspond pas non plus à quelque finalité ou prescription divine ; elle n'est qu'une conséquence seconde, incidente, de la recherche de la volupté. Elle doit donc être traitée en tant que telle, et empêchée lorsqu'elle fait obstacle à l'émancipation des individus. Elle ne correspond en rien à une exigence supérieure qui excéderait et dominerait en majesté le champ de la liberté individuelle. C'est aussi pour cette raison que la médecine constitue le seul vrai savoir admissible sur l'homme. Ce savoir qui doit estomper toutes les représentations religieuses et métaphysiques de la condition humaine et s'y substituer.

C'est dans *La maternité consciente. Le rôle des femmes dans l'amélioration de la race* (1927) que Manuel Devaldès présente la vision la plus complète de ce qu'est le néomalthusianisme pour lui. Le livre est écrit quelques années après la censure imposée en 1920. Il prend donc certaines précautions quand il aborde la question de la prophylaxie anticonceptionnelle. Celle-ci est stratégiquement abordée dans la perspective eugéniste de l'amélioration de la qualité des enfants. Le livre est découpé en deux parties — « Les idées et les faits » et « L'action » — précédées d'une introduction qui pose très clairement ce que devient l'enjeu de l'action néomalthusienne dans les années 1920 :

> « Il n'y a dans le monde vivant qu'une réalité unique et autonome : l'individu. La société, qu'on oppose si souvent à ce dernier, n'a pas d'existence réelle par elle-même. Et si nous voulons améliorer la société, nous devons attaquer le problème dans les unités qui la composent : les individus. Que nous considérions un autre multiple de l'individu d'un caractère différent, la méthode à employer sera identique. Qu'est-ce que la race, sinon une abstraction exprimant la succession par filiation des individus considérés par séries de générations ? Avec une évidence encore plus éclatante, si possible, que dans le cas de la société, l'amélioration de la race, quelque limite qu'on assigne à ce dernier vocable, cette amélioration doit commencer par celle des individus qui font la race, de toute manière, soit comme générateurs, soit comme engendrés. Et, en définitive, dans le cas de la race aussi bien que dans celui de la société, ce sera encore à l'individu que reviendra le bénéfice de cette amélioration, à un individu qui n'est pas, lui, une abstraction, mais un être en chair et en os : enfant, homme, femme. »[914]

Sur le plan théorique, les considérations de Devaldès s'inscrivent dans le sillage des idées de la pensée néomalthusienne originelle. Son enthousiasme est cependant alimenté par l'actualité des questions eugéniques car, selon lui, « cette jeune science, branche de la biologie, qu'on appelle l'eugénique »[915] présente un intérêt individuel et social. Il en développe donc les principes, avant d'en examiner les réalisations. C'est sans doute à Galton que revient le mérite d'avoir voulu substituer « l'humaine sélection rationnelle à la cruelle sélection naturelle »[916] mais, selon Manuel Devaldès, c'est la filiation intellectuelle de trois théories — celles de Malthus, de Darwin et de Galton — qui conduit à la création de la science eugénique. Autrement dit, la question malthusienne contient en puissance, tels des développements logiques et nécessaires, celle de l'évolution et celle de l'amélioration de l'espèce : « Ainsi, Malthus mariait dans sa doctrine, avant qu'elles fussent

914. Devaldès, 1927, pp. 7-8.
915. Devaldès, 1927, p. 9.
916. Devaldès, 1927, p. 12.

formulées, les deux autres doctrines futures, puisqu'il faisait naître de l'état du milieu la lutte pour l'existence »[917]. Dans la galerie de portraits des génies scientifiques que Devaldès compose dans son premier chapitre intitulé « L'eugénique », une place de choix est également réservée à Lamarck. Il existe deux types d'eugénistes selon lui. Tout d'abord, des eugénistes darwiniens pour lesquels l'hérédité est toute-puissante ; ensuite, des eugénistes lamarckiens pour lesquels l'influence du milieu est à mettre sur le même plan que celui de l'hérédité. Le mérite de ce retour du lamarckisme qui, après une éclipse « rentre en faveur dans le monde de la biologie »[918], est d'offrir une théorie plus complète pour aborder les questions d'évolution et, plus encore, celles d'amélioration de la race. En conséquence, Devaldès propose de définir l'eugénique comme « l'application rationnelle à l'espèce humaine des principes de sélection dérivés des doctrines de l'évolution formulées par Lamarck et Darwin »[919].

En réintroduisant la question de la détermination individuelle par le milieu, alliée à celle de l'hérédité des caractères acquis, Manuel Devaldès ne néglige pas pour autant les apports de la génétique de Mendel. Ce dernier, en remontant aux causes de l'hérédité, fournit à l'eugénique pratique (qui reste à venir) un programme d'action que l'approche statistique de Galton était incapable de lui offrir. Selon Devaldès, on peut désormais nourrir de grands espoirs en ce qui concerne l'essor de l' « eugénique positive » qui vise la « multiplication des aptes ». Jusqu'alors celle-ci se limitait plus ou moins à l'« eugénique préventive », c'est-à-dire une pratique largement empirique consistant à protéger les générations futures « contre les poisons de la race »[920]. Si les progrès se poursuivent, l'eugénique ne se limitera plus à sa fonction négative (l'élimination des inaptes) mais deviendra une science pleinement positive, productrice d'une société meilleure par le truchement de la bonne naissance. Aux dénominations d'eugénique positive et négative, Devaldès propose de substituer celles d' « eugénique constructive » et d' « eugénique restrictive »[921]. Il définit l'eugénique restrictive comme « l'abstention volontaire de procréation dans l'intérêt de la race, ainsi que la prohibition légale des mariages qui, dans le même intérêt, ne devraient pas être autorisés »[922]. Dans tous les cas, il estime que « l'eugénique réelle ne saurait se concevoir qu'associée à l'étude de l'action de la loi de

917. Devaldès, 1927, p. 16.
918. Devaldès, 1927, p. 15.
919. Devaldès, 1927, pp. 15-16.
920. Devaldès, 1927, p. 18.
921. Devaldès, 1927, pp. 17-18.
922. Devaldès, 1927, p. 18.

population formulée par Malthus »[923].

La première étape conduisant à la société eugénique, c'est la « maternité consciente », c'est-à-dire la procréation réfléchie et éclairée par les données scientifiques combinées de l'économie, de la sociologie, de l'anthropologie, de la médecine et de la biologie. Cette dernière est toutefois dépendante d'une meilleure connaissance des lois de l'hérédité, laquelle doit permettre d'accéder à une meilleure éducation sexuelle. Les chapitres 2 à 4 de la première partie de *La maternité consciente* sont consacrés au thème de l'hérédité. De par les principes lamarckiens auxquels ils souscrivent, on sait que les néomalthusiens privilégient habituellement le rôle du milieu dans la formation des êtres. En est-il de même pour Devaldès ? Sa réponse est très claire : « Selon les biologistes, dit-il, — et les eugénistes sont des spécialistes de la biologie — l'hérédité joue un rôle exclusif, disent certains ; prépondérant, disent d'autres, dans la qualité physique et mentale des êtres humains ; d'autres encore assurent qu'elle n'y joue qu'un rôle égal à celui du milieu, et comme ces derniers apportent des preuves à l'appui de leur affirmation, il faut bien se ranger à leur avis »[924]. Son positionnement reste donc fidèle à celui des néomalthusiens depuis les années 1890. Néanmoins, Devaldès estime que la connaissance des mécanismes de l'hérédité doit progresser. L'apport de Mendel est, selon lui, tout à fait essentiel, notamment les notions de caractères récessifs et dominants. Il lui accorde une plus grande importance que ne le font les autres représentants du mouvement. Dans tous les cas, il considère que ce jeu égal joué par l'hérédité et par le milieu dans l'évolution de l'espèce commande que l'on ne néglige aucun de ces deux domaines.

Soucieux de la clarté de son propos, Devaldès s'appuie sur des définitions les plus concises et précises possibles. Qu'est-ce que l'hérédité ? Selon lui, c'est ainsi que l'on désigne « le rapport génétique existant entre des générations successives, ou encore la transmission aux descendants des caractères physiques et mentaux des ascendants, ou, en d'autres termes, le fait que les êtres vivants ressemblent plus ou moins étroitement à leurs parents »[925]. Et, pour expliquer la ressemblance, la référence convoquée est la loi de continuité du plasma germinatif d'August Weismann. Si les enfants ressemblent à leurs parents, c'est parce que le plasma germinatif à partir duquel ils se développent conserve ses propriétés physico-chimiques au fil du temps. Cette référence souligne le fait que les néomalthusiens empruntent à des théories diverses pour rendre compte de l'évolution des

923. Devaldès, 1927, p. 19.
924. Devaldès, 1927, pp. 23-24.
925. Devaldès, 1927, p. 24.

espèces. Sans doute est-ce là une illustration supplémentaire de leur conception du jeu égal du milieu et de l'hérédité dans la formation des êtres. Le plasma germinatif est transmis par les cellules sexuelles, spermatozoïde et ovule, qui, une fois réunis, forment une matrice, appelée aussi cellule germinative ou ovule fécondé. C'est à partir de ce stade de matrice que l'effet du milieu — notamment par le phénomène de nutrition — prend l'avantage sur l'hérédité. Autrement dit, la thèse du plasma germinatif explique la continuité et le phénomène de nutrition, la variation.

Devaldès précise cependant que son travail de vulgarisation ne doit pas faire oublier le fait que les choses sont en réalité plus complexes. D'abord parce qu'en 1927 la science de l'hérédité est encore relativement récente et demande à être perfectionnée. Ensuite, parce que toute cellule germinative est la résultante de deux héritages distincts et qu'au cours de la fusion des deux plasmas « les caractères contenus dans l'un doivent nécessairement supplanter ceux contenus dans l'autre »[926]. En conséquence, la ressemblance — qui manifeste la continuité — n'est jamais absolue. Des variations peuvent se produire dans le cadre de la reproduction sexuée et celles-ci ne sont pas imputables à l'influence du milieu. Refusant de statuer définitivement sur le rôle respectif de l'hérédité et du milieu, a fortiori dans le cadre d'une science en voie de constitution, Devaldès insiste néanmoins sur le caractère transmissible des variations car c'est ce dernier qui rend nécessaire la maternité consciente. En effet, les variations ne sont pas nécessairement favorables et les néomalthusiens soutiennent que leur constat empirique de la dégénérescence en est la meilleure illustration. Au cœur du projet néomalthusien, selon Devaldès, se situe la lutte contre les variations défavorables. Certes, l'éducation et l'hygiène peuvent apporter leur contribution, mais leur effet demeure limité : « Lorsque les tares transmises sont légères, on peut y obvier dans une certaine mesure durant l'enfance ou à l'âge adulte par une éducation spécifique, d'ailleurs coûteuse ; mais il est un degré où l'éducation et autres éléments du milieu n'ont aucune influence »[927]. Le poids des variations défavorables, nommé « hérédité morbide », exige le recours à l'eugénique. Ainsi, le néomalthusianisme s'engage-t-il, selon Devaldès, dans une voie qui est le prolongement logique de sa doctrine.

Ce qui est très clair pour Devaldès, c'est que le néomalthusianisme est avant tout une doctrine de la prévention : il faut prévenir l'apparition des tares, la propagation de la

926. Devaldès, 1927, p. 25.
927. Devaldès, 1927, pp. 30-31.

misère, de la souffrance et du malheur parce que l'avenir de l'espèce en dépend. On pourrait penser qu'une certaine convergence de vues peut permettre de relier néomalthusianisme et darwinisme social. A l'instar de ce dernier, en effet, le néomalthusianisme rejette la charité, la compassion et autres valeurs valeurs morales chrétiennes. Ce ne sont pas des solutions à la misère, et Devaldès déclare : « Les simples adoucissements apportés à la sélection naturelle, quel que soit le sentiment qui les inspire, sont, du point de vue des eugénistes, absurdes et nuisibles ». Mais, contrairement au darwinisme social, il oppose aux solutions radicales de l'eugénique négative un sentiment moral rationnel : « Il va sans dire qu'il ne saurait être question de les supprimer en ce qui concerne les individus existants. Le sentiment d'humanité ne le permettrait pas. »[928] L'euthanasie peut être une solution, — Devaldès se réfère à *L'Art de mourir* de Binet-Sanglé — mais la prévention demeure toujours préférable. Elle est hélas confrontée à des obstacles juridiques et moraux. Du fait de la censure qui interdit toute expression néomalthusienne, Devaldès est contraint à l'abandon des arguments classiques de la propagande. Pourtant, *La maternité consciente* parvient à réintroduire des thèmes proprement néomalthusiens par le biais du discours eugéniste, notamment en présentant la loi de 1920 comme favorisant la transmission des variations défavorables à l'espèce :

> « Hélas, écrit-il, en France comme en maints autres pays, on s'acharne à dissimuler aux individus qui pourraient apporter quelque conscience dans leur génération et chez qui ce serait le plus nécessaire, les moyens pratiques qui font de la génération consciente une réalité. Le plus souvent, ce n'est que l'homme qui s'adonne à l'alcoolisme et la femme pourrait pratiquer la maternité consciente, même à l'insu de son mari ; mais, en France, de par la loi éminemment dysgénique du 31 juillet 1920, il lui est interdit d'en connaître les procédés et de s'en procurer les moyens. »[929]

L'hérédité morbide étant considérée comme un fait, l'eugénique préventive devrait être systématiquement pratiquée selon Devaldès. L'alcoolisme et l'hérédo-syphilis étant pour lui des causes majeures de la dégénérescence, il conviendrait donc de s'assurer que ceux qui sont affectés par ces maux ne puissent procréer. Il existe cependant une hiérarchisation des luttes qui est fonction du degré de nocivité des affections. Ainsi, la lutte contre l'alcoolisme doit être une priorité absolue ; « elle doit dominer toute propagande en faveur de la génération consciente et de l'amélioration de la race »[930]. De ce

928. Devaldès, 1927, p. 31.
929. Devaldès, 1927, p. 41.
930. Devaldès, 1927, p. 41.

point de vue la prohibition de l'alcool aux États-Unis, adoptée en 1919 et toujours en vigueur au moment où il rédige *La maternité consciente*, est perçue comme une mesure très positive par Devaldès. Car l'alcool est la première cause de variation défavorable. Si l'on peut raisonner un tuberculeux ou un syphilitique et le convaincre de ne pas procréer, pour le bien des enfants à naître et pour celui de la société, il est en revanche impossible d'espérer une décision lucide et un engagement de la part d'un alcoolique. La lutte contre l'alcoolisme doit être suivie et complétée par une lutte contre la syphilis, la prostitution, le cancer (considéré comme une altération des tissus transmis par le plasma germinatif) et la tuberculose. La prévention ne se limite cependant pas aux pathologies dysgéniques les plus répandues. Elle adopte une dimension juridique et morale lorsqu'elle entend prendre en charge le crime, considéré par de nombreux hygiénistes — tels que Lacassagne ou Sicard de Plauzoles — comme un symptôme de dégénérescence.

La prévention de la dégénérescence physique et mentale de ses membres est une responsabilité de la société elle-même. A l'instar de l'anthropologie criminelle de Lacassagne ou de Binet-Sanglé qui, dans *Le Haras humain*, soutient qu'il n'y a pas vraiment de responsabilité individuelle pour les crimes consécutifs à la transmission héréditaire de caractères nuisibles par les « mauvais générateurs »[931], Devaldès considère qu'il est inutile de punir le crime si l'on ne s'attaque pas à son origine véritable. Cela revient à traiter les symptômes plutôt que la cause, ce qui est aussi injuste qu'inefficace. Les deux causes du crime sont, selon lui, le milieu et la dégénérescence. Si on sous-estime l'importance du milieu c'est parce que l'on a étudié la part de l'hérédité dans la production de la criminalité de manière plus scientifique qu'on ne l'a fait pour le milieu.

Le chapitre 5 de *La maternité consciente* est consacré à la question de la stérilisation qui, selon Devaldès, a pour but de mettre les dégénérés dans l'incapacité de nuire « avec toute la douceur possible. »[932] S'affranchissant de tout cadre moral, Devaldès utilise des arguments qu'il tient pour objectifs et rationnels : « en Angleterre, écrit-il, on a calculé que la dépense annuelle pour éduquer un enfant arriéré dans une école spéciale s'élève à 30 livres sterling, tandis que pour un enfant normal elle n'est que de 12 livres »[933]. Mais il va encore plus loin dans l'analyse de la situation critique à laquelle sont confrontées les sociétés modernes faute d'une action eugénique volontariste :

---

931. Binet-Sanglé, 1918, pp. 125-126.
932. Devaldès, 1927, p. 63.
933. Devaldès, 1927, p. 62.

> « Le pis est que ces dégénérés, qui n'ont pas perdu le pouvoir d'engendrer, se reproduisent, lorsqu'ils sont en liberté, avec une rapidité extraordinaire, transmettant leurs tares à leur descendance. Naturellement, il est inutile de songer à éveiller chez de tels êtres, soit un sentiment élevé à l'égard de la femme qui a le malheur de vivre dans leur intimité (dans le cas où la femme n'est pas également une dégénérée), soit le sens de la responsabilité à l'égard de l'enfant à naître. La maladie, la misère, leurs passions sordides les ont déjà réduits à un état d'insensibilité à leurs propres maux et les vocables de « pitié » et de « responsabilité » sont dénués de signification dans leur esprit. »[934]

Si l'éducation est impuissante et si la charité publique ne fait qu'accentuer la multiplication des dégénérés, quels sont, dès lors, les moyens à mettre en œuvre afin d'éviter la multiplication des « dégénérés » ? Manuel Devaldès répond qu'il n'en voit que trois : la stérilisation, l'internement, la prohibition légale du mariage. Il est a priori assez étonnant qu'un libertaire comme lui puisse faire preuve, fusse au nom du bien-être de la collectivité, d'un tel autoritarisme. Il semble conscient de cette difficulté, mais il justifie tout de même l'adoption de telles mesures :

> « Si pénible que cela puisse être à l'amant de la liberté individuelle, il lui faut bien reconnaître que de tels individus doivent parfois être séparés du reste de la société et qu'ils devraient être, lorsqu'ils sont laissés libres, rendus stériles. L'internement a eu lieu de tout temps pour un certain nombre d'entre eux, les fous et les idiots extrêmes ; quant aux autres, ils ont toute liberté de perpétuer leur indésirable type. Un autre moyen de mettre obstacle à leur faculté reproductrice est la prohibition légale du mariage, qui est appliquée dans certains États de l'Union américaine ; mais c'est une mesure insuffisante, car l'union libre et l'amour libre peuvent en détruire l'effet eugénique. »[935]

Ni l'internement ni la prohibition du mariage n'étant des mesures suffisantes, la stérilisation eugénique est donc le seul moyen valable aux yeux de Devaldès. Il regrette à ce sujet que les premiers essais menés aux États-Unis ne soient pas généralisés, car il lui paraît évident que « [l]a stérilisation, après avoir été appliquée largement pendant une certaine période, deviendrait, par l'effet cumulatif de ses résultats au cours du temps, de moins en moins fréquemment nécessaire, pourvu qu'en même temps l'éducation sexuelle intégrale, c'est-à-dire comprenant l'eugénisme, fût rendue générale dans le milieu social et que la lutte contre l'alcoolisme, la prostitution, les maladies vénériennes et les autres sources de l'hérédité morbide y fût menée énergiquement. »[936]

---

934. Devaldès, 1927, p. 62.
935. Devaldès, 1927, pp. 63-64.
936. Devaldès, 1927, p. 64.

Ayant traité la question de la place de l'hérédité dans le processus de dégénérescence, Devaldès aborde dans le chapitre 6 la question du milieu et l'existence, objective selon lui, d'une « race des pauvres »[937]. Pour lui, si le milieu social est défectueux, il occasionne chez les individus qui y naissent des variations défavorables, des pathologies spécifiques. Par suite, du fait de l'hérédité des caractères acquis, ces variations sont transmises et l'on peut alors évoquer l'existence d'une « race des pauvres » c'est-à-dire, selon Devaldès, la mise en évidence d'un type physiologique spécifique, produit d'une histoire et d'un environnement physico-chimique : « La race des pauvres, dit-il, est donc créée par la prolificité excessive de l'espèce humaine, dépassant en population le chiffre qui lui est permis par la quantité des subsistances disponibles, outrepassant la limite qu'elle devrait observer pour que tous ses membres puissent jouir de la santé, de tout le bien-être, de tout le bonheur possible. »[938]

Les chapitres 7 à 10 abordent les autres causes de dysgénisme pour l'espèce humaine et, notamment, l'épuisement de la mère, la surpopulation, la guerre et les dogmes religieux. Le pacifisme de Devaldès le conduit à s'intéresser tout particulièrement à la question de la guerre. Son approche est toutefois originale puisqu'il la décrit d'abord comme processus dysgénique. La guerre, en effet, détruit les plus robustes et, de ce fait, facilite la survie des moins aptes. Après la guerre, ce sont eux qui doivent compenser le déficit démographique alors qu'ils devraient s'abstenir de procréer. La guerre est donc l'une des origines de la « mauvaise naissance », ce qui autorise Devaldès à déclarer : « Celui dont le désir est d'améliorer la race est nécessairement un pacifiste. »[939] En outre, le phénomène de surpopulation est étroitement lié à celui de la guerre. Un pays très peuplé a besoin de toujours plus de ressources et, de ce fait, entre en concurrence avec d'autres pays jusqu'à ce qu'un point de rupture soit atteint. Pour ces raisons, les intérêts des natalistes et des militaristes sont opposés à l'intérêt de l'espèce. Ils ne considèrent les hommes que comme du « matériel humain » à expédier au combat et les femmes comme des « moules à combattants »[940]. Le pacifisme constitue une appréhension mondiale de la question de la paix, laquelle dépend de la capacité des nations à maîtriser l'augmentation de leur population. Au reste, Devaldès affirme que le meilleur indice du progrès de la civilisation est la décroissance du taux de natalité au sein d'une collectivité donnée. Ce sont là, dit-il,

937. Devaldès, 1927, p. 69.
938. Devaldès, 1927, p. 80.
939. Devaldès, 1927, p. 97.
940. Devaldès, 1927, p. 98.

deux phénomènes « concomitants et connexes »[941].

Dans cette quête, nécessaire selon l'auteur de *La maternité consciente*, de la baisse du taux de natalité, la religion constitue un obstacle important. La plupart des religions incitent à la procréation sans mesure et, parmi elles, le catholicisme est particulièrement néfaste. Non seulement il valorise la natalité, mais, en outre, il condamne toute approche scientifique de la question de la régulation en nombre de la population en combattant l'idée même d'éducation sexuelle. Les préjugés moraux et religieux ont une grande responsabilité dans l'ignorance des questions sexuelles par une large part de la population mondiale. Devaldès regrette que l'on connaisse finalement mieux la reproduction des animaux que celle de l'homme. Enfin, la religion a un effet très négatif sur la condition des femmes. Sur ce plan, un progrès nécessaire du droit, ainsi qu'un accès facilité à l'éducation pour les femmes, s'imposent comme des mesures politiques de bon sens.

Les chapitres 11 à 14 de la première partie proposent des solutions pour remédier à tous les obstacles à la « maternité consciente » qui ont été abordés au cours des chapitres précédents. Le chapitre 11 insiste sur la nécessité de l'éducation sexuelle et sur les modalités administratives et pratiques de sa mise en place, le chapitre 12 aborde l'évolution du droit des femmes. Celles-ci doivent avoir la possibilité de travailler dans le domaine de leur choix, être représentées dans les institutions politiques et administratives et, bien sûr, elles doivent pouvoir voter : « la maternité consciente, écrit Manuel Devaldès, est le fait d'une femme libre et non d'une esclave »[942]. L'évolution du droit des femmes, selon lui, est inséparable de la lutte contre la prostitution. Il élargit toutefois la définition de la prostitution en considérant que le mariage, lorsqu'il n'est pas une association libre entre deux individus dont les droits sont égaux, peut être considéré comme une forme de prostitution légale. Au chapitre 13, « L'association sexuelle », est présentée la réforme des mœurs que les néomalthusiens appellent de leurs vœux. Il s'agit de redéfinir le mariage et de lui donner la forme d'une association sexuelle à forme contractuelle. Il est souhaitable, selon Devaldès, que cette association soit « aussi eugénique que possible si elle doit se traduire par la naissance d'un ou plusieurs enfants »[943]. Autrement dit, le mariage devrait être débarrassé de sa dimension morale et symbolique pour devenir un pacte d'association, passé entre deux partenaires lucides. Le problème, c'est que la lucidité individuelle supposée qui, seule, fait la valeur d'un tel pacte, n'est accessible qu'aux êtres suffisamment

941. Devaldès, 1927, p. 101.
942. Devaldès, 1927, p. 119.
943. Devaldès, 1927, p. 123.

évolués. De ce fait, les mesures légales envisagées jusqu'ici pour encadrer scientifiquement le mariage n'ont pas donné de résultats probants. Seule une combinaison de mesures volontaristes semble pouvoir faire changer les choses. Il faut également, et impérativement, agir en amont par une éducation sexuelle précoce :

> « Chaque aspirant à l'association sexuelle devrait être éduqué sexuellement. Il devrait posséder les connaissances relatives aux deux sexes : anatomie des deux appareils reproducteurs, leurs fonctions respectives, les lois auxquelles ils obéissent ; avoir quelques notions du mécanisme de l'hérédité ; connaître les moyens d'éviter une maternité non désirable, voire non désirée. Chaque sexe devrait connaître la psychologie particulière à l'autre sexe. Et pour que cette éducation fût complète, nul individu, homme ou femme, ne devrait ignorer la répercussion que le nombre de ses enfants peut avoir sur le milieu social. Il va sans dire que chaque mère devrait couronner ce genre de savoir par des connaissances de puériculture, comprenant la culture physique et l'éducation du petit enfant. »[944]

L'éducation est en effet la seule manière de former des êtres responsables qui agissent par délibération libre et éclairée. On comprend que si Devaldès préconise parfois un certain autoritarisme des décisions, celui-ci ne concerne que les individus qui ont été privés de l'éducation adaptée. En ce cas, ils sont amendables. Mais il peut aussi s'agir d'êtres incapables de comprendre et d'assimiler l'éducation nécessaire et Devaldès insiste sur le fait que l'effet de l'éducation est lui-même conditionné par le caractère « éducable » de la matière à éduquer[945]. Il est alors légitime de prendre une décision rationnelle concernant ceux qui sont privés de leur autonomie réflexive et qui, de ce fait, ne peuvent prendre aucune décision éclairée. Quand le sujet individuel est privé de sa responsabilité, il faut y suppléer par une décision qui aille dans le sens de l'intérêt de la collectivité. Devaldès déplore que le nombre de personnes capables d'adopter une conduite responsable soit si réduit. C'est pour cette raison qu'il ne faut pas tarder à mettre en œuvre, par tous les moyens possibles, une organisation sociale qui fasse progresser au mieux la lucidité des membres qui la composent. Manuel Devaldès considère que le chemin est encore long :

> « Certes, il y a un abîme entre cet idéal et la réalité commune. Cet idéal n'est guère davantage, actuellement, que l'apanage d'un petit groupe de scientistes et de réformateurs moraux et sociaux, suivi par un petit nombre d'humains d'élite qui le traduit en fait. Et il faut que la grande masse de l'humanité soit encore bien arriérée, tant au point de vue de l'intelligence qu'à celui de la moralité, pour

944. Devaldès, 1927, pp. 125-126.
945. Devaldès, 1927, p. 147.

> qu'il soit encore nécessaire de militer, plus ou moins dangereusement, pour l'application du concept de maternité consciente. »[946]

Le chapitre 14, qui clôt la première partie, s'intitule « L'éthique de la maternité consciente ». Il souligne le lien de dépendance qui existe entre les pratiques eugénistes et la maternité consciente, l'avènement de la seconde dépendant de la mise en œuvre des premières. L'eugénisme, selon Devaldès, contient dans son principe même la limitation des naissances, la surpopulation ayant en elle-même un effet dysgénique. La population étant limitée en nombre, les causes qui produisent la guerre disparaissent et, de ce fait, la maternité consciente se réalise et la qualité des naissances augmente. Bien sûr, un tel processus requiert un temps relativement long pour produire ses effets mais les premiers résultats devraient nous inciter à aller de l'avant car cette « éthique sexuelle nouvelle » fondée sur les principes eugéniques est porteuse d'espoir : « Elle s'opposera un jour fermement, écrit Devaldès, à la continuation des pratiques d'égoïsme inférieur et cruel des dégénérés, des imprévoyants et de ceux, intéressés ou stupides, qui les encouragent. »[947] L'avantage supplémentaire de cette conversion double à l'eugénisme et à la maternité consciente est qu'il s'agit d'une révolution sans violence qui démontre que la relation entre violence et bonheur, présente dans les doctrines politiques révolutionnaires, n'est pas nécessaire.

La deuxième partie de *La maternité consciente*, « L'action », est une recension des efforts accomplis dans d'autres pays pour réaliser la « maternité consciente ». Elle est plus courte que la première et, pour échapper à toute poursuite judiciaire, se garde bien de traiter de la situation en France, se contentant d'inciter à suivre l'exemple des autres nations converties à la maîtrise scientifique de la procréation dans une perspective quantitative et qualitative. La Grande-Bretagne fait figure d'exemple. Les protestants y étant plus nombreux que les catholiques, « l'esprit de libre examen » fait partie des mœurs et favorise la conversion à la maternité consciente, ce que prouve indirectement l'apparition précoce de la doctrine néomalthusienne dans ce pays. Depuis Malthus, les Anglais sont, selon Devaldès, « persuadés que le salut de la race britannique est dans la substitution de la maternité consciente à la maternité inconsciente »[948]. Ils ont su associer dans leur esprit le concept de régénération de la race et la nécessité de faire face à la surpopulation. Devaldès

946. Devaldès, 1927, pp. 129-130.
947. Devaldès, 1927, p. 146.
948. Devaldès, 1927, p. 149.

soutient également que les idées néomalthusiennes en Angleterre ne sont pas uniquement défendues par une « élite prolétarienne »[949] mais qu'elles sont adoptées par un grand nombre de personnes venues d'horizons politiques divers, à l'exception notable des communistes et des anarchistes, dépendant respectivement des dogmes marxiste et kropotkinien. L'appropriation par les scientifiques et les intellectuels anglais des questions eugénistes, ainsi que le lien systématique qu'ils opèrent entre l'obtention de la qualité et la limitation de la quantité, est un signe très positif. Devaldès cite de nombreux exemples pour illustrer et fonder son propos. L'économiste John Maynard Keynes (1883-1946) est présenté comme « un malthusien eugéniste et convaincu »[950], la création, dès 1907, de l'*Eugenics Education Society* [951] (qui devient la *Eugenics Society* en 1926) et de son organe *The eugenics review* est mentionnée comme preuve de la constitution d'un corps savant sur les questions d'eugénique. Mais la structure qui a les faveurs de Manuel Devaldès, parce qu'elle est la plus proche de ses propres vues, c'est la *Society for Birth Control and Racial Progress*, fondée par la paléobotaniste Marie Stopes (1880-1958) en 1921[952], et dont Bertrand Russell et l'écrivain Herbert George Wells sont membres. L'action de Marie Stopes, engagée par ailleurs dans la lutte en faveur du droit des femmes, est, pour Devaldès, bien supérieure à ce qu'il nomme le « vieux courant néomalthusien » de la *Malthusian League*. D'une part, l'anti-socialisme de la *Malthusian League* l'a conduite à s'aliéner les masses populaires, ce qui est une erreur stratégique majeure selon Devaldès ; d'autre part, le courant originel s'est avéré incapable d'intégrer les éléments nouveaux apportés par l'eugénisme. La modernité est donc du côté de Stopes.

Pour les autres pays, les réalisations concrètes sont moins abouties mais Devaldès souligne tout de même l'intérêt de l'Institut de sexologie de Berlin fondé par Magnus Hirschfeld (1868-1935) en Allemagne ou la création d'un Institut de biologie racique par l'État suédois en 1922. Les États-Unis, bien sûr, sont une terre de choix pour les expérimentations, mais Devaldès regrette l'harmonisation difficile du territoire américain, conséquence d'une organisation sous forme de fédération au sein de laquelle les États conservent leur indépendance.

La maternité consciente est le reflet exact de ce que devient le mouvement néomalthusien français après 1920. La composante eugéniste, présente dès le départ, y est

949. Devaldès, 1927, p. 160.
950. Devaldès, 1927, p. 160.
951. Voir « Origin and works of the society », *The eugenics review*, 1909, pp. 51-54.
952. Voir Jütte, 2008, p. 166.

plus affirmée. Il ne faut cependant pas y voir une orientation nouvelle, mais plutôt une conséquence de l'interdiction de la propagande néomalthusienne qui ne permet plus de faire la promotion directe des moyens anticonceptionnels. La focalisation forte sur les questions eugénistes a le double avantage de déplacer le débat et d'entretenir l'espoir d'une adhésion plus large de la communauté scientifique et des médecins. Le combat prend une dimension scientiste et moins directement sociale et politique. L'objectif demeure cependant inchangé. Cela permet de comprendre l'opportunisme avec lequel les néomalthusiens comme Manuel Devaldès s'emparent de thèmes qualitatifs et racialistes débattus à l'époque bien au-delà du cercle restreint des doctrinaires néomalthusiens.

*

* *

A côté des écrivains dont nous venons d'étudier la contribution à l'histoire du mouvement, il en existe d'autres, tels le poète Paul-Napoléon Roinard (1856-1930), l'écrivain Paul Reboux (1877-1963) ou l'écrivain anarchiste Aurèle Patorni (1880-1955), qui ont accompagné le mouvement, soit par des écrits néomalthusiens, soit par des soutiens aux moments où celui-ci est l'objet de poursuites judiciaires qui s'intensifient, jusque dans les années 1930. Leur contribution est notamment évoquée par Jeanne Humbert dans son livre de 1947. Mais ceux que nous avons abordés suffisent pour établir une typologie de l'écrivain néomalthusien. Octave Mirbeau est le représentant de ces intellectuels qui, très tôt, adhèrent aux idées néomalthusiennes sans en être les doctrinaires, et qui connaissent les débuts du mouvement. Laurent Tailhade, lui-aussi de la première période du mouvement, incarne l'investissement des artistes et des poètes qui diversifient les moyens de diffusion de la pensée néomalthusienne. Victor Margueritte fait partie de ceux qui consacrent une partie de leur œuvre au militantisme néomalthusien. Celle-ci a une fonction illustrative qui paraît propre à convaincre un public qui n'est pas familier des éléments de vulgarisation scientifique des ouvrages théoriques du mouvement. Fernand Kolney, quant à lui, s'adresse plutôt aux milieux intellectuels et artistiques. La portée de son propos est clairement polémique mais ses livres contiennent aussi des éléments de vulgarisation scientifique et philosophique. Manuel Devaldès, enfin, centre son discours sur de très nombreuses références scientifiques et médicales. C'est celui dont l'engagement néomalthusien se déploie sur la plus longue période. Il est présent dès la période Robin et défend des positions antinatalistes et eugénistes jusqu'à la fin de sa vie. Son œuvre résume

le parcours accompli par le mouvement lui-même et en constitue également le point d'achèvement sur le plan théorique. Tous ces écrivains seront cependant victimes de la censure que va connaître la propagande néomalthusienne à partir de 1920.

Chapitre 10

La loi du 31 juillet 1920 et la réponse des néomalthusiens

Sans jamais être un mouvement de premier plan en termes d'effectifs ou de représentation politique et institutionnelle, le néomalthusianisme est incontestablement un courant d'idées qui fait parler de lui, suscite de nombreuses controverses et provoque l'inquiétude des milieux natalistes. Parallèlement, les pratiques malthusiennes semblent faire partie des mœurs de la société française dont la population régule sa propre natalité d'une manière plus sensible que ne le font les autres pays européens. Mais rien ne prouve de façon certaine que ce comportement de la population française soit imputable à l'action des néomalthusiens. La restriction volontaire de la fécondité en France fait donc partie d'une culture à laquelle appartiennent les néomalthusiens français eux-mêmes. Et s'ils ont toutes les raisons de se réjouir des statistiques comparées de la démographie française, peut-être ne doivent-ils être considérés que comme des militants opportunistes qui utilisent un contexte favorable pour faire valoir une doctrine dont le pouvoir de convaincre et de convertir n'est pas aussi important qu'il paraît.

Ce qui est incontestable, c'est que l'opposition qu'ils suscitent est sans commune mesure avec leur représentativité. Après 1870, et plus encore après la Première Guerre mondiale, les discours alarmistes qui mettent en relation la fragilité de la France avec sa démographie jugée insuffisante se développent. Mais, d'un autre côté, certaines théories socialistes et révolutionnaires, ajoutant leurs analyses aux acquis des sciences et à la meilleure connaissance qu'elles permettent de l'état sanitaire des populations, incitent à la prudence en matière de procréation. Les conséquences dramatiques de la malnutrition, de la tuberculose, de la syphilis et de l'alcoolisme ne peuvent être ignorées. Les deux discours — nataliste et prudent — coexistent et se confrontent sans forcément opposer deux blocs fixes et politiquement déterminés. C'est entre ces deux pôles que le néomalthusianisme français va développer son analyse spécifique et, parfois, catalyser les plus vives réactions.

1- L'écho du néomalthusianisme en France

Une étude des rapports de police conservés aux Archives Nationales[953] permet de se faire une idée assez juste de la surveillance attentive dont les néomalthusiens faisaient l'objet de la part du ministère de l'Intérieur. Le nombre relativement restreint de militants ne nuit donc pas à l'écho de la propagande et à l'importance que lui accordent les pouvoirs publics. On constate que des discours hostiles aux néomalthusiens se multiplient. Des dénonciations nombreuses parviennent aux préfectures et, par voie hiérarchique, au ministère. Si l'on ne s'étonne pas de voir la droite conservatrice, cléricale et nataliste combattre le néomalthusianisme, on constate qu'elle est loin d'être la seule. De nombreux républicains, radicaux ou socialistes, sont également les adversaires déclarés de la propagande néomalthusienne. Et, même chez les communistes et les anarchistes, tous ne sont pas, loin s'en faut, favorables aux idées néomalthusiennes. En outre, ceux qui ont une certaine bienveillance pour les idées malthusiennes n'en font pas nécessairement publicité et, si la propagande est bien acceptée dans certains milieux ouvriers et syndicalistes, comme en témoignent par exemple l'apparition et la multiplication, de 1908 à 1914, des Groupes Ouvriers Néo-Malthusiens, cela ne donne pas toujours forcément lieu à une communication. Certains journaux anarchistes ou libertaires vont tout de même rompre ce silence relatif pour se prononcer en faveur de la propagande anticonceptionnelle et apporter leur soutien aux néomalthusiens. C'est par exemple le cas de *La Guerre Sociale*, journal socialiste fondé et dirigé par Gustave Hervé (1871-1944) de 1906 à 1916, de *La Bataille Syndicaliste*, journal libertaire qui paraît de 1911 à 1915 et dans lequel écrit James Guillaume, et du *Libertaire*, fondé par Sébastien Faure et paraissant de 1895 à 1914. La couverture des idées néomalthusiennes, en dehors des publications propres du mouvement, demeure limitée. Paradoxalement, on peut dire que c'est l'acharnement de leurs opposants qui contribue à accroître leur audience.

L'analyse du contenu de la propagande néomalthusienne permet de se faire une idée du public auprès duquel ils avaient une certaine audience. Contrairement à la *Malthusian League*, l'ancrage des néomalthusiens est révolutionnaire et partage de nombreuses idées avec les socialistes et les libertaires. Pour autant, ce ne sont pas les prolétaires qui sont la cible prioritaire de leurs écrits. Nous avons d'ailleurs vu, par exemple chez Madeleine Pelletier ou Manuel Devaldès, que pour que les idées puissent

953. AN/F7/13955, Ministère de l'Intérieur, néo-malthusianisme, 1907-1925.

être comprises et pour qu'une éducation véritable puisse être réalisée, il fallait que l'individu à qui on s'adresse soit éducable. Or, si l'on suit la logique du discours des néomalthusiens, les individus issus du processus de dégénérescence ne sont pas toujours accessibles aux arguments rationnels. En conséquence, si le néomalthusianisme français cherche bien à convaincre dans les milieux de la gauche révolutionnaire et des libertaires, il ne s'adresse finalement qu'à la frange la plus éduquée et la plus intellectuelle de ces milieux. D'où leur élitisme et leur insistance à mettre en place au plus tôt une réforme de la société qui, cependant, ne pourra se faire que sur le long terme. Pour cette raison, c'est soit dans la partie la plus à gauche de la communauté médicale et scientifique, soit dans les milieux littéraires et artistiques que l'on trouve les néomalthusiens les plus convaincus. On pourrait même dire que si les pratiques néomalthusiennes sont largement — et silencieusement — adoptées par une partie de la population, leur théorie n'est pas populaire car leur philosophie n'est pas nécessairement bien comprise et bien perçue. Les idées néomalthusiennes sont partagées par une partie de l'élite intellectuelle et progressiste qui est très à gauche, mais elles ne constituent pas un mouvement de masse.

L'écho du néomalthusianisme est variable en fonction de l'époque concernée. On peut distinguer de ce point de vue trois périodes. Le néomalthusianisme, aux idées duquel Paul Robin est acquis partir de 1879[954], ne s'implante véritablement en France en tant que théorie qu'à partir des années 1890. Durant la première période, 1896 à 1905, même si certains des thèmes qu'il aborde peuvent être considérés comme sensibles, seuls les milieux très catholiques, natalistes et conservateurs (les trois pouvant être liés ou non) s'opposent frontalement au néomalthusianisme. Cette opposition, sans être négligeable, reste cependant marginale et n'a que peu d'effet sur le devenir du mouvement.

Au cours de la deuxième période, de 1905 à la Première Guerre mondiale, la situation change progressivement et l'écho négatif du néomalthusianisme est de plus en plus fort. A partir de 1912, les archives du ministère de l'intérieur montrent que les poursuites judiciaires s'intensifient nettement et que la police s'intéresse de très près à l'activité du mouvement. Pour autant que l'on puisse en juger à partir des documents réunis aux archives nationales, les menaces sont cependant rarement suivies d'effet et se résument la plupart du temps à des tracasseries judiciaires et des amendes qui n'affectent que modestement le dynamisme du mouvement. A partir de 1913, les premières peines de prison ferme sont prononcées et, à l'approche de la guerre, les menaces se font plus

954. Demeulenaere-Douyère, 1994, pp. 335-339.

pressantes.

Mais c'est au cours de la troisième période, après 1918, que les nationalistes et les natalistes vont véritablement triompher de la propagande néomalthusienne. Le contexte est évidemment moins favorable pour promouvoir la limitation des naissances. Les années 1920 s'avèrent extrêmement pénibles pour le mouvement néomalthusien qui ne survivra que difficilement aux poursuites et à la censure dont il est l'objet. Privé de ses ressources — il ne peut plus vendre les dispositifs contraceptifs et la documentation qui assure l'éducation sexuelle — le mouvement ne peut plus bénéficier des mêmes moyens. Son autonomie financière est constamment menacée et les conséquences sur la communication des idées sont importantes.

Ce qui fédère l'opposition à la propagande et à l'action néomalthusiennes, c'est d'abord un objectif nataliste, quels que soient ses motifs rationalistes ou moraux dont il se pare. Mais cette opposition est surtout une alliance de circonstance qui ne permet pas de cerner un bloc idéologiquement homogène. Selon F. Ronsin[955], on peut distinguer trois groupes hétérogènes, même s'ils furent un temps fédérés par l'Alliance Nationale pour l'accroissement de la population française, la société créée par Jacques Bertillon en 1896. L'objectif de l'Alliance étant de lutter contre la dépopulation, elle se heurte frontalement à la Ligue de Régénération humaine fondée la même année. Parmi les opposants les plus déterminés, on distingue d'abord un premier groupe, hygiéniste et eugéniste, qui considère que le critère de la santé des individus qui composent une population est aussi important que celui de la quantité. On peut ensuite tracer les contours d'un second groupe, populationniste, qui considère que l'avenir de la nation repose sur une démographie importante et qui fait de la lutte contre la mortalité, principalement infantile, et de l'immigration, une priorité. On observe enfin un troisième ensemble, issu du courant traditionaliste catholique et fondé sur des valeurs morales chrétiennes, principalement celle de la famille. Il n'est pas étonnant d'observer des divisions, des oppositions et des scissions dans un groupe aux horizons et aux motifs si différents. Il n'y a en effet rien de commun entre le traditionalisme nataliste catholique et l'approche foncièrement rationaliste et républicaine qui est celle des fondateurs de l'Alliance nationale pour l'accroissement de la population française.

Des personnages comme Jacques Bertillon et Charles Richet, représentants du premier groupe et fondateurs de l'Alliance, adoptent des positions clairement eugénistes et

955. Ronsin, 1997, pp. 56-59.

hygiénistes, et, de ce point de vue, ils ne sont pas systématiquement opposés aux néomalthusiens. Mais ils s'en écartent par leur approche différente du lien entre qualité et quantité. Pour les néomalthusiens, la recherche de la quantité conduit nécessairement à abandonner celle de la qualité, les deux critères s'excluent mutuellement. Pour les natalistes de l'Alliance, la quantité des naissances est la priorité mais on peut, dans le même temps, élever la qualité moyenne de ces mêmes naissances, ce que promet l'eugénisme. Les natalistes ne donnent pas la même importance que les néomalthusiens à la question économique des subsistances. La non prise en compte de ce facteur explique qu'ils ne voient pas de contradiction dans l'élévation simultanée des deux critères de quantité et de qualité. D'autre part, l'objectif de l'Alliance est d'augmenter la natalité des classes moyennes plutôt que celle de la masse populaire.

Dans son article de 2008, « Des liaisons avantageuses : l'Alliance nationale pour l'accroissement de la population française et les fonctionnaires (1890-1914) »[956], Virginie De Luca montre très clairement que les considérations qualitatives sont au centre de la propagande nataliste que l'Alliance entend mener. Les fonctionnaires, dont le niveau d'instruction moyen et les conditions sanitaires d'existence sont supérieurs à ceux de la classe ouvrière, sont considérés comme un public de choix pour la propagande nataliste. La structure de l'Alliance se donnera même les moyens de son action en organisant, en 1907, un recensement des fonctionnaires et en imaginant, dans le cadre d'une commission extra-parlementaire à laquelle de nombreux membres de l'Alliance participent, un système d'incitation fiscale pour stimuler la natalité dans une partie de la population dont l'accroissement paraît qualitativement avantageux. En dépit de certains points de convergence — rappelons par exemple qu'en 1887 J. Bertillon le statisticien avait félicité Robin pour son application de l'anthropométrie à l'école dans son article « Démographie » du *Dictionnaire de pédagogie* —, Jacques Bertillon et Charles Richet, républicains convaincus, seront des adversaires particulièrement déterminés de la propagande néomalthusienne.

Dans son ouvrage *La dépopulation de la France. Ses causes, ses conséquences, mesures à prendre pour la combattre* (1911)[957], Jacques Bertillon consacre une partie à l'évocation des « crimes » (au sens moral) dont serait coupable la propagande néomalthusienne. Le titre de cette quatrième partie est d'ailleurs sans équivoque :

956. De Luca, 2008.
957. Bertillon, 1911.

« Propagande criminelle ». La radicalité du propos est parfois assez surprenante. Elle permet d'éclairer le courant néomalthusien par le regard croisé de ceux qui lui étaient hostiles :

> « La pensée sacrilège de créer une propagande populaire pour répandre les pratiques néomalthusiennes n'est pas née en France, mais en Angleterre, ensuite dans les Pays-Bas, puis en Allemagne. La France n'a fait qu'imiter ces trois pays. Sans doute, on a vu en France, sous Louis-Philippe, des préfets conseiller à leurs administrés de limiter le nombre de leurs enfants […]. C'était à l'époque où la statistique démographique n'existait pas, et où certains économistes, faute des lumières de cette science, se laissaient égarer par la fausse doctrine de Malthus. »[958]

La tonalité nationaliste est assez sensible. Selon Bertillon, il ne fait pas de doute que la pensée et les pratiques néomalthusiennes ont une origine étrangère. Pire encore, elles ont pu se développer dans des pays comme l'Allemagne, qui constitue une menace et qui a tout intérêt à ce que le France se convertisse à la limitation des naissances. D'autre part, le néomalthusianisme qui se développe en France n'est pas considéré comme une pensée originale. Ce n'est qu'une « imitation » de ce qui se fait ailleurs. L'argument est utilisé par Bertillon pour retirer toute légitimité aux propagandistes français. Selon lui, ce ne sont pas des penseurs authentiques mais de simples plagiaires qui agissent contre les intérêts de la France. Afin de mettre en relief le caractère, pour lui extrêmement nuisible, de la doctrine néomalthusienne, il résume ainsi son histoire :

> « C'est le 30 août 1896 (trois mois après la fondation de l'*Alliance nationale pour l'accroissement de la population française*) que fut créée à Paris la *Ligue de Régénération humaine*. Ce nom prétentieux cachait une ligue néo-malthusienne. […] Le créateur de cette ligue est M. Paul Robin, ancien Directeur de l'orphelinat de Cempuis, emploi dont il fut révoqué […] pour divers motifs sur lesquels nous pensons qu'il vaut mieux ne pas insister. Il appela cette ligue *Régénération humaine* parce qu'il s'imagine que, lorsque les naissances sont peu nombreuses, les enfants sont « sains de corps, forts, intelligents, adroits, bons. La préoccupation de la *qualité* doit toujours précéder celle de la *quantité*[959] ». Il n'a d'ailleurs jamais dit sur quoi se fonde cette opinion paradoxale. »[960]

Aux considérations développées par Jacques Bertillon, qui intègrent des éléments factuels dont l'authenticité est établie, se mêlent des jugements moraux et des attaques *ad*

---

958. Bertillon, 1911, p. 210.
959. Il s'agit là d'une citation fidèlement retranscrite extraite de l'article I, « motifs », de la déclaration fondatrice de la Ligue de Régénération humaine. Voir Robin (b), 1905, p. 14.
960. Bertillon, 1911, p. 213 (c'est Bertillon qui souligne).

hominem. Le propos est destiné à mettre en évidence le manque de modestie et l'inconséquence de Paul Robin, les citations extraites de la littérature néomalthusienne sont exactes, mais sorties de leur contexte et parfois tronquées. Cela permet ensuite à Bertillon d'insister sur la dimension lacunaire de l'argumentation néomalthusienne. On peut cependant pointer certaines contradictions chez Bertillon lui-même qui, tantôt reconnaît l'efficacité de l'argumentation rationaliste de la propagande néomalthusienne — elle convainc les gens — et qui, à d'autres moments, feint de se demander comment une logique aussi imparfaite peut abuser les gens sains d'esprit. D'autre part, c'est à tort qu'il accuse Paul Robin de ne pas justifier le primat de la qualité sur la quantité. Sur ce point, l'argumentation des néomalthusiens est on ne peut plus claire : le développement physique et intellectuel des hommes implique que tous aient accès au nécessaire pour vivre. Or, on constate que la pauvreté existe, ce qui démontre que les conditions minimales pour bien vivre ne sont pas réunies pour tous. Le critère le plus évident pour juger de la capacité d'une société à permettre à ses membres de se développer normalement est celui de la production des « subsistances réelles »[961], c'est-à-dire des ressources premières, notamment alimentaires, qui assurent la vie des hommes. Or, selon la loi de Malthus, ces subsistances réelles ne peuvent croître de manière exponentielle. Si, comme le pense Malthus, la production de ressources alimentaires est systématiquement plus faible que l'augmentation de la population, alors l'objectif de l'augmentation de la qualité ne peut être atteint. On peut reprocher à Robin de croire à la scientificité de la loi de Malthus. Mais on ne peut dire qu'il ne fonde pas son affirmation relative à l'impossibilité d'accroître la qualité d'une population trop nombreuse.

La présentation fragmentaire, par Bertillon, de la théorie néomalthusienne, traduit un engagement plus militant et politique que scientifique. Pourtant, d'un côté comme de l'autre, la science est invoquée comme élément de légitimation du discours. Le statisticien, fort des outils dont il dispose, s'oppose à l'économiste Malthus. Mais son argumentation relève principalement du champ idéologique et moral, comme le montre la suite de son propos :

> « M. Robin reçut assez vite l'adhésion de deux députés, d'un ancien sénateur, M. Naquet (dont l'opinion paraît s'être amendée), de quelques journalistes et de quelques autres personnages notables. Quoique le néo-malthusianisme fût pratiqué depuis longtemps dans toutes les parties de la France, on fut d'abord choqué de le voir érigé en doctrine et en enseignement ; les discours de M. Paul

961. Expression utilisée par Paul Robin, *Malthus et les Néo-Malthusiens*, 1905, p. 3.

> Robin furent donc, dans les premiers temps, très mal reçus par tous les partis, y compris le parti socialiste. L'impunité systématique que, d'abord, il n'osait pas espérer, contribua à faire considérer comme acceptables des doctrines que tout d'abord on avait repoussées comme inavouables. Sa propagande s'est affirmée sans cesse plus puissante et plus efficace. Telle est, très résumée, la triste histoire dont nous allons retracer les principaux faits. Un des premiers actes de la *Ligue de la Régénération* humaine, fondée le 30 août 1896, fut de répondre à un article que j'avais publié dans l'*Éclair* sur la dépopulation de la France. L'*Éclair* voulut bien insérer plusieurs réponses de M. Paul Robin jusqu'au moment où celui-ci, se répétant, devint trop fastidieux pour les lecteurs. Cette polémique fut reproduite par un grand nombre de journaux qui s'élevèrent avec violence contre M. Robin ; *Le Temps* et le *Gaulois* insinuèrent que les tribunaux devraient le poursuivre ; des poursuites furent réclamées en termes formels par le *Journal*, l'*Écho de Paris*, le *Peuple français* (12 janvier 1897), le Figaro (13 janvier), le *Gil Blas* (16 janvier), etc... La *Libre Parole* (14 janvier) vit même, dans l'absence de poursuites, la preuve que M. Robin était pourvu de hautes protections, ce qui n'était sans doute qu'une plaisanterie. Les poursuites réclamées par tant de journaux ne furent d'ailleurs jamais entreprises. Vers la même époque, les discours néo-malthusiens que M. Robin essayait de prononcer dans différents quartiers de Paris, soulevaient l'indignation et le dégoût général [...]. On ne le laissait ordinairement pas achever. »[962]

Si l'on en croit J. Bertillon, le néomalthusianisme n'avait que peu d'appui dans les milieux politiques institutionnels, ce qui est assez conforme à la réalité. Mais, ponctuellement, certains soutiens furent certainement utiles à Robin, tel celui d'Adrien Meslier, député de la Seine et membre fondateur de la Ligue de Régénération humaine. Il est également vrai que les courants politiques auprès desquels Paul Robin recherchait une audience étaient souvent hostiles a priori à toute idée de prophylaxie anticonceptionnelle. A l'exception des individualistes libertaires, dont les principes sont compatibles avec la plupart des points de la doctrine néomalthusienne, les anarchistes eux-mêmes sont loin d'adhérer massivement aux idées néomalthusiennes Si certains périodiques anarchistes, tels que *Le Libertaire* et l'*Anarchie*, publient des articles néomalthusiens, des personnalités importantes du mouvement — Kropotkine et les frères Reclus — sont particulièrement hostiles aux préceptes néomalthusiens[963]. Et chez les socialistes, les adhésions sont plus rares encore. A l'exception de quelques personnalités comme Alfred Naquet, député du Vaucluse de 1871 à 1898 et sénateur de ce même département de 1883 à 1890, peu de socialistes se déclarent néomalthusiens. Dans son article « Mouvement ouvrier et néo-malthusianisme au début du XX^e^ siècle » (1966), André Armengaud évoque des

962. Bertillon, 1911, pp. 215-216 (c'est Bertillon qui souligne).

résistances nettes et des « oppositions doctrinales » majeures de la part des socialistes[964], et il considère qu'Alfred Naquet demeure un socialiste « isolé »[965] chez les néomalthusiens. En revanche, contrairement à ce qu'affirme Bertillon, on ne peut considérer que Naquet se soit « amendé » après avoir adhéré aux idées malthusiennes. Certes, la position de Naquet à l'égard du néomalthusianisme est nuancée — il considère qu'il y a complémentarité entre néomalthusianisme et socialisme et que l'un ne peut se passer de l'autre —, mais elle n'a pas évolué en 1911, surtout dans le sens évoqué par Bertillon au moment où il publie *La dépopulation de la France.*

Jacques Bertillon évoque le « dégoût » que suscitaient les propos de Paul Robin dans le cadre de ses conférences parisiennes. Or, s'il est effectivement établi par les rapports de police de l'époque que des incidents provoqués par des natalistes venus en découdre marquaient parfois les réunions, causeries et conférences publiques néomalthusiennes, ces rapports nous apprennent aussi qu'une audience souvent nombreuse et intéressée s'y pressait. En témoigne, parmi d'autres, un rapport émanant du cabinet du préfet de police de Paris daté du 27 août 1904, et relatif à une conférence publique et contradictoire de la Ligue de la Régénération Humaine qui s'est tenue la veille à la Bourse du Travail. Plus de 1500 personnes assistent à cette conférence « publique et contradictoire » qui est présidée par Robin. Les intervenants notables sont la féministe Gabrielle Petit (1860-1952), la conférencière néomalthusienne Jeanne Dubois, les militants anarchistes Liard-Courtois (1862-1918) et Georges Yvetot (1868-1942) et, enfin, Ernest Tarbouriech. La contradiction est essentiellement portée par l'anarchiste Joseph Albert (1875-1908), dit Libertad, qui conteste le fait que la terre soit aussi limitée en capacité de production que ce que prétend Malthus et qui soutient qu'elle peut subvenir aux besoins d'une population, même beaucoup plus importante que celle d'aujourd'hui. Les autres intervenants sont majoritairement favorables à la limitation des naissances :

---

963. En France, Elisée Reclus (1830-1905) est notamment un adversaire déclaré de la « loi de Malthus » — qu'il juge réactionnaire et non progressiste — et des conclusions fausses auxquelles selon lui elle conduit. En 1897 il écrit : « La situation est donc atroce, mais une immense évolution s'est accomplie, annonçant la révolution prochaine. Cette évolution, c'est que la « science » économique, prophétisant le manque de ressources et la mort inévitable des faméliques, s'est trouvée en défaut et que l'humanité souffrante, se croyant pauvre naguère, a découvert sa richesse : son idéal du « pain pour tous » n'est point une utopie. La terre est assez vaste pour nous porter tous sur son sein, elle est assez riche pour nous faire vivre dans l'aisance. Elle peut nous donner assez de moissons pour que tous aient à manger ; elle fait naître assez de plantes fibreuses pour que tous aient à se vêtir ; elle contient assez de pierres et d'argile pour que tous puissent avoir des maisons. Tel est le fait économique dans toute sa simplicité. », Reclus, 1914 , pp. 135-136.
964. Voir Armengaud, 1966, pp. 11-12.
965. Armengaud, 1966, p. 14.

> « Libertad combat les théories émises par les orateurs de la « Ligue de la Régénération Humaine », qui considèrent que toute la question sociale réside dans la limitation de la procréation. Tout en étant d'accord sur le fond, il démontre, en s'appuyant sur des statistiques d'Élisée Reclus, que la terre est assez productive pour nourrir tous ses habitants. « S'il y a des gens qui meurent de faim et qui n'ont pas de chaussures et pas de vêtements alors que les magasins en regorgent, c'est que la répartition est mauvaise », dit-il. »[966]

Pour le reste, le rapport fait état d'une ambiance relativement calme, les participants respectant le jeu du débat contradictoire et la réunion prenant fin sans incidents ni éclats d'aucune sorte. Les rapports de police que nous avons consultés sur la période 1905-1912 ne font quasiment jamais mention des incidents évoqués par Bertillon. Le « dégoût » suscité par les théories néomalthusiennes s'exprime plutôt par voie de presse dans des journaux d'opinion. Les objections qui sont faites lors des conférences sont en général le fait de militants nationalistes ou natalistes isolés bien vite contrôlés par une assemblée majoritairement acquise aux idées néomalthusiennes. L'opposition, quoique réelle, n'est donc pas aussi franche que le prétend Bertillon. En revanche, lorsqu'il déplore l'impunité relative dont jouit la propagande anticonceptionnelle à l'époque où il rédige *La dépopulation de la France*, il reflète la réalité. Avant 1912, les poursuites n'aboutissent que rarement et les condamnations effectives sont fort peu nombreuses. Pourtant, c'est la vigueur de l'opposition à la propagande néomalthusienne et l'échec de *Régénération* qui, selon Bertillon, expliquent l'exil de Robin en 1898 et 1899 :

> « Il partit pour la Nouvelle-Zélande, espérant trouver aux Antipodes la société quelque peu anarchiste qu'il rêvait. Il eut vite fait de voir que les lois économiques se vérifient à l'autre bout du monde, comme dans notre vieille Europe et il ne tarda pas à revenir. […] Il s'est plaint qu'en Nouvelle-Zélande on n'ait pas goûté les doctrines de la « *Régénération* » quoique celle-ci dût « supprimer la maladie ! » Les médecins, intéressés à voir celle-ci désoler l'humanité, et « les piétistes », ont déterminé le pouvoir « à réprimer férocement l'émancipation sexuelle, donc à créer et développer l'abrutissement et la misère ». Telles sont les rêveries qui hantent ce cerveau malade. »[967]

La présentation caricaturale et ironique de l'action de Robin exprime l'intention véritable de Bertillon. Il s'agit d'illustrer le caractère non vérifié de la loi de Malthus et de discréditer la personne de Robin. Et Bertillon ne recule devant aucun moyen, notamment

---

966. Rapport de la police de Paris du 27 août 1904, AN /F7/12554, p. 3.
967. Bertillon, 1911, p. 216 (c'est Bertillon qui souligne).

lorsqu'il s'agit de toucher le « sentiment national » des patriotes sensibles à la propagande de l'Alliance :

> « La ligue de la Régénération humaine fut « reformée » en septembre 1900. Déjà le journal *La Régénération* avait reparu en avril 1900 grâce à « deux souscriptions importantes » (1) et avait pris dès lors l'allure qu'elle a conservée depuis. Ce journal n'offre à peu près aucun intérêt. Il ne contient presque pas de documents et se borne à répéter toujours la même chose. Il est d'ailleurs rédigé en langage volontairement trivial et très souvent injurieux. Il n'a pas la tenue du *Malthusian* anglais. Ce n'est pas d'ailleurs un journal pornographique au sens propre du mot. Il ne cherche pas la grivoiserie ni les mots à double entente. Ses paroles n'ont qu'un seul sens, très net : c'est très clairement qu'il cherche à supprimer la morale traditionnelle pour y substituer la sienne, qui est monstrueuse. Une partie au moins des collaborateurs de M. Robin sont des anarchistes ou des malfaiteurs avérés ; nous en prenons à témoin les déclarations de le *Régénération* elle-même, qui se plaint d'avoir eu affaire au début à "des escrocs à des voleurs et à des arrivistes " . »
>
> 1. On a pensé qu'elles venaient d'un pays étranger de la France. Rien n'est plus logique que cette supposition, mais elle n'est pas prouvée. »[968]

Selon Bertillon, le néomalthusianisme français, dont l'organe *Régénération* est qualitativement inférieur à son équivalent anglais, s'oppose par principe à toutes les valeurs traditionnelles : la famille, la patrie et la morale. L'intention de Bertillon, qui reconnaît pourtant ne pas avoir de preuve de ce qu'il avance, c'est d'essayer de convaincre que les néomalthusiens français sont de véritables « malfaiteurs ». Ainsi, Robin est-il jugé indirectement responsable d'un attentat contre le président de la République et le Roi d'Espagne[969] le 1er juin 1905, au prétexte qu'un des suspects arrêtés, Pedro Vallina (1879-1970), militant anarchiste espagnol, était un lecteur de *Régénération*. Il va même plus loin en déclarant que les néomalthusiens, peut-être à leur insu, sont manipulés par des puissances étrangères qui ont tout intérêt à voir la France s'affaiblir.

Bertillon n'est cependant pas le seul en France à présenter le néomalthusianisme français comme la tête de pont de nations ennemies. En 1919, une brochure intitulée *Le problème de la natalité et les manœuvres allemandes. Malthusianisme et Bolchevisme*, dont l'auteur est un certain F. Blanc, ingénieur se présentant comme le président du Groupement économique des industries françaises, porte une accusation similaire :

---

968. Bertillon, 1911, p. 217.

969. Bertillon fait sans doute allusion à l'explosion d'une bombe de forte puissance, dans la nuit du 31 mai au 1er juin 1905, au croisement de la rue de Rivoli et de la rue de Rohan, au passage d'une voiture à cheval dans laquelle ont pris place le président Émile Loubet et le Roi d'Espagne. Voir Delaunay, 2010, pp. 366-367. L'auteur de l'attentat ne fut jamais arrêté et Pedro Vallina fut acquitté.

« Malthusianisme et Bolchevisme, écrit-il, sont les modalités d'une guerre sans merci que l'Allemagne a entreprise et continue aujourd'hui contre le monde entier et dont l'agression de 1914 n'était que la conclusion prématurée. »[970] Il dresse un historique de l'activité néomalthusienne de 1901 à 1914 qui renferme de nombreuses exagérations et inexactitudes et qui présente l'œuvre de Robin et d'Eugène Humbert comme une tentative de l'Allemagne pour ruiner la France et la rendre vulnérable. Selon F. Blanc, la création de la Ligue de Régénération humaine est la conséquence d'une collaboration occulte entre la Social Démocratie allemande et les Bourses du Travail françaises. A l'appui de son argumentaire, Blanc produit des documents de la Fédération Internationale de la Régénération humaine, qu'il décrit comme une « Société étrange de désagrégation mondiale »[971], afin de mettre en évidence la présence d'étrangers dans la composition du Bureau. Il regrette aussi que ne soit pas interdite la vente d' « appareils anticonceptionnels » et fait remarquer que la plupart des fabricants de ces appareils sont des industriels allemands. En tant qu'industriel, il se sent menacé par la propagande néomalthusienne et par son influence — visiblement très surestimée par F. Blanc — sur les milieux syndicaux. Il souhaite vivement que le Gouvernement, jusqu'alors impuissant, se décide enfin à agir contre les agents ennemis que sont, pour lui, les proches de *Génération Consciente*. Il en appelle enfin à des sanctions contre celles et ceux qui, dans le milieu médical, pratiquent l'avortement, et critique le manque d'éthique des industriels — il les nomme — qui continuent de fabriquer et de fournir les appareils anticonceptionnels.

La focalisation sur les moyens techniques de la propagande néomalthusienne est également une obsession particulière de Bertillon. Il reconnaît que ces moyens — manuels de vulgarisation médicale, notices d'utilisation et appareils — sont « ingénieux » au sens où ils font preuve d'une certaine efficacité. Mais l'efficacité de la propagande et des techniques malthusiennes ne doit pas cacher leur caractère nuisible. Leur utilisation contribue, selon lui, à la ruine des valeurs morales. Sous couvert d'un débat scientifique, éclairé par les éléments qu'offre l'objectivité de l'approche statistique, les objections de Bertillon, quoi qu'il s'en défende, sont de nature morale. L'objectivité scientifique n'est qu'un prétexte.

D'autre part, les motifs humanistes revendiqués par les militants néomalthusiens sont complètement occultés. L'intérêt de ces derniers pour la propagande n'est motivé,

970. Blanc, 1919, p. 4.
971. Blanc, 1919, p. 6.

selon Bertillon, que par le désir de s'enrichir. De même, la diffusion et la vente du matériel anticonceptionnel se résument à un commerce opportuniste organisé par des gens qui profitent de la naïveté et de la détresse pour faire fortune. Les sections de la Ligue de Régénération humaine sont accusées de mercantilisme mais aussi d'être en lien avec des herboristes et des pharmaciens qui profitent de l'aubaine. Dans la brochure de F. Blanc, comme dans le livre de J. Bertillon, l'importance et le nombre des sections de la Ligue paraît cependant très exagérée. Elle ne correspond pas à ce que l'on trouve dans les archives du ministère de l'Intérieur. Il s'agit sans doute d'accentuer l'urgence d'une situation qui requiert, selon l'Alliance nationale, une réponse pénale ferme et rapide.

Certaines contradictions sont encore à souligner. D'un côté, Bertillon se réjouit du fait que de nombreux journaux refusent les articles néomalthusiens mais, d'un autre, il déplore que les articles de *Régénération* soient souvent reproduits par d'autres journaux dont il fournit la liste. Certes, ces derniers sont surtout « socialistes et révolutionnaires » ; et « parmi les grands journaux de Paris, il n'est guère que *L'Humanité* qui ait accepté assez souvent des articles néomalthusiens »[972]. Mais il n'en reste pas moins que, tout en voulant prouver que la propagande néomalthusienne n'avait que peu d'audience, Bertillon démontre qu'elle avait un écho réel, qu'il soit favorable, tolérant ou critique, dans une partie non négligeable de la presse de l'époque.

Arrêtons-nous un moment sur ce que Bertillon nomme « les échecs de Paul Robin »[973] : absence d'appui auprès des scientifiques, rejet des sociétés savantes, peu d'influence auprès des collectivités locales (notamment les conseils généraux), absence de soutien dans le milieu de la franc-maçonnerie. Examinons tour à tour chacun de ces quatre points afin d'évaluer sa pertinence. Pour ce qui est du premier, relatif à l'investissement des scientifiques dans la propagande malthusienne, l'affirmation de Bertillon peut être en partie contestée. Remarquons tout d'abord que les natalistes de l'Alliance nationale, et Bertillon en particulier, sont, comme les anti-natalistes, eux-aussi soucieux de trouver des appuis scientifiques pour légitimer une démarche qui se veut objective. Il est certainement vrai que les appuis de renom furent plus nombreux du côté de l'Alliance nationale (la présence du futur prix Nobel Charles Richet comme membre fondateur par exemple), mais cette affirmation doit être relativisée. Premièrement, le jeu institutionnel et la « respectabilité » sociale qui l'accompagne, font que des médecins, souvent originaires des classes sociales

---

972. Bertillon, 1911, p. 221.
973. Bertillon, 1911, p. 224.

très favorisées, se signalent plus facilement comme proches d'un mouvement conservateur, soucieux d'ordre et de respect des valeurs traditionnelles. Il n'en va pas de même quand on adhère à des idées considérées comme subversives, voire immorales, et dont la défense expose à des poursuites judiciaires qui peuvent contrarier une carrière. La critique des valeurs établies, telles que la famille ou l'autorité patriarcale, expose à des sanctions. Et, concernant les médecins, la pratique illégale de la prophylaxie anticonceptionnelle peut avoir des conséquences dramatiques, ce que prouve la fin de la vie de Madeleine Pelletier. Il n'est sans doute pas inutile à ce sujet de faire remarquer que les médecins engagés dans la lutte pour la limitation des naissances sont, pour la plupart, issus d'une classe sociale défavorisée ; les autres venant de la classe moyenne républicaine.

Secondement, contrairement à ce qu'affirme Jacques Bertillon, un certain nombre de personnalités scientifiques faisant autorité apporteront leur soutien à la cause néomalthusienne. Souvenons-nous de l'enquête proposée en 1904 par Joseph Klotz-Forest dans *La Chronique Médicale*. La caution apportée à la prophylaxie anticonceptionnelle par Alexandre Lacassagne et par Édouard Toulouse dans les réponses à cette enquête n'est pas négligeable, de même que celle d'Augustin Cabanès (1862-1928), médecin et directeur de *La Chronique Médicale*. Contrairement à ce qu'affirme J. Bertillon, ce ne sont donc pas seulement d'obscurs et rares « cerveaux malades »[974] qui manifestent leur soutien, mais aussi des personnages respectés du monde médical de l'époque. La liste, très brève au contraire, de ceux qui, dans *La Chronique Médicale*, se prononcent contre la prophylaxie anticonceptionnelle, permet de comprendre le propos de Bertillon lorsqu'il écrit : « Aucun médecin notable n'a d'ailleurs jugé à-propos de prendre part à ce référendum (non plus qu'à un autre référendum relatif à l'avortement). »[975] Il faut dire à sa décharge que *La Chronique Médicale* est un journal progressiste qui peut accueillir l'initiative de Klotz-Forest sans grande difficulté. Son lectorat n'est pas celui des publications académiques et, de ce fait, est plus ouvert à la nouveauté et à la controverse.

La critique de Bertillon n'a pas pour seule cible la limitation des naissances par le contrôle préventif de la procréation. Elle aborde aussi la question de l'avortement et, une fois encore, opère un amalgame en faisant du néomalthusianisme un courant favorable à l'avortement. Cette allégation, comme nous l'avons vu, ne se vérifie pas car l'adoption des techniques anticonceptionnelles préventives a pour conséquence directe la diminution du

974. Bertillon, 1911, p. 216.
975. Bertillon, 1911, p. 231.

nombre des avortements. Pour les néomalthusiens, l'avortement devrait toujours être évité. Et s'ils veulent que l'avortement soit légalisé, ils n'en font jamais la promotion. Bertillon ignore volontairement ce point — pourtant toujours explicite dans la propagande néomalthusienne — lorsqu'il aborde la question de ce qu'il nomme la « propagande faite en faveur de l'avortement criminel » :

> « Dans les premiers temps de sa création, la *Ligue de la Régénération* déclarait "qu'elle ne répondait pas aux demandes d'avortement ", sans d'ailleurs s'expliquer davantage. Elle a évolué depuis. Son journal contînt d'abord des doutes sur l'illégitimité de l'avortement ; un peu plus tard, l'avortement est devenu « un droit ». Cela est logique. En effet, si vous admettez qu'il n'est pas immoral de rendre l'amour infécond, il ne peut pas être immoral de réparer une maladresse, les deux reviennent au même. […] Les rédacteurs de *Régénération*, depuis cinq ans environ, reviennent sur l'utilité de l'avortement. Ils n'ont pas fait encore l'éloge de l'infanticide mais ils y arrivent. »[976]

Le prétendu rejet de Paul Robin par les sociétés savantes peut également être contesté. Certes, les idées subversives de P. Robin ne sont pas accueillies avec bienveillance dans les lieux où l'académisme domine. Mais d'autres structures lui accordent tout de même une certaine place. C'est le cas de la Société d'Anthropologie de Paris, dont il est membre dès les années 1880, même s'il n'y est plus très actif après 1905. Nous avons par ailleurs déjà mentionné sa participation au *Bulletin* de la Société. Une autre structure, plus surprenante, accueille Paul Robin comme membre : la Société d'Autopsie Mutuelle[977]. Créée par certains membres de la Société d'Anthropologie de Paris en octobre 1876, cette société s'inscrit dans la perspective de l'anthropologie physique. Elle a pour ambition déclarée de mettre en évidence le lien supposé entre la morphologie du cerveau et les caractères et capacités individuelles (intellectuelles et morales). Il n'est donc pas justifié de présenter Paul Robin comme un paria dont les considérations n'étaient écoutées par personne. Bertillon oublie sans doute qu'il n'aurait pas à lutter contre les idées néomalthusiennes si elles n'avaient aucune audience et si elles étaient aussi massivement rejetées qu'il le dit. D'autre part, Robin n'est pas le seul néomalthusien à être accueilli dans des sociétés, des ligues, des associations et des institutions à vocation scientifique. Il n'est pas non plus le seul à publier dans les organes de ces diverses structures. Nous avons déjà mentionné de nombreux articles écrits par Madeleine Pelletier, Justin Sicard de Plauzoles

976. Bertillon, 1911, pp. 240-241 (c'est Bertillon qui souligne).
977. Sur ce point, voir Hecht, 2003.

ou Charles Binet-Sanglé et accueillis dans des périodiques scientifiques.

Bertillon insiste également sur l'incapacité de Robin à obtenir une représentativité et une influence auprès des institutions politiques, notamment des conseils généraux. Le constat paraît cette fois-ci plus justifié. Paul Robin, qui souhaitait voir largement reconnue et relayée la cause néomalthusienne, ne dédaigne pas complètement cet objectif, mais il ne lui accorde pas non plus un caractère prioritaire. Et dans cette conquête d'une représentation politique, ses efforts se sont avérés plutôt infructueux[978]. La direction de Cempuis lui a pourtant permis d'apprécier le confort qu'apporte un financement pour mener à bien un projet pédagogique ambitieux. Il sait aussi que les relations avec les personnalités politiques jouent un rôle important, a fortiori quand on fait appel à l'investissement des pouvoirs publics pour réformer l'organisation sociale. A l'automne 1894, lorsqu'il s'installe à Paris, Paul Robin essaye de sensibiliser certains réseaux politiques avec lesquels il est en contact. Mais il va devoir faire face à un certain nombre de déceptions. Ainsi, Ferdinand Buisson, qui respectait en lui le pédagogue novateur à l'époque de Jules Ferry, et qui l'intègre au projet du *Dictionnaire de pédagogie*, est en revanche totalement opposé à la limitation des naissances et, par conséquent, à la propagande néomalthusienne. Enfin, force est de reconnaître que la radicalité du néomalthusianisme, sa remise en cause de la morale et des valeurs traditionnelles, sa critique sans concessions de la religion, son anti-patriotisme n'ont pas leur place dans la diplomatie que requiert le réalisme politique exigé par les institutions politiques. Tout soutien public au néomalthusianisme représentait sans doute une prise de risque pour des personnalités politiques désirant faire carrière.

Le dernier échec des néomalthusiens pointé par Bertillon est leur incapacité à convaincre et à utiliser les réseaux maçonniques pour parvenir à leurs fins. De fait, de nombreux militants néomalthusiens avaient, de manière plus ou moins prolongée, adhéré à la franc-maçonnerie. Et la parole néomalthusienne portée dans leurs loges respectives n'avait effectivement pas un écho très positif. Toutefois, il est excessif d'affirmer qu'il se soit agit là d'un échec total. Des personnes comme Justin Sicard de Plauzoles, comme Madeleine Pelletier, très impliquées dans la franc-maçonnerie — contrairement à Robin qui n'y fit qu'un passage assez bref — ont régulièrement tenté de faire entendre les arguments des néomalthusiens, notamment sur la question de la prophylaxie anticonceptionnelle, avec plus ou moins de réussite. Si l'on en croit Gabriel Giroud, initié

978. Voir Demeulenaere-Douyère, 1994, pp. 291-296, (« Les élections législatives de 1894 »).

en 1896, Robin tente, dès le mois de décembre, de mettre en discussion la question de population et il est très vivement combattu, notamment de la part de francs-maçons tel que Charles Richet[979]. Les adhésions aux principes révolutionnaires que prétend porter le néomalthusianisme ne sont pas massives dans les milieux maçonniques, et certains loges y seront même tout à fait hostiles, mais elles ne sont pas nulles non plus, comme le confirme G. Giroud :

> « Bien qu'il ait rencontré aux différentes époques dans les diverses fractions maçonniques un assez grand nombre d'adhésions individuelles, soit enthousiastes, soit tempérées de réserves ou même d'oppositions plus ou moins vives, jamais il n'obtint de la part du gouvernement de la "confrérie universelle" autre chose qu'une "parfaite hostilité". Ces derniers mots sont de Paul Robin et les faits sont nombreux qui corroborent son dire. »[980]

Du point de vue de la réception des idées malthusiennes, il y a donc un contraste entre des francs-maçons qui, à titre individuel, y sont favorables et les responsables de structures maçonniques qui y sont farouchement opposés. La possibilité de s'exprimer dans certaines loges paraît toutefois réelle. Les controverses qui s'y développent ne sont pas sans intérêt. Et si Paul Robin ne parvient pas à faire entendre sa voix dans les périodiques maçonniques, notamment dans *l'Acacia* — qui ne veut pas être le relais de *Régénération* — Madeleine Pelletier y publie certains articles à tonalité malthusienne et féministe[981]. Ces éléments permettent de relativiser la portée du propos de Bertillon.

Il n'a pourtant pas peur de forcer le trait lorsqu'il accuse l'action néomalthusienne en faveur de la prophylaxie anticonceptionnelle d'être une « propagande faite en faveur de l'infanticide »[982]. Tout en reconnaissant que la Ligue de Régénération humaine ne fait pas explicitement l'éloge de l'infanticide, il prétend qu'elle « a tendance à l'excuser ». Selon lui, la prophylaxie anticonceptionnelle et l'infanticide pour raison économique, reviennent au même. Cet argument est généralement balayé par les néomalthusiens qui présentent les conduites préventives de la grossesse comme le meilleur moyen de ne plus avoir à recourir à l'avortement et à l'infanticide. Selon Bertillon, c'est la dissolution de la morale traditionnelle par la défense de la prophylaxie anticonceptionnelle qui conduit à ne plus considérer l'enfant comme un être à part entière mais comme une chose, et il affirme que c'est cela qui ouvre la voie à l'infanticide. La propagande de *Régénération* peut être ainsi

979. Voir Giroud, 1937, pp. 224-225.
980. Giroud, 1937, pp. 224-225.
981. Pelletier (b), 1905, Pelletier, 1906.
982. Bertillon, 1911, p. 245.

tenue pour responsable d'une part des infanticides commis à l'époque :

> « Il existe en France des agences d'infanticide assez pareilles aux agences d'assassinat dont il est question dans *Le Roi s'amuse*[983]. […] Voici sous quelle forme touchante elles se présentent au public. On voit souvent à la quatrième page des journaux des annonces dans le genre de celle-ci : « Fam. Élev. Enf. Jusqu. 21 a. ay. 6000 f. ». Au premier abord, quoi de plus respectable ! Un ménage, désolé d'être sans enfants, désire en adopter et en élever un ; n'est-ce pas parfait ? Le malheur est que cet émouvant désir de paternité se manifeste sous forme de demande d'argent. On se charge de l'enfant naturel, mais on prend le prix de son éducation à forfait ; s'il meurt prématurément, la famille adoptante garde l'argent, naturellement ; donc, elle a un intérêt pécuniaire évident à le voir disparaître le plus tôt possible. »[984]

Bertillon tire des conclusions à partir de pures suppositions et de faits anecdotiques, pour ensuite considérer que ces terribles conclusions engagent pleinement la responsabilité des propagandistes néomalthusiens. Cette manière de faire démontre que l'on est hors du champ du débat scientifique, que l'on ne parle plus de faits mais de valeurs et que l'opposition est exclusivement morale. Bertillon présente aussi des éléments factuels. Il met en évidence les tendances de la population française sur le plan de la natalité, de la fécondité et de la mortalité, mais les conclusions qu'il en tire traduisent un patriotisme nataliste exalté qui sort du champ de l'argumentation scientifique.

Mais l'écho du néomalthusianisme ne touche pas uniquement les représentants de l'Alliance nationale pour l'accroissement de la population française. Certaines critiques, certes plus nuancées, sont aussi émises par des eugénistes non néomalthusiens. C'est le cas de Georges Schreiber, dans un article de *La Presse Médicale* du 26 avril 1913[985]. Ce médecin, ancien interne des hôpitaux de Paris, vice-président de la Société française d'Eugénique fondée en janvier 1913, est lui aussi un nataliste. Son positionnement n'est ni patriotique ni moral mais strictement eugéniste. De ce fait, il partage certaines perspectives avec le mouvement qu'il critique. Il se situe dans la perspective de l'eugénique nataliste incarnée en France par Adolphe Pinard. L'eugénique nataliste, distincte de l'eugénique raciale de Vacher de Lapouge[986], se préoccupe aussi de la « qualité » des « produits » de la procréation, et, de ce point de vue, comprend la motivation de l'approche eugéniste qualitative de Paul Robin et des siens, mais maintient toutefois, contre les néomalthusiens, qu'il n'y a pas contradiction entre la recherche de la qualité et celle de la quantité. L'intérêt

983. Pièce de théâtre écrite par Victor Hugo en 1832.
984. Bertillon, 1911, pp. 245-246.
985. Schreiber, 1913.
986. Sur cette distinction, voir Taguieff, 1991.

de son article est de préciser cette distinction en ne soulignant que ce que la position de Robin a, selon lui, de problématique, sans chercher à la réfuter sur le fond. Rappelant avec une certaine exactitude que le « malthusianisme » est d'abord une doctrine économique, il reproche à l'analyse néomalthusienne de conclure un peu vite à l'absence de responsabilité individuelle de celui qui procréée de manière irraisonnée, alors qu'il a les moyens de savoir qu'il n'est pas en mesure d'élever tel ou tel enfant. Selon Schreiber, un militantisme qui s'adresse aux pouvoirs publics afin de rendre légales et accessibles les méthodes anticonceptionnelles demande en fait à la collectivité de prendre en charge quelque chose qui relève de la responsabilité individuelle.

En conséquence, Schreiber refuse d'attribuer aux déterminismes sociaux (eux-mêmes liés à une mauvaise organisation sociale) la place que leur accordent volontiers Robin et les siens. Le néomalthusianisme n'est, partant de là, qu'une « déformation » du malthusianisme et ne constitue pas une « doctrine nouvelle ». Seuls les moyens préconisés diffèrent : la prophylaxie anticonceptionnelle remplace le *moral restraint*, ce qui a une incidence sur la sphère de la responsabilité individuelle. Cette place accordée aux méthodes contraceptives et à leur diffusion ne fait pas, chez Schreiber, l'objet d'une condamnation morale. Il reconnaît la légitimité de ces techniques quand elles constituent l'alternative à une stérilisation définitive dans le cadre de certaines pathologies ou bien quand elles permettent d'éviter d'avoir recours à l'avortement, en particulier dans les classes populaires. Il considère cependant l'extension de la propagande anticonceptionnelle comme dangereuse pour la nation :

> « De prime abord, il est évident que la prophylaxie anticonceptionnelle réalise un progrès sur la pratique de l'avortement provoqué par l'accoucheur, la matrone ou la femme elle-même, suivant les circonstances ; et il est non moins évident que cette prophylaxie est à recommander dans quelques cas particuliers qui relèvent uniquement de la conscience du médecin. Mais ce sont là des intérêts bien secondaires si on les oppose aux intérêts de toute une nation et si on envisage l'avenir de la société actuelle. »[987]

L'écho du néomalthusianisme dépend finalement autant d'un contexte historique que de l'activisme de ses militants. C'est un mouvement qui se greffe sur un débat social qui apparaît dès la fin du XIX[e] siècle et qui oppose, selon A. Armengaud, socialistes et malthusiens. Il peut être simplement résumé par une double question : « La misère de la

987. Schreiber, 1913, p. 491.

classe ouvrière vient-elle du trop grand nombre des hommes ou de la mauvaise organisation de la société ? Sera-t-elle supprimée par la révolution ou par la limitation des naissances ? »[988] En tant que mouvement qui prône une réforme profonde de la société telle qu'elle est, il est assez logique que la néomalthusianisme ait suscité une opposition forte dans les milieux conservateurs. Mais l'intensité de cette réaction, notamment chez les patriotes et les nationalistes, relève bien souvent du fantasme. Paradoxalement, cela a certainement contribué à accentuer l'écho d'un néomalthusianisme dont le potentiel d'influence réelle a visiblement été surestimé.

Au sein des penseurs révolutionnaires, la particularité des néomalthusiens consiste à affirmer que la restriction volontaire de la fécondité dans une collectivité est la solution unique à toutes les difficultés et à tous les obstacles au bonheur. Or, cette idée fait débat au sein même du milieu anarchiste, provoquant parfois des oppositions assez vives. Socialistes et anarchistes ne sont pas convaincus par une solution néomalthusienne jugée parfois simpliste ou réformiste plutôt que pleinement révolutionnaire. En dehors de ces débats, relayés tant par la presse de droite que par celle de gauche, il reste difficile de juger de l'écho de la propagande néomalthusienne. On parle beaucoup d'elle. Les néomalthusiens considèrent que l'adoption silencieuse des pratiques néomalthusiennes dans le dernier quart du XIX^{e} siècle par une partie de la population — une particularité française — peut être portée à leur actif, mais cela est difficilement vérifiable. Une chose demeure certaine, quel que soit son degré réel d'influence, la doctrine néomalthusienne a été politiquement, judiciairement et moralement l'une des plus régulièrement condamnées dans les premières décennies du XX^{e} siècle. La lecture du texte du 31 juillet 1920 suffit pour se convaincre que la principale cible de cette loi — si ce n'est la seule — est bien la doctrine néomalthusienne. Par delà les habituels clivages politiques, elle a réussi à solidariser, au sein de structures comme l'Alliance nationale pour l'accroissement de la population française, des personnages venus d'horizons divers unis par la nécessité de lutter contre un ennemi commun. Au niveau parlementaire, les positions anti-malthusiennes sont en effet très dominantes.

988. Armengaud, 1966, p. 7.

2- La censure, les procès, les condamnations

La lecture des nombreux rapports de police adressés aux préfets des départements français pendant la période 1908-1914, phase de montée en puissance du mouvement néomalthusien français sous l'impulsion de *Génération Consciente*, permet de prendre la mesure de l'intensification de la surveillance dont ce dernier est l'objet. Une lettre du préfet du Morbihan, adressée au ministre de l'Intérieur et datée du 10 juin 1908, nous donne une idée du contexte politique et des motifs de cette vigilance : « En réponse à votre dépêche en date du 30 mai dernier, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-joints les renseignements fournis par M. le commissaire central de police de Lorient, au sujet de l'enquête faite par lui sur une plainte de M. le sénateur Bérenger et les instructions du parquet contre la ligue de la régénération humaine. »[989]

Concernant les déboires judiciaires que le courant néomalthusien va connaître en France, on peut distinguer trois périodes. La première s'étend de 1895 à 1907 environ, la deuxième de 1908 à 1920, et la troisième est postérieure à 1920. Durant la première période, le mouvement est confronté à une opposition finalement assez attendue : celle des religieux et des moralistes, des nationalistes et des natalistes. Étant issu du creuset de la gauche révolutionnaire et de l'anarchisme, il n'est pas étonnant que des oppositions surgissent sur les questions de liberté individuelle, de droit des femmes et d'affranchissement de la classe ouvrière. Le premier motif de critiques et de poursuites judiciaires reste cependant l'atteinte aux bonnes mœurs. Il est incarné par l'action du sénateur Bérenger et celle de l'Alliance nationale pour l'accroissement de la population française. René Bérenger, sénateur inamovible de 1876 à son décès en 1915, fondateur de la « Ligue contre la licence des rues » destinée à organiser l'action contre les outrages aux bonnes mœurs, surnommé par dérision « père la pudeur » par ses adversaires, avait fait des néomalthusiens la cible privilégiée de son action. En 1897, son activité avait suscité une « Lettre ouverte à M. Bérenger », publiée dans *La Revue Blanche* du 1er avril et signée de la main de Paul Robin. L'hostilité l'opposant au courant néomalthusien s'enracine donc dans l'origine même de l'organisation de ce dit courant.

Toutefois, le fait que les pratiques malthusiennes fassent partie des mœurs de la

989. Rapport du préfet du Morbihan au président du Conseil et au ministre de l'Intérieur du 10 juin 1908, AN, F7/13955.

population française n'est pas nécessairement à porter au crédit de l'action des néomalthusiens. Quoi qu'il en soit, on ne peut encore parler de persécution du mouvement néomalthusien. Mais, au fur et à mesure que l'audience du mouvement s'accroît sous l'influence d'Eugène Humbert, l'opposition monte proportionnellement en puissance. Au cours de la seconde période, de 1908 à 1914, l'action d'Humbert est totalement libérée de la tutelle de Robin. Dans le même temps, les questions démographiques nourrissent les inquiétudes des patriotes et des natalistes. Le discours de ces derniers se durcit, leur propagande se fait plus véhémente. Cela se traduit par une judiciarisation de plus en plus marquée de l'opposition à la propagande néomalthusienne qui atteint son point culminant entre 1912 et 1914. La troisième période, de 1918 à 1939, est caractérisée par une montée en puissance du patriotisme et des discours natalistes qui rend quasiment impossible la propagande néomalthusienne de 1918 à 1920 et qui la constitue comme illégale à partir du 1er août 1920.

La période 1895-1907

Dès sa création en 1896, la Ligue de Régénération humaine est en concurrence et en opposition directe avec l'Alliance nationale pour l'accroissement de la population française fondée la même année. Cela montre que les questions de démographie sont à la fois présentes et débattues, parfois sources d'expressions conflictuelles. Chaque camp cherche alors à mobiliser les consciences et à utiliser les réseaux institutionnels pour favoriser sa propre action. Toutefois, étant issue d'une veine progressiste, radicale et révolutionnaire, la nébuleuse néomalthusienne semble être désavantagée sur ce plan. Il est en effet plus difficile de mobiliser les autorités institutionnelles et d'avoir un écho politique direct quand on est membre d'une mouvance issue du creuset de l'Internationale et de ses déclinaisons socialistes et anarchistes. Les natalistes, quant à eux, bénéficiaient d'un appui existant et de réseaux déjà constitués, de groupes de pression traditionalistes, qu'il s'agisse du clergé, des représentants de la droite conservatrice et nationaliste à la chambre ou au Sénat. Entre 1870 et 1914, le contexte patriotique aidant, des natalistes, qui se fondront bientôt dans l'Union sacrée des patriotes à l'approche de la Première Guerre mondiale, font entendre leur voix.

Cependant, bien que rencontrant des oppositions de la part de la droite, des catholiques et des natalistes de tous bords (y compris de la gauche), cette période est

certainement celle durant laquelle les acteurs du mouvement néomalthusien seront les moins inquiétés, tout au moins pénalement parlant. Les attaques dont ils sont l'objet n'ont, comme point d'appui juridique, que les lois qui permettent alors d'accuser les militants d'outrage aux bonnes mœurs et de pornographie. Les néomalthusiens mis en cause parviennent souvent à échapper aux condamnations les plus sévères et, surtout, ils ont la possibilité d'argumenter pour distinguer leur documentation (qui comprend des planches anatomiques de l'appareil génital féminin et masculin) de la production authentiquement pornographique. C'est cependant pour pornographie qu'Alberto de Liptay est condamné en janvier 1913, au terme d'un procédure débutée en 1910[990], ce qui tend à prouver que la menace, sans être à même d'entraver profondément et durablement le mouvement, pouvait parfois se concrétiser.

L'accusation d'outrage aux bonnes mœurs en revanche pouvait s'avérer plus difficile à contrer, ce qui incitait les militants à la plus grande prudence, notamment pour faire en sorte que leur documentation n'arrive pas dans les mains de mineurs. Cette précaution affectait l'efficacité de la propagande, car les maternités précoces chez certaines jeunes filles constituaient une préoccupation de premier plan et, d'après les militants, une tendance sociale contre laquelle il fallait lutter pour le bien des intéressées comme pour celui de la société dans son ensemble.

Autre menace, plus sérieuse, qui pesait sur les militants néomalthusiens, celle d'incitation à l'avortement ou de complicité d'avortement. La loi, en l'espèce l'article 317 du code pénal ancien de 1810, existait et son application pouvait donner lieu à des peines sévères. Pour se défendre de ce type d'accusations, les néomalthusiens se déclarent généralement hostiles à l'avortement. Cet acte constitue pour eux un expédient imparfait, une solution de dernier recours, précisément quand la prophylaxie anticonceptionnelle a échoué. Ils considèrent que si l'utilisation des procédés et dispositifs anticonceptionnels se généralisait, ce serait le meilleur moyen de mettre fin aux avortements qui ne peuvent en aucun cas être considérés comme une solution satisfaisante. Sur cette question, les médecins étaient plus particulièrement mobilisés et l'ouvrage du D[r] Jean Darricarrère, *Le droit à l'avortement* (1908), plusieurs fois réédité, constitue une référence fondatrice en montrant comment un avortement, dans certaines conditions très précises, peut être légitime, même s'il n'est pas légal. La demande d'abrogation de l'article 317 du code pénal

990. Sur la couverture de *Pour et contre Malthus* (1911), par dérision, Liptay se donne le titre de « Pornographe (promotion Bérenger) ».

est récurrente dans le discours néomalthusien ; elle s'assortit toujours des justifications que nous venons d'évoquer mais est aussi présentée comme une demande de bon sens, dont la satisfaction serait le seul moyen de mettre fin aux avortements clandestins, dont le coût social et humain est considéré comme bien supérieur à celui qui résulterait d'un avortement autorisé et médicalement encadré.

Au tout début du XX^e siècle, en dépit des attaques et des procès, la détermination des militants néomalthusiens n'est jamais réellement entamée. Bien sûr, les condamnations touchent les publications, certains membres du courant se voient infliger des amendes, et, plus rarement, des peines de prison. Jusqu'à l'année 1907, malgré un grand nombre de procédures de la part de Jacques Bertillon et du sénateur Bérenger, les condamnations sont peu nombreuses. Les archives du ministère de l'Intérieur ne contiennent, avant 1908, qu'assez peu de pièces. On y trouve en particulier un rapport d'enquête de police de 5 pages, daté du 10 octobre 1907, et concernant Paul Robin. Le rapport se fonde sur le témoignage d'Auguste, un ancien élève de Cempuis accueilli et hébergé par Robin. On y trouve des indications sur les activités, les habitudes et le caractère de Robin. Le témoignage du jeune homme confirme l'hostilité de Robin aux sollicitations de personnes pensant trouver à *Régénération* une officine pratiquant les avortements. Le rédacteur se permet toutefois d'interpréter le témoignage et n'hésitant pas à faire l'amalgame entre la pornographie et l'avortement, il écrit :

> « Quoi qu'en dise Auguste, on a l'intuition que si Robin, réellement ou par habileté, est l'adversaire des avortements, il n'en est pas de même pour toutes les personnes de son entourage. [...] On croit aussi que la vente des préservatifs, et les « leçons de pose » que donnent les époux Humbert sont de véritables séances pornographiques, des leçons d'immoralité données à de tout jeunes gens. »[991]

Un autre rapport, daté du 29 décembre 1907, est le compte rendu d'une causerie de Robin et d'un pharmacien nommé Martinon sur la « nécessité de réduire la natalité » comprenant une partie théorique (philosophique et économique) et une partie pratique, « celle-là seulement frisant de près l'immoralité et la pornographie »[992]. En dehors de ces quelques éléments, qui reflètent le type de poursuites auxquels étaient exposés les néomalthusiens à cette période, les archives ne contiennent rien qui atteste d'une menace

991. Rapport de la police de Paris du 10 octobre 1907 (non signé), AN/F7/13955.
992. Rapport de la police de Paris du 29 décembre 1907 (non signé), AN/F7/13955.

forte sur le mouvement. Cela change à partir de l'année 1908.

La période 1908-1920

Entre 1908 et 1914, la répression s'organise et monte en puissance, et plus encore dans le contexte belliciste qui s'impose à partir de 1912. Tout d'abord, les accusations d'outrage aux bonnes mœurs sont plus nombreuses et aboutissent plus fréquemment à des condamnations. Celles-ci, tout en étant d'une sévérité mesurée, entravent l'activité des néomalthusiens et nuisent à leur autonomie financière. Ensuite, les opposants à la propagande néomalthusienne se structurent pour coordonner leur action et utilisent leurs réseaux d'influence pour demander la création de lois spécifiques, plus adaptées que les outils juridiques dont disposait alors la justice. Cette période est précisément décrite par Jeanne Humbert dans *Eugène Humbert. La vie et l'œuvre d'un néo-malthusien* (1947).

Les revendications des néomalthusiens demeurent cependant invariables : permettre au plus grand nombre d'accéder aux techniques anticonceptionnelles et aux connaissances qui permettent de les utiliser dans les meilleures conditions — c'est l'action préventive — et exiger l'abrogation de l'article 317 du code pénal en demandant la légalisation de l'avortement — c'est l'action corrective. Toutefois, la répression contraint les militants à faire œuvre de pédagogie. Ils veulent éviter toute confusion entre leur action et la pornographie et refusent que cette action soit caricaturée en étant réduite à une simple promotion de l'avortement. Il leur faut donc multiplier les publications, accentuer la portée pédagogique du propos et, enfin, faire en sorte que la documentation qu'ils produisent ne tombe pas entre les mains de mineurs.

Eugène Humbert jouera un rôle majeur au cours de cette période. Après avoir repris le flambeau de *Régénération* en créant son propre périodique — *Génération Consciente* —, auquel participent des médecins tels que Fernand Mascaux, Joseph Klotz-Forest et Jean Darricarrère. En gestionnaire avisé, il organise un service d'envoi, sur demande expresse, de publications sur les moyens d'éviter la grossesse, et il assure aussi la mise à disposition, dans les locaux de *Génération Consciente*, ou par correspondance, de dispositifs anticonceptionnels. Les brochures, ouvrages et dispositifs ne sont jamais diffusés à un public non averti mais remis, le plus discrètement possible, à celles et ceux qui en font la demande. Son dynamisme et son efficacité ont sans doute aussi joué un rôle dans l'opposition croissante que connaissent les néomalthusiens. Un mouvement devenu

puissant inquiète plus que les actions éparses et groupusculaires et les publications intermittentes qui marquent les débuts de la Ligue de Régénération humaine. Mais ces précautions ne sont pas suffisantes pour éviter toutes les poursuites. Le sénateur Bérenger ne désarme pas et fait du combat contre le néomalthusianisme son objectif prioritaire. Il est le symbole, selon Jeanne Humbert, de l'hypocrisie moraliste :

> « Ce Bérenger, sénateur sénile, tartufe et puritain, président de la Ligue contre la licence des rues, administrateur de la colonie pénitentiaire de Mettray, où les enfants étaient enfermés et durement châtiés, plus connu sous les sobriquets de « Père la Pudeur » ou de « fou de la rue Pasquier », était la bête noire des artistes de son temps. Écrivains, dramaturges, poètes, dessinateurs statutaires ont tous été, plus ou moins, traqués par ce pourvoyeur de prétoires. »[993]

Plaintes incessantes, procédures, perquisitions dans les bureaux de *Génération Consciente* : le sénateur Bérenger fait beaucoup pour entraver l'action des néomalthusiens et pour que la confusion entre éducation sexuelle et pornographie devienne systématique. En déplaçant le débat sur le plan moral et juridique, il cherche à discréditer la légitimité du combat néomalthusien. En exigeant des militants poursuivis des réponses sur un terrain qui n'était pas le leur, puisqu'ils fondaient leur action progressiste sur la science en l'opposant à une approche conservatrice des mœurs, il éludait la question sociale dans sa dimension politique. D'après Eugène Humbert, l'opposition de Bérenger n'est que l'expression d'un antagonisme de classe existant entre la bourgeoisie et les milieux populaires. Fort de ses appuis dans le monde politique, Bérenger transmet au Parquet, après avoir souligné et commenté les passages qui, selon lui, justifient l'action du ministère public, les numéros de *Génération Consciente.* Son acharnement lui permet d'obtenir des condamnations plus nombreuses, notamment par la confusion volontaire qu'il établit entre publication de planches anatomiques et exhibitionnisme. Mais le résultat n'est pas encore à la hauteur de ses espérances.

Le 13 novembre 1908, à la Chambre des députés, a lieu un débat sur la « dépopulation de la France ». Ce thème va prendre de plus en plus de place dans les discours politiques au fur et à mesure que l'on s'approche de la Première Guerre mondiale. Un député nommé Albert-Gauthier de Clagny (1853-1927) veut attirer l'attention des députés sur l'action, selon lui contraire aux intérêts nationaux, des néomalthusiens français. Il réclame que soient prises des mesures pour réprimer leur propagande plus durement que

---

993. Jeanne Humbert, 1947, p. 85.

ce que permet alors le seul délit d'atteinte aux bonnes mœurs, constatant de fait que la propagande anticonceptionnelle n'était pas spécifiquement cadrée par la loi. Les membres de la Ligue de Régénération humaine sont alors bien conscients qu'une opposition déterminée cherche à influencer les législateurs. Pour autant, ils ne semblent pas vraiment inquiets :

> « Nous ne savons pas ce que l'avenir nous réserve ; peut-être un jour, sous la pression des réactionnaires, le gouvernement républicain, reniant une fois de plus son idéal, nous poursuivra-t-il, accomplissant ainsi une besogne que des pays monarchiques comme l'Angleterre et la Hollande n'ont pas voulu entreprendre. Peu nous importe. »[994]

Les membres de la Ligue contre la licence des rues vont bientôt pouvoir constater les effets de leur activisme incessant. Au printemps 1909, des procès visant la propagande néomalthusienne se multiplient, à Paris et à Rouen. Des perquisitions sont ordonnées dans les locaux de *Génération Consciente*, des brochures et du matériel de propagande sont saisis. A la suite de ces démarches, Eugène Humbert est convoqué chez le juge d'instruction relativement aux publications de *Génération Consciente*. Mais ces dernières ne sont pas les seules visées. Les conférences nombreuses que donnent les néomalthusiens, à Paris et en province, sont également concernées. Dans toute la France, des membres de la Ligue contre la licence des rues portent plainte, en insistant sur la publicité qui est faite pour annoncer leur tenue, au moyen de prospectus et de petits papillons diffusés directement dans les boîtes aux lettres (cf. figure n° 21).

Figure n° 21 : Un papillon gommé de la propagande néomalthusienne. Source : AN/F7/13955.

994. Eugène Humbert, cité par J. Humbert, 1947, p. 90.

Certaines de ces plaintes aboutissent à des poursuites. Si l'on en croit Jeanne Humbert, ce ne sont pas moins de dix mille plaintes[995] visant la propagande néomalthusienne qui sont, sur cette période, déposées annuellement auprès des parquets de Paris et de province. Au printemps 1909, Eugène Humbert est condamné — pour la première fois — à deux mois de prison et cinq cents francs d'amende. Il fait appel, mais sa peine est confirmée. Peu de temps après, Humbert est à nouveau convoqué pour un « délit de presse », soupçonné d'avoir porté atteinte aux bonnes mœurs dans un article de *Génération Consciente*. Il mobilise alors les réseaux politiques, syndicaux et associatifs et les sociétés savantes dans lesquelles les néomalthusiens avaient des appuis. Un certain nombre de personnalités, au nom de la liberté d'expression, prennent sa défense en dénonçant publiquement l'amalgame qui est fait entre promotion de la limitation raisonnée des naissances et pornographie. Alfred Naquet et Sébastien Faure, les écrivains et intellectuels Anatole France, Victor Margueritte, Ernest Tarbouriech, Octave Mirbeau, ainsi que de très nombreux médecins (Adolphe Pinard, Auguste Forel, Joseph Klotz-Forest, Édouard Toulouse, Adrien Meslier, Justin Sicard de Plauzoles, Jean Darricarrère, etc.) soutiennent publiquement Eugène Humbert. En décembre 1909, Humbert est à nouveau inquiété pour avoir préconisé la limitation volontaire des naissances. Le 28, il est condamné à six mois de prison et trois mille francs d'amende. Il fait appel, mais le tribunal de Paris confirme la condamnation. Les publications du mouvement, mais aussi le journal *Le Libertaire*, de Sébastien Faure, prennent sa défense et mobilisent l'opinion.

Pour ancrer plus nettement encore la propagande néomalthusienne dans une perspective rationnelle et scientifique, et tenter d'échapper ainsi aux accusations morales portées contre lui, Humbert choisit d'organiser, le 31 mars 1910, un grand meeting, qu'il intitule « Immoralité des moralistes », à la salle des Sociétés savantes, dans le XX^{e} arrondissement de Paris. Des personnalités du monde politique et médical se prononcent une nouvelle fois en faveur des néomalthusiens.

Le 18 janvier 1911, les deux premières peines auxquelles Eugène Humbert avait été condamné en 1909 sont confondues et confirmées. Il est incarcéré à la prison de la Santé en février 1911, dans le quartier des détenus politiques. A sa libération, en mai 1911, il reprend ses activités, notamment en participant au « Congrès international néomalthusien », qui se tient à Dresde à partir du 24 septembre 1911. Le mouvement est

995. J. Humbert, 1947, p. 91.

toujours actif, la santé financière du journal reste bonne, et une partie de la presse libertaire et syndicaliste prend publiquement la défense des néomalthusiens pour les attaques dont ils sont l'objet. De leur côté, les anti-malthusiens changent de stratégie et, plutôt que de les accuser de pornographie, ils poursuivent les néomalthusiens pour incitation à l'avortement, en s'appuyant sur l'article 317 du code pénal de 1810. Sur la période 1908-1911, Humbert passe environ trois mois en prison et doit s'acquitter d'au moins 2.000 francs d'amende. Ces peines, déjà significatives, vont s'accentuer dans la période qui suit. En décembre 1912, il est à nouveau arrêté et incarcéré à la prison de la Santé, pour en sortir en juin 1913.

Du côté des médecins, la seule condamnation notable sur cette même période est celle d'Alberto de Liptay, condamné à trois mois de prison en 1913 pour « récidive de publication » d'une de ses brochures, *La préservation sexuelle*. Depuis 1910, il a déjà été condamné deux fois à des amendes et à une interdiction de publication (assortie d'une saisie et d'une destruction des livres imprimés). La littérature néomalthusienne et les différents supports de la propagande sont de plus en plus régulièrement saisis, les militants sont condamnés. Par voie de presse, un soutien s'organise. En 1912 et 1913, les journaux amis qui relayent les mésaventures du mouvement sont la *Bataille Syndicaliste* et la *Guerre sociale* de Gustave Hervé.

Le volume des archives du ministère de l'Intérieur concernant la propagande néomalthusienne est un indice qui permet de prendre conscience de la surveillance plus étroite dont les néomalthusiens sont l'objet. En 1908, c'est un rapport de 10 pages concernant le journal *Régénération* et ses collaborateurs qui est adressé au ministère de l'Intérieur par la police de Paris. On constate aussi que les affaires ne sont plus seulement centrées sur la capitale. Des rapports viennent de toute la France, décrivant les réunions politiques où sont débattus des thèmes néomalthusiens. La plupart du temps, ces rapports font suite à des dépôts de plaintes de Bérenger et des membres locaux de sa Ligue. On apprend que les conférences qui font l'objet d'une surveillance policière réunissent en général une centaine de personnes en province. Des informations de plus en plus complètes y sont collectées comme on le constate dans un rapport daté du 5 juillet 1911 qui donne la liste, l'identité, l'adresse et la profession des 42 membres du groupe ouvrier néomalthusien d'Auxerre[996]. Entre 1909 et 1911, le nombre des rapports reste à peu près stable, mais connaît une inflation soudaine en 1912 et 1913. Ils concernent désormais aussi bien la

996. « Le groupe néo-malthusien d'Auxerre », rapport du commissaire spécial d'Auxerre au ministre de l'Intérieur daté du 5 juillet 1911, AN/F7/13955.

province que Paris et montrent que la police ne se rend pas seulement aux conférences ouvertement annoncées comme néomalthusiennes mais aussi aux réunions ouvrières, anarchistes ou féministes. Le 27 février 1912, un rapport dactylographié de 4 pages porte sur une conférence organisée par un groupe nommé « la Solidarité des femmes » qui réunit 120 personnes et au cours de laquelle intervient Madeleine Pelletier. Le travail produit par la police en 1912 et 1913 vise à identifier les réseaux, les structures et à mieux connaître les acteurs de premier plan. Certains, comme Jean Marestan, sont l'objet d'une surveillance très étroite. Entre le 4 février et le 27 avril 1913, une dizaine de rapports portent sur des conférences données par lui à Saint-Étienne, Saint-Chamond, Vienne, Roubaix, Péronne, Amiens, etc. Le nombre de celles et ceux qui assistent aux communications de Marestan varie entre 60 et 250 personnes. Parfois, la police intervient pour empêcher la vente, par Marestan, de *L'Éducation sexuelle*[997]. Certains rapports montrent que Marestan était conscient de cette surveillance ainsi que des risques encourus. Certains de ses propos, consignés dans un rapport du commissaire central de la police d'Amiens daté du 27 avril 1913, indiquent qu'il exprime clairement sa volonté de ne pas entrer dans des détails physiologiques trop précis afin d'échapper au risque d'outrage aux bonnes mœurs. Il insiste aussi beaucoup sur la question de la dégénérescence qui expose moins aux poursuites et qui, cependant, éclaire de manière indirecte la nécessité d'un contrôle de la procréation. Cette intensification de la répression atteint parfois son but. Ainsi, un rapport du commissariat spécial de Brest, daté du 8 mars 1913, évoque la dissolution d'un groupe néomalthusien nommé « Groupe d'études scientifiques ». Les membres de ce dernier, objets de saisies et de condamnations pour outrage aux bonnes mœurs, choisissent de mettre fin à leur activité militante. Le rapport de police précise : « Les 12 membres présents, pour se soustraire à toute éventualité de poursuite, prononcèrent, après discussion, la dissolution définitive du groupe »[998].

Durant l'année 1914, la menace de guerre et les pressions natalistes contrarient la propagande. Dans les années qui suivent, Gabriel Giroud essaie tant bien que mal de continuer à faire paraître des périodiques néomalthusiens. Jean Marestan, pour sa part, est victime de nombreuses dénonciations pour propagande antinataliste et antipatriotique, telle cette lettre au ministre de l'Intérieur datée du 18 septembre 1916 dans laquelle un citoyen excédé par la propagande néomalthusienne déclare : « Je crois avoir fait acte de bon

997. Voir le rapport du commissaire de police de Roubaix daté du 9 avril 1913, AN/F7/13955.
998. Rapport du commissaire spécial de Brest du 8 mars 1913, AN/F7/13955.

patriote en vous signalant le cas de ce perturbateur dangereux pour le présent et pour l'avenir, la France ayant le droit et le devoir de sévir contre tous les traîtres. »[999] En décembre 1919, le préfet de police de Paris s'adresse au ministre de l'Intérieur après l'ouverture d'une information sur Gabriel Giroud consécutive à la diffusion d'une affiche de propagande néomalthusienne. La réponse du préfet est très claire, et ne correspond certainement pas au vœu du ministre : « Si odieuse et répréhensible que soit la propagande néomalthusienne par voie d'affiche, le Parquet se trouve désarmé »[1000]. En effet, rien dans l'affiche incriminée ne relevait de l'outrage aux bonnes mœurs et Giroud, responsable de l'affiche, ne pouvait être poursuivi. Ce type d'échecs conditionne partiellement la suite de événements. Les adversaires des néomalthusiens réclament une adaptation de la loi afin de pouvoir combattre plus efficacement une doctrine qu'ils désapprouvent totalement. La presse hostile aux néomalthusiens accompagne la tendance nataliste et profite d'un contexte qui lui est favorable pour diffuser ses idées. Dans *Démocratie nouvelle*, un article intitulé « Un scandale. Qu'attend le Gouvernement ? » revient sur l'affaire des affiches néomalthusiennes de décembre 1919 et critique l'inertie du gouvernement : « Pourquoi cette impuissance, cette indifférence, cette veulerie devant une propagande dont un certain état d'esprit morbide ne suffit pas à expliquer la persistance et l'énergie, devant une campagne qui — nous avons les meilleures raisons de le croire — est alimentée directement ou non par les subsides de nos ennemis, par de l'argent allemand ? »[1001] Qu'il s'agisse d'une accusation calomnieuse ou d'un fantasme, il est évident que de nombreuses forces s'allient pour tenter de mettre fin à la propagande néomalthusienne. Le 24 juin 1920, c'est un rapport d'enquête de police sur le journal *Le Néo-Malthusien* qui est réalisé. Comme toujours, celui-ci est d'une grande précision et offre des renseignements qu'aucune autre source ne propose. On apprend que le nombre d'abonnés du journal, en 1920, est de 2000, que l'abonnement est de 3,50 francs par an, et que le prix au numéro est de 30 centimes. L'adresse de Giroud est mentionnée, ses différentes activités sont détaillées. La liste des collaborateurs du journal, agrémentée de renseignements divers, est également donnée. Parmi eux se trouvent le docteur Rutgers (néomalthusien hollandais), le médecin Charles Vickery-Drysdale (fils de Charles R. Drysdale et d'Alice Vickery, neveu de George), Madeleine Pelletier, Nelly Roussel, etc.

---

999. Lettre d'un citoyen au ministre de l'Intérieur datée du 18 septembre 1916, AN/F7/13955.
1000. Rapport du préfet de police de Paris au ministre de l'Intérieur daté du 31 décembre 1919, AN/F7/13955.
1001. « Un scandale. Qu'attend le Gouvernement ? », *Démocratie nouvelle*, 18 décembre 1919.

On trouve aussi dans les archives du ministère de l'Intérieur des dénonciations pour propagande néomalthusienne adressées au président du Conseil, sous couvert du ministre de l'Intérieur, par des patrons d'industrie du Nord. Le 8 juillet 1920, un certain J. Wibaux, qui se présente comme le président du Secrétariat Patronal du Consortium de l'Industrie Textile de Roubaix-Tourcoing, s'y alarme de la diffusion à 40.000 exemplaires d'un tract néomalthusien distribué à la sortie des usines de la région. Il demande au gouvernement de faire le nécessaire pour que cesse cette « propagande infâme » s'exerçant au grand jour. « Nous sommes persuadé, écrit-il, qu'il nous suffira de porter ce fait à votre connaissance pour que vous usiez de toute votre influence auprès des pouvoirs publics pour poursuivre énergiquement les auteurs d'une campagne aussi déplorable, et qui, étant faite sous le couvert d'un syndicat ouvrier, risque malheureusement d'obtenir un certain succès. »[1002] Le 12 juillet 1920, c'est une certaine Fédération Régionale des Chefs de Famille du Nord et du Pas-de-Calais qui, à son tour, dénonce une campagne « abominable » et qui adresse un rapport au Conseil supérieur de la natalité.

Si l'activité de la Ligue contre la licence des rues s'est éteinte après la disparition de Bérenger pendant la guerre en 1915, celle de l'Alliance nationale pour l'accroissement de la population française, sous l'impulsion de Jacques Bertillon, se fait très dynamique et déterminée. Le contexte lui est, de fait, extrêmement favorable et sa propagande suscite l'adhésion de nombreux politiques, à droite comme à gauche. Auprès de la population elle-même, les discours patriotiques qui relient l'idée de puissance militaire (avec la sécurité qui est supposée l'accompagner) à celle de natalité nombreuse, trouvent un certain écho. A la chambre des députés, des propositions de lois destinées à augmenter le nombre des naissances, par exemple par des aides financières, affluent. Mais c'est un sénateur, adversaire de longue date des idées malthusiennes, qui va tirer profit de ce contexte pour stimuler la production d'une loi ciblant précisément la propagande néomalthusienne.

Gustave de Lamarzelle, député du Morbihan de 1883 à 1893, puis sénateur de ce département de 1894 à 1924, est un homme de droite, qui s'est fait connaître en 1905 comme adversaire acharné des lois sur la séparation des Églises et de l'État[1003]. Le 10 juin 1920, il tient au Sénat un discours qui vise, et qui nomme, le malthusianisme. Il incrimine plus particulièrement la presse néomalthusienne, que Gabriel Giroud s'est efforcé de perpétuer entre 1916 et 1920. Le discours du sénateur Lamarzelle se termine par ces mots :

1002. J. Wibaux, lettre au ministre de l'Intérieur du 8 juillet 1920, AN/F7/13955.
1003. Source : « Anciens sénateurs de la III[e] République », site du Sénat, http://www.senat.fr/senateur-3eme-republique/de_lamarzelle_gustave0902r3.html (consulté le 5 mai 2016).

> « Actuellement, la loi votée par le Sénat est à l'ordre du jour à la Chambre. Des lois en préparation se proposent de punir tout écrit ou discours néo-malthusien ainsi que la divulgation des procédés anticonceptionnels. Proposez ces lois, monsieur le ministre de la Justice. Elles seront votées en un jour par la Chambre et le Sénat. Et quand vous aurez ces lois, il faudra les appliquer impitoyablement à ces théâtres, à ces représentations licencieuses, ainsi qu'à toute cette propagande anticonceptionnelle, car les deux questions se tiennent. »[1004]

Ces pressions nombreuses et répétées jouent certainement un rôle dans l'accélération du processus qui conduit à la formulation d'un projet de loi, puis à son vote par la Chambre des députés, le 31 juillet 1920. Le texte de la loi ne laisse planer aucune ambiguïté. En sept articles, c'est, très clairement, la propagande néomalthusienne qui est visée :

> « Loi réprimant la provocation à l'avortement et à la propagande anticonceptionnelle.
>
> Art. 1er . — Sera puni d'un emprisonnement de six mois à trois ans et d'une amende de cent francs (100 fr.) à trois mille francs (3.000 fr.) quiconque :
> Soit par des discours proférés dans des lieux ou réunions publics ;
> Soit par la vente, la mise en vente ou l'offre, même non publique, ou par l'exposition, l'affichage ou la distribution sur la voie publique ou dans les lieux publics, ou par la distribution à domicile, la remise sous bande ou sous enveloppe fermée ou non fermée, à la poste, ou à tout agent de distribution ou de transport de livres, d'écrits, d'imprimés, d'annonces, d'affiches, dessins, images et emblèmes ;
> Soit par la publicité de cabinets médicaux ou soi-disant médicaux ;
> Aura provoqué au crime d'avortement, alors même que cette provocation n'aura pas été suivie d'effet.
> Art. 2. — Sera puni des mêmes peines quiconque aura vendu, mis en vente, ou fait vendre, distribué ou fait distribuer, de quelque manière que ce soit, des remèdes, substances, instruments ou objets quelconques, sachant qu'ils étaient destinés à commettre le crime d'avortement, lors même que cet avortement n'aurait été ni consommé, ni tenté, et alors même que ces remèdes, substances et instruments ou objets quelconques proposés comme moyens d'avortement efficaces seraient, en réalité, inaptes à les réaliser.
> Art. 3. — Sera puni d'un mois à six mois de prison et d'une amende de cent francs (100 fr.) à cinq mille francs (5.000 fr.), quiconque, dans un but de propagande anticonceptionnelle, aura, par l'un des moyens spécifiés aux articles 1er et 2, décrit ou divulgué, ou offert de révéler des procédés propres à prévenir la grossesse, ou encore faciliter l'usage de ces procédés. Les mêmes peines seront applicables à quiconque, par l'un des moyens énoncés à l'article 23 de la loi du 29 juillet 1881, se sera livré à la propagande anticonceptionnelle ou contre la natalité.
> Art. 4. — Seront punies des mêmes peines les infractions aux articles 32 et 36 de la loi du 21 germinal an XI, lorsque les remèdes secrets sont désignés par les

1004. Discours de Gustave de Lamarzelle daté du 10 juin 1920, cité par J. Humbert, 1947, p. 176.

étiquettes, les annonces ou tout autre moyen comme jouissant de vertus spécifiques préventives de la grossesse, alors même que l'existence de ces vertus ne serait que mensongère.
Art. 5. — Lorsque l'avortement aura été consommé à la suite des manœuvres ou des pratiques prévues à l'article 2, les dispositions de l'article 317 du Code pénal seront appliquées aux auteurs des dites manœuvres ou pratiques.
Art. 6. — L'article 463 du Code pénal est applicable aux délits ci-dessus spécifiés.
Art. 7. — Le présente loi est applicable à l'Algérie et aux colonies, dans les conditions qui sont déterminées par les règlements d'administration publique.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi d'État.
Fait à Rambouillet, le 31 juillet 1920. »[1005]

Si l'on résume la teneur de cette loi, on peut souligner trois éléments significatifs : l'amoindrissement de la différence entre avortement et techniques anticonceptionnelles, la volonté de punir les intentions autant que les actes, et l'impossibilité totale, pour les néomalthusiens, de poursuivre leurs publications, quelle que soit la forme qu'elles prennent. Il fallait que la colère soit grande, et que la puissance potentielle de la propagande néomalthusienne soit vraiment prise au sérieux pour qu'une telle loi soit adoptée. Le délit d'intention et la volonté de museler les néomalthusiens sur absolument tous les plans et tous les supports exprime une forte détermination qui, utilisant le consensus plus large qui se fait sur les thèses natalistes, parvient à une victoire incontestable. Par cette loi, un projet, même vague, d'avortement devient répréhensible. La simple mention de l'utilisation de remèdes inadaptés, même inefficaces et non dangereux, suffit pour être condamné. En d'autres termes, l'intention seule suffit pour condamner, que celle-ci soit exprimée dans l'espace public comme dans l'espace privé. La loi entre en contradiction avec le principe d'égalité et, en l'occurrence, avec le droit pour les femmes de disposer de leur propre corps. Ce dernier devient un objet destiné à la procréation sur lequel l'État a tout pouvoir. C'est à cette injustice que réagit Victor Margueritte en publiant *La garçonne* en 1922 et *Ton corps est à toi* en 1927.

1005. *Journal officiel* du 1er août 1920, pp. 337-338.

Après le 31 juillet 1920

Dans les archives du ministère de l'Intérieur figure un rapport daté du 2 août 1920, soit le lendemain de l'entrée en vigueur de la loi réprimant la provocation à l'avortement et à la propagande anticonceptionnelle. Rédigé par le commissaire spécial de Marseille, ce rapport marqué comme « confidentiel » nous apprend que la correspondance de Jean Marestan (qui vit alors à Marseille) avec des militants de France et d'Europe est interceptée, copiée et analysée. La conclusion du rapport est que Marestan entretient une correspondance privée où il est effectivement question de « propagande néo-malthusienne, antireligieuse et bolchéviste ». La surveillance du courrier de Jean Marestan se poursuit au moins jusqu'à l'année suivante, puisque d'autres rapports de 1921 citent de larges extraits des lettres qu'il reçoit ou qu'il envoie. Pour les années 1922, 1923 et 1924, des rapports provenant de diverses préfectures de France réclament en général au ministre de l'Intérieur, sous couvert du président du Conseil, la répression effective de la propagande néomalthusienne. On y trouve aussi des rapports sur la surveillance de certains groupes pacifistes ou féministes supposés être favorables aux idées néomalthusiennes, des rapports sur l'évolution de la Ligue de Régénération humaine, sur la liste des groupes ouvriers néomalthusiens qui subsistent à Paris, ainsi qu'un rapport du 22 août 1925 sur le néomalthusianisme en Angleterre adressé par le ministre des Affaires étrangères au ministre de l'Intérieur.

Dès les premiers moments, la loi aboutit à l'effet escompté. Les condamnations et les menaces mettent fin au militantisme néomalthusien dans la forme qui est la sienne depuis les débuts de *Régénération.* Les livres, les brochures et les conférences, qui constituent le cœur de l'action politique et éducative des néomalthusiens, sont censurés, interdits de publication et de détention et saisis. Et, comme si cette loi très répressive ne suffisait pas, elle est complétée par le vote d'une seconde loi, le 27 mars 1923, faisant de l'avortement un délit et non plus un crime, qui vient encore durcir les possibilités de condamnation des pratiques néomalthusiennes. Ce débat n'est pas nouveau puisqu'il agite les tendances hostiles à la légalisation de l'avortement depuis de nombreuses années déjà. On pourrait d'abord penser qu'il s'agit d'un adoucissement, le Code pénal sanctionnant habituellement plus durement les crimes que les délits. Il n'en est rien. Un article du *Journal*, signé par un certain M. Besnard en 1913, permet de se faire une juste idée du débat. Ce dernier, parlant au nom d'une Commission de la dépopulation appelle à

combattre les avortements clandestins et la mise en pratique des théories néomalthusiennes et déplore que la justice ne soit que trop rarement saisie : « La commission, se refusant à modifier l'article 378 du Code pénal concernant le secret professionnel, ne vous propose pas d'obliger les médecins à déclarer à l'autorité les avortements dont ils ont la connaissance dans l'exercice de leur profession. Elle a estimé qu'il était impossible d'imposer aux médecins un rôle de dénonciateurs, pas plus en cette matière qu'en matière de maladies contagieuses. Mais elle vous propose de correctionnaliser l'avortement. »[1006] En effet, les lourdes peines risquées en cour d'assises étaient en fait rarement prononcées. La stratégie des opposants à l'avortement consiste donc à faire passer celui-ci dans la classe des délits, ce qui devait aboutir à une répression plus sévère et plus efficace. La loi votée dix ans plus tard, le 27 mars 1923, fait de l'avortement un délit, et non plus un crime. Il est désormais jugé devant un tribunal correctionnel, par des magistrats professionnels, et non en cours d'assise, avec un jury populaire pouvant faire preuve de compréhension et d'indulgence. Ce changement, même si les peines maximales encourues sont moins fortes, a pour effet immédiat d'augmenter le nombre de condamnations.

Selon Jeanne Humbert, près de trente ans plus tard, cette répression, même si elle aboutit à de très nombreuses condamnations, est inefficace car le nombre des avortements n'a pas diminué : « En fait, cet arsenal de lois successives, destinées à réprimer l'avortement, n'a pas atteint son but, écrit-elle. L'avortement n'est en rien refréné. De nombreux cas sont toujours inscrits aux rôles de justice, de plus nombreux restent ignorés. L'avortement est un mal-remède vieux comme le monde ; il se pratique chez tous les peuples sans exception et dans toutes les classes de la société. Il est la conséquence logique de l'ignorance dans laquelle sont tenus les hommes et encore plus les femmes pour tout ce qui concerne le « mystère » de leur fécondité génératrice et des moyens de s'en préserver. »[1007]

En dépit des risques encourus, les membres de *Génération Consciente* recherchent une manière de poursuivre leur œuvre. Ils n'en auront pas le temps. En mars 1921, une perquisition, motivée par la saisie d'une version non censurée de *L'Éducation sexuelle* de Marestan, est menée dans leurs locaux ainsi qu'au domicile de Gabriel Giroud. La documentation trouvée permet de poursuivre le couple Humbert. Un non-lieu est prononcé pour Giroud[1008]. Le 4 mai 1921, Eugène Humbert comparaît devant les juges du premier

1006. M. Besnard, « Contre l'avortement », *Le Journal*, 31 janvier 1913.
1007. J. Humbert, 1947, pp. 178-179.
1008. J. Humbert, 1947, p. 182.

Conseil de guerre de Paris[1009] pour désertion. Mais les propos du juge qui le condamne comportent des allusions à ses activités de propagandiste qui, pourtant, sont sans lien avec l'accusation de désertion pour laquelle il comparaît devant un tribunal militaire : « La séance ne fut pas longue, juste assez pour permettre au capitaine rapporteur, vieillard chenu qui occupait la chaire du commissaire du gouvernement, de prononcer un réquisitoire extrêmement violent contre les doctrines néo-malthusiennes et leurs propagandistes. Il accusa Eugène Humbert d'avoir, par son action, « enlevé des bataillons à la France ». Il exagérait quelque peu et il le savait, mais c'était l'argument-force par lequel il espérait bien obtenir la peine maximum qu'il sollicitait. »[1010] Eugène Humbert est finalement condamné à cinq ans de prison, le maximum prévu par le code militaire et incarcéré à la Santé. Le 21 juin 1921, c'est Jeanne Humbert qui est arrêtée pour « infraction à la loi du 31 juillet 1920 ». Eugène, déjà incarcéré, est également inculpé pour le même motif. Jeanne est placée en détention préventive à la prison pour femmes de Saint-Lazare. Leur procès a lieu le 29 octobre 1921 et ils sont condamnés à deux ans de prison et 3.000 francs d'amende chacun[1011]. Ils font appel, mais le jugement est confirmé le 27 décembre 1921. Il est cependant tenu compte de leur détention préventive et, concernant Eugène Humbert, il y a confusion de ses deux peines de 5 et 2 ans de prison. Jeanne Humbert bénéficie d'une libération conditionnelle et, après 16 mois d'incarcération, elle est libérée en octobre 1922. Eugène, quant à lui, ne sera libéré que le 13 janvier 1924, après un peu plus de deux ans et demi d'incarcération. A peine sortie de prison, Jeanne Humbert est aussitôt poursuivie par un juge d'Orléans pour avoir fourni à un couple, en février 1921, les instruments nécessaires à la pratique d'un avortement. Elle est incarcérée le 30 avril 1923 à la prison d'Orléans. Au procès, l'avorteur et l'avortée sont acquittés. Jeanne Humbert est condamnée à deux ans de prison. Par mesure de clémence, elle sera libérée en janvier 1924[1012].

Après ces quatre années d'application sans nuance de la loi du 31 juillet 1920, les membres de *Génération Consciente* espèrent que le retour de la gauche au pouvoir, en 1924[1013], va déboucher sur une situation meilleure pour les militants. Il n'en est rien. Les condamnations se poursuivent. Cette même année Victor Margueritte est exclu de l'ordre de la Légion d'Honneur pour la publication de *La garçonne* (1922). A l'exception d'une frange minoritaire des communistes, et de l'intervention de quelques personnalités, le

1009. Voir Guerrand et Ronsin, 1990, p. 75.
1010. J. Humbert, 1947, p. 184.
1011. Guerrand et Ronsin, 1990, p. 81 et J. Humbert, 1947, p. 187.
1012. Guerrand et Ronsin, 1990, p. 88.
1013. Voir Bernard, 1975, pp. 229-231 et Guerrand et Ronsin, 1990, p. 91.

soutien est faible pour les idées néomalthusiennes. Justin Sicard de Plauzoles, à la Ligue des droits de l'homme, appelle à l'abrogation de la loi de 1920, ou, au moins, à sa modification. S'il arrive à convaincre certains membres de la Ligue, son action à l'extérieur et dans les instances politiques demeure un échec.

En 1928, Eugène Humbert, qui cherche à renouer avec la dynamique des années 1908-1914, trouve un moyen de poursuivre le combat sans s'inscrire dans un mouvement explicitement néomalthusien. Séduit par les travaux du médecin allemand Magnus Hirschfeld (1868-1935)[1014], pionnier de la sexologie qui vient de fonder une Ligue pour la réforme sexuelle sur une base scientifique, Eugène Humbert décide de créer une section française de cette Ligue. Le siège en est fixé au 27 rue de la Duée, adresse de *Génération Consciente*. Assez enthousiaste à l'idée d'être à nouveau dans l'action, Humbert souhaite même faire paraître à nouveau un périodique régulier. Selon R.-H. Guerrand et F. Ronsin, « [i]l ne s'agirait pas d'un périodique spécifiquement néo-malthusien mais d'une feuille où l'on mènerait la lutte pour l'abrogation de la loi de 1920 en abordant sérieusement la question de la population »[1015]. Mais l'Alliance nationale pour l'accroissement de la population française, désormais dirigée par le nataliste Fernand Boverat (1885-1962), reste vigilante et la prudence est de mise. Il faut donc attendre le 1er mai 1931, presque dix sept ans après le dernier numéro de *Génération Consciente*, pour qu'Eugène Humbert fasse à nouveau paraître un périodique mensuel. C'est désormais *La Grande Réforme* qui devient le lieu de rencontre et d'expression des néomalthusiens de *Génération Consciente* et de toutes celles et ceux qui s'intéressent aux questions de population. *La Grande Réforme* connaîtra 100 numéros et sera interrompue par la Seconde Guerre mondiale.

Au début des années 1930, l'intérêt pour la sexologie n'est plus uniquement le fait de petits groupes militants et ce domaine devient scientifiquement plus respectable. Les conditions ont changé par rapport au début du siècle, lorsque les théories de Freud sur la sexualité faisaient scandale. En 1931, l'Association d'études sexologiques est fondée par le psychiatre Édouard Toulouse (1865-1947), son secrétaire général étant le gynécologue Jean Dalsace (1893-1970), futur membre du planning familial. Cette association n'a pas les mêmes visées progressistes que les néomalthusiens et, politiquement parlant, elle n'a rien de révolutionnaire. Son existence est cependant le signe que le thème de la sexualité ne fait plus l'objet des mêmes condamnations morales et qu'il peut être abordé avec moins de

1014. Voir Crips, 1988, pp. 104-114.
1015. Guerrand et Ronsin, 1990, p. 98.

réticences qu'auparavant. L'existence de la sexologie confère à son objet d'étude une dimension scientifique, ce qui satisfait l'une des plus anciennes revendications des néomalthusiens. Eugène et Jeanne Humbert comprennent d'ailleurs très vite le parti qu'ils peuvent en tirer et adhèrent à l'Association d'études sexologiques. Certains membres de cette Association sont tout à fait hostiles à la propagande néomalthusienne — c'est le cas de Fernand Boverat qui siège au conseil d'administration[1016] — mais des liens sont établis avec certains médecins. Ainsi, Jean Dalsace collabore à *La Grande Réforme* en y publiant des articles. Cette ouverture permet à la Ligue mondiale pour la réforme sexuelle d'y conquérir une certaine audience ce qui, stratégiquement, sert les actions en faveur de l'abrogation de la loi de 1920. Au sein de l'Association d'études sexologiques dont il est également membre, Justin Sicard de Plauzoles plaide en faveur de cette abrogation et pour l'ouverture de cliniques d'avortements légaux et gratuits. Eugène et Jeanne Humbert n'y sont donc pas des isolés. Ces circonstances favorables, ainsi qu'une nouvelle victoire de la gauche aux élections de 1932, leur laissent espérer une issue favorable. En février 1933, le dépôt d'un amendement pour l'abrogation de la loi de 1920, assortie d'une amnistie pour les militants néomalthusiens, est discuté par les députés. Mais les oppositions sont si vives, y compris de la part de la gauche, qu'il est rejeté. Une autre tentative, en mars 1933, échoue également.

En 1933, Jeanne Humbert est poursuivie pour une conférence tenue le 7 décembre 1932 et organisée par la Ligue internationale des combattants de la paix, fondée en 1926 par l'écrivain et journaliste Victor Méric (1876-1933). Lors de son intervention pour défendre des positions pacifistes, elle n'a pourtant pas développé de thèmes spécifiquement néomalthusiens mais elle est tout de même poursuivie sur dénonciation. Elle est d'abord acquittée le 2 février 1934, mais le Procureur de la République fait appel et elle est condamnée à trois mois de prison et à 100 francs d'amende. Elle ne sera toutefois pas incarcérée. De 1933 à 1935, des médecins proches des néomalthusiens, soutenus par la Ligue des droits de l'homme, sont condamnés pour avoir pratiqué des vasectomies[1017]. En 1935, le parti communiste français, qui soutenait jusque là les néomalthusiens poursuivis, se recentre sur des positions natalistes. *L'Humanité* refuse de publier les articles abordant la question de la limitation des naissances. L'espoir soulevé par l'assouplissement relatif des années 1930-1934 n'aboutit à aucune amélioration significative et la loi de 1920 continue

1016. Voir Guerrand et Ronsin, 1990, p. 103.
1017. J. Humbert, 1947, pp. 246-247.

d'être une arme pour les natalistes.

Les années suivantes, *La Grande Réforme* connaît de plus en plus de difficultés pour assurer son équilibre. En 1938, elle reçoit une aide financière de la part de Ligues néomalthusiennes étrangères et de Margaret Sanger, à la tête du mouvement du *birth control* aux États-Unis. De 1938 à 1939, une série de lois incitant à la natalité sont votées et la répression de l'avortement est de plus en plus sévère. Les sanctions qui frappent les médecins impliqués dans des affaires d'avortement sont nombreuses. En 1939, Madeleine Pelletier est accusée de « provocation à l'avortement » pour avoir aidé une jeune fille mineure, enceinte de son frère, à avorter. Étant incapable de pratiquer elle-même l'intervention du fait d'une hémiplégie, elle oriente la jeune fille vers une personne capable de l'effectuer. Dénoncée, elle est condamnée à trois ans d'emprisonnement[1018]. Par la suite, elle est déclarée irresponsable de ses actes en raison de son état psychique et en application de l'article 64 du code pénal de 1810. Il y a donc non-lieu au pénal, mais le juge ordonne son internement d'office à l'asile de Perray-Vaucluse (Essonne) en mai 1939. Elle y meurt le 19 décembre. En août 1939 paraît le dernier numéro de *La Grande Réforme*.

Eugène Humbert est à nouveau arrêté et écroué à la prison de Lisieux (Calvados), sur dénonciation, pour complicité de tentative d'avortement. Il est finalement condamné, le 11 mars 1943, à 18 mois de prison et 6.000 francs d'amende pour provocation à l'avortement et pour propagande anticonceptionnelle. Il fait appel mais n'obtient pas gain de cause et, le 7 mai 1943, sa peine est prolongée de six mois. Son tort est d'avoir adressé une brochure explicative sur l'avortement à un homme qui n'avait même pas pratiqué l'intervention. Incarcéré à Amiens pour y effectuer sa peine, il est transféré à l'Hôpital civil pour raison de santé au début de l'année 1944. C'est là qu'il perd la vie, pendant le bombardement allié du 25 juin 1944, trois jours seulement avant l'expiration de sa peine.

De 1910 à 1943, Eugène Humbert est condamné à près de 10 ans de prison et accomplit plus de 7 ans de détention effective. De 1921 à 1934, Jeanne Humbert est, pour sa part, condamnée à plus de 4 ans et passe environ deux ans en détention. Parallèlement, ils doivent s'acquitter respectivement de 15.000 à 20.000 francs d'amendes cumulées pour Eugène et d'environ 10.000 francs pour Jeanne. Ces sommes ne tiennent pas compte des nombreuses saisies d'ouvrages, de matériel d'édition et d'impression, de brochures et de dispositifs contraceptifs. Leur situation n'a jamais été plus précaire que pendant la Seconde Guerre mondiale. Sous le régime de Vichy, deux condamnations à mort sont prononcées

1018. Sur la fin de M. Pelletier voir Maignien et Sowerwine, 1992, pp. 213-233.

pour crime d'avortement en 1943 et le nombre de condamnations passe de 1225 en 1940 à 4055 en 1943 et 3701 en 1944[1019]. Cette période marque véritablement la fin du mouvement néomalthusien qui ne retrouvera jamais son autonomie propre et sera, après guerre, progressivement supplanté par le planning familial. Ce dernier est déchargé de l'orientation politique révolutionnaire qui faisait l'identité des néomalthusiens.

3- Transformation du militantisme néomalthusien et nouvelles stratégies

Les poursuites judiciaires qui touchent les néomalthusiens, et la censure qui rend presque impossibles leurs publications, affectent fortement le mouvement. Pour autant, ses membres ne renoncent pas à leur mission éducative en vue de la limitation des naissances. Celle-ci prend cependant de nouvelles formes qui permettent de poursuivre l'action, au prix de quelques renoncements et aménagements. Puisqu'ils n'ont plus la possibilité de parler de prophylaxie anticonceptionnelle, ils ne peuvent plus mettre en avant la question du nombre, comme ils le faisaient auparavant. En revanche, ils ont tout loisir d'aborder la question qualitative en renforçant les thématiques eugénistes et hygiénistes. A l'inverse de la limitation des naissances, qui est un principe défendu par les seuls néomalthusiens, la question de la qualité des naissances est beaucoup plus largement partagée. Il leur est donc possible d'approfondir ces questions sans encourir de sanctions pénales ni s'exposer à la censure. L'eugénisme est le premier biais par lequel ils vont poursuivre leur propagande. A partir des années 1920, c'est ainsi, par exemple, que Justin Sicard de Plauzoles poursuit son activité.

Le deuxième axe utilisé par les néomalthusiens pour contourner les interdictions et la censure est celui de la sexologie. Puisqu'il ne leur est plus possible de promouvoir l'éducation sexuelle au sens où ils l'entendaient, c'est-à-dire par la généralisation d'une meilleure connaissance de la physiologie de la procréation, ils conservent la possibilité de s'intéresser à la question sexuelle. Celle-ci est en effet étudiée comme objet scientifique, par exemple dans son lien avec la médecine aliéniste. La sexualité est abordée selon l'angle objectif et quantitatif qui séduit les matérialistes et les positivistes. On pense que les découvertes qui sont faites vont permettre de traiter certaines pathologies. Eugène Humbert, Jeanne Humbert et Gabriel Giroud se concentrent sur cette question des années

1019. Voir Guerrand et Ronsin, 1990, p. 129.

1920 aux années 1940 en s'intéressant aux travaux de Magnus Hirschfeld.

L'hygiène sociale et l'eugénisme selon Sicard de Plauzoles

Justin Sicard de Plauzoles est présent dans le mouvement néomalthusien depuis les premières années. Mais ce n'est qu'à partir des années 1920 qu'il va produire une littérature véritablement eugéniste. Avant cette période, ses travaux sont focalisés sur le thème de l'hygiène sociale. Faut-il voir dans cette orientation nouvelle un effet de la loi de 1920 ? Sicard de Plauzoles ne fournit pas d'éléments permettant de répondre à cette question mais force est de constater qu'il n'intègre l'approche eugéniste à son cadre hygiéniste que dans les années 1920 et 1930, non seulement dans ses publications mais aussi dans les cours qu'il donne au Collège libre des sciences sociales. En ce sens, il est très représentatif de ce que devient le mouvement néomalthusien après la loi de 1920.

La présence de Sicard de Plauzoles dans le mouvement néomalthusien comporte des zones d'ombre. Il est d'abord formé à la médecine hygiéniste, ce qui le conduit à s'intéresser aux questions de santé publique telles que la tuberculose et les maladies vénériennes[1020]. C'est dans ce contexte qu'il en vient progressivement à considérer comme centrale la question de la limitation des naissances. Et c'est plus tardivement encore qu'il élabore une théorie eugéniste, alors que chez les autres néomalthusiens l'eugénisme est véritablement natif. D'autre part, Sicard de Plauzoles est, plus que les autres néomalthusiens, soucieux d'une certaine quiétude pour mener ses travaux et n'apparaît que rarement au premier plan, même s'il accompagne le mouvement depuis les années 1890 et si les membres représentatifs du mouvement, comme Jeanne Humbert, louent sa constance et sa loyauté[1021]. De son côté, Sicard de Plauzoles continue de dire, en 1939, que le néomalthusianisme est « le bon combat »[1022]. Dernier élément atypique au sein des néomalthusiens : il a le souci de trouver une place dans des structures institutionnelles plus ou moins proches du pouvoir afin d'entretenir un réseau pour la diffusion de ses idées. Il est, par exemple, chargé, en 1938, du Secrétariat général du Conseil général d'hygiène sociale créé par le ministère de la Santé[1023]. Cet ensemble de relations et de fonctions le

1020. Voir Schneider, 1986, pp. 89-96.
1021. J. Humbert, 1947, p. 95, pp. 228-230 et p. 260.
1022. « Lettre de Justin Sicard de Plauzoles à Pierre Sera », datée du 18 juin 1939, citée par J. Humbert, 1947, p. 260.
1023. Schneider, 1986, p. 90.

protège certainement des poursuites qui touchent les autres néomalthusiens. Sicard de Plauzoles est par ailleurs très impliqué dans la Ligue des droits de l'homme (LDH).

Au sein de la LDH, qu'il intègre à l'âge de 26 ans alors qu'il vient à peine de terminer sa thèse et de débuter sa carrière de médecin, Sicard de Plauzoles s'empare des questions sanitaires et sociales. Le débat interne à la Ligue est organisé sous forme de commissions portant sur des thèmes particuliers et dans lesquelles les membres s'investissent en fonction de leurs compétences propres et de leurs intérêts. Ainsi, dès 1901-1902, Sicard de Plauzoles participe à la réflexion sur les questions sociales et prend particulièrement en charge le problème de la prostitution, tant sur le plan sanitaire que sur le plan juridique. Selon lui, une évolution du droit à l'égard de la prostitution est nécessaire. Cet engagement de conviction le mène, en 1902 et 1903, à sillonner la France entière pour convaincre les sections de la Ligue de s'impliquer dans cette question. En parallèle, il préside la commission d'enquête sur l'assistance publique, lieu de réflexion sur la distribution des aides sociales de l'État, sur la pertinence des secteurs concernés et sur les conditions de leur attribution. Il intervient enfin dans la commission de la réforme pénale en 1905. S'inspirant notamment des travaux d'Alexandre Lacassagne et de Gabriel Tarde, il veut stimuler la réflexion des membres de la Ligue sur le thème du traitement pénitentiaire.

Membre des instances de la LDH, Sicard de Plauzoles côtoie des intellectuels et des scientifiques renommés. Ainsi, au comité central, dont il devient rapidement vice-président, il siège en compagnie de Charles Seignobos (1854-1942) et Charles-Victor Langlois (1863-1929), historiens humanistes et scientistes ayant œuvré pour la conversion de l'histoire à la méthode scientifique. Il y côtoie son ancien professeur, futur prix Nobel de médecine 1913, Charles Richet, professeur de physiologie, pacifiste convaincu et membre fondateur de la Société française d'eugénique (1912). Il y rencontre enfin des politiques comme Ferdinand Buisson, très impliqué dans les questions d'éducation, qui adopte des positions natalistes.

Dès le début de la guerre, en 1914, Justin Sicard de Plauzoles est mobilisé, comme la majeure partie des membres du comité central de la LDH. Il se démarque toutefois de l'attitude qui domine à la Ligue, celle d'un « patriotisme défensif »[1024], qui n'est pas en accord avec son solidarisme et son pacifisme, et il se démarque nettement de l'Union sacrée. Quand les activités de la Ligue reprennent après la guerre, Sicard de Plauzoles y

1024. E. Naquet, 2005, p. 366.

combat les positions bellicistes, ce qui le conduit à entrer en conflit avec Ferdinand Buisson. Sicard de Plauzoles démissionne du comité central le 28 octobre 1918 car, selon lui, il n'est pas dans les attributions de la LDH de se prononcer sur des questions relatives à la guerre et à la désignation d'un « ennemi ». Ce dernier point constitue à ses yeux une entorse au devoir de solidarité internationale qu'il tient pour être une règle imprescriptible. Le désaccord sur cette question est également grand avec Victor Basch (1863-1944). Bien que décoré pour sa conduite exemplaire pendant la guerre et décrit comme un médecin courageux n'hésitant pas à se rendre dans des zones de combat où il est particulièrement exposé, Sicard de Plauzoles refuse de céder au patriotisme héroïque qui se développe après guerre. Il ne réintègre le comité central qu'en 1920, élu au suffrage des membres de la Ligue 18e sur 42, par ordre de mérite.

Après guerre, les commissions de travail de la Ligue sont quelque peu réorganisées. Sicard de Plauzoles y est spécifiquement chargé des questions d'hygiène sociale[1025] et, dans ce contexte, il intervient fréquemment sur les questions relatives à la condition des femmes. Il tente d'y faire entendre la parole néomalthusienne et veut mobiliser la LDH sur les problèmes juridiques et éthiques posés par la loi réprimant la provocation à l'avortement et la propagande anticonceptionnelle du 31 juillet 1920. Son insistance fait que la Ligue aborde — non sans certaines réticences — la question de la propagande anticonceptionnelle. Mais les résultats ne sont pas à la hauteur de ses espérances et il demeure isolé. Tout au long des années 1930, l'action bien timide de la Ligue se limite à une demande formelle d'abrogation de la loi du 31 juillet 1920. En 1922, Sicard de Plauzoles crée une « Commission de la vie saine »[1026] qui intègre certains éléments hygiénistes de la propagande néomalthusienne.

Ses interventions dans les *Cahiers des droits de l'homme*, mensuel de la LDH, et ses comptes rendus des congrès annuels de la Ligue, montrent que Sicard de Plauzoles est un habitué des demandes d'abrogation et de modification de lois qui lui semblent inadaptées sur le plan scientifique ou moral. Ce faisant, il adopte une stratégie de technicien du droit et se recommande volontiers de son statut de savant pour faire aboutir ses revendications. Ce « réalisme » politique contribue à lui conférer une place un peu à part chez les néomalthusiens. Pour autant, il semble un militant tout à fait sincère. Si l'on

1025. E. Naquet, 2005, note 3416, p. 638 et *Bulletin de la Société de Prophylaxie sanitaire et morale* pour l'année 1920 dans lequel Sicard de Plauzoles rend compte de son action au sein de la Ligue des droits de l'homme sur les questions sanitaires.
1026. E. Naquet, 2005, note 3704, p. 679.

en croit Jeanne Humbert, Sicard de Plauzoles fait même partie des radicaux. Du reste, lorsque des militants, dont Eugène Humbert, sont convoqués en 1909 devant le tribunal correctionnel de Paris pour « délit de presse », il n'hésite pas à faire figurer son nom dans une enquête initiée par Humbert dans *Génération Consciente*, dont le sujet était : *Le Néo-malthusianisme est-il moral ?* Cela montre que, quels que soient sa prudence et son désir de reconnaissance institutionnelle, il n'hésite pas à se prononcer publiquement en faveur de la propagande néomalthusienne.

Son intérêt tardif pour l'eugénisme se vérifie non seulement dans ses publications, mais également dans le peu d'intérêt qu'il montre pour les structures où l'eugénisme est pourtant un thème débattu depuis les années 1910. William Schneider indique par exemple que l'adhésion de Sicard de Plauzoles à la Société française d'eugénique ne date que du mois de mai 1922[1027], soit près de dix ans après la création de cette dernière. On peut donc bien y voir une conséquence de l'interdiction qui frappe la prophylaxie anticonceptionnelle et l'éducation sexuelle. L'eugénisme permet en effet une approche latérale des mêmes questions mais dans une perspective qui, quoique critiquée par les religieux et par certains natalistes, n'expose pas à des poursuites pénales. C'est une manière de rester au cœur de la réflexion et de l'action en s'adaptant aux évolutions de la loi. Les savants et les politiques favorables à une propagande eugéniste sont plus nombreux que ceux qui soutiennent la limitation des naissances. Ils viennent aussi d'horizons plus variés.

Au cours des années 1920, Sicard de Plauzoles poursuit son activité au sein de la LDH et dans les sociétés à dominante hygiéniste telles que la Société française de Prophylaxie sanitaire et morale. A compter de 1922 s'y ajoute sa participation à la Société française d'eugénique. Trois ouvrages viennent illustrer cette dimension nouvelle de l'œuvre de Sicard de Plauzoles : *Principes d'hygiène sociale* (1927), *Le sens de la vie. Questions d'hygiène sociale* (1929) et *Pour le salut de la race. Éducation sexuelle. Génération consciente* (1931). Ces livres jettent les bases d'une science nouvelle, l' « eugénnétique » — dont Sicard de Plauzoles attribue la création à Adolphe Pinard[1028] — , et qu'il définit comme « l'application des règles de la meilleure procréation possible, [comme] procréation volontaire, éclairée et consciente. »[1029] Cette eugénnétique est constituée par la synthèse de l'hygiène sociale qui mobilise son attention depuis les premières années du XX^{e} siècle, et de l'eugénisme.

1027. Schneider, 1986, p. 90.
1028. Sicard de Plauzoles, 1927, p. 16, note 1.
1029. Sicard de Plauzoles, 1927, p. 145.

Pour mieux comprendre l'évolution de la pensée de Sicard de Plauzoles à partir du milieu des années 1920, il est nécessaire de revenir sur les étapes de sa formation. L'hygiène sociale est chez lui une vocation première ainsi qu'une préoccupation constante de sa carrière. Peu de temps après sa thèse de médecine, il s'inscrit dans le courant hygiéniste alors en train de se structurer et dont les modalités d'action se précisent par l'intégration de données scientifiques nouvelles. La question prophylactique est tout à fait cruciale dans une société qui lutte contre des infections comme la tuberculose ou la syphilis. Les questions de prévention, notamment depuis l'établissement du lien de causalité existant entre la présence de microbes et l'apparition des maladies par Robert Koch (1843-1910), et plus encore après les travaux sur la vaccination de Pasteur, sont alors une priorité. Dans ce contexte, Sicard de Plauzoles focalise son attention sur la lutte contre les maladies vénériennes et devient membre de la Société française de Prophylaxie sanitaire et morale le 10 juillet 1902. Cette société, fondée le 31 mars 1901 à Paris par Alfred Fournier (1832-1914), premier professeur des maladies cutanées et syphilitiques pour lequel fut créée, en 1879, une chaire spécifique à l'hôpital Saint-Louis, avait pour principal objectif la lutte contre la syphilis[1030]. Pour une lutte efficace contre cette maladie, le lien entre les experts médicaux et les pouvoirs publics est impératif. La Société française de Prophylaxie sanitaire et morale considère que les menaces qui pèsent sur la société française sont si préoccupantes qu'il est nécessaire d'engager la puissance de l'État dans une politique de prévention à la hauteur du risque. Les dangers de la syphilis ne sont pas seulement relatifs « à l'individu, mais à la famille, à l'enfant, à l'espèce, à la nation »[1031]. Cette société est le premier cadre de l'action politique de Justin Sicard de Plauzoles. Il y rencontre des oppositions très nettes.

Adolphe Pinard fait partie des fondateurs de la Société, de même que Charles Richet et le sénateur René Bérenger, qui en est aussi le vice-président. Or, si les thèses de Sicard de Plauzoles sont influencées par Pinard — dans le sillage duquel il s'inscrit —, elles ne pouvaient qu'être désapprouvées par le nataliste Richet. De même, en dehors du contentieux qui l'oppose aux néomalthusiens, les positions moralistes de Bérenger sur la prostitution sont en tous points opposées à celles de Sicard de Plauzoles. Bérenger incarne ceux qui veulent abolir la prostitution pour des raisons morales et religieuses. S'il faut abolir la prostitution, c'est, selon lui, parce qu'elle fait de l'État le complice de pratiques

1030. Voir *Bulletin mensuel de la Société Française de Prophylaxie sanitaire et morale* de mai 1905, « But et espérances de la société », pp. 5-9.
1031. *Bulletin mensuel de la Société Française de Prophylaxie sanitaire et morale*, 1905, p. 5.

moralement condamnables. L'action des abolitionnistes, issus pour beaucoup des milieux réactionnaires, rejoint pourtant le combat de certains démocrates et féministes qui voient dans la réglementation de la prostitution légale une « atteinte aux droits de l'homme »[1032]. C'est le cas de Sicard de Plauzoles. Mais, contrairement à Bérenger, il pense que la seule manière pour l'État de garantir l'état sanitaire de la société est d'encadrer médicalement la prostitution. Bien entendu, on ne peut en aucun cas accepter la prostitution comme une fatalité. Celle-ci est le symptôme d'une société inégalitaire qui aliène les femmes et qui, de surcroît, pose de réels problèmes en matière de santé publique. Il faut donc chercher à l'abolir, mais sans s'attaquer aux seules prostituées. Pour Sicard de Plauzoles, les médecins ont un rôle d'éducateurs à tenir et ils ont obligation de contribuer, par leur action, à l'évolution des mœurs. Cela implique, entre autres, qu'ils doivent pouvoir parler librement et publiquement de sexualité. On voit donc que ce n'est pas parce que Bérenger et Sicard de Plauzoles se retrouvent sur une position abolitionniste qu'il faut en déduire une convergence de vues. Et Sicard de Plauzoles va rapidement constater que les idées qu'il voudrait voir portées par toute la Société de Prophylaxie restent très minoritaires.

La résolution que Sicard de Plauzoles propose au vote de la Société française de Prophylaxie sanitaire et morale en avril 1903 précise la position qu'il y tient : « La Société de Prophylaxie Sanitaire et Morale, écrit-il, déconseille fortement les relations sexuelles avec toutes les prostituées. Les précautions d'hygiène les plus minutieuses ne peuvent assurer une pleine sécurité, et ne sauraient en tout cas moraliser un acte dégradant pour l'homme autant que pour la femme. »[1033] Il s'oppose par principe à la prostitution, mais considère que celle-ci n'est pas plus dégradante pour celle qui se prostitue que pour celui qui paye une prostituée. En cela, il se démarque nettement des positions moralistes de certains abolitionnistes de la Société de Prophylaxie.

En 1903, il défend l'abrogation pure et simple de l'article 378 du code pénal de 1810, article qui permettait de déroger au secret médical dans les affaires d'avortement et qui, de fait, permettait à tous les personnels de santé, sans crainte de poursuites pour violation du secret médical, de dénoncer les pratiques abortives dont ils pourraient être les témoins directs ou indirects. A l'intérieur même d'une structure où il côtoie des moralistes et des natalistes, il ne craint donc pas de relayer une revendication constante des

---

1032. Le Naour, 2003, p. 386 (« Un mouvement antipornographique : la Ligue pour le relèvement de la moralité publique (1883-1946) »).
1033. Sicard de Plauzoles*, Bulletin de la Société française de Prophylaxie sanitaire et morale*, avril 1903, p. 174.

néomalthusiens. Mais les résolutions qu'il propose ne sont pas votées et son action n'a pas d'effet sur l'orientation de la Société. A partir de 1905, il n'est plus membre de la Société et ne le redevient qu'en février 1920.

Le fondateur de la Société de Prophylaxie, Alfred Fournier, meurt le 23 décembre 1914. Ce dernier, qui avait consacré presque entièrement ses travaux et sa carrière à l'étude de la syphilis, avait orienté la société en direction de cette spécialisation très forte. De 1901 à sa mort, il avait exprimé son opposition aux abolitionnistes [1034]. En août 1915, le sénateur Bérenger disparaît à son tour. Pendant la guerre, beaucoup de jeunes membres de la Société meurent au combat, d'autres sont mobilisés. C'est donc une équipe restreinte et changeante qui fait vivre la structure jusqu'en 1919. Son bulletin rend compte, par un volume réduit et par le petit nombre des thèmes abordés en assemblées générales, d'une activité très ralentie. Après la guerre, le champ d'action de la Société de Prophylaxie sanitaire et morale s'élargit et ses combats se diversifient. Le retour de Sicard de Plauzoles au sein de la Société à partir de l'année 1920 semble indiquer que le rapport de force qui, jusqu'alors, lui était défavorable, a changé. Les positions qu'il y défend ont elles-mêmes évolué. Il ne se limite plus aux questions de prophylaxie vénérienne et y développe des idées eugénistes. Le procès-verbal de séance de mai 1920 montre qu'il essaie d'imposer à la Société une orientation clairement eugéniste, puisqu'il juge nécessaire de préserver la « race française » de la « dégénérescence ». Cet objectif de préservation se double par ailleurs d'une volonté d'amélioration, raison pour laquelle il lance un appel aux médecins de la Société dans le but de perfectionner la race par une « éducation physique rationnelle et méthodique »[1035].

La démarche de Sicard de Plauzoles reste très pragmatique. Il poursuit, dans tous les domaines, l'appel aux pouvoirs publics afin d'améliorer la situation sanitaire de la nation. Conscient qu'à terme « il faut ouvrir les yeux de tous sur les dangers qui menacent la race »[1036], il préconise des mesures très concrètes pour lutter contre la tuberculose, l'alcoolisme, la syphilis, telles que la création de « dispensaires antisyphilitiques ». L'histoire semble aller dans son sens puisque, le 13 juillet 1920, est créé un ministère de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociale. Ce ministère autonome se substitue au ministère de l'Intérieur, dont dépendaient jusqu'alors les questions d'hygiène, et au

1034. Sur ce point, voir la nécrologie d'Alfred Fournier par Félix Balzer dans *La Presse Médicale* n°1 du 7 janvier 1915, pp. 3-6.
1035. Sicard de Plauzoles, *Bulletin de la Société française de Prophylaxie sanitaire et morale*, mai 1920, p. 75.
1036. Sicard de Plauzoles, *Bulletin de la Société française de Prophylaxie sanitaire et morale*, mai 1920, p. 76.

ministère du travail, en charge de la prévoyance sociale. Dans ce contexte, Sicard de Plauzoles salue la constitution d'un « Comité de propagande d'hygiène sociale et d'éducation prophylactique »[1037], chargé de seconder les travaux de la Société de Prophylaxie. Ce comité a pour président Adolphe Pinard et pour vice-président Ferdinand Buisson. La collaboration entre Sicard de Plauzoles, Pinard et Buisson se poursuit avec la publication, en 1922, d'un *Manuel d'Éducation prophylactique contre les maladies vénériennes, à l'usage des éducateurs et éducatrices de la jeunesse*, publié chez Maloine pour le Comité. L'existence même de cette structure illustre la connexion entre le champ politique et scientifique à l'époque.

Dans la même perspective, on trouve dans la *Revue d'hygiène et de police sanitaire* de 1921 une communication de Sicard de Plauzoles en tant que « Directeur général du *Comité de propagande d'hygiène sociale et d'éducation prophylactique* ». Cette publication présente un rapport en faveur de la création d'un « Office français de documentation et de propagande d'hygiène sociale »[1038]. Cette structure voulue par Sicard de Plauzoles doit avoir une quadruple fonction : tout d'abord être un « organe de documentation et d'investigation » et, à cette fin, collecter tous les documents, français et étrangers relatifs à l'hygiène sociale et engager de nouvelles recherches. Ensuite être « un organe d'information et de propagande » qui doit valoriser les recherches déjà effectuées et les résultats collectés sous forme de documents en mettant ces derniers à la disposition de tous les membres du corps médical, mais aussi des administrations et des particuliers. Ce travail de compilation et de synthèse de la recherche en hygiène sociale doit être soutenu par une « propagande active » en direction des médecins, des pharmaciens et des éducateurs au sens large. Pour ce deuxième volet de l'action de l'Office, Sicard de Plauzoles préconise l'organisation de « Centres d'enseignement populaire » pour y dispenser des cours d'hygiène sociale ayant recours à tous les procédés les plus modernes pour diffuser l'information : projection de clichés et de films, mise à disposition d'une « bibliothèque circulante », mise en place d'un service de presse, etc. En troisième lieu, l'Office aura une fonction de « liaison et de coordination » des médecins, des sociétés savantes, des associations et œuvres d'hygiène sociale, dont la multiplication exige une organisation structurée. Enfin, l'Office sera divisé en sections spécialisées : « puériculture, maladies

1037. Sicard de Plauzoles, *Bulletin de la Société française de Prophylaxie sanitaire et morale*, mai 1920, p. 79.
1038. « L'Office français de documentation et de propagande d'hygiène sociale », *Revue d'hygiène et de police sanitair*e, 43e année, 1921, pp. 790-797.

contagieuses, maladies vénériennes, tuberculose, cancer, parasitologie, alcoolisme, toxicomanie, hygiène alimentaire, hygiène de l'habitation, génie sanitaire »[1039]. Ce projet semble avoir un écho positif auprès du récent Ministère de l'hygiène puisque la création de l'Office est approuvée et que les pouvoirs publics français apportent leur concours :

> « Les conclusions de ce rapport furent adoptées par la Commission de prophylaxie des maladies vénériennes, le 3 août 1920 et, le 7 septembre 1920, M. J.-L. Breton, ministre de l'Hygiène, approuvait ce projet et chargeait le Comité de propagande d'Hygiène sociale et d'Éducation prophylactique de la création de cet Office. Suivant le programme que nous venons d'exposer, l'Office français de documentation d'Hygiène sociale est en voie d'organisation. Dès à présent, il reçoit par les soins du ministère des Affaires étrangères les documents provenant des gouvernements étrangers ; il est en relation avec toutes les grandes organisations d'hygiène sociale et de prophylaxie ; un Congrès international de propagande d'Hygiène sociale et d'Éducation prophylactique aura lieu à Paris en décembre 1922, coïncidant avec le centenaire de Pasteur. »[1040]

L'action des médecins sur les questions de prévention peut donc aboutir à des mesures effectives et les projets d'hygiène sociale de Sicard de Plauzoles sont pris au sérieux. Nous pouvons observer que si la lutte contre le péril vénérien est, en quelque sorte, la porte d'entrée de Sicard de Plauzoles, il élargit ensuite nettement la portée et l'influence de son action. Son activisme intense est peut-être lié à la volonté de compenser les revers subis par les néomalthusiens. Car il est incontestable que bien que la vénérologie soit l'une de ses spécialités, l'approche par Sicard de Plauzoles de la question sociale demeure holiste, comme en témoigne la liste des diverses commissions instituées par l'Office français de documentation et de propagande d'Hygiène sociale mais aussi cette déclaration :

> « Entreprenant l'éducation populaire, l'Office avertira, informera et instruira le public de la fréquence et de la gravité des maladies sociales, des maladies vénériennes, des maladies héréditaires, de leurs conséquences pour l'individu, la famille et la race ; de leurs effets économiques et sociaux, des moyens de les éviter, de la nécessité de s'en faire soigner par un médecin compétent et de rester sous contrôle médical ; il instruira chacun de son intérêt et de ses devoirs, il fera connaître au public les établissements où les malades peuvent trouver des conseils, des soins, des secours et les mettra en garde contre l'exploitation des

1039. « L'Office français de documentation et de propagande d'hygiène sociale », *Revue d'hygiène et de police sanitaire*, 43e année, 1921, p. 796.
1040. « L'Office français de documentation et de propagande d'hygiène sociale », *Revue d'hygiène et de police sanitaire,* 43e année, 1921, p. 796.

charlatans. »[1041]

Aucun thème explicitement néomalthusien n'est présent dans cette déclaration, mais on y constate tout de même un projet de « régénération » de la société dans son ensemble, projet qui dépasse la question de la santé publique liée à la seule prévention des maladies vénériennes. Sicard de Plauzoles met l'accent sur les conditions de la meilleure organisation sociale possible. Selon lui, cela ne peut se faire en dehors du contrôle et de l'expertise d'une médecine moderne, rationnelle et progressiste. En ce sens, cette approche est pleinement compatible avec le projet néomalthusien. On y retrouve la même importance accordée à l'éducation et à la recherche, on y lit également l'articulation entre la santé, le bonheur individuel et le bonheur collectif.

Mais ce sont les œuvres originales et le programme des cours que Sicard de Plauzoles donne au Collège libre des sciences sociales, du milieu des années 1920 au milieu des années 1930, qui expriment le plus clairement ce que sont ses positions théoriques à cette époque. Il fait preuve d'une grande constance dans sa volonté de poursuivre un projet de refonte globale de la société, en dépit des mésaventures et des échecs rencontrés. Puisqu'il n'est désormais plus possible d'aborder de manière directe la limitation des naissances comme principe premier de la génération consciente, il faut le faire en utilisant un chemin différent. L'hygiène sociale et l'eugénisme sont des perspectives qui permettent de valider un projet qui dépend nécessairement d'une limitation de la population mais qui ne porte pas celui-ci comme une revendication première. Selon Sicard de Plauzoles, on peut proposer une meilleure organisation de la société en débarrassant celle-ci de tous les facteurs dysgéniques et, comme le manque de ressources provoqué par la surpopulation est une cause de dégénérescence, il faut amener les individus à en déduire par eux-mêmes que la limitation est une nécessité. L'argumentaire utilisé se fait donc moins direct et plus subtil. Pour autant, Sicard de Plauzoles n'échappe pas à la tentation utopiste qui le conduit à définir le cadre de la société hygiénique idéale :

> « Le *Sens de la Vie* est l'exposé d'un idéal et d'une morale pratique exclusivement fondés sur la science ; c'est l'application logique des règles d'une morale scientifique aux problèmes de la vie sociale qui touchent le plus au bonheur de l'individu et à l'intérêt collectif, à l'avenir de la patrie et de la race : le travail, l'amour, le mariage, la maternité. L'auteur examine particulièrement les questions relatives à la vie sexuelle, la prostitution, les maladies vénériennes, les garanties sanitaires du mariage, l'hérédité, la

1041. « L'Office français de documentation et de propagande d'hygiène sociale », *Revue d'hygiène et de police sanitaire,* 43e année, 1921, p. 796.

> dégénérescence, les devoirs et la responsabilité des procréateurs, l'examen médical prénuptial, le secret médical, les devoirs de la mère, les droits de l'enfant. Pour chaque problème l'auteur expose la solution donnée par l'application rigoureuse des règles de la morale scientifique à la vie sociale ; comme dans ses précédents ouvrages il montre comment l'hygiène sociale « commande l'avenir » ; comment l'homme peut se libérer et se rendre maître de ses destinées. »[1042]

Le sens de la vie (1929) est composé de deux parties. Une première partie, théorique, est consacrée à une réflexion sur le déterminisme et la liberté. Selon Sicard de Plauzoles, l'humanité se réalise en tant que telle en s'améliorant qualitativement. Mais cette évolution positive ne se fait pas mécaniquement. Elle doit être conquise par la volonté, elle-même éclairée par la raison. L'histoire de l'humanité consiste à vaincre — autant que cela est possible — les déterminismes naturels afin de réaliser sa liberté. Mais les forces à vaincre sont souveraines et l'homme n'est peut-être qu'un « pantin misérable, inconscient et irresponsable dont le hasard tire les ficelles »[1043]. On sait cependant que la méconnaissance des forces de la nature est l'assurance de l'esclavage. Le premier acte de sa libération consiste donc, pour l'homme, à comprendre ce par quoi il est déterminé. Car s'il ne peut échapper absolument aux lois de la nature, il est aussi un être de révolte et d'intelligence : « Comment donc échapper au déterminisme universel ; comment, dans quelle mesure conquérir la liberté, le maximum de liberté possible ? Par la science, par la connaissance des lois de ce déterminisme »[1044]. Sicard de Plauzoles ne considère pas que la liberté soit une propriété innée de la nature humaine, mais il pense en revanche qu'elle peut devenir une réalité, à condition de s'appuyer sur la science. Et c'est à partir de ce principe qu'il faut aborder la question de la procréation. En substituant à la fécondité aveugle de l'humanité une « génération consciente », on échappe au déterminisme naturel qui nous pousse à procréer au-delà de nos moyens de subsistance. En parvenant à une connaissance claire des lois de l'hérédité, on échappe à la fatalité de la dégénérescence ou au poids des tares qui contrarient le projet collectif d'accession au bonheur. On peut ainsi concilier la connaissance claire du déterminisme de la nature et l'utilisation des lois de la nature pour améliorer notre condition. Le caractère nécessaire de ces lois n'annule donc pas notre responsabilité car « nous pouvons corriger l'instinct par l'habitude, faire l'éducation de

---

1042. Sicard de Plauzoles présente son précédent livre, *Le Sens de la vie* (1929), dans les premières pages de *Pour le salut de la Race, Éducation Sexuelle, Génération Consciente*, 1931, p. 4.
1043. Sicard de Plauzoles, 1929, p. 9.
1044. Sicard de Plauzoles, 1929, p. 10.

notre automatisme, nous créer des habitudes, des réflexes, des réactions, un caractère ; question de discipline, d'entraînement, de volonté. »[1045] Cette morale nouvelle n'est plus, selon Sicard de Plauzoles, fondée sur des idéaux abscons et des croyances, mais sur les découvertes positives et cumulatives de la science :

> « La conscience, sens moral par lequel nous jugeons nos actes, n'est pas innée en nous ; son développement est lié à celui des facultés intellectuelles ; comme celles-ci, elle peut se développer de génération en génération, et, par hérédité, devenir en une certaine mesure, instinctive ; comme les facultés intellectuelles, elle a besoin d'éducation ; il faut la cultiver, l'instruire. »[1046]

Dans la mesure où elle conditionne la morale, l'acquisition de la connaissance est une priorité. L'égoïsme qui, jusqu'ici, a rendu impossible l'existence et le maintien d'une société juste, est une tendance naturelle qui peut être combattue par une meilleure compréhension de la nature humaine et de la liberté.

Après avoir établi le fondement théorique de son action, Sicard de Plauzoles détaille dans une seconde partie les questions d'hygiène sociale qui doivent être réglées pour parvenir à une société juste. Il commence par établir un état des lieux de la situation présente, en insistant sur ce qui doit être modifié en abordant successivement la question du travail, celle de la dégénérescence due aux conditions de vie, la prévention de la tuberculose, le statut et le rôle des médecins, la prophylaxie des maladies vénériennes et enfin l'abolition de la prostitution. Ayant dressé une liste des raisons d'agir, il développe ensuite les deux axes en fonction desquels il convient d'agir. Le premier est un encadrement médical des relations amoureuses et du mariage afin d' « apprendre aux hommes à ne pas procréer des dégénérés qui, à leur tour, en se reproduisant, viendront accentuer la dégénérescence de notre espèce »[1047]. Cet objectif nécessite la mise en place d'une éducation sexuelle, pour des raisons prophylactiques et eugéniques. Seule la maternité consciente est humaine. A l'opposé, toute procréation irréfléchie, ignorante des conditions environnementales et des lois de l'hérédité est le signe de la nature, de l'animalité et de l'instinct aveugle. Même si l'accent est mis sur le critère qualitatif, il va de soi que la dimension quantitative est elle aussi concernée car les êtres qui permettent effectivement l'élévation de l'humanité par leur procréation ne sont pas si nombreux. Mais on peut augmenter leur nombre par une mise en application généralisée des techniques

1045. Sicard de Plauzoles, 1929, p. 15.
1046. Sicard de Plauzoles, 1929, p. 19.
1047. Sicard de Plauzoles, 1929, p. 145.

eugéniques qu'une compréhension toujours plus fine et plus précise de l'hérédité va permettre, selon Sicard de Plauzoles, d'inventer. Le deuxième axe de l'action des médecins vise au meilleur « élevage » possible des produits de la « génération consciente ». Pour aboutir, il faut systématiser le suivi obstétrical des femmes et les techniques de puériculture — on reconnaît l'influence de Pinard —, puis éduquer les enfants aussi complètement que possible.

Ces deux volets de l'action sont les mêmes que ceux que préconise Binet-Sanglé : sélection des bons générateurs et « élevage » des enfants[1048]. L'originalité de Sicard de Plauzoles consiste à détailler de manière plus précise les mesures d'organisation de la société future dans trois domaines précis : le monde du travail, la prévention des maladies et des causes de la dégénérescence et, enfin, l'encadrement légal des unions amoureuses et de la procréation. En ce qui concerne le travail, Sicard de Plauzoles est très clair : l'utilisation des qualités spécifiques des travailleurs doit absolument éviter leur surexploitation et préserver leur bonne santé, physique et psychique. On pourrait penser qu'il s'agit là d'une mesure humaniste a priori ou d'un écho à la critique marxiste de l'aliénation du prolétaire par le capital. Il n'en est rien. Les arguments de Sicard de Plauzoles sont des plus pragmatiques, et il considère d'abord l'individu comme un « producteur » et l'ensemble des qualités individuelles utiles à une population donnée comme un « capital humain » :

> « L'hygiène sociale du travail doit en effet ;
> 1° Considérer le travailleur comme un matériel, l'individu comme une machine, comme un moteur animé ;
> 2° Chercher les moyens d'en tirer le maximum d'utilité, c'est-à-dire le maximum de rendement avec le minimum d'usure. »[1049]

On peut, selon Sicard de Plauzoles, déterminer scientifiquement la valeur productive d'un individu ainsi que l'évolution de cette valeur aux différentes étapes de sa vie. Au début de la vie, l'individu ne produit pas et cette valeur est négative, du fait du capital investi pour l'éducation et la formation. Quand commence son activité de production, cette valeur augmente et l'individu amortit le capital investi dans sa formation. Une fois ce capital amorti, la production individuelle génère des bénéfices. La fonction de l'hygiène sociale consiste donc à utiliser au mieux le capital individuel, et pour prolonger la période de rendement d'un individu et éviter de le « détériorer », il faut l'utiliser avec

1048. Voir Binet-Sanglé, 1918, pp. 149-156 et pp. 201-231.
1049. Sicard de Plauzoles, 1929, p. 28.

mesure. L'épuisement du travailleur, dans le système capitaliste, provoque une usure accélérée du « capital humain » qui, outre le fait qu'elle est inique, est moins rentable pour la productivité sur le long terme (cf. figure n° 22). Sicard de Plauzoles précise ce qu'il entend par « détérioration » du capital humain :

> « Les facteurs de détérioration et d'usure sont des facteurs sociaux :
> 1° D'abord les conditions sociales, au premier rang desquelles se trouvent le logement, l'alimentation et les grandes intoxications, telles que l'alcoolisme ;
> 2° Ensuite les conditions du travail qui se résument en un seul mot : le surmenage, c'est-à-dire la fatigue sans repos suffisant. »[1050]

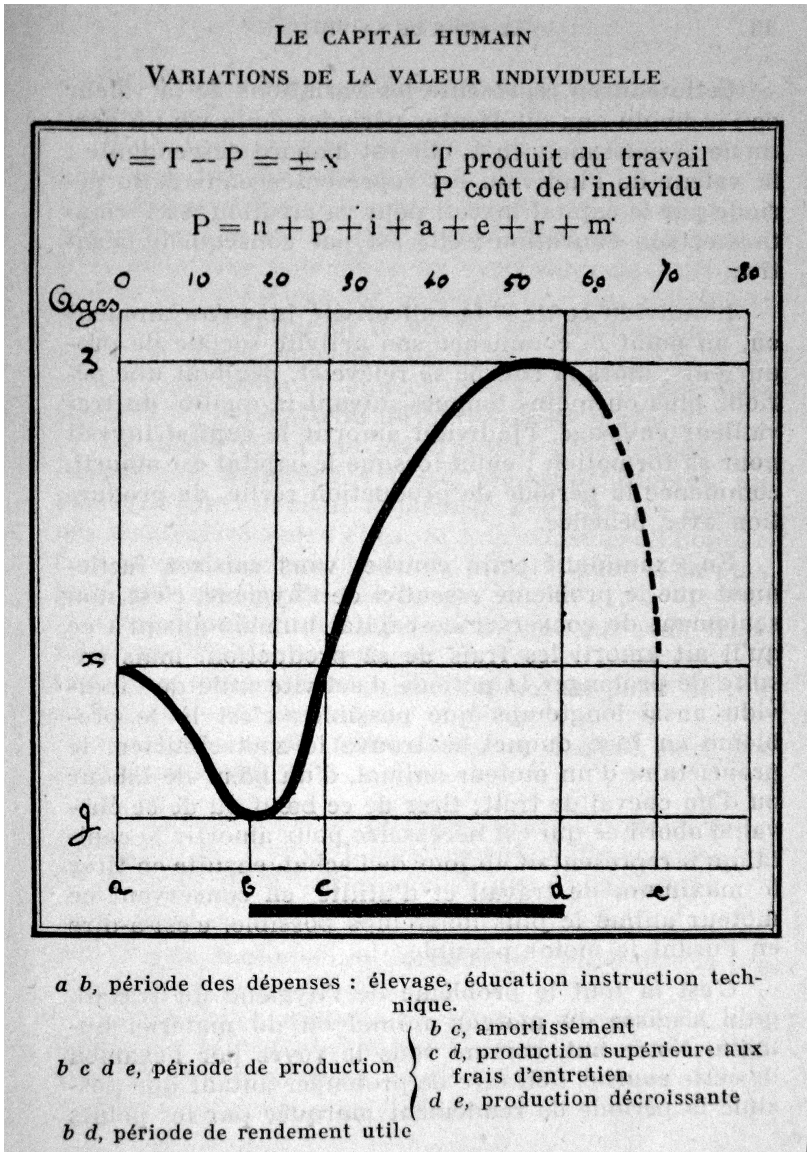


Figure n° 22 : Graphique « Le capital humain ». Les variations de la valeur de l'individu aux différentes périodes de sa vie. Sicard de Plauzoles, *Le sens de la vie* (1929), p. 29.

1050. Sicard de Plauzoles, 1929, p. 31.

Pour préserver et optimiser le rendement du « capital humain », il faut donc qu'une société soit en mesure de fournir un logement décent et des moyens de subsistance suffisants aux individus qui la composent, tout en prévenant l'apparition des maladies et de l'alcoolisme. Il faut aussi qu'elle parvienne à une utilisation raisonnée et quantifiée du travail que peut produire un individu. Sicard de Plauzoles se réfère aux approches scientifiques du travail, et au taylorisme en particulier. Il propose des journées de travail alternant périodes de repos et périodes d'effort pour une quotité travaillée préconisée de cinq heures par jour. Il considère que le travail effectif doit représenter 42% au maximum d'une journée de 10 heures et ne pas dépasser 5 heures de travail et 19 heures de repos sur 24 heures[1051]. Sur cette question, Sicard de Plauzoles est en accord avec l'analyse de Madeleine Pelletier dans *Le travail, ce qu'il est, ce qu'il doit être* (1930). Comme lui, elle n'a aucune vision rêvée de la valeur du travail et elle considère que le travail physique et le travail intellectuel, nécessaires tous les deux, n'ont cependant pas la même valeur sociale. Les inégalités dans l'accès aux différentes fonctions professionnelles ne peuvent, selon elle, être toutes vaincues parce qu'elles dépendent partiellement de l'inégalité dans la dotation des qualités individuelles. A l'instar de Sicard de Plauzoles, elle considère qu'une journée de 8 heures de travail effectif est « un travail d'esclave où l'homme donne toute sa vie pour le pain quotidien »[1052] et elle aboutit également à la détermination d'une quotité idéale de 5 heures par jour de travail à « valeur sociale ». En revanche, contrairement à lui, elle dénonce les illusions d'une rationalisation excessive de l'organisation du travail en mentionnant les excès du fordisme qui ne profite qu'à ceux qui ont un salaire élevé[1053].

Pour ce qui relève de la prévention des maladies et des causes de la dégénérescence, la position de Sicard de Plauzoles reflète son intérêt de longue date pour les questions sanitaires, tout en y ajoutant une composante eugéniste. Il donne sa propre définition de la dégénérescence :

> « un état de dégradation héréditaire et d'amoindrissement progressif de génération en génération de la valeur physique, intellectuelle et morale des individus qui forment une lignée. Elle résulte de toutes les causes de détérioration qui ont agi sur les parents avant la reproduction ou au moment de la procréation, et sur le nouvel être au cours de son développement. Elle se

1051. Sicard de Plauzoles, 1929, p. 41.
1052. Pelletier, 1930, p. 18.
1053. Pelletier, 1930, p. 20.

> traduit par des stigmates anatomiques (dystrophies) et fonctionnels (troubles de la nutrition, du système nerveux, psychiques et mentaux, arriération, déséquilibre, perversion). C'est l'accumulation progressive par l'hérédité des tares dégénératives ; elle aboutit à la stérilité et à l'extinction de la lignée. »[1054]

La prévention exige l'identification préalable des causes de la maladie et de la dégénérescence. Ces causes sont classées en 6 catégories :

I — Les causes agissant sur les parents avant la reproduction qui se déclinent en : 1° causes mésologiques (influence du milieu), 2° causes éthologiques (conditions sociales, mœurs et habitudes) et 3° causes pathologiques (intoxications et infections).

II — La transmission héréditaire des caractères acquis, qui se décline en : 1° caractères morphologiques et 2° caractères fonctionnels (de la nutrition et du système nerveux).

III — Les causes agissant sur les cellules sexuelles au moment de la reproduction : intoxications, infections et surmenage.

IV — La transmission héréditaire d'une infection (syphilis).

V — Causes agissant sur la mère pendant la gestation.

VI — Causes agissant sur le développement de l'enfant.[1055]

En conséquence, une politique volontariste et humaniste pourrait agir de manière à supprimer toutes les causes de dégénérescence. Cela implique que chacun puisse bénéficier d'un environnement sain, d'une nourriture saine et suffisante. Par ailleurs, toute société doit offrir à toutes et à tous l'éducation lui permettant de s'affranchir de certaines conduites et mauvaises habitudes. Il faut aussi que la santé soit assurée pour tous et que le recours à un médecin soit gratuit (1ère catégorie). Il faut que la recherche sur les lois de l'hérédité se poursuive et que les médecins eugénistes encadrent le mariage et la procréation (2e et 3e catégories). C'est en fonction de cet objectif que Sicard de Plauzoles veut aboutir à l'obligation d'un certificat médical pour tout prétendant au mariage. Parallèlement, il faut poursuivre la lutte contre la syphilis, ce qui inclut et justifie l'abolition de la prostitution (4e catégorie). Enfin, il faut constituer un corps médical spécifique de spécialistes en obstétrique et en puériculture (5e et 6e catégories).

L'ambition de Sicard de Plauzoles dépasse le champ de la médecine. Il agit

---

1054. Sicard de Plauzoles, 1929, pp. 58-59.
1055. Voir Sicard de Plauzoles, 1929, p. 58.

politiquement en vue d'une modification des lois et ne se contente pas de prises de position morales, il veut que se traduisent dans les actes et dans la loi elle-même les exigences, légitimes selon lui, des eugénistes et des spécialistes de l'hygiène sociale. C'est la science qui doit conditionner l'évolution de la loi. C'est pour lutter contre la dégénérescence que certaines lois doivent être proposées et votées (abolition de la prostitution, éducation sexuelle obligatoire, examen médical obligatoire avant le mariage, suivi obligatoire des nouveau-nés par des médecins puériculteurs) et que d'autres doivent être supprimées parce qu'elles sont dysgéniques (article 317 du Code pénal, loi du 31 juillet 1920).

L'eugénisme radical de Sicard de Plauzoles est certainement à l'origine du rejet qu'inspire ce médecin auquel peu d'études sont consacrées. Mais il n'est en rien une originalité propre de l'auteur. Celui-ci ne fait que concrétiser, à la lumière des connaissances acquises depuis 1896, le projet initial de Robin. En tant que tel, *Le sens de la vie* est un aboutissement plutôt qu'un élan nouveau. Son propos est d'ailleurs très proche de celui de Manuel Devaldès dans *La Maternité consciente* (1927), écrit à la même époque. Il peut se résumer en une volonté de réorganiser rationnellement la société dans son ensemble (ce qui implique une population limitée en nombre) tout en assumant une hiérarchisation des membres de la collectivité en fonction de leur capital individuel et en rejetant la hiérarchisation de classe. Cette hiérarchisation étant, selon eux, fondée sur des caractères objectifs et quantifiables (la force, l'habileté, l'intelligence, la créativité, etc.) elle n'entre pas en contradiction avec les principes humanistes qu'ils prétendent défendre. Elle s'oppose à hiérarchisation ploutocratique, symbolique, religieuse ou métaphysique qu'ils critiquent et avec laquelle un monde régénéré par la science permettrait de rompre définitivement. Sicard de Plauzoles, Pelletier et Devaldès restent fidèles, de bout en bout, au projet des néomalthusiens eugénistes, qu'ils ne perçoivent pas comme une équation impossible à résoudre, et qui vise à concilier une organisation hyper-rationnelle de la société, où la place de chacun(e) est mécaniquement déterminée par son capital individuel, et un rejet de tout autoritarisme et de toute violence politiques.

Eugène Humbert et la Ligue mondiale pour la réforme sexuelle sur une base scientifique

Lorsqu'en 1928 Eugène Humbert décide de former une section française de la toute jeune Ligue mondiale pour la réforme sexuelle sur une base scientifique (cf. annexe n° 2), il est très optimiste. Étant dans l'impossibilité de reprendre son activité de propagande interrompue depuis 1914, il voit dans les points de convergence entre le but de cette Ligue et le combat néomalthusien des raisons d'espérer. C'est pour lui l'occasion de poursuivre la lutte par un biais moins politique — du moins en apparence — tout en restant fidèle à l'esprit scientifique du mouvement néomalthusien français. Il souhaite néanmoins inscrire cette section dans le sillage de *Régénération*, comme l'indique clairement le nom qu'il lui choisit : « Pro Amore – Ligue de la régénération humaine ». Sitôt la section créée, il se rend au Congrès de la Ligue mondiale pour la réforme sexuelle qui se tient à Copenhague du 1er au 5 juillet 1928. Il utilise le réseau des publications amies pour faire connaître sa nouvelle affiliation à cette Ligue et son fondateur, le médecin allemand Magnus Hirschfeld (1868-1935). Influencé par Darwin, situé très à gauche, abordant sans tabous les questions de sexualité il possède a priori de nombreux points communs avec les néomalthusiens français. Il est en effet progressiste, eugéniste, scientiste, humaniste et il considère enfin qu'une meilleure connaissance des lois de l'hérédité permettrait de réaliser concrètement le bonheur de l'humanité, ce qu'aucune doctrine politique n'est parvenue à réaliser jusqu'ici[1056]. Après ses études de médecine, M. Hirschfeld s'intéresse, dès 1896, à la sexualité dans le cadre d'une approche scientifique et déterministe. En particulier, il étudie la question de l'homosexualité d'une manière inédite. Plutôt que d'y voir une perversion ou une pathologie — il s'oppose directement à Freud qui ne voit qu'une origine névrotique, et donc pathologique, à l'homosexualité — il considère que l'homosexualité est déterminée physiologiquement par des sécrétions hormonales qui dépendent de la constitution individuelle. En conséquence, l'homosexualité ne pourrait plus être caractérisée comme « contre-nature ». Elle serait la conséquence d'un état physiologique et devrait être considérée comme normale. Parallèlement, M. Hirschfeld est l'auteur d'une théorie de la bipolarité sexuelle selon laquelle les individus se situeraient tous à des stades intermédiaires d'un pôle féminin et d'un pôle masculin sans qu'aucun ne soit totalement

1056. Voir Crips, 1988, p. 107.

masculin ou féminin[1057]. Sur un plan philosophique et scientifique, il est proche de Haeckel et se déclare moniste. Mais, à l'époque où Eugène Humbert devient membre de la Ligue mondiale pour la réforme sexuelle sur une base scientifique, l'élément qui séduit le plus les néomalthusiens français est sans doute le fait qu'Hirschfeld soit eugéniste. En 1913, il fonde une Société médicale de sexologie et d'eugénisme. Sa définition de l'eugénisme consiste à faire en sorte que le plus grand nombre d'hommes aient les meilleurs gènes possibles, condition préalable de l'accession de l'humanité à un développement supérieur. Un tel projet repose sur un approfondissement de la recherche scientifique concernant l'hérédité car, en l'état actuel, il considère que la connaissance des lois de cette dernière est imparfaite. Si l'on ajoute que Magnus Hirschfeld considère que la contraception s'impose comme moyen de l'eugénisme, qu'il est favorable aux stérilisations volontaires, partisan de l'euthanasie librement choisie et opposé à la peine de mort, on comprend qu'Eugène et Jeanne Humbert et Gabriel Giroud se soient rendus au Congrès de Copenhague — où était fixé le siège de la Ligue mondiale — en juillet 1928 pour officialiser la création de « Pro Amore ». A cette occasion, ils font voter par le Congrès la motion suivante :

> « Les soussignés saluent les pionniers de la *Réforme sexuelle* réunis en Congrès à Copenhague. Ils souhaitent que leurs travaux aboutissent à un accord sur les préceptes fondamentaux nécessaires à l'établissement d'une morale sexuelle rationnelle. Nous sommes fermement convaincus que l'autorité des membres du Congrès sera assez puissante pour contribuer à faire que la question sexuelle ne soit plus la question « tabou » par excellence, mais soit soumise, sous tous ses aspects, à la discussion scientifique et publique. Il n'y a de remède aux maux sexuels, aux abus, aux perversions, aux maladies, que dans la liberté et dans la connaissance, que dans l'instruction positive largement répandue. Les relations sexuelles entre adultes, en pleine connaissance et conscience de leurs responsabilités, sont strictement leur affaire personnelle. Tout acte sexuel consenti qui ne nuit pas à autrui doit être complètement libre. Nul, pas même l'État, n'a aucun droit d'intervenir pour y mettre obstacle. Ce sont les attardés de la barbarie antique et de la domination théocratique qui prétendent maintenir sur les relations amoureuses un contrôle d'oppression, et dicter à tous les humains leur conduite dans la satisfaction ou la retenue du plus personnel de leurs instincts. Nous sommes convaincus que vos efforts aideront à libérer l'amour, à affranchir les sexes des entraves qui leur ont été imposées par des siècles de cruauté et d'ignorance, à créer une mentalité nouvelle favorable au bonheur humain.
> Permettez-nous d'insister sur un point que nous considérons politiquement et économiquement, des points de vue individuel et social, comme d'une importance exceptionnelle, primordiale, fondamentale. Nous sommes partisans de la prévention de la conception. Il n'y a guère, à notre avis, de liberté sexuelle

1057. Voir Crips, 1988, p. 108.

> complète, surtout pour la femme, s'il y a ignorance des moyens anticonceptionnels. Or, en France, une loi, votée en 1920, supprime sur ce sujet tout exposé, toute discussion théorique et toute indication pratique.
> Nous faisons appel au Congrès pour qu'il émette un vœu, mieux encore, pour qu'il décide d'entreprendre une action réclamant la pleine et entière liberté, dans tous les pays, de répandre la salvatrice instruction néo-malthusienne et anticonceptionnelle, pour qu'il demande même, l'installation de cliniques de préservation et, étant donnée l'imperfection des procédés actuels, de cliniques abortives dans le cadre légal. Nous serions heureux que les décisions du Congrès sur ce point fussent communiquées aux gouvernements et en particulier aux parlementaires français.
> Pour la Ligue de Régénération humaine, momentanément bâillonnée. Eugène Humbert et G. Hardy. »[1058]

Si l'on excepte le passage sur la liberté de l'amour et sur la question du consentement dans la sexualité, thème cher à Magnus Hirschfeld et à la Ligue mondiale pour la réforme sexuelle, la teneur de la motion est entièrement néomalthusienne, même si « la salvatrice instruction néo-malthusienne » n'est nommée qu'une seule fois. Le fait qu'Eugène Humbert et Gabriel Giroud en profitent pour redonner vie à la Ligue de Régénération humaine est un indice des espoirs qu'ils fondent dans l'action de cette Ligue mondiale. Cela confirme aussi que leurs revendications sont toujours identiques, que leur fondement demeure révolutionnaire et que l'internationalisation de la lutte est une issue possible. La confiance en la force de la Ligue qui anime les propos d'Eugène Humbert et Gabriel Giroud s'explique sans doute par la présence de personnalités reconnues à la présidence de la Ligue : le psychiatre suisse Auguste Forel, le médecin Havelock Ellis, spécialisé dans l'étude de la sexualité humaine, et le médecin progressiste danois Jonathan Leunbach (1884-1955), impliqué dans les questions d'éducation sexuelle, de droit à l'avortement et de contrôle des naissances.

Lorsqu'elle donne les buts sur lesquels se fonde la Ligue mondiale[1059], Jeanne Humbert met en évidence les convergences nombreuses avec l'objectif initial de la Ligue de Régénération humaine. Ainsi, sept des dix principes directeurs de la Ligue mondiale pour la réforme sexuelle sont en parfaite adéquation avec la doctrine néomalthusienne : le principe d'égalité politique, économique et sexuelle des hommes et des femmes ; l'affranchissement du mariage et du divorce de toute tutelle de l'Église et de l'État ; la

---

1058. Motion d'Eugène Humbert et G. Hardy lue au Congrès de Copenhague au nom de la Ligue de Régénération humaine, juillet 1928, disponible en ligne sur le site de l'IISH : https://socialhistory.org/sites/default/files/collections/pro-amore.pdf ; consulté le 23 septembre 2015 (c'est le rédacteur de la motion qui souligne).
1059. Voir J. Humbert, 1947, pp. 208-209.

réalisation de la génération consciente par le libre accès à la contraception ; l'amélioration de la race par les techniques eugénistes sélectives et la puériculture ; la protection des filles-mères et la prise en charge par l'État des enfants illégitimes ; la prévention de la prostitution et des maladies vénériennes ; la généralisation de l'éducation sexuelle « systématique et rationnelle ». Les trois autres thèmes directeurs de la Ligue — le traitement et la prise en charge des « anormaux sexuels », la promotion de la liberté sexuelle et le fait de ne plus considérer comme criminelles les pratiques sexuelles non conventionnelles —, s'ils ne font pas partie du combat néomalthusien, ne sont pas en opposition avec ses principes. Mais Jeanne Humbert ne nous dit rien de plus sur le devenir de la collaboration entre la Ligue de Régénération humaine et la Ligue mondiale pour la réforme sexuelle. Il semble que l'effet espéré par Eugène Humbert et Gabriel Giroud ait été inexistant ou, en tout cas, fort limité.

Quelques éléments de réponse sont fournis par F. Tamagne. Elle nous apprend que, dès le départ, la Ligue est déchirée par des « tendances contradictoires » entre des médecins, qui veulent garder une ligne scientifique et se considèrent comme détenteurs exclusifs de l'expertise, et des militants politiques dont les objectifs révolutionnaires les poussent à privilégier les actions efficaces et la transformation concrète de la réalité[1060]. Le but de la Ligue mondiale pour la réforme sexuelle était pourtant ambitieux. Il s'agissait d'utiliser l'intérêt nouveau des milieux médicaux et scientifiques pour les questions de sexualité afin de mobiliser un réseau mondial de médecins susceptible de faire pression sur les gouvernements nationaux et ainsi faire aboutir des réformes juridiques allant dans le sens d'une meilleure information des populations concernant les questions liées à la sexualité. Pour donner une dimension unitaire au projet, la Ligue envisageait la publication d'un « Journal International de la Réforme Sexuelle » ainsi que l'organisation de Congrès dans tous les pays où une section de la Ligue mondiale serait fondée. Dans les faits, la Ligue enregistre, dès son lancement, des adhésions assez nombreuses. Avant 1928, elle existait déjà de manière informelle mais ne rayonnait pas à l'extérieur de l'Allemagne (un premier Congrès s'était tenu à Berlin en 1921). C'est au premier Congrès, qui se tient à Copenhague en 1928, qu'elle est officiellement fondée en présence de 70 délégués internationaux. Leur nombre passe à 350 pour le Congrès de Londres — auquel assiste Madeleine Pelletier — en 1929, et à 2000 pour celui de Vienne, en 1930. Le Congrès suivant devait se tenir à Moscou en 1931, mais il fut d'abord repoussé avant d'être annulé.

1060. Voir Tamagne, 2005.

Le dernier Congrès de la Ligue se tient à Brno (République Tchèque), ville de naissance de Mendel, du 20 au 26 septembre 1932[1061], dans les locaux de la Faculté de médecine. La Ligue compte alors 190 000 membres[1062]. Le Congrès de 1933, prévu en septembre à Paris, ainsi que le suivant qui devait se tenir à Chicago, seront annulés. En 1933, l'arrivée des nazis au pouvoir en Allemagne met un coup d'arrêt à toutes les recherches ayant une approche progressiste des questions de sexualité. Dans le reste de l'Europe, face au contexte économique et politique, le projet de constitution d'une science de la sexualité revêt une importance secondaire. La Ligue mondiale pour la réforme sexuelle sur une base scientifique est dissoute en 1935. Quel est le bilan de l'action de cette Ligue ? Que reste-t-il des espoirs soulevés par sa fondation et sa rapide ascension ? C'est certainement parce qu'elle était constituée de groupes très divers, aux aspirations parfois contradictoires, que l'action de la Ligue n'a pas eu l'écho espéré. Le seul dénominateur commun — un esprit progressiste — n'était pas suffisant pour construire un mouvement cohérent et durable. La crispation des néomalthusiens sur les idéaux révolutionnaires et sur l'eugénisme était incompatible avec certaines revendications strictement scientifiques. Les féministes n'y trouvaient pas leur compte, pas plus que les homosexuels qui avaient pourtant vu dans les travaux de la Ligue mondiale pour la réforme sexuelle une manière de faire valoir le caractère non pathologique de leur sexualité[1063].

En France, la section française de la Ligue mondiale est investie par la future résistante Bertie Albrecht (1893-1943), Victor Basch et Justin Sicard de Plauzoles. Ils publient, de 1933 à 1935, un périodique, *Le problème sexuel*, qui se fait l'écho des débats de la Ligue mondiale tout en s'intéressant assez peu à la question de l'homosexualité, centrale pour Hirschfeld. La seule publication contrôlée par des néomalthusiens — sans pouvoir être pleinement néomalthusienne — qui subsiste après 1935 est *La Grande Réforme*. On ne verra plus paraître en France de périodique néomalthusien et l'idéal révolutionnaire de ceux qui auront porté ce combat pendant quatre décennies sera réduit au silence. Le combat des néomalthusiens se concentrera désormais sur une seule cause : l'abrogation de la loi du 31 juillet 1920, tâche dans laquelle Eugène Humbert et Gabriel Giroud s'investiront jusqu'à leur mort. Jeanne Humbert et Sicard de Pauzoles feront partie des rares néomalthusiens « historiques » à connaître de leur vivant la fin de cette loi, signée par le vote de la loi Neuwirth le 19 décembre 1967.

1061. Dose, 2003, pp. 1-2.
1062. Tamagne, 2005, p. 106.
1063. Voir Tamagne, 2005, p. 120.

Conclusion

Dans le cadre de notre étude, nous nous sommes attaché à restituer au mouvement néomalthusien français son identité propre. De cette tâche dépendait aussi la définition précise de ce qu'est le néomalthusianisme.

La première difficulté à laquelle nous avons été confronté tient à ce que le néomalthusianisme se situe à la jonction entre la pensée politique révolutionnaire, les sciences biomédicales, les sciences humaines et sociales, la philosophie et l'économie. On ne peut rattacher cette doctrine à un domaine spécifique sans en occulter certains éléments constitutifs essentiels. Pourtant, de trop nombreuses définitions lapidaires se contentent de réduire le néomalthusianisme à un mouvement politique et militant, de gauche, qui prône la restriction volontaire des naissances par le recours aux procédés anticonceptionnels et la légalisation de l'avortement. Notre thèse a consisté à mettre en lumière les liens entre les différents domaines abordés par la pensée néomalthusienne. Cela est nécessaire car toute omission d'un élément fait courir le risque d'une vision partielle et inexacte de ce mouvement. Ainsi, priver le néomalthusianisme de son fondement économique, c'est ne voir en lui qu'un mouvement groupusculaire fait d'activistes anarchistes qui donnent une importance excessive à la limitation des naissances dont ils font le principe unique de la révolution. De même, ne pas prendre en compte l'intérêt que portent les néomalthusiens aux sciences humaines et sociales rend aveugle à la pensée de l'homme sur laquelle repose leur doctrine. Enfin, caricaturer, rejeter ou seulement relativiser le lien, pourtant étroit, que le néomalthusianisme entretient avec les sciences biomédicales, c'est se priver d'un élément essentiel à sa compréhension.

Après avoir analysé et recensé les éléments qui constituent la pensée néomalthusienne, nous les avons mis en relation pour restituer cette matrice commune qui permet non seulement d’identifier le mouvement mais encore d'y rattacher tel ou tel auteur qui aurait pu ne pas l'avoir été auparavant. Il nous est apparu que le fondement rationaliste et scientiste est le facteur le plus important parce qu'il est à l'origine de la pensée néomalthusienne. Détacher la doctrine de ses fondements scientifiques, et, notamment, de sa composante eugéniste, c'est prendre le risque de ne considérer les néomalthusiens que comme des illuminés, des doctrinaires aveuglés tenant à imposer à tout prix des principes fumeux et des solutions simplistes à des problèmes sociaux et humains complexes. Dans les études universitaires actuelles qui leur sont consacrées, on s'étonne de la place centrale

que les néomalthusiens accordent au principe de population et, corrélativement, du fait qu'ils tiennent la prophylaxie anticonceptionnelle pour le seul moyen de la révolution pacifique qu'ils espèrent. Le caractère unique de la solution envisagée est critiqué, en tant que tel et de manière récurrente, par les opposants au néomalthusianisme. Cette focalisation est vue comme une originalité surprenante, voire comme une lubie.

Ainsi, Paul Robin, dont on vante par ailleurs les mérites de pédagogue progressiste, peut être soupçonné d'égarement, de simplification doctrinaire abusive, voire de sénilité quand il met au centre de sa pensée et de son action le principe unique de la restriction volontaire des naissances et son corollaire eugéniste, l'amélioration de la race. Ses opposants historiques, tels Jacques Bertillon, ne se sont jamais privés de considérer les positions de Robin comme les élucubrations malsaines d'un « cerveau malade ». Mais la littérature secondaire n'échappe pas à la condamnation implicite de certains aspects de la doctrine de Robin qu'elle désapprouve — l'eugénisme — ou dont elle ne parvient pas à rendre compte — la prophylaxie anticonceptionnelle comme moyen unique de la révolution. Les écrits contemporains qui évoquent le sélectionnisme de Robin, tout en reconnaissant qu'il s'agit d'une constante de sa pensée, font preuve d'une très nette réticence à développer et à approfondir ce thème. C'est un manque auquel nous nous sommes efforcé de remédier.

Bien sûr, on peut s'étonner de voir réunis dans une même doctrine des principes anti-autoritaires et un projet de société qui repose sur l'exclusion des faibles de corps et d'esprit. A l'égard de cet étonnement, deux attitudes sont possibles. Soit on conclut à l'incohérence d'une pensée, et on abandonne alors toute tentative explicative, soit on intègre l'élément posant problème dans le cadre d'une approche compréhensive. La première solution soulève toutefois une difficulté majeure. En effet, elle ne permet pas d'expliquer la permanence de certaines idées chez un auteur ou de rendre compte d'une culture commune faite de concepts et de raisonnements similaires chez des auteurs différents. La constance qui est celle de Paul Robin est nécessairement l'expression d'une pensée structurée. Peu importe qu'il ait eu tort ou raison, que ses analyses et ses conclusions aient pu s'avérer à l'usage erronées ou incomplètes. Nous ne jugeons pas les résultats de la science passée. Ce qui compte, c'est la restitution du cheminement logique qui conduit un auteur — ou un mouvement — aux éléments théoriques qui déterminent ensuite son action. Or, pour cerner adéquatement l’originalité néomalthusienne, l'inclusion de la part d'ombre du mouvement — son eugénisme natif — est une nécessité.

Dans le même ordre d'idées, si nous sommes persuadé que toute théorie est

influencée, dans sa forme et son contenu, par le contexte historique et culturel de son apparition, nous ne pensons pas qu'elle s'explique uniquement par de telles déterminations. Par exemple, si Robin adopte précocement les idées eugénistes, ce n'est pas parce qu'il est simplement influencé par une tendance — en ce cas, comment rendre compte du fait que d'autres auteurs rejettent ces idées à la même époque ? — mais parce que ces idées nouvelles peuvent être logiquement incluses dans son approche théorique et pratique. Cette inclusion est donc tout à fait volontaire et réfléchie. Nul automatisme psychologique, nulle détermination pathologique ne peut à elle seule expliquer l'adhésion de Robin.

Dans les ouvrages qui lui sont consacrés, Madeleine Pelletier est traitée de la même manière. Ses incursions dans l'anthropologie criminelle sont considérées comme une soumission conformiste à un environnement masculin. Son intérêt pour l'anthropologie physique de Broca n'est jamais considéré comme résultant d'une adhésion libre et lucide. Ses écrits eugénistes, enfin, sont généralement interprétés comme une errance, comme le fruit d'un contexte qui lui fait perdre toute capacité de jugement ou encore comme l'effet d'un désir éperdu de reconnaissance sociale qui la pousse à se conformer à des théories — qui jouissent d'un certain crédit dans les milieux scientistes et progressistes — mais qu'en toute rigueur elle devrait désavouer. Les études sur Madeleine Pelletier sont, la plupart du temps, abordées du point de vue de l'histoire du féminisme. Le rôle qu'elle tient dans cette histoire, de par son engagement pour le vote des femmes, pour leur participation à la vie sociale, professionnelle et scientifique, fait d'elle un personnage exemplaire, pur, nimbé d'une aura éthique qui la met au-delà de toute critique possible. Et quand elle s'aventure dans des domaines qui rétrospectivement jouissent d'une image négative, le chercheur est confronté à une alternative. Ou bien il tient à préserver l'image valorisée et idéalisée, et, de ce fait, il est conduit à désavouer certains éléments. Ou bien il assume l'héritage complet de l’œuvre et il cherche à resituer chaque idée, chaque élément dans son rapport à l'ensemble. Certes, il peut advenir que certaines idées soient incluses et défendues par un auteur de manière ponctuelle et très opportuniste et qu'elles soient abandonnées ensuite. Mais quand une idée ou des principes sont réitérés sur une période assez longue et quand leur prise en considération permet de restituer une cohérence inaccessible autrement, on doit accepter le legs dans sa totalité et appréhender l'auteur à partir de cela. Madeleine Pelletier est une féministe, néomalthusienne et eugéniste. Elle est convaincue de l'objectivité de l'approche anthropométrique de la nature humaine et elle partage le lexique des anthropologues racialistes. Parallèlement, elle affiche des positions humanistes, progressistes et révolutionnaires. Toute la difficulté consiste à unir des éléments

hétérogènes en apparence.

En ce qui concerne Charles Binet-Sanglé, enfin, le manque est encore plus évident. Il n'existe à ce jour aucune étude universitaire historique exhaustive sur ce médecin et sur son œuvre. Les travaux qui existent, assez fragmentaires, sont presque systématiquement à charge. Ce qui est mis en avant, c'est le caractère à la fois fantaisiste et inhumain de ses idées. Il n'est que l'un de ces « savants fous », en proie à des « délires racistes », dont les XIX^{e} et XX^{e} siècles nous ont déjà donné des exemples. Nous avons pourtant établi que l'auteur du *Haras humain* (1918) et de *L'art de mourir* (1919) — dont les titres sont beaucoup mieux connus que ne l'est leur contenu — n'est pas l'apologiste illuminé de l'eugénique positive et négative que l'on dit. Ce n'est qu'à la lumière de ses nombreux autres écrits et par la connaissance précise du contexte historique, scientifique et social de leur émergence que l'on peut interpréter l'œuvre sans verser dans la caricature. Céder à la facilité qui consiste à considérer comme dément celui dont on ne parvient pas à cerner ou à accepter l'architecture théorique globale, c'est une fois encore se condamner à ne pas le comprendre.

Lorsque la part eugéniste de la doctrine néomalthusienne n'est pas dénoncée ou excusée, elle est simplement passée sous silence. En dehors de quelques rares articles, l'eugénisme de Sicard de Plauzoles n'est, par exemple, jamais mentionné. Dans les études historiques concernant la Ligue des droits de l'homme, dont il fut membre, dès sa fondation en 1898, puis président de 1946 à 1953, l'eugénisme et le néomalthusianisme ne sont pas évoqués. Par ailleurs, Manuel Devaldès demeure une figure respectée des libertaires pour son pacifisme sans concessions, son anticonformisme, son individualisme philosophique, son antimilitarisme et pour sa défense du principe de liberté individuelle. Il est pourtant l'eugéniste le plus radical du mouvement, celui qui pousse le plus loin la limite de l'interventionnisme autoritaire de la science eugénique. Peut-on raisonnablement imaginer que toutes ces personnalités importantes du mouvement se soient engagées aveuglément dans une lutte qui contredisait directement leurs principes politiques ? Nous avons considéré qu'il nous appartenait, par-delà ces obstacles, de restituer son unité à la pensée néomalthusienne. Car nous ne pouvons nous satisfaire de rendre compte de son élitisme et de son sélectionnisme par un prétendu manque de lucidité. Faire le portrait de la famille néomalthusienne en France implique l'abandon de tout préjugé moraliste.

La seconde difficulté de notre travail a été de dissiper certaines confusions conceptuelles. Étant établi que l'eugénisme natif des néomalthusiens français suscite des réticences d'ordre moral chez l'historien, il nous a fallu procéder à une délimitation de ce

que sont l'eugénisme et l'anthropologie scientifique de la fin du XIX[e] siècle et, plus généralement, de ce que sont les valeurs partagées et le lexique de la communauté des savants de cette période. Même si le néomalthusianisme est indissociable de sa composante eugéniste, il ne s'y réduit cependant pas. Les croisements, les recoupements partiels et les alliances ponctuelles entre les différentes tendances et mouvements que nous avons étudiés ne doivent pas déboucher sur des amalgames. Ainsi, certains décrivent le néomalthusianisme comme un courant « précurseur » de l'eugénisme français. Il est vrai que l'intérêt des néomalthusiens pour l'eugénisme se manifeste dès les années 1890, voire avant, mais il est tout à fait excessif d'en déduire que leur mouvement soit la source de l'eugénisme en France.

D'autre part, si tous les néomalthusiens sont effectivement eugénistes, il est absolument faux d'affirmer, comme le font pourtant certaines études, que tous les eugénistes soient néomalthusiens. Cette réversibilité discutable est la conséquence de définitions floues ou inexactes des deux termes. Tout eugénisme tend à l'amélioration de la qualité des naissances, mais l'eugénisme néomalthusien est le seul à conditionner l'élévation qualitative à la limitation du nombre. L'eugénisme n'est pas un courant monolithique uniforme qui autoriserait toutes les réductions et assimilations. Il est fait d'un certain nombre de tendances, parfois très hétérogènes, et il existe des eugénismes anti-malthusiens.

Il résulte de toutes ces remarques que nous considérons qu'il faut cerner le mouvement néomalthusien avant d'analyser son intérêt pratique pour les questions eugénistes. La recension des idées, des concepts, des thèses et caractères communs permet certainement de mieux comprendre un mouvement. Mais un tel travail d'identification ne doit pas opérer par fusions et par généralisations abusives.

Nous pouvons affirmer deux choses. La première, c'est que l'eugénisme est une composante indiscutable du néomalthusianisme, soit comme source, soit comme conséquence. Comme source, parce que nous pensons que les idées eugénistes ont, dès le départ, influencé la forme que prend localement le néomalthusianisme en France. Comme conséquence, parce que, comme l'illustrent fort bien les utopies néomalthusiennes, on ne peut réfléchir sur la notion de seuil admissible de population sans aborder la question qui en découle : qui doit être sélectionné pour participer à la société régénérée à venir ? Ou encore, paraphrasant Sicard de Plauzoles, quel est le « capital humain » le plus compatible avec la réalisation du bonheur collectif ?

La seconde chose que nous avons établie, c'est que l'eugénisme néomalthusien

possède effectivement une identité propre, quels que soient les concepts, les théories et même les croyances, qu'il partage avec les autres formes d'eugénisme. Les néomalthusiens ont peut-être fait preuve d'opportunisme en se saisissant, parmi les pistes proposées par les théories eugénistes, celles qui apportaient à leur doctrine une validation de ses principes et à leur mouvement une possibilité d'investir d'autres espaces que ceux des révolutionnaires anarchistes ou socialistes. Mais c'est cependant à leur manière qu'ils se sont emparés des idées eugénistes ; notamment en refusant toujours l'eugénisme autoritaire comme contraire à leurs principes fondateurs. Même chez Binet-Sanglé — pourtant l'un des plus radicaux —, si l'État doit intervenir dans la procréation, il n'a pas le droit de contraindre qui que ce soit à un accouplement. Il est également hors de question d'obliger une femme à procréer. Ni le corps de la femme ni le fœtus n'appartiennent à l'État. Ces principes intangibles ne sont pas seulement humanistes, ils sont aussi pragmatiques. Seule une procréation désirée peut véritablement être eugénique. Le libre-choix est la condition du résultat heureux. Dans la même perspective, Binet-Sanglé ne conçoit l'euthanasie que comme une démarche volontaire du patient qui souffre, elle-même soumise à l'appréciation d'experts qui devront se prononcer sur la lucidité et sur le degré de souffrance réelle du prétendant au suicide secondé.

L'eugénisme néomalthusien est donc clairement un eugénisme d'incitation. Certes, les auteurs néomalthusiens ne placent pas tous la limite entre décision autonome et intervention prescriptive au même endroit. Mais ils sont tous opposés au principe de coercition ou de suppression autoritaire. En conséquence, si des points communs existent effectivement avec l'eugénisme anglo-saxon, voire avec l'eugénisme allemand des années 1930, on ne peut pour autant conclure à une identité.

Que faut-il donc retenir de notre travail ? Tout d'abord que le néomalthusianisme est un mouvement qui reflète les débats de son époque. S'agissant d'une pensée qui vise la réalisation du bonheur de l'humanité, il n'est pas étonnant que ses premières implications soient politiques et économiques. Il est également révolutionnaire et progressiste et entretient, de ce fait, des liens étroits avec l'anarchisme, le socialisme de la première Internationale et le communisme. Certains de ses représentants, comme Madeleine Pelletier, fréquenteront d'ailleurs ces trois milieux. Ce qui distingue le mouvement néomalthusien des autres mouvements révolutionnaires, c'est la subordination de son objectif à la question scientifique. On pourrait objecter qu'à la même époque le marxisme cherche lui aussi un ancrage scientifique et prétend constituer et incarner la science du devenir de l'humanité ou science de l'histoire, ce qui explique son intérêt pour les sciences

humaines et sociales. En revanche, il n'accorde pas la même importance aux sciences de la nature et aux sciences biomédicales alors que ces dernières sont une composante fondamentale de la pensée néomalthusienne. Sans doute est-ce là la conséquence logique du mode d'action central du néomalthusianisme : la prophylaxie anticonceptionnelle. Cette dernière, en effet, rend nécessaire la connaissance des conditions physiologiques de la procréation et des lois de l'hérédité et, de fait, établit un lien avec la médecine. Il n'est pas étonnant que de nombreux médecins se soient intéressés à l'approche malthusienne de la réalité sociale, a fortiori lorsqu'ils sont eux-mêmes motivés par des idéaux de justice sociale.

La science et ses développements sont donc au cœur de la pensée néomalthusienne, sans doute plus que pour les autres mouvements politiques de l'époque. L'investigation des sources convoquées par les auteurs néomalthusiens permet de constater que leur suivi des évolutions de la recherche biologique et des nouveautés thérapeutiques est régulièrement actualisé. En d'autres termes, leur culture scientifique est de bon niveau et ils ont, par ailleurs, le souci de vulgariser les notions scientifiques. Bien sûr, certaines théories ont leur faveur, a fortiori lorsqu'elles confirment leur vision de la réalité. Par exemple, leur matérialisme natif facilite certainement leur adoption du monisme haeckelien. Parmi les références qu'ils convoquent, on peut aussi souligner certaines interactions spécifiques. Ainsi, leurs certitudes concernant l'hérédité des caractères acquis conditionnent certainement l'urgence qu'il y a, selon eux, à enrayer le processus de dégénérescence qu'une société politiquement et économiquement mal organisée ne fait qu'accroître. Mais on ne peut dire qu'ils se contentent de sélectionner, parmi des théories scientifiques, celles qui vont dans leur sens. La pratique pédagogique de Robin démontre, s'il en était besoin, que le lien entre une science valide — capable de fournir des preuves et de raisonner sur des faits — et l'émancipation individuelle est une nécessité. Il y a donc une réelle sincérité dans leur volonté de vulgariser et de diffuser une culture scientifique. Certains auteurs néomalthusiens qui n'ont pas de formation scientifique, comme Manuel Devaldès ou Gabriel Giroud, s'avèrent pourtant avoir un très bon niveau de culture dans ce domaine. Les romanciers montrent qu'ils ont, sinon de solides notions, au moins une grande curiosité à l'égard des sciences du vivant. C'est le cas de Victor Margueritte ou de Fernand Kolney. Ce dernier, dans *L'amour dans cinq-mille ans* (1928), utilise les travaux de son époque sur la procréation pour envisager, par projection, un futur où la fécondation serait entièrement prise en charge par les scientifiques et où la gestation s'effectuerait dans des bocaux, sans qu'il soit nécessaire de recourir à l'utérus. Les femmes seraient ainsi libérées de ce par quoi

elles ont toujours été asservies : la maternité subie, vécue comme une dépossession de leur corps. Par ailleurs, qu'il s'agisse des médecins ou des militants, un certain esprit d'ouverture est à souligner chez les néomalthusiens. En effet, ils ne se contentent pas de se focaliser sur une source unique et, par exemple, refusent de choisir entre Lamarck et Darwin, démontrant dans leurs œuvres qu'ils sont capables d'en proposer une synthèse originale.

Cependant, nous pensons qu'il n'est pas possible de définir le néomalthusianisme comme une pensée scientifique à part entière. En ce sens, le mouvement n'est pas comparable au néo-lamarckisme dont le noyau dur est uniquement composé de savants et qui, s'il possède une dimension philosophique, n'a aucune prétention politique. Le néomalthusianisme est plutôt une philosophie de l'homme doublée d'une réflexion théorique sur le bonheur humain. Et cette théorie est soutenue par une confiance en l'avenir et par une volonté d'accentuer la maîtrise de la nature au moyen des applications techniques de la science en évolution. Le néomalthusianisme, en tant que philosophie du bonheur, est une pensée à part entière qui a une existence propre. Sa doctrine associe des éléments que l'on tient généralement pour hétérogènes : la science, la politique et la morale.

Mais il s'agit également d'une philosophie fragile, dépendante du devenir des éléments qui la composent. Et si l'on peut considérer, à tort ou à raison, que les concepts philosophiques n'ont pas d'histoire et qu'une *philosophia perennis* est possible, il n'en va pas de même des théories scientifiques. Dans notre troisième partie, nous avons émis l'hypothèse que l'échec du néomalthusianisme était, en partie au moins, imputable à l'acharnement politique et judiciaire dont il était victime. Nous avons évoqué sa dissolution dans d'autres combats, comme celui des études sexologiques ou le mouvement du *birth control*. Mais il est vraisemblable que le néomalthusianisme, qui repose sur une adhésion forte à l'hérédité des caractères acquis, ait aussi été affecté par l'abandon progressif de cette hypothèse et que son propre fléchissement, au milieu des années trente, s'explique par le fait qu'il est privé de l'une de ses sources de légitimation. A cette époque, les néolamarckiens eux-mêmes commencent à douter de cette hypothèse. Maurice Caullery constate, à partir de 1931, que la démonstration expérimentale de l'hérédité des caractères acquis est un obstacle important, voire insurmontable, pour la validation de l'hypothèse néo-lamarckienne. De la même manière, le progrès effectif de la connaissance des lois de l'hérédité a conduit à minorer l'influence de la sélection empirique sur la production d'une humanité meilleure. Enfin, la relativisation de l'influence mécanique du milieu sur le

développement individuel a montré les limites des pouvoirs réels de l'hygiène et de l'éducation et a, de ce fait, imposé plus de modestie à la pensée eugéniste. A la fin des années 1930, on ne peut plus penser l'hérédité et la plasticité — les deux phénomènes qui rendent compte de la continuité et du changement dans l'évolution du vivant — comme on pouvait encore le faire au tout début du XX^{e} siècle.

Pour autant, le néomalthusianisme demeure une pensée construite qui ne peut, en aucun cas, se résumer à la promotion des techniques anticonceptionnelles. Ces techniques, destinées à permettre la génération consciente, ne sont pas le point de départ de la pensée néomalthusienne, mais son aboutissement. C'est une pensée de la liberté individuelle — articulée à la liberté collective — qui conduit à l'idée de proportionner le nombre d'une population en fonction de la possibilité pour chacun d'atteindre le bonheur. La réflexion sur les conditions du bonheur qui est menée par les néomalthusiens explique leur intérêt pour l'éducation, l'économie, la sociologie, la psychologie, la médecine et la biologie. Le néomalthusianisme est le cadre dans lequel et par lequel ces perspectives diverses ont été un temps réunies.

Au terme de notre étude, nous constatons que des pistes restent à explorer. Certains auteurs demeurent partiellement énigmatiques et justifieraient un travail universitaire. Ainsi, Justin Sicard de Plauzoles, dont la longue carrière l'a conduit à participer à de nombreuses ligues, structures et sociétés, reste-t-il mal connu. En plus de ses publications et d'un dossier militaire de volume modeste conservé au Service historique de la défense, il faudrait pouvoir identifier d'autres sources d'archives pour éclairer la trajectoire de ce personnage complexe. Un travail biographique sérieux et complet le concernant est à réaliser.

Nous aurions pu approfondir les liens qui unissent la franc-maçonnerie et le néomalthusianisme, travail que nous avons juste esquissé dans la présente étude en évoquant les œuvres de Paul Robin, Madeleine Pelletier et Justin Sicard de Plauzoles. Ces derniers ont entretenu des relations parfois conflictuelles avec la franc-maçonnerie. Cette conflictualité est déjà en elle-même un sujet digne d'intérêt. Mais nous avons également l'intuition que de nombreux autres néomalthusiens ont eu des liens étroits avec la franc-maçonnerie. La possibilité d'une nouvelle approche, complémentaire des travaux existants et de notre propre perspective, est donc ouverte.

Annexe 1

Projet de constitution d'une Ligue de Régénération humaine (1895)[1064]

Régénération, Ligue pour l'amélioration de la race humaine, Sélection scientifique, Éducation intégrale.

Laissant de côté toute condition imposée aux satisfactions sexuelles par les lois et les coutumes des divers pays, nous considérons comme des droits naturels :

Que partout, la femme soit maîtresse de son corps, que nul ne puisse lui imposer l'union avec qui que ce soit, que nul ne puisse lui interdire l'union avec un adulte consentant. Qu'elle soit, sous ce rapport, parfaitement libre, sans encourir ni châtiment légal ni blâme de l'opinion.

Nous [illisible] au contraire :

Que l'utilité de la création d'un nouvel être humain est une question très complexe contenant des considérations de lieux, de temps, de personnes, d'institutions publiques,

Qu'autant il peut être désirable, au point de vue familial et social, d'avoir un nombre suffisant d'individus sains de corps, forts, intelligents, adroits, bons ;

Autant il l'est peu d'avoir un grand nombre d'enfants dégénérés, la plupart destinés à mourir prématurément, tous à souffrir beaucoup eux-mêmes, à imposer des souffrances à leur entourage familial, à leur groupe social, à peser lourdement sur les ressources toujours insuffisantes des assistances publiques, des charités privées, aux dépens d'enfants de qualité meilleure.

Nous considérons comme une grande faute familiale et sociale, de mettre au monde des enfants dont la subsistance et l'éducation ne seront pas suffisamment assurées dans le

---

1064. Document se présentant sous la forme d'une feuille ronéotypée conservée dans les Augustin Hamon Papers (correspondance 1880-1914, lettres Augustin Hamon / Paul Robin, 1895-1903) de l'International Institute of Social History d'Amsterdam.

milieu où ils naissent actuellement[1065].

Nous ne contestons pas que des réformes, améliorations, révolutions, puissent plus tard permettre à terme à la terre de nourrir un plus grand nombre d'habitants, mais nous affirmons qu'il est indispensable, avant de vouloir augmenter le nombre de naissances, d'attendre que ces réformes, etc. aient été exécutées et aient produit leur effet, et que, du reste, la préoccupation de la qualité devra toujours précéder celle de la quantité.

La Ligue a pour but :

1° De répandre les notions exactes de science physiologique et sociale permettant aux parents d'apprécier les cas où ils devront, ou non, se montrer prudents quant au nombre de leurs rejetons, et assurant sous ce rapport leur liberté et surtout celle de la femme.

2° De lutter contre toute fâcheuse interprétation légale ou administrative de la propagande humanitaire de la Ligue.

3° Enfin et en général, de faire tout ce qui est nécessaire pour que tous les humains connaissent bien les lois tendancielles de l'accroissement de la population, leurs conséquences pratiques, et les moyens de lutte scientifique contre d'apparentes fatalités, - afin qu'ils deviennent plus heureux et par conséquent, meilleurs.

Ce document, provisoirement confidentiel, est communiqué à M. Hamon qui est prié de vouloir bien le renvoyer sous huitaine à Paul Robin à Paris, 288 rue des Pyrénées, avec adhésion complète ou limitée, observations, indication de personnes à qui il pourrait être communiqué, etc. P.R. s'engage à avoir toujours en ce qui concerne ses correspondants la discrétion qu'il leur demande provisoirement.

Mai 1895.

1065. C'est Robin qui souligne.

Annexe 2

Buts et principes directeurs de la Ligue mondiale pour la Réforme sexuelle sur une base scientifique[1066]

Buts de la Ligue

Les buts de la Ligue ont été exposés dans la résolution générale suivante et ont été approuvés par le Congrès tenu le 3 juillet 1908 à Copenhague :

« Le Congrès international pour la Réforme sexuelle scientifique fait appel aux législateurs, à la presse et au public. Il tend à instaurer une morale nouvelle, légale et sociale, relative à la vie sexuelle de l'homme et de la femme, morale basée sur les connaissances acquises en biologie, en psychologie et en sociologie. »

Actuellement, le bonheur d'un grand nombre d'hommes et de femmes est sacrifié à des règles sexuelles déraisonnables, à l'ignorance et à l'intolérance. En conséquence, il est absolument nécessaire que les nombreux problèmes concernant la situation des femmes, le mariage, le divorce, le contrôle de la conception, l'eugénisme, l'aptitude au mariage, les filles-mères et les enfants illégitimes, la prostitution, les anomalies et les scandales sexuels, l'éducation sexuelle, etc., soient réexaminés avec bon sens et d'un point de vue scientifique.

Principes directeurs

1° Égalité politique, économique et sexuelle des hommes et des femmes.

2° Libération du mariage, et spécialement du divorce, des règles tyranniques de l'Église et de l'État.

3° Contrôle de la conception de telle sorte que la procréation soit consentie délibérément et avec un sens exact des responsabilités.

4° Amélioration de la race par l'application des méthodes de l'eugénique et de la puériculture.

5° Protection des filles-mères et des enfants illégitimes.

6° Conduite humaine et rationnelle envers les anormaux sexuels comme par exemple, les homosexuels, hommes et femmes, les fétichistes, les exhibitionnistes, etc.

7° Prévention de la prostitution et des maladies vénériennes.

8° Incorporation des troubles dus à l'impulsion sexuelle dans la classe des phénomènes d'ordre pathologique, et non plus envisagés, ainsi qu'on l'a fait jusqu'aujourd'hui, comme des crimes, des vices ou des péchés.

9° Seuls peuvent être considérés comme criminels les actes sexuels qui transgressent la liberté ou portent atteinte aux droits d'une autre personne. Les relations sexuelles entre adultes responsables consenties mutuellement doivent être respectées comme étant des actes privés qui n'engagent que leurs personnes.

1066. Document conservé à l'International Institute of Social History d'Amsterdam.

10° L'éducation sexuelle systématique et rationnelle dans le sens de la plus grande liberté, et dans le respect de soi et d'autrui.

Références bibliographiques

1- Archives

Archives du Service Historique de la Défense, Division de l'armée de terre

Dossier Binet-Sanglé : SHD/15 Yd 453.

Dossier Darricarrère : SHD/GR 6 Yf 29713.

Dossier Sicard de Plauzoles : SHD/GR 6Ye 27275.

Archives Nationales, Pierrefite-sur-Seine

Archives Nationales, 61AJ/33-35, scolarité à École nationale supérieure (rue d'Ulm) années 1858-1859, 1859-1860, 1860-1861).

Archives Nationales, 61AJ/168, École nationale supérieure (rue d'Ulm), résultats des concours d'admission 1851-1867.

Archives Nationales, 61AJ/182, École nationale supérieure (rue d'Ulm), admissibilités et admissions en licence à l'ENS.

Archives Nationales, F7/13955, « Néo-malthusianisme » (1907-1925), Archives de la direction des renseignements généraux (1881-1936).

Archives Nationales, F7/12554, F7/12555, Police générale.

Archives Nationales, AJ/16/233, Académie de Paris.

Archives Nationales, AJ/16/3461 ; AJ/16/3468, Académie de Paris.

Archives Nationales, AJ/16/6932, Faculté de médecine.

Archives Nationales, F17/14312-14313, Instruction publique, Orphelinat Prévost de Cempuis (1878-1912).

Archives nationales, F17/23068, Instruction publique, dossier administratif du professeur Paul Robin.

International Institute of Social History, Amsterdam

- Victor Dave papers, Correspondance (1873-1914), lettres de Paul Robin à Victor Dave (1899-1908).

- César de Paepe papers, Correspondance générale, 1-285.

- Augustin Frédéric Adolphe Hamon papers, Correspondance 1880-1914, carton 139, lettres Augustin Hamon / Paul Robin (1895-1903).

- Eugène Humbert / Henriette Jeanne Humbert-Rigaudin Papers (1889-1986).

2- Sources primaires néomalthusiennes imprimées :

Binet-Sanglé Charles, « L'anthropologie surnormale », *La chronique médicale*, 1898, pp. 625-630 et pp. 657-662.

Binet-Sanglé Charles, *Théorie nouvelle de la monstruosité composée et de l'inversion*, (s.n.), Angers, 1898.

Binet-Sanglé Charles, « Histoire des suggestions religieuses de François Rabelais », *Annales médico-psychologiques*, 1900, pp. 42-57, pp. 200-213, pp. 368-384 ; 1901, pp. 5- 18, pp. 177-188, pp. 353-369.

Binet-Sanglé Charles, « Action du hachisch sur les neurones », *Revue Scientifique*, 1901, pp. 270-274.

Binet-Sanglé Charles, « Le crime de suggestion religieuse », *Archives d'anthropologie criminelle,* tome 16, 1901, pp. 453-473.

Binet-Sanglé Charles, « Physio-psychologie des religieuses ; les religieuses de Port-Royal », *Archives d'anthropologie criminelle*, tome 17, 1902, pp. 453-477.

Binet-Sanglé Charles, « Le prophète Élie », *Archives d'anthropologie criminelle*, tome 19, 1904, pp. 161-209.

Binet-Sanglé Charles (a), « Le prophète Élisée », *Archives d'anthropologie criminelle*, tome 20, 1905, pp. 225-282.

Binet-Sanglé Charles (b), *Les prophètes juifs : étude de psychologie morbide (des origines à Élie)*, Dujarric et C^{ie}, Paris, 1905.

Binet-Sanglé Charles (c), « La peur et les conditions physiologiques du courage », *Archives d'anthropologie criminelle*, tome 20, 1905, pp. 453-463.

Binet-Sanglé Charles, *Les lois psychophysiologiques du développement des religions*, *L'évolution religieuse chez Rabelais, Pascal, Racine*, A. Maloine, Paris, 1907.

Binet-Sanglé Charles, *La folie de Jésus*, A. Maloine, Paris, 1908-1915, (4 volumes : I. Son hérédité, sa constitution, sa physiologie ; II. Ses connaissances, ses idées, son délire, ses hallucinations ; III. Ses facultés intellectuelles, ses sentiments, son procès ; IV. Sa morale, son activité, diagnostic de sa folie.)

Binet-Sanglé Charles, « Un grand dégénéré en conseil de guerre », *Archives d'anthropologie criminelle*, Notes et observations médico-légales, Rapport du Dr Binet-Sanglé sur l'état mental de l'inculpé, *Archives d'anthropologie criminelle*, tome 29, 1914, pp. 508-512.

Binet-Sanglé Charles, *Le Haras humain*, Albin Michel, Paris, 1918.

Binet-Sanglé Charles (a), *L'Art de mourir, défense et technique du suicide secondé*, Albin Michel, Paris, 1919.

Binet-Sanglé Charles(b), *Demain ? Programme de réformes sociales*, E. Figuière, Paris, 1919.

Binet-Sanglé Charles, *Le mystère des monstres doubles*, Vigot, Paris, 1920.

Binet-Sanglé Charles, *La fin du secret, Applications de la perception directe de la pensée*, Albin Michel, Paris, 1922.

Binet-Sanglé Charles, *Le Haras humain*, 2e édition, Albin Michel, Paris, 1926.

Binet-Sanglé Charles, *Les ancêtres de l'homm*e, Albin Michel, Paris, 1931.

Darricarrère Jean, *Au pays de la fièvre : impressions de la campagne de Madagascar*, P.V. Stock, Paris, 1904.

Darricarrère Jean, *Le droit à l'avortement, Les deux consciences, Magistrat et Médecin*, Albin Michel, Paris, 1908.

Devaldès Manuel (Ernest-Edmond Lohy), *L'Éducation et la liberté*, Bibliothèque de « La Critique », Paris, 1900.

Devaldès Manuel, *La chair à canon*, Éditions de Génération Consciente, Paris, 1908.

Devaldès Manuel, *Réflexions sur l'individualisme*, Le Libertaire, Paris, 1910.

Devaldès Manuel (a), *La brute prolifique*, Éditions du Malthusien, Paris, 1914.

Devaldès Manuel (b), *La famille néo-malthusienne*, Éditions du Malthusien, Paris, 1914.

Devaldès Manuel (c), *L'individualité féminine*, Éditions du Malthusien, Paris, 1914.

Devaldès Manuel, *La maternité consciente. Le rôle des femmes dans l'amélioration de la race*, Radot, Paris, 1927.

Devaldès Manuel, *La cause biologique et la prévention de la guerre. Essai de pacifisme scientifique*, Groupe de propagande par la brochure, Paris, 1925.

Devaldès Manuel (préface de Victor Margueritte), *Croître et multiplier, c'est la guerre* !, Mignolet & Storz, Paris, 1933.

Devaldès Manuel, *La guerre dans l'acte sexuel*, Publication du pacifisme scientifique, Châtillon-sous-Bagneux, 1936.

Devaldès Manuel, *La chair à canon et autres textes*, Édition du groupe Massy-Palaiseau de la fédération anarchiste, Paris, [1908] 1980.

Drysdale George, *The elements of social science or physical, sexual and natural religion,* by a graduate of medecine, E. Truelove, London, 1861.

Drysdale George, *Eléments de science sociale ou religion physique, sexuelle et naturelle*. Exposé sur la véritable cause et sur le remède des trois principaux maux de la société : la pauvreté, la prostitution et le célibat. Au bureau de Régénération, Paris, 1903.

Drysdale Charles Robert, *Traitement de la syphilis et d'autres maladies sans mercure ; ou, recueil de témoignages tendant à prouver que le mercure est une cause de maladies non un remède*, Baillière, Paris, 1864.

Faure Sébastien, *Le Problème de la population*, Conférence faite à la Salle des Sociétés Savantes le 16 Novembre 1903, par Sébastien Faure, sous la présidence de Nelly Roussel, Librairie de Régénération, Paris, 1904.

Fédération des groupes ouvriers néo-malthusiens, *Comment se préserver de la grossesse, De la valeur exacte des moyens à employer*, Édition de la Fédération des Groupes Ouvriers Néo-Malthusiens, Paris, s.d.

Elosu Fernand (D^{r}), *Amour infécond, limitation raisonnée des naissances*, L'action syndicale, Bayonne et Biarritz, 1908.

Giroud Gabriel (G. Hardy), *La loi de Malthus*, Chez l'auteur, Paris, 1909.

Giroud Gabriel (a) (G. Hardy), *Malthus et ses disciples*, Éditions de Génération Consciente, Paris, 1912.

Giroud Gabriel (b) (G. Hardy) , *Moyens d'éviter la grossesse*, Éditions Néo-Malthusiennes, Paris, 1912.

Giroud Gabriel (G. Hardy), *Essai sur la vasectomie : stérilisation de l'homme indolore et sans diminution des facultés viriles*, Éditions Néo-Malthusiennes, Paris, 1913.

Giroud Gabriel (G. Hardy), *L'Avortement, sa nécessité, ses procédés, ses dangers*, Chez l'auteur, Paris, 1914.

Giroud Gabriel (G. Hardy), *La question de population et le problème sexuel. Contenant une étude sur l'avortement, sa nécessité, ses procédés, ses dangers*, 68 figures, 3 portraits, Librairie scientifique, Paris, 1915.

Giroud Gabriel, *Cempuis, Éducation intégrale, co-éducation des sexes*, d'après les documents officiels et les publications de l'établissement, Schleicher, Paris, 1900.

Giroud Gabriel, *Observations sur le développement de l'enfant ; petit guide d'anthropométrie familiale et scolaire*. Préfacé par Émile Duclaux de l'Académie de sciences, directeur de l'Institut Pasteur, Schleicher, Paris, 1902.

Giroud Gabriel, *Population et subsistances, essai d'arithmétique économique*, Schleicher frères, Paris, 1904.

Giroud Gabriel, *Avons-nous trop de tout ? Abrégé d'un essai sur l'abondance*, Lebugle, Beaugency, 1935.

Giroud Gabriel, *Paul Robin, sa vie, ses idées, son action*, Mignolet & Storz, Paris, 1937.

Gottschalk Alfred, *Valeur scientifique du malthusianisme*, P.-V. Stock, Paris, 1902.

Gottschalk Alfred (Dr), *Notice explicative illustrée du Pessaire Corticoïde*, Édition du Malthusien, Paris, 1912.

Humbert Jeanne, *Le pourrissoir, Saint-Lazare : choses vues, entendues et vécues*, Préface de Victor Margueritte, Prima, Paris, 1932.

Humbert Jeanne, *Sous la cagoule. A Fresnes, prison modèle*, Préface de Sébastien Faure, Éditions de Lutèce, Paris, 1934.

Humbert Jeanne, *Eugène Humbert, La vie et l'œuvre d'un néo-malthusien*, La Grande Réforme, Paris, 1947.

Humbert Jeanne, *Gabriel Giroud. Disciple et continuateur de Paul Robin, pionnier du néo-malthusianisme en France, fondateur de Régénération*, Éditions de La grande réforme, Paris, 1948.

Huot Marie, *Le mal de vivr*e, Éditions de Génération Consciente, Paris, 1909.

Job, *La vérité sur la question de population, Contre la correctionnalisation de l'avortement*, Éditions de l'Idée libre, Conflans-Sainte-Honorine, 1924.

Klotz-Forest Joseph, « Sociologie Médicale. La prophylaxie anticonceptionnelle est-elle légitime ? », *La Chronique Médicale* (11), 1904, pp. 689-699.

Klotz-Forest Joseph, « Référendum de *La Chronique Médicale* sur la prophylaxie anti-conceptionnelle. Réponses », *La Chronique Médicale*, (12), 1905, pp. 97-138.

Klotz-Forest Joseph, *La Procréation volontaire, suivie d'une enquête sur la prophylaxie anti-conceptionnelle*, Albin Michel, Paris, 1906.

Klotz-Forest Joseph (Dr), *De l'avortement. Est-ce un crime ?*, Imprimerie Waltern, Paris, 1919.

Kolney Fernand, *Le salon de Madame Truphot : mœurs littéraires*, Albin Michel, Paris, 1904.

Kolney Fernand, *La grève des ventres*, Éditions de Génération Consciente, Paris, 1908.

Kolney Fernand, *L'amour dans cinq mille ans*, Quignon, Paris, 1928.

L'Orphelinat Prévost, novembre 1882 – décembre 1890.

L'Éducation intégrale, janvier 1891-Août 1894.

La Chronique médicale : revue bi-mensuelle de médecine scientifique, littéraire et anecdotique. Volumes 1 à 27, années 1894-1920.

Lericolais Eugène, *La grande utopie*, *l'impuissance de la repopulation*, Librairie Nouvelle Louise Silvette, Paris, 1911.

Liptay Alberto, *Langue catholique, projet d'un idiome international, sans construction grammaticale*, par le Dr Alberto Liptay, E. Bouillon, Paris, 1892.

Liptay Alberto, *Le mystère posthume, causeries médicales sur la mort et la survie*, Schleicher, Paris, 1901.

Liptay Alberto (a), *Prophylaxia sexualis. Causeries médicales sur la préservation et les préservatifs sexuels d'après les données les plus récentes de la science médicale française et étrangère*, A.- B. De Liptay, Paris, 1904.

Liptay Alberto (b), *La vie sexuelle des monstres, avec mille et une observations curieuses sur leurs organes génitaux*, A.- B. De Liptay, Paris, 1904.

Liptay Alberto, *La préservation sexuelle ou les deux risques et comment s'en prémunir*, A.- B. De Liptay, Paris, 1906.

Liptay Alberto, *Bréviaire de la femme enceinte*, A.- B. De Liptay, Paris, 1909.

Liptay Alberto, *L'hydre Pangermanique… et comment conjurer ce péril imminent pour la France qui n'oppose à ce colosse en formation qu'une population de 40 000 000 d'habitants*, A.- B. De Liptay & Cie, Paris, 1910.

Liptay Alberto (Dr), *Pour et contre Malthu*s, A.- B. De Liptay, Publications « Lux », Paris, 1911.

Lorulot André, *Procréation consciente*, Éditions de l'Idée libre, Paris, 1913.

Marestan Jean, *L'Éducation sexuelle*, Éditions Jean Marestan, Marseille, 1934.

Margueritte Victor, *Éducation sexuelle*, La Grande Réforme, Paris, 1931.

Marinont Léon, *Socialisme et population : le socialisme et les questions de population, de limitation volontaire des naissances et de liberté de la maternité,* Éditions de Génération

Consciente, Paris, 1913.

Naquet Alfred et Hardy G., *Néo-malthusisme et socialisme*, Éditions de Génération Consciente, Paris, 1910.

Pelletier Madeleine, *Prétendue dégénérescence des hommes de génie*, L'Acacia, Paris, s.d.

Pelletier Madeleine, « Recherche sur les indices pondéraux du crâne et des principaux os longs d'une série de squelettes japonais », *Bulletin de la Société d'anthropologie de Paris*, V° série, tome 1, 1900, pp. 514-529.

Pelletier Madeleine, « Sur un nouveau procédé pour obtenir l'indice cubique du crâne », *Bulletin de la Société d'anthropologie de Paris*, V° série, tome 2, 1901, pp. 188-193.

Pelletier Madeleine, « Contribution à l'étude de la phylogenèse du maxillaire inférieur », *Bulletin de la Société d'anthropologie de Paris*, V° série, tome 3, 1902, pp. 537-545.

Pelletier Madeleine, *L'association des idées dans la manie aiguë et dans la débilité mentale*, par le Dr Madeleine Pelletier, Librairie médicale et scientifique Jules Rousset, Paris, 1903.

Pelletier Madeleine (a), Vaschide Nicolas, *Recherche expérimentale sur les signes physiques de l'intelligence*, Imprimerie de Montligeon, La Chapelle-Montligeon, 1904.

Pelletier Madeleine (b), *Les lois morbides de l'association des idées*, Librairie médicale et scientifique Jules Rousset, Paris, 1904.

Pelletier Madeleine (a), « Craniectomie et régénération osseuse », *Bulletins de la Société d'anthropologie de Paris*, V° série, tome 6, 1905, pp. 369-373.

Pelletier Madeleine (b), *Admission des femmes dans la Franc-Maçonnerie*, (s.n.), Paris, 1905.

Pelletier Madeleine, *L'idéal maçonnique*, (s.n.), Paris, 1906.

Pelletier Madeleine, *La femme en lutte pour ses droit*s, Giard et Brière, Libraires-éditeurs, Paris, 1908.

Pelletier Madeleine (a), *Le droit à l'avortement*, Éditions de l'Idée libre, Conflans-Sainte-Honorine, 1910.

Pelletier Madeleine (b), *Idéologie d'hier : Dieu, la morale, la patrie*, Giard & Brière, Libraires-éditeurs, Paris, 1910.

Pelletier Madeleine (a), *L'émancipation sexuelle de la femme*, Giard & Brière, Libraires-éditeurs, Paris, 1912.

Pelletier Madeleine (b), *Philosophie sociale. Les opinions, les partis, les classes*, Giard & Brière, Libraires-éditeurs, Paris, 1912.

Pelletier Madeleine, *Justice sociale ?*, Giard et Brière, Libraires-éditeurs, Paris, 1913.

Pelletier Madeleine, *L'éducation féministe des filles*, Giard et Brière, Libraires-éditeurs, Paris, 1914.

Pelletier Madeleine, *« In anima vili » ou un crime scientifique*, Pièce en trois actes, Éditions de l'idée libre, A. Lorulot, Conflans-Sainte-Honorine, 1920.

Pelletier Madeleine, *Mon voyage aventureux en Russie communiste*, Giard et Brière Libraires-éditeurs, Paris, 1922.

Pelletier Madeleine, *Supérieur ! Drame des classes sociales*, en cinq actes, Éditions de l'idée libre, A. Lorulot, Conflans-Sainte-Honorine, 1923.

Pelletier Madeleine, *L'âme existe-t-elle ?*, Groupe de propagande par la brochure, Paris, 1924.

Pelletier Madeleine (Doctoresse Pelletier), *Capitalisme et Communisme*, Imprimerie Rosenstiel, Nice, 1926.

Pelletier Madeleine, *Le travail, ce qu'il est, ce qu'il doit être*, Groupe de propagande par la brochure, Paris, 1930.

Pelletier Madeleine, *Une vie nouvelle*, Éditions Eugène Figuière, Paris, 1932.

Pelletier Madeleine, *La femme vierge*, V. Bresle, Paris, 1933.

Pelletier Madeleine, *La rationalisation sexuelle*, Éditions du sphinx, Paris, 1935.

Robin Paul, « Familistère de Guise », *Dictionnaire de pédagogie et d'instruction primaire*, première partie, tome premier, Librairie Hachette, Paris, pp. 986-987, 1887.

Robin Paul, « Observations sur l'usage du corset », *Bulletins de la Société d'anthropologie de Paris*, III° série, tome 12, 1889, pp. 551-553.

Robin Paul, « Conférences anthropométriques faites aux instituteurs de l'Oise », *Bulletins de la Société d'anthropologie de Paris*, IV° série, tome 1, 1890, pp. 833-837 .

Robin Paul, « Station paléolithique », *Bulletins de la Société d'anthropologie de Paris*, volume 4, IV° série, tome 4, 1893, pp. 161-162.

Robin Paul, « Dégénérescence de l'espèce humaine ; causes et remèdes », *Bulletins de la Société d'anthropologie de Paris*, IV° série, tome 6, 1895, pp. 426-433.

Robin Paul, « Discussion sur la limitation volontaire de la population », *Bulletins de la Société d'anthropologie de Paris*, IV° série, tome 7, 1896. pp. 210-224.

Robin Paul, « Une lettre de Paul Robin », *L'Aurore*, n°275 du 20 juillet 1898, pp. 2-3.

Robin Paul, « Une résidence fédérative à Wainoni (Nouvelle-Zélande) », *Bulletins de la*

Société d'anthropologie de Paris, IV° série, tome 10, 1899, pp. 692-698.

Robin Paul, « Technique du suicide », *La Critique*, 5 juin 1901, pp. 1-4.

Robin Paul (a), « Un nouveau spiromètre », *Bulletins de la Société d'anthropologie de Paris*, V° série, tome 3, 1902, pp. 179-180.

Robin Paul (b), « Appareil pour mesurer l'acuité auditive », *Bulletins de la Société d'anthropologie de Paris*, V° série, tome 3, 1902. pp. 209-212.

Robin Paul, « Subsistances et populations », *Bulletins de la Société d'anthropologie de Paris*, V° série, tome 5, 1904. pp. 76-79.

Robin Paul (a) , *Le Néo-Malthusianisme*, Librairie de Régénération, Paris, 1905.

Robin Paul (b), *Malthus et les néo-malthusiens*, Librairie de Régénération, Paris, 1905.

Robin Paul (c), *Propos d'une fille*, Librairie de Régénération, Paris, 1905.

Robin Paul, *Vers régénérateurs*, Édition de Régénération, Paris, 1906.

Robin Paul, *Population et Prudence Procréatrice*, Librairie de Régénération, Paris, 1907.

Robin Paul, « Libre amour, libre maternité », *L'émancipation féminine*, Édition du groupe Fresnes-Antony de la Fédération anarchiste, Paris, [1904] 1981.

Roussel Nelly, *Quelques lances rompues pour nos libertés*, Giard & Brière, Paris, 1910.

Roussel Nelly, *Paroles de combat et d'espoir. Discours choisis*, Société d'Édition et de Librairie de l'Avenir Social, Epône, 1919.

Roussel Nelly, *Trois conférences de Nelly Roussel*, Giard, Paris, 1930.

Roussel Nelly, *Derniers combats*, L'Émancipatrice, Paris, 1932.

Roussel Nelly, *L'éternelle sacrifiée*, Syros, Paris, 1979.

Sicard de Plauzoles Justin, *Des tumeurs cartilagineuses (enchondromes) des fosses nasales*, Henri Jouve, Paris, 1897. (Thèse publiée).

Sicard de Plauzoles Justin, *La fonction sexuelle au point de vue de l'éthique et de l'hygiène sociale*, Giard et Brière, libraires-éditeurs, Paris, 1908.

Sicard de Plauzoles Justin, *La maternité et la défense nationale contre la dépopulation*, Giard et Brière, libraires-éditeurs, Paris, 1909.

Sicard de Plauzoles, Roussel Nelly, Faure Sébastien, *Défendons-nous ! Pour le néo-malthusisme, contre l'immoralité des moralistes*, Éditions de Génération Consciente, Paris, 1910.

Sicard de Plauzoles, Nelly Roussel, Docteur Legrain, Yvetot, C.-A. Laisant, *Sus aux faux moralistes*, *Compte rendu sténographique des discours prononcés au grand meeting de protestation du 13 mars 1912, aux sociétés savantes*, Éditions de la confédération des groupes ouvriers néomalthusiens, Auxerre, 1912.

Sicard de Plauzoles Justin, *La tuberculose*, Les livres d'or de la science, petite encyclopédie populaire illustrée des sciences, des lettres et des arts, n° 18, Schleicher, Paris, 1900.

Sicard de Plauzoles Justin, *Principes d'hygiène sociale*, cours libre professé à la Sorbonne (1922-1927), Préface de M. le P[r] A. Pinard, Éditions médicales, Paris, 1927.

Sicard de Plauzoles Justin, *Le sens de la vie (Questions d'hygiène sociale)*, Éditions médicales, Paris, 1929.

Sicard de Plauzoles Justin, *Éducation sexuelle, Génération Consciente (Pour le salut de la race)*, Éditions médicales, Paris, 1931.

Tailhade Laurent, *Au pays du mufle*, chez Léon Vanier éditeur, Paris, 1891.

Tailhade Laurent, *Au pays du mufle. Suivi de nombreux poèmes inédits et précédé de la vie de l'auteur par Fernand Kolney*, Paris, François Bernouard, 1929.

3- Autres sources :

Accampo Elinor, « The Gendered Nature of Contraception in France : Neo-Malthusianism, 1900-1920 », *The Journal of Interdisciplinary History,* 2003, 34 (2), pp. 235-262.

Accampo Elinor, *Blessed motherhood, bitter fruit : Nelly Roussel and the politics of female pain in Third Republic France*, Johns Hopkins University Press, Baltimore, 2006.

Albert Pierre, Tudesq André-Jean, *Histoire de la radio-télévision*, PUF, Paris, 1996.

Ambrosi Arlette, Ambrosi Christian, *La France 1870-1986,* Masson, Paris, 1986.

Armengaud André, « Mouvement ouvrier et néo-malthusianisme au début du XX[e] siècle », *Annales de démographie historique*, 1967, 1966 (1), pp. 7-21.

Artières Philippe, *Papiers des bas-fonds. Archives d'un savant du crime (1843-1924)*, Textuel, Paris, 2009.

Aubert-Marson Dominique, *Histoire de l'eugénisme, une idéologie scientifique et politique*, Ellipses, Paris, 2010.

Apfelbaum Erika, « Origines de la psychologie sociale en France. Développements souterrains et discipline méconnue », *Revue française de sociologie*, volume 22, n°3, 1981,

pp. 397-407.

Armogathe Daniel et Albistur Maïté, « Préface » à Roussel Nelly, *L'éternelle sacrifiée*, Syros, Paris, 1979, pp. 8-25.

Balzer Félix, « Le professeur Alfred Fournier », *La Presse médicale*, n° 1, 7 janvier 1915, pp. 3-6.

Banal M., « Histoire de l'énergie marémotrice en France », *La Houille blanche*, n° 3, 1997, pp. 14-15.

Bange Christian, « Le botaniste Désiré Cauvet et l'enseignement des théories transformistes à la Faculté de Médecine et de Pharmacie de Lyon à la fin du XIX^{e} siècle ». *Bulletin mensuel de la Société linnéenne de Lyon*, tome 82, Janvier-février 2013, pp. 11-26.

Bard Christine, « La virilisation des femmes et l'égalité des sexes », *Madeleine Pelletier : logique et infortunes d'un combat pour l'égalité*, Côté femmes, Paris, 1992, pp. 91-108.

Becquemont Daniel, « Darwinisme social », *Dictionnaire du darwinisme et de l'évolution*, Tome 1, PUF, Paris, 1996, pp. 1108-1119.

Belhoste Bruno, « L'enseignement secondaire français et les sciences au début du XX^{e} siècle. La réforme de 1902 des plans d'études et des programmes », *Revue d'histoire des sciences*, tome 43, n°4, 1990, pp. 371-400.

Bénichou Claude, « Dégénération, dégénérescence », *Dictionnaire du darwinisme et de l'évolution*, Tome 1, PUF, Paris, 1996, pp. 1151-1157.

Bernard Claude, *Introduction à l'étude de la médecine expérimentale,* Garnier-Flammarion, Paris, [1865] 1966.

Bernard Philippe, *La fin d'un monde*, 1914-1929, Seuil, Paris, 1975.

Bertillon Louis-Adolphe, *La Démographie figurée de la France, ou Étude statistique de la population française avec tableaux graphiques traduisant les principales conclusions. Mortalité selon l'âge, le sexe, l'état-civil, etc., en chaque département et pour la France entière comparée aux pays étrangers*, G. Masson, Paris, 1874.

Bertillon Jacques, « Démographie », *Dictionnaire de pédagogie et d'instruction primaire*, première partie, tome premier, Librairie Hachette, Paris, pp. 662-663, 1887.

Bertillon Jacques, *La dépopulation de la France*, Librairie Félix Alcan, Paris, 1911.

Bulletin mensuel de la Société Française de Prophylaxie sanitaire et morale, J. Rueff éditeur, Paris, 53 volumes de 1901 à 1928.

Besnard, M., « Contre l'avortement », Le Journal, 31 janvier 1913.

Blanc F., *Le problème de la natalité et les manœuvres allemandes. Malthusianisme et*

bolchévisme, Imprimeries de la Loire républicaine, Saint Étienne, 1919.

Blanckaert Claude, « L'anthropologie au féminin : Clémence Royer (1830-1902) », *Revue de Synthèse*, 3e série, no 105, janvier-mars 1982, pp. 23-38.

Blanckaert Claude, « L'Anthropologie en France, le mot et l'histoire (XVIe-XIXe siècles) », *Bulletins et Mémoires de la Société d'anthropologie de Paris*, nouvelle série, tome 1, fascicule 3-4, 1989, pp. 13-43.

Blanckaert Claude, « Les bas-fonds de la science française », Clémence Royer, l'origine de l'homme et le Darwinisme social », *Bulletins et Mémoires de la Société d'anthropologie de Paris*, nouvelle série, tome 3, fascicule 1-2, 1991, pp. 115-130.

Blanckaert Claude, « Fondements disciplinaires de l'anthropologie française au XIXe siècle. Perspectives historiographiques », *Politix*, volume 8, n° 29, 1995, pp. 31-54.

Blanckaert Claude, *La nature de la société. Organicisme et sciences sociales au XIXe siècle*, L'Harmattan, Paris, 2004.

Bonah Christian, *Histoire de l'expérimentation humaine en France. Discours et pratiques*, Les Belles Lettres, Paris, 2007.

Bonah Christian, Danion-Grilliat Anne, Olff-Nathan Josiane, Schappacher Norbert, *Nazisme, science et médecine*, Editions Glyphe, Paris, 2006.

Brichler M., « L'effectif des fonctionnaires en France », *La Revue administrative*, 2e année, n°11, 1949, pp. 452-457.

Brouardel Paul, *L'avortement (Cours de médecine légale de la Faculté de médecine de Paris)*, J.-B. Baillière et fils, Paris, 1901.

Cabanis Pierre Jean Georges, *Rapports du physique et du moral de l'homme*, Crapart, Caille et Ravier, Paris, 1805.

Cabet Étienne, *Voyage en Icarie*, 2e édition, Au bureau du Populaire, Paris, 1845.

Carlile Richard, *Every woman's book, or, What is love ? Containing most important instructions for the prudent regulation of the principle of love and the number of a family*. Printed and published by R. Carlile, London, 1828.

Carol Anne, *De l'eugénisme en France, les médecins et la procréation : XIXe-XXe*, Éditions du Seuil, Paris, 1995.

Castonguay-Bélanger Joël, « La fabrique du vivant. Procréation artificielle et ordre social dans le roman de la fin du XVIIIe siècle », *Penser l'ordre naturel 1680-1810*, sous la direction de Adrien Paschoud et Nathalie Vuillemin, Voltaire Foundation, Oxford, 2012, pp. 137-156.

Cazalis Henri, *La science et le mariage, étude médicale,* Doin, Paris, 1900.

Chesnais Jean-Claude, « La population des bacheliers en France. Estimation et projection jusqu'en 1995 », *Population*, volume 30, n°3, 1975, pp. 527-550.

Coffin Jean-Christophe, « La doctoresse Madeleine Pelletier et les psychiatres », *Madeleine Pelletier : logique et infortunes d'un combat pour l'égalité*, Côté femmes, Paris, 1992, pp. 51-62.

Cole Joshua H., « The Ideological Work of Women's Fertility in France before World War I », *French Historical Studies*, 1996, 19 (3), pp. 639-672.

Cova Anne, « De la libre maternité à la désagrégation de la famille », *Madeleine Pelletier : logique et infortunes d'un combat pour l'égalité*, Côté femmes, Paris, 1992, pp. 73-89.

Cova Anne, *Féminismes et néomalthusianismes sous la III^e^ République : « La liberté de la maternité »*, L'Harmattan, Paris, 2011.

Crips Liliane, « Magnus Hirschfeld (1868-1935), un eugéniste social-démocrate », *L'Homme et la société*, 87 (1), 1988, La démocratie en défaut. pp. 104-114.

Daguet Fabienne, « La fécondité en France au cours du XX^e^ siècle », *Insee première*, n°873, Décembre 2002.

Darwin Charles, *De la variation des animaux et des plantes sous l'effet de la domestication*, Librairie C. Reinwald, Paris, 1868.

Darwin Charles, *De l'origine des espèces par sélection naturelle, ou des lois de transformation des êtres organisés*, préface et traduction de Clémence Royer, Victor Masson, Paris, 1870.

Darwin Charles, *L'origine des espèces au moyen de la sélection naturelle, ou, la lutte pour l'existence dans la nature*, traduction de J.-J. Molinié, C. Reinwald, Paris, 1873.

Darwin Charles, *La descendance de l'homme et la sélection sexuelle*, 3^e^ édition, traduction d'Edmond Barbier, Librairie C. Reinwald, Paris, 1891.

Darwin Charles, Tort Patrick, *La filiation de l'homme et la sélection liée au sexe*, Syllepse, Paris, 1999.

Delaunay Jean-Marc, *Méfiance cordiale : les relations franco-espagnoles de la fin du XIX^e^ siècle à la Première Guerre mondiale*, L'Harmattan, Paris, 2010.

Delsol Michel, « Pertinence et avatars de la pensée récapitulationniste de Haeckel », in *Histoire du concept de récapitulation : ontogenèse et phylogenèse en biologie et sciences humaines,* Masson, Paris*,* 1993, pp. 69-77.

De Luca Virginie, « Des liaisons avantageuses : l'alliance nationale pour l'accroissement de la population française et les fonctionnaires (1890-1914) », *Annales de démographie historique*, 116 (2), 2008, pp. 255-280.

De Luca Barrusse Virginie, *Population en danger ! La lutte contre les fléaux sociaux sous la Troisième République*, Peter Lang, Bern, 2013.

Demars Aline, *Clémence Royer l'intrépide : la plus savante des savants*, L'Harmattan, Paris, 2005.

De Mortillet Gabriel, « Discussion » (réponse à Paul Robin), *Bulletin de la Société d'anthropologie de Paris*, volume 7, n°1, 1896, pp. 212-213.

Demeulenaere-Douyère, « Un épisode oublié de la guerre laïque : l'affaire Paul Robin (1894) », *Cahiers laïques*, 1981, pp. 140-153.

Demeulenaere-Douyère Christiane, *Un patriarche de la bienfaisance : Joseph Gabriel Prévost (1793-1875)* , Librairie d'Argence, Paris, 1987 (extrait du *Bulletin de la Société de l'histoire de Paris et de l'Ile-de-France*, 112e année, 1985, pp. 229-274).

Demeulenaere-Douyère Christiane, *Paul Robin (1837-1912), « Bonne naissance, bonne éducation, bonne organisation sociale »*, Thèse de Doctorat, Université de Paris 1, 1991.

Demeulenaere-Douyère Christiane, *Paul Robin (1837-1912), un militant de la liberté et du bonheur*, Publisud, Paris, 1994.

Deroo Eric, *La médecine militaire*, ECPAD, Ivry-sur-Seine, 2008.

Dictionnaire du darwinisme et de l'évolution, Tort Patrick (dir.), PUF, Paris, 1999.

Dose Ralf, « The World League for Sexual Reform: Some Possible Approaches », *Journal of the History of Sexuality*, 12 (1), 2003, pp. 1-15.

Drouard Alain, « Aux origines de l'eugénisme en France : le néo-malthusianisme (1896-1914) », *Population*, 47 (2), 1992, pp. 435-459.

Drouard Alain, *L'eugénisme en questions : l'exemple de l'eugénisme français*, Ellipses, Paris, 1999.

Ducros Albert et Blanckaert Claude, « L'animal de la création que l'homme connaît le moins : le mémoire refusé de Clémence Royer sur la femme et la natalité. » *Bulletins et Mémoires de la Société d'anthropologie de Paris*, nouvelle série, 3 (1-2), 1991, pp. 131-144.

Duris Pascal, « L'introuvable révolution scientifique : Francesco Redi et la génération spontanée », *Annals of science*, 67 (4), 2010, pp. 431-455.

Esnault-Pelterie Robert, « Considérations sur les résultats d'un allègement indéfini des moteurs », *Journal de physique théorique et appliquée*, 3 (1), 1913, pp. 218-230.

Esnault-Pelterie Robert, *L'Exploration par fusées de la très haute atmosphère et la possibilité des voyages interplanétaires,* Édité au Siège de la Société Astronomique de France, Paris, 1928.

Esnault-Pelterie, *L'astronautique*, Imprimerie A. Lahure, Paris, 1930.

Faure Sébastien, *La Douleur universelle*, P.-V Stock, Paris, 1904.

Faure Sébastien, *La Crise économique. Le Chômage. Origines, conséquences, remèdes*, La Grande Réforme, Paris, 1932.

Faure Sébastien, *Encyclopédie anarchiste*, La Librairie Internationale, Paris, 1934.

Freud Sigmund, *Cinq psychanalyses*, PUF, Paris, 1954.

Freud Sigmund et Breuer Josef, *Études sur l'hystérie*, PUF, Paris, 1956.

Freud Sigmund, *Névrose, psychose et perversion*, PUF, Paris, 1973.

Garnier Joseph, *Du principe de population*, deuxième édition précédée d'une introduction et d'une notice par M. G. de Molinari, augmentée de nouvelles notes contenant les faits statistiques les plus récents et les débats relatifs à la question de la population, Guillaumin et C^{ie}, Garnier frères, Paris, 1885.

Gayon Jean, « Le concept de récapitulation à l'épreuve de la théorie darwinienne de l'évolution », in *Histoire du concept de récapitulation : ontogenèse et phylogenèse en biologie et sciences humaines*, Masson, Paris, 1993, pp. 79-92.

Godwin William, *An enquiry concerning political justice and its influence on general virtue and happiness*, Robinson, London, [1793] 1926.

Gordon Felicia, « Convergence and conflict : anthropology, psychiatry and feminism in the early writings of Madeleine Pelletier (1874-1939) », *History of psychiatry*, 2008, 19 (2), pp. 141-162.

Gouedart Jean-Jacques, *Le Docteur Alberto de Liptay (1859-1922), néomalthusien, un curieux ancêtre de l'IVG et du planning familial*. Thèse de Doctorat, Université de Caen, UFR de Médecine, 1993.

Grimoult Cédric, *Sciences et politique en France : de Descartes à la révolte des chercheurs*, Ellipses, Paris, 2008.

Haeckel Ernst, *Anthropogénie ; ou, Histoire de l'évolution humaine. Leçons familières sur les principes de l'embryologie et de la phylogénie humaines,* Reinwald, Paris, 1877.

Haeckel Ernst, *Le monisme, lien entre la religion et la science : profession de foi d'un naturaliste*, Schleicher Frères, Paris, 1897.

Haeckel Ernst, *Les énigmes de l'univers*, C. Reinwald, 1902, Paris.

Haeckel Ernst, *Histoire de la création des êtres organisés d'après les lois naturelles*, 3ème édition, Schleicher Frères, Paris, 1908.

Hamon Augustin Frédéric, *La psychologie sociale du militaire professionnel : Études de psychologie sociale*, Ch. Rozez, Bruxelles, 1894.

Hello Eric, *Charles Binet-Sanglé (1868-1941), Médecin militaire et néomalthusien français*, Mémoire de Master 2, Universités Bordeaux 1 et Bordeaux 3, 2010.

Hercoq G., « De la médication hypophysaire », *La Presse médicale*, 23 septembre 1911, p. 760.

Hillel Marc (en collaboration avec Clarissa Henry), *Au nom de la race*, Fayard, Paris, 1975.

Hirschfeld Magnus, *La science et l'amour. L'âme et l'amour. Psychologie sexologique*, Gallimard, Paris, 1935.

Hulin-Jung Nicole, *L'organisation de l'enseignement des sciences : la voie ouverte par le second empire*, Édition du Comité des Travaux Historiques et Scientifiques, Paris, 1989.

Husson J., « Paul Robin, éducateur », *Brochures d'Éducation Nouvelle Populaire*, n° 44, Éditions de l'École Moderne Française, Cannes, 1949.

James C.- L., *Anarchism and Malthus*, Mother Earth Publications, New York, 1910.

Joteyko Josefa et Stefanowska Michelina, « Contributions à l'étude expérimentale de la douleur », *L'Année psychologique*, 1903, 10 (1), pp. 461-470.

Joteyko Josefa et Stefanowska Michelina, *Psycho-physiologie de la douleur*, Alcan, Paris, 1909.

Jütte Robert, *Contraception : a history,* Polity Press, Cambridge, 2008.

Kraff-Ebing Richard (von), *Psychopathia sexualis*, G. Carré, Paris, 1895.

Labrude Pierre, « Théodore Guilloz (1868-1916), pharmacien et médecin, pionnier et victime de la radiologie, *Revue d'histoire de la pharmacie*, volume 85, n° 313, 1997, pp. 27-34.

Lacassagne Alexandre, Estor Alfred, Sicard Henri, *De l'enseignement de la médecine en France. L'agrégation dans les facultés de médecine. Mémoire adressé à l'Assemblée nationale*, Boehm et fils, Montpellier, 1872.

Lacassagne Alexandre, *Précis d'hygiène privée et sociale*, Masson, Paris, 1876.

Lacassagne Alexandre, *Précis de médecine judiciaire*, Masson, Paris, 1878.

Lacassagne Alexandre, « Paul Brouardel : l'homme, le professeur, l'expert », *Archives d'anthropologie criminelle*, 1906, pp. 759-764.

Lacassagne Alexandre, *Précis de médecine légale*, Masson, Paris, 1906.

Lacassagne Alexandre, « Des transformations du droit pénal et les progrès de la médecine légale de 1810 à 1912 », *Archives d'anthropologie criminelle*, 28, 1913, pp. 321-364.

Lalande André, *Vocabulaire technique et critique de la philosophie*, PUF, Paris, 1992.

Lalouette Jacqueline, *La libre pensée en France (1848-1940)*, Albin Michel, Paris, 1997.

Larralde Marc, « Manuel Devaldès », préface de *La chair à canons et autres textes*, Éditions du groupe de Massy-Palaiseau de la Fédération Anarchiste, Paris, 1980, pp. 3-11.

Le Dantec Félix, *L'égoïsme comme seule base de toute société : étude des déformations résultant de la vie en commun*, Flammarion, Paris, 1911.

Le Naour Jean-Yves, « Un mouvement antipornographique : la Ligue pour le relèvement de la moralité publique (1883-1946) », *Histoire, économie et société*. 2003, 22e année, n°3. pp. 385-394.

Lenay Charles, « Francis Galton : inné et acquis chez les grands hommes de la Société Royale de Londres », *Bulletins et mémoires de la Société d'anthropologie de Paris*, (6), 1994, pp. 135-150.

Largent Mark A., *Breeding contempt : The history of coerced sterilization in the United States*, Rutgers University Press, New Brunswick, 2011.

Ledbetter Rosanna, *A History of the Malthusian League (1877-1927)*, Ohio State University Press, Columbus, 1976.

Lejeune Charles, « Discussion » (réponse à Paul Robin), *Bulletins de la Société d'anthropologie de Paris*, V° série, tome 5, 1904. pp. 78-79.

Léonard Jacques, *La médecine entre les savoirs et les pouvoirs : histoire intellectuelle et politique de la médecine française au XIXe siècle*, Aubier-Montaigne, Paris, 1981.

Léonard Jacques, « Le premier congrès international d'eugénique (Londres 1912) et ses conséquences françaises », *Histoire des sciences médicales,* 17 (2), 1983, pp. 141-146.

Léonard Jacques, « Les origines et les conséquences de l'eugénique en France », *Annales de démographie historique*, 1986, 1985 (1), pp. 203-214.

Lesselier Claudie, « L'utopie des années trente. *Une vie nouvelle*, un roman de Madeleine Pelletier », *Madeleine Pelletier : logique et infortunes d'un combat pour l'égalité*, Côté femmes, Paris, 1992, pp. 167-174.

Loison Laurent, *Les notions de plasticité et d'hérédité chez les néolamarckiens français (1879-1946), Éléments pour une histoire du transformisme en France*, Thèse de Doctorat, Université de Nantes, soutenue le 3 décembre 2008.

Loison Laurent, *Qu'est-ce que le néolamarckisme ? Les biologistes français et la question de l'évolution des espèces : 1870-1940.* Vuibert, Paris, 2010.

Loison Laurent, « Le projet du néolamarckisme français (1880-1910) », *Revue d'histoire des sciences*, 2012, 65 (1), pp. 61-79.

Letourneau Charles, *Physiologie des Passions*, C. Reinwald & C^ie^, Paris, 1878.

Lubek Ian et Apfelbaum Erika, « Les études de psychologie sociale d'Augustin Hamon », *Hermès*, 1989, 5-6 (2-3), pp. 67-82.

Maignien Claude et Sowerwine Charles, *Madeleine Pelletier, une féministe dans l'arène politique*, Éditions ouvrières, Paris, 1992.

Maitron Jean, *Ravachol et les anarchistes*, Gallimard, Paris, 1992.

Manouvrier Léonce, « Discussion » (réponse à Paul Robin), *Bulletins de la Société d'anthropologie de Paris*, IV° série, tome 7, 1896. pp. 220-224.

Manuel d'Éducation prophylactique contre les maladies vénériennes, à l'usage des éducateurs et éducatrices de la jeunesse, publié par le Comité national de Propagande d'Hygiène Sociale et d' Éducation Prophylactique, sous la direction de MM. Les D^rs^ Queyrat et Sicard de Plauzoles, Maloine, Paris, 1922.

Martin André Justin (Docteur), *Exposition internationale d'hygiène et d'éducation de Londres en 1884. Rapport adressé au ministre du commerce par le commissaire général de la section française et liste des récompenses*, Imprimerie du Journal Officiel, Paris, 1884.

Marx Karl, Engels Friedrich, *Critique de Malthus*, Maspéro, Paris, 1978.

Mayeur Jean-Marie, *Les débuts de la III^e^ République (1871-1898)*, Seuil, Paris, 1973.

Mc Laren Angus (a), « Abortion in France : Women and the Regulation of Family Size 1800-1914 », *French Historical Studies,* 1978, 10 (3), pp. 461-485.

Mc Laren Angus (b), *Birth Control in Nineteenth-century England*, Croom Helm, London, 1978.

Mc Laren Angus, *Sexuality and social order, the debate over the fertility of women and workers in France, 1770-1920*, Holmes & Meier, New York, 1983.

Mc Laren Angus, *A history of contraception : from antiquity to the present day*, B. Blackwell, Cambridge, 1990.

Mengal Paul, Céard J. et al, *Histoire du concept de récapitulation : ontogenèse et phylogenèse en biologie et sciences humaines*, Masson, Paris, 1993.

Méric Victor, « Paul Robin », *Les Hommes du Jour*, 1^er^ janvier 1910, pp.1-4.

Méric Victor, *Les bandits tragiques*, Simon Kra, Paris, 1926.

Michael Hecht Jennifer, *The End of the Soul : Scientific Modernity, Atheism, and Anthropology in France*, Columbia University Press, New York, 2003.

Michel Pierre, « Octave Mirbeau et le Néo-mathusianisme », *Cahiers Octave Mirbeau*, 2009, pp. 215-259.

Mirbeau Octave, « Brouardel et Boisleux »*, Le Journal*, 25 juillet 1897.

Mirbeau Octave, « Dépopulation », série de six articles parus du 18 novembre au 23 décembre 1900, *Le Journal (Quotidien, littéraire, artistique et politique).*

Moissinac Christine, *Emile Duclaux*, *de Pasteur à Dreyfus*, Hermann, Paris, 2015.

Montaigne, *Les Essais*, Arléa, Paris, 1992.

Morel Bénédict Augustin, *Traité des dégénérescences physiques, intellectuelles et morales de l'espèce humaine et des causes qui produisent ces variétés maladives*, J.-B. Baillière, Paris, 1857.

Naquet Emmanuel, *La Ligue des Droits de l'Homme : une association en politique (1898- 1940)*, Thèse de Doctorat de l'IEP de Paris, 2005.

Nicolas Serge, « Henri Beaunis (1830-1921), directeur-fondateur du laboratoire de Psychologie physiologique de la Sorbonne », *L'année psychologique*, 1995, 95 (2), pp. 267-291.

Pappas Demetra M., *The euthanasia / assisted-suicide debate*, Greenwood, Santa-Barbara, 2012.

Pettigrew James Bell, *La locomotion chez les animaux ou marche, natation et vol, suivie d'une dissertation sur l'aéronautique*, Traduction de Paul Robin, Librairie Germer Baillière, Paris, 1874.

Peyre Evelyne, « Paris 1900. Une fervente de l'Anthropologie », *Madeleine Pelletier : logique et infortunes d'un combat pour l'égalité*, Côté femmes, Paris, 1992, pp. 35-50.

Pichot André, *L'eugénisme ou les généticiens saisis par la philanthropie*, Hatier, Paris, 1995.

Pichot André, *La société pure de Darwin à Hitler*, Flammarion, Paris, 2000.

Pierre Michel, « Octave Mirbeau et le néo-malthusianisme », *Cahiers Octave Mirbeau*, 16, 2009, pp. 214-259.

Place Francis, *Illustrations and proofs of the principle of population: including an examination of the proposed remedies of Mr. Malthus, and a reply to the objections of Mr. Godwin and others*. Longman, Hurst, Rees, Orme, and Brown, London, 1822.

Pozzi Samuel, *Traité de gynécologie clinique et opératoire*, Masson, Paris, 1897.

Pressat Roland, « Évolution générale de la population française », *Population*, volume 29, n° 2, 1974, pp. 11-29.

Prochasson Christophe et Rasmussen Anne, *Les intellectuels et la Première Guerre mondiale*, La Découverte, Paris, 1996.

Rebérioux Madeleine, *La République radicale ? (1898-1914)*, Seuil, Paris, 1975.

Reclus Elisée, *L'évolution, la révolution et idéal anarchique*, Nouvelle édition revue et corrigée, P. V. Stock, Paris, 1914.

Revue d'hygiène et de police sanitaire, *62 volumes,* Paris, Masson, 1879-1940.

Rey Roselyne, *Histoire de la douleur*, La Découverte (Poche), Paris, 2000.

Ribot Théodule, *L'hérédité. Étude psychologique ; Sur ses phénomènes, ses lois, ses causes, ses conséquences*, Librairie philosophique de Ladrange, Paris, 1873.

Rochefort Florence, « La citoyenneté interdite ou les enjeux du suffragisme », *Vingtième siècle*, 42 (1), 1994, pp. 41-51.

Roger Jacques, « L'eugénisme (1850-1950) », *L'ordre des caractères. Aspects de l'hérédité dans l'histoire des sciences de l'homme*, Sciences en situation, Paris, 1992, pp. 119-145.

Roger Jacques, *Pour une histoire des sciences à part entière*, Albin Michel, Paris, 1995.

Ronsin Francis et Guerrand Roger-Henri, *Le sexe apprivoisé : Jeanne Humbert et la lutte pour le contrôle des naissances*, La Découverte, Paris, 1990.

Ronsin Francis, *La grève des ventres : propagande néo-malthusienne et baisse de la natalité française, XIX*^{e}*-XX*^{e} *siècles*, Aubier Montaigne, Paris, 1980.

Ronsin Francis, *La population de la France de 1789 à nos jours : données démographiques et affrontements idéologiques*, Seuil, Paris, 1997.

Rosental Pierre-André, *Destins de l'eugénisme*, Seuil, Paris, 2016.

Salomon-Bayet Claire, *Pasteur et la révolution pastorienne*, Payot, Paris, 1986.

Sanger Margaret, *The selected papers of Margaret Sanger. Volume 1, The woman rebel, 1900-1928*, Urbana, University of Illinois Press, Chicago, 2003.

Saulze Jean-Baptiste, *Le monisme matérialiste en France : exposé et critique des conceptions de MM. Le Dantec, B. Conta, Cl. Royer, Jules Soury, etc*., Paris, Beauchesne, 1912.

Schneider William H., « Toward the Improvement of the human race : The History of Eugenics in France », *The Journal of Modern History*, 1982, 54 (2), pp. 268-291.

Schneider William H., « L'eugénisme en France. Le tournant des années trente », *Sciences sociales et santé*, 4 (3), 1986, pp. 81-114.

Schneider William H., *Quality and Quantity, the quest for biological regeneration in twentieth-century France*, Cambridge University Press, New York, 1990.

Schreiber Georges (a), « Fondation d'une Société française d'eugénique », *La Presse Médicale*, 11 janvier 1913, p. 44.

Schreiber Georges (b), « Considérations sur l'amélioration de la race humaine, la sélection artificielle, les mesures pratiques négatives. La mise à mort des nouveaux-nés dans l'antiquité », *La Presse médicale*, 1er février 1913, pp. 124-126.

Schreiber Georges (c), « Considérations sur l'amélioration de la race humaine, la sélection artificielle, les mesures pratiques négatives. La stérilisation de nos jours aux États-Unis », *La Presse Médicale*, 12 mars 1913, pp. 285-287.

Schreiber Georges (d), « Considérations sur l'amélioration de la race humaine, la sélection artificielle, les mesures pratiques négatives. La prophylaxie anticonceptionnelle, le malthusianisme et le néo-malthusianisme », *La Presse Médicale*, 26 avril 1913, pp. 489-492.

Schreiber Georges (e), « Considérations sur l'amélioration de la race humaine, la sélection artificielle, les mesures pratiques positives. La réglementation du mariage et la procréation consciente », *La Presse Médicale*, 2 juillet 1913, pp. 777-780.

Schreiber Georges, « La stérilisation humaine aux États-Unis », *Revue anthropologique* 39, 1929, pp. 260-281.

Séances du congrès ouvrier socialiste de France. *Troisième session*. Tenu à Marseille du 20 au 31 octobre 1879, Imprimerie générale J. Doucet, Marseille, 1879.

Serres Antoine, *Anatomie comparée transcendante. Principes d'Embryogénie, de Zoogénie et de Tératogénie*, Firmin Didot, Paris, 1859.

Sicard Henri, *De l'influence climatérique sur la tuberculisation pulmonaire*, Thèse, [s.n.], Montpellier, 1861.

Sicard Henri, « Charles Darwin », *Lyon Médical* du 7 mai 1882.

Sicard Henri, *Éléments de zoologie*, Librairie J.-B. Baillière et fils, Paris, 1883.

Sicard Henri, *L'évolution sexuelle dans l'espèce humaine*, Librairie J.-B. Baillière et Fils, Paris, 1892.

Sonn Richard, « Your body is yours : Anarchism, Birth Control and Eugenics in Interwar France », *Journal of the History of Sexuality*, 2005, 14 (4), pp. 415-432.

Stuart Mill John, *Essais sur la religion*, Librairie Germer et Baillère, Paris, 1875.

Stuart Mill John, *Principes d'économie politique*, Guillaumin & C^ie^, Paris, 1889.

Stuart Mill John, *L'utilitarisme. Essai sur Bentham*, PUF, Paris, 1998.

Taguieff Pierre-André, « L'introduction de l'eugénisme en France : du mot à l'idée », *Mots*, 26, 1991, pp. 23-45.

Tamagne Florence, « La Ligue mondiale pour la réforme sexuelle : La science au service de l'émancipation sexuelle ? », *Clio. Histoire, femmes et sociétés [En ligne],*22, 2005, pp.101-121.

Tarbouriech Ernest, *La cité future, essai d'une utopie scientifique*, P. V. Stock, Paris, 1902.

Thébaud Françoise, « Le mouvement nataliste dans la France de l'entre-deux-guerres : l'Alliance nationale pour l'accroissement de la population française », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 1985, 32 (2), pp. 276-301.

Thuillier Pierre, « Requiem pour un Bathybius », *La Recherche*, n°62, 1975, pp.1086-1090.

Tirard Stéphane, « Stéphane Leduc (1853-1939). De la médecine à la biologie synthétique », *Histoire des sciences médicales*, XLIII (1), 2009, pp. 67-72.

Tort Patrick, « Sélection artificielle », *Dictionnaire du darwinisme et de l'évolution*, Tome 3, PUF, Paris, 1996, pp. 3888-3890.

Tort Patrick, « Herbert Spencer », *Dictionnaire du darwinisme et de l'évolution*, Tome 3, PUF, Paris, 1996, pp. 4080-4112.

Tort Patrick, *Darwin et le darwinisme*, PUF, Paris, 2005.

Valenti Catherine et Le Naour Jean-Yves, *Histoire de l'avortement, XIX^e^ XX^e^ siècle*, Le Seuil, Paris, 2003.

Vickery Drysdale Charles, *Y'a t-il des subsistances pour tous ? (Réplique au Prince Kropotkine)*, traduit de l'anglais par Manuel Devaldès, Éditions du Malthusien, Paris, 1919.

Wartelle Jean-Claude, « La Société d'Anthropologie de Paris de 1859 à 1920 », *Revue d'histoire des sciences humaines* (10), 2004, pp. 125-171.

Zaborowski-Moindron Sigismond, « Discussion » (réponse à Paul Robin), *Bulletin de la Société d'anthropologie de Paris*, volume 7, n°1, 1896, pp. 213-220.

Zola Emile, *Les quatre évangiles, Fécondité*, Charpentier, Paris, 1901.

Filmographie

« Écoutez Jeanne Humbert », film de Bernard Baissat, 1981, 52 minutes.

Webographie

Humbert Eugène et Humbert Jeanne, « Régénération », *Encyclopédie anarchiste*, http://www.encyclopedie-anarchiste.org/

Institut national d'études démographiques (INED), http://www.ined.fr/
Population de la France métropolitaine de 1846 à 1999 et évolution de la proportion de la population urbaine et de la population rurale:
https://www.ined.fr/fichier/s_rubrique/21879/popu.frm.1846.1999.fr.xls (consulté le 20 février 2016).

Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), http://www.insee.fr
Les recensements de 1851 à 1921, les mouvements de population 1800-1925 (consultés le 13 mars 2016).

Kaluszynski Martine, « Les *Archives de l'anthropologie criminelle* », *Criminocorpus*, http://criminocorpus.revues.org/108, mis en ligne le 01 janvier 2005, consulté le 29 septembre 2015.

Mercklé Pierre, « Le Phalanstère », *charlesfourier.fr* , « Découvrir Fourier », mars 2006, en ligne : http://www.charlesfourier.fr/spip.php?article328 (consulté le 21 juillet 2016).

Renneville Marc, « La criminologie perdue d'Alexandre Lacassagne (1843-1924) », *Criminocorpus*, http://criminocorpus.revues.org/112, mis en ligne le 01 janvier 2005, (consulté le 30 juin 2016).

Index des noms cités

(Un *n* après le numéro d'une page signifie que
la personne est uniquement citée dans une note*)*

A

Adanson, Michel, 308

Albert, Joseph (voir Libertad), 575-576

Albrecht, Bertie, 629

Alglave, Émile, 73

Armengaud, André, 575, 585

Aubert-Marson, Dominique, 274

Ava-Cottin, 75

B

Bakounine, Mikhail, 40, 71-72, 373

Balzer, Félix, 614n

Barbier, Edmond, 235

Basch, Victor, 610, 629

Beaunis, Henri, 201

Bechtel, Guy, 271n

Belfield, William T., 498, 500

Bentham, Jeremy, 25, 320

Bérenger, René, 150, 176, 217, 442, 467, 511, 587, 590, 592, 595 598, 612-614

Bernard, Claude, 59, 105, 201, 203, 225, 230-232, 234, 242, 255, 283, 304, 307, 361, 371, 477, 517

Bertillon, Alphonse, 49n, 257

Bertillon, Jacques, 48-49n, 85, 126, 132, 409, 422, 442, 570-584, 590,598, 631

Bertillon, Louis-Adolphe, 48-49n, 132

Besant, Annie, 34, 159

Besnard, 601-602n

Binet, Alfred, 201n

Binet, Edme Hippolyte, 200

Binet-Sanglé, Charles, 183-185, 199-206, 236, 239-240, 245-250, 256, 266-267, 271, 274, 278, 280, 293-294, 298-315, 321, 328-329, 331-340, 342-351, 369, 429, 448, 451, 468-469, 557-558, 582, 620, 633, 635

Blanckaert, Claude, 250, 254-255, 258-259

Bogaerts, Aimé, 400

Bonah, Christian, 287-288n

Bonnot, Jules, 301

Bos, Camille, 243

Boverat, Fernand, 604-605

Bradlaugh, Charles, 34, 159

Breton, Jules Louis, 616

Broca, Paul, 105, 191, 201, 252, 258-259, 262, 283, 286, 367, 394, 480, 542, 632

Brouardel, Paul, 477-478, 481, 513

Brown-Séquard, Charles-Édouard, 531

Buisson, Ferdinand, 38, 83-84, 86-87, 142, 159, 380, 389, 417, 582, 609-610, 615

Burggraeve, Adolphe, 411

C

Cabanès, Augustin, 220, 580

Cabanis, Pierre Jean Georges, 251, 289, 293

Cabet, Étienne, 323-324, 327

Callemin, Raymond, 301n
Calmette, Albert, 213
Carlile, Richard, 26
Carnot, Sadi, 95, 252
Carol, Anne, 96, 120, 267, 271, 274, 426n
Carrel, Alexis, 265, 500-501, 531
Caullery, Maurice, 203, 637
Cazalis, Henri, 213, 223
Charcot, Jean-Martin, 30, 190, 304
Chéron (docteur), 303
Clagny, Albert-Gauthier de, 592
Comte, Auguste, 32, 64-66, 254, 288, 477
Condorcet, Nicolas de, 21, 289
Coudereau, Auguste, 131
Cuvier, Georges, 32

D

Dalsace, Jean, 604-605
Darricarrère, Jean, 17, 183, 186, 197-198, 200, 217, 222, 432, 443, 453, 459 466, 469, 471, 510-513, 515, 589, 591, 594
Darwin, Charles, 27, 32, 56, 58, 77-78, 99-100, 106, 207, 230, 233-236, 241, 246, 259, 272, 275, 279, 289, 337, 480, 553-554, 625, 637
Délalé, Auguste, 174
Delesalle, Alna, 73
Delon, Charles, 400
De Luca, Virginie, 571
Demeulenaere-Douyère, Christiane, 13, 55-56, 59, 63, 75-76, 86, 89n, 268, 270, 378, 423n
De Paepe, César, 62
Devaldès, Manuel (voir Lohy, Ernest, Edmond), 45-46, 200, 424, 429-430, 439, 544-565, 569, 624, 633, 636
De Vries, Hugo, 248
Dreyfus, Alfred, 38-39, 126, 170, 520, 523
Drysdale, George, 27-35, 107, 113, 172, 382, 463, 546, 597
Drysdale, Charles Robert, 30, 34-35, 113-114, 421, 597
Drysdale Dakin, Henry, 487
Dubois, Jeanne, 575
Dubuisson, Paul, 257
Dumas, Jean-Baptiste, 57-58
Drumont, Édouard, 94, 168, 382, 523
Duclaux, Émile, 145
Duval, Mathias, 80
Durkheim, Émile, 49n, 133n, 254

E

Engels, Friedrich, 23, 74
Elosu, Fernand, 176
Épicure, 313-314, 450
Esnault-Pelterie, Robert, 364-365n

F

Faure, Sébastien, 11, 40, 139, 158-160, 172, 194, 419, 424, 568, 594
Ferry, Jules, 37-38, 52, 82-84, 93, 380, 417, 582
Forel, Auguste, 429, 594, 627
Forest, Clotilde, 207n
Fortoul, Hyppolite, 56-57
Fourier, Charles, 323, 325, 327
Fournier, Alfred, 612, 614

France, Anatole, 594
Freud, Sigmund, 30, 304, 604, 625
Frey, Max von, 302, 305

G

Galilée, 32
Galles (prince de), 407
Galton, Francis, 201, 230, 264-265, 271-273, 289, 407, 553-554
Gambetta, Léon, 37
Geoffroy Saint-Hilaire, Isidore, 249
Giard, Alfred, 234
Giroud, Gabriel (voir Hardy G.), 54, 56-60, 63, 73-75, 79-80, 83-84, 86-89, 109, 111, 114, 128, 131, 135-137, 140-145,147-154, 156, 158, 173-174, 179, 217, 219, 233, 235, 241, 257, 278, 293, 325, 327, 337, 381, 415, 417-418, 425-427, 429-431, 434-437, 442, 444, 446-447, 449, 459, 462-464, 466, 468-472, 476-482, 484, 486, 492-495, 498-501, 503-504, 506, 545, 582-583, 596-598, 602, 607, 626-629
Goblet, René, 88
Godet, Henri, 157, 165-166
Godet, Mireille, 157, 165n
Godin, Jean-Baptiste André, 83, 86, 325
Godwin, William, 21
Goethe, 32
Goldscheider, Alfred, 302
Gottschalk, Alfred, 222, 505-506
Grandidier, Louis, 46
Gregory, Ross-Hammond, 294
Grévy, Jules, 44
Gros, Albert, 217, 426-427, 437, 505-506, 534n
Guerrand, Roger-Henri, 12, 604
Guérin, Camille, 213
Guillaume, James, 75, 83, 140, 568
Guilhot, Paul, 400, 418
Guilloz, Théodore, 502

H

Haeckel, Ernst, 77, 230, 242-246, 249-250, 370, 626
Hamon, Augustin, 98-100, 108, 112-113, 125, 422, 640
Hardy, G. (voir Gabriel Giroud)
Harvey, William, 24
Haussmann, Georges Eugène, 48, 51
Havelock Ellis, Henry, 627
Herrera, Alfonso Luis, 369-370
Hervé, Gustave, 568, 595
Himmler, Heinrich, 336n
Hins, Eugène, 62
Hirschfeld, Magnus, 177, 564, 604, 608, 625-627, 629
Hoitsema, Wilhelmina, 114
Homère, 308
Hugo, Victor, 520, 584n
Humbert, Eugène, 46, 54, 127-128, 169-179, 182-183, 192, 194, 218, 227, 293, 425-431, 433-435, 437, 441, 459, 471, 476, 482-483, 491, 505-506, 522, 545, 578, 588, 590-595, 602-607, 611, 625-629

Humbert, Jeanne, 12, 127-128, 141, 143, 149, 169-170, 174-179, 182, 214, 218, 293, 325, 426, 428, 430, 434-435, 483, 506, 565, 590-592, 594, 602-603, 611, 626-629
Humbert, Marie, 169
Hume, David, 82
Huot, Marie, 45, 164, 317-321, 430
Huxley, Aldous, 332
Huxley, Thomas Henry, 77, 370

J

James, C. L., 546
Janet, Pierre, 30, 190, 304
Jaurès, Jean, 443, 537
Joffroy, Alix, 190
Jost, Guillaume, 383
Joteyko, Jozefa, 303, 305

K

Kergomard, Pauline, 383
Keynes, John Maynard, 564
Kielmayer, Karl, 246
Klotz Théodore, 207n
Klotz-Forest, Joseph, 183, 198, 217, 220-223, 424, 432, 466, 469-470, 580, 591
Knowlton, Charles, 34
Koch, Robert, 405, 612
Kolney, Fernand, 45, 175, 427, 429-430, 443, 465, 469, 534-541, 543-544, 565, 636
Krafft-Ebing, Richard von, 215, 429, 495
Kropotkine, Pierre, 46, 73, 75, 140, 188, 574

L

Lacassagne Alexandre, 201, 208, 251-257, 477, 558, 580, 609
Lamarck, Jean-Baptiste de, 230, 236, 251, 272, 277-279, 289, 554, 637
Lamarzelle, Gustave de, 598, 599n
Lanessan, Jean Louis, 77
Langlois, Charles-Victor, 609
Le Dantec, Félix, 241, 545
Leduc, Stéphane, 306-307, 369-370
Legrain, docteur, 424
Lejeune, Charles, 111, 112
Leroy, Léonie, 202
Letourneau, Charles, 96, 132, 188-189, 258-261, 551
Leunbach, Jonathan, 627
Le Verrier, Urbain, 57
Lévy, Michel, 208
Liard-Courtois (Auguste Florentin Courtois) 575
Libertad (voir Albert, Joseph)
Liptay, Alberto de, 214-218, 429, 467, 469, 476, 496, 504, 589, 595
Lister, Joseph, 50, 480
Littré, Émile, 63
Lohy, Ernest Edmond (voir Manuel Devaldès)
Lombroso, Cesare, 254-256, 280-281

M

Mac Mahon, Patrice de, 44
Malthus, Thomas Robert, 20-26, 31, 71-72, 74-82, 116, 125, 129, 143, 145-148,

156, 163, 214, 217, 219, 233, 275, 436, 546, 553, 555, 566, 572-573, 575-576
Manouvrier, Léonce, 105, 107-108, 257, 260, 262-263
Marestan, Jean, 175, 429, 432, 441-442, 448-450, 508, 596, 601-602
Margueritte, Victor, 17, 174n, 178, 524-525, 527, 533, 565, 594, 600, 603, 636
Marinont, Léon, 76, 423, 430
Martel, Félix, 154
Martin, André-Justin, 409
Martin, Pauline, 56
Marx, Karl, 22-23, 72, 74, 147, 326
Mascart, Eleuthère, 60, 87
Mascaux, Fernand, 114, 591
Mc Laren, Angus, 42, 294
Meckel, Friedrich, 246
Mendel, Gregor, 248, 278, 554-555, 629
Méric, Victor, 430, 605
Meslier, Adrien, 113, 127, 182, 206, 424, 429-430, 574, 594
Meynert, Theodor, 302
Mirbeau, Octave, 17, 511, 521, 565, 594
Montaigne, Michel de, 460
Montesquiou, Robert de, 537
More, Thomas, 323
Morel, Bénédict Augustin, 96-98, 102, 276n, 289n
Mortillet, Gabriel de, 104-106, 259
Müller, Fritz, 246

N

Nanteuil, Robert, 184n, 205
Napoléon III, 60n
Naquet, Alfred, 145-148, 219-220, 430, 573-575, 594
Naquet, Emmanuel, 211
Ner, Jacques-Ambroise, (voir Han Ryner)
Neuwirth, Lucien, 629
Nisard, Désiré, 58

O

Oken, Lorenz, 32
Owen, Richard, 32
Owen, Robert, 323

P

Paris, Aimé, 396
Pasteur, Louis, 50, 58, 144, 203, 234, 307, 405, 409, 480, 612
Patorni, Aurèle, 565
Pelletier, Madeleine, 13, 17, 164, 183, 186-196, 231-232, 239-240, 256-264, 266, 270-272, 276, 278, 280-283, 285-288, 293, 296, 304, 327, 331-332, 339, 344, 351-355, 357-370, 372-376, 431, 443-444, 461, 464, 469, 476, 515, 517-520, 524, 540, 569, 580-583, 596-597, 606, 622, 624, 628, 632, 635, 638
Perrier, Edmond, 241
Petit, Gabrielle, 575
Pettigrew, James Bell, 73
Place, Francis, 25-26
Pichot, André, 272
Pinard, Adolphe, 111, 190, 192, 238, 272, 340, 452-453, 457, 584, 594, 611-

612, 615, 620
Piot, Edme, 442, 523-524
Pioteix, André, 76
Poincaré, Raymond, 39, 44
Pozzi, Samuel, 480-482, 511
Prévost, Joseph-Gabriel, 86-87, 384
Prévost-Roqueplan, Camille, 536

Q

Quatrefages, Jean Louis Armand de, 259

R

Rabelais, 64, 300
Reboux, Paul, 565
Reclus, Élie, 46, 73, 75, 140, 170, 574
Reclus, Élisée, 46, 73, 75, 140, 170, 188, 574, 575n, 576
Redi, Francesco, 456
Reinwald, Charles, 56, 144, 215
Rey, Aristide, 87
Ribot, Théodule, 201-202
Richet, Charles, 126, 265, 446, 570-571, 579, 583, 609, 612
Rigaudin, Aline, 174
Rigaudin, Jeanne (voir Humbert, Jeanne)
Robin, Jean-Placide, 56
Robin, Paul, 13, 15-16, 35, 46, 53-69, 71-108, 110-123, 125-129, 131- 144, 145n, 156-158, 162, 166, 170-179, 200, 204, 211, 213, 222, 224, 227, 230-231, 236, 238, 240, 258, 264-266, 268-271, 275-276, 278, 293, 295, 309, 316, 321, 327, 329-330, 334-335, 337, 343, 347, 362, 367, 373, 378-398, 400-403, 406-407, 410-411, 414-419, 421-425, 427, 429, 431-432, 444, 452-453, 460, 494, 501-502, 506, 509, 511, 521-522, 524, 540, 546, 565, 569, 571-579, 581-585, 587-588, 590, 624, 631-632, 636, 638, 640
Roger, Jacques, 274, 276
Roinard, Paul-Napoléon, 565
Ronsin, Francis, 12, 20, 24, 43, 47, 429, 570, 604
Röntgen, Wilhelm, 502
Rousseau, Jean-Jacques, 21, 64, 82, 450
Roussel, Nelly, 156-168, 171-172, 179, 200, 218, 293, 431-432, 458, 464, 511, 524, 597
Royer, Clémence, 99, 102, 159, 166-167, 234-236, 273, 316
Russell, Bertrand, 546, 564
Rutgers, Johannes, 113-114, 175, 597
Ryner, Han (voir Ner, Jacques-Ambroise), 544-545

S

Saint-Simon, 323
Sanger, Margaret, 34-35, 606
Sanglé Pauline, 200
Saucré (M.), 400
Schopenhauer, Arthur, 314
Schreiber, Georges, 292, 426n, 584-585
Seignobos, Charles, 609
Semmelweis, Ignace Philippe, 479
Sera, Pierre, 608n

Serres, Antoine, 246
Sicard de Plauzoles, Justin, 165, 184-185, 200, 206-213, 217, 222, 231, 236-241, 243, 256, 266, 270, 272, 278, 288-293, 326, 328-329, 337, 339-340, 364, 429, 431-432, 443-444, 451-462, 469, 477, 493, 558, 581-582, 594, 604-605, 607-624, 629, 633-634, 638
Sicard, Henri, 207-208
Siebold, Karl Theodor Ernst von, 208
Sluys, Alexis, 399
Soleilland, Albert, 301
Spencer, Herbert, 159, 546
Stefanowska, Michalina, 303, 305
Stirner, Max, 547
Stopes, Marie, 564
Stuart-Mill, John, 25, 29, 31, 72, 171, 320
Sun, Yat-sen, 175

T

Taguieff, Pierre-André, 272-274
Tailhade, Laurent, 17, 174, 424, 522-523, 534, 536-537, 540, 546, 565
Tamagne, Florence, 628
Tarbouriech, Ernest, 324, 326-327, 575, 594
Tarde, Gabriel, 609
Thiers, Adolphe, 44
Toesca, Louis, 160-161
Topinard, Paul, 259, 262, 393
Toulouse, Édouard, 190, 222, 424, 580, 594, 604

V

Vacher, Joseph, 252
Vacher de Lapouge, Georges, 272-274, 584
Vallina, Pedro, 577
Van Tieghem, Philippe, 60
Vibert, Charles, 310
Vickery, Alice, 34-35, 114, 597
Vickery-Drysdale, Charles, 35, 113, 597
Victoria 1re (reine de Grande Bretagne), 407
Vintéjoux, François, 136
Vogt, Carl, 235

W

Waddington, William Henry, 82
Weismann, August, 242, 272, 278, 555
Wells, Herbert George, 178, 564
Wyrouboff, Georges, 63

Y

Yvetot, Georges, 575

Z

Zaborowski-Moindron, Sigismond, 104-107
Zamenhof, Ludwik, 215
Zola, Émile, 520, 526

Table des figures

Figure n° 1 : Le spiromètre Robin …. 110
Figure n° 2 : Appareil pour mesurer l'acuité auditive …. 110
Figure n° 3 : Procès-verbal de thèse de Madeleine Pelletier (1903)…. 195
Figure n° 4 : Caricature de Madeleine Pelletier en suffragiste …. 196
Figure n° 5 : Demande d'autorisation de mariage de Charles Binet-Sanglé …. 205
Figure n° 6 : *Armée et démocratie* du 5 mai 1912 …. 205
Figure n° 7 : Adrien Meslier …. 206
Figure n° 8 : Charles Binet-Sanglé en 1924 ….206
Figure n° 9 : Justin Sicard de Plauzoles dans les années 1930 …. 206
Figure n° 10 : L'enquête de *La Chronique Médicale* du 1er novembre 1904 ….223
Figure n° 11 : L'équipe de *Régénération* vers 1903 …. 227
Figure n° 12 : *L'orphelinat Prévost* de mai-août 1886 …. 404
Figure n° 13 : Portrait de Paul Robin dans l'orphelinat Prévost (1894) ….416
Figure n° 14 : Le spéculum bivalve Cusco ….482
Figure n° 15 : Schéma explicatif du principe d'action de la laminaire ….485
Figure n° 16 : La canule à double courant et la seringue de Braun ….488
Figure n° 17 : Le bock d'Esmarch ….489
Figure n° 18 : Schéma pour l'utilisation du bock d'Esmarch ….490
Figure n° 19 : Un catalogue d'hygiène sexuelle des années 1900 …. 497
Figure n° 20 : La trilogie *Vers le bonheur* et *La garçonne*, de Victor Margueritte …. 533
Figure n° 21 : Un papillon gommé de la propagande néomalthusienne …. 593
Figure n° 22 : Graphique « Le capital humain ». Les variations de la valeur de l'individu aux différentes périodes de sa vie. Sicard de Plauzoles, *Le sens de la vie* (1929) …. 621

Tableaux

Tableau n° 1 et n° 2 : La hiérarchie des sciences et des arts correspondants selon Justin Sicard de Plauzoles ….290
Tableau n° 3 : Proportion en volume des différents thèmes abordés par Le bulletin de l'orphelinat Prévost de 1882 à 1894 ….413
Tableau n° 4 : Généalogie des périodiques néomalthusiens français de 1896 à 1939 ….438

Table des matières

Résumé 6

Abstract....8

INTRODUCTION....10

PREMIÈRE PARTIE :
ORIGINE ET ESSOR DU NÉOMALTHUSIANISME FRANÇAIS....19

Chapitre 1 : Une tradition malthusienne française ?....20

1- Thomas Robert Malthus : un père fondateur contesté....20

2- Les sources anglaises du néomalthusianisme....25

The elements of social science....27

La *Malthusian League*....34

3- Le contexte politique, économique et social sous la III^e^ République....36

Le point de vue politique....36

Le point de vue démographique....40

Chapitre 2 : Paul Robin, figure fondatrice du néomalthusianisme en France....54

1- L'enfance et la formation scientifique de Paul Robin....56

2- Une approche militante de la question éducative....61

3- De Malthus au néomalthusianisme....71

Le retour en France....82

La direction de l'orphelinat Prévost de Cempuis....86

Les principes pédagogiques....90

4- De la question de la quantité à celle de la qualité....95

Paul Robin et les anthropologues....98

La fondation de la Ligue....112

5- Le suicide de Paul Robin....131

Chapitre 3 : Premiers acteurs du néomalthusianisme en France....140

1- Les militants....140

Gabriel Giroud / G. Hardy....141
Nelly Roussel....156
Eugène Humbert et Jeanne Rigaudin-Humbert....169
2- Les médecins....181
L'apport de la médecine militaire....184
Madeleine Pelletier....186
Jean Darricarrère....197
Charles Binet-Sanglé....200
Justin Sicard de Plauzoles....207
Alberto de Liptay....214
Alfred Naquet....219
L'enquête de *La Chronique médicale*....221

DEUXIÈME PARTIE :
LES SCIENCES BIOMÉDICALES
AU SERVICE DU MEILLEUR DES HOMMES....228

Chapitre 4 : Les sources scientifiques du néomalthusianisme français 229
1- Les sciences du vivant....230
Claude Bernard comme inspirateur....230
Évolutionnisme et transformisme....233
Haeckel et le monisme matérialiste....242
2- L'anthropologie....250
La médecine politique d'Alexandre Lacassagne....251
L'anthropologie parisienne....257

Chapitre 5 : L'eugénisme et l'euthanasie aux fondements du néomalthusianisme..265
1- L'eugénisme natif des néomalthusiens français....269
2- L'euthanasie et l'eugénique négative....295

Chapitre 6 : Le chemin des utopies....323
1 - Le néomalthusianisme et les utopies....323
2 - *Le haras humain* (1918) de Charles Binet-Sanglé....332
3 - *Une vie nouvelle* (1932) de Madeleine Pelletier....351

TROISIÈME PARTIE : DIFFUSER ET CONVAINCRE.....377

Chapitre 7 : Les lieux du néomalthusianisme en France.....378

1- *L'orphelinat Prévost* (1882-1894) :
un périodique « pré-malthusien ».....379

La publication.....381

Administration et organisation de l'orphelinat.....384

L'enseignement professionnel et les ateliers.....385

Culture scientifique et réalisations techniques.....390

La théorie pédagogique.....394

Santé, hygiène et anthropométrie.....405

**2- La Ligue de Régénération humaine
et les périodiques du mouvement néomalthusien**.....419

Régénération, organe de la Ligue.....420

Génération consciente.....425

Les périodiques après 1914.....434

**Chapitre 8 : L'éducation sexuelle, la diffusion et la distribution
des techniques et des dispositifs anticonceptionnels**.....439

**1- Rendre « consciente » la procréation, la nécessité
d'une éducation sexuelle**.....440

L'hédonisme néomalthusien et les dangers de la continence.....445

Éducation et instruction sexuelles chez Sicard de Plauzoles.....451

Positions progressistes et traditionalistes.....462

**2- Les moyens techniques, médicaux et scientifiques
de la prophylaxie anticonceptionnelle**.....466

La question de l'avortement.....466

L'anatomie et la physiologie génitales.....473

Les procédés anticonceptionnels.....493

Chapitre 9 : Littérature et néomalthusianisme.....509

1- Les écrits littéraires des médecins néomalthusiens.....510

*Le droit à l'avortement. Les deux consciences
magistrat et médecin* (1908) de Jean Darricarrère.....510

Roman, théâtre et contes chez Madeleine Pelletier.....515

2- Les écrivains au service de la cause néomalthusienne.....520

Octave Mirbeau et la dépopulation.....521
La poésie néomalthusienne de Laurent Tailhade.....522
Victor Margueritte et le roman féministe.....524
Fernand Kolney et la « grève des ventres ».....534
Le « pacifisme scientifique » de Manuel Devaldès.....544

Chapitre 10 : La loi du 31 juillet 1920 et la réponse des néomalthusiens.....567
1- L'écho du néomalthusianisme en France.....568
2- La censure, les procès, les condamnations.....587
La période 1895-1907.....588
La période 1908-1920.....591
Après le 31 juillet 1920.....601
3- Transformation du militantisme et nouvelles stratégies.....607
L'hygiène sociale et l'eugénisme selon Sicard de Plauzoles.....608
Eugène Humbert et la Ligue mondiale pour la réforme sexuelle sur une base scientifique.....625

CONCLUSION 630

Annexe 1
Projet de constitution d'une Ligue de la Régénération humaine.....639
Annexe 2
Buts et principes directeurs de la Ligue mondiale pour la réforme sexuelle sur une base scientifique.....641

Références bibliographiques.....643
Index des noms cités.....666
Table des figures.....673
Table des matières.....674